





LES
MEMOIRES
DE
MONSIEVR LEDVC
DE NEVERS
PRINCE DE MANTOVÈ,
PAIR DE FRANCE,
GOVERNEVR ET LIEVTENANT GENERAL
POVR LES ROIS CHARLES IX. HENRY III. ET HENRY IV.
EN DIVERSES PROVINCES DE CE ROYAVME.
ENRICHIS DE PLYSIEVRS PIECES DV TEMPS,
PREMIERE PARTIE.



A PARIS,
Chez LOVYS BILLAINE, au Palais, au second Pillier de la grande Salle, à la
Palme & au grand Cesar.

M. DC. LXV.
AVEC PRIVILEGE DV ROT.

MEMOIRES

DE NEVERS





AV ROY.



SIRE.

*Je prens la hardiesse de presenter à VOSTRE MAIESTE'
les Memoires de M. le Duc de Neuers. Ce ne sont pas
de ces pieces d'Eloquence où l'on ne se propose que de tou-
cher agreablement les esprits, par la beauté des expres-
sions & par la nouveauté des pensées. Ce sont, SIRE,*

I. PART.

a

EPISTRE.

les excellens discours & les sentimens genereux d'un Prince, qui ayant receu du Ciel, toutes les lumieres & toutes les vertus qu'il faut apporter au gouvernement des Estats, passa d'Italie en France, pour les consacrer au service des Rois vos predecesseurs. Dès l'âge de dix-sept ans, SIRE, il leur donna des preuues de sa valeur, de son esprit & de son zele. Il seruit dans l'armée de Picardie pendant le siege de S. Quentin; & se trouua à la funeste Journée de S. Laurens. Il y fit tout ce qu'on deuoit attendre de luy. Il y fut blessé. Il y fut pris, & fut mené tout en sang, à Ferdinand de Gonzague son Oncle. Ce passionné partisan d'Espagne eut de l'indignation de voir un Prince de son sang dans les interests de la France. Il le receut avec assez de froideur, & luy dit beaucoup de choses qui n'estoient pas à l'auantage du Roy Henry II. Le genereux Ludoüic de Gonzague fut sensiblement touché des paroles insolentes de son Oncle. Il y répondit aussi en des termes si forts, & parla si dignement de la personne & de la puissance du Roy son Maistre, qu'il ietta de la confusion dans l'esprit de Ferdinand, & merita d'estre loué de la bouche mesme des Espagnols. Cette action, SIRE, rencontrant vne ame aussi belle & aussi grande qu'est celle de V. M. n'aura pas manqué d'y produire cette estime & cet amour que les Heros ont tousiours pour les actions de leurs semblables. Mais quelque sentiment qu'elle ait de M. de Neuers, ie n'ay garde d'employer beaucoup de paroles pour luy marquer trop curieusement les beaux endroits de sa Vie. Tous les momens de la vostre, SIRE, sont si precieux à vos peuples, & si necessaires au gouvernement de l'Estat, qu'on ne peut Vous en faire perdre un seul, sans pecher contre Vostre gloire, & contre la felicité publique. Ie ne diray donc rien à V. M. de tant de choses

EPISTRE.

choses remarquables qui se passerent sous le Regne de Charles IX. ou par les conseils, ou par la Valeur de M. de Neuers. Je tairay mesme, ce seruice incomparable qu'il rendit à toute la France, quand il s'opposa luy seul à la fureur de ceux qui auoient conjuré contre la vie des Princes de vostre sang. Je ne vous parleray point, SIRE, de ce fameux different qu'il eut avec le Roy Henry troisieme, ny de cette hauteur d'une ame plus que Romaine, avec laquelle il soustint les interests de son Souuerain contre son Souuerain mesme. Si V. M. luy fait l'honneur d'arrester les yeux sur cette Remontrance si sage & si desinteressée que j'ay mise à la teste de ses Memoires, elle verra bien qu'il n'y a iamais rien eu de plus iuste ny de plus necessaire, que la violence qu'il se fit pour ne pas obeir au Roy son Maistre. Vous estes, SIRE, vn si grand & vn si bon Iuge dans des matieres de cette nature, que M. de Neuers espere qu'encore que sa cause soit la cause d'un sujet contre son Roy; vous prononcerez neantmoins en sa faueur; puisqu'il ne pouuoit conseruer la gloire de son inuiolable fidelité, & consentir à l'alienation de Pignerole, de la Perouse & de Sanillan. Vostre conduite, SIRE, qui est l'admiration de toute l'Europe, est l'Apologie de M. de Neuers. Vos actions confirment ses sentimens, & vous estes d'accord avec luy, qu'un Roy doit travailler sans cesse à l'accroissement de ses Estats, pouruen que ce soit par des voyes legitimes. Mais comme il est vray, SIRE, que les Rois se font bien de l'honneur quand ils portent les bornes de leurs Royaumes plus loin qu'ils ne les ont trouuées, & qu'ils y ajoutent des places de l'importance de Dunquerque & de Marsal; il n'est pas moins vray que leurs liberalitez ne peuuent estre louées, quand elles vont iusques à donner des Villes qui

EPISTRE.

sont comme les gages de la foy de leurs voisins, & les clefs de leurs Estats. Cela estant, SIRE, M. de Neuers a raison de croire que vous verrez avec plaisir, les Memoires qu'il a laissez à la France, comme des marques eternelles de l'amour qu'il a tousiours eu pour sa grandeur; & que tout éclairé & tout sçauant que vous estes dans la science des Rois; vous aurez assez de moderation pour le consulter quelquefois dans les affaires difficiles, & pour appuyer vos deliberations, des auis si solides & si vigoureux qu'il a donnez à trois de nos Roys. La seule chose qu'il craint, SIRE, c'est qu'en n'estant pas né dans vostre Royaume & dans vostre siecle, & sçachant d'ailleurs que vous avez l'esprit le plus beau & le plus delicat du monde, & que vous donnez un tour admirable à tout ce que vous dites, vous ne receuiez qu'une satisfaction tres-mediocre de la lecture de ses Memoires. Mais vous aurez bien plus d'égard à la solidité de ses raisonnemens, qu'à la politesse de son langage. Car vous sçauiez faire une grande difference entre les Declamations d'un Orateur & les Discours d'un Ministre d'Estat; entre un de vos sujets qui prend plaisir à cultiuer sa langue, & un Estranger qui est contraint de s'expliquer en une langue qui ne luy est presque pas connue. Apres cela, SIRE, ie me persuade que ie ne pouuois rien presenter à V. M. qui luy fust plus agreable que le Recueil des Escripts de M. de Neuers; ny trouuer une occasion plus fauorable de luy faire de tres-humbles actions de graces, de ce qu'elle n'a pas dedaigné d'entendre iusques à moy, les marques de son estime & de sa liberalité. Je souhaiterois, SIRE, de vous en pouuoir temoigner ma iuste reconnoissance par des choses plus effectiues que des paroles. Mais ie suis en un âge où il ne me reste que des souhaits & des vœux. Je les

EPISTRE.

*offre à V. M. avec tout le respect que ie luy dois ;
& la supplie tres-humblement de les vouloir agréer ,
puis qu'ils n'auront iamais d'autre objet que la conser-
vation de vostre personne sacrée, & la longue & gloriou-
se suite des prosperitez de vostre Regne. C'est une prote-
station tres-sincere que fait de l'abondance de son cœur, ce-
luy qui a tousiours esté & qui sera iusqu'à la fin de sa vie,*

SIRE,

De Vostre Majesté,

Le tres-humble, tres-obeissant,
& tres-fidele Seruiteur, & sujet.
GOMBERVILLE.



P R E F A C E.



Ors que ie m'engageay dans le Recueil des Memoires de Monsieur le Duc de Neuers, ce n'estoit pas mon dessein d'y ioinde des pieces estrangeres; & d'emprunter des actes publics & des discours du temps, la confirmation cu l'esclaircissement des veritez que ce Prince nous a laissées. Mais plusieurs de mes amis m'ayant conseillé de le faire, & de publier

tout ce qui pouuoit contenter en cela, la curiosité des Lecteurs, ie me resolus de preferer leur sentiment au mien, & d'adiouster aux Memoires de M. de Neuers, ceux des plus grands personnages de son siecle. L'éuénement m'apprendra quel sera le succez de ma complaisance. Cependant il est iuste que ie rende compte de mon travail aux personnes qui se donneront la peine de le considerer, & qu'en moins de paroles qu'il me sera possible, ie leur dise les principales raisons qui me l'ont fait entreprendre. Avant que Dauila eust fait imprimer à Venise l'Histoire de nos guerres ciuiles, j'auois formé le dessein d'escrire celle des cinq derniers Rois de la Maison de Valois; & d'y enfermer tous les éuénemens extraordinaires & toutes les estranges reuolutions dont la France a esté le theatre, depuis la mort de Louis XII. iusqu'à celle de Henry III. j'auois choisi ce siecle-là comme vn siecle où il est arriué des changemens si estranges dans la Religion & dans l'Estar, que quiconque y fera reflexion, demeurera d'accord que c'est comme vn abregé & comme vn renouvellement de tout ce qui s'est passé dans es dix premiers siecles de cette Monarchie. Me voyant donc vne si

P R E F A C E.

riche matiere entre les mains, ie n'oubliay rien de tout ce qui estoit en mon pouuoit, pour tascher de luy donner vne belle forme. Je fis vne reueuë generale des meilleurs Historiens. L'examinay avec soin, les Catholiques & les Protestans, pour decouurir au moins la verité des faits, au trauers des ombres & des nuages qu'ils ont respandus sur leurs narrations. Mais ie connus que les Allemans n'estoient pas plus fideles que les Espagnols. Je remarquay del' emportement dans les Italiens autant que dans les Anglois; & ne trouuay dans les François, que des inuectiues & des partialitez. En effet si l'on en retranche vn fort petit nombre, on verra que tous ceux qui ont escrit nostre Histoire depuis l'an 1515, sont si huguenots ou si ligueux, qu'ils ne meritent pas le nom d'Historiens veritables & desinteressez. Je me garday bien aussi de marcher sur la foy & sous la conduite de personnes si suspectes. Je cherchay des guides plus fideles, & employay tous mes soins & tous mes amis pour en recouurer. Leurs diligences & les miennes reüssirent admirablement. Il me fut permis de fouïller dans les tresors de M. de Lomenie Secretaire d'Estat, de M. le President de Thou, de Messieurs du Puits, & de quelques autres curieux. Je fis des recueils forts exacts de toutes les veritez que les Historiens ont alterées, & de toutes les particularitez qu'ils n'ont pas sceuës. Ayant ainsi preparé mes materiaux & arresté le plan de mon ouurage avec les Connoisseurs, ie le commençay dans toute l'ardeur qu'il faut auoir pour les grandes entreprises. Je trauaillay d'abord à vn proiet de Preface qui ne fut pas desaprouuë de ceux qui le virent; & en quatre ou cinq mois, i'acheuay le premier Liure des vingt dont ie voulois composer mon Histoire. Vn Abbé de mes amis m'ayant obligé de luy prester la Preface pour deux iours, la fit imprimer sans ma participation; & m'en enuoya cent Exemplaires, avec vne lettre d'excuses & de raisons pour iustifier son action. Il y auoit vn autre Abbé d'importance aupres de Monsieur le Cardinal de Richelieu, qui estoit le meilleur de mes amis. Je ne crûs pas me pouuoir dispenser de luy enuoyer vne copie de ma Preface. Il estoit en Italie avec S. E. & m'escriuait de temps en temps. A la premiere occasion qui se presenta ie luy enuoyay non seulement ma Preface, mais aussi le premier Liure, & le plan de toute mon Histoire. Deux mois apres il m'escriuit vne lettre pleine d'applaudissemens, de loüanges & d'approbations. Il m'excitoit à continuer mon ouurage, à luy enuoyer bientost le second Liure, & à estre bien persuadé que la peine que ie me donnois me feroit de puissans amis. Voila vn beau costé de Medaille, mais voicy vn reuers qui surprendra tous ceux qui ne sçauent pas la maniere dont on en vſe à la Cour. M'estant aperçeu qu'il y auoit quelque chose d'escrit au dos de la lettre

P R E F A C E.

la lettre de mon amy, ie voulus voir ce que c'estoit, & i'y trouuay ces lignes.

Depuis ma lettre escrete i'ay eu vne longue conference sur vostre sujet. Mon amitié ne me permet pas de vous la celer. On m'a dit que les morts ne sçauent point de gré aux gens de la peine qu'ils se donnent pour eux; & que le public est vn ingrat que rien ne peut obliger. Qu'ils n'en faut point d'autres preuues que les Satyres que l'on publie tous les iours contre les personnes qui se tuent pour le seruir, & qu'il n'y a de satisfaction qu'à se témoigner de l'amitié à ceux qui le meritent. Voilà le sentiment d'autrui, voicy le mien. Laissez-là les Morts & obligez les Viuans. Vous m'avez autrefois parlé d'une piece de theatre. Si ie ne me trompe c'estoit Les Amants d'Angelique. Si vous me croyez, vous y travaillerez. Cela vaut mieux que cent Histoires.

Il faut que j'auoüe la verité; ie fus picqué de cet aduis: & quoy que ie ne pusse douter de l'intention avec laquelle il m'estoit donné, non seulement ie ne laissay pas d'en vouloir vn peu de mal à mon amy, mais ie pris vne ferme resolution de n'ecrire de ma vie, ny pour les Morts ny pour les Viuans. Mais ce premier mouuement ne fut pas plustost passé, qu'à la ioye de me voir desgagé d'une obligation que ie regardois desia comme vne longue seruitude, conuertit mon dépit en vne action de graces; & me fit entrer dans les sentimens d'une personne qui estoit infiniment plus sage & plus clairuoyante que moy. Je l'enaimay aussi beaucoup dans le fond de mon cœur, & sçauay de l'honneste pretexte qu'il me donnoit de iouyr de mon ancienne oisiveté; & de ne plus penser qu'à continuer la vie que j'auois commencée. Il arriua cependant par vne auanture que ie n'auois pas preueüe, que ie retombay dans la maladie des Romans; & que ie fus engagé par vne Dame de la premiere condition, de me souuenir de mon premier Palexandre. Je le reuis pour luy plaire, & ne luy trouuant ny la qualité ny le merite que ie luy aurois souhaité, ie voulus me rendre le maistre de sa fortune & de sa condition; & puis que son esleuation ne me coustoit que quelques momens de réuerie, le porter aussi haut que mon imagination pouuoit aller. La Princesse pour le diuertissement de qui j'auois entrepris ce Roman, l'ayant trouué fort agreable comme il estoit, ie le publiay sous son nom; & voulus voir si la fable me seroit vn peu plus fauorable que l'histoire. Si les bagatelles peuvent donner de la satisfaction, i'ose dire que le succez des miennes fut assez heureux pour ne me pas repentir d'y auoir employé vne des meilleures années de ma vie. Ce Liure fut porté à la Cour qui estoit à Lion; & y fut receu avec tant de marques d'estime, qu'il m'acquitt en mon absence mesme, l'amitié de

P R E F A C E.

la plupart des personnes de condition & d'esprit. Lors que le Roy fut de retour à Paris, mes vieux amis m'obligerent de voir les nouveaux, & de leur tesmoigner mon ressentiment des bontez qu'ils auoient eues pour moy. Ils m'en donnerent tant de nouvelles preuues, & sceurent combattre si adroitement la repugnance que i'auois à leur vie tumultueuse, que par la complaisance qui est née avec moy, i'en oubliai mes premieres resolutions, & l'amour de la solitude. Pendant que vray-semblablement ie me deuois promettre des suites bien considerables d'un si beau commencement, il s'esleua vne grande tempeste à la Cour. Plusieurs des plus adroits Pilotes y firent naufrage avec tous ceux qui vogueient sous leur conduite; & les autres demurerent longtemps entre l'esperance & la crainte. En mesme temps vn Gentilhomme de mes amis reuint d'Italie & m'apporta l'Histoire de Dauila nouvellement imprimée. Je fus bien aise d'auoir ce diuertissement pour charmer la perte de quelques-vns de mes amis, & par la lecture des choses passées adoucir l'amertume des presentes. Je leus donc l'Histoire de Dauila avec beaucoup d'application & beaucoup de plaisir, & connus non seulement qu'il auoit eu de bons memoires, mais aussi qu'il s'en estoit seruy avec bien de l'art & bien du iugement. Je ne fais point de difficulté de confesser que i'en fus touché d'emulation; & qu'il me renouella les deplaisirs que i'auois presque oubliez. Je diray aussi, sans pretendre rien diminuer de l'estime que cet Historien a meritée, que mon histoire n'auroit presque point eu de conformité avec la sienne, & que i'auois pris vn chemin tout different du sien. Car si l'on en excepte les faits, où il m'auroit fallu de necessité conuenir avec luy, nous ne nous fussions rencontrez que tres-rarement. Les Lumieres que i'auois tirées de mes Memoires m'auoient fait penetrer dans le secret des affaires, bien au delà de ce que Catherine de Medicis en auoit voulu apprendre à Dauila. I'auois aussi fort mal executé mon dessein, ou mon Histoire auroit indubitablement eu des beautez que l'on ne trouue point dans la sienne. I'acheuoi cette lecture, lorsque i'appris qu'il y auoit à la Cour des troubles plus grands que les premiers. Mais contre toutes les apparences, apres deux ou trois mois d'agitation, les choses reprirent leur cours ordinaire, & l'on commença à parler de diuertissemens & de Comedies. Je fus sollicité fort obligamment de faire comme les autres; & de n'estre pas plus cruel aux *Amants d'Angelique* que ie l'auois esté à *Polexandre*. Mais ce dernier l'emporta; car estant appuyé de la faueur des personnes à qui tous les autres font gloire d'obeyr, i'en receus vn commandement absolu de finir ses auantures. Je ne balançay point sur l'execution d'un ordre si obligeant, & surmontay toute ma

P R E F A C E.

pareffe, pour mettre mon *Conquerant Imaginaire* en l'estat où tout le monde l'a vû. Je supplie tres-humblement les Lecteurs de ne point imputer le recit de ces particularitez, à vn mouuement de vanité, ny à vne demangeaison de parler de moy. Je m'y trouue contrainct malgré mes propres sentimens, par les impertinentes coniectures de certains visionnaires, qui prennent leurs illusions pour des realitez. Je retranche aussi tout le reste de ce qui me regarde, parce que i'en ay dit assez pour l'interest de la verité; & i'adiouste seulement qu'estant demeuré comme enchanté parmy les delices & l'oisuete de la Cour iusqu'à la mort du feu Roy; ie m'en retournay peu de iours apres, dans ma chere solitude pour faire de longues reflexions sur la folie des esperances humaines, & sur l'inutilité de l'affection des Grands. Je tiray bien du profit de mes meditations; car ie remarquay dans les choses qui m'estoient aduenues, que nos proiets & nos resolutions sont apparemment en nostre disposition, mais que leur execution en est tellement independante, que quelques mesures que nous prenions pour les faire reüssir, vne force superieure luy donne le mouuement qu'il luy plaist, & les auance & les recule par vn ordre aussi iuste qu'il est incomprehensible. En voicy vn exemple qui me touche. Pendant que M. le President de Vair auoit les sceaux, ie fis vn Discours des vices de l'Histoire, & ie le luy dediaay dans l'esperance qu'estant homme de lettres, & ayant luy-mesme fait des Liures, le premier essay d'un homme de dix neuf ans l'obligeroit à me donner vne place en son amitié. Mais il arriua par les mauuais offices de quelqu'un, que cela mesme qui me le deuoit rendre fauorable produisit vn effet tout contraire. Le iuste ressentiment que i'eus d'un traitement si dur, me fit abandonner le sceau, & attendre que les choses eussent changé de face, pour continuer vn trauail qui n'estoit que commencé. Ma patience n'eut pas beaucoup d'exercice. Car M. de Vic ayant eu les sceaux à son tour, eut la bonté de m'enuoyer offrir par son Secretaire, le Priuilege que M. de Vair m'auoit refusé, & me dire que les armes du Roy s'estoient si hautement declarées pour tout ce que les esprits timides auoient desapprouué dans mon Liure, qu'il deuoit estre confirmé par son sceau, & publié avec sa permission. Il eust aussi paru bientoist apres, si la mort ne m'eust point fait perdre vn si genereux & si puissant amy; & ie ne desesperé pas de le faire voir vn iour, si i'ay le temps d'y mettre la derniere main. Je pourrois adiouster à cet exemple celuy de mon Histoire. Mais ie feray mieux d'en supprimer le recit, & de venir sans destour au principal suiet de cette Preface. Je diray donc qu'estant enfermé dans ma solitude, & prenant plaisir entre mes autres diuertissemens, à reuoir les grands Recueils que i'auois faits;

PREFACE.

& à me rafraichir la memoire de toutes les importantes affaires qui estoient arriuéés pendant le Regne de cinq Rois ; la conioncture du temps me fit vne meschante affaire, & me força de retourner à la Cour. Je crûs que pour y rentrer avec vn honneste pretexte, i'y deuois porter vn ouurage de ma façon. L'auois fait à la priere, d'un Graueur que j'aime, quelques vers & quelques petits Discours sur des figures qu'il auoit copiées apres les Originaux des Emblemes d'Horace ; & mon dessein estoit qu'il les publiast sans y mettre mon nom. Mais cette occasion inopinée me fit changer de resolution, & ie me persuaday que donnant au Roy vn ouurage si propre à le diuertir en l'âge où il estoit, ce present ne nuirait point à mon affaire. Le Roy le receut d'une maniere si obligeante, que ie ne doutay point qu'il ne fut vn iour ce qu'il est aujour d'huy. La Reine Mere de S. M. me tesmoigna en cette occasion les bontez qu'elle a tousiours eues pour moy ; & M. le Cardinal Mazarin ayant receu mon Liure avec bien des marques d'agrement, m'accorda tout ce que ie luy demanday. Je laissay à mes amis à faire le surplus & m'en retournay dans mon desert, non seulement le plus content du monde, mais bien resolu d'y acheuer le reste de ma vie. Certes il n'y a rien de quoy l'homme puisse moins respondre que de choses dont il croit estre absolument le maistre. Je n'auois pas esté six mois dans vne profonde tranquillité, que les maladies dans lesquelles ie tombay, & celles dont la France fut attaquée, me contraignirent de quitter la campagne, & de me faire porter à Paris. Mes indispositions furent fort facheuses & fort longues, & me firent garder la chambre iusqu'à la fin de l'an 1661. Peu apres les forces me reuinrent ; & pour trouuer les veritables Medecins qui pouuoient me donner vne parfaite santé, ie les cherchay parmy les personnes de lettres & de Cabinet. Leurs conuersations m'étant bien douces & bien agreables la hasterent tellement, qu'en moins de trois mois ie me sentis tout renouellé. Il y a environ quatre ans qu'estant dans le Cabinet d'un de ces excellens amis, nous tombâmes sur l'opposition qu'on rencontre dans les choses qui semblent estre le moins exposées ; & ie ne sçay comment il arriua que pour appuyer cette verité, ie leur parlay des Recueils que j'auois faits & de l'Histoire que j'auois abandonnée. Ils n'oublierent rien pour me conuier de la reprendre lorsque ma santé le pourroit permettre. Je leur respondis en riant, comme ce Philosophe qu'on vouloit marier, qu'il n'estoit plus temps ; & qu'un homme qui n'estoit pas encore bien restably apres trois grandes maladies, & qui auoit plus de soixante ans, estoit dispensé par les loix, de toute sorte de trauail. Au moins, me dit vn de ces hommes illustres, deuez-vous donner au public les Memoires qui se

P R E F A C E.

perdent dans vostre Cabinet. Je confesse qu'il me prit par mon foible, & que ie ne refistay gueres à sa proposition. Les autres vinrent à la charge, & voyant que ie lâchois le pied, ils me pousserent si chaudement que ie me rendis à leur discretion. Je leur dis que ie ne leur promettois pas de faire imprimer tous mes memoires, mais que ie me sentoie assez fort, & assez affectionné pour leur faire voir ceux de Monsieur de Neuers; parce qu'ils m'estoient plus chers que tous les autres, & que j'auois remarqué dans leur Auteur, cette grande ame & cette haute vertu qui paroissent si rarement dans la plupart des personnes de sa qualité. D'ailleurs qu'il estoit presque le seul qui auoit eu la generosité de venger la memoire de Henry III. des calomnies & des libelles diffamatoires, dont deux sortes d'Ecriuains également laches & infidelles auoient osé la noircir. Toute la Compagnie me répondit qu'il n'y auoit rien de plus honneste & de plus louable que mon dessein; Que ie le deuoie entreprendre sans craindre que ce travail pût nuire à ma santé; Qu'au contraire ce me seroit vn diuertissement, lors que le temps ne me permettroit pas de voir mes amis, ou de me promener dans Luxembourg. M. d'Herouual, qui n'est inconnu qu'à ceux qui ne sçauent pas lire, m'offrit toute son assistance; & daigna mesme me promettre qu'il se chargeroit d'une partie du travail. Il n'y a pas manqué, & ie puis assurer les Lecteurs, qu'il a presque autant de part à ce Recueil que moy-mesme. Je commençay donc à mettre les Memoires de M. de Neuers par ordre, avec dessein de les donner sans aucune addition. Mais mes amis, comme j'ay desia dit, me demanderent dauantage, & chacun me promettant quelque Memoire particulier, j'ay estendu ma complaisance le plus loin qu'elle a pû aller.

L'on verra à la teste de ce Recueil cette hardie & iudicieuse Harangue que M. de Neuers enuoya de Gauc, au Roy Henry III. sur la consequence de l'alienation des places de Pignerole, de la Perouse & de Sauillan. Les Lecteurs seront peut-estre bien aises d'apprendre le detail de cette grande affaire; & de plaindre la mauuaise fortune d'un Roy qui n'a iamais fait de fautes que pour auoir tousiours eu cette deference, de croire plustost les autres que luy-mesme. Il n'y a ny huguenot ny ligueux qui ose disconuenir que ce Prince n'eust receu du Ciel toutes les qualitez d'un grand Roy. Il estoit parfaitement bien fait. Il auoit bien de l'esprit. Il parloit aussi agreablement que personne de son siecle. Il estoit tres capable de gouverner, & quand il estoit au Conseil, les hommes d'Estat les plus consommés dans les affaires, bien loin de luy donner leurs aduis, l'escoutoient avec admiration, & suiuoient tousiours les siens. Pour le cœur il l'auoit si grand, que ie puis

P R E F A C E.

dire sans exaggeration, qu'il estoit aussi braue & aussi intrepide que ce fameux Conquerant dont le Roy d'Angleterre & le Roy de Nauarre luy auoient donné le nom. Il faut cependant que ie reconnoisse de bonne foy qu'il auoit deux grands deffauts. Le premier venoit de trop de tendresse & de trop de bonté. Car il se laissoit posséder si absolument par ceux qu'il aimoit, & se despoüilloit avec tant de complaisance de ses propres sentimens, pour s'abandonner auëuglement, à ceux de ses fauoris, que c'est de cet excez d'affection, qu'ont procedé tous les malheurs où la France a esté exposée sous son Regne. L'autre deffaut estoit encore plus extraordinaire. Il auoit vne inclination à donner si violence & si inuincible, que la propre necessité de ses affaires & l'interest mesme de sa conseruation n'ont pû la luy faire perdre. J'ay appris de la bouche de M. le Marechal de Souuray & de M. de Chanuallon, vne preuue de cette verité qui est tout-à-fait surprenante, & dont ils furent tous deux les tesmoins. La coustume de Pologne est, qu'apres l'eslection de leurs Rois, les Euesques & les Palatins vont par deputation trouuer le nouueau Roy, & luy presentent de grands bassins de vermeil doré pleins de medailles & d'autres grandes pieces d'or. Le Prince est obligé pendant qu'ils luy font leur harangue, d'auoir tousiours les mains sur le bord d'un des bassins. Henry III. n'ayant pû se dispenser de cette ceremonie, fut frapé, à la veuë de ces bassins & de ces pieces d'or, d'une si extraordinaire impatience de les donner à quelques-uns de ses seruiteurs, qu'auant la fin de la harangue qu'on luy faisoit, il se sentit tout en eau, & fut contraint de retrancher la suite des complimens pour aller changer de chemise. Il y a dans sa vie cent exemples de cette force; mais celuy que ie vay dire est au delà de tous les autres. Ce Prince à son retour de Pologne passa par Turin, & y fut receu par la Duchesse de Sauoye sa Tante avec vne magnificence Royale. Elle eut pour luy toute la tendresse & toute la complaisance imaginables. Elle luy ehoisit des diuertissemens & des compagnies qui luy furent bien agreables; & vn iour qu'elle estoit seule avec luy, elle luy offrit pour sept ou huit cent mille escus des plus belles pierreries du monde. Ce grand Roy fut tellement touché de tant de marques d'amitié, qu'estant comme il estoit le plus genereux & le plus liberal Prince de son siecle, non seulement il refusa les pierreries de la Princesse sa Tante, mais il luy dit qu'elle pouuoit disposer absolument de sa personne & de son Royaume. La Duchesse qui auoit plus d'amour pour la maison où elle estoit entrée, que pour celle dont elle estoit sortie, se seruit vtilement des offres du Roy, & luy fit demander par M. de Bellegarde, la donation des places qui luy restoient dans les Estats du Duc de Sauoye.

P R E F A C E.

Henry III. ne fit pas la moindre reflexion sur vne demande de cette consequence, & l'accorda aux prieres de cette bonne Tante. M. de Neuers qui auoit preueu cette affaire, luy en auoit parlé plusieurs fois, & l'auoit disposé à n'escouter personne sur cela. Aussi quand il receut la nouuelle de cette donation, il la receut comme vn coup mortel, & dans la douleur qu'il en sentit, il composa la vigoureuse Harangue pour l'esclaircissement de laquelle ie fais ce Discours. Le Roy estoit à Lion lors qu'elle luy fut présentée par vn Gentilhomme de ce Prince, & pour luy donner toute la satisfaction qu'il luy demandoit, illa fit lire en plein Conseil par vn des Secretaires d'Estat. Les esprits furent fort partagez par cette lecture. La Reine mere en parut touchée, & ietta les yeux sur le Roy son fils, comme pour luy dire tacitement, qu'elle estoit de l'aduis du Duc de Neuers. Mais Henry III. ayant oüy tous les aduis, M. de Neuers, dit-il, a fait son deuoir. Il faut que ie fasse le mien. I'ay donné ma parole. Je la veux tenir. Il se leua aussi-tost, & comme il donna de grands deplaisirs aux gens de bien par sa resolution, il remplit aussi de ioye, ces esprits ambitieux qui voyoient vn si heureux acheminement à leurs pernicieux desseins. Pour dire le vray, ie n'approuue pas ce grand excez de liberalité. Mais ie ne condamne pas Henry III. Je condamne ces traistres & perfides Conseillers, qui abusant des nobles inclinations de ce Prince, le firent tomber dans les pieges qu'ils luy auoient eux-mesmes tendus. Aussi quelques esclairez & quelques laborieux que soient les Rois, ils ne sçauroient faire tout par eux-mesmes, ny estre tousiours en garde avec leurs Ministres. Ils ont besoin de secours de quelques personnes qui n'ayent autre interest que le leur, & qui ne trahissent iour & nuit que pour la gloire de leurs Maistres, & pour le bien de l'Estat. Je croy qu'il ne sera pas mal à propos que pour faire voir des preuues conuinquantes de ce que i'ay dir, ie rapporte ce que M. l'Abbé de Brantome a escrit sur ce suiet, dans la vie du Marechal de Bellegarde. Le voicy.

Quelques années après, M. frere du Roy le prit en amitié autant pour sa suffisance & qu'il attiroit en ce qu'il pouuoit les honnestes Gens à luy, que par le moyen de M. du Gua, qui gouernoit paisiblement Monsieur son Maistre, & pour ce luy faisoit tout plein de faueurs: mesme qu'il luy oëtroya l'estat de Couronnel de son Infanterie, sans penser à la parole qu'il auoit premierement donnée au S. du Gua, qu'il deuoit mener en Pologne, dont ie parleray ailleurs, & du differend sur ce suiet d'entreluy & M. du Gua, & comme pour l'amour de cela en partie, cette Infanterie ne s'y conduisit. Nonobstant, ils ne furent iamais bons amis, & furent en Pologne avec le Roy, ou l'un & l'autre

P R E F A C E.

n'y demeurèrent gueres qu'ils s'en departirent. L'un s'en vint à la Cour, & M. de Bellegarde alla en Piedmont, & n'y fut pas plustost, que la mort du Roy entreuint, & la partance du Roy nouveau de Pologne, qui fut à l'improuiste & à la dérobée, & tres-mal accompagné; dont tres bien luy seruit, ainsi que j'en discourray tres-bien en sa vie par son dire propre, qu'il me fit cet honneur vn iour de m'adresser les propos à Lion à son coucher ainsi que ie le déchaussois. M. de Bellegarde qui estoit tres-hardy prend l'occasion au poing, discours à M. de Sauoye de la venue du Roy & du recueil qu'il luy deuoit faire pour son deuoir, & l'assistance qu'il luy deuoit porter, en parle de mesme aux Potentats d'Italie, & à Messieurs de Venise. Enfin il les trouua trestous si bien preparez, qu'ils n'entendoient rien tant que sa venue pour luy faire paroistre leur deuoir, obeïssance & amitié. Apres il partit en poste, & vint au deuant du Roy qu'il trouua en Carenthie, luy discours de sa Negotiation qu'il auoit entrepris luy-mesme, pensant qu'il eut failly s'il eut fait autrement. Là-dessus ne faut douter s'il luy en lçeut vn tres-bon gré, l'embrasse, l'aime plus que iamais, le carresse; si bien qu'il possède le Roy, le gouuerne paisiblement. Tout passe par ses mains, & son Conseil & ses affaires, car il estoit seul de charge, se fait admirer, honorer & aimer, de tous les Grands d'Italie.

Ce ne fut pas tout, il le fait Marechal de France au lieu des deux Prisonniers à la Bastille (les Marechaux de Montmorency & de Cossé, luy fait don de trente mille liures de rente en biens d'Eglise ou autrement. Bref on le vid à coup si regorgé de faueurs & grades, si bien que nous ne l'appellions à la Cour, que le Torrent de la faueur: si que le monde s'en estonnoit & ne faisoit-on parler que de ce Torrent. Mesme la Reine n'en sçauoit que dire, vers laquelle la Roy l'enuoya vn iour auant qu'il vint, pour luy annoncer son heureuse venue & luy conferer tous ses plus priuez affaires, qu'il ne vouloit commettre à autre qu'à luy. Ie le vis venir dans le carrosse du Roy, qu'il luy auoit presté, qui tenoit fort bien sa morgue à l'endroit de la Reine, de Monsieur, du Roy de Navarre qu'il rencontra en chemin où j'alois. Ie ne l'eus iamais pris pour celuy que j'auois connu, & disoit-on qu'il en faisoit trop pour vn commencement. M. du Gua mon grand amy, me disoit bien tousiours, qui n'auoit encore veu le Roy, laisse moy parler au Roy vne heure, tu verras que ie feray escouler ce Torrent, & se secher & rentrer bientost dans son lit, & premier chetif berceau qu'on l'a veu: comme il dit vray; car en vn rien on vid le Roy fort refroidy en son endroit, luy faire la mine froide & dédaigneuse, comme il sçauoit tres-bien faire quand il vouloit, ne luy parler point d'affaire, la porte du Cabinet luy estre refusée,

P R E F A C E.

fusée le plus souvent. Enfin voila tout changé en vn tourne-main de ce que l'on ne venoit que de voir *adesso* comme dit l'Italien, & de fait fort rauallé; si bien qu'à la Cour on ne sçauoit ce qu'on deuoit plus admirer, ou la fortune de cet homme qu'on auoit veu hier tres-haute & tres-grande, ou son petit rauellement d'auourd'huy: dont aucuns en rioient bien, car auant il faisoit trop du grand, veu ce qu'il auoit esté. Et c'est ce qu'il nous dit vn jour à M. de Strozze & à moy, qui estions de ses bons amis, & le luy montrasmes mieux en son aduersité qu'il ne nous auoit montré en la prosperité, en laquelle se perdoit trop, qu'il eut mieux aimé cent fois que le Roy ne l'eust point élevé si haut & en si peu de temps, que tout à coup l'auoir precipité comme d'un rocher en bas, pour le perdre & deshonorer, & qu'une telle & si haute cheute, luy estoit plus griëue: & nous disoit cela quasi la larme à l'œil, & nous faisoit pitié.

Ce ne fut pas tout, pour l'oster de la Cour, le Roy luy donna la charge d'aller assieger Liuron en Daupiné; car puis qu'il estoit fait M. le Marechal, il falloit bien l'enuoyer pour faciliter son passage d'Auignon. Charge certes qui fut fort facheuse & ruineuse, dont il s'en fust bien passé, venant d'une claire fontaine de fortune, s'aller baigner dans une eau bourbeuse & toute gassouillée de disgrâce & de faueur. Sept ou huit mois apres, pour se défaire de cette homme qui pesoit trop sur les bras comme un chacun voyoit, on luy donna commission de s'en aller en Pologne pour r'habiller les affaires du Roy qui estoient fort découuës, Commission seulement inuentée pour s'en défaire & décharger: ainsi qu'il me le dit quand il partit, que si on ne luy donnoit l'argent qu'il demandoit & qu'on luy auoit promis, qu'il ne passeroit pas Piémont. Ce qu'il fit & y demeura autant pour ce suiet, que pour tenir bonne compagnie à M. la Marechale de Termes sa Tante, de laquelle il auoit esté fort long-temps amoureux, que puis apres il épousa avec dispense; mais sur la fin, on disoit à la Cour qu'il ne la traitoit pas trop bien, pour pratiquer le Prouerbe, Amours & Mariages qui se font par amourettes finissent par noisettes. Enfin apres plusieurs mescontentemens du Roy, ce Marechal dépité se banda contre luy, s'estendant sous main avec M. de Sauoye de qui il estoit fort seruiteur & grand amy de tout temps, comme ie l'ay veu conferer & pratiquer avec le Marquis d'Ajamont Gouverneur de l'Estat de Milan, & prendre de bons doublons, ce disoit-on à la Cour; car autrement ne se pouuoit-il bander contre le Roy, ny luy faire teste, & luy fait perdre en un rien tout le Marquisat de Saluces. I'estois lors à la Cour que les nouvelles en vinrent au Roy, qui en fut fort émeu, & que la Citadelle de Carmagnolles estoit assiegée. Le.

P R E F A C E.

Roy dépecha tout aussi-tost le S. de Luffan M. de Camp des Bandes de Piémont pour la secourir. Nous donnâmes de garde que nous le vîmes retourner que tout estoit perdu ainsi que nous estions, de quelque ieunesse de la Cour, aucuns prests à partir, dequoy i'en vis le Roy fort triste. Il enuoya le S. de la Vallette le ieune, aujourd'huy M. d'Espemon, qui commençoit d'entrer en faueur, & estoit Neveu dudit Marechal, & y alla en poste, & le vis partir en esperance d'y faire quelque chose de bon, & reduire son Oncle, mais il n'y gaigna rien; & s'en retourna ainsi.

La Reine Mere vint apres, retournant de son voyage de Gascogne, Prouence & Languedoc, qui fit vn plus beau coup, car elle fit tant que M. de Sauoye & elle s'aboucherent à Montluel près de Lion, où il auoit amené avec luy ledit Marechal, qu'il soustenoit & fauorisoit fort, & le faisoit coucher ordinairement en sa Chambre. Elle luy fit tout plein de remonstrances; luy ores planant, ores continuant, ores conuiuant, & ores conuillant, & amusant la Reine de belles paroles, se trouua atteint de maladie par belle poison, dont il mourut. Le Marquisat ne laissa pour cela à estre broüillé & en prauerie, car son fils le ieune Bellegarde du depuis fut persuadé de tenir bon pour M. de Sauoye, par d'aucuns braues Capitaines de son pere, comme estoit le braue & déterminé esprit Prouencal, qui depuis se tua en faisant iouer vn petard à vne porte d'Arles, qu'il vouloit prendre pour M. de Sauoye d'auourd'huy, & d'Antelme, aussi du Languedoc ou Prouence, ie ne sçay pas bien les deux; si bien que ie l'ay fort connu, & mon amy, gentil & habile, & qui rendit la ville de Cental imprenable, qui auparauant n'estoit rien.

Si le Lecteur a fait reflexion sur ce discours de M. l'Abbé de Brantôme, il aura vû que toutes les intrigues & toutes les entreprises qu'il rapporte, furent des suites de l'alienation de Pignerole, & que iamais le Duc de Sauoye n'eut osé se rendre maistre du Marquisat de Saluces, ny porter ses armes dans la Prouence & dans le Dauphiné, s'il neust fait perdre au Roy Henry III. les passages & les postes auantageux qu'il auoit dans ses Estats. Il n'en faut pas neantmoins imputer la principale faute à l'excessiue liberalité de Henry. Elle doit estre reietée sur les traistres & les ingrats qui luy manquerent de foy, & sur les Autheurs de cette malheureuse ligue qui a desolé la France. Ils contribuerent plus que tous les autres à la perte de Pignerole, de la Perouse, & de Sauillan, & pour engager le Duc de Sauoye dans leurs interets, non seulement ils luy firent donner ces places importantes, mais ils luy promirent qu'avec le temps, ils luy faciliteroient l'vsurpation de la Prouence & du Dauphiné. Cela est vray. Mais il est vray aussi que Henry III. se laissa trop

PREFACE.

facilement gagner aux cajoleries de la Princeſſe ſa Tante ; & bien que ſon intention ſoit loüable, il faut auoüer neantmoins, que ſon action n'eſt pas exempte de blaſme. Ien'appuyerois pas dauantage ſur cette faute, ſi elle eſtoit vnique. Mais celle que fit ce Prince, en manquant le Mariage d'Elizabet Reine d'Angleterre auant & apres la mort de Charles IX. luy ſera eternellement reprochée. Ilauoit le cœur ſi haut, & ſe promettoit de ſi grandes choſes de ſa valeur & de ſa fortune, que l'on luy a ſouuent oüy parler avec meſpris, des couronnes de Pologne & d'Angleterre, & comme vn autre Alexandre faire des plaintes de ce qu'il n'y auoit qu'un monde. Ie ſçay que les Politiques qui raiſonnent ſur les affaires paſſées, nous ont voulu perſuader que les Anglois n'auroient iamais conſenty au mariage de leur Reine avec vn de nos Princes ; & qu'Elizabet elle meſme n'en auoit écouté les différentes propoſitions que pour affermir ſon authorité ; & pendant qu'elle auoit toutes les forces d'Eſpagne & la moitié de l'Angleterre ſur les bras, n'auoir rien à démeler avec la France. Comme il leur eſt permis de témoigner leur ſentiment, ie croy qu'il me le doit eſtre de dire le mien. Ie ne veux point tirer de conſequence du mariage de la Reine Marie avec Philippes Roy d'Eſpagne, pour celui d'Elizabet avec Henry III. Mais i'oſe dire que la différence de la Religion des deux derniers, n'eſt pas ce qui m'en empeſche. Car cette difficulté eſtoit deſia leuée par le conſentement d'Elizabet, & par l'approbation de tout ſon Conſeil. Deux choſes ſeulement ont rompu vne alliance qui rendoit la France arbitre de toutes les puisſances de l'Europe. La premiere a eſté l'epouuantable ialouſie qu'auoit Charles IX. de la gloire de Henry ſon frere. Car comme il employa toute ſon addreſſe & toute ſa puisſance pour le faire Roy de Pologne malgré luy, & ſous vn pretexte ſi ſpecieux, le banir pour iamais de la France ; il n'y a rien auſſi qu'il ne fit pour rompre le traité qu'il auoit commencé avec l'Angleterre, par ſa ſeule deſerence aux volontez de la Reine ſa mere, iuſques là meſme, ſi nos memoires ſont vrais, que ſon auerſion pour le grand eſtabliſſement de ſon frere, fut vne des principales raiſons qui luy firent donner ſon conſentement à l'exécution de la S. Barthelemy. Cela eſtant on ne peut avec iuſtice, reietter cét empeſchement ſur Henry III. Mais il n'en eſt pas de meſme du ſecond. Il en a eſté luy ſeule la cauſe ; car d'en accuſer la grandeur d'une paſſion de ieune homme, c'eſt vne deſaite que les ſages ne reçoient point. Il faut donc demeurer d'accord que Henry III. fit vne grande faute en cela, & qu'il ne ſera iamais excuſable d'auoir abuſé de ſa bonne fortune, & negligé l'affection d'une Reine qui faiſoit toutes les auances qu'elle pouoit honneſtement luy faire. Ceux qui liront les inſtructions

P R E F A C E.

& les lettres sur ce fûiet, qui ont esté publiées en Angleterre pendant l'interregne dernier, & que M. Briot a voulu prendre la peine de traduire en François pour ma satisfaction, verront plus clair que le iour, qu'Elizabet auoit beaucoup de bonne volonté pour Henry III. & que son amour alla si auant, qu'elle commanda à son Ambassadeur de luy faire vn portrait fort exact & fort veritable du corps & de l'esprit de ce Prince, & que faignant quelque indisposition, il fit venir chez luy les meilleurs Medecins de la Cour & de la ville, pour les mettre sur le discours de Monsieur, & pour apprendre d'eux l'estat de sa santé, quel estoit son temperament, si l'on le croyoit capable d'auoir des enfans, & enfin d'en tirer toutes les connoissances que l'on doit se promettre de leur art. Que le Lecteur iuge apres cela, si vne Princesse aussi éclairée & aussi glorieuse qu'estoit la Reine d'Angleterre, faisoit ces ouuertures à son Ambassadeur, pour le tromper le premier, afin qu'il fût plus capable de tromper la Cour de France. C'est vn raffinement de politique qui ne sçauoit tomber dans vn esprit raisonnable.

Cette Princesse n'auoit pas besoin de tant de détours, & de tant d'art pour faire naistre des difficultés à son mariage. Henry III. luy en fournissoit de si puissantes par sa conduite, que i'admire bien dauantage la perseuerance de cette Reine, que quelques autres n'admirent sa dexterité. Ce Prince aimoit si éperduement la Marquise d'Isle, lors que l'on commença de parler de son mariage avec la Reine d'Angleterre, qu'il estoit hors d'Estat d'en souffrir la proposition, sans peine. Plus il rencontra d'obstacles dans sa passion, & plus il s'y opiniastra. Il en oublia ses grandes esperances. il en oublia tous ses interests. Il s'en oublia luy-mesme; & tomba dans vne maladie d'ame, si incurable & si furieuse, que i'ay appris de bonne part, qu'il ne se porta contre sa generosité naturelle, à faire proposer à Charles IX. la perte du Prince de Condé dans execution de la S. Barthelemy, que pour le sacrifier à sa ialousie, & y arracher d'entre les bras la belle Princesse qu'il auoit espousée. Il faut auoier que l'amour est vne espouuantable folie, & particulièrement à l'esgard des Princes. Celuy de Henry III. ne fut pas satisfait de cet extreme emportement. Il alla encore plus loing. Car il passa en Pologne avec luy. Il se fortifia par l'éloignement & par l'absence, de telle sorte que ce Prince se picquoit vn doigt toutes les fois qu'il vouloit escrire à la Princesse de Condé, & ne luy escriuoit iamais que de son sang. J'ay sceu que le iour mesme qu'il receut la nouuelle de la mort du Roy son frere, il luy depescha vn courrier pour l'asseurer qu'elle estoit Reine de France. Lors qu'il y fut de retour, il luy confirma cette promesse, & ne pensa plus qu'à l'executer. Mais cette extraordinaire ge-

P R E F A C E.

nerosité fut bien fatale à cette Princesse. Car peu de temps apres elle fut surprise d'un mal si violent, qu'il l'emporta à la fleur de son aage, & à la veille de sa bonne fortune. Les vns en accusent celle-là, les autres en accusent celuy-cy. Mon opinion est que dans des choses si secretes, il est comme impossible que les iugemens que l'on en fait, ne soient bien souuent des iugemens temeraires. Je diray cependant que l'amour de Henry III. ne fut pas le seul perfide Conseiller qui luy fit perdre la Couronne d'Angleterre. Il y en auoit bien d'autres aupres de luy, qui en furent les auteurs. Ceux qui ne trouuaient qu'à éleuer leur Trosne pretendu sur les ruines de celuy de leur Maistre, firent leurs derniers efforts, & employèrent leurs plus fines supercheries, pour empêcher que Henry III. ne renouïast apres son retour, avec la Reine Elizabet. Ils luy en faisoient à toute heure des railleries, & l'ayant depeinte comme vne de ces vieilles Hirlandoises qui battent le paué de Paris, ils luy disoient que s'il auoit tant d'enuie d'estre Roy d'Angleterre, qu'il luy seroit bien plus glorieux & bien plus facile de s'en rendre le maistre l'épée à la main, que d'en estre l'esclau par vn mariage honteux, c'est à dire en espousant vne femme dont il ne seroit que le valet. Voila les artifices dont les ennemis de la France se seruirent pour destruire tous les grands desseins de Catherine de Medicis, & pour ietter le Roy son fils, dans les épouuantables malheurs où il perdit l'amour de ses suiets, la reputation, & la vie. Iamais Roy n'a fait tant de creatures, & n'a éleué tant de simples Gentilshommes aux plus grandes dignitez & aux plus belles charges de son Estat, que luy; & i'amaï bienfaiteur n'a receu moins de marques de gratitude, de ceux sur lesquels il auoit répandu ses graces, ou plustost pour la prodigieuse éléuation desquels il auoit fait des profusions encore plus prodigieuses. Bien que M. de Neuers fût d'un merite & d'une condition à espérer de ce Prince, plus que tous les autres qu'il auoit aimez; il est neantmoins vray qu'il a le moins profité de ses liberalitez. Mais ce qui est bien glorieux pour luy, c'est qu'il est le seul de ce nombre infiny de personnes que Henry III. a esleuées, qui a voulu laisser à la posterité, des marques de sa reconnoissance & de son zele; & le seul qui s'est mis en peine de deffendre un si bon Maistre, & un si grand Roy, des outrages & des calomnies dont les mechans ont taché de noircir sa memoire. Il y aura peut-estre quelques ames encore assez preoccupées pour imputer malicieusement à bassesse, à corruption & à flaterie, les loüanges & les Apologies du genereux Ludouic de Gonzague. Mais pourueu qu'elles ne soient pas frappées d'un auenglement incurable, elles verront assez, qu'il y a dans les aduis & les discours de ce Prince, tant de force, tant de desintéressement &

P R E F A C E.

tant de liberté, qu'il faut nécessairement demeurer d'accord qu'il n'a jamais parlé ny écrit que comme vn Conseiller fidelle, qui n'auoit point d'autre obiet que la grandeur de son Roy, & le bien general de l'Estat. L'admirable remontrance qu'il fit sur l'alienation des places de Piedmont, en est vn tesmoignage si esclatant & si illustre, que les aueugles mesme ne le sçauroient ignorer.

L'on n'auoit pas inferé dans le manuscrit sur lequel i'ay fait imprimer cette remontrance, les actes qui furent faits en suite, tant pour la descharge de M. de Neuers au Parlement de Grenoble, à la Chambre Royale de Piedmont, & par tout ailleurs; que pour mettre M. de Sauoye en possession des trois places. Mais i'en auois la plus grande partie dans mes recueils, & le reste m'a esté deonné par M. Iustel Secretaire du Roy. I'ay adiousté à tant d'escritures, la remontrance que M. le Marechal de Bourdillon Gouverneur de Piedmont fit au Roy Charles IX. & à la Reine sa mere, pour la conseruation des places de son Gouvernement, & l'ay adioustée comme vn excellent aduertissement à tous les Gouverneurs des Prouinces & des villes, de la maniere respectueuse & hardie qu'ils en doiuent vser, toutes les fois qu'il s'agit du seruice du Roy, & des interets de la Couronne.

Je suis obligé de reconnoistre que nous sommes bien redevables le public & moy, à Monseigneur l'Euesque de Luçon, de la bonté & de la Courtoisie avec lesquelles il communique aux curieux, les manuscrits de la Bibliothèque du Roy, & trouue bon que ceux qui travaillent à l'embellissement de nostre histoire, en tirent toutes les pieces qui seruent à leur dessein. Il a eu agreable que i'en vlassé ainsi, & que ie fissé transcrire les principales negotiations qui se firent à la Cour & dans les armées, depuis l'esloignement de M. le Duc d'Alençon d'aupres du Roy son frere en l'année 1575. iusqu'à la fin des Estats de Blois tenus en consequence en 1576 & 1577.

Je dois au feu R. P. Vignier, Prestre de l'Oratoire, le grand aduis que M. de Neuers donna au Roy Henry III. pendant les mesmes Estats. Peu auant sa mort, il me mit entre les mains l'original mesme, sur lequel i'ay fait faire l'impression.

Tous les autres aduis de la Reine Catherine, de Monsieur frere du Roy, des Princes & des Seigneurs du Conseil du Roy Henry III. m'auoient esté donnez par M. de Lomenie Secretaire d'Estat dès l'an 1622. Les Estats de la Maison de M. d'Alençon sont vne petite portion du tresor de M. d'Herouual, que les amateurs de nostre Histoire doiuent considerer comme vne source generale, où ils peuuent puiser toutes les choses dont ils ont besoin.

P R E F A C E.

Les lettres de Monsieur de Neuers au Roy, & aux Princes, & les despêches de M. de Pisany, & de M. de Poüilly au mesme Roy, m'ont esté données par M. du Puits, il y a plus de 30. ans. l'ay tiré aussi de mes Recueils la plus part des pieces & des libelles pour & contre la Ligue.

L'auois appris de feu M. de Lomenie que M. de Neuers auoit fait vn discours pendant le séiour qu'il fit à Tours avec le Roy Henry III. qui auoit pour titre *Aduertissement aux Bourgeois de nostre ville de Paris & à tous bons Catholiques* & qui estoit comme vne preparation au grand discours qu'il fit depuis sur la mesme prise des armes. l'ay cherché vingt ans ce traité-là sans en pouuoir rien apprendre. Depuis que i'ay commencé l'impression de ces memoires-cy, a'en ay beaucoup de fois parlé à M. d'Herouual. Il a pris la peine de le chercher. l'ay fait les mesmes diligences par tout. Enfin nous desesperions l'un & l'autre de le rencontrer, lors que nous fusmes ensemble chez M. de Fioubet Maître des Requestes pour voir sa belle & curieuse Bibliothèque. Comme nous manions les recueils qu'il a eus du feu Pere Vignier, ie pris heureusement vn in 8. où estoit cet Aduertissement. M. Fioubet me fit l'honneur de me permettre d'emporter, non seulement ce volume-là, mais plusieurs autres, i'en ay extrait ce que i'ay crû qui m'estoit nécessaire, & supplie le Lecteur de prendre part à l'obligation que i'ay aux ciuiletez d'un si honeste homme.

C'est par cette piece que ie finis mon premier volume. l'ay crû qu'il ne seroit pas mal à propos de mettre à l'entrée, la Genealogie de l'illustre maison de Mantouë; puisque M. de Neuers en estoit vne des plus viues & des plus grandes lumieres. Je me suis pour cela seruy du travail de M. de Marples Abbé de Villeloin, qui par sa generosité digne de sa naissance, & de ses autres belles qualitez, a trouué bon que ie m'en seruisse comme du mien propre. l'ay mis en suite la mesme Genealogie en vne Carte, afin qu'on la put voir toute d'une veüe: mais le Lecteur neme doit rien d'un travail si exact & si penible, ie declare que i'en suis redevuable à M. de la Garde d'Ozier, digne fils d'un excellent pere.

II. V O L U M E.

l'ay commencé le second volume par le grand & admirable discours que M. de Neuers fit en l'année 1590. pour detromper les ames scrupuleuses des erreurs, dans lesquelles on lesauoit iettées pour leur faire prendre les armes contre leur Roy tres-Catholique; & pour reprocher aux Chefs de la ligue, les horribles moyens dont ils auoient voulu se seruir, afin d'assouir leurs folles & damnables pretentions sous le pretexte de la Religion. l'auois fait transcrire ce grand discours dès le commencement de ma curiosité, mais y ayant trouué des fautes, ie

P R E F A C E.

priay M. de Commartin Maistre des Requestes, de me donner vn des deux exemplaires imprimez qu'il auoit parmy ses recueils. Il m'accorda cette faueur aussi genereusement qu'il fait toutes choses.

Je suis encore obligé à Monseigneur l'Euesque de Luçon du discours de M. de Neuers sur la detention de Madame, & de Mesdemoiselles de Longueuille & de M. le Comte de S. Paul; & d'autant plus obligé, que l'exemplaire du Roy qu'il a eu la bonté de me prester, est le seul qui se trouue à Paris, au moins que i'esçache.

Je dois à M. d'Herouual toutes les lettres du Roy Henry IV. escriptes à M. de Neuers, & toutes les responses de ce Prince à sa Maiesté.

Enfin j'ay recouuré les deux lettres que M. de Neuers escriuit pour sa iustification pendant la malheureuse affaire de Cambray, par la diligence & par la courtoisie de M. de Bomparc. Il les a tirées d'un manuscrit de cette admirable Bibliotheque de Monsieur Colbert, où l'on voit vn si grand nombre de volumes escripts à la main touchant les interets des Princes de l'Europe, & toutes les affaires publiques, que ie puis dire sans exageration, qu'il n'y en a iamais eu de pareille.

Il me reste à vous dire, mon cher Lecteur, que vous ayez la bonté d'agréer vn Recueil, où vous trouuerez dequoy satisfaire vostre curiosité, & que ie n'ay plus qu'à me reposer, puisque j'apprend que M. Ribier a tenu sa parole auant que de mourir, & qu'il a donné au public deux volumes des choses les plus considerables, & des plus beaux endroits de l'Histoire des regnes de François I. & de Henry II. Je ne pouuois pas le faire si bien que luy, avec tout ce que j'ay recueilly de ce temps-là, & souhaite que pour rendre l'Histoire de la maison des Valois parfaite, quelqu'un prenne la peine de lier ces deux volumes de M. Ribier, par les Memoires du Regne de François II. & de Charles IX. à ceux de M. le Duc de Neuers.





ORIGINE

DE LA TRES-ILLVSTRE ET TRES-ANCIENNE MAISON
des Gonzagues, d où sont descendus les Dues de Mantoue : & par-
ticulierement du Prince Ludouie de Gonzagues, Due Neuers.

ADVERTISSEMENT.

Quelques vns ont trouué mauvais dans cette Genealogie, que Possuin qui l'a recueillie le premier, eust remonté si haut, & par maniere de dire, iusqu au temps de fables, pour nous faire voir l'Antiquité & la splendeur de la Maison des Gonzagues. Mais ils n'ont pas assez considéré que c'est l'erreur general de tous les siècles & de tous les Genealogistes. Les Grecs & les Romains ont eu cette vanité. Le Christianisme n'en a pas mesme guery les esprits; & l'amour propre dans les vns, & le desir de plaire dans les autres, les ont emporté si loin, qu'ils ont mieux aimé reconrir à des suppositions ridicules & à des faussetez qui se détruisent elles-mesmes, que de souffrir quelque commencement obscur à ce grand esclat dont le temps & la fortune ont reuestu leurs maisons. On n'aura donc que de fort mediocres esgards à ce que Possuin a debité touchant la premiere origine de la maison des Gonzagues. Le reste est tout historique, & a esté parfaitement bien iustificié par ces excellents & doctes Abbé qui m'a fait l'honneur de me permettre que j'enrichisse de la beauté de son travail, le frontispice de mon ouurage.



L y a peu de familles, qui puissent rapporter de plus belles marques de leur antiquité, que celle des Gonzagues, Dues & Princes de Mantouë, dont ie veux escrire icy vn petit Abbrege historique, depuis l'origine de cette Maison illustre entre toutes celles qui exerceent vne puissance souueraine en Italie. Paul Lombard, Diaere de l'Eglise d'Aquilée, qui vivoit il y a plus de huit cens ans, en fait mention dans le premier Liure de son Ouurage, où il traite de l'origine des Lombards, & des principales actions de leurs Rois & Capitaines, depuis que ces peuples estant sortis d'une Isle de la Mere Baltique, qu'il appelle Scandauië, ils coururent diuerses contrées, & se vinrent enfin ietter dans l'Italie, où ils

établirent vn Royaume, qui a duré deux cens six ans. Cér Auteur escrit donc que, de la race des Gongingues (c'est à dire des *Gonzagues*) la plus noble & la plus illustre de toute leur Nation , estoient descendus Ibor & Agio, qui surpasserent tous les autres en merite & en valeur, & furent choisis par ces peuples, pour auoir soin de leur conduite : que, du dernier, sortit ALGEMONT, qu'ils élurent Roy, pour leur commander à la maniere des autres Nations, & qu'il régna trente trois ans, au raport des anciens. Les autres Rois des Lombards, qui suivirent celuy cy, furent au nombre de trente deux, iusques à Didier, le dernier de tous, qui fut vaincu par Charles. Magne en l'année 774. reduisant son Royaume & ses Estats en Prouince, pour les assuettir à son Empire. Tous ceux-là veritablement n'estoient point descendus d'Algemont, qui mourut sans laisser de posterité, mais la race dont ce Prince estoit sorty, n'estant point demeurée sterile, comme il est aisé de se le persuader par la suite de l'histoire, il ne faut pas aussi douter que Walterius Gonzague, qui viuoit sous le regne de l'Empereur Othon, enuiron l'année 992. n'ait tiré son extraction de ces Gongingues, c'est à dire des Gonzagues dont nous auons parlé, suiuant les instructions qu'en tire Posséuin qui en iustifie les preuues & la succession.

Or comme Walterius Gonzague estoit l'un des plus parfaits, & des plus accomplis Seigneurs de son temps, aussi fut-il honoré par l'Empereur Othon son parent du titre de Vicaire perperuel de l'Empire en Italie, & du premier Marquis de Mantouë, comme il le iustifie par vne ancienne Charte de ce mesme Empereur dattée à Viterbe le 13. iour de Nouembre 962. & gardée dans les Archiues de Mantouë, selon le tesmoignage de Posséuin, au trente troisieme feüillet de son Histoire imprimée en grand volume. Et c'est de celuy cy, duquel, comme d'une seconde pepiniere, sont sorties toutes les branches de la famille des Gonzagues, alliées dans les plus hautes & les plus illustres Maisons de l'Europe. Il espousa vne petite fille des Ducs de Saxe appelée Gertrude, ce qui n'est pas peu considerable, pour marquer la grandeur de son extraction, & de son merite, sans quoy il est certain qu'il n'eust osé pretendre à vn party si auantageux : car par ce moyen, il estoit allié de l'Empereur, & de tous les plus grands Princes de son temps; & il n'y a pas lieu de douter, que ce ne soit pour le mesme suiet, que ses Descendants ont mis dans l'Escusson de leurs armes vn quartier de celles de Saxe. Walterius enuoya vn secours de gens de guerre, pour maintenir la dignité de l'Eglise, en faueur du Pape Leon, contre ceux du party de Iean, qui s'efforçoit de s'entrer par force dans le Pontificat, où les brigues de sa Mere l'auoient élevé, quoy qu'il ne fust qu'un enfant. Il en fut chassé en suite, à cause de ses débordemens & de ses crimes. Enfin ce Seigneur estant deuenu vieux, apres qu'il eut paisiblement gouverné la ville & l'Etat qui luy estoient commis, mourut, avec beaucoup de reputation, laissant deux enfans Obertus son

tils aîné, qui fut son Successeur, & Proterius son autre fils, de qui la posterité subsiste encore à présent.

II.

Orbertus Gonzague second Marquis de Mantouë sous l'Empereur Henry second, fut digne Successeur des vertus & des qualitez de son pere. Vne vieille Chronique dit, que le peuple Mantouïan luy presta mille cinq cens escus de pur or, pour mettre sur pied six cens soldats, qu'il mena au secours de Henry, en reconnoissance de l'investiture du Marquisat de Mantouë, que son pere auoit obtenu des liberalitez d'Othon second du nom, pour faire la guerre à Heribert Archeuesque de Cologne, qui auoit excité de grandes reuoltes dans l'Allemagne, en suite de quoy l'Empereur ayant donné la Cavalerie à commander à Orbert, & vne partie de l'Infanterie à Vvilprand de Saxe, il demeura victorieux de ses ennemis.

Cet Orbert signala son courage & sa valeur en deux guerres que l'Empereur eut contre les Rois de France & de Boheme. Et quand il fut de retour en sa Maison, il y mourut en paix, chargé d'honneur & de Blessures, environ l'an mille de nostre Seigneur. Son corps inhumé dans l'Eglise de la Sainte Trinité, fut mis dans vne caisse de Cypres, avec vne Croix d'argent, son espée, & son baston : & laissa pour son Successeur, son fils Adhelbert.

III.

Adhelbert troisieme Marquis de Mantouë, ayant rendu à son pere les honneurs de la sepulture, fut recommandé aux soins de son oncle Proterius, qui a continué la branche des Ducs de Mantouë d'apresent : mais Proterius ne l'ayant pas fait longue depuis la mort de son frere, pria son Neveu de conseruer son amitié & sa protection à ses deux fils Conrad & Gerad. Ils furent traitez par leur Cousin germain avec tant de courtoisie & d'humanité, que, bien que la femme d'Adhelbert eust essayé plusieurs fois de les perdre aupres de son mary, excitant, autant qu'elle pouuoit contre eux, sa colere & son animosité, si est-ce que sans faire semblant d'y prendre garde, il leur fit part liberalement de tous les grands biens de sa fortune, & leur donna à perpetuité la ville & le territoire de Gonzague, avec Lendinares, Polesin, & Guardagnague, & leurs dependances, pour aider à soustenir leur dignité, & à maintenir la grandeur de leur condition, sans les obliger à aucunes redevances, non pas mesme de foy & d'homages, excepté de demeurer amis fidelles de l'Empereur Henry. Ce qui fut confirmé par vne lettre du mesme Adhelbert, qui proteste de viure selon la loy des Lombards, en la presence de Guy & d'Albert, Comtes de Gemole, & autres, enuiron l'an 1009. Il receut à mantouë l'Empereur Henry avec vne magnificence Royale : & comme il luy eut offert

les clefs de la ville, Henry s'estant contenté seulement de les toucher, les remit entre les mains du marquis, avec la confirmation de l'investiture du marquisat, & octroya beaucoup de priuileges pour les Citoyens de Mantouë en 1014. Depuis, s'adonnant entierement aux œuvres de pieté, avec sa femme Adelaïde, il fonda dans la ville vne Eglise en l'honneur de la sainte Trinité, qu'il enrichit d'exemptions & d'amples reuenus, enuiron l'an 1033. Il fit de grandes aumônes aux pauvres : Et pour garentir du naufrage la pudicité de beaucoup de filles, qui n'auoient pas tant de biens de la fortune que de beauté naturelle pour se faire aimer, il eut soin de pouruoir à ce defaut, augmentant leur dot. Sa liberalité parut aussi fort considerable en l'assistance d'hommes & d'argent qu'il fit à l'Empereur Conrad passant à Mantouë, quand il eut de grandes affaires à démeller avec les Polonois : & qu'il eut besoin de forces pour se faire obeyr, & reconnoistre à Rome & à Milan. Il mourut peu de temps auant l'Empereur Conrad, & ne laissa qu'un fils appellé Thedalde, qui luy succeda.

IV.

Thedalde quatriesme Marquis de Mantouë, fils vnique d'Adhelbert & d'Adelaïde son espouse, passa le cours de sa ieunesse aupres de son pere, sans s'adonner que bien peu à l'exercice des armes, le contentant seulement de la gloire militaire qui se conseruoit tous les iours au nom de Gonzagues, par le courage & par la valeur de Gerard son parent employé au seruice de l'Empereur. Mais sa pieté fut rare, & se plût en tous les honnestes diuertissemens de la paix. Deux titres entre autres font mention de luy : L'un du premier iour de Fevrier de l'année 1046. sous le Regne de l'Empereur Henry, porte que ce Seigneur qualifié du nom de *Tres-haut Theodalde* fils d'Adhelbert, Marquis de mantouë, donna de sa pure & libera'e volonté à Religieux homme Heluin de Cremes & à ses successeurs à perpetuité, à la gloire de Dieu & des saints, André apostre, & Longin Martyr de Iesus Christ, tout le domaine & l'heritage appellé *Canallaria*, dans le territoire de Mantouë, à la charge de prier Dieu pour son ame. L'autre titre signé de la main de Thedalde, le dixiesme iour de decembre 1049. où il se qualifie Marquis de Mantouë, & fils de haut seigneur Adhelbert, aussi Marquis de Moutouë, exprime la donation faite par luy à genereux Cheualier Boniface son amy, d'une appartenace & Seigneurie qu'il auoit en vn lieu appellé le Puy, aupres du lac de Bune, pour recompense de plusieurs seruices rendus à son pere & à luy.

Quelques Historiens d'Italie, tiennent qu'il fut fondateur de ce celebre Monastere de l'Ordre de S. Benoist, dans le territoire de Mantouë, basti entre les riuieres du Pau & de la Zare, bien que d'autres en veulent donner la gloire à Boniface son fils, mais l'opinion du premier, au rapport de Posséuin, est autorisée par vn grand nombre de

titres & de memoires qu'il dit auoit vûs dans les Archiues de cette grande Abbaye, & ailleurs.

Ce Thedalde, le premier des Gonzagues qui prit alliance dans la tres-illustre & tres-ancienne Maison d'Este, espousa Iulie fille d'Azo Prince de Ferrare, dont elle fut seule & vniue heritiere; mais non pas sans de grandes contestations: car il y auoit des masles en ligne directe, qui pretendoient cette grande succession. Quelques Historiens d'Italie, entre lesquels on peut nommer Sigonius, disent que Thedalde Comte de Canosse & de Parme, Marquis de Mantouë & de Ferrare, & Duc de Toscane, estoit fils d'Atho Comte de Canosse, & celuy-cy fils de Sigisfrid Comte de Parme, qui mourut en 945. Mais Posseuin dans son Histoire de Mantouë, maintient auoir veu vne ancienne charte de l'Abbaye de S. Benoist, dont nous venons de parler, où Thedalde est nommé fils d'Adhelbert, celuy-cy fils d'Orbert, & Orbert fils de Vualterius. Tant y a que ce Prince, l'un des plus puissans qui ait iamais commandé dans l'Italie, sans estre Roy ny Empereur, deceda en 1007. selon Sigonius: ce qui ne s'accorde nullement avec tout ce que dit Posseuin, qui ne met sa mort qu'en 1040. bien qu'il se serue de l'autorité de deux titres souscrits de sa main, dans les années 1046. & 1049. comme il a esté remarqué. Mais comme il y a peu d'éloquence en cet Ecriuain, qui est presque barbare dans la langue Latine dont il s'est voulu seruir pour compoler son Histoire, il s'y rencontre à mon aduis beaucoup moins de iugement & d'exactitude; si bien que de son Histoire, qui est fort grosse, il seroit mal-aisé de tirer quelques remarques utiles à nostre dessein, s'il n'y auoit des Memoires & des titres anciens, qu'il transcrit tout du long, apres s'estre donné bien de la peine pour en faire vne mauuaise compilation. Mais, quoy qu'il en soit, du Mariage de Tedalde & de Iulie d'Este, sortirent.

5. Boniface, qui suit.

5. Conrad, qui fut employé par son pere en plusieurs expeditions de guerre & negotiations, pour asseurer dans sa famille les grands biens prouenus du chef de la Mere, contre les pretentions des Princes de la Maison de Ferrare.

V.

Boniface, cinquieme Marquis de Mantouë, le plus considerable de tous les Princes d'Italie de son temps, fut aussi Marquis de Ferrare, Comte de Canosse & de Parme, & Duc de Toscane, dès l'année 1007. au rapport de Sigonius: mais Posseuin dit que ce ne fut qu'en 1040. Il espousa Richilde fille de Gilbert en 1021. Il se trouue vne lettre de luy à Ingon Euefque de Modene, du regne de l'empereur Conrad en 1034. commençant par ces mots. *Nous Boniface, Marquis & Duc de Toscane, & Richilde, assemblez sous un mesme ioug.* Il fut haï de tous les Princes d'Italie, à cause de ses grandes richesses; de sorte que les autres Mar-

quis de Lombardie, ayant conspiré contre luy, enleuerent sa femme; l'emmenèrent à Cuilly, qui estoit vne forteresse dans le territoire de Rhege, & tuerent dans le combat son frere Conrad, qui rendit beaucoup de preuues de sa valeur. Mais Richilde estant decedée sans enfans, & le Marquis se voyant au dessus de ses ennemis, porta ses pensées à vn second mariage, & prit à femme Beatrix fille de l'Empereur Conrad, en l'année 1037. Possuin dit fille de l'Empereur Henry second, & qu'elle eut en dot Modene, Rhege, Parme & Luques: & de fait, les espousailles en furent celebrées avec tant de magnificence; que l'on dit mesme que les cheuaux qui les trainerent l'un & l'autre, à la solemnité de leurs nopces, estoient ferrez d'argent: que retournant au logis, il auoit employé les moulins publics à broyer pour l'usage de tout le monde, des parfums tres-exquis, & fit verser liberalement du vin à tous ceux qui en vouloient. Mais comme l'Empereur Conrad vint à Parme, pour y passer la feste de Noël, les Parmesans ayant tué dans vne sedition son Maistre d'Hostel, Conrad incita son gendre Boniface pour en prendre la vengeance; à cause de quoy les Citoyens de cette ville furent chastiez, & la ville fut à plus de moitié brûlée.

Enfin en l'année 1052. le sixiesme iour de May, le Marquis Boniface estant tombé dans vne ambuscade qui luy auoit esté dressée aupres de Spinete dans le territoire de Cremona, fut malheureusement assassiné par vn certain Bandy, au bord de la riuere d'Olio, au regret vniuersel de toute l'Italie, & fut inhumé à Mantouë dans l'Eglise de S. André, laissant en sa tutelle de Beatrix son espouse, qui auoit construit cette Eglise, sa fille Mathilde dont nous parlerons en suite, & le ieune Boniface son fils, encore petit enfant, qui ne le suruecut que de peu de iours. Mais Beatrix se voyant encore en aage de prendre vn second mary, ne fut pas long-temps sans en choisir vn, & se maria avec Gozello, Duc de Lorraine (Hinniges l'appelle Godefroy troisieme du nom, lequel estoit veuf d'Agnes, fille de Hugues Comte d'Alsbourg) & fit espouser en mesme temps, la Comtesse mathilde sa fille par Godefroy quatrieme du nom, fils de Godefroy Duc de Lorraine son mary, dont il ne sortit point de posterité.

Possuin escriit que du temps du Marquis Boniface, la Relique du precieux sang de nostre Seigneur Iesus-Christ, se trouua miraculeusement dans la ville de Mantouë, lequel y auoit esté caché dès l'année 903 pour éuiter la fureur de quelques Barbares, qui venant du costé de la Pannonie, faisoient apprehender à l'Italie de grandes incursions. Vn saint homme, dit il, appelé Adhelbert, ne viuait que des aumosnes & des liberalitez de la Comtesse Beatrix, eut en songe vne vision de saint André, le quatrieme iour de Mars 1048. Lequel saint appuyé sur sa Croix, & d'une venerable vieillesse, luy ordonna d'aller trouuer la Comtesse, & de luy declarer l'endroit dans vn champ où estoit le prix de nostre Redemption, afin qu'en faisant fouïller, & ayant trouué

ce tresor, elle empeschast qu'il fut dauantage profané par les passans, qui le fouloient aux pieds. A quoy la Comtesse Beatrix ayant obey & fait chercher par diuerſes fois; enfin apres plusieurs miracles, & diuerſes apparitions de ſaint André, & en preſence du Marquis Boniface, des Eueſques de Trente, de Nouarre, & de Mantouë, & d'un grand concours de peuple de toute l'Italie, ce Sang precieux fut trouué dans vne fiole de verre, enfermée avec vn certain vaſe, contenant vne partie de l'éponge, le tout dans vne boëtte cachée entre les maïbres d'une ancienne colomne enſouïe en terre. Ce qui fut approuué & confirmé par le Pape Leon neuſième, en 1049. S'il faut adjoûter foy à la credulité des vieux ſiecles.

La ſepulture du Marquis Boniface, qui ſe voit encore aſſez entiere dans l'Egliſe de Mantouë, y porte cette Epitaphe grauée à l'entour. *Hic jacet Dominus Bonifacius illuſtris Marchio, & Pater Sereniſſime Domine Mathilde, qui obiit anno 1052. die VI. Maij, indiſtione V.* Vn tiltre de l'Egliſe de S. Martin de Tours, dit qu'il y eut vn differend entre les Chanoines de cette Eglife, & les marquis d'Italie; c'eſt à dire Boniface, Albert, Azo, Otbert & Hugues, pour certaines terres de S. martin en Italie, leſquelles ils occupoient iniuſtement, à cauſe de quoy Hugues fut delegué & enuoyé comme Ambaſſadeur à Robert Roy de France: & paſſant par le lieu de Saint martin, où il ſejourna deux iours, pour l'amour & pour le reſpect de ce tres-ſaint Conſeſſeur, il entendit la querelle & la complainte des Chanoines deuant ſon ſaint Sepulchre, tant de foy que des autres marquis dénommez cy-deſſus, & ſe trouuant touché en vn inſtant d'un eſprit de crainte, il ſaſiſtit à Saint martin & à ſes Chanoines, au ſuiet de la complainte qui auoit eſté intentée: & confirma par ſon ſerment, de ne venir iamais à l'encontre, & de ne retourner plus à commettre vne pareille iniuſtice & violence. *Chartes de Saint Martin de Tours.*

VI.

Mathilde, Duchefſe de Lombardie & de Toſcane, marquife de mantouë, de Parme, de Ferrare, d'Hetrurie, de Spolette, d'ancoſne, & de Piſe, Comteſſe de Canoſſe, ſeule heritiere des Seigneuries de ſon pere, le ieune Boniface ſon frere, eſtant decedé en 1055. fut tres-affectonnée aux Papes Gregoire VII. Victor II. Urbain II. & Paſchal II. qu'elle defendit contre les Empereurs, & les aſſiſta de ſes richelſſes. Elle ſe trouua à l'aſſemblée qui fut tenue à Sutri, pour la confirmation du Pape Nicolas II. & pour la depoſition de l'Antipape Benoïſt, en l'an 1059. & fut preſentée au Concile de Latran en 1074. Enfin ayant eſté grièvement malade pendant ſept mois, elle mourut le 9. des Calendes d'Aouſt, ou le 24. de ſuillet de l'année 1115.agée de ſeptante ſix ans, & fut inhumée, dans le Monaſtere de S. Benoïſt de Mantouë, que ſon ayeul auoit fondé avec cette Epitaphe,

*Stirpe, opibus, forma, gestis & nomine quondam
Inclita Mathildis, hic iacet, Astra tenens.*

Elle fut non seulement excellente en pieté & religion, mais elle fut encore celebre pour vne infinité de belles actions, qui rendront sa memoire immortelle, sans parler des Temples, Monasteres, grands-chemins, ponts & autres œuvres publiques, qui sont des monuments de sa magnificence & de sa liberalité dans toute la Lombardie, comme la façon de souscrire toutes les lettres de priuileges, & d'exemptions qu'elle octroyoit aux Eglises, ou à ses suiets, est vne marque indubitable de son humanité Chrestienne, n'escriuant point son nom qu'avec l'image de la Croix, & s'appellant simplement Mathilde, par la grace de Dieu, si elle est quelque chose, en cette sorte.

Ma		thil
Da		Dei
<hr/>		
Gra		tia
si quid		est,

Ses Maris furent Geofroy, quatriesme du nom, surnommé le Bossu Duc de Loraine, qui l'espousa en 1053. au mesme temps que Beatrix sa mere fut coniointe en secondes nopces avec Geofroy troisieme du nom, aussi Duc de Loraine pere de celuy-cy, qui mourut sans posterité l'an 1077. ayant esté tué en trahison par Richarius, qui estoit venu avec luy sous pretexte de traiter la paix. Le second Mary fut Azo, cinquieme du nom, Marquis d'Este, qu'elle espousa l'an 1080. Mais par commandement du Pape Gregoire VII. elle le quitta, à cause de la proximité, & legua par son testament à l'Eglise Romaine, la Lombardie & la Toscane, que l'on appella depuis patrimoine de S. Pietre, & quelques autres, *Venin detrempe avec du miel, présenté aux Chrestiens par vne femme.* Le troisieme mary de Mathilde, fut Vvelfo Duc de Bauieres, surnommé le Gras, qu'elle espousa en 1088. & fut aussi séparée de ce Mary. Celuy-cy du consentement de sa femme, octroya des priuileges à Mantouë. Elle portoit pour sa deuise vne grenade, avec ce mot au dessous *Semper*, non tant pour symbole de sa chasteté, que de la souveraine autorité qu'elle exerçoit sur plusieurs peuples, lesquels elle maintenoit en grande vnion & concorde.

La seconde Branche des Gonzagues.

II.

PRotherius Gonzagues, second fils de Vualterius, premier Marquis de Mantouë, & de Gertrude de Saxe son espouse, ne suruequit pas de beaucoup son frere aîné Othert, second Marquis de Mantouë, qui mourut enuiron l'an mil de nostre Seigneur. Le nom de l'alliance qu'il

qu'il prit, est ignoré; Mais on sçait bien qu'il fut pere de Conrad & de Gerard Gonzagues.

III.

Conrad & Gerard Gonzagues, enfans de Protherius & Neveux d'Otbert, second marquis de Mantouë, furent mis en possession du Chasteau de Gonzagues, de Landinaires, de Polefino-Longo, de Guardagnague, & d'autres Seigneuries, par la bonté & courtoisie d'Adhelbert Gonzagues, troisieme Marquis de Mantouë, leur Cousin germain, en l'an 1009. le cinquiesme iour d'Avril de la 9. Indiction, presens Guy & Albert Comtes de Gemole, qui protesterent de viure selon la loy des Lombards : mais estant tombez en suite dans les disgraces du Marquis leur Cousin, par les artifices de sa femme, qui s'efforçoit de les ruiner dans son esprit, pour cause de ialousie; l'un & l'autre furent contrainsts de se retirer de la Cour : Et tandis que Conrad s'occupa à fortifier son Chasteau de Gonzagues, Gerard se mit à la suite de l'Empereur Henry premier, quand il sceut qu'il venoit prendre en Italie les enseignes de la dignité, où il acquit beaucoup de gloire & de reputation dans les grands emplois qui luy furent donnez en diuerles guerres, & particulièrement en celle qui fut entreprise pour chasser de la Campanie quelques Barbares qui s'y estoient iettez : car il eut l'honneur d'y commander l'Infanterie, & y receut vne fort grande bleffure au milieu du front, s'estant signalé encore en d'autres occasions plus importantes où il se trouua, en Alemagne & dans la Hongrie, comme Posséuin l'a remarqué dans le premier Liure de son Histoire, sous l'année 1033. de Conrad son frere, sortit Bolongherius, qui suit.

IV.

Bolongherius, ou Belanchorius de Gonzagues, fut pere de Gerard & Conrad Gonzagues.

V.

Gerard & Conrad Gonzagues, se trouuent nommez dans vne chartre de la Comtesse Mathilde, en date de 1107. le douzieme des Cal. de Ianuier, en la quinziesme Indiction, presens Rocherius de Gonzagues & Vincent de Bondene & autres. Ces Seigneurs ne furent pas bien traitez par cette Comtesse Mathilde, leur parente, qui ne se voyant point d'enfans, prefera l'Eglise, le Pape, & quelques autres Princes Ecclesiastiques à ceux de son sang. Conrad de Gonzagues tenant l'Empereur Henry quatrieme aduertey de tout ce qui se passoit en Italie, le disposa à suiure vn meilleur conseil que celuy qu'il auoit pris, voulant imiter l'exemple de son pere, pour semer des haines & des inimizies entre les peuples : mais il en vint mal-aisément about.

Ce Seigneur laissa trois enfans, dont les noms sont ignorez : mais de l'un de ceux là sortit Abraminus.

VII.

Abraminus de Gonzagues, qui viuoit enuiron l'an 1120. se trouue nomme avec vn certain Philippe Gonzagues dans vn titre pour la terre de la Roche-Tenimberge, au raport de Posseuin, au feüillet 93. Et de celuy-cy sortirent Bolongerius & Albert Euesque d'Ipare, ou de Camarine.

VIII.

Bolongerius second du nom, fut pere de Conrad & de Gerard Gonzagues.

IX.

Conrad fut pere de Guy.

X.

Guy fut pere d'Anthoine, de Barthelemy & de Bonauenture.

XI.

Antoine Gonzagues, espousa Richilde Gonzagues, dont il eut Conrad & Frideric, Vicomte de l'Euesché de Mantouë.

XII.

Conrad fut pere de Guido, second du nom.

XIII.

Guido, second du nom, ayant espousé vne femme de la maison des Extrambins, fut pere de

14. Aloisio Gonzagues, qui suit.

14. centil Gonzagues, qui laissa posterité.

14. Pierre Protonotaire apostolique, duquel descendit vn certain Diomede, son petit fils.

14. Gaultier, duquel aussivint Barthelemy Gonzagues, son arriere-petit-fils.

14. Abramini, d'où sont descendus Iean, Michel & Alexandre, ses arriere-petits-fils.

XIV.

Aloisio Gonzagues, fut pere de Guy, Philippe & Feltrin.

XV.

Guy, Seigneur de plusieurs Seigneuries dans le detroit de Rhege, fut éléué à des dignitez & charges publiques par Azo dixiesme du nom,

Marquis d'Este son parent, & laissa Louis & Beatrix, femme de Nicolas d'Este, Marquis de Ferrare.

XVI.

Louys Gonzagues, fils de cuy, dont les soldats ayant tué Passarin Bonacolsi, qui fut le dernier Tiran de Mantouë en 1320. & 1329. au mois de Juiller, recut le gouvernement souverain de la Republique de Mantouë, du consentement de tout le peuple, estant Prince liberal & courageux. Il deceda au mois de Janvier de l'année 1360. âgé de plus de nonante ans, laissant de sa premiere femme, de la famille des Ramberzins, dont le nom est ignoré,

17. Guy Gonzagues né l'an 1320. cy-apres.

17. Philippes, ou Philippin Gonzagues, qui merita de grandes recompenses de Louys R. de Hongrie, pour l'auoir dignement seruy en Italie contre le Roy de Naples, fit la guerre à Obizon huitième du nom, en 1346. mais la paix se traita incontinent entr'eux. Il laissa vne fille appellée Ziliola, mariée à Matthieu premier, Vicomte de Milan.

17. Feltrius Gonzagues.

Puis d'une seconde femme de la maison des Malatestes, il eut

17. Conrad Albert, & Frideric Gonzagues, desquels sont sortis Barthelemy Gonzagues, qui fut pris au siege de Verone en 1405. & Feltrin Gonzagues, pris avec son frere, qui laissa vn fils appellé Guy, Seigneur de Rhege, 1371.

Puis d'une troisième femme de la maison de Malestine, laquelle il espousa le sixiesme des Ides de Fevrier 1340. il eut

17. Azo, Jacques, Jean & Marc Gonzagues.

XVII.

Guy Gonzagues, heritier de son pere Louys, en la Principauté de Mantouë, fut Prince pacifique, modeste, studieux, deuot & vigilant, & mourut l'an 1369. ayant espousé Beatrix, Comtesse de Bar, ou Verada Beecaria, qui portoit fassé emmanché de quatre pieces d'or & de geules au chef d'or, chargé d'un Aigle de sable, & laissa de son mariage.

18. Vgolin Gonzagues, tué par ses freres, de ialousie qu'ils eurent, que du viuant de leur pere, il gouernoit la Republique avec luy, en 1366. Sa femme estoit Catherine, fille de Matthieu Visconti.

18. Guy Gonzagues.

18. François Gonzagues, qui mourut deuant son pere, ayant espousé N. fille de Guy Polentan, Prince de Rauenne.

18. Louys Gonzagues, Seigneur de Mantouë, cy-apres.

18. Beatrix Gonzagues, femme de Nicolas d'Este.

XVIII.

Louys Gonzagues, deuxiesme du nom, Seigneur de Mantouë, fut Vicaire perpetuel del'Empire Romain: & pour vn adultere qu'il commit, il fut massacré par les Mantouïans en 1382. ayant espoulé Ada, fille d'Obizon d'Este septiesme du nom, Marquis de Ferrare, dont il laissa enfans.

19. François de Gonzagues, Seigneur de Mantouë, cy-apres.

19. Galeas Gonzagues, qui combatit en duel en champ-clos, vn nommé Boucicaud, Capitaine François, qui estoit Gouverneur de Genes pour le Roy Charles VI. & le vainquit, bien que Boucicaud fust d'une force de corps extraordinaire. Il fut tué au siege de la forteresse de Terzon, en 1407.

XIX.

François Gonzagues, Seigneur de Mantouë, succeda aux Estats de son pere, comme il n'estoit encore aagé que de treize ans. Il acquit beaucoup de reputation dans les armes. Jean Galeace Visconti, Duc de Milan, luy fit la guerre, & l'assiegea dans la ville de Mantouë; mais s'estant trouué assisté des Venitiens, il le contraignit de leuer le siege, & dissipa ses forces. Il estoit Prince aduisé, amateur des gens doctes, sçauant en l'Histoire, admirateur de la gloire antique, agreable en conuersation, liberal & magnifique. Il mourut en la quarante-vnième année de son aage, l'an 1407. ayant espoulé Agnes fille de Barnabon Visconti de Milan, dont il laissa

10. Jean François Gonzagues, premier Marquis de Mantouë, cy-apres.

20. Alda Gonzagues, mariée à François troisième du nom, de l'illustre maison de Carraria, d'où sont venus les Princes & Seigneurs de Padouë.

20. Guy, Ecclesiastique.

XX.

Jean-François Gonzagues, qui succeda à son pere en l'aage de douze ans, fut créé Marquis de Mantoüe hereditairement, par l'Empereur Sigismond, le vingt-deuxiesme Septembre mille quatre cens trente-trois, & l'Empereur luy octroya pour enseigne en ses armes, vn Escu d'argent à la Croix pattée de gueules, accompagnée ou cantonnée de quatre Aigles de sable. Il mourut le vingt-troisième Septembre 1444. aagé de cinquante quatre ans. Il espousa en l'année 1410. Paule Malatesta, qui pour ses vertus singulieres, a esté louée par plusieurs Escriptuains. Elle portoit bandé d'or & d'azur, les bandes d'or chargées d'Aigles de gueule. Et de ce mariage sont sortis

21. Louys Gonzagues 3. du nom, Marquis de Mantoüe, cy-apres.

21. Charles Gonzagues, Seigneur de Bozzolo & Gazzulo, de qui sont venus plusieurs grands Capitaines renommez dans l'Histoire, ayant esté chassé par son frere Louys, & pris par les soldats de Sforce, l'an 1439. il fut créé general des Armées du Duc de Milan, & fit plusieurs beaux exploits. Mais enfin il mourut pauvre, apres auoir long temps vescu. Il auoit espousé Lucie, fille de Nicolas d'Este, troisieme du nom, marquis de Ferrare.
21. Alexandre Gonzagues, Seigneur de Canedo & Rolondisco, qui espousa la fille du Comte d'Vrbín.
21. Iean-Lucide Gonzagues, qui fut voué à l'Eglise, & fut Seigneur de Rodigo & Capriana. Il fut tué à la prise de Verone, l'an 1439.
21. Lucia Gonzagues.
21. Cecile Gonzagues, Religieuse.
21. Ieanne, ou Marguerite Gonzagues, mariée à Leonello d'Este, marquis de Ferrare.

XXI.

Louis de Gonzagues troisieme du nom, Marquis de Mantouë; succeda à son pere en l'âge de trente-deux ans, receut en sa maison l'Empereur Friderict troisieme du nom, & Christierne Roy de Danne-march. L'an 1469. fonda l'Eglise saint Sebastien, acheua le merueilleux horloge de saint André, & mourut à coïto le 12. Iuin de l'an 1478. âgé de soixante ans, Prince tres eloquent & tres pieux. Il auoit espousé Barbe, fille de Iean Marquis de Brandenbourg, dont il laissa enfans.

21. Fridetic de Gonzagues Marquis de Mantouë, cy. apres.
21. Louis de Gonzagues, Euesque de mantouë.
21. Rodolphe de Gonzagues.
21. Iean-François de Gonzagues.
21. Barbe de Gonzagues, mariée à Eberhard le barbu, Duc de Vvirtemberg.
21. François de Gonzagues, Cardinal Legat à Boulongne, personnage né pour les railleries & les diuertissemens, ayant toute fois la verité, & fort propre au Conseil. Il mourut bien ieune par vne maladie que les excés luy auoient causée.
21. Suzanne de Gonzagues, femme de Galeace-Marie-Sforce, Duc de Milan.

XXII.

Fridetic de Gonzagues, fils aîné de Louis de Gonzagues, & de Barbe de Brendenbourg, Marquis de Mantouë, voulut que plusieurs métiers fussent exercez en sa ville, d'où il fut soigneux de bannir toute paresse, & mourut au mois de Iuillet de l'an 1484. ayant espousé Marguerite fille d'Albert le-Pieux Duc de Bauieres, dont il eut enfans.

23. François de Gonzagues 2. du nom, Marquis da Mantouë, cy-apres.
23. Sigismond de Gonzagues, Cardinal du titre de Sainte mariela Neuue.
23. Jean de Gonzagues.
23. Claire de Gonzagues, mariée à Gilbert de Bourbon, Comte de Monpensier, dont est venuë Renée de Bourbon, femme d'Antoine Duc de Lorraine.
23. Paule de Gonzagues, femme du Seigneur Malateste.
23. Magdelaine de Gonzagues, femme du Seigneur de Pisaura.
23. Ceeile de Gonzagues.

XXIII.

François de Gonzagues marquis de Mantouë, apres son pere, auquel il succeda en l'aage de dix-huit ans 1484. fut le premier des Princes d'Italie qui nourrit vne longue barbe, & fut vn guerrier fameux, comme il le fit bien paroistre en diuerses reneontres au seruice du Roy Louys douzième, & des Venitiens. Depuis il fut Gonfalonnier de l'Eglise Romaine du temps du Pape Iules II. Apres il fut Capitaine general de l'Armée de l'Eglise & des Florentins du temps du Pape Adrian VI. Puis mourut le xxix. mars 1519. ayant espousé Isabelle, fille d'Hercules d'Este premier du nom, Duc de Ferrare, dont il laissa enfans.

24. Friderie deuxiesme du nom, premier Duc de Mantouë, cy-apres.
24. Hercules de Gonzagues, Cardinal, & tuteur de François son Neveu, Duc de Mantouë.
24. Ferdinand de Gonzagues, né l'an 1507. Vice-Roy de Sicile, Gouverneur de Milan, & General d'Armée pour l'Empereur Charles V. & Duc d'Ariane & de Melse, espousa Isabelle de Capoue, dont il eut Cesar Duc d'Ariane, & autres enfans.
24. Eleonor de Gonzagues, mariée à François-marie de la Rouere, Gouverneur de Rome & Duc d'Vrbain.
24. Hyppolite de Gonzagues, Religieux de l'Ordre de sainte Catherine de Sienne.
24. Paule de Gonzagues, Religieuse de l'Ordre de sainte Claire.

XXIV.

Frideric de Gonzagues deuxiesme du nom, marquis de Mantouë, succeda à son pere en l'aage de dix-huit ans, fut aussi Capitaine general de l'Eglise, receut splendidement en sa maison l'Empereur Charles V. qui auoit esté couronné à Boulongne par les mains du Pape Clement VII. lequel Empereur erigea le marquisat de Mantouë en Duché l'an 1530. & en fut le premier Duc ce Frideric de Gonzagues, qui l'année suivante espousa Marguerite Paleologue, fille de Guillaume Paleologue Marquis de Montferrat, & d'Anne d'Alençon, à cause de quoy il fut aussi Marquis de Montferrat. Celuy cy fut le premier qui orna les armes du

mont Olympe, symbole de la foy, & mourut l'an mille cinq cent quarante, laissant enfans.

25. François de Gonzagues, Duc de Mantouë, cy-apres.
25. Guillaume de Gonzagues, aussi Duc de Mantouë, apres le deceds de son frere mort sans enfans, cy-apres.
25. Ludouic de Gonzagues, Princee de Mantouë & Duc de Neuets, dont la posterité sera deferite apres celle de ses freres.
25. Frideric de Gonzagues, posthume.
25. Alexandre de Gonzagues mort ieune.
25. Isabelle de Gonzagues, qui fut femme de François Ferdinand d'Aualos, marquis de Pelquaire.

XXV.

François de Gonzagues, fut Duc de mantouë à six ans, & marquis de Montferrat à vingt-cinq, espousa Catherine fille de Ferdinand, Roy des Romains, qui depuis fut Empereur, & deceda sans enfans, s'estant noyé en la riuere de Menzo, l'an 1550.

XXV.

Guillaume de Gonzagues, second fils de Frideric de Gonzagues & de Marguerite Paleologue, Duc de Mantouë, apres le deceds de son frere François, mort sans enfans, espousa Eleonor, fille de Ferdinand, Roy des Romains, duquel mariage sont sortis enfans.

26. Vincent de Gonzagues, fils vnique du Duc de Mantouë, cy-apres.
26. Marguerite de Gonzagues, mariée à Alphonse d'Este, Duc de Ferrare.

XXVI.

Vincent de Gonzagues, Duc de Mantouë, & Marquis de Montferrat, Princee doüé de belles & excellentes qualitez, espousa deux femmes: la premiere Leonor, fille de François de medeis, Duc de Tofcane, & sœur de Marie de medeis, Reine de France, dont il a eu trois fils, tous trois Ducs de mantouë, l'un apres l'autre: la seconde femme fut marguerite, fille d'Alexandre Farnese, Duc de Parme. Les trois fils sont

27. François, Princee de Mantouë, depuis Duc, cy-apres.
27. Ferdinand Cardinal, depuis Duc, cy-apres.
27. Marguerite de Gonzagues, femme de Henry de Lorraine, Marquis du Pont-à-Mouçon, puis Duc de Lorraine, mere de Nicole de Lorraine, à present Duchesse de Lorraine.
27. Eleonor de Gonzagues, mariée à Ferdinand deuxiesme du nom, Empeteur des Romains.

XXVII.

François de Gonzagues , Duc de Mantouë & Marquis de Montfer-
rat, espouſa Marguerite de Sauoye , fille de Charles Emanuel , Duc de
Sauoye , dont il eut

18. Louys de Gonzagues , Prince de Mantouë , decedé en ieuneſſe.

18. Marie de Gonzagues , heritiere de Mantouë , mariée à Charles de
Gonzagues , Duc de Rethelois , fils de Charles de Gonzagues Duc
de Nevers , & depuis Duc de Mantouë , dont il eut vn fils & vne
fille.

XXVII.

Ferdinand de Gonzagues , ſecond fils de Vincent de Gonzagues &
de Eleonor de Medicis , premierement Cardinal , puis Duc de Mantouë ,
espouſa Catherine de Medicis , fille de Ferdinand de Medicis premier du
nom , grand Duc de Toſcane , & de Chreſtienne de Lorraine ſa femme ,
duquel mariage ne ſont point fortis d'enfans.

XXVII.

Vincent de Gonzagues , deuxieſme du nom , premierement Cardinal ,
puis Duc de Mantouë & de Montferrat , apres le deceds de ſes deux
freres , François & Ferdinand.

Seconde Branche de la Maiſon de Gonzagues , Ducs de Nevers.

LVdovic de Gonzagues , troiſiéme fils de Frideric de Gonzagues , Duc
de Mantouë , & de Marguerite Paleologue , Prince de Mantouë , Sei-
gneur de la Guierche en Anjou , Prouençay , Chasteaugontier , Senonches
& Brefolles , espouſa Henriette de Cleues , fille aiſnée de François de
Cleues , & de Marguerite de Bourbon , & ſœur de François & de Jacques
de Cleues , Ducs de Niurnois & de Rethelois , morts ſans enfans , à cau-
ſe de quoy , comme fille aiſnée , & principale heritiere de ſes pere & me-
re , elle apporta à Ludouic de Gonzagues , Prince de Mantouë ſon mary ,
les Duchez de Niurnois & de Rethelois , les Baronnies de Donzy &
Roſoy , les terres d'Orual en Bourbonnois , Chasteaumeillan , la Cha-
pelle d'Angillon , & autres terres en Berry , l'Eſpare , & païs de Medoc
en caſcogne , les terres de Picardie & de Flandres , & les terres Souuerai-
nes d'outre Meuſe. Ce Prince deceda de maladie à Neſle en Picardie ,
le vingt-troiſiéme d'Octobre 1595. à onze heures de nuit , eſtant aagé de
cinquante ſix ans & trente-cinq iours : car il naſquit le dix-huictieſme
Septembre 1539. Il giſt avec ſon eſpouſe dans l'Egliſe Cathedrale de Ne-
vers , où leurs figures de marbre ſe voyent à genoux ſur leur ſepulture. Il
laiſſa de ſa femme Henriette de Cleues ,

16. Charles de Gonzagues & de Cleues, Duc de Neuers, depuis Duc de Mantoüe, cy apres.
16. Catherine de Gonzagues, qui naquit le 21^e de Januier 1568. fut mariée à Henry d'Orleans Duc de Longueville, dont elle a eu Henry 2. d'Orleans, aussi Duc de Longueville qui de sa premiere femme Louise de Bourbon Soissons eut deux enfans masles qui moururent ieunes, & Marie d'Orleans Duchesse de Nemours : & de sa seconde Femme Anne de Bourbon Condé, sœur de Louis de Bourbon Prince de Condé, a laissé deux fils, d'Orleans Comte de Dunois, qui a embassé la vie Religieuse dans la compagnie des Peres Iesuites, & d'Orleans Comte de saint Paul.
16. Henriette de Gonzagues, qui naquit le 23. Septembre 1571. mariée à Henry de Lorraine Duc de Mayenne & d'Eguillon, dont il n'a point eu d'enfans.

XXVI.

Charles de Gonzagues & de Cleues, fils de Ludouic de Gonzagues & de Henriette de Cleues, Duc de Nivernois & Rethelois, Pair de France, & gouverneur pour le Roy en les Prouinces de Champagne & Brie, depuis Duc de Mantouë, par la mort des trois derniers Ducs ses Cousins, qui n'ont point laissez d'enfans masles, auoit espoulé Catharine de Lorraine, fille de Charles de Lorraine Duc de Mayenne, & de Henrie de Sauoye, dont il eut trois fils & trois filles.

27. François de Paule de Gonzagues & de Cleues, Duc de Rethelois, & Gouverneur pour le Roy en les Prouinces de Champagne & Brie, qui mourut à Charles ville, estant âgé de 16. ans, en l'année 1622. Son corps est inhumé dans l'Eglise des Minimes de Neuers.
27. Charles de Gonzagues & de Cleues, Duc de Rethelois, & Prince de Mantoüe, cy apres.
27. Ferdinand de Gonzagues, Duc de Mayenne, mort ieune, en Italie.
27. Marie-Louyse de Gonzagues, Princesse de Mantouë & de Neuers, Reine de Pologne & de Suede.
27. Anne de Gonzagues Princesse Palatine, qui d'Edouard de Bauieres, Prince Palatin a laissé trois filles Madame la Princesse Louise de Bauieres, Madame Duchesse d'Anguien, Madame la Princesse Benedicte.
27. Benedicte de Gonzagues, Abbesse d'Auenay, de l'ordre de saint Benoist, au Diocèse de Rheims.

XXVII.

Charles de Gonzagues & de Cleues, deuxiesme du nom, Prince de
I. PART.

Manroue & Duc de Retelois, mourut de maladie à Mantouë, apres que la ville fut prise, ayant espouſé MARIE DE GONZAGVE, fille vniſque & heritiere de François de Gonzagues 2. du nom, Duc de Mantouë, & de Marguerite de Sauoye ſa femme, dont il a laiſſé

28. Charles de Gonzagues, à preſent Duc de Mantouë.

28. Marie de Gonzagues, Imperatrice.



DESCENTE DE LA MAISON DE NEVERS, POVR SERVIR
de preuve à ce que j'ay cy deuant eſcrit dans la page 309.

A Bbon qui fut inſtitué premier Comte de Poitiers par Charles-Magne, en l'année 778. fut pere de Ricuin, qui ſucceda à ſon pere enuiron l'an 814. & laiſſa pour ſucceſſeur Bernard, qui eſpouſa Bilihilde fille du Comte Roricon, & de nelichilde fille du Comte Goſlin; & ſœur de Goſlin Eueſque de Paris, ſous le Roy Charles le Chauue.

5. De ce Bernard fortit vn autre Bernard de poitiers, Marquis ou Comte de NEVERS, qui fut auſſi Comte de Bourges & d'Auvergne, ſous le regne de Louys le begue, qui mourut l'an 879. & le Comte de Neuers fut tué à la guerre contre Boſon de Prouence en 886. ayant laiſſé

6. d'Hermangarde ſon eſpouſe H. de Poictiers Comte de Neuers; frere puisné de Guillaume le Deuot, ſous Charles le Simple, en 916. ſelon Bely.

7. A celuy cy ſucceda Seguin Comte de Neuers, en 931. qui de Berthe ſon eſpouſe, qui viuoit l'an 958. laiſſa

8. Rodolphe Comte de Neuers, ſous Louis d'Outremer: & celuy cy de Lieutgarde ſa femme eut

9. Gerberge Comteſſe de Neuers, qui porta cette Seigneurie à Albert ou Adelbert Marquis d'Iurée en Italie, ſils de Berenger ſecond du nom, Roy d'Italie, dont fortit

10. Otheguillaume Comte de Neuers, de Dijon & de Bourgongne, adopté par Henry Duc de Bourgongne, ſon beau pere, & eſpouſa Hermentrude fille d'Alberade de France, Comteſſe, fille du Roy Louis d'Outre mer: & de ce mariage fortit vne fille vniſque,

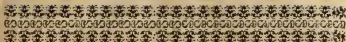
11. Matilde Comteſſe de Neuers, qui eſpouſa Landry Seigneur de Neuers, ſils de Bodo, ſils de Landry, d'une Dame du pays d'Anjou: & de Mathilde fortit

12. Renaud Comte de Neuers, en 1003. tué l'an 1040. ayant laiſſé d'Adelais, ſœur du Roy Robert,

13. Guillaume Comte de Neuers, d'Auxerre & de Tonnerre, en 1083. 1093. qui de N. Comteſſe de Tonnerre, laiſſa

24. Renaud

14. Renaud de Neuers Comte de Tonnerre, mort avant son pere, en 1083. & qui de N. fille de Lanfelin Seigneur de Boifgenci, la seconde femme, laissa
15. Guillaume Comte de Neuers, d'Auxerre & de Tonnerre, en 1097. qui se fit Chartreux en 1147. mourut l'an 1148. & de son alliance, qui est ignorée, laissa
16. Guillaume troisieme du nom, Comte de Neuers & d'Auxerre, qui mourut l'an 1160. & laissa d'Ida son espouse, Guillaume quatrieme du nom, Comte de Neuers, &c
17. Guy Comte de Neuers, apres son frere, en 1174. & qui de Mahaut de bourgogne, fille de Raimond de bourgogne, & d'Agnes Comtesse de Montpensier, depuis remariée à Robert second, comte de Dreux, laissa
18. Agnes Comtesse de Neuers, d'Auxerre & de Tonnerre, en 1181. qui espousa Pierre de Courtenay, fils de Pierre de France & d'Elizabeth de Courienay : & de cette Agnes sortit
19. Mahaut de Courtenay Comtesse de Neuers, d'Auxerre & de Tonnerre, qui espousa René de Donzy, Seigneur de S. Aignant en 1199.
20. Agnes de Donzy Comtesse de Neuers, d'Auxerre & de Tonnerre, espousa Guy de Chastillon, Seigneur de Montjay, Comte de saint Paul, tué l'an 1226.
21. Ioland de Chastillon heritiere de Neuers, &c. espousa Atchambaud de Bourbon le ieune, neuvieme du nom.
22. Mahaut de Bourbon, Comtesse de Neuers, Auxerre & Tonnerre, fut mariée à Eudes de Bourgogne; fils aîné de Hugues quatrieme du nom, Duc de Bourgogne, en 1266.
23. Ioland de bourgogne, Comtesse de Neuers, espousa Robert de Flandres, dit de Bethune, Comte de Flandres, en 1180.
24. Louis de Flandres, Comte de Neuers, espousa Jeanne heritiere de Retel, dont il eut
25. Louis de Flandres, dit de Crecy, Comte de Flandres, de Neuers, de Retel, &c. qui de Marguerite de France, fille du Roy Philippe le Long, laissa
26. Louis de Flandres, dit le Maale, Comte de Flandres, de Neuers, de Retel, &c. & espousa Marguerite heritiere de Brabant, en 1350. dont sortit vne fille vniue.
27. Marguerite de Flandres, heritiere de Flandres, de Neuers, de Retel, de Brabant, de Hollande, &c. espousa Philippe de France, Duc de Bourgogne.
28. Philippe de Bourgogne, Comte de Neuers, de Retel &c. espousa bonne d'Artois, Comtesse d'Eu, en 1415.
29. Jean de bourgogne Duc de Brabant, comte de Neuers, qui de Paul de bresse sa seconde femme, laissa
30. Charloie de bourgogne, Comtesse de Neuers, qui espousa Jean



DESCRIPTION SVCCINCTE ET EXACTE

DV

DVCHE DE MANTOVE.

ET

DES TERRES QVI EN DEPENDENT.

LE Duché de Mantouë prend le nom de sa ville Capitale, tres anciennement bastie, auant Rome comme l'on tient. Elle fait partie de la Lombardie de deça & delà le Po, & a le Cremonnois & le Bressan à l'Occident, le Veronnois au Septentrion & à l'Orient, où est aussi le Ferrarois; & au Midy les Estats de Modene, Mirandole, & Correggio.

Sa longueur depuis Vlliano frontiere du Cremonnois, iusqu'à la Stellata terre du Pape sur le Po, est enuiron de 70. milles. Sa plus grande largeur depuis Viadane proche du Po, iusqu'à la frontiere du Veronnois, tirant vers Peschiera, enuiron 40. milles, & tout son circuit enuiron de 100. milles.

On le diuise en deux parties. Celle au deça du Po, où est Mantouë, qui est la plus grande & principale, & celle delà le Po, où sont plusieurs petites villes & bourgs, entre'autres celuy de Gonzague, qui donne le nom aux Princes de cette maison.

Ses principales riuieres sont le Po, qui le trauerse quasi en sa longueur; le Mince, qui vient du Lac de Garde, Pays des Venitiens, & forme le lac de Mantouë, & se descharge dans le Po au dessous de Gouernolo; & l'Oglio, qui vient du Bressan, passe par le lac d'Isè, & entre dans le Po au dessus de Borgfort, La Secchia qui sort de l'Apennin, passe par le Modenois & se descharge dans le Po vers Sacchetta. Il y a d'autres petites Riuieres & canaux moins considerables, comme le tartaro, le Crostolo, la Seriola, Fossa, Maestra, &c.

Il n'y a dans cet Estat autre Cité que Mantouë, laquelle est bastie au milieu d'un lac de vingt mille de tour, quirend la place naturellement forte; mais aussi mal saine. Elle a 4. milles de circuit & 8. portes. Elle est tres belle, avec de grandes ruës & places, de beaux palais, quantité d'Eglises très riches de reuenus, d'ornemens, & d'excellens tableaux. L'on y compte 18. paroisses, 40. Monasteres d'hommes & de femmes, & faisoit auant ces guerres quelques quarente mille ames. Il y

a deux ponts de pierre, couverts d'une grande longueur, qui la traverfent. L'un s'appelle de faint George & aboutit au fauxbourg du mefme nom : l'autre s'appelle le pont des moulins, ou des 12. Apollres, qui leur donnent le nom, & dont le Due retire vingt quatre mille efcus par an.

Le Palais du Princeft admirable pour la grandeur, ftructure & richesses. Il y a plus de 500. chambres & falles : plus de 12. apartemens Royaux avec beaux iardins, & avoit des ameublemens de toutes fortes & tres. superbes pour les trois faifons de l'année.

Ses Cabinets estoient admirables pour la quantité de pierreries, vaiffelles d'or, d'argent, & de chriftal, & plusieurs harnois de valeur inestimable; des miroirs de 50. & 60. mille efcus piece, des ftatuës & tableaux originaux des plus excellens Peintres, & en tres-grande quantité : bref l'on peut dire qu'il n'y avoit rien de femblable dans toute l'Europe avant que les Alemands & Imperiaux l'euffent faccagé & ravagé en l'année 1630.

L'on y voit auffi des grandes & belles efeuries à doubles rangs, qui estoient iadis remplies de cheuaux barbes, Courfiers, genets, Tures, & autres, avec vn haras de 400. iumens que l'on nourrit vers Gonzague, & dans les prairies de S. Benedetto, qui eft vn Monaftere riche de 50. mille efcus de reuenu, fondé par les Marquis de Mantouë.

Ses autres principaux Palais & Maisons de plaifir font le Thé, & Port tout proche de la ville, la Fauorte, Marmirol, Goit, Gazol, qui font toutes fort belles, & tres-agreables, avec de grands iardins pleins d'orangers & citroniers, & la Virgiliane, lieu de la naiffance de Virgile; qu'on appelloit iadis Andes, à prefent Pietole, où le Due Ferdinand a fait baltir, & donné le nom de Virgiliane, où il y a vne grande mefnagerie.

En fortant de Mantouë, l'on trouue tout à l'entour vne leuée ou ferraill avec foffé de 30. mille de circuit, fait anciennement par les Mantouïens pour la feureté de leur ville.

Les principaux lieux & Bourgs du Mantouïan font goit, Viadane, Oflie, Reuer, Gouveruol, Bourg fort, Canet, Caftelginfray, la Volte, & Cauriane.

La Maifon de Gonzague poffede depuis 300. ans & plus, ce Duché comme fief d'Empire, premierement en qualité de Marquis, puis de Dues & Vicaires perpetuels de l'Empire. Elle poffede encore en Italie celuy de Montferrat, qui eft de plus grand reuenu, mais eiloigné & feparé de l'autre de 90. milles, & l'Eftat de Milan entre deux, qui eft caufe de leur foibleffe.

L'Euefché de Mantouë n'a point de Metropolitain, & va directement à Rome. Il y a dans la ville quantité de familles nobles & anciennes, comme les Agnelly, Soardi, Strozzi, Andreati, Arrigoni, Ippoliti, Guerrieri, Arto, Arriua beni, & autres.

La Cour du Duc a toujours esté fort belle, & fplendide, avec

quantité de Noblesse & de Cavaliers *Titolari*, pour recevoir & honorer les Princes & Ambassadeurs qui y passent. Son revenu du Mantouan estoit d'environ trois cent mille escus, & plus encore du Monferrat. Pour les affaires d'Etat il y a vn Conseil secret, composé de cinq ou six personnes principales, & de trois ou quatre Secretaires d'Etat.

Quant à la Iustice, il y a vn Senat composé d'un President & six Senateurs, qui iugent souverainement, comme aussi vn President du Magistrat avec six Gentilshommes, moitié de robe courte, moitié de robe longue, pour les finances & revenu du Prince.

Vn Podesta pour les causes civiles ordinaires, & vn Capitaine de Iustice pour les criminelles, & vn Prouedidor avec vn Auditeur pour les viures & pour les eaux.

Il y a à l'extremité de la ville, la Citadelle ou forteresse de Porto, qui est assez bonne & bien munie, & en outre les places de Casteginsfray, Goit, & Pontmoulin à la frontiere des Venitiens, & Gouernolo, où est vne escluse importante pour la seureté de Mantouë.

Le Duc a pour sa garde ordinaire, vne Compagnie de cinquante Hallebardiers à pied, & autant de Suisses, & vne Compagnie d'Arquebuziers à cheual, avec leurs Capitaines & Lieutenants.

Il n'y a point de troupes entretenues d'ordinaire, mais en vn besoin il peut leuer dans le pays plus de huit cent cheuaux & douze mille hommes de milice, dont il se peut seruir à la guerre sous le general des armes, qui est aussi Gouverneur de Mantouë. Il entretient aussi dans ladite forteresse de Port, qui est la clef de la ville, environ deux cent hommes, outre les gardes des portes : & depuis quelques années, la Republique de Venise y entretient la garnison de cinq cent hommes de toutes nations, sous vn Colonel Italien.

Ce pays est fort abondant de vin, bled, ris, fourrages, foyes, dont l'on en debite à tous les voisins en grande quantité, & de toutes sortes de grassines, comme beurre, laitages, fromages aussi bons que ceux de Milan & Lodi : bref l'on y vit à grand marché, & mieux qu'en lieu d'Italie, nonobstant les rauages des Allemands.

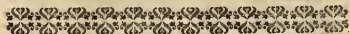
Ses Peuples sont plus adonnez au trafic qu'à la guerre.

L'Etat de Mantouë seroit fort puissant, s'il n'auoit esté partagé principalement par Louis second Marquis de Mantouë, & desmembré du depuis de la souveraineté & reconnoissance du Chef de la Maison, par la trop grande facilité, ou nonchalance des Successeurs.

Si bien que l'on ne doit pas laisser de comprendre dans l'estendue de ce Duché, ceux de guastalle & Sabbionette, les Principau-

tez de Bozolo & Castillon , la Comté de Nouellare , & la Seigneurie de Solfarin ; puis qu'ils appartiennent aux puînéz de la Maison de Gonzague , quoy qu'ils releuent à présent directement de l'Empire.

Il y en a aussi d'autres puînéz de la maison, qu'on appelle *Marchesi de la Casa*, qui sont plus proches à succéder au Duché de Mantouë que ceux de Bozolo , Castillon , Nouellare & Solfarin , quoy qu'ils n'ayent pas des Principautez & terres souveraines. Mais ils ont droit en ladite succession immédiatement apres ceux de Guastalle.



GVASTALLE.

CE Duché dont la ville est située gueres loin du Po, aux Confins du Mantoüan & Modenes , est fort petit ; mais ce prince a d'autres Estats, comme Molfette & Arian au Royaume de Naples , & peut auoir en tout quatre vingt mille escus de reuenue , & est le plus prochain heritier du Duché de Mantouë. Il y a beaucoup d'enfans de sa Maison, & sont issus de Ferrand de Gonzagues, grand Capitaine, Vice-Roy de Sicile, & Gouverneur de Milan sous l'Empereur Charles V.



SABBIONETTE.

CE Duché est entre le Mantoüan , le Cremonnois , & le Parmesan. Il y a quelques bourgs & villages. Sa ville est tres-forte, mais petite , appartenante au feu Duc Vespasian par engagement de deux cent mille escus d'or, dont elle eut pû estre retirée par le Duc de Mantouë , ou le prince de Bozolo. Mais ledit Vespasian n'ayant laissé qu'une fille mariée à Naples au Prince de Stiglian de la maison des Caraffes, qui n'a aussi laissé qu'une heritiere , auioird'huy mariée au Duc de *Medine de las Torres* Vice-Roy de Naples, parent du Comte d'Oliuarez ; par ce moyen ladite place est tombée indirectement entre les mains du Roy d'Espagne, qui ne la quittera jamais, au grand preiudice de la maison de Mantouë, estant tres-importante pour tenir en ceruelle tous les Estats voisins.

BOZOLO ET S. MARTIN.

Cette Principauté est située près de la rivière d'Oglio, entre le Mantouïan & le Cremonnois. Elle contient quelques bourgs & villages. Sa ville est aucunement fortifiée, & son revenu environ de vingt cinq mille escus. Ils sont plusieurs freres, dont l'aîné & les cadets, hormis le Marquis de Pomar, sont attachez à la maison d'Autriche.

CASTILLON, SOLFARIN, NOVELLARE.

LA Principauté de Castillon est entre le Mantouïan & le bressan. La ville & le Chasteau sont assez bons, & le pays petit. Son revenu est de quinze à vingt mille escus.

La Seigneurie de Solfarin, proche de Castillon, est encore plus petite de revenu, & de toutes choses.

Le Comté de Nouellare est meilleur que les deux derniers, & est situé entre le Mantouïan, le Modenois, Guastalle, & Correggio. Il peut valoir dix huit mille escus de revenu.





LETTRES DV ROY FRANCOIS PREMIER,
en faueur des Princes de Mantouë.

FRANCOIS &c. Sçauoir faisons à tous presens & à venir, que nous auons receu l'humble supplication de nostre tres-cher & tres-ame Cousin Fedetic Duc de Mantouë, Marquis de Montferrat, & de nostre tres-cher & tres-amee Cousine Marguerite Duchesse de Mantouë, Marquise de Montferrat, son espouse, Francisco, Guillaume & Isabelle leurs enfans : contenant, qu'en continuant au grand desir, vouloir & affection qu'eux & leurs predecesseurs ont tousiours eu, & qu'ont de present nostredit Cousin & nostredite Cousine, ainsi qu'ils esperent & est leur intention qu'auront leursdits enfans & leurs posteritez à tousiours : Mais enuers nous & nostre Royaume, ils ont desir, eux & leursdits enfans estre dits, tenus & reputez regnicoles de nostre Royaume, & qu'en iceluy ils puissent tenir tous biens qui leur pourront appartenir, soit par succession, acquisition, ou autrement : Ce qu'ils ne pourroient faire au moyen des Edits, Statuts & Ordonnances de nostredit Royaume, si par Nous ne leur estoit poutueu & subuenue de nostre grace, humblement requerant icelle. Pour ce est-il que Nous, ces choses considerées, mesmement la proximite de lignage, dont nous attient nostredite Cousine Duchesse de Mantouë, & iceux nos chers & amez Cousins & Cousines leurs enfans, mineurs d'ans, & la grand'amour & dilection que nostredit Cousin & ses predecesseurs ont tousiours portée & demonstree par effet enuers Nous & les nostres ; Auons voulu & ordonné, voulons, ordonnons & nous plaist, que noldits tres-chers & tres-amez Cousin & Cousine, Duc & Duchesse de Mantouë, Marquis & Marquise de Montferrat, & noldits Cousins & Cousine leurs enfans soient dits, tenus, censez & reputez vrais regnicoles de nostre Royaume, & qu'en iceluy, & autre pays de nostre obeyssance, puissent tenir & posseder Duchez, Comtez, & autres biens meubles & immeubles qui leur pourroient aduenir, tant par succession, donation, acquisition, qu'autrement, & d'iceux disposer & ordonner par donation faite entre vifs, testament & ordonnance de derniere volonte, & autrement, ainsi que bon leur semblera ; & qu'apres leur trespas leurs enfans & heritiers, & autres auxquels ils auront dispose de leurs biens, leur puissent succeder, iceux prendre & apprehender, iouir & vser ainsi que s'ils estoient originairement natis de nostredit Royaume, & sans qu'au moyen des Edicts, Statuts & Ordonnances de nostredit Royaume, leur soit fait, mis, ou donne aucun em-

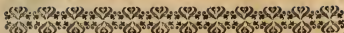
peschement : Et quant à ce les auons dispensez & habilitez , dispensez & habilitions pour nous & nos successeurs , le tout de nostre certaine science , pleine puissance & autorité Royale par celsdites presentes , & sans que nostredit Cousin & Cousine , ny leurs Enfans , nous soient tenus pour ce payer aucune finance : laquelle à quelque somme qu'elle se puisse monter , leur auons donnée , quittée & delaissee , donnons , quittons & delaissons par ces presentes , que nous auons pour ce signées de nostre main ; par lesquelles nous mandons à nos amez & feaux les gens de nos Comptes & Thresoriers à Paris, Baillifs, Seneschaux, ou leurs Lieutenans , & à chacun d'eux , si comme à luy appartient , que ces presentes grace , congé , permission , dispense , habilitation , don de finance , & de tout le contenu en celsdites presentes ils fassent , souffrent & laissent lesdits supplians , leurs hoirs & ayants cause , ou autres auxquels ils auront disposé de leursdits biens , iouir & user pleinement & paisiblement , sans leur mettre & donner , ou souffrir estre donné , fait & mis aucun trouble , destourbier ny empeschement : lequel si fait , mis ou donné leur estoit , ils leur mettent ou fassent mettre incontinent & sans delay à pleine & entiere deslurance. Car ainsi nous plaist-il estre fait , nonobstant que la valeur de ladite finance ne soit icy declarée , & sans auoir esgard à l'ordonnance par Nous faite , par laquelle nous auons reserue tels & semblables dons , pour estre employez és reparations des places frontieres de nostredit Royaume : à laquelle de nostre certaine science , pleine puissance & autorité Royale auons derogé & derogeons par celsdites presentes , ensemble à la derogatoire de la derogatoire y contenuë , & sans prejudice d'icelle & autres choses , & quelconques autres ordonnances , mandemens , restrictions & deslences à ce contraires. Donné à Villiers.Cotterays , au mois de Septembre mille cinq cent trente-neuf , & de nostre Regne le vingt cinquieme. Signé FRANCOIS. Et plus bas, Par le Roy , le Seigneur de Montmorency Grand-Maître & Conestable de France présent. BRETON.

Expedita in Camera Computorum Domini nostri Regis , & ibidem libro Chartarum huius temporis registrata absque financia , causis in dictis Litteris contentis : Promisso tamen quod heredes sint regnicole ordinatione Dominorum. Actum in prefata Camera , die 9. Septemb. 1539. S. DV PERE.



mettre incontinent & sans delay , en pleine & entiere deliurance , & au premier estat & deub. Er rapportant le vidimus fait sous scel Royal de cefdites presentes, signées de nostre main, Nous voulons nostre Receueur general estre tenu quitte & deschargé de ce à quoy pourra monter ladire finance & indemnité, par tout où il appartient, & où besoin sera, sans difficulté. Car tel est nostre plaisir, nonobstant que la valeur de ladite finance & indemnité ne soit icy declarée, & que tels & semblables dons ne deussent estre faits, passez ny alloüiez que pour la moitié seulement, selon les ordonnances par nous faites sur le fait de nos finances, & part d'icelle en nos coffres du Louvre, & quelconques autres ordonnances, restitutions, mandemens ou desfences faites rant par nos predecesseurs Rois, que par nous au contraire. A toutes lesquelles, & sans preiudice d'icelles en autres choses, nous auons derogé & derogons par cefdites presentes: ausquelles, afin que ce soit chose ferme & stable à tousiours, nous auons fait mettre nostre scel à cefdites presentes, sauf en autres choses nostre droit, & l'aury en toutes. Donné à l'Isle Adam au mois de Septembre l'an de grace mille cinq cent cinquante, & de nostre Regne le quatriesme. Signé HENRY. Et plus bas, Et sur le reply, Par le Roy, le sieur de Montmorency Connestable & grand-Maistre de France presenr, DV TIERS, VISA, & scellées de cire verte, sur lacqs de soye. Et à costé sur ledit reply est escrit, Expédiées & enregistrées en la Chambre des Comptes du Roy nostre Sire, au registre des Cartes à present courant, moyennant la somme de quarante escus d'or sols paycz par les impetrans, & qui conuertis ont esté en aumosnes: pourueu toutefois que les heritiers desdits Impetrans soient regnicoles. Fait au bureau, par ordonnance de Messieurs le quinziesme Nouembre mille cinq cent cinquante. Signé. FRAGVIER





LETTRES DV ROT HENRY IV.

de l'An mil cinq cent quatre-vingt seize.

HENRY &c. sçavoir faisons, que nous desirans bien & fauorablement traiter nostre tres-cher & tres-amié Cousin Vincent de Gonzague, Duc de Mantouë & de Montferrat, & nos tres-chers & amez Cousins François, Ferdinand & Vincent les enfans, en consideration de la bonne & parfaite amitié que leurs predecesseurs & eux ont de tout temps fait paroistre au bien, grandeur & accroissement de cette Couronne, dont ils nous ont rendu de si bons relimoignages, que nous auons occasion de n'en douter aucunement. Pour ces causes, & autres grandes & fauorables considerations à ce nous mouuans, & continuans la grace qui a esté faite par les feus Rois nos predecesseurs, au feus Ducs de Mantouë & leurs enfans, & spécialement par les feus Rois François premier, & Henry second nostre tres-honoré Seigneur & beaupere, que Dieu absolue, Auons voulu & ordonné, voulons & ordonnons & nous plaist, que dorelnauant nosdits Cousins soient tenus, censez & reputez regnicoles de nostre Royaume, & qu'en iceluy ils puissent & leur soit loisible tenir & posséder tous & chacuns les biens meubles & immeubles qu'ils ont de present, & pourront auoir cy-apres, tant par succession, acquisition, qu'autrement, & d'iceux tester, ordonner & disposer par testament & ordonnance de dernière volonté, ou donation faite entre vifs, & consequemment en faire tout ce que bon leur semblera, & que les enfans aussi qu'ils auront, en puissent disposer apres leur trespas, & à iceux succeder, & prendre & apprehender leur succession, ou de ce qu'ils en auront donné & disposé, tout ainsi que s'ils estoient natifs & originaires de nostre Royaume, nonobstant les ordonnances & constitutions generales d'iceluy; & quant à ce les auons habilité & dispensez, habilitons & dispensons; sans que nostre Procureur, ou autres Officiers en puissent prendre pour nous aucun droit d'aubeine en leurs successions, & en ce qui en dependra, ny que nosdits Cousins soient pour ce tenus nous payer aucune finance ou indemnité, que nous leur auons donnée, quittée & remise, donnons, quittons & remettons par ces presentes, à quelque somme, valeur & estimation qu'elle soit & se puisse monter. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les gens de nos Comptes, Presidens & Tresoriers generaux de France au bureau de nos Finances estably à Paris, & à tous nos autres Iusticiers & Officiers, ou leurs Lieutenans, que de nos presentes grace, congé, permission, dispense, habilitation, don de finance, & de tout le contenu cy-dessus ils fassent, souf-

frent & laissent nosdits Cousins, leusdits enfans, posterité & lignée, née & à naistre, iouyr & vser pleinement, paisiblement & perpetuellement, tout ainsi & en la forme & maniere que dessus est dit, cessans & faisans cesser tous troubles & empelchemens au contraire. Lesquels si faits, mis ou donnez leur estoient, les fassent mettre incontinent & sans delay, à pleine & entiere deliurance, & au premier estat & deub. Car tel est nostre plaisir &c. Donné à Montceaux, au mois de Septembre, l'an mil cinq cens quatre vingt seize, & de nostre regne le huitiesme. Signé HENRY. Et sur le reply, Par le Roy, de NEVILLE VISA. Et scellées de cire verte sur lacs de soye.

Et à costé, sur le reply. Expediées & registrées en la Chambre des Comptes du Roy nostre Sire, au Registre des Cartes de ce temps; Ouy le Procureur General dudit S. pour iouir par les impetrans des lettres, & contenu en icelles, selon leur forme & teneur, moyennant la somme de quatre vingt escus d'or sols, qui a esté employée & conuertie en aumosnes. Le seiziesme iour de May mil cinq cent quatre-vingt dix sept, pourueu que leurs heritiers soient Regnicoles. Signé, PEGAUT.



SEMBLABLES LETTRES DV ROT LOVIS XIII.

L'an mille six cent treize quatre.

LOuis &c. Nostre tres-cher & tres amé Confin Charles de Gonzagues & de Cleues, Duc de Mantouë & de Montferrat, de Nuernois & de Rethelois nous a fait remonstrer, que durant sa demeure en nostre Royaume, il auroit contracté mariage avec feuë nostre tres chere & tres amée Cousine Catherine de Lorraine, dont seroient sortis entre autres enfans, nostre Cousin Charles de Gonzagues, Duc de Rethelois, depuis Prince de Mantouë, & nos Cousines Marie & Anne de Gonzagues; & qu'ayant recueilly la succession de Mantouë & de Montferrat à luy escheuë comme plus proche du sang, en la legitime possession de laquelle il a esté maintenu par nostre autorité & puissance contre ceux qui la luy vouloient quereller; il auroit pour le bien & le repos de ses Estats, de nostre gré, consentement & entremise, fait espouser à nostredit Cousin Charles de Gonzagues son fils aîné, nostre Cousine Marie de Gonzagues Princessse de Mantouë sa Cousine, de laquelle, estant mort quelque temps apres, il a laissé deux enfans, Charles à present Prince de Mantouë, & Eleonore Princessse de Mantouë encore viuans; lesquels estans nez hors de nostre Royaume, pourroient cy apres estre

estimez estrangers, & par consequent incapables de recueillir les biens qui leur pourroient escheoir à l'aduenir en iceluy, soit de la succession de nostredit Cousin le Duc de Mantouë leur ayeul, ou autres leurs parens, s'il ne leur estoit sur ce pourueu de nos lettres necessaires. A ces causes, & autres bonnes considerations à ce nous mouuans, & desirant gratifier & fauorablement traiter nostre Cousin le Duc de Mantouë nostre allié & nostre confederé, lequel avec ses Estats nous auons pris en nostre protection, Auons de nostre propre mouuement, plaine puissance & autorité Royale, déclaré, & declarons par ces presentes signées de nostre main, nostredit Cousin le Prince Charles de mantouë, & nostredite Cousine Eleonore Princesse de Mantouë sa seur, habiles & capables d'acquies en cetruy nostre Royaume, tous biens meubles & immeubles qu'il leur plaira, & recueillir tous les autres biens qui leur pourroient escheoir par la succession tant de nostredit Cousin le Duc de Mantouë leur ayeul, qu'autres leurs parens, les tenant comme regnicoles, estans issus de pere & ayeul François originaires de nostredit Royaume, & d'iceux biens ordonner & disposer par testament, donation ou autrement, en faueur d'autres leurs parens, ou telles personnes que bon leur semblera; pourueu qu'ils soient regnicoles, & qu'après leur deceds leurs enfans & plus proches parens, ou autres en faueur desquels ils auront disposé, leur puissent succeder, comme si nostredit Cousin & Cousine estoient nez en nostredit Royaume & demeurans en iceluy. Auons en outre octroyé à nostredit Cousin le Duc de Mantouë, que s'il arriuoit qu'il conuolast en secondes nopces & eust d'autres enfans que nosdites Cousines les Princesses Marie & Anne de Gonzagues, ses filles de son premier mariage, lesquelles sont nées en nostredit Royaume, & fussent de nostre gré & consentement mariées hors d'iceluy; que les enfans qui pourroient prouenir desdits mariages, soient aussi eensez pour regnicoles, & iouissent & disposent ainsi que dessus des biens qui leur pourroient escheoir en nostredit Royaume, pays & seigneuries de nostre obeysance, tout ainsi que s'ils y residioient & y estoient actuellement demeurans; les ayant à cet effet habilitez & dispensez, habiltons & dispensons par ces presentes, sans estre troublez en la iouissance desdits biens, ny que nos Officiers pretendent iceux pour appartenir par droit d'aubeine, sous pretexte des statuts & ordonnances de nostre Royaume concernant les estrangers, & sans aucune finance: laquelle à quelque valeur & estimation qu'elle se puisse monrer, nous auons donnée & remise, donnons & remettons par ces presentes à nostredit Cousin le Duc de Mantouë.

Si donnons en mandement à nos amez & feaux les gens tenans nos

Cours de Parlement & de nos Comptes à Paris, Tresoriers generaux de France, si comme à chacun d'eux appartiendra, & à tous nos autres Iusticiers & Officiers, chacun en droit soy, que de nostre presente grace & declaration, & de tout le contenu en icelles ils fassent & souffrent nostredit Cousin le Duc de Mantouë, & sesdits enfans nez & à naistre, & ceux de feu nostredit Cousin le Prince de Mantouë, ioury & vser pleinement & paisiblement, sans souffrir leur estre mis ou donné aucun trouble ny empeschement au contraire. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à tousiours, nous auons fait mettre nostre scel à cesdites presentes; sauf en autre chose nostre droit, & l'autrui en toutes. Donné à Chantilly, au mois de Iuillet, l'an de Grace mil six cens trente quatre, & de nostre Regne le vingt-cinquieme. Signé LOVIS. Et sur le reply, Par le Roy, BOUTILLIER. Et à costé, Visa. Et scellées en cire verte.



TABLE GENERALE DES MATIERES

CONTENUES DANS CETTE PREMIERE PARTIE
des Discours d'Etat de Monsieur le Duc de Nevers.

R emonstrance faite par M. le Duc de Nevers, en l'année 1574. au Roy Henry III. sur l'alienation des Villes de Pignerol, La Perouse, Sanmillan & l'Abbaye de Genolle,	page 1
Copie des Lettres Patentes du Roy, pour la descharge du Gouvernemen ^t de delà les Monts, faite à mondis Seigneur de Nevers, auparavant l'alienation faise desdites places,	21
Requeste présentée au Conseil du Parlement, estably par les Rois au Piedmont,	23
Arrest du Conseil Sumerain,	24
Remonstrance faise au Roy Charles IX. par le Marechal de Bourdillon, pour ne point rendre au Duc de Savoye, les places de Tharin, Quiers, Chivass, & Ville-neuve d'Ast,	27
Instruccion aux Deputez du Roy, pour la restitution des Villes de Pignerol, Sanmillan & La Perouse en Piedmont, à Monsieur le Duc de Savoye, avec les pouvoirs, descharger, traiter, & autres actes faits & expediez pour cét effect,	33
Pouvoirs desdits Deputez,	41
Descharge pour le sieur Charles de Birague,	44
Autre descharge pour le sieur Charles de Birague,	45
Descharge au Capitaine la Garigue,	46
Descharge pour les habitans de Pignerol,	47
Descharges aux Officiers & habitans de Sanmillan, Genolles & La Perouse,	47
Lettres du Roy Henry III. & responses à luy faises sur le sujet de la restitution des places de Pignerol, Sanmillan, &c. au Duc de Savoye, 48. & suivantes.	
Diverses Commissions des Deputez de sa Majesté, pour faire remettre & restituer les Villes & Chasteau de Pignerol, Sanmillan, La Perouse, &c. es mains de M. le Duc de Savoye, 53. & suivantes.	
Abregé de la vie du Duc d'Alençon, Frere des Rois François II. Charles IX. & Henry III.	69
Commission pour instruire le proces criminel de La Mole, Cocennas, & leurs complices,	72
Arrest du Parlement donné en fausse de ladite Commission,	73
Lettre de Catherine de Medicis, au Procureur General la Guesle, touchant Cosme Ruzgier, accusé d'avoir fais pour la Mole une image de cire, contre Charles IX.	75
Deux lettres de M. de Lانسac, au Procureur general la Guesle,	74
Lettre du Roy Charles IX. à ses Advocats, & à son Procureur general,	75
Lettre de M. de Nevers, à Monsieur de Montpensier,	85
L'occasion du desmenty, que Monsieur le Duc de Nevers fit donner le mois de Mars dernier 1580.	87

TABLE

<i>Esprit diuigné, sous le nom de Monseigneur de Montpensier, à Monsieur le Duc d'Alençon,</i>	88
<i>Fin de la Vie du Duc d'Alençon,</i>	90
<i>Lettre du Roy à chacun des Princes absens de la Cour, & Gouverneurs des Provinces, après que le Duc d'Alençon se fut absenté de la Cour,</i>	92
<i>Lettres envoyées par le Roy à tous les Gouverneurs des Provinces de son Royaume, Bailiffs & Sénéchaux, pour les aduertir du secret départ du Duc d'Alençon son frere, & de ce qu'il desiroit estre fait par chacun d'eux, pour empêcher la perniciuse entreprise des rebelles, qui l'auoient induit à ce faire,</i>	93
<i>Ce qui se passa au Parlement, lors de la sortie de Paris, de Monsieur frere du Roy,</i>	94
<i>Lettre du Duc d'Alençon, frere du Roy, adressée à sa Majesté,</i>	95
<i>Manifeste du Duc d'Alençon,</i>	97
<i>Trêue generale, & cessation d'hostilité, traitée par la Reine Mere & Monsieur le Duc d'Alençon,</i>	99
<i>Ce qui se passa au Parlement, sur des lettres de Monsieur frere du Roy, qui furent apportées à ladite Cour,</i>	105
<i>Lettre de Monsieur le Duc d'Alençon au Roy,</i>	106
<i>Lettre de Monsieur, frere du Roy, au Parlement, après s'estre retiré de la Cour,</i>	107
<i>Instruction baillée par le Roy à Monsieur le Duc de Montpensier, Gouverneur de Bretagne, pour l'opposer aux liguez & associations qui se faisoient contre l'Estat,</i>	110
<i>Allocution faite entre les Princes, Seigneurs, Gentils-hommes, & autres, tant de l'Estat Ecclesiastique, de la Noblesse, que du tiers Estat, sujets & habitants du pays & Comté de Champagne & Brie,</i>	114
<i>Edit de Paix de l'an 1576.</i>	117
<i>Lettre de Monseigneur frere du Roy, à Messieurs de la Cour de Parlement, après son partement de la Cour, se retirant à Angers,</i>	136
<i>Instruction donnée au sieur de d'Inteville, allant de la part du Roy trouuer Monsieur le Duc d'Anjou son frere,</i>	139
<i>Lettre de Monsieur le Duc d'Anjou, à Messieurs de la Cour de Parlement de Paris,</i>	143
<i>Lettre de Monsieur, frere du Roy, à Monsieur de Villeroi,</i>	148
<i>Lettre de Monsieur, frere du Roy, à la Cour de Parlement de Paris,</i>	151
<i>Lettre de Monsieur, frere du Roy, à Messieurs du Parlement,</i>	153
<i>Autre lettre de Monsieur, frere du Roy, au Parlement,</i>	156
<i>Lettre de Monseigneur, frere du Roy, à Messieurs les Officiers de la Justice, Maître & Escheueins de la ville de Bourges,</i>	157
<i>Athens de graces rendus à Dieu par la Cour, pour la conualescence de Monsieur,</i>	157
<i>Lettre de Monseigneur le Duc d'Alençon, aux Lieutenans generaux & Gouverneurs des Provinces & villes de ce Royaume, pour laisser librement passer ses troupes en Flandres,</i>	158
<i>Lettre de Monsieur le Duc d'Alençon au Roy Henry III. son frere,</i>	160
<i>Diuerses particularitez de la mauuaise hameur de Monsieur le Duc d'Alençon, & de sa mort: & du renouvellement de la Ligue, à quoy la Reine Catharine contribua beaucoup.</i>	
<i>Pratiques & menées iusques à la mort de ladite Reine, causées de despiu de la mort des Guises,</i>	162
<i>Extrait d'un Journal fait par Monsieur le Duc de Neuers, pendant les Estats tenus à Blois es années 1576 & 1577.</i>	166
<i>Advis donnez au Roy par son commandement, par la Reine sa Mere, & les Princes, & autres Seigneurs, & les principaux du Conseil: S'il estoit expedient pour le bien de son Estat, de faire la guerre à ceux de la Religion pretendue reformee, ou de traiter avec eux,</i>	179
<i>Advis que Monsieur de Neuers donna au Roy, pendant les premiers Estats de Blois le 2. Ianuier 1577. sur l'entretenement d'une seule Religion en son Royaume,</i>	181

TABLE

<i>Advis de la Reine mere Catherine de Medicis,</i>	227
<i>Advis de Monsieur le Duc d'Anjou, frere unique du Roy,</i>	234
<i>Advis de Monseigneur le Cardinal de Bourbon,</i>	238
<i>Advis de Monseigneur de Montpensier,</i>	241
<i>Advis de Monseigneur le Prince Dauphin,</i>	241
<i>Advis de Monsieur le Cardinal de Guise,</i>	243
<i>Advis de Monsieur de Guise,</i>	247
<i>Advis de Monsieur le Duc de Mayenne</i>	248
<i>Advis de Monsieur le Marechal de Caste,</i>	250
<i>Advis du sieur de Biron,</i>	254
<i>Advis de Monsieur le Chancelier de Birague,</i>	258
<i>Advis de Monsieur de Morauillers,</i>	262
<i>Advis de Monsieur de Limoges,</i>	268
<i>Advis de Monsieur de Lenoncourt,</i>	276
<i>Advis de Monsieur de Chineroi,</i>	281
<i>Advis de Monsieur de Bellicre,</i>	284
<i>Edit de Pacification de l'année, 1577.</i>	290
<i>Negotiation de la paix faite par les Deputez du Prince de Condé, en la presence du Roy Henry III. & de la Reine sa mere &c.</i>	308
<i>Response du Roy Henry III. aux articles proposez dans la negociation precedente,</i>	435
<i>Advertissement sur la Negociation precedente,</i>	435
<i>Les premieres propositions publiques qui furent faites par les Chefs de la Ligue, pour engager dans leur party les Deputez des trois Estats du Royaume. A Blois en l'an 1576.</i>	437
<i>Discours du Roy en l'assemblée de ses Estats à Blois,</i>	440
<i>Copie de l'acte que Monsieur fils de France signa, & autres Princes, le 30. du mois de Janvier 1577. auquel sousignerent aucuns Deputez de la Noblesse,</i>	444
<i>Instruction des gens des trois Estats du Royaume de France, assemblez sous l'autorité & mandement du Roy, en la ville de Blois. Baillée icelle instruction à Monsieur l'Archevesque de Vienne, à Monsieur Rubempré Chevalier de l'ordre du Roy, & à Monsieur Mesnager, General des Finances de Languedoc, envoyer vers le Roy de Navarre,</i>	445
<i>Copie de la response du Roy de Navarre aux susdites instructions: ensemble de la lettre mesme qu'il envoya aux corps des trois Estats à Blois,</i>	452
<i>Response du Roy de Navarre à l'instruction des Deputez,</i>	453
<i>Formulaire d'association pretendu,</i>	458
<i>Traité recueilly d'un Deputé du tiers Estat, sur le discours de ce temps & Ligue pretendu,</i>	462
<i>La forme de la Ligue,</i>	467
<i>Protestation de Monseigneur le Prince de Condé, Pair de France, & Lieutenant general pour le Roy en Picardie,</i>	470
<i>Extraits d'une missive de Monsieur l'Escuyer de Valence, envoyée en Cœur,</i>	471
<i>Memoires, lettres, instructions & relations touchant les Alliances de France & d'Angleterre, par les mariages du Roy Henry III. & de Monsieur son frere avec la Reine Elizabeth.</i>	474
<i>Advis sur ces Negociations,</i>	474
<i>Advis donné par Monsieur le Duc de Nemours à la Reine mere du Roy Henry III. sur la negociation du mariage de Monsieur avec la Reine d'Angleterre,</i>	475
<i>Extraits d'une lettre de Valsingham, Ambassadeur en France pour la Reine Elizabeth d'Angleterre, écrite au Chevalier Cecil, premier Secretaire de sa Majesté,</i>	479
<i>Lettre écrite à Monsieur le Comte de Leicester,</i>	480
<i>Lettre écrite à Monsieur Cecil, premier Secretaire de sa Majesté,</i>	481

TABLE.

<i>Autre lettre écrite à Monsieur Cecil,</i>	<i>ibid.</i>
<i>Lettre écrite à Monsieur le Comte de Leicester,</i>	<i>482</i>
<i>Lettre écrite à Monsieur Walsingham, Ambassadeur en France pour sa Majesté Brit-</i>	<i>482</i>
<i>annique,</i>	<i>482</i>
<i>Lettre de la Reine Elizabeth d'Angleterre au sieur Walsingham Ambassadeur auprès du</i>	<i>483</i>
<i>Roy de France,</i>	<i>489</i>
<i>Lettre de Monsieur le Comte de Leicester à Monsieur Walsingham,</i>	<i>490</i>
<i>Lettre de Monsieur Barleigh à Monsieur Walsingham Ambassadeur en France,</i>	<i>493</i>
<i>Response de Monsieur Walsingham,</i>	<i>ibid.</i>
<i>Lettre de Monsieur Walsingham Ambassadeur en France, à Monsieur le Comte de</i>	<i>494</i>
<i>Leicester,</i>	<i>495</i>
<i>Lettre de la Reine Elizabeth d'Angleterre, au sieur Vvalsingham son Ambassadeur en</i>	<i>497</i>
<i>France,</i>	<i>497</i>
<i>Articles presentez par l'Ambassadeur de France & par Monsieur Canalcent le treizieme</i>	<i>497</i>
<i>Avril 1571.</i>	<i>498</i>
<i>Explanatio articulorum propositorum à D. Oratore Regis Christianissimi, cum</i>	<i>498</i>
<i>potestate referuata ad ampliorem explicationem eorumdem, cum tempus</i>	<i>499</i>
<i>postulauerit,</i>	<i>500</i>
<i>Lettre de Monsieur Barleigh à Monsieur Vvalsingham, Ambassadeur en France,</i>	<i>503</i>
<i>Lettre de Monsieur Vvalsingham Ambassadeur en France au Mylord Barleigh,</i>	<i>506</i>
<i>Conference entre Monsieur de Foix & ledit sieur Vvalsingham,</i>	<i>509</i>
<i>Lettre de Monsieur le Comte de Leicester à Monsieur Vvalsingham, Ambassadeur en</i>	<i>512</i>
<i>France,</i>	<i>514</i>
<i>Lettre de la Reine Elizabeth d'Angleterre au sieur Vvalsingham, son Ambassadeur en</i>	<i>515</i>
<i>France,</i>	<i>516</i>
<i>Lettre de Monsieur Barleigh à Monsieur Vvalsingham,</i>	<i>517</i>
<i>Lettre de Monsieur Vvalsingham à Monsieur Barleigh,</i>	<i>518</i>
<i>Lettre de la Reine Elizabeth d'Angleterre au sieur Vvalsingham, son Ambassadeur en</i>	<i>519</i>
<i>France,</i>	<i>523</i>
<i>Lettre de Monsieur Barleigh à Monsieur Vvalsingham Ambassadeur en France,</i>	<i>524</i>
<i>Lettre de Monsieur le Comte de Leicester à Monsieur Vvalsingham Ambassadeur en</i>	<i>525</i>
<i>France,</i>	<i>526</i>
<i>Lettre de Monsieur Vvalsingham au Mylord Barleigh,</i>	<i>527</i>
<i>Lettre du mesme au mesme,</i>	<i>528</i>
<i>Lettre du mesme à Monsieur le Comte de Leicester,</i>	<i>529</i>
<i>Extrait d'une lettre de Vvalsingham au Mylord Barleigh, du 12. Aoust 1571.</i>	<i>530</i>
<i>Lettre de la Reine Elizabeth d'Angleterre au sieur F. Vvalsingham son Ambassadeur en</i>	<i>532</i>
<i>France,</i>	<i>533</i>
<i>Summarium eorum quæ Serenissima Regina suasu & consilio suorum Consilia-</i>	
<i>riorum, proposuit in colloquio de tribus articulis, cum Illustriss. Oratori-</i>	
<i>bis Christianissimi Regis,</i>	
<i>Quæ dicenda sunt ex parte Ducis,</i>	

TABLE.

<i>Extrait d'une lettre de Monsieur Smith, écrite de Blais au Mylord Burleigh le vingt-deuxiesme Mars 1571.</i>	534
<i>Declaration de la Reine d'Angleterre au sieur de la Motte-Fenelon, Ambassadeur du Roy Tres-Christien, faite par M. le Grand Tresorier, le 18. Mars 1573. servans de Responce à sa derniere proposition,</i>	539. 2.
<i>Responce faite aux Messieurs les Ambassadeurs de France le 20. Aoust 1573.</i>	532. 2.
<i>Lettre de Monsieur Burleigh à Monsieur Vvalsingham Ambassadeur en France,</i>	533. 2.
<i>Lettre de Monsieur Vvalsingham à Monsieur Burleigh,</i>	535. 2.
<i>Lettre du mesme à Monsieur Smith, premier Secretaire d'Etat,</i>	537
<i>Memorie d'une personne de condition, & des premiers de la Cour de France, donné au sieur Vvalsingham touchant Monsieur le Duc d'Anjou, & enuoyé au Mylord Burleigh pour le monstrier à la Reine d'Angleterre,</i>	541
<i>Advis sur les memoires suivans, touchant le mariage de Monsieur frere unique du Roy Henry III.</i>	544
<i>Declaration faite par les Commissaires & Deputez de la Reine d'Angleterre sur la prescence,</i>	537. 2.
<i>Extrait de la lettre écrite par le Roy à Monsieur de Mauvisiere, du vingtiesme Janvier 1581. de saint Germain en Laye,</i>	538. 2.
<i>Autre extrait de la lettre écrite par la Reine Mere du Roy audit sieur de Mauvisiere du 23. dudit mois de Janvier 1581. de Chenonceau, sur la reception de ses lettres qu'elle a enuoyées à Messieurs de Bellieure & de Villerey, pour les faire voir au Duc d'Anjou, afin d'en avoir responce, & d'envoyer encore les sieurs de Carronges & de la Meilleraye pour faire nommer de pourvoir Messieurs de Montpensier, pere & filz,</i>	539. 2.
<i>Relation de ce qui s'est passé en Angleterre à la reception du Prince Dauphin, de Messieurs de Bouillon, Marechal de Cesié, de Lansac, de Carronges, la Motte-Fenelon, Pinnard, Commissaires du Roy, avec les sieurs de Marchamont & de la Mauvisiere Ambassadeurs,</i>	540
<i>Discours de ce qui a esté fait en Angleterre à la venue de Monseigneur le Prince Dauphin, & de Messieurs les Commissaires du Roy, depuis le 16. Avril qu'ils arriverent à Douvres, jusques au 31. dudit mois,</i>	ibid.
<i>Promesse d'Elizabeth Reine d'Angleterre au Duc d'Anjou, de le secourir enuers tous & contre tous, en consideration de la longue recherche qu'il a faite d'elle pour l'espouser, & du grand amour qu'il luy a toujours tesmoigné,</i>	545
<i>Promesse d'Elizabeth Reine d'Angleterre, au Duc d'Anjou, de tous le secours qu'elle pourra pour la conservation des Pays-bas, & de ne faire aucun traité avec le Roy d'Espagne au preiudice dudit Duc,</i>	547
<i>Promesse de François Duc d'Anjou & d'Alençon, Protecteur de Cambray, d'assister & servir enuers tous & contre tous, Elizabeth Reine d'Angleterre, pour l'amour qu'il luy porte, & obligation qu'il luy a,</i>	548
<i>Promesse de François Duc d'Anjou, d'Alençon, &c. Protecteur de Cambray, à Elizabeth Reine d'Angleterre, qui à l'occasion du secours des Villes des Pays-bas, qui se sont mises sous la protection dudit Duc, ladite Dame venant à estre attaquée par les Espagnols, qu'il la defendra de tout son pouvoir, & qu'il ne fera iamais aucun accord avec les Espagnols, que par sa participation & de son consentement,</i>	549
<i>Voyage de son Monsieur le Duc d'Anjou en Angleterre en 1582.</i>	552
<i>Lettres patentes du Roy Charles IX. pour l'Apanage de Monseigneur le Duc d'Alençon son Frere,</i>	561
<i>Forme de la celebration & solemnisation du mariage d'entre la Serenissime Reine d'Angleterre, & le tres-illustre Duc d'Anjou, convenu & arrêté du commun consentement des Commissaires, qui de part & d'autre ont esté commissaires & deputez pour traiter & conclure l'affaire dudit mariage,</i>	568
<i>Discours veritable de ce qui est advenu en la ville de Bruges l'an mil cinq cent quatre vingz deux, par ce que le Roy d'Espagne a derechef prattiqué nouveaux Traistres & menzures,</i>	

TABLE

<i>pour offer la vie au Duc de Brabant, Gueldre, Anjou, Alençon &c. Comte de Flandres &c. ensemble au Prince d'Orange par poison, ou quelque autre sorte de meurtre.</i>	567
<i>Deux sentences interuenues sur ce sujet.</i>	571 & 572
<i>Estat des gages des Seigneurs, Gentilshommes, & autres Officiers de Monseigneur fils de France, Frere unique du Roy,</i>	577
<i>Instruction donnée au sieur de Liancourt, Cheualier des ordres du Roy, & premier Escriuer de sa maiesté, allant de la part de sadite maiesté trouuer monsieur Frere unique du Roy en Picardie,</i>	600
<i>Testament de feu Monseigneur Frere du Roy, Duc d'alençon,</i>	601
<i>Auertissement,</i>	604
<i>Petit Discours fait de viue voix au Roy par Monsieur de Neuers en l'annee 1579.</i>	ibid.
<i>Despesches faites en l'année 1579. à plusieurs Commissaires deputez par le Roy pour aller par les Provinces de son Royaume, pour donner ordre aux maluerfactions & desordres qui s'y sont faits à l'occasion des troubles. Pennoir ausdits Deputez,</i>	597
<i>Commission ausdits Commissaires allans par les Provinces, afin d'auoir seance aux Estats Provinciaux.</i>	622
<i>Lettres baillies ausdits Commissaires, pour deliurer aux Gouverneurs, afin de les accompagner en l'exécution de leur pouuoir & commission,</i>	623
<i>Lettre aux Euesques à mesme fin,</i>	ibid.
<i>Lettre aux Cours de Parlement à mesme fin,</i>	624
<i>Lettre aux gens des trois Estats à mesme fin,</i>	625
<i>Lettre aux Baillifs,</i>	ibid.
<i>Lettre aux Villes,</i>	626
<i>Forme d'association faite entre les Princes, Seigneurs, Gentilshommes & autres, tant de l'Estat Ecclesiastique, de la Noblesse, que du tiers Estat, suiets & habitans de nostre bonne ville & cité de Paris, & faubourgs d'icelle.</i>	627
<i>Instruction à Monsieur de La Valette l'aisné, enuoyé en Piedmont le 29. Mars 1579.</i>	630
<i>Causés de La Declaration suivante,</i>	632
<i>Declaration du Roy contre ceux qui font ligue, associations, enroullemens, menées & pratiques contre l'Estat de son Royaume: avec abolition pour ceux qui s'en departiront,</i>	633
<i>Discours sur l'engagement de Monsieur le Duc de Neuers dans le party de la ligue,</i>	635
<i>Protestation de haut & puissant Prince Ludouic de Gonzague, Prince de Mantoue, Duc de Niernois, de Retbelois & de Cleues, Pair de France, Lieutenant general des armées du Roy &c.</i>	636
<i>Memoires trouués entre ceux de Monsieur le Duc de Neuers.</i>	638
<i>Declaration des causes qui ont mené Monseigneur le Cardinal de Bourbon, les Princes, Pairs, Seigneurs, Villes & Communautés Catholiques de ce Royaume de France, de s'opposer à ceux qui par tous moyens s'efforcent de subuerbir la Religion Catholique & tout l'Estat,</i>	641
<i>Liste des noms des Chefs de la ligue, mise à La teste de la Declaration de Monsieur le Cardinal de Bourbon,</i>	647
<i>Lettre de Monsieur le Duc de Guise à Monsieur le Duc de Neuers,</i>	ibid.
<i>Lettre du Cardinal de Bourbon, à Madame de Neuers,</i>	648
<i>Lettre de Monsieur de Guise à Monsieur de Neuers,</i>	ibid.
<i>Lettre de luy au mesme.</i>	649
<i>Lettre de Louis Cardinal de Guise, au Duc de Neuers,</i>	ibid.
<i>Lettre du Duc de Neuers,</i>	650
<i>Lettre des sieurs Faber & Berbonnier, à Monsieur de Neuers,</i>	ibid.

TABLE

<i>Lettre de Jacques la Rue, alias Martelli, à Monsieur le Duc de Nevers,</i>	651
<i>Lettre du Cardinal de Pelluë à Monsieur le Duc de Nevers,</i>	653
<i>Lettre du sieur Martelli à Monsieur le Duc de Nevers,</i>	ibid.
<i>Lettre du Pere Claude Mathieu Jesuite à Monsieur de Nevers,</i>	654
<i>Lettre du mesme au mesme,</i>	655
<i>Lettre de Henry & Charles de Lorraine à Messieurs de la Cour de Parlement de Province,</i>	657
<i>Lettre du Duc de Guise à Madame la Duchesse de Nevers,</i>	658
<i>Lettre de Monsieur le Duc de Guise & la réponse à icelle,</i>	659
<i>Lettre de la Reine mere Catherine à Monsieur de Guise, apres l'Edit de JUILLET 1585.</i>	660
<i>Lettre de Monsieur le Duc de Nevers en l'annee 1585. escrite de Rome & d'autres endroits d'Italie, aux Chefs du party de la ligue, & d'autres.</i>	661
<i>Advertissement,</i>	661
<i>Modele d'une Bulle presentée par Monsieur de Nevers au Pape XISTE V.</i>	663
<i>Lettre de Monsieur le Duc de Nevers escrite de Rome à Monsieur le Cardinal de Bourbon & autres.</i>	665
<i>Advertissement,</i>	665
<i>Lettre de Monsieur de Nevers à Monsieur le Cardinal de Bourbon,</i>	666
<i>2 Lettre de Monsieur de Nevers à Monsieur le Cardinal de Bourbon,</i>	668
<i>3 Lettre de Monsieur de Nevers à Monsieur le Cardinal de Bourbon,</i>	669
<i>4 Lettre de Monsieur de Nevers à Monsieur le Cardinal de Bourbon,</i>	670
<i>5 Lettre du mesme au mesme,</i>	672
<i>6 Lettre de Monsieur de Nevers à Monsieur le Cardinal de Bourbon,</i>	663
<i>Extraits d'une Lettre de Monsieur de Pisany, Ambassadeur de France apres du Pape, du 4. Aoust 1585.</i>	675
<i>Lettre de Monsieur de Nevers, à Monsieur le Duc de Guise,</i>	677
<i>Seconde Lettre de Monsieur de Nevers à Monsieur de Guise,</i>	678
<i>Lettre de Monsieur le Duc de Nevers à Monsieur le Cardinal de Guise,</i>	679
<i>Requete au Roy & dernière resolution des Princes, Seigneurs, Gentilshommes, Villes & Communautés Catholiques, presentée à la Reine mere de sa Majesté, le Dimanche neuvesime Juin 1585. pour montrer clairement que leur intention n'est autre, que la promotion & advancement de la gloire & honneur de Dieu, & extirpation des heresies, sans rien attenter à l'Estat, comme faulsement imposent les heretiques mal sentans de la foy, & leurs partisans,</i>	681
<i>Articles accordez à Nemours au nom du Roy, par la Reine sa mere, avec les Princes & Seigneurs de la Ligue, en presence du Duc de Lorraine,</i>	686
<i>Lettres patentes du Roy Henry III. de renocation des Edits de Pacification. 1585.</i>	689
<i>Response de par Messieurs de Guise à l'advertissement, 1585.</i>	693
<i>Plaintes faites contre le Roy Henry III. par les Chefs de la ligue en 1587. pendant qu'ils furent assemblez à Meaux, où la Reine mere les fut tronuer,</i>	702
<i>Propos tenus au Roy en la presentation de la Requete des Princes, Seigneurs & Communautés de l'union, pour la deffence de la Religion Catholique, apostolique & Romaine,</i>	708
<i>Suite de la Requete presentée au Roy par messieurs les Cardinaux,</i>	710
<i>Requete presentée au Roy par les Cardinaux, Princes, Seigneurs, & les Deputez de la ville de Paris & autres villes Catholiques associez & vus pour la deffence de la Religion Catholique, apostolique & Romaine,</i>	714
<i>Response du Roy à ladite Requete,</i>	720

TABLE

<i>Articles propofez en l'afsemblée de Nancy, en l'annier, pour eſtre arreſtez en La' generale de mari,</i>	713
<i>Articles ſecreſ de l'union de l'an mil cinq cent quatre-vingt huit accordez au nom du roy entre la reine ſa mere d'une part, Monſieur le Cardinal de Bourbon & Monſieur le Duc de Guiſe, tant pour eux que pour les autres Princes, Prelatz, Seigneurs, Gentilshommes, Villes, Communautes & autres qui ont ſuivy leur party, d'autre part; la Reine preſente,</i>	725
<i>Commiſſion du roy Henry III. en faveur du Duc de Guiſe, par laquelle il luy eſtroye, non ſeulement la Lieutenant generale de ſes armées, mais la conduite de l'Eſtat,</i>	729
<i>Propoſ tenns par les Deputez de la ville de Paris,</i>	731
<i>Remonſtrance des habitans de la ville de Paris: avec les reſponſes du roy ſur icelles, en traitant de l'union de Juillet 1588.</i>	733
<i>Lettre du roy au Preſſt des Marchands, Iſſieurs & Conſeillers de Paris, du 10. Septembre 1588.</i>	744
<i>Lettre de Monſieur le Duc de Nevers au Roy Henry III. pendant les années 1585. 1586. 1587. 1588. avec pluſieurs extraits des lettres de M. de Piſany à ſa Maieſté touchant Monſieur de Nevers,</i>	ibid.
<i>Lettre de Monſieur le Duc de Nevers au Roy Henry III.</i>	745
<i>Lettre du meſme Duc à ſa Maieſté,</i>	746
<i>Lettre du Roy Henry III eſcrite de ſa main à Monſieur de Nevers,</i>	747
<i>Autre lettre de Monſieur le Duc de Nevers au Roy Henry III. pour reſponſe à celle de ſa Maieſté,</i>	748
<i>Adverſement,</i>	ibid.
<i>Extraits de pluſieurs lettres eſcrites de Rome au roy Henry III. par Monſieur de Piſany ſon Ambaſſadeur, 750 & ſuivantes juſques à la page, 765</i>	
<i>Argument,</i>	765
<i>Lettre du Roy Henry III. à Monſieur de Nevers,</i>	766
<i>Lettre de Monſieur de Nevers au Roy, eſcrite de S. Brix, ſur la conference particuliere qu'il eut avec le Roy de Navarre,</i>	767
<i>Lettre de Monſieur de Nevers au Roy Henry III. ſur l'accommodement des Suiffes, apres la deſſaite des Reſtres à Anneau. Argument,</i>	770
<i>Lettre de Monſieur de Nevers au Roy Henry III. De Pouilly le 2. Decembre 1587.</i>	772
<i>Seconde lettre de M. de Nevers à ſa Maieſté, du Camp,</i>	773
<i>Lettre de Monſieur de Nevers à ſa Maieſté du 7. Juillet 1588.</i>	774
<i>Autre lettre de Monſieur de Nevers à ſa Maieſté, du 10. Decembre 1588. ſur la priſe du Marquiſat de Saluces,</i>	775
<i>Discours ſur la priſe du Marquiſat de Saluces, par le Duc de Savoye</i>	777
<i>Lettres de Meſſieurs de Piſany & de Poigny Ambaſſadeurs du Roy Henry III. à ſa Maieſté, ſur la priſe du Marquiſat de Saluces faite par le Duc de Savoye en l'année 1588.</i>	ibid.
<i>Lettre au Roy du Marquis de Piſany,</i>	788
<i>Autre lettre au Roy de Monſieur le Marquis de Piſany,</i>	795
<i>Lettre du Roy à Monſieur le Marquis de Piſany,</i>	805
<i>Autre lettre du Roy à Monſieur le Marquis de Piſany,</i>	807
<i>Lettre au Roy de Monſieur le Marquis de Piſany,</i>	808
<i>Lettre du Roy à Monſieur le Marquis de Piſany,</i>	178

TABLE

<i>Lettre au Roy de sa part le marquis de Pisany,</i>	817
<i>Autre lettre du Roy à monsieur le marquis de Pisany,</i>	821
<i>Instruction au sieur de Poigny Chevalier, s'en allant en Piedmont vers le Duc de Savoie,</i> <i>pour luy demander la restitution du marquisat de Saluces,</i>	824
<i>Commission au sieur de Poigny s'en allant en Piedmont,</i>	827
<i>Lettre du Roy au Duc de Savoie,</i>	829
<i>Lettre de Monsieur de Poigny au Roy,</i>	ibid.
<i>Autre lettre au Roy du dit sieur de Poigny,</i>	840
<i>Traduction de mot à mot d'une despesche du Duc de Savoie au Roy d'Espagne,</i>	847
<i>Discours sur le suet des lettres saintantes,</i>	849
<i>Lettre de Monsieur de Neuers au Roy,</i>	853
<i>Autre lettre de Monsieur de Neuers à sa Maesté,</i>	854
<i>Autre lettre de Monsieur de Neuers à sa Maesté,</i>	856
<i>Lettre du Roy Henry III. à Monsieur de Neuers,</i>	857
<i>Autre lettre du Roy Henry III. à Monsieur de Neuers,</i>	ibid.
<i>Lettre du Roy Henry III. à Monsieur de Creneceur,</i>	859
<i>Lettre du Roy à Monsieur l'Evesque d'Amiens,</i>	860
<i>Lettre du Roy à Monsieur le Marquis de Boniuet,</i>	861
<i>Lettre du Roy à Monsieur de Tors,</i>	ibid.
<i>Lettre du Roy à Monsieur de Glebee,</i>	862
<i>Lettre du Roy à Monsieur de Humieres,</i>	ibid.
<i>Lettre du Roy au Lieutenant general d'Amiens,</i>	ibid.
<i>Lettre du Roy à Monsieur de Longueville,</i>	863
<i>Commission à Monsieur Doron Maistre des Requestes, pour informer de la</i> <i>sedition faite à Amiens,</i>	ibid.
<i>Lettre du Roy Henry III. au Duc de Mantouë,</i>	864
<i>Lettre sur le siege & la prise des Villes & Chasteau de Montagu, & Mauleon en</i> <i>Poitou, par l'armée du Roy commandée par monsieur le Duc de Neuers,</i>	873
<i>Lettre d'un serviteur particulier de monsieur de Neuers, esrite par son com-</i> <i>mandement, sur la reddition de Montagu,</i>	874
<i>Articles accordez par monseigneur le Duc de Neuers, Prince de mantouë, Pair</i> <i>de France, Gouverneur pour le Roy en Picardie, & Lieutenant general</i> <i>pour sa Maesté en son armée de Poitou; aux sieurs de Colombiers Com-</i> <i>mandant de present pour le Roy de Navarre dans la ville & chasteau de</i> <i>Montagu, de Preaux mestre de camp des gens de pied estans en icelle, & au-</i> <i>tres Capitaines & Gentilshommes: remestans ladite ville & chasteau de</i> <i>Montagu entre ses mains, pour & au nom du Roy, suivant la sommation</i> <i>à eux faite le dernier iour du mois passé, par le Herant de sa Maesté,</i>	878
<i>Relation faite par le commandement de monsieur de Neuers, des choses ad-</i> <i>venues en Poitou & ailleurs, depuis le 8. Decembre 1588. iusques au mois</i> <i>de Mars 1589.</i>	881
<i>Aduertissement aux Bourgeois de nostre ville de Paris, & à tous bons Ca-</i> <i>tholiques,</i>	885

FIN DE LA TABLE

PRIVILEGE

PRIVILEGE DV ROY



OVIS PAR LA GRACE DE DIEU,
Roy de France & de Nauarre, A nos amez & feaux Con-
seillers les gens tenans nos Cours de Parlement, Mai-
stres des Requestes ordinaires de nostre Hostel, Ballifs,
Seoefchanx, Preuosts, leurs Lieutenans, & à tous autres
de nos Iusticiers & Officiers qn'il appartiendra, SALVT.
Nostre bien amé le sieur DE GOMBEVILLE Nous
a fait remonstrer, qu'il desireroit donner au public vn
liure intitulé, *Retneil des Negotiations, Remonstrances, Dis-*

cours d'estat, Lettres & autres ouurages de nostre tres-cher & tres-amié Cousin Ludonice de Gonzague, Duc de Nemers, s'il nous plaisoit luy accorder nos lettres sur ce ne-
cessaires. A CES CAUSES, Nous auons permis & permettons par ces presentes
audit exposant, de faire imprimer, vendre & debiter en tous les lieux de no-
stre obeissance, ledit liure en vn ou plusieurs volumes, en telle marge, en tels
Caractères, & autant de fois qu'il voudra durant l'espace de dix ans entiers &
accomplis, à compter du iour que ledit liure sera acheué d'imprimer pour la
premiere fois: & faisoos tres-expresses inhibitions & defences à toutes per-
sonnes de quelque qualiré & condition qu'elles soient, de l'Imprimer, faire
imprimer, vendre ny debiter en aucun lieu de nostre obeissance, sous pretexte
d'augmentarion, correction, changement de tiltre, faulxtes marques, ou au-
trement, en quelque sorte & maniere que ce soit, sans le consentement du-
dit exposant, ou de ceux qui auront droit de luy, à peine de trois mille liures
d'amaode, payables par chacun des contreuenaos, & applicables vn tiers
à Nous, vn tiers à l'Hostel Dieu de Paris, & l'autre tiers audit exposant, de
confiscation des Exemplaires contrefaits, & de tous despens, dommages &
inereests, à condition qu'il sera mis deux Exemplaires desdits liures en nostre
Bibliotheque publique, vn autre en nostre Cabinet du chasteau du Louure & vn
en celle de nostre tres-cher & feal le sieur Seguier, Cheualier, Chancelier
de France, Comte de Gien, & de mettre es mains de nostre amé & feal
Conseiller & grand Audiancier de France en quartier, les recepissez de nos
Bibliothequaires & du sieur Cramoisi, Commis par nostredit Chancelier à la
deliuraoce actuelle desdits exemplaires, auant que de les exposer en vente.
Eoioignons au Scindic des Libraires de faire saisir tons ceux qui pourroient
auoir esté faits, faute d'auoir satisfait aux clauses portées par ces presentes,
à peine de nullité: du contenu desquelles Nous voulons que vous sachiez iouir
pleinement & paisiblement ledit Exposant, ou ceux qui auront droit de luy,
empeschant qu'il ne luy soit donné aucun empeschement. VOULONS aussi
qu'en mettant au commencement, ou à la fin de chaque volume dudit liure,
vn extrait des prefeotes, elles soient tenuës pour deuëment signifiées, & que
foy y soit adioulée & aux copies collationnées par l'un de nos amez & feaux
Conseillers & Secretaires, comme à l'original. MANDONS au premier no-
stre Huillier ou sergent sur ce requis, de faire pour l'execution des presentes,
tous exploits necessaires, sans demander autre permission. CAR TEL est
nostre plaisir, ooooooooo clameur de Haro, chartre Normande, Edits, de-

clarations, Arrests, Reglemens, Statuts & autres Lettres à ce contraires;
DONNÉ à Paris le iour de l'an de grace mil six cent soixante & deux,
& de nostre Regne le dixneuuesme. Signé, Par le Roy en son Conseil, IUSTEL,
& scellé du grand sceau de nre ianne sur simple queue.

*Ledit sieur de Comberuille a cédé son droit du present Privilege, à Thomas Jolly
& Louis Billaine, Marchands Libraires à Paris, pour en iouir suivant l'accord fait en-
tre eux.*

Achevé d'imprimer pour la premiere fois, le dernier iour de Septembre 1663.

*Registré sur le Livre de la Communauté des Imprimeurs & Libraires de Paris le 6.
iour d'Aoust 1664. suivant & conformément à l'Arrest de la Cour de Parlement du 8.
Avril 1673. Signé, E. MARTIN Scindet.*



RECVEIL



RECUEIL
DES MEMOIRES, NEGOCIATIONS,
DISCOVRS DESTAT, REMONSTRANCES
ET LETTRES,

DE HAVT ET PVISSANT PRINCE,
MONSEIGNEVR LOVIS DE GONZAGVE,
Prince de Mantouë, Duc de Nivernois & Reubelois, Pair de France, Gouverneur & Lieutenant general pour les Rois Charles IX. Henry III. & Henry IV. en diuerses Prouinces de ce Royaume.

REMONSTRANCE
FAITE PAR M. LE DVC DE NEVERS EN
l'année 1574. au Roy Henry III. sur l'alienation des villes de
Pignerole, la Perouse, Sauillan, & l'Abbaye de Genolle.

ARGVMENT DE CETTE REMONSTRANCE.



E ne pouuois commencer ce Recueil des Memoires de M. le Duc de Nevers par une piece qui fut plus glorieuse à sa memoire, qu'est cette hardie & genereuse Remonstrance. Ce Prince fit connoistre par là qu'il estoit bien digne du choix, que le Roy Charles IX. auoit fait de luy, lors qu'il luy donna le Gouvernement de Piedmont, & luy mit entre les mains les clefs de la France. Il tesmoigna dans une si grande occasion, qu'il n'y auoit ny esperance de grandeur, ny crainte de disgrâce qui fussent assez puissantes pour le faire manquer à son deuoir, & à soy-mesme. Il aimia mieux bazarder toute la faueur du Roy Henry III. en ne luy obeissant pas, que de bazarder son honneur & sa fidelité en luy obeissant. Voicy la cause de cette iuste & glorieuse desobeissance. Le Roy François Premier auoit porté ses armes dans les Estats du Duc de Savoye avec tant de succez, qu'il n'estoit presque à ce Prince que le Comté de Morienne. Henry II. son fils succeda à tous les grands desseins aussi bien qu'aux grandes conquestes du Roy son

pere, & malgré toutes les forces d'Espagne, se conserva dans la possession du Piedmont & de la Sauoye. Il est vray que la perte de la Bataille de S. Quentin ayant changé la face des choses, & le Traité bonteux du Chasteau de Cambresis ayant dépouillé ce bon Roy, de la plus grande partie des conquestes de François I. il ne luy resta dans les Alpes que les villes de Pignerolle, Sauiilan, & la Perouse. La Duchesse de Sauoye sa sœur qu'il aimoit chèrement, fit mille negociations secretes, & tenta toutes choses pour rompre les chaisnes du Duc son mary, & le remettre en possession de ces trois villes. Mais Henry II. disoit tousiours aux Ambassadeurs de Sauoye, & à tous les autres Negociateurs, j'aime bien ma sœur, mais elle aura plustost les deux yeux de ma teste, que d'auoir mes trois places. Ce Prince ayant esté malheureusement tué, & François II. & Charles IX. estans venus successiuellement à la Couronne, le Gouuernement fut tellement affaibly par la politique de Catherine de Medicis, & par la diuision des Maisons de Bourbon & de Lorraine, que l'on promit diuerses fois au Duc de Sauoye de luy eschanger ces trois places. On ne parla alors que d'eschange; pource qu'on n'auoit encore osé proposer l'alienation. Mais le Roy Henry III. estant deuenu Roy de France par la mort de Charles IX. & à son retour de Pologne ayant esté gagné par le Marechal de Bellegarde & les autres amis du Duc de Sauoye, il consentit tacitement à la reddition de ces trois importantes places; & l'on peut dire qu'au premier pas qu'il fit dans son Royaume, il choppa cruellement. M. de Neuers qui l'auoit quitté à Cracouie, & qui prenoyent son retour l'auoit souuent entreteenu des interets de la France, ne le sient pas plustost sur les terres des Venitiens, qu'il alla au deuant de luy; & comme il estoit fort affectionné & fort clairuoyant, il ne manqua point de destourner, ou pour le moins de suspendre la Negociation de Bellegarde. Il voulut aussi s'y opposer de toute sa force, & eut sur ce sujet de grandes conuersations avec Henry III. Le Roy trop facile & trop magnifique luy promit cent fois qu'il ne rendroit point ces trois places. Mais il y estoit desia engagé par escrit, quand il faisoit ces promesses. Son arrivée à Turin acheua cette importante affaire. Les flateries de la Duchesse sa tante, les persuasions de ses Ministres corrompus, & la puissance inuincible de la fortune qui commença à le perdre ce iour-là, luy firent faire cette donation qui estoit si desaduantageuse & si preiudiciable à la France, qu'elle n'a iamais pû estre verifiée dans aucun Parlement. M. de Neuers voyant toutes ses remonstrances éludées, toutes ses raisons & toutes ses peines inutiles, se resolut d'instruire toute l'Europe de cette action, & de se iustifier aux dépens des mauuais Conseillers du Roy. Pour le faire avec prudence, il ne manqua point d'envoyer un Gentilhomme au Roy qui estoit à Lion, & de luy faire presenter en plein Conseil, la remonstrance qu'il luy auoit faite sur la donation des trois villes. Le Roy la recut, la fit lire & l'approuua. Mais la chose n'ayant point esté échangée pour cela, M. de Neuers la fit imprimer secretement, & l'envoya dans toutes les Cours de l'Europe, & dans toutes les Cours souveraines du Royaume, telle que ie la donne.



IRE,



Quand ie n'aurois pas l'honneur de commander pour V. M. dans les pays que ses predecesseurs ont conquis deçà les Monts; les sermens que i'ay prestez, tant en vostre Conseil, que de fidelle & loyal iurer, me contraignent de vous dire ce que ie connoistray concerner grandement vostre service & reputation. C'est pourquoy i'estime maintenant estre obligé de ce faire, sur la nouvelle qui s'est diuulgüée en ces quartiers de l'alienation de Pignerol, Sauillan, & la Perrouze, que vostre Maiesté veut faire de la Couronne. Et pour ce, ie la supplie tres-humblement ne vouloir attribuer à presumption ou hardiesse temeraire, si à cette heure ie luy fais present de ce peu qui m'est venu en consideration, & que i'ay estimé digne de luy estre representé pour la conseruation de son Estat & reputation. Car i'eusse pensé grandement faillir à mon deuoir, à ne faire soudainement, & en toute humilité, à vostre Maiesté telle remonstrance qu'il me sembloit conuenir deuoir faire pour son service, m'estant plus à cœur que la vie propre, non que d'autre mien particulier interest, ainsi que ie pense en auoir fait assez de preuues, & mesmes touchant ce Gouvernement de deçà les Monts, lors que par diuerses fois i'ay supplié le feu Roy vostre frere de le reprendre, quand il me sembloit qu'il n'en faisoit tel compte qu'il meritoit, craignant qu'il ne s'en ensuiue vne perte noppareille à vostre Couronne, & a moy vn blafme eternal: Aimant mieux demeurer sans charge, que d'en auoir vne, quiau lieu d'esperer par son moyen d'acquerrir de l'honneur, & augmenter vostre Royaume, comme i'estimois faire en ces quartiers, la guerre y estant ouuerte, me fit perdre la vie, & tout ce peu d'honneur, qu'à grande peine ie me suis acquis; & à vostre Couronne vne des plus belles faillies qu'elle ait pour faire de grandes entreprises dignes du nom de François. D'ailleurs, Sire, cette mesme affection m'a tousiours fait mespriser tous les autres Gouvernemens, ores qu'ils fussent sans comparaison plus grands, & plus commodes pour moy, & beaucoup profitables; au lieu que cettuy-cy n'est gueres grand, mais est incommode & de grande despenſe: le tout, Sire, seulement pour preferer vostre service à tous miens particuliers interests; estant bien assuré que de cettuy-cy i'aurois moyen de vous faire de grands services, ce que ie doutois ne le pouuoir faire des autres. Et si tout cecy n'est assez suffisant pour appreuuer mon intention, la fin de cét escrit la declarera mieux à vostre Maiesté par la tres-humble supplication que ie luy fais de me descharger dudit Gouvernement, au cas que telle alienation se fasse. Qui seruira, s'il vous plaist, Sire, de tesmoignage que rien de mon particulier ne me pousse à parler, ains seulement le zele & affection que de tout

temps i'ay eu au bien, aduancement, & grandeur de cette Couronne, laquelle i'ay desiré & desire de plus en plus de voir changer de Royale en Imperiale, voire en Monarque, tout ainsi qu'elle vous siéroit fort bien, ayant commencé d'un âge si ieune à combattre contre des plus cauteleux & hardis soldats de la Chrestienté, & enfin les auoir renuersez & taillez en pieces; ce qui a donné & donne assez d'argument de ses merites & valeur, comme aussi fait l'honorable eslection que cent cinquante mil Gentils-hommes Polonois vnaniment ont faite de sa personne, pour estre leur Roy, dis-ie leur grand Capitaine, esperans avec sa sage & courageuse conduite, non seulement de recouurer le pays que leur puissant ennemy le Moscoute a pris sur eux, mais le chasser hors du sien.

Ie commenceray donc, Sire, à vous dire, qu'ores que par le bruit commun qui court, vn chacun tient que vostre Maiesté ait accordé de restituer, i'entends de donner Pignerol, Sauillan, & la Perrouze à M. de Sauoye; ie ne me puis persuader telle chose, combien qu'il merite grandement d'estre gratifié & aymé par vostre Maiesté, pour estre contraire à vostre seruice, & à ce qu'il pleust à vostre Maiesté me dire à Verceil, & deux autres fois auparauant en luy parlant de cét affaire; connoissant de quelle importance sont ce peu de reliques des belles victoires & conquestes que vos predecesseurs ont eu de pardeçà, par tant d'années, combattant si vaillamment & opiniaistrement pour les conquerir; & pour ce faire qu'il y ait esté despensé tant de millions d'or & d'argent, & employé la vie de tant de sages & braues Capitaines & Soldats courageux: joint le long temps qui a esté employé à faire lesdites conquestes, qui sont pertes irreccourables. Ce qui me fait croire fermement qu'elle ne se fera si tost resoluë de faire chose si contraire à sa premiere & tres-prudente consideration. Neantmoins ie n'ay peu me tenir, poussé plus par mon deuoir & obligation, que pour necessité que ie vueille pensery estre, de dire à vostre Maiesté ce peu qui m'est venu en connoissance, pour luy rendre seulement témoignage de ma fidelité & affection; & aussi au cas qu'il fust traité de cét affaire, qu'elle se puisse seruir, si bon luy semblera, de mes mal agencées raisons; mais toutes fois affectionnées, sincerés & fidelles, pour ne se laisser persuader à faire chose qui luy peut porter dommage & diminution de la grande reputation qu'elle a desia acquise.

Vostre Maiesté sçait combien de faillies ont fait les Rois ses predecesseurs, pour venir à la conqueste de l'Italie, & combien ils ont estimé leur estre necessaire de se l'approprier pour paruenir au tiltre d'Empereur Occidental: aussi quelles batailles & despeses excessiues ils ont fait pour paruenir à tel point.

Ie ne parleray des descentes que les Nations barbares ont fait en Italie, la connoissant si belle, opulente, & de telle importance qu'elle est: car la pluspart de ce est contenu en nos Croniques, qui vous sont familières.

Et me suffira luy ramentevoir les dernieres & frequentes faillies qu'ont fait en propre personne les Rois Charles VIII. Louys XII. & François vostre ayeul, où non seulement ils y voulurent employer les moyens qu'ils auoient, mais leur propre personne; comme fit bien paroître le grand Roy François, qui en vne si signalée bataille y demeura prisonnier: & neantmoins pour toutes les calamitez & maux qu'il endura en ladite prison, pour toutes les ruines qui menaçoient son pauvre Royaume desolé de son absence, pour la pitié que luy faisoient ses petits enfans, qui incessamment crioient apres son retour: & enfin pour l'amitié qu'il portoit à Madame la Regente sa mere, qui languissoit de sa prison, & pour le s'auoir n'eust rien espargné, ne furent, dis-je, moyens assez suffisans pour induire ce courageux & resolu Roy à rendre le pays que l'Empereur Charles luy demandoit; ayant mieux mourir prisonnier, que de faire vne telle playe à sa Couronne. Ce qui n'est pas nouveau en vostre race: car le Roy Iean, l'un de vos ancestres, ayma mieux demeurer prisonnier, & comme esclaue en Angleterre, que déchirer sa Couronne, & démembrer l'heritage que ses predecesseurs luy auoient laissé; chose tres-digne de memoire & de grande louange à ce braue & magnanime Roy, auquel l'on fit grand tort de dire qu'il y retourna pour y estre amoureux, comme si la France fust dégarnie de grand nombre de belles Dames, & qu'il voulut vendre sa liberté si chere pour vne chose de si petite valeur, & laquelle luy estoit facile à recouurer en son Royaume.

Ferdinand dernier Empereur ne voulut iamais donner au Turc aucune partie de la Hongrie qu'il luy demandoit pour faire la tréue, ores qu'il conneut ne la pouuoir garder; ayant mieux la perdre avec les armes, que d'acquiescer à iamais vn blasme d'auoir retranché par sa propre volonté l'heritage que ses predecesseurs luy auoient laissé; voulant laisser la faute plustost sur son impuissance, que sur sa volonté, ou faute de courage.

Quand on parle au Roy d'Espagne de rendre au Pape, ou à vous, le Royaume de Naples & de Sicile, & Milan; le Royaume de Nauarre, la Citadelle de Plaisance, la Duché de Brabant, Cambray & d'autres lieux qu'il occupe à ceux à qui ils appartiennent, il allegue les auoir eu de l'Empereur son pete en heritage, & à cette cause estime les posseder à bon tiltre.

Si l'on demande aux Sieurs Venitiens pourquoy ils ne rendent le pays qu'ils tiennent de la maison d'Austriche, celuy qui est à Monsieur le Duc de Mantouë, & à celuy de Ferrare: Padouë & Veronne aux Seigneurs de Carrare & de la Scale; Bresse à l'Euesque de ladite ville: ils allegueront leur auoir esté laissé par leurs predecesseurs, quiles ayant acquis avec tant de peine, ils penseroient grandement faillir à les rendre, & meriter d'en estre blâmés.

Voit-on point que Monsieur le grand Duc de Toscane vueille rendre la liberté ancienne qu'auoit cette pauvre, miserable & malheureuse repu-

blique de Sienné? non aucunement; car il dit que son pere la luy a laissée en tel estat, & qu'il la veur conferuer tant qu'il pourra.

Pourquoy le Pape ne laisse-il iouir Boulogne & Ancone des libertez qu'elles auoient auparauant qu'il les print en sa protection, c'est à dire, suietion? Parce qu'il les a eues avec telle condition de ses predcesseurs.

L'aurois bien d'autres exemples vieux & modernes; mais pour plusieurs raisons, & esuiter prolixité, ie me passeray de les deduire.

Si doneques cette loy auoit lieu, qu'il fallust rendre à tous ce qui leur appartient, ie croy qu'il y auroit peu de Rois au monde & Seigneurs souverains, qui gardassent les Souuerainetez qu'ils ont. Mais d'autant qu'elle ne se pratique, nuls ne parlent de se despouiller de ce qu'ils ont eu de leurs ancestres.

Voila pourquoy, Sire, il me desplaisoit grandement de voir qu'elle commençast à faire chose que tout le monde abhorre, & craint de faire, de peur d'estre blasmé; & tant plus que personne ne fait semblant de vous rendre la pareille, particulièrement Monsieur de Sauoye, lequel si d'un costé il pretend Pignecrol & Sauillan estre à luy; vous, Sire, pretendez à bon titre les Comtez d'Ast & de Nicc, & enuiron trente villes du Marquisat de Saluces qu'il derient, & specialement la ville de Thurin, qui desia a esté reünie à vostre Couronne. Donc si mondit Sieur de Sauoye vous demande lesdites places, vous pourriez par mesme moien l'interpeller de vous rendre lesdites deux Comtez & villes, que i'ay oüy dire vous appartenir aussi bien que la ville de Paris. Et de ceie m'en rapporte à vostre Cour de Parlement, qui est celle qui a la garde & conseruation des droits & domaine de vostre Couronne.

Il me souuient que le feu Roy vostre frere enuoia, douze ans sont, à Lion Monsieur le President Seguier, & autres, pour traiter cette affaire avec les deputez de Monsieur de Sauoye; mais ils ne peurent rien conclure avec eux, combien qu'ils donnassent aduis que les Comtez & villes susdites vous appartenissent infailliblement; ce qui vous doit faire ressouuenir de vos pretentions, & donner aduis pour vous gouverner en ce fait de si grande importance.

Le voudrois encore voir au mesme instant, que le Roy d'Espagne vostre pareil vous rendit les Royaumes de Naples & de Sicile, & là Duché de Milan, qui vous appartiennent; & lors i'approuerois qu'en vn mesme temps & d'une bonnevoulonté, chacun rebaillast à son voisin ce qu'il pretend. Mais, Sire, de voir que vous seul fassiez cette si grande & dangereuse resolution, il me fescheroit fort, & me seroit vn grand creue-cœur: craignant que cela ne donnast beaucoup à dire à tout le monde, de voir qu'à peine vostre Maiesté soit entrée en son Royaume, qu'elle l'ait voulu desmembrer, & quasi fermer la porte de iamais plus entrer en Italie, apres auoir veu à l'œil sa beaulté, & la grande importance qu'elle est à vn Roy qui tend au but de venir Monarque. Car, Sire, cela pourroit donner à penser à vn homme, qu'elle ne vucille cy-apres continuer

son premier, beau, grand, & heureux commencement, ains qu'elle abandonne les armes pour viure en repos; ne pouuant le monde croire, que si elle continuoit en sa premiere profession des armes, qu'elle eust voulu faire plus de cas de ce païs qu'elle a deçà les Monts, bien qu'il soit petit, pour s'en seruir comme d'un eschellon & port pour faire aborder son armée, & delà la faire saillir à recouurer ce qui iustement luy appartient. Que diroit l'Italie si elle se voyoit si infortunée, que de perdre les moyens d'estre secouruë en ses grandes necessitez, comme elle a esté par le passé? Les exemples sont notoires à tout le monde, spécialement du secours que les Rois de France ont donné aux SS. Peres, & veus deliurez avec toute la Cour de Rome des mains de ses ennemis, tant Chrestiens que Barbares. Pareillement il est notoire à chacun le secours qu'ils ont donné aux Republiques & Princes d'Italie, sans lequel ils eussent esté perdus.

L'honneur qu'ont tasché de faire à vostre Maiesté plusieurs Princes en son passage par l'Italie, ores que d'aucuns fussent obligez au Roy d'Espagne, peut vous certifier quel compte ils tiennent des Rois de France, & combien ils desirent auoir quelque part en leur bonne grace; afin que cela leur serue de support en leurs necessitez. Et si maintenant elle ferme cette grande & honorable porte, que diront-ils? Certes l'Italie aura iuste occasion de grandement deplorer sa misere, se voyant du tout, & en fort peu de temps soumise à la puissance Espagnole. Et tout ainsi qu'elle a tâché de magnifier le nom des Rois de France, il est à craindre que se voyant desesperée de sa liberté, elle ne fasse cy-apres tout le contraire de vostre Maiesté.

Vous sçauéz, Sire, combien vn chacun desire laisser à sa posterité quelque grande & digne memoire de soy, & pour cet effect y emploient mille fois la vie; par plus forte raison doiuent auoir ce but les grands Princes, enuers lesquels tout le monde tend son regard; & spécialement lors qu'ils succedent à la dignité Royale, pour prendre argument, & iuger les futures actions par celles qu'ils feront en leur nouuelle administration.

Car tout ainsi que le commun de la Noblesse acquiert honneur avec le hazard de sa personne, ainsi les Rois & Potentats laissent leurs grandes renommées par la prudence, & sage conduite qu'ils font des affaires de leur Estat. Voila pourquoy, Sire, il me semble que vostre Maiesté doit auoir quelque égard à ce nouueau commencement tant remarqué d'un chacun, de ne donner à penser au monde chose qui peult en rien que ce soit alier leurs cœurs de sa deuotion, ains plustost faire augmenter la bonne opinion que les Nations ont prise de vostre valeur & sagesse, & prendre de plus en plus assurance en sa protection.

Je vous supplie tres-humblement, Sire, me pardonner, si possible ie passe les bornes de discretion, puis que rien ne me pousse à ce faire, que lezele & affection grande que j'ay à la conseruation de vostre Estat, &

bonne renommée qu'avez desia acquise, ainsi que l'espere enfin le vous faire connoistre. Ce que m'asseurant qu'il vous plaira faire, & de prendre en bonne part cette tres-humble Remonstrance, ie continueray en rout d'cuoir & humilité, vous représenter (ores que vostre Maiesté le sçache mieux que moy) comme l'intention de tous les grands Capitaines, qui ont tendu à conquerir vn Royaume, a esté de commencer à prendre pied en iceluy, pour s'appuyer à passer outre à leur conqueste. A quoy faire ils ont eu de grands empeschemens; parce que les ennemis connoissans leurs desseins, ont tasché de les rencontrer non seulement à leur frontiere, mais plus outre s'ils ont peu: & quand ce bon-heur leur est aduenu de prendre pied au Pays de l'ennemy, il ne falloit plus leur parler de s'en retirer, connoissant assez de quelle importance il leur estoit: se souuenans d'ailleurs des despenses excessiues, du grand nombre de bons soldats perdus, & d'un si long temps qu'ils y auoient employé (pertes certes irrecourables) joint le grand danger auquel ils s'estoient mis par plusieurs fois à faire telles conquestes, qui bien souuent menaçoient de perdre tout, perdant vne bataille.

Dauantage, Sire, celuy qui tient quelque pied au país d'autrui, a grand aduantage sur luy, jaçoit qu'il ne fût qu'aux lisières d'iceluy; car non seulement il luy sert pour faciliter la conqueste d'iceluy quand il le voudra entreprendre, mais pour empescher ses ennemis d'enuahir facilement son Estar, & quelques fois de le diuertir d'une autre entreprisede qu'il auroit volonté d'exécuter, craignant d'estre assailly par ce costé là.

Et à ce propos i'ay ouï raconter, que le feu Roy Louis souloit respondre à ceux qui luy remonstroient le mauuais estat auquel estoit sa frontiere de Picardie, pour se defendre contre les Anglois les ennemis plus puissans de cette Couronne; Qu'ils ne s'en missent en peine, car sa frontiere estoit bien plus auant: voulant dire par là, que si les Anglois entreprennent d'entrer en France, qu'il enuoiroit vne puissante Armée en Escosse (laquelle pour lors estoit confederée avec luy, & proprement en sa protection) d'où il contraindroit les Anglois de retourner en leur pays pour le defendre; comme fit Scipion les Carthaginois, quand ils tourmentoient les Romains.

L'on pourra possible, Sire, vous faire peu de cas desdites places, eu esgard à vostre Royaume qui est si grand, & dire qu'elles ne sont de consequence, afin de vous persuader à les aliener de vostre Couronne. Mais ie m'assure qu'elle ne le croira, s'il luy plaist de se souuenir de la commodité qu'autres fois Calais apportoit aux Anglois, ores que ce ne fût qu'une seule ville, pour courir & endommager vostre Royaume.

Alger n'est qu'une seule ville en la coste de la Barbarie, & sans port, par le moyen de laquelle toutes fois les Turcs font tant de maux en la Chrestienté.

L'on voit aussi en quelle recommandation a le Roy d'Espagne deux ou trois petites fortresses qu'il tient en ladite coste, pour la conserua-

tion

tion desquelles il dépense chacune année tant d'or & d'argent; luy-dis-
ie, qui ne peut auoir telle esperance d'acquies à foy l'Afrique, que vo-
stre Maïesté doit auoir de l'Italie, & se glorifie ledit Roy de mettre en ses
tiltres, Dominateur en l'Asie & Afrique.

Qu'il vous serue d'exemple, Sire, la peine qu'ont eu les Espagnols
& les Portugais, à prendre pied en leurs conquestes des Indes, pour n'es-
timer si peu trois villes telles que sont les susdites; & sur tout Pignerol,
qui se peut dire proprement vne porte de vostre Royaume, estant assise
sur l'issuë de la vallée de la Perrouze, qui est vne saillie & entrée au Dau-
phiné, & du Dauphiné au Piedmont.

Vn grand Prince demanda vne fois à vn sage Philosophe de la Grece;
comme il se deuoit gouerner, voyant que ses affaires n'alloient à sa fan-
taisie: lequel pour responce luy donna seulement vne parabole; disant
qu'il se trouua vn iour vn Cheualier qui auoit grande enuie de deux beaux
cheuaux, qui estoient en l'escurie d'un Seigneur qui les aimoit beaucoup:
& voyant que par or ni argent il ne les pouuoit recouurer, s'estudia de
mettre vn mareschal en ladite escurie pour le premier homme de son art,
afin de paruenir à son but, comme il fit. Car aussi-tost qu'il eust pris pied
en la bonne grace du maïstre, il commença à blasmer lesdits cheuaux,
& les traiter si mal, qu'en peu de iours ils vindrent au mespris audit Sei-
gneur; lequel lors se contenta d'en gratifier ledit Gentilhomme, &
commanda lesdits deux cheuaux luy estre deliurez. Par tel artifice ledit
Gentil-homme eut son intention, avec peu d'obligation audit Sei-
gneur.

Pour Dieu, Sire, qu'il vous plaise auoir égard, & songer plusieurs
fois auant que de venir à tel effet; estant beaucoup plus aisé de rendre ce
quel'on tient, que de l'acquies.

Vostre Maïesté n'a-elle mesme expérimenté la difficulté qu'il y a à
prendre vne ville par force, qui est tant soit peu deffenduë. Cela donc,
Sire, vous serue d'aduertissement, que rendant ces trois villes, non seu-
lement elle perdra le moyen de se renforcer du costé de deçà les Monts
(puis qu'il ne luy demeurera que la miserable Carmagnolles, Saluces, &
quelques autres) mais de pouoir passer plus outre en Italie. Car il est à
presupposer que Mess. du Piedmont & du Montferrat ne desireront de voir
la guerre de pardeçà, se souuenans que n'aguerres ils n'auoient que le
tiltre de leur pays, & le feu Roy vostre pere la jouissance: & pour cet effet
fermeront les portes de leurs villes tant qu'ils pourront, pour empescher
aux Soldats de manger derechef les entrailles de leur pays.

Je vous supplie, Sire, ne faire si peu de cas de l'Italie, que de vous
oster les moyens de secourir les Princes d'icelle, qui imploreront vostre
aide & support, voire d'en conquerir vne partie, si l'occasion s'en pre-
sentoit; parce qu'elle a donné à ces Seigneurs le tiltre d'Empereur & Mo-
narque, & le leur a osté aussi-tost qu'ils l'ont abandonnée & tenu peu de
compte; ainsi qu'ils s'est veu es Empereurs Romains, quand ils ont trans-

feré leur siege Imperial à Constantinople, ayant en peu de temps perdu la moitié de leur Empire, laquelle Charlemagne vostre predecesseur acquit depuis par sa vaillance, & merita le tiltre d'Empereur Occidental.

Si ledit Empereur Charlemagne eust rendu tout ce qu'il conqueroit sur autrui, il n'eust laissé si grande & immortelle memoire de sa valeur : mais au contraire puis qu'une fois il avoit mis le pied sur quelque Prouince, il l'estimoit comme son ancien patrimoine ; ainsi qu'il se peut voir par les combats que coup sur coup il a fait contre les Saxons, lors qu'ils se rebelloient contre luy : parce qu'il ne vouloit permettre que ce qu'il avoit une fois acquis, eschappast. Ce qui donna telle opinion à chacun, qu'il fût impossible d'arracher de ses mains ce qu'il avoit une fois empiété, qu'il estoit craint & grandement redouté. Au contraire, lors que les peuples voient ne se pouvoir asseurer d'estre maintenus en la protection d'un autre Prince leur voisin, ils n'osent se distraire de l'obeïssance du leur : bien qu'ils soient tyrannisez par luy, pour se soumettre en sa sauvegarde ou subiection, craignant d'estre abandonnez.

Si l'opinion que ce grand Prince acquit sur les Nations luy donna le tiltre d'Empereur, il est à craindre qu'elles n'estiment que la France se soit diuertie de son ancienne coustume, & reduite à delaisser au besoin ses amis & confederez qui se seroient iettez entre ses bras, pour estre par ses ennemis rigoureusement traittez.

La pauvre Republique de Sienné, l'affligée Corse, les miserables Gantois : ie ne parleray point des Milanois, Piedmontois, Montferains, Genevois, & Neapolitains, qui tous se ressentent de s'estre mis en la protection & service de la Couronne de France.

Toutefois puis que ce malheur est advenu en autre temps que le vostre, & que lors il y avoit quelque peu d'apparence de necessité ; ie vous supplie tres-humblement, Sire, & à iointes mains, de vouloir, avant que de venir à un tel effet, y bien penser ; pour ne donner occasion à tous de confirmer l'opinion qu'ils ont prise, du peu de fondement qu'ils peuvent faire en la protection de la France : & par là rendre les peuples du tout contraires à l'entreprise, ou conqueste que pourriez avoir en volonté de faire, craignant d'estre par vous abandonnez à leur plus grand besoin, s'ils embrassent vostre party.

Que diroit le Comte de la Mirandole, de vous voir faire si peu de cas de l'Italie ? Certes il est à douter, que cela luy donneroit occasion de craindre d'estre un iour delassé à la mercy de ses coheritiers & ennemis capitaux ; & tant plus le pourroit penser, voyant les passages bouchez pour le secourir, ainsi que ie diray cy-apres.

Car, Sire, il ne faut douter, que si une fois vous auez de vous-même fermé cette porte, que les Espagnols ne tâchent de vous fermer l'autre des Grisons ; lesquels ayans iournellement affaire de l'Estat de Milan, se pourroient aisément accorder avec eux. Montmelian bouche le passa-

ge de la Sauoye : la Citadelle de Thurin l'emboucheure & descente des montagnes pour venir en Italie : Cuniy & Mondeuy deffend celuy du costé de la Prouence : Bourg, & l'Isle en Bresse. Par mer il n'y faut esperer : tellement que si vostre Maiesté ferme ce passage, ie voy tous les autres bouchez pour venir en Italie. Et si cela aduenoit, vous auriez, Sire, à vous plaindre plus de vous-mesme, & des François qui vous auroient induits à ce faire, que des Espagnols : parce que vous aurez fait de gayeté de cœur & en vn moment, ce que iamais ils n'ont peu faire avec leurs grandes armées. Et tout ainsi qu'ils taschent d'agrandir leurs bornes, vous au contraire racourcissez les vostres.

Et d'effect, si vostre Maiesté considere les deux places qu'ils tiennent à Monsieur de Sauoye, qui sont Santya & Ast; elle trouuera que leur dessein est tel, ayant retenu toutes les deux villes plus aduancées de la frontiere de l'Etat de Milan, afin de tenir les François plus esloignez d'eux du costé d'Espagne. Le sieur Vespasian Gonzaga Duc de Sabioneda, Vice-Roy en Nauarre fait fortifier Fontarabie, & autres villes : y ayant amené à cét effect le Fratin Ingenieur, afin de prendre pied au deçà des Monts Pirenées, & clorre le passage aux François d'entrer en Espagne. Ce qui, Sire, vous doit donner exemple d'en faire autant deçà les Alpes.

Ie ne voy point que le Roy d'Espagne permette à Monsieur de Sauoye, & autres, se fortifier contre luy. Et si de vostre costé, Sire, les inconueniens suruenus n'ont permis au feu Roy vostre frere de se fortifier à la frontiere de Piedmont, au moins ne faites l'ouuerture de vostre Royaume plus aisée qu'elle est à vos ennemis.

Ie vous supplie tres-humblement de vous souuenir, que quand le feu Admiral vouloit persuader au feu Roy l'entreprise de Flandres, qu'infailiblement lors estoit à luy, il n'y eut chose qui plustost en retint l'exécution, que de voir les frontieres de la France ouuertes en plusieurs endroits; qui donnoit à craindre, que si l'on eût gagné d'un costé sur les Espagnols, qu'ils se fussent doublement reuanchez sur nous en d'autres endroits.

Et ne faut pas estimer, Sire, que le Marquisat de Saluces soit assez suffisant pour resister à la force du Roy d'Espagne, quand il sera abandonné des autres trois places, veu qu'il n'y demeurera plus que Carmagnolles de forteresse, ruinée en partie. Car quant à Ruel, ce n'est qu'un petit Chasteau; mais bien fort, sur le haut d'une colline. La ville de Saluces se prendroit à coups de neuvaux & d'arcs à jaller. Cental n'est pas encore réduit en bon estat. Ie vous laisse donc à penser, Sire, quelles forces vostre Maiesté pourra tenir de pardeça, & quelle resistance l'on pourra faire en vne necessité, avec si peu de païs, & mal accommodé; lequel sera encore plus petit si vous voulez user de la mesme liberalité à l'endroit de M. le Duc de Mantouë mon frere, de neuf Chasteaux qui luy appartiennent, ainsi qu'il en a desia fait tres-grande instance au feu Roy vostre

frere, auquel toutesfois ie me suis opposé de tout mon pouuoir, & au lieu de parler pour luy, ie suppliy la Maiesté de les retenir, & plustost luy bailler quelque somme d'argent, s'il en estoit besoin; ce qu'il trouua fort bon, & eut fort agreable.

Ie ne puis me garder de dire encores en ce lieu, ores que par vostre Majesté le puisse sçauoir mieux que moy, qu'un iour les Deputez de Pignerol faissant en ma presence au Chasteau de Boulogne quelques remonstrances à la Maiesté sur les prests qu'ils auoient faits aux Soldats, dirent qu'ils supportoient le tout fort volontiers, pourueu qu'il luy pleût ne les abandonner, ainsi qu'ils auoient entendu que l'on taschoit de le persuader à le faire; sadite Maiesté s'adressant à Charles de Saintya, bon seruiteur de cette Couronne, & à l'un des Deputez qui porta la parole, leur dit, Assurez-vous que plustost l'on aura un œil de ma teste, que l'on arrache iamais de mes mains ces deux villes-là. Responcé certes tres digne d'un grand conquerant, & qui fit pleurer de ioye ce bon homme-là, & augmenta tant l'affection des habitans desdites deux villes, & de tout ce pays-là enuers la Couronne de France, qu'ils se partialisoient contre les autres villes de Piedmont, & se glorifioient de porter cette belle fleur de Lys sur leur teste. Chose qui fut bien remarquée par les grands, dont il est à craindre que si ces bonnes gens se voyoient distraits de vostre obéissance, & reduits si miserables & infortunez, qu'ils ne foulassent aux pieds cette belle fleur, se voyans malheureux pour l'auoir par trop chérie & embrassée.

L'exemple, Sire, du mauuais traitement qu'ont eu ceux qui ont fidellement seruy les feus Rois, ayant esté abandonnez & delaissez avec ce dernier coup, abbaisseroit le cœur d'un chacun, & feroit perdre la volonté pour long-temps aux Italiens de quitter leur maison, pour seruir plus cette Couronne; & à leur exemple les autres Nations en feroient de même, pensant que vostre Maiesté ne voulût plus penser à eslargir ses frontieres; puis que sortant de l'Italie elle les auroit rognées, & tiré apres soy la porte pour n'y retourner plus. Et en effet il ne faudroit plus parler de faire la guerre en Italie, si vostre Maiesté rendoit ces trois places.

Ce n'est pas ce que les grands Capitaines disent, connoissans ne pouoir executer si aisément leurs entreprises, si partie des habitans du païs ne les fauorisent; mesmes lors que les villes sont fortes, & la Prouince conuertie.

Qui voudroit alleguer que les Rois vos predecesseurs, Charles, Louis, & François ont bien fait la guerre en Italie sans auoir pied au Piedmont, ce seroit chose impertinente au temps d'aujourd'huy; d'autant que la Sauoye, le Piedmont & Montferrat estoient par maniere de dire à celui qui premier y entroit, estant dénuiez de toutes fortifications: de façon que lesdits Rois passoient outre avec leurs Armées sans aucun contredit; ains lesdits Duc & Marquis estoient bien aisés d'estre quittes

de leur passage, pour bailler seulement des viures, & les commoditez qu'il conuenoit pour leurs Armées. Chose que ie n'estime si facile à faire, maintenant que chacun a fortifié & fortifié son païs, pour eüiter de ne tomber plus en l'estat auquel ils se sont veus, de n'auoir que le tiltre de leurs Estats.

Vostre Majesté sçait combien il est plus aisé de rendre vne ville que de la forcer : l'on dit aussi, que doit estre autant estimé celuy qui sçait bien conseruer ce qu'il a eu de ses ancestres, que celuy qui l'a conquis.

Charles VIII. ne fut tant loüé de la conqueste qu'il fit de Naples, & se peut dire de quasi toute l'Italie ; ce qu'il fut blâmé de la soudaine perte qu'il fit d'icelle. Par plus forte raison il seroit à craindre que vostre Maiesté ne fût beaucoup plus blâmée de n'auoir voulu garder vn païs qu'elle n'a acquis, & de ne le laisser en heritage à ses successeurs, comme l'auiez tenu de vos ayeuls, pere & freres, comme pour gage des pretentions des Comtez de Nice & Ast, & autres villes susdites appartenantes à vostre Couronne.

L'estime, Sire, qu'un Roy ne donne iamais à autre Prince vn grand pays, ou quelque forteresse, sinon ou pour descharger sa conscience, comme s'il pensoit posséder iniustement ; ou bien d'une franche liberté, pour le l'obliger à luy. Pour la premiere raison, il n'est pas croyable que vostre Maiesté vueille bailler lesdites places, estimant les posséder avec tres-iuste tiltre ; ioint qu'elle condamneroit la memoire des Rois vos predecesseurs, les faisant paroistre tacitement auoir esté vsurpateurs & tyrans. Si au contraire elle le fait pour obliger Monsieur de Sauoye, ie doute qu'elle n'ait son intention. Car mondit sieur de Sauoye les acceptera comme chose qu'il croit luy appartenir, & que vostre Maiesté soit tenuë de luy rendre : d'ailleurs que tel don & liberalité ne sçauroit equipoler à beaucoup près les grandes obligations que mondit sieur de Sauoye a de seruir plustost le Roy d'Espagne, que vous ; parce qu'il l'a nourri lors que le feu Roy vostre pere le faisoit mourir de faim ; & depuis luy a fait recouurer tant de villes & Pays que sa Maiesté tenoit à luy. De façon que ie ne puis estimer que vostre Maiesté le puisse tellement obliger à luy, qu'il s'adonne à la seruir contre ledit Roy d'Espagne : & par consequent qu'elle ne se trouue despoüillée desdites places avec peu d'honneur & de profit : Ains ie preuois qu'au lieu que mondit sieur de Sauoye vous a fait la Cour, & s'abaissé tant qu'il a fait pour auoir lesdites places, qu'elle sera au contraire de la luy faire pour auoir passage en Italie, & quasi de mettre en sa protection le reste du païs qu'elle retiendra deçà les Monts ; qui seroit tout le rebours de ce que vos ancestres ont tasché de faire.

Ie vous supplie tres-humblement, Sire, vouloir bien peser cette consideration, auant que de vous resoudre à faire tout le contraire que les Rois vos predecesseurs ont fait aussi-tost qu'ils sont paruenus à la Couronne.

ne. Et laissant à part les plus esloignez, ie ne parleray sinon des Rois Charles VII. qui chassa les Anglois de France, lesquels la possedoient lors quasi toute : Louys XI. qui mit les Rois de France en toute authorité : Charles VIII. qui en personne alla à la conqueste du Royaume de Naples : Louys XII. qui vint en personne recouurer la Duché de Milan : François I. vostre ayeul, qui pareillement vint en personne pour recouurer de nouveau ladite Duché : Et enfin le Roy Henry II. mon premier Maistre de rtes-vertueuse & tres-loüable memoire, peu de temps apres estre succedé à la Couronne, alla en propre personne chasser les Anglois de Boulongne.

Tant s'en faut donc, Sire, que vofdits predecesseurs ayent voulu demembrer cette Couronne, qu'au contraire ils ont tasché de l'augmenter tout aussi-tost qu'ils ont pris le Sceptre Royal en leurs mains.

Si ledit Louys XI. eut esté si conscientieux, vostre Royale Couronne ne reluiroit si fort qu'elle fait.

Si le Roy vostre Ayeul eut rendu le Pays de Piedmont qu'il auoiracquis, le feu Roy vostre pete n'eust eu si grand accez qu'il a eu en Italie, ny le moyen d'auoir tant de belles victoires qu'il y a eu ; lesquelles à iamais demeureront à sa loüange & memoire.

Souuenez vous, Sire, s'il vous plaist, si le feu Roy vostre ayeul voulût iamais rendre la principale partie qu'il tenoit du Piedmont, ores qu'il fût fils de Madame la Regente sœur de Monsieur Charles Duc de Sauoye, & qu'autresfois il eût receu quelques seruices dudit sieur Duc, lots qu'il passa par ses pais pour aller en Italie.

Pareillement le Roy vostre pere voulut-il à l'aduenement de sa Couronne, rendre ledit Pays ? Tant s'en faut que cela luy entraist iamais en la fantaisie, qu'à grande peine fut-il couronné, qu'il vint à Thurin pour le voir, & s'y pleurant, qu'il ne desiroit rien plus que d'auoir vne petite occasion pour conquerir l'Italie ; ainsi qu'il le fit apparoir lors qu'il surappellé par Monsieur le Duc de Parme à son aide contre l'Empereur Charles V. En laquelle guerre il aduança tellement ses affaires, qu'il eust esté tost apres dominateur de la plus grande partie de l'Italie, si la trêue pour cinq ans, qui fut faite avec tant d'honneur & à son tres-grand profit, n'eust esté rompue, de laquelle s'en ensuiuit la perte de la baraille de Saint Quentin, que Monsieur de Sauoye fort vaillamment gaigna sur nous, comme i'en suis bon tesmoin, laquelle ie puis dire auoir esté la source & la vraye otigine de tous les maux que souffre aujourd'huy la France.

Voir-on que les grands Turcs rendent iamais aucune place qu'ils ont vne fois empietée ? Tant s'en faut, que là où ils en peuuent prendre, soit sur les amis ou ennemis, ils ne s'y espargnent nullement. Le Royaume de Chypre de fraiche memoire en rend bon tesmoignage : & puis quand l'on leur parle de rendre ce qu'ils ont acquis, ils alleguent ne le pouuoir faire avec saine conscience, pour leur estre deffendu par leur

loy, de n'aliener iamais vn lieu où il y aura esté faite vne Mosquée. Et de fait s'ils eussent rendu les pays qu'ils ont conquis, il ne leur en demeureroit gueres : car depuis le premier Ottoman qui sortit des Tartares, tous ses successeurs de main en main ont augmenté leurs conquestes en telle sorte, que celuy de present les possède : Ce qu'il ne feroit, si ses successeurs eussent rendu de main en main ce que leurs peres auoient acquis.

Quelle plus belle Mosquée peut-on voir que vostre Parlement, ou Consul Souuerain qui est estably à Pignerol, la sepulture de tant de Cheualiers, Gentilshommes & braues soldats, qui sont morts en ces quartiers pour le seruice de cette Couronne : & enfin vne si belle fonte d'artillerie, de laquelle sont issus tant de Canons, qui ont fait craindre & estimer vostre Couronne. Cela seul deuroit vous retenir à ne l'en aliener iamais.

Si vn Prince fait conscience à retenir le país en iuste guerre acquis sur autruy, il ne faut plus qu'il parle de faire la guerre pour en recouurer d'autre ; parce qu'il ne fera que consommer grande partie d'or & d'argent, faire mourir beaucoup de nobles & braues Cheualiers, & perdre le temps en vain : car la mesme conscience le poussera tousiours à rendre ce qu'il aura acquis, & retourner, comme l'on dit, à la croix de par Dieu.

Et si ce scrupule de conscience vous poussoit maintenant à donner lesdites places, il est à craindre que vous fassiez de mesme des villes de Mets, Toul & Verdun, que l'Empire & l'Empereur prétend auoir avec si bon droit, que fait Monsieur de Sauoye les autres : ioint qu'il y a en leur endroit les mesmes considerations d'alliance & de gratification, qu'auetz à la personne de mondier sieur de Sauoye ; parce qu'il est allié avec vous par le moyen de la Reine Elizabeth sa fille, vostre belle-sœur, & vous a fait conduire en route seureté iusques en Polongne : & à vostre retour il vous a gracieusement recueilly chez luy à Vienne, estant venu au deuant de vous ; & à vostre depart vous a fait accompagner par ses enfans. Si d'ailleurs vostre Maiesté pretend d'vser de cette gracieuseté, en esperance de receuoir de Monsieur de Sauoye quelque assistance en ces quartiers, par plus forte raison elle le doit esperer de l'Empereur.

Tellement que ie crains bien fort que si elle fait cette ouuerture, que de donner lesdites places audit sieur Duc, qu'elle ne soit contrainte, ou pour le moins bien poursuuie de rendre les autres à l'Empereur. Et certes, Sire, i'ose vous dire que Pignerol seul ne vous est de telle importance que toutes les autres ; lequel neantmoins ie prise tant, que si vostre Maiesté me faisoit cét honneur que de me demander aduis si elle le doit donner, ie me ferois plustost arracher la langue par le chignon du col, que de le vous persuader, si ie ne vois vne plus qu'vrgente necessité ; en suivant l'exemple de ce sage Chancelier Oliuier, qui preuint vn chacun en la premiere opinion, lors que le feu Empereur Ferdinand enuoya à Blois en l'an 1560. celuy qui aujourd'huy est Cardinal Madrusse, pour deman-

der lefdites villes; difant que fon opinion eftoit que le Roy (qui pour lors eftoit vofre aîné) fit trancher la teſte à celuy, qui premier ouu-
roit la bouche, pour donner aduis de les rendre. De quoy il fut grande-
ment loué, pour le grand zele qu'il monſtra auoir à la conſeruation du
Domaine de vofre Couronne, & en ce faiſant ferma la bouche à chacun
d'en parler.

Quand routes ces conſiderations, Sire, n'auront lieu en vofre en-
droit, ie vous ſupplie encores vous reſſouuenir du braue naturel devo-
ſtre Nation belliqueuſe, laquelle à grand peine ſe peut contenir long-
temps en paix, ſans qu'il ſ'en enſuiue, ou vne guerre eſtrangere, ou
ciuile.

Si vofre Maieſté ferme cette porte de l'Italie, en quel endroit pour-
ra-elle eſcouler cette furie? Du coſté d'Allemagne, il n'en faut point par-
ler pour le preſent. Du coſté d'Eſpagne auſſi peu, tant à cauſe des gran-
des montagnes, que incommodité de viures? Auſſi comme i'ay dit, le
Roy d'Eſpagne borne fort bien de bonnes forterefſes ſa frontiere de de-
çà les Monts Pirenées.

Du coſté d'Angleterre, il n'y faut non plus eſperer que par vne ſou-
daine ſurpriſe: car ledit Roy d'Eſpagne ne permettra iamais qu'en foyez
le Maïſtre, ſçachant aſſez que de la perte dudit Royaume dépend celle
de la Flandre.

Ce que craignant le feu Roy François vofre ayeul qu'il n'aduint de ſon
Royaume, il voulut pluſtoſt fauoriſer les Princes Proteſtans d'Allema-
gne, que de voir l'Empereur Charles V. Seigneur dudit pays, preuoiant
qu'après il raſcheroit d'embraffer la France.

En ſomme, Sire, il ne vous reſtera que le coſté de Flandre pour faire
vne ſaillie, lequel ie preuois, ſi l'Eſpagnol vient à bout de ſon deſſein,
qu'il le mettra en telle ſeureté & le fortifiera ſi bien, qu'auant que puis-
ſiez forcervne des villes de ſa Prouince, vous y employerez pluſieurs
mois, & poſſible ſans rien faire; parce que n'ayant plus à craindre la for-
ce Françoisé que de ce coſté-là, il ſ'eſtudiera de le garder ſi bien, qu'il ne
pourra eſtre pris, non plus qu'il a eſté lors qu'il eſtoit aſſaillie en diuers en-
droits du temps du feu Roy voftre pere. De meſme il ſçaura tres-bien
empêcher vos forces de l'aſſaillir en campagne du coſté de la Guyenne
& du Languedoc, puis qu'il a le pied ferme deçà les montagnes, com-
me i'ay dit cy-deſſus.

D'autre coſté la Prouence eſt toute ouuerte, & n'y a pas vne ville
forte qui vaille S. Denis en France; en laquelle Prouince il eſt à crain-
dre qu'il y faſſe vne deſcente, & ayant vne forte Armée, il vienne iuſques
à Valence, & paſſe encores plus outre vers Paris, ſ'il n'y a vne forte Ar-
mée qui le retienne.

Si au meſme inſtant les Allemans ſe remuent pour les pretentions de
Mets, & les Anglois pour Calais, que deuiendrait noſtre pauvre Fran-
ce? En telle faiſon la pourroient-ils trouuer qu'elle ſeroit bien
eſbranlée.

Et ores que ce malheur ne nous aduint, ie crains, comme i'ay dit, que par faute d'employer hors ce Royaume nos ceruelles maintenant embrouillées, que cela ne fasse renouueller les maux qui depuis 14. ans nous ont tant affligez.

Ia à Dieu ne plaise que ie voye iamais plus ce temps si calamiteux, & le supplie me prendre plustost à foy, que de voir chose si contraire à mon desir. Pour Dieu donc, Sire, ne mesprisons ainsi cette Italie, puis qu'auuc conneu qu'elle vous peut amener de si grands biens & honneurs: & ne permettez aux Espagnols de l'empieter, puis qu'elle vous est de si grande importance. Car il est à craindre qu'ils ne voudront se contenter d'icelle, & tascheront d'affliger vostre Royaume; lequel, comme i'ay dit, se pourroit trouuer en tel estat, & si viuement assailly par diuers endroits, qu'il auroit bien à souffrir.

L'exemple susdit du feu Roy vostre ayeul, qui ne voulut permettre à l'Empereur de subiuguier l'Allemagne: l'autre du Roy d'Espagne, qui ne permettra que l'Angleterre soit soumise à la France, vous doiuent inciter & commouoir à ne laisser l'Italie en la proye des Espagnols; & pour ce faire, garder les moyens que vous auez encore assez bons de la secourir toutes fois & quantes qu'il en sera besoin. Ce qui ne vous sera possible apres que vous aurez donné lesdites villes.

Vostre Maieité considere, s'il luy plaist, que le Roy d'Espagne n'a iamais voulu encore, qu'ayez pris pied en la Floride, craignant qu'apres n'y missiez l'autre, & qu'enfin ne l'en chassassiez, que vous y fissiez vn plus long sejour. La connoissance que vostre Maieité a de quelle importance est à vn conquerant d'auoir pris pied en vne Prouince, vous doit faire tenir bien cherement celuy qu'avez de par deçà, sans le perdre du tout, comme ferez alienant lesdites places.

Si la despenſe que vous faites à les garder vous pouſſoit à les rendre, il vaudroit mieux se defaire par mesme moyen du Marquisat de Saluces, afin de n'auoir occasiõ de retenir deçà aucuns Saldats. Car si elle veut garder le moyen de faire en ces quartiers quelque chose de grand & digne de sa reputation, il ne faut parler de diminuer ce peu de nombre de Soldats qui y est: & par consequent la despenſe sera pareille qu'elle est de present, & guerre plus grande que celle du païs Messin, lequel par mesmes moyens faudroit rendre pour diminuer la despenſe.

Certainement, Sire, ie ne puis sinon vous dire que Monsieur de Sauoye merite beaucoup, tant par sa valeur, que prudence qu'il nous a fait connoistre estre en luy au manient de ses affaires: que aussi pour auoir espousé Madame vostre tante, laquelle maintenant Dieu a pris à foy: mais pour ccla ie ne puis vous donner aduis de faire chose qui porte tel dommage, & diminuer de la bonne reputation qu'avez acquise parmy toutes les Nations: & si ie vous le feignois, certainement ie meriterois d'estre estimé vn traistre & meschant: trop bien ie luy donneray aduis de le gratifier en toutes choses qui ne porteront preiudice ny à vostre

honneur ny à vostre Couronne. Et pource si mondit sieur de Sauoye vous veut faire nouuelle instance de luy rendre lesdites places, alleguant le traité de paix; vostre Maiesté se peut excuser de ne pouuoir maintenant faire telle resolution qui concerne vostre Couronne, sans auoir l'aduis de la Cour de Parlement, qui a la garde & conseruation de son Domaine, & qu'aussi tost qu'elle sera arriuée à Paris, elle y aduifera pour luy donner tout le contentement qu'elle pourra. Qui est, Sire, vne raison si iuste & apparente; que nul ne s'en peut offenser; parce qu'il n'y a si petit Prince qui ne soit retenu quand il est question de démembrement son Domaine ou patrimoine, & qu'il ne remette sa responce apres qu'il en aura conféré avec ceux qui en ont la charge. Par ce moyen vostre Maiesté viendra à se deffaire de ce coup si important, estant bien à presupposer que ladite Cour ne vous donnera iamais aduis de venir à telle exécution, que par mesme moyen Monsieur de Sauoye ne vous fasse raison desdites Comtez de Nice, Ast, & autres pretentions qu'elle a iustement contre luy.

Vostre Maiesté se souuienne, s'il luy plaist, des difficultez qu'il y a eu en l'affaire de Bar & Passauant, contre Monsieur de Lorraine son beau-frere, ores qu'il ne fust question que de limites & iurisdiccions.

Qu'elle se souuienne aussi des debats que vostre Cour a fait contre Madame de Ferrare vostre tante, ores qu'il ne fût question que de dix mille escus de rente en terres ouuertes, & au cœur de la France, pour recompense du partage qu'elle pretendoit en la Bretagne, & puis mettant à parangon lesdites villes fortes, c'est à dire vne porte de vostre Royaume: A tout cecy elle iugera s'il y a iuste occasion d'y bien penser, premier que de venir à cette resolution si dangereuse pour vostre Estat.

Sire, ores que i'aye l'honneur d'estre Gouverneur de vostre pais de deçà les Monts, ie reconnois n'auoir esté estimé suffisant ny capable de recevoir vos commandemens, pour luy dire mon aduis sur telle alienation, puis qu'il ne luy a pleu de m'en escrire aucune chose.

Ce qui m'a fait prendre la hardiesse de vous faire cette tres-humble Remonstrance, pour ne faillir au deuoir que ie dois à vostre seruice & Couronne, & pour vous tesmoigner le desir & affection grande que i'ay à l'augmentation de vostre Estat; ce que ie vous supplie tres-humblement vouloir croire: car nul mien particulier interest ne m'y a poussé, n'ayant affection à ce Gouvernement, sinon tant & si peu qu'il plaira à vostre Maiesté d'en faire cas. Et pource si elle en fait estat, & que son intention soit, à l'imitation de ses predecesseurs, de penser aux affaires de l'Italie, & augmenter les bornes de son Royaume, comme ie cuide qu'elle le desire, ayant fait preuue de sa hardiesse, & donné occasion de croire qu'elle soit belliqueuse, & qu'elle hayt le repos: mesme qu'il peut suruenir plusieurs occasions & accidens, & mort de grands Princes, qui vous en donneront les moyens, ie me sentiray tres-honoré de continuer en cette charge. Mais aussi si elle tourne le dos à cette belle

Italie, & qu'elle ne se soucie plus d'y faire aucune faillie, comme elle donnera iuste occasion de le croire, si elle baille lesdites places à M. de Sauoye, ie la supplie tres-humblement me faire ce bien, & me donner ce contentement en telle affliction, que de me descharger premier de mondit Gouuernement, que ce malheur aduienne à la France. Car à la verité i'aurois trop grand creue-cœur, & ie ne pourrois endurer que lesdites villes me fussent ostées des mains, pendant que j'en ay la garde: & par consequent permettre que vostre Couronne fuit deschirée par mon consentement. A cette cause ie vous supplie tres-humblement, Sire, de m'enuoyer ladite descharge, au cas qu'elle soit resoluë de faire telle alienation. Car plustost l'on me iettera par force, & la teste la premiere du Chasteau de Pignerol, où ie seray cette semaine, que ie la baille à autre quel qu'il soit pour l'aliener, si premier vostre Maiesté ne me descharge entierement de tout mon Gouuernement; afin que si ce malheur venoit à la France, que de perdre vne si belle & honorable faillie, il ne me puisse iamais estre imputé d'auoir fait cet acte si indigne, & proprement meschant à vn qui a cet honneur de son Roy & Maistre, que de les auoir en charge; & qui est obligé de tout son pouuoir de l'augmenter, & de ne permettre iamais qu'il soit diminué tant soit peu. Et si le sieur Charles vostre Lieutenant general audit Gouuernement, me voudra tenir promesse d'en faire autant à Sauillan, où ie l'ay enuoyé, puis qu'il m'est impossible de me separer en deux comme ie voudrois le pouuoir faire, il fera fort bien, & son deuoir.

A cette cause, Sire, ie vous supplie tres-humblement, si telle est vostre volunté de donner lesdites places, ce qui ne me peut encore entrer en la fantasiaie, vouloir me faire descharger de mondit Gouuernement par Lettres Parentes, selon le formulaire que ie vous ay enuoyé, ou bien en telle sorte que ie puisse m'en contenter, & deputer personnage auquel j'aye à le rendre; afin qu'il ne me puisse estre imputé par aucun à l'aduenir, ni à ma posterité, d'auoir fait chose contraire au seruice de vostre Couronne: ayant, Sire, en si grande recommandation mon honneur, & par consequent vostre seruice, qu'il me seroit du tout impossible pouuoir faire autrement, si ie ne voulois me mettre vn masque sur le visage, lequel ie ne pourrois iamais oster; qui est la seule occasion qui me fait estre si retenu & circonspect en cette affaire. Car ie ne suis pas resolu de m'opiniastres & resister à vostre volunté, non plus que ie l'ay fait à l'endroit des Rois vos predecesseurs; ainsi qu'il se peut voir par mes actions du passé, n'ayant iamais fléchy ni à droit, ni à gauche, ains toujours cheminé & fuiuy les intentions & commandemens de mes Rois & Maistres. Chose que ie continueray à faire, tandis que ie les seruiray.

Sire, ie vous supplie tres-humblement receuoir en bonne part cette mienne Remonstrance, possible trop longue & mal composée, pour témoignage seulement de l'affection & fidelité que j'ay à vostre seruice, pour lequel ie confesse m'estre tant passionné, que j'ay bien souuent ou-

blie Dieu, & tous mes particuliers intereffs. Ce qui me feruira maintenant d'excuse, fi ie me fuis trop aduancé en ce mien escrit; chose que ie veux esperer, sera receuë en bonne part de vostre Maiefté, & qu'elle me fera ce bien & faueur, que de me renuoyer soudainement & bien dépeché Monsieur de Conan, porteur des presentes. Ce que faisant, ie me sentiray grandement tenu à vostre Maiefté: à laquelle ie supplie Nostre Seigneur donner, Sire, telle heur & felicité que desirerez; afin que puissiez atteindre au tiltre d'Empereur non seulement Occidental, mais de Monarque, comme estoient les premiers Empereurs. Des bains d'Aqui au Montferrat, ce 25. Septembre 1574.

Vostre tres-humble, tres-obeissant, & tres-fidele sujet & seruiteur,

LODOVICO GONZAGA:

Ces Remonstrances furent présentées au Roy estant à Lyon par ledit sieur de Conan, depuis Enseigne de la Compagnie de Gens-d'armes de mondit Seigneur de Neuers; & par luy leuës en plein Conseil, selon que mondit Seigneur de Neuers l'auoit chargé de supplier sa Maiefté de luy permettre de faire, craignant que ceux qui fauorisoient l'alienation desdites places, ne fussent cause d'interrompre la lecture d'icelles que feroit l'un de Messieurs les Secretaires d'Etat, lors qu'ils verroient les raisons apparentes que mondit Seigneur de Neuers produisoit, pour empescher que telle bresche fût faite à la Couronne de France. Car mondit seigneur desiroit qu'elles fussent leuës tout au long en plein Conseil, comme elles furent, & fort bien par ledit sieur de Conan, qui s'acquitta dignement de sa charge. Et parce que mondit Seigneur de Neuers s'estoit laissé transporter à l'affection qu'il a tousiours portée au bien de cette Couronne, à parler en icelles fort librement au Roy, comme vn bon & loyal suiet doit à son Roy, il les bailla audit sieur de Conan toutes cachetées de cire d'Espagne pour apporter au Roy, apres toutesfois les luy auoir fait voir, pour luy donner occasion de les bien lire deuant sa Maiefté: & le chargea de luy dire en les luy presentant, que mondit sieur de Neuers les auoit expressement cachetées & donné charge de ne les ouvrir qu'en la presence de sa Maiefté, à celle fin qu'elle en puisse faire telle reserve que bon luy sembleroit, parce qu'il en auoit seulement gardé la copie; laquelle il ne communiqueroit à personne, voire la bailleroit, si sa Maiefté desiroit que celle qu'il portoit fust tenuë secrette ou brulée, pareillement n'ayant esté autre son intention que de rendre à sa Maiefté le deuoir qu'il luy doit. Et par là estimoit mondit sieur de Neuers s'excuser à l'endroit de sa Maiefté, si elle trouuoit qu'il eust parlé trop librement par lesdites Remonstrances. Surquoy toutesfois sa Maiefté ne luy

respondit aucune chose, parce qu'il ne sçauoit ce qu'elles contenoient: & luy commanda de les lire, comme il fit avec beaucoup de contentement des bons subiets de cette Couronne, & avec grand regret des autres. Cela fait il les presenta au Roy, duquell'on estime que feu Monsieur de Sauoye en obtint vne copie, & de main en main plusieurs en firent autant: de sorte qu'en 12. ou 15. iours les Ambassadeurs l'enuoyerent en Italie, & par consequent furent communes en France & Italie, combien qu'il sembloit qu'elles deussent estre tenuës secretes pour le bien des affaires de sa Maiesté. Lesdites Remonstrances esclaireirent fort l'esprit du Roy, & luy firent connoistre le dommage qu'il se faisoit, & à sa Couronne, de faire ladite alienation: & luy firent auoir regret de s'estre obligé à Monsieur & Madame de Sauoye. Ce qu'estant conneu par ceux qui fauorisoient ladite alienation, ils letindrent de si près, qu'ils le contraignirent de garder la parole qu'il auoit desia donnée à mesdits sieur & Dame de Sauoye sa tante. Dequoy estant aduertý le dit sieur de Conan, il supplia sa Maiesté de luy donner la descharge que mondit sieur de Neuers desiroit, & en bailla la minutte, laquelle estonna feu Monsieur le Chancelier, parce qu'elle estoit fort expresse pour sa descharge: & pour ce il fut cause de la faire restraindre en la sorte qu'elle est cy-apres escrete, apres plusieurs allées & venues depuis Lyon iusques à Pignerol, où mondit sieur de Neuers estoit, lequel enfin fut contraint de s'en contenter en la sorte que le tout est icy transcrit.

*COPPIE DES LETTRES PATENTES DV ROT,
pour la descharge du Gouvernement de delà les Monts faite à mondit Seigneur de Neuers, au parauant l'alienation faite desdites places.*

HENRY PAR LA GRACE DE DIEV ROY DE FRANCE ET DE POLOGNE: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut: Comme nostre tres-cher & tres-amé Cousin le Duc de Niernois, Pair de France, Gouverneur, & nostre Lieutenant General es terres de nostre obeïssance estant de là les Monts, ayant entendu nostre intention de restituer à nostre tres-cher & tres-amé Oncle le Duc de Sauoye, les villes & places de Pignerol, Sauillan, la Perouze, l'Abbaye de Genolle, ensemble leurs mandemens & iurisdicctions: Nous ayt sur ce fait les Remonstrances qu'il a estimé estre conuenables au bien de nostre seruice, & au deuoir dont il nous est obligé pour la charge que nous luy auons commise sur lesdites places: lesquelles Remonstrances nous auons bien entendues, & meurement considerées; & par icelles conneu le zele & grande affection que nostredit Cousin porte au bien de nos affaires, & grandeur de nostre Couronne. Neantmoins apres auoir mis lesdites Remonstrances en deliberation, ayans pour aucunes grandes & importantes considerations à ce nous mouuans, resolu de proceder à faire ladite restitution; d'autant que nostredit Cousin nous a sur ce pres-

humblement supplié & requis vouloir reprendre en nos mains ladite charge de Gouverneur, & nostre Lieutenant General delà les Monts, pour en disposer selon nostre bon plaisir : SÇAVOIR FAISONS, que nous desirans satisfaire à la Requête de nostredit Cousin, ayans pleine & enriere satisfaction du bon & grand deuoir qu'il a iusques à present rendu en ladite charge; iceluy auons, suiuant la demission volontaire qu'il en a faite en nos mains, deschargé & deschargeons dudit Estat de Gouverneur, & nostre Lieutenant General esdites terres qui sont de nostre obeïssance delà les Monts : ensemble de la garde qui luy auoit esté commise des places qui en dépendent, & du serment qu'il auoit pour raison de ce à nous, & toutes autres choses concernans le fait d'icelle. Laquelle charge de Gouverneur, & nostre Lieutenant General, nous auons retenuë pardeuers nous, pour en disposer cy-apres ainsi que nous auidiserons pour le bien de nostre seruice, sans que pour raison de ladite demission & restitution deldites places que nous pourrons cy-apres faire, il puisse estre aucune chose imputée à nostredit Cousin, ny aux siens. Promettrons en bonne foy & parole de Roy l'en descharger & indemniser enuers nous. Et pour ce regard auons imposé & imposons silence perpetuel à tous nos Officiers quelconques. En tesmoin de ce nous auons fait mettre nostre seel à celdites presentes. Donné à Lyon le 19. iour d'Octobre, l'an de grace 1574. Et de nostre regne le premier. Ainsi signé HENRY. Et sur le reply est escript : *Par le Roy, La Reyne sœur, Monseigneur le Duc d'Alençon, & Roy de Nauarre, ses freres, Messieurs les Cardinaux de Lorraine, de Guise, & d'Est; vous les sieurs de Mourwillier, de Lansac, & de Limoges, & de Chinerny; tous Conseillers au Conseil Priné, presens.* Conttesigné de Neufuille, & scellé du grand Seeau sur double queuë de cire iaune.

A Pres que mondir sieur de Neuers eut receu à Pignerol lesdites lettres, il dressa la Requête cy-apres adressante au Conseil Souuerain de tout temps estably delà les Monts, pour tenir la Iustice Souueraine proche dudit Parlement, lequel s'estoit retiré de Thurin à Pignerol, apres l'alienation faite de ladite place de Thurin, & des autres baillées à mondir sieur de Sauoye, en l'an 1563. par le feu Roy Charles IX. par laquelle Requête il supplioit ledit Conseil Souuerain, de vouloir enregistrer ladite descharge, & luy en bailler acte, afin qu'à l'aduenir luy ny sa posterité ne peussent estre repris, non seulement d'auoir esté cause de faire faire ladite alienation; mais de ne s'y estre opposé, & fait le deuoir de bon & loyal sujet, & Gouverneur de cetter Prouince-là. Laquelle Requête estant présentée audit Conseil Souuerain, il fut mis au bas d'icelle l'Arrest qu'y trouuerez, comme aussi sur le reply des lettres Patentes de sa descharge.

S'ENSUIT LA REQUESTE PRESENTEE AV CONSEIL du Parlement estably par les Rois au Piedmont.

A MESSIEURS DV CONSEIL SOUVERAIN.

Remonstre le Duc de Nevers, Prince de Mantouë, Pair de France. Comme tout ainsi qu'il receut à tres-grand faueur l'honneur qu'il pleut au feu Roy Charles dernier mort, de luy donner au commencement de l'an 1567. le Gouvernement de tout le Pays qu'il auoit & pourroit auoir de çà les Monts, par la mort de feu Monsieur le Marechal de Bourdillon, luy absent de la Cour, & sans iamais l'auoir requis ne demandé, lequel ayant toûjours eu en singuliere recommandation, & fait tres-grand cas, pour le connoistre propre à faire de grands seruices à son Roy & Maïstre; & ores qu'il fût petit, il y auoit beau moyen de l'agrandir, & en seruuant bien son Maïstre acquerir de l'honneur pour sa posterité, fut cause vn an y a de le faire preferer à celuy de la Picardie, que leurs Maïestez luy vouloient donner par la mort de feu Monsieur de Longueuille, & peu auparauant celuy de la Prouence par la mort du Marechal de Tauannes: ainsi maintenant il a receu vn tres grand desplaisir, d'auoir occasion de s'en despoüiller, tant pour l'amour & affection qu'il auoit pris de plus en plus à iceluy, que pour reconnoistre les moyens qui luy augmentoient de iour en iour de faire de bons seruices à sa Maïesté. Ce qu'il a fait, parce qu'estant aux bains de Montferrat, où il eust le vent que le Roy Henry III. à present regnant, au retour de Pologne auoit accordé à Monsieur de Sauoye de luy bailler Pignerol, Sauillan & la Perrouze, avec leurs territoires; pour n'oublier rien de son deuoir, ores qu'il ne pût croire tel bruit, enuoia Monsieur de Conan pardeuers sa Maïesté, qui estoit lors à Lion, pour luy presenter certaines Remonstrances qu'il estima estre obligé deuoir faire à sa Maïesté à cause de sa charge, pour faire lesdites villes la meilleure part & plus importante de son Gouvernement; & spécialement celle de Pignerol qui sert comme de porte au Royaume de France. Lesquelles Remonstrances ayant esté entendues par sa Maïesté & Messieurs de son Conseil, furent iugées proceder d'vne grande affection & zeile qu'il portoit au seruice de ce Royaume, ainsi qu'il appert és Lettres que sa Maïesté luy a fait expedier. Neantmoins apres les auoir mis en deliberation, sadite Maïesté iugea ne deuoir laisser de passer outre à la deliurance desdites places à Monsieur de Sauoye; ce que aussi-tost fit resoudre ledit Duc de Nevers de ne luy conuenir nullement, que cette alienation fût faite par ses mains, ny moins pendant qu'il seroit Gouverneur dudit pais, pour auoir tousiours esté son intention & deuoir de faire augmenter iceluy, & non de permettre de tout son pouuoir qu'il fût en rien diminué, afin qu'à l'aduenir luy, ny les siens en peussent estre blas-

mez. Chose qui le fit résoudre, & tres-humblement supplier sa Maïesté, la voyant resoluë à ce faire, d'avoir pour agreable qu'il remit entre ses mains sondit Gouvernement auparavant que l'on vint proceder à ladite deliurance. Ce qui luy fut accordé par sa Maïesté, par Lettres Patentes du 19. Octobre dernier passé 1574. Lesquelles il a bien voulu vous presenter pour le lieu que vous tenez de sadite Maïesté, afin de faire connoistre tant à vous qu'à tous autres, la cause pour laquelle il a esté meü à renoncer & quitter ledit Gouvernement, vous requerant pour en avoir perpetual tesmoignage, ordonner que lesdites Lettres soient enregistrees avec la presente Requeste és registres dudit Conseil, pour y avoir recours quand besoin sera : & vous ferez bien. Signé L V D O V I C O G O N Z A G A. Et au dessous est écrit ce quis'ensuit.

Veu par le Souverain Conseil la Requeste cy-dessus écrite, ce iour d'huy par Monsieur le Duc de Nevers, Prince de Mantouë, Pair de France, présentée, & les Lettres y mentionnées & designées, & ouï le Procureur general du Roy, consentant, & ce requerant. Ledit Conseil a Ordonné & ordonne que lesdites Lettres & Requeste seront enregistrees aux fins contenues en icelle Requeste, & que sur le reply desdites Lettres seront mis ces mots : *Lette & Registrata, audiente, consentiente, & requirente Procuratore Generali Regi.* Fait à Pignerol audit Souverain Conseil le 9. iour de Novembre 1574. Signé GHIGNONIS : Lequel Arrest fut mis sur le reply desdites Lettres selon qu'il est cy dessus contenu.

Extrait des Registres du Souverain Conseil.

SUR les Lettres Patentes du Roy, données à Lion le 19 iour d'Octobre dernier passé, signées Henry : Et sur le reply, Par le Roy, la Reine sa mere, Monseigneur le Duc d'Alençon, le Roy de Navarre, ses Freres, Messieurs les Cardinaux de Lorraine, de Guise, & d'Est : Vous Messieurs de Moruillier, Lansac, & de Limoges, tous Conseillers au Conseil Priué, presens, de Neufville : par lesquelles, & pour les causes y contenues, sa Maïesté a deschargé Monsieur le Due de Niernois, Pair de France, Gouverneur, & son Lieutenant general és terres de son obeïssance estans deçà les Monts, de l'Estat qu'il a de sadite Majesté, de Gouverneur & Lieutenant General susdit : Ensemble de la garde qui luy avoit esté commise des places qui en dependent, & du serment qu'il avoit pour raison de ce à sadite Maïesté, & de toutes autres choses concernant le bien d'icelle garde. Laquelle charge de Gouverneur & Lieutenant General ledit sieur Roy a retenu pardeuers luy, pour en disposer cy-apres ainsi qu'il adviendra pour le bien de son service, sans que pour raison de la demission & restitution desdites terres & places, que sadite Maïesté pourra faire à Monsieur le Duc de Sauoye, il puisse estre aucune chose

chose imputée audit sieur Duc de Nivernois ny aux siens. Promettant sadite Maicsté en bonne foy & parole de Roy, l'en descharger & indemniser enuers tous : & imposant pour ce regard silence perpetuel à tous & quelconques les Officiers, comme il est contenu plus à plein esdites Lettres, & la Requête au Souuerain Conseil présentée par ledit sieur Duc de Nivernois : requerant que lesdites Lettres & Requête soient enregistrées, pour les causes & raisons y contenues & alleguées : Oüy sur ce le Procureur General dudit sieur Roy, qui a consenty & demandé que lesdites Lettres & Requête soient aux fins requises enregistrées, & la matiere mise en deliberation : Ledit Conseil a ordonné & ordonne, que lesdites Lettres & Requête seront enregistrées aux fins contenues en icelle Requête : Et que sur le reply d'icelles Lettres seront mis ces mots, *Lette & registrata, audiente, consentiente, & requirente Procuratore Generali Regis.* Fait à Pignetol audit Souuerain Conseil le 10. iour de Nouembre 1574. Signé GHIGNONIS.

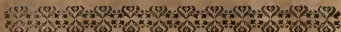
ET comme Monsieur le grand Prieur de France fils naturel du Roy Henry II. & Monsieur de Saulue Secretaire d'Estat, furent arriuez audit Pignetol pour receuoir ledit Gouuernement entre leurs mains, pour en faire par apres la deliurance à Monsieur de Sauoye; mondit sieur de Nevers s'en alla aussi-tost, afin de n'estre tesmoin d'un acte si contraire au bien & seruice de la France, & si déplaisant à son esprit, & s'achemina à Lion.

Prenant son chemin par Grenoble, où le Parlement de Dauphiné est estably, afin d'y faire pareillement enregistrer sadite décharge, pour seruir de memoire & tesmoignage à la posterité de la Prouince de Dauphiné, du deuoir qu'il auoit fait à conseruer les limites de la France, esloignées de la leur, afin que les voiant reduits si près d'eux, ils n'eussent occasion de le blasmer à tort: prit luy mesme la peine d'aller saluer le Parlement, & luy faire entendre par sa bouche l'occasion pourquoy il s'estoit déchargé entre les mains du Roy dudit Gouuernement : & supplia de vouloir enregistrer sadite décharge; & puis sortit pour en laisser deliberer la Cour, laquelle fit l'Arrest duquel la teneur s'ensuit.

SVr la Requête verbalement faite en la Chambre du Conseil, par la bouche du sieur Duc de Nevers, Pair de France; tendante afin que les Lettres par luy présentées, dont la copie collationnée à l'original est cy-dessus eleuite, fussent enregistrées au Greffe de ceans : LA COUR où estoient les Gens des Comptes, du consentement du Procureur general du Roy, a ordonné que lesdites Lettres seront enregistrées au Greffe de ceans, & Chambre des Comptes, pour seruir au suppliant en temps & lieu ce que de raison: Et que sur icelles sera mis, Veues & enregistrées, oüy sur ce & consentant le Procureur General du Roy. Fait à Grenoble en Parlement le 10. iour de Nouembre 1574. DV BONET.

DESQUELLES Lettres de décharge & Arrest du Conseil Souuerain, mondir sieur de Neuers en a enuoyé autant à Monsieur le Duc de Manrouë son frere, pour le serrer en son tresor des Chartres, afin qu'à l'aduenir l'on connoisse le bon & fidel deuoir qu'il a fait à seruir cette Couronne, ayant mieüx aimé de se despouiller d'une charge tres-honorable qu'il auoit du Gouuernement de delà les Monts, voire par toute l'Italie, que de souffrir que telle playe fût faite à la Couronne de France par ses mains, ou de son consentement. Et s'il vous plaist de vous ressouuenir du trait qu'il a mis dans lesdites Remonstrances, concernant quelques Chasteaux appartenans à Monsieur le Duc de Mantouë son frere, qui en cherchoir la restitution, comme à luy appartenans; vous trouuerez combien il a esté beaucoup plus affectionné à conseruer les limires de cette Couronne, qu'à agrandir sa propre maison, comme est la forme de ce temps, & que plusieurs ont fait; lesquels ie m'asseure auront regret de n'auoir suiuy l'exemple de ce Prince, autant curieux que fidel à cette Couronne. Et pource i'ay estimé d'en toucher icy vn petit mot, pour rendre les cœurs des bons François de plus en plus affectionnez à conseruer cette Couronne contre ceux qui taschent de la dissiper, & s'esuerruer à distraire tel pernicieux dessein, pour acquerir la louïange que Monsieur de Neuers a acquise en tel acte si vertueux que cettuy cy.





REMONTRANCE

AV ROY CHARLES IX. PAR LE MARESCHAL DE
Bourdillon, pour ne point rendre au Duc de Sauoye les places de
Thurin, Quiers, Chiuas, & Ville-neuue d'Ast.

L'aurois retranché quelque chose de la satisfaction du Lecteur, si ie n'auois ioint la Remonstrance du Marechal de Bourdillon à celle du Duc de Nevers. Ces deux grands hommes ont eu les mesmes vertus, & ayant eu les mesmes emplois, ils ont eu les mesmes occasions de tesmoigner une semblable fermeté. On sera bien aise de voir que parmy la corruption generale des derniers siècles, il naisse de temps en temps quelque homme extraordinaire, qui se consacre tout entier à la gloire de sa patrie, & au salut de ses Citoyens.



LE sieur de Bourdillon, Cheualier de l'Ordre du Roy, Capitaine de cent hommes d'armes de ses Ordonnances, & son Lieutenant general deçà les Monts, ayant receu lettres du Roy & de la Reine du 17. iours de Iuillet dernier passé; par lesquelles ils luy font entendre, qu'après auoir longuement communiqué avec les Deputez de M. de Sauoye sur l'accord des places qu'il doit bailler à sa Maïesté, finalement ils se sont contentez de prendre Pignerol, La Perouze & Sauiilan, avec leurs anciens finages & territoires, en recompense de celles qu'elle tient à present, dont ledit sieur le veut gratifier, qui sont Thurin, Chiuas, Quiers, & Ville-neuue d'Ast. Et pource qu'il se trouue parmy lesdits finages, & aussi dans ce qui demeure audit sieur de Sauoye, beaucoup de petits villages qui incommoderoient sadite Maïesté & ledit sieur Duc, chacun à son égard, ils auoient aduisé d'en faire quelque eschange, & que cela se traiteroit avec ledit sieur de Bourdillon, ou les Ministres qu'il deputeroit pardenuers ledit sieur Duc à cette fin. Ce que voyant ledit sieur de Bourdillon, enuoya vers leurs Maïestez le General Chastellier avec amplex instructions & memoires, leur faire entendre, & au Roy de Nauarre, ensemble aux Princes & Seigneurs du Conseil de sadite Maïesté, tout ce qui luy sembloit estre necessaire de faire en cet endroit pour l'importance du fait : à ce que s'ils estoient sur le point de résoudre & conclure vne chose de si grande importance, l'on aduisast au moins à la faire à la plus grande commodité & aduantage des affaires & service de sadite Maïesté, que l'on pourroit. Neantmoins pour obeir & satisfaire à leursdites Maïestez, il despescha au plustost le sieur Charles de Birague vers ledit sieur Duc & Madame de Sauoye pour le fait de la negociation desdites places & de leurs finages, pour entendre sur ce leur intention. Mais il ne se peust rien respondre, comme sçauent tres-bien leursdites Maïestez & sous les Seigneurs dudit Conseil, par le memoire ample que ledit sieur de Bourdillon leur enuoya de tout ce qui s'est passé & negocié entre ledit Seigneur Duc, Du-
, & ledit sieur Charles; ce qui gardera d'en estre icy fait redite, pour ne faire si long discours.

Or depuis estant arrivé pardeça deuers ledit sieur de Bourdillon, Monsieur d'Albue de la part de sadite Maiesté; avec pouuoir audit sieur de Bourdillon, à Mess. l'Euesque d'Orleans, President de Birague, & audit Seigneur d'Albue, de rendre & remettre es mains & pouuoir audit sieur Duc de Sauoye lesdites quatre places, à sçauoir Thurin, Quiers, Chinaz, & Villeneuve d'Ast; ou de ses Deputez, ayans procuration de luy à cet effet; & les luy de-laisser en tel estat de forteresse qu'elles se trouuent de present: retirant seulement d'icelles l'artillerie, les poudres, les boulets, & toutes les autres munitions de guerre appartenans à sadite Maiesté, avec commandement de faire sortir tous Gouverneurs, Capitaines, soldats & autres gens de guerre, ensemble tous les autres Officiers que sadite Maiesté tient, tant pour la seureté d'icelles, que pour l'administration de la iustice; pour les laisser à l'entiere disposition audit sieur Duc.

Le sieur de Bourdillon apres auoir bien entendu l'intention & volonté dudit Seigneur, portée par lesdites Lettres Patentes, a fait assembler tout le Conseil de sadite Maiesté pardeça, avec lesdits Gouverneurs, Capitaines & autres Officiers, ausquels il a fait entendre tout le contenu en icelles de mot à mot. Lesquels ayant le tout bien & meurement consideré, ont tous d'une voix esté d'aduis que ledit sieur de Bourdillon, attendu la consequence du fait, si important au Roy & à son Estat, & son âge pupillaire, comme chacun sçait, ne doit rendre lesdites places qui seruent de si grande conuerture au Royaume, que lesdites Lettres Patentes ne soient en meilleure forme pour sa descharge. Et quant ausdits Capitaines & Gouverneurs des Places, qu'ils n'estoient pas d'opinion de laisser ainsi aller celles où ils commandoient, priant ensemblement ledit sieur de Bourdillon, & luy conseillant quand & quand, attendant qu'il en soit, & eux semblablement, plus amplement descharger, tenir l'execution de ladite restitution en surseance; à ce qu'à l'aduenir ils n'en puissent estre molestez ni inquietez d'en rendre compte; ains de leur estre tousiours protecteur & chef; & maintenir, garder & soustenir pour le seruice du Roy lesdites Places, & qu'ils luy obeyront comme ils estoient tenus & ont fait oy-deuant. Et neantmoins quand il auroit sa descharge, & eux la leur, telle qu'il est necessaire, qu'ils estoient tous prests d'obeir aux commandemens de sadite Maiesté & de la Reine sa mere & dudit Seigneur Roy de Nauarre, comme Lieutenant General de sadite Maiesté, & representant sa personne par tout son Royaume, pays, terres & Seigneuries de son obeissance.

Ce qu'entendant ledit sieur de Bourdillon avec autres plusieurs raisons, a esté de mesme aduis, de tenir en surseance icelle restitution; attendu la minorité du Roy & son âge pupillaire, lequel pour cette cause ne peut, & n'a par la loy naturelle & commune aucune puissance & autorité de disposer des choses immeubles à luy appartenantes ou qu'il peut pretendre à luy appartenir, comme sont lesdites Places & plusieurs autres au long declarées, par la resolution des Deputez de sadite Maiesté à Lion, avec ceux dudit seigneur Duc.

Pour connoistre des droits que sadite Maiesté a sur la maison de Sauoye, lesquels encore qu'ils soient entendus de plusieurs, si est ce que pour le reme-

moir, & faire entendre à un chacun combien de bonnes & iustes causes ledit sieur de Bourdillon a demurs soy, pour n'auoir precipité & auoir tenu en suspens & surseance ladite restitution; il n'a voulu faillir de les specifier icy, pour tant plus iustificier que ce qui le fait tant reculer en cette affaire, c'est avec une legitime & raisonnable remonstiance.

En premier lieu, fut resolu que ledit sieur Duc deuoit rendre audit Seigneur Roy, les villes, seigneurie & Chasteau de Nice, & toutes & chacunes les places & Vicairies en dependans, selon qu'il est contenu par la donation de Louis de Bonaldis 1388. & transaction de la Reine Yoland 1419. avec les fruits à conter de l'an 1388.

Plus deuoit rendre audit Seigneur Roy les villes, places & chasteaux de Cony, Fossan, Sanillan, Mondenis & ce qui en despend, & outre luy laisser la ville de Querasc avec ses appartenances.

Plus qu'il deuoit fournir entierement au Traité de paix fait à Fossigny, entre les Maiestez de France & Sauoye, de l'an 1354. sans son recours contre qui bon luy sembleroit.

Plus deuoit rendre tout ce qu'il tient & possede des villes, places, chasteaux & bourgades du Comté d'Alf.

Plus deuoit à l'Heritiere de feuë Dame Louise de Sauoye, Mere du feu Roy François premier de ce nom, sa portion contingente en l'heredité entiere de feu Monsieur Philbert aussi Duc de Sauoye, duquel ladite Dame Louise est declarée seule & unique heritiere, comme sa sœur unique de pere & de mere, non comprises esdites deux heredités les terres Imperiales, ni autres esquelles par la loy du pais le masle excluait la femelle.

Plus que ledit sieur Duc deuoit obeir à l'Arrest contradictoire du Parlement de Paris, donné le 10. iour de Iuin 1390. par lequel le Roy Dauphin est déclaré Seigneur souverain du Marquisat de Saluces, & ledit sieur Duc, ou son predecesseur y desnommé, est condamné à rendre au Marquis de Saluces toutes & chacunes les terres qu'il auoit occupées & usurpées sur iceluy Marquis; & sur son Marquisat, lesquelles terres usurpées encore qu'elles ne soient nommées audit Arrest, sont telles que s'ensuit; à sçauoir Barges, Camors, Panchallier, Epnuye, Villeneuve du sollier, Morette, Mucet, & quatre ou cinq villes que la maison du Sollier tient, Carignan, Monasterol, Carde, Vignon, Villefranche, Canallamons, Raonis, Molletrune; Carail, Sommerine, Carmaigne, Cavalier, Lyon, Pelanguiers, Caralgras, Fortpas, Faule, Mulassan, Villefaller, Lusque. Et par la premiere inuestiture que le feu Empereur Otho fit du Marquisat de Saluces à son Neveu Aleran de Saxe, qui fut le premier Marquis en 967. les terres de Coni, Fossan, Mondenis, Sanillan, Cental, Busque & plusieurs autres y sont desnommées comme membres dudit Marquisat; lesquelles depuis furent aliénées & transportées aux Comtes de Provence. De sorte que les Rois de France les pretendent à eux appartenir, comme de fait elles leur appartiennent par deux tîtres, à sçauoir ou comme membres dependans dudit Marquisat de Saluces, retourné pour le jourd'uy & consolidé à la Couronne de France, ou comme ayant appartenu aux Comtes de

Prouence, qui en furent spoliez par les Comtes de Sauoye, lorsque lesdits Comtes de Prouence estoient empeschez à la guerre sainte, qui fut faite en Leuant.

Et encore par ledit Aduis quant à la ville de Thurin, ledit seigneur Roy n'en est debousté comme n'y ayant aucun droit, ains est dit que quant à present n'y a preuue suffisante pour sa Maiesté, laquelle preuue elle pourra faire dedans le temps y designé, si bon luy semble.

Plusieurs autres raisons iustes & raisonnables selon les constitutions & costumes de France, se pourroient bien alleguer sur la minorité du Roy: mais pour estre assez conuûs & entendûs il n'en sera icy parlé: ni aussi du droit que sa Maiesté a sur la ville de Thurin, pour n'estre question d'en disputer.

Toutefois se pourra bien icy adiouster que l'an 1557. la ville & les habitants de Thurin estans abandonnez du Duc Charles dernier, se donnerent au feu Roy François premier de ce nom, en le suppliant de les vouloir tenir & incorporer à sa Couronne à iamais. Ce qu'il accepta: & en furent lors despescbées Lettres en forme, qui ont esté verifiées es Cours de Parlemens de France, & depuis ratifiées par les feus Rois Henry & François derniers, & Charles à present.

Considerant donc ledit sieur de Bourdillon toutes les remonstrances cy-dessus & la minorité du Roy, est raison plus que pertinente, pour remettre & reietter ce fait iusques au temps de la maiorité, si les administrateurs de la personne du Roy mineur & des affaires de son Royaume n'y mettent la main. Il n'a pû donc faire du moins pour son deuoir, honneur & descharge de luy & des siens, pour eüiter aussi à tout ce que l'on luy pourroit iamais imputer & mettre sus cy-apres, que de supplier le plus humblement qu'il peut, comme il fait par la presente declaration, la Reine & le Roy de Nauarre son Lieutenant general, avec toute la reuerence & humilité qu'il leur doit; ensemble tous les Princes du sang, Messieurs les Connestable, Marschaux de France, Chancelier & tous les Seigneurs du Conseil Primé de sa Maiesté, & autres à qui il peut appartenir, auxquels ledit sieur de Bourdillon adresse la presente declaration, de vouloir sous leur bon plaisir, reformer ladite patente de restitution, & avec sa Maiesté, qu'il leur plaist le signer chacun de leur main, & le faire sceller de leurs sceaux: & auant que de l'enuoier, la faire quand & quand omologuer es Cours des Parlemens de France, pour le moins en celle de Paris & en la Chambre des Comptes: pour en estre ledit sieur de Bourdillon déchargé par tout où besoin sera, sans difficulté: & considerer, s'il leur plaist, que se trouuant ledit sieur de Bourdillon chargé desdites places, qui luy ont esté baillées en garde par le feu Roy François maieur, que Dieu absolve, auquel il a fait serment de les luy bien & soigneusement garder & à sa Couronne, qu'il n'en peut maintenant, attendu la minorité du Roy, retirer à luy vne assez suffisante descharge, pour les inconueniens & recherches qui luy en pourroient estre procurées à l'aduenir, comme souuentefois il est aduenü à d'autres en semblables cas, tant en France qu'ailleurs: declarant ledit sieur de Bourdillon, que luy estant ladite Patente & descharge enuoyée en la forme cy-dessus, il est prest de satisfaire & d'obeir à sa Maiesté, à la Reine sa mere, au Roy de Nauarre

comme à son Lieutenant General, & à tous les Princes du sang & autres seigneurs de son Conseil, & à tout ce qui luy sera commandé & ordonné, encore que la plus-part du Conseil de sa Maiesté de pardeça, ait esté d'aduis, qu'il pleust au Roy faire assembler les trois Estats de son Royaume, pour consentir à cette restitution : si est-ce que pour voir les grands troubles qui sont à present en France, il se pourroit dire que cela seroit difficile à faire. Neantmoins pour faire connoistre à vn chacun que ledit sieur de Bourdillon ne recherche que toutes choses raisonnables, combien qu'il fust beaucoup plus assuré pour sa descharge, que lesdits trois Estats fussent pour cet effet appelez : ce qu'il supplie tres-humblement vouloir faire, s'il est possible. Pour le moins s'est-il resolu de ne s'empescher d'icelle restitution, si ce n'est que ladite Patente porte expressement le consentement de leurs Maiestez, & de celle du Roy de Navarre, des Princes du sang, desdits seigneurs Connestable & Maresciaux de France, Chancelier, & autres seigneurs du Conseil de sa Maiesté, & qu'elle soit signée de leurs mains & scellée de leurs sceaux, & quand & quand homologuée par lesdites Cours de Parlement de France, pour le moins en celle de Paris & en la Chambre des Comptes, lesquels derechef il supplie tres-humblement ne trouver mauvais sesdites remonstrances ; mais les auoir, s'il leur plaist, agreables ; & croire que ce qui le meut à sursoir l'execution desdites lettres patentes, n'est pour autre particuliere affliction, sinon autant que le seruice du Roy son souverain seigneur & maistre, sa Charge & son honneur luy commandent.

Ne veut aussi faillir ledit seigneur de Bourdillon de faire entendre à leurs Maiestez, audit seigneur Roy de Navarre, & ausdits sieurs du Conseil, comme depuis sept mois, il n'a esté enuoyé pour le payement de treize compagnies de gens de pied que sa Maiesté entretenoit pardeça, & autres appointez pour son seruice & pour la seureté de ses places, que cinq mil cent cinquante liures cournois, ausquels en ce faisant seroit deu tantost six mois : dequoy ledit sieur de Bourdillon par plusieurs fois les en a aduertis, tant par lettres que de bouche, par plusieurs Gentilsbommes & autres personnes qu'il a enuoyées pardelà pour cet effet ; afin que s'il aduenoit inconuenient desdites places faute de payement des soldats, qu'il s'en deschargeoit. Neantmoins il n'y a esté iusques icy pourueu. Tellement que ledit sieur de Bourdillon pour contenir les soldats à la seureté desdites places, a esté contraint d'employer tout le sien, celui de ses amis & autres seruiteurs du Roy de ce costé : dont à present il ne scait plus trouuer d'autre moien pour les faire viure, ny plusieurs Gentilsbommes & Capitaines entreteneus pour le seruice de sa Maiesté pardeça, ni mesmes les Gentilsbommes de sa Compagnie, lesquels il y a neuf mois qu'ils n'ont receu aucuns de leurs Estats, ni semblablement ceux des Compagnies du sieur d'Asson & Comte du Beine. Au moien dequoy ledit seigneur de Bourdillon supplie encore tres-humblement sa Maiesté, celle de la Reine & du Roy de Navarre, & autres Princes & seigneurs du Conseil de sa Maiesté, de s'assurer, que si promptement il ne leur est pourueu de quelque remede pour viure, & pour rester hors de la pauuerté & de la misere où ils sont reduits, il est contraint de protester par ces presentes, que là où on le laisseroit encore tant soit

pen en cette necessité, dont il preuoit la calamité à venir, qui pourroit causer inconueniens desdites places, à cause de la longueur desdits payemens, sans lesquels il ne luy est plus possible de retenir tant de soldats necessiteux sans quelque desordre, qu'il entend dès à present en estre deschargé, pour n'y auoir de sa faute. Fait à Thurin le quinzième iour de Septembre, l'an mil cinq cens soixante-deux. Ainsi signé, BOVRDILLON.





INSTRVCTION

AVX DEPVTEZ DV ROY POVR LA RESTITVTION

des villes de Pignerol, Sanilhan, & la Perouze en Piedmont, à M. le Duc de Sauoye : avec les Pouvoirs, Descharges, Traitez, & autres actes faits & expediez pour cet effect.



LE Roy ayant esté requis & supplié par Monseigneur le Duc de Sauoye, de vouloir accomplir ce qui restoit à executer du Traité de paix fait au Chasteau Cambresis, en ce qui touchoir la restitution de son païs; connoissant l'affection qu'iceluy sieur Duc a au bien de ses affaires: sa Maiesté aussi meüe d'une singuliere amitié & bienueillance qu'elle luy porte & d'une entiere confiance qu'elle a en luy, a bien voulu acquiescer à sa requeste en la restitution desdites places; sans preiudice rousefois des droits pretendus par sa Maiesté à l'encontre de mondit sieur de Sauoye, selon ce qui en pourra estre cy-apres adiugé & ordonné.

Sa Maiesté s'estant resoluë à ladite restitution, elle n'a pû pour l'exécution d'icelle, choisir des personages plus dignes, ni qui soient pour mieux pourvoir à la conseruation de ses droits, que ceux qui ont le commandement és terres de son obeissance delà les Monts, esquelles lesdites places se trouuent comprises; & ceux qui ont en main les affaires concernant lesdites terres. Au moien dequoy elle a nommé Mess. le Duc de Nevers, Pair de France, Gouverneur & Lieutenent general de sa Maiesté de delà lesdits Monts, & le grand Prieur de France; & les sieurs Charles de Birague Lieutenent general de sa Maiesté esdits païs en l'absence de mondit sieur le Duc de Niernois, & de Saulue son Conseiller & Secretaire d'Estat: ausquels à cette fin elle a fait expedier ample pouuoir, qui a esté baillé à mondit sieur le grand Prieur & audit sieur de Saulue, qui partent presentement d'aupres sa Maiesté pour se rendre sur les lieux, & satisfaire à ladite restitution.

Suiuant ledit pouuoir ils iront trouuer mondit sieur de Sauoye, pour luy faire entendre leur charge, & luy declarer particulièrement de bou-

che, l'entiere & parfaire confiance que sa Maieſté a en son amitié; de laquelle elle ne ſçauroit donner vn plus ample teſmoignage, que de luy remettre liberalement & de franche volonté des choses ſi importantes: ce que d'autres Princes differeroient, encore qu'ils ne fuſſent fondez en de ſi iuſtes tiltres qu'elle eſt. Mais eſtant non moins deſireuſe de la grandeur de mondit ſieur de Sauoye que de la ſienne propre, & voulant eſpouſer tout ce qui peut toucher son contentement; elle a mis en arriere tous autres reſpects, ſ'asſeurant d'une amitié perpetuelle & inuio-
lable avec mondit ſieur de Sauoye & les ſiens, pour luy eſtre ſi proches & ſi eſtroitement liez qu'ils ſont.

Selon la reſolution qu'ils prendront avec mondit ſieur de Sauoye, ils ſ'achemineront eſdites places, pour les reprendre des mains des Gouverneurs & Capitaines particuliers qui y ſont eſtablis, ſuiuant les mandemens de ſa Maieſté bien exprés qui leur en ſeront dressez. Et auant que d'entrer en ladite reſtitution, ils feront deſmolir la Fortereſſe du chasteau de Pignerol, ainſi qu'il a eſté accordé avec mondit ſieur de Sauoye. Ce fait, en vertu de leur pouuoir, ils les remettront és mains de ceux que mondit ſieur de Sauoye voudra deputer pour les receuoir, ayant ample pouuoir quant à ce: enſemble de bailler en bonne & deuë forme l'acte porté par le pouuoir baillé ausdits ſieurs, dont ils requerront cy-apres mondit ſieur de Sauoye, de leur bailler bonne & ample ratification ſignée de luy, & expediee ſous ſon ſecl.

Pour lequel acte de ratification d'iceluy, entre les conditions portées par le pouuoir donné ausdits ſieurs Deputez pour faire ladite reſtitution, promettra & accordera mondit ſieur d'abondant, enſemble leſdits Deputez pour luy, que leſdits habitans des villes & païs du Marquiſat de Saluces, tant montagnes, vallées, que plat-pais, ſans rien excepter, pourront librement conduire & faire conduire, & porter de lieu en autre de la meſme iuriſdiction de ſa Maieſté, tant en allant que retournant, viures & marchandises de quelque eſpece & qualité que ce ſoit; paſſans & repaſſans ſur les terres de l'obeiſſance dudit ſieur Duc, ſans payer aucune chose de nouveaux daces, peages, gabelles, & autres impositions que ledit Duc, ſes Gentilshommes, Vaux & Communautez ont de nouveau fait mettre ſus, ou augmenter audit païs depuis ſa reſtitution en iceluy; ou que pourroit encore ledit Duc, leſdits Gentilshommes, Vaux & Communautez de nouveau mettre ſus, ou augmenter cy-apres: mais ſeulement pour routes choses payeront les daces, peages, gabelles & autres ſuſides anciens & accouſtumez, tels qu'ils ſe payoient anciennement au temps du Traité de la paix & de la reſtitution faite en vertu dudit Traité: entendant toutefois qu'il ſe rapporte par les allans & venans aſteſtation des Seindies, ou Officiers des lieux d'où leſdits viures & marchandises auront eſté leucz, conduits & reconduits; pour euitier aux abus, & que ledit ſieur Duc n'y puiſſe eſtre intereſſé.

Que les ſuiets dudit Marquiſat de Saluces ne payeront pour quelque

sorte & qualité de marchandises que ce soir, ni semblablement pour viures, bestail, tant à pied fourché qu'autre, passant à Suze, la Perouze, Nice, Barcelonnette, & autres passages & lieux dudit sieur Duc, & venans des terres de l'obeissance du Roy delà les Monts audit Marquisat, aucun droit de peage de Suze, traite foraine, ni autre imposition faite ou à faire. Le tout en consideration de la restitution qui se fait presentement des villes de Pignerol, Sauillan & autres. Lesquelles villes ne payeront aucune chose, bien qu'au temps de la generale restitution lesdits du Marquisat payassent vn teston pour chacune charge de marchandise indifferemment : & que depuis ledit sieur Duc nonobstant les conventions, ait augmenté ledit peage de Suze de trois escus pour charge. Et ne seront semblablement les suiets dudit Marquisat tenus de payer aucune chose dudit dace de Suze pour les marchandises, viures & denrées, rant ultramontanes, qu'autres qu'ils enleueront des villes de Turin, Pignerol, Aët, Nice, & autres lieux rant de son païs, que d'autres Princes, soit en temps de foire ou autrement, & hors d'icelles; ni aussi pour celles qu'ils y porteront & en rapporteront.

Plus que lesdits dudit Marquisat & autres habitans en iceluy, ne payeront allans en France & en reuenans, portans argent pour employer en marchandises ou pour leurs affaires & necessitez, aucun droit de demy pour cent, ou autre imposition que pourroit faire ledit sieur Duc sur les suiets ou autres : pourueu toutefois qu'ils rapportent certificat des seindies ou officiers du lieu d'où ils seront partis, & où ils iront, avec les deniers qu'ils porteront & enleueront des lieux d'où ils seront sortis.

Qu'il sera permis aux suiets & habitans de tout ledit Marquisat de Saluces, qui auront des biens sur les terres de l'obeissance de son Altesse, de transporter les fruits ez lieux de leur habitation audit Marquisat, sans en payer aucune chose, sinon les peages & gabelles qui se souloient payer au temps du traité de paix.

Que ledit sieur Duc faisant deslenses à ses suiets & autres, de ne transporter hors des pays de son obeissance froment, seigle, auoine, legumes, chastaignes, vins, chairs & autres sortes de viures, lesdits du Marquisat ne soient compris ausdites deslenses : mais bien qu'il soit permis à lesdits suiets & autres, de les vendre & porter vendre audit marquisat; & à ceux dudit marquisat de les acheter & aller acheter, prendre & enleuer dans l'obeissance dudit sieur Duc, ez lieux à eux plus commodes pour leur vsage, sans abus, ne payant autre chose que lesdits peages & gabelles.

Que tous les marchands dudit marquisat, & specialement ceux de Saluces & Carmagnolles, demeureront en telle liberté & franchise qu'ils ont esté par cy-deuant. De sorte que les suiets dudit sieur Duc & autres estrangers, ne pourront estre empeschez d'y venir & s'en retourner avec leurs marchandises & viures, sans payer autre chose que les anciens peages & gabelles qui se souloient payer lors du traité de la paix; nonobstant

toutes prohibitions & deffenses, que pourroit auoir fait & faire cy-apres ledit sieur Duc, de ne transporter hors de son obeissance viures & marchandises; nq nobstant aussi quelsconques priuileges & permissions accordées à ses Vassaux & Communautéz, de pouuoir croistre & augmenter, ou imposer de nouueaux peages, daecs & gabelles, & generallyment en toutes deffenses & prohibitions qu'il fera à sesdits suiets, de ne transporter hors de son obeissance, conuerſer & trafiquer avec estrangers & non alliciez, ou bien d'aller à autre seruice que le sien, n'y seront compris ceux de ſa Maieſté, les habitans dudit marquisat, ni autres des terres & pays de l'obeissance de ſa Maieſté delà les Monts.

Que ledit sieur Duc ſera tenu de bailler le ſel auſdits du marquisat, pour le prix cy-deuant conuenue & accordé avec luy; qui eſt de quatorze eſcus & demy ſol, pour charretée de vingt-quatre barils de ſel rouge du lieu de Nice, bon & ſuffiſant, & autant qu'il leur en ſera de beſoin: & ſe payeront les Bouuiers pour la conduite dudit ſel, à ſa paye ancienne & accouſtümée de Cazalgras; & ſera tenu ledit ſieur Duc la faire bailler & deliurer, comme auroit eſté accordé par le paſſé à ceux dudit marquisat, & lieux de Gouy & Bourg S. Dalmas.

Et pource qu'apres ladite reſtitution generale faite audit ſieur Duc, ſe ſont meus pluſieurs differends pour raiſon de la liberté & franchiſe du marche de Carmagnolles du temps de feu M. le Mareſchal de Bourdillon, pour leſquels appaiſer & aſſoupir, ledit ſieur Duc a accorde & expedie pluſieurs lettres de franchiſes & libertez auſdits de Carmagnolles; ledit ſieur Duc confirmera de nouueau routes & chacunes leſdites lettres & franchiſes cy-deuant accordées, ſans qu'il luy ſoit loiſible les reuoker ni alterer.

Que le cours des eaux qui deſcendent de Cental, Sauillan, & autres lieux paſſans par Raconis & ailleurs, venant de là à Carmagnolles, pour ſeruir aux moulins dudit lieu appartenans à ſa Maieſté, ne ſera aucunement empeſché par ledit ſieur Duc, & ne permettra qu'il ſoit empeſché par le ſieur & Communauté dudit Raconis, ni autres ſes Vassaux & ſuiets: ains ſeront conduits ſelon qu'il fut ordonné par le Iugement de M. le Prince de Melphe: & ordonnera ledit ſieur Duc, que tous les boucquets & ruptures portées par ledit Iugement, & autres qui depuis pourroient auoir eſté faits, ſeront ſerrez, & les fera ſerrer actuellement. Aussi toutes autres nouuellerez faites depuis iceluy Iugement, ſeront remiſes en leur premier eſtat: de ſorte que ſans aucun empeſchement leſdites eaux puiſſent eourir librement audit Carmagnolles. Et aduenant qu'il pleuſt à ſa Maieſté, pour accommoder ledit lieu de Carmagnolles, de faire tirer des eaux du Marquisat de Saluces, ou du Cental & autres lieux de ſon obeissance, pour les faire conduire audit Carmagnolles ou ailleurs pour la commodité de ſes ſuiets, ſera tenu ledit ſieur Duc de luy bail-
ler paſſage par les terres de ſon obeissance és lieux les plus commodés & à ce conuenables, en payant aux propriétaires ce qui ſera de raiſon, par

estimation de gens à ce experts, & deputez d'une part & d'autre de commun consentement. Et ne permettra ledit sieur Duc qu'aucuns de ses suiets, tant & si avant que lesdites eaux auront leurs cours sur les terres de son obeissance, puissent faire bouequets, destourner ni prendre aucune chose desdites eaux, pour empescher qu'elles ne courent librement, entierement, & droitement audit lieu de Carmagnolles, & ailleurs où elles seront destinées. Et si aucun s'y trouue si temeraire & presomptueux, que d'attenter de les vouloir diuertir en quelque sorte que ce soit, de leur Canal; ledit sieur Duc le fera punir exemplairement, & incontinent fera le tout reparer.

Toutes les choses dessus-dites pour la liberté de ceux du Marquisat de Saluces, sont aussi accordées pour les terres appartenantes à M. de Cental delà les Monts: & en jouiront tout ainsi & en la mesme forme que lesdits du Marquisat, sans difference ny exception quelconque, comme il est cy-dessus spécifié & déclaré.

Procedant à laquelle restitution, lesdits sieurs deputez auront soigneusement l'œil à bien esclaireir & establir les limites de ses terres, & de celles de Monsieur de Savoie; afin d'euitier aux differents qui en pourroient cy-aprés aduenir, & à luy conseruer & garder ses droits; choses que sa Maiesté sçait qu'ils ont tousiours eu en recommandation.

Que les Communes & Agens des Villes de Pignerol, Sauillan, & autres quelconques, en quelque temps & sous quelque pretexte que ce soit, ne seront trauallez, molestez, ny enquis pour raison des deniers desdites villes, imposez, leuez empruntez & distribuez à quelque usage que ce soit, comme de chose aduenue du temps qu'ils ont obey audit sieur Roy & à ses Officiers. L'intention duquel est, qu'eux ni ceux qui ont presté lesdits deniers à quelque prix & interest que ce soit, en commun & en particulier, directement ou indirectement, ne puissent estre recherchez; ni pareillement les Notaires qui auront receu & passé les contrats: ains demeurent & soient quittes & deschargez à iamais. Et ne pourront aucunement lesdits contrats estre impugnez.

Aussi à la priere dudit sieur Roy, ledit sieur Duc accordera aux habitans des villes, de les entretenir en libertez & franchises, telles qu'ils ont eu sous l'obeissance dudit sieur Roy, les traittant en toutes choses gracieusement; afin qu'ils se puissent ressentir de l'affection & bon vouloir que sa maiesté leur a tousiours porté, comme il espere faire à l'aduenir pour le tesmoignage qu'ils ont tousiours rendu de leur fidelité enuers sadite maiesté, pendant qu'ils ont esté sous l'obeissance de la Couronne de France.

Et pour ce qu'ez années dernieres passées il y a eu differend entre lesdits sieurs habitans d'Ocaze, & ceux de la communauté de Pignerol, pour raison des eaux du fleuve de Chizon, lesquelles ceux dudit Ocaze

se sont efforcez durant le mois de Iuin, Iuliet & Aoust, que les eaux sont basses, de tirer entierement à leurs moulins d'Ocaze, & en priuer ceux dudit Pignerol, combien qu'elles leur appartiennent; & pour ce faire se seroient ceux d'Ocaze ingerezz de planter au milieu dudit Chizon les armoiries dudit sieur Duc, lesquelles depuis ils ont voulu pretendre leur appartenir, & auoir esté en mespris abbatuës par aucuns dudit Pignerol, & iettées en l'eau; pour raison dequoy le Capitaine general de la justice dudit sieur Duc, nommé Barbery, auroit fait adiourner les seindies & plusieurs particuliers dudit Pignerol, à comparoir pardeuant luy au lieu de Turin, pour respondre sur les charges & informations qu'il pretendoit auoir esté prises contre les dessusdits. Surquoy ayant lesdits seindies & particuliers dudit Pignerol eu recours pardeuers le sieur Carle de Birague, & fait entendre l'iniustice dudit adiournement; apres auoir sur ce ledit sieur de Birague oüy ledit Procuteur general du Roy, & eu l'aduis de Messieurs du Conseil souuerain; leur auroit fait desfences, sur grande peine de rebellion & autres, de comparoir aucunement pardeuant ledit Barbery, ni autre Iuge & Magistrat dudit sieur Duc. Auquel cependant il s'agissoit de connoistre à qui appartenoit ledit fleuve de Chizon, il estoit necessaire, suiuant les articles de la Paix & conuentions de Fossan, d'élire d'une part & d'autre des arbitres qui eussent connoissance de ce fait; ensemble de la violence qu'on pretendoit auoir esté faite par ceux dudit Pignerol; à quoy neantmoins lesdits d'Ocaze n'auroient tenu compte de poursuiure ladite eslection d'Arbitres. Et pource qu'on pourroit apres ladite restitution faite dudit Pignerol, reprendre ledit adjournement personnel, & inquieter les dessusdits seindies & autres particuliers dudit Pignerol, sera ledit sieur Duc imposer silence audit Barbery, & à tous les autres magistrats; & ne permettra pour raison de ce que dessus, ny pour autres semblables effets qui pourroient estre suruenus pendant que le Roy a tenu ledit Pignerol, que lesdits habitans de Pignerol, soit en general ou en particulier, soient aucunement molestez ny trauaillez; ains ledit sieur Duc remettra ausdits de Pignerol, toutes les choses où il pourroit pretendre à l'encontre d'eux, & leur en baillera lettres de declaration.

Et pource que au temps des precedentes restitutions il fut conuenü & accordé plusieurs articles, tant à Valentin qu'à pour la commodité des communs sujets d'une part & d'autre, demeureront lesdits articles en leur force & vertu; & sera tenu ledit sieur Duc, les faire garder & obseruer en ce dont n'est icy mention faite, comme fera aussi la Maiesté de la part.

Sera permis aux Officiers & seruiteurs de la Maiesté de se tenir ez pays & places dudit sieur Duc où bon leur semblera, & d'y aller, venir & demeurer, sans qu'il leur soit donné aucun empeschement; & seront respectez, honorez, & traitez en tout & par tout comme les mesmes Officiers & seruiteurs dudit sieur Duc.

Que tous les Officiers de Iustice de sadite Maïesté & autres de son souverain conseil seront priuilegiez, exempts & immunes de toutes charges, contributions & tailles, tout ainsi qu'ils estoient du temps du Parlement de sadite Maïesté seant à Turin par le consentement des trois Estats du Pays, & comme il auoit desia esté accordé es restitutions dudit Turin : & pour cet effet ledit sieur decernerá ses lettres patentes en bonne forme, pour deffendre à tous ses Officiers, seindies & suiets de toutes les villes, lieux & terres de son obeïssance, de ne donner aucun empeschement ausdits Officiers du souverain Conseil, pour raison des maisons, mestairies, & terres qu'ils ont ez villes & pays de l'obeïssance dudit sieur Duc.

Que tous les Arrests & Sentences données, soit par les Lieutenans Generaux de sadite Maïesté, tant entre les suiets dudit sieur Roy, que d'entre ceux dudit sieur Duc & de sa Maïesté, ou autres ses Officiers, sortiront leur plein & entier effet; & seront mis à entiere execution, sans pouuoir estre reuoequez, retraitez, ny mis en doute, sinon par la forme qu'il est porté par lesdits articles & conuentions de Fossan, & encore que ce soit dedans l'an de la presente restitution, & non plus auant.

Que toutes amandes, confiscations & droits d'aubeines adiugez à sa Maïesté iusqu'au iour de la reduction desdites places de Pignerol, Sauiilan & autres, tant par ledit Conseil souverain que Iuges du ressort d'iceluy, appartiendront & demeureront à sadite Maïesté, & qu'il sera permis par le Tresorier ou autre député par le Lieutenant General de sa Maïesté, de les recouurer, nonobstant oppositions ou appellations queleconques; à quoy les Iuges & Magistrats dudit sieur Duc tiendront la main.

Que tous dons faits par sa Maïesté sortiront leur plein & entier effet; & ne pourront estre reuoequez, retraitez ny mis en doute par ledit sieur Duc, ses Officiers & autres ses suiets, pour quelque cause que ce soit.

Que ledit sieur Duc de Sauoye ny ses Officiers, ne pourront poursuivre ny faire poursuivre criminellement pour les choses passées & commises du temps que le Roy a tenu le país, aucun qui soit ou ait esté seruiteur, officier ou pensionnaire de S. M. mais serót toutes choses mises en oubly.

Afin que les Officiers, habitans & suiets desdites places ne fassent difficulté de receuoir autre Prince & Souuerain que sa Maïesté, attendu la fidelité dont ils sont obligez enuers elle, n'en estant pas absous; ils leur seront bailler les patentes qui ont esté expediees pour cet effet, & leur declareront le contentement que sa Maïesté a de la fidelité qu'ils ont iusques icy rendue à ses predecesseurs & à elle, qui n'entend se departir de la recommandation en laquelle elle les a cy-deuant eus; ains la leur verra tousiours autant favorable qu'ils s'autoient desirer.

D'autant que les gens de guerre qui sont en garnison esdites places, pourront faire difficulté de sortir d'icelles sans estre payez de ce qui leur est deu; & que les despences grandes que sa Maïesté a sur les bras; à l'entretenement des armées qu'elle a mises sus, ne permettent à present qu'elle

y puisse satisfaire , au moyen dequoy ladite restitution pourra tirer à quelque longueur, lesdits sieurs deputez requerront mondit sieur de Sauoye de la part de sa Maiesté, de vouloir fournir & auancer l'argent de deux mois pour lesdits gens de guerre, avec assurance d'en estre remboursez cy-apres le plustost que faire se pourra. Ayant fait faire montre & payement ausdits soldats pour lesdits deux mois, ils commanderont de la part de sa Maiesté aux Capitaines & Chefs d'iceux, que sur peine de des-obeyssance, ils ayent incontinent à se départir desdites places, & à s'acheminer es lieux où il leur sera ordonné par mondit sieur le Duc de Nivernois, ou le sieur Charles Lieutenant general de sa Maiesté.

Fera aussi tirer desdites Places de Pignerol, Sauiilan, & la Perouze auparavant ladite restitution, l'Artillerie, munitions, & autres choses appartenantes à sadite Majesté, pour icelle conduire & mettre tant aux Augustins de Carmagnolles, que Chasteau de Ravel, & autres lieux, où mondit sieur le Duc de Nivernois & ledit sieur Charles de Biragues aduiseront estre à propos. Et pource que les caques où sont les poudres, souffres & salpestres sont tous deffoncez & pourris, ils en feront acheter tel nombre de nouueaux avec du menu cordage pour les lier, qu'il sera besoin, afin d'y mettre lesdites poudres, ayant esté ordonné au Tresorier de l'Espargne, fournir iusqu'à deux mil liures pour employer aux frais desdites voitures. Et pour ce que ladite somme ne fera à beaucoup près suffisante pour y satisfaire, sera aussi prié mondit sieur de Sauoye de bailler de sa part, le plus de voitures qu'il pourra, pour tant plus promptement effectuer ladite restitution.

Il y a grande quantité de cuiure par-de-là appartenant à sadite Maiesté, de partie de laquelle mondit sieur de Sauoye aura peut-estre agreable de s'accommoder. Ce que lesdits sieurs deputez sçauront de luy pour l'en secourir, iusqu'à quatre-vingt milliers, s'il en veut tant prendre, à la charge d'en acheter & rendre autant en cette Ville. Enquoy mondit sieur de Sauoye fera épargne de voiture, qui ne peut estre petite, attendu l'incommodité des chemins iusques-là. Et pource que sadite Maiesté a besoin de quatre canons en Prouence, sçauoir aussi de Monsieur de Sauoye, s'il en en a à Nice ou autres lieux prochains, qui se puissent rapporter au calibre de deçà, dont il se puisse passer, pour les prendre de luy; & luy en rendre autres quatre de ceux que sadite Maiesté a en ses places de de-là du mesme calibre, ou de la mesme traite & valeur, ou meilleure si faire se peut.

Et parce qu'à l'occasion de ladite restitution, il sera besoin de changer les postes qui estoient assises audit pays pour le seruice de sa Maiesté, ils auiseront lesdits sieurs Deputez, des lieux esquels ils pourront commodément les disposer. Et où il n'y auroit moyen de ce faire sur les terres de l'obeissance de sa Maiesté; requerront ledit sieur de Sauoye de permettre qu'elles puissent estre mises sur les
lien-

siennes, & en conuiendront avec luy.

Sera requis mondit sieur de Sauoye de la part de sadite Maiesté, de vouloir pour l'amour d'elle remettre le Marquis de la Chambre en ses terres, & en feront lesdits sieurs deputez telle & si viue instance, que sadite Maiesté demeure satisfaitte en cét endroit, comme elle desire pour le contentement dudit Marquis, & les seruices que ledit Marquis & ses predecesseurs ont faits à cette Couronne.

Aussi de mettre la Ville & Comté de Cende es mains de Monsieur l'Admiral, suivant la promesse qu'il en a cy-deuant baillée, de les restituer, soit audit sieur Admiral, ou au sieur d'Arse qui la pretendoit, suivant ce qui en seroit ordonné par la Cour de Parlement de Prouence, où leur differend est pendant; attendu que ledit sieur Admiral en a puis n'agueres obtenu Arrest à son profit.

Satisfait qu'ils auront à ce que dessus, ceux d'entr'eux qui seront pour retourner vers sadite Maiesté, s'informeront bien amplement de l'estat des places appartenantes à sa Maiesté, & ce qu'ils connoistront toucher le bien de son seruice, pour luy en faire rapport à leur arriuée près d'elle, & y estre pourueu ainsi qu'elle auisera estre necessaire. Fait à Lyon le vingt & vn Octobre mil cinq cent soixante & quatorze.

POVVOIRS DESDITS DEPVTEZ.

HENRY Par la grace de Dieu Roy de France & de Pologne: A tous ceux qui ces presentes lettres verront, SALVT. Comme par le traité de paix fait & passé au Chasteau Cambresis le troisieme iour d'Avril 1509. entre les deputez du feu Roy Henry nostre tres-honoré Seigneur & pere d'une part, & les deputez du Roy Catholique d'autre, eult entre autres choses esté conuenu & accordé, qu'apres la consommation & solemnization du mariage d'entre nostre tres-chere & tres-aimée Tante Marguerite de France, & nostre tres-cher & tres-aimé Oncle le Duc de Sauoye, il seroit baillé & delaiissé audit sieur de Sauoye, pour luy, ses hoirs & ayans cause, l'entiere & pleine possession paisible tant des Duché de Sauoye, pays de Bresse, Principauté de Piedmont; qu'autres terres, pays & Seigneuries, dont est faite plus particuliere mention par ledit traité; fors & excepté les places de Turin, Quiers, Pignerol, Chiua, & Villeneuve d'Ast, iusqu'à ce que les droits pretendus par nostre feu sieur & pere contre ledit sieur de Sauoye fussent vuidéz & terminez. Ce qu'ils s'obligeroyét de faire dās trois ans, pour le plus le tard, sans autre prolongation ou retardement; & iceux differends vuidéz & terminez, & ledit temps de trois ans expiré, nostredit feu sieur & pere en delaißerait la possession libre audit Duc de Sauoye, pour en iouir ainsi que de ses autres terres: pourueu toutesfois qu'il n'y eust aucun retardement ou refus procedant de sa part. Et où lesdits differends ne pourroient par le moyen qui fut deslors aduisé, estre vuidéz dedans six

mois apres la consommation dudit mariage, seroient choisis & deputez arbitres d'un commun accord & consentement, pour proceder le plustost que faire se pourroit à la determination; comme de tout ce que dessus appert plus amplement par ledit traité fait audit Chasteau de Cambresis: tost apres lequel traité seroit aduenû le deceds de nostredit sieur & pere; & luy auroit succedé le Roy François, lequel auroit vescu peu de temps: au moyen dequoy ne se seroient les deputez de part & d'autre pû assembler pour la determination desdits differends. Et estant venû à la Couronne le feu Roy Charles nostre tres-cher sieur & frere, il y auroit commis certains notables personages, pour avec ceux que nostredit Oncle auroit deputez de sa part, vacquer à la decision d'iceux. Lesquels ayant pour cet effet esté assemblez au lieu qui fut deslors ordonné, apres auoir communiqué & conféré ensemble par plusieurs fois, se seroient enfin separez sans se pouuoir accorder & faire aucune conclusion ou determination: en sorte que nostredit Oncle ayant supplié & requis ledit feu Roy Charles nostredit sieur & frere, attendu ce que dessus & que ledit terme de trois ans estoit escheu & passé, de luy laisser lesdites villes & places de Turin, Quiers, Chiuaas, Villeneuve d'Ast, & Pignerol, pour l'amitié qu'il luy portoit; il luy auroit accordé & fait mettre à execution pour le regard desdites villes de Turin, Quiers, Chiuaas & Villeneuve d'Ast; s'estant retenu & reserué celle de Pignerol. Et auroit aussi nostredit Oncle remis és mains de nostredit sieur & frere, celle de Sauillan, qui luy auroit auparauant esté rendue avec les autres terres par le feu Roy Henry nostredit sieur & Pere: desquellesdites places de Pignerol & Sauillan, nostredit feu sieur & frere auroit iouÿ, & seroit demeuré possesseur tant qu'il a vescu, comme nous sommes à present. Et Nous ayant nostredit Oncle instamment prié & requis, par la grande amitié qu'il nous porte & le zele qu'il a au bien de nos affaires, luy bailler & delaisser lesdites villes de Sauillan, Pignerol, & la Perouze, avec leurs appartenances & dependances, Nous le voulans en toutes choses qu'il nous sera possible, gratifier, & faire connoistre la confiance grande que nous auons en son amitié; luy auons baillé & delaissé, baillons & delaissons par ces presentes signées de nostre main, *lesdites villes de Pignerol, Sauillan & la Perouze, & l'Abbaye de Genolles*, avec leurs finages, appartenances & dependances, pour en auoir l'entiere & pleine possession paisible suiuant ledit traité, sans preiudice toutesfois des droits par nous pretendus contre ledit sieur Duc de Sauoye, selon ce qui en pourra estre cy apres adjugé & ordonné, soit par les deputez qui seront choisis d'une part & d'autre, soit par arbitres ou autrement, suiuant lesdits traitez: & qu'il ne sera aussi rien innoué tant pour le commerce libre qui a esté cy-deuant & est encore de present entre nos suiets du Marquisat de Saluces & lesdites villes & autres suiets dudit sieur Duc de Sauoye, pour pouuoir par nos suiets dudit Marquisat, prendre & enleuer bleds, vins & autres denrées qui leur seront necessaires pour

leur viure és terres de nostredit Oncle , sans qu'ils soient suiets à aucune nouvelle imposition ny tribut. Speciallement pour le marché de Carmagnolles ne sera rien innoué; mais pourront tant les suiets de nostredit Oncle qu'autres , aller & librement trafiquer , comme ils ont fait iusqu'à present. Aussi pour les conduits & commoditez des eaux , mesmes de celles qui fluent à present en la Ville de Carmagnolles, venans des terres de l'obeissance de nostredit Oncle , lesquelles ne pourront estre aucunement retenues , ny donné à icelles autre cours au preiudice de nostredit service & commodité de nosdits suiets , que celuy qu'elles ont de present. Que routes procedures , iugemens , Arrests donnez par le Conseil souverain , cy-deuant par nous étably audir Pignerol pour raison des differends & procez poursuiuis , tant par les suiets desdites Villes de Pignerol , Sauillan , la Perouze , leurs manye & terriroires qu'autres , durant le temps qu'ils ont esté sous nostre obeissance , sortiront leur plein & entier effet , & seront mis à entiere execution ; sans pouuoir estre tetractez , reuoquez ny mis en doute , sinon par la forme portée par les articles & conuentions de Fossan ; & encore dedans l'an de la presente restitution & non plus auant. Pareillement ceux qui ont esté receus à foy & hommage par Nous ou nos Officiers ayant pouuoir , à cause d'aucuns Fiefs & Fûes tenuës & mouuantes desdites Villes & lieux , & d'iceux auroient payé droits & deuoirs sieuriaux , ou que leur en eussions fait don & remission , ne pourront estre molestez ny inquiettez desdits droits & deuoirs ; mais en demeureront quittes , sans qu'on leur en puisse rien demander en quelque maniere que ce soit. Baillera nostredit Oncle le Duc de Sauoye à ceux qui seront par luy deputez pour receuoir lesdites places , pouuoir d'y passer pour luy & en son nom , acte en bonne & deuë forme de ladite deliurance , sous les charges & conditions cy-dessus contenues ; pour laquelle deliurance & tradition sera besoin choisir & deputer quelques personnages de nostre parr : Sç AVOIR FAISONS que nous confiant à plein des personnes de nostre tres-cher & tres-amé Cousin le grand Pneur de France , & de nos amez & feaux les sieurs Carles de Birague , Cheualier de nostre Ordre & Conseiller en nostre Conseil priué , nostre Lieutenant general de-là lesdits Monts en l'absence de nostre tres-cher & tres-amé Cousin le Duc de Nivernois ; & de Saulue nostre Conseiller & Secretaire d'Etat , iceux ou les deux d'entre eux en l'absence ou empeschement de l'autre , auons commis , ordonnez & deputez ; mettons , ordonnons & députons avec plein pouuoir , puissance , autorité & mandement special , pour eux rendre & transporter esdites Villes & lieux ; & d'iceux faire de nostre part la tradition & deliurance à nostre Oncle , & à ceux qui seront par luy deputez pour les prendre & receuoir en son nom ; en déchargeant ledit sieur de Birague , ensemble les Gouverneurs & Capitaines particuliers desdites Villes & lieux , de la garde , charge & gouvernement qu'ils en

auoient eu iusques icy ; sans que pour ce il leur en soit , ou puisse estre cy apres , ny pareillement à noldits Commissaires en cét endroit , rien inferé ou imputé à l'aduenir , eneoire que le cas requisit mandement plus special qu'en ces presentes n'est exprimé : Promettant en bonne foy & parole de Roy , auoir agreable tout ce que par noldits deputez , ou les deux d'entre eux en l'absence de l'autre , conformement à ce que dessus , sera fait & negoeié ; sans y contreuenir , ny souffrir y estre contreuenu en aucune sorte & maniere que ce soit. **SI DONNONS EN MANDEMENT** à tous Gouverneurs & Capitaines particuliers desdites places , ensemble aux autres Chefs de nos gens de Guerre , & à tous nos autres Iusticiers , Officiers , manans & habitans , & suiets d'icelles villes & lieux , qu'en ce qui leur sera commandé & ordonné par noldits Deputez pour le fait & execution de ce que dessus , ils aient à leur obeyr & entendre , tout ainsi qu'à nostre propre personne. En témoin dequoy nous auons signé ces presentes de nostre propre main , & à icelles fait mettre & apposer nostre scel. **DONNE** à Lyon le septième iour d'Octobre , l'an de grace mil cinq cent soixante & quatorze , & de nostre regne le premier. Signé **HENRY**. Et sur le ply, Par le Roy, la Reyne sa Mere, Monseigneur Ion frere, le Roy de Nauarre, Messieurs les Cardinaux de Bourbon, de Lorraine, de Guise, d'Est, Due de Nemours, vous les Comte de Rets & sieur de Bellegarde Marechaux de France, les sieurs de Moruilliers, de Lansac, Eueque de Limoges, sieurs de Foix & de Chiurny presens. Signé **DE NEVFVILLF**.

*DESCHARGE POVR LE SIEVR CARLES DE
BIRAGVE.*

HENRY par la grace de Dieu Roy de France & de Pologne. A nostre amé & feal le sieur Carles de Birague, Cheualier de nostre Ordre, Capiraine de cinquante hommes d'armes de nos ordonnances, Conseillet en nostre Conseil priué, & nostre Lieutenant General delà les Monts, en l'absence de nostre tres-cher & tres-amé Cousin le Due de Niurnois : **SALVT**. Comme nous auons par nos Lettres patentes du 25. iour de Septembre ordonné que les Villes de Pignerol, Sauillan, & la Perouze seroient rendues & restituées à nostre tres-cher & tres-amé Oncle le Due de Sauoye, avec leurs mandemens & iurisdicions, & deputé nostredit Cousin le Due de Niurnois, & nostre tres-cher & amé Cousin le grand Prieur de France, vous, & lesdits de la Saulue nostre Conseiller & Secretaire d'Estat, pour faire la tradition & deliuranee desdites villes & lieux es mains de nostredit Oncle, ou de ceux qu'il deputera pour les receuoir : d'autant que vous pourriez faire difficulté de proceder & satisfaire à ladite restitution, à cause de vostredite charge de nostre Lieutenant General, & le serment que vous auez fait pour raison de ce, sans auoir de nous suffisante décharge : Nous à ces causes, voulant ladite resti-

tution estre effectuée de point en point ; & pouruoir à ce qui pourroit empêcher l'exécution & accomplissement d'icelle ; Vous mandons & ordonnons tres-expressément , que vous ayez de nostre part à proceder à ladite restitution , selon & ainsi qu'il vous est mandé par ledit pouuoir ; vous déchargeant par ces presentes de la garde , charge & gouuernement desdits lieux , sans que pour raison de ladite restitution , il vous en soit ou puisse estre cy-apres inferé ny imputé aucune chose , en quelque sorte & maniere que ce soit : Promettant en bonne foy & parole de Roy , auoir agreable & approuuer tout ce qui sera par vous fait & executé en cét endroit , & vous en garantir & indemniser à tousiours : & sur ce auons imposé & imposons silence perpetuel à tous nos Officiers & suiets quelconques. CAR tel est nostre plaisir. DONNÉ à Lyon le 7. iour d'Octobre , l'an de grace 1574. & de nostre regne le premier. Signé HENRY. Et plus bas , par le Roy de NEVEVILLE , avec le grand scel en cire iaune pendant du parchemin , où il y a d'un costé le portrait du Roy assis dans son Trofne , & de l'autre les armes du Roy.

AUTRE DESCHARGE POVR LE SIEVR CARLES DE BIRAGVE.

HENRY &c. A nostre amé & feal Carles de Birague , Cheualier de nostre Ordre , Conseiller en nostre priué Conseil , Capitaine de cinquante hommes d'armes de nos ordonnances , & nostre Lieutenant general en nos pays de de-là les Monts , en l'absence de nostre tres-cher & tres-amé Cousin le Duc de Niernois , SALVT. Comme pour l'entiere confiance que nous auons en l'amitié que nous porte nostre tres-cher & tres-amé Oncle le Duc de Sauoye , & le desir que nous auons de son contentement , nous ayons par nos Lettres du Septième iour d'Octobre , ordonné que les Villes de Pignerol , Sauillan & la Perouze seroient renduës & restituées à nostredit Oncle , avec leurs mandemens , iurisdicions & dépendances , & député nostre tres-cher & tres-amé Cousin le grand Prieut de France , vous & le sieur de Saulue nostre Conseiller & Secretaire d'Estat , pour faire la tradition & deliurance desdites Villes & lieux es mains de nostredit Oncle , & de ceux qu'il deputera pour les receuoir ; vous pourriez faire difficulté de proceder & satisfaire à ladite restitution , à cause de vostredite charge de Lieutenant general , & le serment que vous auez fait pour raison de ce , sans auoir de nous suffisante décharge. NOUS A CES CAUSES voulons ladite restitution estre effectuée de point en point , & pouruoir à ce qui pourroit empêcher l'exécution & accomplissement d'icelle. Vous mandons & ordonnons tres-expressément que vous ayez de vostre part à proceder à ladite restitution , selon & ainsi qu'il vous est mandé par ledit pouuoir ; vous déchargeant par ces presentes de la garde , charge & gouuernement desdits lieux , sans que pour raison de ladite restitution , il vous en soit ou puisse estre cy-apres inferé ny imputé aucune chose en quelque sorte & maniere que ce soit : Promettant en bonne foy & parole de

Roy , auoir agreable & approuuet tout ce qui sera par vous fait & executé en cet endroit , vous engarantit & indemniser à tousiours. Et sur ce auons imposé & imposons silence perpetuel à tous nos Officiers & suiets quelconques. CAR tel est nostre plaisir. *DONNE' à &c.*

DESCHARGE AV CAPITAINE LA GARIGVE.

HENRY &c. A nostre amé & feal le Capitaine la Garigue, Capitaine du Chasteau de Pignerol & Lieutenant en la Ville dudit Pignerol, *SALVT.* Comme pour l'entiere confiance que nous auons en l'amitié que nous porte nostre tres-cher & tres-amé Oncle le Duc de Sauoye , & le desir que nous auons de son contentement, nous auons par nos lettres parentes du septième Octobre ordonné que lesdites villes de Pignerol, Sauillan & la Perouze seront rendues & restituées à nostredit Oncle, avec leurs mandemens, iurisdicions & dépendances , & député nostre tres-cher & tres-amé Cousin le grand Prieur de France , & nos amez & feaux les sieurs Carles de Birague Cheualier de nostre Ordre, & nostre Lieutenant general esdits pays , en l'absence de nostre tres-cher & tres-amé Cousin le Duc de Niernois , & le sieur de Saulue nostre Conseiller & Secretaire d'Estat, pour la tradition & deliurance desdites villes es mains de nostredit Oncle , & de ceux qu'il deputera pour les recevoir : chose que nous voulons estre effectuée. A CES CAUSES & autres à ce nous mouuantes , vous mandons, commandons, & tres expressément enioignons par ces presentes signées de nostre main, lesquelles vous seruiron de premiere, seconde, tierce, & toute autre iussion, que lesdites Ville & Chasteau de Pignerol avec l'Abbaye, leurs mandemens, territoires & iurisdicions vous ayez sans aucun delay , refus, ny difficulté à mettre es mains de nostredit Cousin & desdits sieurs Carles de Birague & de Saulue ; pout par eux en estre faite tradition & deliurance, selon qu'il est porté par nosdites lettres du septième Octobre : faisant de vostre part vuidier & sortir lesdits soldats & gens de guerre qui sont en garnison en iceux pour nostre seruice ; ensemble l'Artillerie & munitions , & autres équipages de guerre, viures & autres choses à Nous appartenans , pour rendre & transporter lesdites munitions, Artilleries, équipages de guerre, viures & autres choses, en tel lieu de nostre Marquisat de Saluces qu'il sera par ledit sieur de Birague nostre Lieutenant general, auisé & ordonné : vous déchargeant à cette fin de la garde de ladite Ville & Chasteau que auez de Nous, ensemble du serment que pour raison de ce , vous nous auez ey - deuant fait & presté ; sans que pour raison de ladite deliurance, vous en puissiez estre cy - apres recherché ny inquieré : imposant à cette fin silence à tous nos Officiers quelsconques. *CAR &c. DONNE' à &c.*

DESCHARGE POVR LES HABITANS DE PIGNEROL.

HENRY &c. A tous ceux &c. Comme pour l'entiere confiance que nous auons en l'amitié que nous porte nostre tres-cher & tres-amé Oncle le Duc de Sauoye, & le desir que nous auons de son contentement, nous ayons par nos Lettres patentes du septième Octobre, ordonné que les Villes de Pignerol, Sauillan & la Perouze seroient rendues & restituées à nostredit Oncle, avec tous leurs mandemens, iurisdicitions & dépendances; & député nostre tres-cher & tres-amé Cousin le grand Prieur de France; & nos amez & feaux les sieurs Carles de Birague Cheualier de nostre Ordre, & nostre Lieutenant general esdits pais en l'absence de nostre tres-cher & tres-amé Cousin le Duc de Niernois, & de Saulue nostre Conseiller & Secretaire d'Estat, pour faire la tradition & deliurance desdites villes & lieux es mains de nostredit Oncle, & de ceux qu'il deputera pour les recevoir. Et d'autant que pour l'accomplissement de ce que dessus, en ce qui regarde ladite ville de Pignerol & l'Abbaye, il est besoin que nous deschargions les Officiers, tant de la iustice, qu'autres qui ont esté par Nous preposés es charges & fonctions publiques esdits lieux, ensemble les manans & habitans d'iceux, leurs mandemens, territoires & finages, du serment de fidelité qu'ils auoient à Nous; Sçavoir faisons, que Nous desirant ladite restitution sortir son plein & entier effet, Auons tous lesdits Officiers, pareillement les bourgeois; manans & habitans de ladite ville de Pignerol & l'Abbaye, leurs mandemens, territoires & finages, quittez & deschargez, quittons & deschargeons par ces presentes, du serment qu'ils auoient à Nous & à nostre Couronne, pour estre & demeurer libres d'icecluy pour l'aduenir; sans que sous couleur & en vertu dudit serment, Nous ny nos successeurs puissions pretendre cy-apres sur eux & leurs successeurs aucun droit d'autorité, domination & commandement; le quel Nous auons entierement remis & delaisié, remettons & delaissons à nostredit Oncle & aux siens. En tefmoin dequoy &c. DONNE
A &c.

SEMBLABLES DESCHARGES ONT ESTE
expediées aux Officiers & habitans de Sauillan, Genolles & la Perouze.

AVIOURD'HVY septiesme iour d'Octobre mil cinq cent soixante & quatorze, le Roy estant à Lion, ayant pour aucunes grandes considerations aduisé de remettre à Monseigneur le Duc de Sauoye les villes & places de Pignerol, Sauillan, & la Perouze, l'Abbaye de la Genolles; & député Messieurs le Duc de Niernois, Pair de France, Gou-

uerneur & Lieutenant general de sa Maieſté delà les Monts, & le grand Prieur de France; & les ſieurs Carles de Biragues, auſſi Lieutenant general de ſa Maieſté delà les Monts en l'abſence de mondit ſeigneur de Niernois, & de Saulue ſon Conſeiller & Secrétaire d'Eſtat; pour faire de ſa part ladite reſtitution, dont les pouuoirs leur ont eſté donnez de la part de ſadite Maieſté, & expediez par moy ſon Conſeiller & Secrétaire d'Eſtat, dès le 25. iour de Septembre dernier. D'autant que Monſeigneur le Chanceliera pour le deu de ſa charge, fait difficulté de les ſceller, ſa Maieſté luy a par expreſ commandé d'apporter pardeuers Elle les ſceaux. A quoy mondit ſieur le Chancelier ayant obey & ſatisfait, ont eſté leſdits pouuoirs & autres concernans ladite reſtitution, ſcellez & expediez, en la preſence & par l'expreſ commandement de ſadite Maieſté, laquelle m'a commandé d'en expedier le preſent breuet, qu'elle a ſigné de ſa propre main, & fait contresigner par moy, pour ſeruir de deſcharge à mondit ſieur le Chancelier par tout où il appartiendra. Signé HENRY. Et plus bas, DE NEVFVILLE.

MON ONCLE, Suiuant la promeſſe & aſſurance que ie vous ay baillée à voſtre partement d'aupres de moy, & ce que vous aura fait entendre le ſieur de Ligny qui eſt party depuis deux ou trois iours pour vous aller trouuer; i'ay commandé à mon Couſin le grand Prieur de France, & au ſieur de Saulue de ſ'acheminer par-de-là, pour avec ceux auſquels i'ay donné la charge comme à eux de vous faire la reſtitution des places de Pignerol, Sauillan & la Perouze, vous aller trouuer & prendre le iour de ladite reſtitution, afin de vous en ſatisfaire, comme ie deſireray touſiours vous moyenner en toutes choſes ce que ie penſeray eſtre à voſtre contentement, ainſi que i'ay donné charge à mes deputez vous faire plus amplement entendre de ma part; leſquels ie vous prie voir ſur ce, comme vous feriez moy-mefme, &c.

MON COVSIN, Vous auez entendu la reſolution que i'ay priſe de reſtituer à mon Oncle Monſieur de Sauoye, la Ville de Pignerol & Sauillan, avec la Perouze & leurs territoires; pour faire laquelle reſtitution ie vous ay choiſi avec mon Couſin le grand Prieur de France, & les ſieurs Carles de Birague & de Saulue; ſçachant que ie ne pouuois faire élection de perſonnes qui ayent plus de lumiere aux choſes de de-là pour la conſeruation de mes droits, ny qui portent plus d'affection au bien de mon ſeruice: l'ay fait dépêcher les pouuoirs neceſſaires pour l'expédition de ladite reſtitution, avec vn bon & ample memoire de ce que ie deſire, & me ſemble eſtre à faire ſur ce que ledit ſieur de Saulue porte, & vous fera voir le tout à ſon arriuée par-de-là; ayant chargé mondit Couſin le grand Prieur & luy, vous faire encore plus particulièrement entendre mon intention, Quant à ce ie vous prie les croire comme vous feriez moy-mefme, &c.

SIEVR CARLES, Vous aurez entendu la resolution que j'ay prise, de restituer à mon Oncle Monsieur le Duc de Sauoye, les Villes de Pignerol & Sauillan, avec la Perouze & leurs territoires; pour faire laquelle restitution j'ay choisis mes Cousins les Duc de Niurnois, & grand Prieur de France, vous & le sieur de Saulue, sçachant que ie ne pouuois faire election de personnes qui ayent plus de lumiere és choses de de-là pour la conseruation de mes droits, ny qui portent plus d'affection au bien de mon seruice; ayant fait depescher les pouuoirs necessaires pour l'execution de ladite restitution, avec vn bien ample memoire de ce que ie desire & me semble estre à faire, sur ce que ledit sieur de Saulue porte, & vous fera voir le tout à son arriuee par de-là. Ayant chargé mondit Cousin le grand Pneur & luy, vous faire encore plus particulierement entendre mon intention quant à ce, j'ay aisé de faire venir par deçà, apres ladite restitution, huit compaignies, de treize qui sont départies par vos places, pour m'en seruir aux occasions qui s'en presenteront; lesquelles feront montre auant que de partir, pour deux mois. Vous donnerez ordre qu'ils s'achement incontinent apres, & obeïssent à ce que le sieur de Haute-fort leur Maistre de Camp leur ordonnera, Pr. &c.

CAPITAINE. J'ay depesché pouuoir à mes Cousins les Duc de Niurnois & grand Prieur de France, & aux sieurs Carles de Biragues & de Saulue, pour remettre de ma part mon Oncle Monsieur le Duc de Sauoye és villes de Pignerol, Sauillan & la Vallée de la Perouze: pour à quoy satisfaire, ie veux & vous ordonne, que suiuant les commandemens qui vous seront faits de la part de nostredit Cousin, ou dudit Carles de Biragues, vous ayez incontinent & sans aucune difficulté à vous departir avec vostre Compagnie, de celle desdites Places où vous vous trouuerez, & vous retirer la part où il vous sera par eux, ou l'un d'eux commandé & ordonné.

CAPITAINE. J'écris au sieur Carles de Biragues faire faire montre à vostre Compagnie, & payement pour deux mois; & incontinent apres, vous commander de partir avec icelle pour vous acheminer par deçà, la part que vous fera entendre le sieur de Haute-fort vostre Maistre de Camp, auquel vous obeyrez en ce qu'il vous dira pour mon seruice.

SIRE, suiuant le commandement qu'il vous a plu nous faire pour la restitution des Places de Pignerol, Sauillan & la Perouze que V. M. a ordonné estre faite à Monsieur le Duc de Sauoye, nous sommes venus à cette Ville, où estant arriuez, nous auons en la presence du sieur de Haute-fort Maistre de Camp, fait entendre vostre volonté aux Capitaines Garigue, la Ralde & autres estans icy; qui est que pour la necessité

présente de vos affaires, il ne leur pouuoit estre baillé pour le present que deux payes, afin qu'ils fissent que les Soldats s'en contentassent. Surquoy ils nous ont remontré la grande pauureté & necessité deldits soldats; & que ne leur baillant que deux payes, ils n'auoient nul moyen de sortir d'icy, pource qu'ils deuoient à leurs hostes autant ou plus que cela peut monter; offrant de faire tout ce qu'ils pourroient enuers eux. Et le lendemain comme ils pensoient nous amener tous les Capitaines, il y eut environ trente soldats qui se mutinerent & se saisirent des fausses brayes du Chasteau, dont lesdits sieurs de Haultefort, de la Garigue & la Ralde furent bien marries, & semirent en deuoir d'y entrer. Ce que lesdits soldats ne voulurent permettre, iusqu'à ce qu'ayant aduisé entre nous que Monsieur le Duc de Neuers iroit parler à eux, tant pour le lieu qu'il tenoit comme Gouverneur, qu'aussi pour luy auoir esté présenté vne Requête dès le matin parl'vn deldits soldats, contenant qu'ils ne vouloient sortir dudit Chasteau, sans estre payez de tout ce qu'il leur estoit deu; ausquels tant pour eux que pour tous les autres, afin d'éuiter à plus grand inconuenient, a esté accordé qu'ils auroient deux payes dauantage, qui sont quatre en tout. Ce que nous auons fait entendre au sieur de Ligny qui estoit venu icy de la part de Monsieur de Sauoye, afin qu'au lieu de deux payes qu'il deuoit bailler, comme il nous auoit promis, il voulût aussi bailler le surplus; lequel a deuesché incontinent deuers luy à Turin homme exprès, nous ayant donné esperance que mondit sieur de Sauoye satisferoit à la priere que nous luy faisons de la part de V. M. Aussi tost que les deniers seront apportez, qui pourra estre dedans demain ou apres demain, comme l'on nous a dit, l'on fera faire montre tant aux Capitaines & soldats qui sont icy, qu'à ceux qui sont à Sauillan, pour faire incontinent acheminer le sieur de Haultefort avec les Capitaines qu'il doit conduire au Camp en Dauphiné. Et pource que par l'instruction qu'il vous a plu nous bailler, il nous est commandé faire démolir la forteresse du Chasteau de Pignecrol; l'ayant fait entendre audit sieur de Sauoye, & depuis à Monsieur de Ligny qui est icy, ils nous ont fait les remonstrances qu'il vous plaira voir, par le memoire qui nous a esté baillé, signé dudit sieur de Ligny; lequel nous enuoyons à V. M. pour nous faire entendre sur ce sa volenté, & ensemble tant audit sieur de Neuers que nous. Que puis que V. M. luy red ledit Chasteau & Ville, & que par là elle a & doit auoir toute confiance en luy pour l'obliger encore dauantage, tout ainsi qu'il fut fait à la reddition des quatre Villes qu'il eut du temps du feu Roy vostre frere; ioint qu'outre l'opinion qu'il pourroit auoir qu'on fust en défiance de luy, il feroit bien-tost remettre ladite forteresse en l'estat qu'elle est: & ne vous en scauroit aucun gré. Que V. M. le doit obliger du tout à elle & luy rendre ledit Chasteau avec lesdites fortifications, sans faire aucune démolition. Et en attendant ce qu'il vous plaira nous en mander, l'on fera faire toute la diligence possible pour emmener l'Artillerie, poudres, boulets & munitions, tant à Saluces, Camagnolles, qu'autres lieux du Marquisat qui se-

ra aisé. Et pource que ayant fait V. M. déliurer lesdites Villes de Pignerol & Sauillan à mondit sieur de Sauoye, qui sont toutes deux fortifiées, elle n'aura plus aucun lieu fort deçà les Monts que Carmagnolles & le Chasteau de Ravel, il sera bien nécessaire pour vostre service de fortifier encore quelques autres lieux: & pour cet effet il nous a semblé, si V. M. le trouue bon, de faire instance à mondit sieur de Sauoye, de vous aider des Couruées de ses suiets pour fortifier deux autres places, telles que V. M. auisera. Ce qui accommodera & facilitera grandement la fortification des lieux qu'on auisera plus commodes pour les autres grandes dépenses que V. M. a à supporter. Encore que mondit sieur de Nevers ait esté par V. M. à la Requête déchargé du Gouuernement de ce païs, il nous a attendus en ce lieu, auquel nous auons communiqué toute la charge qu'il vous a plu nous bailler, pour sur le tout prendre son aui: Enquoy il s'est employé avec toute l'affection & bonne volonté qu'il est possible pour vostre service. Et ayant appelé avec nous vostre Procureur au Conseil souuerain, qui est personnage d'âge & expérimenté aux affaires de deçà, il a semblé qu'il estoit nécessaire de changer vne clause qu'il y auoit en nostre pouuoir pour la remission des procès, & parcelllement es décharges qu'il vous a plu nous bailler pour les habitans des Villes; & aussi augmenter, changer & diminuer quelques articles contenus en nostredite instruction, tant pour vostre service, que pour la commodité de vos suiets & des Villes que l'on rend presentement à mondit sieur de Sauoye; afin de leur donner occasion de continuer la mesme deuotion qu'ils ont eue iusques icy à vostre service & à vostre Couronne, lesquels nous enuoyons presentement à V. M. par le Controolleur Bertrand que nous auons depesché exprés, à ce qu'il luy plaife commander ladite expedition, si elle l'a agreable, & la nous enuoyer incontinent, pour plus promptement paracheuer l'exécution des commandemens qu'il vous a plu nous faire. Il ya aussi vne décharge pareille aux autres pour le Capitaine la Ralde, pource qu'il commande dans la Ville. Car celle qui auoit esté faite pour Pignerol, estoit seulement pour le Capitaine la Garigue qui commande au Chasteau. Et encoré que V. M. eust écrit vne lettre audit la Ralde, qui luy a esté baillée, faisant mention de ladite restitution, & qu'il eût à faire ce que par nous luy seroit ordonné; il desire neantmoins, s'il plaist à V. M. qu'il luy plaife auoir égard aux longs seruices qu'il a faits, tant à vos predecesseurs qu'à V. M. nous ayant instamment prié & requis de vous supplier tres-humblement auoir pitié de luy, & luy accorder la Requête qui vous sera présentée de sa part; ainsi que plus particulierement ledit Controolleur Bertrand fera entendre à V. M. sur lequel nous remettons, nous prions Dieu &c.

Encore que quand on parla au Duc de Sauoye à Lion sur la restitution des places de Pignerol & Sauillan, il ait esté dit que l'on démoliroit la forteresse du chasteau de Pignerol: aquoy ledit sieur Duc ne fit aucune repleique; tant pource que n'y ayant fait aucune consideration, il ne

pouuoir si soudain dire son aduis, qu'aussi pour ne contrédire à ce que sa Maiesté commande, estant son intention & deuoir d'acquiescer entièrement au bon plaisir d'icelle. Toutefois ayant depuis ledit sieur Duc meurement pensé & reconnu le dommage qui en pourroit resulter, tant au seruice de sa Maiesté, comme au sien particulier; il a iugé estre son deuoir à ne faillir de faire remonstrer à sadite Maiesté & à son Conseil, les raisons cy-apres écrites; à celle fin qu'ils puissent faire sur ce vne bonne consideration, & y prendre la resolution qui puis semblera la meilleure. Protestant tousiours ledit sieur Duc, que ce n'est son intention de contredire ny de vouloir rien plus que ce que sa Maiesté commande & trouue bon.

Premierement, l'on remontre qu'en abbatant cette forteresse, on laisse non seulement la ville de Pignerol ouuerte & exposée à l'insolence & mauuaise volonté des habitans des Montagnes & vallées voisines, lesquels, comme l'on sçait, sont quasi tous rebelles, & ennemis de sa Maiesté & dudit sieur Duc; mais aussi leur est ouuert le moyen & le chemin de pouuoir de ce costé entrer au Marquisat de Saluces, ainsi que tant de fois ils ont fait dessein, nonobstant qu'il y eust forteresse & garnison, y estans aussi attirés par plusieurs des Montagnes & de la plaine, lesquels sont de la mesme religion & volonté qu'eux. Dequoy pourroit resulter preiudice & destourbier au seruice de sa Maiesté; outre le dommage particulier dudit sieur Duc, & la ruine de cette ville.

En apres l'on oste la commodité audit sieur Duc, & au Prince son fils, de pouuoir iouir de la douceur & bonté de l'air de Pignerol, ainsi qu'ils auoient pensé, pour n'exposer leurs personnes en vn lieu mal assuré & proche de voisins si dangereux, & de si mauuaise volonté qu'ils ont démontré en plusieurs occasions.

Et si pour obuier aux susdits inconueniens, ledit sieur Duc vouloit puis apres y faire reparations, il semble qu'il seroit contraint à faire cette despense contre raison, mesmes se trouuant à present depourueu de deniers, pour auoir fait plusieurs despences, & pour les sommes qu'à present luy conuient fournir pour la conduite de l'artillerie, & pour les payes des douze compagnies de gens de pied, auxquelles au lieu de deux payes, il en faut donner quatre: ce qui en tout montera à plus de cinquante mil francs. Chose neantmoins qui ne déplaist audit sieur Duc, ains il les desbourse volontiers; puis que ce sont deniers qui reuiennent au profit du seruice de sa Maiesté, tant pour l'entretenement des soldats qui demeurent pardeça au Marquisat, comme aussi pour ceux qui vont seruir au Camp.

Pareillement semble plus raisonnable que la despence que sa Maiesté fera à faire démolir, & puis celle que fera ledit sieur Duc à faire reparer, fût employée en autre vsage plus profitable & necessaire au seruice de sa Maiesté, & laquelle seroit par ce plus chere & agreable audit sieur Duc.

A quoy on adiuste le long espace de temps qu'il ira à faire cette démolition : & que ne se deuant faire ladite restitution qu'icelle ne soit premierement accomplie, l'on tiendra icy occupées & empeschées les personnes de Monsieur le Grand Prieur de France & Monsieur de Saulue, & aussi lesdits gens de pied, lesquels pourroient estre employez en quelque autre chose & negoce de plus grand profit & importance.

Outre cecy il n'y a point de doute que de cette démolition les Ministres du Roy d'Espagne prendront occasion de faire le mesme de leur costé en Ast, ainsi que desia autrefois ils ont desiré & tashé de faire. Ce qui reuiendroit au grand dommage dudit sieur Duc, & aussi au peu de profit du seruice de sa Maiesté.

Pour toutes lesquelles raisons, il semble que tant pour le seruice de sa Maiesté & seureté de son Marquisat de Saluces, comme aussi pour ne causer dommage ou preiudice audit sieur Duc, l'on ne doie en aucune maniere faire ladite démolition & ruine; se remettant neantmoins à ce que par sa Maiesté & son Conseil sera iugé plus à propos & conuenable; esperant, puis que le Roy son frere trouua bon de remettre Turin & les autres places entieres, que sa Maiesté se complaira de monstrier aussi la mesme bonne volonté & confiance.

Et ne semble meriter responce ny consideration ce qu'aucuns veulent mettre en auant sur le changement de la volonté dudit sieur Duc, & sur diuers accidens qui avec le temps pourroient aduenir; puis que chacun qui sera sans passion, iugera facilement que ces pensements ont plustost du malin que du préuoyant; n'estant accompagnez d'aucune bonne raison, mais sur des imaginations vaines. Ains seulement se dira ce mot, que ledit sieur Duc ne gouteroit & ne luy seroit chere la grace qu'il plaist à sa Maiesté de luy faire en cette restitution; si aussi il n'estoit certain qu'elle demeure bien asseurée de sa sincere & tres-bonne volonté, & que ces places en sa main ne soient tousiours & en tout temps plus asseurées pour le seruice de sadite Maiesté, qu'elles ne sçauroient estre en main de quelque autre sien seruiteur que ce soit; comme il la supplie de le vouloir ainsi croire fermement & sans aucun doute.

Sur la Requête signée & présentée par Monsieur de Ligny de la part de Monsieur de Sauoye, l'on a mis en consideration, que si sa Maiesté a donné ce pays à Monsieur de Sauoye pour luy estre acquis, & qu'elle s'assure qu'il luy fera seruice & à la Couronne toutes fois & quantes qu'il en sera besoin, semble estre impertinent de vouloir faire desmolir le chasteau de Pignerol; pource que plustost cela monstre deffiance qu'assurance; & plustost cela pourra refroidir l'obligation que mondit sieur de Sauoye doit auoir à sa Maiesté, que de l'augmenter.

Donc l'on est d'aduis en tel cas, qu'il vaudroit mieux que sa Maiesté luy accordast la requête, de luy laisser ledit Chasteau fortifié comme il est, que de l'abbattre; parce que tel acte demonstre contraire intention

à celle que sa Maïesté a eüe en cette donation, qui est de s'y fier, & l'obliger grandement à luy faire seruice. Ioint qu'ores que ledit chasteau fût démoly, mondit sieur de Sauoye ne tarderoit gueres à le faire fortifier, comme il a fait Turin & autres lieux. Ce qui luy seroit fort aisé pour la commodité des pierres qu'il auroit sur les lieux : aussi qu'à la premiere deliurance qui fut faite des quatre villes, l'on ne les démolit aucunement, de façon qu'il viendroit maintenant à estre traité plust, goureusement qu'il ne fust lors.

Et combien que sa Maïesté fut contente de rendre les villes en vertu du traité de paix del'an mil cinq cent cinquante neuf, comme elle n'estoit aucunement, encore vaudroit-il mieux les luy donner en telle sorte, que de les démolir, puis que tost apres il les auroit renduës aussi fortes quasi, comme en dépit de sa Maïesté.

Et de penser l'obliger de ne fortifier plus ledit chasteau apres qu'il sera démoly, premicrement il ne peut estre tenu à ce par la donation que sa Maïesté luy en a faite maintenant ; de laquelle luy en ayant donné copie authentique, elle ne spécifie rien qui l'oblige à ne le pas faire.

Et d'ailleurs ores qu'il y fût obligé, il est à presupposer qu'il ne le gardera longtemps, sous pretexte de la defiance qu'il auroit des Huguenots des vallées les voisins ; si bien qu'il ne laisseroit d'auoir son intention.

Tellement qu'il vaudroit mieux que si sa Maïesté ne se fie à mondit sieur de Sauoye, elle commande surlecoir ladite deliurance ; sur ce qu'elle n'est obligée par le traité de paix, ny autres actes passez depuis.

Et si sa Maïesté a intention de donner lesdites Villes à mondit sieur de Sauoye pour l'obliger à luy, il semble qu'il vaudroit mieux le gratifier de la fortification dudit Chasteau, qui n'est rien au prix de la donation ; pour luy donner à connoistre la grande fiance qu'elle a à mondit sieur de Sauoye, & l'assurance qu'il la seruira non seulement dudit Chasteau ; mais de tout le reste de son pays, quand l'occasion s'en presentera.

Et patee qu'ayant sadite Maïesté fait deliurer lesdites Villes à mondit sieur de Sauoye, qui sont toutes deux fortifiées ; elle n'aura plus de lieu fort outre les Monts que Carmagnolles, & le petit Chasteau de Raucl. Donc il sera nécessaire, pour les raisons que sa Maïesté sçait, de fortifier encore quelques autres lieux. A quoy faire y estant besoin de couruées de Beufs & Paylans, desquels sa Maïesté a fort peu, il semble à propos qu'il ne seroit que bon de traiter avec mondit sieur de Sauoye, qu'en luy baillant lesdites deux Villes fortifiées, il aidast des Couruées de ses suiets, tant qu'il seroit nécessaire & raisonnable, pour fortifier deux autres lieux sur le pays de sa Maïesté, où elle auisera. Chose qui ne leur tourne à dommage, ny à dépence de mondit sieur de Sauoye, & accommodera & facilitera grandement les fortifications de quelques autres lieux par deça ; de laquelle on se desie bien fort qu'elle puisse estre si tost, pour le peu de moyen que sa Maïesté a, si elle n'est secouruë par les suiets de mondit sieur de Sauoye.

MON COVSIN , & vous Messieurs de Birague & de Saulue , vous m'avez fait fort grand plaisir d'auoir par vostre dextérité & diligence, acceleré l'exécution de la charge que ie vous ay donnée pour la restitution des Places de Pignerol & Sauillan, avec leurs dépendances, entre les mains de mon Oncle le Duc de Sauoye. Car ayant resolu de le gratifier d'icelles, ie desire que les choses se fassent comme il appartient. Pour cette cause i'eusse voulu que les Capitaines & soldats qui ont fait les difficiles & mal-aisez, se fussent gouuernez avec plus de respect; sans se montrer plus affectionnez à l'argent, que diligens d'obeir à mes commandemens. Toutefois puis que le tout s'est composé au gré & contentement de mondit Oncle, il n'en faut plus parler. Ie vous mande de Lyon que,

Le Duc de Sauoye ayant eu communication de Messieurs les Commissaires du Roy, tant sur leur commission, qu'instruction sur le fait de la restitution des Places de Pignerol, Sauillan, la Perouze & dépendances, remercie en premier lieu tres-humblement sa Maiesté, du bien & faueur que son bon plaisir est de luy faire, dont il luy en demeurera perpetuellement obligé; & sans se vouloir aucunement départir de l'intention & bonne volonté, à fait noter quelques declarations sur les conditions & articles contenues esdites instructions, pour plus facile intelligence d'icelles, & éviter toutes ambiguïtez & abus.

Au second, troisieme & quatrieme articles, n'écheoit autre declaration: seulement desire le dit sieur Duc d'auoir vn double authentique de l'ordonnance que sa Maiesté a faite de ne faire aucune démolition.

Au cinquieme, pour éviter toute ambiguïté & abus, s'adioustera en article, que ce soit seulement pour l'usage dudit Marquisat & terres d'iceluy; & quant à la qualité des peages, daces & gabelles anciennes, & qui se payeront l'an de la paix & restitution, le sieur Charles de Biragues sera content d'en faire donner vne note, à celle fin que sur icelle s'en fasse vne resolution à laquelle il n'y ait plus que redire.

Au six, s'adioustera comme au precedent, que ce soit pour l'usage des suiets de sa Maiesté & habitans dudit Marquisat, & terres d'iceluy seulement, sans les transmacher dehors au preiudice dudit sieur Duc.

Au septiesme, pour éviter l'abus de ceux qui pourroient prester leurs noms à autres étrangers, s'adioustera que ceux qui se trouueront en auoir abusé, seront priuez de la iouissance du contenu en cet article.

Au huitiesme, s'adioustera que celuy qui en abusera, en emportant autres fruits que les siens sous coïpretexte, sera priué de la jouissance de ce present article.

Au neuuesme, s'adioustera pour leur usage, sans qu'il leur soit licite de les transmacher hors dudit Marquisat & terres d'iceluy.

Au dixiesme, s'adioustera au fait de la liberté des marchez, que ce soit

ſans prejudice de la traite-ſoraine & autres droits deus audit ſieur Duc, pour les marchandises & autres choſes qui ſe transportent hors des Eſtats dudit ſieur Duc, pour aller & demeurer ailleurs qu'audit Marquisat & terres d'iceluy.

Au onzieme, l'on fournira le ſel qui a eſté conuenu par le paſſé.

Au douzieme, n'y eſchet à adiouſter.

Au treizieme d'autant qu'il s'agit de l'intereſt du tiers, il ſemble eſtre raifonnable que les parties intereſſées eſſiront arbitres, & conuiendront d'un ſuperarbitre ; leſquels dans vn terme qui ſe preſigera, ſeront tenus vuidier ce differend, ainſi qu'ils connoiſtront eſtre de raifon.

Au quatorzieme, s'adiouſtera que ce ſoit ſans porter dommage à l'ancienne bealleuë des moulins de Foſſan, & à la nouuelle que ledit ſieur Duca fait faire, & autres qui à preſent ſont à naiſtre.

Au quinzieme, comme aux precedents.

Au ſeizieme, le ſieur Carles de Birague deputera perſonnage, lequel en compagnie de celuy qui ſera auſſi député pour ledit ſieur Duc, eſtabliront les limites.

Au dix-ſeptieme, n'y a qu'à adiouſter.

Au dix-huitieme, pour l'amour de ſa Maieſté ils ſeront traitez à l'egal des plus chers & mieux aimez ſuiets que ledit ſieur Duc aye.

Au dix-neufieme, pour l'amour de ſa Maieſté ils ſeront traitez auſſi en ſorte, que ledit ſieur Duc impoſe ſilence perpetuel pour le fait de l'infraction de la ſauuegarde mentionnée en cet article ; & annulle toutes procedures qui à cette occaſion pourroient auoir eſté faites par Barbery ou ſes Commis ; remettant au demeurant les parties en terme de juſtice.

Au vingtieme, n'y a qu'à adjouſter.

Au vingt-vnieme, pour eſtre ſeruiteurs & officiers de ſa Maieſté, ſeront toujours tenus en ſinguliere protection & recommandation.

Au vingt-deuxieme, s'adiouſtera, vie durant & leurs veuves, & pour les biens qu'à preſent ils poſſedent.

Au vingt-troisieme, & vingt-quatrieme, n'y a qu'à adjouſter.

Au vingt-cinquieme, s'adiouſtera, que neantmoins ſera loiſible audit ſieur Duc de racheter les choſes du patrimoine, en remboursant le prix pour lequel elles auroient eſté alienées.

Au vingt-fixieme, ſera paſſé ſans reſtitutions aucunes.

Au vingt-ſeptieme, deſire ſeulement ledit ſieur Duc auoir copie authentique de telle deſcharge.

Au vingt-huitieme, il y a eſté ſatisfait.

Au vingt-neufieme, comme deſſus.

Au trentieme, n'y a que dire à preſent.

Au trente-vnieme, ledit ſieur Duc ſe contente que pour le ſeruice de ſa Maieſté, ſe puiſſe mettre la poſte à Pignerol, la Perouze, & S. Ambrois.

Au trente-deuxieme, a eſté dit aux ſieurs Commiſſaires le bon traitee.

traitement que ledit sieur Duc fait au Marquis de la Chambre, pour l'amour de sa Maïesté.

Au trente-troisiesme, a esté donné par escrit à Monsieur de Saulue l'estat de cette affaire.

FAIT à Turin le vnziesme jour de Decembre mil cinq cent soixante & quatorze.

SUR LE CINQ.

SON ALTESSE fera, s'il luy plaist, contente que l'obseruation dudit cinquiesme article eust lieu & execution de point en point; ainsi qu'il a esté dit, arresté & accordé par les traittez de Valentin & Fossan; mesme pour le regard des marchez de Pignerol & Sauillan, & aussi de Carmagnolles; afin qu'avec les mesmes libertez & franchises ceux de Saluces & autres lieux du Marquisat en vsent & iouissent d'oresnauant, sans contradiction ny empeschemens quelconques, ainsi qu'ils ont fait depuis lesdits traittez, accords & conuentions ceux deldits Pignerol, Sauillan & Carmagnolles.

Et pource que ledit sieur Carles ne sçauroit, sinon avec quelque longueur de temps, donner la note des gabelles & peages anciens qui se payoient l'an de la paix & restitution; plaira à S. A. faire bailler ladite note ou tarif dudit temps sans l'augmentation depuis faite, afin d'en estre mieux éclaircy. Et où il se trouueroit y auoir quelque augmentation, seront commis & deputez quelques vns par S. A. & ledit sieur Carles, pour la verifier, reformer & reduire selon qu'elle estoit d'ancienneté.

SIXIESME.

PLAIRA A S. A. accorder ledit article comme celuy de dessus, pour en estre iouy & vsé par ceux dudit Marquisat, tout ainsi que faisoient ceux de Pignerol, Sauillan & Carmagnolles; le tout sans fraude ny abus estre, nonobstant qu'aucuns dudit Saluces ayent depuis n'agueres passé quelque accord au contraire avec le sieur Castaigne, lequel sera tenu leur rendre ledit accord annullé & cancellé.

SEPTIESME.

EN adioustant audit septiesme article, ce que S. A. desire pour éviter les abus, il luy plaira comprendre en iceluy les Gentils-hommes François, Ministres, suiets & autres seruiteurs du Roy non faisant trafic de Marchandises, allans & venans de France en Italie, comme aussi les deniers qui sont pour le seruice de sa Maïesté; sans qu'ils soient fôuillez, recherchez, ny aucunement arrestez.

NEUFIESME.

SERA accordé par S. A. comme le cinquiesme article, ainsi qu'il est porté par les articles de Valentin & Fossan; & comme en ont vécý-deuant ceux de Pignerol, Carmagnolles & Sauillan.

DIXIESME.

PLAIRA à S. A. faire declarer quels sont les preiudices de la traite-forestaine & autres ses droits, attendu que par le traité de Va-

lentin & autres declarations depuis obtenues d'Elle, ceux dudit Marquisat sont exempts de la traite foraine, sinon au cas que dudit Marquisat l'on transportast les denrées en autres pays du Roy & de S. A.

TREIZIESME.

OV il ne se pourroit convenir de superarbitre, en sera choisi vn de chacune des parties; & au cas que les deux ne pussent convenir entr'eux, ny desirer vn superarbitre, S. A. & ledit sieur Carles en conuiendront.

QVATORZIESME.

SERA aiousté pour le regard des beulieres, où il est dit & autres appartenans simplement à S. A. ou autres ayans bons & valables tiltres & conuentions.

VINGT-TROISIESME.

SERA déclaré que le terme de l'an mentionné audit article, s'entend pour le regard des Arrests & iugemens donnez depuis tel temps, qu'il ayt encore lieu de demander reuision, proposition d'erreur ou requête ciuile, suiuant les Ordonnances du Roy; dans lequel temps se pourront pouruoir seulement les parties & non dauantage: tellement que pour les cas & causes prescrites, le delay dudit temps n'aura lieu.

VINGT-SIXIESME.

PLAIRA à S. A. comprendre en cette abolition la recherche qui se pourroit faire contre les Noraires, Greffiers & Secretaires du Roy à Pignerol, Sauillan, la Perouze & autres lieux pour les actes par eux receus es terres de S. A.

TRENT- & -VN.

QVE les Maistres des Postes iouiront des priuileges & franchises de logis & autres qu'ils souloient & auoient accoustumé d'auoir en l'obeissance de sa Maiesté: & au cas qu'il ne soit à present commodé pour le seruice de sa Maiesté mettre la poste à la Perouze, que S. A. permette qu'elle soit mise entre S. Ambrois & Exilles, au lieu qui sera le plus commodé.

NOUS FRERE HENRY D'ANGOVLESME, Grand Prieur de France, Capitaine de cinquante hommes d'armes des ordonnances du Roy; Carles de Birague, Cheualier de l'ordre dudit seigneur, aussi Capitaine de cinquante hommes d'armes de ses ordonnances, & son Lieutenant general deça les Monts; & Simon de Fizes sieur & Baron de Saulue, Gouverneur de Montpellier, Conseiller de sa Maiesté, son Secretaire d'estat & de ses finances: A Iacques Arondelet, Commissaire & Lieutenant du sieur de Biron grand Maistre de l'artillerie, Bapriste Guillon, commis du Controolleur general de ladite artillerie; & Mize de Cucharmont, commis du Controolleur general de ladite artillerie, SALVT. Comme il ait plû audit sieur Roy nous

commettre & deputer pour mettre & deliurer és mains de Monseigneur le Duc de Sauoye, ou de ses Deputez ayans de luy pouuoit, les ville & Chasteau de Pignerol & autres lieux, selon & ainsi qu'il est contenu en la commission & pouuoir à nous donné : à cette fin, & voulant sa Maiesté se reseruer les pieces d'Artillerie & munitions qui sont dans ledit chasteau ; Nous en vertu de ladite commission & pouuoir, & pour obeyr & satisfaire aux tres-expres commandemens de sa Maiesté, vous mandons & enjoignons par cette presente que vous ayez sans aucun difficulté à remettre & deliurer és mains de nous Birague Lieutenant general, quand en serez requis, toutes les pieces d'Artillerie, avec tout leur attirail, qui sont dedans le Chasteau de Pignerol ; à sçauoir les canons, grandes Couleurines, Bastardes, couleurines moyennes, Faucons, fauconneaux, harquebuses à croc, montées ou démontées, poudtes, boulets, souffres & salpêtres, lanternes, cordages, outils à pionniers de toutes sortes, pots de fer & pieds de cheure, roüages de toutes sortes, ferrez & non ferrez, affuts, roüages vieux & neufs, bois de remontage, cuiures neufs, cuiure allaye, fer & barre, coquilles doubles pour faire boulets, mortiers à faire poudre, l'engin de fourneau, gros poids de bois de diuerses sortes, avec les balances, & generallyment toutes autres sortes d'engins & outils seruans à ladite artillerie, estans dedans iceluy chasteau de Pignerol ; pour iceux transporter & faire conduire és villes de Saluces & Carmagnolles, ou autres lieux & places qui par Monsieur de Biragues sera aduisé & ordonné pour le mieux, suiuant la volonté de sadite Maiesté : & ce faisant ledit sieur Roy vous a deschargé & deschatgé du commandement, charge & administration de ladite artillerie, & autres choses contenues cy-dessus : & en tant que besoin seroit, vous en auons deschargé & deschargeons en vertu de nostredit pouuoir, sans que pour ce il vous en soit, ne puisse cy-pres estre inferé ny imputé aucune chose, en quelque sorte & maniere que ce soit. En tesmoin de ce nous auons signé ces presentes de nos propres mains, & fait sceller du scel de nos armes. Fait audit Pignerol, &c.

NOVS, Frere Henry d'Angoulesme, Grand Prieur de France, Capitaine &c. Charles de Birague &c. & Simon de Fizes &c. audit sieur de la Garigue & de la Ralde commandans pour sa Maiesté és ville, chasteau, & dongeon de Pignerol ; SALVT. Nous en vertu de la commission & pouuoir à nous donné par sadite Maiesté, & pour satisfaire au commandement expres d'icelle, vous mandons & ordonnons par cette presente, que vous ayez sans aucune difficulté à permettre & consentir qu'il soit tiré & forty hors dudit Chasteau & ville de Pignerol par mondit sieur Charles de Birague Lieutenant general, toutes les pieces d'artillerie, les canons, grandes couleurines, couleurines bastardes, couleurines moyennes, & faucons, fauconneaux, arquebuzes à croc ensemble toutes les poudres, boulets, souffres, salpêtres, & generallyment tout

ce qui despend du fait & attirail de ladite artillerie, qui sont dedans ledit chasteau de Pignerol, pour icelles munitions, attirail & artillerie transporter & conduire, où avec mondit sieur de Birague adviserons pour le mieux : dont en tant que besoin est, vous en auons deschargé & deschargeons en vertu de nostredit pouuoir, sans que pour ce il vous soit, ou puisse estre inferé ny imputé aucune chose, en quelque sorte & maniere que ce soit. Entesmoïn dequoy nous auons signé ces presentes de nos propres mains, & fait sceller de nos armes. Fait &c.

*SEMBLABLE AV SIEVR FRANCISQVE DE BIRAGVE,
Capitaine de la Perouze.*

AVTRE pareille au sieur André de Birague, Capitaine de Sauillan.

FRERE HENRY D'ANGOVLESME &c. Charles de Birague &c. & Simon de Fizes &c. Au sieur de la Garigue commandant pour sa Maïesté en la Ville, Chasteau & Dongeon de Pignerol, SALVT. Comme il a plu au Roy nostre Maistre, nous commettre & deputer, & deux de nous en l'absence ou legitime occupation du troisieme, pour mettre & deliurerés mains de Monseigneur le Duc de Sauoye, ou de ses deputez ayans pouuoir de luy, ladite Ville, Chasteau & Dongeon dudit Pignerol, selon & ainsi qu'il est contenu en la commission & pouuoir à nous donné à cette fin : nous en vertu de ladite commission & pouuoir, & pour obeyr au tres-exprés commandement de sadite Maïesté, vous mandons & enioignons qu'ayez à mettre & deliurerés mains & pouuoir de mondit sieur de Sauoye, ou de ses Procureurs & deputez ayans sur ce pouuoir de luy, ladite Ville, Chasteau & Dongeon de Pignerol avec son finage, en prenant de luy ou de ses Procureurs & Deputez bonne certification de ladite deliurance pour nostre décharge & assurance ; ayant toutesfois préalablement fait retirer l'Artillerie, munitions & toutes autres choses appartenantes à sadite Maïesté : & icelle deliurance faite, vous avec les autres Officiers, soldats & seruiteurs, vous retirerez au lieu qui vous a esté ordonné. Ce faisant ledit sieur Roy vous a déchargé & décharge dudit Gouvernement & garde de ladite Ville, Chasteau & Dongeon ; comme il est plus à plein contenu par ses Lettres parentes à vous adressantes cy attachées sous le contre scel, lesquelles nous vous enuoyons pour vostre décharge : & neantmoins en tant que besoin seroit, vous auons d'abondant déchargé & déchargeons en vertu de nostredit pouuoir, sans que pour ce il vous en soit ny puisse estre cy-apres inferé ny imputé aucune chose en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin dequoy &c.

*Semblable fut enuoyée au sieur de la Ralde pour la Ville de Pignerol.
 Autre au sieur André de Birague, pour Sauillan.
 Autre au sieur Francisque de Birague pour la Perouze.*

A VIOVRD'HVY quatorzième iour de Decembre 1574. Monsieur le Grand Prieur de France, Frere Henry d'Angoulesme, Conseiller au Conseil priué du Roy, & Capitaine de cinquante lances de ses ordonnances; & le sieur Charles de Birague Cheualier de l'ordre dudit Seigneur, aussi Conseiller en son Conseil Priué du Roy, Capitaine de cinquante lances de ses Ordonnances, Gouverneur & son Lieurenant General delà les monts; & de Saulue Conseiller & Secretaire d'Estar, & des finances de la Maiesté, en vertu du pouuoir à eux donné, & aux deux autres d'enre eux en l'absence & empeschement de l'autre, pour la restitution que la Maiesté a commandé estre faite à Monseigneur le Duc de Sauoye des Villes & Places de Pignerol, l'Abbaye, la Perouze, Sauillan & Genolles avec leurs finages, appartenances & dependances, & suiuant le contenu en leur instruction; ont conuenu & accordé avec mondit Seigneur de Sauoye les articles qui s'ensuiuent.

PREMIEREMENT, Que l'on rendra lesdires villes & places de Pignerol, l'Abbaye, la Perouze, Sauillan, Genolles, avec leurs finages, appartenances & dependances audit sieur Duc; sans preiudice des droits pretendus par sadite Maiesté contre luy; selon ce qui en pourra estre cy apres adiugé & ordonné, soit par les Deputez qui seront choisis d'une part & d'autre, soit par arbitres, ou autrement, suiuant le Traité du Chasteau de Cambresis; l'artillerie, munitions & autres choses, appartenants à sadite Maiesté prealablement retirées desdits lieux: & sera la forteresse du Chasteau de Pignerol delaissee en l'estat qu'elle est de present, pour ainsi que luy seront delaissee les forteresses des villes de Pignerol, Chasteau de la Perouze, & celle de Sauillan, suiuanr ce qui luy a esté accordé par sadite Maiesté; & particulierement pour le regard de celle du Chasteau de Pignerol, en vertu des Lettres Patentes qu'elle en a à ces fins fait expedier ausdits Commissaires, dattées en Auignon le vingt-cinquième Nouembre dernier passé, desquelles sera baillé copie à mondit sieur le Duc de Sauoye.

Moyennant laquelle entiere restitution, ledit sieur Duc a promis & accordé que les habitans des Villes & pays du Marquisat de Saluces, ont montagnes, vallées, que par pays, sans rien excepter, pourront librement conduire & faire porter de lieu à autre de la mesme iurisdiction de sadite Maiesté, tant en allant qu'en retournant, viures, marchandises de quelque espeece & qualité que ce soit, passant & repassant sur les terres de l'obeissance dudit sieur Duc, & tout ainsi qu'il a esté dit, attesté

& accordé par les traittez de Valentin & Fossan, mesme pour le regard des marchez de Pignerol, Sauillan & Carmagnolles, & avec les mesmes libertez & franchises qu'ont eues depuis lesdits traittez ceux desdits Pignerol, Sauillan & Carmagnolles, & sans payer aucune chose des nouveaux peages, gabelles & autres impositions que lesdits sieur Duc, les Gentils-hommes, Vassaux & Communautéz pourroient avoir mis sus ou augmenté audit pays depuis sa restitution en iceluy; & que pourroit encore ledit sieur Duc, lesdits Gentils-hommes, Vassaux & Communautéz pourroient avoir mis sus ou augmenté audit pays depuis sa restitution en iceluy; & que pourroit encore ledit sieur Duc, lesdits Gentils-hommes, Vassaux & Communautéz de nouveau mettre sus ou augmenter cy-apres: mais seulement & pour toutes choses payeront les peages, gabelles & autres subsides anciens & accoustumez, tels qu'ils se payoient au temps dudit traité de la Paix, & de la restitution faite en vertu dudit traité: entendant toutefois qu'il se raporte par les allans & venans attestation des seindies ou officiers des lieux d'où lesdits viures & marchandises auront esté leués, conduits & reconduits, pour éviter aux abus qui y pourroient estre commis.

Pour la verification desquels droits de peages, gabelles & autres subsides anciens & accoustumez, qui se payoient au temps du traité de la paix, & de la premiere restitution faite en vertu d'icelle; d'autant que pour le present ne s'en peut retrouver la note ou tarif, seront commis & deputez deux ou trois personages par ledit sieur Duc & ledit sieur Charles de Biragues, pour verifier lesdites note ou tarif, icelles reduire & reformer, ainsi qu'elle estoit d'ancienneté & au temps dudit Traité.

Que lesdits suiets dudit Marquisat de Saluces ne payeront pour quelque sorte & qualité de marchandises que ce soit, ny semblablement pour viures, bestail, tant à pied fourché, qu'autres passans à Suze, la Perouze, Nice, Barcelonnette, & autres passages & lieux dudit sieur Duc, & venants des terres de l'obeissance de sa Maïesté, & delà les Monts audit Marquisat, aucun droit de dace & peage de Suze, traite-foraine, & autres impositions faites ou à faire; ains en demeureront du tout libres & exempts, tout ainsi qu'estoient & sont de present ceux desdits Sauillan, Pignerol & Carmagnolles; nonobstant qu'aucuns dudit Saluces ayent puis n'aguerres passé quelque accord au contraire avec le Peager, nommé Castaigne ou autres, lequel sera tenu leur rendre ledit accord annullé & cancellé. Le tout en consideration de ladite entiere restitution qui se fait presentement desdites villes de Pignerol, Sauillan, la Perouze & autres, lesquelles villes n'en payoient aucune chose, bien qu'au temps de la premiere restitution lesdits du Marquisat payassent vn teston pour chacune charge de marchandises: & que depuis ledit sieur Duc, nonobstant les conventions, eust augmenté ledit droit de peage, de trois escus pour charge: & ne seront semblablement lesdits suiets dudit Marquisat tenus payer aucune chose dudit dace & peage de Suze, pour

les marchandises, viures & denrées tant vltromontaines qu'autrement, qu'ils enleueront des Villes de Turin, Pignerol, Ast, Nice & autres lieux, tant du pays dudit sieur Duc, que d'autre Prince, soit en temps de Foire qu'autrement hors d'icelle, ny pareillement pour celles qu'ils y porteront & en rapporteront : le tout sans fraude ny abus.

Que lesdits dudit Marquisat & autres habitans en iceluy ne payeront allans en France ou s'en retournans, portant argent pour employer en marchandises, ou pour leurs affaires & necessitez, aucun droit de demy pour cent, ou autre imposition que pourroit faire ledit sieur Duc, ses suiets ou autres : pourueu toutefois qu'ils rapportent certificats des Scindies ou Officiers des lieux d'où ils seront partis, & où ils iront, avec les deniers qu'ils porteront & auront enleué d'iceux : & ceux des susnommez qui se trouueront en auoir abusé & presté leur nom à autres estrangers, seront priuez de la iouissance du contenu en ce present article : duquel iouiront pareillement les Gentils-hommes François, Ministres & autres suiets & seruiteurs du Roy non faisans trafic de marchandises, allans & venans de France en Italie, sans qu'ils soient fouillez, recherchez, ny aucunement arrestez, comme aussi les deniers qui seront pour le seruice de sa Maiesté.

Qu'il sera permis aux soldats suiets & habitans de tout ledit Marquisat de Saluces, qui auront des biens sur les terres de l'obeyssance de S. A. de transporter sans abus les fruiets és lieux de leur habitation dans ledit Marquisat, sans en payer aucune chose, sinon les peages & gabelles qui se souloient payer au temps du traité de paix, ainsi qu'il est porté par les articles de Fossan ; & comme en ont usé & vsent encore auioird'huy ceux de Pignerol, Sauillan & Carmagnolles.

Que ledit sieur Duc faisant deffenses à ses suiets & autres de ne transporter hors des pays de son obeyssance, froments, seigles, auoines & legumes, Chastaignes, vins, chairs & autres sortes de viures, lesdits du Marquisat ne seront compris esdites deffences : mais sera permis à seldits suiets & autres de les vendre & porter vendre audit Marquisat, & iceux dudit Marquisat les acheter & aller acheter, prendre & enleuer dans l'obeyssance dudit sieur Duc, és lieux à eux plus commodes sans abus, ne payant autre chose que les susdits anciens peages & gabelles.

Que tous les lieux & marechez dudit Marquisat, spécialement ceux de Saluces & Carmagnolles demeureront en telle liberté & franchises qu'ils ont esté par cy-deuant ; de sorte que lesdits suiets dudit sieur Duc, ny autres estrangers, ne pourront estre empeschez d'y venir, & s'en retourner avec leurs marchandises & viures, sans payer autre chose que les anciens peages & gabelles qui se souloient payer lors du traité de la paix : nonobstant toutes prohibitions & deffences que peut auoir fait, & pourroit encore faire cy-apres ledit sieur Duc, de ne transporter hors du pays de son obeyssance viures & marchandises.

ses aussi quelles qu'elles soient, nonobstant aussi quelconques privileges accordez par Mess. les Ducs à leurs Vassaux & communautéz, de pouuoir croistre, augmenter ou imposer de nouveaux peages, daces & gabelles; & que generally en toutes deffences & prohibitions qu'il fera à seldits luyets de ne transporter hors de son obeysance, commercer & trafiquer avec estrangers non à luy suiets, ou bien aller à autre seruice que le sien, ne sera compris celuy de sa Maiesté, pour aller routes les fois qu'il sera necessaire, & qu'aucun des Vassaux & suiets dudit sieur Duc le voudra faire; il leur permettra, comme dès maintenant il leur permet: pourueu toutefois qu'ils luy en demandent le congé & permission; laquelle ne leur sera, comme dir est, refusée, ny d'aller voir des habitans dudit Marquisat ou autres des pays & terres de l'obeysance de sadite Maiesté deçà les Monts: entendant toutefois que nonobstant telles ou autres deffences, chacun pourra porter ce que bon luy semblera audit pays du Roy; & aussi transporter hors d'iceluy & des terres de S. A. en quelque part que ce soit, toutes sortes de marchandises & viures en détail, & par le menu mises ou à mettre en marchandises en œuvre; mais non pas en gros, comme pour charrettes chargées & balles entieres, desquelles seulement S. A. au sortir de son pays pour aller ailleurs qu'és terres du Roy, pourra leuer la traitte-foraine & autres peages, ainsi que lesdites terres ont cy-deuant, & depuis les traittez de Fossan & Valentin, accoustumé payer iusqu'auourd'huy.

Que ledit sieur Duc sera tenu bailler le sel ausdits du Marquisat pour le prix cy-deuant conuenue & accordé avec luy, qui est de quatorze escus trente sols pour charretée de vingt-quatre barils, & de sel rouge du lieu de Nice, bon & suffisant, autant qu'il leur en sera de besoin; & se payeront les Bouuiers pour la conduite dudit sel, à la paye ancienne & accoustumée de Casalgras, qui est de six quarterons de sel pour charretée: & sera tenu ledit sieur Duc le faire bailler & deliurer, comme auoit esté accordé par le passé à ceux dudit Marquisat es lieux de Gouy & saint Dalmas.

Et pource qu'après la premiere restitution faite audit sieur Duc, se sont meus plusieurs differends pour raison de la liberté & franchise du marché de Carmagnolles, du temps du feu sieur Marechal de Bourdillon, pour lesquels appaiser & assoupir ledit sieur Duc auroit accordé & expédié plusieurs lettres de franchises & libertez ausdits de Carmagnolles; ledit sieur Duc de nouveau confirmera toutes & chacune lesdites libertez & franchises cy-deuant accordées, sans qu'il luy soit loisible de les reuoker ny alterer.

Que le cours des eaux qui descendent du Cental, Sauillan & autres lieux passans par Raconis & ailleurs, venans de-là à Carmagnolles, pour seruir aux moulins dudit lieu appartenans à sa Maiesté, ne sera aucunement empesché par ledit sieur Duc; & ne permettra qu'il soit em-
pesché

pesché par ledit sieur & Cômunauté dudit Raconis, ny autres ses Vassaux & suiets: ains seront conduites selon qu'il fust ordonné par le iugement de Monsieur le Prince de Melphe: & ordonnera ledit sieur Duc que tous les bouquets & ruptures portées par ledit iugement, & autres qui depuis pourront auoir esté faits, seront serrez, & les fera serrez actuellement. Aussi toutes nouuelletez faites depuis iceluy iugement seront remises en leur premier estat, de sorte que sans aucun empeschement lesdites eaux puissent courir librement audit Carmagnolles. Et d'autant qu'en ce fait il s'agist de l'interest du tiers, est accordé que les parties interessées éliront arbitres dans trois mois prochains & conuieront d'un superarbitre, dans lesquels autres trois mois apres videront ce differend, ainsi qu'ils connoistront estre de raison. Et où ne se pourroit conuenir de superarbitre, en sera choisi vn de chacune des parties, & au cas que les deux ne se pussent accorder entre eux ny élire vn superarbitre, ledit sieur Duc & ledit sieur Charles de Biragues en conuieront.

Et aduenant qu'il plût à sadite Maiesté, pour accommoder ledit lieu de Carmagnolles, de faire tirer des eaux dudit Marquisat de Saluces, ou de Cental & autres lieux de son obeysance, pour les faire conduire audit Carmagnolles ou ailleurs pour la commodité de ses suiets, sera tenu ledit sieur Duc de luy donner passage par les terres de son obeysance es lieux les plus commodes & à ce conuenables, en payant aux particuliers ce qui sera de raison, par estimation de gens à ce experts & deputez d'une part & d'autre de commun consentement: & ne permettra ledit sieur Duc qu'aucuns de ses suiets, tant & si auant que lesdites eaux auront leurs cours sur les terres de son obeysance; puissent faire bouquets, destourner ny pretendre aucune chose desdites eaux, pour empeschier qu'elles ne courent librement, entierement & droitement audit Carmagnolles & ailleurs où elles seront destinées. Et si aucun se trouue tant temeraire & presomptueux, que d'attenter de les vouloir diuertir en quelque sorte que ce soit de leur Canal, ledit sieur Duc les fera punir exemplairement incontinent, & fera le tout reparer; entendant toutefois que des bealleries tant de S. A. qu'autres estant à present en estre, & ayant bon & valable tiltre de commission, n'en puissent receuoir dommage.

Lesquelles choses dessusdites pour la liberté de ceux dudit Marquisat de Saluces, sont aussi accordées pour les terres du sieur de Cental de deça les Monts, les habitans desquels en iouiront tout ainsi & en la mesme forme que lesdits du Marquisat, sans difference ny exception quelconque, comme il est cy-dessus spécifié & déclaré.

Et afin d'establir & bien éclaircir les fins & limites des terres de sadite Maiesté deça lesdits Monts, & celles dudit sieur Duc de Sauoye, pour éuiter aux differends qui en pourroient cy apres aduenir; & de

conferuer & garder leurs droicts respectiuelement, seront deputéz tant par ledit sieur Duc, que ledit sieur Carles, personnages pour cét effect.

Dauantage, est conuenu & accordé que les Communes & Agens des susdites Villes de Pignerol, Sauillan, & autres en quelque temps & sous quelque pretexte que ce soit, ne seront trauallez, molestez ny enquis pour raison des deniers desdites Communes, imposez, leuez, empruntez & distribuez à quelque vñage que ce soit, comme de chose aduenue du temps qu'ils ont obey audit sieur Roy & à ses Officiers; l'intention duquel est que eux ny ceux qui ont presté lesdits deniers à quelque prix & interest, en commun & en particulier, directement & indirectement, ne puissent estre recherchez, ny pareillement les Notaires qui ont passé & receu les Contrac̃ts; ains demeureront & seront quitres & dechargez à iamais, & ne pourront lesdits Contrac̃ts estre aucunement impugnez.

Que lesdits habitans desdites Villes de Pignerol, Sauillan, & autres que la Maieſté luy remet, à la priere dudit sieur Roy seront traiteez en rours chos̃es gracieusement & à l'égal des plus chers & mieux aimez suiets que ledit sieur Duc aye.

Et pource qu'és années dernieres y a eu differend entre les sieurs & habitans d'Aulaye & ceux de la Communauté dudit Pignerol, pour raison des eaux du fleuve de Chison, lesquelles ceux d'Aulaye se seroient efforcez durant qu'elles sont basses, tirer entierement à leurs moulins & en priuer ceux dudit Pignerol; & pour ce faire se seroient ingerez de planter au milieu dudit Chison, la sauue-garde & armoiries dudit sieur Duc, lesquels ils ont depuis voulu pretendre auoir esté abbatuës par aucuns dudit Pignerol & iettées en l'eau, pour raison dequoy les Seindies & plusieurs particuliers dudit lieu auroient esté adiournez pardeuant le Capitaine de la Iustice dudit sieur Duc, nommé Barbery, pour respondre aux charges & informations qui en auroient esté faites; ledit sieur Duc a imposé & imposé silence perpetuel audit Barbery & à tous autres, pour le regard de l'infraction de ladite sauue-garde, & a annullé toutes procedures qui à cette occasion pourroient auoir esté faites par ledit Barbery, les commis ou autres, sans que pour raison de ce que dessus, ny pour autres semblables effects qui pourroient estre suruenus pendant que le Roy a renu ledit lieu de Pignerol, les habitans dudit lieu, soit en general soit en particulier, soient aucunement molestez, ny trauallez; & leur en baillera ledit sieur lettre de declaration; remettant au demeurant les parties en termes de iustice.

Et d'autant que lors des precedentes restitutions, il fut conuenu & accordé plusieurs articles, tant à Valentin qu'à Fossan, pour la commodité des communs suiets d'une part & d'autre, est conuenu & accordé que lesdits articles & conuentions demeureront en leur force & vertu, &

seront gardez & conseruez en tout ce dont n'est à present fait mention.

Sera permis aux Officiers & seruiteurs de sadite Maiesté, de se tenir és pays & places dudit sieur Duc où bon leur semblera; & d'y aller, venir & demeurer sans qu'il leur soit donné aucun empeschement; & seront respectez, honorez & traittez en tout & par tout comme les mesmes Officiers & seruiteurs dudit sieur Duc.

Que tous les Officiers de iustice de sadite Maiesté, tant dudit Marquisat qu'autres dépendans du Conseil souuerain, seront priuilegiez, exempts & immunes de toutes choses, charges, contributions & tailles, leur vie durant, pour les biens que de present ils possèdent, tout ainsi qu'estoient ceux dudit Conseil souuerain du temps du Parlement de sadite Maiesté, seant à Turin par le consentement des trois Estats dudit pays: & comme il auoit esté ja accordé à la restitution dudit Turin; & pour cét effet ledit sieur Duc decernera ses lettres patentes en bonne forme, pour commander & deffendre à tous ses Officiers, Scindics & suiets de toutes les Villes, lieux & terres de son obeyssance, de ne donner aucun empeschement ausdits Officiers pour raison des maisons, mestairies & terres qu'ils ont és Villes & pays de l'obeyssance dudit sieur Duc.

Que tous Arrests & Sentences donnés, soit par les Lieutenans Generaux de sadite Maiesté, ou dudit souuerain Conseil, tant entre les suiets dudit sieur Roy, qu'entre ceux dudit sieur Duc & de sa Maiesté, sortiront leur plein & entier effect, & seront mis à entiere execution, sans pouuoir estre reuocquez, retractez ny mis en doute, sinon par la forme portée par les articles & conuentions de Fossan; & que ce soit dedans l'an, & non plus auant: entendant neantmoins durant le terme dudit an, pour les causes & matieres non prescrites, que iusqu'à present il y ait encore lieu de demander reuision, proposition d'erreur, ou requeste ciuille, suiuant les ordonnances du Roy; dans lequel temps seulement se pourront pouruoir les parties par lesdites voyes, & non plus auant, & pour les cas & causes prescrites le delay dudit temps n'aura lieu.

Que toutes amandes, confiscations, & droits d'aubeines adiugées à sadite Maiesté iusqu'au iour de la restitution desdites places de Pignerol, Sauillan & autres, tant par ledit Conseil souuerain, que Iuges du ressort d'iceluy, appartiendront & demeureront à sadite Maiesté, & qu'il sera permis par le Tresorier, ou autre député par le Lieutenant general de sadite Maiesté, de les recouurer, nonobstant quelconques oppositions ou appellations; à quoy les Iuges & autres Magistrats dudit sieur Duc tiendront la main.

Que tous dons faits par sadite Maiesté sortiront leur plein & entier effect, & ne pourront estre retractez, reuocquez ny mis en doute par ledit sieur Duc, ses Officiers & autres ses suiets, pour quelque cause que

ce soit : & sera neantmoins loisible audit sieur Duc de rachetter les choses du patrimoine, en remboursant le prix pour lequel elles auront esté alienées.

Que ledit sieur Duc ny ses Officiers ne pourront poursuiure, ne faire poursuiure criminellement pour les choses passées & commises du temps que sadite Maiesté a tenu le pays, aucun qui soit ou ait esté seruiteur ou pensionnaire de sadite Maiesté, mais seront toutes choses mises en oubly. Enquoy seront compris les Notaires Royaux & Ducaux, Greffiers & secretaires du Roy à Pignerol, Sauillan, la Perouze & ailleurs, pour la recherche qui se pourroit faire contre eux des actes par eux receus tant es terres dudit sieur Duc, qu'ailleurs iusqu'à cejourd'huy.

Et parce qu'à l'occasion de ladite restitution, il est besoin changer les postes qui estoient assises audit pays pour le seruice de sadite Maiesté, a esté accordé qu'elles demeureront audit Pignerol & la Perouze ; & qu'il ne se trouue à present commodié pour le seruice de sa Maiesté a esté conclu qu'elles demeureront audit lieu de la Perouze : & ledit sieur Duc a permis & accordé qu'elles soient mises à Pignerol & saint Ambrois, & vne autre entre saint Ambrois & l'Exilles, au lieu qui se trouuera plus commode : & iouïront les Maistres desdites postes des priuileges & franchises de logis & autres qu'ils souloient & ont accoustumé d'auoir en l'obeissance de sadite Maiesté.

Toutes les choses dessusdites ainsi particulierement declarées & spécifiées, ont esté amiablement résolues, arrestées & accordées par ledit sieur Duc, tant en consideration de ladite restitution des susdites villes & places, que de la gratification dont outre ce sadite Maiesté a voulu vser en son endroit, luy delaisant les forteresses dudit Chasteau de Pignerol en son entier ; ensemble celles de la mesme ville de Pignerol, Sauillan & la Perouze : nonobstant qu'il eust esté accordé que celle dudit Chasteau de Pignerol seroit démolie. Ayant promis ledit sieur Duc le contenu cy-dessus garder, obseruer, entretenir ; & faire garder, obseruer & entretenir de point en point selon sa forme & teneur : comme aussi ont fait ensemble lesdites sieurs députez pour la part de sadite Maiesté. En foy de quoy ils se sont cy.sousignez de leurs propres mains, & fait apposer le scel de leurs armes. A TVRN les an & iour susdits. E. PHILBERT H. D'ANGVLESME. Charles de Birague, & Fizes. Et Scellé du scel de leurs armes en placart sur cire rouge.



A B R E G E
DE LA VIE
DV DVC D'ALENÇON,
FRERE DES ROYS
FRANÇOIS II. CHARLES IX.
ET HENRY III.



FIN que le Lecteur connoisse quel estoit le Prince dont nous auons tant de choses à dire apres M. de Neuers ; i'ay voulu luy en faire le pourtraict, ou plustost luy presenter celuy que de plus grands Peintres que moy ont tiré sur l'original. Ce Prince estoit le dernier des enfans masles du Roy Henry second, & de Catherine de Medicis. Il nâquit le 18. de Mars 1554. Il fut nommé Hercule au Baptême, & François à la Confirmation. Il eut la petite verole estant fort ieune, & en demeura extrêmement gasté.

Lors que Mess. de Guise, comme Maistres des affaires, emmenerent de puissance absoluë le petit Roy François à Orleans pour y tenir les Estats, il fut laissé à Vincennes avec le Duc d'Aniou son Frere & la Princesse Marguerite sa sœur. Quoy qu'il ne fût qu'un enfant, il témoigna neantmoins en plusieurs occasions, qu'il auoit vne secrette auersion pour son frere, & vne forte inclination pour sa sœur. Ils demurerent tous trois dans Vincennes iusqu'à la mort de François II. & n'en sortirent qu'apres le retour de Catherine de Medicis au Louure. Peu de temps apres le Colloque de Poissi, la Reyne Mere les separa. Le Duc d'Aniou qui estoit ses delices, fut mis entre les mains des seruiteurs les plus fideles & les plus éclairez de Catherine, & porté dès son enfance aux choses les plus grandes. Pour le Duc d'Alençon, il fut enuoyé avec la Princesse sa sœur au Chasteau d'Amboise, & esleué en la Compagnie de plusieurs Dames de condition qui s'y estoient reti-

rées dès le commencement des guerres Ciuiles. Pendant que le Duc de Guise estoit occupé au siege d'Orleans, la Reyne Mere fut à Amboise pour voir les enfans & pour y faire faire de nouuelles fortifications. Voicy vn extrait de la lettre qu'elle écriuit de sa main à Monsieur de Guise, peu de iours auant qu'il eust esté assassiné par Poltrot.

Je suis ce matin reuenue d'Amboise, où j'ay veu vn petit Moricau qui n'est que guerre & que tempeste en son cerneau. Il se porte tres-bien & sa sœur aussi. Pour le Chasteau, ie vous puis asseurer que quiconque y sera, n'en sortira pas sans congé, tant pour estre la place tres-bonne, que pour la fortification que j'y ay fait faire. Je croy qu'il n'y a lieu en France où M. le Prince puisse estre mieux ny plus seurement. Et s'il n'en bougera, point mes enfans; car cela estant il y aura double garde.

Le Duc d'Alençon n'auoit que neuf ans quand cette lettre fut écrite; il paroissoit neantmoins dans la maniere d'agir de ce Prince, certains commencemens de melancolie & de fureur, qui en faisoient craindre les suites. Il est vray que la conuersation des Dames retenoit des mouuemens si fâcheux, & sur tout la Princesse Marguerite qui auoit deux ans plus que ce Prince, regnoit si absolument sur son esprit, qu'un de ses regards ou vne de ses paroles le rendoit capable de tout ce qu'on desiroit de luy. Ayant vécu quelque temps dans cette solitude, il en fût tiré avec la Princesse sa sœur pour le grand voyage que Catherine de Medicis fit faire à Charles IX. en l'année 1564. sous pretexte de luy faire voir tout son Royaume. La Princesse demeura auprès de la Reyne sa Mere, & le Duc d'Alençon avec le Duc d'Anjou son frere. Ce n'est pas qu'ils n'eussent leurs Gouverneurs & leurs Domestiques separez; mais la Reyne Mere vouloit qu'ils fussent toujours ensemble & n'eussent qu'une mesme maison, pour essayer, s'il estoit possible, de vaincre l'anripatie qu'ils auoient l'un pour l'autre. Mais ce remede empira le mal; & leur auersion s'accruست jusqu'à cet excès, qu'auant mesme qu'elle eust esté irritée par les grandes passions, ils se piquetoient aux moindres occasions, & donnoient bien de l'exercice à ceux qui en auoient le Gouvernement. Lors que le temps & les flatteurs eurent acheué de perdre l'esprit du Duc d'Alençon, & que son temperament l'eust porté aux dernieres violences, il se resolut de perir ou de commander aussi bien que le Duc d'Anjou, & d'emporter par son assidueité auprès du Roy son frere, ce que le Duc d'Anjou n'obtenoit que par les sollicitations de Catherine de Medicis. Mais apres auoir tenré pour cela, tout ce que ses Conseillers luy propoient, & voyant que Charles IX. n'auoit nul égard à ses demonstrations de seruite & d'amirié, il se laissa vaincre à son naturel inquiet & furieux; & ne conçeur gueres moins de haine pour le Roy qu'il en auoit pour le Duc d'Anjou. Ces mauuais dispositions demurerent neantmoins cachées iusqu'au temps de la saint Barthelémy. Ce n'est pas que les grands employs du Duc d'Anjou, & les grandes victoires qu'il auoit rempor-

tées à 17. & 18. ans ne luy fussent des suiets perpetuels de douteur & de desespoir, mais ne se considerant encore luy-mesme, que comme vn enfant, il n'osoit se décharger que sur des valets, de l'horrible poids qu'il auoit sur le cœur. Enfin l'âge l'ayant fait considerer, & les Huguenots croyant trouuer en ce ieune Prince, tout ce qu'il falloit pour arrester le cours des prosperitez du Duc d'Aniou, & ietter la diuision dans la maison Royale, il eust bien-tost vne Cour fort nombreuse. La Maison de Momorency se declara pour luy; & M. de Thoré & de Meru s'attacherent ouuertement à son seruite. Le Vicomte de Turenne prit le mesme party, & incontinent apres la saint Barthelemy, il n'y auoit point de brauc ny d'homme d'importance à la Cour qui ne s'éloignast du Duc d'Aniou pour se donner à son Cadet. *Les Huguenots*, dit la Reyne Marguerite dans ses memoires, *ayant à la mort de l'Admiral fait obliger par écrit le Roy mon Mary, & mon frere d'Alençon à la vengeance de cette mort* (en effet ils auoient gagné mon Frere auant la saint Barthelemy, sous l'esperance de l'établir en Flandre) *leur persuaderent au retour du Roy & de la Reyne ma Mere, de se dérober comme ils passeroient par la Champagne, & de se joindre aux troupes qui les deuoient venir prendre là. Monsieur de Miossans ayant eu aduis de cette entreprise, qui estoit pernicieuse au Roy son Maistre, me la fit sçauoir pour l'empescher. Soudain ie fus trouuer le Roy & la Reyne ma Mere; & ayant obtenu de leurs M. qu'elles y metteroient ordre secrettement, la chose fut conduite si prudemment, que sans que ces Princes pussent sçauoir d'où leur venoit l'empeschement, il leur fût impossible de s'échapper.* Cette premiere tentatiue n'ayant pas réussi, on en proposa vne seconde. Elle fut acceptée du Roy de Nauarre & du Duc d'Alençon. On leue des troupes, on les fait couler du costé de S. Germain, où Charles IX. estoit malade, & la chose alla si auant, que la Cour fût contrainte pour se sauuer, de partir à deux heures apres minuit. Le Roy fût conduit en litiere à Vincenne, & la Reyne Mere ayant pris son fils & son Gendre dans son Coche, les y mena aussi, mais avec moins de douceur qu'elle ne les auoit traittez la premiere fois. Dans l'interuale de ces deux desseins si mal conduits, il se fit vne assemblée secrette des plus puissans & des plus fidelles seruiteurs de Monsieur d'Alençon. M. le Marechal de Momorancy y presidoit, & nos memoires portent qu'il n'y fust rien resolu contre la vie de Charles IX. quoy que l'on ait écrit le contraire. Mais on demeura d'accord qu'on empescheroit le retour du Roy de Pologne, si le Roy venoit à manquer, & qu'à l'instant mesme de sa mort, Monsieur d'Alençon se rendroit Maistre de Paris, & iroit dans le Parlement se faire reconnoistre Roy. Monsieur auoit tant d'amis & de seruiteurs, que la chose cust pû réussir, si la Mole par vn emportement de fauory peu iudicieux, n'eust tenu des langages à M. de Momorency qui l'obligerent à ne se pas exposer pour vn fou. On ne sçait pas qu'il découurit le secret de M. Mais quoy qu'il en soit, cela vint à la connoissance du Roy & de la Reyne. Les Mareschaux de

Montmorency & de Cossé furent arrestez à Vincennes avec le Roy de Navarre, & Monsieur. La Mole, Coconnas, & Cosme Ruggier Italien & pretendu Magicien, furent menez à la Conciergerie, & poursuivis si chaudement par le Procureur General, que leur procès leur fût fait, & la Mole & Coconnas, comme les plus coupables, condamnez à perdre la teste. Cela se voit dans toutes les histoires du temps. C'est pourquoy ie n'en diray rien dauantage; & me contenteray de donner les pieces suivantes, pource qu'elles ne sont pas publiques.

*COMMISSION POVR INSTRVIRE LE PROCES CRIMINEL
de La Mole, Coconnas & leurs Complices 1574.*

CHARLES &c. A nos Amés & Feaux Conseillers en nostre Cour de Parlement, & les plus Anciens Presidens seant en la Chambre de la Tornelle de nostredite Cour, SALVT. Desirans qu'il soit procedé en toute diligence & par personages recommandez de grande integrité & preud'homie, à la confection des procès criminels & extraordinaires contre tous ceux qui se trouueront chargez & coupables de la damnable, méchante & mal-heureuse coniuration qui a esté faite à l'encontre de nostre personne, & celle de la Reyne nostre tres.h. D. & M. contre les principaux Officiers de nostre Couronne, & generalement contre tout nostre Estat à l'entiere ruync & subuersion d'iceluy, Nous vous auons commis, ordonnez & deputez, commettons, ordonnons & deputons par ces presentes, pour avec 2. plus anciens Conseillers lais de nostredite Cour, l'un de la grand'Chambre, & l'autre de ladite Tornelle, iugiez en toute diligence, & tous autres affaires postposez & cessans, & sans aucune intermission ny discontinuation, tant aux iours feriez que non feriez & à toutes heures, à l'instruction entiere desdits procès, nonobstant oppositions où appellations quelconques, & sans preiudice d'icelles. Pour lesdits procès par vous instruits, & deux de vous en l'absence ou legitime empeschement de maladie des autres, pourueu que l'un de vous Presidens y assiste tousiours, estre procedé au iugement definitif d'iceux par lesdites deux Chambres assemblées. De ce faire vous auons donné & donnons plein pouuoir, puissance, autorité, commission & mandement extraordinaire par ces presentes, mesme de faire saisir & arrester toutes personnes de quelque qualité qu'elles soient, si de ce fait se trouuent chargées & soupçonnées. Mandons & commandons à tous nos lusticiers, Officiers & luits que à vous en ce faisant obeyssent & entendent diligemment, prestent & donnent confort, ayde & prouision, & à tous Sergens & Commissaires d'excuter vos mandemens, tout ainsi que s'ils estoient emanés de nous. Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers, les gens tenans nostredite Cour de Parlement, que nos presen-

tes lettres de commission ils fassent enregistrer au Greffe d'icelle nostre dite Cour, & aussi les Commissaires par nous commis & deputez pour ladite instruction & iugement ouir & entendre par tous nos suiets en ce qui concernera le fait de ladite commission. Car tel est nostre plaisir. Donné au bois de Vincennes le d'Avril 1574.

EXTRAIT DES REGISTRES DV PARLEMENT.

VEV pardeuant la Grand'Chambre & Tournelle assemblées, le procès criminel fait à la Requête du Procureur General du Roy, pour raison de la conspiration & coniuration faite contre l'Estat du Roy & son Royaume, conclusions du Procureur General, & tout considéré, ladite Cour a ordonné que les Seigneurs de Thoré, de Meru, Vicomte de Turenne, le sieur de Grandry, dit Grandchamp, les appellez la Noële l'aîné, la Noële le ieune, le Capitaine Luynes, Tourtray pere, le sieur de la Vergne, le Capitaine Beauchamp, Pourtrain cy-deuant Aduocat & à present de robbe courte, Bournouille qui est à present au sieur de Thoré, vn nommé saint Pierre, par cy-deuant Tresorier de la cause, le sieur de Chambaudeau, Machonnets son frere bastart, vn nommé Matharé sollicitueur de la Dame de Chaurstin, les nommez ferrailles, du Vau demeurant à Meillant en Auuergne, Homme, Douaille qui est à present Marechal de la Compagnie dudit sieur de Meru, & vn nommé Hercules, seront pris au Corps, & emmenez prisonniers es prisons de la Conciergerie du Palais à Paris, pour ester en droit. Et s'ils ne peuuent estre pris, seront adiournez à trois briebs iours à son de trompe & cry public en ladite Cour, leur biens saisis, & Commissaires y establis, iusqu'à ce qu'ils ayent obey. Et sera l'exécution de ce present Arrest faite en vertu de l'extraict d'iceluy, par le premier Huissier de ladite Cour ou Sergent Royal sur ce requis. Fait en Parlement le 21. iour de May 1574.

LETTRE DE CATHERINE DE MEDICIS

Au procureur General la Guesle touchant Cosme Ruggier, accusé d'auoir fait pour la Mole vne image de Cire, contre Charles IX.

MONSIEVR le Procureur, A soir on me dit que Cosme ne disoit rien. C'est chose certain qu'on a fait ce que mon fils d'Alençon uoit sur luy, & que l'on m'a dit qu'il a fait vne figure de cire, à qui il a donné des coups à la teste, & que c'est contre le Roy; & que ladite figure a esté trouuée parmy les besognes de Mole. Aussi qu'au logis où il estoit à Paris il a beaucoup de méchantes choses comme des liures & des papiers. Je vous prie en aduertir de tout ce que dessus le Premier President, & le

President Hanequin, & me mander tout ce que Cosme aura confessé, & si ladite figure a esté trouuée; & au cas qu'elle le soit, de faire que ie la voye. Du bois de Vincennes ce 29. d'Avril 1574. CATHERINE.

I L

MONSIEVR le Procureur, le vous enuoye ce porteur qui est à moy. Il vous dira, ce que le Lieutenant du Preuost de l'Hostel luy a dit que Cosme luy dit quand il le prit, & afin qu'il ne change, ie luy ay fait redire, & ie vous écris icy la mesme chose. C'est que ledit Cosme incontinent qu'il fût pris, luy demanda si le Roy vomissoit, s'il seignoit encore, s'il auoit douleur de teste, & comment il alloit de la Mole, & qu'il l'aymeroit tant qu'il viuroit. Faites luy tout dire, & enuoyez querir ledit Lieutenant, & communiquez la presente au premier P. & au P. Hanequin, & que l'on sçache la verité du mal du Roy, & qu'on luy fasse deffaire, s'il a fait quelque enchantement pour nuire à la santé, & aussi s'il a fait quelque enchantement pour faire aymer la Mole à mon fils d'Alençon, qu'il le déface. A vnze heures du soir le 29. d'Avril. Je suis. CATHERINE.

II. LETTRES DE M. DE LANSAC AV PROCVREVR
General la Guesle.

MONSIEVR, la Reyne Mere du Roy m'a commandé que vous donniez, s'il vous plaist, bon ordre que qui que ce soit ne parle aux prisonniers, mesmement à la Mole. Si ce ne sont les iuges ordonnez pour faire leur procès, & qu'ayant entendu que ledit la Mole porte au col quelques chiffres ou caractres, & au doigt des anneaux, que vous les luy fassiez oster, voir ce que c'est, & les garder aussi. Il auoit sur luy cinq ou six cens escus, & des bagues, qui sont moyens pour tancer & corrompre les gardes. C'est pourquoy il les luy faut aussi oster, & faire bien garder tout comme vous sçaucez qu'il faut faire, qui est tout ce que ie vous diray, sinon que ie me recommande tres-affectueusement à vostre bonne grace. Au bois de Vincennes cette Vigile de Pasques au soir. Vostre obéissant & parfait amy à vous faire seruire. LANSAC.

MONSIEVR, la Reyne Mere du Roy m'a commandé vous écrire, que le petit Cosme Nigromancien que vous sçaucez, a esté pris prisonnier & mis entre les mains du Preuost de l'Hostel, qui a commandement de le vous amener, afin de le faire diligemment & incontinent ouyr, & tres-expressement examiner par Monsieur le premier President & de Boinuille, & sur tout le faire interroger sur certaine image de cire qu'on dit qu'on a trouuée parmy les belognes de la

Mole: Ainsi que dit le Lieutenant du Cheualier du Guet, & dont la Reyne auoit commandé à Monsieur de Bonneuil fils de Monsieur le premier President, d'en auertir Monsieur son Pere pour en sçauoir la verité, dont S. M. a grand desir d'apprendre des nouuelles. Si vous en sçaez, vous me ferez grand plaisir de m'en mander par ce porteur & à tant ie me recommande tres-affectueusement à vos bonnes graces. Du Bois de Vincennes ce 26. d'Auril 1574. LANSSAC.

LETTRE DV ROY CHARLES IX.

A ses Aduocats & à son Procureur General.

DE PAR LE ROY.

NOS Amez & Feaux, Nous escriuons presentement aux gens de nostre Cour de Parlement, comme estans constituez prisonniers en nostre Bastille de Paris, le Duc de Montmorancy Pair & Marechal de France, & le sieur de Cossé aussi Marechal pour aucunes charges qui sont à l'encontre d'eux: Nous desirons qu'il soit procedé en ce fait avec toute la meilleure forme qu'il sera possible, & de la façon que l'on a accoustumé cy-deuant d'observer à l'endroit de personnes de telle qualité quand elles ont esté accusées. Et qu'à cette fin ils délibèrent sur cette affaire, pour apres, nous aduertir de la façon qu'ont accoustumé d'estre faits les procès de semblables personages. Et à ce ne faites fautes. Car tel est nostre plaisir, DONNE au Chasteau de Vincennes le 7. iour de Mars 1574. CHARLES. Et plus bas, BRVLART.

La Mole & le Comte de Coconnas ayant esté decapitez, leurs testes furent secrettement enleuées. L'ay vn memoire qui parle ainsi. L'amour & la ialousie firent perir ces deux Gentilshommes. Ils estoient aymcz de deux Princesses, qui porterent leur affection si auant, qu'apres leur mort elles firent embaumer leurs testes, & chacune garda la sienne parmi les autres marques de leur amour. On pourroit deuiner qui estoient ces Princesses, mais ce seroit vne cruauté d'en auoir seulement la pensée. Pour Cosme Ruggier il fut traité comme vn Charlatan, & enuoyé aux Galeres à perpetuité; mais il trouua des curieux à Marseille qui luy donnerent la liberté & la subsistance.

Après la mort de Charles IX. & le retour du Roy de Pologne en France, Monsieur ne diminua rien de l'aersion qu'il auoit tousiours conseruée dans le fonds du cœur. La reconciliation avec Henry III. ne fut qu'apparente, & il le regarda tousiours comme son plus cruel enemy. Matthieu qui est vn excellent historien par le grand nombre des particularitez qu'il a recueillies des premieres personnes de la Cour, a fort bien remarqué les causes de cette haine secrette & reciproque. Voicy comme il en parle au suiet des differentes passions de Henry III.

L'on peut dire que de cét amenglement sont venus tous les déplaisirs qui mirent ses esprits en de longues tenebres d'ennuis, & fomentèrent l'inimitié entre luy & son frere. Ils se rencontrent à aymer mesmes beautez, & l'un des cœurs voulut desloger l'autre; & ne pouans souffrir de compagnons en amour non plus qu'en l'autorité, ils changerent les affections de freres en haines & des-pits implacables. De-là vint cette grande & prodigieuse coniuration qui se fit contre la personne de Henry. III. Monsieur voulant se venger où perir y consentit, & comme il appelloit tousiours ce Prince le voleur de sa Couronne, il ne croyoit rien d'iniuste quand on luy proposoit de la luy faire tomber de dessus la teste. Voicy tout le détail de cette coniuration que Matthieu rapporte, comme l'ayant apprise de la propre bouche du Roy Henry I V. du Marechal de Souray & de Barat.

Le Roy voyant que sa presence ne rendoit pas le succez de la guerre plus heureux, retourna à Lion sur la fin del'année, & de là s'achemina par la Bourgogne & le Bassigny à Rheims pour se faire sacrer. Estant à Chaumont il eut aduis de la coniuration que le Duc d'Alençon son frere auoit faite sur sa vie, & qu'il la deuoit executer auant son arriuée à Rheims. Feruaques desguisé en payfant vint trouuer Souray à Chaumont sur la minuir; & luy dit estre necessaire qu'il le fit parler au Roy pour chose qui regardoit le salut de sa personne. Il ne faut rien consulter sur telles paroles. Il le fait entrer en la chambre du Roy, tire le rideau & l'escuile. Feruaques se met à genoux, le supplie deluy donner la vie, parce qu'il venoit d'un lieu, & auoit eu part au conseil où l'on auoit coniuré sur celle de sa Maiesté. Le Roy commande à Souray de le mener vers la Reine sa mere, qui entendant cela, s'estonna du mauuais naturel de son fils, & neanmoins parce que Feruaques auoit demandé au Roy vn Estat de Marechal de Camp, elle crut que c'estoit vne imposture.

Le Roy & la Reine parlent ensemble; elle pour l'innocence, luy pour la seureté; ne scachans à quoy se resoudre, Feruaques leur dit, *Qu'il vouloit perdre la vie, si son aduis n'estoit veritable; & si on luy donnoit quelqu'un de creance & de discretion, il luy feroit deschiffrer tout le secret de cette conjuration.* Le Roy commanda à Barat d'aller où Feruaques le meneroit, & faire ce qu'il luy diroit. Il luy donna le rendez-vous en vn village pardelà Langres où il le vint trouuer, & delà le mena en vne vieille mazure d'un Chasteau, où il l'instruit de ce qu'il deuoit faire, ayant le cœur plein de fureur & la bouche de blasphemes, de ce que le Roy ne l'auoit pas voulu croire. Cependant il auoit mandé à ses compagnons que le Duc d'Alençon leur enuoyoit le plus confident de ses seruiteurs pour sçauoir leur resolution; & que iusques à ce qu'il en eust la certitude qu'il desiroit, il ne pouuoit bouger. Barat les attendit en pleine campagne sous vn arbre, & n'y fut pas long-temps qu'il descourut douze ou quinze cheuaux. Il se trouua en extreme apprehension que Feruaques

ne le trompast, & que le plus doux traitement qu'on luy pouvoit faire seroit de le despêcher promptement. Or estant question non de viure, mais de seruir le Roy, il couurit sa peur par la hardiesse des paroles, les salua, & leur dit, *Que Monsieur l'enuoyoit pour sçauoir où ils en estoient, quand & comment ils vouloient mettre la plume au vent.*

Le plus hardy dit, *Que le dessein estoit infailible qu'il ne dependoit que du commandement de Monsieur, que deux cens Gentilshommes des plus detenninez de France y porteroient leur vie.* D'autres se tirerent à quartier, & ayans parlé ensemble de l'air de gens qui estoient en doute que le ieu ne fust double, s'adresserent à Barat, & luy dirent vn peu brulquement, *Qu'ils s'esmeruilloient de ce qu'il ne leur apportoit point de lettres.* En estes-vous là respond Barat (mais vertement) *s'il m'en eust donné ie ne les eusse pas apportées iusques icy. Il n'y a pire compagnie que des lettres de cette sorte, qui se peuent ou surprendre, ou ouurir, ou perdre; & le papier mesme tout blanc est dangereux en ces actions.* Ce mot leua tous les scrupules, & leur fit dire le secret de leur dessein, qui en vn mot tendoit à faire vn monde nouveau, & mettre le cadet en la place de l'aîné, qui à leur iugement se deuoit tenir en Pologne où il estoit; se contentant du Royaume qu'on luy auoit acquis, sans le perdre pour prendre celui de France, qui n'eust pas eu faute de successeur. Comme ils dirent que leur dessein estoit d'attaquer le Roy en carosse, il leur dit, pour mieux iouer son personnage & fortifier sa creance, *Que le Roy le faisoit enuironner de ses Gardes, estoit suuy de ses Suisses, & que dedans il y auoit le Roy, la Reine sa mere, le Duc d'Alençon, le Roy de Nauarre, & la Marquise de Nermouster.* Ils dirent, *Qu'ils estoient informez de tout cela, & que leur dessein passoit sur tous les empeschemens qu'on pourroit imaginer, & que plusieurs qui n'esp nommoient pas, se trouueroient aupres de Monsieur quand il faudroit mener les mains.* Barat leur dit, *Que Monsieur estoit en peine de sçauoir s'ils auoient pensé à vn lieu assésuré pour leur retraite, & pour executer l'entreprise.* Nous en auons, dirent-ils, *qui nous donnent double auantage, la seureté & la facilité, & qu'entre Rheims & S. Marcom Monsieur trouueroit le comble de ses felicités, & eux ce-luy de leurs desirs.*

Sur ce arrive Feruaques seul, qui s'adressant à l'vn d'eux luy dit en iurant Dieu, *Qu'il seroit Marechal de France, & voyant qu'ils n'en auoient pas assez dit, les voulut engager à d'autres discours, recommandant à Barat de bien représenter à Monsieur les affections, les merites & la fidelité de ceux qui pour sa grandeur entreprennent vn si grand dessein.* L'vn des principaux dit à cela, *Que Monsieur estoit ieune, & ne prenoit pas à cœur son bien.* D'autres dirent, *Qu'il ne tenoit pas grand compte de sa fortune, ny du conseil qu'on luy auoit donné pour l'esleuer & l'asseurer; & quasi tous se plaignoient de n'auoir point de ses nouvelles, & qu'il y auoit quinze iours qu'un Gentilhomme estoit en Cour aupres de luy, & ne pouoit auoir ny réponse, ny resolution.* Barat remarqua bien cette parole; & n'en pouuant sçauoir dauantage se retira, & les assura de les reuoir bien-tost, &

de leur rapporter toutes résolutions. Il y en eut vn qui portoit vn Ruben qui le pria de dire à Monsieur, *Que sans faillir la peau de loup attaqueroit le Carosse, & donneroit eschet & mat.*

Il se rendit diligemment à Langres, & soudain que le Roy le vit, & auant que d'ouurir la lettre que Feruaques luy escriuoir, il luy demanda, s'il en estoit quelque chose. Barat respondit, qu'oüy. Le Roy ne voulant sçauoir que cela, le mena à la Reine sa mere, afin qu'elle en entendist l'Histoire. Barat rapporta tout ce qu'il auoit veu & oüy, nomma ceux qu'il auoit reconneu, la Nocle Beauuais, la Fin, la Vergne, Beauieu. La Reine reconnut cettuy-cy pour mauuais garçon, & dit, *Qu'il auoit esté Enseigne de l'Admiral de Chastillon.* De ce rapport le Roy & la Reine connurent que la coniuration estoit formée, & qu'il ne restoit plus qu'à faire l'Epitaphe du Roy, & à l'instant l'air de leur visage se chargea de tristesse & d'ennuy. Les larmes en vindrent aux yeux de la Mere, detestant ceux qui abusans de la jeunesse de son Fils, luy mettoient ces mauuaises pensées en l'ame. Le Roy pleura de se voir contrainct pour éviter la perte, & celle de son Estat, de perdre vne personne qui luy estoit si chere, & de condamner son propre sang. Il dit à la Reyne, *Madame, il faut mettre ordre à cecy, & faire assembler les Pairs: & s'aperceuant que Barat auoit encore quelque chose à dire, il luy commande d'acheuer.* **SIRE,** répond Barat, *i'ay dit à V. M. que sans doute ce dessein estoit formé en l'ame de ceux à qui i'ay parlé, & qu'il ne tiendra pas à eux qu'il ne s'exécute. Mais i'ay remarqué & à leur mine, & à leurs paroles, qu'ils ne croient pas que Monsieur soit, ny résolu, ny disposé. Les vns m'ont dit qu'il estoit ieune, & ne considéroit pas ce qui estoit de son profit: les autres qu'il alloit bien froidement en chose de si grande importance, & qui regardoit sa fortune & de tous ses seruiteurs; & tous se plaignoient de ce que s'amusant aux vanitez de la Cour, il ne pensoit à ses affaires: que rien ne se pouuoit faire sans luy, & qu'il y auoit plus de quinze iours qu'ils luy auoient enuoyé vn Gentil-homme qui ne reuenoit point.*

Ce dernier mot rendit à la Reine la parole que la douleur luy auoit ostée, recalma l'orage du cœur du Roy, & assura la vie de Monsieur, dont la qualité vouloit que pour peu que parut son innocence, elle emportast tous les soupçons au contraire. Et que ne peut esperer celuy qui a vn Frere & vne Mere pour Iuges? La Reyne Mere dit qu'on se deuoit saisir incontinent de ce Gentil-homme qui attendoit sa responce, & qu'à la fin on verroit que Dieu n'auoit pas tellement abandonné Monsieur, que de le laisser precipiter en cét abyssme. Le lendemain le Roy parla au Duc d'Alençon en presence de sa Mere, il se ietta aux pieds du Roy, luy cria mercy, confessa toute cette menée, iurant & protestant, *que rien n'en estoit demeuré en son ame, qu'il n'y auoit donné aucun consentement, & n'auoit fait autre faute que d'écouter ceux qui l'auoient entrepris, lesquels toutefois il ne vouloit perdre, suppliant d'étendre sa clemence sur eux comme sur luy.* Le Roy l'accorda, & luy promit de l'oublier; mais il voulut que la maison qui deuoit seruir de retraite à ce mal-heureux dessein fût rasée. Le seruice de Ba-

rat ne mourut point en la memoire de la Reyne Mere, aduoüant tousjours qu'il auoit sauué la vie à son fils; & tant qu'elle vescu, elle luy enuoya tous les ans aux Estrennes, vne chaisne de deux cens escus.

Je tiens le discours de cette coniuuration de Henry le grand premierement, qui mel'a dit tout au long; puis de Souuray & de Barar. Le Roy n'y apportoit autre diuersité, sinon que Feruaques s'estoit adressé à luy premier qu'à Souuray, que le Roy s'estoit fié à luy pour la seureté de sa personne par les chemins où la coniuuration se deuoit executer, qu'il le seruit de Capitaine des Gardes, ne s'esloignant point de son Carosse avec ses seruiteurs, & qu'il remarquoit la contenance farouche & morne de Monsieur, & disoit, *Que pour faire vn tel coup il n'eust sçeu choisir des ames plus determinées que celles-là.*

A peine la playe que cette conspiration auoit faite dans le cœur du Roy, auoit eu le temps de saigner, qu'un nouveau suiet de defiance & de crainte la r'ouurit, & l'enuenima. Henry III. estant à Paris apres son sacre, tomba malade estant au logis du Comte de Chateau-vilain, qui a esté depuis l'Hostel d'O, & en suite la maison de Puget Tresorier de l'Espargne. Il fut atteint d'une extreme douleur d'Oreille, & si soudainement, qu'on ne sçauoit d'où venoit la cause de ce mal. Les Medecins le iugerent incurable. Aussi tous les accidens de cette sorte sont tres-dangereux pour la proximité du cerueau. Il crut que c'estoit vn mal pareil à celui de François II. Qu'il venoit de poison, & en soupçonna le Duc d'Alençon. La connoissance qu'il auoit de l'esprit de ce Frere, son extreme ambition, & ses attentats en diuers temps pour se faire Roy, conuertirent soudain les soupçons en creance. Il ne pouuoit oublier ce que Feruaques luy auoit dit de la coniuuration sur sa vie, & il auoit eu aduis depuis peu, qu'il auoit sollicité vn valet de Chambre de l'esgratigner sur la nucque du col avec vne espingle empoisonnée, en luy attachant la fraize. Je tiens ce dernier point de la bouche de Henry le Grand, qui prenant plaisir de me dire plusieurs choses qu'il iugeoit dignes de son Histoire, me dit sur l'occasion de cette maladie ces paroles, que ie rapporte fidelement, & en leur originairre naïfueté.

Il auoit ce mal d'oreille en ce liex-là. On croyoit qu'il en mouroit; & ce mal ne luy donnoit pas tant de peine, que l'apprehension que le Duc d'Alençon son frere n'en profitast. Faut-il, me disoit-il, que ie laisse ma Couronne à ce meschant? Mon Maistre, luy disois-je, prenez courage. Il n'y a que les meschans qui espèrent en ce malheur, tous vos bons seruiteurs le craignent, & vous n'en auez que le mal. Vous sçauetz, me dit le Roy, que i'ay vescu tousiours avec vous comme mon frere, que ie vous ay aimé sans feinte. Je vous veux desconrir la playe de mon cœur, & vous dire que ie ne sçauois mourir content, si ie sçay que ce méchant, qui est cause de ma mort, me succede. Il faut que vous trouviez moyen de vous en deffaire, & de vous assurer de tous vos amis. Je sçay que le Duc de Guise ne vous sera point contraire; car il n'aime point ce méchant. Je fus fort estonné de ce discours, & estois en peine de luy répondre; car me m'engageant pas à ce qu'il desiroit,

ie le contristois & augmentois son mal; & luy promettant d'obeyr, ie ruynois ma conscience. Je luy dis donc, Je sçay bien, mon Maistre, que Monsieur vous a fort offensé, & connois que le ressentiment doit bien presser vostre ame, puis qu'en l'estat où se trouue maintenant V. M. il l'a portée à des choses si extrêmes. Mais j'espere que vous ne serez pas en peine d'en user; car Dieu vous rendra la santé, & fera tant de graces à Monsieur, qu'il regagnera & meritera les vostres.

Le Roy me dit sur cela, que sa resolution n'estoit point par vengeance ou par animosité, mais par punition & par iustice, qu'il estoit obligé de ne pas laisser son Royaume à un esprit capable de le détruire; & que Dieu le puniroit si ayant pu détourner ce mal-heur, il l'enduroit. Que d'ailleurs il y alloit de ma conservation, & de celle de mes amis; estant certain qu'aussi-tost qu'il auroit fermé les yeux, il nous feroit tous mourir. Je vous assure que j'auois de l'horreur d'entendre ces paroles, & encore plus de voir de quelle façon il me les disoit; en cette créance que pour sauuer son Estat, il n'estoit point obligé aux Loix: que ce qui me sembloit cruel, estoit fort iuste & nécessaire: & que pour oster à son frere le pouuoir de mal faire & de gaster tout, il le falloit promptement oster du monde. Je me vis lors forcé de luy dire, que mes pensées n'alloient pas plus outre qu'elles ne deuoient, que mes desirs estoient limités de mon obeissance, que mes esperances n'estoient point fondées sur la mort d'autrui, que si ie faisois ce qu'il disoit, ie ne prospererois iamais, que ce bon-heur me rendroit mal-heureux; & qu'une ame genereuse deuoit auoir horreur de tout ce qui estoit cruel & inhumain. Il repartit promptement, Il ne faut pas appeller cruels les remedes qui produisent des effets salutaires. Toutes mes raisons ne firent que d'enflammer dauantage sa resolution; car il se roidissoit fort contre les contradictions.

Il enuoya querir le Preuost des Marchands, & luy commanda de faire tout ce que ie luy dirois. La Chambre estoit pleine de Princes, Seigneurs & Officiers de la Couronne. Monsieur le Prince de Condé y estoit, le Duc de Guise & ses Freres. J'y estois le plus fort. Si le desir de regner eust esté aussi puissant en moy, que la haine estoit terrible au cœur du Roy, il ne falloit pas beaucoup souffler le feu de son courroux pour executer sur le champ son commandement. Au mesme temps Monsieur qui croyoit déjà d'estre Roy, allant au Cabinet passa par la Chambre sans saluer personne: mespris qui toucha & irrita les esprits les plus moderez; car il y en auoit là & de l'une & de l'autre Religion qui s'accommodoient à tout euenement. Il entra au Cabinet, où la Reine Mere, la Reine Regnante, la Reine de Nauarre, & quelques confidens consultoient sur le present & sur l'aduenir. Tout ce Conseil estoit contre moy, qui seul en pouuois confondre les intentions, si Dieu n'eust conduit les miennes; mon courage s'estenant tousiours plus haut que le tort qu'on m'auoit fait. Tout cecy m'a esté dit par le Roy; & m'ayant commandé à l'heure mesme d'en dresser vn memoire & le luy monltrer, ie le fis voir premierement à Villeroy, qui m'assura n'en auoir iamais ouï parler. Je le dis au Roy, qui sur cela dit ce mesme mot, Il peut estre que Monsieur de Villeroy n'en a rien sçeu, car cela se passa entre deux testes, ou que l'honneur de la memoire du Roy ne permet pas qu'il en parle.

Il est vray qu'en ce temps-là le Roy de Nauarre & le Duc de Guise estoient

estoyent en fort bonne intelligence. Car comme le Roy de Nauarre vit quel'on doutoit de la vie du Roy, il dit deux ou trois fois au Duc de Guise, *Nostre homme est bien mal.* A la premiere le Duc de Guise respondit, *Ce ne sera rien :* A la seconde, *Il y faut penser.* Et comme il vit qu'à la troisieme le Roy de Nauarre y adioustoit vn geste qui marquoit quelque desir de sçauoir son intention, il luy dit, *Je vous entends, Monsieur, & frappant le pommeau de son espée, Voila,* dit-il, *qui est à vostre service.* En cette extremité les seruiteurs du Roy se portoient à de tragiques pensées, Souuray, le Gast, & Larcham le voyant en cet estat se mirent à part, & dirent, *Qu'il y auoit en ce mal quelque chose d'extraordinaire, & inrerent de venger sa mort.* Et l'un d'eux m'a dit, qu'il croyoit que s'il fût mort, Monsieur n'eust pas duré long-temps apres luy. Peu apres le Roy fut guery. Dieu ne luy auoit donné ce coup sur l'oreille que pour l'esueille, comme les Medecins frappent ceux que l'apoplexie estouffe. Monsieur vit vn grand espace entre ce qu'il estoit, & ce qu'il pensoit estre. Le Roy disoit, *Qu'en cette maladie il n'auoit receu autre allegement, que celui de la nouuelle que le Baron d'Alais luy apporta, qu'il auoit veu le Marechal d'Anuille à l'agonie, & qu'il le tenoit pour mort.* Il ne cela pas au Roy de Nauarre la ioye qu'il en auoit, & disposa incontinent de ses charges, encore qu'il ne fit que sortir d'un estat tel, qu'on pensoit qu'il deust bien-tost rendre compte de celles qu'il tenoit de Dieu. Voyant que Souuray paroissoit triste en cette grande ioye, il luy demanda d'où venoit sa melancholie ? De vostre ioye, respond Souuray. Ce Seigneur luy estoit tant agreable, & sa franchise & sincerité si esprouuée, qu'il ne faisoit & ne disoit rien qui ne luy pleust. Le Roy tenoit que cette mort estoit la naissance de la paix en Languedoc, & la ruine de tous les pretextes des troubles. Il fit venir la Reine sa Mere, le Chancelier de Biragues, Chiuerny & Matignon, pour auoir leur aduis de ce qui se deuoit faire. Les Conseils, comme les eaux, retiennent la qualité des lieux où ils passent. Ils auoient tous quelque interest en la ruine de la maison de Montmorency, & sur ceils furent d'aduuis qu'on fit mourir le Marechal de Montmorency, & le Marechal de Coslé prisonniers à la Bastille. Miron premier Medecin du Roy y fut enuoyé pour faire sortir tous leurs seruiteurs, ne reseruant qu'un valet de Chambre pour chacun. Au retour il puplia par tout, *Qu'il les auoit trouuez en mauuaise disposition, que le long repos sans exercice, & l'ennuy de la prison sans esperance, les menaçoient de quelque schinace, qui les estoufferoit, si on n'y prenoit garde.* C'estoit afin que le soupçon iustificast l'accident, & que l'opinion de la mort naturelle couurir la verité de la violente.

Incontinent apres que cette resolution fut arrestée, le Roy sortant du Cabinet qui estoit retranché en deux, trouua Souuray qui estoit sur le petit lit vert, & luy dit, *On me conseille de faire mourir les Marechaux, aller de ce pas trouver le Gast (il commandoit lors le Regiment des Gardes) & luy dire qu'il vous donne quatre des plus deserminez soldats qu'il ait, &*

qu'avec deux seruiettes bien desliées, ils les estranglent sous deux si dextrement, qu'il semble que ce soit vn accident de mort soudaine & naturelle. Est-ce vostre resolution, Sire? luy dit Souuray, Ouy, & c'est le conseil qu'on me donne, & qu'en dites-vous? Sire, dit Souuray, puis que vostre Maiesté me donne la liberté d'en parler, ie la supplie tres-humblement de me pardonner si ie vous dis que ceux qui vous donnent ce conseil, en veulent tirer du profit aux despens de vostre honneur. monsieur le Chancelier de Biragues est leur ennemy capital. Monsieur de Matignon a promessé du premier Office de Marechal de France qui sera vaquant. Ils vous font croire que cela se fera si secrettement, qu'on n'en sçaura rien. Mais Dieu le verra, & le lendemain le bruit en sera par toute la ville, & on criera à la cruauté & à la tyrannie. Vous m'avez fait l'honneur de me donner la Capitainerie du Chasteau de Vincennes si Monsieur de Montmorency mourroit; j'aimerois mieux auoir perdu la moitié de mon bien, que de voir la reputation de vostre Maiesté offensée. Pour la garantir de tout blâme dedans & dehors le Royaume, & ne la flétrir du reproche d'une telle iniustice, commandez que leur procez leur soit fait, & qu'ils passent par les formes de iustice. Je n'en parle point par affection; car ce sont ceux auxquels ie n'ay iamais rien eu à faire.

Monsieur d'Alençon estant au desespoir de voir le Roy son frere dans la resolution de le perdre, & de luy preferer le Roy de Nauarre dans la succession mesme de la Couronne, en conceut vne nouvelle haine contre l'un & contre l'autre; & malgré toute la liaison qu'il auoit avec la Reine sa sœur, se declara ouuertement leur ennemy. Cette Princeesse qui n'est pas la plus fidelle historienne du monde, imputée à l'amour & aux artifices de M. de Sauue la mes-intelligence des deux beaux Freres; & veut persuader qu'elle estoit encore entretenue par les intrigues du plus puissant fauory de Henry III. qui se nommoit du Guast. Mais il est tres-certain que la declaration que le Roy auoit faite pendant qu'il fut malade à l'Hostel d'O, si iniurieuse & si preiudiciable au Duc d'Alençon, luy auoit mis le poignard dans le sein, & l'auoit fait resoudre d'entendre à toutes les propositions les plus extrauagantes qui pourroient luy estre faites. Les ennemis de la Paix luy representerent, comme dit la Reine Marguerite, qu'il luy estoit honteux de demeurer dauantage à la Cour. Qu'il estoit la risée & le mespris des fauoris. Qu'il estoit contraint tous les iours de s'abaisser aux demieres humiliations. Que le Guast estoit le seul qui gouernoit, & qui pouuoit tout. Qu'il se voyoit aux moindres occasions necessité de mandier honteusement de du Guast ce qu'il vouloit obtenir du Roy. Que ses bassesses estoient mesmes infructueuses. Qu'on luy refusoit les choses les plus iustes. Qu'il n'auoit aucun établissement. Que sa Maison n'estoit fondée que sur le bon plaisir de du Guast. Qu'un coup de plume l'enuoiroit à l'Hospital. Qu'il estoit temps qu'il pensast à subsister par luy mesme, & à demander son appanage, & des Gouuernemens. Que toute la Fran-

ce épuisée luy tendoit les bras. Qu'il n'auoit qu'à vouloir pour obtenir toutes choses, mais à le vouloir fortement. Que les mécontans estoient prests de monter à Cheual. Que les Huguenots n'attendoient que sa reconciliation avec le Roy de Nauarre pour se mettre en Campagne. Qu'il auroit vne armée de trente mil hommes auant que le Roy le fût reconnu. Qu'il ne differast donc plus de sortir de la Cour, & que par son racommodement avec le Roy de Nauarre, il l'obligeast à faire la meisme chose. Ces considerations ayant absolument détaché le Duc des interests & des Conseils de Madame de Sauue, il ne balança plus sur son départ. Il fut concerté entre luy, & le Roy & la Reine de Nauarre, & executé dès le lendemain avec tant d'adresse & de secret, que sur le soir, Monsieur d'Alençon sort du Louure le Manteau sur le nez, & se rend à la porte S. Honoré, où Simié l'attendoit avec le Carrosse d'une Dame de ses bonnes amies. A vn quart de lieuë de Paris il monte à Cheual, & à vne heure de -là trouue trois cens Cheuaux de ses seruiteurs qui l'attendoient au rendez-vous qu'il leur auoit fait donner. On ne se douta point de son parlement, dit la Reine Marguerite, que sur les neuf heures du soir. Le Roy & la Reine Mere en ayant soupçonné quelque chose demanderent à certe Princeesse, pourquoy il n'auoit pas soupé avec eux & s'il estoit malade. Elle leur respondit qu'elle n'auoit point veu de l'apresdinée. On l'enuoye chercher à sa Chambre, il ne s'y trouue point. On fait courir par toute la Ville, mais personne n'en ayant rapporté aucune nouuelle, le Roy en prend l'alarme, se met en cholere, menace & enuoye querir tous les Princes, & tous les Officiers de la Couronne. Il leur commande de monter à Cheual, & de luy ramener son frere viu ou mort. Tous sont les étonnez. Les vns s'excusent, les autres disent qu'il faut attendre des nouuelles de Monsieur, & la pluspart declarent qu'ils sont prests d'exposer leur vie pour le service du Roy, mais que s'ils alloient contre Monsieur son Frere avec tant de preecipitation, ils sçauoient bien que le Roy luy-mesme leur en sçaueroit vn iour mauuais gré. Que Monsieur auoit trop de respect pour sa personne sacrée, & trop d'amour pour l'Estat, pour s'engager mal à propos à vne Guerre Ciuille. Que quelque mécontentement l'auoit porté à ce qu'il auoit fait, mais qu'ils pouuoient répondre que s'il plaisoit à sa Maiesté de luy enuoyer quelque personne de créance, il ne manqueroit pas à son deuoir. Le Roy qui estoit trop persuadé du contraire se mocqua de ses aimables compositeurs, & enuoya apres son Frere tout ce qu'il peut faire monter à Cheual. On verra dans les memoires qui suivent, combien le Roy fut touché de l'escapade de Monsieur, & les extremitez où il se porta pour en auoir raison. Mais quoy qu'il peut faire, se voyant tres-mal seruy de ceux mesme qui estoient les plus obligez à ne considerer que luy, il connut bien que la guerre fauoit les affaires de Monsieur, & qu'il falloit mettre la chose en negotiation, pour renuoyer les estrangers & desarmer les Huguenots.

rencontré son escorte à deux lieues de la Ville, se rendit à Dreux peu de iours apres. De-là il enuoia des Courriers par toutes les Prouinces, & dépecha au Prince de Condé qui estoit en Allemagne. Il attendit neantmoins pour se declarer, que le Roy de Nauarre l'eût ioint; & cependant son Conseil le fit resoudre de publier vn manifeste pour donner dans la veüe du peuple. On le verra parmi les autres memoires qui concernent cettere broüillerie. Le Roy d'ailleurs terriblement offensé de l'action de Monsieur son Frere, écriuit dès le lendemain de sa sortie vne lettre à ses seruiteurs si peu proportionnée à la grandeur de son courage & de sa dignité, que M. de Montpensier qui estoit outré de longue main, ne craignit pas de refuser le commandement que ce Prince luy offrit. Mais Monsieur de Nevers qui n'a iamais eu d'autre veüe dans les affaires publiques que le seruice du Roy, ne manqua pas de monter à Cheual aux premiers ordres de S. M. & aiant assemblé tous ses amis, fut bientôt en estat de s'opposer aux progrès des mécontents. Il gaigna la Beauce avec sa Caualerie, & prit le chemin de la riuere de Loire pour se mettre entre les Huguenots & Monsieur d'Alanson. Comme il estoit plus sensible aux interets de la Maison Royale que ceux-là mesme qui auoient l'honneur d'en estre les principales parries, il écriuit à M. de Montpensier que s'il auoit agreable de ioindre ses troupes aux siennes, il ne faisoit nulle doute qu'il n'empeschast M. de passer la riuere, & que voiant sa marche coupée, il ne l'obligeast à s'accommoder avec le Roy. Voici sa Lettre.

*LETTRE DE MONSIEVR DE NEVERS A MONSIEVR
de Montpensier.*

MONSIEVR, Vous sçaez aussi bien que moy que le salut de l'Estat dépend de l'vnion de la Maison Royale; & que si les Huguenots ont vne fois entre les mains le presomptif heritier de la Couronne, nous allons tomber dans des malheurs qui acheueront de nous perdre. Vous auez l'honneur d'estre Prince du sang, c'est pourquoy vous estes beaucoup plus obligé que moy d'empescher la ruine de la France. Je vous semonde neantmoins avec tout le zele d'un veritable Francois, de preuenir vn si grand mal. Vous auez assez de forces pour cela. Il ne s'agit point de faire de sieges ou de donner des batailles. Toute l'affaire consiste à boucher le passage de la Riuere de Loire, & faire que M. ne puisse se ioindre aux ennemis de la Religion & de l'Estat. Je m'offre de vous aller trouuer où il vous plaira, & de vous mener tout ce qu'il y a de gens de bien avec moy. Nostre ionction fera bien ouurir les yeux à monsieur, & auorter tous les desseins de ceux qui veulent profiter des miseres publiques. Je vous coniure par vostre pieté & par vostre deuoir d'oublier les iniures passées, & de preferer le salut general à vn ressentiment particulier. J'attens vostre responce avec

impatience, & marchant tousiours à petites journées du costé de la Loire, ie n'auray pas plustost vos ordres que ie seray à vous. Ie prie Dieu, Monsieur qu'il vous ait en sa tres-saincte garde. Du Camp de Toury ce 21. 1575. Vostre &c.

LYDOVIC DE GONZAGVE.

Les bonnes intentions de M. de Neuers n'eurent point de succès, pource que M. de Montpensier auoit d'autres veuës ; & refusa nettement les offres de ce Prince. Cependant M. ayant enuoyé son manifeste à la Cour & par toute la France en date du 17. de Septembre de la mesme année, sortit de Dreux, & vint passer la riuere de Loire sans trouuer la moindre opposition à son passage. Il demeura quelque temps à Romorantin. Il se rendit aupres de Blois sur la nouuelle qu'il eust que la Reine sa Mere le venoit trouuer. Il la ioignit à Champigny sur Maine, fut avec elle à Chatelleraud, & enfin M. de Montpensier qui vouloit estre l'arbitre de l'accommodement, les mena à sa belle maison de Champigny. Ce fut là où il dit à M. ce que M. de Neuers luy auoit écrit, & M. de Neuers ayant appris quelque temps apres le discours que M. de Montpensier auoit tenu à M. & luy estant rapporté tout different de son intention & des termes de sa lettre, il s'en plaignit au Roy, il en témoigna son ressentiment à la Reine, & declara hautement que M. de Montpensier n'auoit pas dit la chose comme elle s'estoit passée. M. de Montpensier fit paroistre vne lettre adressante à M. pour sa iustification. La voicy avec la réponce que M. de Neuers fit publier pour détrompet tout le monde.



L'OCCASION
D V D E M E N T Y

QVE M. LE DVC DE NEVERS.

PAIR DE FRANCE, FIT DONNER

ce Mois de Mars dernier 1580.



PARCE qu'il m'a semblé que M. de montpensier ait presupposé, par vn écrit n'agueres diuulgué sous son nom (la copie duquel est transcrip̃te à la fin de cette presente) que ie me suis plaint des propos qu'il dit par iceluy, auoir peu auparavant tenu de moy à monseigneur Frere du Roy; j'ay etimé deuoir éclaircir vn chacun, que tant s'en faut que ie me fois lenty offensé de ce qu'il a dit, que ie luy ay mandé (qui fut en l'an 1575.) Sçauoir est: *Monsieur, si i'eusse voulu croire ce que Monsieur de Neuers me persuaçoit de faire, ie ne sçay comme il vous en fust pris, car il ne tint pas à luy que ie ne fissse haster mes forces pour empescher vostre passage de Loire, m'ayant semondé à ce faire; & assuré de diligenter les siennes pour m'en accommoder; qu'au contraire ie n'ay iamais eu intention de les contredire; & serois bien marry de l'auoir fait, pour estre conformes à la charge, vouloir & commandement exprés, qu'il pleust lors au Roy mon Souuerain Seigneur & maistre, me faire par la puissance & autorité Royale qu'il a sur moy son tres-humble, tres-obeyssant & tres-loial suiet. Bien veux-je que l'on sçache (comme j'ay cy-deuant fait sçauoir) que ie me suis lenty grandement offensé d'un bruit qui courut enuiron Carefme. prenant dernier 1580. que l'on m'auoit voulu blâmer à l'endroit de mondit Seigneur, comme si d'effect i'eusse voulu attenter à sa vie, & pourchasser sa mort, sous ombre du bien de ce Royaume; ou du particulier interest d'autrui: parce que iamais il n'estoit entré à mon cœur vne si lâche & méchante pensée. Pour cette seule occasion, & non pour autre, j'enuoyai supplier mondit Seigneur par Monsieur de Launay, de me faire ce bien que de m'éclaircir s'il estoit vray qu'on m'eust voulu ainfi calomnier en son endroit, afin de m'en iustifier. Mais ne l'ayant pû entretenir qu'apres qu'il fut sorti du Chasteau d'Angers(ou pour lors mondit Seigneur estoit) qui fut au mois de Mars ensuiuant; il dit en substance, selon la charge & commandement exprés qu'il auoit de moy; sçachant bien que personne à qui en cet endroit ie doie respect, n'auoit lors esté voir mondit Seigneur; que quiconque auoit dit, que i'eusse desiré, persuadé,*

& pourchassé la mort à mondit Seigneur, auoit menti. Ce que depuis i'ay moy-mesme diuulgué: ne desirant sur tout qu'il demeurast aucune petite opinion mauuaise de moy en l'esprit de mondit Seigneur, ni de personne du monde. Chose qui peut aisément éclaircir vn chacun (comme ie desire qu'elle fasse) que mon intention n'a iamais esté de contredire à ce que ledit sieur de Montpensier en sondit écrit a dit que ie luy ay mandé; parce qu'il est conforme au vouloir & commandement du Roy: & par conséquent n'ayant ledit sieur de Montpensier tenu de moy à mondit Seigneur, semblables propos à ceux, sur lesquels, ainsi que dit est, le démenty a esté seulement donné; ains ceux que dessus; qu'il n'a non plus d'occasion de penser que ie me sois plaint desdits propos; que moy de vouloir que ledit démenty soit pour iceux; & qu'en ce cas il ne l'offence aucunement; comme ie n'attends qu'il fasse. Ce que i'ay bien voulu declarer, tant seulement pour éclaircir ceux qui par auanture iusques à present ne l'ont esté, de l'occasion dudit démenty; & éuiter qu'on n'en discoure autrement que n'a esté mon intention. Et quant à la glose ou interpretation qui a esté faite sur lesdits propos, qu'il dit que ie luy ay mandé; ie n'y feray autre declaration de mon intention; estant certain que ma volonté & loyauté sont assez amplement conuës à ceux à qui il appartient. Et par mesme moyen ie laisseray le iugement de nos actions, au Roy nostre souverain Seigneur & Maistre. Ioint que d'ailleurs i'ay estimé qu'il plaira à mondit Seigneur ne diminuer pour cela, la bonne opinion qu'il luy a pleu cy-deuant conceuoir de moy, son tres-humble & tres-obeïssant seruiteur; comme il l'a témoigné à vn chacun, quant & quant son bon naturel; tant pour s'estre tost apres ce temps-là expressément transporté à Paris, pour tenir mon fils aîné sur les saincts fonts de Baptême, l'an 1576. que pour auoir receu à gré ce peu de seruice, qu'il n'y a pas long-temps que ie me suis efforcé avec d'autres Princes, de luy faire; & par conséquent au Roy, és sieges de la Charité & d'Yssoire, ainsi qu'à la verité i'ay tousiours sur tout désiré de faire apres leurs Maiestez, tant pour estre tel & si grand Prince qu'il est; que pour l'auoir connu vn sage & vaillant Capitaine. Ainsi signé,

LVDOVICO GONZAGA.

E'CRIT DIVVLGE' SOVS LE NOM DE MON SEIGNEVR
DE MONTPENSIER.

A MONSIEVR LE DVC D'ALENCON.

IL me semble, Monsieur, que les propos que ie vous tins dernièrement à Angers; desquels on dit que Monsieur de Neuers se plaint, sont tels que ie les vous diray presentement. Et pour ce ie vous sup-
plie

plie tres-humblement, Monsieur, vous ressouvenir que m'attribuant quelque louange de ce que ie m'estois voulu plustost employer à la reconciliation d'entre le Roy & vous, que de m'opposer à vostre passage de la Riviere de Loire, comme ie le pouvois faire, & en avois le moyen, ayant lors vne armée sous ma dition & commandement. Vous dites aussi que vous estiez grandement tenu audit sieur de Nevers, de ce qu'il ne s'estoit mis en effort de vous nuire, estant enuoyé avec des forces pour ce faire. Et l'ayant réitéré diuerses fois, sans faire difference de mes actions aux siennes, ie dis ces mots à Monsieur, si eusse voulu croire ce que Monsieur de Nevers me persuadoit de faire, ie ne sçay comme il vous en fust pris : car il ne tint pas à luy que ie ne fisse haster mes forces pour empêcher vostre dit passage, m'ayant semé à ce faire, & assuré de diligenter les siennes pour m'en accomoder, y ayant apparence toute claire qu'il pretendoit vous faire combattre. Car avec vne partie seulement de ce que j'auois, ie pouvois vous arrester & vous prendre, sans employer le total de mesdites forces, ny celles dudit sieur de Nevers. Et peut-estre s'il en eust eu assez pour ce faire, qu'il l'eust fait sans m'y conuier. Tellement qu'il se peut tirer & inferer de-là, qu'il n'auoit pas intention de vous épargner, ny crainte de mettre vostre personne au hazard & vous prendre mort ou vif. Parce que le combat ne pouvoit estre donné à autre condition, pour la trop grande imparité de vos forces à celles que j'auois & qu'il me presentoit : mesmes ayant entre mes troupes deux mille Reistres, lesquels pour estre à mon grand regret les armes à la main, n'eussent voulu porter à vous, Monsieur, & au salut de vostre personne le respect qui vous est dû & que j'eusse bien désiré si nous en fussions venus là. Je vous parlay aussi de la Couronne & de l'Estat : & comme le Roy & vous ne pouviez estre diuisez sans pareillement les hazarder, voire qu'il m'auoit esté dit, qu'il ne se pouvoit presenter vne plus belle occasion de m'en preualoir. Mais j'en parlay en general comme il est vray aussi qu'un nombre infini de personnes en auoient tenu propos. Et vous sçavez, Monsieur, que par mesme moyen ie dis, que ie n'estois si mal-heureux de vouloir iamais esperer vne chose qui ne m'appartient pas. Qui est tout ce qu'il me semble que ie dis. Toutesfois, Monsieur, si vous vous souuenez que ie vous aye dit dauantage, ie vous supplie tres-humblement de me faire cet honneur de le dire : car tels que vous direz qu'ont esté mesdits propos, ie les soustiendray véritables, contre tous les hommes du monde, autres que ceux à qui ie dois le respect. Et ne faut pas que ledit sieur de Nevers pense auoir fait en cela un meilleur deuoir au seruice du Roy ; & pour le bien, repos, tranquillité & soulagement de son peuple, que moy ; parce qu'il estoit remis à mon iugement & discretion, d'en user ainsi que j'aduiferois pour le mieux : & qu'ayant preferé la reconciliation d'entre le Roy & vous, à ce qu'il me persuadoit faire au hazard de vostre vie, ou pour le moins d'e-

stre arresté par force d'armes, dont il se devoit craindre vn souuenir perpetuel; ie puis dire auoir mieux fait que luy. Aussi mes actions furent approuuées du Roy, & ont esté louées de tous les gens de bien. Signé,

LOVIS DE BOVRBON.

Et au dessous est écrit de la main de Monseigneur Frere du Roy : *Mon Cousin, c'est la verité que ce qui est cy-dessus, & signé de ma main.* Signé,

FRANCOIS.

IL faut que nous acheuions la vie du Duc d'Alençon, auant que de donner tous les memoires qui regardent ses differentes sorties de la Cour; & que nous voyons dans la mal-heureuse conduite de ce Prince, combien les Conseils interessez des particuliers, sont pernicioeux aux personnes publiques. M. ayant formé vn corps d'armée fort considerable, & se promettant vn grand nombre d'estrangers par le credit du Prince de Condé, ietta la terreur dans l'ame des fauoris de Henry III. Il fallut aller au deuant des maux dont on estoit menacé, & pour adoucir M. rendre la liberté aux Mareschaux de Montmorécy & de Cossé. La Reine Mere fut elle-même apres ce fils échappé; & apres luy auoir fait toutes les remonstrances & toutes les promesses qu'elle crût capables de le toucher, en obtint vne treue de six mois. Mais comme cette treue n'estoit qu'une plus grande facilité à l'un & à l'autre party de se fortifier, elle ne seruit aussi qu'à augmenter les soupçons & les mes.intelligences. Le Roy connût bien qu'il auoit à combattre d'autres ennemis que ceux qui s'estoient declarez; & que sa Mere ny sa sœur n'estoient pas trop fâchées de voir M. hors de la dependance de du Guast & des autres mignons. Il se resolut aussi de faire la paix à quelque prix que ce fût, & d'entrer en negociation auant la fin de la treue. Et pour en venir à bout, il tourna la Reine sa Mere de tant de costez, qu'il l'obligea de luy dire nettement ce quelle pensoit sur vne si difficile réunion. Elle luy auoüa que M. estoit terriblement offensé du traitement qu'il auoit receu par le passé; mais qu'il l'estoit infiniment plus de celuy que l'on auoit fait à la Reine sa sœur. Qu'il estoit necessaire s'il vouloit la paix, qu'elle retournast le trouuer, mais que d'y aller sans moy (dit la Reine Marguerite) son voyage seroit absolument inutile, & capable de croistre le mal plustost que de le diminuer. Il fallut pour cela que la Mere gaignast la fille, & luy representast toutes les raisons qui l'obligeoient d'obeyr au Roy son Frere. Le Roy qui conseruoit tousiours dans le fond du cœur, quelque reste de passion pour cette Princesse, & qui ne l'auoit iamais mal traittée que par ialousie, ne fut pas fort difficile à la reconciliation. Il entra dans le Cabiner de la Reine sa Mere comme elle estoit en conuersation avec la Reine sa sœur, & l'abordant avec cette mine & ces yeux à qui rien ne pouuoit resister, luy dictant de douceurs, & luy promit tant de choses, qu'il crût ou l'a-

uoir absolument gagnée, ou du moins l'auoir mise hors d'estat de luy nuire auprès de M. Les deux Reines partirent peu de iours apres, & furent à Sens. Dés le lendemain elles se rendirent en la maison d'un Gentil-homme, où la conferance se deuoit faire. M. y vint avec une grande suite de Princes & de Seigneurs de l'une & de l'autre Religion. Il ne vit pas plustost l'obiet qui estoit le Maistre de son cœur, qu'il mit les armes bas, & ne pensa plus à traïter que pour rendre la condition de la Reine sa sœur extraordinairement auantageuse. mais ceux qui estoient plus interessez que luy, songerent à leurs affaires, & les firent si bien, que les Huguenots & les Catholiques remporterent presque tout ce qu'ils voulurent. M. eust les Duchez de Berry, de Touraine & d'Aniou. Le Casimire eut le Duché d'Estampes, six cens mil escus contans, quatorze mil escus de pension, & l'entretienement de quatre mil Reistres. Le Prince de Condé se contenta de la promesse du Gouvernement de Picardie, & d'une amnistie pour tout le passé. Ceux de la Religion obtinrent l'Edit du mois de May 1576. par lequel ils auoient presque une entière liberté pour l'exercice de leur creance. Ils estoient reestablis dans leurs biens, dans leurs honneurs & dans leurs dignitez; & pour la seureté de cette paix, on leur donna les Villes d'Aigues-Mortes, Beaucaire, Perigueux, le Mas de Verdun, Nyours, Serres, Yffoire, & Seine la grand' Tour. En consequence de cette Paix M. reuint à la Cour. Il salua le Roy à loinuille. Il fut receu comme s'il eust esté de retour d'une grande conqueste. Le Roy le fit eueher avec luy. L'année suiuaute les Estats furent conuoquez à Blois, conformément aux articles du Traité de Paix; & par un secret de Politique admirable, M. le Due d'Aniou fut obligé de se declarer ennemy de ses anciens amis, & de leur aller faire la guerre en personne pour reprendre les Villes qu'il leur auoit fait donner. Ce Prince qui ne pouuoit viure auprès du Roy son Frere, & qui n'en estoit souffert qu'avec d'extrêmes contraintes, se resolut d'abandonner la France. D'abord il pensa au Mariage de la Reine d'Angleterre, & y trouua en apparence le Roy & la Reine sa Mere fort disposez. Mais apres que l'on l'eust amuse long-temps de cette esperance, & qu'on luy eust fait aceroire que toutes les difficultez qui s'estoient rencontrées dans ce Traitté estoient heureusement surmontées; on luy fit dire par la Reine d'Angleterre elle-mesme, qu'elle ne pouuoit se resoudre à se marier. Cette affaire échouée on luy proposa celle de Flandres, qui ne luy fut pas plus heureuse. Apres s'estre sauué de cette souveraineté comme d'un embrasement, il reuint en France, furieux, melaneholique & malade. Il n'osa se montrer à la Cour, tant il y estoit peu consideré; & se vit contraint de se cacher dans la solitude de Chateau-Thierry; où nos memoires assurent qu'il fût empoisonné par une Dame de ses bonnes amies. Si la chose est vraye, il eut au moins ecla de l'ancien Hercule, dont il portoit le nom, que le present d'une femme fut cause de sa mort.

LETTRE DV ROT A CHACVN DES PRINCES ABSENS DE LA
*Cour & Gouverneurs des Provinces, apres que le Duc d'Alençon
 se fut absenté de la Cour.*

MONSIEVR, Le ne puis auoir recours en mes affaires & en mes plus grandes afflictions apres Dieu, qu'à mes bons & affectionnez seruiteurs & suiets. C'est pourquoy me trouuant maintenant à la plus grand'affaire que i'aye souuenance d'auoir iamais eüe, ie vous adresse la presente tant pour vous aduertir de ma douleur, à laquelle ie suis certain que vous participerez pour l'affection particuliere que vous me portez & au bien general de tout ce Royaume; que pour vous prier de me vouloir secourir en iceluy, des moyens que Dieu vous a donnez. C'est que mon Frere le Duc d'Alençon, s'est départy d'avec moy & de cette Ville de Paris hier six heures du soir, ne sçachant qu'il est deuenu, & encore moins qui l'a émeu de me laisser de cette façon. Car Dieu m'est témoin de l'amitié fraternelle que ie luy ay tousiours portée, dont mes actions ont tendu assez de preuues, ne luy ayant iamais donné occasion quelconque de prendre tel party. I'ay incontinent enuoyé gens de toutes parts, pour apprendre la route qu'il a faite, & empêcher qu'il ne passe outre. Mais estant incertain du chemin qu'il aura pris, ie vous prie incontinent la presente receuë d'assembler le plus grand nombre de vos amis & seruiteurs, & mettre peine de sçauoir s'il aura passé par vos quartiers, & en quelle part il sera allé; afin d'aller incontinent apres aux plus grandes iournées que vous pourrez, enuoyant sur les passages & autres lieux que besoin sera à cette fin; & s'il est possible, & desirez me faire seruice tres-agreable & dont ie vous en demeureray à iamais obligé, le prendre & arrester en quelque lieu ou endroit qu'il se trouue, & le me ramener. Sinon & que vous n'ayez aucune nouuelle de luy, ne qu'il soit passé par vostre costé, vous tenir prest avec le plus grand nombre de vos amis pour me venir trouuer aussi tost que ie vous manderay, aduertissant les Gentils-hommes du pais vos Voisins de cette nouuelle, & les priant tous de monter à Cheual & se ioindre avec vous, vous assurant qu'il ne se presentera iamais occasion en laquelle vous, me puissiez faire seruice plus notable; & dont ie reçoie plus de contentement, priant Dieu, Monsieur, vous tenir en sa garde. Escrit à Paris le sixième Septembre mil cinq cent soixante & quinze. Signé HENRY, & plus bas,

FIZES.

*LETTRES ENVOYÉES PAR LE ROY A TOVS LES GOUVERNEURS
des Provinces de son Royaume, Baillifs & Seneschaux, pour les aduertir
du secret départ du Duc d'Alençon son Frere, & de ce qu'il desiroit estre
fait par chacun d'eux, pour empescher la pernicieuse entreprise des rebelles qui
l'auoient induis à ce faire.*

NOSTRE amé & feal. Nous estimons qu'il n'y a personne qui ne connoisse assez avec quel desir nous sommes entrez en nostre Royaume de France, pour reduire & remettre par douceur au bon chemin & obeissance qui nous est deuë par nos suiets, ceux qui s'en estoient deuoyez par la prise des armes contre nostre autorité: & comme depuis nostre arriuée nous n'auons épargné aucun des moyens qui y ont pû seruir; dequoy font assez de preuues les declarations que nous auons fait expedier; ensemble la peine & travail que nous auons pris pour faire venir deuers nous les deputez de la part de ceux qui sont élueuz en armes contre nous, afin de paruenir à vne pacification selon que nous l'auons tousiours grandement desiré. Ce qui n'auroit pû neantmoins estre effectué; ains le seroient départis d'aupres de nous leldits deputez au mois de May dernier, sans y auoir esté prise aucune resolution, pour ne s'estre voulus contenter de chose plus que raisonnable que nous leur accordions. Et ayant eu commandement de nous venir retrouver dedans la fin du mois de Iuillet, afin de prendre tant plustost vne bonne & salutaire conclusion en ce negoce, qui peut faire cesser les maux desquels nous auons regret extrême de voir nostre Royaume tant affligé; & neantmoins adueni qu'ils ne s'y sont encore rendus, combien que nous les en ayons fait ordinairement solliciter; mais seulement aucuns d'entr'eux qui ne pouuoient entrer en conference de cette affaire sans l'assistance des autres. Cependant il est notoire, de quels deportemens il a esté vsé par leldits élueuz en armes contre nous, qui sur ce pour parler de pacification, au lieu de manier toutes choses avec douceur & faire connoistre ce qu'ils portoient de bonne volonté au cœur, ont fait plusieurs machinations & mauuaises entreprises d'essayer de prendre la plupart des bonnes Villes de nostre Royaume, comme il est adueni d'aucunes, mesme de celle de Perigueux & de quelques autres; fait plusieurs pratiques & menées pour attirer à leur party plusieurs Gentilshommes Catholiques, ont sollicité secours d'estrangers pour entrer en nostre Royaume; & pour couronner leur œuvre du plus méchant acte qui se pourroit iamais excogiter, ont par leurs mauuaises persuasions induit nostre tres-cher & tres-amé Frere le Duc d'Alençon à se se parer de nous, au plus grand regret & déplaisir que nous eussions sceu recevoir. Et pour ce que sur ces occasions aucuns de nos suiets pourroient s'émouuoir, nous auons bien voulu leur représenter la pure verité des choses, telle qu'elle

est contenuë cy-dessus, à ce que la sçachant, ils soient d'autant plus fermes & encouragez de demeurer au chemin de la vraye obeïssance qu'ils nous doiuent, & ne plus penser à suiure autre parti que le nostre; montrant en cela vn singulier témoignage de leur grande loyauté & fidelité; laquelle ils ne sçauroient mieux faire connoistre qu'en se rendant promptement, ceux de nostre noblesse, de nos ordonnances & autres gens de guerre, és lieux que nous leur auons ordonnez, pour nous y faire seruice: à sçauoir les vns près nostre tres-cher & tres-amé Oncle le Duc de Montpensier; les autres près de nostre tres-cher & tres-amé Cousin le Duc de Guise; & les autres près de nostre personne, au meilleur équipage d'armes & de Cheuaux, avec le plus grand nombre de leurs amis que faire se pourra, pour marcher avec nous: dont nous les admonestons au nom de la loyauté & fidelité de laquelle Dieu les a obligez enuers nous, les faisant naistre nos suiets; laquelle ils ne nous sçauroient faire connoistre en meilleur endroit que celuy qui se presente aujourdhuy: & ne nous y pourroient abandonner aussi sans estre reconnus à la posterité d'auoir grandement défailly à ce qu'ils nous doiuent naturellement. A quoy satisfaisant, outre ce qu'ils feront acte digne de vrais, bons & loyaux suiets, nous en aurons perpetuelle souuenance & memoire pour le reconnoistre particulièrement enuers vn chacun d'eux, selon que les occasions s'en pourront presenter. Nous voulons aussi & vous mandons que vous fassiez publier de par nous, par tous les lieux & endroits de vostre ressort & iurisdiction, que tous les Gentils-hommes de nostre Maison ayent à nous venir trouuer, & se venir rendre près de nous, en cette nostre Ville de Paris, au meilleur équipage d'armes & Cheuaux que faire se pourra, dans le huitiesme du mois d'Octobre prochain, pour le plus tard; sans qu'ils y fassent aucune faute, Donnée à Paris le dixième Septembre 1575. Signé HENRY & BRVLART.

CE QVI SE PASSA AV PARLEMENT LORS DE LA
sortie de Paris, de Monsieur Frere du Roy.

Du Samedi 17. Septembre 1575.

CE iour mess. les Presidens, Conseillers & maistres des Requestes s'assemblerent en la Chambre des Vacations, au nombre qui s'estoit pû trouuer en cette ville, M. le Premier President a dit, qu'il est tres-dolent de dire la cause de cette assemblée; qui est que hier au matin, environ les quatre heures, le Preuost des marchands de cette ville fut chez luy, & l'aduertit que Monsieur Frere du Roy s'est absenté hors de cette ville, entre les sept & huit heures du soir. Luy s'en reuint au Palais à l'heure de six heures, sans dire mot; fors que environ les neuf heures, il en

parla à quelques-vns de Mess. qui estoient en la Chambre. Le temps se passa iusques sur le dîner, qu'un M. René vint en son logis luy dire, que le Roy luy auoit enuoié dire qu'il se trouuaît sur le midi au Chasteau, & eut charge de le faire sçauoir à mess. les Presidens; où il se trouua avec M. Hennequin President, & mess. les Gens du Roy. En parlant à eux il leur fit entendre la separation de son frere; & que ce qu'il auoit craint & redouté, estoit aduenu, que le mercredi il en fut aduertý & le iedy en parla à son frere, qui luy dit qu'il n'y auoit pensé, & seroit marry de se départir de luy, n'ayant occasion de se plaindre. Neantmoins ce iour-là entre les sept & huit heures du soir, il s'en alla, accompagné du sieur de S. Leger, & quelques autres qui estoient de sa suite; & laisserent leur coche sur le chemin de Vaugirard, prenant le chemin de Giroflé, Versailles, Montfort-l'Amaury au logis de S. Liger; Qu'il desireroit que l'on peust le reconcilier. Le Roy a donné charge de dire à la Compagnie, qu'elle demeurast tousiours affectionnée vers luy, & à faire son deuoir; avec bonne esperance que Dieu luy aidera: n'ayant fait chose à son Frere qui le deust mescontenter. Auquel ledit sieur premier President a fait réponse, que iamais la Compagnie ne luy faudroit de son deuoir & affection à son seruice, & s'en faisoit fort & asseuré; & desiroit que les vns ou les autres trouuassent moyen de reconciliation. Les Gens du Roy qui estoient là presens, ont dit que le Roy auoit ordonné que l'on dit au Preuost des marchands & aux Officiers du Chastellet, que l'on regardast à la seureté de la ville & des Fauxbourgs: & a esté M. le premiet President prié d'aller vers le Roy, l'asseurer du deuoir de la Compagnie.

LETTRE DV DVC D'ALENCON FRERE DV ROT, ADRESSE'E
à sa Maieſté.

MONSIEVR, Je n'ay iamais rien tant desiré en ce monde, que d'estre honoré de vostre bien-vaillance, recherchant par tous moyens l'humble obeïſſance & étroite obseruance de vos commandemens, & acquerir aupres de vous, le point que la naturelle inclination deuoit auoir fait naistre en vous, & en rendre en apparence, & par effet certain & manifeste témoignage, non seulement à ceux qui sont de vostre obeïſſance; mais à toutes nations; afin de représenter & faire connoistre à vn chacun cette tant desirée & recommandée amitié fraternele, qui ne doit estre entamée, ou violée, pour quelque cause & occasion qui pût suruenir. Mais i'ay esté si infortuné, que ie n'ay pû auoir cét heur d'atteindre à ce point. Car au lieu que ie deuois tenir le premier rang apres vostre personne, tant en autorité que priuauté & tres parfaite amitié: i'ay esté tellement disgracié, que les pernicieux Ministres qui sont à l'entour de vous, m'ont éloigné de la faueur de vostre bonne grace, & cassant & bannissant vos anciens & tres-

affectionnez seruiteurs Gouverneurs des Prouinces, de long-temps nourris & experimentez aux plus grandes & importantes affaires du Royaume, se veulent impatroniser du gouuernement de vostre personne; pour paruenir par tous moyens peruers & illicites, à vne irreuocable grandeur, ores excluuant & reculant les premiers & plus illustres de vostre Cour, ores deuorant ce peu qui reste au pauvre peuple des miseres & troubles passez, ores luy faisant peur par nouuelles impositions, creuës de tailles, & infinis autres subsides, les superflus depences, enrichissemens d'habits, & toutes demesurées & débordées superfluitez, qui sont les vrais nourrissons de la ruine, desordre & confusion des Republiques & Monarchies: qui au contraire se sont tousiours establies, maintenues & conseruées par la iustice, temperance & modestie. Et se sont tellement plongez en toutes delices & voluptez, qu'ils s'egalent non seulement aux Rois & aux Princes; mais les surmontent en superbes & intolerables despences: & ont tellement pratiqué & acquis vostre faueur, qu'ils m'ont priué de vostre œil fauorable que j'auois tant imploré; faisant tourner & changer l'affection fraternelle qui m'estoit naturellement deuë, en vne haine & mal-veillance couuerte. De sorte que vous laissant aller à leurs appetits insatiables & conuoitises desordonnées, vous auez souffert & permis que mes seruiteurs, qui tant de fois ont rendu témoignage de la fidelité qu'ils ont à vostre seruice par le hazard & sacrifice de leur vie, ayent esté impunément, publiquement & en plein iour, à la porte de vostre Chasteau, en la presence de tous, de guet apend, poursuivis, assassinez & meurtris, sans qu'aucune iustice en aye esté faite. Et au lieu d'auoir renuoyé & commis ce negoce à vostre Parlement, éably & institué par vos predecesseurs pour la correction & punition des malefices, l'impunité desquels inuite les méchans à mal faire, vous auez fait preparer vostre chambre & maison Royale pour la solemnité & celebration des nopces d'aucuns d'iceux, toleré & trouué bon que tels conspirateurs de meurtre si insigne & qualifié se soient effrontement presentez deuant moy; disant qu'entre mes bras ils auroient tué & tueroient mes seruiteurs, & seroient bien dauantage. Ce qui a esté encore mieux acheué que commencé. Car ils vous ont induit trois iours apres, à me faire arrester & mettre es mains de vos gardes comme vn criminel de leze Maiesté, & faire constituer prisonniers les sieurs de Bussy & Simié dans vostre Chasteau, & le Seigneur de la Chastre dans la Bastille. Chose par trop insupportable à vn cœur genereux, innocent, & qui ne pensa onques à vous donner occasion de luy faire tel traitement. Au moyen dequoy ie n'ay pû moins faire que de rechercher l'occasion de me mettre en liberté, & me retirer de telle seruitude par mon éuasion & absence, pour éuiter le peril de ma vie: estant tres-bien aduertý que quatre iours apres, on m'auroit préparé vne retraite à la Bastille, attendant quelque resolution & conclusion prise sur le Conseil de César Borgia. Toutesfois j'ay tant de deuotion à vostre seruice

service & au repos de ce Royaume, que ie ne demande que la seureté de ma personne, & passer le reste de mes iours en pleine liberté. Ce que ie vous supplie tres-humblement, Monsieur, me vouloir permettre, avec telle assurance qu'un Prince tenant le lieu que ie tiens, peut & doit auoir.

MANIFESTE DV DVC D'ALENÇON.

NOVS François, fils & frere de Roy, Duc, d'Alençon &c. Comme de l'observation des Loix depend la conseruation de tous Royaumes & seigneuries; & par ce moyen se nourrisse & entretienne la paix entre les suiets: ainsi quand elles ne sont gardées en la pureté qu'elles nous ont esté laissées par nos deuanciers, & qu'elles viennent à languir, & sont comme mortes & enseuclies, les suiets se dispensent & abandonnent aisement à toutes dissolutions: lesquelles causent le plus souuent les guerres ciuiles, & finalement la ruine & destruction des Royaumes, Republiques & Communautéz, si promptement il n'y est pourueu & remedie par la bonté de Dieu, qui sulcite quand il luy plaist d'excellens & heroïques personnalités, pour s'opposer à la tyrannie de ceux qui ne demandent qu'à mettre toutes choses en confusion; pour s'enrichir à quelque prix que ce soit du sang des pauvres & desolez suiets, & s'emparer puis apres deldits Royaumes, & autres Seigneuries. Ce que nous apprenons par la ruine d'infinis grands & fleurissans Royaumes & Republiques, qui ont par ce moyen prins fin; qui doit seruir d'exemple à tous vrais François, pour les stimuler & inciter à remettre sus les anciennes loix, & empêcher chacun en son endroit, & selon les moyens que Dieu luy a départis, que ce Royaume de France, qui a esté par dessus tous le plus puissant & le plus florissant, ne tombe entre les mains de ceux qui l'aguerrent de si long-temps. Et pour y paruenir, nourrissent & entretiennent le discord que nous y voyons, se couurant du differend qui est en la Religion, lequel ils seroient bien marris de voir appaisé, comme il s'est veu & connu par les choses passées, afin de donner couleur aux tailles, imposts & subsides, qu'ils inuentent tous les iours, & leuent sur le pauvre peuple, la Noblesse & le Clergé, au nom du Roy, & sous vmbre de l'acquitter, combien que cela ne tende qu'à les enrichir, & quelque peu de personnes, presque tous estrangers, qui se sont emparez du Roy, & des principaux Estats & Gouuernemens du Royaume, contre les loix d'iceluy. Toutes lesquelles entreprises ne pouans trouuer bonnes, auons esté calomniez enuers le Roy nostre tres-honoré Seigneur & frere, & à cette occasion en danger de nostre vie, & dérenus comme chacun scait. Ce qu'auons souffert, esperans que le Roy remedieroit à tant de miseres, & ne se laisseront plus circonuenir à telles gens, & qu'il conuolroit nostre innocence. Mais voyans la playe s'empirer de iour en iour,

& nostre personne plus indignement traitée, & tant de Princes, Seigneurs, Gentils-hommes, gens d'Eglise, Citadins & Bourgeois, auoir les yeux ficez sur nous, nous tendre les mains, & implorer nostre aide, vaincus de leurs prieres & compatissans à leurs miseres, Nous nous sommes resolus, postposans toute crainte de mort qui estoit prochaine, d'essayer à sortir de la captiuité où nous estions, pour prendre la cause publique en main, & nous opposer aux pernicieux conseils & desseins des perturbateurs de ce Royaume. En quoy nous auons esté tant fauorisez de Dieu, que le seiziesme jour de ce present mois de Septembre, nous sommes arriuez en nostre ville de Dreux, où se sont rendus à nous plusieurs Seigneurs, Gentilshommes, & autres, tant du Clergé que du tiers Estat de ce Royaume. Aufquels auons déclaré nostre vouloir & intention n'estre d'entreprendre sur l'autorité du Roy nostre Seigneur & frere, laquelle nous desirons conseruer & accroistre de tout nostre pouuoir : mais seulement nous employer de toutes nos forces, voire iusques à n'espargner nostre vie & biens pour deschasser les perturbateurs du repos public, poursuire la iustice de tant de pilleries, larcins, homicides & massacres inhumains, & contre tout droit commis & perpetrez, au veu & sçeu d'un chacun: desliurer tant de Seigneurs, Gentilshommes, & autres constituez prisonniers, ou bannis à tort & sans cause: les remettre & tous autres gens de bien en leurs Estats & honneurs: abolir routes tailles, subside, & impôts mis sur le pauvre peuple, par la malice & suggestion des Estrangers, contre les anciennes loix & statuts de ce Royaume: entretenir la Noblesse & le Clergé en ses priuileges, franchises & libertez enciennes, & establir en France vne bonne, stable & ferme paix.

Pour ce faire, nous n'entendons vser ou nous aider d'autres moyés, que de ceux desquels nos predecesseurs se sont aidez, & qui sont de tout temps vsitez en ce Royaume, quand il est question de la reformation de la Religion & Iustice, qui sont les deux colomnes de toutes Monarchies, pour remettre le Royaume en sa premiere splendeur, dignité & liberté. C'est à sçauoir, par vne assemblée generale & libre des trois Estats de ce Royaume, conuoquez en lieu seur & libre, de laquelle tous estrangers soient exclus. Protestant deuant Dieu (lequel nous appellons à nostre aide, & lequel aussi nous nous asseurons qu'il guidera nostre entreprise) n'estre esmeus ou poussez à ce faire d'aucune cupidité de vengeance priuée (combien que pour les torts qui nous ont esté faits, nous en eussions iuste occasion) ou de grandeur & desir de commander, plus que nous ne faisons, & ne nous appartient. Nous contentans (comme nous en auons bonne occasion, des biens, autorité, & grandeur que nous auons receu de Dieu, & de sa benignité & largesse: nous ayant fait naistre de Pere Roy, & ordonné la seconde personne de ce Royaume. Que s'il aduient qu'il plaise à Dieu nous appeller auant de pouuoir voir la fin & execution de cette tant sainte entreprise, nous nous reputerons tres-

lieux d'avoir pour icelle employé nostre vie, qui concerne le service de Dieu, la franchise & immunité de la noblesse & du Clergé, le repos & soulagement du peuple, & la liberté de la Patrie. Et pour oster tous empeschemens & réunir les cœurs des naturels François, nous avons pris & prenons en nostre protection & sauvegarde tous tant d'une que d'autre Religion. Les priant & exhortant au nom de Dieu, de se comporter les uns avec les autres comme freres, voisins & citoyens; sans se prouoquer par iniures ou autrement, & iusques à ce que par les Estats Generaux & assemblée d'un saint & libre Concile, il soit pourueu sur le fait de la Religion, permettre & laisser iouyr vn chacun de l'exercice d'icelle. Prions tous Rois, Reines, Princes, Seigneurs, Potentats, Republicques & communautéz, voisins, allies, & confederez de ce Royaume & Couronne, qu'ils nous fauorisent, aident & secourent en cette tant sainte & loüable entreprise; & ne prendre autre opinion de nous, que celle que nous témoignons par cette presente protestation. Prions aussi tous Princes, Seigneurs, Gentils-hommes, Bourgeois, Villes & Communautéz (suiets de la Couronne) de nous venir trouuer, accompagner, & secourir de viures, armes, argent & autres moyens: à ce que par leur faute & negligence l'exécution de nostre dite entreprise, si haute, ne soit differée, & la paix retardée. Declairans nos ennemis ceux qui par forces s'y opposeront, & tâcheront d'empescher nostre dite entreprise: & nos amis ceux qui ne nous courtroient fus. Donnée à Dreux le dix-septième iour de Septembre l'an mil cinq cens soixante & quinze. Signé,

FRANÇOIS.

*TREVE GENERALE ET CESSATION D'HOSTILITE',
traictée par la Reine Mere & M. d'Alençon.*

HENRY parla Grace de Dieu Roy de France & de Pologne. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront. S A L V T. Comme la Reine nostre tres-honorée Dame & Mere, pour le singulier zele & affection qu'elle porte au bien & repos general de nostre Royaume, & la compassion commune qu'elle sentoît avec nous, de le voir affligé de tant de sortes de maux, pertes & calamitez par la continuation de la guerre, se soit fort volontiers acheminée vers nostre tres-cher & tres-ami Frere le Duc d'Alençon, pour entrer en conference avec luy & aduiser des moyens qui se pourroient tenir pour faire cesser les susdits maux, & remettre nostre peuple en quelque bon repos, & soit ainsi qu'après plusieurs pourparlers qui se sont passez sur cette affaire, il ait esté conclu entre elle & nostre Frere vne treue & cessation d'armes generale pour tout nostre dit Royaume, sous les conditions & articles desquels la tenor ensuit.

Sur le traitté & conference où la Reine Mere du Roy & Monseigneur.

I. PART,

N ij

gneur le Duc d'Alençon Frere de S. M. font entrez pour aduifer des moyens de mettre fin aux miseres & calamitez qui affligent si griéuement ce Royaume ; considerant que c'est chose dont la negociation pourra prendre long trait, pour l'estat où sont à present reduites les affaires ; & que pendant icelles la continuation de la guerre, outre la ruine qui en dépend, pourroit grandement empescher l'auancement dudit traitté ; voulant y obuier, & pouruoir au soulagement de cedit Royaume, attendant qu'il plaie à Dieu y establir vn entier & perdurable repos, mesmes empescher le grand nombre d'estrangers qui d'une part & d'autre sont prests à y entrer, pour avec plus de loisir & commodité au plustost que faire se pourra, paruenir à vne bonne paix ; ladite Dame au nom du Roy, suiuant son intention & ce qu'il luy a mandé, assistée des Princes du sang, Mareſchaux de France, & plusieurs notables personages du Conseil Priué du Roy estant aupres de ladite Dame & mondit Seigneur, tant pour luy que pour Monsieur le Prince de Condé, M. de Damuille Mareſchal de France, & tous autres Seigneurs, Cheualiers, Gentilshommes estans tant dedans que dehors ce Royaume, gens de guerre, Villes, Communautéz, & autres de quelque Religion, qualité ou condition qu'ils soient, tenans & sui-uans son party, ont ensemblement conuenu & attesté ce qui s'ensuit.

PREMIEREMENT. Qu'il y aura bonne & seure treue, & suspension d'armes par tout ce Royaume, pays terres & seigneuries de l'obeissance du Roy ; laquelle commencera le vingt-&vniesme iour de ce present mois de Nouembre, & continuera iusqu'au iour & feste S. Iean Baptiste prochain ; pendant & durant lequel temps ne seront faites aucunes courſes, exactions, pilleries, rançonnemens ny atteinrats, aucunes entreprises sur Villes, places, Chasteaux, & plat pays, ou fait autre acte d'hostilité d'une part ny d'autre, en aucune sorte & maniere que ce soit, ains pourront toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, aller, venir & sejourner librement & seurement en tous lieux & endroits où besoin sera pour leurs negoces & affaires, sans difficulté & empeschement. Et sera le commerce & trafic de marchandise exercé tant par mer que par terre, riuieres & passages, en toute liberté & comme en pleine paix : en payant neantmoins les charges, subſides & peages es villes & lieux de prest, d'imposts cy-deuant & durant les guerres sur lesdites riuieres, ports & passages par celuy qui commande en la Prouince, sans que l'on en puisse imposer de nouueaux. Et où aucune chose seroit faite au contraire de ce que dessus pendant ledit temps, ce qui auroit esté pris, tant Villes, Chasteaux, personnes, que biens, sera incontinent rendu à qui il appartiendra, & le tout de bonne foy réparé & remis promptement au premier estat & deub.

Le Roy fera bailler & deliurer pour satisfaire au payement des Reistres leuez par mondit seigneur, la somme de cinq cent mil liures tour-

nois, ou respondant foluable, au contentement des Chefs desdits Reistres; à la charge qu'ils se retireront incontinent, & ne passeront audeça du Rhin: & moyennant ce leur sera ledit payement fait en la ville de Strasbourg, ou de Francfort, là où S. M. le pourra plus commodement faire; apres qu'ils se seront, comme dit est, retirez dedans les mois, termes & payemens dont le Roy pourra s'accorder avec lesdits Reistres.

Que pour la retraïte & seureté, tant de la personne de mondit seigneur que de ceux de son party, durant le temps de ladite treue, S. M. luy fera consigner & mettre en son pouuoir, ou de ceux qu'il deputera à cet effet, par forme de deposit les villes d'Angoulême, Niort, Saumur, Bourges & la Charité, & la ville de Mezieres pour la retraïte de M. le Prince de Condé, avec leurs Chasteaux, Tours, Citadelles & forteresses, artilleries & munitions, tant de viures que autres, en l'estat qu'elles sont, de tout par bon & loyal inuentaïre: & y seront receus ceux que mondit seigneur deputera pour y commander, huit iours apres le present accord; horsmis la ville de Mezieres, laquelle pour estre si elloignée, comme elle est, ne pourra estre si-tost baillée que les autres: & sera accordé du temps pour estre consignée lors de l'arriuée de mondit seigneur le Prince. Les habitans desdites villes, tant d'une Religion que d'autre, prealablement dessaisis de leurs armes, lesquelles seront mises en tel lieu de chacune desdites villes qu'il sera aduisé: aussi par bon inuentaïre, contenant les noms & surnoms de ceux ausquels appartiendront lesdites armes; pour estre selon ledit inuentaïre, rendus ausdits habitans apres la restitution qui sera faite desdites villes, ainsi qu'il sera dit cy-apres. Et pour l'execution de tout ce que dessus, S. M. fera despescher toutes commissions, pouuoirs & lettres nécessaires: & seront enuoiez pour cet effet, tels Princes & Seigneurs qu'il sera aduisé.

Lesdites six villes, & chasteaux & forteresses seront rendus & restitués par mondit seigneur & ceux de son party au Roy, & consignés es mains de ceux que S. M. deputera pour cet effet, avec les artilleries & munitions, au mesme estat qu'elles leur ont esté déliurées, suiuant leurs inuentaïres: Et ce incontinent & sans delay, au cas que les Reistres & autres estrangers leuez de sa part, ne se voudroient retirer par son mandement, & passeroient audeça ladite riuere du Rhin, & entretroient dedans ce Royaume.

Pareillement succedant la paix auant l'expiration de ladite treue, icelles villes, Chasteaux, & forteresses & munitions seroient restituées tout promptement, en la forme que dessus, après la conclusion & publication d'icelle paix. Et finalement, où Dieu ne permettroit qu'elle peust ensuiure, mondit seigneur & ceux de son party, ne laisseront, ains seront tenus de les rendre & restituer entierement, sans aucune chose en retenir ny reseruer passé ledit terme S. Iean Baptiste, ou au plus

tard quinze iours apres qu'il leur seront donnez, outre iceluy terme, pour auoir moyen de eux retirer où bon leur semblera. Pour asseurance dequoy, mondit seigneur baillera sa promesse en bonne forme, signée de sa main, & scellée de son scel; & la fera au mesme instant bailler semblablement par les principaux Seigneurs & Gentilshommes estant aupres de luy, pareillement signée de leurs mains & cachettée du scel de leurs armes: Laquelle contiendra en outre, que là où il plaira à Dieu disposer de mondit seigneur auant l'accomplissement du contenu és presens articles, ils satisferont entierement à la restitution desdites Villes, sans qu'ils en puissent retenir aucune, ny vser en ladite restitution, les cas sulsdits aduenus, d'aucune longueur, difficulté ou excuse, sous quelque couleur ou occasion, en quelque chose qui puisse suruenir; ny autrement faire au contraire de ladite promesse, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit.

Semblablement, promesse pour la restitution desdites six Villes sera faite & baillée par mondit sieur le Prince de Condé, en luy assignant ladite Ville de Mezieres, & par ledit sieur Marschal d'Amuile, & tous les autres Seigneurs & Gentils-hommes de la suite & party de mondit Seigneur estans à present aupres de luy, trois semaines, ou vn mois au plus tard, apres la datte des presens articles.

Sa Maieité entretiendra à mondit seigneur durant ladite treue, deux mil hommes de pied, cent Gentils-hommes, sa Compagnie de Gens-d'armes, les cinquante Suisses de sa garde ordinaire, & cent harquebusiers, & iceux fera payer de leurs Estats, soldes & appointemens à ses dépens, selonc l'estat qui en sera fait, pour estre de party par mondit seigneur és six Villes sulsdites: à sçauoir à Angoulême quatre cent hommes de pied; au port 200. hommes de pied; à Saumur trois cent hommes de pied, & à Mezieres deux cent hommes de pied; à Bourges six cent hommes de pied; à la Charité trois cent hommes de pied; & lesquels il donnera ordre de faire viure en bonne discipline, sans aucune foule & oppression des habitans d'icelles Villes, prendre d'eux ny les contraindre de fournir aucune chose de leurs biens & viures, sinon de gré à gré & en payant raisonnablement.

Pour cet effet donnera la charge de commander esdites Villes, à Gentils-hommes de qualité, sages & discrets, lesquels maintiendront les habitans d'icelles, spécialement les Ecclesiastiques, en bon repos & tranquillité sans entreprendre sur iceux habitans, ny souffrir estre entrepris aucune autorité, soit au fait de la iustice, finances du Roy ou de la Police; ains se contenteront de la seule garde desdites Villes. Et est accordé par S. M. à chacun desdits Gouverneurs pour leur entretenement, la somme de deux cent liures par mois; à la charge qu'ils feront serment particulier à sadite Maieité, és mains de ceux qui leur assigneront lesdites places, de garder & entretenir tout le contenu en la promesse que doiuent bailler mondit Seigneur & les Princes, Sei-

gneurs & Gentils-hommes de son party ; & que quelque chose qui puisse aduenir, ils remettront lesdites Villes és mains & pouuoir de ladite Maiesté sans aucune difficulté, incontinent les cas portez par lesdites promesses aduenus. .

Les Ecclesiastiques ne seront troublez esdites six Villes, ny és enuiron d'icelles, en l'exercice de la Religion & seruice de l'Eglise Catholique ; & seront eux & les principaux Officiers du Roy en la iustice & des finances, traitez & respectez en tout, & particulièrement pour leurs logis, le plus fauorablement que faire se pourra. Ne seront aussi tant les Ecclesiastiques qu'autres suiets du Roy de l'un & l'autre party, empeschez en la iouissance de leurs biens, ne plus ne moins qu'il seroit fait enuers eux ; ny les Officiers de la iustice en l'administration d'icelle. Et ne seront faites esdites six Villes & lieux circonuoisins de la part de monditz Seigneur, aucunes leuées de deniers, Cheuaux, viures, ne autres choses quelconques, ny aucun tort ou violence aux habitans d'icelles & villages circonuoisins ; soit en leurs personnes, maisons ou biens. Parcillemeut ne seront empeschées ny retardées les finances de S. M. esdites Villes en aucune maniere que ce soit.

Le Roy licentiera & fera sortir hors du Royaume toutes les forces estrangeres qu'il a, dedans trois semaines apres ledit present accord ; excepté les douze cent Suisses de la garde de sa Maiesté, qu'elle pourra retenir près sa personne comme elle a accoustumé, & les Compagnies des Corfès qui sont de present, estant en nombre de quatre à cinq cens hommes, ou enuiron, lesquelles seront mises en garnison au pays de Dauphiné & Prouence sans passer deçà le Rhosne. Et ne pourra estre fait leuée d'aucuns estrangers d'une part ny d'autre durant le temps de ladite treue.

Cependant lequel temps de la treue, & iusqu'audit iour & feste S. Jean prochain venant, si tant elle dure, S. M. accorde l'exercice de leur Religion en toutes les Villes & lieux susdits. Et y sera étably par monditz Seigneur, ou ceux qu'il deputera, le plus tost & le plus commodément que faire se pourra.

Pour le regard des six Villes cy-dessus accordées à monditz Seigneur, & à monditz Seigneur le Prince de Condé ; ceux qu'ils commettront à la garde d'icelles, & autres qui y iront habiter durant ladite treue qui seront de ladite Religion, y pourront auoir & faire l'exercice d'icelle, si bon leur semble, en vne ou deux maisons particulieres, qui seront ordonnées par monditz Seigneur ; & ce par prouision, & durant le temps de ladite treue tant seulement.

Et aura lieu la presente treue tant en la Ville d'Auignon que Comtat de Venissi, y demeurant routes choses en l'estat qu'elles sont, sans qu'il y soit fait aucun acte d'hostilité d'une part ny d'autre.

Les armées du Roy & celles de monditz Seigneur seront rompuës & licenciées aussi-tost que monditz Seigneur sera dans lesdites six Villes

qui luy sont accordées cy dessus : & n'y aura aucune garnison à dix lieux près de la Ville où sera la personne de mondit Seigneur.

Et d'autant que la presente treue est faite & accordée pour pouuoir avec plus de loisir & commodité vaquer au traité de la Paix pour la réunion de tous les suiets de S. M. ainsi qu'elle est aussi l'intention de ladite Dame & de mondit Seigneur, a esté accordé que dedans le premier iour de Ianuier prochain, ou plustost, si faire se peut, seront deleguez & enuoyez pour cét effet de la part de mondit Seigneur & de tous les Princes, Seigneurs, Gentils-hommes, Villes & Communautéz tenant son party, des principaux & plus notables gens d'honneur & de qualité, avec ample & suffisant pouuoir, lesquels se rendront dedans ledit temps, ou le plustost que faire se pourra, la part où sera sadite Maiesté ; pour estre promptement vaqué au traité & conclusion de ladite paix.

Tout le contenu cy-dessus sera inuiolablement gardé, obserué & entretenu de point en point, sans y contreuenir ne souffrir estre contreuenue directement ou indirectement de part ny d'autre, en quelque façon & sous quelque occasion que ce soit : & ainsi a esté promis, iuré & accordé sur les saintes Euangiles par ladite Dame & mondit Seigneur.

Fait à Champigny le 21. iour de Nouembre l'an mil cinq cent soixante & quinze.

Depuis a esté accordé que les Seigneurs & Gentils-hommes tant d'un party que d'autre, iouiront de leurs biens, excepté és lieux où les Gouverneurs & Lieutenans Generaux auront mis garnison, & les Generaux qui commandent esdites Prouinces tant d'une part que d'autre. Ainsi signé. CATHERINE & FRANÇOIS.

Sçauoir faisons que nous, apres auoir bien au long entendu, & de mot à autre ouï la lecture des susdits articles ; iceux, comme à nous tres-agreables, auons loüez, ratifiez, confirmez & approuuez ; loüons, ratifions, confirmons & approuuons par ces presentes, & voulons estre de tel effet & valeur, comme s'ils auroient par nous esté accordez, concluds & arrestez avec nostredit Frere le Duc d'Alençon. Promettant en bonne foy & parole de Roy, les entretenir, effectuer & accomplir de nostre part, & iceux faire entretenir, effectuer & accomplir de point en point selon leur forme & teneur, sans y contreuenir, aller ny venir au contraire, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin dequoy nous auons signé ces presentes de nostre propre main, & à icelles fait mettre & apposer nostre scel. Donné à Paris le iour de Nouembre l'an de grace mil cinq cent soixante & quinze : & de nostre regne le deuxième. Signé, HENRY. Et plus bas, par le Roy estant en son Conseil, signé BRVLART, & scellé sur cire iaune en double queue.

CE QVI SE PASSA AV PARLEMENT, SVR DES LETTRES
de Monsieur Frere du Roy, qui furent apportées à
ladite Cour.

Du Jeudy premier Decembre 1575.

CE iour les grande Chambre & Tournelle assemblées, Monsieur le premier President a dit, que le sieur de Sourdis au retour des Vespres, luy apporta vne lettre de Monsieur, à luy adressante particulièrement, ayant aussi écrit à Monsieur le premier President, & luy dit qu'il en auoit aussi vne adressante à cette Cour, & luy voulut laisser. Laquelle il ne voulut prendre, d'autant que Monsieur estoit distrait d'auec le Roy qui estoit en cette Ville. Qu'il prist la peine de luy presenter; & qu'il en sçauroit bien ordonner & commander. Il s'enquist s'il la vouloit luy-mesme presenter. Il luy fit réponce, que non: d'autant que le Roy le pressoit de s'en retourner. Depuis il alla la presenter au Roy, sur ce qu'il dira cy apres. D'autant que hier iour de S. André, ledit sieur Roy le manda, & luy dit que ledit sieur de Sourdis luy auoit baillé vne lettre de son Frere adressante à la Cour de Parlement. Et l'ayant veüe & leuë, il la luy bailla pour la faire lire en cette Cour, pour y faire réponce comme elle sçauoit bien faire; & il estoit fort aisé de ce qu'on auoit refusé de la prendre par les mains dudit Seigneur de Sourdis, estant content de l'auoir veüe. Lecture faite de ladite lettre, portant créance sur le sieur de Sourdis, qui ne l'a dite pour n'estre venu en cette Cour, il a esté aduisé que par vn des Conseillers d'icelle Cour, ladite missiue seroit portée par les Chambres des Enquestes, pour y estre leuë. Ce qui a esté fait par M. Germain Violart Conseiller. Ensuit la teneur de ladite lettre missiue.

MESSIEVRS, dépéchant le sieur de Sourdis, present porteur, deuers mon Seigneur & Frere; ie luy ay par exprés donné charge de visiter tout le Corps de vostre Cour ensemble de ma part: Pour vous dire, comme ie vous assure par là presente, que pour le desir que i'ay de voir toutes choses reduites en repos par tout le Royaume, si attenué par les afflictions qu'il a souffertes des longues guerres ciuiles passées; apres auoir par bonne & sincere intelligence recherché tous gracieux & aimables moyens, que Dieu nous a tellement départis de sa benediction, que nous auons mis peine par le moyen & autorité de la Reine ma Dame & Mere, de réunir sous l'obeissance du Roy mon Seigneur & Frere tous les suiets: qui est vn si bon commencement & fondement, que i'espere par ce moyen procurer vne bonne & heureuse paix, n'ayant rien en plus grand desir & singuliere recommandation que le bien du seruice du Roy mondit seigneur & Frere, l'ancienne restauration de l'Estat &

sur tout la splendeur & dignité de la lustice; & principalement de vostre Cour, comme celle qui de tout temps a esté reconnüe la plus souveraine. Enquoy ie n'ay voulu faillir de vous ouutir les pensées de nostre cœur & intention, ainsi que vous dira de viue voix ledit sieur de Sourdis, auquel ie me fie, qui me gardera de vous représenter là dessus plus longue deduction, me remettant à sa suffisance; sinon que vous pouvez faire certain estat que ie porteray tousiours la dignité tant en general de vostre Corps, que aussi ce qui touchera en particulier vn chacun de vous, d'aussi bon cœur que vous sçauriez désirer; & que ie prie Dieu, Messieurs, qu'il vous aye en sa sainte & digne garde. De Loudun le 23. iour de Novembre 1575. Et au dessous, Vostre bien bon amy, FRANÇOIS. Et sur la suscription est écrit. A Messieurs de la Cout de Parlement. Et plus bas, Receuë le premier Decembre 1575.

LETTRE DE M. LE DVC D'ALENÇON AU ROY.

AV ROY MONSEIGNEUR ET FRERE.

MONSEIGNEUR, le m'assure que vous trouuerez aussi estrange l'entreprise qui a esté faite contre ma personne, pour estre du tout contraire à vostre volonté, comme i'ay occasion de me plaindre de ce que lous ombre d'une treue & pourparler de paix, on recherche tous moyens pour se deffaire de moy. Ce que le plus barbare tiran ne voudroit imaginer, & moins executer. Et afin que vous soyiez aduertý de la façon dont on y a voulu proceder, ie n'ay voulu faillir de vous despescher le sieur de Mariuault, present porteur, pour vous assurer qu'hier au soir l'on me presenta du vin à ma collation si bien mixtionné, que tout aussitost que i'en eus tasté, & fait boire au sieur de Thoré & autres, nous fusmes surpris d'un tel & si fort vomissement, que sans la bonté de Dieu & les forts remedes qui nous furent appliquez, le poison eust à l'instant fait son effet contre nous, & vous auroit fait perdre le plus affectionné & fidele seruiteur que vous aurez iamais. Ce qui ne peut estre inuenté que par ceux qui sont indignement constituez aux honneurs & charges de ce Royaume, & qui n'ont iamais trauaillé que de tenir cét Estat en trouble & diuision, pour conseruer leur autorité illegitime, & qui pour cét effet se dispensent d'actes méchans & tyranniques, dont la punition doit suivre le malefice. Ce qui me fait vous supplier tres-humblement de vouloir de vostre part faire faire si exacte recherche & perquisition, comme ie feray de mon costé, afin que la verification estant faite, le blâme que les estrangers pourroient imputer à cette nation Françoisë, puisse estre osté. En quoy outre que vous ferez acte digne de vostre grandeur, & qui touche le plus proche de vostre sang, vous m'obligerez dauantage à exposer la vie qui m'a esté miraculeusement conseruée pour vous faire tres-humble seruite,

comme i'en ay tousiours eu la volonté, quelque impression que vous ayez pû auoir au contraire.

De Chartons ce 27. Decembre 1575.

Vostre tres-humble Frere
& sujet FRANÇOIS.

LETTRE DE M. FRERE DV ROT AV PARLEMENT,
apres s'estre retiré de la Cour.

Du Lundy 30. Ianuier 1576.

Ce iour les grande Chambre & Tournelle assemblées, ont esté leuës les lettres missiues de Monsieur Frere du Roy cy-apres inserées, & ont à l'instant lesdites lettres missiues esté portées par les Chambres pour y estre lenës.

MESSIEVRS, Ayant entendu que l'on suppose & fait courir par gens attiltez plusieurs faux bruits, qui tendent à mettre vne desffiance irreconciliable entre le Roy Monseigneur & frere, la Reine ma tres-honorée Dame & Mere, & moy; & me rendre sur tout odieux à la ville de Paris, & principalement à vostre Compagnie. D'autant que cela ne peut aduenir que par gens qui desirent entretenir les troubles, pour conduire l'Estat de ce Royaume à l'appetit de leurs interrests; ie n'ay voulu faillir de vous escrire, que ie suis tres-marry que la negociation faite entre ladite Dame & moy, pour le repos de ce Royaume, suiuant l'intention & la volonté du Roy mon seigneur & frere, n'a pû encote sortir son entier effet, par les menées, inuentions, & sectets artifices de ceux qui ont tousiours tasché d'entretenir ce Royaume en troubles, pour de la substance d'iceluy, s'entrichir & agrandir; craignans que par vne paix & vnion generale des suiets avec le Roy, l'on descouure les grands larcins qu'ils ont fait sous ombre du seruice du Roy mondit seigneur & frere, & du public: ayant à cette cause empesché que les choses promises par la Reine madite Dame & Mere, ratifiées par le Roy mondit seigneur & frere, n'ayent esté executées; me priuant par ce moyen d'un lieu de seurté, pour pouuoir temporiser en attendant la negociation de la paix suiuant ma volonté & intention, assez monstrée par effets depuis mon parlement; lequel n'a esté pour le mécontentement que i'aye du Roy mondit seigneur & frere, ny de la Reine madite Dame & mere; ains pour les inuentions dont mes ennemis vsoient pour me mettre en soupçon enuers eux; craignant qu'à la fin ils eussent tant de puissance en leur endroit, que de me faire arrester, ou faire chose que i'eusse mal-

aisement supporté. Ce qui m'auroit contrainct de me mettre où ie suis, non pour ruiner la France, ne faire mal à la Ville Capitale, ne autre de ce Royaume, ny aux bons suiets du Roy monditz seigneur & frere; mais pour luy faire connoistre, & à la Reine madite Dame & Mere, par effet le contraire dece que m'ont voulu imputer ceux qui sous vmbre de se dire leurs seruiteurs, ne desirent que la ruine de ce Royaume, par la continuation de la guerre & des troubles, & pour la diuision qu'ils veulent mettre entre le Roy monditz seigneur & frere, & moy. I'ay pensé estant où ie suis, faciliter tellement vn repos general en ce Royaume, que le Roy monditz seigneur connoisse par effet, que ie n'ay desiré chose en ce monde tant, que le voir regner, honorer, seruir & obeir avec toute autorité, comme ont esté les Rois nos Pere & Grand-Pere. Et n'a tenu & ne tiendra en moy que l'effet ne s'en ensuiue ainsi que ie l'ay fait paroistre. Car il y a trois mois que i'ay tousiours temporisé, apres auoir receu & accordé ce qui ma esté proposé par la Reine madite Dame & Mere, pour l'affection que i'ay au repos de ce Royaume; sans vouloir faire aucun acte d'hostilité: non sans connoistre, si i'eusse eu autre volonté, le tort que ie me faisois de temporiser, perdant ma reputation, & les occasions qui se sont offerres, ayant fait retarder les estrangers tant qu'il m'a esté possible, pour l'esperance que i'ay tousiours eüe que le Roy seroit obey, & quel'on me deliureroit les Villes qui m'ont esté promises pour ma seureté. Au lieu desquelles ne m'en ayant esté deliuré que quatre des moindres, cela m'a iustement fait entrer en doute, que la puissance de ceux qui auoient entrepris de me persecuter, faisans leur profit de cette diuision, estoit encore telle que contre la volonté du Roy monditz Seigneur & frere, assez manifeste par la ratification de la treue, & par tant de reiterez commandemens qu'il a faits pour l'accomplissement d'icelle, ils ont peu empeschier l'effet du repos de ce Royaume. Au moyen dequoy n'ayant autre seureté que d'auoir les Reistres & autres estrangers avec moy, ie prie ceux de vostre Ville de croire que si ie les fais entrer en ce Royaume, c'est à mon tres-grand regret & déplaisir, & estant à ce faire contrainct par les ennemis du repos public; non pour ruiner ce Royaume ny y mal faire, mais pour essayer avec la force de ranger les volontez de ceux qui par leur ambition & passion particuliere, tendent à la ruine du nom & Maison de Valois, dont il n'y a plus que le Roy monditz Seigneur, & moy, & par mesme moyen de tous les Princes du sang, & les faire condescendre malgré eux à vne bonne & heureuse paix, honorable pour le seruice de Dieu & du Roy, repos & tranquillité de tous ses suiets, & conseruation dudit Seigneur, duquel ie desire la vie, & qu'il plaie à Dieu pour perpetuer le nom de la maison des Valois, luy donner heureuse & bonne lignée, & à moy la bonne grace: desirant auoir cét heur, comme ie prie à Dieu, me donner, de pouuoir voir la paix & le repos que ie desire, auant que les forces

que l'ay soient entrées en ce Royaume. Et où cela ne se pourroit par l'autorité & malice de ceux qui iusqu'icy l'ont empêché, ie seray contraint pour les faire venir à la raison, de m'approcher de vostre Ville avec ladite armée. Ce que ie vous prie croire que n'adiendra iamais qu'à mon tres-grand regret; & que j'auray reculé & recherché tous autres moyens pour l'éviter: comme vous avez pû voir par experience, m'estant éloigné le plus que j'ay pû; & si l'on m'eust deliuré les Villes qui m'ont esté promises pour pouvoir avec seureté traiter la paix; au lieu de faire entrer lesdits estrangers, ie les eusse renuoyez, selon ce que j'auois promis à madite Dame & Mere. A quoy ne m'ayant sarisfait, ie vous prie derechef vouloir croire que si ie suis contraint faire auancer lesdits estrangers, ce ne sera à intention de faire nul mal à vostre dite Ville, ne à chose qui vous appartienne; desirant au contraire vous conseruer comme moy-mesme, pour vous auoir toujours connus fidels suiets & obeïssans au Roy mondit Seigneur & à sa Couronne. En quoy ie vous prie continuer & m'aider enuers luy, pour executer la bonne volonté que ie sçay qu'il a, tant de me tenir à sa bonne grace, que de remettre ce Royaume en paix & repos. Et ce faisant vous m'obligerez de plus en plus à vous aymer & connoistre, en ce que Dieu me donnera de moyen enuers le Roy mondit Seigneur; & qui me fera la grace d'ouurir les moyens pour le seruir & obeyr, comme mon Roy, Pere & Frere, ainsi que ie desire & prie Dieu vous donner, Messieurs, en santé ce que plus desirez. De Chabannes ce 9. iour de Ianuier 1576. Et au dos est écrit. A Messieurs de la Cour de Parlement de Paris.

DV VENDREDT VINGT-TROISIESME MARS 1576.

CE iour les grande Chambre & Tournelle assemblées, Monsieur le premier President a dit, que le Roy luy a dit auoir esté aduerry que les deputez de la pacification, & deux d'entre eux, auroient charge de Monsieur Frere du Roy, de presenter lettre à la Cour de sa part; & estoit raisonnable qu'il la vist auant qu'elle fût veuë & leuë en la Cour. Lesdits deputez ayant charge de presenter ladite lettre, dirent qu'ils iroient voir ledit premier President. Ce qu'ils ont fait hier, luy baillerent la lettre, la leur, & dir qu'il la porteroit au Roy: deuers lequel il n'a voulu aller, que premierement il ne l'ait fait entendre à la Compagnie, & qu'elle n'ait veu le registre de Ianuier 1484. Lequel lcu, a dit le premier President, que quand il auroit fait voir la lettre de Monsieur, & lesdits deputez voudroient venir icy, auant leur arriuée il faut aduiser de la réponce à leur proposition & du lieu où l'on les feroit mettre ou seoir en proposant: ne voulant rien faire sans l'aduis de la Cour. La matiere partant mise en déliberation, ladite Cour a ar-

resté que selon la proposition desdits deputez, leur sera répondu par ledit sieur premier President, *habito primo concilio* de ladite Cour, & selon la résolution qui en sera faite. Et pour le regard de la séance que l'on donnera ausdits deputez venans commis, cela sera remis à la volonté du Roy; auquel ledit Seigneur premier President le fera entendre. Et à l'instant mandé par le Roy: & depuis luy de retour sur les dix heures, a fait entendre à la Cour la volonté dudit Seigneur, qui est que la lettre soit leuë, & lesdits deputez ouys, eux estant debout & au barreau, où ont accoustumé se mettre les gens du Roy, & à costé d'eux.

*INSTRVCTION BAILLÉE PAR LE ROT A MONSIEVR LE DVC
de Montpensier, Gouverneur de Bretagne, pour s'opposer aux
ligues & associations qui se faisoient contre l'Estat.*

LE Roy ayant esté aduertty qu'il se fait quelques ligues & associations en son pais & Duché de Bretagne, qui ne pouuent tendre qu'à tres-mauuaise & pernicieuse intention, & grandement preiudicier au bien de son seruice & à la tranquillité & repos de ses suets; sachant que Monseigneur le Due de Montpensier, Pair de France, Gouverneur & Lieutenant general pour S. M. audit pais, est sur son parlement pour s'acheminer en sondit Gouvernement, & se trouuer en l'assemblée des Estats particuliers d'iceluy Pais, où ils se doiuent, comme l'on a accoustumé par chacun an, bien-tost tenir en la ville de Rennes: sadite Maiesté a aduisé, avec vostre occasion qui est bien à propos, de prier mondit sieur de Montpensier de s'y acheminer le plustost qu'il luy sera possible, & de faire entendre tant à ccux de l'Eglise, de la Noblesse, que du tiers Estat des lieux de sondit Gouvernement où il passera, & aux autres lieux où il verra que besoin sera, combien elle trouue mauuais celsdites associations, pour les raisons & ainsi qu'il sera cy-apres plus amplement déclaré. Et quand bien mondit sieur de Montpensier auroit changé la résolution qu'il auroit prise d'aller ausdits Estats, sadite Maiesté desire que pour ce respect, qui est si important à son seruice, il s'y trouue, & se conduise en ceste affaire selon le contenu en ce memoire.

Premierement, mondit sieur de Montpensier ira passer es villes de Nantes & Rennes; & là s'informerà des sieurs de Bouille & de la Hnaudaye, & autres ayans la principale charge & administration des affaires du Roy audit pays de Bretagne, & particulièrement en icelles villes, ce qu'ils auront entendu de la verité desdites ligues & associations; par qui, & comment elles sont menées & conduites, & de quelle part. Ce fait, fera venir deuant luy en chacune desdites villes & autres de sondit Gouvernement, où il passera; mesmes lors de l'as-

semblée & tenuë des Eſtats, il fera appeller particulièrement ou autrement, ainſi qu'il verra bon eſtre, aucuns des principaux dudit Clergé & de la Nobleſſe qui y feront ; & auſſi quelques-uns des plus apparens du tiers Eſtat, tant d'une que d'autre Religion. Et d'auantage entrera en ſon Parlement dudit pais ; & dira à tous, que la principale occaſion qui l'a fait acheminer en ſon dit Gouuernement, a eſté l'aduertiſſement que le Roy a eü de certaines menées & pratiques ſecrettes qui s'y faiſoient, avec amas d'armes & Cheuaux ; tant pour s'enquerir de la vérité d'icelles, que pour faire entendre à chacun le vouloir & intention de ſadite Maieſté. Ce qui l'a meu les faire venir ainſi deuant luy, à ce que, comme bons & affectionnez ſuiets qu'ils ſont, ils ayent à luy declarer franchement ce qu'ils en ſçauent ; & quand & quand à ſe diſpoſer de receuoir & ſatisfaire à ce qu'il leur commandera de la part de ſadite Maieſté.

Après, mondit ſieur de Montpenſier les aſſurera, qu'ils ne receuront iamais que tout bon & gracieux traitement de ſadite Maieſté, comme ils ont fait iuſqu'icy d'Elle & des ſeus Rois ſes predeceſſeurs, comme elle s'attend qu'en general & en particulier, ils ſe porteront enuers elle avec toute l'obeiſſance qu'ils luy doiuent, comme ont fait leurs Anceſtres à leurs Rois & ſouuerains ſeigneurs, ſelon la naturelle obligation qu'ils en auoient. Et pourſuura mondit ſeigneur de Montpenſier à leur dire, que ſadite Maieſté a telle fiance en leur bonne affection qu'ils portent à ſon ſeruiſe & à leur repos ; qu'elle ne croira iamais qu'ils s'oublient tant que d'entrer en aucune aſſociation ou ligue, & ſe deſuoyer du droit chemin pour ſe laiſſer aller, & conſentir qu'il ſe faſſe choſe preiudiciable à ſon dit ſeruiſe & à la tranquillité publique, par où on les puiſſe marquer d'infidelité, ou d'autre choſe eſloignée de la vertu de leurs anceſtres.

Que ſi on leur auoit donné à entendre quelque choſe de ſiniſtre de l'affection paternelle que ſadite Maieſté leur porte ; que ſon intention eſt de leur faire connoiſtre par eſſet, que ce ſont artifices & inuentions de meſchans, leſquels pour troubler ce Royaume & ſatisfaire à leurs paſſions, veulent blaſmer les actions de ſadite Maieſté, qui ne tendent qu'à la conſeruation de la Paix, repos & vnion de ſes ſuiets.

Qu'il ne faut point que perſonne condamne ce que ſadite Maieſté a fait pour paruenir à icelle pacification, l'ayant avec grande peine, travail & ſoin, tant de la Reine ſa Mere & de luy, que des principaux Princes & ſeigneurs de ce Royaume ; qui ont bien conneu & iugé qu'il eſtoit tres-neceſſaire d'appaier les troubles & diuiſions qui eſſoient en iceluy, ſi on ne vouloit perdre cét Eſtat : comme M. de Montpenſier, qui s'eſt tres-vertueuſement & dignement employé en la negociation de ladite paix, leur en pourra déduire particulièrement les raiſons & conſiderations. Aufquelles il pourra adiouter, que ſadite Maieſté n'a rien fait en cela ſans exemple ; ayans le ſeu Roy Char.

les son frere dernier decedé, que Dieu absolue, par l'aduis & conseil des plus sages & Grands Princes de cedit Royaume, fait le semblable, avec moins d'vrgente necessité que celle qui a induit sadite Maïesté à faire ladite pacification.

Par le moyen de laquelle sadite Maïesté espere tant de la bonté de Dieu, qu'il luy fera la grace de reuoir bien-tost son Royaume en aussi florissant estat qu'il a point esté: moyennant qu'un chacun selon sa vacation s'esuertuë de faire son deuoir, comme sadite Maïesté le desire. Car les Pasteurs Ecclesiastiques meus du vray zeile qu'ils doiuent à l'honneur de N. S. & edification de son Eglise, admonesteront & enseigneront le peuple par bons exemples & saintes predications de la parole de Dieu. Ce qui ne se faisoit durant la guerre, comme chacun sçait, au moins qu'en bien peu de lieux. La iustice sera equitablement renduë par les Officiers de sadite Maïesté, comme elle espere & est son intention d'y donner ordre: & semblablement au manienent & administration de ses finances; & aussi à la police & discipline des gens de guerre, pour le soulagement du pauvre peuple, qui estoit desia si oppressé & détruit de la guerre, que si elle eust continué, il est certain qu'il n'eust pû subsister sous la pelanteur du faix.

Et dauantage est à considerer, qu'avec ladite pacification sadite Maïesté s'est reconcilié M. le Duc d'Aniou son frere, dont chascun doit louer Dieu, pour le bien inestimable qui en reuiendra à tout le Royaume.

Toutes lesquelles choses monstrent assez, combien il a esté vtile & necessaire non seulement à sadite Maïesté, mais aussi à tous ses suiets, que les troubles ayent esté pacifiées. Enquoy est grandement à louer & estimer la Reine sa mere, pour le trauail qu'elle y a pris, tant pour la priere & charge expresse qu'elle en auoit de sadite Maïesté, que pour la connoissance qu'elle auoit de la consequence de cette guerre; qui a fait qu'elle n'a crain de hazarder sa personne pour venir à bout de ladite pacification: dont tant s'en faut qu'elle doïue recevoir blâme, qu'elle en merite louange perpetuelle avec l'obligation de chacun, telle que sadite Maïesté confesse la luy auoir, autant que d'aucun autre acte genereux qu'elle ait fait, tant durant la minorité dudit feu Roy Charles, que depuis son deceds; encore qu'elle ait empesché que la personne d'iceluy sieur Roy & son Estat n'ayent fait naufrage, au plus fort des grandes tempestes dont ce Royaume a este agité.

Ces preuues & témoignages de la droite intention de sadite Maïesté & de la Reine sa Mere, font que sadite Maïesté ne peut qu'elle ne s'estimerueille beaucoup, de voir & entendre que les subtiles inuentions des méchans puissent tant à l'endroit de quelques-vns de ses sujets, que de les ebranler & attirer esdites associations, & mesmement à l'endroit de la Noblesse de Bretagne, qui a de tout temps fait de telles preuues de sa fidelité & singuliere affection enuers son Roy & Prince souuerain, qu'elle en a acquis par tout tres-grand honneur: ne voulant obmettre sadite Maïesté à le

à le dire à M. de Montpensier, afin qu'il fasse entendre publiquement le contentement que sadite Maïesté a de ses suiets dudit pays, de ce qu'ils se sont si modestement & si bien comportez en iceluy durant les guerres & troubles passées, sur l'assurance que leur auoit donné sadite Maïesté, de ne rien épargner pour leur conseruation, & les garder d'oppression, comme elle a fait selon sadite promesse, à laquelle elle ne manquera iamais.

Il ne se peut dire aucunes raisons qui puissent pallier telles ligues & associations; estant certain que quiconque entreprend de se liguier & associer avec qui que ce soit, sans le commandement, sceu & congé exprés de son Roy & souuerain, il contreuient aux loix de ce Royaume, se tire hors de la fidelité qu'il doit à son Prince, & par consequent se fait criminel de leze Maïesté.

Que c'est pourquoy le Roy estant aduertý que l'on mettoit en auant lesdites ligues & associations en son pays de Bretagne, il a aduisé de les faire admonester par mondit sieur de Montpensier; & leur faire représenter la consequence d'icelles ligues & associations, & combien elles luy sont des-agreables & preiudiciables à son seruice; & quant & quant leur commander de toutel'authorité & puissance que Dieu luy a donnée sur eux, qu'ils ayent à s'en desister & departir incontinent, quelque serment qu'ils puissent auoir fait, lequel ne peut auoir lieu contre celuy qui les oblige naturellement à leur Roy & souuerain Seigneur.

Qu'en ce faisant sadite Maïesté ne se ressouuiendra point de l'offence que pourroient auoir fait ceux qui sont inscripts & assermentez auxdites ligues & associations; & n'en seront eux ny leur posterité, iamais inquiettez ny molestez par qui que ce soit.

Mais au contraire, s'il y en auoit de si mal-aduisez & si temeraires que de ne vouloir quitter lesdites associations & ligues, apres que l'intention de sadite Maïesté leur aura esté declarée, elle desire que mondit sieur de Montpensier leur remonstre derechef le grand tort qu'ils se font; & regarde de faire en sorte enuers eux par honnestes persuasions & remonstrances, qu'il leur sçaura bien & dignement faire, qu'il les fasse retirer de telles sinistres ligues & associations.

Mondit sieur de Montpensier passant pays, fera entendre le semblable aux sieurs Gentilshommes & autres, tant d'une que d'autre Religion qui l'iront trouuer; & comme sadite Maïesté desire que ses Edicts soient entretenus, & maintenir le repos entre ses suiets.

Au demeurant mondit sieur de Montpensier n'oubliera aussi de dire à vn chacun, & mesmement lors qu'il sera audit Parlement, & pareillement en l'assemblée desdits Estats de Bretagne, la resolution que sadite Maïesté a prise selon la bonne volonté qu'il en auoit long temps y a, de tenir ses Estats Generaux au temps qu'il leur a fait notifier les lettres qui en ont esté, il y a déjà quelque temps, enuoyées par les Baillages & Seneschaussées de ce Royaume: qu'en l'assemblée desdits Estats chacun

pourra remonstrer & faire librement les plaintes & doleances ; lesquelles sadite Maïesté est tres-disposée d'oüir fort benignement, & d'y pourvoir ; sçachant bien que de là dépend l'establissement & restauration des choses qui ont esté alterées, gastées & perverties par les troubles & guerres passées. Et a sadite Maïesté cette assurance en Dieu, qu'il la favorisera & assistera en cette sienne bonne & sainte deliberation & intention ; comme il ne l'a iamais abandonnée en toutes les affaires, quelques grandes, importantes & extremes qu'elles ayent esté.

Et pource que mondit sieur de Montpensier ne pourra pas trauffer & aller par tout sondit Gouvernement, il donnera charge ausdits sieurs de Bouille & de la Hunaudaye, Lieutenans Generaux du Roy en iceluy pays en son absence, de faire entendre le contenu en cette presente instruction és autres lieux & endroits où ils iront ; à ce que personne n'ignore la droite & sincere affection de sadite Maïesté sur tout ce que dessus.

Dont, & de ce qu'ils feront suivant cela, ils donneront ordinairement auis à sadite Maïesté, à laquelle mondit sieur de Montpensier fera tres-grand & tres-agreable seruice en ce faisant.

Fait à Paris le dernier iour d'Aoust 1576.

*ASSOCIATION FAITE ENTRE LES PRINCES, SEIGNEURS,
Gentilshommes, & autres tant de l'Estat Ecclesiastique, de la Noblesse,
que du tiers Estat, suiets & habitans du pays & Comté de Champagne &
Brie.*

AV nom de la tres-saincte Trinité, & de la Communion du precieux Corps de IESVS-CHRIST, auons promis & iuré sur les saintes Euangiles, & sur nos vies, honneurs & biens, de garder inuiolablement les choses accordées & par nous soussignées, sur peine d'estre à iamais declarez pariures, infames, & tenus pour gens indignes de toute noblesse & honneur.

Premierement, estant connu de chacun les grandes pratiques & conjurations faites contre l'honneur de Dieu, la sainte Eglise Catholique, & contre l'Estat & Monarchie de ce Royaume de France & maison de Valois, tant par aucuns des suiets dudit Royaume que par étrangers ; & que les longues & continuelles guerres & diuisions civiles ont tellement affoibly, & reduit nos Rois en telle necessité, qu'il n'est plus possible que d'eux-mesmes ils soutiennent la dépence necessaire pour la conseruation de nostre Religion, Estat & dignité Royale ; ny qu'ils puissent par cy-apres nous maintenir sous leur protection en seureté de nos personnes, familles & biens, ausquels par cy-deuant nous auons receu tant de perte & de dommage.

Auons estimé estre tres-necessaire de rendre premierement l'hon-

neur que nous deuons à Dieu, à la manutention de nostre Religion Catholique, & nous y montrer plus affectionnez à la conseruation d'icelle, que ceux qui sont desuoyez de la bonne Religion, ne sont à l'auancement d'une nouuelle opinion.

Par ainsi iurons & promettons de nous employer de toutes nos puissances à remettre & maintenir l'exercice de nostre Religion Catholique, Apostolique & Romaine, en laquelle nous & nos predecesseurs auons esté nourris, & voulons viure & mourir.

Aussi promettons & iurons toute obeissance, honneur, & tres-humble seruice au Roy Henry à present regnant, que Dieu nous a donné pour nostre souuerain Roy & Seigneur, & qui est legitimement appelé à la succession de ses predecesseurs par la Loy du Royaume; & apres luy à toute la posterité de la Maison de Valois.

Et outre l'obeissance & seruice que nous sommes tenus par tout droit de rendre à nostredit Roy Henry à present regnant, nous promettons employer nos biens & vies pour la manutention de son Estat, conseruation de son autorité, & l'execution des commandemens qui par luy, ses Lieutenans Generaux, ou autres ayant de par luy pouuoir, nous seront faits, sans reconnoistre autre quiconque soit, que luy, ou ceux qui de par luy nous commanderont.

Et d'autant que par la bonté & prudence de nostredit Roy & souuerain Seigneur, il luy a plû tant faire de bien à tous les suiets de son Royaume, que de les conuoquer à vne assemblée generale de tous Ordres & Estats dudit Royaume, pour entendre les plaintes & doléances de ses suiets, & pour faire vne bonne reformation des abus & desordres qui ont continué de long-temps en cedit Royaume, esperant que Dieu nous donnera quelque bonne resolution par vne si bonne & grande assemblée; promettons & iurons d'employer nosdits biens & vies pour l'entiere execution de ce qui sera commandé & ordonné par S. M. apres auoir oüy les remonstrances des Estats assemblez.

Et pour cét effet nous tous soussignez, promettons de nous tenir prests, bien armez & montez, & accompagnez selon nos qualitez, pour incontinent que nous serons aduertis, executer ce qui nous sera commandé par le Roy nostredit souuerain Seigneur, ou par ses Lieutenans ou autres ayans de luy pouuoir & autorité, tant pour la conseruation de nostredite Prouince, que pour aller ailleurs, s'il est besoin, pour la conseruation de nostredite Religion & seruice de sadite Maiesté.

Et offrons pour le pays & Comté de Champagne & Brie pour cét effet, iusqu'au nombre de gens de Cheual bien montez & armez; & gens de pied, tant pour la conseruation de ladite Prouince, que pour employer ailleurs où il sera requis; sans y comprendre ceux qui sont des ordonnances; attendu qu'ils sont obligez de seruir ailleurs. Et pour chacune Compagnie, soit de gens de Cheual, soit de gens de pied, seront trois Gentilshommes du pays nommez au

Lieutenant de Roy, ou celuy qui aura pouuoir de S. M. qui fera choix & election de l'un d'iceux.

Et parce que telles leuées ne se peuuent mettre sus sans grands frais & depences ; & qu'il est tres-iuste en telle necessité des affaires du Royaume, d'employer tout le moyen que chacun peut auoir ; sera leuë & pris sur le pays les sommes de deniers qui seront iugées necessaires par l'aduis du Lieutenant de Roy ou autre ayant pouuoir de S. M. dont apres S. M. sera suppliée les vouloir autoriser & valider, attendu que c'est pour employer en choses si saintes & necessaires pour le seruice de Dieu & de ladite Maiesté.

Et pour plus facile execution des choses susdites, les Gouverneurs appelleront six des principaux de la Prouince, pour avec leurs aduis pouruoir à ce qui sera necessaire pour l'execution des choses susdites.

Et en chacun Baillage ou Seneschauffée de ladite Prouince, sera deputé vn ou deux Gentilshommes, ou autre de suffisance & fidelité requise, pour entendre particulièrement sur les lieux ce qu'il sera besoin, pour apres le rapporter à ceux qui en seront chargez par les Gouverneurs ou Lieutenans pour le Roy.

Et s'il est aduisé pour le seruice du Roy, bien & repos de ladite Prouince, d'auoir aduis & communication aux Prouinces voisines, aurons si bonne intelligence que chacun se pourra aider & secourir l'un l'autre.

Tous lesdits Gentilshommes & autres Catholiques estans de ladite association, seront maintenus & conseruez les vns par les autres sous l'obeissance du Roy en toute seurété & repos, & empeschéz de toute oppression d'autrui : & s'il y a differend & querelle entre eux, sera composé par le Lieutenant General du Roy, ou ceux qui par luy seront appelez, qui fera executer sous le bon plaisir & commandement du Roy, ce qui sera aduisé estre iuste & raisonnable.

Et si aucuns desdits Catholiques de ladite Prouince, apres auoir esté requis d'entrer en ladite association, faisoit difficulté ou vlsst de longueur, attendu que ce n'est que pour l'honneur de Dieu, le seruice du Roy, le bien & repos de la Patrie, sera estimé en tout le pays ennemy de Dieu, & deserteur de sa Religion, rebelle à son Roy, traître & proditeur de sa Patrie ; & du commun consentement de tous les gens de bien, abandonné de tous, delaisé & exposé à toutes iniures & oppressions qui luy pourront suruenir, sans qu'il soit iamais receu en compagnie, amitié & alliance des susdits associez & confederez ; qui tous ont promis & juré amitié & intelligence entre eux pour la manutention de leur Religion, seruice du Roy, & conseruation de leurs personnes, biens & familles.

Et parce que ce n'est nostre intention de travailler aucunement ceux de la nouuelle opinion, qui voudront se contenir sans entrepren-

dre aucune chose contre l'honneur de Dieu, service du Roy, bien & repos de ses sujets; promettons & iurons les conserver, sans qu'ils soient aucunement recherchez en leurs consciences, ny molestez en leurs personnes, biens, honneurs & familles: pourveu qu'ils ne contreveinrent aucunement à ce qui sera par sa Maïesté ordonné apres la conclusion des Estats Generaux.

Nous auons promis & iuré de tenir les articles susdits, & les observer de point en point, sans iamais y contreveinir, & sans avoir égard à aucune amitié, parentage, & alliance que nous pourrions avoir à quelque personne de quelque qualité & Religion qu'elle soit, qui voudroit contreveinir aux commandemens & ordonnances du Roy, bien & repos de ce Royaume: & semblablement de tenir secrette la presente association, sans aucunement la communiquer ny faire entendre à quelque personne que ce soit, sinon à ceux qui seront de la presente association. Ce que nous iurerons & affermerons sur nos consciences & honneurs, & sous les peines cy-dessus mentionnées: le tout sous l'autorité du Roy, renonçant à toutes autres associations, si aucunes en auoient esté cy-deuant faites.

Après avoir entendu le contenu aux articles cy-dessus, auons permis à nos sujets du pays de Champagne & Brie, d'exécuter ce qui est porté par iceux, & octroyé de leuer sur eux les deniers nécessaires. Fait à Blois le onzième iour de Decembre 1576.

EDICT DE PAIX DE L'AN 1576.

HENRY PAR LA GRACE DE DIEU ROY DE FRANCE, ET DE POLOGNE, à tous presens & à venir, SALVT. Nous n'auons rien tant désiré, depuis qu'il a pleu à Dieu nous appeller à cette Couronne, pour la singuliere bien-veillance & amour que nous portons à nos sujets, que de les reconcilier à vne parfaite vnion, & concorde: & les remettre en bonne paix, tranquillité & repos. Pour à quoy paruenir, apres auoir cherché tous moyens conuenables à cét effet, & eu sur ce l'aduis, avec meure & grande délibération de la Reine nostre tres-honorée Dame & Mere, des Princes de nostre sang, Officiers de nostre Couronne, & autres Seigneurs, & notables personages de nostre Conseil priué: Auons par cettuy nostre Edit perpetuel & irreuocable, dit, déclaré, statué, & ordonné: disons, declérons, statuons, & ordonnons ce qui s'ensuit.

I. Premièrement, que la memoire de toutes choses passées d'une part & d'autre, dés & depuis les troubles aduenus en nostredit Royaume, & à l'occasion d'iceux, demeurera éteinte & assoupie, comme de chose non aduenüe: & ne sera loisible ny permis à nos Procureurs generaux, ny autres personnes, publiques ou priuées, quelsconques, en quel-

que temps, ny pour quelque occasion que ce soit, en faire mention, procès ou poursuite en aucune Court ou Jurisdiction.

II. Deffendons à tous nos suiets, de quelque estat & qualité qu'ils soient, qu'ils n'ayent à en renouveler la memoire, s'attaquer, iniurier, ne prouoquer l'un l'autre par reproche de ce qui est passé; en disputer, contester, quereller, ne s'outrager, ou offenser de fait ou de parole: mais se contenir & viure paisiblement ensemble, comme freres, amis, & conuoyens: sur peine aux contreuenans d'estre punis comme infracteurs de paix, & perturbateurs du repos public.

III. Ordonnons que la Religion Catholique & Romaine sera remise & reestablie en tous les lieux & endroits de cettuy nostre Royaume & pays de nostre obeissance, où l'exercice d'icelle a esté intermis; pour y estre librement & paisiblement exercee, sans aucun trouble ny empeschement: deffendant tres-expressement à toutes personnes de quelque estat, qualité, ou condition qu'elles soyent, sur les peines que dessus, de ne troubler, molester, ne inquieter les Ecclesiastiques en la celebration du diuin seruice, iouissance & pereception des dixmes, fruits & reuenus de leurs benefices, & autres droits & devoirs qui leur appartiennent; voulans que tous ceux qui durant les presens & precedens troubles se sont emparez des Eglises, maisons, biens & reuenus appartenans ausdits Ecclesiastiques, & qui les detiennent & occupent, leur en délaissent l'entiere possession, & paisible iouissance, en tels droits, libertez, & seuretez qu'ils auoient auparavant qu'ils en eussent esté deslaissés.

IV. Et pour ne laisser aucune occasion de troubles & differens entre nos suiets, Auons permis & permettons l'exercice libre, public & general de la Religion pretendue reformée par toutes les Villes & lieux de nostre Royaume, & pays de nostre obeissance & protection, sans restriction de temps & personnes, ne pareillement de lieux & places; pourueu qu'icieux lieux & places leur appartiennent, ou que ce soit au gré & consentement des autres propriétaires, ausquels ils pourroient appartenir. Esquelles Villes & lieux ceux de la Religion pourront faire presches, prieres, chants de Psalmes, administration du Baptesme & de la Cene, publication & celebration de mariages, escoles, & leçons publiques, correction selonc ladite Religion, & toutes autres choses appartenans au libre & entier exercice d'icelle. Pourront aussi tenir Consistoires & Synodes, tant prouinciaux que generaux; appelez nos Officiers es lieux où lesdits Synodes seront conuoquez & assemblez: ausquels Synodes generaux & prouinciaux enioignons à nosdits Officiers d'assister, ou aucuns d'eux. Et neantmoins voulons & ordonnons que ceux de ladite Religion s'abstiennent dudit exercice public en nostre Ville de Paris, Fauxbourgs, & à deux lieues es enuiron d'icelle: lesquelles deux lieues nous auons limitées & limitons aux lieux qui ensuiuent: à sçauoir S. Denis, S. Mor des fosses, Pont de Charenton, le Bourg la Reine, & port de Neuilly. Esquels lieux nous n'entendons qu'il soit fait aucun exercice de ladite Religion: sans toute-

fois que ceux d'icelle Religion puissent estre recherchez de ce qu'ils feront en leurs maisons, pour le fait de ladite Religion: ni les enfans, ou precepteurs d'iceux, contrainsts de faire aucune chose, contre & au preiudice d'icelle. S'abstiendront aussi de faire ledit exercice en nostre Cour, & à deux lieuës es environs; & pareillement en nos terres & pays qui sont delà les monts. Esquels pays ne seront recherchez de ce qu'ils feront en leurs maisons pour ladite Religion; esperant que Dieu nous fera la grace par la determination d'un libre & S. Concile general, de voir tous nosdits luyets réunis en vne mesme Foy, Religion, & creance, comme est nostre desir & principale intention.

V. Ne pourront en nostre Royaume, pays, terres & seigneuries de nostre obeissance, estre vendus aucuns liures, sans estre premierement veus par nos Officiers des lieux, ou (pour le regard des liures concernans ladite Religion) par les Chambres cy-apres par nous ordonnées en chacun Parlement, pour iuger des causes & differens de ceux de ladite Religion: deffendant tres-expressément l'impression, publication, & vendition de tous liures, libelles, & écrits diffamatoires, tant d'une part que d'autre, sur les peines contenuës en nos ordonnances: enioignant à tous nos luges & Officiers d'y tenir la main.

VI. Ordonnons que pour l'enterrement des morts de ceux de ladite Religion, estans en nostredite ville & fauxbourgs de Paris, leur sera baillé le cimetiere de la Trinité. Et pour toutes les autres villes & lieux leur sera pourueu promptement par nos Officiers & Magistrats, en chacun lieu, d'une place la plus commode que faire se pourra. Ce que nous enioignons à nos Officiers de faire, & tenir la main que ausdits enterremens, soit en nostredite ville de Paris ou ailleurs, ne se commette aucun scandale.

VII. N'entendons que ceux de ladite Religion soient aucunement astraits, ny demeurent obligez pour raison des abiurations qu'ils auroient cy-deuant faites, promesses, sermens, ou cautions par eux baillées, concernant le fait de ladite Religion; ne qu'ils en puissent estre molestez ny travaillez en quelque sorte que ce soit.

VIII. Pourront lesdits de la Religion faire edifier & construire des lieux pour faire ledit exercice, excepté à Paris, faux-bourgs, & à deux lieuës es environs d'icelle ville: & ceux qui sont ja par eux edifiez, leur seront rendus en tel estat qu'ils sont. Et où ils auroient pris pour iceux construire, quelques Eglises, ou maisons appartenant aux Ecclesiastiques ou autres Catholiques, seront tenus de les rendre; sans toutefois estre recherchez ne molestez, pour les matieres qui y auront esté employées, encore qu'elles ayent esté prinſes des ruines & demolitions faites durant les presens ou precedens troubles.

IX. Pour le regard des mariages des Prestres & personnes religieuses qui ont esté cy-deuant contractez, nous ne voulons ny entendons, pour plusieurs bonnes considerations, qu'ils en soient recher-

chez ni molestez : imposant sur ce silence à nos Procureurs Generaux, & autres nos Officiers. Declarons neantmoins que les enfans issus desdits mariages, pourront succeder seulement aux meubles, acquests, & conqueſts immeubles de leurs pere & mere : ne voulans que lesdits Religieux & Religieuses profex, puissent venir à aucune succession directe ni collaterale.

X. Seront ceux de ladite Religion tenus garder les loix receuës en l'Eglise Catholique, pour le fait des mariages contractez & à contracter es degrez de consanguinité & affiniré, pour éviter aux desbats & procez qui s'en pourroient enluiure, à la ruine de la plus-part des bonnes maisons de nostredit Royaume, & dissolution des liens d'amitié, qui s'acquierent par mariages & alliances entre nos suiets. Et neanmōins pour les mariages faits en tiers ou quart degre, ne pourront ceux de ladite Religion estre molestez, ni la validité desdits mariages reuōquée en doute : ne pareillement la succession ostée ny querellée aux enfans descendans desdits mariages faits ou à faire. Et pour iuger de la validité des mariages faits & contractez par ceux de ladite Religion, & decider s'ils sont licites ou illicites ; si celuy d'icelle Religion est deffendeur, en ces cas le Iuge Royal connoistra le fait dudit mariage. Et où il seroit demandeur, & le deffendeur Catholique, la connoissance en appartiendra à l'Official & Iuge Ecclesiastique.

XI. Ordonnons qu'il ne sera fait difference ny distinction, pour le regard de la Religion, à recevoir tant es Vniuersitez, Colleges, Ecoles, Hospitaux & Maladeries, que aumosnes publiques, les Escoliers, Malades, & Pauvres.

XII. Ceux de ladite Religion payeront les droits d'entrée, comme il est accoustumé pour les Charges & Offices dont ils seront pourueus, sans estre contrains d'assister à aucune ceremonie contraire à leur dite Religion. Et estans appelez par serment, ne seront tenus d'en faire d'autre que de leuer la main, iurer & promettre à Dieu qu'ils diront la verité. Et ne seront aussi tenus de prendre dispense du serment par eux presté en passant les contrats & obligations.

XIII. Voulons & ordonnons, que tous nos suiets, tant Catholiques que de ladite Religion pretenduë reformée, de quelque qualité & condition qu'ils soient, soient tenus & contrains par routes voyes deuës & raisonnables, & sous les peines conrenuës en nos precedens Edits sur ce faits, payer & acquirrer les dismes aux Curez & autres Ecclesiastiques, & à tous autres à qui ils appartiennent, selon l'vñce & costume des lieux.

XIV. Nostre cher & bien amé Cousin le Prince d'Orange sera remis & reintegré en toutes ses terres, iurisdiccions & Seigneuries qu'il a dans nostredit Royaume, & pays de nostredite obeissance : ensemble en la principauté d'Orange, droits, tiltres, documens, & papiers, si aucuns en ont esté prins & transportez par nos Lieutenans Generaux, & autres nos Officiers. Lesquels biens, droits & tiltres, seront rendus à nostredit Cousin,

fin, remis & reſtablis au meſme eſtat qu'ils eſtoient auparavant les troubles, pour en iouyr par luy & les ſiens doreſnauant, ſuiuant les prouiſions, Arreſts, & declarations qui auoient eſté ſur ce faites, & accordées par le feu Roy Henry, noſtre tres-honoré Seigneur & Pere, que Dieu abſolue, & autres Roys nos predeceſſeurs, tout ainſi qu'il faiſoit auant leſdits troubles.

XV. Ceux de ladite Religion ſeront tenus garder, obſeruer les feſtes indites en l'Egliſe Catholique Romaine, & ne pourront és iours d'icelles beſogner, vendre ny eſtaler à boutiques ouuertes : & aux iours eſquels l'vſage de la chair eſt deſſendu par icelle, les boucheries ne s'ouuironr.

XVI. En tous actes & actions publiques où ſera parlé de ladite Religion, ſera vſé de ces mots, Religion pretenduë reformée.

XVII. Afin de réünir d'autant mieux les volontez de nos ſuiets, comme eſt noſtre intention, declarons tant les Catholiques vnſ, que ceux de la Religion pretenduë reformée, capables de tenir & exercez tous Eſtats, dignitez, Offices, & charges quelſconques, Royales, Seigneuriales, ou des Villes de noſdits Royaumes, pays, terres & ſeigneuries de noſtre obeiſſance, & d'eſtre en iceux indifferemment admis & receus, ſans qu'ils ſoient tenus preſter autre ſerment, ni aſtrains d'autres obligations, que de bien & fidellement exercez leurs Eſtats, dignitez, charges & Offices, & garder les ordonnances. Eſquels Eſtats, dignitez, charges & Offices, pour le regard de ceux qui ſeront en noſtre diſpoſition, ſera par nous pourueu, auenant vacation, indifferemment & ſans diſtinction de Religion, de perſonnes capables, comme verrons eſtre à faire pour le bien de noſtre ſeruice, & de nos ſuiets.

XVIII. Et d'autant que l'adminiſtration de la Juſtice eſt vn des principaux moyens pour contenir nos ſuiets en paix & con corde : Nous, inclinant à la Requeſte qui nous a eſté faite, tant de la part des Catholiques aſſociez, que de ceux de ladite Religion pretenduë reformée, Auons ordonné & ordonnons, qu'en noſtre Cour de Parlement de Paris, ſera établie vne Chambre, compoſée de deux Preſidens, & ſeize Conſeillers, moitié Catholiques, & moitié de ladite Religion. Et leſquels Offices de la Religion ſeront par nous creéz & érigéz à cette fin, aux meſmes gages, honneurs, autoritez, & prerogatiues que nos autres Conſeillers de noſtre dite Cour : pour par icelle Chambre connoiſtre & iuger en ſouueraineté, dernier reſſort, & par Arreſt, priuatiuement à nous autres, des procéés & diſſerens meus & à mouuoir : eſquels procéés leſdits Catholiques aſſociez, ou de la Religion pretenduë reformée, du reſſort de noſtre dite Cour, ſeront parties principales, ou garants, en demandant ou deſſendant, en toutes matieres tant ciuiles que criminelles, tant leſdits procéés par écrit, ou appellations verbales : & ce ſi bon ſemblera ſur leſdites parties, & l'vne d'icelles le requiert. Laquelle Chambre, ſi que dit eſt, compoſée & établie, ſera par nous enuoyée en noſtre ville de Poitiers, pour y ſeoir & rendre la Juſtice à noſdits ſuiets,

Catholiques vnis , & de ladite Religion , de nos Pays de Poitou , Angoumois , Aulnix , & la Rochelle , en mesme forme & qualité , que lors de la seance de ladite Chambre , en nostredite Cour de Parlement de Paris : & ce trois mois durant chacune année , commençans le premier iour d'Aoust , iusquesau dernier iour d'Octobre.

XIX. Et pour le ressort de nostre Cour de Parlement de Tholozé , sera establie vne chambre en la Ville de Montpellier , composée de deux Presidens & dixhuit Conseillers , moitié Catholiques , & moitié de ladite Religion. Lesquels Catholiques seront par nous choisis de nos Cours de Parlemens , & grand Conseil : & lesdits de la Religion , creetz , & erigez de nouuel , aux mesmes gages , honneurs , autoritez , prerogatiues & préeminences , que les Presidens & Conseillers de nostredite Cour de Parlement de Tholozé. En laquelle Chambre seront aussi creetz vn Aduocat , & vn Procureur General , deux Greffiers , lvn Ciuil , & l'autre criminel , Huissiers , & tous autres Officiers necessaires , tant pour ladite Chambre , que pour la Chancellerie qui y sera par nous establie. Touslesquelles Officiers seront moitié Catholiques , & l'autre moitié de ladite Religion , & connoistra & iugera ladite Chambre en souueraineté , dernier ressort & par Aprest , priuatiuement à tous autres , des procez & differens meus & à mouuoir. Esquels lesdits Catholiques associez , ou de ladite Religion pretendue reformée , du ressort de nostredite Cour de Parlement de Tholozé , seront parties principales , ou garants , en demandant ou deffendant , en toutes matieres , tant Ciuiles que Criminelles , soient lesdits procès par écrit , ou appellations verbales : & ce si bon semble ausdites parties , & l'vne d'icelles le requiert.

XX. Semblables Chambres voulons estre établies en nos Cours de Parlemens de Grenoble , Bordeaux , Aix , Diion , Rouën , & Bretagne , composées du nombre de deux Presidens , & dix Conseillers en chacune Chambre : qui seront , comme dit est , moitié Catholiques , & moitié de la susedite Religion. Et iceux de ladite Religion par nous de nouueau creetz à cét effet , pour par leldites Chambres , chacune au ressort où elle sera établie , auoir telle iurisdiction , autorité & pouuoir : connoistre & iuger en la forme & qualité , & tout ainsi qu'il est dit cy-dessus , pour les ressorts de nos Parlemens de Paris , & Tholozé : & sera pour le regard de nostre pays de Dauphiné , la seance de ladite Chambre inipartie : à sçauoir six mois audit Grenoble , & autres six mois à S. Marcellin , commençant la premiere seance audit Saint Marcellin.

XXI. Voulons aussi , par maniere de prouision , & iusques à ce qu'en l'assemblée generale , qu'entendons tenir des Estats de nostre Royaume , il en soit par nous ordonné , que de tous iugemens qui seront donnez és procès meus & à mouuoir , là où lesdits Catholiques vnis & de ladite Religion , seront en qualité demandans ou deffendans par-

ties principales ou garants, en toutes matieres, tant ciuiles que criminelles, par les Officiers de nos sieges Presidiaux, ou autres, ausquels aurions donné pouuoir de iuger en certaines causes souuerainement & en dernier ressort, il y aura appel esdites Chambres nouvellement établies en nosdits Parlemens, chacune en son ressort : nonobstant tous Edits concernans l'autorité & iurisdiction desdits Presidiaux : ausquels, pour l'effet susdit, nous auons derogé & derogeons, sans y preiudicier en autres choses : lequel appel és matieres Ciuiles, Presidiales, aura effet deuolutif seulement, & non suspensif, sinon que du consentement des deux parties fust accordé, que leurs procès seroient iugez par lesdits Presidiaux en souueraineté. Auquel cas le contenu au present article n'aura lieu : ne pareillement aux sieges, où il y auroit nombre suffisant de ceux de ladite Religion, pour iuger lesdits procès : ce qu'ils pourront faire avec nombre pareil de Catholiques en souueraineté, & sans appel és cas des Edicts : & neantmoins, pour certaines causes & considerations à ce nous mouuans, ordonnons que l'instruction & iugement des procès criminels, intentez ou à intenter, au siege du Seneschal de Tholoze, établi en icelle, esquels procès les Catholiques vnis, & ceux de ladite Religion, seront deffendeurs, ne se fera en ladite Ville, ains au plus prochain siege dudit Senéchal : auquel nous auons iceux procès dés à present renuoyez & renuoyons ; à la charge de l'appel en la Chambre établie à Montpellier.

XXII. Les Preuosts de nos tres-chers & amez Cousins les Marechaux de France, Vibailiz, Viceneschaux, Lieutenans de Robe courte, & autres Officiers de semblable qualité, iugeront selon les ordonnances & reglemens cy-deuant donnez, pour le regard des vagabons. Et quant aux domicilieuz, chargez, & preuenus des cas Preuostables ; s'ils sont des Catholiques vnis, ou de ladite Religion ; lesdits Officiers seront tenus appeller en l'instruction & iugement desdits procès, nombre égal de nos Officiers de qualité requise, tant de Catholiques que de ladite Religion, és plus prochains sieges presidiaux, ou royaux, és Prouinces où il n'y a point de sieges presidiaux, si tant y en a de ladite Religion : sinon en leur lieu appelleront des Aduocats, s'il s'y en trouue de ladite qualité.

XXIII. Ordonnons, voulons & nous plaist, que nostre tres-cher & tres-ami beaufreire le Roy de Nauarre, nostre tres-cher & bien-ami Cousin le Prince de Condé, nostre tres-cher & ami Cousin le sieur Damuille, Marechal de France, & semblablement tous autres Seigneurs, Cheualiers, Gentilshommes, & autres de quelque qualité & condition qu'ils soient, tant Catholiques vnis, que de ladite Religion, renueront, & seront conseruez en la iouissance de leurs Gouuernemens, Charges, Estats, & Offices Royaux, dont ils iouissoient auparauant le vingquatrième Aoust, cinq cens soixante & douze : sans estre altraits de prendre nouvelles prouisions ; & nonobstant tous Arrests & iuge-

mens contre eux donnez, & les prouisions qui auroient esté obtenues desdits Estats par autres. Pareillement rentreront en la iouissance de tous & chacuns leurs biens, droits, noms, raisons, & actions: non-obstant les iugemens ensuiuis, pour raison desdits troubles. Lesquels Arrests, iugemens, prouisions, & tout ce qui s'en seroit ensuiuy, nous auons pour cét effet declarez, & declarons nuls, & de nul effet & valeur.

XXIV. N'entendons par ce qui est cy-deuant dit, que ceux qui ont resigné leur estats & offices en vertu de nos lettres patentes, ou du feu Roy dernier, nostre tres-cher Seigneur & frere, puissent les recouurer & entrer en la possession d'iceux: leur reseruant neantmoins leur action contre les possesseurs & titulaires desdits offices, pour le payement du prix conuenu entre eux, au moyen desdites resignations. Et pour le regard de ceux qui ont esté contraints de fait & force par les particuliers à resigner leursdits estats & offices, leur permettons & à leurs heritiers d'en faire instance & poursuite par iustice ciuilement, tant contre ceux qui auront vsé deldites forces, que contre leurs hoirs & successeurs.

XXV. Ordonnons aussi, si aucunes Commanderies de l'ordre S. Iean de Ierusalem, appartenans aux Catholiques associez, ou de ladite Religion, se trouuoient saisies par autorité de nos Iuges; ou si par autres, à l'occasion ou pretexte des troubles, ils en estoient en quelque sorte que ce soit deposez, que pleine & entiere main-leuée en soit faite ausdits Commandeurs, & eux remis en tel estat & possession desdites Commanderies, qu'ils estoient auant le 24. Aoust 1572.

XXVI. Et quant à ceux, tant Catholiques de l'union que de la Religion, qui auroient esté pourueus d'offices, & non encore receus en iceux: Voulons & nous plaist qu'ils soient receus esdits Estats, & toutes prouisions necessaires leur en estre expedies.

XXVII. Et semblablement que leldits Catholiques vnis rentrent en la mesme possession & iouissance de leurs Benefices qu'ils auoient auparavant ledit vingt-quatriesme Aoust: Et que ceux qui d'autorité priuée, sans mandement ou don de Nous, auront iouy & receu les fruits desdits Benefices appartenans ausdits Catholiques vnis, soient tenus & contraints leur rendre & restituer.

XXVIII. Tous differents concernans les rançons de ceux qui ont esté faits prisonniers d'une part & d'autre durant ces troubles, sont reseruez, comme nous les reseruons à Nous & à nostre personne: desdenant aux parties d'en faire ailleurs que pardeuant nous, poursuite: & à tous nos Officiers & Magistrats, d'en prendre aucune Cour, Iurisdiction, ne connoissance.

XXIX. Les criées, affiches, & subhastations des heritages dont on poursuit le decret, seront faites es lieux & heures accoustumez, si faire le peut, suivant nos Ordonnances: ou bien es marchez publics, si au

lieu où sont assis lesdits heritages, y a marché. Et où il n'y en auroit point, seront faites au plus prochain marché, estant du ressort du siege où l'adiudication se doit faire. Et seront les affiches mises au posteau dudit marché, & à l'entrée du l'auditoire de lieu : & ainsi seront valables icelles criées, & passées outre à l'interposition du decret, sans s'arrester aux nullitez qu'on pourroit alleguer pour ce regard.

XXX. Les acquisitions que les Catholiques associez, ou ceux de la Religion pretendue reformée auroient faites, par autorité d'autres que de Nous; pour les immeubles appartenans à l'Eglise, n'aurent aucun lieu ny effet: Ains ordonnons, voulons & nous plaist, que lesdits Ecclesiastiques rentrent incontinent & sans delay, & soient conseruez en la possession & iouissance reelle & actuelle desdits biens ainsi alienez, sans estre tenus de rendre le prix desdites ventes. Et ce nonobstant lesdits contrats de vendition, lesquels à cet effet nous auons cassés & reuozquez comme nuls, sauf leur recours ausdits acheteurs contre qui il appartiendra. Et neantmoins seront expedies nos lettres parentes de permission à ceux de ladite Religion, d'imposer & esgaler sur eux les sommes à quoy se monteront lesdites ventes, pour rembourser les acheteurs des deniers par eux veritablement & sans fraude desboursez, sans que lesdits acquereurs puissent pretendre aucune action pour leurs dommages & interests à faute de jouissance: ains se contenteront du remboursement des deniers par eux fournis pour le prix desdites acquisitions; precomptant sur iceluy prix les fruits par eux perceus, au cas que ladite vente se trouuast estre faite à trop vil & iniuste prix.

XXXI. Les exheredations ou priuations, soit par disposition d'entre vifs ou testamentaires, faites en haine de la Religion ou des troubles, n'aurent lieu, tant pour le passé que pour l'aduenir, au preiudice des Catholiques de l'vniou, ny de ceux de ladite Religion pretendue reformée: pourueu qu'il n'y air autre cause que du fait d'icelle Religion, & prises des armes. Entendans aussi que le semblable soit gardé pour le regard des exheredations, ou priuations faites en haine de la Religion Catholique: & neantmoins les testamens militaires qui ont esté faits durant lesdits presens & precedens troubles, tant d'une part que d'autres, vaudront & tiendront selon la disposition de droit.

XXXII. Les desordres & excès faits le vingt-quatrième Aoust, & iours suiuians en consequence dudit iour, à Paris, & en autres Villes & endroits de nostre Royaume, sont aduenus à nostre tres-grand regret & déplaisir. Et pour demonstration singuliere de nostre bonté & bienueillance enuers nos suiets, declarons les vesues & enfans de ceux qui ont esté tuez lesdits iours, en quelque part que ce soir de nostre Royaume, exempts de contribuer aux impositions qui se feront pour raison de nos ban & arriereban, si leursdits maris ou peres estoient nobles. Et où leursdits maris ou peres auroient esté de qualité roturier, & taillables: nous, pour les mesmes considerations, deschargeons

lesdites vesues & enfans de toutes tailles & impositions : le tout pour & durant l'espace de six années prochaines & consecutives. Deffendant à nos Officiers chacun en son endroit , de les y comprendre , au preiudice de nos presens vouloir & intention.

XXXIII. Declarons aussi toutes Sentences , iugemens , Arrests , procedures , saisies , ventes , & decrets faits & donnez contre ceux de ladite Religion pretenduë reformée , tant viuans que morts , depuis le trespas du feu Roy Henry , nostre tres-honoré Seigneur & Pere , à l'occasion de ladite Religion , tumultes & troubles depuis aduenus , ensemble l'execution d'iceux iugemens & decrets , dès à present cassez , reuoquez & annullez : & iceux cassons , reuoquons & annulons ; ordonnant qu'ils seront rayez & ostez des registres & greffes des Cours , tant souueraines qu'inférieures Comme nous voulons aussi estre ostées & effacées toutes marques , vestiges , & monumens deldites executions , liures , & actes diffamatoires contre leurs personnes , memoire & posterité. Et que les places esquelles ont esté faites pour cette occasion , demolitions ou rasemens , seront rendues en l'estat qu'elles sont aux proprietaires d'icelles , pour en iouir & disposer à leur volonté. Le semblable voulons & ordonnons estre fait pour les Catholiques associez , & nommement pour raison des Arrests & iugemens donnez contre les sieurs de la Mole , Coconas , & la Haye , Lieutenant General de Poitou. Et generalement auons cassé , reuoqué & annullé , toutes procedures & informations faites pour entreprises quelconques , charges , pretendus crimes de leze Maiesté , ou autres : nonobstant lesquelles procedures , Arrests , & iugemens , contenans reünions , incorporations , & confiscations , tant lesdits Catholiques associez , & ceux de ladite Religion , que leurs heritiers , rentreront en la possession réelle & actuelle de tous & chacuns leurs biens.

XXXIV. Et d'autant qu'au moyen de nostre susdite declaration , tous Arrests & iugemens donnez contre le feu sieur de Chastillon , Admiral de France , & execution d'iceux , demeurent nuls & de nul effet , comme chose non faite ny aduenü : Nous en consequence d'icelle declaration , voulons & ordonnons que tous lesdits Arrests , iugemens , procedures , & actes faits contre ledit sieur de Chastillon , soient rayez , biffez , & mis hors des registres des Greffes , tant de nos Cours de Parlemens , que de toutes autres iurisdicions : & que tant la memoire dudit Admiral , que les enfans d'iceluy , demeurent entiers en leurs honneurs & biens pour ce regard ; nonobstant que lesdits Arrests portent réunion & incorporation d'iceux biens au Domaine de nostre Couronne ; dont nous ferons expedier ausdits enfans plus ample & speciale declaration , si bon leur semble.

XXXV. Le semblable voulons estre fait pour le regard des sieurs de Montgomery , Monbrun , Briquemaut , & Cauaignes.

XXXVI. Deffendons de ne faire aucunes processions , tant à cause

de la mort de feu nostre Cousin le Prince de Condé, que journée Saint Barthelemy, & autres actes qui puissent ramener la memoire des troubles.

XXXVII. Toutes procedures faites, iugemens & Arrests donnez contre ceux de la Religion portans les armes, ou absens de ce Royaume, ou bien retirez es villes & pays d'iceluy par eux tenuës, en quelqu'autre maniere que de la Religion & troubles, ensemble toutes peremptions d'instance, prescriptions, tant legales, conventionnelles, que coustumieres & saisies feudales, échueës pendant les presens & precedens troubles, seront estimées comme non faites, données ny aduenues, & telles les auons déclarées, & icelles mises au neant; sans que les parties s'en puissent aucunement aider: encore que ceux de la Religion ayent esté ouïs & defendus par Procureurs; ains seront remis en l'estat qu'ils estoient auparavant, nonobstant lesdits Arrests, & l'exécution d'iceux: & leur sera renduë la possession en laquelle ils estoient, pour le regard desdites choses le 24. Aoust 1572. Et aura ce que dessus pareillement lieu pour les Catholiques de l'vnion, depuis qu'ils ont prins les armes, ou esté absens de ce Royaume, pour le fait des troubles, & pour les enfans mineurs de ceux de la qualité susdite, qui sont morts durant lesdits troubles. Declérons aussi nulles toutes procedures faites, & iugemens donnez durant le mesme temps contre les susdits, par defauts & contumaces: ensemble l'exécution d'iceux iugemens, remettant les parties au mesme estat qu'elles estoient auparavant, sans refondre les despens, ny estre tenus de consigner les amendes.

XXXVIII. Tous prisonniers qui sont detenus, soit par autorité de iustice ou autrement, mesmes es Galeres à l'occasion des presens & precedens troubles, seront élargis & mis en liberté, d'un costé & d'autre, sans payer aucune rançon; cassant & annullant toutes obligations passées pour ce regard, & déchargeant les cautions d'icelles. N'entendons toutesfois que les rançons qui ont esté ja déboursées & payées par ceux qui estoient prisonniers de guerre seulement, puissent estre repetées sur ceux qui les auront receuës. Et quant à ce qui a esté fait & pris, hors la voye d'hostilité, ou par hostilité, contre les reglemens publics, ou particuliers des Chefs, ou des Communautéz & Prouinces qui auoient commandement, & qui n'a esté, ou ne sera auoüé dans deux mois apres la publication de ce present Edict, d'une part ou d'autre, en pourra estre faite poursuite par la voye de iustice ciuilement.

XXXIX. Ordonnons aussi que punition soit faite des crimes & delits, commis entre personnes de mesme parti en temps de troubles, trêues, ou suspension d'armes, si ce n'est que lesdits actes fussent aduocés par les Chefs d'une part ou d'autre, dans le temps de deux mois. Et quant aux leuées, exaction de deniers, ports d'armes & autres exploits de guerre faits d'autorité priuée & sans aduoc, en sera fai-

te poursuite par la voye de Iustice.

XL. Les meubles qui se trouueront en nature , & quin'auront esté prins par voye d'hostilité , seront rendus à ceux à qui ils appartiennent , s'ils sont , & se trouuent estre encore lors de la publication de ce present Edict , és mains de ceux qui les ont prins , ou de leurs heritiers ; sans rendre aucuns deniers pour la restitution d'iceux. Et où lesdits meubles auroient esté vendus & alienez par autorité de Iustice , ou par autre commission ou mandement public , ranr des Catholiques que de ceux de ladite Religion , pourront neantmoins estre vendiquez , en rendant le prix d'iceux aux acheteurs : declarant n'estre acte d'hostilité ee qui fut fait à Paris & ailleurs , le vingt-quatrième Aoust , mil cinq cens soixante & douze , & és iours conlecutifs , en consequence de ee qui fut fait ledir vingt-quatrième Aoust.

XLI. Pour le regard des fruiçts des immeubles , chacun rentrera dans ses maisons & biens , & iouïra reciproquement des fruits de la cuëillette de la presente année , & mesmement les Ecclesiastiques : nonobstant toutes saisies & empeschemens faits au contraire , durant lesdits presens & precedens troubles : comme aussi chacun iouïra des arerages des rentes qui n'auront esté prises par nous ou nos mandemens & permissions , ou ordonnance de Iustice , ou par mandemens des Chefs de l'autre part.

XLII. Les forces & garnisons qui sont ou seront és maisons , places , Villes , & Chasteaux appartenans à nos suiets , de quelque Religion & qualité qu'ils soient , vuideronr incontinent apres la publication du present Edict , pour en laisser la libre & entiere iouissance aux propriétaires , comme ils auoient auparauant en estre desfaïsis : nonobstant toutes pretentions de droit que ceux qui les detiennent pourroient alleguer : sur lesquelles pretentions se pouruoïront par les voyes ordinaires de Iustice , apres qu'ils auront delaisé ladite possession : ee que spécialement voulons estre effectué pour le regard des benefices , dont les titulaires auroient esté possédez.

XLIII. Tous titres , papiers , enseignemens & documens qui ont esté prins , seront rendus & restituez , d'une part & d'autre , à ceux à qui ils appartiennent ; encore que lesdits papiers , ou les Chasteaux & maisons esquels ils estoient gardez , ayent esté prinçs & saisies , soit par nos speciales commissions , ou mandemens de nos Lieutenans & Gouverneurs , ou de l'autorité des Chefs de l'autre part ; ou sous quelque autre pretexte que ce soit.

XLIV. Le libre commerce & passage sera remis par toutes les villes , Bourgs & bourgades , ponts & passages de nostre dit Royaume , pays , terres & seigneuries de nostre obeissance & protection , tant par mer que par terre , ruieries & eaux douces : comme ils estoient auparauant les presens & precedens troubles : & tous nouueaux peages & subsidez imposez par autre autorité que la nostre , durant iceux troubles , ostcz.

XLV.

XLV. Toutes places, villes & Prouinces de nosdits Royaume, pays, terres & seigneuries de nostre obeïssance, vsferont & iouïront de mesmes priuileges, immunitéz, libertéz, franchises, foires, marchez, iurisdiccions, & siege de iustice, qu'elles faisoient auparauant les presens troubles; nonobstant les translations d'aucuns desdits sieges, & toutes lettres à ce contraires. Lesquels sieges seront remis & reestablis és villes & lieux où ils estoient auparauant.

XLVI. Et d'autant que cy-dessus nous auons déclaré lesdits Catholiques vnís, & ceux de ladite Religion capables de tenir tous Estats, offices, dignitez, & charges quelconques, seigneuriales, ou des villes de nosdits Royaume, pays, terres & seigneuries de nostre obeïssance, & d'estre en iceux indifferemment admis & receus: Nous voulons qu'ils puissent pareillement tenir les charges de Procureur & Sindics des pays, villes & lieux; & estre admis en tous conseils, deliberations, assemblées, tant eslectiues des Estats des Prouinces, qu'autres fonctions qui dependent des choses susdites; sans que pour raison de ladite Religion, ou desdits troubles, ils en puissent estre reiettez, ou empêchez d'en iouir.

XLVII. Ne pourront lesdits de la Religion estre cy-apres surchargez ny foulez d'aucunes charges, ordinaires ou extraordinaires, plus que les Catholiques, & selon la proposition de leurs biens & facultez. Et pourront les parties qui pretendront estre surchargées, se pourvoir pardeuant les Iuges auxquels la connoissance en appartient. Et seront tous nos suiets, de quelque Religion & qualité qu'ils soient, deschargez indifferemment de toutes charges qui ont esté imposées d'une part & d'autre sur ceux qui estoient absens, & ne iouïssent de leurs biens à cause des troubles: sans toute fois pouuoir repeter les fruits qui auoient esté employez au payement desdites charges.

XLVIII. N'entendons aussi que lesdits Catholiques vnís, & ceux de ladite Religion, ny autres Catholiques qui estoient demeurans és villes & lieux par eux occupez & detenus, & qui leur ont contribué, soient pourluiuís pour le payement des tailles, aides, octroy, creuës, taillon, reparations, vtensiles, & autres impositions & subsidez, escheuës & imposées depuis le 24. Aoust cinq cens soixante & douze, iusques à present; soit par nos mandemens, ou par l'aduis & deliberation des Estats, Gouverneurs des Prouinces, Cours de Parlemens, & autres, dont nous les auons deschargé & deschargeons: descendant aux Tresoriers de France, Generaux de nos finances, Receueurs generaux & particuliers, leurs Commis & Entremetteurs, & autres intendans & commissaires de nosdites finances les en rechercher, molester ne inquieter, directement ou indirectement, en quelque sorte que ce soit.

XLIX. Declaronz que nous reputons & tenons nostre tres-cher & tres-ami frere le Duc d'Alençon, pour nostre bon frere: nostre tres-cher & tres-ami beaufrere le Roy de Nauarre, pour nostre beaufrere

& bon parent : & nostre tres-cher & bien amé Cousin le Prince de Condé, pour nostre parent, fidele suiet & seruiteur : comme aussi nous tenons & reputons nostre tres-cher & amé Cousin le sieur de Damuille, Marechal de France, & tous autres Seigneurs, Cheualiers, Gentilshommes, Officiers, habitans des villes, communautéz, bourgs, bourgades, & autres lieux de nosdits Royaume & pays de nostre obeissance, qui les ont fuius & secourus, presté aide & faueur, en quelque sorte & façon que ce soit, pour nos bons & loyaux suiets & seruiteurs. Et apres auoir entendu la declaration faite par nostredit frere le Duc d'Alençon, nous nous tenons bien & suffisamment satisfaits & informez de sa bonne intention ; & n'auoir esté par luy, ny par ceux qui y sont interuenus, ou qui s'en sont en quelque sorte que ce soit meslez, tant viuans que morts, rien fait que pour nostre seruice. Declarons tous Arrests, informations, & procedures sur ce faits & donnez, nuls & de nulle effect, comme chose non faite ny aduenue : voulans qu'ils soient rayez, biffez, & mis hors des registres des Greffes, tant de nos Cours de Parlement, que des autres Iurisdicions où ils ont esté enregistrez.

L. Nous tenons aussi & reputons pour nos bons parens, voisins & amis, nos tres-chers & amez cousins les Comte Palatin, Electeur du S. Empire, & le Duc Iean Casimir son fils : & que ce qui a esté fait par eux, n'a esté fait que pour nostre seruice.

LI. Declarons pareillement la leuée & sortie des Suisses, mesmes des Comtes de Neuchastel, Vallangin, & autres des Cantons, quels qu'ils soient, n'auoir esté faits que pour nostre seruice.

LII. Voulons que les enfans de ceux qui se sont retirez hors de nostre Royaume, depuis la mort du feu Roy Henry, nostre tres-honoré Seigneur & Pere, pour cause de la Religion & troubles, encore que lesdits enfans soient nez hors nostredit Royaume, seront tenus pour vrais François, & Regnicoles : & tels les auons declarez & declarons ; sans qu'il leur soit besoin prendre aucunes lettres de naturalité, ou autres prouisions de nous, que le present Edict : nonobstant nos ordonnances à ce contraires, auxquels nous auons derogé & derogeons.

LIII. Demeureront tant nostredit frere le Duc d'Alençon, le Roy de Nauarre, & Prince de Condé ; que lesdits sieurs de Damuille, & autres Seigneurs, Cheualiers, Gentilshommes, Officiers, corps de Villes, Communautéz, & tous autres qui les ont aidez & secourus, leurs hoirs & successeurs, quittes & déchargez de tous deniers, qu'ont esté par eux ou par leurs ordonnances pris & leuez, tant de nos receptes & finances, à quelque somme qu'ils se puissent monter, que des Villes, communautéz & particuliers, des rentes, reuenus, argenteries, ventes de biens meubles Ecclesiastiques, & autres ; bois de haute futaie à nous appartenans, ou à autres : amendes, butins, ransons, ou autre nature de deniers : à l'occasion des presens & prece-

dens troubles, sans qu'eux, ny ceux qui ont esté commis par eux à la leuée desdits deniers, ou qui les ont baillez & fournis par leursdites ordonnances, en puissent estre aucunement recherchez à present, ny pour l'auenir: & demeureront, tant eux que leurs commis, quittez de tout le maniemet & administration desdits deniers, en rapportant pour toute décharge, acquits expediez dans quatre mois apres la publication de nostre present Edit fait en nostre Cour de Parlement de Paris, & ce de nostredit frere, du Roy de Nauarre, Prince de Condé, & Marechal Damuille, ou de ceux qui auront esté par eux commis à l'audition & closture de leurs comptes, ou des autres chefs, & communautéz des Villes qui ont eu commandement & charge durant les troubles. Demeureront pareillement les habitans de la Ville de la Rochelle, & autres communautéz déchargées de toutes assemblées generales & particulieres, establissement de Iustice, police & reglemens faits entr'eux, iugemens & executions d'iceux, soit en matiere ciuile ou criminelle: ensemble de tous actes d'hostilité, leuée & conduite de gens de guerre, fabrication de monnoye, faire selon l'ordonnance desdits Chefs, fonte, & prinse d'artillerie & munitions, tant en nos Magazins que des particuliers, confection de poudres & salpestres, prinse, fortifications, desmantellemens, & demolitions de Villes, Chasteaux, Bourgs, & Bourgades, entreprinse sur icelles, bruslemens & demolitions de temples & maisons, voyages, intelligences, negociations, traitez & contractz faits avec tous Princes & communautéz estrangers, és Villes, & autres endroits de nostredit Royaume: & generalement de tout ce qui a esté fait, geré, & negocié, tant par les Catholiques associez, que ceux de ladite Religion, durant les troubles presens ou passez, depuis la mort de feu nostredit Seigneur & Pere: encore qu'il deust estre particulierement exprimé & specifié. Entendans que suiuant nostre presente declaration, les sieurs Vidame de Chartres & de Beauvoir, soient & demeurent deschargez, & les déchargeons specialement des traitez & negociations par eux faites avec la Reine d'Angleterre, en l'an mil cinq cent soixante deux: ne tenans ny reputans auoir esté en cet endroit rien fait par eux que pour nostre seruice: encore qu'és precedens Edicts de pacification n'en ait esté faite expresse mention. Et moyennant ce que dessus lesdits Catholiques vnis, & ceux de ladite Religion se departiront & desisteront de toutes associations qu'ils ont dedans & dehors ce Royaume; & ne feront dorefnauant aucunes leuées de deniers, sans nostre permission, enroulement d'hommes, congregations ny assemblées, autres que celles qu'il leur est permis cy-dessus, & sans armes: ce que nous leur prohibons & deffendons, sur peine d'estre punis rigoureusement, comme contempteurs & infracteurs de nos ordonnances.

LIV. Nos Officiers de la Ville de la Rochelle, ni les Maire, Escheuins, Pairs, & autres habitans d'icelle ne seront recherchez, mo-

lestez, ny inquietez pour les mandemens, decrets de prinse de corps, faits tant en ladite Ville que dehors, executions de leurs iugemens depuis ensuiuis, tant pour raison de quelques pretendues entreprises faites contre ladite Ville au mois de Decembre, mil cinq cens septante trois, que pour vn Nauires nommé l'arondelle, & execution des iugemens donnez contre ceux de l'équipage d'iceluy: ne pour autres actes quelsconques, dont nous les auons entierement deschargez, ainsi qu'il est dit dessus.

LV. Toutes prinſes qui ont esté faites en vertu des congez & adueus donnez, & lesquelles ont esté iugées par les Iuges de l'Amirauté, & autres Commissaires à ce deputez par lesdits Catholiques vnis & de ladite Religion, demeureront assoupies sous le benefice de nostre present Edict: sans qu'il en puisse estre faite aucune poursuite, ny les Capitaines, leurs cautions, & lesdits Iuges, Officiers, & autres recherchez, ny molestez en quelque sorte que ce soit: nonobstant toutes lettres de marque & saisies pendantes & non iugées, dont nous voulons leur estre faite pleine & entiere main-leuée.

LVI. Es Villes démantellées pendant les troubles passez & presens, pourront les ruines & desmantellemens d'icelles estre reedifiez par les habitans, si bon leur semble, à leurs frais & dépens.

LVII. Ceux des Catholiques vnis, & de ladite Religion, qui auroient prins à ferme auant les presens troubles aucuns Grefſes, ou autre domaine, Gabelles, imposition foraine, & autres droits à nous appartenans, dont il n'ont peu iouir à cause d'iceux troubles, demeureront deschargez, comme nous les déchargeons, de ce qu'ils n'auroient receu de leurs fermes, depuis le 24. Aoust, 1572. ou qui auroient, sans fraude, payé ailleurs qu'és receptes de nos finances, nonobstant toutes obligations sur ce par eux passées.

LVIII. Et d'autant que l'aigreur & continuation des troubles qui ont dés si long-temps eu cours en cettuy nostre Royaume, a tellement alteré l'ordre de toutes choses, que sans le reſtaſſement d'iceluy, il seroit impossible de contenir nos ſuiets en la bonne vnion & intelligence qui doit estre entr'eux, pour les faire viure en tranquillité & repos, qui auroit esté tousiours nostre principal ſoin & eſtude; conſiderant que pour y prendre vne bonne reſolution, nous ne ſçaurions mieux faire que d'oüir sur ce les remonſtrances de noſdits ſuiets, de toutes les Provinces de nostre Royaume: nous aurions à cét eſſet, dés nostre aduenement à cettte Couronne, delibéré de faire vne conuocation & aſſemblée generale des Eſtats. Ce que n'aurions peu eſſectuer encore à nostre grand regret, au moyen desdits troubles. Aufquels, ayant pleu à Dieu donner fin, continuans nostre bonne & ſaincte intention au bien de nos ſuiets; Nous diſons & declarons, voulons & nous plaist, que lesdits Eſtats generaux ſeront par nous mandez & conuoez en nostre Ville de Blois, pour y estre tenus ſelon les bonnes, ancienns, &

louables coustumes de ce Royaume, dans six mois prochains, à conter du iour de ladite publication de nostre present Edict en nostre Cour de Parlement de Paris. Et à ces fins seront par nous expedies les commissions pour ce necessaires : Pour les remonstrances, plaintes & doléances qui nous seront faites & presentées de leur part, ouyes, estre par nous ordonné ce que verrons estre requis & conuenable pour le bien de nostredit Royaume.

LIX. Lesdits Catholiques vnis, & de ladite Religion, seront tenus incontinent apres la publication faite de nostre present Edict, faire vuidier toutes garnisons des Villes, places, Chasteaux, & maisons qu'ils tiennent, appartenans tant à nous qu'aux particuliers, nommément aux Ecclesiastiques; & les delaisser, rendre, & remettre en toute liberté, au mesme estat qu'elles estoient en pleine paix auparauant les presens & precedens troubles. Et neantmoins pour certaines bonnes considerations, auons baillé en garde aux Catholiques vnis, & ceux de la Religion, les huit Villes qui ensuiuent : à sçauoir Aiguemortes, & Beaucaire en Languedoc; Perigueux, & le Mas de Verdun, en Guienne; Nyons, & Serres Ville & Chateau en Dauphiné; Yssoire en Auvergne; & Seine la grande tour, & le circuit d'icelle, en Provence. Et promettront nostredit Frere, le Roy de Nauarre, Prince de Condé, Marechal Damuille, & ceux qui seront commis à la garde d'icelles, sur leur foy & honneur, de les nous bien & fidelement garder. Ne seront aussi mis par nous aucuns Gouverneurs, ny garnisons és autres Villes qu'ils tiennent à present, & qui par eux seront rendues, comme dit est, sinon qu'il y en eust eu de tout temps, & mesme du regne du feu Roy Henry nostredit Seigneur & pere. Et pareillement desirans soulager en tout ce qu'il nous est possible nos suiets de toutes nos autres Villes, Declaronz qu'il n'y aura garnison ny Gouverneur, sinon ainsi qu'ils estoient du mesme temps de nostredit feu Seigneur & Pere. Comme aussi ne voulons qu'il y ait és Chasteaux, Villes, maisons & biens appartenans aux particuliers nos suiets, de quelque qualité qu'ils soient, autres garnisons que celles qui ont accoustumé d'y estre en temps de paix.

LX. Deffendons à tous Prescheurs, Lecteurs, & autres qui parlent en public, de n'vser d'aucunes paroles, discours & propos tendans à exciter le peuple à sedition: Ains leur auons enioint & enioignons de se contenir & conduire modestement; ne dire rien qui ne soit à l'instruction & edification des auditeurs, & à maintenir le repos & tranquillité par nous établi en ce Royaume; sur les peines portées par nos precedens Edits: enioignant tres expressement à nos Procureurs Generaux, & autres nos Officiers y tenir la main.

LXI. Voulons, ordonnons, & nous plaist, que tous Gouverneurs de Prouinces, Baillifs, Seneschaux, & autres Iuges ordinaires des Villes de cettuy nostredit Royaume, incontinent apres la reception d'iceluy no-

stre Edict, iureront de le faire garder & obseruer chacun en leur détroit: comme aussi feront les Maires, Escheuins, Capitouls, & autres Officiers des Villes, annuels ou perpetuels. Enioignons aussi à nosdits Baillifs, Seneschaux, ou leurs Lieutenans, & autres Iuges, faire iurer aux principaux habitans des Villes, tant d'une que d'autre Religion, l'entretenement du present Edict dedans huitaine apres la publication d'iceluy: mettant tous nosdits suiets en nostre protection & sauuegarde: & les vns en la garde des autres. Semblable serment sera fait pardeuant les Baillifs & Seneschaux, chacun en son ressort, par les Seigneurs & Gentilshommes, ou à ces fins ils seront tenus les faire assembler dedans ledit temps, en personne, ou par Procureur. Et sera le serment pour le regard des Officiers temporels, renouuellé à l'installation de leurs charges.

LXII. Et afin que tant nos Iusticiers, Officiers, qu'autres nos suiets, soient clairement, & avec toute certitude aduertis de nos vouloir & intention: pour oster toutes ambiguites & doutes qui pourroient estre faits, au moyen des precedens Edicts, Nous auons déclaré & declarons tous autres Edicts, lettres, declarations, modifications, restrictions & interpretations, Arrests & registres, tant secrets qu'autres deliberations cy-deuant par nous faites en nos Cours de Parlement, & autres qui par cy-apres pourroient estre faites au preiudice de cettuy nostre present Edict, concernans le fait de la Religion, & des troubles aduenus en cettuy nostre Royaume, estre de nul effet & valeur: ausquels, & aux derogatoires y contenues, auons par cettuy nostre Edit derogé & derogeons; & dès à present comme pour lors, les cassons, reuouquons & annullons: declarant par expres, que nous voulons que cettuy nostre Edict soit seur, ferme & inuiolable, gardé & obserué, tant par nosdits Officiers & Iusticiers que suiets, sans s'arrester, ny auoir aucun égard à tout ce qui pourroit estre contraire, & derogant à iceluy. Et pour tenir la main à l'execution d'iceluy nostre dit Edict, & ouir les plaintes de nosdits suiets sur les contrauentions d'iceluy: Ordonnons à nos tres-chers & amez Cousins les Marechaux de France, se transporter chacun es Prouinces de son département, & pouruoir promptement à ce qui sera requis pour l'entretenement & execution d'iceluy Edict.

LXIII. Mandons aussi à nos amez & feaux les gens de nos Cours de Parlement, qu'incontinent apres le present Edict receu, ils aient (toutes choses cessantes, & sur peine de nullité des actes qu'ils seroient autrement) à faire pareil serment que dessus: & iceluy nostre Edict faire publier & enregistrer en nosdites Cours, selon sa forme & teneur, purement & simplement, sans vser d'autres modifications, restrictions, declarations, ou registres secrets, ny attendre autre iussion ny mandement de nous: Et à nos Procureurs Generaux, en requerir & pour suivre incontinent & sans delay, ladite publication. Enioignant pareillement à nos Lieutenans Generaux & Gouverneurs de nos Prouinces, de le faire incontinent chacun endroit soy publier, par tous les lieux & endroits de leurs Prouinces, gar-

der & observer, sans attendre la publication de nosdites Cours, à ce que nul n'en pretende cause d'ignorance, & que plus promptement toutes voyes d'hostilité, leuées de deniers, prises & démolitions d'une part & d'autre cessent: Declarant dès à present icelles leuées de deniers, démolitions, prises, & ravissemens de biens meubles, & autres actes d'hostilité qui se feroient apres ladite publication, & signification que nosdits Lieutenans Generaux en auront fait faire, suiuettes à restitution, punition & réparation. A quoy nous voulons estre procedé contre les contreuenans selon l'exigence des cas: sçavoir est contre ceux qui vseront d'armes, force & violence en la contrauention & infraction de cettuy nostre present Edict, empeschant l'effet & execution d'iceluy, de peine de mort, sans espoir de grace ne remission. Et quant aux autres contrauentions qui ne seront faictes par voye d'armes, force & violence, seront punies par autres peines corporelles, bannissemens, amandes honorables, & autres, selon la gravité des cas, à l'arbitre & moderation des Juges, auxquels en auons donné la connoissance: chargeant en cet endroit leurs honneurs & consciences d'y proceder avec la iustice & égalité qu'il appartient, sans acception ou difference de personne, ou de religion. Voulons aussi que toutes troupes de gens de guerre, tant de cheual que de pied, François ou estrangers, d'une part & d'autre, excepté les Compagnies de nos Gardes, & les garnisons ordinaires des frontieres, ayent à s'acheminer pour se retirer en leurs pays & maisons, incontinent apres la publication de nostredit Edict en nostredite Cour de Parlement: viuans le plus doucement & modestement, & à la moindre foule de nos suiets que faire se pourra, sans vser de force, violence, ou rançonnemens; à peine de la vie.

SI DONNONS en mandement ausdits gens tenans nosdites Cours de Parlement, Chambres de nos Comptes, Cours de nos Aides, Baillifs, Seneschaux, Preuosts, & autres nos iusticiers & Officiers qu'il appartiendra, ou à leurs Lieutenans, que cettuy nostre present Edict & Ordonnance ils fassent lire, publier & enregistrer en leurs Cours & Iurisdiccions, & iceluy entretenir, garder, & observer inuiolablement de point en point: & du contenu iouir & vser pleinement & paisiblement tous ceux qu'il appartiendra; cessans, & faisant cesser tous troubles & empeschemens au contraire. Car tel est nostre plaisir. En tesmoin dequoy nous auons signé ces presentes de nostre propre main, & à icelles, afin que ce soit chole ferme & stable à tousiours, fait mettre & apposer nostre scel. Donné à Paris au mois de May, l'an de grace mil cinq cens soixante & seize, & de nostre regne le deuxième. Signé HENRY. Et plus bas, Par le Roy estant en son Conseil, FIZES. Et à costé. Visa. Et scellées sur lacqs de soye rouge & verte, en cire verte, du grand Scel.

LETTRE DE MONSIEUR FRERE DV ROY,
à Mess. de la Cour de Parlement, apres son partement de la Cour,
se retirant à Angers.

MESSIEURS, Nous ne faisons doute qu'à nostre département d'auec le Roy nostre tres-honoré Seigneur & Frere, plusieurs discours n'ayent esté faits tous diuers & tous differents, selon la diuersité & difference des humeurs & des consciences. Les vns qui auront pensé que c'ait esté pour entreprendre contre l'Estat de nostredit seigneur & frere, nous ressentant d'auoir esté tout autrement traitez que la garde de fraternité ne meritoit, & que le rang, qui à cause de ce nous appartenoit près sa personne, ne nous ait esté laissé; & que pour vanger tels torts & iniures que chacun sçait, nous ayons entrepris & voulons entreprendre quelque guerre & diuision. Les autres connoissans mieux nostre naturel, se letoient assurez que nous n'auons intention de prendre vengeance contre nous-mêmes, comme il aduendroit, si ainsi estoit que preferant l'interest & la passion particuliere, d'ailleurs bien fondée au bien public de ce Royaume, accroissement & augmentation d'iceluy, au lieu de le remettre en sa premiere splendeur, le voyant presque perdu, Nous entreprenions de faire la guerre à nostredit Seigneur & Frere. Au moyen dequoy, & afin que les Cours de Parlement de ce Royaume, les Princes du sang, que autres nos parens & alliez, gens de tous Estats, tant du Clergé, Noblesse, que tiers Estat, soient esclairsis de nos volontez & intentions; Nous aurions estimé estre tres-necessaire de vous escrire la presente, par laquelle nous vous prions de croire que nous estans souuent representez d'où pouuoit proceder que cettuy present Royaume, autrefois si grand & si florissant, qu'il faisoit terreur & crainte à tous les plus grands Princes de la Chrestienté & autres, ayant fait reluire leurs armes à perpetuité, & leurs noms non seulement sur les regions prochaines, mais aux regions les plus lointaines d'outremer, encore bien que pour lors les Rois de France ne fussent accommodez de si grandes Duchez & Comtez de present vnis à la Couronne; & pour le respect des guerres ciuiles aduenues en ce Royaume, tant grand fut-il qu'il en fût rendu l'auteur, ores qu'il portast tiltre de Roy: la chose auroit pris fin, non par traité de paix ou Edict de pacification; mais gardant le respect & l'honneur qui estoit deu au Roy leur souverain seigneur, ils auroient esté contrains d'en prendre lettres de grace & de remission. Mais depuis le deceds de nos seurs seigneurs Pere & Frere, les Rois Henry & François, que Dieu absolue, les Edicts de pacification ont esté si frequents & tant reïterez que chacun voit, que c'a esté le vray appas & allechement de mal faire. Et qui pis est, tels traitez de pacification

fication auroient esté avec les heretiques. Chose si nouvelle, qu'elle est inouïe en France; laquelle sur tous les autres pays & Royaumes a cela de singulier bien & don de Dieu, que iamais elle n'a porté ou permis Religion aucune contraire à la Catholique, Apostolique & Romaine, n'a l'heresie trouué aucun repos en cettuy Royaume, dont elle a esté bannie & chassée par la Iustice ou par les armes, en façon que les deux diuerses sortes d'heretiques qui ont iamais osé prendre en France les armes pour la deffence de l'heresie, les Arriens & les Albigeois, en ont esté chassés tant par la Iustice; & les moyens d'icelle défailans, par la force d'armes. Et encore là dessus quand il nous a esté representé qu'un simple Gentil-homme, le Comte de Montfort, a immortalisé son nom pour l'extirpation de l'heresie des Albigeois; les ayant vaincus & combatus souuent, non contredisant le Roy qui estoit pour lors; & que nous premier Prince du Sang, avec tant d'autres grands Princes, Seigneurs & peuples Catholiques, cent au moins contre un heretique, soyons si stupides, & ayons le cœur si auilain & rabaisé, de n'auoir regret à ce que nos Peres & Seigneurs ayant tant de bons & Catholiques François & suiers, ayent esté contrainsts par tant de diuerses fois de faire paix avec une petite poignée d'heretiques, qui ont entrepris sous le pretexte de leur liberté de conscience, d'enleuer l'estat de nosdits Seigneurs & Freres; qui estoit le seul but auquel ils rendoient; comme nous en pouons porter bon témoignage, ensemble de toutes les autres ruses; déloyautez & trahisons, pour auoir esté parmy eux lors qu'ils nous subornerent sous le pretexte du bien public; en façon qu'ils nous tirerent à eux, & la plupart du temps nous retindrent comme prisonniers, dont nous sentons nos conscience & honneur tant interessez, qu'à quelque prix que ce soit nous en voulons faire satisfaction publique: laquelle ne peut estre autre & condigne qu'en employant tous nos moyens à les chasser & extirper: & cuidons que le surplus de tout le mauuais ménage qui est en ce Royaume, est par permission de Dieu tant offensé & irrité, prouenu du bon marché qu'on a tant de fois fait de son seruice, & de l'ardeur & affection que nous y deuons; tenant quasi pour neant ce qui luy appartient & à la Religion vraye & Catholique, à laquelle nous deuons non seulement les biens, mais les vies. Et toutefois par si frequents Edits de pacification, on tolere, mais à mieux dire, on approuue l'heresie & blasphemé public estre publiquement professé, enseigné & exercé en tout le present Royaume. Par tel courroux, nostre bon Dieu se voyant de nous abandonné, a laissé tomber ce Royaume en tel precipice, qu'il se peut dire n'estre grand, honnorable ny riche que de nom: au contraire si pauvre, que quelques impositions si grandes & si extraordinaires, qui sont telles & si grandes, qu'elles montent plus que la recette des dix precedens regnes; neantmoins il n'y a homme d'armes ny soldat, Officier de la Iustice ny autres principaux de la Couronne

qu'isoient payez: & ne sçait-on que peut deuenir vne si grande recepte quand aucun n'est payé. Nous voulons bien croire que l'intention de nostredit Seigneur & frere le Roy soit bonne; & qu'il desireroit que toutes choses fussent bien accommodées à l'honneur de Dieu, conseruation de la Religion Catholique, & au soulagement de ses suiets. Mais toutes telles volontez demeurent desnucées des effets; craignant possible nostredit seigneur & Frere (que mettant là où il faut) d'engager son Estat si auant, qu'il ne le puisse retirer des enuies & inimitiez des malings. De tous lesquels inconueniens nous voyons bien & ressentons estre déchargez; & au contraire bien fort interessez à la conseruation de cét Estat plus que nul autre, comme le plus prochain de la Couronne. Sur lesquelles choses, & plusieurs autres par trop connues que nous nous sommes représentées, en ayant plusieurs fois là dessus oüy discourir plusieurs grands & notables personages, zelateurs de la vraye & Catholique Religion, à laquelle est ioint le reſtablissement de ce present Royaume en sa premiere splendeur, mesme en l'assemblée des Estats d'iceluy à Blois conuocée & ordonnée par nostredit seigneur & Frere, lesquels à la pluspart d'iceux & depuis particulièrement autres Provinces, qui auroient fait à ces fins plusieurs saintes & bonnes remonstrances, principalement en ce qui concerne la Religion, de n'en vouloir souffrir plusieurs; ains seulement vne, que la Catholique, Apostolique & Romaine; nous auons pris resolution de suiure, à l'aduis des gens desdits Estats, pour bien & ſeulement bastir sur vn bon fondement; & en ce faisant, d'employer tous nos moyens avec ceux de tous les Princes Catholiques principaux Officiers de la Couronne, qui ne sont eux ou leurs familles aucunement tachez du vice d'heresie; & avec eux sous la patience que nous prions & supplions nostredit Seigneur & Frere de prendre & de nous laisser faire & courir fortune (si ainsi se peut dire) pour son bien & seruice, de chasser & bannir l'heresie de cettuy pauvre Royaume, tant à cause de ce affligé & presque perdu. Auons aussi resolu avec leurs bons auis & conseils de représenter à nostredit Seigneur & Frere toute autre police, regime & Gouvernement de ce Royaume pour le remettre sus; puisque par la façon du Gouvernement dernier, il donne presque du nez en terre, s'en va du tout perdu, tous les pays & peuples sur le point de desespoir, ne pouuans si longuement porter tant de si grands & extraordinaires subſides. Proſteſtons deuant Dieu & deuant vous, que c'est le seul but auquel nous pretendons employer tous nos moyens, sans y épargner les vies, soit tous les autres Princes, principaux Officiers, Villes & Communautés. Nous vous interpellons, d'autant que vous deuez aimer vostre Religion, le bien & reſtablissement de ce Royaume, de nous vouloir aſſiſter pour les effets ſuſdits de tous vos moyens, preſter tout confort, aide & faueur. Vous iurons & promettons de ne vous abandonner ſaſſais, que ce present Royaume ne ſoit repurgé. Vous prions & requerrons de ne nous

vouloir aussi abandonner en vne si bonne & si sainte entreprise. Prions & supplions tres-humblement nostredit Seigneur & Frere trouver bon & patiemment porter, que ce qu'il a pensé ne pouvoir faire sans danger de son Estat, que nous le fassions: estant bien assurez, avec l'aide de Dieu, que nous en viendrons à bout. En somme, nous prions chacun de nullement penser que nous ayons autre intention que pour le bien du service de Dieu, & reſtabliſſement de ce preſent Royaume en quelque meilleur estat. *DONNE' à Angers.*

*INSTRUCTION DONNE'E AV SIEVR DE D'INTEVILLE,
allant de la part du Roy trouver M. le Duc d'Aniou ſon Frere.*

LE ſieur de d'Inteuille, Capitaine de cinquante hommes d'armes des ordonnances du Roy, s'en allant par le commandement de S. M. trouver Monſeigneur le Duc d'Aniou ſon frere, a charge de luy faire entendre ce qui ſ'enſuit.

Premierement, il l'assurera de la continuation de l'amitié & bonne volonté que ſadite Maieſté luy porte, comme à ſon frere unique, duquel elle ne deſire pas moins le bien, honneur & contentement, que le ſien propre; comme elle s'eſt eſſorcée de luy faire paroître par eſſet en toutes les occasions qui ſe ſont preſentées, meſme depuis qu'il eſt aux Pays-bas. Car encore qu'il ait fait telle entreprise contre l'aduis & intention de ſadite Maieſté; ſi eſt-ce qu'il n'a laiſſé d'eſprouver en cette occasion, ne plus ne moins qu'és precedentes, l'affection fraternelle de ſadite Maieſté.

Ce qu'il a encore n'agueres fait, & fera tous les iours de plus en plus ſelon les moyens qu'en aura ſadite Maieſté en la poursuite qu'il a entreprise du mariage d'Angleterre; ayant expreſſement commandé à ſon Ambaſſadeur reſidant audit Pays, d'en embrasser & fauoriſer la negociation avec toute la chaleur, ſollicitude & deligence qu'il luy ſera poſſible, tout ainſi que ſi c'eſtoit pour la propre perſonne de ſadite Maieſté.

Laquelle eſt bien marrie de ne l'auoir pû ſecourir de plus grande ſomme d'argent & de toutes les bagues qu'il luy a fait demander par le ſieur de Simier, pour porter audit Pays. Mais il faut qu'il conſidete que les finances de ſadite Maieſté ont tellement eſté eſpuisées durant les troubles, & les ſuiets de ce Royaume ſi appauuris, meſme du dernier paſſage des gens de guerre qu'il a fait leuer; qu'il ne reſte à ſadite Maieſté quaſi aucun moyen de ſatisfaire à ſes depences ordinaires.

Toutefois ſadite Maieſté a eſté ſi deſireuſe de le ſecourir, qu'elle a voulu reculer ſes affaires pour auancer les ſiennes en cette occasion; d'autant que ſadite Maieſté connoiſt qu'il luy en peut aduenir beaucoup d'honneur & d'auantage. Ce qu'elle fauoriſeta touſiours de tout ſon pouuoir,

comme elle estime que ledit Simier, & autres qui ont charge de ses affaires par deça, luy ont peu mander.

Le priant de croire que si sadite Maïesté ne fait pour luy tout ce qu'il desireroit en matiere d'argent, que la seule necessité de ses affaires & l'impuissance en sont cause, & qu'il ne connoistra iamais qu'il y ait faute d'affection & de bonne volonté en son endroit.

Aussi sadite Maïesté le prie & admoneste luy continuer tousiours l'affection & amitié dont il luy a donné entiere assurance, comme chose qu'elle desire extremement, tant pour son particulier contentement, que pour le bien commun de l'un & de l'autre, la grandeur de leur maison, & la conseruation de ce bel heritage que leurs predecesseurs leur ont laissé.

Luy remonstrant que l'union & bonne intelligence entr'eux est d'autant plus necessaire, qu'elle ne fust onques, à cause que l'opinion que l'on a eue du contraire, semble auoir ouuert le chemin & donné la hardiesse & audace à diuerses sortes de gens de brouïller les Cartes en ce Royaume, pour s'en preualoir à leurs dépens.

Estant ja les choses dites passées si auant, comme il ne peut estre qu'il n'ait esté aduertý d'ailleurs, que si bien-tost l'on n'y met la main à bon escient, indubitablement il ne sera plus en leur puissance d'y remedier.

Sur ce propos le sieur d'Inteuille luy pourra sagement faire entendre vne partie de ce qui s'est passé és Prouinces de Bourgogne, Normandie, & autres de ce Royaume depuis quelques mois; en luy disant, qu'encores que S. M. connoisse bien que ses suiets ont souffert, à son grand regret, infinis maux & dommages durant la guerre; qu'ils ayent iuste occasion de se plaindre des insolences dernieres qu'ont faites les Compagnies qui le sont allé trouver és Pays-bas, & que la necessité de ses affaires l'ait contraint de s'aider de quelques inuentions qui ont esté proposées pour recouurer deniers sur eux; toutefois elle est tres assurée qu'ils n'auroient garde d'entreprendre ce qu'ils font, s'ils n'estoient fuscitez sous main par quelques esprits malins, ennemis de la tranquillité publique de ce Royaume.

Car sadite Maïesté fait tous les iours assez paroistre par ses actions, combien elle desire, à present qu'il a plu à Dieu luy faire la grace d'auoir pacifié les troubles de ce Royaume, de corriger les fautes passées, soulager le pauvre peuple, & remettre toutes choses en leur premiere dignité & splendeur.

Qui est ce que craignent & redoutent le plus ceux, qui neantmoins sous pretexte du bien public, tâchent de distraire les suiets de sadite Maïesté de la reuerence & obeissance qu'ils luy doiuent rendre.

Ce qu'ils s'efforcent d'effectuer maintenant plus que iamais, d'autant qu'ils voyent que la Reine Mere de sadite Maïesté est sur le point d'accorder toutes choses necessaires pour l'entiere & parfaite execution de la Paix; laquelle ils ont tellement trauersee par leurs menées

& inuentions , que sans le bon ordre que ladite Dame y a donné par sa vertu, prudence & patience; à la verité elle eust esté contrainte de s'en retourner sans rien faire.

Surquoy ledit sieur de d'Inteuille luy pourra faire le discours de la prise de la Reolle, de la peine qu'a eüe la Reine Mere de S. M. à rabiller vne telle faute & contrauention; & donner assurance à ceux de la Religion pretenduë reformée, de la droite intention de sadite Maiesté à l'entretenement & obseruation de l'Edit de pacification : à celle fin que monditz Seigneur entende en quel estat & disposition sont les affaires de ce Royaume; & sçache qu'ils n'eurent iamais plus grand besoin d'estre soustenuës & favorisées de tous ceux qui ont pouuoir & interest de ce faire, comme il a, plus grand que nul autre apres sadite Maiesté.

Ce qui le doit admonester de se lier & vnir plus étroitement que iamais, non seulement de volonté apparente & par signes extérieurs; mais d'entiere affection & par vrais effets avec sadite Maiesté, pour defendre & conseruer cet Estat, y reestabli la paix & l'autorité Royale de sadite Maiesté, de laquelle dépend son plus grand & assuré bien, honneur & profit. Et ne doit tenir pour seruiteur quiconque luy droit le contraire, afin de luy persuader de negliger l'interest qu'il y a pour entreprendre de nouueaux desseins.

Comme il est aduenu de son voyage esdits Pays-bas, lequel non seulement a seruy de pretexte; mais a aussi donné l'audace à ces remueurs de ménage, de faire leurs pratiques.

D'autant qu'ouïe le dommage & le mal incroyable que lescdites Compagnies leuées à cette occasion ont fait par toutes les Prouinces de ce dit Royaume, surquoy se sont renouuellées es cœurs des suiets de sadite Maiesté, les playes des afflictions qu'ils auoient receuës durant les troubles; chacun a pensé qu'il y auoit si peu d'intelligence entre luy & sadite Maiesté, que la faillon estoit propre pour troubler le Royaume.

A quoy sadite Maiesté espere que Dieu luy fera la grace d'y bien pouruoir & remedier, avec l'aide & assurance de beaucoup de gens de bien, qui sont encore en ce Royaume, qui ne luy manqueront au besoin.

Comme aussi sadite Maiesté se promet & assure, que ne fera iamais monditz Seigneur son frere; & qu'il postposera toutes autres choses, telles qu'elles soient, pour s'employer en telles affaires, quand le suiet s'en presenteroit.

Cependant il est tres necessaire que chacun croye & connoisse par effect en ce Royaume, quelle est la bonne amitié, vnion & intelligence qui est entr'eux pour ce regard, non seulement afin que nul n'ait fondement du contraire; mais aussi que tous soient aduertis qu'en s'ataquant à l'un, ils auroient à faire à tous les deux ensemble.

Quoy faisant, & conduisant leurs actions & affaires par les voyes de

la raison & equité, c'est chose seure & certaine qu'ils donneront facilement la Loy à tout le reste du Royaume, & se conserueront l'autorité que Dieu leur y a donnée, avec beaucoup d'honneur & de contentement.

Ledit sieur de d'Inteuille poursuivant ce discours, fera pareillement entendre à mondit Seigneur, que sadite Maiesté ayant tousiours crû & considéré qu'en la Noblesse de ce Royaume consiste la principale force de son autorité; elle a toute sa vie désiré & mis peine de s'assurer & obliger d'autantage la bien-veillance & seruitude de ladite Noblesse. Pour laquelle à la verité il se trouuera que sadite Maiesté seule a plus fait de bien & d'honneur que nul autre de ses predecesseurs; ayant prés de foy & en tous lieux fait tousiours tres-grande difference d'un Gentilhomme de bonne & ancienne race, à un autre.

De sorte que sadite Maiesté perseuerant en cette inclination & bonne volonté enuers ladite Noblesse, se seroit aduisée de remettre sus & effectuer le fait de l'ordre & commandes, dont mondit Seigneur se peut souuenir auoir ouy souuentefois parler, comme moyen tres-propre pour astringre & obliger un grand nombre de Gentilshommes, à suivre le chemin de la vertu, & faire seruite à sadite Maiesté.

A quoy elle a donné tel aduancement, qu'elle espere & fait estat de commencer la feste en ceremonie dudit ordre, le premier iour de l'an en cette Ville de Paris.

Et d'autant que sadite Maiesté, laquelle s'est fait chef & grand Maistre dudit ordre, a désiré que mondit Seigneur son frere entre & soit receu des premiers avec elle en iceluy; ledit sieur de d'Inteuille luy dira, comme sadite Maiesté luy a donné charge expresse de le prier de venir en ladite Ville, & se trouuer en ladite ceremonie, si ses affaires le luy peuuent permettre; l'assurant que ce sera le plus grand & singulier plaisir qu'il luy scauroit faire; & qu'il y sera le tres-bien venu.

Il l'aduertira comme sadite Maiesté a enuoyé querir la plus grande partie des Princes & principaux Seigneurs de son Royaume, iusques au nombre de trente, qu'elle a delibéré créer & receuoir à ce commencement audit ordre; lequel elle fait en l'honneur de Dieu, & sous le nom du benoist saint Esprit, pour commemoration des deux Couronnes qui luy sont échueës le iour de la Pentecoste.

Sadite Maiesté espere aussi en cette assemblée, aduiser & prendre une bonne resolution sur les autres affaires de son Royaume, où elle seroit tres-aisée que mondit Seigneur son frere fust present.

En quelque sorte que ce soit, ledit sieur de d'Inteuille luy dira, que sadite Maiesté n'a voulu passer outre en ce fait, sans l'y conuier, & l'en aduertir comme son bon frere & amy. S'assurant qu'il louera & approuuera grandement, voire fauorisera tousiours de tout son pouuoir la bonne & sainte intention de sadite Maiesté; de laquelle il doit désirer

& procurer l'exécution & établissement ; puis qu'il en peut succéder tant de bien & auantage au service de sadite Maïesté, & d'honneur à la Noblesse de ce Royaume, laquelle il a tousiours montré de cherir & aimer grandement.

Ledit sieur de d'Inteuille luy dira aussi, comme la Reine Mere de sadite Maïesté luy a donné courage d'effectuer ledit ordre, & qu'elle y contribué & employe tres-volontiers tout ce qui dépend d'elle pour la fondation d'iceluy, comme sadite Maïesté se veut promettre que fera pareillement mondit Seigneur de sa part, comme estant vn bien auquel, quand il sera vne fois estably, il participera, apres sadite Maïesté, plus que nul autre.

Le priant n'adiouster foy à ceux qui luy voudroient persuader le contraire, mais plustost s'arrester au témoignage qu'il a du singulier amour & affection que sadite Maïesté luy porte ; qui luy sera tous les iours dauantage confirmée par vrais, sincetes & fraternels effets.

Ledit sieur de d'Inteuille dira aussi à mondit Seigneur, que sa Maïesté ayant receu la lettre qu'il luy a écrite du 9. de ce mois, a commandé à ceux de son Conseil de faire reformer les commissions nécessaires pour leur le payement des troupes qui sont en garnison és terres de son appannage pour toute l'année prochaine, puis qu'il le desiré de cette façon ; n'en ayant par la premiere réponce esté le terme limité par sadite Maïesté à six mois, pour ne le luy vouloir prolonger par apres, comme l'on a pû comprendre par ladite responce. Et quant à sa Compagnie de Gens-d'armes, ledit sieur de d'Inteuille assurera mondit Seigneur, que c'est l'intention de sadite Maïesté qu'elle soit payée & traitée le plus fauorablement que faire se pourra, & selon les moyens qu'en aura sadite Maïesté : ainsi qu'il a esté fait iulques à present ; & mieux s'il est possible. FAIT à Paris le 13. iour de Decembre 1578. Signé HENRY, & de NEUVVILLE.

*LETTRE DE MONSIEVR LE DVC D'ANIOV, A MESSIEVRS DE
la Cour de Parlement de Paris.*

MESSIEVRS, il n'est point besoin que ie vous represente les malheurs des guerres ciuiles qui durant vingt années ont ruiné cet Estat, ny les moyens qu'on a tenu pour les éteindre & suffoquer, soit par armes, Edicts de pacification, & autres voyes dont la memoire ne peut estre que recente. Mais l'effet n'a aucunement réüssi selon l'intention des Roys Messseigneurs & freres, ains par nos malheurs & secrets iugemens de Dieu, nous auons senty le renouvellement desdites guerres, quasi au mesme instant que nous esperions iouir du bien & profit desdites pacifications ; ayant esté reprises les armes par sept diuerses fois, avec si grande effusion de sang & ruine de cét Estat, que

souuenir ne peut estre sans larmes à tous ceux qui tant soit peu desmeurent touchez de l'amour de leur Patrie. Donc la cause de tant de recheutes, ne peut par raison humaine estre attribuée qu'à la condition de tous grands Estats & Monarchies, qui ne peuvent subsister sans guerre intestine ou estrangere, & les peuples & nations guerrieres plus assuietties, entre lesquelles la France a tousiours tenu le premier rang, estant impossible que tant d'hommes, qui durant lesdites guerres se sont formez en vne habitude quasi naturelle à porter les armes & viure dans vne licence militaire, soient retenus en paix en leurs maisons & remis si promptement sous l'obeissance des Loix & de la iustice. Qui a esté l'une des premieres considerations pour lesquelles i'ay plus volontairement embrassé les occasions qui se sont présentées tant de la Ville, Citadelle & pays de Cambray, que des Prouinces du Brabant, Flandres, Hollande & Zelande, Malines, Frize & Ommelandes: lesquelles apres vne meure & longue deliberation, & par consentement vniuersel de tous les peuples, Villes, Estats & Communautés, se sont venus ietter entre mes bras pour les receuoir sous vne principauté & domination iuste & legitime, & les desfendre des tyrannies & iniustes oppressions sur eux exercées par plusieurs années. Ce que i'ay fait non pour ma grandeur particuliere; mais pour auoir connu que telle entreprise estoit necessairement coniointe au seruice du Roy mon Seigneur & Frere, à la conseruation de son Estat, & à l'accroissement de sa Couronne; bornant la France de cette belle & grande frontiere, garnie des plus importantes & des plus fortes Villes & Prouinces qui soient au monde. Neantmoins aucuns mal-affectionnez, ou plustost ennemis iurez de l'Estat, non assouuis de son sang & substance qu'ils ont succé iusqu'à present, essayent temerairement de calomnier mes actions, & en faire vn iugement propre à leur coniuration, & non à ce que i'ay meritè pour auoir si liberalement employé ma vie & tous mes moyens, soit en guerre ou en paix, pour le seruice du Roy mondit Seigneur & Frere, & conseruation de son Estat: se fondans sur quelques pretextes si legers, qu'ils ne meriteroient responce; n'estoit que bien souuent les semences d'une mauuaise parole produisent des effets qui combattent la verité. Au moyen dequoy, Messieurs, vous reconnoissant pour tenir le premier lieu de la iustice de France, & tres-fidels seruiteurs de cette Couronne; i'ay estimé vous deuoir éclaircir de mon intention: afin que faisant paroître à vostre celebre & notable Compagnie, comme au milieu du grand theatre du monde, combien mes actions sont éloignées des calomnies & fausses impressions qu'on a voulu par artifice ietter sur moy; elle se ioigne selon son deuoir à mes iustes poursuittes & entreprises, pour les fauoriser & appuyer de son autorité, comme estant le vray affranchissement & securité de repos, grandeur & restauration de cette Monarchie: Protestant deuant Dieu & deuant vous, que beaucoup plus chere me seroit la fin de mes iours, que d'auoir pensé à chose tant soit peu preiudiciable au

seruice du Roy mondit Seigneur & frere & au bien de son Estat, pour lesquels si l'ay iamais liberalement hazardé ma vie & exposé ma personne aux dangers de la guerre; encore plus que iamais est en moy la mesme deliberation & volonté. l'ay donné ma foy & promis par serment, de conseruer & deffendre toutes ces Prouinces qui se sont mises entre mes bras comme leur Prince; & elles de leur part m'ont fait serment d'obeissance & de fidelité. Leurs ennemis les poursuient à present, & pretendent à leur ruine. Elles m'appellent de promesse & de foy iurée. Considerez s'il est d'un iuste & loyal Prince, de les abandonner, & se rendre pariure en la face de Dieu & des hommes. Il est vray que nature m'a fait Frere du Roy, & son suiet, pour preferer sa volonté à toute autre consideration. Mais aussi plusieurs sçauent & sont bien informez, comme en ce fait ie me suis comporté enuers S. M. & quelles ont esté les declarations de sa volonté; dont ie m'assure que le taire luy sera autant agreable, comme en toutes eholes ie desire luy faire tres-humble seruice: ne m'estant iamais tant éloigné du respect que ie luy dois, que mes actions ne luy ayent esté assez connuës, & mes entreprises proposées, sur lesquelles sadite Maiesté sçait ee qu'il luy a plu m'accorder & promettre. Et si ie sçay bien que ie ne suis pas le premier des Princes & fils de la maison de France, qui ont fait & pouruiuy d'eux-mesmes semblables occasions: desquels comme ie tâche d'imiter la vertu, aussi ie ne puis esperer que la mesme reputation qu'ils ont laissé à la posterité; ne m'ayant Dieu fait naistre ce que ie suis, pour par foiblesse de cœur laisser perdre tant de belles occasions, dont les moindres eussent esté achetées au prix du sang d'infinis hommes, & de la meilleure part des finances de cet Estat. Que si quelqu'un mal affectionné ou ignorant, veut couurir son ignorance ou mauuaise volonté sur vne iustice par luy forgée, de la condition de ceux qui se sont distraits de leur obeissance premiere, pour se remettre en la mienne; ou de la qualité de celuy auquel ie me suis resolu de m'opposer, & de l'estat de la France par la calamité des guerres ciuilles, lesquelles sembleroient requerir quelque peu de respit, auparauant que tomber en vne guerre estrangere: le vous prie, Messieurs, de mettre en contrepoids ce que ie vous ay desia dit, à sçauoir qu'il y a peu de mon particulier, & beaucoup du seruice du Roy mondit Seigneur & Frere, & du bien de son Estat. Que de tous les moyens qui peuuent estre pratiquez pour pacifier son Royaume, cettuy-là seul est resté, tous les autres ayant esté inutiles & sans aucun effet: tellement qu'il nous faut resoudre à vne guerre ciuille perpetuellement, ou la diuertir sur ceux qui pour assouir leur ambition & insatiable desir de se rendre Monarques, nous ont iusqu'à present entreteenu en nos diuisions & pertes publiques. Qu'il est par trop commun ce qu'ils ont pratiqué tant sur aucunes Prouinces de ee Royaume, que sur plusieurs personnes qu'ils ont tâché de gagner & corrompre. Qu'ils nous ont endormy en

nos rages & fureurs ; & cependant se sont impatronisez du Royaume de Portugal, veulent se rendre paisibles possesseurs d'iceluy, dessein de rendre les Pays-bas en leur obeissance, nous affoiblissant par nos mains propres, & puis nous rendre esclaves & serfs. C'est le naturel de l'ambition & conuoitise de regner, lesquelles ne peuuent estre tetenuës par aucunes bornes & limites. C'est ce qu'ils nous font sentir par la perte de plusieurs belles & grandes Prouinces qui nous ont esté rauies, tant en Italie qu'esdits Pays-bas, & encore sommes-nous sur le point de le ressentir avec plus de malheur, si apres auoir esté assoupis d'un si long sommeil, il ne nous est permis de nous éveiller, & aller au deuant de ces malheureux desseins. Les occasions sont estimées chaulues. Il n'en y eut iamais de si belles & si apparentes, ny avec plus de fondement & de raison. Iamais Prince n'en eût de semblables qu'il n'embrassât de toutes ses forces & moyens. Et si contre cet Estar vne beaucoup moindre s'estoit offerte, nous ne doutons pas qu'on n'eust mis l'execution en si grande longueur comme nous auons fait ; ou leurs secrettes pratiques & menées cy-deuant faites, ne sont iuges certains de leurs mauuaises volonteiz & pernicieuses deliberations. Que si on cuidoit m'errouner & rendre plus tardif en l'execution de ma promesse & foy iurée, pour la grandeur des forces & moyens qu'on attribue à l'ennemy, ou par les pertes que la France a faites en ces guerres ciuiles : ie diray qu'avec moindres moyens que ceux que Dieu m'a donnez, & que ie tiens par la bonté des Rois mes Seigneurs Pere & Freres, il a esté plus souuent battu dans lesdits pays, qu'il n'a esté vainqueur ; & plus souuent a perdu, que gagné. Estant par trop hors de raison de souffrir que la puissance d'un Prince ennemy, croisse si demesurement qu'il puisse donner la Loy à qui bon luy semblera ; veu que la seureté des Princes & grands Estats, ne gist qu'en vn contrepoids égal de puissance des vns & des autres ; ne seruant l'accroissement & grandeur de l'un, que d'affoiblissement & ruine à l'autre. Et n'est point la France si desnuée de sa premiere vertu, & depouillée de ce qui l'a fait vaincre & redouter de tout le monde ; qu'il n'y ait assez de quoy respirer la grandeur de nos ancestres, & approcher de leurs vertus & generositez. Elle n'eût iamais plus d'hommes ny tant d'armes qu'elle a de present. Et ie m'assure que quand il plairoit au Roy mondit Seigneur & Frere, de faire preuue de ses forces & de la fidelité de ses bons suiets, à l'encontre des ennemis estrangers ; il les verra aussi-tost abbatus, comme insolemment ils leuent leurs cornes, & nous méprisent par la lâcheté de ceux qui se monstrent corrompus & gaignez par l'estranger ; ou plus enclins à piller la France & s'enrichir de son sang, que de l'agrandir & remettre en sa premiere splendeur. Ce que ie pourrois vous deduire avec toute sorte de particularitez, lesquelles vous rendroient témoignage, que ie ne suis pas ignorant des artifices dont vse le Roy d'Espagne, pour nous entretenir en la guerre ciuile, &

s'establi aux dépens de cét Estat. Et ie si suis bien informé comme il a corrompu & gagné aucuns qui par nature sont obligez au Roy, lesquels entreprennent de s'opposer à ce qui m'est permis de faire pour son seruice, & pour la conseruation & la grandeur de son Estat. Mais le suiet de ma lettre n'est pas pour blâmer autrui, ains pour vous rendre certains de ma droite intention & sincere volonté, lesquelles ie m'assure que vous ne croirez auoir iamais esté disposées qu'au bien commun; mettant en consideration ce que ie suis en ce Royaume & l'intereſt que i'ay à sa conseruation, avec la memoire que vous aurez de ce que i'ay fait, tant en guerre qu'en paix, pour le maintenir & accroistre de tout ce que i'ay pû. Mesmes en ces derniers iours, le voyant au comble de son malheur, par tant de guerres si souuent renouvellees, i'ay volontairement hazardé ma personne pour le pacifier & le mettre en repos; ce que Dieu m'a donné de mettre à fin, sous le commandement & par l'autorité du Roy mondit Seigneur & Frere: vous pouuant assurer que iamais pacification ne fût plus certaine, si elle n'est attestée par le Conseil malin de ceux qui procurent la grandeur de l'estranger, & la ruine de la France; ayant tellement disposés les volontez de ceux qui la pouuoient interrompre, que l'execution peut en estre faite par le moindre de ceux qu'il plaira au Roy mondit Seigneur & Frere de commettre; quoy qu'aucuns ayent voulu persuader le contraire, pour me priuier de l'honneur que ie pense auoir merité, en donnant ce bien à la France; dont ie ne doute qu'aucuns eussent desiré l'accomplissement tout entier, & que rien ne fût demeuré en arriere apres mon retour. Mais ie vous prie, Messieurs, de noter que tout ce qui pouuoit requerir ma presence, & que i'auois promis de faire, a esté parfait. Et cependant i'ay veu toute ma fortune & grandeur sur le point d'estre renuersée; & ma reputation si engagée, qu'il a esté force de me rendre par deça, ou me faire declarer le Prince le plus pariure & sans foy qui fust iamais au monde, coupable deuant Dieu & les hommes du sang, de la vie, des biens & honneurs de tant de millions de pauures ames innocentes, qui n'attendent que le secours par moy promis & iuré, ou leur ruine toute presente & certaine. Que si l'execution totale par vn bon loisir m'eust esté permise, ie l'eusse fort liberalement entrepris. Mais voyant la paix assurée en France d'une part, & que de l'autre l'occasion se perdoit, sans iamais pouuoir rien plus esperer, soit de mon honneur, de ma grandeur, & du fondement principal de la continuation de la Paix, qui consiste en mon entreprise; i'ay estimé que tous les bons & fideles suiets de cette Couronne, entre lesquels ie vous tiens & repute au premier degré, comme tenans la souveraine Iustice de mon Roy, mon Seigneur & Frere, trouueriez ma resolution accompagnée de tant de raisons & de iustes respects, qu'avec iceux vous rejetterez toutes opinions contraires: vous priant de croire que ie signeray tousiours de mon sang, & confirmeray par le sacrifice de ma vie pro-

pre, le témoignage que ie vous donne de mon intention & volonté, lesquelles seront tousiours suiues d'effets semblables. Comme au contraire ie ne puis que ie ne vous declare, que tous ceux qui s'opposeront à ce mien dessein, & duquel sans honte, reproche & dommage irreprochable à cét Estat ie ne me puis departir, ie ne les estimeray iamais que tres infidels seruiteurs du Roy mon Seigneur & Frere, proditeurs à son Estat, & nos ennemis; aymans & recherchans la ruyne d'iceluy, & la grandeur de ceux qui par leur ambition veulent enseuelir par la ruine de nos propres mains meurtrieres & encore sanglantes, ce qui est encore de nostre ancienne splendeur, reputation, valeur & dignité, avec laquelle nous auons fait teste, subiugué & donné la Loy aux plus belliqueuses nations du monde. C'est, Messieurs, le but où ie pretens; & estre si heureux de reuoir en nous cette premiere forme & generosité, qui nous a rendus formidables, redoutez & inuincibles, iusqu'à ce que nous mesmes ayons mis la main à nostre ruine: à l'auancement de laquelle nous sommes aidez plus par l'artifice de nos ennemis, que par aucune valeur qui soit en eux. Et reconnoissez, ie vous supplie, que tout l'orage & la tempeste qu'ils ont fait regner sur nous, est maintenant entre mes mains pour la transporter en lieu dont nous serons affranchis, avec tout accroissement de grandeur & commodité, où j'ay resolu d'employer liberalement ma vie, & les moyens qu'il a plû à Dieu me mettre en main, & resister avec tout le respect que ie dois au Roy mondit Seigneur & Frere, à ceux qui abusant de son nom & de son autorité, s'y voudroient opposer. A quoy de vostre part vous deuez prester toute assistance, faueur & consentement; comme estant de la grandeur de S. M. du salut, repos & conseruation de son Estat, & de ses suiets; dont m'asseurant, ie ne m'essayeray de vous persuader dauantage, & prieray Dieu qu'il vous ayt, Messieurs en sa tres sainte & digne garde. Ecrit à Alençon le 20. iour de May 1581. Et au dessous est écrit, Vostre affectionné amy, FRANÇOIS. Et au dos est écrit ainsi, à Messieurs de la Cour de Parlement de Paris.

LETTRE DE MONSIEVR FRERE DV ROT, A MONSIEVR
de Villeroy.

MONSIEVR de Villeroy, j'ay veu vne lettre que vous ecriuistes à Bussi auant vostre depart de ce lieu, dans laquelle il me semble que vous n'estes pas bien instruit de deux choses; dont l'une est des iustes occasions qui me firent venir en ce pays: & l'autre des iustes raisons qui me gardent de retourner à la Cour. Je prendray la dernière des deux, pour commencer à vous instruire si particulierement & à la verité, que tous ceux qui en resteront avec scrupule, n'auront affaire d'autre interprete de la sainte Escripture que vous mesme, qui comme ie m'ai-

seure, estes si honneste homme & tant mon amy, que vous en parlerez là où vous connoistrez l'estre à propos pour mon honneur & reputation. C'est chose assez notoire à chacun & recente, pour n'en auoir fait perdre la memoire à ceux qui sont capables de raison, que la façon dont j'allay trouver le Roy à d'Olinuille, peu deuant les Estats de Blois, & que les guerres qui auoient precedé, m'en deuoient faire rompre ce voyage pour deux railons, si ie n'eusse esté émeu d'une extreme desir de faire chose qui peult rendre preuue au Roy que le seul point à quoy ie voulois aspirer, estoit d'acquerir les bonnes graces, & luy montrer que rien ne guide toutes mes actions que le bien de son Royaume, & de le voir bien eontant, qui sont deux choses inseparables. Les deux railons qui m'eussent pû demouuoir du voyage predict, estoit l'affaire que chaeun disoit que i'auois faite; & l'autre, la perte d'un si grand party que celuy que i'auois lors; lequel pour les obligations qu'il m'auoit, m'estoit lors entierement affectonné & dédié. Or m'estant deuant mon acheminement à d'Olinuille, proposé toutes les ehoses qui pouuoient apporter refroidissement à la bonne volonté que naturellement le Roy m'auoit tousiours portée, il me semble que l'une des principales causes pourroit estre la ialousie de me voir vn tel & si grand party. Là dessus ie me resolus, si ie connoissois que le Roy eust des agreable telle conseruation, de faire tous les effets qui luy pouuoient rendre preuue, que ie ne voulois autre appuy que le sien. Ce que ie fis paroistre assez au voyage que ie fis à la Charité & à Ysloire. En quoy beaucoup me pourront imputer d'auoir esté inconsideré, ayant laissé prendre à d'autres ce qui estoit en ma possession, & melmes estans les parts & remuements tels comme ils sont auiourd'huy en France; & qu'aussi l'on dit que l'amitié des Roys & grands est bien souuent mussée; ie ne me persuadois point cela du Roy, qui, ce me semble, & ie ne eraindray point de le dire, encore que i'aye cet honneur d'estre son Frere, a ie ne sçay quoy de plus constant & meilleur que Prince de la terre. Je n'entre donc en mon discours, c'est qu'apres toutes ehoses estant de retour de la guerre, par les conseils que ie luy donnay, ie reconnus à la verité beaucoup de refroidissement; & ensemble i'eus plusieurs aduertissemens, tantost que l'on vouloit tuer les vns, prendre les autres; enfin i'en sentis bien-tost apres les effets. Car vous sçauiez que tous les miens, en vn instant, eurent querelle contre ceux du Roy. Bussi n'en eut-il pas contre Quelus, Grandmont & contre Mauleon, le Cheualier Breton, contre Montigny & contre Maugiron, la Bourdaisieter contre Entragues, Cahet contre vn Capitaine, Genissac contre vn autre. Le Comte de S. Aignan ne faillit-il pas d'en auoir vne? Quelle opposition me fit-on lors que ie voulus receuoir la Chastre en ma maison: ne m'auoit-on pas osté Mauleon, Liuarrot & Maugiron? Il n'y en auoit vn seul que l'on n'essayast de distraire d'aupres de moy. Lors qu'en la presence du Roy toutes les querelles de Bussi auoient esté appaiées: tous ceux à qui le Roy faisoit plus de demonstration d'amitié, ne voulurent-ils pas assassiner ledit Bussi, sans qu'il leur en eust donné aucun

fuire? Et au lieu d'en faire aucune Iustice, le Roy ne commanda-t'il pas à tous les siens de les accompagner? la Reine ma Mere me commanda-t'elle pas de chasser tous ceux qui m'estoient plus fideles? N'estois ie pas la patience mesme. Et craignant que tout le monde n'en eust pas comme moy; pour éviter les mauuais augures qui menaçoient moy, & mes seruiteurs, ne suppliai-je pas le Roy de me donner congé de m'en aller à la chasse pour quinze iours; & que cependant il luy pleust appaiser telles diuisions, qui pourroient à la longue apporter beaucoup de déplaisir à tout le monde? & apres auoir vsé de plusieurs langages: mon congé me fut différé pour cinq iours. Enfin voyant que le mal n'alloit qu'en augmentant; ie me resolus, apres auoir connu que non seulement l'on en vouloit à mes seruiteurs, mais à moy-mesme, de prendre congé du Roy. Ce que ie dis le soir dont ie le deuois faire le lendemain.

Au matin, comme i'estois en mon plus profond sommeil, le Roy & la Reine ma Mere entrent dans ma Chambre. Et apres auoir entendu comme ie les suppliois de trouuer bon que ie m'en lassé; apres plusieurs discours sur ce fait, tous deux me prononcerent qu'ils me deffendoient de ne point sortir de ma Chambre, & qu'ils ordonnoient Monsieur de Losse avec sa sequelle, pour me garder de sortir. Lors ils me firent entendre que Simier & la Chastre estoient prisonniers. Depuis Bussi fut pris, & tous avec la plus grande iniustice qui fut iamais faite. Je pleurois à creuer de despit, & i'eusse voulu de bon cœur estre mort. Apres que i'eus esté sept heures en trauail & en peine, la Reine ma Mere me vint dire, que pourueu que ie promisse au Roy de ne m'en aller point, qu'il me remettroit en liberté. Ce que ie promis plus de cent fois. Et lors nous descendismes en bas, où ie fus regardé de tout le monde comme vn criminel. Et soudain que ie fus deuant le Roy, ie luy en promis encore autant, & i'estois bien marry de ne sçauoir plus de François pour en dire dauantage. Tous mes seruiteurs sortirent. Bussi & ces Messieurs qui l'auoient failly à tuer, s'embrasserent comme vous pouuez penser. Depuis il falloit que ie saluasse ceux à qui ie voulois grand mal: & estant aduertý que l'on vouloit recommencer

allay à Angers auquel
ceux qui

auoient
vsé, m'enuoyerent
les prians
ne se
du D.

I'cnuoyay demander des gens au nombre qu'il me fust possible, pour garder mes appannages, afin que l'on ne les prist non plus que moy. Et depuis estant sollicité de ces deux pays de les secourir, ie trouuay que leur cause estoit digne d'estre maintenüe d'un cœur genereux & gentil, & le fis d'autant plus volontiers, quand ie repensay à la com-

DE M. DE NEVERS.

151

modité que cesdits pays peuuent apporter à la France ; & aussi que
i'emmenerois hors de la France beaucoup de soldats , desquels l'on se
vouloit aider pour la troubler. En quoy ie pense auoir fait le plus grand,
& le plus signalé seruice au Roy , qu'il eust sçeu receuoir. Voila les oc-
casions qui m'ont fait venir icy , & celles qui me gardent de retourner
à la Cour. Et si le Roy eust desiré mon retour près de luy , il auroit cha-
stié ceux qui luy conseillèrent de me faire mettre en prison avec mes
seruiteurs, & ceux qui contre ses
voulurent tuer Bussi : au contraire iamais à suborner ceux qui son-
les biens, & ceux qui m'ont
m'en aller de la
façon.

pour celà de seruir

&

volonté que ie vous ay prié l'en asseurer. Vous asseurant que rien ne
peut faire changer cette volonté. Je prie Dieu, Monsieur de Villeroy,
qu'il vous ait en sa garde. De ce 5. Ianuier.

Vostre bien bon amy,
FRANÇOIS.

LETTRE DE MONSIEVR FRERE DVROT, A LA COUR
de Parlement de Paris.

MESSEIERS, Nous auons esté maintenus en repos, vnion &
tranquillité, crains & redoutez par tout le monde, aussi long-
temps que nos esprits & inclinations se sont addonnées par armes à l'ac-
croissement & conseruation de nostre Estat. Laissez de ce bonheur, pa-
cifiant tous nos differents, au prix que l'on a veu, avec le Roy d'Espa-
gne ; les armes avec lesquelles nos ennemis auoient, à leur interest,
assez souuent éprouué nostre valeur, ont esté tournées sur nous ; dont
se sont ensuiuis infinis saccagemens, pertes & désolations : tellement
qu'aux meilleurs & plus sacrez endroits de ce Royaume de France, nous
ne voyons encore que les cendres de nos feux allumez, la deprauation
& licence débordée d'un nombre d'hommes restez parmy Nous, de la
semence ordinaire d'une guerre ciuile, qui se font former vne habitude
quasi naturelle à porter armes, & viure sous vne licence militaire, qui
ne leur permet de demeurer en paix en leurs maisons, & estre remis
sous l'obeissance des loix & de la iustice, que par quelque autre expe-
dient. La continuation desquels malheurs nous menaçoit plus que ia-
mais, s'il n'eust plû à Dieu, par sa grace & bonté, nous regarder en pi-
ré, & me mettre les moyens en main, avec lesquels par la sainte alli-
stance, il m'a permis de reconcilier & réunir les cœurs des vns & des au-
tres. A quoy ie me suis avec tant de soin & de diligence employé, qu'en-

fin la paix s'en est ensuiuie, qui par sept batailles sanglantes tant desd. & autres expedients curieusement recherchez, n'a sceu prendre telle place dedans nos cœurs, que nous ne soyons à l'instant mesme entrez au mesme inconuenient, d'où nous pensions estre sortis. De sorte qu'il faut croire que nostre premiere façon de viure est le seul remede qui nous reste, avec laquelle nous en deuons estre exemptz & garantis; tournant nos rages & fureurs sur ceux qui redoutant nos forces & nostre puissance, nous ont entretenus vingt-deux ans en ce malheur; afin que vaincus par nous mesmes, ils puissent plus commodement profiter de nostre ruine. Voila, Messieurs, ce que ie vous ay voulu faire entendre en m'acheminant aux Pays-bas, pour vous rendre capables de ma sincere & bonne intention, calomniée neantmoins & mise en dispute par ceux qui essayent par tous moyens & artifices, de nous remettre aux mauuais termes dont nous sommes sortis: osans publier, appuiez de quelque suspecte autorité, la continuation de nos troubles estre plus tolerable, que la diuersion d'iceux en vne guerre estrangere, sans laquelle ils ne peuvent estre esteints ny abolis. C'est ce qui me fera croire, Messieurs, que vous estans au milieu de tant d'orages & de tempestes si constamment & loyaument maintenus & portez en la suiection, obeissance & fidelité que vous deuez au Roy, mon Seigneur & Frere, sans iamais auoir varié, ny pensé pour aucun danger de vous en distraire tant soit peu; vous prendrez la protection & desfence de cette iuste cause en main, autant que vous le pouuez, & vos deuoirs & honneurs vous y obligent; dont ie supporteray le fait & hazard plus volontiers, que de là depend l'assurance de vostre repos, & la restauration de nostre ancienne splendeur, grandeur & dignité, qui vous doit estre autant que vos vies, chèrement & singulierement recommandée. Vous priant, Messieurs, de ne vous laisser transporter aux paroles & aux artifices des ennemis de cette cause: les estimant, comme ils sont, desloyaux & infideles à l'Estat, dont ils procurent l'entiere subuersion & ruine; de laquelle i'essayeray au peril de ma vie le garantir, & vous rendre mes actions si nettes & si esclaircies, que vous ny tout le monde n'y pourriez dire ny penser qu'elles soient attachées à autre chose qu'à ce qui est de nos deuoirs. Aussi ne me suis-je exposé à tant de dangers avec infinis travaux, sans auoir esgard à la qualité de ma personne, que pour le desir & affection qui est en moy, de vous assurer la paix, le bien & le repos que ie vous ay procuré. Ce qui ne peut estre que par les moyens que ie tiens maintenant, en m'opposant à la grandeur de celle, qui par son insatiable ambition s'impatronise illicitement du Royaume de Portugal, où il n'eust iamais aucun droit; essayant iusqu'à ce que ses vsurpations luy soient assurées, de nous entretenir d'une feinte & dissimulée amitié; pour nous rendre par apres plus facilement sous la mesme seruitude & tyrannie qu'il pretend assuiettir les autres. Prenons donc l'occasion pendant qu'elle se presente; & considerons le danger qui nous me-

menace, si nous souffrons que la puissance d'un Prince voisin, quand bien il seroit amy, croisse si demesurement, qu'il puisse donner la loy à qui bon luy semblera : estant tres-certain que la seureté des grands Estats ne gist qu'en un contrepoids égal de puissance; ne seruant l'accroissement & grandeur de l'un, que d'affoiblissement & de ruine à l'autre. Mais j'espère que Dieu me fera la grace de deuancer ses pernicieux desseins ; dont ie me rendray tant plus certain par l'accomplissement de mon mariage avec la Reine d'Angleterre par moy si instantment poursuuy, que j'en espere vne bonne issue. Ainsi ioignant d'amitié par un ferme lien, ces deux grands Royaumes; ils seront non seulement pour eux conseruer & maintenir; mais pour donner la loy aux plus grands Rois de la terre, quand bon leur semblera. Prenez donc de bonne part l'aduertissement que ie vous donne, comme estant le seul remede & guarison de nos maux passez. Et ne vous laissez pas transporter durant mon absence, aux faux bruits & mauuaises paroles qui seront semées & mises en auant par les ennemis de vostre repos & seureté, pour rendre par leurs artifices mes iustes intentions & poursuites suspectes à un chacun : vous ressouenant qu'il y a peu de mon particulier, & beaucoup du vostre ; estant certain que de tous les moyens qui peuuent estre pratiquez pour asseurer le repos de la France, celuy qui est en mes mains est resté; tous les autres ayant esté inutiles & sans aucun effet, comme vous auez veu. C'est le seul but où ie pretends, afin d'estre si heureux de reuoir en nous cette premiere forme & generosité qui nous a rendus formidables & redoutez, iusqu'à ce que nous mesmes ayons mis la main à nostre ruine. Vous estes munis de si bon iugement, qu'il n'est de besoin de vous en représenter dauantage : M'asseurant aussi que outre le respect qui m'est deu, pour estre ce que ie suis, vous embrasserez viuement ce qui seruira de support & d'assistance à mes entreprises, autant qu'il peut toucher à vostre interest. Comme de ma part ie vous promets toute la faueur par mon autorité, que vous voudrez desirer à toutes les occasions qui s'en presenteront; avec autant d'affection & d'aussi bon cœur, que ie prie Dieu, Messieurs, qu'il vous ayten sa tres-sainte & digne garde. A Anuers ce vingtiesme iour de Feurier 1582. Et plus bas est escrit, Vostre bon amy, FRANCOIS.

*LETTRE DE MONSIEVR FRERE DV ROT,
à Messieurs du Parlement.*

Du Samedy 24. Mars 1582.

CE iour la Cour a receu les lettres closes de Monsieur frere du Roy, desquelles la teneur ensuit.

MESSIEURS, Encore que mes actions & volonteiz ayent tousiours

I. PART.

V

esté bandées au bien, repos, & accroissement de l'Estat du Royaume de France, comme i'y suis naturellement obligé, & dont la premiere, par vn asseuré tesmoignage, doit satisfaire à vn chacun : Considerant neantmoins les diuers iugements qui se donnent sur nos plus saintes intentions ; i'ay bien voulu vous faire entendre, pour le lieu & le rang que vous tenez, comme ne voyant l'effet de mon mariage, quelque poursuite qu'il s'en fist, que bien peu aduancé, dont il sembloit naistre quelque refroidissement en iceluy ; i'ay voulu, pour couper chemin aux traueses & aux difficultez y suruenues par la longueur, essayer si ma presence pourroit suffire & satisfaire à ce qui auoit esté traité par diuerses negotiations & ambassades, sans aucun aduancement ; où par l'espace de trois mois entiers, i'ay vaqué avec autant de soin, de diligence & d'affection, qu'à vne affaire de telle importance appartient. Tellement que nous sommes demeurez de si bon accord, que ce qui reste ne nous doit faire douter de la bonne issue que ie m'en estois promis. Cependant estant instamment pouruiuy par les peuples & Estats genereux des Pays-bas de prendre la possession de la principauté & seigneurie d'iceux, aussi que i'y suis par promesse & serment obligé : i'ay resolu n'y pouoir plus reculer de m'y acheminer, & accomplir mon entreprise ; non pour ma grandeur particuliere ; mais parce qu'elle est necessairement coniointe au service du Roy mon Seigneur & frere, a la conseruation de son Estat, & à l'accroissement de sa Couronne. Estant par trop preiudiciable & dangereux de souffrir que la puissance d'un Prince voisin croisse si demesurement, qu'il puisse donner la loy à qui bon luy semblera. Vous sçauiez, Messieurs, que la seureté des Princes ne gist qu'en vne égalité de puissance des vns des autres ; ne seruant le trop grand accroissement de l'un, que d'affoiblissement & de ruine à l'autre. C'est à quoy aspire le Roy d'Espagne, qui essaye de nous siller les yeux de sa sainte amitié ; iusqu'à ce qu'ayant mis à execution ses illicites entreprises, il luy soit plus facile d'exercer sur nous son insatiable ambition, à quoy ses predecesseurs n'ont sceu paruenir. Voila les principales occasions qui m'ont conduit aux termes où ie suis ; qui pour bonnes & legitimes qu'elles soient, ie suis tres bien aduertý qu'en continuant leurs artifices, & dont le dire & le Conseil n'est fondé que sur leur particulier interest, essayent de calomnier & faire trouuer madite entreprise autre que bonne & legitime. Je vous diray encore, Messieurs, & vous prie de croire que ie n'ay iamais esté meu ny pressé en icelle d'autre ambition que de l'honneur, avec lequel ie suis né ; estimant estre de mon deuoir, apres auoir purgé la France d'une guerre intestine, d'en faire vn present à ceux qui nous y ont maintenus ; & nous accroistre à leurs dépens, en saison où les occasions s'en presentent telles que chacun voit ; principalement par vn si suspect & dangereux vilage que celuy qui nous a souuent reduits aux mauuais termes que nous auons éprouuez. Il me déplaist, Messieurs, qu'interdits de tout

bon iugement, nous écoutons trop volontiers ceux qui contredisent à nostre grandeur, repos & seureté; estimant la continuation des troubles parmy nous plus tolerable & aduantageuse, que la diuersion d'icelles par vne guerre estrangere; sans laquelle il est tres-veritable, & n'en deuons douter, qu'ils ne peuuent estre éteints ny assoupis. Et si par vos bons & saints iugemens, vous voulez considerer & mettre deuant vos yeux quelle est la consequence de ce discours; vous embraserez ma iuste cause, d'où dépend la meilleure & la plus seure esperance de la restauration de nostre ancienne splendeur, grandeur & dignité: la paix, concorde & vnion par où nous sommes maintenus, prenant la protection d'icelle, en l'appuyant de vostre autorité autant que vous le pourrez; & vos deuoir & honneur vous y obligeant, comme estant le vray affranchissement de vostre grandeur. Sur quoy le sùiet de ma lettre est fondé; & la connoissance que ie veux donner à vn chacun, principalement à vous, Messieurs, pour estre interessés aux traueses de mes poursuites, quelles sont mes intentions & volonte; lesquels (ie m'assure) vous ne croirez iamais estre disposés qu'à nostre bien & repos; considerant ce que ie suis, & l'interest que i'ay à la conseruation de la France; avec la memoire que vous auez de ce que i'ay fait, & à quoy i'ay continué avec beaucoup de hazards & travaux, pour la maintenir & accroistre de tout mon pouuoir. Voila, Messieurs, le seul but où ie pretends; qui me fait hazarder liberalement ma vie, & tous les moyens qu'il a plû à Dieu me donner & meitre en main, pour vn si beau & si honorable sùiet; vous en ayant voulu rendre capables, afin que comme tres-legitime & bien fondé, vous n'adioustiez foy en mon absence hors du Royaume de France pour le bien & grandeur d'iceluy, aux pretextes & calomnieuses inuentions des ennemis & de nostre prosperité. Aufquels ie ne m'arresteroy dauantage, m'assurant sur vos bons & sinceres iugemens; qui ne permettront que les mauuaises paroles & faux bruits malicieusement controuuez, produissent des effets qui puissent combattre la verité, avec laquelle & l'assistance de ce bon Dieu, iuste luge de mes louables intentions, ie feray reluire mes poursuites & entreprises: par le bien duquel ie rendray iouissans ceux à qui ie suis naturellement obligé de le procurer. Et croyez au reste, Messieurs, que vous me trouuez prest & disposé à la manutention de vos honneurs, autoritez, & de la iustice que Dieu a mise en vos mains, pour la distribuer également à vn chacun: avec laquelle en ce faisant, les Royaumes & Monarchies sont conseruez en leur entier. Vous priant avec toute affection, qu'en acquittant vos loyales consciences de ce que vous deuez au Roy, mon Seigneur & Frere, & à son Estat; me reconnoissant aussi pour ce que ie suis, toutes suspectes opinions publiées par artifice, au preiudice de mes saintes & iustes intentions, ne soient admises ny receuës en vne si notable & celebre Compagnie, dont ie veux esperer par mes louables

comportemens, toute assistance & faueur : & ie prieray Dieu, Messieurs, qu'il vous maintienne & conserue en toute prosperité. A Vniuers ce 19. iour de Feurier 1582. Vostre tres-affectionné & meilleur amy, FRANÇOIS. Et sur la rescription est écrit. A Messieurs les gens tenans la Cour de Parlement, pour le Roy mon Seigneur & Frere, A Paris. Receuë le 24. Mars 1582.

LETTRE DE MONSIEVR FRERE DV ROY;
au Parlement.

EXTRAIT DES REGISTRES DV PARLEMENT, DV IEVDT
29. Novembre 1582.

CE iour les Grande Chambre & Tournelle assemblées, le Seigneur de la Neuville, Gentilhomme ordinaire de Monsieur Frere vnique du Roy, en presentant à icelle Cour, les lettres closes dudit Seigneur Frere du Roy, a dit que l'enuoyant iceluy Seigneur deuers le Roy, il luy a commandé venit icy, & apporter ces lettres closes cy-apres inserées. Lecture faite desquelles, a dit, qu'il auoit commandement de S. A. de remercier la Compagnie, de la bonne Iustice qui a esté faite de Salcede, & continuer comme a esté fait iusqu'à cette heure; & croire que toutes ses actions ne tendent à autre but que le bien du Roy & du Royaume. Et si aucuns poursuiuoient pour interpreter ses actions autrement, il prioit bien fort n'en croire autre chose que la verité. Auquel il a esté respondu, que la Compagnie est tres-aise du contentement qu'il en a : & s'est retiré.

Ensuit la teneur desdites lettres closes.

MESSIEURS, Encore que ie sçache tres-bien que par la loyauté de vos consciences, la Iustice soit également & équitablement renduë à vn chacun; & que ie n'ay douté qu'estant Salcede renuoyé par le Roy mon Seigneur & Frere deuant vous, il ne pouuoit eüiter le iuste chastiment qu'il meritoit : comme y estant le premier & le plus interessé : reconnoissant aussi combien par la grauité du suplice, ma iuste cause vous a esté singulierement recommandée; ie vous remercie avec toute affection, & vous dis que l'exemplaire chastiment d'une telle conspiration, fera que plusieurs autres ses semblables iront plus retenus doreshauant en l'exécution de leurs damnables entreprisse. Je vous prie tousiours, Messieurs, de me continuer vos iustes & fauorables assistances, comme à celuy qui n'a autre but ny dessein, qu'au repos, grandeur & augmentation de l'Estat de S. M. Il n'y a rien de plus fauorable en mes actions, & loyaux comportemens, que le témoignage tres asseuré, Messieurs, que vous donnerez par vos voix, non seulement sur la dignité de ma vie; ains que vous ferez iugement

de la conseruation & salut public de la France ; qui me sera tousiours aussi cherelement recommandé , que la naturelle obligation que j'ay au seruice de mon Roy , & mon deuoir me le commandent , comme en pareil ie vous offre en tres-bon cœur , mon assistance , support & faueur , tant en general , qu'en particulier , en toutes les sortes que vous pourrez le desirer , duquel ie prie Dieu , Messieurs , qu'il vous maintienne & conserue en toute prosperité. A Anuers ce 5. Nouembre 1582. signé , FRANÇOIS.

LETTRE DE MONSIEGNEVR FRERE DV ROY , A MESSIEVRS
les Officiers de la Justice , Maire & Escheuins de la Ville de
Bourges , du 27. Decembre 1583.

MESSIEVRS, M'ayant Dieu miraculeusement par sa grace & bonté , preferué & garany d'une conspiration contre ma personne , & aucuns de mes speciaux seruiteurs , par la decouuerture qui en fut le iour d'hier faite ; dont l'éuenement estoit si proche , que l'exécution en deuoit estre la nuit passée , ou cette-cy : ie vous ay bien voulu aduertir , comme ceux que ie sçay me porter beaucoup d'affection ; afin que par les bruits qui courent cy-apres , vous n'enriez en aucun doute de ma disposition & santé , qui est tres-bonne ; esperant , puis que leur dessein est decouuert par la confession de celui qui portoit les lettres & le signal dont se deuoient aider les conspirateurs , que j'auray lumiere & connoissance du reste à la confusion de mes ennemis. Et à mesure qu'il s'en decouurira dauantage , ie vous en donneray aduis. Cependant ie vous prie de louer Dieu de la grace qu'il luy a plu me faire : estimant que puis qu'il m'a preferué de tel inconuenient , c'est pour seruir à son saint nom ; d'où dépend nostre bien , repos & salut ; & lequel ie prie vous auoir , Messieurs , en sa tres sainte & digne grace. A Chasteau-Thierry le 17. Decembre 1583. signé , Vostre bon amy , FRANÇOIS.

ACTIONS DE GRACES RENDVES A DIEV PAR LA COVR,
pour la conualescence de Monsieur.

EXTRAIT DES REGISTRES DE PARLEMENT , DV SAMEDI
cinquième May 1584.

CE iourd'huy les Grande Chambre , Tournelle & de l'Edict assembleés , la Cour a receu les lettres missiues du Roy , desquelles la reueur ensuit. De par le Roy &c. Desquelles lettres lecture faite , la matiere mise en deliberation. Ladite Cour a arresté & or-

donné, que demain la Cout se trouueta dans ee Palais en la Grande Chambre avec leurs Robbes Rouges, pour aller en l'Eglise de Paris; de-là à sainte Geneuiefue, rendre graces à Dieu pour la conualefcence de Monsieur Frere vnique du Roy. Ensuit la teneur desdites lettres.

DE PAR LE ROY.

ANos amez & feaux. Comme nous auons tousiours eu vne singuliete affection de voir nostre tres cher & tres-ame Frere le Duc d'Aniou, deliuré de l'indisposition en laquelle il a esté detenu depuis quelque temps; Nous auons désiré de ne rien obmettre qui peust auancer sa conualefcence, & reconnoissāce, qu'il doit recevoir ce benefice de la main de Dieu. Nous auons écrit à l'Euesque de nostre bonne Ville de Paris, afin que Dimanche prochain il fasse faire en ielle, en la forme la plus solemnelle que faire se pourta, vne procession generale: en laquelle nous voulons, & vous mandons que vous ayez à vous trouuer en corps, pour rendre la Compagnie qui y assistera d'autant plus celebre & honorée par vostre presence, si n'y faites faute. CAR tel est nostre plaisir. DONNE' à S. Maur des Fossez le 4. iour de May 1584. Signé, HENRY. Et plus bas, DE NEUVVILLE. Et au desus, A nos amez & feaux, les Gens tenans nostre Cour de Parlement de Paris.

DV DIMANCHE VI. MAY.

CE iour Messieurs assemblez en la GrandeChambre de Parlement, reuestus tous de Robes Rouges, & chacun ayant Chaperons de mesme couleur, suiuant ce qui fut attesté le iour d'hier, & pour les eauls contenuës au registre, sont partis à huit heutes, & sont allez à pied en l'Eglise de Paris; & de-là assisté à la procession generale, faite de ladite Eglise au Monastere de sainte Geneuiefue: en laquelle a esté dit & celebré la Messe par Et estoient lesdites sieurs assis es hauts sieges des deux costez. Et n'ont esté à ladite procession les gens des Comptes, ceux des Generaux, de la Iustice, ny la Ville.

*LETTRE DE MONSEIGNEVR LE DVC D'ALENCON,
aux Lieutenans Generaux & Gouverneurs des Prouinces & Villes
de ce Royaume, pour laisser librement passer ses trou-
pes en Flandres.*

MESSIEVRS, Mes actions & comportemens ont tousiours rendu suffisant témoignage, en quelle estime & reecommandation m'a esté le repos & la conseruation de eér Estat; ayant par tous moyens recherché d'assoupir les diuisions, factions & monopoles dont

depuis vingt ans il a esté assailly, & presque, comme l'on a veu, à l'occasion d'iceux conduit iusqu'au dernier periode de sa grandeur. Toutefois nostre malheur est tel, que comme il se trouue quelques expediens pour assurer nostre repos, ceux qui ne peuuent se conseruer que par son contraire ont telle autorité & vertu, qu'avec leurs accoustumés artifices ils nous remettent au dangereux éuenement éprouvé à toutes les Monarchies du monde, quand il a fallu battre par armes le droit public. Je vous le dis, pour vous représenter que ce qui a esté fait par le passé, avec tant d'Edits si souvent réitérez, ne nous a sçeu garantir que nous ne soyons retombez en nostre premier inconuenient. Occasion, avec le desir que j'ay principalement sur toutes choses à l'accroissement de cette Couronne, qui m'a meü & inuité d'entendre aux partis qui m'ont esté mis en auant. L'exécution desquels j'ay rousiours différé, iusqu'à ce qu'ayant mis le repos entre les mains du Roy mon Seigneur & Frere, & réünny leurs volonteiz, qui, lors que ie l'entrepris, en estoient si éloignées, que iamais ie puisse par vne guerre estrangere l'assurer & affranchir entierement de tel malheur; transportant l'orage duquel, nous auons iusques icy esté combatus par ceux, qui par leurs menées & intelligences ont entrerenu iusques à present les armes & la diuision. Et d'autant que ie suis aduertcy que plusieurs veulent essayer, masquant la verité à la façon accoustumée de la déguiser, de rendre par ce moyen mes actions suspectes; qui sont neantmoins telles & si nettes, qu'elles se peuuent d'elles-mesmes garantir & desfendre contre les fausses suspicions qu'ils voudroient mettre en auant; pour & à leur maniere accoustumée, à la ruine & peril de cét Estat, entretenir leur ambition & auarice: Je vous ay voulu faire cette lettre, pour vous prier & exhorter, que mettant en consideration, comme vous deuez, ce qui touche la manurention de cét Estat; reiettant toute autre suspecte proposition, vous veüilliez bien penser & connoistre ce qui est de la conseruation d'icelle; & de croire qu'il y ait eu en moy autre intention, que ce qui vous est représenté par la premiere que j'en ay recentement faite, estant la principale cause & racine du mal ancien; auquel ceux-mesmes qui s'efforcent de le continuer, abusant du nom & autorité du Roy mon Seigneur & Frere, nous ont rousiours remis. A quoy, pour y auoir trop d'interest, ie suis resolu de m'opposer, & poursuivant l'exécution de mon entreprise sommairement deduire en ce discours, transferer les armes qui nous ont combattu, sur eux; dont nous prendrons, par le moyen d'icelle, accroissement & seureté, avec continuation du repos & tranquillité que j'ay procurée à cét Estat. A quoy si aucuns temerairement poussez du party contraire à nostre grandeur, pour y estre engagez par vn miserable gain, se veulent opposer; ie ne les puis estimer que tres-infidelles seruiteurs du Roy nostredit Seigneur & Frere, proditeurs de son Estat & nos ennemis. Sur lesquels, en vne si miserable occasion, ie

pourrois iustement tourner les armes que j'auray en main; si Dieu les abandonne tellement, qu'ils persistent en leur proditoire & damnable entreprîse. A quoy vous deuez de vostre part resister, comme bons & loyaux seruiteurs du Roy mondit Seigneur & Frere; estant resolu selon mon accoustumé deuoir, d'y employer librement ma vie, iusqu'à la derniere goutte de mon sang. Et en cette sainte & loüable resolution, ie prie Dieu qu'il vous ayt en sa sainte & digne garde. Escrit à Alençon, ce 10. May 1584.

LETTRE DE MONSIEVR LE DVC D'ALENÇON, AV ROT HENRY.
III. son Frere.

MON SEIGNEVR &c. Ie proteste deuant V. M. si elle me daigne tant honorer que de lire cette lettre, que le plus grand déplaisir qui me pourroit aduenir, seroit de contester contre elle, ou luy déplaire en quelque sorte que ce peust estre. Car depuis que ie suis au monde (ie n'en reux point de témoin que vostre souuenance) ie n'ay à rien tant aspiré qu'à vos bonnes graces. Cela seroit trop long à raconter : Car ce seroit ramener iusques aux actions de ma plus tendre ieunesse. Ie me contenteray donc pour cette heure, de vous en auoir donné le souuenir; encore que si ie me sentoiss capable de vous persuader ces veritez, ie feroiss mes derniers efforts pour vous en rafraischir la memoire. Mais, M^r. ce seroit employer du temps vainement. Car V. M. sçait bien elle-mesme que toutes mes actions & toutes mes pensées n'ont iamais eu d'autre obiet que son seruice. Ie la supplie donc tres-humblement de prendre ma deffense contre la malice de ceux, qui sous vn beau semblant, veulent preoccuper la bonté naturelle dont Dieu vous a doué; & par la force de vostre grand iugement, dont vous auez desia rendu tant de preuues, confondre ces miserables Autheurs de vostre cholere, & de nostre mes-intelligence. I'ose dire que vous n'estes pas à connoistre la sincerité de mon cœur, qui depuis le dernier traité vous a esté si ouuert, que vous ne pouuez douter de ma candeur, ny trouuer à redire en ma conduite. Car i'ay laissé en arriere, tout ce qui regardoit mes interests, pour ne m'attacher qu'aux vostres. Ce que ie vous en ramentoiss, n'est pas que i'en soiss las ny repentant. Car là où il n'y aura que de mon vtilité, ie ne la mettray iamais en compte, s'il est besoin de l'oublier tout à fait pour vous faire tres-humble seruice. Comment est-il possible cependant que ie soiss si miserable, que vous me continuiez les effets de vostre indignation ? & que vous puissiez croire que ie voulussé encourir le malheur de vostre mauuaise grace, & faire chose qui vous fit estimer que i'eussé manqué à la parole que ie vous auois donnée. Ie sçay ce que ie vous dois & ie sçay tres-bien qu'à personne du monde il ne conuient de manquer à ses promesses : ce qui
me

me fait espérer mieux de V. M. que toute autre chose que j'eusse pû lire. Car vous sçavez le traité que j'ay passé avec ceux du Pays-bas, & que c'est vne chose que ie n'ay fait sans vous en auoir aduertcy par plusieurs fois, sans ce que vous en pouuez sçauoir d'ailleurs. Mon Cousin Monsieur le Marechal de Cossé, ne partit-il pas du Plessis exprés pour vous porter les articles; & ne vous dit-il pas que ie ne les auois voulu conclure, que premier par l'un des premiers Officiers de vostre Couronne & des plus experimentez, ils ne vous eussent esté presentez, & qu'il ne les eût rapportez. C'estoit vne chose qui n'estoit pas bastie legerement. Car deuant que de vous les enuoyer, j'auois esté quinze iours durant au Conseil solennel, où estoit mon Cousin M. le Marquis d'Elbeuf, mon Cousin M. le Marechal de Cossé, & huit ou neuf personnes honorables, dont la pluspart sont de vostre Conseil, desquels j'auois pris l'aduis; afin de ne vous rien enuoyer qui en nulle sorte vous pust offenser. Et que V. M. se souuienne des permissions qu'elle m'a données, de prendre de l'argent sur mes appannages, & d'autres moyens qui à cette heure me mettent beaucoup plus en arriere, que si ie poursuiuois mon entreprise. Aussi que vous sçavez, ou pour le moins La fin auoit charge de vous le dire, que la Lettre que ie vous demandois, estoit pour conclure le traité avec ceux des Pays-bas. M. de Villeroy sçait, lors que ie luy baillay la promesse de voir V. M. que j'esperois de partir de Gascogne dans quinze iours, ou trois semaines pour le plus tard. l'y ay demeuré cinq mois: & si le susdit sieur de Villeroy sçait, que long-temps apres ie luy dis comme j'estois pressé de partir pour secourir ceux de Cambray, & que ie le priois de vous aller trouver, pour vous supplier que dedans trois semaines il vous plust enuoyer mon Oncle M. le Duc de Montpensier, ou quelque autre, pour acheuer l'exécution. le luy discours bien amplement des raisons qui me contraignoient de faire telle instance. Ce que ie m'assure qu'il vous a beaucoup mieux représenté, que ie ne le vous pourrois écrire. Ce qui me gardera de vous dire sur cela autre chose, sinon qu'au lieu des trois semaines, il a demeuré trois mois entiers; & iamais depuis ie n'ay eu aucune responce sur l'instance que ie vous auois faite de mon départ. Ce que ie croy que ie n'eusse eu sans mon retour. Pour lequel neantmoins V. M. a veu qu'il ne s'est rien alteré: mais au contraire toutes choses ont suivi leur fil; si bien que j'espere qu'il en ensuiura vne paix pour tous vos suiets; pourueu qu'il vous plaise faire promptement pouruoir aux choses que j'ay discoursés particulièrement à la Reine ma Mere, qui m'en gardera de vous en enuoyer dauantage. Ce sont choses qui vous donnent la Paix; & n'incommodent ny vous, ny vos affaires. Ce qui ne meurt que l'on vous fasse trouuer si mauuais que ie continué à poursuiure de toutes mes forces, le secours de ceux à qui j'ay baillé ma foy; & à qui d'ailleurs j'ay tant d'obligation, que ie ne feray difficulté de hazarder mille vies, si autant i'en pouuois auoir, pour leur donner ce qui

leur est necessaire. Dequoy en conscience (& pardonnez moy si ie parle trop librement) ie croy que m'en estimez dauantage. Et quant à moy, si i'en auois manqué (ie vous le dis librement) ie ne me voudrois iamais montrer deuant la face de V. M. Je commets trop grande erreur de vous en dire tant, iel'aduouë; car la Reine ma Mere a entendu mes raisons: & qui aime mon honneur, sçaura & deura trop mieux prendre ma deffence que moy. Mais deuant que finir, ie ne vous puis celer que i'ay sçeu qu'en vostre Cour, & en vostre table, l'on tient des propos de moy & de tout ce qui est avec moy, si estranges, qu'il n'est possible de plus. Ce qui me contraind de vous dire, que rien au monde ne me pourroit plus desesperer, que de voir que l'on me voulut en nulle façon mépriser; pour ressentir tres-bien en moy que ie ne le merite; & que ie sçauray tousiours faire connoistre & sentir à ceux qui feront semblant d'en douter: M'assurant que c'est chose qui est contre vostre volonté. L'auois, lors que i'ay mis la main à la plume, resolu de ne vous en rien mander. Mais quand il m'est souuenu des assurances que par plusieurs fois vous m'auiez données de vos bonnes graces, & des commandemens que vous m'auiez faits de ne vous rien celer: ie me suis promis que vous n'auriez à déplaisir que ie vous en parle de cette façon; comme celuy du monde, de qui ie desireray tousiours plus estre honoré des bonnes graces.

*DIVERSES PARTICVLARITEZ DE LA MAUVAISE
humeur de M. d'Alençon, & de sa mort: & du renouuellement de la Li-
gue, à quoy la Reine Catherine contribua beaucoup.
Pratiques & menées iusques à la mort de ladite Reine, causée de despit
de la mort des Guises.*

MONSIEVR despesechoit M. du Vair pour faire venir Simier & le Baron de Viteaux, sous pretexte de les mettre d'accord avec Feruagues: & toutesfois estans à Paris, ils faillirent d'estre assassinéz vn soir en la rue de la Huchette; & s'estans apperceus de la trahison, non seulement ne voulurent point aller, mais ils furent cause que M. du Vair ne voulut plus retourner au seruice de Monsieur. A quoy l'arriuée de Chanuallon seruit aussi de beaucoup; luy ayant descouuert tout le pot au roses dece qui s'estoit passé.

Querelle de S. Luc avec vn Escrimeur, pour s'en deffaire, aussi interrompue par les seruiteurs du Prince d'Orange.

Querelle procurée entre Creue-cœur & pour s'en deffaire aussi; mais estans aduertis du dessein par M. du Vair, & ayans pris resolution d'estre amis, nonobstant tous rapports qu'ils pourroient auoir; se trouuans au leuer de Monsieur, apres auoir escouté beaucoup de rapports qu'on leur faisoit à l'vn & à l'autre sous main; l'vn

d'eux s'en va droit à l'autre dire, qu'en despit de qui que ce fust, il vouloit estre son amy, quoy qu'on luy sceust dire en presence de Monsieur, dont il y en eut bien de penaux.

Retour de Monsieur en France. M. du Vair le saluë. On luy reproche à quel jeu on l'auoit perdu. Il s'excuse sur sa maladie, sur la mort de sa mere, & sur l'exercice de la vacation qu'il auoit entreprisle au Palais.

Retour de Monsieur en France. Sa mort inopinée dans peu de jours ; ayant couché avec la
qui luy fit sentir vn bouquet empoisonné.

Suict de renououeller la ligue voyant le Roy sans successeur. La Reine mere s'en rend la premiere, sur l'aduis du Medecin Miron, qui disoit que le Roy ne pouuoit plus durer vn an sans estre fol tout à fait : dont s'estant ouuert à M. de Guise, & venu aux oreilles du Roy, Miron fut chassé honteusement.

La Reine desseignoit de faire tomber la Couronne entre les mains des enfans de sa fille de Lorraine, puisque le Roy de Nauarre estoit Huguenot, & le Cardinal de Bourbon vieil. Et M. de Guise n'y estoit employé que comme seruiteur de M. de Lorraine : Car on ne pensoit pas faire le morceau pour luy.

Alors tous les premiers Officiers de la Couronne, creatures de la Reine, furent d'intelligence avec M. de Guise.

Lequel se fortifie en sorte, qu'il entreprend premierement sous pretexte du bien public. Sur le suict des Edits & subsides, se font les concessions blanches par toute la France.

Diuerfés entreprises sur la personne du Roy, & vne entre autres, de l'enleuer dans l'Eglise des Capucins, se seruir de son nom pour des Edits à leur fantaisie, & le tenir comme prisonnier : luy donnant neantmoins de quoy se diuertir en toutes façons, tant qu'il voudroit, & prendre tous les autres plaisirs, sans oüir parler d'affaires.

Quelque temps apres, comme le Roy bransloit au manche, de prendre la protection des Estats de Flandre ; l'Ambassadeur Dom Bernardin Mendoza, qui estoit près du Roy, somme M. de Guise de broüiller, suiuant ses promesses, pour rompre ce coup : autrement menace de declarer au Roy toute sa menée, & luy mettre en main les signatures qu'il auoit de luy, & de tant d'autres.

On se precipite à la guerre des Princes, appaisée à Meaux.

On fait vn manifeste contre les mignons, dressé par M. de Roiffi, chassé de la Cour pour s'estre voulu ingerer de mettre d'accord la Reine mere avec le Roy, qui distinguoit les fautes Royales, qui se punissoient en la Royauté ; & les humaines, qui ne se punissoient que sur les personnes des Rois, par maladie ou autrement.

Monsieur de Lion arriuant, on s'aduise de r'habiller le manifeste, & de prendre vn plus specieux pretexte de la Religion.

On fait les barricades.

M. de Guise retiré à Rheims.

M. de Bellieure enuoyé vers luy, pour luy faire entendre de se bien garder de venir à la Cour.

Parle à la Reine Mere auant que partir : laquelle sçachant la creance que le Roy luy auoit baillée, luy dit au contraire qu'il faut qu'il vienne ; autrement le Roy est si en colere, qu'un monde de gens d'importance sont perdus. Qu'il le luy doit persuader, ou au moins ne l'en dissuader pas : afin que venant, toutes choses se r'habillent, & que le Roy oublie le passé.

Et de fait il expose sa creance si froidement, que l'autre qui estoit rappellé à toute heure par ses amis, qui luy reprochoient qu'il les abandonnoit, ce en un besoin M. de Bellieure s'estoit laissé entendre des discours de la Reine, se resour de venir, & vient descendre chez la Reine, laquelle le mene aux Thuilleries vers le Roy &c. Matthieu. M. de Guise estoit venu luy huitiesme ; mais il auoit enuoyé deuant grand nombre de Capitaines qui s'estoient logez en diuers quartiers de Paris, pour y estre les plus forts.

Mort de la Reine d'Escoffe. Funerailles solempnelles qu'on luy fait apprestre à nostre Dame, où le Roy vouloit assister. Entreprise d'y tuer le Roy, & tous les Princes qui y deuoient estre, par grande troupe de ligueurs armez qui se deuoient saisir des trois portes de l'Eglise. On le communique à M. du Mayne, qui le trouue bon ; pourueu que ceux de Lorraine n'y fussent mellez. On luy demande neantmoins qu'ils commencent, pour les y embarquer. Et luy voyant qu'ils s'y roidissent, leur dit qu'il n'en falloit donc plus parler.

M. de Bellieure congedié par le Roy avec un billet, & relegué en sa maison, où il demeure cinq ans, & plus.

Les Estats de Blois. L'exécution de M. de Guise.

La Reine mere estoit malade des gouttes. Le Roy la va voir au liect, & luy dit qu'il venoit de faire un coup de Roy, qui le feroit viure en Roy pour l'aduenir. Et luy ayant fait ce discours, la Reine luy demanda s'il auoit une armée prestee de 20000. hommes pour faire la loy à un chacun : qu'autrement il aubir sur les bras la plus grande affaire qu'il eust iamais eüe.

Le Roy auoit une armée en Poictou sous la conduite de M. de Neuers contre les Huguenots, & vouloit enuoyer quelqu'un pour faire paix outreue avec ceux de la Religion, & la faire reuenir pour se fortifier : mais il en fust dissuadé par disant qu'il sembloit qu'il de-
retournaست contre les Catholiques, les armes destinées contre les Huguenots.

Et se resolut d'enuoyer trois ou quatre cens hommes de ses gardes qu'il auoit près de sa personne (en quoy il se mettoit au hazard d'estre attrapé sans verd dans Blois, où il estoit demeuré tout seul) vers ceux

d'Orleans qui s'estoient reuoltez contre la Citadelle ; lesquels voyant vn si petit secours, forcerent la Citadelle, & ouurirent la porte à la reuolte de tant de villes, qui n'attendoient que de voir le succez de l'entreprise de ceux d'Orleans.

Que si le Roy y fust allé en personne, avec toutes les forces qu'il eust pû ramasser ; il en venoit à bout facilement, & eust empesché Paris, & les autres villes de passer plus ouure.

Tant y a que la Reine Mere mourut de regret de ce coup, ou autrement, peu de iours apres M. de Guise tué.





EXTRAIT D'VN IOVRNAL
FAIT PAR M. LE DVC DE NEVERS,
PENDANT LES ESTATS TENVS A BLOIS,
és années 1576. & 1577.

NOUS n'avons peu recouvrer l'original du Discours que M. de Nevers avoit fait de tout ce qui s'estoit passé pendant les premiers Estats de Blois. Mais l'extraict que nous en donnons fait voir assez clairement, quelle estoit l'intention de la Cour dans cette assemblée, & quelle estoit celle des Ligueurs. Henry III. qui véritablement estoit un grand Prince & un grand esprit, confondit par sa prudence & par sa moderation, les desseins de tous ses ennemis de l'une & de l'autre Religion. Il rendit M. son frere si odieux aux Huguenots, par les Declarations qu'il luy fit faire contre eux, qu'il le mit en estat de ne pouvoir jamais faire de party considerable. Il reçaigna l'affection du Roy de Navarre & de tous les Religioneux, en se declarant contre la guerre civile, & se manqua cette grande machine de la Ligue, en descourant les ressorts, les artífices, & les subtils apparences dont se servoient ceux qui la produisoient au peuple, comme la seule ressource qui luy restoit dans la confusion generale des affaires.



L'ARRIVAY le Dimanche au soir, deuxiesme Decembre 1576. à Blois, pensant que les Estats se tinssent le Lundy 3. Mars. Mais les choses n'estant pas preparées, l'on en remit l'ouverture au lundy 6.

Le Dimanche le Roy tint vn petit Conseil, où estoient les Reines, sa mere & sa femme, Monsieur, & Messieurs les Cardinaux de Bourbon, Montpensier, Chancelier, Chaigny, grand Aumosnier, pour voir comme il auroit à se gouverner, pour faire qu'il n'y eust qu'une Religion en son Royaume. Et tint expressement ledit Conseil ce jour-là, afin de commencer une si sainte œuvre, avant qu'aucune Prouince fust arriüée en la Cour, de peur que l'on ne dist que ce fussent esté eux qui l'eussent incité à telle loüable entreprise. Où là fut resolu, que suivant la requeste que les trois assemblées luy feroient, de luy permettre qu'il n'y eust qu'une Religion en son Royaume, qu'il l'accepteroit.

Le Lundy 3. estant allé le matin chez le Roy, ie trouuay qu'il parloit de cette affaire. Et parce qu'il scauoit assez mon sentiment, il me communiqua sa deliberation, m'en demandant mon aduis, qui fut conforme ausien; mais qu'il falloit bien considerer comme l'on autoit

à s'y conduire, pour ne pas precipiter vn dernier remede, à l'extremité de la maladie dont le Royaume estoit trauillé. En suite de ce, il fut parlé des associations qui se faisoient par les Prouinces, & de la sorte qu'il s'y falloit gouverner pour en tirer du fruit.

Quand tout fut assez debattu, ie dis à S.M. pour conclusion, qu'il ne falloit pas penser d'executer aucune deliberation, si elle ne se resoluoit d'entretenir Monsieur son frere en amitié avec elle. Car outre que cela rendoit les Huguenots foibles, elle seroit cause que plusieurs seroient au seruice de sa Maiesté. Ce qui fit la demeurer pensue. Et lors elle me dit, l'ay beaucoup de bonne volonté pour luy M. le Chancelier dit, que M. n'auoit iamais monstré tant d'affection pour sa Maiesté qu'il faisoit. Ce que ie trouuay fort bon, sçachant que les meschans ne cesseroient de troubler cette bonne intelligence. Le Roy dit que de son costé il ne donneroient aucune occasion à Monsieur son frere de se mescontenter. Et sur ce le Conseil fut acheué; prenant sa Maiesté sur elle d'acheminer vne affaire de si grande importance.

Le Mercredy douziesme Decembre le Roy m'a dit, que le Baron de Senecey, esleu de la noblesse pour porter la parole, ne vouloit pas conclure a ce qu'il n'y eust qu'une seule Religion: disant qu'il ne falloit point entrer en guerre. Ce qu'il trouua fort estrange. Le luy dis qu'il falloit parler à luy pour le gagner, & mander le pere pour le gagner aussi. Il me dit que le pere le conseilloit à cela. Le luy dis qu'il falloit essayer tous moyens, & l'y faire resoudre par amitié ou autrement. Ce qu'il trouua bon de faire.

Du quatorziesme Decembre, fut dressé par la Reine la forme des propos que le Baron de Senecey deuoit dire touchant la Religion: & le Roy à la Messe le vit, & y corrigea ces mots: la plus saine & meilleure partie du Royaume, c'est à dire ceux de la Religion Romaine.

Ie gagnay les deputez du Lionnois le matin, pour y mettre vne seule Religion.

Le dix-neufiesme Decembre, le Roy m'enuoya querir le matin, & me monstra vne exhortation qu'il faisoit aux depputez, pour faire tenir bon pour la Religion Catholique.

Le Roy rabroüa Monsieur, pour auoir dit qu'il falloit essayer de prendre la Charité: disant qu'il falloit prendre garde que cela ne nous amenast à la guerre.

Le vingt-deuxiesme Decembre apres dîné, le Roy, la Reine sa mere, la Reine sa femme, monsieur, les Cardinaux de Bourbon & de Guise, messieurs de Montpensier, Prince Dauphin, Ducs de Guise & du Maine, messieurs de Chauigny & de Chiuerny, & moy avec monsieur de Saune Secretaire d'Estat, declara sa volonté sur la declaration qu'il vouloit que l'on fist par tout son Royaume, & qu'il vouloit qu'il n'y eust qu'une seule Religion. Et fut traité de la force de la France; & resolu que ce seroit pour six mois seulement, sans toucher à l'arriereban;

& qu'il seroit nommé au Roy trois Capitaines, & qu'il en choisiroit vn.

Fut resolu que Monsieur feroit vne harangue au Roy en pleins Estats, pour l'asseurer qu'il luy obeïroit, & employeroit savié pour l'exécution de son commandement: & de mesme tous les Princes en feroient autant.

La Reine mere a dit, qu'elle est resoluë de ne permettre qu'une religion: & qu'il n'y aura qu'une difficulté, qu'elle puisse empêcher de passer outre.

Le vingt-quatriesme Decembre, au Conseil du Cabinet de la Reine, le Roy declara sa volonté: qu'il ne vouloit plus qu'il y eust deux Religions en France, & qu'il ne pouvoit aller contre son premier serment fait au sacre. Qu'il auoit fait l'Edict par force, pensant qu'il deust auoir la paix. Que voyant le contraire, & estant requis par les Estats, & que tous Princes en faisoient ainsi dans leurs pays; le Marechal de Cossé fut d'opinion que l'on ne parlât si librement au Roy de Nauarre, de peur de l'aigrir. Ce que le Roy ne trouua bon, & fut resolu d'y enuoyer Biron.

Le vingt-sixiesme Decembre, fut resolu que le grand Aumosnier feroit vne declaration des occasions qui auoient esmeu le Roy, à ne vouloir qu'une Religion en son Royaume: & ce sur l'aduertissement que ie luy en donnay.

La Reine dit, qu'elle auoit fait la paix en esperance que voyant son fils aagé de vingt-cinq ans, qu'elle le suppleroit de ne permettre qu'une Religion en son Royaume.

Le mesme iour le Marechal de Cossé opina le premier, pour sçauoir si l'on enuoyeroit dire ouuertement au Roy de Nauarre la resolution du Roy d'une Religion. Et fut d'opinion que non. Le Roy au contraire, & tous les autres, la Reine, les Cardinaux de Bourbon & de Guise, Chancelier, Biron, & moy.

Le vingt-neufiesme Decembre, le Roy a esté fasché du propos que M. de Bellieure tint hier à la Reine mere: disant qu'elle deuoit bien auiser à vne clause, que le Roy auoit fait mettre dans l'Instruction de M. de Biron pour le Roy de Nauarre, qui porte, qu'à cause du serment solennel que sa Maïesté auoit fait au sacre, d'oster l'heresie de son Royaume; qu'il ne pouvoit faire autre serment au preiudice d'iceluy: & tant plus, qu'il sçauoit estre contre sa volonté, à l'imitation des Rois ses predecesseurs. Car par là sa Maïesté venoit à fermer la porte à toutes capitulations qu'il pourroit faire cy-apres; mesme aux traitez qu'il peut faire avec les Princes Estrangers. Et pour ce auoit dit à Messieurs le Chancelier, & Chiuerny, qu'il vouloit faire vne declaration deuant tout le Conseil, comme il auoit fait telle resolution, de ne permettre autre exercice que de la Religion Catholique; selon qu'il l'auoit iuré à son sacre deuant le Corps de Iesus-Christ, qu'il prit sur l'heure, & deuant Monsieur, le Roy de Nauarre & toute la Cour: & qu'il declareroit que ce qu'il auoit fait à ce dernier Edict de pacification, auoit esté seule-

ment

ment pour l'avoir son frere, & chasser les Reistres & les forces estrangeres hors de son Royaume. Que c'estoit sa derniere resolution. Qu'il ne vouloit sur ce aucun aduis Qu'il esperoit que Dieu l'aideroit. Que les bons fuient le serviroient, & qu'il osteroit le courage à ceux qui avoient nagé entre deux eaux, de tenir plus ce chemin-là. Cette resolution fut louée, & sa Maïesté aussi, de tous ceux de son Conseil. Mess. les Cardinaux de Bourbon & de Guise, Duc de Guise, d'Vzez, Chancelier, Marechal de Cossé, Chauigny, Moruillier, Limoges, Chiurny, Bellieure, Maugiron, Suze, saint Supplice, Biron, President Nicolay, & moy. Apres la Reine confirma cette resolution, & le fit aussi Monsieur par mon Conseil, disant qu'il employeroit sa vie & ses biens, pour servir en vne si sainte entreprise.

Le vingt-quatriesme 1576. le Roy s'est estonné des aduis de Montpensier, & de Guise, pour estre courts. Mais ils les ont ainsi faits, de peur que le Roy ne les monstraist aux Huguenots, comme M. de Guise l'a dit à ma femme.

Le Comte du Villec, qui commande en Auignon, a intelligence avec Danuille, & tient cette ville-là à sa deuotion. Le Cardinal d'Armagnac s'y laisse aller aussi. Ce Comte est porté par le Nepueu du Pape, que l'on dit coucher avec sa femme, & desire le tenir loing. Neantmoins il le faudroit oster, Chiurny me l'a dit.

Le douziesme Januier, la Reine se courrouça contre Mirambeau : & dit que le Roy, elle & Monsieur, qui estoient là, avoient deliberé de ne plus permettre qu'une Religion en France.

Le treiziesme Januier, le Roy a dit qu'il ne vouloit plus entendre à aucune paix, où il s'agist de la Religion tant soit peu ; & qu'il ne se repentoit pas de l'avoir dit.

La Reine au iardin, avec M. de Villequier & moy, a dit qu'elle se repentoit d'avoir donné aduis au Roy de cette resolution. Car elle pense que l'on jettera le tort sur ceux qui l'auront conseillé ; & qu'il ne devoit pas si tost faire vne telle declaration, à sçavoir, qu'il vouloit bien qu'on creut qu'il ne se peust obliger à aucune promesse qui soit contraire à celle qu'il avoit faite à son Sacre.

Le quinziesme Januier le Roy se facha contre la Reine, sur les Conseillers qu'il veut enuoyer au Roy de Navarre, sçavoir, Limoges, Bellieure, Valance, & Foix : d'autant qu'elle les soustenoit, pour avoir esté avec eux faire la paix derniere : & la Reine se facha contre Monsieur, parce qu'il soustenoit le Roy contre elle.

Le Roy le matin donna charge à Villequier le Jeune, present Chiurny, de parler à la Reine pour l'appaiser.

Le dix-neufiesme Januier, la Reine pleura en son Cabinet, se plaignant avec la Reine sa fille, des trois qui avoient conseillé au Roy de faire la guerre.

Le dix-neufiesme Januier, la Reine a dit au Roy, present Chiurny,

qui me l'a dit, que Bellicure auoit escrit en Suisse en faueur des Huguenots.

Le vingt-deuxiesme Ianuier, la Reine se plaignit à moy, que le Roy ne trouuoit pas bon que l'on luy parle d'auoir perfonne. Elle me dit aussi qu'elle n'ose rien faire à part, & qu'il le trouue mauuais. Que le Roy François premier apres auoit eloigné le Connestable, voulut ouurir les paquets & faire tout de luy mesme, mais que tout demeura dont il se fâcha, & prit l'Admiral d'Annebault, & le Cardinal de Lorraine. Elle me dit, que ie voyois bien qu'elle ne peut pas tout ce qu'elle vouloit.

Le vingt-quatre Ianuier, le Roy a dit, que la Reine sa mere est trop facile. Mais qu'il la fera refoudre; & qu'elle declarera ne vouloir qu'une Religion.

Loignac dit au Roy, dix iours apres, qu'il auoit dix hommes qui tueroient le Roy de Nauarre. La Reine dit qu'il falloit seulement le prendre.

La Betge a esté despesché pour pratiquer le Vicomte de Turenne. Car l'on pensoit qu'il se deust ranger du costé du Roy. Mais il n'en a rien fait.

Le Roy voyant qu'il ne pouuoit auoir de ses Estats, vn secours tel qu'il desiroit; apres auoir proposé en son Conseil le peu de moyens qu'il auoit de faire la guerre; delibera d'auiser aux expediens qu'il y auroit, pour demander secours aux Estats. Ils firent vne assemblée l'apredisnée, où estoient les Reines sa mere & sa femme, les Cardinaux de Bourbon & d'Est, le Chancelier, le Marechal de Cossé, Moruillier, Lansac, Limoges, Chiuerny, grand Aumosnier, Bellicure, & Nicolay premier President des Comptes; & Villeroy Secretaire d'Estat, qui recueilloit les opinions.

La proposition faite, chacun opina sans ordre. l'arriuy lors qu'il n'y auoit plus que moy à opiner, Limoges, le Chancelier & les deux Cardinaux: si bien que ie ne peüs ouïr que les deux opinions sudes, auant qu'il me fallut opiner. Dequoy le Roy se fâcha. Mais la Reine sa mere luy dit, qu'il fist opiner tous les autres qui restoient à opiner: me voulant excuser, pour ce que ie n'auois ouï ny la proposition, ny les aduis de Messieurs. Le Roy persista: & il me dit que i'en scauois assez. Sur ce, ie parlay en ces termes.

Sire, ie regrette infiniment le piteux estat auquel seront vos affaires, si vous estes contraint par vos suiets, mesme Catholiques, pour entretenir la foy & la Religion Catholique, de faire vne guerre si dommageable à vostre Royaume, & avec si peu de moyens. Toutefois puisque c'est vne chose qui concerne vostre seruice & le bien de ce Royaume, que de maintenir la belle & la sainte declaration que vous fistes l'autre iour, & la Reine vostre Mere, de ne vouloir plus en vostre Royaume que la Religion Catholique, i'estime qu'il faut aussi que tous ceux qui vous seront affectionnez seruiteurs & suiets, s'y employent iusques à la der-

niere goutte de leur sang: comme de ma part ie suis deliberé de faire.

Ledit Due de Nevers offrit au Roy deux millions sur la Forest de Senonches, item dix mil escus de rente qu'il auoit en terres dans la Flandres, & en d'autres obligées à Schombert pour quatre millions, qu'il s'offrit de retirer, pour bailler à quelque Prince Allemand afin d'amener en France six mille Lansquenets. Il excita la Noblesse à l'imitation de ses predecesseurs, qui alloient si librement en la guerre sainte contre les infidelles. Que c'estoit la mesme chose contre les Huguenots, estant question du seruice de Dieu & de la Religion, conclud ainsi.

A cette cause, Sire, ie suis d'adujs que la Noblesse ayde à cette tant sainte entreprise sans prendre garde qu'elle y hazarde la vie, & les moyens, plus que nuls autres des deux autres ordres, mais non pas que l'on donne vn seul liard à V. M. Sire, (& ie vous supplie de me pardonner si i'en parle ainsi) mais à l'imitation de vos predecesseurs qu'on fasse vne offrande à Dieu, pour estre employée à son honneur & seruice, & pour ce, qu'on establisce vn tronc aux Eglises, auquel toute la Noblesse aye à faire vne offrande au saint Sacrement de l'Hostel, pour estre employée au payement de la Gendarmerie, selon qu'il sera aduisé.

Le 25. Ianuier le matin, la Reine enuoya Villequier au Roy, luy dire qu'elle estoit resoluë à vne seule Religion. Le Roy luy renuoya dire qu'il estoit bien aisé qu'elle estoit si bien disposée: qu'il estoit resolu de mesme. Monsieur de Chiuerny me l'a dit.

Le 26. Ianuier le Roy resolut que Monsieur le Cardinal de Bourbon, Prince Dauphin, Chancelier, Cosé, Moruillier, & moy allassions vers le Clergé, la Noblesse & le tiers Estat, pour leur demander aide en cette occasion; sçauoir à l'Eglise douze millions, en six mois. Apres deux millions par mois: à la Noblesse en general, & à tous Estats deux millions de liures. Ce que nous fismes, excepté le Prince Dauphin qui s'en alla sans y vouloir venir. Et apres que Monsieur le Cardinal eust dit que le Roy nous auoit enuoyés-là pour les raisons qu'il entendoient de Monsieur le Chancelier, ledit sieur Chancelier declara la volonté du Roy aux trois Ordres, & les pria de les aider en vne si bonne & si sainte resolution, de ne vouloir qu'une Religion: & apres luy ledit sieur Cardinal fit vne petite exhortation à tous les trois ordres séparément, leur remonstrant le deuoir de bon Chrestien, & de bon suiet du Roy & amateur de la Patrie.

Les trois Ordres firent vne mesme responce, qu'ils y aduiferoient le lendemain.

Le 27. Ianuier le Roy commença à porter des pendans d'oreille: qu'il n'auoit pas fait il y auoit plusieurs mois.

Le 7. Fevrier la Reine proposa d'enuoyer l'Abbé Guadagne vers le Roy de Fez, pour auoir deux millions d'or de vingt, ou vingt-cinq qu'il a, & elle espere d'en auoir responce dans deux mois, comme aussi pour établir quelque trafic de trois ou quatre millions par an en ce Royaume.

Le 8. Feurier, il a esté proposé de faire vne trêue pour vn mois : mais le Roy a dit qu'il feroit comme le Turc, avec lequel il n'y a point de seureté pour les trêues.

La Reine a dit que le Roy auoit trop tost fait sa declaration pour le fait de la Religion. Le Roy a dit qu'il estoit vray : mais qu'il falloit bien que les Estats la sceussent, & qu'il ne changera iamais : & puis que le Roy de Nauarre dit qu'il doit plustost obeïr à Dieu qu'aux hommes, ainsi le veut-il faire.

Le Roy a declaré hardiment qu'il ne vouloit qu'une Religion : & a dit à Monsieur le Chancelier, & à moy, N'ay ie pas parlé bien clair ? parlant du fait de la Religion.

La Reine a dit qu'il falloit que le Roy prist cette resolution touchant la Religion, afin que s'il s'en trouuoit mal, il ne se plaignit que de luy.

Le 9. Fevrier le Roy me dit, & à Monsieur le Chancelier, S'il n'auoit pas bien parlé hier, & qu'il attendoit que quelqu'un l'en louast.

Après disné Conseil. La Reine mit en auant de permettre quelque Religion en attendant le Concile general. Ce qui fut reietté : le Cardinal de Bourbon dit qu'il ne le falloit pas. Qu'il y auoit plus d'interest que nul autre, pour y auoir deux nepueux, mais qu'il leur seruiroit de bourreau s'ils estoient Huguenots & rebelles.

Le 11. Fevrier Chemeraut m'a dit, que ceux d'Agen luy auoient offert de prendre le Roy de Nauarre en Decembre dernier, si le Roy l'eust voulu : & qu'il le luy dit, & à la Reine aussi, mais qu'ils ne le voulurent pas.

Le Roy a dit à la Messe au Cardinal de Bourbon, que Messieurs de Lion & d'Ambrun pensoient auoir tout fait, mais qu'ils en estoient bien loin, puis qu'ils auoient baillé leur cahier : & que maintenant la Reine & luy tenoient les Cardinaux, pour faire ce que bon leur sembleroit : comme se moquant de ce qu'ils auoient fait, apres s'estre partialisez pour luy & selon sa volonté.

Le 13. Feurier le Baron de Magnac m'a dit, que le Roy a dit aux deputez du Roy de Nauarre, qu'il ne vouloit qu'une Religion en son Royaume.

Le 15. Feurier le Roy a dit aux Cardinaux de Bourbon, & d'Est, que de Vienne auoit esté gagné de la Reine pour parler pour le Roy de Nauarre, & leur a promis de tenir bon pour le fait de la Religion.

Le 17. Fevrier le Roy a dit à Monsieur de Villeclerc, sur la venue de Richelieu, qu'il ne vouloit qu'une Religion en France, quand tout deuiroit se perdre : & combien il estoit combattu par ceux qui estoient près de luy. Mais qu'il persisteroit.

Le Roy m'a dit qu'il fera que Montpensier parlera tout haut en sa response & que chacun de nous en dira son opinion.

Le Roy me dit qu'il vouloit aller trouuer la Reine sa Mere, de peur qu'elle ne pensast qu'il parlait à part à aucuns. Le luy dis que tandis qu'il ne mettra pas la Reine de son costé, il ne fera chose qui vaille. Lors il

haussa les épaules & partit.

Le 18. Feurier Monsieur le Cardinal de Guise m'a dit, que Chiuerny auoit esté tancé par la Reine pour ce qu'il tient ferme pour la Religion Catholique : & dit que Vetus luy auoit dit, & qu'Ausonuille luy auoit dit, qui estoit au cabinet de la Reine quand elle le menaçoit.

La Reine dit auant-hier au Cardinal de Bourbon, qu'il ne falloit pas qu'il persuadast au Roy d'estre aussi deuotieux qu'il estoit en Aignon, où il ne bougeoit d'auec les Iesuites : & ce sur le suiet des Comedies, qu'elle vouloit faire ioüer en Carefme, ce que ledit Cardinal ne trouuoit pas bon.

Le vingt-huict & dernier Fevrier. Monsieur de Montpensier estant arriué hier, fit entendre aux trois Estats qu'il vouloit les aller trouuer, pour parler à eux tout ensemble. Mais le lieu estant trop petit, l'on delibera qu'il parleroit à l'Eglise, puis à la Noblesse, & puis au tiers Estat. Il dit qu'il estoit necessaire d'auoir la paix. Qu'il s'asseuroit que le Roy de Nauarre retrancheroit plusieurs articles de l'Edict de pacification, pourueu que l'on ne l'abbolist du tout. La responce des Estats fut qu'ils ne pouuoient rien changer de leur resolution. Qu'ils trouuoient fort estrange que Monsieur de Montpensier allast deuers eux pour leur persuader de permettre la Religion Huguenotte, luy qui faisoit tant le Catholique.

Le matin le Roy delibera de commencer à respondre aux articles des deputez, & assembla en la presence de la Reine sa Mere & de Monsieur, Messieurs les Cardinaux de Bourbon, de Guise & d'Est, Messieurs de Montpensier, Prince Dauphin, de Guise, du Maine, Marechal de Cossé, Biron, Moruillier, d'Elcars, Chiuerny, Bellicure, Rostaing, President Nicolay, & le Procureur General à Paris, & moy. Monsieur de Lansac y vint tard, qui n'opina pas, & les quatre Secretaires d'Estat. Là il ordonna que le Procureur General qui auoit confronté les trois cahiers des deputez seroit commis pour faire vne seule responce à ceux qui liroient son extraict, & que trois Secretaires tiendroient chacun vn des trois cahiers : & le quatrième écriroit la resolution, que l'on prendroit. Ce qui fut fait. Le Procureur General commença par le cahier de l'Eglise, & dit, qu'ils desiroient vne seule Religion. A quoy les deux autres Ordres estoient conformes. Lors Villeroy qui auoit le cahier de l'Eglise, leut l'article, & celui qui portoit que les mariez, & les non mariez, sans dispence du Pape, fussent contraints de demeurer en leurs maisons, ou de vuidier le Royaume, & declarez incapables de succeder ; à quoy les deux autres ordres estoient conformes. Le Roy voulut sur cet article auoir l'opinion de l'assemblée, pour en ordonner : & il commanda à son Procureur General d'en opiner, comme il fit, & conclud que cela dépendoit de sa volonté. Mais le Roy voulut qu'il dist son opinion. Elle fut, que pour le peu de moyen qu'il auoit de faire la guerre, & d'executer sa resolution ; il estoit d'aduis de remettre cet

article pour vne autre fois.

Le President Nicolay voulut s'en remettre au Roy, comme l'autre. Mais il fut pressé de dire son aduis: tous les autres de mesme; & nul depuis ne remit au Roy d'en ordonner.

Morouillier dit, qu'il estoit de l'Estat de l'Eglise, & qu'il luy feroit mal de parler contre; mais qu'il voyoit bien que c'estoit vne chose que le Roy ne pouuoit faire: & pour cela il fut d'aduis de mettre sur ledit article, que le Roy aduifera par tous les meilleurs moyens, de reduire ses suiets à vne Religion, & maintenir la paix en son Royaume.

Les Marechaux de Cossé & de Biron, soustenans leur opinion, dirent que l'Empereur Charles l'auoit fait, touchant *l'Interim*; & que depuis quinze ans le Roy n'auoit peu remettre la Religion comme il auoit désiré, & qu'elle ne se pouuoit oster par les armes.

Le Chancelier, en peu, dit qu'il estoit d'aduis que l'on mist audit article, Que le Roy desire qu'il n'y ait plus qu'une Religion en son Royaume; & pour ce, qu'il falloit aduifer de tous les meilleurs moyens de l'y establir.

Monsieur Dumaine dit..... apres lequel ie dis mon aduis, que ie diray cy-apres plus amplement.

Monsieur de Guise opina.

Messieurs les Cardinaux furent d'un mesme aduis, de ne vouloir qu'une seule religion, & principalement le Cardinal de Bourbon. Il opina neantmoins apres Montpensier, & dit qu'il ne se falloit pas arrester aux forces humaines; car Dieu donneroit du cœur & de la force à ceux qui combattoient contre ses ennemis. Il opina fort bien. Le Prince Dauphin dit assez mal à propos, que tout Catholique deuoit désirer qu'il n'y eust qu'une religion; & pour cela qu'il estoit d'aduis que l'on fust la paix.

Monsieur de Montpensier dit, qu'il estoit Catholique, & qu'il auoit deliberé de mourir en cette religion. Mais qu'il conseilloit de faire la paix; pour ce qu'il n'y auoit ny argent ny hommes: & qu'il estoit plus expedient de contenter les Huguenots de quelque chose; puis qu'il n'y auoit pas moyen de faire autrement.

Monsieur dit, que pour le peu d'experience qu'il auoit, il n'auoit point d'aduis à donner; mais puis que l'on auoit tant pensé à cette resolution de ne vouloir qu'une seule religion, il ne pouuoit pas conseiller de la changer.

Ie diray maintenant la mienne; parce que le Roy la continua, & la Reine aussi. Ie dis donc, Sire, Dieu vous a institué Roy pour maintenir & agrandir la Religion, & pour rendre Iustice à chacun. Cela fait que vous estes responsable deuant luy du deuoir que vous y ferez. Nous deuons tous n'épargner aucune chose pour faire nostre deuoir. Vous ne sçavez pas, Sire, quand Dieu vous prendra. C'est le prouerbe commun. Faisons ce que nous pouuons, & Dieu fera le reste. C'est ce que fit le Roy S. Louys vostre predecesseur, qui apres auoir perdu vne ba-

taille en la terre sainte contre les ennemis du nom de Dieu, ne perdit pourtant pas le courage d'y retourner. Voila quant à Dieu.

Quant aux hommes, ie vous supplie de ne pas trouuer mauuais, si ie ne puis vous donner aduis de changer vostre premiere deliberation; parce que l'ayant faite auant que de venir en cette ville, & pour autres telles considerations que ie veuz estimer bonnes: si les Huguenots ne s'en contentent pas, vous serez forcé de faire executer vostre resolution avec les armes, employant les moyens que Dieu vous auoit mis entre les mains. Sia present on vous voit changer de dessein sans auoir aucune nouuelle occasion qui vous y force, que dira tout la Chrestienté? Ie ne vois rien qui vous y contraigne de nouveau, & d'ailleurs les trois Estats vous ayant presenté leur requeste, tant de leur propre volonté que par l'ordre de V.M. ils se trouueront fort estonnez de voir vn tel changement. De plus vne telle nouuelle répandue par tout le monde, donnera suier de croire que le zele de V.M. enuers Dieu sera refroidy. Ie suis donc d'aduis de tenir ferme à la premiere resolution, & de ne rien changer, sinon quand vous seray forcé de le faire. Cependant ie me resous de vous donner aduis de suiure mon premier prouerbe, Faire bien, & laisser à Dieu à faire le reste. Il connoist mieux que nous-mesmes ce qui nous est necessaire. Partant pour laisser la memoire à la posterité de vostre sainte intention, vous deuez aduiser, puisque vos suiets vous requierent qu'il n'y ait qu'une religion en vostre royaume, de vouloir continuer en vous ce beau nom de Tres-Chrestien, que vos Peres vous ont laissé en heritage.

La Reine Mere m'ayant ouï assez impatientement, combattit mon aduis, & dit qu'il falloit differer l'execution de ce qui auoit esté resolu, iusques à ce qu'elle eust veu que la chose estoit toute certaine, & en la puissance du Roy. Elle fit aussi remettre la responce des cahiers, qui se deuoit commencer le premier iour de Careme, iusques à ce iourd huy, que la partie estoit faite: comme il se peut voir par les opinions. Aussi apres que mon Seigneur eust opiné, elle dist ainsi son aduis, pour détruire ce que i'auois dit.

Mon fils, vous sçauiez que i'ay esté l'une des premieres qui vous a conseillé de ne permettre dans vostre Royaume qu'une seule Religion: & que ie vous ay dit qu'il vous falloit seruir du moyen des Estats qui se trouuoient icy. Vous sçauiez dauantage quelles pratiques, & quelles menées i'ay fait avec les deputés des trois Estats; mesme avec Monsieur de Lion, qui du commencement n'y vouloit pas mordre: comme aussi beaucoup d'autres de l'Eglise, de la Noblesse, & du tiers Estat; lesquels par vostre commandement i'ay parlé, & les ay induits à cette resolution. Et pour dire la verité, ils ne s'y fussent iamais fourrez que par vostre commandement: la plupart d'eux alleguans qu'ils n'auoient pas pouuoir de ce faire par leurs cahiers. Par là l'on peut voir que mon intention a tousiours esté de voir qu'il n'y eust qu'une Religion Catho-

lique & Romaine en vostre Royaume. Cela me fera parler plus hardiment. Mais depuis seize ans, que le Roy vostre Frere vint à la Couronne, i'ay tousiours essayé d'entretenir ladite Religion plustost que de la détruire.

La Reine adiousta à ces paroles, qu'elle estoit Catholique, & qu'elle auoit aussi bonne conscience que nul autre pouuoit auoir. Qu'elle auoit beaucoup de fois hazardé sa personne contre les Huguenots, du temps du feu Roy : qui est pourtant ce qu'elle ne craignoit pas ; car elle estoit prestée de mourir, ayant cinquantehuit ans, & esperant aller en Paradis ; parce qu'elle ne desiroit pas de viure apres ses enfans. Que cela luy seroit vne cruelle mort, & qu'elle estoit obligée de dire, que iusques à ce que le Roy ayt le moyen d'exécuter cetteresolution d'une seule Religion, qu'il ne se doit pas declarer. Que si ses predecesseurs auoient esté à Constantinople pour la Religion, que le Royaume estoit paisible. Que s'ils eussent esté comme il est, ils eussent fait comme luy. Qu'il voyoit bien ce qu'auoit fait le Roy d'Espagne à ses suiets de Flandres, auxquels il auoit laissé l'exercice de la Religion en Zelande, Frize & Hollande. Que ce ne seroit pas vne chose nouuelle, quand il permettroit l'exercice de la Religion aux lieux où il ne le peut empescher. Que quand les Princes estrangers scauront cettere declaration, mesme le Pape, ils s'en rejoüiront, & seront bien aises d'entendre que les choses auront pû se pacifier sans guerre. Que quant à elle, elle ne vouloit pas s'autoriser parmy les Catholiques pour détruire ce Royaume. Qu'elle n'auoit dessein que de luy conseruer. Qu'en le perdant, la Religion seroit perdue. Qu'au contraire ce Royaume estant conserué, la Religion le sera aussi. Qu'il y a peu de moyens de faire la guerre. Qu'il n'y en a pas presque de viure. Que le Prince de Condé prendra les Villes & toute la Campagne, & que iusques à cettere heure l'on n'a peu luy resister. Que pour elle, elle ne desire point de voir mettre l'Estat en vn tel hazard ny la personne du Roy, pour l'intérest qu'elle y a. Que s'il y en a d'autres qui ne se soucient pas de la perte de cét Estat, pourueu qu'ils puissent dire, i'ay bien maintenu la Religion Catholique ; ou qui esperent d'y faire leur profit par sa ruine. Qu'elle n'a rien à dire, mais que pour elle, elle ne leur veut pas ressembler. Qu'elle conseille au Roy de le conseruer, & sa personne aussi, esperant que Dieu le fauorisera en sorte, qu'il réunira vn iour les deux Religions en vne. Telles & semblables furent les paroles de la Reine, apres laquelle le Roy parla ainsi.

Messieurs, chacun a veu de quelle affection i'ay embrassé ce qui estoit pour l'honneur de Dieu, & combien i'ay désiré de voir qu'il n'y eust qu'une Religion en mon Royaume. Mesme i'ay brigué, s'il faut ainsi dire, les gens des trois Estats, qui n'alloient que d'une fesse, pour les pousser à demander vne seule Religion, dans la croyance que i'auois qu'ils m'aideroient à exécuter vne si sainte resolution. Mais voyant le peu de moyens qu'ils m'en ont donné ; cela m'a fait connoître

estre le peu d'esperance qu'il y a d'executer ma premiere intention : laquelle ie veux bien que chacun sçache auoir esté telle. Toutesfois , comme dit M. de Neuers , il est permis de changer son opinion quand l'occasion s'en presente. De mon costé, ie ne pense point faillir si ie ne declare pas maintenant que ie vetuille entretenir vne seule Religion dans mon Royaume ; puis que ie n'ay pas les moyens de le faire. Je desire que l'on connoisse mon intention , afin que hors du Conseil l'on n'aille pas médire de moy & publier des choses qui me portent preiudice. Quant à moy ie pense estre affectionné à ma Religion plus qu'aucun autre. Il y en a qui pour se faire appeller pilliers de l'Eglise , disent à trauers tout ce qui leur vient à la bouche. Je veux donc remettre cét article à la fin des autres.

La Reine Mere bien aisé de cela, se leua pour aller à la promenade. Elle me dit en riant, Comment mon Cousin , vous nous vouliez enuoyer à Constantinople ? Je luy respondis , que ie pensois que telle fust leur intention , & que pour cela i'auois affection à la soutenir. Que ie ne pensois pas qu'ils eussent changé d'opinion. Elle me dit, qu'ils ne l'auoient pas changée ; mais qu'ils l'auoient seulement differée. Je luy dis qu'elle estoit changée ; parce qu'ils la vouloient presentement resoudre : & sur ce propos en riant , elle passa outre , disant à d'autres , que ie les voulois enuoyer à Constantinople. Ainsi se passa cette bonne iournée toute differente des autres.

Le soir il fut joié vne Pastorale , encore que le matin le Predicateur eust dit en la presence du Roy , que c'estoit tres-mal fait d'y aller.

M. le Cardinal de Bourbon m'a dit, que la Reine mere du Roy luy dist au Bois de Vincennes, lors qu'elle alla voir Monsieur qui estoit au liét , le soir que la Mole fut decapité ; qu'elle auoit peur que mondit seigneur luy donnaist d'une dague dans le sein , & qu'elle ne s'en approchoit guerres. M. de Rubenpré dit audit sieur Cardinal de Bourbon en la presence de M. de Montpensier, que le Roy de Nauarre luy auoit dit, que si la Reine n'y estoit pas, il s'asseureroit du Roy. Mais qu'il auoit connu qu'elle ne l'aimoit pas ; & qu'elle auoit esté cause de luy faire essayer de tuer Bulli à Paris , luy disant qu'il faisoit l'amour à sa femme ; & pareillement qu'elle auoit escrit que M. de Guise luy faisoit l'amour : & auoit dit à M. de Guise , que le Roy de Nauarre ne trouuoit pas bon qu'il recherchast sa femme.

Le dixiesme Mars il a esté trouué vn vilain paquet sous le cheuet du liét de la Reine, médiant du Roy & d'elle , & d'autres. L'on a fait mettre en prison tous les Poëtes de la Cour.

Le vnzième la Reine fut allarmée de ce que le Cardinal de Guise auoit veu les Estats de l'Espagne, s'imaginant qu'il vouloit commander aux finances.

Le quinzième Mars, nota que quand le Roy fit opiner chacun sur les cahiers des Estats, pour sçavoir s'il decideroit l'article de la Religion; Monsieur luy demanda ce qu'il diroit. Il luy fit responce, qu'il falloit tenir bon, comme fit mondit seigneur. Mais ayant veu le changement du Roy, il a pensé que sa Maiesté l'a fait parler ainsi pour le mettre en mauuais ménage avec les Huguenots, & il en a esté fasché. Aussi estoit-ce le seul dessein de S. M. & la fin des Estats.



ADVIS DONNEZ AV ROY

PAR ESCRIT, PAR SON COMMANDEMENT,

PAR

LA REINE SA MERE
LES PRINCES
ET AVTRES SEIGNEVRS.
ET LES PRINCIPAVX DE SON CONSEIL.

*S'IL ESTOIT EXPEDIENT POVR LE BIEN DE SON ESTAT,
de faire la guerre à ceux de la Religion pretendue Reformée,
ou de traiter avec eux.*

AV MOIS DE IANVIER. 1577.

De la Reine Mere.
De Monsieur le Duc d'Anjou, Frere vnique du Roy.
De Monsieur le Cardinal de Bourbon.
De Monsieur de Montpensier.
De Monsieur le Prince Dauphin.
De Monsieur le Cardinal de Guise.
De Monsieur le Duc de Guise.
De Monsieur le Duc de Mayenne.
De Monsieur le Marechal de Cossé.
De Monsieur de Biron.
De Monsieur le Chancelier de Biraque.
De Monsieur de Moruillier.
De Monsieur de Limoges.
De Monsieur de Lenoncourt.
De Monsieur de Chiuerny.
De Monsieur de Bellicure.

A D V E R T I S S E M E N T.



ENCORE que M. le Duc de Nevers ne parlaſt dans les Eſtats de Blois qu'après la Reine Mere, Monſieur Frere du Roy, & les Princes du Sang; i'ay creu neantmoins que ie devois faire paroître ſon aduis à la reſte de tous les autres. Le recueil que ie fais, le regarde uniquement, & ie n'adieuſte les pieces eſtrangeres aux ſiennes, que pour leur donner de l'éclairciſſement, & pour ſoulager le Lecteur de la peine qu'il ſeroit obligé de prendre, s'il vouloit ſçavoir le detail des choſes; & voir de ſuite, tous les eſcrits curieux & ſecrets qui furent compoſez ſur chaque événement. Au reſte il faut conſiderer l'aduis de M. de Nevers, comme un aduis fort ſincere, fort des-intereſſé, & fort utile, ſi le Roy Henry III. euſt en veritablement dans le cœur le deſſein qu'il avoit touſiours dans la bouche. Mais ce Prince qui avoit ſes ſins, & qui ſe voyoit environné de perils, n'avoit autre penſée que de ruiner les Ligueurs par les Huguenots ou du moins d'obliger les uns, par la crainte des autres, à ne rien attenter contre ſon ſervice. M. de Nevers, à qui il n'avoit pas communiqué ce ſecret, donna dans le piege, comme beaucoup d'autres: & ſe fondant ſur les frequences proteſtations que le Roy faiſoit de ne vouloir plus qu'une Religion dans ſon Eſtat, ny manquer au ſerment qu'il avoit fait à ſon ſacre, crurent certainement qu'il eſtoit tout à fait reſolu à l'extinction des opinions nouvelles. C'eſt pourquoy il parle ſi affirmativement contre le party Huguenot, & ouvre tant de moyens pour l'exterminer. Les Lecteurs ne iugeront pas, s'il leur plaiſt, de la bonté de ſon raiſonnement par la dureté de ſon ſtile. Les autres aduis doiuent eſtre leus avec le meſme eſprit, & conſiderex comme des ouvrages de perſonnes de la premiere qualité, mais d'une fort mediocre éloquence.



A D V I S

*QUE M. DE NEVERS DONNA AV ROT PENDANT LES
premiers Estats de Blois, le 2. Janvier 1577. sur l'entretènement
d'une seule Religion en son Royaume.*



SIRE, quand vous nous commandastes, avant-hier au matin, de vous donner nos aduis, pour faire executer, premierement avec la douceur si faire se pouuoit, sinon avec les armes, la saincte resolution que V. M. a prise de ne vouloir plus permettre qu'en son Royaume il se fist exercice d'aucune autre Religion que de la Catholique, Apostolique & Romaine; ny de vous tenir obligé à garder aucune promesse que vous pouuez auoir faite au contraire du serment de vostre sacre contre l'heresie; vous nous declarastes au mesme instant, Sire, les deux prudentes fins que V. M. auoit deuant les yeux; c'est à sçauoir, que vous vouliez viure en bon Catholique, pour rendre vn iour l'ame au Createur qui vous l'a donnée. L'autre, pour oster l'occasion & l'origine des guerres ciuiles qui ont ruiné ce Royaume depuis seize ans, & accommoder si sagement vos affaires, que V. M. puisse augmenter à la posterité, le precieux thresor de gloire & d'honneur que vos peres & ayeuls vous ont laissé en partage. Afin donc que V. M. puisse arriuer heureusement à faire réüssir vne entreprise si difficile, il faut que tous vos bons & loyaux suiets non seulement vous y seruent de leur aduis & de leur Conseil, comme il vous a plû de nous le commander, mais aussi de tous leurs moyens. Encore que de ma part ie sois resolu de m'y employer iusques à la derniere goutte de mon sang, & au dernier sol de mon bien; ie veux outre cela, Sire, vous dire, puis qu'il vous plaist me le commander, mon aduis au mieux qu'il me sera possible. S'il n'est pas tel qu'il deuroit estre, & tel que ie souhaiterois qu'il fust pour vous contenter, il vous plaira de m'excuser, & en attribuer la cause seulement à la foiblesse de mon esprit, au prix de la grandeur & de l'importance de la matiere, & non à faute d'affection que i'aye à vostre seruice. I'ay donc pensé, Sire, estre bon de commencer par les moyens qui me semblent les plus conuenables, pour porter chacun avec la dou-

ceur, à vous obeïr; & pour ce, reietter les calomnies qu'aucuns vous pourroient donner de leur auoir faussé vostre promesse, pour vous faire paroistre Prince veritable comme vous l'estes, & par tels moyens les disposer à se fier en nous, ainsi que feront tous ceux qui auront encore quelque reste de bonne volonté. De-là ie viendray sur l'occasion qu'à V. M. d'apprester ses forces pour establir la paix, & quelles, afin de chastier les melchans & conseruer les bons: & en dernier lieu estant contraint d'entrer en la guerre, ie vous presenteray les moyens que vous pouuez auoir d'entretenir vos forces, & les choses qui me semblent les plus necessaires que vous auez à considerer en la conduire, & en l'execution d'une aussi grande & aussi difficile entreprisede qu'est celle-cy.

Sire, ie commenceray à dire à V. M. que comme tous les grands & tous les soudains changemens sont dangereux en vn Estat, pour les inconueniens qu'ils amènent; cettuy-cy, que vous auez vn peu diligente, n'estant pas des moindres, a bon besoin d'estre sagement executé, comme vous auez desia delibéré de faire; afin que l'issuë de cette entreprise, qui est si Chrestienne, si vertueuse & si hardie, venant à bien succeder, vous fasse accrôistre la loüange & l'honneur que vous meritez; & qu'elle vous empesche de le perdre, comme vous feriez sans doute, si le contraire aduenoit. Aussi ie preuoy bien que de la fin de cette entreprise dépend le comble de vostre felicité, ou la perte totale de vostre Estat. Il vous plaira donc, Sire, icy diligemment & soigneusement veiller, pour preuenir ceux qui voudroient anticiper sur vous, ainsi qu'il a esté ey-deuant fait.

Ie loüeray, Sire, sans comparaison plus la pieté & la clemence en vn Roy, tel que vous estes, enuers les siens, que la rigoureuse iustice: & par mesme moyen ie trouueray fort bonne vostre deliberation, de tâcher à reduire vos suiets à vous rendre l'obeissance qu'ils vous doiuent, en vous seruuant des moyens les plus doux, plustost que de la force. Pour cela, Sire, i'estimeray qu'il seroit tres-bon de se seruir des exhortations & admonitions amiables que quelques personnages, deleguez de vostre part, feront au Roy de Nauarre, à Monsieur le Prince de Condé, & à Monsieur le Marechal Dampville & autres. Mesmes quand elles seront accompagnées d'une certaine assurance de vostre bonne grace & d'un entier oubly des choses passées, pourueu qu'ils vous reconnoissent pour leur Roy, ce sera vn témoignage certain de vostre bonté & de l'amitié que vous auez en leur endroit; & il sera d'autant plus fort, que vous les enuoierez rechercher iusques en leurs maisons, contre la façon ordinaire de tous les Princes souuerains.

Les prieres & les persuasions que suiuant vostre volonté, leur feront aussi quelques deleguez par les gens des trois Estats de vostre Royaume, seruiron d'un assez ample témoignage du desir que vous auez de les retenir avec vous, & de les voir réunis avec tout le reste du Royaume; ne vou-

lant obmettre à vne si bonne œuvre, aucune chose qui soit en vostre puissance. D'ailleurs la declaration de vostre vouloir, & le commandement exprès que vous auez fait aux Lieutenans Generaux de vos Prouinces, de conseruer en toute seurcté ceux qui se disent de la Religion Reformée, & autres de leur party; & de les prendre en leur protection, ne bougeans de leurs maisons; rendra vne preuue certaine à vn chacun, de la bonne volonté, voire de l'amitié que vous auez à l'endroit de tous vos suiets, qui vous sont & qui vous seront obeïssans. Donc il me semble, Sire, que vous ne pourriez pas pour ce regard faire dauantage: & que si par ces doux & gratieux moyens vous ne pouuez leur fléchir le cœur & les induire à vous rendre l'obeïssance qu'ils vous doiuent; il sera mal-aisé de croire qu'aucuns autres de telle qualité puissent profiter de quelque chose.

Je ne crains rien, Sire, sinon que tous ces bons offices ne soient pas pris en bonne part, à cause des persuasions que l'on pourra faire à plusieurs, qu'il leur est impossible de se fier cy-apres sur vos promesses, leur ayant si-tost rompu la foy & le serment si solemnel que vous leur auez n'agueres fait en public, tenant vostre lit de Iustice au Parlement de Paris, sur l'entretènement de l'Edit de pacification du mois de May dernier passé. Car on les portera à se souleuer, & à se resoudre de courir plustost la fortune d'estre tuez les armes au poing, que d'estre massâcrez en leurs maisons. Chose qui en apparence leur paroïstra veritable, & d'autant plus qu'ils ont esté nourris en vne continuelle défiance. C'est ce qui m'a donné occasion de faire apparoir le contraire, afin que vous puissiez iuger que ceux qui differeront de vous obeïr, ne seront pas retenus pour aucune occasion qu'ils ayent de ne se pas fier en vostre tres-veritable parole; mais pour vne certaine malice qui sera dedans le cœur.

Ma raison est, que nul ne doit differer de se fier en celuy qui a la crainte de Dieu deuant les yeux, & qui est obseruateur de sa foy & de sa promesse. Or, Sire, vous ne pouuez avec vn plus ample témoignage vous faire paroïstre tel, qu'en declarant que vous voulez entretenir & garder le serment, qu'auant tous les autres vous auez fait à Dieu; & à tout vostre Royaume; puis qu'il ne vous est aucunement permis d'y contreuenir, l'ayant fait en iugement, en verité, & avec reuerence. Ce sont les trois conditions qu'un bon serment doit auoir pour obliger les personnes à le garder, & pour faire connoïstre qu'il soit tel. En premier lieu, chacun a veu que vous l'auiez fait à vostre plus grand & tres-veritable liêt de Iustice, auquel vne fois seule, pour toute vostre vie, vous prononcez comme en iugement, vos plus dignes & vos plus excellents decrets. Secondement, pouuiez-vous affirmer chose plus veritable que d'estre tres-Christien, comme vous l'auiez fait, en promettant & en vous obligeant, comme tous Princes Catholiques sont tenus de le faire en cette occasion. En effet ce serment du sacre est

que nos gens d'Eglise ne se peuvent pas obliger par les vœux qu'ils font en Religion ; d'autant qu'ils les estiment contraires à la parole de Dieu. C'est pourquoy ils leur permettent de se marier. Pourquoy donc trouveront-ils mauvais que vous ne vous teniez pas aussi obligé de garder vne promesse que vous avez faite directement contraire à la parole de Dieu, à vostre Religion, & preiudiciable aux loix de vostre Royaume ? Il n'est pas, ce me semble, raisonnable qu'ils ayent des priuileges plus grands en leur Religion, que nous en la nostre. Partant l'on ne peut en verité dire autrement, sinon que vous feriez tres-mal de vouloir tenir vne promesse, qui est du tout contraire à vostre conscience & à la parole de Dieu. Car chacun sçait assez que l'on ne doit pas observer vn serment pernicious & méchant. L'on sçait qu'Herodes fut blâmé d'auoir fait mourir S. Iean Baptiste, pour ne pas violer l'injuste serment qu'il auoit fait à sa fille, comme l'ont aussi esté d'autres en pareil cas. Par consequent, Sire, V. M. seroit aussi grandement blâmée, si elle vouloit garder & tenir vne promesse, par laquelle elle seroit cause de la mort éternelle de tant de millions d'ames de ses pauures sujets, qui seroient seduits par les Ministres Heretiques.

Je ne veux pas nier que ce ne soit vn serment, celuy qu'au mois de May dernier vous avez fait en vostre Cour souveraine du Parlement de Paris, pour l'entrecenement de vostre Edit. Mais ie diray aussi que l'on voit à l'œil vostre intention en plusieurs endroits d'iceluy, où vous l'avez fait conditionnellement, apres auoir considéré qu'il n'est pas en vostre puissance seule de faire tenir vn Concile general, & qu'il n'y a gueres que trois ans qu'il en a esté tenu vn fort libre & fort solemnel. Mesme que tout vostre Royaume, par les gens depurez des trois Estats assemblez en cette Ville, a resolu de vous supplier de ne pas permettre qu'il soit plus exercé autre Religion que la Catholique & Romaine. Et pour conclusion, tant pour les raisons susdites, qu'aussi parce qu'au lieu que vous auiez pensé que vostre Edit apporteroit la paix en France, au contraire il estoit prest d'engendrer encore d'autres diuisions & d'autres malheurs plus grands, & que vous voulustes en moderant cet Edit, vous faire connoître pour Roy Catholique, & obseruateur de vostre parole.

Je croy bien que la deffence que vous ferez, qu'il ne se fasse plus en ce Royaume autre exercice que de la Religion Catholique, fâchera ceux qui se disent vrais reformez. Toutefois s'ils ont la crainte de Dieu deuant les yeux, & s'ils ont de la charité fraternelle, ils ne voudront pas estre cause de mille méchancetez qui se commettraient à leur occasion en ce Royaume ; voire mesme de faire déchirer leur patrie pour leur commodité particuliere, & pour s'opiniâtrer à vouloir plustost ouïr le presche chez eux, qu'aux pays estrangers, où il leur sera permis d'aller. Mais s'ils ne refusent pas de se fier en la promesse que vous leur faites, & s'ils la tiennent pour loy inuiolable estant faite avec les trois Estats de vostre Royaume, ils vous seront bons & fideles sujets : Et plustost que

le , il semblera qu'ils vous tiennent pour pariure. D'où ie vous laisse à penser quelle bonne volonté ils pourront vous porrer ; & quelle assurance vous pourrez aussi prendre d'eux.

Voilà pourquoy, Sire, il me semble que vous ne deuez pas differer de vous rendre le plus fort, & pourquoy vous ne deuez pas aussi à l'occasion de qui que ce soit, porter vn si grand preiudice à vos affaires. Car vous voyez manifestement que vous n'auéz pas de meilleur moyen de ranger les outreuidez à la raison & de conferuer les bons, que par la force. C'est pourquoy ie suis d'aduis qu'au plustost vous fassiez en sorte de vous rendre le plus fort en vostre Royaume, afin que vous ayez moyen d'entretenir la foy & la parole à ceux qui la receuonr, de les conferuer en leurs biens & en leurs honneurs, & de vous faire obeyr par les autres.

Ie ne doute pas que quelques vns ne disent que V. M. fera la cause de tant de cruautéz que l'on commettra en vostre Royaume, si elle ne veut pas permettre qu'ils y fassent l'exercice de leur Religion. Mais ce sera sans considerer meurement, que s'ils vous estoient obeissans, comme ils doiuent, ils ne prendroient pas les armes & ne tiendroient pas les Villes contre V. M. qu'il n'y auroit point de gens de guettr parmy les champs, qui ruynent le pauvre peuple, & que la France seroit en paix : & ils seroient par là obligez de conclure, que le pouuoir de faire tout le bien & le mal qui aduiendra à leur Patrie, est dans leurs mains & non dans les vptres; & qu'ils seront cause de toutes les cruautéz & de tous les mal-heurs qui à leur occasion particuliere se commettron en ce Royaume.

Entre tous ceux de cette Religion, ie veux croire, Sire, que le Roy de Nauarre se pourra ou se deura ranger du costé de V. M. Car il est vostre beau-frere, & il vous est si proche parent, qu'il est la seconde personne apres vous, capable de succeder à vostre Couronne, à la conferuation de laquelle il a grand interest. Aussi a r'il desia experimenté & connu vòtre promesse en arriuant en ce Royaume, & mesme de fraische memoire à l'en-droir d'vn plus grand que luy. D'ailleurs ce luy seroit vn trop grand mal d'encourir vostre inimitié, & celle des Estats de ce Royaume, pour soutenir la querelle des Ministres de Calvin ; lesquels seuls vous entendez qu'ils sortent de vos Prouinces, & non pas les autres, comme estans les seducteurs de vos suiets à l'encontre de vous & de vostre Estat, & qui ne desirerent poinr d'auoir de Roy ny de noblesse ; mais vn gouuernement de Republique populaire, à la façon de Gencue, ainsi que les Huguenots scauent tres-bien. I'estime donc, Sire, que tous les offices d'amitié que vous pourrez faire audir Roy de Nauarre, seront bien employez ; pourucu qu'ils ne soient pas détournéz par les passions particulieres desdits Ministres seditioneux ; qui ne seront point de scrupule de le mettre dans le danger de se perdre, pour leurs commoditez particulieres. Ie ne parle point icy de Monsieur le Prince de Condé : car i'estime qu'il doit faire vne mesme & vne semblable resolution que fera le Roy de Nauarre.

Quant à Monsieur le Marechal Damuille, comme il est Catholique,

Lesdites vingt Compagnies, avec les dix Compagnies de vostre garde estant complectes, elles feront le nombre de six mille hommes de pied, qui me semble estre vne force assez suffisante pour le present, & iusques à ce qu'au retour de ceux qui iront vers les susdits Princes, & autres, l'on voye que le besoin en requiere dauantage. Car lors il s'en pourra leuer au pays de Guyenne iusques à vingt ou trente autres Compagnies, ou tel nombre qu'il conuiendra, selon les forces de vos ennemis. Et neantmoins pour empescher dès à present qu'audit pays, personne n'y puisse facilement leuer des soldats, & pour tenir vos affaires en reputation, il sera bon de dépescher des commissions à quelques Capitaines de ces quartiers-là, qui soient affectionnez à vostre seruice; afin d'en retenir vne bonne partie dans l'esperance de vous seruir, aduenant l'occasion d'un tel commandement. Il me semble, Sire, que personne n'en pourra prendre allarme, si il est fait avec cette condition, que l'on ne dresse pas lesdites Compagnies, qu' auparauant l'on ne se reuolte audit pays contre vostre autorité, & que derechef vous le commandiez.

Vous auez, Sire, douze cens Suisses de vostre garde, lesquels ie serois d'opinion d'augmenter iusques à deux mil, ou deux mil quatre cens, pour garder vostre Artillerie, & la conduire à bras, comme il sera besoin de faire quelquefois en des lieux estimez inaccessibles, & par où le plus souuent on surprend les fortereffes. Ce qu'avec vne moindre quantité on ne pourroit faire. I'estime qu'il sera bon qu'on fasse cette recrue sous le pre-texte de vouloir renforcer vostre garde, sans que pour ce on demande vne leuée aux Liges, pour eüiter les frais qui y vont; & afin de ne se mettre pas en danger d'estre refusé d'eux, à cause du mécontentement qu'ils ont de n'estre pas payez de leurs anciennes pensions, ny de leurs nouuelles debtes.

Il me semble aussi necessaire, que vous ayez avec vous douze cent hommes d'armes, départis en seize Cöpagnies de trente lances chacune, faisant douze cens cinquante Cheuaux, qui reuiendront en effet à mil; lesquels, avec deux cens Archers de vostre garde, cent des Gentilshommes de vostre maison, la Noblesse volontaire, & les susdits gens de pied, feront à mon aduis, vne force suffisante pour faire lesdits effets. Ie pense qu'il sera fort à propos, si c'est vostre bon plaisir, de prendre vne partie de celle qui est en Guyenne, & le reste des personnes que vous voudrez amener avec vous.

La faute de fonds que ie vois en vos finances, me fait craindre que vous ne puissiez pas aisément entretenir vne plus grande quantité de forces; & pour cela ie me suis reſtraint à vous donner aduis de n'en pas leuer presentement dauantage. Aussi, pour vous dire le vray, i'estime que pour le present il n'est pas besoin d'en auoir vn plus grand nombre. D'ailleurs aduenant que l'on ne vueille pas obeyr à V. M. il sera bien mal-aisé aux rebelles de mettre en Campagne vne armée approchante de la vostre. Enfin le grand nombre de soldats ne vous y seruira pas tant

pour forcer & affamer vn si grand nombre de Villes fortes qui tiendront contre vous, qu'un peu de temps qu'il vous faudra attendre, contribuera pour les reduire à vostre obeysance, ainsi que ie diray en son lieu.

Quant à l'équipage de l'Artillerie, il me semble que huit canons, six couleures, quatre bastardes, & deux moyennes, & pour dix mil coups à tirer pour chacune desdites pieces, suffiront pour le present pour vn camp volant; puisque le temps ne vous le permettra pas, & que vous n'avez pas des gens de pied propres pour assaillir plusieurs Villes fortes, comme ie le diray cy-apres. Aussi vn plus grand attirail vous cousteroit beaucoup plus, & ne vous apporteroit pas vn grand profit. Pour le regard des pionniers, j'estime que huit cens ou mil suffiront, pourueu qu'une partie d'eux soit rafraischie de deux mois en deux mois: lesquels il seroit fort bon de faire leuer maintenant, parce que de six semaines apres, vous ne pourrez pas les auoir, ny pareillement les cheuaux & l'Artillerie.

Au regard des viures, ie suis d'opinion qu'on enuoye en diligence vn homme bien experimenté, à Bordeaux, qui avec Monsieur l'Admiral & autres intelligens en cette affaire, aduisent de bonne heure à faire audit pays, toute la prouision qu'il vous sera necessaire. Mesmes, en cas qu'il soit besoin d'en enuoyer querir ailleurs, soit par terre, ou encore mieux par mer, ie suis d'aduis qu'on le fasse faire au plustost. Car à cause de l'arrière saison, les viures seront par tout fort courts; & d'autant plus audit pays, si l'on n'a pas enuie de vous obeyr: parce qu'ils seront retirés aux Villes, ceux qui seront à la Campagne.

Et d'autant qu'il est necessaire, tant pour les viures que pour les autres affaires de tenir la mer en seureté, estant couruë par vne infinité de pirates; il me sembleroit à propos qu'il pleust à V. M. entre les huit Galeres qu'elle a à Nantes, de faire armer quelque nombre de Nauires, & d'en donner la charge à quelque personnage d'honneur & bien intelligent au fait de la marine. Dauantage, j'estime qu'il faudroit mander à vos Vice-Amiraux de Ponant, de vous aduertir de la quantité & de la qualité des Nauires dont vous pourrez faire estat de vous seruir en vne occasion, ensemble de la despence qu'il y conuiendra faire, afin qu'au besoin V. M. sçache au vray où elle les pourra recouurer, & par quels moyens.

Et parce que, Sire, à mon aduis vous ne sçauriez partir de cette Ville, qu'environ la my-Fevrier, à cause que les Estats ne pourront estre plustost paracheuez: & que cependant la Guyenne pourra auoir besoin de vostre presence, j'estimerois qu'il seroit necessaire que Monsieur de Montpensier y fust, soit pour tâcher de ranger & de ramener le Roy de Nauarre à vous aimer, vous honnorer & vous seruir; que pour retenir les personnes à vostre deuotion; & sur tout, pour pouruoir aux affaires qui se presenteront en attendant vostre arriuée de par de là, qui

sera au commencement de Mars. Toutefois ie crains que si vous luy commandez d'y aller, il n'y arriue gueres plustost que vous, & qu'il ne vous y fasse pas ce que vous desirez, estant mal disposé, comme il est. C'est pourquoy il me semble qu'il sera plus à propos à Paris, comme ie diray cy-apres; & pour ce, à faute de luy, il faudroit prier Messieurs de Chauigny & de la Vauguyon, & autres, d'aller à Bourdeaux, pour coniointement avec Monsieur l'Admiral, qui est vn bon personnage & qui s'accommodera bien avec eux, mettre ordre, en vous attendant, aux choses les plus necessaires de ces quartiers de delà. Et cependant, pour retenir les principaux de cette Prouince-là en vostre amitié, qu'il vous pleust leur escrire plusieurs lettres honnestes, desquelles ils se ressentent honnorer & dont ils fassent grand estime, pour les monstrier à leurs voisins & à leurs amis.

L'aduertissement de faire bien garder les Villes de vostre Royaume, & principalement les plus fortes, est tres necessaire, mesmes celles des passages & où s'exerce vostre iustice: & pleust à Dieu que cela eust esté desia fait, & que plusieurs de fraische memoire, n'eussent pas esté surprises. Car le plus grand embarrasement que ie voye en cette affaire, prouiendra du grand nombre des Villes fortes que vos ennemis tiennent: & il sera encore plus grand, s'ils en surprennent quelques-vnes aux Prouinces qui sont nettes, & desquelles vous faites estat de tirer du secours. Il n'y aura personne de ceux qui se diront vos seruiteurs, qui se puisse offencer de cét aduertissement; puisque c'est vne chose qu'eux mesmes pourront desirer.

Si ie n'ay pas plustost parlé des finances qui sont le nerf de la guerre, s'a esté que pour donner vne plus grande intelligence d'icelles, i'ay estimé qu'il falloit monstrier auparavant quelles forces i'estois d'aduis que vous eussiez près de vous, afin que selon icelles, vous peussiez faire fond de la despence: laquelle neantmoins i'auois auparavant reglée selon le peu de moyen que vous avez, & aussi cu égard aux forces que l'on peut leuer contre vous. Toutefois ie n'ay sçeu tant faire, qu'elle ne monte par mois à enuiron deux cens. mille liures, sçauoir, cest.

Pour les fix mil hommes de pied, enuiron cinquante sept mil liures.

Pour les deux mil quatre cens Suisses, enuiron 35. mille liures.

Pour les cinq cens hommes d'armes, enuiron cent mille liures par quartiers; reuenant par mois à trente deux mille liures.

Pour l'équipage de l'Artillerie par estimation, trente mille liures.

Pour les viures, ie ne puis qu'en dire au vray; d'autant que ie ne sçay pas le besoin qu'il y en a audit pays. Neantmoins pour entretenir quelque équipage, pour vous faire secourir aux endroits necessaires, & spécialement quand vous serez teste à teste contre l'armée de vos ennemis, selon que plus particulièrement ie le diray cy-apres, i'escrois d'aduis de fai-

re estat au moins de douze mille liutes par mois.

Plus pour les Estats de l'armée & pour les parties inopinées 35000. liures.

Reuenant en tout lesdites sommes à deux cens mil liures: qui est ce qu'il vous faudra au moins auoir par chacun mois pour vostre armée. Et s'il vous conuient faire leuer en Guyenne encore deux ou trois mille hommes; la despence augmentera de vingt deux à vingt trois mille liures par mois: qui reuiendra tout ensemble, avec dix sept mille liures que ie mets pour les parties extraordinaires, soit de viures ou autres, à deux cens cinquante mille liures, y compris les cinq cens hommes d'armes.

Cette somme de deux cens cinquante mille liures paroist petite, comme à la verité elle l'est. Mais en la calculant pour vn an, qu'il faudra qu'elle continuë, elle monte iusques à trois millions de liures: & c'est ce qui m'estonne. Car ie sçay bien que de toutes vos finances, vous n'auiez pas seulement de quoy entretenir vostre ordinaire en la presente année. Toutefois, puisque c'est pour la gloire de Dieu, pour le bien du Royaume, & pour vostre honneur & vostre contentement, & qu'ainsi vous le voulez; il se faut éuertuer, & faire le mieux que l'on pourra, & en prendre honnestement où il y en aura, en intention de le rendre, comme ie diray.

Pour trouuer donc la somme qu'il faut pource premiet mois, ie fais estat que des trois cens mille liures du taillon que vous deuez receuoir par quartier, vous en aurez à la fin du prochain cens cinquante mille liures seulement; parce qu'une partie en est assignée, & que l'autre ne se pourra leuer en aucune des prouinces qui seront embrouillées. Ces 100000. liures-là viendront à propos pour faire faire la monstre pour vn quartier ausdits cinq cens hommes d'armes au commencement de Mars. Quant au surplus, qui se monte à cinquante mille liures, il se pourra employer au payemet d'autres compagnies de gens d'armes qui seruiron en Dauphiné, en Poictou, en Perigueux, & en d'autres pays embrouilleez, où il est necessaire qu'il y ait des forces pour empêcher de mal faire à ceux qui en auroient la volonté.

Plus, le Pape vous baille aussitost quarante mille liures, qu'il vous auoit promis l'année dernière pour l'entretienement, durant deux mois, de sept mil Suisses. Cela fera enuiron cent dix mille liures, desquels vous en pourrez employer soixante sept mille à faire faire monstre à vos bandes Françoises, lors que les creües seront faites, & que vous commencerez à marcher, mais non pas plus tost; afin de mesnager le mieux que vous pourrez vos finances. Pour le surplus, qui se monte à enuiron 35000 liures, vous les pourrez employer, avec d'autres qu'il faudra trouuer par quelque moyen, au payement des monttes qui sont deuës aux douze cens Suisses de vostre garde; afin que vous puissiez faire avec eux vn compte arresté du temps passé iusques à cette nouuelle creüe, cy-dessus dite de pareil nombre. Pour ce regard, il faudra prestre par empunt sur quelques-vnes de vos receptes generales, 32000. liures pour leur

leur faire faire la monstre en Bourgogne, & delà au plustost les acheminer par Defize, droit en Poictou; où ie suis d'aduis que vous fassiez l'amas de vos forces.

* Voila donc, Sire, comme vous pourrez assez bien payer les gens de guerre le premier mois. Mais les autres ne seront pas sans grande difficulté. Toutefois voyant qu'en cette resolution il y va, ie puis dire, de la perte ou du salut de vostre Royaume; ie suis d'opinion que vous preniez par forme de prest, & non autrement, la cinquiesme partie des dix millions qui sortent par chacun an, de vostre bource; sans que vous vous en puissiez servir d'un liard. Cette cinquiesme partie fera iustement deux millions par an, & par quartiers cinq cens mille liures, & par mois cent soixante & treize mille liures. Mais d'autant qu'il y a quelques parzies de ces dix millions, qui sont plus privilégiées que les autres; vous pourrez à ceux-là ny pas toucher, & des autres en prendre vne dixiesme partie seulement. Et pour les autres qui sont moins considerables, & qui auront moyen, d'attendre leur remboursement iusques à ce que la guerre soit finie, V. M. en pourra prendre davantage ou bien dès maintenant les faire assigner sur l'engagement ou sur la vente de son domaine, vne partie duquel ie suis d'aduis que vous n'espargniez pas en cette occasion si virgente, pour sauuer le reste. Il me desplaist, Sire, de vous donner un tel aduis; d'autant qu'il est contraire à mon intention, & que ie ne l'estime gueres conuenable. Neantmoins i'ayme encore mieux vous le donner tel, qu'à faute de ce vous laisser perdre vostre Estat. Car pour l'argent, vous le pourrez recouurer. Mais si vostre Royaume estoit vne fois perdu, il n'y a point d'argent qui vous le peust faire recouurer. Je fais donc estat de 500000. liures par quartier, qui reuiendront par mois, à bon compte, à 150000. liures.

Si les Estats vouloient vous secourir de quelque bonne somme, comme à la verité ils le deuroient faire; vous pourriez vous passer de vous servir de ce moyen: d'autant que ie ne l'estime bon que pour vne dernière necessité.

Ie pense aussi que des six cens mille liures, que Monsieur le Cardinal de Guise doit receuoir par trois ans consecutifs sur les bonnes villes de ce Royaume, pour le payement de douze cens mille florains que vous deuez au Comte Mansfeld qui a seruy les Huguenots, auquel ledit Cardinal s'est obligé; vous en pourrez faire estat de trois cens mille liures qui sortiroient de vostre bource, & faire en sorte que ledit sieur Cardinal se contente que vous les receuiez; moyennant quoy il vous plaise, comme c'est la raison, de le deffendre contre ledit Comte; au cas qu'il voulust, à faute de son entier payement, l'offenser en son Eueché de Mers. Ce que, comme ie pense, n'aduendra pas, mesme receuant la moitié de sa dette.

La crainte que i'ay que vous ne demeuriez court d'argent, me fait encore vous donner aduis, Sire, de vous servir de l'argent qui se leue

pour l'arriereban. Pour cét effet, il seroit expedient d'escrire à tous les Baillifs & à tous les Senéchaux, d'enuoyer incontinent les roolles des fiefs qui sont en leur ressort suiets à l'arriereban, avec les taxes : pour connoistre à quelle somme ils pourroient monter, si vous ne les faites pas marcher. Cette somme, Sire; si vous y estes bien seruy, pourra reuenir à cinq ou six cens mil liures. Cette-cy estant iointe avec la precedente du sieur Cardinal de Guise, vous pourrez faire estat de huit cens mille liures par an; qui reuiendront à bon compte à cinquante mille liures par mois. Tellement que de ceux-cy avec les deux millions, & le taillon, vous aurez de quoy entretenir lesdits gens de guerre, à raison de deux cens cinquante mille liures par mois. Mais, Sire, si vous faites resolution de vous seruir des taxes dudit arriereban; il est necessaire de la tenir secrette; de peur que ceux qui y sont suiets, en estant aduertis, ne s'offrent à marcher en personne pour espargner la taxe de leur fief, & que par ce moyen ils ne frustrent vostre intention : ou à tout le moins, qu'ils ne vous empeschent d'en recevoir vne si grande somme, ou si promptement.

Si vous n'auiez pas, Sire, à supporter d'autre dépence que cette-cy, ie serois fort content en mon esprit. Mais quand l'ay considéré qu'outre celle de vostre armée, qui sera de deux cent cinquante mille liures par mois, il vous en faudra encore sept vingt mille liures pour vne autre en Dauphiné, comme ie diray bien tost, & environ sept vingt mille liures pour faire faire au moins vne monstre cette année à vostre gend'armerie, laissant à part le fait de vostre Maison, & de celle de la Reine, que i'estime que l'on pourra entretenir d'ailleurs, ie me trouue fort estonné de vous voir si peu de moyens, & vn si grand fais sur les bras, qui augmenteroit deux fois autant, s'il falloit leuer six mille Reistres, & autant d'Allemands, ou de Suisses.

Neantmoins, puis que l'entreprise est sainte & iuste, & pour le bien du Royaume, il est tres-necessaire, pour ne se pas laisser enuolopper en vne telle affaire, de s'éuertuer iusqu'à ce que nous n'en puissions plus, pour le grand interest que chacun y a, courant vne mesme fortune que vous. Pareillement Messieurs les gens d'Eglise; lesquels ie puis dire assurément, que bien qu'ils ayent par le passé employé vne grande partie de leurs biens pour le seruice de cette Couronne, & qu'ils ayent loustenu quasi toute la dépence de cette derniere guerre : neantmoins ils ont encore bonne volonté de faire ce qu'ils pourront en cette occasion, selon que plusieurs des principaux d'entr'eux me l'ont assuré.

A cette cause, parce que ie me desie que l'association que vous auez enuoyé n'aguere faire dans vos Prouinces, reüssisse à vn profit tel qu'on l'espere, à cause d'une infinité d'occasions qui pourront suruenir, & sur tout pour la grande difficulté qu'il y aura sur le departement de la finance qu'il faudra faire, tant sur l'Eglise & sur les villes, que sur le plat-pays; ie serois d'aduis de moyennner que le Clergé fist à part vn offre de

vous bailler au moins cent mille liures par mois : moyennant lesquelles ils seroient exempts de la contribution à ladite association. Cette offre, ce me semble, vous seroit vn secours certain, & plus à propos que s'il estoit confondu avec lesdites associations : desquelles vous ne pouvez encore connoistre quel service vous en pourrez esperer. Bien est-il vray que ie ne voudrois pas declarer maintenant mon intention ; de peur que cela ne les retardast. Mais ie voudrois attendre qu'elles fussent paracheuées, ainsi qu'elles le pourroient estre dans ce mois-cy, suivant ce que vous leur auez mandé expressement, & que le Clergé y eust fait son offre. Parce que pour lors si quelques-vns se plaignoient de voir ledit Clergé distrait d'icelles, estimant qu'il fust exempt ; & alleguoient qu'ils ne peuuent pas d'eux mesmes porter toute la dépence de ladite association ; l'on pourra pour lors leur faire connoistre comme ledit Clergé paye à part vne grosse somme, & quand & quand leur permettre de distraire de leur roolle tel nombre de soldats que ledit Clergé estoit taxé d'entretenir en chacune de leurs Prouinces particulieres ; afin de leur oster l'occasion de se plaindre, & les contenter par ce moyen. Je serois d'aduis qu'on employast les cent mille liures que donneroit l'Eglise, au payement de l'armée qu'il me semble estre expedient de faire en Dauphiné, comme ie diray tantost.

Je tiens pour certain que le Pape vous secourra au moins de cinquante mille liures par mois, lesquelles viendront fort à propos pour l'entier payement de ladite armée.

Vous ferez fort bien, Sire, d'inciter ceux des associations, & avec de belles paroles, de leuer de l'argent pour les six mois de service que vous leur auez destiné, afin de le tenir tout prest pour l'employer, l'occasion s'en offrant. Il ne faut pas attendre plus tard à le leuer, de peur qu'il ne se presente vne telle necessité de marcher, que leur retardement vous apportast vn tres-grand dommage, ou à tout le moins vous empeschast d'auoir vn secours tel que vous attendriez d'eux. Car les deniers estans ainsi leuez, vous pourrez sur la fin de l'année, vous seruir d'une partie de ceux qui n'auront pas esté employez. Mais il se faut bien donner de garde d'en parler ; de crainte que l'on ne destourne vostre intention. Cette somme, Sire, encore qu'elle ne fust gueres grande ; neantmoins elle vous apporteroit quelque commodité, de mesme façon que les petits ruisseaux enflent les riuieres. C'est pourquoy il ne faut pas mépriser en cette necessité, toutes les petites sommes que vous penserez pouoir recevoir.

L'estime, Sire, que vous pourrez recevoir quelque service de cete association, dans les Prouinces où elle sera establie ; & specialement pour garder & pour entretenir le pays en vostre obeïssance. Et certes ce ne seroit pas peu de chose, pour esuier la despence des gens de guerre, qu'autrement il faudroit laisser dans les Prouinces, & qu'on pourra par ce moyen employer ailleurs. Aussi cela estant bien estably donnera, don-

nera quelque crainte aux Huguenots, qui sçavent fort bien, pour l'avoir souvent expérimenté, combien les associations sont profitables; & sur tout les estrangers en feront cas.

Voilà pourquoy, Sire, ie suis d'advis de les faire continuer, & d'y vacquer diligemment; afin d'en tirer le plus de service que l'on pourra. Je ne m'amuseray point à particulariser le service qu'elles pourront rendre à V. M. iusques à ce que j'aye veu quel establissement elles auront par tout vostre Royaume: car ie pourrois travailler en vain. Mais ie vous diray bien que s'il vous eut plu retarder vostre Declaration, iusques à ce que ladite association eust esté establie (comme dès la premiere fois qu'il vous pleust de m'en parler priuement, ie vous le dis) vous eussiez peu esperer d'en tirer plus de secours, que possible vous ne feriez maintenant, qu'ils sçauront vostre deliberation; qui estoit la seule cause qui l'auoit fait commander, & qui l'eust fait paracheuer. Ce qui en verité deuoit pluost eschauffer les vrais Catholiques vos suiets & affectionnés à leur patrie, que non pas les refroidir.

L'estime, Sire, que vous entendez vous seruir du reuenue de ceux qui seront rebelles, pour l'employer au fait de la guerre qu'ils vous contraindront de soutenir. Ce qu'ayant deliberé de faire, il faudra mettre vn meilleur ordre à la leuée d'iceux, que celui qui a esté cy-deuant, par ce qu'en plusieurs endroits ce reuenue ne s'est pas leué, ou a esté tres-mal employé.

Ie ne veux pas mettre en consideration, que pourueu que vous payez vostre armée dix mois pour douze, elle aura occasion de se contenter. Parce que ie reserve ces deniers reuenans bons, sion les veut retenir avec les autres des monstres de pareille nature, pour les necessitez extraordinaires qui pourront arriuer. Aussi ie desirerois, s'il estoit possible, de voir les gens de guerre si bien payez, qu'on les peust bien discipliner, les rendre obeissans, & les empêcher de piller vostre peuple. Ce qui est expedient de faire, puis que cette association est faite, pour le soulagement de vos pauvres suiets, & non pour leur ruine.

Voilà, Sire, tous les moyens les plus prompts & les plus seurs que ie connoisse, pour trouuer de l'argent en cette occasion si pressante: lesquels encore qu'ils viennent à bien succeder; ie crains neantmoins qu'ils ne puissent suffire pour le fait de la guerre. C'est pourquoy il se faut viuement employer à en faire la maille bonne, & à en trouuer d'autres, s'il est possible. Et il ne les faut pas mépriser bien qu'on ne les puisse leuer que d'icy à six mois, voire vn an. Car enfin ces deniers arriueront tout à propos à mesure que la necessité augmentera. Sur tout, Sire, il ne faut pas permettre qu'ils soient diuertis en autre vſage & en autre service que pour la guerre; comme celui qui vous est par dessus tous, le plus necessaire; & que vous ne pouuez diminuer si facilement que les autres despences, voire que l'estat de vostre maison. Ie suis d'advis que vous le restraigniez le plus que vous pourrez: afin que vous fassiez con-

noistre à vn chacun, le bon mesnage que vous voulez faire en cette entreprife, ayant commencé par vous mesme. Que s'il est ainsi réglé, comme aussi celuy de la Reine, i'estime que vous les pourrez entretenir des huit cens mille liures que l'on dit qui vous reuiennent seulement de bon, des douze millions de liures que vous auez de reuenue, outre le taillon; & des deux cens mille liures où ie fais estat que pourront monter vos parties casuelles en la presente année.

Cette charge particuliere des finances doit estre departie à vne personne qui ait grande affection à vostre seruice, & qui y puisse veiller iour & nuit, & de façon qu'il en fasse son propre fait. Car en cela il peut arriuer deux inconueniens; l'un, par faute de faire venir l'argent à propos pour vous en seruir: & l'autre, que la finance estant venue, elle soit diuertie en d'autres vsages moins pressés. C'est pourquoy il vous plaira d'y bien aduiser.

Ie ne doute aucunement, Sire, que vous n'ayez pensé que vous pouuiez tirer quelque commodité de cette assemblée des Estats, pour vous mettre hors de necessité, comme il est plus que tresraisonnable que chacun s'y employe. Toutefois ie me desfie qu'ils ne vous donnent pas vn aussi prompt & vn aussi grand secours qu'il vous est necessaire: parce que la plupart sont venus pour demander rabais & exemptions. Neantmoins ie veux esperer qu'on leur pourra faire trouuer bon l'aduerfissement de l'octroy nouueau que la Reine vostre mere nous a commandé, à M. de Chiuerny & à moy, de verifier; pour estre departy également, le fort portant le foible, sur ceux qui sont taillables, depuis vn sol iusques à cinquante liures au plus, chargé sur l'estimation des trois millions de feux que l'on dit estre en vostre Royaume: en deschargeant tous les trois Estats, de toutes les tailles & de toutes les autres impositions & gabelles qui ont esté mises depuis le Roy Louis douzième. Si cette quantité de feux se trouue en vostre Royaume, i'estime, Sire, qu'on en pourra tirer par an au moins vingt millions de liures, à la descharge de vos suiets. Cela vous mettroit hors de necessité. Neantmoins il sera impossible, encore que cela fust trouué bon par lesdits estats & qu'il peust reüssir, de vous en pouuoir seruir en la presente année. C'est pourquoy il vous est necessaire de trouuer cependant quelque autre plus prompt secours en cette extremité. Je ne vois pas qu'on le puisse esperer beaucoup grand du costé de la Noblesse. Quant au Clergé, i'en ay dit cy-deuant mon opinion. Les villes d'ailleurs sont chargées de payer six cens mille liures par trois années consecutives pour estre employées au payement des douze cens florains du Comte Mansfeld. Quant au plat pays, la plus-part demande exemption des tailles, comme i'ay dit, ce qui est bien éloigné d'en donner dauantage. Si bien que ie me desirois fort que vous puissiez tirer grand secours de cette assemblée des Estats, si ie ne connoissois la bonne volonté que plusieurs vous portent, & qui scauent vostre vrgente necessité; & qu'auf-

si à ce coup, il y va de leur ruine, ou de leur repos. Cela me fait d'autant mieux espérer, que la Reine vostre mere n'oublira rien pour y apporter tous les bons offices qui y sont requis, & qu'elle vsera de toutes les persuasions nécessaires, sans y perdre vn seul moment de temps.

Or, Sire, pendant que vous ferez vos preparatifs pour vous acheminer en Guyenne, il sera bon d'écrire à M. le Marechal de Montluc de vous venir rencontrer. Il sera expedient d'en faire de mesme aux plus apparens de ces quartiers-là pour les retenir à vous le plus que vous pourrez, & pour leur faire sçauoir que vous ne trouuez pas bon qu'ils pratiquent avec ceux qui ne vous reconnoistront pas, & qui ne vous seront pas obeissans; afin que par ce moyen vous puissiez rendre ceux-là d'autant plus foibles de personnes & de credit. Voila, Sire, tout ce qu'il me semble que V. M. peut faire pour se preparer d'aller en Guyenne. Je repasseray sur ce que l'estime necessaire que vous fassiez pour la Prouince de Dauphiné, & ie diray à V. M. qu'il me semble fort expedient, que monsieur le Prince Dauphin, Gouverneur du Dauphiné, s'achemine au plustost de ce costé-là, pour mettre en vostre obeissance les lieux & les places qui voudront estre rebelles; ou à tout le moins, pour tenir vos affaires en reputation. L'espere que si on luy donne de quoy, il vous y fera quelque bon seruice; puis qu'en ce pays-là les Huguenots ne tiennent plus maintenant que la Mare, Sere, Dye, & Lyuron; les trois premieres desquelles villes sont assez faciles à prendre: comme aussi Lyuron, s'il estoit bien assailliy. Ce n'est pas neantmoins que ie fois d'aduis qu'il s'y amusast, s'il arriuoit qu'il fallust faire la guerre, pour le peu de force qu'il aura, à faute d'argent, & pour le grand temps qu'il faudroit employer à le forcer: mais qu'il fermast Lorial, qui est tout proche ledit Lyuron, pour y loger cinquante Cheuaux, & vne Compagnie de gens de pied; afin de les tenir de si près, qu'ils n'eussent pas le loisir de faire grand mal; en attendant qu'à faute de viures, ils fussent contraincts de se rendre. Il en pourra faire de mesme aux autres villes, s'il ne peut pas les forcer.

Encore que la présence dudit sieur Prince en ce pays-là n'y fit autre chose que de l'empescher d'estre tourmenté & d'estre pillé, & de tenir en reputation vos affaires; ce sera encore beaucoup; & mesme s'il estoit soulagé en ce qu'il aura besoin par M. le Marechal de Rets & par M. de Gordes, & par tels autres qu'il vous plaira aduiser. Pour cela le plustost que vous luy pourrez faire sçauoir vostre volonté, sera le meilleur; afin de le disposer à s'y acheminer auant que la saison s'aduance dauantage.

Les forces qu'il me semble que vous luy pouuez bailler, s'il arriue qu'on ne vueille pas vous reconnoistre pour Roy, ny vous obeir, seront pour le moins de six mille hommes de pied, qui vous coûteront soixante & six mille liures par mois. Trois cens hommes d'armes, faisant sept cens cinquante cheuaux, vous cousteront soixante & sept

mille liures par quartiers ; & cent cheuaux legers, deux mille cinq cens liures : & outre ce, les cent hommes d'armes de l'arriereban du Dauphiné.

Quant à l'artillerie, il s'en pourroit seruir & s'en aider aux occasions de la quantité qui luy seroit necessaire, sans que pour cela il soit obligé faire vn grand estat ordinaire. Neantmoins, soit pour huit cens pionniers, qu'il y faudroit employer ordinairement, soit pour l'attirail de quelques pieces qu'il pourroit tousiours traîner avec luy, pour branqueter certaines meschantes Bicoques, il luy suffiroit qu'il eust vingt mille liures par mois. Il est bien vray que pour deux ou trois mois qu'il y pourra employer à prendre ou à fermer lesdites quatre villes du Dauphiné, il y faudra au moins mille ou quinze cens pionniers. Mais ie croy que ce pays là les fournira des villages d'autour, sans faire aucune leuée qui couste dauantage au peuple que cinquante liures chacun.

Plus pour quelque attirail de viures, dix mille liures.

Et enfin pour les appointements del'armée, & pour les parties inopinées, seize mille liures, reuenant le tout par mois, à bon compte, à cent trente cinq mille liures : à cause que ladite gend'armcrie sera payée par quartiers, ce qui ne reuiendra pas moins qu'à vingt deux mille liures. Cette somme estant bien mesnagée, & les forces estans bien employées, i'estime qu'il vous y fera quelque bon seruice. A quoy le Maréchal de Rets le pourra grandement secourir, & spécialement à bien mesnager vostre argent, pour luy bailler lesdites forces. Je serois d'auis, Sire, de faire acheminer audit Dauphiné sept Compagnies Françoises des dix que vous auez en Piedmont, où elles ne vous seruent de guerres, & de leur commander de faire leurs cruës de cinquante soldats, dont elles sont composées, iusques à deux cens cheuaux. Aussi pour vous dire le vray, quand ce ne seroit que pour en oster quelques-vns de là, ie souhaitterois qu'elles en fussent dehors, eraignant que pour n'auoir receu que deux monstres depuis deux ans en ça, elles ne prissent occasion de faire quelque sedition à Carmagnolles, suscitez possible par quelqu'un que vous connoissez mal affectionné à vostre seruice. Je pense que quand il demeurera trois compagnies dans ledit Marquisat, l'une pour estre mise en ladite ville de Carmagnolles avec les cent soldats du Chasteau : vne autre à Salluces : & la troisieme pour estre départie en diuers chasteaux ; cela suffira, à présent que vous dites auoir le Roy d'Espagne pour amy, & que les gens dudit pays sont affectionnez à vostre Couronne.

Il ya aussi audit Marquisat de Salluces la compagnie de Cheuaux-Legers du sieur Iules Centurion, laquelle incommode grandement ledit Marquisat, & qui seruira bien en Dauphiné, si vous trouuez bon del'y faire aller. Elle y connoist le pays, & elle y est bien aimée. Il faudroit charger ledit sieur Iules de l'augmenter de cinquante qu'elle est, iusques à cent.

pliné, pour le peu de loisir que j'ay eu, & pour éviter la prolixité. Je croy, Sire, que vous n'ignorez pas combien il vous importe de laisser pendant vostre longue absence de ces quartiers-cy, vn bon ordre aux Prouinces qui sont derriere-vous, & à tous ceux que vous croirez affectonnés à vostre seruice; afin que non seulement l'on ne vous y brouille pas, mais que chacun vous y secoure de tout son pouuoir, comme il seroit besoin que l'on fust. Pour cela, Sire, ie trouerois qu'il seroit tres-necessaire d'y laisser quelques personages d'autorité, pour-y commander; & mesmes à Paris, au cas que M. de Montmorency vint vous seruir en vostre armée, ou qu'il fust tellement malade, ainsi que l'on dit qu'il est, qu'il ne pût vacquer à la charge de son Gouvernement. Et ie pense que M. de Monpensier seroit le plus propre, non seulement pour cette ville & pour le pays d'autour; mais pour auoir comme vne iurisdiction amiable sur les autres Gouverneurs circonuoisins, lesquels à l'occasion de sa qualité & de son âge, luy deffereront ce qui pourra suruenir pour vostre seruice, pendant vostre longue & vostre loingtaine absence de ces quartiers-cy. J'ay nommé ledit sieur de Monpensier; parce que ie pensé qu'il n'ira pas sitost en Guyenne, à cause qu'il est delicat, ou qu'y allant, il ne vous y fasse pas vn seruice tel que vous le desireriez. C'est ce que ie vous supplie de croire. Toutefois si vostre volunté est qu'il y aille, ou que vous vouliez le tenir près de vous, comme il est expedient pour vostre reputation que vous soiez bien accompagnés en ce voyage de notables personnes, i'estimerois qu'il seroit plus à propos d'y laisser Monsieur le Cardinal de Bourbon, que nul autre, en cas que le Roy de Nauarre son Nepueu, se declarast contre vous. Car aussi bien il a resolu de se retirer en son diocèse de Roüen, à cause du regret que ce bon Prince auroit de voir contre vous, celui qui represente feu Monsieur son pere, & qui luy est si proche. Craignant, comme il dit, que tel regret ne fust cause de sa mort. Cette precaution, Sire, comme elle est d'importance, & qu'il est necessaire qu'elle soit bien-tost prise, elle a aussi bon besoin d'estre bien pesée auant que de la resoudre. Car si Monsieur de Montmorency s'excuse de vous accompagner, au cas que son frere le Marechal Damuille, ne se range pas à son deuoir, afin d'éviter le soupçon que l'on pourroit prendre sur luy, s'il estoit près de vous, qu'il le voulust favoriser; ie ne sçay pas comment vous pourrez bonnement enuoyer quelque autre pour commander à Paris, s'il arriue que ledit sieur de Montmorency vienne à se bien porter, & qu'il vueille prendre à cœur cette nouvelle commission. Car, Sire, il pourra se plaindre que vous luy ferez tort, si vous voulez mettre vne autre personne que luy pour commander en son gouvernement; d'autant que vous ne l'auiez pas fait au voyage de Lion, de Guyenne, & finalement de Bayonne en l'an 1574. & 1575 qui dura deux ans. Toutefois si vous desirez de mettre quelque Prince de vostre sang pour commander en ladite ville, vous pourrez alleguer que

ledit sieur Cardinal y a autrefois commandé, tant du viuant du feu Roy vostre pere, au voiage d'Allemagne en l'an 1553. que du feu Roy vostre frere en l'an 1562. au commencement des premiers troubles. Sutquoy vous prendrez vne resolution telle qu'il vous plaira. Je vous diray cependant qu'il vous est tres necessaire de mettre bon ordre à la garde des villes d'alentour de Paris; de peur qu'en surprenant quelqu'une, l'on ne trauaille si fort vostre dite ville, qu'au lieu d'en estre secouru, vous soyez contraint de la secourir. Pour cela, Sire, il me semble que vous deuez auoir vn roolle de ces villes-là; & selon leurs qualitez, mettre dans chacune vn Gentilhomme avec quatre, six, dix ou douze soldats pout y commander, & pour auoir l'œil à faire faire exactement la garde par les habitans. Il faudroit que luy, & ses soldats, fissent par interualle la ronde la nuit, pour garder seulement ces villes de surprise; puisque de force il n'en faut rien craindre. Il sera bon aussi de destiner quelques compagnies de gend'armes voisines de là, pout seruir aux occasions qui se pourront presenter. Et le plustost que vous pourrez, Sire, establir cét ordre non seulement dans les villes qui sont autour de Paris; mais dans celles des autres Prouinces, qui sont de grande importance. Ce sera le meilleur, afin de le voir executé auant que vous vous en esloigniez, comme estant vne chose tout à fait necessaire pour vostre seruice. Et pour donner moyen aux habitans d'icelles d'entretenir lesdits Gouverneurs & leurs soldats, il leur faudroit permettre de leur ou d'imposer sur le sel ou sur quelques autres marchandises qu'ils aduiferont, la somme qui sera requise pour leur payement.

Je serois d'aduiss aussi, pour les raisons susdites, qu'il vous pleust de cesser M. de Nemours le plus qu'il vous sera possible, & de faire en sorte qu'il soit content de vous. Il faudroit mesme le prier d'auoir l'œil sur les quartiers d'Orleans, de Betry, de Niuernois & de Bourbonnois, & ailleurs où vous aduilerez estre expedient, & d'auoir vne bonne intelligence avec ecluy qui demeurera à Paris. Car, Sire, si pendant vostre absence il y a dans les Prouinces de vostre part, plusieurs personages de grande qualite, & qui soient affectionnez à vostre seruice; vos affaires s'en porteront beaucoup mieux.

Aussi il me semble que vous deuez, auant que de passer en Guyenne, faire reprendre quelques petits Chasteaux foibles qui sont en Poitou, & specialement Bouteuille; afin de laisser le pays libre, & mesme le grand chemin, pour venir à vous de Paris, d'Allemagne, & d'Italie, comme estant vne chose qui vous est grandement necessaire. D'ailleurs il faudroit faire de bonne heure, des blocus aux villes fortes de Xaintonge, pour les reserrer de prés, & enfin pour les affamer. Les forces de l'association pourroient seruir bien à propos pour cela; & à tout le moins ie pense que M. de Ludes & M. Ruffé y feront fidellement leur deuoir avec celles qu'ils auront; c'est pour quoy il sera bon d'aduifer au plustost à l'execution, pour n'estre pas contraint par aptes de retarder vostre voyage;

ou bien si vous le pourfuiuez, de ne le pouoir pas si facilement exécuter.

I'entends que le haut Limosin est tout entier sous vostre obeissance. C'est pourquoy, pourucu qu'il se conserue, comme i'estime qu'il fera, en l'estat qu'il est, vous en receurez du seruice: & specialement pour recouurer, avec le temps, quelques villes que vos ennemis occupent dans le bas-pays; lesquelles neantmoins sont aisées à prendre avec le canon. Cependant ie serois d'aduis que M. de Chambery se teint en la ville de Limoges, comme il a fait par le passé, pour donner tousiours courage à ceux de ce pays de se conseruer en vostre obeissance.

Excepté Yssoire, qui n'est pas forte, & est au milieu de la Lymagne, tout le reste du pays d'Auvergne est en vostre obeissance. Si bien qu'en y faisant des blocus, comme aux autres villes rebelles; le pays ne seroit guerres troublé. Mais pour ce faire, ie serois d'aduis d'y enuoyer Monsieur de _____ pour y commander, afin d'oster, à cause de sa qualité, la discorde qui est entre M. de S. Eran, la Noblesse du pays, & les treize bonnes Villes: de peur qu'en la laissant continuer, elle n'engendrast quelque inconuenient en cette Prouince. Bien est-il vray qu'il faudroit que ledit sieur de _____ s'y gouuernast sagement; & comme vn vray zelateur de vostre seruice; & non comme partial: de peur d'y allumer le feu encore plus grand qu'il n'est pas.

Pour le regard du Perigueux & du Quercy, puisque vous auez desia commandé d'y faire bien garder les villes; le reste de leur conseruation doit dependre de vous, quand vous serez arriué en Guyenne. C'est pourquoy ie n'en parleray pas icy, comme i'ay fait des autres Prouinces qu'il faut laisser derriere vous. Car elles ont besoin d'un bon ordre: de peur que lors que vous en serez esloigné, l'on ne vous y brouille, afin de diuertir vos armées de la Guyenne & du Languedoc, comme possible les ennemis feroient.

En toutes les Prouinces susdites, il est necessaire, Sire, que iusques à ce que les forces de l'association y soient bien establies, vous y laissiez quelques compagnies de gens d'armes, pour estre mises en garnison en certains lieux; afin de s'en seruir aux occasions qui pourroient suruenir soudainement; le departement desquelles ie laisseray à vostre bon iugement, pour ne sçauoir pas au vray celles que vous estimez y estre les plus propres.

I'ay differé de parler iusques à present de ma voisine la Charité, laquelle m'a esté si chere par le passé, qu'elle m'a souuent gasté le Niernois: & ie crains qu'à ce coup, si elle n'est remise en vostre obeissance, elle n'acheue de le ruiner entierement. Cela me fait desirer qu'on la puisse forcer pendant vostre seiour en ces quartiers là, pour le grand bien que cela apporteroit à vos affaires. Toutefois me deffiant que cela se puisse exécuter, d'autant que vous n'auiez pas les forces prestes qu'il y faudroit, comme aussi à cause que la saison de l'huyet y est du

pour contraire, & dauantage qu'estant assez forte, il y faudroit employer plus de temps qu'il ne vous conuient en seiourner de pardeçà; il me semble au moins que V. M. doit derechef enioindre à des Landes & aussi à la Nocle de licentier les forces qu'ils y ont fait entrer, outre les douze soldats qui y deuoient seulement estre. Que s'ils n'obeissent pas, vous pourrez y enuoyer au plustost, pendant que vous estes icy, vne parrie de vos gardes pour fermer & pour fortifier le fauxbourg de ladite ville au bout du Pont du costé du Berry; & que vous pourrez à l'instant faire rompre ledit Pont, en sorte qu'on leur oste l'esperance de le pouuoir racouter. Dauantage, il faudroit mettre cinquante soldats, ou plus, à la garde de ce Pont, pour empescher les ennemis de passer par basteaux. Cela leur osterà toute la commodité qu'ils esperent de cette ville-là par le moyen de ce passage. Il faudroit de plus du costé du Niuernois, faire fermer quelque petit village proche de ladite ville, & y loger quelques soldats à pied & à cheual, pour les empescher de courir la campagne & de faire aucun mal. Pour ce faire, Sire, il me semble que vous ne deuez pas attendre la responce des Princes & Seigneurs; puis que c'est de cet aduis; auquel, & non à eux, vous auez baillé ladite ville. Aussi si vous attendés à l'exccuter quand vous serez prest à desloger de cette ville; vous ne pourrez alors vous aider pour cét effet de vos gardes, & vous screz contrainct de leuer des forces nouuelles, qui ruineront tout ce costé-là, & l'empescheront d'aider de vous secourir. Cette entrepryse, Sire, facilitera, bien loing d'empescher le fait que vous scauez de ladite ville. C'est pourquoy il me semble necessaire de l'exccuter au plustost que vous auez responce dudir des Landes & de la Nocle, si vous n'auiez pas moyen de mieux faire.

Vous scauez, Sire, combien les sallines ont profité à vos rebelles. C'est pourquoy ie serois d'aduis que de bonne heure, & sans perdre de temps, vous vous saisissiez de celles de Broüages, pour le grand secours de deniers qu'ils en titent.

Er quant à celles de Pecquais, il suffira lors que ledit sieur Prince sera en ces quartiers de delà, qu'il aduise des moyens de faire quelque fort, avec l'aide de vos galleres, & de celle de vos voisins & amis: afin que s'il arriue que ledit sieur Marechal ne se range pas de vostre costé, il luy puisse oster le profit du sel, qui luy est bien grand. Ce qui apporte vn grand dommage à vostre Royaume.

Maintenant que j'ay assez discoursu sur les prouisions qu'il me semble que vous deuez faire dans vostre Royaume, & specialement dans les Prouinces que vous laisserez derriere vous: ie vous diray qu'il est tres-necessaire de fermer la porte aux Allemans, & les empescher d'entrer en France contre vostre volonté. Pour ce faire, mon opinion seroit de retenir huit mille Reistres; ou si vous n'en auez pas les moyens, de faire semblant de le faire, & prier les Gondy, ou Anthoine Go d'en-

uoier de l'argent à Francfort; ou à tout le moins de le faire en apparence, pour l'employer en ladite leuée. Il faudroit mesmes mander à vos Collonels de se tenir prests pour vne telle leuée, au premier mandement que vous leur en ferez: afin de tenir vos affaires en grande reputation & en credit, tant dans ce pays-là qu'en cettuy-cy; & par là donner occasion à plusieurs de vos suiets de vous obeir lors qu'ils se verront quasi frustrés d'auoir du secours estranger; & que par conséquent il le croiront perdus. Cette prouision, Sire, est si necessaire & si profitable pour vostre seruice, que i'ose dire qu'il vous faut trouver de l'argent pour la premiere monstre de ces huit mille Reistres, ou des six mille au moins; avec six mille autres Lansquenets, que l'on portera à l'instant leuer sur la frontiere: ensemble pour trois ou quatre mille hommes de pied François, outre les huit ou dix compagnies de gens de pied de vos ordonnances qui sont en Champagne: lesquelles troupes avec celles de l'association des Prouinces voisines, i'estime deuoir estre des forces suffisantes, pourueu qu'elles soient accompagnées d'un nombre de gend'armerie tel que vous l'estimerez capable pour pouoir battre les Reistres Huguenots, qui voudroient entreprendre d'y venir: ou à tout le moins pour les incommoder tellement de viures, que d'eux mesmes ils se deffissent. Il est vray que pour ce faire il faudroit que vostre armée logeât bien serrée, voire qu'elle campast, pour contraindre les ennemis d'en faire autant, & pour les incommoder du tout.

Je vous ay proposé de vous seruir en cette occasion, des troupes de l'association; d'autant qu'il me semble qu'elles seront plus propres pour cette affaire, qu'ailleurs. Aussi la Noblesse & chacun partira de sa maison plus volontiers, quand on sçaura que c'est pour battre les Reistres, & faire la guerre dans leurs Prouinces mêmes. C'est pourquoy ie suis aduis, que l'on destine ces troupes-là seulement pour cet effet, & pour tenir nettes & deffendre respectiuellement leurs Prouinces, pendant que vous tascherez de venir à bout des autres qui sont embrouillées.

Je ne parleray point de la façon, & comment avec un plus grand aduantage l'on pourra combattre ces Reistres; s'il est expedient que ce soit à la frontiere, ou bien auant qu'ils soient assemblés à la Place Monstre: parce que ie laisseray cette affaire à Monsieur de Guise, qui est Gouverneur de la Champagne, où i'estime que sa presence sera tres-necessaire, & qu'il sera bon qu'il y soit aussitost que les Estats seront paracheuez, afin de tenir vos affaires en reputation, & d'oster l'occasion aux Huguenots de faire vne autre petite leuée de quinze cens ou de deux mille Reistres, comme ils ont fait dernièrement, lors qu'ils vousurent si éloigné, & qu'il n'y auoit personne à la frontiere. Car cela affibleroît vostre reputation, & empêcheroit le bon acheminement de vos affaires.

Vous auez veu, Sire, par experience, la quantité de faux aduertissemens qui vous ont esté donnez d'Allemagne, plus à l'aduantage des

Huguenots, qu'ils ne sont veritables, & combien que quelquefois ils vous ayent apporté vn grand dommage; il n'y a neantmoins iamais esté pourueu. Cela m'a esmeu à vous représenter de quelle importance semblables choses sont à vostre seruice; afin qu'il vous plaise d'y pouruoir, & de faire presque audir pays vn mesnage nouveau d'hommes Catholiques intelligens, pour vous aduertir seurement de tout ce qui s'y passera; & surtout si l'on n'y fait point quelque leuée, quand, & en quel nombre. Pour cela, Sire, il me semble que les Princes Catholiques vous y pourront grandement seruir; & spécialement pour sçauoir quand ils auront deliuré leurs pouuoirs, & pour quel nombre de Reistres; afin qu'au mesme temps l'on puisse aussi sur leur aduis, faire deliurer les vostres, & non plustost, pour éuiter vne despence inutile, ou plus grande qu'il ne conuiendrait faire au cas que vos ennemis feignissent de leuer huit ou dix mille Reistres, pour vous faire leuer les vostres, & que par apres ils n'en leuassent que mille, en attendant la saison des viures pour leuer les autres. Car cela vous feroit consommer en vain 1300000. liures, ou enuiron, tant pour quatre mois, pendant lesquels vous seriez contraint de les entretenir, & ceux des heretiques aussi. Voila pourquoy, Sire, pour éuiter vne telle despence, & les inconueniens qui peuuent suruenir par faute d'estre aduertty bien à propos; ie serois d'aduis qu'en cette occasion vous n'espargnassiez aucune chose.

Ie suis bien marry de ne vous pouuoir pas donner aduis où vous pourrez recouuter cette somme de treize cens mille liures. Mais ie suis contraint de vous dire qu'il vous est necessaire de la trouuer pour le salut de vostre Royaume. Du moins il faudroit que vous eussiez au moins cent cinquante mille liures pour la premiere monstre de vos six mille Reistres: comme aussi quatre-vingt mille liures pour les six mille Lansquenets. Car pour les autres monstres, vous aurez le loisir d'y pouruoir: quoy qu'il vaudroit mieux de bonne heure faire vn fonds, si vous le pouuez, de toute la somme entiere; pour le grand interest que vous y auriez, si vous manquiez de les payer tous les mois, comme vous le sçauiez tres-bien. Et parce que ie ne sçay où vous pourrez recouuter si promptement ces trois cens cinquante mille liures; d'autant que ie sçay qu'elles vous sont tres-necessaires, afin aussi que vous ne demeuriez pas court d'argent en vne si sainte entreprise, & qui est si importante à vostre reputation & au bien de ce Royaume; ie vous supplie de faire estat de dix mille liures de rente que j'ay en Flandres, qui valent quatre cens mille liures; afin de les bailler à quelque Prince Allemand, ou à quelque autre qui vous promette de vous amener six mille Reistres, tout aussi-tost que vos rebelles en leuront vn pareil nombre; & le prier de se contenter de cette somme pour la premiere monstre. Car bien que ie les aye obligées par vostre commandement, il y a quatre mois, au sieur de Schomberg au nom des autres Colonnels, pour le payement des Reistres qui vous ont n'aguerez scrüy; ie luy en obli-

geray d'autres au lieu d'icelles : afin qu'en vne necessité si vrgente, vous ne differiez pas à executer la premiere, & la plus importante de toutes les autres precautions; qui est de fermer la porte au secours que vos rebelles pourroient esperer d'Allemagne.

Ie vous ay proposé, Sire, de leuer des Lansquenets plustost que des Suisses : parce que d'un costé ie crains que quand l'occasion vous pressera, vous ne puissiez pas si tost les auoir ; tant pour le mécontentement qu'ont de vous ceux des liguez, à cause du retardement que vous apportez à leur payer ce que vous leur devez ; qu'aussi parce que les Allemans vont aux assauts & font tous les seruices que font les François, & sans ceremonie. Il est vray que pour vne bataille, les Suisses sont sans comparaison inéilleurs, & qu'ils sont fort fideles ; ainsi que vous l'avez expérimenté.

Le voyage que vous avez deliberé de faire faire à M. de villequier vers ce nouveau Comte Palatin, me semble fort à propos ; & ie croy qu'il est necessaire qu'il soit executé au plustost ; afin de tascher del'attirer à vous, si faire le peut, sinon pour descourir son intention, & de là passer plus outre vers les Euesques, & l'Abbé de Folca, & vers les Princes Catholiques, & mesmes vers les Lansgraues pour leur faire entendre vostre deliberation, & la requeste que tout vostre Royaume a conclud de vous faire, pour vous supplier de ne pas permettre que l'on y fasse aucun exercice que de la Religion Catholique & Romaine, & pour prier les Catholiques affectionnez à nostre religion, de vous y aider de leurs bons conseils & de leurs moyens ; & specialement de leurs bons aduis. I'estime, Sire, que si vous faites cela, vous receurez vn grand contentement de son voyage ; & encore plus s'il est bien tost effectué. C'est Sire, ce qu'il me semble que vous devez executer tant du costé de l'Allemagne, qu'ailleurs.

Ayant donc accommodé & préparé toutes ces choses ; ie serois d'aduis, Sire, qu'aussi-tost que les Estats seront finis, & que vos forces seront assemblées, sans attendre dauantage, vous vous en alliez en Guyenne, & de là en Languedoc, soit pour y establir la paix, comme ie le desire de tout mon cœur, ou pour vous y faire obeir par la force. Pour cela, Sire, vous aurez fauorables les mois de Mars, Atil, May, Iuin, Iuillet, Aoust, & Septembre : parce que pendant ce temps-là, l'on ne pourra amener en vostre Royaume des forces estrangeres, à faute de viures, qui seront pour lors au plat-pays, ce qui les combattroit eux-mesmes. C'est pourquoy vous aurez vne belle commodité pendant tout ce temps-là d'employer vos moyens à vous faire obeir ; comme ie vous supplie aussi de faire, sans que vous retardiez pour quelque chose que ce soit, de vous acheminer au plustost en ces quartiers-là, quand bien l'on vous donneroit esperance de pacifier toutes choses sans qu'il fust besoin que vous y allassiez. Car ie craindrois fort, Sire, que ce fust pour vous amuser, & pour vous faire perdre ce beau temps-là, ainsi

que bien souuent les rebelles ont tasché de faire, ce qui leur a reüssi.

Quand vous serez arriué dans la Guyenne, si chacun vous y obeit, comme ie le souhaite, il vous sera bien aisé de les receuoir en vostre bonne grace, & par leur bon aduis, & avec toute la douceur & l'amitié, remettre ce pays-là en paix & en repos. Au contraire s'ils veulent vous faire la guerre, & vous contraindre de les chastier; ie serois d'aduis que vous fissiez faire vn roolle de toutes les villes qui tiendront audit pays, afin que sur iceluy vous puissiez aduiser lesquelles seroient les plus aisées & les plus faciles à forcer, & lesquelles, en les prenant vous accommoderoient le plus. Pour cela il faudroit attaquer premierement celles qui sont sur les passages, & puis les ayant prises, il faudroit desmolir celles qui sont mal affectionnées & qui sont foibles. Pour les autres, il les faudroit bien faire garder; comme aussi faire chastier avec rigueur celles qui auront attendu le canon. Car par ce moyen vous donnerez de la frayeur & de la crainte aux autres de ne pas faire les opiniastrés, & vous leur osterez l'occasion de vous faire perdre le temps, qui vous est si precieux. Pour ce mesme effet, il me semble qu'il ne sera que bon de determiner le loyer l'honneur & le profit qu'auront celles qui vous reconnoistront, & qui vous obeiront de bonne heure, soit en les exemptant de tailles pour six ou neuf ans, soit en leur donnant quelque autre priuilege, tel qu'il vous plaira. Et quant aux autres qui seront rebelles, V. M. leur imposera telles peines qu'elles auront meritées. Par ainsi vous les pourrez ineiter à vous prestre l'obeissance qu'elles vous doiuent, & par mesme moyen mettre le soupçon & la défiance entre ceux qui les commandent, qu'elles ne se departent de leur confederation.

La prise de telles villes, quoy que peu fortes, mettra vne grande partie du plat-pays en liberté, & renfermera d'autant plus vos ennemis dans les moindres places. Que si elles se trouuoient trop fortes, ie ne suis pas d'opinion qu'on les batte, ny que vous vous y amusiez, pour le peu de moyen que vous aurez de les forcer; mais il faudroit passer outre, & les serrer cependant avec des blocus, en y mettant quelques cheuaux & quelques gens de pied, soit de l'association, si elle y est establie, ou des compagnies que vous aurez leuées audit pays, tant pour tenir les chemins libres à venir des autres Prouinces iusques à vous, comme vne chose qui est tres necessaire, comme pour leur oster les moyens de faire vne infinité de maux, & sur tout de recouurer des viures. Par là V. M. les contraindra dans vn an, ou dix-huit mois, à luy obeir, n'estant point secouruës du costé de l'Allemagne.

Sire, encore que ie me deüssé passer de discourir des exploits que vos armées pourront faire; d'autant que l'éuenement est si esloigné & si incertain, & que venant à ne pas bien succeder, on pourroit trouuer estrange mon aduis, neantmoins pour le desir que i'ay de vous satisfaire en tout ce qui dependra de moy; ie n'ay pas voulu laisser dettie-

re aucune chose que ie pensasse vous pouvoir servir : m'assurant que vous prendrez le tout en bonne part, & que vous excuserez les fautes que vous y remarquerez.

Ie vous diray donc, Sire, qu'allant attaquer les susdites villes, & clore les autres; il n'y a personne qui puisse vous empêcher de le faire sans se mettre en danger d'estre battu, n'estant pas si fort que vous, comme i'estime qu'il ne le peut estre. Donc apres auoir pris & enfermés le places qui sont les plus importantes; ie serois d'aduis que vous allassiez droit où sera le plus fort & le plus appatent de ces quartiers-là ainsé contre vous, de faire ordinairement camper vostre armée, ou bien la loger fort serrée, comme vous pourrez faire ayant l'artirail de viures suffisant pour les nourrir, afin que vostre ennemy logeant à l'escart vous le puissiez aisement battre, & s'il veut s'enterrer dans vn camp, vous le puissiez affamer à faute de viures; ou à tout le moins le contraindre de fuir deuant vous, comme i'estime qu'il fera, prenant avec soy quelque troupe de gens de cheual, & peu de bagage, pour vous faire courir apres luy, & tacher de vous amuser. Ce que ie ne suis pas d'aduis que vous fassiez; mais bien plustost de le faire suivre par vne pareille troupe que la sienne, ou plus forte & bien choisie que V. M. fera conduire par quelque bon Chef & bien aduisé, afin de l'attraper & de le combattre; ou de le contraindre de s'enfermer en quelque ville. Ce que faisant, mon opinion est que si V. M. pense le pouoir forcer dans vn mois, voire dans deux, elle n'y espatgne pas ce temps-là ny la despense. Car la prise du Chef estonne tout le reste du corps, au contraire si elle n'estime pas le pouoir forcer dans ledit temps qu'elle ne s'y amuse pas, pour le grand préiudice que ce luy seroit, de perdre les occasions de mieux faire. Et sur tout il faut interrompre la recolte. Outre qu'en vn grand siege le plus souuent les armées se deffont d'elles-mêmes, comme il poutroit aduenir à la vostre, sans que V. M. en rapportast aucun signalé profit.

Si d'ailleurs celuy-là n'ayant pas de quoy vous faire teste en la Guyenne, estoit si mal-aduisé de s'acheminer vers la France, pensant d'y faire quelque diuersion de vos armées; ie serois d'opinion de le laisser aller, & de le faire seulement suivre par quelque troupe legere, en mandant aux Prouinces d'assembler leurs forces, soit de l'affociation ou autres, pour luy courir sus, & le contraindre de se perdre, comme il seroit en bref, n'ayant point d'artillerie, ny de gens de pied qui fussent propres pour forcer vn petit village fermé qui luy refuseroit les portes. C'est pourquoy au lieu de penser renforcer ladite troupe entrant pays, elle seroit couruë à force, & bien-tost mise en desarray; le voyant fugitif deuant les vostres. Tellement qu'apres auoir rodé le pays, qui est tout le mal qu'il pourroit faire, il seroit contraint peu à peu de le perdre. C'est ce qui me fait penser qu'il ne sera pas si mal-aduisé de sortir de la Guyenne: & mesme la raison ne le veut pas, ny aussi

peu qu'il s'enferme dans quelque ville ; à moins qu'il ne pense par vn long siege, vous y pouuoir amuser, pendant que les siens feront la recolte, ou en attendant qu'ils ayent leurs forces estrangeres, & quant & quant ruiner vostre armée. Mais plustost comme il connoist que ses forces & celles de Monsieur le Marechal Damuille estant separées, seroient trop foibles deuant les vostres ; & que l'vn ayant esté defait, il causeroit la ruine de l'autre ; il taschera de se ioindre avec ledit sieur Marechal, pour par apres essayer de vous attirer en leurs embusches, & vous embarrasser & incommoder tellement vostre armée de viures, qu'elle peust se deffaire d'elle mesme, ou bien l'engager en pays estroit & aduantageux à leurs forces pour pouuoir combattre les vostres. Pour cela, Sire, ie serois d'aduis que V. M. les laissast aller, & qu'elle s'arrestast à prendre les villes & les Chasteaux de la Guyenne & du Languedoc, qui luy seront les plus propres pour luy faire recouurer vne grande partie du pays. Cela les fera resoudre, Sire, ou à vous laisser paracheuer vostre conqueste, qui est ce que vous deuez desirer le plus ; où venant à vous pour vous en empêcher, ils donneront beau moyen à V. M. de les combattre.

D'autre costé, Sire, si vous estimez que leurs forces estans assemblées, soient plus fortes que les vostres (combien que i'en doute fort, parce qu'ils seront contrainsts d'employer leurs meilleurs soldats à la garde d'vn grand nombre de villes Catholiques qu'ils tiennent, à cause qu'ils se deffient qu'elles ne se rangent sous vostre obeissance, tant parce que vos chastimens sont legers ; qu'aussi parce qu'ils voyent manifestement que vostre querelle est seulement contre les Ministres leurs anciens ennemis) & que vous ayez volonté de tenir leurs forces separées ; vous pourrez faire marcher droit à vn bout du Languedoc, l'armée que vous aurez en Dauphiné, au mesme instant que le sieur Damuille marchera contre vous. Car par ce moyen, s'il ne se voit pas assez fort pour combattre en diuers endroits, vous le pourrez forcer de retourner pour garder ses villes & ses pays, en attendant, mais en vain, si vne fois vous y auez bien pourueu, qu'il puisse estre secouru au mois d'Octobre par des forces estrangeres. Ce qui est leur dernier refuge. Cependant l'autre Chef qui est en Guyenne, n'ayant point de quoy vous faire teste, & se tenant à l'escart, vous donnera le loisir de recouurer toutes les villes qui sont les moins fortes ; & de reserrer tellement les autres par des blocus, qu'à faute de viures elles soient forcées de se perdre. Ce qu'enfin elles feront, si vne fois vous fetmez la porte à leur secours estranger par le moyen que ie vous ay cy-deuant ouuert. Je vous supplie tres-humblement, Sire, de croire que le plus près que vous pourrez tenir vostre ennemy, sera le meilleur. Car n'ayant que des gens ramassez sans discipline, & qui ne luy ont point d'obligation, au moins que bien peu ; & qui la plus-part ne le seruent, sinon à cause que par là ils ont le moyen de piller : ils s'estonneront d'abord & bien.

tost apres ils s'écarteront , quand ils verront qu'ils ne pourront plus dérober , & qu'ils seront contrainsts de combattre & de patir. Il me semble ; Sire, que l'experience des choses passées vous le doit faire connoître. Car vous avez veu que souvent l'on vous a fait tenir vostre armée loin de la leur, quand il a esté question de traiter de quelque accord ; à cause de la grande peine qu'ils ont à retenir leurs gens quand ils sont logez teste à teste des vostres. Et de faire, si vne telle disgrâce & vne telle necessité arrive à vos ennemis, l'on pourra de là tirer vne conséquence manifeste de leur ruine entiere ; d'autant qu'ils ont desia esté reduits par les guerres passées à vne telle extremité. Ainsi plusieurs les tenans pour perdus, les quitteront, & ils vous supplieront de les recevoir en vostre misericorde, ausquels il vous sera fort aisé de faire vn bon accueil, pour donner occasion aux autres de les imiter. Je ne parleray point icy du beau moyen que vous avez de vous reuancher contre le Roy de Nauarre, dans le pays qu'il a de par-delà, tant en Souueraineté que sous vostre obéissance. Car ie veux estimer, iusques à ce que ie voye le contraire, qu'il se resoluera à vous aimer & à vous seruir.

Après, Sire, que vous aurez assez bien accommodé vos affaires en Guyenne, comme aussi ledit sieur Prince en Dauphiné, vous deuez necessairement, au plus tard dans le mois d'Auril, faire marcher vos deux armées aux endroits du Languedoc, qui le tiendront dauantage en subiéction, pour le gaster & le ruiner tellement, que les villes fortes ne pouuant plus recouurer aucuns grains, elles se rendent par la famine ; comme sans doute elles feront dans vn an. Il faut cependant branqueter le plus que vous pourrez celles qui ne sont gueres fortes. Il faut pareillement faire des blocus aux autres, en attendant qu'elles soient contrainstes de se ietter entre vos bras. Il est à presupposer que plusieurs villes le feront ; où les Catholiques sont les plus forts, lesquelles n'ont aucun interest au parti huguenot, mais qui au contraire souffriroient vn grand dommage s'ils soustenoient la querelle des Ministres. Cette execution, Sire, comme il me semble qu'elle vous est du tout necessaire, pour venir à bout de la conqueste du Languedoc. Aussi me fait-elle craindre qu'en vous y auançant trop, vos armées ne soient les premieres affamées, tant à cause de l'arriere-saison des viures, qu'aussi parce que vos ennemis emporteront dedans les villes fortes, tous ceux qui se rencontreront dans le plat pays : & d'ailleurs, il vous sera mal-aisé d'en faire apporter par terre, auparauant que vous ayez recouré vne grande partie des villes qu'ils tiennent. Voila pourquoy, Sire, ie suis d'aduis, tant pour cette occasion, qu'aussi parce qu'il vous est necessaire de faire tousiours loger vos armées bien serrées, comme i'ay dit cy-dessus, voire-mesme camper par le beau chemin, que logeant à l'écart vous donniez ordre audit sieur Marechal de faire souvent des entreprises sur les ennemis, ce qui les ruinera en peu de temps, & que vous fassiez venir quantité de viures par la mer. Cela vous sera

bien aisé du costé de la Sicile, par le moyen du Roy d'Espagne, des pays du Pape, & du grand Duc de Toscane. De vostre costé, vous vous en pourrez faire venir de la Bourgogne par le Rhosne; & de la Prouence par mer. Car autrement il vous seroit impossible de vous aduancer dans ce pays-là, & d'y pouuoir camper; & ne le faisant pas, vous ne pourrez venir à bout de la conqueste d'iceluy. Pour cela, Sire, ie ne doute aucunement que le Pape, le Roy d'Espagne, & le grand Duc de Toscane ne vous secourent volontiers, & spécialement le Roy d'Espagne, pour la grande obligation qu'il vous a de ce que vous n'avez pas voulu de fraiche memoire fauoriser contre luy ses subiets de Flandres. Il ne vous refusera pas de vous aider desdits moyens, mesmes de ses Galeres & de ses forces, si vous en auez besoin, pour l'entreprise des Salines de Pecquais.

Il est bien necessaire, Sire, que vous ayez vn estat au vray de la quantité des poudres qui sont en vos magazins & des lieux où elles sont; tant pour vous en seruir suiuant les occasions qui se presenteront, que si vous venez à en auoir faute, vous puissiez auoir le loisir d'en enuoyer achepter à Gennes, où i'estime qu'il s'en pourra recouurer à bon prix, & ailleurs aussi; sans que vous attendiez que la necessité vous contraingne d'y enuoyer, lors que peut estre il sera trop tard. Je vous supplie, Sire, d'auoir la pensée, que si i'ay dit cy-deuant qu'il suffiroit pour vostre armée d'en auoir pour tirer dix mille coups de piece d'artillerie, que i'ay entendu qu'il falloit que vous les eussiez ordinairement près de V. M. & non pour toute cette guerre. Car ie scay assez qu'avec si peu de poudre, qui ne seroient que 170. milliers; il n'y auroit point de Bicocque qui ne s'opiniastraist pour la luy faire bientoist consumer, & pour la reduire en vne telle necessité, qu'il ne fust plus en son pouuoir d'abbattre vn colombier, bien loin de forcer vne ville forte. Cela vous arriueroit aisement, Sire, & d'autant plus si vous considerez ce que l'on vous dit à la Rochelle, que vous en auiez consommé quatre cens milliers, qui sont pour vingt ou vingt-cinq mille Coups de Canon. C'est pourquoy i'estime qu'il vous en faudra auoir de prestetout autant, & plus, à cause du grand dégast qu'en feront vos deux armées, pour battre tant de villes qu'il vous faudra forcer en cette presente année.

Je me réiois infiniment de voir Monsieur si bien reüny avec vous qu'il est, & de voir vne si grande amitié entre vous deux, & la Reine vostre mere, que ie puis dire que de trois personnes vous n'en faites qu'une. Je supplie, Sire, nostre Seigneur de vouloir entretenir cette vnion, qui est si necessaire, tant pour l'augmentation de la Religion Catholique, pour le bien de ce Royaume, que pour l'honneur & le contentement de vous trois; & de ne permettre pas qu'aucun soit si hardy, mesme de flayer de dissoudre ce lien si necessaire & si profitable à ce Royaume, pour les maux & pour les malheurs que cela ameneroit.

l'estime done, Sire, que vous retiendrez près de vous mondit Seigneur, & qu'il commandera vostre avant garde; & ie croy qu'il fera en vostre absence, tout ce que vous feriez vous-mesme si vous y estiez; afin de luy monstrier par-là tous les signes d'amitié qu'il vous sera possible. Je crois mesme encore, Sire, que si vous auez les moyens de faire quelque autre armée Royale que la vostre, V. M. entend qu'il y commande, & aussi i'estime que cela seroit bien raisonnable.

Je suis marry, Sire, de ne vous pouoir pas donner vn expedient plus prompt & plus facile pour venir à bout de ceux qui mesprisent vos admonitions paternelles, & qui veulent estre vos ennemis. Neantmoins puis que les affaires donnent vne bonne esperance; il me semble que le temps ne vous doit pas ennuyer, ny encore moins vous estonner; mais que vous deuez vous resoudre d'endurer vne infinité de méchaneetez que vos ennemis commettront sur vos suiets, pour tascher d'intimider vn chacun. Car ils feront sans doute leur dernier effort ou pour se rendre les maistres de vostre Royaume, ou pour estre aneantis. Je dis, Sire, ceux qui ne voudront pas vous estre obeissans.

Je me peux, Sire, grandement tromper en ce discours, pour l'éuenement incertain de choses encore si esloignées de nous. Toutefois i'estime que ie ne vous en ay representé aucune qui ne puisse reussir, si elle est soigneusement executée, comme elle le sera sans doute par vostre sage conduite, & par les fidelles aduis de la Reine vostre mere. Neantmoins, Sire, s'il se trouue que ie me sois abusé, il vous plaira de m'exeuser sur ma trop grande affection, qui m'a fait outrepasser les bornes de l'aduis qu'il vous a pleu me commander de faire: lequel reprenant, ie vous diray, que

Encore que ie m'asseure que ceux du Dauphiné n'oublieront pas de conseiller audit sieur Prince, de tenir bien nets les deux bords du Rhosne pour en entretenir le commerce libre, & specialement pour les viures: si est-ce que ie n'ay pas voulu laisser d'en dire icy vn mot en passant; à cause de l'incommodité que cela ameneroit à vostre seruice, s'il estoit empesché: afin que de bonne heure l'on ne leur donne pas le loisir de fortifier aucun petit village, pour la difficulté que l'on auroit par apres à le leur faire quitter.

La chose, Sire, qui vous est la plus chere dans cette entreprise, c'est le temps. Il me semble que vous le deuez bien mesnager, afin de ne pas consumer en vain vos finances, & de ne pas perdre les belles occasions qu'il vous presente, sans esperance de les pouoir cy-apres recouurer. Car d'un costé, si vous retardez à partir, ou que par les chemins vous vous amusez, en sorte que par le moyen de vos deux armées vous n'interrompiez pas la recolte des fruits que pourront faire les villes qui ne voudront pas vous obeir, elles en feront vne telle prouision, que de deux ans apres, vous ne les pourrez pas recouurer, & possible de vostre vie. Aussi si pendant ces sept mois-là, vous ne recou-

uriez pas la plus grande partie des Prouinces qui vous seront rebelles, il ne sera pas si facile de le faire en hyuer, & moins encore s'il venoit des Reistres à leur secours. Pour cela, Sire, ie vous supplie tres-humblement, de ne pas retarder l'execution de vos desseins, pour quelque occasion que ce soit; & moins aussi sous pretexte d'aucun traité inutile, & qui ne soit pas tel que vous pourrez desirer pour l'honneur de Dieu, pour le bien de vostre Royaume, & pour l'accroissement de vostre reputation. Car ie preuois que l'un de leurs plus grands artifices, sera de mettre en auant quelque negotiation abusive, & spécialement sur le fait de la Religion, pour vous y amuser. Toutefois si vous vous ressouuenez de la déclaration que vous avez faite, de ne vouloir pas estre obligé à garder aucune promesse que vous pourriez faire contraire au serment que vous fistes à vostre sacre d'extirper l'heresie, vous verrez, Sire, clairement le peu d'esperance qu'ils pourront auoir que vous leur donniez la paix, par laquelle il leur soit permis d'auoir quelque peu d'exercice de leur opinion, & par consequent que ce qu'ils vous proposeront avec telle condition, ils le feront non avecque intention de la garder de leur part, mais de vous amuser seulement.

Aussi, Sire, ie vous supplie tres-humblement de bien considerer; auant que de penser à faire aucune paix, quelle qu'elle soit, qu'ils s'obligent de n'en vouloir autre assurance que la parole que vous leur en donnerez; afin qu'ils ne soient pas assez méchans pour vous accuser tacitement que vous estes vn Prince sans foy. Car l'on sçait assez qu'il est veritable que qui offense ne pardonne iamais: & par cette raison estans conuaincus qu'ils vous offensent iournellement, ils tascheront durant telle paix desfiante, de s'asseurer mieux de leurs affaires, comme en partie cela a dés-jà esté fait: & l'occasion se presentant bien à propos pour eux, ils vous requerront que vous les fassiez entrer & obeir en vos villes principales, & spécialement en celles où sont vos Parlements: alleguant que ce leur feroit vne trop grande honte de n'y estre pas reccus, comme s'ils estoient des traistres & des méchans. Que si cela ne leur est pas accordé, ils diront qu'il y va de leur honneur, & que vostre refus les contraint d'en faire des plaintes, qu'ils feront avec brauades & menaces, comme plusieurs par le passé ont sceu faire, & vous forceront par là d'acquiescer à leur demande, ou de rentrer en rupture, bien que par leur traité secret ils vous eussent promis de n'en faire aucune instance. Car alors ils auront pris le temps si à propos à leur aduantage, & à vostre preiudice pour obrenir leur requeste, que la crainte de retourner derechef à la guerre plus dangereuse pour vostre Estat que celle-cy, estant quasi aneanty de moyens, vous serez contraint de leur accorder tout. Pensez donc, Sire, maintenant si en ce cas-là vous leur voudrez bailler de vos villes, ayant l'exemple de si fraiche memoire, comme est celuy de Monsieur le Marechal Damuille, qui s'est rendu maistre par la paix d'une bonne partie du Languedoc.

Ce qui vous portera vn grand preiudice, s'il ne veut pas se ranger de vostre costé: & eroyez, Sire, qu'en faisant cette mauuaile paix, vous serez contraint ou de perdre vos Prouinees, ou de retomber derechef à la guerre. Parce que tandis que les diuisions seront en vostre Royaume, comme la source & l'entretienement de tous les maux ordinaires, vous aurez des compagnons au Gouvernement, & vous irez tousiours de mal en pis. Car il vous sera impossible, comme il vous est tres-expedient & necessaire, de vous faire connoistre pour Roy, de regler vostre dépence, & les dons immenses que sans discretion l'on vous fait faire; de recompenser les bons, de chastier les méchans, & faire contenir chacun en son deuoir. Il faut aussi que vous traueilliez pour casser & aneantir tant de gens de guerre qui pillent vos suiets, & leur mangent les entrailles: pour desengager vostre Domaine, & enfin, pour faire entretenir les belles Ordonnances que vous voulez faire avec vos Estats; & accommoder si bien vos affaires, que chacun ne pense qu'à vous obeir, & à vous reconnoistre, comme il doit, pour seul & vniue Seigneur en ce Royaume. Car, Sire, durant telles diuisions vous n'oserez mécontenter aucun, de peur qu'il ne se range du party contraire. Tellement que vous n'aurez iamais que renouuellement de mal-heurs, & diminution de vos moyens; tout ainsi que vous auez expérimenté depuis neuf ans en ça, que vous auez commandé aux armées, & qu'enfin vous estes réduit à n'auoir quasi plus dequoy viure cette année-cy, & qu'en l'autre vous n'aurez rien du tout, si à ce coup-cy vous ne demeurez pas le Maistre. Car, Sire, si vous differez dauantage, vous donnerez vn beau moyen à vn chacun de mal faire, & sans crainte d'estre chastiez: & par consequent vous leur donnerez occasion de faire peu de compte de vous obeir: ce qui est pourtant la seule & vniue cause qui maintient les Rois & les Princees en la possession de leurs Estats. Je vous supplie, Sire, de penser que la fin & le but de ceux qui se deffient, est d'asseurer leurs affaires le plus qu'ils peuvent. Et comme ils estiment qu'il leur sera mal-aisé de s'asseurer dauantage en vous, voyans tous ces changemens; ils veilleront de telle sorte, que la plus-part du temps vous vous trouuezerez surpris, ainsi qu'il est dés-jà aduenü par la premiere paix, dans la Guyenne, & specialement dans le Languedoc. Par là, Sire, vous pouuez tirer vn argument certain que de belles negociations abusiuës, & d'vne paix remplie de deffiance, vous n'en pourrez remporter qu'vn tres-grand dommage; & que le moindre sera, qu'il vous faudra laisser couler quelques iours, iusques à ce que vos Estats soient finis, sans que vous ayez fait les Decrets rigoureux contre les rebelles & les Heretiques que l'on a'proietés.

Je croy bien, qu'en continuant l'ancienne façon de faire la paix, vos ennemis tâcheront de reietter vne telle deffiance sur ceux qui seront près de vous; comme s'ils estoient vos Gouverneurs, & que vous fussiez vn enfant, ou vn insensé qui se laissast aller à leurs passions. Mais ce sera sans auoir ef-

gerd que sous le pretexte de vouloir vous excuser, ils font vn grand tort à vostre aage, qui est de vingt-cinq ans passez, & à vostre bon entendement, dont vous auez donné des experiences à vn chacun. Ils n'oublieront, sans doute, aucun moyen, soit celuy-cy ou quelque autre, pour embarrasser vos affaires, & pour renoueller souuent les seditions & les guerres; par le moyen desquelles ils se fortifient d'autant plus; que les peuples sont dés-ja si aigtiés, & ont pris vne telle licence; que pour peu qu'ils voyent leur Prince affoibly, ils sont prests de ne luy pas obeïr. De cela, Sire, il est à craindre qu'il ne s'en ensuiue bien-tost vne subuersion entiere de vostre Estat. Cét inconuenient, Sire, vous regarde; & d'autant plus que les associations qui vous seruiron t bien, si vos affaires prosperent, vous pourrout nuire si on voit qu'elles viennent à empirer. Et dauantage, il n'y aura ny Anglois, ny Allemand, ny aucune autre Nation, qui en ces diuisions & en ces calamitez, ne couré au pillage de vostre Royaume, pour en prendre chacun vne partie. Cela me contraint, Sire, de vous dire, que ie tiens pour certain que vos affaires sont incontinent au poinct de bien où de mal aller: ny plus ny moins que sont les malades en leurs crises, de l'issuë desquelles dépend leur guérison ou leur mort. De mesme, Sire, à ce coup vostre Estat se doit remettre ou bien se perdre. Il faut donc, Sire, qu'il plaise à V. M. d'y faire son dernier effort, afin de ne se pas laisser succomber par de telles sortes de gens, & qu'elle n'attende pas à l'année prochaine, qui peut estre encore pire, si elle n'en sort pas celle-cy entierement. Ce que j'estime toutefois que V. M. entend de faire, puis qu'elle veut soigner à ses affaires avec vne conduite telle qu'elles le requierent.

Ie n'entends pas, Sire, pour tous les préparatifs, & pour tous les aduis que ie vous ay donnez cy-dessus, vous dissuader de cette entreprise. Mais ie veux vous supplier que vous embrassiez plustost vne sainte paix, encore mesme qu'elle ne soit pas du tout à vostre contentement, & que par icelle vous perdiez quelque chose de vostre Estat; que non pas de faire vne guerre, qui seroit si dommageable à plusieurs de vos subjets. Car ie serois trop mal-aduisé, si ie vous donnois vn aduis si hardy, qui bien qu'il soit assez clair, peut toutefois par plusieurs inconueniens causer la perte de vostre Estat; non plus que j'ay fait cy-deuant en de semblables deliberations. Car, Sire, si les choses venoient à empirer, & possible par faute de suite; ie me soumettrois au danger d'estre blasimé; de la mesme façon qu'on a voulu quelquefois blâmer quelques personnes de vous auoir conseillé de refuser à Lyon vne paix honorable, qui depuis a esté cause de vous en faire faire vne qui vous estoit dommageable, & qui vous a reduit à la necessité où vous estes. Mais bien, Sire, ie vous supplieray tousiours de vouloir pacifier vostre Royaume plustost par la douceur que par les armes; & plustost par vne bonne paix, sainte & stable, que par des trêues semblables

blables à celles qui ont esté faites depuis seize ans, & qui nous ayant reduits à la misere où nous sommes, nous menacent d'une entiere ruine. Je laisseray cela, Sire, à vostre sage iugement, pour en deliberer, & pour aduiser à ce qui sera le meilleur à faire.

Je diray bien, Sire, que continuant vostre susdite deliberation, ie crains que vous n'ayez à surmonter de grandes difficultez; la plus-part desquelles viendront plustost de ceux qui se diront vous estre tres-affectionnez, que de vos ennemis decouverts. Car avec leurs cautel-les ils vous contrarieront de tout leur possible, afin de détourner vostre sainte & vostre iuste resolution: & aussi afin de vous voir continuellement en la peine & en la necessité de rechercher iusques à la derniere personne, & de vous assuiettir à leur accorder de brauade leurs iniustes demandes. Ainsi que par le passé le feu Roy & la Reine vostre Mere ont presque tousiours esté contrains de faire, non seulement par les Princes, Seigneurs, & Gentilshommes, par les gens de Robbe longue, d'Eglise, & par les villes & Communautéz; mais aussi par de simples soldats, & des personnes priuées. Voila pourquoy, Sire, ie vous supplie de conseruer ce grand courage que vous auez monsté en cette Declaration que vous auez si hardiment faite, & de pouruoir si bien à vos affaires, que vous puissiez vous développer d'une telle suétion, & eüiter de tels inconueniens. Car, Sire, si vous n'apportez vne continuelle application pour bien & soigneusement conduire vos affaires, il est à craindre que par la méchanceté de plusieurs qui sont dans vostre Royaume, les maux ne deuiennent beaucoup plus grands qu'ils n'ont esté par le passé. Car de mesme que les Medecins seroient bien marris qu'il n'y eust iamais de malades, & les Aduocats seroient bien faschez qu'il n'y eust point de procez: de la mesme façon telle sorte de gens, aides & meschans, seroient bien marris qu'il n'y eust point de troubles en vostre Royaume, de peur de perdre leur trafic & le profit qu'ils y font. Pour ccla, Sire, il me semble qu'il ne sera pas mal à propos de donner quelque esperance à tous, au nombre desquels les Cabaleux sont les premiers, qu'ayant recouuert vostre autorité, ils auront autant, ou plus de credit & de pouuoir en vostre endroit, qu'ils n'en ont à present, & encore plus de bienfaits. Afin que par là, au lieu de tascher de vous tenir plongé en affaires, ils ne vous y occupent pas, mais plustost qu'ils vous aident à en sortir, ainsi que feront sans aucun mystere vos bons & loyaux seruiteurs & subiects.

Sire, au maniemet d'un Estat il est plus expedient à vn grand Prince d'auoir prés de soy vn petit nombre de personnes, mais bien choisies, qu'une cohue de gens, qui ne taschent qu'à rapporter toutes les nouuelles qu'ils y apprennent. Voila pourquoy, Sire, ie souhaitteroie qu'il pleust à V. M. de faire choix à vostre gré & à vostre contentement, sans auoir égard à qui que ce soit, d'un petit nombre de personnes, qui vous soient bons & affectionnez seruiteurs, qui soient

remplis d'integrité, & de fidelité pour vostre seruice; afin que par apres vous puissiez auoir vne parfaite confiance sur eux, & vous en seruir auprès de vostre Personne & de la Reine vostre Mere, qui n'estes qu'un, pour vos résolutions en cette urgente necessité, ainsi que feront tous les Princes. Car d'un costé elles ne seroient pas si suiettes à estre diuulgüées à vn chacun, comme elles le sont, & de l'autre, dans vn si grand nombre d'affaires que vous aurez sur les bras, à cause des difficultez qui suruiendront, & qui vous seront difficiles à soutenir, & encore plus quand vous serez contraint d'employer vne partie du iour à caresser la Noblesse de Guyenne, comme elle le desire, en attendant que vous le puissiez faire par effets. Ils vous y pourroient beaucoup soulager, & specialement en certaines menües affaires, qui ne sont pas dignes d'occuper vostre esprit esleué: & qui neantmoins ont besoin d'estre exactement soignées & executées: de peur qu'il ne vous aduienne comme souuent il est arriué à quelques-vns, qui par faute de fermeté & d'execution, ont perdu de belles entreprises. Et de fait, il ne vous seruira de guetes de trauailler comme vous faites tout le iour à faire vos résolutions, si elles sont publiées auparauant que d'estre effectuées: & de mesme si elles demeurent sans execution, ou si elles sont retardées, ainsi que souuent on l'experimente, & que vous vous en estes vous-mesme tourmenté. Cela vous doit, Sire, esmouuoir à eslire de telles personnes, afin qu'estans instruites de l'estat de tout vostre Royaume, & de vos intentions, comme il faut qu'elles le soient, pour pouuoir vous donner des aduis certains & profitables; elles vous soulagent, & qu'elles soient responsables & soigneuses de l'execution de vos Ordonnances, & des commandemens que vous leur ferez, au lieu que maintenant personne ne veut s'y entremettre; & que d'autres ne l'osent pas faire. C'est pourquoy, Sire, cette grande charge & ce soing demeurant sur vous seul, fait craindre que vous ne le puissiez long temps supporter sans vous en trouuer mal, & sans que le fil de vos affaires soit interrompu: & d'autant plus si elles sont trauersées par les artifices de quelques-vns, qui à part & quasi en cachette, ont coustume d'essayer de les destourner, & de les empescher sous quelque beau pretexte, selon leurs passions & leurs affectiöns, afin de vous voir enucloppé dans des troubles, & que vous soyez contraint de vous seruir d'eux seulement, ainsi que i'ay dit cy dessus. Ces gens-là, Sire, pour empescher que personne n'approche du Maistre; & qu'ils ne perdent pas les moyens de mal-faire, tâchent de faire accroire que les seruiteurs qui sont par luy autorisés, luy enleuent son honneur: & que d'ailleurs ils sont si grands & si puissans, que de seruiteurs qu'ils sont, ils veulent deuenir compagnons. Mais tant s'en faut que cela soit veritable, si le Maistre est sage comme vous estes, qu'au contraire ils luy aydent à l'augmenter, sans qu'ils y participent de la moindre partie, ny qu'ils puissent aussi agrandir leur Maison ny leurs amys. Cela d'un co-

sté se voit par les Chroniques, & par les Histoires; voire par celles des Heretiques, où toute la louange & tout le blasme est donné aux Rois, & aux Chefs des armées; sans que l'on nomme aucunement ceux qui les ont bien ou mal conseillez. D'ailleurs, si le Maistre distribue non seulement les Estats & les biens selon les merites, & non pas par faueur, & à la nomination de tels seruireurs; mais au contraire, qu'il leur deffende de luy en faire aucune requeste; ils ne seront que des vrais sommiers, qui portent routes les peines & qui sont suiets aux calomnies, sans pouoir iamais s'aurhoriser aucunement, ou les siens à l'encontre de luy. Cela fait assez manifestement connoistre le grand profit que font les Princes, par le sage aduis & le fidelle service de leurs bons & affectionnez seruireurs, & quant & quant fait voir le selon langage de ceux, qui par vne meschante inrention seulement ne voudroient pas qu'il s'en seruist. Pour cela, Sire, il me semble fort nécessaire qu'il vous plaise d'en bien choisir quelques-vns, sans auoir esgard à desplaire à personne, non plus qu'un chacun a esgard s'il plaist ou s'il déplaist à ses seruiteurs, pour le faire seruir de ceux que bon luy semble. Car si vous continuez encore, Sire, dans vnerelle confusion, vos affaires seront tousiours diuulguées. Elles demeureront sans execution, & elles s'embarasseront tellement, qu'il est à craindre qu'elles ne vous amènent vne ruine irreparable.

Non seulement, Sire, vous auez grand besoin & grand interest de vous faire bien seruir, afin de conduire à bon port cette entreprise, pour la commodité de vostre Royaume, & pour la vostre mesme; mais aussi pour le grand preiudice qu'elle feroit à vostre reputation & à vostre renommée, s'il arriuoit qu'elle ne succedast pas comme vous auez pensé. Car au lieu de vous louer, Sire, l'on vous blasmera (quoy que veritablement à tort en beaucoup de choses) mais sur tout d'auoir resolu vne si grande entreprise, sans auoir premierement considéré les moyens de l'exécuter: & de l'auoir n'agueres bien voulu perdre, quand elle estoit en vostre main & en vostre puissance. On vous blamera aussi d'auoir fait executer trop tost, & toute seule, la prise du Saint Esprit, & d'auoir à son occasion perdu plusieurs villes qui n'estoient pas aduerties de se tenir sur leurs gardes. On vous blamera aussi d'auoir trop retardé les associacions. Et mesmes si par apres, vous desirez de faire la paix, & que vous puissiez l'auoir à l'occasion de vostre susdite Declaracion; l'on vous blasmera de l'auoir trop tost faite, & auparavant que d'auoir consulté vos moyens. Partant, Sire, vostre deliberation demeurant sans effet, encore qu'elle soit tres-sainte & tres-juste, elle sera neantmoins receüe en mauuaise part; & on dira que vous auez usé d'une grande precipitation, & que vous auez apporté peu de fermeté à sa conduite. Tellement, Sire, que dans vos bonnes & vos saintes intentions, vous ne manquerez pas d'estre blasmé en tout ce qui succedera mal; ainsi que c'est la coustume quasi de tout le monde,

qui iuge des choses par leur euenement. Au contraire, si vous employez la prudence & les moyens que Dieu vous a donnés, pour en venir à bout; j'espère qu'ayant vingt mil hommes de vostre costé contre vn, vous aurez au plus-tard dans dix-huit mois, si chacun se veut employer selon son deuoir, remis la Foy, la Religion, & la pieté Chrestienne en vostre Royaume comme elle estoit par le passé; & que vous donnerez à vos subiets vne paix & vn repos perdurable. Cela vous fera acquerir vne renommée qui sera perpetuelle, laquelle vous augmentera dauantage, & à vostre posterité, ce precieux tresor de gloire & d'honneur que vos Predecesseurs vous ont laissé. Que s'il plaisoit à Dieu, Sire, d'inspirer Monsieur le Marechal Damuile de faire ce qu'il doit à Dieu & à V. M. vos affaires s'en porteroient bien mieux. Cela m'a fait penser, que s'il vous plaisoit luy mander franchement, que pourueu qu'il desfende aux Huguenots de faire aucun exercice de leur Religion en son Gouvernement, & qu'il les empesche d'estre les plus forts dans les villes; au reste vous trouuerez bon qu'il commette à leur garde telles personnes Catholiques qu'il voudra: & pour conclusion, il faudroit le prier non seulement de ne pas fauoriser ceux qui voudront estre Heretiques & rebelles, mais de vous aider à les ranger à la raison. Je croy, Sire, que cette confiance que vous prendrez en luy, le pourra émuouoir à ne pas agrandir les Heretiques, pour diminuer la Religion Catholique, de laquelle il fait profession; ainsi que tous les bons Chrestiens sont obligez & doiuent faire; & mesme luy d'autant plus qu'il est issu d'une Race si Catholique, & spécialement d'un Pere, qui pour l'honneur de Dieu & le seruice de son Roy, mourut à la bataille qui fut donnée près de Saint Denys en l'an 1567. Aussi pour dire le vray, ie ne puis penser qu'estant Seigneur d'entendement, il ne considere bien que s'il fait autrement, il sera la cause de la ruine de sa Maison. Car d'un costé, bien qu'il se rende maistre absolu du Languedoc durant sa vie, il ne faut pas douter qu'un Roy de France, aussi-tost qu'il aura recouuert ses moyens, ne l'en chasse; de mesme qu'il est aduenue cy-deuant au Comte de Thoulouse. Cependant il se mettroit en danger de perdre pour ses enfans, la succession de M. de Montmorency son frere qui le regarde, outre le tort qu'il feroit à la renommée de sa Maison. Si bien que pour toutes ces raisons, j'estime qu'il se pourra émuouoir, & se ranger de vostre costé; & d'autant plus, si l'on pouuoit trouuer moyen de le contenter pour le fait du Saint Esprit, qui comme ie m'assure, luy doit bien toucher au cœur.

Si d'ailleurs M. de Biron pouuoit faire quelque chose de bon avec le Roy de Nauarre; vous viendriez aisement à bout de vostre intention. Mais, certes, Sire, ie crains que par la malice de quelques-uns, il n'en rapporte seulement qu'une negociation, meslée de quelque bonne apparence, pour vous retarder, & pour vous faire perdre le temps, & mesmes les occasions de vous preualoir de vos moyens aux affaires qui

se presentent. C'est à quoy, Sire, il plaira à V. M. de ne se pas endormir, ny se contenter de cela. Car encore que pour cause, ie ne passe pas plus outre en ce propos; ie vous diray neanmoins, Sire, que tant plus vous enuoyez rechercher coup sur coup vos suiets, pour s'accommoder avec vous (passé pour cette premiere fois) & que vous n'attendrez pas que vous le soyiez par eux; mais que vous vous rendrez indulgent en leur endroit, au lieu qu'ils le deuroient estre enuers vous; tant plus aussi vous ferez augmenter leur orgueil, & leur crédit parmy leurs confederes. Et au contraire vous le predrez parmy les villes & parmy ceux qui vous sont affectionnés. Car ils pourroient penser en cette incertitude, que d'icy à six mois, vous vous accorderez avec les rebelles, & que vous les abandonnerez. Cela les fera refroidir, & spécialement fera resoudre les villes à ne se parrialiser pas contre leurs Gouverneurs; depeur qu'estans delaissez par vous, & par ce moyen demeurans en leur puissance, ils ne les chastient rigoureusement, comme ils en ont veus les exemples. Chose, Sire, qui nuirait grandement à vos affaires, soit à conduire vostre entreprise iusques au bout, ou bien pour faire quelque meilleur accord, que n'a pas esté le dernier Edict de Pacification, en cas qu'il vous en prist enuie, où que vous y fussiez contraint

Ie vous prie, Sire, de croire aussi, que pendant que l'on ne vous verra pas en campagne, & mesme encore plus fort que vos ennemis, l'on n'estimera iamais que vous agissiez à bon elciet pour tant d'experiences qu'ils en ont. Et d'un costé vos bons seruiteurs ne se pourront resoudre à embrasser viuement vos commandemens, & vos intentions, comme il est necessaire. De l'autre, les mechants se rassureront de la crainte d'un si grand tonnerre, que leur a esté la declaration de la Religion que vous auez si hardiment faite: & de plus voyant que de la requeste que vos Estats ont arresté de vous faire, il ne s'en ensuit pas des effets de mesme; ils croiront qu'il vous suffira de l'auoir fait pronoeer, sans l'executer. C'est pourquoy, Sire, il me semble qu'il vous est tres-necessaire, si vous voulez executer vostre sainte intention, de vous monstrier tellement resolu & si ferme en vostre deliberation, que l'on pense que quand, par maniere de dire, vous deuriiez aller tout seul contre ceux qui ne vous veulent pas obeir; vous auez deliberé de le faire pour en venir à bout. Par-là, Sire, vous pourez faire perdre l'opinion qu'à tout le monde, que cette resolution s'en ira en fumée, comme d'autres ont desia fait; & que par ce moyen vous pourez d'un costé oster l'occasion à ces personnes de vous contrarier, en leur faisant perdre l'esperance de pouuoir vous en diuertir, & de l'autre les induire à vous y aider, comme ils feront lors qu'ils vous verront ainsi resolu. Que si vne telle resolution vous paroist trop grande, i'estime, Sire, qu'il vaudroit mieux que vous füssiez de bonne heure quelque nouuel accord qui soit le plus à vostre aduantage que vous pourez; que d'attendre à traiter, lors que vous y serez contraint par quelque mauuaise issue

de vos affaires, ou apres que vostre Royaume sera encore plus ruiné, vos moyens plus affoiblis, & que par vostre commandement vos bons & vos affectionnez seruiteurs auront despensé en vain le leur; & ce qui pis est, quand ils seront partialisez contre ceux qui penseront auoir le plus de pouuoir aupres de vous. Cela, Sire, les feroit dépit-ter sans doute, & vous abandonner. C'est pourquoy si vous estiez reduit en vne telle necessité; vous seriez quasi contraint de faire vne paix preiudiciable à vostre seruice & à vostre reputation, & telle que vos rebelles la voudroient. Il vous est aussi tres-necessaire de bien menager vos finances, ainsi qu'il appartient, & de faire vn tel effort, dans cette année, que vous ayez recouuert la plus-part des pays que l'on tient contre vous. Car ie preuois que si vous n'en sortez en cette-cy, en la suiuite vous n'aurez pas dequoy viure, bien loin d'auoir dequoy faire la guerre: estant bien mal-aisé que vous puissiez vous seruir pour vostre nourriture seulement, des deniers qui appartiennent à plusieurs de vos seruiteurs, ainsi que vous le pourrez faire maintenant, quoy qu'à mon grand regret, mais pour le salut de vostre Royaume & pour le bien de vos suiets. Car au lieu d'esperer d'auoir du secours de vos suiets; il y aura danger que vos affaires estans en vn estat tel que vous ne pourrez faire ny bien ny mal à personne; vous ne tombiez en vn si grand mépris du monde, que plusieurs non seulement ne vous secourent pas, mais qu'ils refusent de vous obeir. Cela vous doit faire connoistre, Sire, combien il vous est expedient de bien aduiser à vos affaires, & d'en contraindre le fil avec vne telle fermeté, qu'il ne puisse estre interrompu de personne: d'autant qu'un tel retardement apporteroit vn grand preiudice à vostre seruice. Je vous supplie, Sire, de ne douter aucunement que ceux qui voudront vous estre rebelles, ne tasehent de tout leur pouuoir de vous faire eouler ces sept mois-là sans que vous en rapportiez aucun fruit. Car cependant ils pourront faire la recolte & enuillailler leurs villes, & attendre que leurs forces estrangeres leur arriuent; pour apes vous contraindre non seulement d'entretenir l'Edit dernier; mais aussi de leur donner toutes les autres plus grandes seuretez qu'ils voudront auoir: & cela avec diminution de vostre autorité. Car ils seindront qu'ils ne se peuuent autrement asseurer de vostre volonté; & pour eette mesme occasion, encore que la paix se fasse, ils ne voudront pas permettre que vous poursuiuiez (& non sans vostre grand dommage) le voyage que vous auez deliberé de faire en Guyenne & en Languedoc pour vous y faire reconnoistre pour Roy; afin de faire en sorte que dans ces pays-là nul n'y soit connu & obey, que ceux qui voudront vous faire la guerre, & capituler avec vous.

Si par aduenture, Sire, j'ay parlé trop librement, ie vous supplie d'en attribuer la faute au grand regret & au creue-cœur que ie receuray, comme l'un de ceux qui auront couru vostre fortune, & qui seroit du tout perdu, si vostre Estat s'en alloit en ruine. Car comme ie n'ay ia-

mais pensé à m'eschauffer que de vos rayons, i'ay aussi estimé que de vostre perte dependoit la mienne. D'ailleurs continuant à vous seruir en cette entreprise avec vne aussi grande affection, que i'ay delibéré de le faire, c'est à dire iusques à la dernière goutte de mon sang; ie serois blasmé en mesme temps de tous vos bons & de tous vos fidelles seruiteurs, si i'auois failly à mon deuoir estant près de vostre personne, & ie me rendrois mesme en partie coupable des maux que ce Royaume souffriroit. Cette crainte, Sire, encore que sans doute elle retiendra plusieurs personnes, & leur pourra faire apprehender d'estre abandonnez par vous au besoin, & par la Reine vostre Mere: si est-ce qu'elle n'aura iamais aucun pouuoir en mon endroit. Car, Sire, i'ay destiné ma personne pour estre sacrifiée pour l'honneur de Dieu, & pour le seruice de vous deux: & pourueu que ie puisse faire quelque chose qui vous soit agreable, ie souffriray facilement toutes les calomnies que l'on me pourra imposer; ainsi que ie m'attends que l'on fera, & specialement d'auoir desiré la guerre, & de vous auoir conseillé de l'entreprendre; & par consequent d'estre la cause du malheur que ce Royaume endurera. Vous sçauéz, Sire, que ce sera vne chose du tout fausse, & la Reine vostre mere le sçait fort bien aussi. Mon aduis contenu en ce présent cahier en rend tesmoignage; par lequel si ie vous represente la necessité que vous auez de vous rendre le plus fort, pour executer la deliberation que vous auez faite, & ainsi que vous auez commandé à plusieurs de le faire. Il ne faut pas argumenter de là que mon intention soit à autre fin que pour donner crainte aux melchans, & pour donner vne plus grande assurance à ceux qui vous estimeront vn Prince veritable, & qui vous seront obeissants. Car pour mon particulier, l'on a peu assez connoistre par le passé le profit & l'honneur, voire le dommage que i'ay eu aux guerres dernières, pour croire que i'en espere dauantage, & que ie la desire. Et par là on pourra conclure que ie serois bien estourdy si ie vous conseillois de l'entreprendre en cette occasion, qui est si importante pour vostre Estat, & qui à la verité n'a peu proceder d'autre que de vous, & de la Reine vostre mere. l'espere, Sire, qu'avec vostre faueur, toutes ces raisons suffiront pour me defendre contre ceux qui me voudroient accuser à tort, comme en pareil cas la seule verité m'a desia fait connoistre pour vn seruiteur fidele de cette Couronne, quand i'ay esté accusé par le party contraire de la negociation du dernier Edit de Pacification comme si i'eusse esté vn perturbateur du repos public, auteur & amateur des diuisions de ce Royaume. Quant à ma suscitation & à ma poursuite, Beauuais la Nocle, en la presence des autres vnze deputez de son party, vous expliqua les causes de ma reculation, qui estoit d'autant que i'auois esté appelé par le feu Roy vostre frere, la nuit qu'il fit avec vous & avec la Reine vostre mere, & avec encore plusieurs autres, la resolution de faire mourir l'Admiral de Chastillon. De plus qu'au lieu de faire ces-

fer par la ville de Paris le desordre du iour de la S. Barthelemy, selon que le Roy me l'auoit commandé, & apres que nul autre n'y voulust aller, à cause de la crainte qu'on auoit de la populace; i'auois esté criant, tué, tué les huguenots. Mais ils reconnurent le contraire eux-mesmes, par le recit de l'Ambassadeur d'Angleterre, & de plusieurs Anglois & Allemans que ie fis sauuer, selon l'intention du Maistre, comme aussi de Monsieur de Grandmont & Vaulmeny, & qu'enfin à Neuers tous les Huguenots reuiendrent Catholiques, sans qu'il y en eust aucun de tué. Il adiouta de plus qu'au retour de ladite ville i'embrasay la cuisse du feu Roy, le saluant pour Roy, & que ie luy dis que le iour de deuant ie n'eusse pas osé en faire autant. Chose qui peut estre, puis que i'estimois comme luy aussi, qu'il eust vn compagnon au Gouvernement de son Royaume. Dauantage il dit, que i'auois fait tenir bon à vos villes d'Angoulesmes, Bourges, & la Charité, quand vous leur voulustes bailler ces villes-là pour seureté de la treue du dernier traité. Depuis, comme si i'eusse eu plus d'interest à Bourges, Angoulesme, & la Charité, qui ne sont pas à moy, qu'à ma ville de Deuze, ie vous accorday de la leur bailler, comme vous fistes aussi. En dernier lieu, pour la plus pressante de toutes les autres recusations qu'il déduisit; il mit en auant que i'auois esté, mais par vostre exprés commandement, & de la Reine vostre mere, suiure Monsieur quand il s'en alla en Septembre mil cinq cens soixante & quinze, comme si de moy-mesme ie m'y fusse présentée, & que i'eusse désiré d'offencer vne personne qui vous est si proche, & qui, comme alors ie vous le remonstray, pouuoit estre mon Roy. Tellement, Sire, que la seule verité sortit de leurs bouches, & fit connoistre que ce n'estoit que calomnies, & que leur intention n'auoit esté autre, que de me rendre suspect enuers eux, afin de me fermer la bouche, & à vous les oreilles à tout ce que i'eusse peu dire à leur preiudice. C'est-là vn des plus grands moyens qu'aucuns ont eu pour esloigner les bons seruiteurs de leurs maistres, & qui leur a tout autant réussi. Je vous supplie, Sire, de ne pas trouuer mauvais, si i'ay recité tout au long ces causes de recusations, encore que vous les ayez particulierement entendues, en la presence de la Reine, & de plusieurs de vostre Conseil. Car i'ay désiré, que si vous me faites cet honneur de retenir dans vos coffres ce mien discours, elles vous seruent d'argument pour vous faire croire que toutes les autres calomnies que l'on voudra me donner, seront seulement pour vous estre fidele seruiteur & tres-affectionné, & par consequent qu'elles seront fausses.

Sire, le Prouerbe commun est infailible, que les hommes proposent, & que Dieu dispose. Voyla pourquoy combien que vous ayez fait vne tres-belle & vne tres-sainte deliberation, neantmoins il vous en faut attendre l'accomplissement de sa seule assistance, & specialement à cause qu'elle est accompagnée de plusieurs difficultez. C'est pourquoy il me semble, Sire, qu'il est tres-necessaire de s'adresser à sa diuine Maistté

Maïesté, pour la supplier incessamment, & la faire supplier par toutes vos Prouinces, de la fauoriser; & ne pas desister, pour quelque prosperité qu'il puisse vous enuoyer, de faire continuer telles prieres & telles demandes, & spécialement parmy vos gens de guerre: & encore plus en vostre Cours, qui d'ordinaire donne la regle du bien & du mal à vos suiers. Protestant deuant luy & deuant le monde, que vous ne ferez pas cette entreprise pour vostre commodité & pour vostre interest particulier: mais précisément pour sa gloire & pour son honneur, & pour le repos de vos suiers. Sur tout, pour entretenir le contract que vous auez fait avec vostre Createur, conduisant à cette fin les affaires de la guerre, & si vous estes contraint d'y entrer; que ce soit à la moindre foule & dommage de vos pauvres suiets: afin de leur faire connoistre que vous desirez & que vous pourchassez leur repos, & non leur ruine, & que par ce moyen vous puissiez les retenir en vostre amitié & en vostre obeïssance: au lieu qu'en les ruinant, vous leur donnerez occasion de se rebeller.

Pour la fin du present aduis, que i'ay fait par vostre exprez commandement, ie vous diray, Sire, pour mon regard, que comme ie n'ay iamais eu d'autre volonté que de vous bien & fidellement seruir, & de vous estre vn bon & fidelle sujet & seruiteur; qu'aussi ie ne seray iamais autre. Car, Dieu aydant, il n'entrera iamais dans mon cœur, de vouloir manquer à mon deuoir en vostre endroit, ny encore moins de vouloir vous inrimider, ny de vous forcer à vous faire faire aucune chose, ny pour moy, ny pour autrui, comme plusieurs se sont efforcez de faire. Je suis aussi fort esloigné de vouloir m'aduantagez du credit & du moyen que i'ay de faire du bien & du mal; comme i'en ay autant & plus que ceux-là qui le font, pour vous donner occasion de faire cas de moy, de mesme que cela a réussi à plusieurs, qui par ce moyen se sont ressenris, comme il est notoire, des récompenses que les bons auoient meritées, à cause qu'ils s'assuroient trop sur leur fidelité, & par consequent qu'ils renoient peu de conte d'eux. Je crois, Sire, que cela n'duiendra plus; & d'aurant plus que ie connois vne partie de vostre bonne & de vostre sainte intention, sur tout à l'endroit de ceux qui vous auront seruy fidelement; & principalement en cette entreprise, qui est ainsi que ie l'ay dit au commencement, au milieu, & que ie le dis encore en la fin, le comble de vostre bon-heur ou de vostre mal-heur.

Partant, Sire, ie vous supplie tres-humblement de faire estat de mon bien & de ma vie, comme de celuy qui est resolu de les employer fidelement & sans passion pour vostre seruice, & de la Reine vostre mere, à laquelle ie me sens grandement obligé, pour vn infinité de bien-faits que i'ay receus par son moyen pendant la minorité du feu Roy. Et tout ainsi que par le passé ie n'ay iamais reconnu que mes Maistres, & que ie n'ay iamais fait ligue avec personne, combien que

I'en aye esté requis, ie vous supplie aussi de croire, Sire, que nul ne se pourra resioür, dauantage que moy de vostre felicité & de vostre contentement. Car, Sire, i'attens mon bonheur de vostre grandeur, & non de vostre ruine; comme font ces personnes-là. Cependant vous pouuez disposer de tout ce que ie possède comme de chose qui vous appartient, encore que cela ne soit pas d'une valeur ny d'une bonté telles que ie desirerois pour le seruice d'un si grand Roy comme vous estes. Et au cas que vous n'y trouuiez rien de bon; il vous plaira, Sire, de recevoir au moins en bonne part, ma grande & ma fidelle affection, qui m'a poussé à faire ce long discours & si mal ordonné; à cause du desir que i'auois de n'obmettre aucune chose que i'estimasse digne de vous estre représentée en cette affaire, afin de faire reluire vos vertus & vos saintes intentions, & de faire prosperer vos affaires iusques à leur parfait accomplissement. Je supplie le Createur, Sire, qu'il vous le donne tel; afin que vous puissiez estre le plus grand de vos ancestres; voire mesme que Charlemagne, qui par ses vertus acquit le tiltre d'Empereur d'Occident: au moins il ne tiendra qu'à vous de vous seruir bien & fidellement de tous ses moyens pour y paruenir.

A Blois, ce 11.
Ianvier 1577

Vostre tres-humble, tres-obeissant
& tres-fidelle suiet & seruiteur,

LVDOVICO GONZAGVE.





ADVIS DE LA REINE MERE CHATERINE DE MEDICIS.



LE ne puis que louer grandement Dieu, d'auoir veu prendre vne si belle & vne si sainte resolution à mon Roy & mon Fils. Je ne doute point que Dieu ne l'assiste & ne le fauorise; puis qu'il postpose tous les hazards où il s'engage, & tous les maux qui luy en peuuent auenir, à son honneur & à sa gloire. L'espere aussi qu'il luy donnera les moyens de la mettre en execution. Il ne veut ny le sang, ny la vie, ny les biens de ses suiets. Mais ce qui est plus que iuste & plus que raisonnable; il souhaite qu'estant en âge de commander absolument, son peuple luy obeisse, comme auant luy tous les Rois ses Predecesseurs ont esté obeïs en tous leurs commandemens. C'est pourquoy, M. mon Fils, nul ne doit trouuer estrange, si vous voyant homme, vous voulez estre le Maistre, puisque tous vos voisins le sont, quelques commandemens qu'ils fassent, & quelque diuersité de religion qui se soit rencontrée dans leurs Estats. Il faut absolument que vous soyiez obey. Il faut que ceux de la nouuelle religion vous reconnoissent, & vous soient fidelles; autrement il faut qu'ils sortent de France. Car estant né dans vn Royaume, où tous vos predecesseurs Rois n'ont iamais voulu souffrir qu'il y en ait eu vne autre Religion, que la Catholique, Apostolique & Romaine, il n'est pas iuste que ces nouveaux venus troublent leurs anciens en la possession de leur creance. Quand vous auez eu l'age de raison, vous auez voulu suivre la trace de vos Ancestres, & vous auez eü crainte que Dieu ne se courrouçast contre vous, & contre ce pauvre Royaume, si vous manquiez au premiet de tous les deuoirs. Depuis le grand malheur auenu par la mort du Roy Monseigneur, cette mauuaise secte a pris vn si grand pied en France, qu'apres des batailles gagnées, & apres diuerses paix faites; il a esté impossible de faire obeir les suiets, & les Rois n'ont pû trouuer aucun repos, ny estre obeïs, ny craints ny aimés, comme de tout temps ils auoient accoustumé de l'estre. Ce qui nous doit bien faire connoistre que cette tolerance est tres-desagreable à Dieu; &

que vous ayant mis dans le cœur le dessein de la faire cesser, il veut auoir pitié de ce Royaume, & le remettre dans son ordre accoustumé, quia esté interrompu par la minorité des Rois vos Freres, & par l'impuissance de la Reine vostre Mere; qui n'estant assistée de tous, à cause de la diuision des grands, n'a peu aussi faire autre chose que couler le temps, conseruer le Royaume en son entier, & vos personnes aussi, afin que quand vous seriez ce que vous estes, vous peussiez faire ce que vous faites maintenant. Chose qu'elle s'assure que Dieu aura si agreable, qu'il vous fera la grace de l'acheuer à son honneur, au repos & conseruation de ce Royaume, & à vostre grande reputation & vtilité. Encore, qu'il faille auoir cette ferme confiance en luy, si est-ce qu'il ne faut pas pour cela, negliger les moyens qu'il vous met en main, mais il faut le preuenir. C'est ce que ie pense qui vous sera le plus vtile & ce qui luy sera le plus agreable. Car il n'aime ny la vengeance, ny la cruauté, qui sont deux choses que la guerre fait ordinairement exercer & qui seruent plus aux particuliers qu'aux Rois. Pour cette raison ie louë Dieu de vous en voir du tout aliené, en consideration de la pitié que me fait vostre pauvre peuple qui a tant souffert. Et d'autant, que j'ay connu que vostre volonté estoit, s'il estoit possible, d'executer vostre resolution sans en venir aux armes, & que pour cela nous eussions tous à chercher & à penser aux moyens que nous iugerons, les plus propres & les plus conuenables pour cet effet, & que nous vous les baillaissions par escrit: ie n'ay pas voulu manquer d'y mettre la main; encore qu'après tant de grands personnages ie ne vous y puisse rien apporter, sinon que i'espere vous faire connoistre par cet escrit, comme en toute autre chose, la volonté & le desir que j'ay de vous voir regner en la grace de Dieu, & aussi heureusement, que pas vn des Rois vos predecesseurs ait iamais fait. Cette affection vous fera excuser ce que i'en pourrois dire mal à propos.

Pour commencer à vous dire mon aduis, i'estime, Monsieur mon Fils, que vous ne pouuez mieux faire, que ce que vous auez desia fait, d'enuoyer le sieur de Biron de vostre part vers le Roy de Nauarre, & en enuoyer d'autres vers le Prince de Condé & le Marechal Damuille, chacun accompagné de ceux des Estats, & les bien iustruire de vostre volonté. J'ay grande esperance que connoissans la bonté que vous auez pour eux, ils ne seront pas sans doute si obstinez, qu'ils ne vous rendent ce qu'ils vous doiuent, & ne se remettent en vostre obeïssance. Si cela reüssit, c'est ce que nous pouons tous desirer. Que si le Roy de Nauarre ne veut rien faire pour l'enuoy du sieur de Biron; ie croy qu'il est plus que necessaire que vous y enuoyez Monsieur de Montpensier. Car il est à croire qu'en consideration de la qualité de ce Prince, de sa maison & de son âge, il aura beaucoup plus de respect pour luy, & qu'il le croira plus que pas vn autre, tant à cause de ce que j'ay dit, que parce qu'il le pourra asséurer qu'outre la conseruation &

le repos de ce Royaume, il desire celle de leur maison. J'espere, avec ce qu'il luy dira de vostre part, que s'il luy fait encore connoistre le bien & le mal qui luy peut auenir de vous desobeir ou de vous obeir, que cela luy fera penser à faire ce qu'il doit. Je voudrois qu'ainsi que Monsieur de Biron luy dira que M. de Montpensier y va, qu'il dist aussi à la Princesse de Nauarre comme de luy-mesme, sans parler ny de vous, ny de moy, qu'il y va de son interest que le Roy de Nauarre vous obeisse, & vienne à la Cour. Que l'on pourra faire le Mariage de mon Fils avec Elle, & qu'il en parle à la gouuernante, afin qu'elle persuade au Roy de Nauarre de condescendre à vostre volonté. Je croirois aussi qu'il seroit expedient qu'il en parlât à M. de Foix, & qu'il luy remonstrest le grand bien que ce luy seroit à luy-mesme, qui est près du Roy de Nauarre il y a longtemps, si à cette heure on voyoit qu'il embrassât ce fait, & qu'il satisfist aux commandemens du Roy. Que si M. de Montpensier y arriuoit apres, ie voudrois qu'il continuât les mesmes langages; sans toutefois qu'il vous alleguast, ou qu'il vous obligeast ny vous ny moy, & qu'il luy dist que ie m'acheminerois, incontinent apres les Estats acheuez, avec la femme pour l'aller voir, & pour la luy mener. Je trouue qu'il est plus que necessaire que ledit sieur de Montpensier s'y en aille au plustost. Car j'estime qu'il fera deux effets. L'un parce qu'estant un Prince tel qu'il est, & d'un âge comme j'ay desia dit, il le croira plustost. Mais s'il ne le croit pas, ie voudrois qu'il luy dit que vous vous acheminerez incontinent pour aller en vostre pays de Guyenne. Ce que voyant & n'ayant toutes ses forces prestes; ie voudrois qu'il prist congé de luy, & qu'il allast se mettre dedans Bordeaux, où il fist appeller toute la Noblesse, & tous ceux qui sont vos bons suiets, pour le venir trouuer. Cela seroit cause, comme dit est, que le Roy de Nauarre n'ayant pas toutes ses forces prestes; Monsieur de Montpensier retireroit tout à luy, sous le bruit de vostre venuë: en sorte que le Roy de Nauarre nel'ayant peu gagner, seroit obligé de se retirer en son pays de Bearn. C'est pourquoy, Sire, l'enuoy de M. de Montpensier vous est plus que necessaire. Car s'il ne peut faire ce que vous desirez par la voye de la douceur, il l'effectuera par quelque autre moyen, & il vous conseruera la Guyenne iusqu'à vostre venuë. Quant au Roy de Nauarre, voila ce que ie pense qu'il pourra faire, s'il ne se remet pas en vostre bonne grace, & que le Marechal Damuille ne l'assiste pas. Car s'il l'assistoit, & qu'il ne voulust pas vous obeir, ie craindrois qu'il luy persuadast d'assembler des forces & de s'arrester dans la Guyenne; & mesme i'aurois peur qu'il ne le conseillast de retenir M. de Montpensier, pour empescher l'effet que j'ay dit cy-dessus. C'est à quoy ie voudrois pouuoir en delibérant dès cette heure en moy-mesme, quel personnage ie pourrois enuoyer pour assembler des forces, & pour retenir les gens, de peur qu'ils n'aillent se ietter de l'autre costé, en attendant

que vous mesmes y marchassiez, afin de conseruer les villes en vostre obeissance, & pour inuiter vn chacun à vous seruir. Voila quant au Roy de Nauarre.

Quant au Prince de Condé, i'ay opinion que si le Roy de Nauarre & le Marechal Damuille s'accordent, il sera obligé d'en faire demesme. Car s'il ne le faisoit pas, ie voudrois mander à M. du Lude & à M. Ruffet d'assembler tout ce qu'il pourroient de forces, tant des associations, que des garnisons qui seroient ordonnées dans le pays, tant de gens d'armes que d'autres, pour empescher ledit Prince d'y rien surprendre, ny de se ioindre avec le Roy de Nauarre. Que s'il voit qu'il ne le puisse faire, il se retirera, à mon aduis, en Allemagne ou en Angleterre, pour essayer d'auoir quelque secours. Cela pourtant ne me fait pas grand peur, pourueu qu'on y mette l'ordre que ie diray cy-apres.

Quant au Marechal Damuille, c'est celuy-là que ie crains le plus; d'autant qu'il a plus d'entendement, plus d'experience, & plus de suite. Et pour certe occasion ie dis qu'il ne faut rien espargner à le gagner. Car c'est de luy que doit venir, à mon aduis, tout vostre bien ou tout vostre mal. S'il obeit, le Roy de Nauarre & le Prince de Condé demeurent sans conseil & sans conduite, & la plus grande partie de leurs forces leur est ostée. Car il est à croire que tous les Catholiques associez les abandonneront, & qu'ils se remettront en l'obeissance de leur Roy; & si vne fois tout le Languedoc est remis, il pourra seruir au Roy d'hommes & d'argent, & eux en seront doublement affoiblis. Car ce qu'ils auoient nous l'aurons. Il est aussi à croire que si le Vicomte de Turenne, le Comte de Vantadoux, & autres ses Parens, amis & seruiteurs, qui ont beaucoup de moyens, l'ont suiuy pour leur perte & pour leur ruine, qu'à plus forte raison ils reuiendront avec luy pour leur conseruation, & pour se remettre en la bonne grace de leur Roy. C'est pourquoy ie reuiens à dire qu'il faut auoir, & luy offrir tout ce que l'on pensera, & que l'on pourra trouuer qui le puisse oster de la grande des fiance & de la crainte dans laquelle il est. Pour cet effet, outre que vous auez enuoyé vers luy, ie voudrois m'aider du moyen de M. de Sauoye en son endroit, ainsi que ceux qui dependent dudit Marechal vous l'ont dit, & luy mander que quant au fait du saint esprit, s'il se remet en son deuoir, comme il doit, non seulement vous voulez qu'il y soit reconnu pour Gouverneur & qu'il y commande, mais aussi dans Toulouze, dans Narbonne & par tout, autant que iamais Gouverneur ait esté.

Mais si pas vn des trois ne se vouloit accommoder à vostre volonté, il faut estre asseuré que s'ils prennent cette resolution, ils penseront auoir assez de moyens pour se deffendre & pour vous attaquer. Or pour leur resister & pour pouuoir en demeurer le Maître, comme la raison le veut, ie voudrois dès cette heurey penser, &

y pouruoir comme s'ils s'estoient declarez. Et d'autant que sans argent vous ne pouuez vous conseruer, ny les ranger à vostre obeissance; ie voudrois que vous füssiez commandement à vne demie douzaine de personnes de s'assembler tous les iours, pour aduiser des moyens que l'on pourroit tenir, pour faire vn fond d'un million de liures. Car sans argent, on a beau vous conseiller & vous persuader; vous ne sçauriez du tout rien faire. Outre cela, ie voudrois escrire au Pape, & luy faire remontrer que ce que vous faites est pour l'honneur de Dieu, Que vous le priez qu'il vous donne le moyen de pouuoir acheuer vn si bon & vn si saint œuvre, en vous balliant durant quatre mois, deux cens mil francs par mois. Car si vous auez la guerre, ce que Dieu ne vueille, ie voudrois faire vn effort si grand, que la longueur du temps ne ruinaist pas le Royaume.

Et pour cet effet, ie voudrois auoir trois fortes armées; à sçauoir vne en Languedoc, en cas que le Marechal se declare, la conduite de laquelle ie voudrois donner à vostre frere, & le faire assister de M. de Nevers & d'autres Capitaines que vous aduiseriez, & que cette armée fust de dix mille hommes d'armes, outre ce qu'il pourroit tirer des associations de ces pays de par delà, & qu'on luy donnast dix canons & six longues couleuvrines, & de la poudre & des boulets pour tirer cinq mille coups. Car ie ne voudrois pas qu'il s'amusast à aucune place qui luy peust ruiner son armée; mais qu'il les bridast, & qu'il prist celles qu'on pourroit aisement auoir. Voila pour le Languedoc, qui fauoriserà la Prouence & le Dauphiné, où ie voudrois que les Gouverneurs eussent quelques forces, seulement pour conseruer le pays, & qu'ils eussent tous ensemble vne si bonne intelligence, qu'en vn besoin ils se secourussent l'un l'autre.

Ie desirerois aussi qu'en Bourgogne & en Champagne, outre les forces que vous y tenez ordinairement, les Gouverneurs en eussent encore d'autres, tant des associations, que d'une leuée de Reistres prestes de 4000. chevaux; au cas qu'ils en eussent affaire pour resister s'il en venoit d'autres; & qu'ils s'entendissent si bien ensemble, & avec les Colonels qui auroient fait la retenue, qu'ils eussent moyen d'estre plustost prests que les autres n'auroient passé le Rhin, afin de les combattre avant qu'ils entraissent au Royaume. Car tout nostre mal est tousiours venu de les auoir laissé entrer, & ie ne voudrois pas que toutes ces forces mangeassent le peuple, mais qu'elles fussent tellement ordonnées, qu'elles se trouuassent prestes pour le temps qu'on en auroit affaire.

Quant à vous, M. mon Fils, ie voudrois qu'incontinent apres les Estats tenus, vous vous acheminassiez en Guyenne, avec vostre maison & trois cens hommes d'armes; vos douze cent Suisses, que ie voudrois remplir iusqu'à trois mille; & vos gardes Françoises, que vous augmenteriez iusques au nombre de quatre mille. Ie voudrois aussi que

vous eussiez quatre canons, deux longues couleuvres, des poudres & des boulets pour tirer deux mille coups. Que Monsieur de Montpensier, ou que celui que vous enuoierez en la place, s'il estoit retenu, s'acheminast de Bordeaux vers vous, avec sept cens hommes d'armes, dix ou douze mille hommes de pied, dix canons, quatre longues couleuvres, & pour tirer cinq mille coups. Il faudroit qu'en venant vers vous il nettoiyast tout vostre chemin, afin qu'en vostre marche vous ne trouvassez rien qui ne vous obeir. Que s'il y auoit quelques places trop fortes, il faudroit qu'il les bridast, & que vous vous en escartassiez vn peu loin. Car estant comme vous estes le Roy, & que cette guerre n'est pas contre des estrangers, mais contre vos suiets, il me semble qu'il y va de vostre reputation, qu'ou vous serez, tout le monde vous y soit soumis & qu'il vous obeisse. Pour cet effet, ie voudrois, comme l'ay desia dit, que M. de Montpensier marchast avec ce que-dessus deuant vous, mesmes apres qu'il vous aura ioint; qu'il fist tousiours le chemin libre, & que ce qu'il prendroit, il le fist razer, & qu'il fist chastier ceux qui l'auroient meritè; afin que quand vous arriueriez, vous peussiez vser de misericorde enuers ceux qui resteroient. Et d'autant qu'il est à craindre, que pour vous diuertir, ils ne fassent passer quelques gens vers Paris; ie voudrois que vous enuoyassiez M. de Mercœur en Auvergne, & en tout les pays de delà, accompagné de telles forces & de tels Capitaines que vous aduiseriez, avec les troupes des associations du pays, & tous les bons suiets & les fidelles seruiteurs que vous y auez; afin de les tenir renfermés tant dans la Guyenne que dans le Languedoc. Ce qu'il me semble que vous pourriez faire par le moyen de l'armée que vous baillerez à vostre frere, de la vostre, & de ce qu'auroit M. de Mercœur. Je pense que si vous faisiez cela, vous en auriez bien-tost vne bonne issue. Car il n'est pas à croire qu'estant ainsi acculez, encore que le Prince de Condé fust allé en Allemagne, ils eussent assez de puissance pour pouuoir rien amener en ce Royaume; pourueu que vous mettiez l'ordre que l'ay desia dit, en Champagne, en Bourgogne, en Dauphiné, & en Prouence. Et afin que du reste du Royaume, où il n'y auroit point de danger ny de guerre, vous en puissiez estre aidé, & vos pauvres suiets soulagez; ie voudrois que vous commandassiez à tous ceux qui ont charge dans ces Provinces là, qu'ils eussent à faire soulager tous les suiets, les deliurer de toutes sortes de gens de guerre, & les maintenir en tout repos & en toute tranquillité. Et afin de les exempter de garnisons, il faudroit en faire sortir tous ceux de qui on auroit du soupçon, ou qui pourroient mal faire. Je voudrois aussi que vous missiez dedans Paris quelque homme sage & bien aisé, qui vous fust bien affectionné, pour vous seruir dans toutes les occasions qui pourroient suruenir. Voyla mon sentiment. Que si vous auez la guerre, ie voudrois pour vous aider à payer vos armées, que vous prissiez tous les biens de ceux qui porteront les armes contre

vous, & que vous en baillassiez vne partie à l'Eglise & au Clergé de vostre Royaume, & que vous en prissiez autant à peu pres d'eux, pour les reuendre. Vous en trouuerriez bien de l'argent, au lieu que du leur vous n'en trouueriez rien. Pour l'autre parrie qui resteroit, vous en recompenseriez ceux qui vous seruiroient, & lesquels vos ennemis pilleront, & enleueront leurs biens, & brulleront leurs maisons.

Et pendant que vous n'estes ny en paix, ny en guerre, ie voudrois pour vous empêcher de l'auoir, que vous fissiez donner ordre par toutes vos Prouinces, que l'on prist garde tellement à vos villes, qu'ils n'en surprissent plus aucune. Pour cét effet, il faudroit qu'ils fermassent les portes & qu'ils prissent les armes; avec vn exprés commandement de ne faire aucun mal ny aucun desplaisir aux Huguenots; mais qu'ils les prissent en leur protection: pourueu toutefois qu'ils se continssent sans rien troubler. Je voudrois aussi que vous fissiez ptendre garde aux Ponts & aux passages; afin qu'ils ne s'en peussent pas saisir, ny rompre ceux qui vous seront de plus grande importance. Que si l'on pouuoit reprendre la Charité, l'on vous feroit vn grand seruice, & mesme si on en pouuoit rompre le Pont. Voila l'ordre que pour cette heure ie desirerois que l'on mist par toutes vos Prouinces.

Et pour empêcher en rout ce qui vous seroit possible d'en venir à vne guerre ouuerte; ie desirerois que vous enuoyassiez au plustost en Allemagne vers les Princes, comme vous l'auiez delibéré. Ce qui fera que ie ne m'y estenderay pas dauantage. Mais ie pense bien que rien ne vous fera plustost rendre par douceur l'obéissance qu'ils vous doiuent, que de leur oster les moyens de vous pouoir mal faire.

Et pour ce qu'ils disent que ces Associations ne vous seruiron de guerres; ie voudrois que ceux qui iront vers eux, fussent bien certains que lesdites Associations se font non seulement pour vous seruir de leurs personnes; mais qu'ils baillent vne somme d'argent pour entretenir vne quantité d'hommes de cheual & de gens de pied telle que vous iugerez à propos, & pour autant de temps qu'il y aura guerre ciuile en France.

Je desirerois que les Estats prissent sur eux de payer en cette presente année, tout ce qui est assigné à vos Creanciers, & les rentes constituées; afin que vous eussiez le moyen d'entretenir vostre Maison, & vostre Estat, & de faire la guerre, si vous y estes contraint: & l'année prochaine vous faire entrer au reuenu que vous auez eu: moyennant quoy vous reprendriez sur vous de payer vos debtes, & en déchargez vostre Royaume, qui pour cette année les auroit payées. Que si cela ne s'entend pas assez clairement, ie vous feray parler à celuy qui me l'a proposé, & j'espère qu'il vous fera vn bon seruice.

Que si j'oublie quelque chose, ie vous prie de m'excuser, & de receuoir en bonne part non le mauuais escript que ie vous presente; mais la bonne affection & la bonne volonté que j'ay de vous voir obey, de vous voir seruy & authorisé comme les Rois vos predecesseurs.

ADVIS DE MONSIEVR LE DVC
D'ANIOV, FRERE VNIQVE DV ROY.



MONSIEVR, Pour obeir aux commandemens qu'il vous a pleu de me faire, à ce que i'eusse à vous bailler mon aduis par escrit sur tout ce que ie me pourray aduiser estre necessaire, tant pour vostre maintien, que pour celuy de vostre Estat: encore que ie ne fusse pas à la proposition qu'il vous a pleu d'en faire à tous ceux de vostre Conseil; ie ne laisseray pourtant pas pour cela, d'essayer à suiure la trace de tant de grands Personnages. Mais d'aurant que routes ces personnes-là ont vne longue experience dans les affaires de vostre Estat, qu'ils sont tout à fait sçauans, & que mesmes aucuns d'eux font profession ordinaire des armes; ils ont tous vn bon sens naturel, qui leur donne tout le iugement qui est requis aux affaires, pour vous bien & sagement conseiller. Cela me fait vous supplier de croire, qu'apres tous ces gens-là, non seulement ie ne puis rien adiouster: mais que ce me sera beaucoup, si ie puis sans broncher, suiure leur sentier.

Il me sera d'autant plus facile & plus aisé de vous donner aduis, qu'avec vostre prudence ordinaire par cy-deuant vous auez fait entendre à Messieurs de vostre Conseil clairement vos intentions: & encore plus particulièrement à moy, dont i'en louë Dieu, tant pour l'honneur que i'en ay receu, que pour le contentement aussi que i'ay de voir que Dieu vous inspire avec tant de constance à mourir plustost que de faire aucune chose qui soit contraire à son honneur. Et pour executer les beaux, les saints & les prudens discours qu'il vous a pleu ces iours passez d'en faire: Il me semble que la resolution que vous auez prise d'enuoyer vers le Roy de Nauarre, est fort bonne, tant de vostre part que de celle des Estats. Il me semble que ceux qui seront eleus pour y aller, doiuent librement luy faire entendre vostre intention, qui est de ne permettre en vostre Royaume qu'une Religion Catholique, Apostolique & Romaine. Que vous sçauiez depuis long-temps les maux que la diuision a apporté dans vostre Royaume. Que vous pensez que luy particulièrement qui a eu l'honneur d'auoir espousé vostre sœur, ne voudra pas encourir le blasme d'estre luy seul la cause de faire rallumer la guerre pour trois ou quatre petits mutins, qui n'ont pas le moyen de le secourir d'hommes, ny de conseil, ny d'argent; qui sont pourtant les trois fondemens surquoy doit bastir celuy qui veut faire quelque chose de solide. Il faut luy remonstrer, qu'encore que les troubles ayent long-

temps duré, neantmoins ils n'ont pas tant espuisé vos moyens, que vous n'ayez cent fois plus d'argent qu'ils n'en peuuent trouuer, & encore plus de gens de guerre, tout aussi bien & mieux aguerris que ceux qu'ils ont. Quant au Conseil, quand il n'y auroit que vous seul, ne deuez-vous pas auoir plus d'experience au bout du moindre de vos orteils qu'ils n'en sçauoient auoir en toute leur teste? N'avez-vous pas la Reine ma Mere, qui sçait elle seule, ce que pas vn de ce temps ne peut sçauoir? Et puis n'avez-vous pas tous les Princes de vostre Sang, & tant d'autres Princes prudens & bien auisez, & tout ce qui reste encore de Conseillers du feu Roy nostre Pere, & beaucoup d'autres grands Personnages que le temps tous les iours nous produit. Voila en abrégé & en substance ce qu'il me semble nécessaire de remonstrer au Roy de Nauarre, ce qu'un Orateur luy pourra estendre, & luy en parler si eloquemment, qu'il puisse beaucoup mieux sonner à ses oreilles, qu'il n'est icy couché par elcric. L'on se pourra seruir de ces raisons pour le Prince de Condé. Il est vray qu'il me semble que pource qu'il a moins de moyen que le Roy de Nauarre, & qu'il est plus opiniastre; on luy doit parler plus brusquement, & luy faire sentir les verges dont il seroit fouïetté, s'il estoit si misérable de contrarier en quelque chose à vos volontez; & par ce moyen luy faire connoistre combien vous estes de bon naturel, & qu'en faisant ce qu'il doit pour vostre seruice, vous luy ferez tant de biens & de bonne chere, qu'il aura occasion perpetuelle de louer Dieu de la grace qu'il luy aura faite de l'auoir si bien inspiré, & de l'auoir ramené dans la bonne voye; & par consequent de l'auoir entierement remis en vos bonnes graces. Je suis aussi d'aduis que vous enuoyiez vers Messieurs de Rohan & de Laual, pour leur faire entendre que s'ils obeïssent à vos bontez, vous les ferez conseruer en toute seureté. Et si celuy qui ira là pouuoit passer par la maison de la Nouë; il seroit bien à propos qu'il luy exposast la mesme creance. Je serois aussi d'aduis que vous enuoyassiez par routes les autres Prouinces, & que pour cela vous choisissiez vne trentaine de personnes bien auisées, qui seignissent d'aller chez eux, & qui se disposant de tous costez, eussent cinq ou six lettres de creance de ceux qu'ils connoistroient des principaux Huguenots, lesquels ne fussent que de creance, & cette creance sur les Gentilshommes qui leur seroient entendre vostre volonté. Et en cas qu'ils veulent vous obeir, ils leur promettront qu'ils n'auront iamais aucun mal, ny aucun deplaisir. Peut-estre que selonc cette despesche, plusieurs se rassureront. Il me semble que la despesche que vous auiez auisé de faire faire par Berge, sera bien à propos pour le Marechal de Damuille; & ie croy qu'il y faut proceder d'une autre façon. Car il est à croire qu'estant Catholique, il se doit monstrier estre tel. C'est pourquoy on luy doit remonstrer le salut de son ame, le seruice que tous les bons François vous doient, & le tort qu'il fait à sa reputation en deux sortes. L'une, d'autant que faisant profession de la Religion Catholique, & main-

tenant il fait ce qui est contre elle, on le tient pour vn homme qui n'a point de Dieu, & qui est par trop elloigné de sa Religion. On luy doit aussi remonstrer les grands biens qu'il a receus du feu Roy vostre pere, & combien iustement tout le monde l'accusera d'ingratitude, s'il continuë à se porter directement contre vostre seruice. On luy montrera la belle & la grande succession qui le regarde & qui ne luy peut faillir; mais qui sera toute perduë pour luy. s'il soustient les Huguenots: car ils n'ont ny villes, ny forces, où est le meilleur de leur bien. Toutes ces raisons, avec les belles promesses que vous avez moyen de luy faire faire, doiuent infailliblement le faire refoudre à se ranger de vostre costé, & l'obliger à se faire executeur de vos saintes & de vos belles deliberations; outre que la necessité l'y doit puissamment porter. Car ie sçay bien que les Huguenots font en deffiance de luy, & que luy pareillement se deffie d'eux. Ie sçay qu'il a esté, & qu'il est le plus souuent fort courroucé, à cause du peu d'obeissance que ces Huguenots luy portent. Voila ce qui me semble expedient, pour monstrer à tout le monde que vous ne desirez que la paix; & que non seulement vous vous contentez des choses raisonnables; mais que vous voulez mesme rechercher vos suiets par tous les moyens, afin qu'ils ne puissent ignorer le grand desir que vous avez de les aimer, de les cherir, & de les embrasser: & que vous voulez leur faire du bien à proportion qu'ils se mettront en deuoir de vous rendre vn bon seruice.

Après qu'on aura fait tous ces deuoirs, s'il ne se vouloit pas contenter ny reconnoistre vostre bonté; il ne seroit plus temps de se preparer. L'un n'empesche pas l'autre: & il me semble qu'il est fort necessaire que vous aduertissiez vos villes qu'ils fassent bonne garde. Que si les Huguenots leurs concitoiens, prenoient allarme de cela; il faudroit enioindre à ces villes-là de les asseurer, & de faire en sorte par leurs prieres de les faire demeurer avec eux. Et en cas que lesdits Huguenots voulussent faire vn corps; cela leur seroit impossible. Car ils ne peuuent auoir des soldats que des villes; ou s'ils en ont d'ailleurs, le nombre en sera tousiours d'autant plus amoindry.

Vous sçauiez aussi qu'un des principaux nerfs de la guerre est l'argent. Ie laisseray faire cela à Mess. les Financiers. Cependant il me semble que vous leur deuez commander de s'assembler tous les iours, afin qu'ils fassent le plus grand fonds qu'il leur sera possible. Vous deuez aussi espargner vn peu d'ailleurs, iusques à ce que le temps soit calme & plus tranquille.

Quant aux forces, il me semble que ce qui est desia commencé des Lignes, est fort necessaire, & que cela seruira pour ne laisser personne oyfus chez soy. Neantmoins ie pense qu'elles se deuroient plus auancer qu'elles ne font. Il faut aussi songer aux moyens pour les payer. Car sans cela, ils ne pourroient s'obliger par serment: & estans volontaires, quand ils auroient demeuré vn mois à l'armée, il n'y auroit plus de moyen de les retenir.

Il me semble qu'il seroit bon d'enuoyer de l'argent en Allemagne: car cela vous maintiendrait en credit, & tiendrait tous les Colonels dans vne bonne volonté de vous rendre seruice quand il en seroit besoin. Il me semble aussi qu'il seroit bon de commander aux Capitaines des gens de pied de retenir le plus de soldats qu'ils pourront. Car il est à craindre que si ceux qui se voudroient souleuer, leuoient les premiers des hommes, vous ne les peussiez pas par apres retirer. Il seroit aussi fort necessaire d'enuoyer le plustost que l'on pourra, à la Charité. Car il est à craindre que si on leur donne du loisir, ils ne fortifient l'autre costé du Pont. Ce qui leur seruiroit beaucoup, tant pour la forteresse de la ville, que pour la commodité du passage. Vous pardonneriez, s'il vous plaist, à mon affection, Monsieur (& encore d'autant plus que vous me l'auiez expressement commandé) si ie parle si hardiment de toutes choses, & sans rien laisser dont ie me puisse souuenir. Aussi ie vous supplie tres-humblement que personne ne le voye que vous, s'il n'en est digne.





ADVIS DE MONSEIGNEVR

LE CARDINAL DE BOVRBON.



Vis-que le Roy ne se peut départir de la resolution qu'il a prise par l'aduis de ses Estats, sans encourir l'ire de Dieu, & l'alienation des volontez de ses sujets: L'estat present de ses affaires consiste en l'exécution de ladite resolution; qui ne se peut faire que par l'obeïssance volontaire de ceux qui s'en pretendent ostencez, ou par vne force ballante pour les contraindre d'obcir.

Ces deux moyens doiuent estre tellement en la main & en la puissance du Roy, que si l'un vient à luy manquer, il puisse promptement auoir recours à l'autre.

Et d'autant qu'avec raison il a pleu à sa Maïesté de commencer par la voye la plus douce; & de rechercher les volontez du Roy de Nauarre, du Prince de Condé, du Marechal de Damuille, & du Vicomte de Turenne, il faut sans plus tarder qu'il se prepare à auoir par les armes ce qu'il demande; au cas que les Remonstrances ne puissent les luy faire obtenir.

Pour y paruenir, il faut qu'il fasse estat des moyens qu'il a de faire la guerre, du temps qu'il la veut commencer, & du lieu où il veut dresser ses armées.

Les moyens du Roy sont de deux sortes; ordinaires, & extraordinaires. Les ordinaires sont grands pour le regard des hommes, mais beaucoup moindres quant à l'argent.

Pour les rendre suffisans de tous les costez, il faut que le Roy fasse quelque fonds de deniers. A quoy sa Maïesté ne pourroit trouuer vn meilleur, ny vn plus prompt expedient, que celuy qu'il pourra auoir par l'aduis des Estats, lesquels à present mesme trauaillent pour mettre vn bon ordre en ses finances.

Il faudroit incontinent apres faire faire monstre à trente compagnies de Gens-d'armes, comme elles estoient anciennement, & aux compagnies de gens de pied entretenues, auant que de les mander: & cela pour deux raisons.

La premiere est, afin que les soldats qui ont esté abusez en la derniere guerre, ne fassent pas refus de venir: & la seconde, afin que le pauvre peuple ne soit point foulé par lesdits soldats; qui n'ont pas moyen de payer, si eux mesmes ils ne sont pas payez.

Et pour eüiter la foule du pauvre peuple, sa Maïesté se doit passer

autant qu'il sera possible, des forces étrangères : veu qu'en recompense il se presente des forces extraordinaires, qui sont les associations : lesquelles, si elles sont bien employées, vous pourront faire vn tres-bel effet.

Neantmoins d'autant qu'elles ne sont pas encore par tout si prestes qu'il seroit de besoin : il est necessaire que le Roy fasse le premier front des forces qu'il appointe.

Et pour ce faire sa Maiesté doit choisir les lieux propres pour dresser ses armées. Car puisque plusieurs Prouinces l'appellent à leur secours, il faut qu'il fasse la distribution de ses forces selon qu'il en sera besoin.

Et il ne faut pas seulement pouruoir à la necessité presente ; mais encore il faut se preparer contre ce qui pourroit arriuer à l'aduenir.

Pour le present, le mal est principalement dans trois Prouinces, dans la Guyenne, dans le Languedoc, & dans le Dauphiné. On peut encore y adiouster vne quatrielme, qui est le Niuernois, à cause de la Charité.

Pour l'aduenir, la Bourgogne & la Champagne pourroient auoir besoin de forces ; si les ennemis faisoient des leuées estrangeres. Cela doit donner occasion de ne les pas dégarnir, tant des compagnies qui y sont, que des forces des associations.

La Guyenne doit donner le principal suiet d'attirer sur soy les forces du Roy. C'est pourquoy, s'il plaist à sa Maiesté d'estre en personne en son armée, ce doit estre principalement en ce lieu-là.

Le Languedoc doit estre chargé d'autant de forces qu'il sera besoin, pour empêcher qu'il n'en vienne du secours aux ennemis ; & il faut aduiser des forces des & des lieux circonuoisins.

Le Dauphiné n'a besoin que d'un Chef qui commande au pays, à la Prouence, & au Lyonnois : car ces trois Prouinces s'offritont de contribuer ce qui sera necessaire pour la guerre.

Ce qui diuertira les ennemis qui sont au Viuarets, lesquels sont en grand nombre, & les empêchera de secourir la Guyenne.

Car il sera bien aisé au Lyonnois de se saisir du bord du Rhosne, & d'empêcher le passage, sans lequel les places ennemies du Dauphiné ne peuuent pas longuement tenir.

En Niuernois, il faut tenir la Chatité de près, afin de ne pas laisser ce passage-là libre : & il faut rompre le pont du costé de deçà, & y faire quelque petit fort, & à cet effet accepter l'offre des habitans d'Orleans.

Pour le regard des munitions, la ville de Paris, qui n'a point encore contribué aux assignations, pourra fournir quelques deniers pour les entretenir.

Quant au temps auquel on doit commencer, il semble qu'il est desia venu : car les ennemis accroissent leurs moyens de iour en iour.

Pendant le Roy pourra aduiser d'enuoyer en Guyenne, pour

contenir dans le deuoir ceux qui seroient desia esbranlez, & pour donner cœur aux bons & aux fideses seruiteurs de sa Maiesté. Elle pourra enuoyer pareillement en Dauphiné : & si c'est son bon plaisir, elle pourra dresser son armée en Berry, Touraine, ou Poictou ; pour asseurer sur l'esperance de son secours, ceux qui douteroient qu'il fust prest à marcher.

Tout cecy se doit faire avec vne telle diligence, que le Roy puisse courir sus à ses ennemis, si tant est qu'ils soient si miserables de choisir plustost ce nom odieux, en refusant la paix, qu'en l'embrassant acquerir la reputation d'estre vrais seruiteurs de leurs Princes, & d'auoir facilement oublié toutes les choses passées.

Et pour le dernier aduis, il semble qu'il ne se doit rien oublier, que ce qu'on croira ne pouuoir seruir à retirer le Roy de Nauarre, veu qu'il a l'honneur d'appartenir de si près à sa Maiesté, & que les fautes qu'il peut faire, procedent plustost du mauuais Conseil qu'il a auprès de luy, que d'une mauuaise inclination qu'il ait au retardement du service du Roy : & s'il se peut, il faudroit faire le semblable enuers le Prince de Condé. Signé

CHARLES, Cardinal de Bourbon.





ADVIS DE MONSIEUR

DE MONTPENSIER.

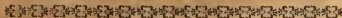


VR ce qu'il apleu au Roy de commander que les Princes, & les autres Seigneurs de son Conseil Priué baillassent par escrit leurs aduis pour l'effet & pour l'execution de l'intention de S. M. il semble à Monsieur le Duc de Montpensier, que

Puisque S. M. aresolu qu'il n'y aura aucun autre exercice que de la Religion Catholique en son Royaume; il est expedient pour le bien & pour le repos d'iceluy, de donner vne seureté telle qu'il sera possible, à ceux qui s'en sont desuoyez.

Et cependant, sur les bruits des remuëmens qui courent, il seroit d'aduis qu'on mandast à toutes les bonnes villes & à toutes les places d'importance de ce Royaume, que les habitans d'icelles ayent à se tenir sur leurs gardes: sans toutefois offenser, de fait ny de parole, lesdits desuoyez.

Que s'ils estoient si obstinez que de ne vouloir pas obeyr au commandement, au vouloir, & à l'intention de sadite Maiesté: & au cas qu'ils fissent demonstration de desobeissance; la Maiesté pouruoirà mettre sus toutes les plus grandes forces qu'il luy sera possible; & pour cela elle dressera vne armée, qu'elle-mesme doit conduire aux lieux où la desobeissance des desuoyez sera le plus à craindre, & où elle paroitra le plus.



ADVIS DE MONSIEUR

LE PRINCE D'AVPHIN.



onsieur le Prince Dauphin louë grandement le tres-vertueux aduis, & le tres-sage Conseil du Roy, en ce qu'il luy plaist qu'il n'y ait aucune autre Religion en son Royaume que la Catholique, Apostolique & Romaine; tous laquelle il pretend que ses suiets de la Religion pretenduë Reformée viuent dorefnauant: pourueu qu'en ce faisant on puisse par mesme moyen assoupir & esteindre les troubles suruenus à cette occasion, & qui sont cause de la ruine & de la desolation où l'on voit à present reduit ce pauvre Royaume. Pour à quoy paruenir, & pour y establir vne bonne & vne ferme paix, il semble en premier lieu qu'il seroit tres-necessaire de r'appeller

I. PART.

Hh

près la Maïesté, par la plus douce & la plus gracieuse reconciliation qui se pourroit, le Roy de Nauarre & le Prince de Condé, Princes de son sang; ensemble les autres Seigneurs & Gentilshommes de France, qui favorisent leur Party; & les recevoir tous en son amitié & en sa bonne grace; afin qu'ils ayent toutes les occasions de se contenter.

Que s'ils se rangent du costé de la Maïesté, elle s'en pourra aider; & s'en seruir pour persuader ceux qui tiennent ce party-là, & pour les faire condescendre à sa volonté, & leur faire accepter la grace & la faueur qu'il luy plaist de leur faire. Car par ce moyen n'estans plus sostenus ny appuyez desdits Princes & Seigneurs; ils se trouueront d'eux-mesmes forcés & contrainsts d'y condescendre. Et où ils seroient refusans d'obeyr; pour lors la Maïesté auisera des moyens de les ranger, & de les amener à son obeyssance par la voye de la rigueur & des armes.

A cette fin il sera besoin de leur vne bonne & vne puissante armée, avec laquelle on puisse reduire les villes & les places dont ils se sont emparez. Et cependant il faudra pouuoir aux autres villes, & aux lieux qui sont d'importance, & les faire garder par leurs habitans; en attendant qu'on voye s'il sera necessaire d'y mettre de plus grandes forces: comme aussi aux frontieres, aux auenuës de ce Royaume, & aux passages; afin d'empescher la descente des Estrangers, qu'ils ont accoustumé d'appeller à leur secours.

Ce que S. M. sçaura tres-bien faire: c'est pourquoy il n'est pas besoin de luy particulariser icy tout ce qui est necessaire pour le sostenement & pour l'entretien d'une telle armée. Car S. M. le sçait beaucoup mieux qu'on ne luy pourroit pas dire.

Cependant ledit sieur Prince se tient tout prest, quand cela arriuera; d'exposer sa vie & tous ses moyens, en tous les lieux & en tous les endroits où il plaira à S. M. luy commander, pour luy faire de plus en plus paroistre le desir & l'affection qu'il a pour son seruice, pour le maintien & la conseruation de son Estat & de sa Couronne.

C'est pourquoy il supplie tres-humblement sa Maïesté de prendre en bonne part cet aduis, & d'auoir agteable sa bonne volonté.

Signé, FRANCOIS DE BOVRBON.

A D V I S

DE M. LE CARDINAL DE G V I S E.



Tous les gens de bien de ce Royaume, tous les bons & les fidelles suiets & seruiteurs de nostre Roy tres-Chrestien, louient grandement le bon Dieu de la grace qu'il luy a pleu de faire à sa Maiesté, de prendre vne si bonne & vne si sainte resolution que celle qu'il a prise, & qui est veritablement digne de son nom de Tres-Chrestien, de ne vouloir pas permettre qu'en son Royaume & en ses pays il se fassé exercee d'aucune aitre religion, que de celle que ses predecesseurs, depuis le Roy Clouis iusques aujourd'huy, y ont plantée & entretenüe, qui est la Catholique, Apostolique & Romaine; pour la desfence & la fonction de laquelle les Rois mesmes en personne n'ont pas craint de passer la mer, avec des peines, des despenses & des trauaux infinis; & ils en ont remporté de grandes & de glorieuses victoires, plus par la grace & par la faueur du nom de Iesus Christ, que par la puissance de leurs armes & de leurs forces, qu'il estoit vray-semblablement impossible de mener & de conduire en vn pays si elloigné, sans vne grande perte & sans vne grande incommodité. Mais Dieu les gardoit & les aidait: Et nous esperons tous qu'il en fera de mesme de nostre Roy, qui n'est pas moins Catholique & moins tres-Chrestien qu'eux, en l'exécution de la sainte ligue & de l'association qu'il a faite contre les ennemis de sa loy & de la nostre, & contre les perturbateurs du repos public de ses bons & de ses loyaux suiets. S'il y auoit quelque moyen de viure en paix; il est tres-veritable que sa Maiesté ne desiroit rien plus que cela. Et ses suiets ont d'assez grandes occasions de la souhaiter. Car ils ont enduré par les guerres passées des cruautéz & des inhumanitez infinies. Ils ont souffert toutes sortes d'oppressions en leurs biens, en leurs hommes, en leurs propres vies & en celle de leur famille. C'est pourquoy il est à presumer qu'une paix, telle qu'ils la pourroient auoir, leur seroit cent mille fois plus agteable que la guerre: si l'honneur de Dieu & la Religion de leurs ancestres n'y estoit point offensée. Mais ils ont appris par vn nombre infiny de tesmoignages de leurs deuanciers, qu'ils ont enduré mille trauaux & mille martyres pour la Foy Catholique. Que la perte des biens & des commoditez de ce monde, n'est rien en comparaison de la gloire celeste & tres-Chrestienne qui leur est promise en mourant pour la protection & pour la desfence de leur

foy. C'est pourquoy ils ont fait vne braue resolution de secourir & d'aider sa Maiesté de tous leurs biens & de toutes leurs facultez, en vne si prompte & vne si sainte querelle qu'est celle-cy, & de n'y pas espar-
gner mesme leurs propres vies.

Mais pour tirer le fruit que chacun espere de cette ligue & asso-
ciation; il semble qu'il est tres-necessaire que sa Maiesté fasse publier
sa resolution par chacune Prouince, le plustost qu'elle le pourra; afin
de retenir par ces moyens ses bons & ses fidelles suiets & seruiteurs en
leur premiere & en leur ancienne deuotion, & dans l'affection qu'ils
ont enuers Dieu, & enuers elle: & pour retirer ceux, qui pour beau-
coup de diuers pretextes & bien legers, & qui pour de vaines occasions
qu'ils se sont forgées d'eux-mesmes en leurs fantaisies, & sans auoir au-
cun autre certain fondement de raison, se sont cy deuant alienez & di-
straits du seruice & de l'obeissance qu'ils doiuent à sa Maiesté. A quoy
ils se reduiront d'autant plus aisement, quand ils auront entendu la
resolution que S. M. a prise; laquelle les empeschera de perdre tout à
vn coup leurs biens, leur reputation & leurs vies; & ce qui leur doit
estre le plus cher, les empeschera de perdre leurs ames.

Et d'autant que telle publication pourroit aussi embraser & irriter
les mauuaises volontez de ceux qui sont mal affectionnez au seruice de
Dieu, & du Roy; & qu'elle leur pourroit faire prendre le party contrai-
re, pour s'opposer à ses entreprises & troubler ce Royaume; ainsi qu'ils
ont tousiours fait par cy-deuant, lors que sa Maiesté a essayé d'y establi-
r l'exercice de la vraye Religion Catholique, hors laquelle il n'y a point
de salut; auaruant que le feu soit plus grand & plus allumé, & que les
forces des ennemis soient assemblées & vnies, il semble estre necessai-
re d'y remedier promptement, par tous les moyens dont on se pour-
ra aduiser.

Car il est tres certain qu'il sera plus facile & plus aisé de leur resi-
ster au commencement, que si apres qu'ils auront vny leurs forces, &
qu'ils se seront pourueus & munis de toutes choses necessaires, on les
vouloit combattre. Cela se feroit avec beaucoup plus de hazard & plus
de despenſe, que si tout d'un coup il y estoit pourueu. Ce qui semble
bien aisé, s'il plaist à sa Maiesté de mettre ses forces en campagne, &
courir sus à ses aduersaires. Car estans estonnés des premiers coups, ils se-
ront facilement rompus & mis en desordre, quand ils n'auront pas le
temps ny le loisir de pouruoir à leurs affaires.

Pour y paruenir, il sembleroit necessaire qu'il pleust à sa Maiesté
de despelcher quelqu'un vers tous les Gouverneurs de son Royaume, où
il croira qu'il en sera de besoin, & qu'il leur enuoyast autant des articles
de la sainte Ligue & association; avec pouuoir & commission de faire
assembler tous les Estats de leurs Gouvernemens, soit par Baillages, ou
autrement, comme lesdits Gouverneurs aduiseront estre le meilleur
& le plus expedient pour l'execution de l'intention de S. M. pour son

seruice, & pour le soulagement des Prouinces. En ladite assemblée il faudroit leur faire entendre la resolution de S. M. & le contenu en ladite Ligue; & la leur faire aussi sollemnellement iurer & signer: ou à tout le moins par les principaux desdits Estats, & par ceux qui auront charge & procuration des Communautéz.

Et parce que nous auons tousiours connu par experience, que nos ennemis se sont plus seruis de surprises & de subtilitez, que de la vertu & de la force ouuerte: pour eüiter à telles surprises, dont l'on voit desia des commencemens en quelques Prouinces dece Royaume, où il se commet tant de cruauté, tant de meurtre & d'inhumanitez, qu'on a de l'horreur de les raconter; il semble que lesdits Gouverneurs, par l'aduis desdites assemblées, doiuent pouruoir & donner ordre à la seureté & à la deffence des villes & des places fortes de leurs Gouvernemens; & mettre de bonnes gardes aux portes, tout ainsi que l'on faisoit auparauant l'Edit de pacification: & encharger aux Maires, Escheuins, Consuls & autres Chefs des villes, d'y apporter tout le soin & toute la diligence qu'il leur sera possible.

Et en cas qu'il en soit besoin, lesdits Gouverneurs pourront mettre dans lesdites villes & places fortes, des Capitaines pour y commander, quant aux armes, par l'aduis de leurs habitans; ou y continuer ceux qui y estoient auparauant, si l'on trouue qu'ils s'y soient comporteز & gouvernez en gens de bien & gens sans reproche, sans fouler ny opprimer le peuple. C'est à quoy S. M. desire qu'il soit pourueu par tout les moyens possibles.

Et parce qu'il est mal-aisé, voire qu'il est impossible de se pouuoir garder des ennemis domestiques: si l'on trouue par lesdites villes, places & Prouinces quelques personnes de party contraire, seditieuses, & qui ayent cy-deuant porté les armes contre le seruice de Dieu & du Roy, ou contribué pour cet effet; ou qui autrement soient suspectes: afin de se desliurer du soin & de la garde de telles gens; l'on s'en saisira, pour en faire ainsi qu'il est porté par les articles de la sainte Ligue & association.

Les Estats estans assemblez ausdits Gouvernemens, il sera aduisé du nombre des gens de guerre, tant de cheual que de pied, qui sera necessaire pour la tutition & pour la deffence de la Prouince, non seulement pour la garde & pour la seureté des villes & des places fortes; mais aussi pour pouuoir resister aux forces estrangeres, se secourant les Baillages, les villes & les villages, & autres lieux, les vns les autres, selon le besoin & les occasions; afin que le nombre desdites forces estant déterminé, lesdits Estats puissent faire des offies volontaires, pour la manutention & pour l'entretien d'icelles, chacun selon ses moyens & ses facultez. Lesdits Gouverneurs aduiseront avec les Estats de leurs Gouvernemens, des moyens & des expediens pour leuer les deniers des contributions, & pour faire aussi les payemens desdits gens de guerre,

auec la moindre perte & la moindre despence que faire se pourra & sans exaction, sans foule & sans oppression du peuple.

Et d'autant qu'en Guyenne, en Languedoc, en Poictou, & es autres Prouinces suspectes, les ennemis ont plus de forces & plus de moyens, & qu'il y a beaucoup de villes, de places, & de personnes, lesquelles bien que tres-affectionnées au seruice de sa Maiesté; neantmoins pour n'estre pas secourûes & assistées, pourroient estre contraintes de prendre party; il seroit expedient que sa Maiesté y enuoyast promptement quelque grand Seigneur d'autorité, auec des forces correspondantes & proportionnées à celles des ennemis, & auec pouuoir & commission de leuer sur les lieux autant de gens qu'il en seroit besoin; afin de preuenir les ennemis, rompre & dissiper les menées de ceux qui voudroient prendre party: & maintenir & conseruer en toute seurété les bons, les obeissans & fidelles suijs & seruiteurs de sa Maiesté. Il faudroit luy donner vne bonne prouision d'artillerie, de poudres & de munitions, & autres commoditez necessaires pour l'entretienement desdites forces: à ce que par faute de moyens, l'execution de quelque bonne entrepryse ne peult pas estre différée ou empeschée.

Que si quelques-vns de la nouuelle opinion, par vne inspiration diuine, se vulent ligue, s'vnir & associer à la sainte ligue; les Associez les y receurent, & les prendront en leur garde & en leur protection, eux, leurs biens, leurs familles & leurs enfans: à la charge toutefois qu'ils ne pourront faire aucune forme d'exercice de leur Religion, soit en public, ou en particulier ou priué; ny autre acte qui puisse engendrer ou apporter du scandale aux voisins: & à la charge aussi de contribuer aux frais de l'association, chacun selon ses moyens & ses facultez, ainsi que par les Associez il sera aduisé.

Et où ceux de la nouuelle opinion feroient quelques assemblées, quelques menées ou pratiques secrettes, ou autres actes, en sorte qu'ils puissent donner quelque soupçon de remuement; en ce cas il seront declarés auoir encouru les peines portées, & autrement, par les articles de l'association, contre ceux du party contraire: & seront contre eux lesdites peines executées auec toute la rigueur, & sans autre forme de procès.

En tout ce que dessus, la diligence est extremement necessaire, pour preuenir les ennemis; lesquels comme ils ont desia descouuert quelque chose de cette sainte ligue, ils font beaucoup de surprises, portent des armes, & font des actes d'hostilité: & ils ne manqueront pas de se munir & de se fortifier le plus qu'ils pourront. A quoy si l'on mettoit promptement & diligemment remede, cela leur osteroit les moyens & le loisir de le pouuoir plus faire.

Signé, LOVIS, Cardinal de Guise.

ADVIS DE MONSIEVR
DE GVISE.



SIRE, Je suis grandement marry, & il me desplaist infiniment, que ie ne suis pas capable pour vous donner conseil sur les affaires qui se pourront presenter en vostre Royaume, apres la resolution de vos Estats, ainsi qu'il vous a pleu de me le commander. Car ie ne suis encore qu'un ieune soldat; & ie craindrois de rougir de honte devant tant de vieux Capitaines, qui sont auprès de vostre Maïesté; si j'entreprendois vne chose d'une telle importance, & qui leur appartient iustement, & non pas à moy. Et de fait, Sire, j'ay encore si peu d'experience, que ie me sens estre plus propre pour aider à executer vos commandemens & pour suivre leurs aduis, que non pas pour vous bailler le mien; & encore moins en un fait, duquel dépend tout le repos & la conseruation de vostre Royaume. Il est vray, Sire, qu'il ny a personne qui ne die, que pour ne point mettre en deffiance vos suiets qui sont de la nouuelle Religion, vous leur devez bailler toutes les assurances dont ils vous recheheront, & dont ils se pourront aduiser, ainsi que mesme vous leur promettez par les associations qu'il vous a pleu commander qu'on fist en vostre Royaume. C'est pourquoy, Sire, il me semble que vous n'y devez pas manquer d'un seul point: pourueu toutefois qu'il se contiennent doucement en leurs maisons; sans contreuenir aucunement à vostre intention ny à vostre volonté. Je supplie tres-humblement vostre Maïesté, Sire, de me vouloir dispenser du surplus, & d'estre assurée que pour l'execution de ce qui en sera arresté, ie n'espargneray ny mes biens, ny ma vie, ny quoy que ce soit dans toutes les occasions qui se pourront presenter pour vostre seruice. Aussi ie vous le promets, & ie vous en iure sur ma foy & sur mon honneur.

Signé, HENRY DE LORAINÉ.

ADVIS DE MONSIEVR LE DVC
DE MAYENNE.



SIRE, le louë Dieu de la resolution qu'il vous a imprimée, de vouloir embrasser son honneur & son service, à l'exemple des Rois vos predecesseurs, & suivant vostre vertu & vostre pieté accoustumée; & i'espere que vostre intention estant telle, il vous donnera enfin vn si heureux succez, que l'establissement de l'obeissance qui vous est deuë & de vostre autorité s'en ensuiura. Je desirerois, Sire, d'auoir beaucoup plus de suffisance & d'experience que ie n'ay pas, pour pouuoir donner quelque bon conseil à V. M. sur ce qu'il luy a pleu de nous proposer. Mais si ce n'est pas avec vne prudence telle qu'un fait d'une si grande importance le requiert, ie la supplieray au moins tres-humblement de croire, que ce sera avec toute l'affection, & avec toute la fidelité que ie luy dois.

Sire, les calamitez de vostre pauure peuple, & les ruines & les desordres que nous voyons, vous doiuent porter à la paix. Il n'y en a pas vn de nous qui ne la doive desirer: & d'autant plus que nous connoissons tous assez que vostre volonté y est du tout disposée. Car outre que la compassion que vous auez de tant de sang de vostre noblesse respendu & des afflictions de vostre pauure peuple, vous y pousse puissamment; la necessité de vos affaires & de vos finances semble aussi vous y conuier.

Et parce qu'il pourroit suruenir quelque empeschement à la paix, à cause du doute & de la defiance que quelques-vns de vos suiets ont de vous, lesquels pretendent auoir seureté de leurs personnes, vous pouuez, Sire (& de ma part ie vous en supplie tres-humblement) oublier les choses passées, & les embrasser comme leur pere commun: vous pouuez leur promettre & leur donner toutes les seuretés sur vostre foy & sur vostre parole, pour la conseruation de leurs familles & de leurs biens, outre laquelle, bien qu'ils ayent assez d'occasion de s'en contenter, puisque vous en estes religieux obseruateur, ils recherchent la foy des Princes, des Prelats, Seigneurs, Gentilshommes & autres vos suiets, soit en qualité de vos Estats, soit en particulier, confirmée de vos seings & de vos sermens. I'estime qu'il n'y en a pas vn de nous, qui pour paruenir à vne si bonne œuvre, ne veuille obliger sa foy & son honneur.

En cas que quelques-vns de vos suiets peussent si fort oublier leur deuoir, que de prendre les armes pour troubler le repos public: vostre
Maiesté

Majesté se voyant par eux-mêmes forcée à leur faire la guerre, doit, ce me semble, premierement pourvoir à la seureté des places, mesmes dans les Prouinces où il y a le plus à craindre : & cependant avec toute la promptitude & toute la diligence qu'il luy sera possible, elle doit faire vn bon fonds de deniers, & leuer des forces suffisantes pour preuenir les surprises & les desseins de ses ennemis; lesquels voyans vn si bon ordre estably, se pourroient peut-estre plus aisément départir d'vne si mauuaise volonté.

Et pour le fonds des finances, d'autant, Sire, que les autres sont espuisés par la continuation des troubles; c'est à vos luyets d'en secourir V. M. & avec les meilleurs moyens dont ils se pourront aduiser en cette assemblée, qui est composée de tant de gens d'honneur, que ie croy qu'elle n'en peut douter, pour le zele & pour l'affection qu'ils portent au bien de cet estat, à vostre seruice, & à la conseruation commune.

Quant aux forces, V. M. outre les siennes ordinaires, en peut tirer de la description des associées par toutes les Prouinces, lesquelles elle pourra employer aux lieux & aux occasions qu'elle iugera estre nécessaire. Si elles sont bien payées, elles pourront vous seruir sans beaucoup fouller le peuple, & avec plus de discipline.

Et pour ce qui touche particulièrement le fait de mon Gouvernement; j'ay aduisé de vous dresser l'estat des places, pour pourvoir à celles où il semble qu'il soit nécessaire, afin de les maintenir toutes en vostre obeïssance.

Signé. CHARLES DE LORAINÉ





ADVIS

DE M. LE MARESCHAL DE COSSE.



Our satisfaire au commandement de sa Maïesté, il semble à M. le Marechal de Cosse, que prealablement il faut fermer aux Rois & aux Princes souuerains, qui sont voisins de ce Royaume, les portes des villes frontieres. Cela s'entend, qu'il faut y tenir de bons hommes, & les bien payer. Car si quelcun vn desdits Princes prenoit quelque place, il la pourroit bien garder. Ce qui est contraire aux Princes qui sont les suiets de sa Maïesté, ausquels il y a tousiours esperance & moyen de reünion.

Et quant aux affaires qui se presentent au dedans du Royaume, il est necessaire de remedier diligemment aux villes & aux places qui sont composées de gens qui se disent de la Religion pretenduë reformée; & de s'asseurer des chasteaux, si aucuns y en a, ou y mettre bonne & suffisante garnison; & nommement en celles qui sont les passages des riuieres.

De nommer celles qui sont de plus grande importance; c'est vne chose qui dépend des Gouverneurs qui en ont les charges, qui doiuent sçauoir ce qui est necessaire pour eüiter vne surprise, & aduertir S. M. pour pouruoir aux payemens du nombre d'hommes qui sont requis pour les garder; & cependant il faut faire commandement aux Corps des villes de faire vne bonne garde aux portes & aux bresches, s'il y en a, tant le iour que la nuit, sans discontinuer, & tout ainsi que si l'ennemy estoit proche de leurs villes.

Pour le regard de ce qui dépend du Gouvernement dudit sieur Marechal, qui sont les Duchez d'Orleans & de Chartres, les Comtez de Blois & de Loudun, son aduis est de pouruoir promptement au Chateau d'Amboise, comme cy-deuant on a fait, & tout ainsi qu'il fut hier dit deuant S. M. d'autant que c'est vne place forte, & vn passage de Riuere.

Touchant les places de Touraine & Chinon, le Maine & le Perche, ledit sieur Marechal n'en a plus de charge; d'autant qu'elles ont esté baillées en apanage à Monseigneur, frere du Roy.

Quant à ce qui dépend du Comté de Blois, la ville est raisonnablement fournie d'hommes pour y faire la garde: de façon que si l'on venoit à l'assiéger ils sont assez pour faire vne garde suffisante aux portes. Partant il n'est pas grand besoin d'entrer en frais pour elle.

Aussi pour la ville de Vandosme, ledit sieur Marechal n'y a jamais pourueu ; d'autant que S. M. en a transcrit ordonné.

Et pource que ceux de Blois maintiennent & disent que les suiets du Pays de Dunois sont de ladite Comté : S. M. ordonnera, s'il luy plaist, où elle veut que ceux de Chasteaudun respondent, soit à Orleans, ou audit lieu de Blois.

Quant aux places qui sont au Duché d'Orleans : en premier lieu la ville d'Orleans est tres-bien fournie d'hommes pour en faire la garde, & pour empescher les surprises : de sorte qu'il n'y faut pas faire aucune despense, sinon pour la Citadelle & pour les autres places dudit Duché qui sont de consequence, & qui sont des passages de riuieres, comme Boisgency, Gergeau, Scüilly, Gien & Cosné, qui doiuent estre secourüs de quelque nombre de soldats pour y faire garde, principalement celles de Boisgency, & de Gergeau, auxquelles le Roy a coustume de fournir vingtrou vingt cinq soldats pour faire la garde des Ponts, à cause de la pauureté de ces deux villes là.

Mais pour celle de Gien, qui est vn grand passage, & de laquelle quasi tous les habitans sont de la pretenduë Religion ; il y a tousiours esté de la part du Roy, comme eneore il seroit besoin de faire, & mesme deluy bailler trente hommes, tant pour la seurété du pont que du Chasteau.

La ville de Montargis est assez bien peuplée, & M. de Nemours, qui y est, y sçaura bien pouruoir.

Aux Chasteaux de Iemueille & d'Estampes, l'on a accoustumé de mettre en chacun d'eux, douze ou quinze soldats durant la guerre. Car pour le regard des villes, leurs habitans sont suffisans pour faire la garde aux portes, & sur les murailles.

Celle de Chartres est assez fournie d'hommes pour la garder de toutes surprises : pourueu qu'il y ait vn Chef pour les commander : & partant il n'est pas besoin de faire aucuns frais pour elle.

Bien est-il necessaire de faire diligemment assembler vne bonne & vne notable somme d'argent, afin de s'asseurer suiuant icelle & de se regler, pour sçauoir quel nombre d'hommes & de gens de guerre l'on peut payer & mettre ensemble. Car de se fier aux paroles & aux promesses ; les deniers pourroient venir si tard, qu'au lieu de payer vn mois, l'on en deueroit trois : de façon qu'il seroit mangé ausitoist que receu.

Car si l'on en vient à vne guerre ouuerte, l'on ne peut moins que de dresser deux armées, & outre cela, reseruer quelques bonnes forces pour faire teste du costé de la Champagne : autrement s'il venoit des Allemans, ils pourroient entrer à la file, & faire leurs amas au dedans du Royaume, ainsi qu'il leur plairoit. Mais y ayant dequoy leur faire teste, cela les retiendra pour le moins deux ou trois mois : d'autant qu'ils estimeront que s'ils alloient autrement qu'ils ne doiuent, sans doute, ils seroient battus. Pour le moins cela les fera marcher

plus ferrez ; par ce moyen ils ne gasteront pas tant de pays.

Aussi est il bien necessaire de songer à la gend'armie, & d'aduifer de quels Capitaines, & de quel nombre de gensd'armes on se veut seruir, afin de les aduérir de bonne heure ; d'autant que la gend'armie ne s'assemble que par publications : & afin qu'on puisse par mesme moyen leur faire ordonner des places, tant pour la garnison, que pour faire la monstre.

Il y a en ce Royaume cent cinquante compagnies de gensd'armes, en comptant celle de cent pour deux, qui font le nombre, tant d'hommes d'armes que d'Archers, de vingt mille trois cent soixante & quinze hommes. Ce nombre est suffisant pour combattre la plus grande force qui entra iamais en France. Mais aussi est-il requis & tres-necessaire, que le Capitaine marche avec sa Compagnie, afin de la conduire, tant par le Royaume, qu'au combat.

Dauantage il faut promptement voir quels regimens, & quel nombre de gens de pied il y a de prests à present, afin que l'on puisse connoître & sçauoir au vray de combien l'on en peut faire estat ; pour les departir & les mettre en des lieux, non seulement pour pouruoir aux entreprises, mais aussi pour empescher l'ennemy de marcher. Il seroit tres-bon d'augmenter les compagnies iusques au nombre de trois ou quatre cent hommes chacune. Par ce moyen il en coustera bien moins, & si on aura plus d'hommes.

Semblablement il seroit tres-bon que nulle Compagnie, soit de cheual ou de pied, ne peust seiourner ou roder le pays, comme ils ont acoustumé de faire ; mais que les Capitaines fussent contrainrs d'enuoyer deuers les Gouverneurs, ou bailler pour auoir vn homme iusques hors de ce ressort.

Il faudroit par mesme moyen faire commandement aux Capitaines de faire casset aux hostes les noms & les étiquettes de ceux qui auront logé, afin d'empescher les ramonnemens.

L'opinion dudit sieur Marechal est, que toute nation en son pays est suiette à l'abandonner. Son Enseigne est aussi de son aduis, & que l'on ne sçauroit faire vn corps d'armée qu'il n'y ait six mille Suisses, lesquels en vn besoin l'on pourroit departir en deux. Ils sont gens qui tiennent pied à boulle : parce qu'ils n'ont icy nulle retraite, ny aucune connoissance qu'au Camp.

Aussi faut-il pouruoir & aduifer pour le fait de l'artillerie, tant pour les poudres, que pour les boulets, & autres équipages qui y sont necessaires. Car ledit sieur Marechal a plusieurs fois conneu que c'est la chose qui manque le plustost en vn camp. Cependant ces munitions ne se peuuent recouurer qu'avec le temps, & non pas par argent.

Parcillelement il faut songer de bonne heure au fait des viures, à cause du besoin qu'on en a. Pour cét effet, il faut commettre des Commissaires generaux, qui soient gens d'honneur, d'entendement & de

e redit, afin qu'ils donnent ordre pour faire assembler des grains, les prenant de gré à gré: autrement l'on seroit en vne extreme peine pour en recouurer. Car chacun les destournera plustost que d'en bailler; d'autant qu'ils en ont ey-deuant esté mal payez. Et il est à considerer qu'y en ayant si peu maintenant, le bon homme pour rien ne voudra bailler ce qu'il en a pour sa nourriture.

Outre cela, il faut encore de bonne heure pourvoir au recouurement du nombre de cheuaux necessaire, tant pour ladite artillerie, que pour les viures.

Signé, ARTVS DE COSSE'



ADVIS DV SIEVR DE BIRON.



Our satisfaire, Sire, à ee qu'il a pleu à V. M. de nous commander, pour vous dire nos veritables sentimens sur la sainte intention que vous avez de ne plus souffrir en vostre Royaume autre Religion que la vostre, & d'essayer d'en venir à bout sans rompre la paix dont vos suiets iouissent auourd' huy: ie prendray la hardiesse d'escrire ce que i'enpenle; & sur tout si nous sommes si malheureux, que nous vous forcions, malgré vos bonnes inclinations, à prendre les armes. Si par bonheur V. M. peut estre obeyë sans violer la paix, il n'y a rien à adiouster aux ehoses qu'elle a bien voulu nous declarer là-dessus. Il faut, Sire, selon vostre deliberation, que vous fassiez entendre vostre volonté au Roy de Nauarre, par la bouche de Monsieur de Montpensier, & que vous enuoyez aussi la faire sçauoir par d'autres personages bien intentionnez, aux autres principaux Chefs du party contraire; & que vous leur fassiez donner des instructions bien amples de toutes les causes & de toutes les raisons qui ont obligé V. M. à prendre cette ferme & iuste resolution.

Mais parce que par les ehoses passées nous deuons tous estre aduertis, que ceux du parti contraire n'aequiesceront nullement à vos ordres; qu'ils sont desia en armes sous leur pretexte aecoustumé de la liberté de leur conscience, confirmée par tant d'Edits, & de la seureté de leurs vies & de leurs biens; nous nous voyons reduits à la neecessité de vous donner nos aduis, pour vous rendre le Maistre dans vostre Royaume.

Premierement donc ayant appris que les huguenots sont dans le dessein de prendre les armes au premier iour, & qu'ils ont desia commencé: il faut que V. M. fasse aduertir tous les Gouverneurs des Prouinces, d'auoir l'œil sur leurs Gouvernemens, & sur les villes qui sont fortes & importantes, ou qui sont pour l'estre, comme des capitales & des passages de riuere, en attendant de plus particuliers commandemens de vostre Maiesté.

Puis après il faut donner ordre au fait de la guerre; où il y a plusieurs faits.

Le principal, & qui est le tout, est aux finances. Car sans elles tout demeure, & rien ne se peut excecuer, puis que c'est le principal nerf d'un estat, & sur tout dans la guerre. Or il n'y a rien de plus grand poids, & sur lequel il faille faire plus de fondement, que l'artillerie. S'il y manque la moindre chose, soit en elle mesme, soit à la conduite, soit à l'e-

xecution, tout demeure, & delà s'ensuiuent les mauuaises suites & les mauuais succez des entreprifcs, & les despences exceffiues qui se font vainement.

C'est pourquoy il y faut pouruoir au pluftoft, selon l'estat que le grand Maiftre de l'artillerie presentera à vostre Maiefté, ayant bien compris quelle est son intention. Car au fait de l'artillerie, outre la despense, que communement l'on estime deuoir estre le tiers de celle de toute l'armée, il y faut aussi du temps pour dresser l'equipage & ce qui en despend. Pour cela, Sire, il faut que vous aduisiez quel equipage d'artillerie vous voulez dresser, & en aduertir le grand-Maiftre : pour là-dessus, vous en faire l'estat, & pouruoir à recouurer les pieces & les munitions necessaires, & sur tout les poudres, qui ne se recouurent pas de iour à autre, mais d'en en an. Et d'autant que la conduite & le maniment se fait par beaucoup de cheuaux à gages, Canonniers, gens de mestier, & par des pauures compagnons qui viuent au iour la journée, ne pouuant pas abandonner le train de l'artillerie ; il faut que la paye ne manque iamais. Donc, Sire, vne des premieres & des principales choses à quoy il faut pouruoir pour la guerre, c'est à l'artillerie & aux munitions.

Il faut escouter ceux qui disent se connoistre à acheter des poudres, ou leur bailler la charge d'en faire achepter avec vn des Officiers de l'artillerie, pour en connoistre la bonté & le prix.

Et si l'on pense qu'il faille bientoft faire marcher l'artillerie ; il faudroit y pouruoir pluftoft auioird'huy que demain. Il faut aussi pouruoir à l'aduanee qu'il faut faire aux Capitaines, & pour les cheuaux qui sont necessaires, suiuant l'ordonnance des Rois vos predecesseurs, & la vostre.

Il est necessaire aussi de commander vostre gend'armerie, & de luy faire faire monstre ; comme aussi de faire entendre aux Chefs, que V. M. se veut seruir d'eux selon l'ordre qui leur en sera monstré, c'est à sçauoir vne partie pour seruir par moitié ou par tiers d'auance : & pendant le temps qu'ils seruiron, l'estat que vous aurez resolu de leur bailler toute l'année doit estre distribué au temps qu'ils seruiron & qu'ils seront dans le seruice ; afin de leur donner meilleur moyen de bien seruir V. M. & les obliger à ne point differer iusques à la paix : autrement les vns s'en retourneroient en leurs maisons, les autres se desbaucheroient. Pour ce qui est des gens de pied, il les faudra faire aduertir de vostre intention, si vous voulez faire vne ou plusieurs armées, & de quelles forces. Tanty a que vous aurez vn bon nombre de gens de pied François, s'ils sont conduits par de bons Chefs & bien experimentez, afin qu'ils donnent l'ordre, la regle & la police. Car V. M. sçait mieux que moy qu'à moins d'estre bien payez, les gens de guerre seruent fort mal, & ruinent les desseins les mieux formez. Il sera bon d'enuoyer faire des recrues, & des leuées de compagnies aux lieux où on pense qu'il y aura à faire la guerre ; afin que ceux de l'autre party ne se preualent des

habitans & des autres qui se trouueront disposez à seruir. Il faut dire la mesme chose des gentilshommes qui ont moyen de leuer des compagnies de Caualerie le me hazarderay de dire à V. M. que les gens de pied François ne sont laissez à porter des picques : c'est pourquoy il faudroit ioindre à eux vne nation qui en porte, tant pour aller aux expéditions, soit en gros, soit avec peu de forces, selon que l'occasion s'offrirá : comme aussi pour les assauts. Sur tout il seroit tres à propos d'auoir vn fort bon regiment ou deux de Lansquenets. Il ne faut point dire que les Suisses sont meilleurs. A la verité ie les estime pour vn iour de combat, à la campagne en gros : mais ils ne sont pas ny si faciles à conduire, ny si accoustuméz à obeir. Car i'en ay veu souuent refuser d'aller aux expéditions, & aux escortes : & de se separer en petit nombre du gros de leurs troupes ; & mesme de soustenir en vne escarmouche avec leurs corselets vos Arquebusiers. Quant aux Lansquenets, s'ils sont bien chosís, & qu'on les fasse marcher comme ils ont accoustumé en gros, avec les Arquebusiers François ; il n'y a villes des communes qui tiennent deuant eux. Ils sont bons aussi à demeurer à l'artillerie. Ils aident à la conduite, à l'escorte, & aux tranchées ; voire à mettre la main à l'œuvre, soit pour la sappe, ou pour la mine. Ils trauaillent fort bien dans vn fossé ; & quand ils ont entrepris vn ouurage, ils l'auancent plus en vne nuit, que ne font cinq cent Pionniers. Et V. M. sçait que la promptitude & la diligence est ce qui emporte la victoire, & fait reussir les entreprises.

Sire, V. M. considerera, s'il luy plaist, qu'en vos armées il y a toujours eu fort peu de viures, & que l'on y vit au iour la journée, & que s'il n'y est mieux pourueu à l'aduenir, l'on tombera en de grandes extremitéz. Il est donc absolument necessaire de les preuenir : & le moyen le plus expedient pour cela, est d'enuoyer des hommes entendus dans le pays où vous pensez tourner vos armes, pour arrester les bleds dans les greniers tant des Ecclesiastiques, ou de leurs fermiers, que des Seigneurs & gentilhommes, en payant, ou leur baillant de bonnes assurances pour les payemens. Ces payemens se prendront après, pour la plupart, sur le pain qui se vendra : & pour le reste V. M. le fera payer en argent comptant.

Quant à l'exécution de vos commandemens touchant la iustice & la police de l'armée ; il faut que V. M. donne charge à quelques-vns de vostre conseil, bien entendus aux affaires de la guerre, & aux Capitaines de veiller exactement ; afin qu'ils fassent executer ce qui aura esté ordonné par V. M. & trauaillent à trouuer les moyens pour y reussir. Il leur faut aussi commander de prendre aduis des Officiers & des vieux Capitaines sur ce qui pourra suruenir d'extraordinaire & de necessaire, & sur tout à faire que la paye ne manque point. Car de dix mille hommes bien payez, l'on en tirera plus de seruice que de dix-huit mille hommes qui ne seroient pas exactement payez. Car par là on les tient dans l'ordre & dans

la discipline. Mais si la paye ne vient point, les soldats se desbauchent, & trouvent des excûses, par la friandise de la picorée. Les exemples en sont en grand nombre. Mais sur tout il faut considerer ce qu'a fait cette belle & cette grande armée que vostre Maïesté a eüe en Limosin, qui par faute de pain & d'autres viures, se dissipa entierement ; & quoy que V. M. peust faire, il ne luy fust pas possible de la reestablr de trois mois apres.

Signé, BIRON.



ADVIS DE MONSIEVR LE CHANCELIER DE BIRAGVE



SIRE, Vous auez commandé, comme i'ay appris, que tous ceux de vostre Conseil eussent à donner à V. M. leur aduis par escrit sur la resolution quelle a prise, soit qu'il faille demeurer en paix, soit qu'elle soit contrainte de faire la guerre. Pour satisfaire à sa volonté, ie luy diray le plus brièvement que ie pourray, quelles sont mes pensées sur cela. Il me semble, Sire, qu'il y a autant de choses à dire si vous auez la paix, ou si vous auez la guerre; comme il y en a de sçauoir si le Roy de Nauarre, & le Marechal Damuille voudront vous obeyr, & s'accommoder à vostre volonté & à vostre resolution, ou non. Car c'est delà seulement que depend aujourd' huy la paix ou la guerre. Pour ces raisons là, Sire, qui vous sont notoires, vous deuez enuoyer vers eux, afin de sçauoir leur volonté; & par mesme moyen sçauoir si vous auez la paix ou la guerre.

S'ils respondent, Sire, que librement & sans difficulté ils veulent obeyr & s'accommoder à vostre volonté & à vostre resolution, & qu'ils acceptent les offres que vous leur faites, pour eux & pour ceux qui les suivent; cela fait presupposer que vous auez la paix. En cecasil me semble que lesdits sieurs, comme Gouverneurs & vos Lieutenans generaux aux Prouinces où ils sont & où ils ont autorité, doiuent promptement faire executer & faire obseruer vos ordonnances, tant sur le fait de l'exercice de la Religion nouuelle & des Ministres, que sur toutes les autres choses qui se trouueront auoir esté par vous deliberées & ordonnées à la fin de vos Estats.

Sire, ie ne pense pas que vous ayez la volonté que l'on vienne à descrire & à raconter icy par le menu, toutes les provisions qu'il faudra faire par tout vostre Royaume si vous auez la guerre, ou l'ordre qu'il y faudra faire mettre si vous auez la paix. Car par la resolution que vous ferez en vos Estats, il sera satisfait à toutes les choses qui concernent la Police du Royaume: si bien qu'il ne restera rien à y faire; & s'il y reste quelque chose, pour lors vous le pourrez faire.

Il semble, Sire, que la paix ne doit pas empescher que vous ne fassiez vn voyage en Guyenne, pour satisfaire au desir de vos bons suiets, qui ont passion de vous y voir, afin d'y establir & d'y assurer toutes les choses nécessaires pour vostre seruice, & pour le repos de vos suiets; & cela le plus qu'il sera possible pour leur contentement & pour leur soulagement. De là V. M. pourra aduiser, s'il seta bon qu'elle passe outre, & qu'elle fasse le semblable en Languedoc.

Mais si au contraire le Roy de Navarre & le Marechal de Danuile font vne responce claire & nette, qu'ils ne veulent, ou qu'ils ne peuvent satisfaire ny s'accommoder à la volonté & à la resolution de V. M. ie croy que c'est le cas auquel il faut se disposer à la guerre. Pour lors, Sire, il me semble que V. M. doit faire apporter toute sorte de diligence pour faire assembler des forces suffisantes pour pouoir premiere-ment contraindre le Roy de Navarre d'abandonner la campagne, & se retirer dedans les villes.

Il me semble que vous devez leuer autant de forces seulement que vous iugerez qu'il en sera necessaire pour effectuer ce que vous desirez. Car par ce moyen les soldats en seront mieux payez, & par consequent vous en tirerez vn plus grand service, & vos suiets en seront moins foulez. Il me semble (sauf le meilleur iugement de ceux qui sont plus intelligens que moy au fait de la guerre) qu'il suffira d'auoir pour le present dans la Guyenne, cinq ou six cens hommes d'armes de vos ordonnances, qui sont douze ou quinze cens hommes portans lances. Et parce que i'entens par tous ceux qui viennent de Guyenne, & par tous les gentilshommes de ce pays-là qui sont icy, que s'il y auoit quelque grand personnage qui commandast pour V. M. (& encore mieux si vous y estiez en personne) les neuf parties de la Noblesse s'y trouueroient. Car ils ne desirent autre chose que d'employer leurs personnes & leurs biens pour vostre seruite. De maniere qu'ils s'accordent tous que les forces du Roy de Navarre, mesme de Caualerie, seront si petizes & si foibles, qu'elles ne seront comme rien. Pour les gens de pied que vous y pourriez, enuoyer, ce feroit assez, ce me semble, de cinquante ou soixante Enseignes, qui montent à deux cent, pour composer vn corps de dix ou douze mille hommes.

Il me semble aussi que V. M. y doit auoir vne bonne bande d'artillerie, avec les munitions necessaires pour s'emparer promptement des villes qui voudront resister, & qui ne seront pas bien fortes.

Si V. M. a ces forces-là dans la Guyenne, & qu'elle tienne la campagne : ou si le Roy de Navarre se retire dans les villes, ie croy qu'il en demeurera bien peu qui ne se reduisent sous vostre obeissance, sinon peut-estre deux ou trois. Car vous tenant sur le lieu, sçachant où le Roy de Navarre se fera retiré, & quelles forces seront dans les villes qu'il tiendra, V. M. pourra prendre resolution sur ce qu'elle trouuera estre le mieux. Car pour le present, il me semble qu'elle ne peut pas se resoudre sur tout ce qu'elle aura à faire. Je diray bien seulement que si pour lors elle trouue à propos de fermer par blocus, deux ou trois places qui tiendront pour le Roy de Navarre, & de les tenir fermées, comme j'ay peu entendre parler de la qualité de ces places-là, il sera bien aisé de le faire avec quelque mediocre despence que vous y ferez ou ceux du pay, De maniere que cependant le plat-pays demeurera en seureté, & ces places-là ne pouuant faire la recolte, elles se perdront. Il faut toyte-

fois donner tous les ordres necessaires dans la prouince, afin qu'on ne les puisse secourir.

Cependant que l'on fera les effets que dessus dans la Guyenne, ie ferois d'auis que V. M. fist assembler quelques forces du costé de la Prouence, & du Dauphiné. Et s'il luy plaisoit de faire repasser deçà, le Regiment qui est du costé de Brissac; il me semble qu'avec la gend'armarie qui est de ce costé-là, depuis Lion en bas, il y aura assez de forces pour faire l'effet que i'ay desia dit.

Après que V. M. aura mis l'ordre qui est necessaire dans la Guyenne, elle pourra aussi prendre la resolution, sçauoir si elle enuoyera, ou si elle ira elle-mesme dans le Languedoc: quelles forces elle y employera; & quels chemins & quels moyens elle prendra. Elle pourra aussi se resoudre sur plusieurs autres choses qui sont considerables en ce fait, & que ie supplie tres-humblement V. M. d'auoir agreable que ie ne mette point par escrit.

Sire, i'ay posé cy-dessus les deux cas, qu'il me semble que V. M. a mis en consideration, de la paix ou de la guerre. C'est à dire, si le Roy de Nauarre & le Marechal de Damuille se resoudront nettement de vouloir obeyr aux commandemens de vostre Maiesté, ou non. Mais ce que i'ay crainre qu'ils ne fassent ny l'un ny l'autre; ie prendray vn troisieme cas, duquel il me semble vous auoir autrefois parlé en semblable propos. C'est que s'ils respondent en substance, que quant à eux ils sont bien disposez à s'accommoder à vostre volonté, & d'y obeyr: mais qu'ils ne rrouuent pas que cela soit aisé à faire & à executer rouchant ceux de la Religion, lesquels trouueront fort estrange de se voir ainfi enrierement priuez de l'exercice de ladite Religion. Que pour cela il faudroit conuoyer ceux de ladite Religion, & qu'il faudroit les persuader & les gaigner; & autres choses semblables qu'ils vous allegueront, par le moyen desquelles V. M. demeurera du tout irresoluë. C'est pourquoy il me semble que vous deuez prendre vne telle response, qui est pleine de malice, pour vn refus absolu. Car si V. M. se laisse persuader de differer la resolution qu'elle a prise; il leur en aduiendra toutes les commoditez & tous les aduantages qu'ils peuuent desirer: & à V. M. & à tous vos bons suiets, tous les maux & tous les plus mauuais effets que l'on se peut imaginer: comme ie sçay, Sire, que vous le sçauiez, & que vous le connoissiez tres-bien.

Il me semble donc, Sire, qu'en ce cas-là V. M. doit reietter de telles responses, & leur faire remonstrer que les villes qu'ils tiennent, sont en leur puissance: & par consequent que s'ils ont la volonté de vous obeyr, ils doiuent dès à present commencer à faire cesser l'exercice de ladite Religion, à chasser les Ministres; & par vostre commandement & en vertu de vostre Edit, oster les soldats qu'ils ont mis dans les villes, & qui leur ont obey. Cependant V. M. doit prendre vne telle response, comme s'ils disoient clairement qu'ils ne veulent rien faire de ce

qu'elle leur a mandé; & pouruoir aux choses que i'ay dit cy-dessus.

Mais, Sire, puisque ie suis sur ce propos; il me semble que vous ne deuez point attendre la responce de Guyenne & du Languedoc pour commencer à pouruoir aux choses necessaires; mais presupposer qu'elle doit estre mauuaise. Pour cela vous deuez commencer dès demain à voir de quelles compagnies de gens d'armes & de quelles compagnies de gens de pied vous croyez vous pouuoir seruir. Vous pouuez leur mander qu'elles se trouuent prestes au temps qu'il vous plaira pour faire monstre, comme aussi pouruoir à toutes les autres provisions que vous iugerez necessaires pour vn tel effet. Car si la responce qu'ils vous feront se trouue mauuaise; V. M. se trouuera desia bien aduancée: & il faut presupposer qu'en ce fait, la facilité de la victoire & de l'heureux succez, dependra de la diligence que vous y aurez apportée. Que si la responce est bonne, ces preparatifs ne nuiront en rien; mais peut-estre qu'ils aideront encore à addoucir la responce qu'ils vous feront.

Et pour vous conseiller, Sire, entierement sur ce que vous deuez faire, si vous auez la guerre: il me semble qu'il faut faire provision d'argent, sans lequel i'ay peur qu'il ne se fasse rien qui vaille. Car encore que vos suiets soient en bonne deliberation de vous aider de gens de cheual & de gens de pied; ie crains neantmoins qu'un tel secours pour le present ne vous serue de guerres, d'autant que, comme i'ay dit; il est necessaire d'vser de diligence moyennant laquelle vostre Maiesté viendra en peu de temps bien à bout des affaires. C'est ainsi qu'il me semble que ie le connois, & que ie l'entends de ceux qui connoissent les gens & le pays. C'est pourquoy ie conclud qu'il faut trouuer de l'argent, au moins pour ce commencement. Et pour le trouuer, s'il vous plaist, Sire, qu'à vne autre iournée chacun vous en dise son opinion. Je vous diray aussi la mienne. Je vous diray seulement pour cette heure, qu'il me semble que cette maniere est d'une telle importance & d'une telle consequence, que pour y satisfaire on doit postposer toutes les autres choses, tant priuées que publiques.

Ie ne veux pas oublier de vous dire, Sire, qu'il me semble que pour le present il n'est point necessaire de vous seruir d'aucunes forces estrangeres, mais qu'il faut seulement pouruoir à la frontiere, & mesme à celles d'Allemagne, afin qu'il n'en puisse entrer aucunes pour venir à l'aide & au secours de vos ennemis.

Signé, ROBERT DE BIRAGVE.

ADVIS DE MONSIEVR DE MORVILLIERS.



ire puis qu'il a pleu à vostre Maïesté de nous prononcer de sa bouche la resolution qu'elle a prise sur le fait de la Religion, ie n'entreray pas en connoissance de cause, & ie me contien-dray dans les bornes de son commandement, suivant laquelle ie diray, Que pour faire observer son ordonnance, il y a deux voyes. L'une de raison & de persuasion: & l'autre de contrainte. Si l'on pouuoit par la premiere paruenir à vostre intention; cela seroit le plus grand bien que nous pourrions demander à Dieu, pour le salut de ce Royaume.

Mais j'ay grand peur, Sire, que ceux de la pretenduë Religion, & leurs associez, ne se rendent pas si susceptibles de raison qu'ils le deueroient estre. Les causes principales qui me portent à m'en deffier, sont l'obstination que par le passé on a reconnuë en eux, & en laquelle par leurs deportemens ils monstrent qu'ils veulent encore perseuerer, comme sont les surprises qu'ils font de vos villes & de vos chasteaux: la presumption qu'on reconnoist en eux, & qui est cause des euenemens des guerres passées l'appuy des Estrangers, & mesme de la Reine d'Angleterre, qui s'efforcet a tousiours de les rendre obstinez en leurs plus meschantes deliberations.

Toutefois ie suis d'auis que l'on doit continuer par tous les moyens de douceur & de persuasion que l'on pourra, à les induire à vous obeir de bonne volonté, ainsi que le veut le deuoir de bons & loyaux suiets, plustost que de prouoquer vostre indignation à les y contraindre. A ceste fin, il faut que ceux qui ont esté deputez, tant de la part de V. M. que des Estats, deuers Roy de Nauarre, le Prince de Condé, & le Marechal de Damuille, partent au plustost, & qu'ils s'achement en diligence deuers eux. Car toute dilacion est preiudiciable à vos affaires.

Do plus il faut que les Gouverneurs, & autres personnes qui ont charges de V. M. par les Prouinces, fassent tous offices pour informer ceux de la pretenduë Religion, & leurs associez, de vostre bonne intention, & de l'assurance qu'ils doiuent prendre en vos promesses; mesme leur faire scauoir que tous les Estats de vostre Royaume s'offrent & sont prés de leur promettre & de leur iurer (quand il vous plaira leur commander) toute amitié & toute protection, s'ils obeissent à vostre ordonnance.

Dauantage, il sembleroit bon d'écrire à plusieurs Seigneurs & Gentils;

hommes que l'on connoist parens, voisins ou amis des susdits P. R. afin de s'entremettre en ce bon œuvre, exhorter, admonester, & en somme faire tous Offices à l'endroit de leurs amis, pour les faire obeir de leur bon gré à l'ordonnance de V. M. & pour cela les faire obliger en leur priué nom, sur leurs paroles & sur leur foy, s'il en est besoin à l'observation de ce qu'on leur promettra: les assurant que le tout sera ratifié par elle, & après en ses Parlemens.

Si le Roy de Navarre, le Prince de Condé, & le mareschal de Darnville se resoluent à vous obeir de leur bonne volonté, ie croy que tous les autres suiuront leurs pas. Que si quelques-vns se rendent opiniastrés, comme il seront délaissez de leur Chef, vous en viendrez facilement à bout. C'est pourquoy il faut principalement trauailler à les gagner. Car le reste sans eux ne pourra pas longuement subsister.

Que si l'on en vient à la necessité de les combattre, le laisseray en arriere les difficultez que l'on y pourra trouuer, lesquelles neantmoins semblent bien metiter d'estre meurement examinées & considérées, afin de ne pas sortir du port, & s'exposer aux hazards de la fortune & des vents sans auoir bien preueu à tout ce qui y est nécessaire. Car il est facile aux moindres de commencer la guerre. Mais il n'y a aucun Prince, pour sage & pour puissant qu'il puisse estre, qui se puisse assurer de la finir à sa volonté, s'il y est vne fois embarqué.

Pour deduire ce qu'il m'en semble, il y a selon mon petit iugement, trois points où l'on doit principalement tendre. Le premier, c'est de faire tout ce que l'on pourra afin que la guerre ne soit pas longue.

Le second, que les soldats soient bien disciplinez, & ne foulent pas le peuple, comme ils ont accoustumé.

Le troisieme, sans lequel les deux precedents, ny les autres exploits de guerre ne se peuuent effectuer, c'est de pouruoir à l'argent. Qu'il n'y en ait point de faute: Et de plus, qu'il vienne à temps.

Quant au premier, il est certain qu'il n'y a rien de si pernicieux, ny qui puisse apporter de si dangereux changemens à vn Estat, que d'y souffrir longtems la guerre intestine. Car elle engendre la corruption des mœurs, les impietez enuers Dieu, & les desobeissances enuers le Prince. Elle aneantit son hoste, elle fait mespriser la Iustice & les loix: bref, elle remplit vn Estat de toute confusion.

Dauantage, elle espuise & consomme les biens & les facultez des sujets, & en vn mor, elle attire par succession de temps tous les maux qu'il est possible de s'imaginer.

En tout temps les François ont esté prompts à entreprendre, mais non pas fermes ny perseuerans en leurs entreprises. Et les Anciens nous ont laissé par escrit, Que les François sont bouillans, & impetueux: comme aussi qu'ils ne peuuent supporter les trauaux & les fatigues d'une longue guerre. Qu'ils endurent difficilement la faim, le chaud, le froid, & les autres incommoditez.

Cesar dit que de premier abord ils sont plus qu'hommes : mais que si on peut temporiser, & les laisser rallentir ; ils deviennent moins que des femmes. C'est pourquoy il les faut promptement employer. Car si on les tient longuement dans vn camp, ils se défont d'eux-mêmes, & se ruinent sans ennemis.

Outre ces considerations, l'on sçait que ce Royaume est desia si affoibly, & que vos sujets sont si pauvres, & si recreus des guerres passées, qu'ils ne peuuent pas longuement supporter les miseres d'une nouvelle guerre.

Si l'on continuë à tenir des armées sur pied, cela accroistra tousiours la pauvreté dans vostre Royaume, & osterà d'aurant les moyens à vos bons sujets de vous servir & de vous secourir. C'est pourquoy on doit craindre de sa longueur, tous les mauuais accidents qui en pourroient aduenir.

Il y auroit aussi danger que la longueur n'attirast en ce Royaume les Allemans, pour se joindre à l'ennemy. Car vous leur deuez vne merueilleuse somme d'argent.

Il seroit pareillement à craindre, que si la Reine d'Angleterre vous voit affoibly, par la longueur de cette guerre, elle ne se mette de la partie.

Il y a vn autre poinct qui merite bien d'estre consideré. C'est que tant plus durera la guerre, tant plus vous aurez besoin des Suisses ; & tant moins aussi se pourra-t'on acquitter enuers eux des grandes sommes qu'on leur doit. Or si on se trouue dans l'impuissance de les satisfaire en tout ou en partie, comme sans doute il sera impossible durant la guerre ; il y auroit danger qu'au lieu qu'ils se sont tousiours maintenus fidelles, & tres-assidus à vostre seruice, ils ne changeassent en vn moment de volonté, & qu'ils ne vous abandonnassent au plus fort de vos affaires.

L'adiousteray finalement, que si les Prouinees de vostre Royaume, qui se sont associées pour maintenir la Religion Catholique, mettent sur pied des forces, & qu'elles contribuent pour les souldoyer ; si on ne les employe promptement, elles se dissiperont incontinent d'elles-mêmes, & elles s'écouleront, se retirant chacun en sa maison. Ceux des Prouinees se laisseront de contribuer, ainsi qu'il est tousiours arriué en des cas semblables. Et en effet, il n'y auroit rien de si pernicieux à leur esgard, que la longueur de la guerre. Pour esuiter tous ces inconueniens, si l'on est contraint d'en venir aux mains ; il faudroit faire la guerre de forte qu'elle ne durast gueres. Pour cét effet il faudroit pouruoir à ce qu'on ait à temps des forces prestes, & si gaillardes & si bien conduites, des équipages d'artillerie, des munitions & des viures en telle quantité & si à propos, qu'on peust avec vne grande diligence, & de premier abord, faire tout l'effet qu'il sera possible, & presser vertement l'ennemy. Par ce moyen on donneroit du cœur & du courage aux vostres.

Le second point, qui concerne la police & la discipline des gens de guerre, dépend de la diligence & du soin de ceux qui les commandent. Il faut qu'ils ayent continuellement l'œil sur eux, & qu'ils ne les abandonnent point: car la patience & la vigilance du chef, contient les soldats dans leur devoir. Mais aussi les faut-il payer à iour nommé. Autrement on ne leur pourroit iamais faire garder aucune discipline, & ils auroient tousiours à toutes les fautes, quelque occasion d'excuse.

Quant au troisieme point, qui est l'argent, ce n'est pas sans cause qu'il a esté dit que l'argent est le nerf de la guerre. Car tout ainsi que le corps de l'homme ne peut marcher, se soustenir ny se mouvoir sans nerfs, de mesme la guerre ne se peut conduire ny soustenir sans argent. C'est pourquoy est il nécessaire d'y pourvoir si soigneusement, que faute de cela, l'on ne vienne pas à tomber dans les mesmes inconueniens qu'on a eus cy-deuant. Quant aux moyens d'y pourvoir, ie iure en bonne foy, que ie ne les sçay pas, combien que ie me sois depuis dix ans embarrassé en ces pensées-là, & autant peut-estre qu'homme de ma profession. Je vois l'estat des affaires de ce Royaume si confus, le peuple & tous les suiets si appauvris, que ie ne sçay pas ce qu'on s'en peut promettre. Cependant V. M. ne peut attendre aucun secours que de ses suiets. Car il n'y a plus d'esperance aux amis, au credit, ny au party des Marchands. Ce que i'en puis dire, c'est qu'il me semble qu'il est tres-nécessaire, que les Princes, Seigneurs & autres qu'il vous plaira de vostre conseil s'assemblent continuellement, & qu'ils travaillent incessamment à consulter & à deliberer des moyens de trouver de l'argent, & à faire executer diligemment ceux que l'on approuuera. Il faut que de iour en iour, V. M. soit informée & qu'elle sçache nettement de quoy & de combien elle pourra faire estat, & en quel temps; afin de ne pas bâtir sur vn faux fondement, & qu'elle ne se trouue pas destituée au plus grand besoin de ses affaires.

Il semble que pour cet effet, elle doit tirer quelque fruit de cette assemblée d'Estats, & les induire à consentir à quelques contributions generales par tout vostre Royaume, pour vous secourir en vne si urgente nécessité. Car si tous vos bons suiets, de quelque qualité qu'ils soient, ne se disposent pas volontairement à vous secourir chacun selon ses facultez; ie ne puis m'imaginer aucun autre moyen. Mais il faut que lesdits Deputez, qui voient maintenant à l'œil l'estat de vos affaires, l'approuvent, & y consentent. Car nul n'y pourra contredire, & d'ailleurs s'il falloit contre quelques-vns mal affectionnez, user de contrainte, cette action seroit iustificiée par l'approbation des Estats. Autrement il seroit à craindre que les contraintes qui ont tousiours esté fort odieuses, n'apportassent trop de mécontentement & fort peu de fruit. Voila en somme ce que i'ay à dire sur ce propos.

Au reste, il me semble que si on fait la guerre, l'on ne doit pas estre moins vigilans à se garder des surprises de l'ennemy, qu'à entreprendre

contre luy. Pour cela, Sire, il faut soigneusement pourvoir, non seulement à la conservation des villes & des places considerables de vos Prouinces; mais aussi à celle des Chasteaux, s'ils sont tant soit peu forts. Car il est certain que la surprise d'un petit Chateau ruine vingt lieues de pays à l'environ. Ceux qui s'en emparent, leuent vos deniers, pillent vos suiets, & tiennent la campagne en sorte que personne n'y peut passer en seureté. Enfin il causent vne infinité de ruines & de dommages. Et cependant si on les vouloit reprendre, ils faudroit y mener de l'artillerie: encore faudroit-il consumer beaucoup de temps pour les recouurer. Mais il faut aussi regarder que les soldats qu'on employera pour leur conservation, ne soient à la foule du pauvre peuple, sur lequel on iette toutes les charges. Il est de l'honneur & de la prudence des Gouverneurs de considerer ce qui sera necessaire pour cet effet, & y pourvoir le plus au soulagement du peuple, que faire se pourra.

On sçait aussi combien il est necessaire de pourvoir aux places frontieres, & principalement à Mets. Car cette place-là est enuieée & espieée des voisins. Presque la moitié du peuple qui est dedans, fait profession de la Religion pretenduë reformée. On leur doit beaucoup. Ils se font iulques icy comportez fidellement, & avec toute l'obeissance qu'on pouuoit desirer d'eux. Il ne leur faut pas donner occasion d'auoir d'autres pensées que celles qu'ils ont eues cy-deuant.

J'ay touché les inconueniens que selon mon opinion l'on doit euitter; parce que l'experience du passé me donne tousiours de la crainte pour l'aduenir. Car si on n'y pouruoit pas, les moindres accidens pourroient empescher les bons effets de vos desseins, & les rendre du tout inutiles. Aussi les plus petites fautes, sont quelquefois de telle importance dans la guerre, qu'elles causent en vn moment des changemens incroyables.

Je confesse ingenuëment, Sire, que cette deliberation passe mon entendement. Toutefois puis qu'il plaist à vostre Maiesté que ceux à qui vous auez fait l'honneur de leur demander sur cela leur opinion, vous disent librement, & selon leur conscience ce qu'ils en pensent: ie diray selon mon foible iugement, que s'il faut en venir aux armes, on se doit resoudre comme à iouer le coup où il y va de tout le reste. On ne doit pas penser qu'il y ait de retraite ny desesperance; ny que si vos ennemis obtiennent quelque grande victoire, ils se puissent iamais resoudre à vous obeir. Il ne faut pourtant pas pour cela rien laisser en arriere de ce qui depend du pouuoir & de la diligence des hommes. Si les affaires se conduisent avec l'ordre & selon la raison, ainsi qu'il conuient, tous vos suiets prendront vne bonne resolution, & auront courage de vous bien seruir. C'est le vray moyen pour venir à vne heureuse fin de vos entreprises. Aussi n'auons-nous point de signe plus euident que Dieu assiste nos actions, que lors qu'on les voit conduites avec raison & avec prudence. Ce sont les instrumens, desquels il vse à l'esgard des

choses du monde, quand il les veut faire prosperer. Pour cela il est temps maintenant, si iamais il l'a esté, de nous recommander à luy, & de le prier incessamment de bien inspirer vostre Maiesté, & de l'assister en ce qu'il verra pouuoir contribuer à son salut, & à celuy de son Royaume.

Au demeurant, il le faut prier qu'il luy plaise imprimer profondement dedans les cœurs de tous ceux qui sont à vostre seruice, vne ferme resolution de vous rendre victorieux, ou de mourir plustost en gens magnanimes, que de viure apres leur perte, & de voir la ruine de vostre Estat. Le prix de l'honneur & de la gloire n'a pas esté seulement proposé aux victorieux; mais à ceux qui pour maintenir leur Religion, pour seruir leur Prince, & pour deffendre leur patrie, sont morts genereusement, & ont esté enseuelis dans ses ruines.

Quant à moy, Sire, qui me sens autant obligé à vous rendre seruice que pas vn autre de vos tres-humbles suiets & seruiteurs, ie vous supplie tres-humblement de croire, que ie n'y obmettray iamais rien de mon devoir. Il est bien vray que ie seray desormais comme vn arbre deuenu si sec de vieillesse, qu'il ne porte plus de fruit, de fleurs ny de fueilles. Mais en quelque sorte que ce soit, i'acheueray ma vie, & ie mourray tres-fidelle seruiteur de vostre Maiesté; & n'auray iamais rien de si cher en ce monde que vostre prosperité, & le bien de vos affaires, que ie prie Dieu de gouverner & de conduire à bon port.

Fait par le commandement du Roy, le deuxiesme iour de Ianuier 1577.

Signé, DE MORVILLIER.





ADVIS DE MONSIEVR DE LIMOGES.



SIRE, sur la resolution que vostre Maiesté a decla-
rée, qui est conforme au desir des Estats, & pour la-
quelle tous vos bons seruiteurs doiuent employer
leurs vies & leurs biens; rien ne peut estre estimé
plus digne de sa bonté & de sa prudence, pour pre-
uenir les desobeissances, les desbordements passez,
les dangers & les confusions qu'apporte la guerre,
que d'auoir voulu en premier lieu, comme vn bon Princee & vn bon
Pere qu'il est de ses sujets, tenter tous les moyens de douceur, & les
chemins les plus faciles; & mettre par cette sage conduite Dieu & les
hommes de son costé. Pour y paruenir, il faut traiter la maladie de
cét Estat comme on traite les autres. Il faut pour y remedier, recher-
cher l'origine & la source du mal. Aussi ne peut-on auoir rien aduisé
plus considerément, que d'enuoyer les dignes & les notables per-
sonnes qui sont deputez pardeuers les Princes & les Seigneurs, qui
sont les Chefs de ceux qui portent ordinairement les armes contre
vostre volonté, & contre vostre intention. Car c'est là, & non pas à de
moindres esperances, où il faut s'attacher. C'est là qu'il faut parler, &
negocier; afin d'apprendre & de iuger nettement, ce que cy-apres l'on
peut esperer en l'execucion de vos saints desirs. Ce qui dépend de leur
seule resolution.

Mais, Sire, comme les personnes ordonnées pour ces voyages-là
sont pleins d'esprit, & qu'ils ont de bonnes & amples instructions: auf-
si faut-il, sauf vn meilleur aduis, qu'ils s'y acheminent diligemment &
autant qu'il leur sera possible. Autrement, comme l'on voit desia que
les peuples de par-delà sont assez desbordez, & enclins à la rapine, le
fruct en seroit fort petit. Car il est tres-difficile que cependant le feu
ne s'allume & ne s'accroisse en peu de iours, & que tant de gens de
guerre qui se leuent de part & d'autre pour la conseruation des vil-
les, puissent long-temps durer sans entrer dans des desordres. D'ail-
leurs, il est à eraindre que ceux des Estats qui sont icy, ne s'y tiennent
pas facilement, voyant que les troubles s'esleueront chez eux. Car
les François ne se plaisent pas d'ordinaire à faire de longs sejours au
Conseil & aux deliberations, parmy lesquelles ils empirent plustost leurs
actions & leurs deportements, qu'ils ne les amendent.

Pendant donc, Sire, le voyage du sieur de Biron, il semble tres-ne-
cessaire d'aducrtir les Cours de Parlement, les Gouverneurs, Baillifs,

Seneschaux, & principaux de la Noblesse qui vous est obeyssante ; afin que suivant l'intention de V. M. ils contiennent vn chacun dans le deuoir & dans l'obeyssance ; & par mesme moyen, qu'ils se gardent de surprises, & qu'ils pouruoient aux places. Il faut que cela se fasse aux despens & par les soins des habitans & de ceux du pays, sans rechercher l'aide de V. M. & de ses finances, qui ne le pourroient pas porter. Ne permettez pas qu'on ose luy demander des permissions pour leuer des deniers es Elections, d'autant que ce seroit oster à V. M. tous les moyens & toutes les commoditez de se seruir de ses Tailles, & d'entretenir cy-apres ses armées ; & qu'il est necessaire de rendre les villes capables de ce que dessus ; afin que sans s'attendre à vos finances, elles entretiennent quelque bon Chef & bien experimenté aux armes, tel que vous leur ordonnerez ; & que par son soin & sa direction les habitans se gardent & se maintiennent à leurs despens. Cela iusques icy est assez facile à l'encontre de gens qui n'ont aucun camp, & qui n'ont point d'artillerie, ny d'armes qui soient capables de forcer lesdites villes. Il faut faire vn semblable commandement aux Prelats, Seigneurs, & Gentilshommes, qui ont des maisons fortes ; Car on voit par le chemin que prennent ceux qui se souleuent, que leur intention est de surprendre des lieux forts, de s'y deffendre, & de s'y conseruer, en attendant qu'ils fassent pis.

Il semble n'estre pas hors de propos d'aduertir le Roy de Nauarre, & autres Chefs, du commandement, que vostre Majesté fera par tout de pouruoir à la seureté des places, par la seule raison de preuenir les violences desquelles par surprises l'on vouldroit vser. Cela (comme baston porte paix) ne peut que grandement seruir à les incliner, & leur faire connoistre qu'avec les promesses & les offres honnestes qu'il vous plaist, Sire, de leur enuoyer par vos Deputez ; il y a aussi dequoy se garder d'eux, non seulement pour la deffensive, mais aussi pour l'offensive, s'ils s'oublient tant que de vouloir tirer aduantage du temps & de la longue negociation ; leur ostant par ce moyen toutes ces esperances vaines. Il faut les assurer que Monsieur de Montpensier ne va en Limosin à autre intention ; comme de mesmes en Bretagne, & autres endroits importants, où vostre Majesté a deliberé d'enuoyer quelque Prince ou Officier de la Couronne pour y contenir chacun en son deuoir sous vostre assurance, & sous vostre protection. Il est necessaire que les lettres qui sont à cette fin dteelées, ou qui se commanderont, ou enuoyeront pour le general du Royaume, soient d'vn mesme sujet & d'vne mesme teneur. Aussi faut-il qu'à l'aduenir la mesme chose s'observe en tout ce qui sera escrit par vostre Majesté en semblables accidens, qui se peuuent presenter iournellement ; afin que l'on y adiouste plus de foy, & qu'en quelque part, hors ou dedans le Royaume, qu'elles se verront, l'on ne puisse connoistre qu'une conformation en paroles, & vne seule volonté.

Or comme il est tres important, Sire, de rendre non seulement vos suiets capables de ce que dessus de part & d'autre : aussi semble t'il grandement necessaire de preuenir diligemment les voisins, & leur faire entendre la bonne & la droite intention de vostre Maiesté; afin que vos ennemis ne la déguise aucunement. Car il ne faut pas douter que cela n'aduienne. C'est pourquoy il faut qu'un chacun sçache par vos premieres despêches, que vostre intention n'est pas de vouloir prendre les biens ny oster la vie à ceux qui sont desuoyez : mais que vous attendez seulement qu'ils se conforment à vostre volonté, afin de les maintenir, eux & leurs familles, & ce qu'ils possèdent, au service de Dieu & de V. M. parmy vos autres suiets. Que vous voulez amplement instruire vos Ambassadeurs ça & là de la charge que vous auez à cette fin donnée à ceux que vous auez enuoyez vers le Roy de Nauarre, & ailleurs. Que vous voulez que tout ce qui s'écrit pour ce regard hors du Royaume, soit sousvne certaine forme & sous vn mesme exemplaire (ce qui cependant par le passé ne s'est pas tousiours pratiqué) afin que lors que les Princes & leurs Ministres se le communiqueront; ils n'y reconnoissent rien qui ne soit semblable & conforme, & par là vous pourrez prier & requérir les Potentats vos voisins, qui sont vos amis & vos alliez, de vouloir, comme en vne chose qui leur est importante & qui regarde vn chacun d'eux en general & en particulier, d'assister vostre Maiesté de tous leurs bons offices & de portemens.

Si les moyens cy-dessus & d'autres, que vostre Maiesté par sa prudence & par sa vigilance sçaura bien rechetter, afin d'acquiescer pour l'aduenir l'obeissance qui vous est deuë, vous reussissent : ce sera vn bien inestimable pour toute la Chrestienté, & pour mettre vostre Maiesté cy après hors de toute crainte d'accidens qui peuuent suruenir au preiudice du service de Dieu & de cét Estat. Mais, Sire, comme vous ne voulez rien obmettre qui puisse contribuer à ramener & ranger les Princes, les Seigneurs, & vos autres suiets qui se sont separés de vostre obeissance à l'vnion & à la concorde. Il faut aussi puisque les éuenemens des choses de ce monde sont incertains & qu'il y a maintenant beaucoup d'esprits desbordés & corrompus : que V. M. se prepare à toutes choses, & preuoye iusqu'aux moindres accidens. Car nostre Seigneur pour la manutention des Estats, a départy aux Princes la iustice & les armes, qui ont celle connexité ensemble, que pour la malice des hommes dans les siecles pleins de reuoltes & d'agitations comme est le vostre, il est impossible que l'un puisse subsister sans l'autre. C'est pourquoy, soit pour l'auancement de la paix & pour servir d'aiguillon à ceux deuers lesquels vostre Maiesté enuoye ses Deputez; soit pour se garder & mettre à couuert vos suiets de l'oppression, si on vient à faire la guerre; il faut, sauf correction, dès à present preparer ce qui peut seruir à l'un & à l'autre effet, tant dedans que dehors le Royaume. Car

tout estant prest, & à vostre deuotion, vostre Maiesté comme vn sage dispensateur, & auquel l'affaire touche plus qu'à nulle autre, sçaura bien vsr de ce qu'elle aura en main, pour s'en aider suiuant les euenemens & selon les succez que Dieu luy donnera, sans employer les forces & les moyens preparez, qu'en route extremiré.

Je n'ay point veu, Sire, la teneur de l'association de laquelle il vous a pleu vous rendre Chef. Mais ie tiens pour certain qu'estant dressée & embrassée de vostre Maiesté à bonne fin, & estant pleine de beaucoup de bien, de vertu & d'honneur, que non seulement elle doit rendre à la gloire de Dieu, & de son Eglise Catholique, Apostolique & Romaine, mais aussi à la desfence & à la protection de vostre personne venerable & de tout ce Royaume. Je croy aussi qu'estant donnée de Dieu qui est le souuerain Roy & le souuerain Maistre, non seulement les nobles, mais l'Eglise, & les tiers estar y doiuent estre conuiez pour y entrer & pour y contribuer de leurs vies & de leurs biens. Car en tout cela il n'y a rien de nouveau. Mais d'autant que Dieu est vostre Prince & vostre Seigneur, auquel toutes choses sont vouées, vous n'auiez qu'à luy repeter le serment que nous vous auons & deuons naturellement. Je ne sçay pas quelles sont les forces, ny les particulieres contributions qui dependent de cette association. Mais vostre Maiesté m'excusera, si avec hardiesse, & sauf son meilleur aduis, par l'exemple des histoires passées, & par l'experience de l'association que j'ay veüe en la guettre d'Allemagne, que l'Empereur Charles V. fit avec la pluspart des Estats de l'Empire, où ie seruois d'Ambassadeur par le commandement du Roy François le Grand, ie dis, Sire, que ie crains, si vous venez à dresser vne armée Royale, & qu'elle soit grande, laquelle en tout euenement il vous faut tenir presté, que vous ne soyiez infiniment deceu de vostre opinion, & qu'outre tout cela vous ne ruiniez entierelement vostre gend'armerie, & quasi tous vos gens de pied. Car faute de payement ils deuiendront des gens sans ordre & sans discipline, & vous vous verrez avec vne armée ramassée de diuerses pieces, & de plusieurs endroits esloignez, que conduiront ceux de ladite association. Mais l'estimerois au contraire qu'il faudroit seulement la faire seruir en deux choses. L'une pour la desfence du pays auquel elle aura esté leuée, chacun en son Gouuernement: & l'autre pour l'assistance des voisins, s'ils le requierent, & si les rebelles & les desobeissans qui se voudroient souleuer contre vos intentions & contre vos Edits, venoient tout d'un coup pour les opprimer. Il faudroit que cela se fit en chacun endroit à leurs despens, pour le seruice de Dieu & pour le vostre, sous le commandement d'un Gouuerneur & d'un Chef tel qu'il vous plaira leur ordonner; & que ceux de ladite association se contentent d'employer leurs personnes dans les pays, dans les villes, & dans les Gouuernemens où ils seront residens; sans aller seruir au loin; si ce n'estoit en quelque extremité. Alors il faudroit qu'au

lieu de faire la despenſe pour ſ'acheminer aux armées Royales, qui ſeront bien eſloignées, ils donnaſſent ordre à leuer entre eux de bonnes & de notables ſommes, pour tant de mois qu'il ſeroit aduiſé; afin, Sire qu'ils vous peuſſent ſecourir pour le payement de voſtre gend'armerie, & de quarante ou cinquante bonnes & fortes compagnies de gens de pied. Car en ce faiſant, outre les deniers que l'on pourroit tirer de voſtre eſpargne, que chacun ſçait eſtre bien rares; l'on pourra lors que voſtre Maieſté voudroit ſe mettre en campagne, ou ſon Lieutenant general, auoir vne armée bien payée par quartiers & par mois. Par ce moyen, Sire, vous ſeriez ſeruy par des ſoldats aſſurez, & qui dependroient de vous ſeul, ſans eſtre à la miſericorde des peuples peu aguerris; & cette armée ſeroit compoſée de gens de bien & de gens vailans, bien diſciplinez & pleins d'execution. Dix mille, faits de la ſorte, & la Nobleſſe eſtant entretenue par ſolde ordinaire, ſeroient plus d'effet que cinquante mille qui autrement ſeroient ramassez, quelque bon zele & quelque affection qu'ils peuſſent apporter.

Tellement que ſi ce que-deſſus eſt bien pris, il ſemble que voſtre Maieſté aura ce qu'elle peut deſirer pour la prouiſion de la guerre, ſans qu'il ſoit plus aucun beſoin, ſauf correction, ces ordres eſtans bien obſervez, de chercher d'autres particularitez ny d'autres moyens. Car les villes & pays ſe deffendront d'elles-mêmes. Et ſi quelqu'un ſe vouloit ſouleuer contre les Edits, & tenir la campagne dans les Gouvernemens, ou qu'il vouluſt forcer les villes; ceux de la Ligue ſous le Gouverneur de leur Prouince, en peu de temps y courront à leurs frais & deſpens. En troiſieſme lieu, ſi dans vn plus grand peril on eſt obligé de mettre ſur pied vne groſſe armée Royale, pour combattre ou pour aſſieger des places d'importance, la gend'armerie & les gens de pied ordinaires bien payez, comme j'ay dit cy-deſſus, marcheront, & ſeront conduits en tel endroit que le mal & la neceſſité lerequieront.

Ce n'eſt pas ſans cauſe que j'ay allegué à V. M. l'exemple de l'empereur Charles V. Car s'eſtant avec les forces des Princes Catholiques, tant Eccleſiaſtiques qu'autres, comme de celles du Duc de Bauieres, & d'autres ſemblables Princes, ingeré de ſe mettre en campagne & de vouloir precipitamment chaſtier la rebellion & l'outrecuidence de quelques Princes; ſur cette conſiance ie l'ay veu entre vingt ou vingt cinq mille hommes, en danger de perdre la vie, ſon Eſtat & ſon honneur. Tellement que ſans vn prompt ſecours qui luy vint de toute la Cavallerie de Flandres, & de quatre mille chevaux de ſolde, que feu M. de Bures luy amena, outre la Cavallerie de Naples qu'il manda en diligence; il eſtoit honteuſement perdu & ruiné. Outre cela il fut encore contraint d'attendre ce ſecours aſſez miſerablement, auant que de pouoir ſortir d'un lieu, auquel il demeurera long-temps engagé parmy d'extremes dangers.

Au reste il est facile à iuger, s'il est aisé ou non à ceux qui sont associez, de pouuoir soustenir les frais & la despence d'une grosse armée, si la guerre auoit à durer long-temps, sans que V. M. soit d'ailleurs aidée & secouruë. C'est pourquoy, Sire, il est requis, suivant vostre sage deliberation & preuoyance, que les Estats avec tous leurs loins & sans intermission, trauaillent à vous donner les moyens de viure, & de conseruer vos suiets. Car comme ce point-cy est le principal nerf de la guerre; il est aussi plus pressé que les autres articles qui sont à débattre entre les Deputez des Estats, qui estans de moindre importance, dependent aussi de vostre volonré & de vostre ordonnance. Il n'en est pas de mesme de celuy-cy, Sire, mais il despend seulement des facultez, des biens & des liberalitez d'autrui, pour vous pouuoir secourir sans exception d'aucunes personnes, de quelque condition & qualité qu'ils soient. Car il faut, sans correction, remarquer & eroire par l'exemple & les mauuais déportemens du passé, que si on en vient à une guerre ouuerte, ceux qui sont dans la rebellion auront recours aux estrangers; & que plus V. M. aura necessité de finances, d'autant plus par consequent elle aura besoin de l'assistance des Estats, desquels seuls dépend ce remede.

Il ne faut pas oublier, s'il vous plaist, Sire, de penser de bonne heure aux affaires de la Suisse, & d'y faire faire residence à vostre Ambassadeur, & de luy faire pouuoir de moyens & d'argent, sans lesquels il est impossible qu'il y trouue aucune seurété. Je n'entreray point plus auant dans ce discours, d'autant que V. M. considere ces affaires-là, & en sçait faire le discernement mieux que tous ceux dont elle veut bien entendre les aduis.

Mais ie vous diray deuant Dieu, Sire, qu'il n'y a rien aujourd'huy dans vostre Royaume, qui soit plus confus & plus dangereux que cette affaire-là, à cause des menées, & des pratiques qu'y font vos voisins. Pour cette cause, Sire, il est necessaire, d'y remedier promptement; afin que s'il vous venoit (que Dieu ne veuille) sur les bras une armée estrangere, vous ne soyiez point empesché en vos leuées de Suisses, ou autrement ie preuoy que vous estes en danger d'auoir vos amis pour ennemis.

Les inconueniens du costé d'Allemagne sont plus certains, qu'il n'est aisé ny possible de les éuiter. Car si vos ennemis ont de quoy leuer & de quoy payer des troupes; il n'y a point de doute qu'on ne trouue trop de soldats qui les suiuent. Mais le remede qu'on y peut apporter consiste en trois points. Le premier est, ce me semble, d'estre bien aduertuy & d'auoir exprés en Allemagne des gens fort fidelles, Alle-mans & François, qui ne repaissent pas le monde de faux bruits & de craintes vaines, ainsi que j'ay veu arriuer cy-deuant; afin de faire halter vos leuées & vos recrues. En second lieu, il faut déposer par eredit, ou autrement, soixante ou quatre vingt mille ekeus à Francfort, pour payer l'enrichelt, & les premieres auances aux Colonels que l'on voudra fai-

re marcher, & que V. M. à cét effet choisira. Il ne faut pas vous mettre, s'il vous plaist, Sire, en la despence de l'argent d'attente, qu'ils appellent, Vartgelt; d'autant que c'est autant d'abus & de deniers consummez sans aucun fruit. Le meilleur remede, si l'on sent qu'il y ait leuée d'ennemis, c'est de tenir d'heure en la campagne, & bien auant vers Mets, & vers Langres, des forces prestes, tant des associations, que les autres forces ordinaires, afin de preuenir & de combattre ceux qui entreprendront d'entrer dans le Royaume. Ce qui est d'autant plus facile, que les suiets qui s'y voudroient sousleuer, n'ont aucun moyen d'en faciliter l'entrée à l'estranger, s'il est de bonne heure pourueu au recouurement de la Charité auquel on est obligé, si nous tombons dans le malheur des troubles. Il faut en premier lieu l'assaillir & la prendre, & s'oster cette espine du pied. C'est là le seul escher que l'on doit redouter.

Les Anglois ont monstté dans les dernieres guerres, beaucoup de mauuais effets, au preiudice de cette Couronne. Il n'en faut pas moins attendre maintenant, tant à cause de leurs anciennes inimitiez, que pour ce qu'ils estiment qu'il y va de leur salut, de leur conseruation & de leur repos, qu'il y ait du trouble dans la France. Toutefois comme ils sont les plus dangereux ennemis qu'ait iamais eu ce Royaume, ils ne passent pas la mer en intention de piller & de rauager simplement, mais pour conquerir, tenir & garder ce qu'ils prennent par leurs armes. Il est donc necessaire de les contenir autant que l'on pourra par tous les bons offices, & par toutes les sages remonstrances & negociations qu'on pourra, afin que s'ils ont intention de nous faire du mal, comme sans difficulté ils en feront, du moins que ce soit le moins que faire se pourra: les tenant tousiours dans quelque deuoir & dans quelque crainte. Cependant faut faire quelque petite despence, & qui soit bien conduite, pour l'entretien de quelques bons vaisseaux de guerre sur les costes de Bretagne & de Normandie; afin de garder nos costes, sans toutefois trop s'ellargir ailleurs. Vous ferez, Sire, par ce moyen vne faueur & vn bien infiny à vos pauvres marchands. Vous empescheres le brigandage que les Corsaires Anglois, les Escossois & ceux du Prince d'Orange, font impunement; & vous y contraindrez ceux de la Rochelle, qui sont ceux qui recellent & qui fauorisent les Pirates, & qui s'enrichissent des pertes & de la ruine d'un chacun. Cét article, Sire, est important, & il requiert qu'on y employe vn ou deux personages fidelles & bien experimentez, qui sans estre diuertis ailleurs ayent simplement le soin de garder vos costes & de conseruer vos ports, sans permettre que vos vaisseaux pillent, & qu'ils prouoquent vos voisins à venir en reuanche faire contre vous des actes d'hostilité. Ce qui est desia arriué par la negligence ou autrement, de beaucoup de ceux que i'y ay veu employez depuis trente ans.

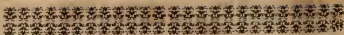
Au reste, Sire, le soin & la preuoyance de M. de Biron me fait croi-

re qu'il n'est pas besoin de vous ramentouer ce qui touche le fait de l'artillerie. Toutesfois d'autant que c'est vne chose d'importance, & sans laquelle les armes sont inutiles, & qui cependant ne se recouure pas aussi tost qu'on en a besoin, par quelque grand Prince que ce soit, si de longue main l'on n'y preuoit, & qu'on ne s'y dispose; V. M. declarera, s'il luy plaist, sur cet article quelle est son intention. Et comme la cause que vous debattez, Sire, est commune à sa Sainteté & aux autres Princes vos alliez, ie ne fais point de doute que si nos maux croissent, & que l'on en vienne à la violence des armes; V. M. ne se veuille aider de leurs bourses autant qu'elle le pourra, pour le bien & pour le soulagement de vos affaires, sans accepter leurs gens de guerre. Car outre que telles entrées & tels allechemens sont trop pernicieux à vostre Estat pour l'aduenir; l'on a assez expérimenté qu'ils sont du tout inutiles. Il suffit d'auoir dequoy entretenir & pouuoir soudoyer les vostres: n'y ayant point de Prince dans toute la Chrestienté qui ait plus de vaillans hommes, & qui dans vn besoin, ait plus de moyen d'en recouurer de toutes les nations belliqueuses. *

Mais ie crains, Sire, d'ennuyer V. M. par ma prolixité. C'est pourquoy ie finiray par vn point, que i'ay veu condamner par les plus dignes & par les plus expérimentez aux armes de nos temps, & que tous les anciens sages blasment, & l'experience qu'on en a fait en ce Royaume, nous l'a trop fait connoistre. C'est de vous supplier de mettre en consideration combien il est dangereux, & combien il est dommageable, si l'on veut dresser vne armée, de separer les forces principales, & de faire cinq ou six petites armées inutiles, au lieu d'une bonne. Toutes ces troupes, telmoins l'vnion de Prouence & de Languedoc, au voyage d'Auignon, font peu d'effet; & ainsi en est-il arriué des autres petites armées apres la iournée de S. Barthelemy dans la Guyenne & ailleurs. Les associations que vous faites maintenant, Sire, vous donnent occasion de ne tomber plus dans eette faute: puisque si vous faites marcher la principale armée où elle sera par vous commandée, chaque Pays aura dequoy se deffendre & se garder, sans attendre d'autre secours d'ailleurs, & sans qu'il ait besoin de diuertir les forces de V. M. Je supplie Nostre Seigneur de luy donner au seruice de Dieu & à son contentement, la paix & le repos.

Signé DE L'AVBESPINE DE LIMOGES.





ADVIS DE MONSIEVR DE LENONCOVR.



Vis qu'il plaist à Vostre Maieité, Sire, qu'il n'y ait plus dans son Royaume autre exercice de Religion que de la Catholique, Apostolique & Romaine, qui est la seule voye du salut, & qu'à l'exemple des Rois ses predecesseurs, elle temoigne vn zeile digne du nom glorieux de Roy Tres-Chrestien; il n'y a personne de tous ceux qu'elle daigne appeler à ses Conseils, qui ne soit obligé de louer ses saintes inrentions, & de contribuer tout ce qui est en sa puissance, pour les faire reüssir. Dieu, Sire, qui voit le fond du cœur de V. M. & qui le tient en sa main, ne luy donnoir pas des desirs si iustes & si importants, s'il n'auoit resolu de leur donner vn succez fauorable. C'est donc de luy seul qu'elle doit attendre le secours & les forces dont elle a besoin. Mais comme il veut que les hommes agissent coniointement avec luy, & que les choses humaines soient executées par des moyens humains; nous deuons trauailler de nostre part, à contribuer ce qui est en nostre pouuoir. C'est pourquoy, Sire, j'obeis aux commandemens de V. M. & quoy que res-peu capable de luy donner conseil; ie ne laisseray pas de luy dire ce que j'ay pensé sur l'estat present des affaires. V. M. Siré, ne trouuera pas mauuais que ie luy die, qu'auant que d'en venir à la declaration qu'il luy a pleu de faire dans les Estars à l'esgard de la religion; il eust esté à desirer qu'elle eust fait prariquer par des gens habiles, les Princes & les autres principaux Chefs du parry contraire, & par promesses effectiues & autres moyens legitimes, mettre leur interest à couuert, & les desgager adroitement de leur party, ou pour le moins gaigner en toutes manieres, les Catholiques qui sont associez avec eux. J'ay eu l'honneur de dire autrefois à V. M. que ie ne parlois pas sans connoissance, & que ie scauois certainement que si d'abord on n'eust point ietté la terreur dans le cœur des Religioneires par tant de preparatifs de guerre; ils n'en eussent pas pris l'alarme. Il falloit que V. M. fist courir le bruit, que ces choses-là n'estoient entreprises que pour vn dessein estranger, & que les armes ne se leuoient que pour assister Monseigneur vostre Frere en la conqueste des Pays-bas. Cela n'eust pas esté fort difficile à leur persuader; pource que c'est la chose du monde qu'ils desirerent dauantage. Et cependant V. M. eust armé puissamment, & eust esté en estat de donner la loy à quiconque eust osé luy resister.

Toutes les choses nécessaires à vne grande entreprise estans bien préparées, comme tout grand Prince doit faire, auant que d'en venir à l'exécution, il eust esté bon que V. M. eust choisi des personnes de condition & d'esprit, pour les enuoyer vers le Roy de Nauarre, le Prince de Condé, & les autres Chefs, tant Huguenots que Catholiques, pour leur faire entendre sa volonté, & pour les contraindre de s'y conformer, par la crainte de vos armes & la presence du peril. Je ne doute pas que la plus part n'y eust consenty, n'estant pas en estat de vous resister; & que le peuple qui est las de la guerre, ie dy mesme le peuple Huguenot, n'eust esté bien aise de se voir forcé à viure en repos sous vostre obeissance. La premiere chose donc à quoy vostre Maiesté doit penser, c'est à ses grands preparatifs, sans lesquels ont ne fait iamais que de malheureuses guerres. C'est à dire qu'il faut que V. M. ait beaucoup d'argent dans ses coffres, auant que de se resoudre à se declarer contre les Religioneux. Car si vous n'en manquez point, vous ne manquerez ny d'hommes, ny de munitions, ny de toutes les autres choses qui donnent tousiours la victoire. Voicy en second lieu ce que V. M. doit faire. Elle enuoya, comme elle l'a resolu, les personages qu'elle a nommez vers le Roy de Nauarre, M. le Prince de Condé, & M. le Marechal d'Anuille. Le choix en est tres-bon, & V. M. y a tesmoigné le parfait discernement qu'elle sçait faire des personnes.

Cependant qu'ils iront, V. M. peut faire entendre à Madame la Marechale d'Anuille, qui est icy, quelle est son intention, afin qu'estant retournée vers son mary, elle l'assure de vostre bonne volonté, & luy fasse connoistre la sincerité des assurances qu'on luy offre. Vostre Maiesté le feta bien particulierement à ladite Marechale, & les luy confirmera de sa propre bouche, & de celle de la Reyne vostre Mere, de Monseigneur vostre frere, des Princes qui sont près de vostre Maiesté & de vos principaux Ministres.

Cependant si l'on voit quelque feu allumé, il seroit bon qu'en toute diligence V. M. fist entendre à tous les Gouverneurs de vos Prouinces, à ceux des bonnes villes de vostre Royaume, & à ceux qui commandent dans les Chasteaux qui sont forts, qu'ils eussent à faire garde aux portes, & la ronde tant de nuit que de iour, & auoir l'œil sur les Huguenots, sans les offenser en leurs personnes & en leurs biens, afin qu'ils n'ayent aucun suiet de craindre, ny de rien entreprendre sur vos villes. Il faut aussi que V. M. mande à tous les Princes, Seigneurs & autres qui ont des Chasteaux & des places fortes, qu'ils ayent à les garder & les conseruer, sur peine de confiscation de leurs Chasteaux & de leurs places. Sur toutes choses vostre Maiesté doit pourvoir aux passages des riuieres, & s'en assurer promptement. Elle doit commander à tous les Gouverneurs, Baillifs & Senechaux, Capitaines des places, & gens d'armes, d'aller aux lieux où est le departement de leurs compagnies, pour se tenir prests, & faire viure leurs soldats dans l'or-

dre. Comme aussi il me semble que ceux dont vostre Maiesté se veut servir, doivent au plustost se rendre aux lieux & aux Prouinces où ils esperent faire leurs leuées de gens de cheual ou de pied, dès qu'ils auront leurs commissions; afin de ne pas disputer leurdites leuées. Ce qu'ils feront sans bruir. Et cependant ils s'assuteront des meilleurs soldats qu'ils rencontreront sur les lieux, de peur qu'ils n'aillent au service de ceux de la Religion. Mais sur tout, Sire, ie le dis encore vne fois, V. M. doit faire amas de bonnes & de grandes sommes de deniers, & n'en point faire estat en papier, mais en espee seulement, faire provision de tous les Salpestres que l'on pourra trouuer en ce Royaume, & en tirer des Pays estrangers, & faire travailler aux confections de pouldres en toute diligence, pouruoir à l'equipage de l'artillerie, tel que les Capitaines iugeront estre de besoin, s'il faut entrer en guerre: & bref, faire tous autres preparatifs, non seulement afin que V. M. ne soit plus preuenüe, mais afin qu'elle preuienne ceux qui ne se rangeront pas à l'obeissance de ses commandemens.

V. M. peut enuoyer vers les Princes estrangers, principalement vers la Reine d'Angleterre, pour la confirmation des alliances qu'elle a avec V. M. & pour la prier que directement ou indirectement elle ne donne ny conseil, ny secours d'armes, d'argent, de viures, ou de munitions de guerre, à ceux qui se voudront esleuer contre vostre Maiesté.

Il faut faire de mesme au Duc Casimir, & luy faire remontrer, qu'estant vostre Pensionnaire, sa foy & son honneur l'obligent de vous servir enuers & contre tous, & de ne donner aucun secours à ceux qui se declarent contre vostre service.

Lors que les Gouverneurs seront dans leurs Gouvernemens, les Baillifs & seneschaux en leur charges, les Euesques en leurs Eueschez, & les Seigneurs en leurs maisons; ils doivent solliciter ceux de la Religion à se ranger à vostre volonté, comme ils y sont reus par le commandement de Dieu, & à vous rendre toute obeissance. Il faut aussi qu'ils leur promettent en leurs propres noms, toute seurété de leurs personnes, familles & biens. Cela, Sire, aura beaucoup de vertu; & i'espere que tenant ce chemin, vne bonne partie demeurera dans leurs maisons, & petit à petit retourneront à l'Eglise & en l'obeissance de vostre Maiesté.

Mais si V. M. est contrainte de prendre les armes, & par cette voye d'extirper l'heresie, & chastier ceux qui seront dans la rebellion; elle doit se resoudre d'en vser en grand Roy & en grand Capitaine. Ie sçais que les ligues & les associations ont fait vn grand progres dans ce Royaume. Neantmoins ie ne les puis approuuer, pour quelque occasion que ce soit. Car elles sont fort dommageables en vne Monarchie (à mon aduis) comme il a paru par beaucoup d'exemples. Mais puis qu'elles sont non seulement commencées, mais faites; il s'en faut

seruir, & les faire conduire par les Prouinces pour l'execution de vostre dessein. Il faut qu'elles soient conduites par des Gentilshommes, & des Scigneurs sages & assurez à V. M. & à l'Estat. Mais outre les forces qu'on leuera pour la conseruation de chaque Prouince, il en faudra prendre l'eslite pour mettre dans vos armées, que ie iuge deuoir estre au nombre de trois : vne dans la Guyenne, l'autre en Dauphiné & pour le Languedoc, & l'autre pour mettre sur la frontiere de Bourgogne. Car la Champagne estant destruite comme elle est, elle ne la pourroit faire viure. Avec cette detniere armée, on empeschera l'entrée des troupes qui pourroient venir d'Allemagne au secours de ceux de la Religion. Cette armée doit estre composée de la ligue de Champagne, Bourgogne, Ile de France, Picardie & Normandie. Tous ses soldats seront enrrolllez, & feront vne monstre d'abord, & de quinze iours en quinze iours l'on en fera la reueuë. La premiere monstre seruira pour achepter des armes & des esquipages ; & pour les autres qui se feront en leur temps, il faudra donner à chaque soldat quarante ou cinquante sols, dont il se doit contenter : i'entens pour les gens de pied, parce qu'ils ne feront aucun setuice, mais demeureront en leurs maisons, continuans leur negoce & leur ménage.

Les gens de cheual de la mesme ligue seront payez comme s'ils seruoient, en la premiere monstre, pour leur aider à s'esquipper. Aux autres monstres, qui se feront comme dessus par chaque mois, ils seront payez de demy paye, plus ou moins, selon la marche qu'ils doiuent faire pour se rendre au corps de l'armée. En marchant, on doit les faire viure par estappes, & chastier de mort ceux qui itont à la picorée, & qui prendront sans payer chose quelconque à leurs hostes, & principalement les chevaux aux Laboureurs. Car si le labour cesse, il est plus que tres-certain que nous sommes pour auoir vne extreme famine cette année. cy, & la prochaine encore plus. Les Capitaines & gens d'armes desdites Prouinces seront payez comme gens du pays, encore qu'ils n'y soient point habituez. Mais ils receuront plus que ceux qui ont leurs maisons dans le pays. On leur baillera lieu pour leur garnison, & les payra-t'on regulierement. Ils viuent s'usuant le taux qu'on fera des viures, & garderont qu'aucuns en la Prouince ne s'esleuent. Que s'il se fait quelques assemblées, ils s'y opposeront aussi-tost ; par le commandement toutefois des Gouverneurs.

Il semble que cette armée de Bourgogne doit marcher au deuant des estrangers, sitost qu'ils paroistront pour aller au seruice des Huguenots. Mais l'on attendra qu'ils ayent passé le Rhein, & l'on les combattrá auant qu'ils entrent dans le Royaume.

Il semble aussi qu'il doit estre estably vn Conseil d'Estat & des finances à Patis, où chacun des Gouverneurs des Prouinces mesmes auront recours, quand sa Maiesté en sera esloignée.

Du nombre des gens de pied & de cheual, i'en laisse donner aduis

aux Princes, Seigneurs & Capitaines ; & de l'artillerie de meſme.

Quant aux forces des Lignes des autres Prouinces, ie n'en parle point ; parce qu'il me ſemble qu'elles doiuent eſtre employées aux armées de Guyenne, Dauphiné & Languedoc.

Toutes leſquelles armées doiuent eſtre en verité & non en papier, & il faut pouruoir qu'elles ſoient ſecouruës de payes chacun mois, de viures & des munitions de guerre, dont elles auront beſoin ; & pour cela il en faut faire vn eſtat, & voir comment il ſe pourra eſſectuer & entretenir.

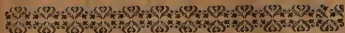
Si pour la ſeureté des Prouinces en ce mois de Ianuier, on pouuoit faire les monſtres generales de la gend'armerie ; ie croy qu'il ſeroit bien neceſſaire, tant pour connoiſtre quelles forces aura V. M. que pour les faire mettre en eſquipage.

Il ſera bon auſſi, ſ'il plaist à voſtre Maieſté, que le premier exploit d'armes qu'elle fera, ſoit l'atraque de la ville de la Charité, tant pour empescher les paſſages des Huguenots des Prouinces de Normandie, Picardie, Bourgongne, Champagne & Iſle de France, pour aller en Languedoc, ou en Guyenne, comme auſſi pour oſter aux eſtrangers l'eſperance que les Huguenots leur pourroient donner, de ioindre facilement leurs forces enſemble par la communication des paſſages.

Ie prie noſtre Seigneur, Site, que toutes ces forces ſoient bien policées, & ſoient employées au ſeruice de Dieu, au ſalut de ce Royaume, & à l'augmentation de voſtre autorité, & de vos legitimes ſuccéſſeurs. V. M. prendra garde, ſ'il luy plaist, que de tant de villes entre les mains de qui vous allez mettre les armes, il n'y en ait pas vne qui ſe mette en la protection de l'Empire, ou des Cantons de Suiſſe, vers leſquels il ſera bon que le frere de M. de Bellicure ſ'en retourne & qu'il y ait l'œil ouuert. Quant à l'Agent que V. M. a à la Cour de l'Empereur, & à voſtre Ambaſſadeuren Angleterre, ils veilleront continuellement, pour empescher le mal qui peut venir de la part de l'un & de l'autre Prince.

Signé, PHILIPPE DE LENONCOVRT.





ADVIS DE MONSIEVR DE CHIVERNY.



E voy que le commandement que le Roy a fait à tous ceux de son Conseil, aboutir à trouver les moyens de conseruer la paix en ce Royaume, selon l'intention de S. M. ou au cas que la necessité la contraigne de tomber en la guerre, de reseruer les fonds dont il aura besoin, pour la faire avec succez. Premièrement il est necessaire pour la conseruation de la paix, de trouver des remedes aux maux qui ont engendré cy-deuant la guerre. Ils prouiennent, comme chacun sçait, de quatre causes principales. La premiere, de la mutation en l'exercice commun de la Religion. Car outre que toutes mutations & tous changemens sont fort mauuais en vn Estat, celuy-là l'est principalement qui se fait en la Religion, comme estant la chose qui a le plus de pouuoir sur les esprits & sur les consciences, & qui apporte par consequent plus de diuision & plus de mal-veillance, non seulement entre les suiets & les concitoyens, mais aussi entre les peres & les enfans. C'est pourquoy les sages Rois & les Princes les mieux aduisez, ont toujours empesché, tant qu'ils ont peu, dans les Pays de leur obeissance, qu'il ne s'innouast rien dans la Religion. Le second mal qui arriue quelquefois dans vn Estat, c'est la diuision des plus considerables suiets & des personnes principales, qui attirént d'ordinaire apres eux, les affections & les reuoltes de leurs parens, de leurs amis, & de leurs partisans. Et l'on a veu cent fois que ces personnes-là ont eu beaucoup plus d'égard aux sentimens & aux interests de leurs amis, qu'à toutes autres choses. Et quand mesme il s'est peu faire quelque bonne reconciliation, & quelque reünion de ces membres leparez, il est arriué que ces complices-là ont esté les plus ardens à s'opposer au bien & au repos general. De là s'ensuiuent les diuisions & les guerres ciuiles. Et outre le mal & la ruine qu'un Royaume souffre, il en demeure encore vn autre mal plus dangereux, qui est la souuenance du mal receu, & le desir de se venger des iniures souffertes. De l'autre costé la crainte & la defiance que conçoient tous ceux, qui ont secoué de ioug de l'obeissance de leur Prince. Aquoy il est tres-necessaire de donner remede, pour composer toutes les haines & les diuisions particulieres, & pour rassurer les esprits de ceux qui sont sortis de leur deuoir. Le mesme mal prouient de l'ambition & de l'auarice de quelques-vns, qui se plaignent malicieusement des desordres qu'ils ont causez, & qui sont les

mescontens, quand ils n'obtiennent pas tout ce qu'ils poursuivent avec trop de cupidité. Il y a encore vn autre mal, procedant du grand nombre de gens de neant, qui ayans quitté leur travail durant les guerres, se sont tellement accoustumez au pillage & à la fainéantise, qu'ils ne peuuent plus retourner à leur premiere maniere de gagner leur vie. Cela n'est qu'un fort petit mal, auquel il est facile de donner remede. Car quand chacun sera persuadé qu'il n'y aura plus desormais rien à esperer, que par le merite & la fidelité, & que ce sont les seuls seruices qui font paruenir aux recompenses & aux honneurs : on ne songera plus aux reuoltes, aux caballes, & aux asosciations. Pour les soldats qui ne peuuent se refoudre de se remettre au labourage ou à leurs mestiers, il faut recueillir les meilleurs & les plus aguerris, soit pour s'en seruir dans le Royaume, soit pour les engager dans quelques voyages lointains, comme souuent il s'en est entrepris par cette seule consideration. Et pour le regard des autres soldats de peu de valeur, le moyen de s'en deffaire est de les chastier si bien, & les faire punir par la iustice, quand ils font mal, que cela donne exemple à tous les autres.

Si au contraire la desobeissance des Huguenots contrainct le Roy de leur faire la guerre, il me semble qu'il est necessaire de pouruoir à ce qui s'ensuit.

Premierement, que tous les Gouverneurs des Prouinces donnent ordre promptement à ce qui est necessaire pour la conseruation des villes, ports, passages & forts chasteaux de leurs Gouvernemens, & que selon la connoissance qu'ils ont de tous ceux qui viuent dans leurs Prouinces, ils ayent esgard diligemment à les contenir, & à les conseruer en toute seureté, suivant la volonté du Roy. Ils doiuent faire perdre à ceux de la nouvelle opinion toute la suspicion & toute la deffiance qu'ils peuuent auoir, en faisant punir ceux qui leur voudroient faire quelques outrages : comme aussi il faut qu'ils empeschent que ceux de la nouvelle opinion n'entreprennent aucune chose contre le seruice du Roy, soit dedans les villes, ou sur le plat-Pays. Pour cet effet, il est bien necessaire que beaucoup de Gouverneurs demeurent en leurs gouuernemens, où leur presence & leur autorité sont tres-requises, pour y pouruoir aussi-tost que l'occasion se presentera.

Les plus grands auantages qu'ayent eus par cy-deuant ceux de la Religion nouvelle, sont venus de l'intelligence qu'ils ont eu avec les nostres, & des bons aduis qu'ils ont receus de toutes parts, pendant qu'ils tenoient leurs deliberations & leurs entreprises si secretes, que l'on n'en estoit aduertie que par l'euement. Ce qui a esté cause qu'avec peu de gens & de moyens, ils ont beaucoup exécuté de choses.

Ancienement dans les factions ciuiles, les plus grands & les plus sages politiques non seulement reiettoient ceux qui estoient ou suspects, ou du party contraire ; mais aussi ceux qui n'estoient point

de meſme opinion , de meſme volonté , & de meſme affection ; connoiſſant bien que telles gens feroient plus de mal à leur party , que les ennemis declarer. Il eſt auſſi bien certain que ſi tous les Catholiques eſtoient joints par vn lien auſſi eſtroit, que ſont tous ceux de la Religion; bien-toſt on auroit mis fin à tous les troubles. Car il n'eſt que trop conſtant que le nombre des Catholiques eſt infiniment plus grand ; & qu'il doit eſtre auſſi le plus fort, puis qu'il eſt fauoriſé de la puiſſance du Roy , & fortiſié du ſecours de toutes les bonnes villes, & de la commodité des paſſages.

Il eſt auſſi à croire que ſi la guerre ſe fait, ceux de la Religion n'oſeront tenir la campagne. Car ils y ont touſiours eſté battus, & ſont aujourdhuy incomparablement plus foibles, & de Chefs, & d'hommes qu'ils ne furent iamais. Mais ils eſſayeront de ſurprendre le plus de places qu'ils pourront, tant pour ſe mettre en ſeureté & auoir moyen d'y viure & de piller le plat-Pays d'alentour, que pour faire diuerſion des forces du Roy. Il ſemble qu'à ee mal le remede ſeroit de faire pluſieurs armées, afin de prendre toutes les petites bicoques, faire des blocus aux places les plus fortes, & par cette voye conſeruer l'autorité du Roy dans les Prouinces. Il importe beaucoup pour le ſeruice de ſa Maieſté, que les gens de bien ſoient aſſez forts pour retenir ceux qui ne le ſont pas, & pour fortiſier les timides; & pareillement pour donner de la crainte à ceux qui voudroient entreprendre. Par ee moyen le Roy conſeruera non ſeulement les receptes & les reuenus ordinaires ; mais auſſi le bien de ſa Nobleſſe & de ſes autres ſuiets, pour leur donner le moyen de luy faire ſeruice.

Il ſemble eſtre grandement neceſſaire d'empêcher les leués des eſtrangers, & que ſ'il y en a deſia quelques-vns de leuez, le Roy ſoit le premier armé & le plus fort ſur les frontieres, pour empêcher les François d'aller au deuant de leurs complices, & les combattre auant qu'ils ſoient joints. Si quelque Princee eſtranger ſe veut declarer, il faut luy donner autant d'affaires dans ſon Pays, qu'il veut eſſayer de nous en donner dans le noſtre.

Il eſt encore plus neceſſaire de faire de grands fonds, & donner ordre aux finances. Et chacun ſ'y doit employer de telle façon, que ſa Maieſté en puiſſe eſtre bien ſeruie. Il eſt auſſi beſoin de faire haſter tout le ſecours que le Roy peut eſperer de tous ſes ſuiets, ſoit par le moyen des aſſociations, ou autrement ; & enfin ſ'arreſter à vne bonne & certaine reſolution, à laquelle tous les ſeruiteurs de ſa Maieſté ſont tenus vnanimentement d'y apporter chacun en ſon particulier, tout ce qu'il pourra auoir d'amis, de forces & d'argent pour bien ſeruir.

Signé, LAVRENS CHIVERNY.

ADVIS DE MONSIEVR DE BELLIEVRE.



Ire, il a pleu à vostre Maicsté depuis quatre iours, que ie sceusse la résolution qu'elle a prise sur la remonstrance & la requeste des trois Estats de son Royaume, de ramener tous vos suiets à la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, en faisant cesser l'exercice de toute autre Religion, soit en general, soit en particulier.

Vostre Maicsté m'a commandé de mettre par escrit mon opinion sur les moyens qui sont les plus propres pour paruenir à vne si sainte fin par la voye de la douceur, sans qu'elle soit contrainte de rentrer dans les aigreurs des guerres passées. Mais que si par malheur, & par la dureté & l'obstination de vos suiets deuoyez de la Religion Catholique, vous estes contraint d'en venir aux armes, quels moyens il y aura de vous faire obeir.

Sire, il me sera plus difficile qu'à vn autre d'apporter en ce fait vn aduis qui puisse donner de la satisfaction à vostre Maicsté, parce qu'ayant esté quatre mois entiers malade à l'extremité, cela m'a fait pour la plus part, ignorer l'estat des affaires, & ce qui se traitoit en ce Royaume. Je m'assure, Sire, que plusieurs qui ont eu plus de santé & plus de lumiere aux affaires que ie n'ay, vous en auront dit les moyens. Quand ce sera le bon plaisir de vostre Maicsté que i'entende les ouuerures qu'ils luy ont faites, ie mettray peine de tout mon loyal pouuoir, d'en faciliter l'exécution, selon le commandement qu'il luy plaira de m'en faire. Cependant elle m'excusera, s'il luy plaist, si cét escrit ne respond pas à ce qu'elle attend de mon seruice; ne pouuant en si peu de temps approfondir tout ce qui concerne vne affaire de si grande importance. Car, comme on dit, la precipitation est ennemie de conseil & de tous heurieux succez. Cela fait que ie louë grandement la bonté & la prudence de vostre Maicsté, d'auoir resolu sur les aduis de ses plus fidelles seruiteurs, d'enuoyer vers vos suiets, pour les exhorter, comme vn bon Prince & vn bon pere, à faire leur deuoir, & pour leur donner le temps de se reconnoistre, employant toutes les voyes de la douceur & de l'admonition, auant que d'en venir à la force. Et certainement, Sire, V. M. ne doit rien craindre, ny rien tenir à deshonneur en telles matieres, quelque longueur & quelque retardement que les malintentionnez y apportent. Car si l'on se haste de commencer la guerre,

auant que l'on soit pourueu des choses necessaires pour la soudenir; outre le danger & le hazard quien peut aduenir, elle fera plus longue & plus cruelle. Le temps, Sire, est le meilleur & le plus sage Conseiller que puissent auoir les hommes. Il faut deliberer long-temps ce qu'on veut bien faire. Vous ne sçauriez auoir vn si grand ennemy, qu'il ne loüe le premier moyen, qui estant si conforme à la douceur de vostre naturel, luy est si agreable pour faire proposer à vos suiets. Car selon l'opinion des plus sages, les loix se doiuent plustost persuader qu'establi par force. On a tousiours estimé cette domination estre la plus durable, sous laquelle ceux qui obeissent viuent contents. Mais, Sire, quand ie considere la dreté de vos suiets, qui apres auoir esté battus par V. M. consecutiuelement en deux grandes batailles, comme celles de Iarnac & de Moncontour, & auoir perdu le plus grand nombre de leurs gens de guerre, avec leur Chef mesme, Prince de vostre Sang, & les meilleurs & les plus hardis combatans qui fussent en leurs troupes, ne voulurent pas neantmoins apres de si grands chastimens, se départir de leur obstination; & qu'il ne fut pas au pouuoir du feu Roy vostre Frere, de les faire condescendre à la paix, qu'en leur accordant l'exercice de leur Religion: ie tremble autant de fois que ie pense à la resolution qu'a prise V. M. de le leur vouloir interdire. Elle sçait qu'ils ont monstré vne pareille obstination apres le siege de la Rochelle, & que n'ayant presque plus ny de forces, ny de places dans vostre Royaume; ils n'ont pas laissé depuis vostre retour, de continuer en la mesme resolution, iusques à l'heure presente. Sire, considerant toutes ces choses, ie ne me puis aisement persuader qu'ils changent d'opinion, pour toutes vos declarations; & que les paroles soient assez fortes, ny les armes mesme, pour guerir vne maladie aussi inueterée qu'est celle de leur esprit.

Mais s'il n'y a aucun moyen qui puisse les porter à l'obeissance que vous desirez d'eux, il semble que l'on pourroit mettre en auant l'esperance d'un Concile general que V. M. demanderoit à sa Sainteté pour la reünion de la Chrestienté, & sur tout pour le repos & la tranquillité de vostre Royaume si affligé. Cependant il faut que vos suiets demeurent en repos, & viuent en seureté sous vostre obeissance, & sous le benefice de l'Edit que V. M. fera. I'ay oüy la responce qu'il luy a pleu de faire à la requeste des trois Estats, touchant la Religion. Elle leur a sagement dit, qu'elle ne veut point entendre, ny toucher à semblables affaires, iusques à la tenuë d'un Concile: parce que c'est vne chose qui depend principalement de la volonté de nostre S. Père. Sire, encore que nous ne puissions, ny ne deuions douter que les choses qui ont esté decidées au dernier Concile de Trente, touchant les articles de la foy, ne soient bien & sainctement resoluës: neantmoins ce n'est pas chose nouuelle que selon le besoin qui se presente, les derniers Conciles traittent & decident derechef, de ce qui a esté

resolu aux precedens. Les opinions de Iean Hus & de Hietosme de Prague furent condannées & reprotuées au Concile de Constance ; & toutefois on en a depuis traité, disputé, & resolu au Concile de Trente. Car il y a esté sagement ordonné, que de dix ans en dix ans on tiendroit vn Concile, pour arracher les mauuaises herbes, qui peuuent renaistre dans le champ de l'Eglise. Je ne vois point, Sire, d'autres moyens de persuasion. Car de remettre en auant les ordres qui me furent enuoyez par le feu Roy vostre frere, à sçauoir de prier les Cantons de Suisse de ne point assister ceux de la Religion ; mais bien de leur seruir de caution, comme depositaires de la potole de V. M. que s'ils veulent de bonne foy demeurer dans l'obeissance, elle les laissera viure en repos & en toute seureté dans ce Royaume. Je n'estime pas qu'il soit maintenant à propos d'en vser ainsi. Car les Catholiques ne voudront pas y consentir, & les Protestans encore moins ; pour les raisons que ie diray à vostre Maiesté, quand il luy plaira de me le commander. Je ne doute point aussi que la Reine d'Angleterre & les Princes d'Allemagne qui tiennent la confession d'Ausbourg, ne soient dans les mesmes sentimens.

Puis donc, Sire, qu'il y a si peu d'assurance dans les moyens de la persuasion ; l'on ne peut faillir de se preparer à la guerre, où il semble que l'on soit desia entré bien auant ; puis que l'on a nouuelle de tant de places qui ont esté surprises de puis peu de iours. Cela estant, il faut que V. M. pense tout de bon par quels moyens elle resistera aux ennemis de l'Estat & de la Religion ; & pour cet effet, qu'elle voye tout ce dont elle peut faire estat dans ses finances, & ce qui se peut leuer & obtenir de vostre peuple. Car, Sire, au fait de la guetre, l'argent est tenu pour la premiete & la detniete chose. Auant que d'entreprendre vne guerre, il faut pouruoir à l'argent ; & quand elle est finie, il en faut aussi auoir vne bonne quantité, pour licentier & satisfaire les gens de guerre. Je ne me puis payer de la raison que j'ay autrefois ouïy alleguer à aucuns de vos seruiteurs, qui disoient que V. M. a ordinairement plus d'argent que vos ennemis. Et cependant qu'ils ne laissent pas pour cela d'auoir des armées & de faire la guetre. Je dis, Site, que V. M. estant Prince legitime, & ordonné du Ciel pour conseruer, & non pour destruire ; elle ne peut consentir à la ruine & à la desolation de ses suiets, sans despoüiller la petsonne de Roy, dont il a pleu à Dieu de vous reuestir. Quant à vos ennemis, ils font la guerre comme des desesperes & des abandonnez, & qui ne se soucient pas que leur perte soit suiue de la perte de toute la France. Pour cette occasion, Sire, ie dis qu'il faut en premier lieu, aduiser à tous les moyens possibles pour tecouurer de l'argent. Car si vous tenez vne armée, sans qu'elle soit payée ; il n'y aura ny discipline, ny obeissance. Les gens de guerre se plaindront par tout de V. M. & feront plus de mal & de ruyne à vos contribuables, que vos ennemis mesmes. Ce sera donner

vn nouveau pretexte aux mal-contans & aux autres mauuais François de continuer leurs pernicious desseins, & de vomir mille calomnies contre la conduite de vostre Maiesté.

Quant aux moyens de leuer sur vostre peuple, nous ne les sçauons que trop. Mais il est question d'aduiser à ce qui se pourra, & à ce que volontairement on peut faire. Car les vns n'ont rien du tout; les autres cachent le peu ou beaucoup qu'ils ont. L'estime que cette guerre se doit tenir pour vne guerre populaire; & à la pauureté & à la necessité qui est presque vniuerselle parmy tous vos suiets, les moyens ne peuvent bonnement venir que de leur franche volonté. Il semble donc que Mess. des Estats, qui ont baillé ce conseil, & comme forcé V. M. par leurs tres-instantes requestes, de casser le dernier Edit de pacification, sont obligez en leur propre nom, de vous en garantir l'euement, & vous fournir toutes les choses qui sont absolument necessaires pour faire la guerre avec suceez. Car ie ne pense pas qu'ils ayent estimé que l'Edit dernier se puisse rompre sans le hazard de venir à la plus sanglante guerre qu'on se puisse figurer; ny que V. M. estant ses finances si espuisées, comme vn chacun sçait, en puisse soutenir la despense, sans qu'elle soit secourüe des moyens de ses bons & fidelles suiets. C'est pourquoy il semble necessaire, auant que cette si notable Compagnie se desparte, que tous ensemble ils disent à V. M. combien ils pretendent que leurs Prouinces luy donneront de secours en vn si grand besoin; puisque le bon ou le mauuais suceez de l'affaire les regarde beaucoup plus que V. M.

Pour mon regard, Sire, en tout ce qui sera proposé & mis en auant par ceux qui ont vne plus longue experience des affaires & plus de preuoyance que moy, ie seruiray de bonne foy, & de tout mon cœur, selon le zele & la fidelité que i'ay tousiours apportée à vostre seruice. aussi, Sire, i'estime qu'il est tres requis & tres necessaire que V. M. depute de bons personnages à la Reine d'Angleterre, aux Princes d'Allemagne, & aux Cantons des Suisses Protestants; pour leur faire entendre vostre resolution, ou plustost celle de tous vos suiets Catholiques. Car s'ils ne l'apprennent de vostre part, ils le sçauront de celle de vos ennemis, qui ne feront pas difficulté de la desguiser à leur auantage, & de dire que l'on ne veut acheuer cette guerre en France, que pour la porter en suite dans leurs Estars. C'est chose, Sire, que i'ay veu souuent publier & mettre sur le tapis; & i'ay porté ma part de la peine, pour en rabattre les coups. Il sera donc à propos de les prier de se comporter en vostre endroit, comme vous auez tousiours fait au leur, sçachant que vous n'auiez iamais pris la protection de leurs suiets rebelles au preiudice de leur autorité. L'estime, Sire, qu'il est fort à propos de pouruoir à cela. Comme nous ne sommes que trop aduertis, par ce qui s'est passé en la guerre derniere, que la Reine d'Angleterre a non seulement fauorisé le party contraire; mais qu'elle a presté aux Chefs cin-

quante mille escus, & comme les autres disent, cent cinquante mille escus, pour faire entrer les Reistres dans vostre Royaume, & qu'elle leur en offrit encore plus, comme sçait la Reine vostre mere, pourueu qu'ils ne fissent point la paix.

Les Reistres & les Lansquenets qui sont entrez dans vostre Royaume, vous tesmoignent assez le naturel des Allemans. Et quant aux Cantons Suisses protestants, vous en auez veu avec lesdits Reistres, vne leuée de cinq mille. Je ne veux point penetreren quelle volonté sont maintenant les vns & les autres. Je diray seulement, que ie ne puis mieux iuger de l'aduenir, si ce n'est par les choses qui m'ont passé deuant les yeux. Et sur ce suiet ie suis obligé par mon deuoir & par ma fidelité, de dire à vostre Maiesté, qu'il est plus que necessaire qu'elle fasse tous les efforts pour donner de la satisfaction aux gens de guerre estrangers, qui ont seruy de part & d'autre. Car estans mal-contans de leurs payemens, il est à craindre que les vns ne se resoluent de ne venir plus vous seruir, & les autres pour asseurer dauantage leur debtes, ne reuiennent au secours de vos ennemis, comme pour vne mesme occasion il est aduenu en la precedente guerre. Vostre tres-humble, & tres-obeissant suiet & seruiteur

BELLIEVRE.



Tous ces aduis si contraires, & tous ces raisonnemens problematiques ne changerent point la resolution que Henry III. auoit prise. Il se contenta d'auoir connu les sentimens de ses principaux Officiers, & aima mieux par la confirmation de la paix, se reconcilier avec ses ennemis declarez, que de mettre sa personne & ses armes entre les mains de ses ennemis couuerts. Il parla donc fortement aux deputez des Estats; & leur ayant reproché leurs cabales secretes, leurs engagemens avec les estrangers & les factieux, & le refus absolu qu'ils luy faisoient des assistances d'argent qu'il leur auoit demandées, il leur declara qu'il ne s'engageroit pas pour leur caprice, à vne guerre qui luy seroit honteuse & dommable. Qu'il vouloit neantmoins faire le bien contre le mal; & qu'au lieu qu'il deuoit les abandonner à la fureur des heretiques, il prendroit leur protection, à cause de la Religion, dont ils se disoient faussement les deffenseurs; & que pour ne pas enuclopper dans la ruine d'un petit nombre de seditieux & de mechans, vne multitude innombrable d'innocens, & de vrayes Catholiques, il feroit vne paix auantageuse & durable. En suite de ce discours, il enuoya au Roy de Nauarre, au Prince de Condé, & à leurs Confederes, les deputez qu'il auoit luy-mesme choisis. Cependant, comme il ne vouloit pas traiter avec ceux de la Religion, que les armes à la main, il fit marcher ses troupes sous le commandement de Monsieur de Neuers, de M. du Maine, & des autres Generaux. Luy-mesme prit la generalité des armées: & quoy que l'on traitast tousiours pour la paix, on ne laissa pas depuis le mois d'Auril 1577. iusqu'à la fin d'Octobre, de faire la guerre en diuerses Prouinces.

Monsieur frere du Roy fut droit à la Charité, qui fut assiegée, battuë & prise en peu de temps. Delà il passa avec l'armée que M. de Neuers commandoit sous luy, en Auvergne. La ville d'Issoire fut attaquée, & vigoureusement deffenduë. Mais elle fut enfin emportée d'assaut, & aussi maltraitée qu'elle le pouuoit estre. Cependant M. du Maine, qui commandoit l'armée de Xaintonge, marcha du costé de la Rochelle; & apres auoir fait de grands degaills aux enuirs, fut mettre le siege deuant Broüage. L'armée nauale seconda heureusement cette entreprife. L'Isle d'Oleron fut emportée, l'armée des Rochelois battuë; & la venue de Henry III. à Poitiers ayant fort auancé la prise de Broüage, ceux qui la deffendoient en sortirent le 28. d'Aoust. Le Roy cependant qui se sentoist affoibly par la perte d'un grand nombre de ses meilleurs liuets, & par la reputation que la guerre donnoit aux Chefs les plus considerables de la ligue, fit la paix lors qu'ils l'attendoient le moins. Le Roy la signa à Poitiers, au mois de Septembre 1577. Elle fut enuoyée en mesme temps à Paris, & à la Rochelle, & publiée par tout avec la ioye de tous les bons François. Henry III. l'appelloit la paix & la consideroit comme le reestablissement de son autorité. Le

Roy de Nauarre en fit rendre des actions de graces dans tous les lieux de son obeissance, & le Prince de Condé la fit publier aux flambeaux, la nuit mesme qu'elle luy fut portée. l'ay cru qu'il falloit adiouster à ce discours, l'Edit de cette paix tant desirée, afin de soulager le lecteur de la peine qu'il auroit de l'aller chercher ailleurs, & de la faire suivre d'une fort particuliere & fort importante negociation de paix, qui fut faite deux ans auparauant par les deputez du Prince de Condé, & du Marechal d'Anuille, en la presence de Henry III. de la Reine sa mere, & des principaux du Conseil.



EDIT DE PACIFICATION DE L'ANNE'E 1577.



HENRY par la grace de Dieu Roy de France & de Pologne, à tous presens & à venir, Salut. Dieu qui est scrutateur des cœurs des hommes, & voit le fond de toutes leurs pensées, nous sera tousiours vray Iuge, que nostre intention n'a iamais esté autre que de regner selon les saints Commandemens, & gouverner nos suiets en toute droiture & iustice : nous rendant à tous pere commun, qui n'a autre fin que leur salut & repos. Pour à quoy paruenir, nous nous sommes incessamment efforcez de faire tout ce qu'auons estimé plus conuenable selon les occasions & le temps, mesmement avec cette intention d'establir vn assésuré repos en cettuy nostre Royaume, & pouruoir aux desordres & abus qui y sont entrez par la licence de si longs troubles ; & le remettre en sa premiere dignité & splendeur. A cette fin nous aurions conuoqué en nostre ville de Blois, nos Estats generaux, où furent traitées plusieurs choses, & specialement sur le fait de la Religion : ayant esté proposé par aucuns, que l'un des meilleurs remedes estoit, d'interdire tout exercice d'autre Religion, que de la Catholique. Toutefois Dieu n'a permis qu'en ayons recueilly le fruit que desirons : ains comme il luy plaist quelquesfois visiter les Royaumes & Potentats avec sa verge de rigueur, pour les offenses & pechez des hommes, les troubles se seroient ralumez en nostre Royaume plus que iamais, à nostre tres-grand regret & desplaisir. Et ce que sur tout plus nous estoit grief, c'estoit que l'innocent, c'est à sçauoir nostre pauvre peuple, portoit le plus de mal, d'oppression, & d'iniures. Lesquelles choses ayant iour & nuit considérées, & nous ayant l'experience en nostre Maiorité de vingt-ans, fait connoistre que de la continuation des armes & de la guerre ne peut prouenir le bien que nous auons tant desiré & procuré : & croyans fermement qu'il plaira à Dieu par sa benignité conuertir en fin sa rigueur

en misericorde: & que ses visitations soient salutaires admonestemens pour le reconnoistre, & retourner au droit chemin de nostre deuoir: Apres auoir imploré son aide, & supplié de nous inspirer à trouuer les remedes plus propres & conuenables pour le bien de nostre Estat: & prins sur ce l'aduis de la Reine nostre tres-honorée Dame & mere, de nostre tres-cher & tres-ami frere le Duc d'Aniou, des Princes de nostre sang, & autres, des Officiers de nostre Couronne, & autres Seigneurs & notables personages de nostre Conseil priué: Auons, en attendant qu'il ait pleu à Dieu nous faire la grace, par le moyen d'un bon, libre, & legitime Concile general, de reünir tous nos suiets à nostre Eglise Catholique, par cettuy nostre present Edit perpetuel & irreuocable, dit, déclaré, statué & ordonné: disons, declarons, statuons & ordonnons ce qui s'ensuit.

1. Premièrement, que la memoire de toutes choses passées d'une part & d'autre, dés & depuis les troubles aduenus en nostredit Royaume, & à l'occasion d'iceux, demeurera estinte & assoupie, comme de chose non aduenue: & ne sera loisible ny permis à nos Procureurs generaux, ny autres personnes quelconques, publiques ny privées, en quelque temps, ny pour quelque occasion que ce soit, en faire mention, procez ou poursuite, en aucune Cour ou iurisdiction que ce soit.

2. Deffendons à tous nos suiets, de quelque estat & qualité qu'ils soient, d'en renoueller la memoire, s'attaquer, ressentir, iniurier, ny prouoquer l'un l'autre par reproche de ce qui s'est passé pour quelque cause & pretexte que ce soit: en disputer, contester, quereller, ny s'outrager ou offenser de fait ou de paroles; mais se contenir & viure paisiblement ensemble, comme freres, amis & concitoyens, sur peine aux contreuenans d'estre punis comme infracteurs de paix, & perturbateurs du repos public.

3. Ordonnons que la Religion Catholique, Apostolique & Romaine soit remise & establee en tous les lieux & endroits de cettuy nostre Royaume, & Pays de nostre obeissance, où l'exercice d'icelle a esté intermis, pour y estre paisiblement & librement exercée, sans aucun trouble ou empeschement. Deffendans tres expressement à toutes personnes, de quelque estat, qualité ou condition qu'elles soient, sur les peines que dessus, de ne troubler, molester ny inquieter les Ecclesiastiques en la celebration du diuin seruiue, iouissance & perception des dîmes, fruits & reuenus de leurs benefices, & tous autres droits & deuoirs qui leur appartiennent. Et que tous ceux qui durant les presens & precedens troubles se sont emparez des Eglises, maisons, biens & reuenus appartenans ausdits Ecclesiastiques, & qui les detiennent & occupent, leur en delaisent l'entiere possession & paisible iouissance, en tels droits, libertez & seuretez, qu'ils auoient auparauant qu'ils en fussent deffaisis.

4 Et pour ne laisset aucune occasion de troubles & differents entre

nos suiets, leur auons permis & permettons viure & demeurer par toutes les villes & lieux de cettuy nostre Royaume, & pays de nostre obeissance, sans estre enquis, vexez, molestez, n'altrains à faire chose pour le fait de la Religion, contre leur conscience, ne pour raison d'icelle estre recherchez es maisons & lieux où ils voudront habiter; en se comportant au reste selon qu'il est contenu en nostre present Edit.

5 Nous auons aussi permis à tous Seigneurs, Gentilshommes, & autres personnes, tant regnicoles, qu'autres faisans profession de la Religion pretenduë reformée, ayans en nostredit Royaume & pays de nostre obeissance, haute Iustice, ou plein fief de Haubert, comme en Normandie, soit en propriété ou vsufruit, en tout, ou par moitié, ou pour la troisieme partie, auoir en telle de leurs maisons desdites hautes Iustices ou fiefs susdits, qu'ils seront tenus nommer deuant à nos Baillifs & Seneschaux, chacun en son destroit, pour leur principal domicile, l'exercice de ladite Religion, tant qu'ils y seront residans: & en leur absence, leurs femmes ou familles, dont ils respondront. Nous leur permettons aussi auoir ledit exercice en leurs autres maisons de haute Iustice ou fief susdit de Haubert, tant qu'ils y seront presens, & non autrement; le tout tant pour eux, leurs familles, suiets, qu'autres qui y voudront aller.

6 Es maisons de fief où ceux de ladite Religion n'auront ladite haute Iustice ou fief de Haubert, ne pourront faire ledit exercice que pour leur famille tant seulement. N'entendons toutesfois, s'il y suruient de leurs amis iusques au nombre de dix, ou quelque baptisme pressé, en compagnie n'excédant ledit nombre de dix, qu'ils en puissent estre recherchez. Moyennant aussi que lesdites maisons ne soient au dedans des villes, bourgs, & villages appartenans aux Seigneurs hauts Iusticiers Catholiques autres que nous, esquels lesdits Seigneurs Catholiques ont leurs maisons: auquel cas ceux de ladite Religion ne pourront dans lesdites villes, bourgs & villages faire ledit exercice; si ce n'est par permission & congé desdits Seigneurs hauts Iusticiers, & non autrement.

7. Nous permettons aussi à ceux de ladite Religion, faire & continuer l'exercice d'icelle en toutes les villes & bourgs où il se trouuera publiquement fait le dixseptiesme iour du present mois de Septembre. Excepté toutesfois es bourgs appartenans aux Catholiques, tenus à present par ceux de ladite Religion, esquels l'exercice n'estoit fait auant la derniere reprinse des armes, & meismes durant les precedentes paix.

8 Dauantage en chacun des anciens Baillages, Seneschaussées & Gouuernemens tenans lieu de Baillage, ressortissant nuëment & sans moyen es Cours de Parlement; nous ordonnons qu'es fauxbourgs d'une ville, où il y aura plusieurs villes, & en defaut de villes, en vn bourg ou village, l'exercice de ladite Religion se pourra faire pour tous ceux qui y voudront aller.

9 Deffendons tres-expressément à tous ceux de ladite Religion, fai-

re aucun exercice d'icelle, tant pour le ministère, que reglement, discipline ou institution publique d'enfans, & autres, en cettuy nostredit Royaume & pays de nostre obeissance, en ce qui concerne la Religion, fors qu'és lieux cy-dessus permis & octroyez.

10 Comme aussi de faire aucun exercice de ladite Religion en nostre Cour & suite, ny à deux lieux és environs d'icelle : ny pareillement en nos terres & pays qui sont de là les Monts : ny aussi en nostre ville, Preuosté, & Vicomté de Paris, ny à dix lieux autour de ladite ville ; lesquelles lieux nous auons limitées & limitons aux lieux qui ensuiuent : Içauoir est, Senlis & les faux-bourgs, Meaux & les faux bourgs, Melun & les faux-bourgs, vne lieuë pardelà Chastre sous Montlhery, Dourdan & les faux-bourgs, Ramboüillet, Houdan & les faux-bourgs, vne lieuë grande pardelà Meulan, Vigny, Meru, & S Leu de Serans. Aufquels lieux suldits nous n'entendons qu'il soit fait aucun exercice de ladite Religion. Toutesfois ceux de ladite Religion demeurans esdites terres & pays delà les monts, & en nostredit ville, Preuosté & Vicomté de Paris, estenduë ainsi que dit est, ne pourront estre recherchez en leurs maisons, n'astraineds à faire chose pour le regard de leur Religion, contre leur conscience ; en se comportant au reste selon qu'il est contenu en nostre present Edit.

11 Nous defendons à tous Prescheurs, Lecteurs & autres qui parlent en public, d'vser d'aucunes paroles, discours & propos tendans à exciter le peuple à sedition : ains leur auons enioint & enioignons, de se contenir & comporter modestement, ny dire rien qui ne soit à l'instruction & edification des auditeurs, & à maintenir le repos & la tranquillité par nous establie en nostredit Royaume ; sur les peines portées par nos precedens Edicts. Enioignant tres-expressement à nos Procureurs generaux, & autres nos Officiers d'y tenir la main.

12. Ceux de ladite Religion ne seront aucunement astraineds ny demeureront obligez pour raison des abiurations, promesses, & sermens qu'ils auroient cy-deuant faits, ou cautions par eux baillées concernant le fait de ladite Religion : & n'en pourront estre molestez ny trauaillez en quelque sorte que ce soit.

13 Seront tenus aussi gardet & obseruer les festes indiètes en l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine : & ne pourront és iours d'icelles besongner, vendre ny estaller à boutiques ouuertes : & aux iours esquels l'vlage de la chair est deffendu, les boucheries ne s'ouuriront.

14 Ne pourront en nostredit Royaume, pays, terres & seigneuries de nostre obeissance, estre vendus aucuns liures, sans estre premierement veus par nos Officiers des lieux : ou, pour le regard des liures concernans ladite Religion pretenduë reformée, par les Chambres cy-apres par nous ordonnées en chacun Parlement, pour iuger des causes & differens de ceux de ladite Religion. Deffendant tres-expressement l'impression, publication & vendition de tous liures, libelles & escripts diffama-

toires, sur les peines contenuës en nos Ordonnances: enioignant à tous nos Iuges & Officiers d'y tenir la main.

15 Ordonnons qu'il ne sera fait difference ny distinction, pour le regard de ladite Religion, à recevoir les Escholiers pour estre instruits es Vniuersitez, Colleges, & Escholes: & les malades & pauures es hospitaux, maladeries, & aumones publiques.

16 Ceux de ladite Religion pretenduë reformée seront tenus garder les loix de l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine, receuës en cettuy nostredit Royaume, pour le fait des mariages contractez & à contracter es degrez de consanguinité & affinité, pour euitier aux débats & procez qui s'en pourroient ensuiure, à la ruïne de la pluspart des bonnes maisons d'iceluy, & dissolution des liens d'amitié, qui s'acquierent par mariage & alliance entre nos suiets.

17 Pareillement ceux de ladite Religion payeront les droits d'entrée, comme il est acoustumé, pour les charges & offices dont ils seront pourueus, sans estre contraincts assister à aucunes ceremonies contraires à leur dite Religion. Et estans appelez par serment, ne seront tenus d'en faire d'autre, que de leuer la main, iurer & promettre à Dieu qu'ils diront la verité: & ne seront aussi tenus de prendre dispense du serment par eux presté en passant les contractz & obligations.

18 Voulons & ordonnons que tous ceux de ladite Religion pretenduë reformée, & autres qui ont suiuy leur party, de quelque estat, qualité ou condition qu'ils soient, soient tenus & contraincts par toutes voyes deuës & raisonnables, & sous les peines contenuës en nos precedens Edits sur ce faits, payer & acquiter les dixmes aux Curez & autres Ecclesiastiques, & à tous autres à qui ils appartiennent, selon l'vñsance & coustume des lieux.

19 Afin de reünir d'autant mieux les volontez de nos suiets, comme est nostre intention, & oster toutes plaintes à l'aduenir, declarons que tous ceux de ladite Religion pretenduë reformée, & autres noldits suiets qui ont suiuy leur party, capables de tenir & exercet rous estars, dignitez, offices & charges publiques quelconques, Royales, seigneuriales, ou des villes de noldits Royaume, pays, terres & seigneuries de nostre obeissance, & d'estre indifferemment admis & receus en iceux, sans qu'ils soient tenus prester autre serment, ny astraïns à autres obligations, que de bien & fidellement exercer leurs estars, dignitez, charges & offices, & garder les Ordonnances. Esquels estars, charges & offices, pour le regard de ceux qui seront en nostre disposition, il y sera, aduenant vacation, par nous pourueu indifferemment & sans distinction de Religion, de personnes capables, comme verrons estre à faire pour le bien de nostre seruice. Entendons aussi, que ceux de ladite Religion puissent estre admis & receus en tous conseils, deliberations, assemblées, & fonctions qui dependent des choses susdites, sans que pour raison de ladite Religion ils en puissent estre reiettez ou empelchez d'en iouir.

20 Ordonnons pour l'enterremement des morts de ceux de ladite Religion, pour toutes les villes & lieux de ce Royaume, Qu'il leur sera pourueu promptement par nos Officiers & Magistrats, en chacun lieu, d'une place la plus commode que faire se pourra. Ce que nous enjoignons à nosdits Officiers de faire, & tenir la main qu'ausdits enterremens il ne se commette aucun scandale.

21 Et afin que la iustice soit renduë & administrée à nos suiets sans aucune suspicion, haine ou faueur, comme estant vn des principaux moyens pour les maintenir en paix & concorde: Auons ordonné & ordonnons, qu'en chacune de nos Cours de Parlemens de Paris, Rouën, Dijon & Rennes, sera establie vne Chambre composée, pour le regard du Parlement de Paris, d'un President & seize Conseillers. Pour celuy de Rouën, d'un President & douze Conseillers. Et pour ceux de Dijon, & Rennes, chacun d'un President & dix Conseillers: lesquels Presidents & Conseillers seront par nous prins & choisis du nombre de ceux desdites Cours.

22 Et pour le regard de nos Cours de Parlemens de Bourdeaux, Grenoble, & Aix, sera pareillement establie vne Chambre en chacune d'iceux, composée de deux Presidents; l'un Catholique; & l'autre de ladite Religion pretenduë reformée: & douze Conseillers, dont les huit seront Catholiques, & les quatre autres de ladite Religion. Lesquels Presidents & Conseillers Catholiques seront par nous choisis & nommez du nombre des Presidents & Conseillers desdites Cours. Et quant à ceux de ladite Religion, y seront employez ceux qui se trouueront encore à present pourueus desdites offices esdites Cours. Et où ils ne seroient nombre suffisant, sera par nous faite erection d'autres offices, autant qu'il sera necessaire pour parfaire le nombre susdir, aux mesmes gages, honneurs, autoritez & prerogatives, que les autres de nosdites Cours, dont seront pourueus personages de ladite Religion.

23 Et pour le ressort de nostre Cour de Parlement de Thoulouse, sera semblablement establie vne chambre composée comme les autres, de deux Presidents, l'un Catholique, & l'autre de la Religion; & douze Conseillers, huit Catholiques, & les quatre autres de ladite Religion. Lesquels Catholiques seront par nous choisis de nos autres Cours de Parlement, & du grand Conseil: & pour le regard de ceux de ladite Religion, y seront colloquez ceux qui se trouueront encore à present pourueus d'offices en iceluy Parlement de Thoulouse, faisant création du nombre qui sera besoin pour remplir ladite chambre, ainsi qu'il est dit pour les autres. Laquelle Chambre ainsi composée, sera par nous enuoyée en nostre ville de Et pour le regard de celle de Dauphiné, la seance en sera six mois en nostre ville de Grenoble, & les autres six mois en telle autre ville que nous ordonnerons par cy-apres.

24 Lesquelles chambres composées, ainsi que dir est, & establies

par tous nosdits Parlemens, connoistront & iugeront en souveraineté & dernier ressort, par Arrest, priuatiuement à rous autres, des procez & differens meus & à mouuoir: esquels procez ceux de ladite Religion pretenduë reformée, & autres qui ont suiuy leur party, seront parties principales ou garands, en demandant ou deffendant en toutes matieres, rant ciuiles que criminelles, soient lesdits procez par escrit ou appellations verbales: & ce si bon semble ausdites parties, & l'une d'icelles le requiert, auant contestation en cause pour le regard des procez à mouuoir.

25 Voulons aussi par maniere de prouision, iusques à ce qu'en ayons autrement ordonné, qu'en tous procez meus ou à mouuoir, là où ceux de ladite Religion seront en qualité demandans ou deffendans, parties principales ou garands es matieres ciuiles esquelles nos Officiers es sieges Presidiaux, ont pouuoir de iuger souverainement & en dernier ressort, leur soit permis de requérir, que deux de la Chambre, où lesdits procez se deuront iuger, s'abstiennent du iugement d'iceux: lesquels, sans aucune expression de cause, seront tenus de s'en abstenir: nonobstant l'ordonnance, par laquelle les Iuges ne se peuuent tenir pour recusez sans cause, leur demourans oultre ce les recusations de droir centre les autres: & es matieres criminelles, esquelles aussi ils iugent souverainement, pourront les preuenus estans de la susdite Religion, requérir que trois desdits Iuges s'abstiennent du iugement de leurs procez, sans expression de cause. Et les Preuosts des Marefchaux de France, Vibailifs, Viseneschaux, Lieutenans de robbe courte, & autres Officiers de semblable qualité, iugeront selon les Ordonnances & Reglemens cy-deuant donnez pour le regard des vagabonds. Et quant au domiciliez, chargez & preuenus des cas Preuostaux, s'ils sont de la susdite Religion, pourront requérir que trois des Iuges presidiaux, où lesdits cas se doiuent iuger par les Ordonnances, s'abstiennent du iugement de leurs procez: & seront tenus s'en abstenir sans aucune expression de cause: sauf si en la Chambre desdits sieges presidiaux où lesdits procez se iugeront, se trouuoient iusques au nombre de deux en en matiere ciuile, & trois en matiere criminelle de ladite Religion: auquel cas ne sera permis de recuser sans expression de cause. N'enrendons routefois que lesdits Sieges presidiaux, Preuosts des Marefchaux, Vibailifs & Viseneschaux, en vertu de ce que dit est, prennent connoissance du fair des troubles passez.

26 Ordonnons, voulons & nous plaist, que nostre tres-cher & tres-ami frere le Roy de Nauarre, nostre tres-cher & bien ami cousin le Prince de Condé, & semblablement rous autres Seigneurs, Cheualiers, Gentilshommes, & autres, de quelque qualité ou condition qu'ils soient, de ladite Religion, & autres qui ont suiuy leur party, r'entrent & soient actuellement conseruez en la iouissance de leurs Gouvernemens, charges, estats & offices Royaux, dont ils iouissoient auparauant le xxiiij. d'Aoust, mil cinq cens soixante & douze; pour les tenir & en

en vser tout ainſi, & en la meſme forme & maniere que les autres Gouverneurs & Officiers de cettuy noſtre dit Royaume, ſans eſtre aſtraints prendre nouvelles prouiſions; nonobſtant tous Arreſts & iugemens contr'eux donnez, & les prouiſions qui auroient par autres eſté obrenuës deſdits Eſtats. Pareillement qu'ils r'entrent en la iouiſſance de tous & chacuns leurs biens, droits, noms, raiſons & actions, nonobſtant les iugemens enſuiuis pour raiſon deſdits troubles. Leſquels arreſts, iugemens, prouiſions, & tout ce qui s'en ſeroit enſuiuy, nous auons à certe fin declarez & declarons nuls, & de nul effet & valeur.

27 N'entendons toutesſois que ceux de ladite Religion, & autres qui ont ſuiuy leur party, leſquels ont reſigné leurs eſtats & offices en vertu de nos lettres patentes, ou du feu Roy noſtre tres-honoré Seigneur & frere, que Dieu abſolue, puiſſent les recouurer & entrer en la poſſeſſion d'iceux: leur reſervant neantmoins toutes actions contre les poſſeſſeurs & titulaires deſdits offices, pour le payement du prix conuenu entr'eux, au moyen deſdites reſignations. Et pour le regard de ceux qui ont eſté par les particuliers contrainte de fait & par force à reſigner leurſdits eſtats & offices, leur permettons, & à leurs heritiers, d'en faire inſtance & poursuite par iuſtice ciuilement, tant eontre ceux qui auront vſé deſdites forces, que contre leurs hoirs & ſucceſſeurs.

28 Et quant à ceux de ladite Religion, & autres qui ont ſuiuy leur party, qui auroient eſté pourueus deſdits offices auant le xxiiij. d'Aouſt mil cinq cens ſoixante & douze, & non encore receus en iceux, Nous voulons qu'ils ſoient receus eſdits eſtats, & toutes prouiſions neceſſaires leur en ſoient expediees.

29 Ordonnons auſſi, ſi aucunes Commanderies de l'ordre de S. Jean de Ieruſalem appartenans à ceux de ladite Religion pretenduë reformée, & autres qui ont ſuiuy leur party, ſe trouuoient ſaiſies par autorité de iuſtice, ou autrement, à l'occaſion & pretexte ſeulement des troubles, ils en eſtoient en quelque ſorte que ce ſoit depoſſedez, que pleine & entiere main-leuée en ſoit faite auſdits Commandeurs, & eux remis en tel eſtat & poſſeſſion deſdites Commanderies, qu'ils eſtoient auant le xxiiij d'Aouſt, 1572.

30 Les criées, affiches, & ſubhaſtations des heritages dont l'on pourſuit le decret, ſeront faites és lieux & heures accouſtumées, ſi faire ſe peut, ſuiuant nos Ordonnances, ou bien és marchez publics; ſi au lieu où ſont aſſis leſdits heritages y a marché: & où il n'y en auroit point, ſeront faites au plus prochain marché eſtant du reſſort du ſiege où l'adjudication ſe doit faire. Et ſeront les affiches miſes au poteau dudit marché & à l'entrée de l'Auditoire dudit lieu. Et par ce moyen ſeront bonnes & vallables leſdites criées, & paſſé outre à l'interpoſition du decret, ſans ſ'arreſter aux nullitez qui pourroient eſtre alleguées pour ce regard.

31 Les acquiſitions que ceux de ladite Religion pretenduë refor.

mée, & autres qui ont fuiuy leur party, auroient faites par autorité d'autres que de nous, pour les immeubles appartenans à l'Eglise, n'auront aucun lieu ni effect : ains ordonnons, voulons & nous plaist, que lesdits Ecclesiastiques r'entrent incontinent & sans delay, & soient conseruez en la possession & iouissance réelle & actuelle desdits biens ainsi alienez, sans estre tenus de rendre le prix desdites ventes : & ce nonobstant lesdits contracts de vendition ; lesquels à cét effect nous auons cassez & reuoquez comme nuls, sauf le recours aux acheteurs contre qui il appartiendra. Et pour rembourser les acheteurs desdites terres des deniers par eux veritablement & sans fraude desboursez, seront expediees nos lettres parentes de permission à ceux de ladite Religion, d'imposer & éгалer sur eux les sommes à quoy se monteront lesdites ventes, sans qu'iceux acquereurs puissent pretendre aucune action pour leurs dommages & interets à faute de iouissance ; ains se contenteront du remboursement des deniers par eux fournis pour le prix desdites acquisitions, precontans sur iceluy prix les fruits par eux perceus, en cas que ladite vente se trouuast faite à trop vil & iniuste prix.

32. Les exheredations ou priuations, soit par disposition d'entre vifs ou testamentaires, faites seulement en haine ou pour cause de Religion, n'auront lieu, tant pour le passé que pour l'aduenir, entre nos suiets : & neantmoins les testamens militaires qui ont esté faits durant lesdits prefens & precedens troubles, tant d'une part que d'autre, vaudront & tiendront selon la disposition de droit.

33. Les desordres & excez faits le 24. Aoust & iours ensuiuans en consequence dudit iour, en nostre bonne ville de Paris, & autres villes & endroits de nostredit Royaume, sont aduenus à nostre tres-grand regret & desplaisir. Et pour demonstration singuliere de nostre bonté & bienveillance enuers nos suiets, declarons les vesues & enfans de ceux qui ont esté tuez lesdits iours, en quelque part que ce soit de nostredit Royaume, exempts de contribuer aux impositions qui se feront pour raison du ban & arriereban, si leurs maris ou peres estoient nobles. Et où leursdits maris ou peres auroient esté de qualiré roturiere, & taillables ; Nous, pour les mesmes considerations, deschargeons lesdites vesues & enfans de toutes tailles & impositions : le tout pour & durant l'espace de six années prochaines ; deffendant à nos Officiers chacun en son endroit, de lesy comprendre au preiudice de nos prefens vouloir & intention.

34. Declarons aussi toutes sentences, iugemens, arrests, procedurres, saisies, ventes & decrets faits & donnez contre ceux de ladite Religion pretenduë reformée, tant viuans que morts, depuis le trepas du feu Roy Henry nostre tres honoré Seigneur & pere, à l'occasion de ladite Religion, tumultes & troubles depuis aduenus, ensemble l'execution d'iceux iugemens & decrets, dès à present cassez, reuoquez & annullez, & iceux cassons, reuoquons & annullons. Ordonnant qu'ils

soient rayez & ostez des registres des Greffes des Cours, tant souveraines qu'inférieures: comme nous voulons aussi estre ostées & effacées toutes marques, vestiges, & monumens desdites executions, liures & actes diffamatoires contre leurs personnes, memoires & posteritez. Et que les places esquelles ont esté faites pour cette occasion, demolitions ou rasemens, soient rendues en tel estat qu'elles sont, aux propriétaires d'icelles, pour en jouir & disposer à leur volonté. Et généralement auons cassé, reuoké & annullé toutes procédures & informations faites pour entreprises quelconques, pretendus crimes de leze Maiesté ou autres: nonobstant lesquelles procédures, arrests & iugemens contenans reünion, incorporation & confiscation, voulons que ceux de ladite Religion & autres qui ont suiuy leur party, & leurs heritiers, r'entrent en la possession réelle & actuelle de tous & chacuns leurs biens.

35. Et d'autant qu'au moyen de nostre susdite declaration, tous Arrests & iugemens donnez contre le feu sieur de Chastillon Admiral de France, & execution d'iceux demeurent nuls, & de nul effet, comme chose non faite, ny aduenüe: Nous en conséquence d'icelle declaration, ordonnons que tous lesdits Arrests, iugemens, procédures & actes faits contre ledit sieur de Chastillon, soient rayez, biffez, & mis hors des registres des greffes, tant de nos Cours de Parlement, que de toutes autres iurisdicions: & que tant la memoire dudit Admiral, que les enfans d'iceluy demeurent entiers en leurs honneurs & biens, pource regard: nonobstant que lesdits Arrests portent reünion & incorporation d'iceux biens au domaine de nostre Couronne, dont nous ferons expedier audits enfans plus ample & speciale declaration, si mestier est.

36 Le semblable voulons estre fait pour le regard des sieurs de Montgommery, Montbrun, Briguemault & Cauaignes.

37 Dessendons de faire aucunes processions, tant à cause de la mort de feu nostre Cousin le Prince de Condé, que de ce qui aduint le iour saint Barthelemy, cinq cent soixante & douze, & autres actes qui puissent ramener la memoire des troubles.

38 Toutes procédures faites, iugemens & arrests donnez contre ceux de ladite Religion portans les armes, ou absens de nostredit Royaume, ou bien retirez es villes & pais d'iceluy par eux tenus, en quelque autre matiere que de la Religion & troubles, ensemble toutes peremptions d'instance, prescription tant legales, conuentionnelles, que coustumieres, & saisies feodales escheuës pendant les presens & precedens troubles, seront estimées comme non faites, données ny aduenües: & telles les auons declarées & declarons: & icelles mises & mettons aueant, sans que les parties s'en puissent aucunement aider, ains seront remises en l'estat qu'ils estoient auparauant, nonobstant lesdits arrests & l'execution d'iceux: & leur sera rendüe la possession en laquelle

le ils estoient pour le regard desdites choses ledit xxiiij. d'Aoust, cinq cent soixante & douze. Ce que dessus aura pareillement lieu pour le regard des autres qui ont suiuy le parti de ceux de ladite religion depuis la dernière reprise des armes, ou qui ont esté absens de noltredit Royaume pour le fair des troubles, & pour les enfans mineurs de ceux de la qualiré susdite, qui sont morts pendant lesdits troubles. Remettant les parties au mesme estat qu'elles estoient, sans refonder les despens, ny estre tenus de consigner les amendes.

39 Tous prisonniers qui sont detenus, soit par auctorité de Iustice ou autrement, mesmes es galetes, à l'occasion des presens & precedens troubles, seront elargis & mis en liberté d'un costé & d'autre, sans payer aucune rançon. Cassant & annullant toutes obligations passées pour ce regard, delchargeant les cautions d'icelles, inhibant & defendant tres-expressément à ceux, es mains desquels sont lesdits prisonniers, de n'vser de force & violence enuers eux, ny les maltraiter, ou leur mesfaire aucunement en leurs personnes, sur peine d'estre punis, & chastiez tres-rigoureusement. N'entendant toutesfois que les rançons qui auront esté ja desboursées & payées par ceux qui estoient prisonniers de guerre seulement, puissent estre repetées sur ceux qui les auront receuës. Et pour le regard des differens concernans lesdites rançons de ceux qui ont esté faits prisonniers, d'une part & d'autre, durant lesdits troubles, la connoissance & iugement en est reseruée, comme nous la reseruons à nous & à nostre personne. Defendant aux parties d'en faire poussuite ailleurs que pardeuant nous : & à tous nos Officiers & Magistrats d'en prendre aucune Cour, Jurisdiction ou connoissance.

40 Et quant à ce qui a esté fait ou prins hors la voye d'hostilité ou par hostilité, contre les reglemens publics ou particuliers des Chefs & des comunautéz & Prouinces qui auoient commandement, en pourra estre fait poursuite par la voye de Iustice.

41 Ordonnons aussi que punition soit faire des crimes & delicts commis entre personnes de mesme party en temps de troubles, trefues & suspensions d'armes ; si ce n'est en actes commandez par les Chefs d'une parr & d'autre, selon la necessité, loy & ordre de la guerre : & quant aux levées & exactions de deniers, ports d'armes, & autres exploits de guerre, faits d'autorité priuée, & sans adueu, en sera fait poursuite par la voye de Iustice.

42. Les meubles qui se trouueront en nature, & qui autont esté prins par voye d'hostilité, seront rendus à ceux à qui ils appartiennent, s'ils sont & se trouuent estre encore lors de la publication du present Edit, es mains de ceux qui les ont prins, ou de leurs heritiers, sans rendre aucuns deniers pour la restitution d'iceux. Et où lesdits meubles auroient esté vendus ou alienez par auctorité de Iustice, ou par autre commission ou mandement public, tant des Catholiques que de ceux de ladite Religion pourront neantmoins estre vendiquez, en rendant le prix d'iceux

aux acheteurs, declarant n'estre acte d'hostilité ce qui fut fait à Paris & ailleurs le xxiiij. iour d'Aoust mil cinq cent soixante & douze, & és iours consecutifs en consequence d'iceluy.

43 Pour le regard des fruiçts des immeubles, chacun r'entrera dans ses mailons & biens, & iouïra reciproquement des fruiçts de la presente année, qui ne se trouueront pris & recueillis le xvij. iour de ce present mois de Septembre. Mesmement les Ecclesiastiques : nonobstant toutes saisies & empeschemens faits au contraire, durant lesdits presens & precedens troubles : comme aussi chacun iouïra des arerages des rentes qui n'auront esté prinſes par nous, ou par nos mandemens & permissions, ou par ordonnance de iustice, ou par mandemens de nosdits frere & cousin le Roy de Nauarre, & Prince de Condé, ou autres commandans souseux.

44 Tous titres, papiers, enseignemens & documens qui ont esté prins, seront rendus & restituez d'une part & d'autre, à ceux à qui ils appartiennent, encores que lesdits papiers, ou les chasteaux & maisons, esquelles ils estoient gardez, ayent esté prins & saisis, soit par nos speciales commissions, ou mandemens des Gouverneurs & Lieutenans generaux de nos Prouinces, ou de l'auctorité des chefs de l'autre part, ou sous quelque autre pretexte que ce soit.

45 Ceux de ladite Religion ne pourront estre cy-apres surchargez ny foulezz d'aucunes charges ordinaires ou extraordinaires, plus que les Catholiques, & selon la proportion de leurs biens & facultez : & pourront les parties qui pretendront estre surchargées, se pouruoir pardeuant les iuges auxquels la connoissance en appartient. Et seront tous nos sujets de quelque religion & qualité qu'ils soient, indifferemment deschargez de toutes charges qui ont esté imposées, d'une part & d'autre sur ceux qui estoient absens & ne iouïssioient de leurs biens, à l'occasion des troubles ; sans toutesfois pouuoir repeter les fruiçts qui auroient esté employez au payement desdites charges.

46 N'entendons aussi que ceux de ladite Religion & autres qui ont suiuy leur party, ny les Catholiques qui estoient demeurans és villes & lieux par eux occupez & detenus, & qui leur ont contribué, soient poursuiuis pour le payement des tailles, aides, octroy, creuës, taillon, vrenſiles, reparations, & autres impositions & subſides escheus & imposez depuis le xxiiij. iour d'Aoust, mil cinq cens septante-deux, iusques à present, soit par nos mandemens, ou par l'aduis & deliberation des Gouverneurs & Estats des Prouinces, Cours de Parlemens, & autres, dont nous les auons deschargez & deschargeons ; en defendant aux Thresoriers de France, Genetaux de nos finances, Receueurs generaux & particuliers, leurs commis & entremetteurs, & autres intendans & commisſaires de nosdites finances, les en rechercher, moleſter, ny inquieter directement ou indirectement, en quelque sorte que ce soit.

47 Les forces & garnisons qui sont ou seront és maisons, places,

viles & chasteaux appartenans à nos suiets, vuideront incontinent apres la publication du present Edict, pour en laisser la libre & entiere iouissance aux proprietaires, comme ils auoient auparauant en estre dessaisis : nonobstant toutes pretentions de droit que ceux qui les detiennent pourroient alleguer : sur lesquelles pretentions se pouruoiront par les voyes ordinaires de Iustice, apres qu'ils auront delaisé ladite possession : ce que specialement voulons estre effectué pour le regard des benefices dont les titulaires auroient esté deposez.

48 Le libre commerce & passage sera remis par toutes les villes, bourgs & bourgades, ponts & passages de nostre Royaume, pays, terres & seigneuries de nostre obeissance & protection, tant par mer que par terre, riuieres & eaux douces, comme ils estoient auparauant les presens & precedents troubles : & tous nouueaux peages & subsides imposez par autre autorité que la nostre, durant iceux troubles, seront ostez.

49 Toutes places, villes & Prouinces de nostredit Royaume, pays, terres & seigneuries de nostre obeissance, vseront & iouront de mesmes priuileges, immunitéz, libertez, franchises, foires, marchez, iurisdicions & sieges de Iustice, qu'elles faisoient auparauant les presens & precedents troubles : nonobstant toutes lettres à ce contraires & les translations d'aucuns desdits sieges, pourueu qu'elles ayent esté faites seulement à l'occasion des troubles ; lesquels sieges seront remis & reestablis es villes & lieux où ils estoient auparauant.

50 Es villes demantelées pendant les troubles passez & presens, pourront les ruines & demantelemens d'icelles estre per nostre permission r'edifiées & réparées par les habitans, à leurs frais & despens.

51 Ceux de ladite Religion pretenduë reformée, & autres qui auroient suiuy leur party, lesquels auroient prins à ferme auant les presens troubles aucuns greffes, ou autre domaine, & autres droits à nous appartenans, dont ils n'ont peu iouir à cause d'iceux troubles, demeureront deschargez ; comme nous les deschargeons de ce qu'ils n'auroient receu desdites fermes depuis le xxiiij d'Aoust, mille cinq cens septante deux, ou qu'ils auroient sans fraude payé ailleurs qu'es receptes de nos finances, nonobstant toutes obligations sur ce par eux passées.

52 Et afin qu'il ne soit douté de la droite intention de nostredit frere le Roy de Nauarre, & de nostredit cousin le Prince de Condé ; Auons dit & déclaré, disons & declarons, que nous les tenons & reputons nos bons parens, fideles suiets & seruiteurs.

53 Comme aussi tous les Seigneurs, Cheualiers, Gentilshommes, Officiers, & autres habitans des villes, communautéz, bourgades, & autres lieux de nostredit Royaume, & pays de nostre obeissance, qui les ont suiuis, secourus & fauorisez, en quelque part que ce soit, pour nos bons & loyaux suiets & seruiteurs : declarans tous arrests, informa-

tions & procédures faites & données contr'eux à l'occasion desdits troubles, nuls & de nul effet, comme chose non faite ny advenue: voulans qu'ils soient rayez hors des registres des Greffes, tant de nos Cours de Parlemens, qu'autres iurildictions, où ils ont esté enregistrez.

54 Pareillement declérons, que nous tenons & reputons nostre Cousin le Duc lehan Cazimir, pour nostre bon voisin, parent & ami.

55 Et demeureront tant nosdits frere & cousin le Roy de Navarre & Prince de Condé, que les Seigneurs, Cheualiers, Gentilshommes, Officiers, corps de villes & communautéz, tous les autres qui les ont aidez & secourus, leurs hoirs & successeurs quittes & deschargez de tous deniers qui ont esté par eux, ou leurs ordonnances, prins & leuez, tant de nos receptes & finances, à quelques sommes qu'ils se puissent monter, que des villes, communautéz, & particuliers: des rentes, reuenus, argenteries, ventes de biens meubles, Ecclesiastiques & autres: bois de haute fustaye à nous appartenans, ou à autres: amendes, butins, rançons, ou autre nature de deniers par eux prins, à l'occasion des presens & precedents troubles; sans qu'eux, ne ceux qui ont esté par eux commis à la leuée desdits deniers, ou qui les ont baillez & fournis par leurs ordonnances, en puissent estre aucunement recherchez à present, ny pour l'aduenir. Et demeureront quittes, tant eux que leurs commis, de tout le maniemet & administration desdits deniers, en rapportant pour toutes descharges dans quatre mois apres la publication de nostre present Edit, faite en nostre Cour de Parlement de Paris, acquits deuëment expediez par nosdits frere & cousin le Roy de Navarre ou Prince de Condé, ou de ceux qui auront esté par eux commis à l'audition & closture de leurs comptes, ou des communautéz des villes, qui ont eu commandement & charge durant lesdits troubles. Demeureront pareillement quittes & deschargez de tous actes d'hostilité, leuée & conduite de gens de guerre, fabrication & aualuation de monnoyes faites selon l'ordonnance desdits Chefs, fonte, & prinse d'artillerie & munitions, tant en nos magazins que des particuliers, confection de pouldres & salpestres, prinse, fortifications, desmantelemens & demolitions des villes, chasteaux, bourgs, & bourgades, entreprises sur icelles, bruslemens & demolitions d'Eglises & maisons, establissemens de Iustice, iugemens & executions d'iceux, soit en matiere ciuile ou criminelle, police & reglemens faits entr'eux, voyages, intelligences, negotiations, traitez & contrats faits avec tous Princes & communautéz estrangeres, introduction desdits estrangers és villes, & autres endroits de cettuy nostre Royaume, & generalement de tout ce qui a esté fait, geré ou negocié durant les troubles presens ou passez, depuis la mort de feu nostredit Seigneur & Pere, par ceux de ladite Religion pretendue reformée, & autres qui ont suiuy leur party, encore qu'il deust estre particulierement exprimé & specifié.

56 Aussi ceux de ladite Religion, & autres qui ont fuiuy leur party, se départiront & desisteront dès à present de toutes pratiques, ligues & intelligences qu'ils ont hors nostredit Royaume, comme seront aussi tous nos autres suiets qui en pourroient auoir. Et seront toutes ligues, associations & confrairies faites ou à faire, sous quelque pretexte que ce soit, au preiudice de nostre present Edit, cassées & annullées, comme nous les cassons & annullons, deffendant tres-expressément à tous nos suiets de faire d'oresnauant aucunes cottisations & leuées de deniers sans nostre permission, fortifications, enrroulemens d'hommes, congregations & assemblées, autres que celles qui leur sont permises par nostredit present Edit, & sans armes, ce que nous leur prohibons & deffendons sur peine d'estre punis rigoureusement, & comme contrempteurs & infracteurs de nos mandemens & ordonnances.

57 Toutes prinſes qui ont esté faites tant par mer que par terre, en vertu des congez & adueus donnez, & lesquelles ont esté iugées par les Iuges de l'Admirauté, & autres commissaires à ce deputez par ceux de ladite Religion, demeureront assoupies sous le benefice de nostre present Edit, sans qu'il en puisse estre fait aucune poursuite, ny les Capitaines, leurs cautions, & lesdits Iuges, Officiers & autres recherchez ny molestez en quelque sorte que ce soit. Nonobstant toutes lettres de marque & saisie pendentes, & non iugées, dont nous voulons leur estre faite pleine & entiere main-leuée.

58 Voulons que les enfans de ceux qui se sont retirez hors nostredit Royaume depuis la mort du feu Roy Henry nostre tres-honoré seigneur & Pere, pour cause de la Religion & troubles, encore que lesdits enfans soient nez hors nostredit Royaume, soient tenus pour vrais François & regnicoles; & tels les auons declarez & declarons, sans qu'il leur soit besoin prendre aucunes lettres de naturalité, ou autres prouisions de nous, que le present Edit: nonobstant nos Ordonnances à ce contraires, auxquelles nous auons derogé & derogeons.

59 Ordonnons qu'incontinent apres la publication de cettuy nostre Edit, toutes troupes & armées, tant par mer que par terre, se separent & retirent. Seront tenus ceux de ladite Religion, & autres qui ont fuiuy leur party, vuidier routes garnisons des villes, places, chasteaux & maisons qu'ils tiennent, appartenans tant à nous, qu'aux Ecclesiastiques & autres particuliers, & les delaisser, rendre & remettre en pleine liberté, ainsi qu'elles estoient en pleine paix auparavant les presens & precedents troubles. Et neantmoins parce que plusieurs particuliers ont receu & souffert durant les troubles, tant d'iniures & dommages en leurs biens & personnes, que difficilement ils pourront en perdre si tost la memoire, comme il seroit bien requis pour l'execution de nostre intention: voulans esuiter tous inconueniens qui en pourroient aduenir, en attendant que les rancunes & inimitiez soient addoucies, nous auons baillé en garde à ceux de ladite Religion pretendue reformée

reformée pour le temps & terme de six ans les villes qui's ensuiuent: A sçauoir en Languedoc, celle de Montpellier & Aiguemortes: en Dau-phiné, Nyons & Serre, ville & chasteau: en Prouence, Seine la grand' tour & circuit d'icelle: en Guyenne, Perigueux, la Reolle, & le Mas de Vedun. Lesquelles villes nosdits frere & cousin le Roy de Nauarre & Prince de Condé, & vingt Gentils hommes de ladite Religion, ou autres qui ont suiuy leur party, qui seront par nous nommez: & en ou- tre ceux qui seront commis à la garde desdites villes & Chasteaux d'icel- les, iureront & promettront, vn seul & pour le tout, pour eux & ceux de ladite Religion & autres de leur party, de les nous bien & fidelement garder: & au bout du terme susdit de six ans, à compter du iour & date du present Edit, les remettre és mains de ceux qu'il nous plaira deputer en tel estât qu'elles sont, sans y rien innouer ny alterer, & sans aucun re- tardement ou difficulté, pour cause & occasion quelle qu'elle soit: au bout duquel terme l'exercice de ladite Religion y sera continué comme lors qu'ils les auront tenuës: neantmoins voulons & nous plaist, qu'en icelles villes tous Ecclesiastiques puissent librement rentrer, faire le serui- ce diuin en toute liberté, & iouir de leurs biens: pareillement tous les ha- bitans nosdits Frere & Cousin, & autres Seigneurs, ensemble les Gouver- neurs & Capitaines desdites villes, & gens de guerre qui y seront mis en garnison, prendront en leur protection & sauue-garde, à ce qu'ils ne soient empeschez à faire ledit serui- ce diuin, molestez & trauaillez en leurs personnes, & en la iouissance de leurs biens: mais au contraire remis & reintegrez en la pleine possession d'iceux: voulans outre, qu'es- dites villes nos Iuges y soient restablis, & l'exercice de la Iustice re- mis comme il souloit estre auparauant les troubles.

60 Deffendant tres-expressément à tous nos suiets, de quelque qua- lité & condition qu'ils soient, de faire aucunes entreprises ne mono- poles, pour surprendre lesdites villes baillées en garde à ceux de ladite Religion, ny aussi pour prendre & saisir aucunes des autres villes, cha- steaux & places de nostredit Royaume, & pays de nostre obeissance, sur peine d'estre punis & chastiez comme infracteurs de paix, & per- turbateurs du repos public.

61 Ne seront mis par nous aucuns Gouverneurs ny garnisons és villes que tiennent à present ceux de ladite Religion, & qui par eux se- ront delaisées, sinon qu'il y en eust de tout temps, & mesmes du regne du feu Roy Henry nostredit Seigneur & Pere. Pareillement desirans soulager en tout ce qui nous est possible nos suiets de toutes nos villes, Nous entendons que les Gouverneurs, Capitaines & gens de guerre qui y ont esté mis en garnison, à l'occasion des troubles, en vident: sauf de celles qui sont frontieres de nostredit Royaume, lesquelles il est besoin garder pour la deffence & seureté d'iceluy. Ne voulons aussi qu'il y ait és villes, chasteaux, maisons & biens appartenans particuliere-

ment à nos suiets de quelque qualité qu'ils soient, autres garnisons que celles qui ont accoustumé d'y estre en temps de paix.

62 Et afin que tant nos Iusticiers, Officiers, qu'autres nos suiets soient clairement, & avec toute certitude aduertis de nos vouloir & intention: & pour oster toutes ambiguites & doutes qui pourroient estre faits au moyen des precedents Edits pour la diuersité d'iceux: Nous auons déclaré & declaronons tous autres precedens Edits, articles secrets, lettres, declarations, modifications, requisitions, restrictions, interpretations, arrests, registres, tant secrets qu'autres deliberations cy-deuant par nous faites en nos Cours de Parlemens & ailleurs, concernant le fait de la Religion, & des troubles aduenus en nostredit Royaume, estre de nul effet & valeur: ausquels, & aux derogatoiresy contenuës, Auons par cettuy nostre Edit derogé & derogeons, & dès à present comme pour lors les cassons, reuoquons & annullons; declarans par expres que nous voulons que cettuy nostre Edit soit ferme & inuiolable, gardé & obserué, tant par nosdits Iusticiers & Officiers, qu'autres suiets; sans s'arrester ny auoir aucun esgard à tout ce qui pourroit estre contraire ou dérogeant à iceluy.

63 Et pour plus grande assurance de l'entretenement & obseruation que nous desirons d'iceluy, voulons, ordonnons & nous plaist, que tous Gouverneurs & Lieutenans generaux de nos Prouinces, Baillifs, Seneschaux, & autres Iuges ordinaires des villes de cettuy nostredit Royaume incontinent apres la reception d'iceluy Edit, iurent de le faire garder & obseruer chacun en leur destroit: comme aussi les Maires, Escheuins, Capitouls, Consuls & lurats de villes, annuels ou perpetuels. Enioignons aussi à nosdits Baillifs, Seneschaux, ou leurs Lieutenans, ou autres Iuges, faire iurer aux principaux habitans desdites villes, tant d'une que d'autre Religion, l'entretenement du present Edit, incontinent apres la publication d'iceluy; mettans tous ceux desdites villes en nostre protection & sauue-garde, & les vns en la garde des autres: les chargeans respectiuellement & par actes publics, de respondre ciuilement des contrauentions qui seroient faites à nostre Edit dans lesdites villes par les habitans d'icelles, ou bien représenter & mettre es mains de iustice lesdits contreuenans.

64 Mandons à nos amez & feaux les gens tenans nos Cours de Parlemens, qu'incontinent apres le present Edit receu, ils ayent, toutes choses cessantes, & sur peine de nullité des actes qu'ils feroient autrement, à faire pareil serment que-dessus, & iceluy nostre Edit faire publier & enregistrer en nosdites Cours, selon la forme & teneur, purement & simplement; sans vsr d'aucunes modifications, restrictions, declarations, ou registres secrets, ny attendre autre iussion ny mandement de nous, & à nos Procureurs generaux en requérir & pour-suiure incontinent & sans delay ladite publication. Enioignant pareillement ausdits Gouverneurs & Lieutenans generaux de nosdites Prouin-

ces de le faire incontinent publier chacun en l'estendue de sa charge, par tous les lieux & endroits à ce faire accoustumez, le faire garder & observer, sans attendre la publication de nosdites Cours de Parlemens, à ce que nul ne pretende cause d'ignorance. Et que plus promptement toutes voyes d'hostilité, leuées de deniers, payemens & contributions escheus & à eschoir, prinſes, demolitions, fortifications de villes, places & chasteaux cessent d'une part & d'autre : Declarant dès à present icelles leuées de deniers, fortifications, demolitions, contributions, prinſes & ravissemens de biens meubles, & autres actes d'hostilité qui se feroient apres ladite publication & verification que lesdits Gouverneurs & Lieutenans generaux de nosdites Prouinces en auront fait faire, suiuettes à restitution, punition & reparation : Sçauoir est, contre ceux qui vseroient d'armes, forces & violences en la contrauention de nostre Edit, empeschans l'effet & execution d'iceluy, de peine de mort, sans espoir de grace ne remission. Et quant aux autres contrauentions qui ne seroient faites par voyes d'armes, forcees & violences, seront punis par autres peines corporelles, bannissement, amendes honorables, & autres, selon la grauité & exigence des cas, à l'arbitre & moderation des Iuges, ausquels nous en auons attribué & attribuons la connoissance ; chargeant en cet endroit leur honneur & conscience d'y proceder avec la iustice & égalité qu'il appartient, sans acception ou difference de personnes ny de Religion.

Si donnons en mandement ausdits gens tenans nosdites Cours de Parlemens, Chambres de nos Comptes, Cours de nos Aides, Baillifs, Seneschaux, Preuosts & autres nos Iusticiers & Officiers qu'il appartiendra, ou à leurs Lieutenans, qu'il fassent lire, publier & enregistrer cettuy nostre present Edit & Ordonnance en leurs Cours & Iurisdiccions : & iceluy entretenir, garder & observer de point en point, & du contenu en faire iouir & vler pleinement & paisiblement tous ceux qu'il appartiendra : cessans & faizans cesser tous troubles & empeschemens au contraire. Car tel est nostre plaisir. En tesmoin dequoy nous auons signé ces presentes de nostre propre main : & à icelles, afin que ce soit chose ferme & stable à tousiours, fait mettre & apposer nostre seel.

Donné à Poictiers, au mois de Septembre, l'an de grace 1577.
Et de nostre Regne le quatriesme. Signé, HENRY. Et plus bas,
Par le Roy estant en son Conseil, DE NEVFVILLE.



NEGOTIATION DE LA PAIX

FAITE PAR LES DEPVTEZ DV PRINCE DE CONDE',

en la presençe du Roy Henry III. & de la Reine sa Mere, &c.

LE vingt-deuxiesme iour du mois de Mars, mil cinq cens soixante & quinze, les deputez tant de la part de M. le Prince de Condé, que de M. le Marechal de Danville & pays de Languedoc, que de la Rochelle, Guyenne, Prouence & Dauphiné, enuoyez vers le Roy pour la pacification des troubles de ce Royaume; partirent de Basse, & arriuerent à Paris, le cinquiesme iour du mois d'Auril audit an; où ayans seiourné quelques iours, en attendant la venuë de sieur de Beauvoir la Nocle (qui n'arriua que le dixiesme) furent tous mandez par sa Maiesté le onzième dudit mois apres dîner, & introduits en la Chambre du Roy, qui estoit accompagné des Reines ses femme & mere, de Monseigneur son frere, du Roy de Nauarre son beau-frere, du Cardinal de Bourbon, de M. de Montpensier, de M. le Prince Dauphin son fils, de Messieurs les Marechal de Rets, Moruilliers, Limoges, Chiuerny, Bellicure, & Villequier, tous Conseillers en son Conseil priué. Et apres que ledit sieur de Beauvoir eust présenté à leurs Maiestez les lettres de M. le Prince, & ceux de Languedoc, celles de M. le Marechal de Danville: le sieur Darennes l'un des deputez de M. le Prince, commença à dire ce qui s'ensuit.

Sire, M. le Prince de Condé, tant pour luy & ceux des Eglises reformées de ce Royaume, que pour M. le Marechal de Danville & Catholiques à eux associez, tous vos tres-humbles & tres-obeissans suiets & seruiteurs, Nous a chargez de supplier res-humblement vostre Maiesté de croire que de long-temps il ne luy aint chose plus agreable, que d'entendre vostre Maiesté desirer mettre & establir vne paix & seure tranquillité en cetruy vostre Royaume, par vne vraye, entiere & sincere reünion des volontez de tous vos suiets. Et supplie Dieu vous vouloir de plus en plus accroistre & augmenter cette sainte affection, tant qu'on en puisse voir reüssir les effets tant desirez par luy & rous vos bons suiets: non tant pour leurs commoditez particulieres, que pour le grand desir qu'ils ont de voir cetruy vostre Estat non seulement conserué; ains acceu en route prosperité & grandeur; au lieu que toutes ces diuisions qui y sont pour le present (si bien-tost il n'y est pourueu par

vostre Royale prudence) semblent le menacer d'une ruine prochaine & inévitable; luiuant ce qui a esté prédit par celuy qui ne peut mentir: *Tout Royaume en soy diuisé, sera desolé: & maison tombera sur maison.*

Cette désolation, Sire, comme nous auons charge de remonstrer à vostre Maiesté, est ja tant auancée (au grand regret de tous vos bons suiets) que ceux qui se souuiennent & remettent deuant leurs yeux, quel estoit l'estat de cettuy vostre Royaume, & combien florissant, sous les regnes des feux Rois François & Henry, de tres-heureuse memoire, vos pere & ayeul; & viennent à en faire comparaison avec l'estat présent, y trouuent tant de diuersité & changement, qu'ils n'y reconnoissent que le seul nom de Royaume de France. Car au lieu qu'y abondoit lors toute felicité & prosperité, repos & vnion entre les suiets, contenus par l'autorité Royale douce & modérée, à laquelle chacun s'assuiettissoit volontairement, sans contradiction aucune: A cette heure on n'y void que ports d'armes, diuisions, dissensions, & partialitez si dangereuses, que tous les maux qu'ont accoustumé d'accompagner les guerres ciuiles, s'y trouuent y auoir pris si fortes racines, qu'ils ne peuuent estre que mal-aisément arrachez. Ces maux sont vne impieté & irreuerence enuers Dieu, diminution de vostre autorité Royale, ruine & perte de vos plus affectionnez suiets, mespris du nom François parmy les nations voisines & estrangeres, dont vostre Maiesté peut auoir eu preuue & connoissance au voyage qu'il luy a conuenu faire en allant & retournant de vostre Royaume de Pologne. Iene m'estendray plus au long à vous représenter toutes les autres miseres & calamitez, mesmes la ruine & destruction totale de la plus-part de vos pauures suiets: tant pource qu'il ne m'est possible d'en parler qu'avec vn regret inestimable, que pource que la maladie en est si claire & apparente, que les plus grossiers la voyent, & les plus insensibles la sentent iusques au vif.

Quant à la cause de tous ces maux, Sire, qui semble amener cettuy vostre florissant Royaume à quelque declination, Nous Chrestiens ne pouuons ny ne deuons l'attribuer (comme font les fols Astrologues) aux astres & constellations. Et ne croyons (quoy qu'ils nous veulent persuader) que les Royaumes & Regions tirent les influences de leur bon heur & mal-heur, accroissement ou diminution, de certaines estoilles erratiques, qu'ils disent auoir puissance & domination sur les Royaumes & Republiques, dès leur naissance & commencement, qu'ils ont recherché si curieusement. Aussi peu la trouuerons-nous en ces fantasques opinions, que Platon (quelque diuin qu'il ait esté nommé) s'est forgées en son cerueau: quand il a voulu faire croire que tous Royaumes & dominations auoient des fatales periodes, auxquelles estans paruenus, il estoit force qu'ils declinassent peu à peu, iusques à ce qu'ils paruinssent à leur totale ruine. Car nous sommes enseignez par la parole de Dieu, que tous tels discours sont plus vains que la vani-

té mesmes. Mais la cause de tant de maux doit (à nostre aduis) estre recherchée & puisée de l'Escripture sainte, qui nous enseigne que les grands Royaumes & Empires ne prennent point leur accroissement ou diminution par cas fortuit. Aussi peu par humains conseils & forces, ou par causes occultes & inscrutables, comme quelques vns ont voulu dire. Mais que Dieu, le seul Dieu, est vraiment auteur de toute société humaine, laquelle il a ordonnée estre conduite & regie par Empires, Royaumes, Monarchies & autres especes de gouvernement politic, comme il luy a pleu : imprimant dedans les esprits & cœurs des hommes, par la connoissance de sa Loy, de rendre vne volontaire obeissance à ceux, ou à celui qui par luy sont establis pour leur commander, & de le reconnoistre leur souverain, comme vne vraye image & representation de Dieu tout-puissant, qui l'a esleué en tel degré d'honneur & dignité comme son Lieutenant, & duquel il arme & conduit les mains, pour contraindre chacun à bien viure selon la Loy de Dieu, faire observer entre ses sujets toute pieté, iustice, & droiture : leur commandant neantmoins en toute clemence & douceur, & comme vn bon pere fait à ses enfans, selon ce qui est escrit par le Sage, *Misericorde & verité gardent le Roy, & son throné est appuyé par la clemence.* Et en vn autre endroit, *Pour iniustice les Royaumes sont transferez de nation en nation.*

Pour cette cause nous ne pouuons que haut louer le bon aduis du feu Roy vostre frere, en ce qu'il prit pour sa deuise deux Colomnes, Pieté & Iustice, comme vray loustien & appuy de sa Couronne. Et à la mienne volonté, Sire, que ces deux Colomnes eussent peu long-temps demeurer fermes, & n'eussent esté minées, sapées, & quasi totalement abatuës, par ceux qui deuoient employer tout leur pouuoir, pour les conseruer, appuyer & estançonner. Car vostre Maesté, Sire, peut encore estre memoratiue, comme quasi dès le commencement de son regne on comença à mettre en doute quelle est la vraye pieté, laquelle consiste principalement à rendre à Dieu ce que nous luy deuons, non seulement en l'aimant de tout nostre cœur, force & puissance; mais aussi en luy rendant le service qu'il veut & requiert de nous. Or pour connoistre cette sienne volonté, ceux de la Religion reformée supplient tres-humblement que les Escriptures, par lesquelles seules Dieu nous manifeste sa volonré, fussent espluchées, & par icelles fût réglé le vray service que nous deuons au Dieu souverain, sans auoir esgard aux inuentions & traditions des hommes depuis suruenues, qui ont tellement alteré ce service Diuin, qu'il n'en reste plus que le nom : du moins qu'il leur fust permis seruir à Dieu, selon la pureté de son Euangile, librement & publiquement, & faire tous actes appartenans à l'exercice de leur Religion, réglée par ce qui est contenu es liures du Vieil & Nouveau Testament. Ce que ne voulans permettre ceux de la Religion Catholique & Romaine; pour eüiter débats & contentions, fut arresté vn colloque à Poissi. Où rien n'ayant sceu estre accordé, apres plusieurs

deliberations prises par le feu Roy vostre frere, tant en son Conseil Privé, qu'en la Cour de Parlement de Paris : finalement fut aduisé qu'on feroit vne assemblée fort solennelle, où furent mandez les plus signalez de toutes vos Cours de Parlement. En icelle fut ordonné, que suivant la requisition faite par les Estats assemblez peu auparavant, seroit permis libre & public exercice de l'une & de l'autre Religion, en toutes les villes de vostre Royaume, du moins es faux-bourgs d'icelles. Ordonnance vrayement tres-vtile & ttes necessaire, pour du tout affermir ce premier pilier de la Pieté. Car la verité n'ayant peu estre esclairee par la conference faite à Poissy, elle nous eust esté apportée par le temps, duquel (selon le dire des Anciens) elle est fille. Qui fait que l'aduis de Gamaliel est recité en l'Escripture pour bon & saint : quand se trouuant au Conseil tenu par les Pharisiens, qui prenoient resolution d'estouffer par tous moyens la doctrine de Iesus-Christ, il fut d'avis qu'on luy devoit donner son cours, & s'asseurer que si elle estoit de Dieu elle demeureroit, & ne seroit en la puissance des hommes de l'esteindre. Aussi si elle n'estoit de Dieu, elle se dissiperoit d'elle-mesme, & s'en iroit en fumée.

Et certes il est à estimer que si on eust permis cette sainte ordonnance sortir son effet, dès long-temps nous fussions tous d'accord en la Religion, ou es principaux points d'icelle : & que la lumiere de la parole de Dieu eust dissipé le plus espais des tenebres des inuentions humaines. Mais nos aduersaires ne craignans rien plus, ont mieux aimé auoir recours à la force & violence. Vostre Maieslé, Sire, sçait tres-bien comme toutes choses sont passées : & quelques Edits de paix avec liberté de nos consciences & exercice libre & public de nostre Religion, qu'ayons sceu obtenir du feu Roy vostre frere, que pourtant on n'a laissé de nous persecuter en nos vies & biens, par toutes sortes de violences, & particulieres, & publiques.

Je ne feray recit des dernieres executions faites à Paris, le vingt-quatriesme iour d'Aoust mil cinq cens Seprante-deux, & les iours ensuiuans : & depuis en beaucoup d'autres villes & Prouinces de cettuy vostre Royaume : tant parce que la playe en saigne encore, que parce qu'une telle cruauté & barbarie n'a iamais esté pratiquée entre les humains, depuis la creation du monde ; & me semble si indigne du nom François, que j'ay horreur d'en parler. Ce que ie dy d'autant plus hardiment, qu'elle fût defauouée par le feu Roy vostre frere, & commise pour la plus grande part apres ses tres-expresses inhibitions & defences, qui ne peurent onques moderer la rage & furie de nos aduersaires.

Voilà, Sire, la cause de la maladie qui a commencé à affliger vostre Royaume, à sçauoir, la diuision pour le fait de la Religion ; & qu'on s'est voulu opposer par tous moyens à ce que la parole de Dieu ne fust simplement annoncée, comme elle nous a esté delaissee par Iesus-Christ, vray Fils de Dieu, & par ses saints Prophetes & Apostres. C'est le

premier coup de marteau donné contre ce pilier de Pieté, principal soustien & appuy de vostre Couronne. Car ce mal de diuision continuant & prenant son accroissement, au lieu d'essayer de la guerir par remedes doux & propres, ainsi que ces sages premiers politiques, dont j'ay parlé cy dessus, auoient tres-sagement auisé : se sont trouuez des Ieunes, comme iadis aupres de Roboam, qui ont voulu preferer l'aigreur & la rigueur au Conseil doux & gracieux donné par les Anciens. Et le pis est, Sire, que leur conseil a esté suiuy, dont est avenu, que comme en vn corps mal disposé, tant s'en faut que le trop grand & violent remuement des humeurs soit salutaire & profitable, qu'au contraire il engendre des maux trop plus grands : & les playes pensées par remedes non propres, s'aggravent, & le chancre ou gangrene s'y mettant, mange & consume à la fin tout le corps. Ainsi le premier mal, Sire, qui s'estoit mis en vostre Royaume, par cette diuision, estant mal pensé, s'est tousiours trouué plus grand & plus dangereux, & (comme le chancre) commence à gagner petit à petit tout le reste du corps. Car non seulement ce pilier de Pieté en demeure si esbranlé, que la ruine en est prochaine, mais aussi, en consequence, celui de la Iustice : n'y ayant rien si contraire à la Iustice, que la licence des armes, mesmes des armes ciuiles. Car, comme Marius ce grand Capitaine Romain disoit, les loix ne se peuuent entendre parmy le bruit & cliquetis des armes. Et de fait le defect de iustice donne mille occasions de se plaindre aux grands & aux petits, & est cause d'augmenter beaucoup de desordres que nous voyons. Bref, Sire, il n'est se peut dire qu'il y ait rien d'entier en cettuy vostre Estat, que la contagion du mal n'ait gaigné, ou commencé fort d'en approcher.

Le danger qu'il y a, Sire, que le corps n'en demeure à la fin entierement gaste, & ne puisse supporter le faix d'une si longue & dangereuse maladie : à cette cause que M. le Prince tant pour soy que pour M. Danville Marechal de France, & l'un des premiers Officiers de vostre Couronne, & tous autres ses associez, pour vous faire paroistre, & generalement à tous, le grand, entier & affectionné desir qu'il a de rendre le tres-humble seruice & obeissance qu'il doit à Vostre Maiesté, & à vostre estat & Couronne : nous a chargez de venir pardeuers Vostre Maiesté, pour vous supplier tres-humblement vouloir connoistre & iuger par vostre tres-sage consideration, quel est le mal qui menace vostre Estat, d'où il procede, à quelle occasion, & quels en ont esté les progresz iusques icy. Ce fait y vouloir pouruoir de remedes que V. M. verra plus conuenables, par vostre Royale prudence. Et pour ne faillir à aucuns points de ce que doit vn tres-humble & tres-obeissant suiet & seruiteur, comme ils vous ont tousiours esté tous, & desirent demeurer à iamais, pour faciliter vne bonne & sainte réunion entre tous vos suiets, seul moyen, à son aduis, pour remedier à tant de maux : Nous a chargé de presenter, avec toute humilité & reuerence, à Vostre Maiesté, ce cahier

hier de papier, contenant ses tres-humbles requestes & supplications. Et ores qu'il soit composé de beaucoup d'articles, si trouueron, Sire, par la lecture d'iceux, que le tout ne tend principalement qu'à ce point, de redresser entierement & bien asseurer ces deux piliers de Pieté & Iustice: Afin que lors vous puissiez appuyer sur iceux, avec toute asseurance, comme sur vn tres-solide fondement, cette vostre iadis tant belle & florissante Couronne, pour la rendre par ce moyen plus illustre, ferme & retoutable, qu'elle ne fut iamais. Dont nous prions Dieu tres-humblement vous faire la grace.

Lors le Roy leur fit responce, qu'il estoit tres-aise de leur venuë, & bonne volenté qu'ils disoient que ceux qui les auoient enuoiez, auoient à la paix. Que quant à luy, il estoit parti de Pologne, & venu en cetuy sien Royaume, les bras tendus, en tres-bonne intention d'embrasser tous les suiets, sans difference aucune de Religion. Et qu'à ces fins il les auoit appelez dès son arriuée, pour venir vers luy en toutes seureté, pour leur faire declaration sincere & entiere de sa bonne volenté. Que si suivant cela nous fussions venus luy rendre l'obeissance qui luy est due, il ne s'en fust ensuiuy tant de maux & calamitez qu'on a veu depuis, à son tres-grand regret. Mais qu'à present que nous estions venus, si nous monstriers par effet la bonne affection que nous disions auoir enuers luy; il nous donneroit la paix, & nous traiteroit comme ses bons suiets. Nous asseurant, en foy de Roy, que tout ce qu'il nous promettoit, nous seroit tenu. Et que pour le faire entretenir, il y exposerait (s'il estoit besoin) iusques à sa propre vie. Dont ledit sieur Darennes le remercia tres-humblement. Et à l'instant s'adressant à la Reine mere, luy dit à part.

Madame, M. le Prince de Condé, tant pour luy que ses associez, nous a chargez de supplier tres-humblement vostre Maiesté, d'employer vostre autorité & pouuoir, pour fauoriser vne si sainte entreprise: & adiouster encore cette obligation aux autres dont la France vous est redevable, de luy rendre la main en vn temps si dur & calamiteux pour elle, afin que par vostre moyen elle se puisse releuer de tant de maux qui la tiennent opprimée, & presques du tout offusquée. Je m'asseure, Madame, que ce vous sera vn grand plaisir de la voir remise en son ancienne dignité & splendeur: & grande gloire & honneur, qu'un si grand bien luy soit auenu par vostre moyen: & obligation tres-grande à nous & à tous bons & naturels François, de prier Dieu qu'il luy plaise accroistre vostre Maiesté en toute prosperité & grandeur.

Sur ce, le Roy estant venu prendre luy-mesme le cahier, nous commanda de nous retirer en son antichambre. Et y ayans esté près d'une heure il nous fit rappeler, & nous dit qu'il auoit fait lire les articles que luy auions baillez, lesquels il trouuoit fort estranges, & s'esbahissoit comment nous les auions osé presenter. Ioint qu'il s'asseroit qu'ils n'auoient esté deliberez & aduisez, que n'eussions esté du Con-

seul : qui luy faisoit croire que nous n'aimions ny ne cherchions pas tant la paix de son Royaume, comme nous le luy auions fait entendre. Puis nous demanda si nous n'auions autre chose à luy dire.

Lors le sieur Darennes le supplia tres-humblement ne prendre en mauuaise part, ou nous esloigner de ses bonnes graces, pour le contenu desdits articles, desquels nous n'estions que porteurs. Et supplia tres-humblement sa Maiesté nous faire dire les articles qui l'auoient le plus offensé. Car il estimoit que cela pouuoit estre aduenü par quelque intelligence mauuaise & contraire à la nostre. Le Roy respondit que c'estoit le premier article entre autres. A cela repliqua le sieur Darennes, que s'il plaisoit à sa Maiesté commettre quelques-vns de sa part qui nous en fissent connoistre le défaut, nous serions tres-aises de nous accommoder à ce que Dieu nous conseileroit, auquel deuions premier obeïssance, puis obeïr à tous les bons commandemens du Roy. Quant à ce premier article, le Roy ordonna par deux fois au sieur de Moruilliers, de dire sur iceluy : mais tousiours il s'en excusa, & fit remettre l'affaire au lendemain. Toutesfois nous ne fumes rappelés que le xiii. & estans entrez en la chambre du Roy, le sieur Darennes commença le propos, comme s'ensuit.

Sire, nous partismes auant-hiér de vostre presence merueilleusement ennuyez & marris, de ce qu'il pleust à vostre Maiesté nous dire qu'auiez eu occasion, par la lecture des tres-humbles supplications que presentâmes à vostre Maiesté, de la part de ceux qui nous ont enuoyez, de nous estimer moins aimans & recherchans la paix & repos de vostre Royaume, que nous ne vous auions promis. Car que peut il auenir plus grief à vn bon & fidel suiet, que de connoistre que son Roy & son Souuerain Seigneur, ait conçu quelque mauuaise opinion de luy, qui l'esloigne de ses bonnes graces. Certes, Sire, c'est vne des choses des plus griesues & insupportables que puisse sentir celuy qui a voué ses biens & sa vie, au tres-humble seruite de son Souuerain, du rang desquels i'espere que vostre Maiesté nous connoistra tous, auant que cette action commencée, soit paracheuée. Et pourtant en cet ennuy nous fumes merueilleusement consolez, de ce que nous vismes que vostre Maiesté veut que toute cette action se fasse en vostre presence : & louions Dieu de tout nostre cœur, de ce qu'il luy a pleu imprimer en vous cette sainte & bonne affection, & qu'il nous a tant fauorisez, de nous donner vn Roy qui veut luy-mesme entendre les necessitez de ses suiets, & y pouruoir. Car si les Autheurs ont employé tant d'escriis à blasmer les Monarques & Rois qui n'oyent que par les oreilles d'autrui, ne voyent que par les yeux & ne parlent que par la bouche d'autrui : Nous auons tres-grande occasion de nous estimer heureux d'en auoir vn doux & de si bonne volonté, qu'il veut faire toutes ces choses par luy-mesme ; & d'une prudence si Royale & excellente, qu'il le sçait & peut bien faire.

Et poutee, Sire, que par le discours de nos raisons, qu'il faudra faire sur chacun article, nous esperons vous faire connoistre que le tout a esté ainsi mis par escrit, non tant pour les commoditez particulieres de ceux qui nous enuoyent, & de nous; que parce que le bien de vostre seruice le requiert ainsi, pour paruenir à vne bonne paix & entiere satisfaction, & reünion de vos suiets les vns avec les autres: Nous auons pris la hardiesse, Sire, de supplier tres-humblement vostre Maiesté de deux choses. L'une, de nous faire cette faueur, de nous vouloir escouter en patience, & de peser nos raisons à la balance de vostre tres-sage consideration, auant que prendre de nous autre opinion que celle que devez auoir de vos tres-humbles & tres-obeyssans suiets & seruiteurs. L'autre qu'il plaise à vostre Maiesté supporter si aucunes paroles eschappent en nos discours, qui semblent à vostre Maiesté vn peu dures & mal digerées, dont toutesfois nous nous gardetons de tout nostre pouuoir: ou quelque action ou contenance moins ciuile ou humble que la presence de vostre Maiesté ne requiert: & prendre le tout de bonne part, comme de ceux qui apportans vne bonne & sincere affection au bien de vostre seruice, sont neantmoins, pour la pluspart, fort peu vstitez aux façons gardées es Courts des grands Rois & Monarques. Nous espérons tant de vostre bonté & humanité, Sire, que vous exeuerez aisément non seulement ce que dessus; mais aussi la timidité & crainte naturelle qui nous pourroit empeschier, ou la promptitude de la memoire pour nous souuenir, ou la facilité de la langue pour pouuoir annoncer les choses comme elles meriteroient bien d'estre dites & discourués en vostre presence: dont nous supplions tres-humblement vostre Maiesté.

Après cela, ledit sieur Darennes supplia sa Maiesté faire desduire les causes, pour lesquelles leursdites supplications tres-humbles auoient esté trouuées si estranges, mesme touchant le premier article concernant le fait de la Religion. Lors sa Maiesté commanda au sieur de Moruilliers de parler. Iceuy remonstra que le Roy estoit de la Religion Catholique & Romaine, en laquelle il vouloit viure & mourir comme ses predecesseurs auoient fait. Et que pour ceste cause, & pour sa conscience, il desitoit que tous ses suiets velcussent & demeurassent en la Religion, d'vn mesme & commun consentement. Que si ceux qui se disoient tenir la Religion estoient si bons suiets qu'ils se faisoient, ils se deuoiuent ranger à la volonté de leur Roy. Que son office & autorité portoit de donner la loy à ses suiets. Que l'on n'auoit oüy parler de ceste Religion en France, sinon depuis peu de temps. Que nos peres & anciens ayeuls auoient autrement velcu: de sorte que s'ils estoient viuans, ils trouueroient bien estrange ceste façon de viure. Il adiousta à cela l'antiquité de la Religion du Roy. Que la difference de Religion n'auoit apporté que scandales & diuisions, comme le pouroient tesmoigner les exemples de tout ce qui s'en est ensuiuy. Que de deman-

der ce que demandions pour le fait de la Religion, estoit autant que continuer les guerres & dissensions en France, & engendrer vne guerre du Roy avec les Catholiques. Parquoy pour euitter cet inconuenient, estoit besoin de borner & moderer nos demandes. Et que le Roy nous donneroient neantmoins la liberte de nos consciences par tout, dont nous deuions nous contenter.

A cela fut respondu par le sieur Darennes, que ce qu'auoit dit le sieur de Moruilliers, le pouuoit reduire à deux points. L'un, qu'il se falloit remettre à la volonté du Roy. L'autre, que c'estoit vne Loy nouuelle, qui n'amenoit que seditions & scandales. Mais que sa Maiesté deuoit estre asseurée, que ceux de la Religion n'auoient autre desir que de rendre tout seruice & obeysance à sadite Maiesté, de tout leur cuer & pouuoir, comme à leur Roy & souuerain Seigneur: sous la modification toutesfois ordonnée par le Dieu viuant, qui deuoit tenir le premier lieu. Que Dieu vouloit estre seruy selon qu'il auoit ordonné, & non selon les fantaisies des hommes: & qu'il aimoit mieux obeysance que sacrifices. Ce qui pouuoit estre monsté par plusieurs exemples de l'Escripture sainte; & entr'autres deuoit estre remarqué celuy de Saul, qui fut reproué & reieté de son Royaume, pour auoir reserué aux sacrifices les bestes grasses de la despouille des ennemis, contre le commandement de Dieu. Et pource, supplioit tres-humblement sa Maiesté, de croire que c'estoit vne vraye crainte de Dieu, qui poussoit ceux de la Religion à faire ce qu'ils faisoient, & non quelque pensée de desplaire & desobeir, & se soustraire de l'obeysance du Roy, comme de long-temps on auoit voulu faire entendre à luy & aux Rois ses predecesseurs, pour les animer contre eux. Car, graces à Dieu, nous estions appris par l'Escripture sainte, que toute puissance est de Dieu, à laquelle il faut obeyr, non seulement parce qu'elle porte le glaue, c'est à dire pour crainte de punition, mais aussi pour la conscience: & que nous ne pouuons seruir à Dieu que n'obeissions au Roy volontairement. Et tant s'en faut qu'on nous puisse imputer crime de rebellion, que toutes & quantes fois qu'il a pleu au feu Roy nous reconnoistre pour ses bons & loyaux suiets, avec exercice moderé de la Religion: incontinent, les armes posées, nous nous sommes franchement iettez entre ses bras, & auons remis à son obeysance toutes les villes que tenions. Que tousiours ce crime de rebellion, & autres impostures auoient esté rapportées aux Empereurs contre les Chrestiens, desquels toutesfois ils s'estoient purgez, prouuans leur innocence, quand on s'en est voulu diligemment & veritablement enquerir: telmoins la lettre & responce faite par Plin à l'Empereur Traian, testifiant qu'ores que lesdits Chrestiens fissent prieres, chantans psalmes, & inuouans vn certain Christ, qu'ils disoient estre Dieu; toutesfois ils ne faisoient rien contraire, ains se rendoient totalement obeysans aux ordonnances de l'Empire. Que cela fut testifié au Roy Henry, en la Mercuriale tant celebrée, en la compagnie de plusieurs Princez, &

assistance generale de la Court de Parlement, par vn qui auourd'huy tient l'un des premiers rangs en ladite Court, & lequel est deuenu depuis cette Mercuriale, fort contraire à la Religion. Ses mots furent tels ou semblables. Nous sçauons, Sire, que pour vous animer contre ces gens-cy (lors appelez Lutheriens) on vous dit qu'ils sont ennemis des Magistrats & de toute puissance ciuile: qu'ils disent qu'il ne faut point de Roy, & qu'il faut mettre toutes choses en commun. Mais nous, Sire, qui iugeons tous les iours leurs procez, & oyons leurs confessions de foy sur la sellete, sçauons tout le contraire, & qu'ils tiennent qu'il faut honorer le Roy & les Magistrats, & leur obeyr. Quand ils parlent de vous, Sire, ils en parlent magnifiquement. Ne font priere, ne publique ne priuée, qu'ils ne prient pour vous. Et tant s'en faut qu'ils essayent d'aneantir vostre puissance, & l'administration politique; qu'au contraire, au peril de leurs vies, ils essayent de ruiner la puissance des Papes, laquelle s'efforce d'abatre ou diminuer celle des Rois & Monarques. Cela (dit le sieur Darennes continuant le propos) est aisé à prouuer, par toutes les procedutes de tous les Iuges de ce Royaume, & la confession de foy souuent présentée par lesdits de la Religion: où par exprés non seulement est approuuée, mais commandée l'obeyssance au Roy & aux Magistrats, & qu'ils ne taschent d'amoindrir que la puissance des Papes, qui a tousiours empieté sur celle des Monarques. Tefmoin le combat perpetuel qu'ils ont eu contre les Empereurs, & contre les Rois de France, pour leur autorité. Alleguant à ce propos Frederic & autres Empereurs, Philippes le Bel & autres Rois. Que ceux de la Religion obeyssans au Roy en toutes autres choses, supplioient tres-humblement sa Maiesté prendre de bonne part, si pour le fait de leur Religion ils ne pouuoient suiure que la voix & le commandement de Dieu. Que sa Maiesté deuoit estimer à grand heur, de commander à vn peuple, qui de long-temps a eu cette reputation d'estre fort religieux & conscientieux: tefmoin ce que Iules Cesar recite des Gaulois en ses commentaires. Que cette Religion a tousiours rendu les peuples plus deuotieux & plus obeyssans à leur Roy. Que nous aussi deuons nous estimer tres-heureux d'auoir à faire à vn Roy, qui à bon esçient auoit vne Religion imprimée au cœur, non par fard ou hypocrisie, comme beaucoup d'autres: d'autant qu'il pouuoit connoistre, par l'experience de luy-mesme, quelle est la force de la Religion, & quelle puissance elle a sur les cœurs, dans lesquels elle est bien engraüée. Et pourtant ne se faut esbahir, si elle n'en peut estre chassée par aucun commandement venant des hommes: Dieu s'estant reserué la puissance sur les cœurs & consciences, lequel seul aussi les peut changer. Que nous auons certaine connoissance de la verité de nostre Religion, par les Escriptions saintes. Et pour ce, si on veut autoriser la Religion Catholique & Romaine par l'antiquité de cinq cens, ou bien, de mil ou douze cens ans (ce que nous croyons neantmoins ne se pouuoir faire) nous autori-

serons la nostre de quinze cens ans: & rappellerons tous ceux qui en font difficulté, à ce qui en a esté ordonné par Iesus-Christ & ses Apostres. Que iamais nous n'auons euité vn examen droit & legitime de la doctrine que nous tenons: ains y auons tousiours appellé nos aduersaires. Mesmes encore presentement, nous supplions tres-humblement sa Maiesté de poursuiure vn bon, saint, general & libre Concile: ou du moins vn national des pays de son obeysance, où il en soit conseré avec qui il appartient, & toutes choses decidées par l'Escripture sainte, qui seule en peut estre iuge, non suspect ny reprochable, d'autant qu'elle prend son autorité de Dieu, & non des hommes. Que la possession de mil ou douze cens ans contre nostre Religion (ores qu'elle eust esté paisible, ce que non) ne peut venir en consideration, comme ayant acquis vne prescription contre la nostre. Car la Coustume generale du Royaume de France, est que le Seigneur ne prescrit point contre le vassal, ny le vassal contre le Seigneur, & moins contre le Roy. Donc à plus forte raison les hommes ne peuuent acquerir ny prescription, ny possession contre le Roy des Rois, & Seigneur des Seigneurs, mesmement au droit de vassalité, qui est le droit de legitime seruice que devons à Dieu, réglé par regle de fief, qui est sa volonté expresse, & non par nos inuentions & traditions depuis suruenues.

Que au commencement du Regne du feu Roy son frere, les Estats assemblez pour donner quelque police & reglement à tous ces differens de la Religion, sans auoir esgard à ces prescriptions qu'auourd'huy l'on veut mettre en auant, requierent que l'vne & l'autre Religion fust tollerée, & eust son cours libre iusques à la determination d'un bon & libre Concile. Que pour encore plus meurement considerer les choses, il fut tres-sagement auisé de faire vne assemblée des plus solennelles que faire se pourroit, de gens les plus doctes, signalez & politiques de tout le Royaume: en laquelle les mesmes choses furent auisées & ordonnées. Que c'est cela mesme dont auourd'huy nous supplions & requerons sa Maiesté. Ce que nous estant accordé par sadite Maiesté, les Catholiques n'auront aucune occasion de se plaindre, ny couleur aucune d'en estre scandalisez ou faire sedition. Veu qu'eux-mesmes ne peuuent rien entreprendre de ce qui se fait en nostre Religion, & ne peuuent nier que ce qui s'y fait soit conforme à la parole de Dieu; mais nous blâment seulement d'obmission & de ne faire pas assez. Car nous croions le Symbole entier. Nous adorons Dieu, & luy adressons nos prieres & vœux. Ce qu'ils ne peuuent blâmer, mais disent qu'il y faut adiouster la Vierge Marie & les saints. Ils ne nous peuuent reprendre de prier Dieu les vns pour les autres, pendant cette vie, selon le commandement qu'en auons en l'Escripture. Mais ils nous repreennent que nous ne prions pour les morts, & que ne reconnoissons autre purgation qu'au sang de Iesus-Christ. Ne faisant donc rien contraire à la foy & substance de la Religion Chre-

stienné, nul ne peut estre iustement scandalisé de nos actions. Car les omissions ne peuvent nuire à aucun. Ioint que nous n'empeschons aucun d'eux en l'exercice de leur Religion Romaine, ny n'essayerons de leur tollir aucune chose de toute leur liberté & franchise. Et pourtant nous estimons que la plupart des Catholiques ne trouveront bonne la menace des armes, que Monsieur de Moruilliers sembloit faire de leur part, au cas qu'il pleust à sa Maïesté nous accorder nos tres humbles requestes. Car cela ne se pourroit faire, sans crime expres de rebellion, de s'opposer par eux à l'exécution d'une loy publique, qui ne leur apporte pour leur particulier aucun interest ou dommage seulement; pource qu'elle accommode ceux qui sont d'une mesme Religion & d'une mesme obeïssance avec eux-mesmes, quand on voudroit presentement establir l'exercice de nostre Religion par tout. Mais que ce nonobstant nous auons esté plus retenus, & que nous supplions sa Maïesté de considerer, que veu l'aigreur des esprits qui possede auioird'huy la plupart de nos aduersaires, nous ne demandons que le Presche soit estably dès cette heure par tout, par commandemens de sa Maïesté: mais demandons la liberté de ce faire, en reseruant l'exécution & establissement, lors que les esprits estans vn peu plus reposez, nous ferons connoistre que le pouuons faire sans danger de nouueaux troubles, & qu'il y a grande difference pour le repos du Royaume entre l'un & l'autre.

Le bien du seruite du Roy, requiert que l'article ainsi generalement couché, soit accordé en cette mesme forme, veu qu'il n'y peut auoir rien plus necessaire pour l'establissement de son Estat (qui commence fort à bransler) qu'une pacification bonne & seure, & si bien establie, qu'on ne puisse ou doïue craindre vn nouueau remuement d'armes; d'autant que les derniers remuemens ont esté plus facheux & violents que les premiers. Ayant donc sa Maïesté cette intention de reünir tous ses suiets en vn, par vne bonne reconciliation: Si elle veut que cela dure, il les faut reünir avec declarations en tous ses actes, d'une esgale bonne volonté & amitié à l'endroit de tous, non seulement en faits politiques, comme d'honneurs, dignitez, charges, priuileges: mais encore plus au fait de la Religion, qu'ils estiment & ont plus chere que tout le reste. Car le vray entretien d'une concorde entregens de mesme obeïssance, compatriottes & concitoyens, à ce qu'en disent Platon, Aristote & tous les sages politiques, est l'esgalité: & au contraire l'inegalité mere de tous discords. Or les Catholiques estans maintenus en la liberté de leur Religion, par tout & en tous lieux; si les reformez ne le sont de mesmes, ils ont par cette inegalité grande occasion de mescontentement, & de connoistre vne plus grande affection du Roy à gratifier leurs aduersaires qu'eux. Ioint que ceux qui se sentiront plus fauorisez, auront occasion de se tenir plus rogues, à cause de cette faueur, & d'essayer de molester tousiours & empieter quelque chose au prei-

parlé. Toutesfois pource que la Maiesté pouuoit estre touchée en sa conscience de quelques scrupules, à cause de la mauuaise opinion qu'on luy peut auoir imprimée de nostre Religion, & à cette occasion l'auoir en haine & horreur; il pria tres-humblement la Maiesté d'entendre quelle est la Religion qu'on luy veut faire hayr contre raison. Esperant que entendant quelle elle est sommairement, il ne l'auroit tant desagréable, puis qu'en cette assistance il y auoit des Euesques & grands personages pour connoistre s'il y auoit des mensonges.

Ils confessent (ce qu'aussi ne se peut nier) Que toute la Religion Chrestienne, selon la parole de Dieu & consentement vniuersel de toutes les Eglises, consistoit en quatre points. *En la Foy, en la Loy, en l'Oraison, & les Sacremens.* Quant à la foy, nous auons tous vn symbole des Apostres. Quant à la loy, nous auons tous celle du Decalogue, ou commandemens, commençans. *Esoute Israel, Je suis le Seigneur ton Dieu. A chose que ce soit tu ne t'inclineras ny l'adoreras.* Quant à l'Oraison, nous auons aussi celle que nous appellons Dominicale, faifans, selon la parole de Dieu, priere pour les Rois, Princes & Superieurs de la terre, pour les Pasteurs & Ministres de l'Eglise, pour les pauvres affligez, & pour les infidelles, pour nos ennemis, pour tous ignorans de leur salut, & generalement pour toute l'Eglise Chrestienne. Quant aux Sacremens, nous en auons deux, que nous gardons estroitement selon l'institution de Iesus-Christ, le Baptesme & la sainte Cene, lesquels nous croyons nous auoir esté laissez pour arres, testmoins & seaux: le Baptesme, du lauement & purgation de nos pechez; & la Cene, pour la memoire de la mort & resurrection de Iesus-Christ. Et croyons qu'en ce Sacrement nous communiquons vrayement & réellement au vray & naturel corps & sang de Iesus, par le moyen de la foy, & en la vertu admirable du fils de Dieu. Outre ce nous catechisons les enfans, lors qu'ils sont en aage & capacité de raison, en les instruisant; au lieu qu'en la Religion Romaine on ne faisoit que leur imposer les mains, sans instruction; appellans cette forme, Confirmation, & en faifant vn Sacrement. Nous tenons aussi & celebrons le mariage, pour vne conionction de l'homme & de la femme certainement instituée dès le commencement, & depuis expressement confermée par Iesus-Christ. Et quoy que ne le puissions tenir pour Sacrement, nous ne laissons de l'honnorer, garder & obseruer sincerement sans distinction ny difference, & y requérons la foy & loyauté naturelle telle qu'elle est ordonnée en la parole de Dieu, ayans en abomination les corrupteurs & violateurs de cette sainte institution. Que nous auons aussi & gardons vn tesmoignage & protestation de repentance publique & priuée des pechez, qu'on appelle en l'Eglise Romaine, Sacrement de penitence, & visitation (specialement par les Ministres) des malades, prians sur eux sans onction. Il adiouta, qu'il y auoit vn cinquiesme point, n'estant qu'un accessoire: sçauoir est la

discipline Ecclesiastique, en laquelle nous vsons volontiers pour regles, ensemble és censures Ecclesiastiques, de plusieurs ordonnances & observations des premiers Conciles & de l'ancienne Eglise. Parquoy S. M. pourroit iuger aisément de quel imposture & faux rapports ont vlé ceux qui luy auoient rendu nostre Religion tant odieuse, que maintenant elle estime blesser & offenser sa conscience en receuant & permettant l'exercice d'icelle en son Royaume.

Que si la Maiesté estimoit encore n'estre le deuoir d'un Roy tres-Christien de permettre ledit exercice entre ses suiets, il y auoit des raisons ciuiles si pertinentes, qu'on ne les pouuoit desdire, & par lesquelles il y auoit iuste occasion de nous donner ce contentement & satisfaction, non seulement pour nous, qui luy estions fidelles & obeyssants suiets, mais pour son honneur & pour le bien de son seruiue. Que la Maiesté ne scauroit recevoir ny entendre meilleure raison en cet endroit, que l'exemple des grands Empereurs, Rois & Princes, tant infideles que Chrestiens. Que les Empereurs Romains auoient dressé plusieurs persecutions contre les Chrestiens, pour cette seule raison que leur Religion, estant chargée de plusieurs grands blasmes, leur sembloit detestable. Mais aussi plusieurs d'entre eux ayans connu la verité, & quel estoit l'exercice des Chrestiens, auoient non seulement delaissé de persecuter, mais aussi permis l'exercice: tesmoin ce qui est escrit d'Antoninus, & allegué d'Adrianus. Et de fresche memoire l'Empereur Charles cinquieme, apres longues guerres & victoires, a pris vn prudent auis, de permettre l'exercice libre à ceux qui l'auoient combatu.

Mais sur tous exemples, estoit plus present celuy du Roy mesme, ayant accepté l'élection de Pologne, avec condition d'entretenir en son Royaume l'exercice des deux Religions, outre les autres qui n'ont point d'exercice. Que si cette Religion estoit digne de la haine de la Maiesté, & d'estre reietée & limitée, pour la conscience, comme on vouloit faire croire: pourquoy ceux qui auoient conseillé l'acceptation de ladite élection, veulent-ils auioird'huy opposer en semblable deuoir la conscience de la Maiesté. Que si on diloit que le Royaume de Pologne estelectif, & qu'on n'y pouuoit paruenir sans accepter ladite condition contre la conscience: on respondra que la Maiesté ne pouuoit estre tant obligée de gratifier les suiets qu'il acqueroit par accident d'élection, comme par raison il en deuoit gratifier ses suiets naturels, qui luy deuoiennent estre recommandez comme enfans de la generation.

Que outre ces exemples, y auoit encore cela, que les Rois doiuent, sur tout en l'administation de leur Estat, garder (comme auoit esté dit) l'egalité entre les suiets, pour éviter esmotions & troubles. Ce qui estoit principalement considérable en ce Royaume, pour les experiences du passé: & qui se monstrent en ce que les Catholiques d'un costé, seroient reduits entre eux en telle inégalité, que les vns seroient

contraints souffrir vne Religion à eux odieuse, & les autres en seroient exempts. Par le semblable, si ledit exercice est permis aux vns & desnié aux autres, cette inégalité engendrera pareil mescontentement entre ceux mesmes de la Religion. Par ce moyen la pluspart de tous les suiets de l'une & de l'autre Religion demeureroient fort mal contents, pour estre inegalement traitez, en la chose qui leur est de plus grande importance & plus à cœur. Qu'il estoit impossible que tel & si raisonnable mescontentement de part & d'autre, n'engendrast (au moins à la pluspart) vn desir & soin de s'en soulager, & d'y pouruoir par tout moyen : de sorte que pour peu d'ouerture & d'occasion qui se presenteroit, ils entreprendront choses nouuelles, qui pourrônt troubler vne paix & tranquillité.

Outre plus, on ne scauroit éuiter, quand ledit exercice seroit limité, que ceux de la Religion qui en seroient priuez és lieux & villes de leur habitation, ne souffrent oppression & autres intolerables incommoditez, qui leur peuuent faire souuent perdre la patience. Que l'oppression estoit en deux sortes. Car sortans des villes en troupe, comme il ne se peut faire autrement, ils trouuent aux portes des Catholiques qui souuent les iniurient, se moquans, ou les molestans en leurs personnes: ou en chemin, & aux champs en trouuent d'autres qui les destroussent, s'ils sont en petit nombre. Et quelquesfois les ieunes femmes ou filles y ont esté violentées, ou trainées pour les forcer. Secondement, estant ledit exercice desfendu en certains lieux, c'est autant d'occasion aux mal-veillans & passionnez, qui ne sont qu'en trop grand nombre, de calomnier les gens de bien, & les charger, par faulx declarations & tesmoignages, de quelque contrauention ou infraction d'Edit, comme il se pratique ordinairement. Auquel cas bien souuent ne peutrien la voye de iustice, & voit-on forcer les maisons & personnes.

Que plusieurs incommoditez pareillement estoient routes manifestes, quand il falloit porter les enfans au baptisme aux lieux si lointains, & en temps difficile & mauuais. Et generally que tous seroient contraincts à reccuoir eēt ennuy, d'aller la pluspart à pied loin de leurs maisons, avec grands frais, molestes & dangers. Specialement ceux qui auroient des ennemis, ce que les plus gens de bien ne peuuent éuiter, estant le iour du presche certain, trouueront souuent l'ennemy les attendant en chemin, & à son auantage, pour surprendre leur vie. Et (qui n'estoit indigne de consideration) baillant permission à ceux qui ont siefs, & priuant les autres, sembloit qu'on voulut bailler priuileges aux personnes, & non à la Religion, qui doit estre commune à tous. Et que partant il n'estoit honneste ne licite d'en faire exemption ou priuilege quelconque. Et que pour ces causes, sa Maiesté pouuoit reconnoistre que la limitation dudit exercice estoit du rout contraire à la fin d'un Edict de paix, qui ne doit tendre qu'à

establiſſir & perpetuer vne tranquillité, vnion & commun repos entre tous.

Ce fait, le Mareſchal de Rets prenant la parole, ſupplia le Roy ne trouuer mauuais, ſ'il prenoit occaſion de dire quelque choſe ſur ce qu'il auoit ouy parler du Royaume de Pologne, & des terres de l'Empire, où il auoit eſté. Diſant qu'aux terres de l'Empire, on n'y faiſoit exercice de la nouuelle Religion, ſinon là où les Princes de l'Empire la rientiennent comme leurs ſuiers. Et que c'eſtoit vn point dont il ne falloit douter, que l'intention de l'Empereur Charles V. dont cy deſſus a eſté parlé, ne permettoit l'exercice que là où il auoit eſté trouué eſtre lors fait, ſans auoir eſté depuis permis ailleurs. Que pour le regard de Pologne, le Roy auoit bien promis, auant qu'y aller, qu'il maintiendroic chacun en ſa Religion: mais qu'y eſtant arriué, lors qu'il falut preſter le ſerment ſolemnellement, on mit cela en grande diſpute, & reprocha-on à l'un de ceux qui luy auoient fait faire ladite promeſſe en France, qu'il n'auoit pas certe charge, quoy qu'il en fuſt. Au reſte, qu'il luy ſembloit, ayant entendu nos inſtances qu'il y auoit vn expedient, ſ'il plaifoit à ſa Maieſté le trouuer bon. C'eſtoit que S. M. permiſt l'exercice de ladite Religion à tous ceux qui la voudroient auoir: mais qu'il ne peult eſtre qu'en certains lieux que S. M. ordonneroit.

Lors le ſieur de Beauuoit ſ'auança, & dit qu'il ne vouloit pas conteſter ny contredire audit ſieur Mareſchal: mais qu'il pouoit aſſeurer le Roy, tant pour l'auoir veu en partie, que pour en auoir ouy parler à gens dignes de foy, que depuis l'*Interim* pluſieurs villes de l'Empire & des principales d'iceluy, ont prins la Religion. Et que cette façon eſt auſſi gardée en Suiſſe, de faire aſſembler les habitans des villes, pour (à la pluralité des voix) accepter celle des deux Religions, qui a le plus de voix. Que de ſa part il ſe remettoit à l'*Interim* de l'Empereur Charles, pour dire ce qu'il permettoit. Mais qu'il ſçauoit bien que dans les villes propres de l'Empereur, il y auoit exercice de la Religion. Meſmes qu'il eſtoit notoire qu'on faiſoit preſche en la ville de Vienne. Il eſt vray, que ſ'auoit eſté moyennant cent mil eſcus baillez audit Empereur. Et pleuſt à Dieu (dit-il) que nous en euſſions baillé vn million, Sire, du temps que nous le pouuions faire, pour eſpargner cent mil de nos freres, qu'on a depuis ruez & meurtris pour la Religion. Quant à la Pologne, qu'il auoit auſſi parlé à vn gentil homme Polonois, Catholique, & bien affectionné au ſeruice de ſa Maieſté, qui l'auoit aſſeuré que le Roy auoit preſté le ſerment, comme il l'auoit promis en France. Et que ceux de la Religion y eſtoient maintenus, & faiſoient exercice paisible où ils vouloient.

La Reine mere commença lors à dire, Auifcz à l'expedient de Monſieur le Mareſchal, & de vous mettre à la raiſon, & remettre à la volonté du Roy.

L'expedient, dit le ſieur Darennes, ne nous ſeroit nullement bon

& propre. Aussi n'auons nous aucune charge de l'accepter. Mais supplions tres-humblement sa Maieſt^é ; de conſiderer combien les noſtres ont eſté moleſtez par le paſſé, comme ie ne doute qu'on ne fiſt encore cy-apres, lors que quelques-vns, en la ville de Paris ou ailleurs, voudroyent faire quelques prieres ou exercice de leur Religion : outre l'incommodité & danger pour les enfans qu'il faudroit porter aux baptêmes.

En cela, dit la Reine, ſe trouuera bien moyen de pouruoir aux baptêmes.

Mais, Madame, dit le ſieur de Clauſonne, le baptême ne ſe doit faire qu'en l'Egliſe, où ſoit annoncée la parole de Dieu.

Le Roy dir, comment ne les ondoyez-vous pas, comme icy ? Surquoy, pendant qu'aucuns des noſtres demandoient que c'eſtoit, ondoyer : le ſieur de Beauuoir dir tout haut, On ne nous a que trop ondoyez en ſang & en eau.

Le ſieur de Bellieure voyant qu'on ne diſoit plus mot, ou parauanture pour changer propos, ſe print à dire, qu'on ne deuoit faire tant de cas & de fondement ſur l'Edit de Ianuier : d'autant qu'il n'auoit eſté fait que par prouiſion, & iuſques à ce le ſeu Roy ſeroit en maiorité.

A quoy fut reſpondu par le ſieur de Clauſonne, que l'Edit ne parloit point de la maiorité, mais bien d'un libre & general Concile.

Ie l'ay en main, dit le ſieur de Bellieure. Liſez-le donc, dit le Roy. En liſant, il n'y trouua point ladite maiorité : mais il leut iuſques à ces mots : *En attendant un libre & general Concile, ou qu'autrement y ait eſté pourueu par le Roy.* Sur ce, il dit, que par cette clause & reſeruation, le Roy auoit peu & pouuoit encore caſſer cet Edit.

Surquoy le ſieur de Clauſonne dit que cela ſe doit entendre apres, *& au cas que ledit Concile euſt eſté tenu, & qu'il euſt eſté arreſté par iceluy ledit exercice deuoir eſtre permis.* Meſmes que ledit ſieur de Bellieure ſçauoit bien que cette particule *ou* n'eſt pas toujours alternatiue, mais ſouuent, & ſelon la matiere ſuiette, ſe prend pour conionctiue.

Mais le Roy dit qu'il n'auoit pas tant oublié à parler & entendre François, pour auoir eſté en Pologne, qu'il ne ſçeuſt bien que ce mot, *ou* ſe rapportoit à luy.

Lors le ſieur Darennes dit qu'on ne ſe plaignoit pas d'aucune reuocation que le Roy en euſt faite, mais de ce qu'il auoir eſté enſraint par les armes & violences d'aucuns particuliers, lors qu'on ne pouuoit douter que cet Edit ne tint force de loy publique.

Plusieurs autres propos furent reſus à meſme fin, qui n'ont peu eſtre recueillis. Entre leſquels, le Roy diſant que l'Edit ne permettoit le preſche qu'aux faux-bourgs des villes, il fut reſpondu par le ſieur Darennes, qu'aussi infinies battures, meurtres & autres excez auoient eſté commis en reuenant deſdits faux bourgs, qui leur don-

noient occasion de demander l'exercice par tout. Et pource qu'il fut allegué qu'on s'estoit autresfois contenté de l'exercice en quelques villes & maisons de ceux qui auoient haute iustice ou fief de Haubert: fut respondu que la pluspart des nobles qui estoient lors, auoient esté meurtis, & leurs enfans autrement enseignez, & contraincts de prendre la Religion Romaine. Autres si intimidez, qu'ils n'osoient encore, & n'oseroient de long-temps se declarer, du moins iusques-là, de receuoir le presche chez eux. Là dessus, le sieur de Beauuoir dit, Sire, vingt mil gentils-hommes sont morts pour ces affaires. Vous y deuez penser. Et pource que quelqu'un repliqua, La Religion en est cause: C'est respondit-on, l'empeschement qu'ont donné à la dite Religion ceux qui ont enfreint les Edicts du Roy, qui la permettent. Lors la Reyne mere dit, Beauuoir, il faut oublier & ne parler plus des choses passées. Madame, dit Beauuoir, il nous faudroit bailler quelque charme, pour les nous faire oublier, les choses passées.

Le Marechal de Rets vouloit parler encore du susdit expedient. Et la Reyne mere dit par deux fois, Escoutez l'expedient de Monsieur le Marechal. Mais le Roy l'interrompoit, & sembloit ne prendre pas plaisir que cela fût redit: & demanda son vin. Apres lequel pris, il commença le propos, & dit, qu'il falloit que nous auissions de nous mettre à la raison. Car il ne pouuoit nous accorder ainsi cet article. Que nous eussions consideration qu'il est nostre Roy: & que si nous estions si bons suiets que nous dilons, que nous fissions cela pour luy, & il nous le reconnoistroit. Que s'il faisoit la paix sans regret & sans contrecœur, elle seroit mieux gardée. Qu'il valoit mieux faire la paix à son contentement, & que nous en eussions moins. Qu'il auoit bonne volonté de la faire garder, & qu'il en feroit mandemens necessaires à la iustice & aux gouverneurs: & chastieroit & deposeroit ceux qui n'obeyroient.

Il seroit bien besoin, Sire, dit le sieur de Beauuoir, que cela fût mieux fait que par le passé. Car les gens de iustice, & la pluspart des gouverneurs ont bien monsté par cy-deuant qu'ils ne se soucient gueres de la paix: d'autant qu'ils ne s'emploient qu'à donner aduertissemens au Roy pour la guerre, vexant & tourmentant en toutes façons nos freres (ainsi appelloit-il souuent ceux de la Religion) sans leur vouloir laisser la liberté des Edits.

Alors, M. de Montpensier dit, Je leuray donné tousiours en mon gouvernement seureté de leurs consciences: dont futry par le Roy & sa compagnie, specialement par la Reine mere. Mais apres que personne des deputez ne voulut estendre ce propos, ny parler des procedures, vexations & autres tourmens qu'on nous faisoit sans cause, en haine de la Religion: la Reyne mere dit, Vous ne deuez pas venir, si vous n'avez quelques autres moyens. Mais il luy fut respondu que

la Maieſté nous auoit commandé de venir, & luy apporter pour tout nos plaintes & moyens de paix : ce qu'auions fait, & n'en auions trouué de meilleurs. Je ſçay bien, dit la Reine, qu'il n'eſt pas poſſible que n'ayez apporté d'autres memoires ſecrets : & que vous meſmes auez bien penſé que ceux-cy ne vous ſeroient accordez.

On luy reſpondit, Madame, nous n'auons autres articles que les preſens. Vous auez, dit-elle, pouuoir d'en accepter en autre ſorte : & les autres deputez qui vindrent les autresfois pour negocier la paix, auoient tout pouuoir. Madame (diſmes nous) nous monſtrerons franchement noſtre pouuoir au Roy, ſi c'eſt ſon plaifir de le voir. Nous n'auons que faire de le voir, dit la Reine.

Auſiez donc, dit le Roy, de moderer cet article. Car ainſi qu'il eſt, ie vous ay dit & dy encore, que ie ne le puis accorder. Laiſſez mon fils dit la Reyne. Je croy que Dieu, pour les punir, voudra qu'il ne ſe faſſe point de paix. Tous les eſtrangers connoiſtront ce que vous auez offert, & ce qu'ils ont refusé : & tous vous aideront à leur faire reconnoiſtre leur faute. Diſant vn peu plus bas. Vous ſçauiez bien ce qu'ils ont eſcrit. Dieu fauoriſe aux Rois, dit le Roy. Et peu apres la Reyne mere dit, Qu'il ne ſe trouueroit Prince qui trouue bonne noſtre opiniaſtre. Non pas le Pape, ny le Roy Philippes, dit le ſieur de Beauuoir. Et quel Prince Catholique auez-vous, dit la Reyne, qui trouuaſt raiſonnable de faire paix en cette ſorte ? L'Empereur, reſpondit le ſieur de Clauſonne.

Le Mareſchal de Rets dit, qu'il falloit contenter le Roy en ce point. Et quant aux ſeutetez, il ſetoit bien d'aduiſ que ſa Maieſté en accordaſt tout ce qui ſeroit neceſſaire. Je vous ay dit (dit le Roy) que vous accordant cet article, ie meſcontenterois trop les Catholiques. Sire, reſpond le ſieur de Clauſonne, S'ils eſtoient enquis, il ſeroit trouué que de cent les quatre-vingt conſentiroient à cet article, pour auoir paix. Je diray plus, dit le ſieur de Beauuoir, que la pluſpart des Eccleſiaſtiques n'y contrediront point. Et en puis parler aſſeurement pour le regard de pluſieurs qui me l'ont dit, meſmes des Chapitres de Bourgogne.

Le ſieur de Mirambeau, par deux ou trois fois, ſupplia le Roy tres-humblement de mettre fin à tant de guerres & malheurs, & pour uoir à tant d'incommoditez & dangers que pourroient auoir leſdits de la Religion, ſ'il n'y auoit exercice par tout. Qu'il euſt égard à la Nobleſſe qui ſe perdoit de iour en iour, & qu'il obligeaſt les vns & les autres par vne bonne paix, à luy faire tres-humble ſeruiſe tout le temps de leur vie. Le Preſident de la Rochelle fit meſme ſupplication, & mit en auant deux bonnes & principales raiſons pour le ſouſtenement de cet article. Mais parce qu'elles auoient eſté ja deſduites : le Roy (apres auoir demandé qui il eſtoit) repliqua, Cela a ja eſté dit par deux fois.

Le Marechal de Rets diſoit derechef, qu'on ſe deuoit contenter

d'auoir l'exercice en quelques villes de celles que nous tenons. Ceux doncques, dit le sieur Diolet, qui se sont contenus sans porter les armes, auront moins de faueur que les autres. Apres que la Maiefté eust encore dit qu'elle n'y pouuoit faire autre chose, le sieur de Clausonne la supplia de considerer bien meurement la dignité & importance de cet article, qu'on auoit expressement mis le premier en nos tres-humbles supplications, comme celuy qui faisoit vne vraye barre & fondement de tous les autres, pour affermir & rendre perdurable vne bonne & sainte paix. De sorte que cetuy estant accordé, on nous trouueroit fort traitables pour les autres. Et si la Maiefté entendoit l'utilité que cet article ainsi accordé apporteroit à son seruice, qu'elle l'auanceroit, au lieu d'y contredire. Le Roy ne peut faire cela, dit la Reyne, & connoit bien que ce n'est pour son seruice. Madame, dit le sieur de Clausonne, pour l'honneur de Dieu, ne diuertissez point le cœur du Roy, lequel nous connoissons enclin à nous bien faire, & entendre de grande affection à la pacification de son Royaume; & croyez, Madame, qu'il n'est non plus possible de viure en paix, limitant cet exercice en certains lieux, que si on le chassoit du tout hors de ce Royaume. Pour la fin, estans tous demeurez quelque espace de temps sans mot dire d'une part ny d'autre, le Roy, nous donnant congé, dit qu'il s'asseuroit que quand nous y aurions bien pensé, nous nous contenterions de ce qui auoit esté offert, & que nous ne ferions pas peu de rentrer en sa bonne grace. Et qui pensissions bien tout le soir, pour y respondre le lendemain.

Ce lendemain quatorziesme, nous fumes mandez au logis du Roy.

LE Vendredy quinziesme, estans appelez vers le Roy, le sieur de Beaunoir ayant receu lettres à cette fin de M. le Prince, supplia tres-humblement S. M. d'ordonner bon traitement estre fait au sieur de la Meauffe, qui auoit esté pris prisonnier à Andances, & (comme on disoit) amené prisonnier au bois de Vincennes, ou à Paris: qui faisoit craindre qu'on le vouloit traiter comme criminel, & non en prisonnier de guerre tel qu'il estoit. Et qu'il supplioit sa Maiefté considerer, que s'il le faisoit autrement, cela pourroit donner ouuerture à vne tres-cruelle guerre en l'esprit de ceux qui voudroient vser de reuanche. Qu'il supplioit aussi sa Maiefté se souuenir que pource que le sieur de Castillon fut executé à Auignon, pendant que sa Maiefté y estoit, il eut grande peine de sauuer la vie à vn gentil-homme de sa chambre, & dix-sept gens d'armes pris & amenez à Nismes, qu'on vouloit faire mourir à toutes forces, en haine de l'execution dudit sieur de Castillon. Surquoy le Roy s'excusa, disant n'auoir esté cause de cette execution, de laquelle il n'auoit rien sçeu qu'apres estre interuenue: & le remonstra au Vice-Legat, ce qu'aucuns de l'assistance tesmoigneront. Que
si

si ledit sieur de la Meauffe estoit mandé, dont toutesfois il n'estoit asseuré, il falloit que ce fust pour son service, & pour s'informer de luy de certaines choses qu'on desiroit sçavoir. Mais qu'il n'auroit point de mal, comme aussi il n'auoit accoustumé de souffrir qu'on en fît aux autres. Et qu'il seroit marry l'auoir fait, mesmes durant ce traité de paix. La Reyne mere en dit autant, & qu'elle sçauoit bien qu'il seroit bon seruiteur du Roy. Puis le sieur de Beauvoir luy parla de certaines commissions qu'il entendoit estre despêchées de nouveau, & depuis nostre arriuée en cette ville, pour (suiuant l'Arrest) vendre les bois & autres biens de feu M. l'Amiral : qui n'estoit qu'une animosité pour destruire de plus en plus les enfans dudit Seigneur : mesme cependant qu'on estoit sur la conclusion d'un bon traité de paix. Que cela ne faisoit sinon aigrir les esprits, sans que sa Maiesté en receust grand profit. Car ores qu'on eust ja vendu pour plus de cinquante mille francs de bois, il s'asseuroit qu'il n'en estoit entré dix mille en la bourse de sa Maiesté, tant elle estoit bien seruite. A quoy le Roy respondit, qu'il ne sçauoit que c'estoit. Mais qu'on en baillast vn memoire au sieur de Chiuerny, & qu'il y pouruiroit. Disant encore qu'il seroit tout ce qu'il pourroit pour nous : mais que nous monstrissions touchant la paix, que nous voulions faire quelque chose pour luy, en nous remettant en sa bonne grace.

Sur ce propos, ledit sieur de Beauvoir remonstra que nous estions si bien edifiez de sa bonté, que nous desirions que chacun des nostres absens en eust pareille assurance. Que nous auions espluché iusques à la moindre lettre, nos pouuoirs, par lesquels nous ne trouuions moyen de rien relascher dudit article de la Religion. Toutesfois ne desirons que de luy rendre entiere obéissance en tout ce que nous pourrons. Que s'il luy plaisoit sur cet article & autres, declarer sa volonté, nous la rapporterions fidelement, & ferions enuers ceux qui nous ont commis, tout ce qu'il luy plairoit nous cominander. Quoy voyant sa Maiesté, nous dit qu'il falloit donc parler des autres. Ce que (apres en auoir conféré ensemble & à part) nous luy accordasmes, pour ne luy desobeyr, & sous protestation, que c'estoit parce que tenions ledit article comme pour accordé. Le Roy dit au contraire, qu'estimant que nous nous contenterions de son offre, il vouloit que passissions aux autres. Et pour ce les articles subsequens le premier, concernans aussi l'exercice de la Religion, furent leus par le sieur de Sauue Secrétaire d'Estat. Le sieur de Moruilliers dit, qu'en faisant responce sur le premier article, on la feroit pareillement sur iceux.

L'article (18. 19. &c.) concernant le fait de la iustice estant leu, ledit sieur de Moruilliers declara, que la volonté du Roy n'estoit point de changer ou peruettir l'ordre ancien de la iustice, comme il seroit accordant cet article. Ne peut tollerer que M. le Prince de Condé, ou autre, nomme les officiers de sa iustice: car ce seroit se rendre pareil

à sa Maïesté. Et allegua la confusion qui en estoit auenuë, de ce que par le dernier Edit del'an 1570. la connoissance des causes de ceux de la Religion suiets au Parlement de Thoulouse, auoit esté renuoyée aux requestes del'Hostel. Surquoy le sieur Darennes remonstra à sa Maïesté, que les anciens disoient, que c'estoit peu d'auoir de bonnes loix en vne Cité, s'il n'y auoit des iuges affectionnez à les garder. Que les Atheniens appelloient certains Magistrats *Nomophylakes*, comme qui diroit *Garde-loix*: parce que leur principal deuoir estoit de les garder. Que S. M. deuoit considerer que pour la diuersité de Religion, les esprits de ses suiets s'estoient si fort diuisez, qu'ils s'estoient du tout separez, comme en deux factions & parties contraires; lesquelles pour les guerres qui se sont depuis ensuiues entre eux souuent, & avec grande effusion de sang, s'estoient tellement alienées de cœur & de volonte, que iusques à present elles n'ont cherché qu'à se ruiner & destruire. Que S. M. desirant à cette heure les reünir par vne vraye & seure pacification, y deuoit pouruoir, non seulement par bonnes loix & reglemens qu'il mettoit entre autres mains: mais trop plus en leur constituant de bons iuges, non suspects, ou affectionnez non plus à vn parcy qu'à l'autre: afin de tenir vne moderation esgalement entre l'un & l'autre, sans permettre qu'aucun s'emancipe, & pardessus le reglement qui sera donné au preiudice de l'autre partie. Ce qui ne se pouuoit (à nostre auis) faire plus commodement, qu'en establisant les iuges en nombre égal d'une & d'autre Religion. Et que nous auons assez esprouué & appris par le passé, que les iuges Catholiques nous ont porté telle haine à cause de nostre Religion, qu'ils ont empoigné toutes occasions par les cheueux (comme on dit) pour nous priuer en tout ce qu'ils ont peu, des libertez & permissions que les Edits nous donnoient, en faisant modifications & registres sectets, & en interpretant (s'il y auoit seulement quelque apparence de doute) le tout contre nous, ores que les mots & la volonté des Edits combatoient lesdites interpretations. Et si dauanture quelque declatation estoit (par surprise ou autrement) obtenüe du Roy par nos aduersaires, on verifioit incontinent ladite declaration: au lieu que pour leur deuoir & pour se rendre iuges equitables, ils deuoient remontrer à sa Maïesté, à quelle consequence cela tournoir, de violer ainsi aisément les edits de pacification: & que c'estoit le moyen de remettre toutes choses en confusion, & de retourner aux armes. Que toutes offenses particulieres, quelques indignes ou meschantes qu'elles fussent, mesmes des meurtres cruels & inhumains commis par les Catholiques contre ceux de nostre Religion, ont esté estouffez ou dissimulez par eux: de telle façon que d'une infinité de meurtres & violences plus que notoirs, il ne se peut remarquer que bien peu de iugemens de punition, encore si douce, qu'elle nourrissoit plustost l'envie à d'autres d'en faire de mesme, qu'elle ne les en destournoit. Au contraire toutes les fautes des nostres, quelques petites qu'elles fussent,

ou mal prouuées, ont esté trouuées pareux dignes de punition, par iugement qui à toutes fautes ordonnoit la peine de mort. De sorte que la punition trop aigre des vns, & la dissimulation ou conniuece des fautes des autres, ont esté cause de plus de maux à ceux de la Religion que le cousteau-mesme : n'y ayant rien qui nourrist & entretenist plus la mauuaïse volonté & la hardiesse des meschans à mal faire, que l'impunité.

Que nous n'auions pas esté mieux traitez par eux és causes civiles; aucuns d'eux n'ayans eu honte de dire tout haut, que puis qu'il est question de faire perdre le proces à vn Huguenot, on n'y sçauoit frapper vn mauuais coup. Que sa Maïesté nous deuoit iustice à tous. Que ce deuoir estoit inseparable de sa dignité Royale. Que quant à tous les autres articles, nous les demandons par nos tres-humbles Requestes, comme vn bien-fait & grace. Mais quant à cettuy-cy, nous auons cause d'y insister, estant iceluy comme le sommaire de ce que tout souverain doit à son suiet : Sçauoir est la iustice bonne & non suspecte, pour estre distribuée par gens non passionnez contre ceux auxquels ils doiuent faire iugement, & de la vie, & des biens. Que cét article est vn des principaux points de nos seuretez. Car il n'y a plus grande violation, ny iniustice si notable, que celle qui se fait sous pretexte de iustice. Qu'il ne se peut trouuer voye plus douce pour effectuer ce que dessus, qu'en doublant le grand Conseil de nouueaux iuges tous de la Religion, comme il estoit contenu en l'article. Enquoy il n'y auoit aucune consequence ny renuersement de l'ordre de iustice; veu qu'il ny auoit point en cela d'erections de nouuelles Cours ou puissances souveraines; ains seulement augmentation de iuges en vn corps ja estably & reconnu pour souverain. Que ce n'estoit chose nouuelle en France, que les Rois pour beaucoup moindres occasions que d'une pacification entiere de leur Estat, ayent fait tout en vn coup erection nouuelle en leurs Cours de Parlement, de presques aussi grand nombre de Iuges, que nous supplions tres-humblement sa Maïesté nous accorder à cette heure. Que la despense des gages ne deuoit venir en consideration au contrepoids du bien de paix, & d'une necessité si grande, qui menace le Royaume au defaut de cette paix. Joint que cette surcharge ne peut estre de grande durée aux finances du Roy, s'il plaist à sa Maïesté ordonner, suiuant ce dont nous le supplions tres-humblement, que pareille nombre de Iuges soit supprimé en ses Cours de Parlemens, à mesure que leurs estats viendront à vacquer par mort. Que nous n'auons sceu trouuer autre moyen plus expedient pour oster cette desfiance, laquelle (pour iustement conceüe) est la principale nourrisse des troubles de ce Royaume, & le plus grand empeschement pour l'effect d'une bonne paix.

Quant à la nomination que requerons estre faite par M. le Prince de Condé, que c'estoit tres-mal prendre nostre intention, de l'inter-

preter comme si nous voulions l'esgaler en aucune chose à sa Maiesté. Car, comme nous le sentions en nostre cœur, ainsi en voulions nous bien rendre tesmoignage de bouche, pour estre connu & entendu de chacun, que nous ne sommes moins ialoux de conseruer à la dignité Royale, la seule & souueraine autorité, que ceux qui veulent faire penser de nous le contraire. Qu'il y a grande difference entre nomination & institution. Que la nomination ou presentation se fait tousiours de l'inferieur au superieur. Que Mess. les Ecclesiastiques peuuent bien sçauoir cela, veu que tousiours on fait nominations au Pape pour les benefices, ores qu'ils ne reconnoissent nulle puissance esgale à celle de sa Sainteté. Que nous ne demandons cetter nomination que pour vne premiere fois, non pour en aueune chose fauoriser & agrandir la puissance ou dignité de M. le Prince : mais pour obuier aux fraudes & inueniens qui nous pourroient auenir, si c'et ordre n'estoit suiuy : parce que beaucoup pourroient faire semblant d'estre des nostres, pour avec cetter feinte hypocrisie, trouuer moyen de nous nuire en ces estats, desquels puis apres nous receurons plus d'iniustice que des Catholiques deelarez : ce qui ne peut estre empesché par meilleur moyen, que celuy qui est spécifié ey-dessus. Car on se gardera bien de nommer que gens fort suffisans & reconnus de longue main auoir embrassé à bon eleient cetter nostre Religion. Que vaeation auenant par mort, nous ne demandions autre prouision, que celle qui auoit esté trouuée iuste par les anciennes Ordonnances. Que nous le supplions tres-humblement prendre tout ce que dessus de bonne part, & eroire que nous ne pourrions iamais persuader d'auoir vn seul iud d'assurance dedans ce Royaume, que n'ayons iuges equitables, & composez par moitié de ceux de nostre Religion.

Le sieur de Clausonne adiousta, que la iustice de cetter nostre Requête auoit esté ja preiugée par le feu Roy au dernier Edict de pacification : en distrayant du Parlement de Thoulouze la connoissance des causes de tous ceux de la Religion de leur ressort, pour l'attribuer à la Chambre desrequestes de son Hostel. Le Roy répondit qu'il y auoit grande difference de distraction à nouvelle érection. Il est vray, Sire, dit ledit de Clausonne : mais qu'il falloit considerer l'incommodité, despence & vexation qu'auoient eües ceux de Languedoc, d'aller si loin qu'aux Requestes de l'Hostel.

Mais pensez-vous (dit le sieur de Moruilliers) que tous les iuges Catholiques soient tant iniques que de vous faire iniustice. Nous ne l'auons que trop senty, dit le sieur Darennes. La Reine mere repliqua, que plusieurs, mesmes M. l'Amiral, auoient obtenu iugemens à leur profit, pendant les troubles, ainsi que le sieur de Chiuerny pouuoit tesmoigner : lequel se leua lors, disant qu'il estoit vray, & que M. l'Amiral s'en estoit depuis loüé. Madame, répondit lors le sieur Darennes, chacun n'a pas moyen de se faire craindre à ses iuges comme auoit

feu M. l'Amiral, Et possible ses iuges luy firent iustice, non tant de bonne volonté, que de crainte qu'il s'en plaignist, où (à faute de pouuoir faire receuoir ses plaintes) qu'il vñst de reuanche sur leurs biens qui estoient aux champs. Car l'ay entendu que c'estoit lors qu'ils estoient campez à S. Denis, deuant Paris. Lors la Reine dit, Ce que i'en dy n'est pas pour vous nuire.

Le sieur de Beauuoir allegua là-dessus, que le feu Roy leur auoit fait offre, par le sieur de Maugiron porteur de lettres de creance, de bailler non seulement Chambres nouuelles de iustice, mais exercice general de la Religion, en faisant la Paix. La Reine nia ledit Maugiron auoir esté chargé de ce faire. Et le Roy de Nauarre tesmoigna n'en auoir onques esté parlé audit Maugiron quand il fut despesché. Et le Roy & la Reine mere dirent, qu'encore pouuoit-on bien verifier ce fait là, & que le sieur de Maugiron estoit en Cour. Surquoy le sieur de Clau-sonne certifia que le Gentilhomme qui estoit venu de la part dudit de Maugiron, auoit tenu ce langage, & fait lesdites promesses à luy-mesme. Le sieur Darennes dit qu'il ne faloit faire si grande difficulté en ce fait, où il n'estoit question que d'une cruë de quarente iuges, laquelle estoit bien facile à faire. Le Sieur de Mirebeau adiousta, que les gages ne scauroient monter à trente mille liures par an, qui estoit peu de chose, eu esgard au grand bien qui pouenoit d'une bonne paix. Le sieur Darennes reprenant le propos dit, que dedans deux ou trois ans cela pourroit estre espargné par le decez de pareil nombre és autres Cours de Parlement, & que l'Empereur Charles cinquième n'auoit iamais seu trouuer moyen d'appaiser entierement les troubles qui estoient en Allemagne pour le fait de la Religion, iusques à ce qu'il eust ordonné que la Chambre Imperiale fust composée de gens de l'une & de l'autre Religion en Allemagne. Le sieur de Moruilliers dit, que cette occasion estoit procedée de ce que de sept Electeurs qu'il y auoit en l'Empire, les trois estoient de la Religion. Le sieur Darennes dit, que la Chambre Imperiale n'auoit rien de commun avec le droit des Electeurs, & que les iuges en France, par leurs dissimulations, conniuenes & manifestes iniustices, tant sur l'obseruation des edits, qu'autrement à l'endroit de ceux de la Religion, estoient le principal motif des guerres, & qu'il faloit pouruoir à ce mal.

Ledit sieur de Moruilliers dit, que par les éuocations aux Requestes, dont à esté parlé cy-dessus, auoit esté trouuée vne grande confusion en la multitude des causes. Que plusieurs faisoient fraude à l'edit, mesmes que des Catholiques se faisoient de la Religion, pour attirer leurs procez ausdites Requestes. Et quand le Roy auroit ordonné ce qu'on demandoit pour ce regard, on trouueroit grande difficulté en l'exécution. Le sieur Darennes dit, que cet establissement requis par ledit article, estoit d'exécution facile, & sans grande plainte, & de necessité si grande, que sans cela personne de la Religion ne se vouldra retirer en

l'article estoit de conséquence, & qu'il y auiseroit, & nous remit au lendemain. Auant que partir, le sieur de Beauvoir fit requeste au Roy pour le ieune Briquemaut detenu miserablement aux cachots, à ce qu'il fust mis au preau: ce que le Roy accorda, & fut effectué le lendemain.

Le Dimanche dix-septiesme, nous fumes mandez l'apresdisnée. Le Roy voulut qu'on passast outre à la lecture des autres articles, sans nous bailler resolution de l'article touchant le reglement de la Iustice, quelque instance que nous fissions au contraire. Partant fut passé outre à celuy (à sçauoir le 29.) qui parle des resignations des offices faites par violence, soit par commandement du Roy ou autrement. Le sieur de Motuilliers dit, qu'il n'estoit raisonnable que les resignans rendraient en leurs offices, veu qu'ils auoient resigné. A quoy respondit le sieur Darennes, que leur demande estoit conforme à la disposition du droit: & qu'il n'y auoit rien si raisonnable, que ce qui auoit esté fait par crainte fust rescindé & annullé, & les parties reintegrées en tel estat qu'elles estoient auant la crainte. Que le commandement du Prince a esté tousiours réputé force extraordinaire, à laquelle on ne peut resister. Qu'il y a eu commandement fait à tous les Officiers de la Religion de le desfaire de leurs estats, avec expresse declaration, que sa Maiesté ne se vouloit plus seruir d'eux. Parquoy, puis qu'ils ont esté contraincts de ce faire par le commandement du Prince, c'est raison qu'ils en soient releuez. Le sieur de Motuilliers confessa que le Roy auoit fait cette declaration, qu'il ne se vouloit plus seruir d'eux, mais non qu'il y eut aucun commandement de resigner, & qu'il ne se trouueroit point d'Edict sur cela fait depuis les derniers troubles. Le Sieur Darennes insista au contraire; & quand il n'y auroit point de commandement precis, la Loy, pour faire rescinder ce qui auoit esté fait par crainte, ne consideroit pas seulement vne violence actuelle, mais vne simple peur; pourueu qu'elle fust telle, qu'elle peust tomber en vn homme constant. Que l'on ne peut douter que ce qui s'est passé le 24. iour d'Aoust, & depuis, n'ait pû esbranler les cœurs des plus constants: ioint la declaration confessée, que le Roy n'auoit leur seruice agreable: & que ce n'estoit que demander ouuerture de justice, quand on demandoit d'estre reintegrez. Le sieur de Motuilliers dit qu'il faudroit ouïr les parties qui y ont interest, auant que rien ordonner. Que les resignataires pourront dire qu'il n'y a point de crainte en leur fait particulier, & qu'ils ont contracté en bonne foy. Qu'il trouuoit peu de droit en telle reintegrande, mais plustost vne iniustice manifeste, de casser ainsi aisement les contractz faits entre les hommes: & que toute cause impulsue n'est pas contrainte. Le sieur de Bellieure dit, Ce n'est pas contrainte quand on resigne à vn amy. Et veu qu'il y a contract, & que le resignataire est en possession de bonne foy, sans qu'on luy puisse imputer d'auoir commis faute; il ne seroit raisonnable.

ble de l'en priuer. Le sieur Darennes respondit, que pour faire vne loy generale il n'est point besoin d'oïr les particuliers. Que tous les particuliers ne se peuent comprendre par la Loy: mais qu'il faut garder ce qui est generalemeut iuste pour establir la Loy. Puis apres c'est à la connoissance du Iuge, si le cas particulier sur lequel iloit les parties, est tel, qu'il doieue estre compris sous la generalité de la Loy, ou s'il merite vn remede de prouision particuliere. Au reste le consentement forcé, n'est pas proprement consentement: & quoy qu'il y ait, la Loy Romaine suiue de tout temps en ce Royaume, ne veut qu'on y ait aucun esgard. Et si le resignataire a esté amy, comme il a esté allegué cy-dessus, il faut qu'il se monstre tousiours tel, & qu'il ne fasse difficulté de rendre à son amy l'office qu'il a eu de luy, non tant de son bon gré que par la necessité du temps. Somme, le resignataire quel qu'il soit n'a peu ignorer la force & violence au contraire. Et quand il l'auroit ignorée, son ignorance n'est considerable, par la disposition du droit. Car pour rescinder vn contract, il suffit qu'il y ait eu force, sans considerer par qui la force a esté commise. Car (comme disent les Iuriscultes) *Metus est in rem*: c'est à dire que la crainte affecte les choses mesmes, pour rendre tels contractz suiets à cassations. Le sieur de Moruilliers dit, qu'autant en faudroit-il dire des terres vendues: & le sieur de Lymoges adiousta, qu'il y auoit encore des officiers de la Religion, & en nomma quelques-vns du grand Conseil qui n'auoient resigné leurs Estats, ains en prenoient les gages, & auoient esté priez de l'exercice. Le sieur Darennes dit, Ce sont faits particuliers, & y a esté respondu cy-dessus. Le sieur de Moruilliers dit, L'argent a esté pris de bonne foy: à quoy le sieur Darennes respondit, On sçait bien que plusieurs ont les offices & l'argent. Puis que les resignans veulent rendre l'argent, dit le sieur de Bellicure, qu'ils achètent d'autres offices, sans embrouïller le monde. Ils veulent (dit le sieur Darennes) rendre l'argent receu par eux, ou leur mandement, qui est par auanture à la pluspart d'entre eux peu de chose. Puis quand ils trouueroient d'autres offices, ils auroient grand interest pour s'aider de leurs premieres prouisions. Le sieur de Clausonne adiousta, Il n'est pas question de force seulement, mais de la presumption d'icelle, impression & coniecture de la tempeste, des troubles & frayeurs données à ceux qui ont resigné. Et que toute restitution en entier doit remettre toutes choses en l'estat qu'elles estoient auparavant. Le sieur de Moruilliers dit, Il faut oïr les parties là dessus. Et que les Philosophes ont esté mesmes en dispute pour le regard de ceux, qui pour sauuer leur vie à cause d'une tourmente de mer, auoient ietté & perdu la marchandise qu'ils auoient entrepris de mener, si cette force ou contrainte estoit considerable. Le sieur de Clausonne dit, qu'il falloit auoir esgard au grand nombre des interressez: & le sieur Darennes adiousta, que la Loy a respondu & ordonné ce qui deuoit estre fait sans oïr les parties. Qu'il plaise à sa Maïesté
faire

faire la loy par son Edit, sur les faits proposez, & en l'exécution, les parties seront ouïes.

Sur l'article (30) des resignations non admises à cause des troubles, le sieur de Moruilliers dit qu'il l'auoit leu & releu, & ne l'entendoit point. Le sieur Darennes dit que l'article s'expliquoit assez de soy-mesme, en ce que ceux de la Religion & Catholiques demandent que les resignans qui auoient pris argent, ou retiré cedules ou obligations pour offices qui leur auoient esté resignez, fussent tenus rendre les deniers, & les obligations fussent déclarées nulles, si les prouisions ou receptions ausdits offices n'ont peu s'en ensuiure, à cause des empeschemens des troubles. Et si sa Maïesté au mesme cas en auoit receu argent, que les deniers fussent rendus. Le sieur de Moruilliers dit, Ce ne sont que faits particuliers. Le sieur Darennes respondit, Que la Loy generale se fasse pour les particuliers. Ledit sieur de Moruilliers repliqua, que le Roy n'en pouuoit ordonner sans ouyr les interessez. Et la Reine dit, que cet article estoit raisonnable, sçauoir est que les deniers fussent rendus & les contrats cassez, puis qu'ils n'auoient eu les offices. Le sieur de Moruilliers dit, qu'il ne pouuoit encore entendre cet article : & , apres que le sieur de Clausonne l'eut expliqué par cas & exemples au long, dit rechef, Ce sont tous faits particuliers auxquels le Roy pouruiroit, quand on luy en viendroit faire plaintes. Le sieur Darennes respondit, que ce seroient grands frais & dommages aux parties de pouruiure lesdites prouisions. Au reste, si telles maximes ont lieu, il ne faut iamais faire la loy generale : d'autant que la loy generale ne peut auoir son effet & execution, que sur faits particuliers.

Le Roy demanda alors pourquoy il n'y pourroit pouruiure quand on luy en viendroit faire des plaintes. Le sieur Darennes dit, que personne ne s'oseroit plaindre, & n'y seroit receu que par l'ouuerture de la Loy generale, & que l'exécution s'en feroit par iuges non suspects. Adioustant (sur ce que le Roy dit que les Catholiques ne demandoient semblables choses) que les Catholiques ne peuuent imputer à ceux de la Religion qu'ils les ayent forcez en rien, & qu'ils n'ont occasion de se plaindre du passé ; ayans tousiours eu des iuges fauorables & propices qui leur ont fait droit & iustice. Le Roy repliqua, S'il y a paix, les iuges seront aussi iustice à ceux de la Religion qui se plaindront à eux. Le sieur de Clausonne respondit, Les iuges ne le peuuent faire par la paix, que la Loy ne leur en soit donnée. Car comment feroient-ils sans la Loy en faueur de ceux de la Religion, veu que contre la Loy ils ont fait tant de choses contre lesdits de la Religion, que les troubles en sont sortis ? Et le sieur Darennes adiousta, Puis que sa Maïesté trouue l'article équitable, quel inconuenient y peut-il auoir de le declarer ?

Sur l'article (31.) de la reintegration des benefices & pensions, le sieur de Moruilliers allegua que veu nostre profession, nous ne deuons vouloir, ny receuoir, ny retenir aucun benefice, & ne le pouuons faire

en saine conscience : ioint que nous les auions resignez. Le sieur Darennes respondit, qu'il n'estoit question que des fruits ou partie d'iceux perceus. Que par les articles secrets de la dernière paix accordez par le feu Roy, le titre doit estre en la personne d'un Catholique. Et que si pour ceregard ceux de la Religion eslargissoient vn peu leurs consciences, les Catholiques contreuiennent bien dauantage à leurs canons & constitutions ; failans tenir des Abbayes & Eueschez par gens mariez, voire mesmes par des femmes. Le sieur de Moruilliers dit, que si nous auons resigné les titres avec retention de pension, lesdites conuentions seroient gardées, & qu'il estoit raisonnable. Sur ce, le sieur de Saux, pour les Catholiques vnus, remonstra que plusieurs d'entr'eux, sans estre de la Religion, auoient esté priuez de leurs benefices & fruits de leurs pensions : & requeroit qu'ils fussent reintegrez. Apres quelques controuerfes & allegations que c'estoient faits particuliers, sur lesquels il falloit ouyr les parties, & instance au contraire pour la loy generale ; le Roy ordonna qu'on passast outre.

Sur les articles (37. 38. 39.) des dispositions faites en haine des Religions, fut ordonné qu'on y pouruoiroit en ordonnant le fait de la iustice.

Sur l'article (41.) de Dombes, le Roy dit que Dombes appartenoit à M. de Montpensier en souueraineté, & qu'il n'y pouuoit toucher. Mais sur la remonstrance qui luy fut faite, que M. de Montpensier luy en deuoit le baïse-main, & pourtant ne s'en pouuoit dire souuerain absolument : & que M. de Montpensier prenant la parole eust dit, que le feu Roy luy accorda, mesmes du consentement de feu M. le Prince, qu'il n'y auroit point d'exercice de la Religion à Dombes : le Roy dit qu'il ne falloit point contester avec luy, aussi bien n'y gagneroit-on rien : mais qu'il le prioit qu'on les contentast en cela.

Sur l'article (42.) de la punition des massacres, le sieur de Moruilliers dit qu'il y auoit eu des desordres d'une part & d'autre : mais que c'estoient choses passées, lesquelles il falloit oublier pour le bien de la paix, tant d'un costé que d'autre. Car s'il falloit entrer en punition de ce qui nous auoit esté fait, par mesme moyen faudroit il punir ce qui auoit esté mal fait par nous aux Catholiques. Que ce seroit vn trouble nouveau & non pas vne guerre finie, parce qu'une infinité de personnes y sont comprises : Et que cela a tousiours esté pratiqué en tous Royaumes & republiques, quand il a fallu appaiser les seditions populaires. Le sieur Darennes dit, que cette oubliance, que les Grecs ont appelée *Amnistie*, a esté fort recommandée par les anciens, quand par vne soudaine esmotion de cholere entre deux parties, ou factions contraires au gouuernement des republiques, les concitoyens estoient venus aux armes, espandu sang, & fait autres violences les vns aux autres. Car d'autant que l'un & l'autre auoit mérité punition, sans vouloir par trop curieusement enquerir d'où estoit venue la première faute, d'autant qu'en cette connoissance exacte chacun vouloit soustenir son par-

ry auoir eu raison, cela pouuoit ramener les raisons ja aigriés des paroles aux effects, ce que les Latins disoient *de verbis ad verbera*: on faisoit comme vne compensation d'iniures à iniures, & estoit deffendu de plus en parler, voire de plus s'en souuenir. Mais au fait dont est question, il n'y a rien de semblable: d'autant qu'il ne se peut dire qu'il y ait des violences faites de part & d'autre. Car ceux de la Religion seuls ont esté meurtris & traitez plus inhumainement qu'il ne se peut dire, non par vne fureur soudaine ou sedition prinse sur quelque occasion, mais par vne volonté pourpensée & deliberée, par conseils prins & communiquez entre les principaux des villes où ces excez ont esté commis: & ce lors que ceux de la Religion s'en douroient le moins, & qu'ils pensoient dormir en seureté en vne feste & resioüissance publique, sous la faueur d'une paix publique, & assurances infinies tant de fois reiterées par le feu Roy. Que le crime & forfait qui auoit pris commencement en la principale ville du Royaume, & puis espendu par la pluspart des autres, estoit tel, qu'il estoit indigne d'estre aucunement excusé, non seulement par ceux qui ont cette honneur d'assister près la personne du Roy, mais par aucun qui airta dignité du nom François en recommandation. Que pour nostre regard particulier nous oublions volontiers, ou plustost desirons que Dieu nous fasse cette grace d'oublier vne telle & si signalée iniure. Mais il n'est deffendu au Chrestien d'auoir son recours au magistrat, és mains duquel Dieu a expressement mis le glaue, pour chastier les meschans selon l'enormité de leur fait. Que si le Roy doit rendre iustice (comme il doit) au moindre de ses suiets, moins la peut-il refuser à vn Prince de son sang, à vn des premiers Officiers de la Couronne, à tant de Seigneurs & Gentilshommes, à tant de villes & provinces. Au nom de tous lesquels (estans enuoyez à cette fin) nous le supplions tres-humblement nous faire ouuerture de iustice, attendu mesmes que la plus part ont esté massacrez obeissans aux expres commandemens qui leur estoient faits de la part du Roy. Comme à Lion, le Gouverneur ayant mandé au nom du dñr Seigneur Roy, à tous ceux de la Religion, qu'ils eussent à venir parler à luy, & depuis à aller en prison, ils ne voulurent en aucune chose desobeir, & y allerent bien huit cens personnes, lesquels enuiron vne heure apres furent tuez & meurtris cruellement: de sorte que ceux qui ont executé ce fait, ne peuuent s'excuser de crime de lese Maïesté, de s'estre seruis du nom du feu Roy, pour l'execution d'une si grande & barbare trahison. Que aussi vn mesme fait est suruenu à Rouen, d'où bien dix-huit cens ou plus estans sortis en seureté; sous belles promesses d'assurance qu'on leur fit au nom de sa Maïesté, rentrez en la ville, furent tous massacrez. Que tant de sang espendu crie & demande vengeance deuant Dieu. Et parce que la punition n'en peut estre dissimulée par le Roy, à qui Dieu a commis en toute souueraineté le gouvernement de la police: il ne sert rien de dire qu'il y a infinie multitude coupable de ce fait: car d'autant plus, disent

les Iurifconsultes, qu'un vice est commun, d'autant plus griefuement doit il estre puni. Les anciens Romains (vray patron & exemple de iustice en cela) ont souuent decimé des armées de plusieurs milliers d'hommes, & de deux ou trois légions, selon que beaucoup ou moins de gens se trouuoient participans d'un meschant fait. Que tant s'en faut que cette punition amene de nouueaux troubles, qu'au contraire vne bonne paix & seure ne se peut establir sans la punition de ceux qui si malheureusement ont violé les premiers Edits. Car l'impunité du passé enhardit de plus en plus les mauuais courages d'aller de mal en pis, ne craignans de tomber au mesme fait (quelque meschant qu'il soit) qu'ils ont ja commis, & duquel ils n'ont esté chastiez. Que les parties interessées n'oseroient retourner aux villes, esquelles ils ont souffert tant de torts, quand ils seront contraints y voir tous les iours ceux desquels ils ont receu tant d'iniures, non seulement impunis, mais chers plus que iamais, & recompenséz pour leur meschancetez comme pour un bienfait. Et se voyans à cette occasion brauez de plus en plus, il seroit malaisé de croire que ils peussent tant commander à leur passion naturelle & desir de vengeance, qu'ils n'essaient par tous moyens, si vne fois iustice leur est desniée, de se venger de ceux qui ont tué leurs pere & mere, ou femmes, ou enfans, ou le tout ensemble. De là viendroient nouueaux discords, lesquels des particuliers tirent consequence au general. Que la Loy de Dieu excusoit l'homme, qui rencontrant hors la cité de refuge celuy qui auoit tué son parent, le tuoit aussi, ors que ledit parent eust esté tué par cas fortuit, & sans aucune faute de celuy qui l'auoit tué. A plus forte raison sera tolerable la colere de celuy qui pratiqueroit le mesme sur celuy ou ceux qui auroient tué des personnes à luy si proches, par vne meschante volonté pourpensée & deliberée. Que la iustice estoit l'entretien del'ordre & police des Royaumes, tant s'en faut qu'elle engendre confusion. Et qu'il supplioit tres-humblement sa Maiesté se souuenir que *par iustice les Rois regnent* : & que *par iniustice* (comme dit le sage) *les Royaumes sont transferez de nation en nation*. Que tous les Edits de paix, & nommement le dernier de l'an M. D. LXX. n'ont compris sous oubliance & amnistie, que les cas commis de part & d'autre en fait d'hostilité, ce qu'encores aujourd'huy nous n'empeschons d'estre fait, & non les meschancetez commises en pleine paix, & auant les armes leuées de part & d'autre. Qu'il ne se peut dire que ceux de la Religion ayent leué les armes de plus de trois mois depuis. Que nous ne voulons nier ou debatre que la Loy ne doive estre esgale : & tant s'en faut que voulions empescher que ceux des nostres qui ont fait des actes meschans, horsmis ladicte hostilité, soient punis : que nous sommes prests de les représenter à iustice. Et que ceux qui conseillent à sa Maiesté d'ordonner impunité de si meschans faits, se monstrent peu curieux de la memoire du feu Roy, & peu ialoux de l'honneur de la Maiesté, & de celle de la Reine sa mere. Car sa Maiesté sçait comme en passant par les

pays estrangers, il a connu que les Princes voisins estoient scandalisez de ce fait, estimans qu'il eult esté commandé par le feu Roy, du consentement de la Reine & de sa Maiesté. Qu'il leur osta cette opinion en leur disant la verité des choses, & comme cela estoit advenu, non seulement au grand regret, mais contre la desfense expresse, & inhibitions que le feu Roy fit publier par tout son Royaume. Que si à cette heure faisant vn Edit de paix, il deffend qu'il ne soit fait iustice de tous ces massacres, il donnera occasion aux Princes voisins de rentrer en quelque soupçon, qui estoit ja tout amorty, que cette conuiuece ou dissimulation ne peut estre sans quelques precedents consentemens de leurs Maiestez, qu'on auroit voulu puis apres coulourer par des deuaus. Qu'il appartient grandement à l'honneur de sa Maiesté, que comme disoit Cesar de la femme, il fût net non seulement d'approbation de si meschans actes: mais de tout soupçon de dissimulation.

Le Roy & la Reine sa mere apres auoir protesté du desplaisir que leurs Maiestés auoient receu d'actes si inhumains, & qu'on n'en pouuoit aussi rien imputer au feu Roy: la Reine mere dit, que les noîtres n'estoient pas exempts de pareilles fautes, tesmoins les meurtres commis à Nismes, en temps de paix, où trois ou quatre cens Catholiques furent tuez & iettez dans les puits. Partant y auoit lieu de compensation de meurtres à meurtres, ou il falloit que ceux-là fussent aussi punis.

Le sieur de Claufonne dit que ce fait de Nismes, tant de fois reproché cy-deuant, auoit esté mal rapporté. Car tous les gens de bien, mesmes les principaux officiers de la Maiesté, & autres de la ville, en eurent si grand desplaisir, & en furent tant scandalisez, que s'estans tenus terrez dans leurs maisons l'espace de deux iours, quoy qu'on les pressast d'en sortir, mesmes avec menaces, enuoyerent supplier Monsieur d'Vzez, lors appelé Monsieur d'Acier, sur le mandement duquel les Capitaines qui auoient fait l'execution, s'excusoient de venir iusques là. Estant venu, on luy demanda les occasions de ce fait, avec grandes plaintes, singulierement luy qui parle. A quoy il fit responce, que ce malheur dont il auoit extreme regret, estoit procedé de celuy qui auoit abusé de sa creance: disant qu'il voudroit auoir perdu vn bras, & que cecis ne fût point aduenü. Toutesfois il n'auoit tenu aux officiers que iustice ne fût faite de cet excez, qui n'est pas tel qu'on le faisoit, ores qu'il soit mauuais & malheureux. Car sauf correction de ladite Dame, il n'y en eut pas plus de sept ou huit de tuez, à ce qu'il a peu entendre.

Que quant aux massacres dont estoit question, l'on s'esbahissoit que sa Maiesté, pour l'honneur du feu Roy son frere sur lequel on ietta l'execution desdits massacres, vueille qu'on mette le fait en oubly, comme non aduenü. Mesmes qu'il estoit vray-semblable, & plusieurs gens de bien croyent que le feu Roy & la Reine ayent esté mal persuadez de faux rapports faits contre les deffunts massacrez, & qu'il estoit

possible que sur le courroux & indignation du feu Roy, sont interuenus des commandemens par trop excessiuelement & cruellement executez : & que delà le mal est venu si auant, que l'horreur en a esté iusques aux plus lointaines nations. Tant y a que sur vn mandement general de massacres, par diuerses lettres de creance portées aux Gouuerneurs par les Prouinces, tous ceux de la Religion ont esté destinez à estre tuez, ou massacrez de fait. Ce qui leur a esté à tous vne occasion si vrgente de s'enfermer es lieux forts, se mettre en deffence, & preparer à resistance contre tous ceux qui les voudront assaillir, qu'il n'est iuge, tant soit inique ou inhumain, qui les puisse redarguer ou condamner d'auoir mal fait. Ains au contraire, s'il plaisoit à sa Maiesté les vouloir ouyr là dessus en plus ample conseil, ils monstreroient que telle deffense par armes, non seulement leur a esté licite, mais necessaire. Que d'autant plus y auoit-il occasion de s'esbahir, qu'il se trouuoit des personnes qui s'esloyoient de soustenir & approuuer vn fait tant execrable, du moins à le dissimuler, & faire passer par conniuece & mettre en impunité. Que cela fust dit pour monstret combien iniustement & contre raison on veut parangonner les massacres tres-iniustes & tres-abominables, volontaires, & dignes de iustice exemplaire, avec vne deffense tres-iuste & tres-necessaire.

Que nous esperions tellement en l'integrité & droiture de sa Maiesté, qu'elle se souuiendra (s'il luy plaist) du defaueu du feu Roy, qui par escrit & de parole a defaueü & condamné les massacres commis apres ses deffenses du xxiiii. iour d'Aoust, promis à nos deputez d'en faire faire iustice, comme il fit commencer des procedures à Rouën : & la Reine y adiousta pareillement son conseil & defaueu. Que sa Maiesté aussi allant en Pologne a fait plusieurs declarations de defaueu, spécialement par lettres missiues escrites à M. de Valence, son Ambassadeur en Pologne, lesquelles ont esté leuës en diuers lieux, mesmes en Allemagne : & depuis son retour & auenement à la Couronne. Que si maintenant qu'on luy demande (avec tres-humbles & tres-instantes supplications) iustice d'un crime si detestable, sadite Maiesté la refuse; il y va de son honneur & de sa conscience : ce qu'on ne luy pouuoit reprocher du temps du feu Roy qui auoit la iustice en sa main. Que c'estoit vne charge trop insupportable au cœur d'un Chrestien, comme S. M. en portoit le nom & tiltre tres-honorable, par vn priuilege special par dessus les autres Rois, de passer cela par conniuece : & qui plus est le refus entreuenant sur nos requestes, courra bien-tost par toutes nations, dont le renom de sa Maiesté pourra demeurer grandement interressé. A quoy ceux de son Conseil denoient bien penser : & vous Madame, dit il, qui auiez singulierement vous mesmes defaueü cet excez, & auiez desia conseillé au feu Roy d'en faire iustice.

Sur ce, la Reine dit, Le feu Roy mon fils l'a defaueü, & moy aussi. Et qui auoueroit vn si meschant fait ? Mais il faut craindre qu'en re-

muant ces choses, au lieu d'une paix on ne fust cause d'une autre émotion. Et le Roy & moy voulons qu'il y ait une paix assurée, sans rechercher du passé, ni vous, ni les autres.

Le sieur de Claufonne continuant son propos, dit qu'il y avoit difference de ce qui a passé par voye d'hostilité & guerre civile, & du fait des massacres. Par ainsi que ne pouvions moins que d'insister de tout nostre cœur sur nostre tres humble supplication d'en faire faire iustice, & par le meilleur moyen que faire se pourra; d'autant que par là la Maiesté tesmoignera sa bonne volonté à l'entretienement de cette paix: que ce tesmoignage servira beaucoup à faire perdre la des fiance, cause de tous maux; autrement il y avoit du danger evident en cette iniustice. La Reine dit que si cela avoit lieu, il faudroit punir cent mille hommes, qui seroit pis qu'une autre guerre. Le Roy adiouta qu'il falloit oublier tout & n'y retourner plus. Et la pluspart de ceux du Conseil dirent de mesmes, sans que pour plusieurs raisons & remonstrances que les nostres faisoient, on peust tirer parole d'eux qu'il en fallust faire iustice. Tellement qu'en fin la Maiesté dit, qu'elle y auferoit avec le demourant.

Sur ce propos de la licence desbordée, qu'aucuns seditieux ou perturbateurs prennent pour l'impunité, le sieur de Beauvoir fit plainte à la Maiesté, d'un liure que Carpentier avoit fait, sous titre d'advertissement & conseil enuoyé à M. de Terride: parce qu'audit liure (imprimé en Latin & en François, depuis qu'estions arrivez en cette ville pour le fait de la pacification, & avec un privilege de la Maiesté) il excitait les suiets du Roy les uns contre les autres, par mauvais propos & seditieux; non seulement approuvant lesdits massacres, mesmes de tous les chefs desdits de la Religion, qu'il disoit avoir esté tuez iustement par le commandement du Roy, mais aussi adioutant que ceux qui estoient restez, estoient dignes d'estre exterminiez de toute extermination: qui estoit chose trop estrange, mesmes pendant ce traité de paix: Pour raison dequoy il meritoit que la Maiesté le fist chastier exemplairement; & en ce faisant il donneroit un bon tesmoignage qu'il veut à bon escient la paix. La Reine le vouloit excuser, disant qu'il n'avoit point fait le liure adressé au sieur de Terride, & qu'on en faisoit bien imprimer d'autres en Allemagne qui estoient bien pires. Le sieur de Beauvoir confessa qu'il y en avoit voirement, à son tres-grand regret & de toutes gens de bien. La Reine, pendant qu'il s'essayoit de s'en souvenir, nomma le *Renelle-masin*. Et ledit sieur de Beauvoir dit, si nous en sçavons l'auteur, nous le mettrions tres-volontiers entre les mains du Roy. La *Francogallia* fut aussi mise en avant par quelques-uns du Conseil. Et pource qu'il estoit ja trop tard, on nous licentia pour ledit jour, sans ordonner aucune chose sur ledit article ou autres. Et comme nous nous retirions, quelqu'un des Conseillers nous dit, que le Roy avoit fait mettre le ieune Briquemaut sur le carreau: & que le Capitaine la

Meauſſe n'eſtoit encore venu : & qu'il ne s'eſtoit trouué aucune com-
miſſion auoir eſté expédiée pour la vente des biens de feu Monsieur
l'Amiral. Et que le Roy en tout cas expediroit vne contraire decla-
ration.

Le Lundy dix-huitieſme, nous fuſmes mandez par le Roy, & con-
duits par ceux qui nous vindrent querir, en la ſalle de la Reyne mere.
Là eſtoient les ſix Preſidens de la Cout, les Procureurs & Aduocats
du Roy, enſemble Meſſieurs de Moruilliers, Lymoges, Chiuerny,
& Bellicure, & le ſieur de Sauue Secretaire d'Eſtat. Et lors que fuſ-
mes tous aſſis, le ſieur de Moruilliers remonſtra que le Roy, pour le
deſir qu'il auoit à la paix, auoit communiqué à Meſſieurs de la Cour
de Parlement les articles que luy auions preſentez, touchant le fait de
la iuſtice que nous luy demandions. Et que pour conferer d'iceux avec
nous, & auifer à quelque bon expedient, le Roy leur auoit ordonné
& commandé de venir icy, où ils eſtoient à ces fins. Le ſieur de
Beauuoir dit, que nous eſtions tous venus pour preſenter au Roy de
la part de M. le Prince, & de tous ſes aſſociéz, nos tres-humble ſup-
plications, pour obrenir vne bonne paix; mais qu'il ne ſçauoit ſi Meſ-
ſieurs les deputez ſes compagnons, trouueroient bon de faire telle
conſetence en ladite compagnie ny ailleurs, qu'en preſence de ſa Ma-
ieſté. Et partant les pria nous permettre de nous retirer en vn coin
en ladire ſalle, pour en auifer enſemble. Le ſieur de Moruilliers dit,
qu'il nous prioit de penſer & croire que cette aſſemblée n'eſtoit faite in-
dultrieuſement pour ruſe ny fineſſe quelconque, ains à bonnes fins, &
pour faciliter la paix par quelques bons expediens. Le ſieur de Beau-
uoir reſpondit, qu'en luy n'y a non plus de ruſe ny de fineſſe : & que
c'eſtoit de luy meſme qu'il faiſoit ladite remonſtrance; parce qu'à la
verité nous n'auions parlé enſemble de ce fait, & qu'il ſeroit bien-toſt
reſolu. Nous retirez par leur permiſſion, ayans conſeré enſemble, &
retournez, le ſieur Darennes dit, qu'il auoit charge de Meſſieurs les
deputez, leur dire qu'ils n'auoient iamais aucun commandement pro-
cedant de ſa Maieſté pour ſuſpect, meſme l'action ſe deuant faire avec
tels & ſi grands perſonnages, leſquels il ſçauoit y appotter vne bien
bonne volonté au repos & vnion de ce Royaume, & eſtre capa-
bles & ſuffiſans pour ſçauoir bien connoiſtre & remarquer en nous la
bonne & ſainte affection que tous y portons de meſme, & que nous
eſpetions leur faire connoiſtre que toutes les Requeſtes & ſupplica-
tions tres-humbles faites par nous à ſa Maieſté, tendoient au bien
du ſeruice de ſadite Maieſté, plus qu'à nos commoditez particu-
lières.

Cela dit, M. le premier Preſident apres auoir fait entendre que le
Roy leur auoit communiqué l'atticle de la iuſtice, & qu'à leur re-
quiſition, & de la Cour aſſemblée pour cet eſſer, ſa Maieſté leur auoit
accordé d'en conſeter avec nous; il dit qu'ils voudroient pour le bien
de

de la paix ſçauoir de nous ſi ce que nous demandions eſtoit bon & faiſable. Auquel cas ils n'y voudroient donner empêchement: mais au contraire, ſ'il n'eſtoit bon ne faiſable, & qu'il ſ'y trouuaſt autre expedient, nous fuſſions contents de la raiſon, & qu'on parlaſt en toute douceur & modeltie. Pour ſon regard, il luy ſembloit que cet article eſtoit ſans exemples; d'autant que pour quelques pacifications que les Rois ayent faites en France, ſoit en ce fait ou autres, tels eſtabliſſemens de nouuelle iuſtice n'ont eſté faits ny pratiquez. Qu'au lieu de paix cela n'amencroit que troubles. Que quand il falloit policer vn Royaume, il eſtoit requis d'auifer que pour vne partie on ne laiſſaſt l'autre qui ſe peut plaindre. Que par telles fautes les Atheniens & Romains perdirent leurs republiques. Que c'eſtoit vne mauuiſe ehoſe de demander Iuges à part. Que pluſieurs Philoſophes payens diſputans de la connoiſſance de la iuſtice ou iniuſtice, ſ'eſtoient trouuez confus. Meſmes Carneades apres l'auoir louée vn iour, la vitupera le lendemain en pleine aſſemblée. Que le Roy qui eſt la ſource de iuſtice, auoit commis des Iuges qui iugeoient en toute équité & droiture: & pour ce eſtoit dit d'eux, *Ego dixi, Dij eſtis, Dei filii electi omnes*: parce qu'ils repreſentoient Dieu, à qui proprement appartient de iuger, & qui a commis cette charge aux Rois & Monarques. Qu'il falloit demander équité & eſgalité comme entre freres & meſmes ſuiets, en forte qu'il n'y euſt aucune inégalité. *Que iniuſta à iuſtis impetrare non licet: iuxta illud, Exaudi ſi iuſta precor*. Qu'il ne falloit faire requête au Roy qui ne fuſt iuſte, parce qu'il repreſente Dieu. Voulez-vous (dit-il) qu'il faiſſe pour vous & nous auſſi? Demandons luy choſes iuſtes & raiſonnables. Or ſeroit-il raiſonnable que ceux qui ont porté les armes contre luy, euſſent iuſtice particuliere pour eux, & la nomination de leurs Iuges. Que ne penſiſſions pourtant que les Preſidens ny la Cour de Parlement vouluſſent empêcher nos requêtes: mais qu'il falloit faire paix iuſte, & que elle ne fût tendante à aucune noualité. Quand le Duc de Bourgogne fit la paix avec le Roy Charles VII. on luy accorda de nommer douze Conſeillers en la Cour de Parlement: mais cela ne dura gueres long-temps, parce qu'on connut qu'il n'eſtoit gueres vtile. Qu'à la derniere pacification l'on ſe contenta de pouuoir recuſer à la Cour quatre Iuges d'vne chanibre, ſans expreſſion de cauſe. *Que officium Regis erat iudicare, et pugnare*. Comme au liure des Iuges & des Rois eſt dit que Moÿſe & Iolué, & autres auoient pratiqué. *Detis veniam*, ſi ie vous dy qu'il ne faut demander ce que demandez, à ſçauoir érection d'vne nouuelle iuſtice. Vous pouuez dire que les Preſidiaux ont bien eſté faits, mais non que les ſuiets les euſſent demandez; vous eſtes ſuiets pardonnez-moy. Si vous auez encore deſiance de quelques vns des Iuges, il y a moyen d'en recuſer vne partie, mais non pas tout le corps. Vous y deuez penſer. Ce n'eſt pas pour vous enſeigner ny empêcher vos autres pourſuites: car nous vou-

lons apprendre de vous, & vous y aider:

Le Sieur Darennes prenant lors la parole dit, que nous desirions tous la paix, & pensions que Messieurs de la Cour la desiroient aussi, & mesmes, selon leur parole, tant s'en faisoit que nous voulussions entreuenir à la volonté du Roy, que nous en cherchions par tous moyens l'entretien & obseruation: dequoy nous protestions comme deuant Dieu. Et pource que en adressant nos tres-humbles requestes à sa Maiesté, pour le supplier de nous pouruoir de Iuges, nous ne cherchions justice ailleurs qu'au Roy mesme, comme à la source & fontaine de justice. Que l'esgalité dont auoit esté parlé, estoit certainement le vray lien d'amitié & vnion entre les concitoyens & compatriotes. Aussi que leurs requestes tendoient à ce but d'esgalité entre les suiets de l'une & de l'autre Religion. Que la maladie du Royaume estoit conuë à tous proceder de diuerses opinions pour le fait de la Religion, laquelle auoit gaigné tant de place au cœur des vns & des autres, qu'elle leur faisoit oublier leur deuoir de suiets & concitoyens de mesme patrie. Que pour conseruation des deux Religions, ils auoient par armes & voye de fait pourchassé la ruine les vns des autres: qui auoit esté occasion de tellement aigrir les esprits, qu'on a connu iusques icy que cette passion auoit extremement commandé aux cœurs des hommes. Que partant si ceux de la Religion venoient à obtenir ce bien de la paix, ils estimoient tres-necessaire d'auoir Iuges non suspects, d'autant que la bonne Loy ne sert de rien en vn Royaume, s'il n'y a des Iuges affectionnez à l'entretienement de la Loy. Que le passé nous auoit appris que les autres Edits de paix nous estoient restez inutiles ou à peu près, pour n'auoir pourueu à la justice, selon que le requerrions à present. Car les Iuges, par restrictions & modifications, tantost d'une sorte, tantost d'une autre, les auoient entierement aneantis. Que les recusations sont permises de tout droit diuin & humain, afin que le Iuge soit sans suspicion aucune: mesme celle de parenté, encore que ce soit en degré reculé, est receuë entre tous Iuges; d'autant qu'il faut que tout Iuge soit vuide de toute passion en son ame, qui l'incite de pancher plus d'un costé que d'autre. On ne pouuoit nier que l'impression de la Religion n'ait plus d'effet que l'esgard d'aucune consanguinité ou parenté. Et pour ce le Iuge à cette occasion est d'autant plus recusable, mesme en vn temps auquel les esprits pour ce regard sont plus aigris; ce qui doit estre entendu, quand il y a differend entre gens de diuerses Religion. Que si cela estoit sans exemple, en toutes choses il falloit regarder ce qui est équitable, & non ce qui a esté fait par le passé. *Et certandum erat rationibus, non exemplis.* Que la raison & esgalité dont auoit esté parlé, veulent que comme les Catholiques ne souffriroient estre iugez par ceux de la Religion reformée: qu'aussi ceux de ladite Religion ne soient iugez par ceux de leur Religion. Or pour euitier diuersitez de Iuges, maléante entre suiets de mesme obéissance, que ceux qui les

iugeront soient compoſez de perſonnés d'une & d'autre Religion, en nombre eſgal. Toutesſois ce que nous demandons n'eſt ſans exemple, ains a eſté pratiqué, eſtant queſtion de réunir deux diuerſes ſections entre concitoyens. L'un a eſté touché par M. le Preſident, de douze Conſeillers creéz à la deuotion du Duc de Bourgogne, quand il fut queſtion de faire la paix entre le Roy & luy : laquelle érection dura autant que ladite paix dura. L'autre ſera pris de nos prochains voiſins les Allemans, qui eſtans entréz en meſmes diſſerens que ceux où nous ſommes à certe heure pour le fait de la Religion, la paix ou reconciliation faite entr'eux, tant par l'Empereur que par les Diettes meſmes de l'Empire, n'a iamais peu eſtre effectuée que la chambre Imperiale n'ait eſté compoſée de Iuges de l'une & de l'autre Religion. Que ſi cela n'auoit encore eſté pratiqué en France, que *uouis malis erant querenda nous remedia*. Que quelque diſſenſion, faſcherie & querelle qu'il y ait eu entre les François, pour le fait de la Religion, iamais on n'auoit veu en France, ny ailleurs, les choſes deſbordées de la façon qu'elles auoient eſté le xxiiii iour d'Aouſt, & depuis. Ce qui auoit engendré une telle deſſiance aux eſprits de ceux de ladite Religion & des Catholiques, qu'on ne pouuoit rien eſperer de tels eſprits ſi vlcerez. Que ſi le Sage & auſſi fait ſon profit de l'exemple d'autrui, celui qui eſt ſol encore deuiant il ſage par ſon propre dommage. Qu'il nous deuoit eſtre permis de deuenir ſages, pour le moins par ce ſecond point de noſtre propre dommage. Que la condition propoſée, d'oublier le paſſé, eſt bonne & Chreſtienne : mais le conſeil eſt donné par ceux qui n'ont ſenty l'incommodité paſſée, pratiquans ce que dit le Comic : *facile omnes cum ualemus, recta conſilia damus egrotis; tu ſi hic ſis, aliter ſentias*. Encore que le Chriſtianisme nous commande l'oubliance des maux ſoufferts; toutesſois la ſouuenance en eſt loüable pour inſtruire la prudence que Dieu nous pourroit donner, pour pouruoir & empêcher que les incommoditez du paſſé ne puiſſent plus aduenir. Que le peu de iuſtice qu'auons peu auoir des iuges Catholiques depuis les troubles commencez, meſmes que les derniers exploits des maſſacres au lieu d'eſtre punis par aucunes des Cours de Parlement, ont eſté loüez & approuuez par la pluſpart d'icelles, nous font connoiſtre le peu d'occafion qu'auons d'eſperer mieux à l'aduenir. Et partant que la conſtitution de nouveaux iuges, dont la moitié ſoit de noſtre Religion, nous eſt tres-neceſſaire, & ſans laquelle ne pouuons nous promettre aucun effet de quelconque pacification, qui nous ſoit donnée par la benignité du Roy. De dire que pour garder eſgalité, le Roy accordant iuges à ceux de la Religion, il faudroit qu'il en donnaſt auſſi aux Catholiques : cela ſeroit trouué raïſonnable, ſi les Catholiques eſtoient en pareille neceſſité; mais qu'il n'y auoit que les malades qui euſſent beſoin de medecine, & les bleſſez & offenſez, de remede. Que tous les iuges du Royaume eſtoient Catholiques.

Après ce, M. le premier President repliqua, & tous les autres Presidents parlerent apres luy par ordre, ensemble les Gens du Roy, alleguans principalement la confusion qui venoit par là en l'ordre de la iustice, en introduisant des choses nouvelles & non accoustumées; l'impossibilité de l'exécution, tant parce que l'instruction des proces tant civils que criminels, ne pouvoit estre faite que sur les lieux mêmes des demeurances des parties, sans vne peine & despenſe extreme. Que pour la distance qu'il y auoit d'un des bouts du Royaume aux lieux où le grand Conseil se tient ordinairement, ce seroient des frais infinis & insupportables aux Catholiques, de venir chercher la iustice si loin. Aussi qu'il sembloit que par nostre article, nous voulions faire M. le Prince compaignon du Roy, en ce qu'il requeroit que les iuges fussent par luy nommez, & le Roy aſtraint de suivre sa nomination. Qu'il n'y auoit nul ordre d'y vouloir comprendre les Catholiques de l'union. Et que ce mot ainsi general, rendoit toutes choses incertaines; parce que ceux-là n'auoient nulle marque, par laquelle on les peust discerner d'avec les autres.

Le sieur Darennes respondit, qu'il n'y pouvoit auoir confusion, puis qu'on ne faisoit election de nouveau Parlement, ou Cour souveraine: d'autant que le grand Conseil a esté iadis long-temps estably en corps de Cour, & qu'on ne faisoit que doubler le nombre. Que cela n'estoit nouveau que le Roy érigeast iusqu'à trente ou quarante Officiers nouveaux pour beaucoup moindre occasion. Et que cela se faisoit assez souuent pour beaucoup moindre cause, que la nécessité qui presse à cette heure le Royaume. Que pour requerir que M. le Prince les nommast, ce n'estoit en rien l'esgaler à nostre Roy & souverain Seigneur, lequel voulons seul reconnoistre en France en cette prééminence & autorité souveraine. Que la presentation, ou nomination, est toujours l'acte d'un inferieur ou superieur. Qu'aucuns ont ces puissances par priuileges perpetuels: les autres par vne simple & particuliere concession. Ce qu'on supplioit tres-humblement à sa Maieſté d'accorder pour cette fois seulement à M. le Prince: ou si cela semble apporter trop d'autorité à un particulier, le bailler à toutes les Eglises reformées de ce Royaume. Que la cause de cette requeste estoit nécessaire pour obuier aux hipocrisies de beaucoup qui se pourroient presenter à ces estats, comme estans de la Religion, n'en estans pas toutesfois. Mais cette requeste estant accordée, estions asſurez qu'on n'y mettroit que des gens de bien & asſurez de nostre Religion. Quant à l'impossibilité de cette execution, pour l'instruction des proces tant civils que criminels, qu'elle deuoit estre faite par les premiers iuges; mais aussi que la sentence se donnast pareux à la façon accoustumée: & que nous reseruions audit grand Conseil la voye d'appel seulement. Que par cela les parties ne pourroient estre grandement incommodées. Car apres auoir conclu au proces, comme en proces par eſcrit, ce qui se fait par vne

simple comparition ; les parties n'y ont plus que voir ny que faire. Mesmes par les anciennes ordonnances estoit desendu que les parties sceussent qui estoit leur rapporteur ; d'autant que toutes les sollicitations qu'elles font, ne seruent qu'à corrompre la iustice. Que ne pouuons assez nous esbahir que pour vn fait de telle importance au public, comme d'vne generale pacification du Royaume, ils mettent en consideration l'incommodité particuliere de quelques-vns en la poursuite d'vne cause d'appel si loin, veu que ils ne faisoient conscience pour leur particulier, en vettu d'vn committimus, faire venir plaider à Paris vne partie des derniers bouts du Royaume : non pas d'vne cause d'appel, mais les faire appeller en premiere instance, pour faire l'instruction aux Requestes du Palais, où il faut que la partie (si elle veut estre bien seruie) fasse quatre ou cinq voyages pour le moins.

Le President de la Rochelle & le sieur Desmarests, depuis remonstrentent aussi particulierement la necessité de l'establissement par nous requis, veu le peu de iustice que pouuions auoir es Cours de Parlement. Et ledit sieur President cotta pour son fait, qu'en vn proces qu'il auoit en son nom, il auoit proposé recusation contre l'Archidiacre de Thou, iugée bonne & admissible, comme encore il en pourroit faire apparoir. Que neantmoins, peu apres les troubles suruenus, ledit proces auoit esté iugé, & luy condamné au rapport dudit Archidiacre. Et ledit sieur Desmarests, qu'il tenoit de bonne part, & d'vn qui estoit present en vne deliberation qui se fit, toutes les Chambres assemblées, où l'vn d'enre eux dit tout haut, *Que ceux de nostre Religion erant suspendendi, amandandi in ultimas terras, & detrudendi ad inferos.* Surquoy lesdits Presidents dirent, qu'ils n'en auoient ouy parler.

Le sieur de Saux pour les Catholiques de l'vnion, remonstra que si ceux de la Religion ont occasion de demander iuges non suspects, les Catholiques à eux associez en auoient plus de besoin, parce que pour auoir fait cette ouuerture d'vnion, on les mettroit en mesme rang avec lesdits de la Religion. Combien qu'à la fin chacun seroit contraint faire de mesmes, & en voit-on desia les commencemens. Ils estoient plus hays que les autres, de sorte qu'il sembloit que se lassant à present de ceux de la Religion, on se prenoit à eux avec toutes les tigueurs possibles. Et que de faire en la Cour de Parlement de Thoulouse, auoient esté donnez plusieurs Arrests estranges, mesmes contre celuy, qui comme vn des principaux Officiers de la maison & Couronne de France, auoit esté cause & moyen de cette vnion & association. Et que quant à la difficulté proposée de la connoissance & marque qu'on pourroit auoir de ceux qui seroient desdits associez, pour iouir de ladite euocation generale de leurs proces : pour euitier les fraudes, l'expedient estoit bien clair, d'auoir certification & adueu du Chef : dont on feroit apparoir esdites poursuites.

Le sieur de Claufonne dit, qu'il sembloit que les fins de Messieurs

de la Cour tendoient à celles mesmes de Carneades, duquel auoit parlé M. le President: sçauoir est de vouloir faire paroistre l'iniustice iuste, & *é conuersu*. Combien qu'il soit aucunement difficile de bien comprendre l'intention dudit sieur President, & à quoy il la vouloit faire seruir. Que Carneades enuoyé à Rome par les Atheniens, fit le premier iour vne harangue, loiant singulierement la iustice; & le lendemain vne autre pour l'iniustice, disant que les Republiques ne se peuuent bien administrer sans iniustice. Platon & Ciceron aux liures de leurs Republiques, recitent l'histoire & l'opinion commune, qui est que Carneades ne fit cette seconde harangue que pour ostentation, & en partie pour inciter Caton le Censeur, present, à loier plus haurement la iustice. Mais combien que ç'ait esté la coustume de plusieurs anciens, d'vser de cette dissimulation mauuaise & dangereuse, spécialement en conseils publics: Il y auoit auourd'huy de telles gens, qui en la iustice & equité de nos demandes, nous chargeoient de telle simulation. Qu'il n'auoit esté proposé raison & argument quelconque par lesdits sieurs Presidents, que nous n'acceptions volontiers pour la preuue de nos iustificacions au point dont est question, pour vn establissement nouveau de la iustice. Et quand n'en aurions d'autres, ils nous suffiroient deuant tous iuges equitables. Que ledit sieur President auoit dit, que la verité de nostre protestation, rouchant le desir que nous disions auoir à la paix, deuoit estre suiuy de bons effects: à quoy resistoit nostre supplication de la iustice. Car on pouuoit voir que ledit establissement estoit impossible, ou si difficile, qu'il ne pouuoit estre executé sans grands inconveniens, dangers & nouvelles esmotions: ce qui estoit bien loin de la desirer. Que sur ce poinct on ne pouuoit respondre qu'en termes generaux, remettant le iugement à toutes personnes equitables, non passionnées ou ininteressées, s'il y a en nos articles vn seul qui n'appartienne au bien du seruice de sa Maiesté, bien & repos de son Royaume, & qui ne soit propre pour bien establir vne bonne paix. Que nous pouuions en bonne conscience protester deuant Dieu & tout le monde, qu'il n'y a pas vn des Catholiques, tant fidele soit-il, qui puisse apporter en ce traitié plus de zele à la gloire de Dieu, ny plus d'amour & saint desir au bien & repos commun de tous les suiets, nos compatriottes, ne qui ait plus à regret la voye des armes, à quoy l'on nous auoit contraindre.

Quant aux raisons particulieres deduites par lesdits sieurs, elles consistoient en quatre points. Qu'on doit auoir esgard au Roy, ayant l'autorité de Dieu, & que ne luy deuons demander que choses iustes & possibles à executer. Que quant au premier point, nous auons assez monstté par le passé, & par toutes nos actions & comportements, combien nous auons porté de reuerence & d'obeissance à nos Rois, n'ayans peu iamais estre surmontez par desespoir, qui meine souuent les plus sages & parius à l'extreme refuge: & sollicite quelquesfois les plus assurez à secouer le ioug qui nous est donné de Dieu, auquel nos

pensées & desseins nous sont manifestes. Que quant à la iustice & possibilité de nostre requeste, touchant l'establissement de la iustice, elle doit estre trouuée fort iuste & aisée à executer. Car (comme auoir dit ledit sieur President) l'autorité d'establir la iustice appartenoit au Roy, lequel deuoit iustice non suspecte à ses suiets. Nostre supplication ne tend à autre fin, que de l'obtenir de sa bonne volonté & autorité, & ne la demandons autre que non suspecte. Pourtant ensuiuiot que nos demandes estoient iustes & possibles, comme dependantes de la volonté & deuoir de sa Maiesté. Que si sa volonté est au contraire, de ne changer l'ancien establissement des Rois ses predecesseurs; cette volonté doit estre rapportée à son bon iugement, mais non à l'importunité & instance de ceux qui luy dissuadent ce nouuel establissement, sans lequel le commun repos ne peut estre estably si la iustice n'est rendue à ceux de la Religion, reietez & detestez iulques à present par les iuges de l'ancien establissement. Que l'execution en sera autant facile que sa Maiesté voudra, de forte qu'il ne tiendra qu'à vn Edit & à vne constante resolution de le maintenir. Quant à la confusion qu'on pretend deuoir auenir par l'erection de nouueaux Officiers, & à la distraction pretendue des suiets Catholiques, on n'a pas compris en cet endroit la fin de nos requestes. Car nous aimerions bien mieux vne chambre souveraine de iuges impartisen chacun ressort de Parlement. C'estoit nostre premiere intention. Mais la doute que nous auons que la multitude des Chambres ne fust trouuée bonne, outre les mescontentemens des Parlemens, & que cela apporteroit beaucoup de frais, nous auoit fait changer d'avis, & prendre vne voye moyenne & plus facile, & de moindre incommodité sur l'execution. Que cet establissement est trouué d'autant plus estrange, qu'il est sans exemples. Qu'en vn accident d'un mal & inconuenient si nouueau, & qui iamais n'a euy son pareil depuis le monde créé, il ne faudroit trouuer estrange d'y apporter vn remede tout nouueau, mesmes quand ce mal estoit si horrible & execrable deuant tous hommes, qu'en son regard tous moiens qu'on pourroit excogiter pour preuenir le mal aduenir, ne doiuent ny ne peuuent sembler que doux & tres-supportables. Que toutesfois nous n'auons rien voulu proposer de nouueau en cet endroit: Sinon que l'on voulust considerer, que sans pareille occasion & soupçon general (tel que veritablement nous auons) nos Rois n'auoient fait difficulté d'eriger long-temps auant le Parlement de Paris, tant fameux & authorisé: vn autre Parlement à Thoulouse, & long-temps depuis d'autres en diuers temps & lieux, seulement pour le soulagement des suiets: & encore depuis, & de fresche memoire, les iuges presidiaux: Auxquelles erections nous ne doutons pas que les Cours de Parlement n'ayent fait des instances trop mieux fondées, que celles qu'à present on debatoit contre nous, en ce qu'on pretendoit que par l'establissement, tous les Catholiques seroient euoquez indifferemment en l'une des chambres que nous demandions.

Le sieur de Beauuoir dit, que non seulement on doutoit de n'auoir iustice en la Cour de Parlement: mais ceux qui y viendront faire les poursuites estans de la Religion, ne se tiendront asseurez dans Paris, comme estans en la ville où on commence les premiers massacres & les plus grands. Qu'en entrant en cette ville pour cette negociation de paix, comme il en auoit trouué qui le benissoient à cette occasion, il en auoit aussi veu qui le maudioient, & qui estoient des principaux & plus grands massacreurs: mesmes il auoit rencontré vne partie d'iceux près la porte de la maison du Roy (entre autres vn qui disoit en auoir tué plus de sept cens à la S. Barthelemy) qui estoient respectez & honorez comme s'ils fussent les plus gens de bien du monde. Il reïtera aussi les plaintes qu'il auoit fait deuant le Roy touchant le liure de Carpentier, qu'il disoit qu'il falloit acheuer d'exterminer le reste, imprimé neantmoins avec priuilege du Roy depuis qu'estions pardeça: leur l'endroit du liure, lequel ledit sieur premier President print, & s'en estonna, comme aussi firent tous les autres, disans qu'il falloit bien parler à luy. Qu'on voioit bien par-là (disoit le sieur de Beauuoir) que ce n'estoit sans cause que nous auions deffiance. Que nous voudrions bien trouuer quelque moyen pour contenter la Cour, pourueu que nous eussions bonne justice, singulierement des massacres faits au lieu où vn tel corps de iustice estoit seant & resident. Le deuxiesme President dit, qu'il n'auoit esté en la puissance de la Cour de les reprimer. Les nostres respondirent, qu'il estoit bien en la puissance de la Cour de ne les point approuuer, ains chastier à bon escient ceux qui sont coupables: mais qu'on sçauoit bien qu'ils n'en auoient ordonné aucune poursuite. Lors vn desdits Presidents, De septvingt que nous sommes (dit-il) n'en sçauriez vous trouuer vne vingtaine en qui vous vous puissiez fier de vous rendre iustice: & laissez là ce grand Conseil, qui n'est que depuis peu de temps, iugeant seulement de ce qui luy est baillé par concession. Vn autre dit, Si vous vouliez encore mettre quelques vns de la Religion en ladite Cour, comme M. Darennes qui y a esté, & M. Desmarests qui a esté audit grand Conseil, il se pourroit faire: auisez y. Il y eut plusieurs autres persuasions, sur lesquelles on se departit sans rien conclurre: & parlerent lesdits Sieurs particulierement à beaucoup des nostres, pour les mouuoir d'entendre à quelque expedient.

Le lendemain dix neuuesme d'iceluy mois au matin, nous nous assemblames chez M. de Beauuoir: Et là fut auisé de commun accord, que si on nous presentoit en la Cour de Parlement vne chambre mi partie des nostres, & qui eust la seance hors la ville de Paris en lieu seur & non suspect, que nous pourrions nous accorder à cela, pour le ressort de ce Parlement.

L'apresdinée, nous fumes conduits en la chambre du Roy, où ledit sieur de Beauuoir, apres auoir protesté de nostre bonne volonté à luy rendre seruite tres-humble, dit, que le desir de voir ces troubles paci-

siez

siez estoit la seule cause qui nous auoit amenez (contre l'auis de plusieurs qui nous donnoient assez d'aduertissemens pour nous faire entrer en des fiance) avec l'assurance que nous auions pris en sa parole, douceur & benignité, de laquelle auions tres-grande occasion de nous louer. Qu'aussi nous nous promettions qu'il auoit pris de bonne part nos tres-humbles supplications, ensemble les discours & raisons que luy auions sur ce amenées, & qu'il nous auoit fait cet honneur de vouloir entendre en toute douceur & patience. Que toutesfois nous estions auertis qu'il y en auoit à la suite de sa Cour, qui vouloient faire croire le contraire, & que sa Maiesté auoit dit que nous le brauions avec vne suite de menaces. Que s'il plaisoit à sa Maiesté on le nommeroit, afin que nul ne pensast que ce fust vne chose controuuée. Sur quoy ayant esté dit par le Roy, & par la Reine sa mere, qu'il le fist, il nomma vn Protenotaire du Cardinal de Guise. Suppliant tres-humblement sa Maiesté de prendre en bonne part ce qui luy auoit esté remonstré, & que si quelque parole nous estoit eschappée, il ne luy en desplust, ains considerast que cela procede de la nature du mal, & non d'aucune mauuaise volonté. A quoy sa Maiesté fit responce, qu'il n'auoit dit ny pensé cela : mais qu'on semoit plusieurs patoies pour troubler la paix, lesquelles il ne faisoit croire, & que nous fussions assurez de sa parole & bonne volonté. Que nous apperceuions les effets contraires aux rapports qu'on nous faisoit, & que les vetrions encote plus cy-apres.

Après cela, par le commandement du Roy, on continua la lecture des articles. Et comme l'on lisoit celuy concernant M. le Comte de Montgommery, pour la cassation de son Arrest (à sçauoir l'article 44.) le Roy dit qu'on n'auoit à faire de le nommer, ny en faire article à part, & qu'il deuoit estre compris en la generalité des autres. Le sieur Darennes respondit, d'autant qu'on luy auoit fait son proces, & que nous ne sçauions sur quelles charges, ceux qui nous auoient enuoyez auoient esté d'aduis qu'il fust particulièrement nommé; afin que personne ne peust douter de la bonne intention de sa Maiesté. Le sieur de Moruilliers dit, qu'il auoit esté condamné pour d'autres affaires qui ne concernent les armes, & ne se pouuoient dire. Qu'il auoit fait plusieurs promesses de ne porter iamais les armes, à quoy il auoit contteuenue. Neantmoins, que le Roy feroit iouyr ses enfans de ses biens, avec cassation de l'Arrest: & declareroit qu'il entendoit qu'il fust compris sous la generalité des autres.

Quant à l'article (45.) concernant le fait de M. l'Amiral, pour la declaration de son innocence, le Roy fit premietement lire vne responce qu'il auoit fait écrite touchant iceluy : contenant en somme, que les enfans de M. l'Amiral venans à luy par requeste & supplication de grace, il les gratifieroit volontiers. Après laquelle, les sieurs de Beauuoir, de Mirebeau, du Chelar & autres, rendirent à sa Maiesté ample témoignage des vertus & boanes parties qu'ils auoient veuës en l'Ami-

ral : ensemble du grand, fidele & affectionné seruice qu'il auoit tousiours fait au feu Roy son frere, & à la Couronne de France. Et qu'il n'auoit tenu à luy, ains auoit donné les moyens de faire tres-grands seruices à leurs Maiestez, qui eust voulu suiure lesdits moyens. Et partant on ne pouuoit passer sous silence la memoire d'un si grand personnage, veu mesmes que la cause de tous ceux de la Religion qui auoient porté les armes sous sa charge, estoit si coniointe avec la sienne, qu'ils ne pouuoient que recevoir blâme & honte, par le blâme & la honte qu'on auoit fait recevoir audit sieur Amiral. Lors le Roy dit, qu'ils deuoient estimer leur honte plus coniointe avec celle qu'on voudroit faire au feu Roy son frere, leur Roy & souuerain Seigneur naturel, qu'à celle du feu Amiral. Car la memoire du feu Roy estoit merueilleusement interessée par le contenu audit article, d'autant que le feu Roy auoit de luy mesme & de sa propre bouche, prononcé l'Arrest contre ledit feu Amiral, lequel partant ne pouuoit estre déclaré innocent, sans arguer d'iniustice ledit iugement. Le sieur Darennes respondit, qu'il n'y auoit pas un de nous qui ne fût tres-marry de vouloir toucher à la memoire du feu Roy, laquelle nous reuerions & honnorions, comme le deuoir de tres-fideles suiets le requeroit. Que nous ne voulions point entrer en la iustice de la condamnation, de laquelle nous ne voulons respondre, pour n'auoir veu aucune chose des procedures. Mais que nous scauions bien qu'és procedures criminelles faites contre luy, on n'auoit tenu nul ordre ne forme requis d'estre obseruez és condemnations equitables & iuridiques. Car auant aucune information faite contre luy, l'on auoit commencé son procez, lors qu'il ne pouuoit respondre aux cas & crimes à luy imposez, proposer reproches contre les tesmoins ouys contre luy, & contre ses iuges, selon la forme de droit, alleguer ses faits iustificatifs, faire preuue sur iceux, comme l'ordre de iustice le permet. Et pource, l'on a trouué, ce qui aduiuent ordinairement, que le mort auoit tort. Que ledit defunt estoit decédé en possession d'estre tenu pour homme de bien & innocent. Que tous les edits du feu Roy le reconnoissoient pour tres-humble & fidele suiet à sa Maiesté. Que cette reputation ne luy auoit peu estre ostée par vne condamnation, sans garder aucune forme de iustice. Et pour ce nous auons tres-grande occasion de supplier tres-humblement sa Maiesté le vouloir maintenir en cette possession d'innocence, sans auoir esgard ausdites procedures, du tout extraordinaires. Lors la Reine dit, que c'estoit trop parlé d'un fait qui touchoit tant l'honneur du feu Roy son fils : & que nous nous deuions contenter de la responce du Roy. Ce que le sieur de Moruilliers conferma encore plus aigrement. Lors ledit sieur Darennes dit, Puis qu'il plaisoit à sa Maiesté luy imposer silence sur ce fait, qu'il se tairoit : mais qu'il ne pouuoit se contenir de faire responce tres-humble à sa Maiesté, que ce mot de Grace mis en la responce par luy faite, ne pouuoit estre sans offenser la memoire de feu Monsieur l'Amiral : parce

que *Indulgentia Principis que liberat, notat*. Parquoy il faudroit que les enfans presentans ladite requeste de grace, confessassent tacitement leur pere conuaincu de crime de leze Maiesté; qui leur seroit vne chose insupportable: d'autant que cela ne tacheroit seulement la memoire de leur feu pere, mais la leur propre: & que sans ce mor de grace ny toucher à l'honneur du feu Roy, celuy de M. l'Amiral se pouuoit reparer. Lors le Roy dit, Pourueu qu'on ne touchast à l'honneur du feu Roy, qui estoit son Roy & le nostre, il nous vouloir gratifier, & qu'il auiseroit à cela, & à l'honneur des enfans du feu Amiral, par vne generalité, sans faire mention du particulier: mais qu'on n'en parlât plus.

Sur l'article (47.) de la deffence des processions ordonnées en memoire des troubles passez, la Reine Mere dir, que s'en allant à Lyon en ce dernier voyage, elle l'auoit deffendu: aussi auoit fait le Roy depuis. Et qu'ils ne pensoient qu'il s'en fîst pour cette heure aucuns en France. Et qu'ils accorderoient lesdites deffences.

Sur l'article (48) des proscriptions, le sieur de Moruilliers dit, que le Roy accorderoit (comme fut leu par la response) que lesdites proscriptions n'eussent lieu pendant les troubles: mais qu'elles auoient peu courir durant le temps de pacification entre lesdits troubles.

A l'article (49.) des rançons pour la connoissance & restitution d'icelles, le sieur de Moruilliers dit, qu'il ne faisoit trauailler ny les vns ny les autres pour ce fait, en quoy nous serions plus soulagez que les Catholiques.

Sur l'article (49. & 52.) de l'esslargissement des prisonniers, mesmes de ceux qui sont és galeres de M. le Duc de Sauoye, & le Roy en faisant difficulté, le sieur de Beauuoir dit, que le Comte Palatin, Messieurs des Lignes & autres en auoient ia escrit audit sieur Duc: lequel n'attendoit que la paix en France, & l'intercession de sa Maiesté, moientant laquelle nous ne doutions qu'il ne satisfist à l'article.

A l'article (43. & 54.) de la restitution des meubles & punition des voleries & larcins, le sieur de Moruilliers (contre toutes les remonstrances & instances qui furent faites par plusieurs de nous, qu'il faisoit punir ceux qui auoient brigandé la moitié de la France, sous pretexte des troubles, alleguans aussi les inconueniens & consequences) resistant bien fort, recita plusieurs exemples, mesmes de feu M. l'Amiral, qui voulut, suivant l'Edit, recouurer les meubles qu'on luy auoit pris, & contraindre les Commissaires de mettre en ses mains les procès verbaux des ventes, dont euida sortir vn autre trouble: que si cela se faisoit, nous y serions plus interessez. Et encore qu'on luy declarast que desirions que les nostres fussent les premiers & plus aigrement chaltiez, toutefois il persista en l'abolition de tout. Le sieur de Lymoges dit, qu'au premier Edit M. le Prince auoit demandé, & luy auoit esté accordé, que punition fust faite des larrons & meurtriers, comme fut leu par l'article du premier

·Edit: mais que puis apres voyant que plusieurs de la Religion y estoient enueloppez, il ne fit poursuite de l'article. Cela aduint, dit le sieur Darennes, par la faute des luges, qui ne punissoient que ceux de la Religion, & renuoyoit souuent les Catholiques, trop plus chargez. Mais ce que nous le demandons à cette heure, est pour l'esperance que nous auons en la iustice, que demandons & esperons obtenir par la bonne volonté de sa Maiesté.

Sur l'article (58.) du Comté de Venisse, le Roy dit qu'il en escriroit au Pape, mais que il n'auoit que voir audit Pays. Le sieur de Clausonne dit, que feu M. le Marechal de Vieille-ville leur auoit fait quitter les places qu'ils tenoient audit Comté, sous les promesses & assurances à eux faites de la part du feu Roy, qu'ils auroient restitution & iouissance de leurs biens, avec l'exercice de la Religion. Toutefois apres la restitution des places, ils n'auoient seu obtenir de iouir de l'un ny de l'autre. Et qu'à cette cause il estoit raisonnable que sa Maiesté les fit iouir desdites promesses, comme protecteur dudit pays: ou qu'ils fussent remis en l'estat qu'ils estoient auant icelles, pour le moins où le Pape refuseroit que le droit de remarque & repesaille eût lieu, suivant ledit article. M. le Cardinal dit, qu'au contraire n'y en auoit pas quatre de la Religion. Le sieur de Clausonne respondit, que plusieurs auoient esté tuez, mais qu'il y en auoit encore plus de cinq cens. Baillez-les par escrit, dit M. le Cardinal; & qu'ils rendent ce qu'ils tiennent, & l'on regardera à les laisser iouir de leurs biens. Surquoy le Roy dit, qu'il seroit raisonnable de les laisser iouir de leurs biens, y habitans neantmoins, & du moins faisant l'exercice ailleurs, ou bien permettre qu'ils les vendissent. Le sieur de Clausonne dit, qu'ils perdroient beaucoup à la vente: & que ce seroit chose bien cruelle de les tirer ainsi de leur pays naturel. Le sieur du Chelar adiouta, que non seulement les biens de ceux de la Religion qui estoient des terres du Pape, auoient esté saisis, & partie vendue par ses Officiers: mais que lesdits Officiers auoient saisy les biens mesmes des suiets du Roy, qui en auoient audit Comté, & n'en iouissent encore. La Reine Mere, qui auoit ia auparauant contesté contre cet article, dit enfin, Croyez-moy, Je suis opiniastre en cet article.

A l'article (64.) du deschargement des tailles pour le passé, le sieur de Moruilliers dit, que le Roy ne deschargeroit que ceux qui auoient reellement payé au Roy & aux Chefs: mais qu'on ne rechercheroit personne, apres ce qu'il luy en fut remonstré.

Sur l'article (65.) du payement des Reistres, le sieur Darennes remonstra qu'il seroit impossible à ceux de la Religion les payer, pour tant de pertes & dommages par eux soufferts. Que les plus riches & plus signalez de la Religion auoient esté tuez, & leurs enfans nourris à cette heure à la Catholique. Que plusieurs Marchands fort riches, auoient esté pilliez és villes & du tout ruinez. Mesmes que bien deux

cens mille liures , ia leuées à cet effet sur ceux de la Religion , furent pillées à Paris, tant chez M. l'Amiral, que chez M. le President de la Place & autres. Le Roy dit, Et moy, quel moyen ay-ie de les payer? L'imposer generalement sur tout vostre Royaume, dit le sieur de Clausonne, ou par plusieurs autres moyens qu'on bailleroit à sa Maïesté: la suppliant tres-humblement de considerer la pitié que ce seroit de laisser ruiner vn monde de Seigneurs particuliers de son Royaume, pour lesquels (par la paix) le feu Roy s'estoit rendu respondant enuers les estrangers. N'estes-vous pas obligez, dit la Reine? Non, Madame, respondit-on, que pour vn deuoir d'honneur. Le sieur de Moruilliers fit vn grand discours, comme le feu Roy auoit esté non seulement contraint d'en respondre, mais en payer vne partie, sous esperance de remboursement par nous, autrement que les estrangers ne vouloient sortir hors du Royaume. Mais apres que le Roy s'estoit endebté generalcment, en lieu de remboursement qu'il se chargeast de ladite debte, il ne le pouuoit ny deuoit faire. Le sieur de Beauuoir se tournant vers ledit sieur de Moruilliers: Vous ne scauriez mieux (luy dit-il) conseiller le Roy de nous ruiner & accabler du tout, que de luy donner ce conseil. Mais que le Roy & la feu Reine de Nauarre y estoient les principaux obligez, & qu'e nous leur laisserions acquitter cette debte. Le sieur du Chelar dit, que si ceux de la Religion eussent esté conseruez en paix, ils se fussent efforcez de paracheuer le payement, ainsi qu'ils auoient commencé de le faire. Mais à cette heure qu'ils estoient tous ruinez, il leur estoit impossible. La Reine dit, Si vous ne pouuez payer en deux ans, prenez en quatre, ou tel autre terme qu'on pourra vous bailler, pour vous accommoder. Le Roy dit, il y faudra auiser avec les autres articles qui sont en difficulté. Apres cela, nous nous retirâmes.

Le lendemain vingtiesme dudit mois, mandez & conduits vers le Roy, on continua la lecture des autres articles. Et sur la demande des deux cens milescus, (article 66.) le Roy remonstra la necessité de ses affaires, mesmes les debtes qu'il a trouuées à son aduenement, les troubles, & le peu dont il iouïssoit. Surquoy la Reine (attendu que personne ne fit response) dit qu'il ne falloit plus parler de cela, & qu'on vinst au reste.

Sur l'article (67.) du deschargement des tailles pour six années, où il y a eu sieges & armées, le sieur de Bellicure, quitenoit ce iour là le papier des responses du Roy, leur que le Roy pouruoiroit à ses suiets également. Le sieur Darennes dit que nous ne demandions choses nouvelles. Car les Rois ont accoustumé de bailler telles exemptions à beaucoup pour moindres occasions que la necessité de present, & que Le peuple de ces pays est entierement ruiné. Le sieur de Bellicure dit, le Roy vous respond qu'il le fera, comme il le fait tous les iours, quand on vient particulièrement à luy. Le sieur de Clausonne dit, Puis que le mal-

heur est venu & tombé sur eux, qu'il pleust à sa Maiesté donner ce soulagement, & vser de sa liberalité, afin qu'ils eussent moyen de payer plus alaigrement les autres charges, & luy faire seruice. Et que l'expression estoit necessaire pour ne mettre en frais les communautéz & ne les laisser en expectatiue. Le Roy dit qu'il le feroit tant qu'il luy seroit possible & y auroit esgard, autant qu'il desiroit le soulagement de ses suiets, & les traiter esgalement.

Sur l'article (68.) de nous tenir tous pour bons suiets, & declarer que ce que nous auions fait estoit pour son seruice : apres que le sieur de Bellicure eust leu la responce, où il n'y auoit sinon qu'il les tenoit pour bons suiets, le sieur Darennes supplia tres-humblement sa Maiesté, qu'il luy pleust aussi declarer le surplus, comme auoit esté fait au premier Edit, afin que personne n'en fust doute : & qu'on ne fust point de reproche, comme aucuns l'auoient voulu faire apres le second Edit ; parce que ces mots n'y estoient inferez. Outre ce que pour le regard de ces derniers troubles, il y auoit occasion trop plus necessaire & apparente de prendre les armes pour sa iuste deffense, qu'aux autres troubles, à cause des violences extrêmes à nous faites. Quelles violences (dirent le Roy & la Reine par diuers propos,) ont esté faites à M. le Prince de Condé, ny à M. le Marechal de Danuille ? Le sieur de Clausonne pour le regard dudit sieur Marechal prit la parole, & dit, qu'il y auoit deux sortes de violences. L'une, qui est bien mauuaise, sous pretexte de iustice, comme par les Cours souueraines. Et que par la Cour de Parlement de Thoulouse, entre autres choses, deffenses estoient faites à tous ceux de son gouuernement de luy obeyr. La deuxiesme en ce qu'à son retour de Piedmont, où il alla baïser les mains à sa Maiesté, il trouua vn autre Gouverneur en sa place audit Languedoc. Et neantmoins qu'il y auoit bien d'autres sortes de violences & surprinses qu'on auoit tasché de faire contre sa personne, lesquels on cachoit, pour ne deuoit estre dit qu'à sa Maiesté seule. Le sieur de Moruilliers dit, que le Roy confessant que iustement nous auions pris les armes, se condamnoit soy-mesme, & mettoit des taches à son honneur. Non plus, dit le sieur Darennes, que le feu Roy le fit, en auoiant le mesme au premier Edit de pacification. Le Roy estoit lors ieune, dit-on. J'ay vingt-trois ans, dit le Roy. Vous direz cela, que le feu Roy estoit ieune, dit la Reine. Le sieur de Lymoges dit, qu'il falloit trouver vn expedient, par ce mot, qu'il croyoit que ce fust pour son seruice. Le sieur de Clausonne dit, qu'il y auoit importance aux maux & aux termes, sur lesquels estoit besoin d'auiser, & que ce que dit est ne suffisoit. S'il y auoit eu occasion de le mettre au premier Edit, qu'elle estoit à cette heure plus grande. Quel innocence se monstroït beaucoup plus en ce que les armes n'auoient esté prises que par contrainte, & pour la necessaire deffense. Qu'en ladite responce n'estoit faite mention que de M. le Prince de Condé, & de M. de Danuille, & de ceux qui

les auoient accompagnez, sans faire mention de ceux qui auoient porté les armes deuant & apres leurs declarations, sans neantmoins se ioin-dre à pas vn d'eux, ny se preualoir de leurs noms : que c'estoit vne forme de pardon ou abolition, dont ceux qui n'ont failly n'ont besoin : car leur innocence est manifeste, n'ayant fait apres les massacres que se retirer dedans les villes & lieux forts, dont au commencement ils ne bougeoient, iusques à ce qu'on les fust venu assaillir. Et que mesmes ladite declaration estoit necessaire, à cause de la presumption & calomnie sous la pretenduë conspiration en la personne du feu Roy. Et deuant l'Edit de l'an M. D. LXX. dit la Reine, n'y auoit-il point de conspiration contre le feu Roy? Le sieur de Claufonne respondit, Il ne s'en parloit point lors. Qu'estoit-ce donc du fait de Meaux, par M. le Prince? dit la Reine. M. le Prince, dit le sieur de Claufonne, s'en est bien purgé, & a monstté qu'il auoit eu occasion de ce faire, par la venuë des Suisses, par la reprise des armes en la ville de Paris & autres, qu'il n'est besoin de ramenteuoir. Et parce que quelqu'un des Seigneurs susnommez parla de ce qui fut fait apres l'Edit de la Rochelle : le sieur Dyolet respondit, que cet Edit n'auoit esté accepté, pour ne leur estre ny leur ni profitable. Pourquoi? dirent ils. Pource, respondit'il, qu'il nous priuoit de l'exercice de la Religion, qui nous est plus chere que la vie. La Reine mere dit, De vray il seroit bon de ne parler plus dorefnauant de toutes ces choses : & supplia le Roy d'en faire vne bonne loy & qu'on n'en parlât plus.

Sur l'article (69.) de naturaliser ceux qui sont nez en ce Royaume, sans payer droits ny lettres, la Reine dit, que feu Madame de Bourbon née hors du Royaume en auoit pris, comme elle auoit entendu. Le sieur de Moruilliers adiousta, que les enfans nez à Milan des peres qui y estoient allez pour le seruice du Roy, en prenoient pour leur assurance. Le sieur Darennes respondit, qu'il y auoit & faloit mettre difference entre ceux qui sont volontairement sortis du Royaume, & ceux qui se sont absentez par necessité. Ioint que ce sont grands frais pour beaucoup de pauures gens, tant pour le payement du droit d'Aubeine, que pour les poursuittes qu'il faloit faire en la chambre des Comptes, pour la verification des lettres, où il y auoit de grands frais. Que sa Maiesté par vn seul trait de plume inseré en l'Edit, pouuoit gratifier & mettre hors de peine beaucoup de ses pauures sujets. Le sieur de Moruilliers dit, qu'il n'estoit besoin que de la forme de l'espargne, à quoy seroit pourueu.

Les deux articles (70. & 71.) generaux des descharges, ensemble celuy du Vidame de Chartres & du sieur de Beauuoir, Accordez.

Sur l'article (75.) des fermiers des gresses, fut leuë la responce, Qu'ils seront deschargez de ce qu'ils monstrent ont auoir payé à ceux de la Religion qui ont commandé. Le sieur de Claufonne respondit, que l'article n'estoit entendu, & que cette responce ne suffisoit : mais qu'il

faloit refoudre le contract, pour oster l'exécution au receueur, afin qu'il ne puisse les appeller à reddition de compte que de ce qu'ils auront receu seulement. Le sieur de Moruilliers dit, qu'il y seroit auisé en conferant des autres.

Sur l'article (76.) du Sel, fut leuë la réponse, que le Roy approuueroit les articles faits pour le sel vendu & debité : disans les sieurs de Moruilliers & de Bellicure, que si on l'accordoit, il y pourroit auoir des fraudes. Qu'aux autres pacifications auoit esté accordé & pratiqué le mesme pour le sel de la Rochelle & de Broüage. Le sieur de Lymoges a diousta, que cét article n'estoit aucunement raisonnable ; estant certain que si le Roy l'accordoit, ainsi qu'il est couché, il se trouueroit vne si grande multitude de contracts, que le Roy n'en vendroit de dix ans. Le sieur de Clanfonne respondit, Encore que ledit sel n'ait esté transporté, si est-ce que le contract peut estre de bonne foy ; lequel il n'est raisonnable de casser. Qu'il ne falloit estimer qu'on voulust commettre aucune fausseté & faire des contracts frauduleux. Et que nonobstant les ventes faites, le Roy ne lairroit de trouuer du sel pour vne grande somme de deniers, qui luy viendrait bien à propos pour l'acquies de ses debtes. A quoy fut respondu, qu'on ne vouloit pas pour cela plus de sel que de coustume ; parce que chacun n'en achetera que pour sa prouision pour l'aduenir, comme l'on auoit accoustumé.

Sur l'article (67.) de l'eslargissement de Messieurs les Mareſchaux, le sieur de Bellicure fit lecture de la réponse, qui estoit, que le Roy y pouruoiroit. Le sieur Darennes dit, que nous le supplions tres-humblement de considerer la longueur de la prison deldits sieurs Mareſchaux, qui auoient esté pris, & estoient prisonniers sans aucunes charges ny informations, & sans y garder aucune forme de iustice : de sorte qu'on ne leur auoit pas seulement dit pourquoy ils estoient-là. Et que Monsieur le Mareſchal de Danuille, qui estoit frere de l'un, & parent de l'autre, auoit occasion de poursuiure & faire instance de leur eslargissement ; puis qu'il n'y auoit aucune cause raisonnable pour les retenir : comme aussi faisoit Monsieur le Prince de Condé. Le Roy dit, qu'il s'informerait comme le tout auoit passé ; & ne faudroit d'en faire ce qu'il connoistroit estre bon pour la iustice. Le sieur de Beauuoir dit, que si on voioit qu'il y eût mal en eux, ou cause raisonnable pour les detenir, ils ne voudroient en parler : mais qu'on voioit clairement qu'il n'y auoit rien, & que cet eslargissement esclairceroit plusieurs esprits de la bonne volonté & intention de sa Maieſté, de rendre la iustice à vn chacun. Qu'à cela deuoient seruir les notables seruices que feu M. le Connestable, pere dudit sieur de Montmorency, auoit fait au Roy & à la Couronne. Qu'il estoit mort pour leur faire seruire, en l'age de soixante sept ans. Et vous sçavez, Madame, dit-il à la Reine, comme il vous a esté seruiteur particulier, & vous a honoré. Aussi, dit la Reine, ay-ie tousiours procuré pour luy & sa maison,

tout

tout ce que j'ay peu. Le Roy dit, qu'on deuoit auoir opinion de luy qu'il ne leur feroit iniustice. Le sieur de Claufonne respondit, Qu'en les eslargissant à present, sa Maiesté en acqueriroit d'eux vne plus grande obligation, d'autant qu'ils auroient esté eslargis par sa seule faueur, & non par la paix. Le sieur de Saux dit, Que pour desraciner la des fiance plantée dedans les esprits des hommes, comme des mauuaises herbes, cela seruiroit beaucoup : mesme enuers tous les petits, & que cét exemple deuoit commencer par les grands. Le Roy dit encore, qu'il y pouruoiroit.

Sur l'article (78.) des sieurs Dardois & de Traignan, apres la lecture, le sieur de Beauvoir fit instance, pour leur eslargissement, du moins que cependant ils fussent tirez du cachot où ils estoient detenus, & mis sur le carreau. Le Roy dit, qu'on auiseroit à leur eslargissement, & ordonna qu'ils fussent mis sur le carreau.

Sur l'article (79.) des Estats generaux, le sieur de Bellicure dit de bouche, que le Roy auoit declaré qu'il seroit ce qu'il verroit estre bon. Le sieur Darennes respondit, que la necessité des affaires de France n'en fut depuis long temps si grande. Que c'estoit le vray & seul moyen pour y pouruoir, lequel aussi auoit esté tousiours & de tout temps tenu & obserué en France: mesmes pour rendre les Rois obeys, quand il y auoit des troubles, & acquitez quand il y auoit des debtes, qui sont aujourd'huy plus grandes qu'elles ne furent iamais. Et que le Roy pour en sortir, ne scauroit prendre chemin plus propre au bien de son seruice, ne plus agreable à tous ceux de son Royaume. Car par ladite conuocation, ses suiets mesmes auiseroient aux moyens plus commodes & aisez pour eux pour sortir d'affaires, remettre ce Royaume en sa premiere dignité & splendeur, acquiter les debtes de sa Maiesté, & rachepter son Domaine. Que si on veut tenter ces moyens sans leur auis, il en pourra sortir beaucoup d'aigreurs & renouvellemens de troubles. Ce qu'il supplia tres-humblement sa Maiesté de considerer à bon escient. Que les Estats sont tousiours vtiles, & formidables seulement à ceux qui abusans du nom des Rois, ont esté plus curieux d'emplir leurs bourses, que de rendre fidelement le seruice par eux deu à leurs Maiestez. Le Roy dit, qu'il y auoit plus d'interest que nous. Que c'estoit à luy (qui estoit nostre Roy) de le connoistre, & auiser le temps ; & non à nous, qui estions ses suiets. Que s'ils eussent esté assemblez, comme nous le demandons, on ne trouueroit bon tout ce qui a esté fait, & ne trouueroit-on encore ce qu'aucuns esprits pensent. Le sieur de Beauvoir dit, que c'estoit vn de nos principaux articles, & qui estoit de bien grande importance & necessité pour le bien du Roy & de ses suiets, tant de l'vne que de l'autre Religion. Le sieur de Claufonne adiousta, qu'on prend bien souuent le bien pour le mal, & au contraire. Qu'il estoit bien certain que l'assemblée des Estats seruiroit pour la reünion & reconciliation des suiets de sa Maiesté, pour la reformation de la iustice, comme chacun

ſçait : pour l'acquit des debtes & reglement des finances : & que c'eſt noſtre intention & non autre , laquelle rend au ſervice de ſa Maieſté & au bien de ſes affaires. Le Roy dit derechef, que c'eſtoit à luy à y auifer, & connoiſtre quand il en ſeroit temps , & qu'il n'eſtoit ieune ni mineur. Lors chacun connut qu'il ne le faloit preſſer dauantage ſur ledit article.

Sur l'article de la reduction des tailles (mentionné en la fin du 79.) au temps du feu Roy Louis douzième, le Roy dit , qu'il ne deſiroit rien tant que cela ; mais qu'il faloit attendre que ſes affaires le peuſſent permettre. Le ſieur de Bellicure adiouſta , que le Roy voudroit bien que les affaires fuſſent en tel eſtat qu'elles eſtoient audit temps , pour pouuoir faire le ſemblable. Le ſieur de Clauſonne dit , qu'aux derniers Eſtats assemblez à Orleans, le feu Roy fit promeſſe de faire bien-toſt ladite reduction , ſans qu'il y ait ſatisfait, quoy qu'il y euſt deſlors des debtes à payer : mais qu'il fut dit , que par autres assemblees d'Eſtats ſeroit auifé par quel moyen on ſe pourroit acquiter. Le Roy repliqua , le vous ay ja dit , que j'ay plus d'intereſt que vous aux Eſtats. Que quand il ſeroit beſoin ils ſeroient tenus & assemblez par luy , ſans en rien mettre en l'Edit.

Sur l'article (80.) des villes qu'on demandoit, le ſieur de Bellicure dit , qu'il ſe faloit expliquer : & le Roy, qu'on ſe deſſoit de luy. Le ſieur Darennes fit reſponſe , que l'occaſion qui nous mouuoit à faire ces demandes , n'eſtoit pour deſſiance aucune qu'on euſt de ſa Maieſté, mais de pluſieurs autres ſes ſuiets , la mauuaiſe volonté deſquels enuers nous n'a peu eſtre reprimée par l'autorité du feu Roy ; ayans , contre ſes Edits tres-expres, exercé ſur nous toutes ſortes de cruautéz. Qu'il eſtoit bien mal-aiſé, veu toutes les choſes paſſées , qu'après vne paix chacun reprinſt tant d'aſſurance, que de ſ'en aller au milieu , & quaſi à la mercy de ceux deſquels ils auoient eſté ſi grieuement offenſez, par les meurtriers de leurs peres , meres , femmes & enfans , pilleries & laccagemens de leurs maiſons. Et que ces deux villes que nous demandions en chacun Gouvernement , ſeroient comme villes de retraite aux plus crainctifs , ou pour ceux qui ſe ſentiroient moins maîtres de leurs paſſions : en attendant que Dieu par le temps , euſt adoucy & reconcilié dauantage nos eſprits. Que cette reconciliation eſt approuuée de Dieu , en termes de beaucoup moindres Offices. Car par la Loy ancienne, ſix villes pour les Pays du peuple d'Iſraël eſtoient ordonnées, pour reſugier ceux qui par cas fortoient & ſans leur faute, auoient tué quelqu'un : eſquelles ils eſtoient tenus ſe retirer pour certain temps , juſques à ce que la colere de celui qui pouoit eſtre offenſé par ce meurtre, fuſt appaiſée. Et ſi dans le temps limité celui qui auoit tué fortoit de la cité de reſuge, & que le prochain du ſang du deſunct le rencontrant le tuaſt , il en eſtoit excuſé. Que maintenant nous ne demandions des citez pour ſeruir de reſuge aux meurtriers , mais pour ſeruir d'aſſurance à ceux qui

ont esté offenzés par les meurtriers. Qu'on leur fasse cette grace, qu'ils ne soient point contraincts pour leur demeure, laquelle sans cela il faudra qu'ils fassent en leurs maisons, & ayent tous les iours deuant les yeux ceux par lesquels ce qu'ils auoient de plus cher en ce monde, tant amis que biens, leur a esté meschamment rauy. Que ce seroit les remettre en vn si grand accessoire de vengeance, que les plus sages & qui sont plus gouuernez par l'Esprit de Dieu, seroient bien empeschez à reprimer vne telle passion, non seulement renouuellée, mais aigrie par vne veuë ordinaire. Que celuy tant offensé par eux ne cesseroit de chercher tous moyens de leur rendre la pareille, qui sont tousiours renouuellemens de querelles particulieres, dont sourdent souuent des querelles generales. Que pour l'assurance de ces pauures refugiez pour vn temps, nous supplions que garnison soit mise de cent soldats de ceux de la Religion, en chacune desdites villes. Et ce que nous supplions sa Maiesté qu'ils soient de nostre Religion, c'est pour l'experience qu'auons eüe par le passé, que les garnisons des Catholiques mises par le feu Roy es places, qui pendant les guerres auoient esté tenuës par les nostres, & renduës par la paix, auoient tellement affligé ceux de nostre Religion demeurans esdites villes, qu'ils se sentoient en pire condition pendant la paix, que durant la guerre : de façon qu'ils ont esté contraincts enfin abandonner leurs maisons. Aussi que leldites villes renduës furent desmantelées, & depuis y furent basties & edifiées des Citadelles. Ce qui a non seulement porté grand dommage aux villes, mais a seruy & sert encore comme d'ignominie & d'infamie perpetuelle à ceux, qui par les armes auoient prins la tuition & deffense des nostres iniustement opprimez. Et desquels le fait auoit par les Edits de pacification esté déclaré fait pour le seruice du Roy, & eux bons & loyaux suiers de sa Maiesté. Que la deffiance conceuë par l'experience du passé, & augmentée par ce qui est auenu le iour de S. Barthelemy, nous donne iuste occasion de supplier tres-humblement sa Maiesté nous accorder le contenu audit article.

Le sieur de Clausonne dit, qu'il y auoit plusieurs villes & habitans, qui par priuileges & conuentions particulieres demeuroient sans garnison, le Roy leur laissant leurs villes en garde; d'autant qu'il se fioit en eux. Que de mesme le Roy se pouuoit fier en nous : & que s'il s'en defioit, c'estoit sans que luy en eussions donné occasion aucune. Qu'on a veu les maux infinis faits par les garnisons Catholiques à ceux de nostre Religion. Et que par cette raison, si aucunes villes meritoient estre exemptées de garnisons, ce deuoient estre les nostres, pour la memoire des iniures passées. Que le Roy prenne en bonne part, si comme chacun dit, C'est ma maison, c'est ma mestairie, neantmoins tout est au Roy : aussi les villes que sa Maiesté baillera ou laira en nostre garde, & nous pareillement serons & demeurerons à luy. Que si les Catholiques s'en sentent offenzés & interessez, ils en tiennent beaucoup plus que nous.

Qu'ils respondent des autres, & nous respondrons de celles-là.

Le sieur de Moruilliers dit, que si nous voulions la paix, & aimions vne reconciliation, nous deuions reconnoistre sa Maiesté pour nostre Roy, & desirer de nous entretenir en sa bonne grace, comme les vrais suiets; & nous reigler par la volonté de sa Maiesté, sans entrer en aucune deffiance. Qu'il falloit tenir le Roy pour Roy, ayant autorité absoluë, selon le commandement de Dieu. Qu'il falloit remettre (si la paix se faisoit) toutes choses en tel estat qu'elles estoient auant les troubles. Que pour l'exercice de la Religion, qu'on estime estre seurété, le Roy l'accorderoit en certains lieux, avec protestation que le Roy veut que chacun soit en sa liberté, sans auoir auantage les vns sur les autres. Et que si nous voulions qu'il y eust paix, & que l'honneur de Dieu fust gardé, nous deuions demeurer & viure sous la protection du Roy.

Le sieur Darennes fit response, que nous nous reconnoissions, & tres-volontiers, tres-humbles & tres-obeissans suiets & seruiteurs du Roy, & que prions Dieu nous enuoyer plustost la mort, que changer nostre volonté. Que pour les maux passez il faudroit remedier à ceux qui pourroient aduenir. que nous serions bien mal aiseez, si par les exemples du passé tombez sur nos testes, nous ne prenions auis qui nous fust profitable. Que les troubles passez auoient engendré en nous vne crainte & iuste deffiance: & qu'on pouuoit aisement iuger, si c'estoit à iuste occasion ou non. Que de penser guerir le mal, pour dire, Vous vous deuez fier. Cela estoit bien aisé à dire à ceux qui ne l'auoient pas senty: mais mal-aisé à executer à ceux qui l'auoient senty iusques au vif. Que ce seroit abuser des dons & graces de Dieu, qui donne la prudence aux hommes pour se conduire en leurs affaires, afin de s'en seruir pour euitier le peril. Que de s'entrer ainsi legerement aux villes, où l'on auoit receu tant de pertes, & esté en tant de dangers, il n'estoit possible ny raisonnable, si par-là l'on ne vouloit r'amener de nouueaux troubles. Que pour euitier les inconueniens qui pourroient suruenir semblables aux passez, il faut auoir des retraittes seures. Que cela ne derogeoit aucunement à la grandeur de sa Maiesté, veu qu'il se faisoit pour son service, & pour l'asseurance de son Estat, autrement tout seroit en danger. Que nous tenons tout certain que la volonté du Roy est bonne, mais nos aduersaires n'y ont pas tousiours respect.

Il faut bien, dit le Roy, que vous ayez fiance en moy, ou que vous n'y en ayez point. Le sieur de Claufonne respondir, Il faut bien; Sire, que nous y en ayons, puis que nous nous contentons de si peu de seuretez: car nous en demandions bien dauantage au feu Roy vostre frere. C'est des Catholiques quel'on a deffiance. Voulez vous, dit le sieur de Moruilliers, que le Roy se fie en vous, & que vous ne vous fiez point en luy? Il n'y a propos (luy respondit-on) d'interposer en cela le Roy, & nous mettre en deffiance avec sa Maiesté, & que cela ne l'atrouchoit aucunement.

Le Marechal de Retz dit, que quant aux deux villes en chacun gouvernement, cela estoit inexecutable, pour deux raisons. L'une à cause de la despenſe que le Roy feroit en mettant & payant cent hommes en chacune ville, qui reuiendroit à trois mil ſix cens hommes ou environ. Enquoy il y auroit plus d'hommes de garniſon que le Roy n'en entretenoit en tout le reſte de ſon Royaume. L'autre, que pour la jalouſie qu'en pourroient auoir les Catholiques, il leur en faudroit bailler autant. Le ſieur Darennes fit reſponſe, que la despenſe estoit peu conſiderable en fait de telle importance, & que les troubles s'appaiſans par ce moyen, le Roy éuiroit dix mille fois plus de despenſe que ladite ſoulde ne luy pouuoit couſter, & venoit à iouir paiſiblement de beaucoup de pays & contrées, dont pendant la guetre il ne receuoit rien. Loint que cela ne peur eſtre que pour quelque temps, tant qu'on verroit occaſion de tenir la deſſiance iuſtement conceüe. Que toutes les bandes entretenues par ſa Maieſté ſont Catholiques : & quand il y adiouſteroit ce petit nombre de la Religion, nous nous aſſeurions qu'il s'en trouueroit auſſi bien & fidelement ſeruy que de pas vn des autres. Que les Catholiques n'auoient occaſion d'en demander autant, parce qu'ils n'ont iamais eſté ſachez des noſtres en temps de paix, comme nous l'auons eſté d'eux ; & qu'ils ſe peuuent tenir aſſez aſſeurez ſous la protection de ſa Maieſté, qui eſt auſſi Catholique, & entre les mains de laquelle ſont toutes les forces du Royaume. La Reine adiouſta, la despenſe en cela voirement eſt trop peu de choſe pour venir en conſideration : mais qu'elle ne croyoit pas que le Roy le fit ; parce que ce ſeroit autant que nous donner vn corps d'armée qui ſe pourroit ietter contre luy, lors qu'il ſeroit ſans force, & que nous penſiſſions comme les choſes auoient eſté faites par le paſſé. A cela reſpondit le ſieur Darennes, que nous ne penſions auoir donné occaſion au Roy d'entrer en deſſiance de nous. Au reſte, que nous n'entendions que ces forces euſſent ſerment à autre qu'à ſa Maieſté. Le Roy dit, que nous ne luy donniſſions occaſion d'auoir deſſiance de nous, & qu'il ne nous en donneroit del'auoir de luy.

Sur l'article (88.) de l'interuention du Comte Palatin, du Duc de Sauoye, & de Meſſieurs des Lignes, ſembloit que le Roy ſ'eſmeut aucunement, demandant par deux ou trois, que luy ſeroient ceux-là, s'il contreuenoit à la paix ? Qu'ils n'auoient que voir ſur luy, ni à ſe meſſer de ſes affaires, non plus qu'il ne ſe meſſoit en tel cas des leurs. Cela fut cauſe qu'on neluy fiſt que bien peu de reſponſe, & que cet article n'auoit eſté mis en nos ſupplications pour l'occaſion qui l'offenſoit. Mais que ces Princes & Seigneurs luy eſtoient bons voiſins & amis, & de ceux enuers leſquels on nous auoit le plus calomniez de crimes de deſobeiſſance & de rebellion. Et pour ce que nos aduerſaires nous auoient calomniez iniuſtement vers ſa Maieſté. Et pourtant que nous ferions grande inſtance qu'il ne fiſt continuer & conclure cette action, qu'avec ceux qu'il ſembleroit bon à ſa Maieſté d'y appeller.

Les autres articles de publications & sermens solennels, Accordez.

Sur l'article (90.) de la recusation du Marechal de Rets, ledit sieur commença à dire, qu'il ne se fust point trouué en ce traité sans le commandement expres que le Roy luy en auoit fait. Que cette calomnie meritoit chastiment. Qu'on luy faisoit tort de le deferer vers son Prince sans l'auoir merité, ny qu'il en eust donné occasion à personne. Que le Roy l'auoit employé en diuerses charges & gouuernemens, où il n'auoit rien fait digne de reproche. Que à Mets, en Bretagne, & ailleurs il n'auoit fait que bon traitement à ceux de la Religion. Qu'en toutes ses actions, il s'estoit comporté le plus doucement qu'il auoit peu, sans offenser personne. Qu'il auoit soixante mille liures de rente en ce Royaume, par le benefice du Roy, & y auoit vescu quarante ans, sans iamais auoir obrenu vn seul Arrest ou iugement contre personne. Qu'il auoit par l'espace de vingt-trois ans seruy les Rois en grandes & honorables charges, sans iamais auoir eu la honte qu'on luy faisoit souffrir à present, & qu'il ne pouuoit penser quelles causes on en pouuoit auoir. A cela, le sieur Darennes respondit succinctement, que ledit sieur Marechal n'auoit aucune occasion de s'offenser de l'article, qui portoit vne simple supplication au Roy, que le Chancelier & luy eussent à s'abstenir de la connoissance de nos affaires. Que nous estimions que ceux qui nous auoient enuoyez, ne requeroient cela sans grande occasion, de laquelle toutesfois nous n'estions instruits. Qu'en iustice on recusoit tous les iours des gens de bien, & d'honneur & de qualité, sans accusation, ny que cela tournast contre leur honneur & reputation. Ledit sieur Marechal repliqua, qu'il n'estoit là comme iuge, ny n'auoit veu faire semblables reculations. On respondit qu'on y auoit veu recuser, & les recusations admises contre vn Chancelier de France, & plusieurs autres Conseillers du Conseil priué du Roy. Quant au Chancelier Birague, la Reine dit, qu'il n'estoit point-là, & qu'on n'auoit que faire d'en parler. Pour ce iour ne fust passé plus outre sur lesdites recusations.

Mais par l'aduis de la compagnie, le sieur de Beauuoir dit le lendemain au Roy, que Messieurs les deputez ses compagnons l'auoient chargé de dire à la Maiesté, que nous estions venus pardeça sous la seureté & protection de ses sauf conduits, par son expres commandement, pour le bien de son seruice; & non à autre intention que de luy presenter les tres-humbles Requestes & supplications de ses pauvres suiets. Que nous n'eussions iamais estimé deuoir recevoir vne iniure en la presence de sa Maiesté, comme nous en auions receu de M. le Marechal de Rets. Iniure (disoit-il) quine nous touchoit seulement, mais qui regardoit M. le Prince de Condé, Prince de son sang: M. le Marechal de Danuille, vn des premiers Officiers de sa Couronne: & generale-ment tous les Seigneurs & Gentilshommes qui nous auoient enuoyez. Que la plupart de nous estions Gentilshommes de marque, & tous fai-
sans profession de l'honneur, & qui le scauons preferer à nostre vie.

Qu'il y auoit plus, que ledit sieur Marechal auoit dit, en vn endroit de la harangue, qu'il vouloit demander à sa Maiesté iustice de nous pour nous chastier. Que nous voulions bien qu'il sceut que nous n'estions à chastier. Et si nous eussions esté tels, nous ne nous fussions presentez si hardiment à sa Maiesté; avec l'humilité cependant & la reuerence à elle deuë. Que nous n'estions point si mal aduisez d'estre venus par-deça pour iniurier personne, & moins en la presence de sa Maiesté. Que s'il luy plaisoit qu'on entraist aux causes de recufation plus au long, nous monstrierions que nous ne sommes point calomniateurs. Que si M. le Marechal de Rets ne se contentoit de ce que dessus, chacun de nous luy en respondroit en particulier. Pour la fin, ledit sieur de Beauuoir adiousta, qu'il auoit appris de ceux qui ont des lettres, & qui ont veu les bons liures, que la simple recufation, sans entrer aux causes de recufation, ne pouuoit estre dite calomnie.

Comme le Marechal de Rets vouloit respondre, le Roy luy imposant silence prit la parole, & deduisit comme il luy auoit commandé d'assister en ce pourparler; & qu'il l'auoit tousiours connu si fidele, qu'il se vouloit seruir de son conseil, & que c'estoit à luy à choisir son conseil. Qu'il estoit assuré que M. le Marechal n'auoit rien dit en intention de les offenser, ny ceux qui les auoient enuoyez, & qu'on passast outre. Le sieur de Beauuoir respondit: Nous serions bien marris de desplaire à vostre Maiesté, Sire; mais nous serions bien ladres, si nous ne sentions quand on nous picque.

Sur l'article (83.) de Mets & du pays Messin, que demandions estre comprins en l'exercice libre & public de la Religion; le Roy fit dire, qu'il les laisseroit en l'estat qu'ils estoient quand le feu Roy son pere les print en sa protection. Le marechal de Rets adiousta, qu'estant en ladite ville comme Gouverneur, tous les habitans auoient trouué bon qu'on n'y preschast point, & qu'ils viuoient en bonne paix, sans demander ledit exercice. Ledit sieur du Chelar dit, qu'il auoit charge des habitans de la Religion, & memoires pour requerir ce que dessus. Ce sont trois ou quatre broüillons, dit la Reine. Madame, respondit le sieur du Chelar, des trois parts les deux, voire des quatre, parts les trois sont de la Religion, comme sçait monsieur le Marechal: qui accorda qu'il y en auoit bien plus de la moitié; mais puis qu'ils estoient en bonne paix, le meilleur estoit de les laisser ainsi. Le sieur de Moruilliers dit, que c'estoit vne ville Imperiale, où le Roy ne prenoit rien, mais estoit en sa protection & sauue-garde seulement, la laissant iouir au reste de tous les priuileges; l'un desquels estoit de n'auoir exercice, & qu'il ne falloit à present enfreindre & troubler leur repos. A quoy fut respondu, que depuis que ladite ville s'estoit mise en la protection du Roy, l'exercice y auoit esté: & pour ce ne se falloit aider de cette raison de la vouloir laisser au premier estat, veu qu'il auoit changé. Que tant s'en falloit que les villes Imperiales eussent ce priuilege de n'auoir ledit

exercice, que au contraire toutes le pouuoient prendre quand bon leur sembloit; principalement quand la plus grande partie le vouloit. Et qu'il estoit raisonnable, ou que le Roy laissast ladite ville éstermes dudit priuilege, s'il n'en veut que la protection, ou du moins qu'il la gouuerne par les loix publiques qu'il establit pour les autres endroits de son Royaume. Que cela eist merueilleusement important pour le bien de son seruice. Car il n'y a rien que ceux de la Religion portent plus impatientement, que d'estre priuez de l'exercice d'icelle. Et les nouueaux suiets qu'on veut longuement retenir, doiuent estre fauorablement traitez, comme tous exemples anciens & modernes nous tesmoignent assez. Puis donc que la plus grande partie des habitans est de la Religion, par la confession mesmes dudit Marechal de Rets, il est à craindre, s'ils sont priuez par sa Maiesté de ce qu'ils ont plus cher en ce monde, qu'ils ne prennent party avec ceux de leurs voisins qui les conserueroient en leurs anciennes libertez. Ioint que toutes & quantes fois que les Rois ont permis ledit exercice de la Religion en ce Royaume, ceux de Mets & du pays Messin y ont esté tousiours compris. Qu'il n'y a nulle occasion de vouloir diuersifier à cette heure: ioint qu'il ne peut estre raisonnable de laisser tant de gens sans exercice de Religion. C'est vne ville frontiere (dit la Reine) qui n'a rien de commun avec la France. Parlez pour vous, & les laissez là, sans en parler plus.

Sur le dernière article, par lequel les Catholiques de l'vniõ requeroient la reformation des abus de l'Eglise Romaine, le sieur de Saux, Catholique, & député pour les Catholiques print la parole, &, comme il commençoit à dire que les guerres & autres misères que nous auions procedoient de l'ire de Dieu, avec lequel il falloit premierement faire la paix: M. le Cardinal de Bourbon commença à murmurer, sans qu'on peust entendre ce qu'il disoit. Lors la Reine dit audit sieur de Saux, Vous nous en voulez conter vraiment. Vous nous voulez icy prescher. Nous sçauons ce que vous sçauiez, & ne nous pouuez rien apprendre; car nous sommes d'une mesme Religion. Quant aux autres, encore les oyons-nous plus volontiers: ear ils nous disent des choses que nous ne sçauons pas. Messieurs du Conseil aussi dirent tous quelque mot contre ledit de Saux, lequel ce nonobstant voulut continuer son propos, en remonstrant au Roy les grandes occasions que sa Maiesté auoit de l'entendre: mais il n'y eut ordre qu'on le voulust oïyr.

Le Samedi xxiii. dudit mois, estans derechef mandez par sa Maiesté, le Roy dit, parce qu'il auoit entendu par M. de Moruilliers, que desirions réponse sur nos principaux articles, ill'auoit fait mettre par escript, & commanda qu'elle nous fust leuë; ce qui fut fait par le sieur de Sauue: & contenoit en somme, que sa Maiesté nous lairroit en garde, pour y faire l'exercice de nostre Religion, huit villes en Languedoc, lesquelles il nommeroit: six en Guyenne, entre lesquelles la
Rochelle

Rochelle & Montauban seroient compris : & deux en Dauphiné. A la charge de mettre toutes les autres entre ses mains, & en tel estat qu'elles estoient auparauant les troubles. Que quant à la iustice, le Roy creeroit de nouueau en la Cour de Parlement de Paris, quatre Conseillers de la Religion, desquels & de seize autres de ladite Cour, seroit composée vne Chambre, pour iuger les procès de ceux de ladite Religion. A Montpellier vne Chambre de vingt, tant Conseillers que Presidents, pour le ressort de Thoulouse, où aussi seroit mis quelque nombre de ceux de la Religion. Aux autres Parlemens, que ceux de nostre Religion en pourroient reculer quatre, sans expression de cause.

Cette lecture faite, le sieur de Beauuoir dit, que s'il plaisoit à sa Maïesté nous faire deliurer en bonne forme lescdites responses, nous les porterions à ceux qui nous auoient enuoyez : mais que nous penserions faire contre son seruice, si nous ne luy disions franchement, que nous n'auions aucune opinion qu'ils s'en contentassent : & qu'un nombre infiny de personnes se trouueroient grandement frustrez de l'esperance qu'ils auoient eue d'auoir beaucoup mieux : toutesfois que nous leur rapporterions fidellement sa volonté. Qu'il n'auoit tenu à nous, à ce qu'auions peu remonstrer & faire entendre à sa Maïesté, que sadite Maïesté ne se soit plus esslargie. Ce propos fust suiuy à mesmes fins par le sieur de Mirebeau.

Le sieur de Moruilliers dit, que le Roy auoit pensé que pour le bien de la paix, & pour nous conformer à sa bonne volonté, nous nous contenterions de ce qu'il auoit ordonné. Que si nous voulions retenir les armes, il ne scauoit ny ne pouuoit penser sur quel fondement. Que les vrais Chrestiens souffrent toutes persecutions, bannissemens & autres incommoditez. Que nous auions prins (comme nous disions) les armes, pour la seureté de nos vies, ioint la Religion. Que le Roy par sa response pouruoioit à l'un & à l'autre. Que si nous estimions en auoir dauantage par les armes, nous faisons tort mal, & que nous serions participans de tous les malheurs & inconueniens qui en suruiendroient. Que nous ne scauions si la fin en seroit heureuse pour nous. Que iamais homme de la Religion, & qui en fist vraye profession, n'a estimé bon de prendre les armes pour icelle. Que le Roy estoit nostre souuerain Prince, & que partant nous luy deuions obeissance. Qu'il nous bailloit assez, & plus que les Catholiques ne trouueroient bon. Que si ceux qui nous auoient enuoyez estoient mal, ils seroient encore pis, si nous nous en allions sans rien faire.

Le sieur Darennes dit, que nous estions venus vers sa Maïesté, pour luy presenter nos tres-humbles supplications, & faire entendre les raisons d'icelles. Ce que nous auons fait cy-deuant bien au long. Et puis qu'il auoit pleu à sa Maïesté nous declarer sur icelles sa volonté ; qu'il ne nous appartient (comme aussi nous n'en estions deliberez) d'y rien contredire ou contester au contraire. Et que ne pouuons autre

chose, que rapporter sa volonité à ceux qui nous ont enuoyez, s'il plaisoit à sa Maiesté nous donner congé. Le Roy dit, qu'on n'a iamais veu paix ny marché, ou l'une des parties emporte tout ce qu'elle demande. Que d'estre venus resolu & liez à nos articles, sans rien quitter, c'estoit auoir fait vn voyage inutile, & qu'il ne pouuoit croire que nous voulussions nous en aller sans faire la paix. Que les allées & venuës seroient longues, veu la distance des lieux. Cependant se faisoient beaucoup de meurtres & autres maux infinis. Que nous pensions bien à ce qui nous auoit esté proposé, & qu'on trouuast quelque expedient.

Lors la Reine proposa, qu'un de chacune delegation s'en allast en diligence vers ceux qui les auoient deleguez, porter responce sur l'octroy fait par le Roy, les autres demeurans icy cependant. Ce qui ne peut estre accordé: disans que nous auions charge de retourner tous ensemble. Il y eut grande instance là dessus, & à nous faire contenter de ladite responce: disans que le Roy ne se pouuoit eslargir de plus, sans le mescontentement des Catholiques. Finalement apres quelques legeres remonstrances, nous persistasmes tousiours à ce qu'il plust à sa Maiesté nous faire donner lesdites responses par escriu. Le Roy dit, qu'il n'en estoit besoin, & qu'aussi bien y auoit-il vn des nostres qui escriuoit tout en des tablettes. Le sieur de Moruilliers dit, qu'il n'y auoit grand danger de les bailler. La Reine dit, que si, & qu'il ne le faisoit pas faire: & luy fit signe de la teste qu'elle ne le trouuoit bon.

Le Dimanche xxiv. nous fumes remandez au logis du Roy. Lors le sieur de Beauvoir, suiuant la resolution prise entre nous le matin, dit, que nous supplions tres-humblement sa Maiesté de croire, qu'estions partis de sa presence avec vn extreme regret & desplaisir, pour ne pouoir esperer, par les offres qu'il y auoit pleu faire sur les articles principaux, vne bonne, ferme & necessaire paix en son Royaume. que n'estions moins ennuyez & desplaisans de ce qu'estions contrainis dire à sa Maiesté, apres auoir derechef espluché nos pouuoirs, que ne pouuions rien negocier au preiudice du contenu en nos tres-humbles supplications, ny promettre à sa Maiesté que ceux qui nous ont enuoyez se peussent contenter d'offres si petites, veu l'esperance qu'ils auoient tous conceuë d'estre bien & fauorablement traitez de sa Maiesté, mesmes au fait de cette negociation. Toutesfois que n'auions rien plus à cœur, apres nostre salut, que le bien de son seruice. Que luy pouuions bien promettre que ferions de tout nostre pouuoit bien entendre & comprendre à tous ses suiets la bonne volonité & droite intention de sa Maiesté, de laquelle nous desirions chacun estre aussi bien esclairey que nous: car nous ne doutions que si cela estoit, les choses ne se facilitassent beaucoup plus aisément. Que nous n'aurions grand peine à persuader à M. le Prince de Condé, qui estoit assez bien informé de la bonne affection de sa Maiesté en son endroit, pour en auoir eu preuue bien

claire dès le temps du feu Roy, son frere. Aussi peu à M. le Marechal de Danville. Car outre les benefices receus de sa Maïesté, il auoit esté nourry & esleué aupres des Rois les predecesseurs & de sa Maïesté, pour connoître sa bonne intention au bien de son peuple. Mais quand nous publierions cette bonne volonté à ses autres suiets, qui n'ont eu cet honneur d'auoir accès à sa Maïesté, & quand nous viendrions à confermer cette bonne volonté par les petites offres qu'il luy auoit pleu nous faire, ils nous pourroient tenir pour menteurs ou pour corrompus. Qu'à la verité, & à nostre iugement, elles estoient si esloignées de nostres-humbles demandes & de la raison (ce qu'il prioit sa Maïesté nous pardonner) que nous n'oserions entreprendre de les soutenir & les leur persuader. Que s'il plaisoit à sa Maïesté aider nostre bonne volonté, laquelle seroit secondée d'un tres loyal deuoir, en nous donnant par sa bonté & clemence ce que nous requerons, ou vraiment s'eslargir, tellement que ne puissions douter de la seuteté de nos biens & vies, avec l'exercice libre & public de nostre Religion, sans y pouuoir iamais estre molestez : nous esperions de pouuoir auancer avec son contentement, le repos de ses pauures & si affligez suiets. Autrement nous ne pouuions rien promettre : & si le promettons, nous serions infideles à sa Maïesté, & l'abuserions. Que pour cette cause nous prenions hardiesse de supplier tres humblement sa Maïesté de prendre pitié & compassion de ses pauures suiets, qui auoient ja tant souffert, qu'ils demcuroient accablez sous le faix d'une infinité de miseres.

Le Roy dit, que ce qu'il nous auoit déclaré hiet nous deuoit suffire, & qu'il n'auoit eu esgard au mecontentement qu'il donnoit aux Catholiques ; mais au repos du Royaume, & au desir qu'il auoit de mettre d'accord les Huguenots & les Catholiques. Que nous deuions penser qu'estant de la Religion Catholique, il la deuoit plus favoriser & auantager que l'autre. Que monsieur le Prince & les autres peuuent bien entendre, que comme ils aiment & desirent auancer la leur, aussi luy desideroit de sa part l'auancement de la sienne. Que nous deuions considerer les maux & inconueniens de tant de peuples, mesmes la peine & facheurie de nos femmes & enfans, & le regret qu'ils auroient quand ils nous verront tous retourner sans auoir rien fait. Que toutefois il auoit aisé de s'eslargir dauantage, pour nous donner plus grande occasion de l'accepter : que nous l'orriens lire, & que nous fissions estat que c'estoit sa dernière resolution.

Surquoy le sieur de Sauue leut en vn papier (si bien l'on a sceu comprendre) que le Roy accordoit la liberté de conscience par tout son Royaume, sans que personne peust estre recherché en sa maison, pourueu qu'il ne fust rien contre l'Edict. Que l'exercice se pourroit faire en toutes les villes que nous tenions, fors qu'à Montpellier, Castres, Aiguemortes & Beaucaire. Que les Gentilshommes ayans fief de Hautbert, ou haute iustice en vsufruit ou propriété, en tout ou en partie,

pourront faire exercice en leurs maisons, où chacun pourra aussi venir, eux presens ou absens : & en vne autre de leurs maisons, quand seront presens, comme à l'Edict precedent. Et quant à ceux qui auront autres fiefs, en leurs maisons avec leur famille, fors que quand elles seront dedans les villes & fauxbourgs d'icelles : Exceptées sur tout les terres de la Reine mere & de M. le Duc : à dix lieues de Paris, & à deux lieues de la Cour, comme à l'autre Edict.

Le sieur Darennes dit, qu'il ne falloit contester sur sa resolution, mais la porter, & faire entendre fidellement sa volonté. Le Roy dit, que si nous nous contentions de cela nous ferions nostre deuoir : & qu'entre autres les nobles auoient tout ce qu'ils vouloient. Et pource que quelqu'un de nous vouloit parler, la Reine dit, que nous n'auions plus d'occasion de disputer. Le sieur de Beauuoir fit response, qu'il y auoit plusieurs en ce Royaume, qui auoient la Religion autant enracinée, & aussi bon desir d'aller au Presche, comme les Catholiques d'aller à la Messe. Ce qu'ils ne pourtoient faire par telles restrictions, mesmes tant de gens qui estoient en la campagne. Derechef le Roy dit, que ledit sieur de Beauuoir, ny tous les autres de la Noblesse ne se deuoient plaindre ; puis qu'il estoit pourueu à leur commodité. Quant à luy, il auoit à souhaiter que tous allassent à la Messe, comme luy. Neantmoins qu'il faisoit tout ce qu'il pouuoit pour les contenter : & qu'il ne falloit tant plaindre les paysans & valcts, lesquels facilement prendroient la peine d'aller ailleurs hors de leurs maisons au Presche. Le sieur du Chelar dit, que la Noblesse luy en auoit d'autant plus d'obligation. Mais que le peuple y estoit grandement interessé. Le sieur Dyolet adiousta, qu'il n'y auoit plus gueres de Gentilshommes de la Religion ; d'autant que la pluspart estoient morts, leurs maisons rasées, & leurs enfans ruinez, ou faits Catholiques par force. Je ne les feray pas Huguenots, dit le Roy : mais ie voy bien ceux qui ne veulent la paix, & qui ne tiennent rien de bon. Yolet, dit la Reine, il faut desirer la paix. Je la desire, respondit-il, Dieu m'en soit telmoyn. Pourquoy donc en parlez-vous, dit-elle ? Je me tairay, Madame, dit-il.

Le Roy s'adressant au sieur de Clausonne, luy demanda, Quelles difficultez y faites-vous ? Il dit qu'on craignoit que cette grande restriction d'exercice, n'engendrast de nouveaux troubles. Que nous ne deuions procurer ledit exercice pour nous seulement, mais pour les autres qui en ont besoin aussi bien que nous, & que leurs incommoditez estoient grandes & insupportables : toutesfois que la volonté de sa Maesté seroit rapportée fidellement. Qu'en sa conscience il n'estimoit qu'une bonne paix se peust faire sans vne permission generale dudit exercice. Le Roy dit, qu'il ne se pouuoit faire autrement, ayant esgard que nostre Religion ne se preschoit en France, que depuis vingt-ans pour le plus : & la sienne depuis le temps que chacun sçait. Ledit sieur de Clausonne dit, qu'il n'y auoit point de raison qu'en tant de lieux de la Fran-

cele peuple fust priué de l'exercice de la Religion, & que les nobles l'eussent. Car en matiere de Religion ne doit estre faite difference des vns aux autres. Que deuant Dieu n'y auoit ni noble, ni serf ou roturier, ni grand ni petit. Le Roy respondit, que les nobles auoient plus de discretion que les roturiers, comme les gens de lettres doiuent sçauoir plus que ceux qui n'en ont point; adiouttant, que si nous ne trouuions bon cela, nous ne voulions point de paix. La Reine dit, Puis que vous auez la Religion & la seureté, que demandez-vous plus? Le sieur de Clausonne dit, La Religion n'est baillée qu'en peu de lieux. Qu'il ne faisoit perdre les choses spirituelles pour les temporelles, & que la Religion estoit requise pour nous & pour les nostres: & qu'il ne falloit bailler auantage aux vns plus qu'aux autres. Car de l'inégalité viennent beaucoup de maux; & qu'il n'y auoit point de raison que les Catholiques eussent leur exercice libre, & que la nostre fût restrainte; veu que nous estions tous suiets comme les autres. Le Roy dit, qu'il ne veut aucunement disputer, si la nostre est bonne ou mauuaise; mais que l'on fasse difference de l'antiquité. Que puis que la Religion estoit & est en France de plus long temps, qu'elle ait plus de priuilege que l'autre: & qu'il ne pense que, en nostre conscience, ce ne soit assez. Disant ces mots il se dressa vers le sieur de Clausonne, lequel dit, que Dieu estoit son iuge, & sçauoit s'il n'auoit dit la verité. Le Roy repliqua, que nous ne voulions rien lâcher, pour dire que nous n'auions en rien failly à faire tout ce qu'il est possible pour auoir mieux.

La Reine commença à dire, Si vous vous en allez, que fera-on cependant? Prendra-on ainsi les villes? Ne faut-il pas faire vne suspension d'armes? Le sieur de Beauuoir discourut comme il auoit esté vers sa Maiesté à Auignon pour la demander pour trois mois: mais qu'elle luy auoit esté refusée, sinon que nous la prissions pour vn an. Et le Roy dit, qu'on pouuoit voir qu'elle n'eust de guerres seruy pour si peu de temps. Et pource qu'aucuns parloient là-dessus, qu'il s'en falloit retourner vers ceux qui nous auoient enuoyez, auant que ladite suspension se peust refoudre: Ne pensez (dit la Reine) que ce soit pour vous retenir. Et le Roy adioutta que nous ne deuions aucunement craindre: mais qu'il y auroit de la longueur à reuenir, si nous nous en allions tous ensemble à nos iournées, en diuers lieux. Que les plus disposz allassent, & les autres demeurassent, mesmement ledit de Clausonne qui estoit des plus vieux. Qu'il diroit bien icy son aduis & ses raisons, & de rechef qu'il ne falloit craindre aucunement. Le sieur de Clausonne respondit, que nous auions tous deliberé de nous en retourner: & que si aucuns demeuroient, les autres ne seroient creus. Mais qu'il plust à sa Maiesté nous donner contentement, sans auoir esgard aux Catholiques, à la Religion desquels l'exercice de la nostre ne donnoit aucun empeschement; & que ce que nous demandions ne les touchoit aucunement, comme on luy vouloit faire entendre. La Reine dit, que nous

ne fussions cause de rompre vn si grand bien. Et le Roy dit, C'est ma dernière resolution. Dieu change le cœurs des Rois, dit le sieur de Clausonne. Mais n'est ce pas beaucoup ce que ie fay? dit le Roy. C'est beaucoup, Sire (respondit le sieur de Clausonne) mais ce n'est pas assez. Le Roy repliqua, voulez vous que ie vous baille ce que vous demandez? En toutes les autres pacifications on a plus demandé que l'on n'a obtenu. Le sieur de Clausonne dit, qu'il falloit faire comme Auguste, qui termina toutes les guerres ciuiles de son Empire: & essayer si accordant ce que demandions, il ne succederait pas bien. Le Roy dit, qu'on se contentast, & qu'on s'assurast que ce qu'il promettrait seroit bien gardé. Que c'estoit sa resolution dernière, & qu'on la fist entendre à ceux qui nous auoient enuoyez, leur faisant, pour faire trouuer bon, toutes les persuasions possibles. La Reine dit, qu'il y auoit bien des villageois qui alloient le Dimanche à deux lieues loin à la Messe. Le Roy dit, qu'il ne falloit pas parler qu'à deux lieues de sa Cour y eust exercice. La Reine dit encore, Messieurs de Languedoc, vous estes des plus loin, soyez des plus sages. Et le Roy, vous ne promettez doncques de moyenner & faire tout ce que pourrez pour me donner contentement & paix. Par vostre Dieu (s'adressant au sieur de Clausonne) que pensiez vous auoir? Les Principaux articles que demandons, respondit-il. Je ne vous en croy point, dit le Roy. Quelque peu apres, le sieur de Beauuoir voyant que personne ne sonnoit mort, pria tres-humblement le Roy de nous faire bailler par escrit ses responles sur tous les articles, luy promettant (comme dessus) y faire pour son seruice tout ce qui seroit possible. Le Roy & la Reine presque ious deux en vn coup, Ce sera pour demain à semblable heure. Et en s'en allant, le Roy dit encore: Vous ne nous croyez pas de tout ce que nous disons, & nous ne voulons pas croire tout ce que vous dites. Pensez-y. Il n'y a plus sinon les valets de malcontens.

Le Lundy xxv. conduits deuant sa Maiesté en la mesme assemblée au Louure, en la chambre de la Reine mere, sa Maiesté dit, qu'outre la response des articles precedens, il auoit fait les autres responles, que nous orrions lire. Surquoy à l'instant le sieur de Sauue fit lecture de toutes les responles: & peu apres la lecture faite, comme nul ne parloit, sa Maiesté, demanda si nous nous en voulions tous aller, disant qu'il estoit besoin qu'aucuns demeurassent. Que si nous auions pouuoirs suffisans pour passer outre, il vaudroit encore mieux, pour euitier les maux qui se pourroient faire cependant: à quoy nous deuions penser. Reuenant encore là, qu'à tout le moins aucuns de nous deuoient demeurer, singulierement afin que chacun voyant & entendant cela, ne desespérast point de la paix. Le sieur de Beauuoir fit response, que pour le seruice de sa Maiesté, il estoit besoin que tous les deputez des Prouinces s'en retournassent vers ceux qui les auoient enuoyez: autrement ceux qui iroient, seroient en danger de n'estre pas crus; & ceux

qui demeutoient en danger d'estre soupçonnez. Le Roy nous commanda d'aider entre nous, s'il seroit plus prompt d'aller ou de demeurer, car il ne vouloit bailler loy ne leçon, & qu'il bailleroit pour les vns & les autres tous passeports & assurances. Surquoy aussi la Reine insistoit, & pressoit de mesmes de faire election. Le sieur de Clausonne dit, qu'il y auoit diuersifié de deputez, & qu'il falloit necessairement que ceux dont il estoit, s'en tetournassent, tant pour satisfaire à leur charge, que pour le seruice de sa Maiesté.

Le Roy & la Reine mere par diuers propos tendans à vne fin, dirent, que nous deuions considerer la longueur du temps, & les allées & venues en diuerses Prouinces, dont plusieurs prenoient totale des fiance de paix: laquelle pourroit porter vn grand dommage, si quelques vns ne demeuroient. Et disoit encore le Roy, qu'on pouuoit encore remontrer aux Prouinces, que la demeure auoit esté faite par son instance & commandement, & qu'on en parlât entre nous. Le sieur de Clausonne dit, Puis qu'il plaisoit à sa Maiesté, nous en comuniquerions. le voy bien (dit le Roy) que vous commencez à y encliner, & en suis bien aisé. Le sieur de Beauuoir dit, qu'il y a diuers deputez de M. le Prince, de M. le Marechal de Danuille, & de diuerses personnes & Prouinces, par l'aduis desquels estoit besoin que lesdits Seigneurs Prince & Marechal se gouuernassent en ce fait, pour auoir esté assistez & secourus d'icelles, sans qu'il fust en leur pouuoit seul de faire la paix. Et que partant il estoit necessaire bailler les sauf-conduits & passe-ports necessaires tant aux vns qu'aux autres, pour allet, venir & s'en retourner, & s'asseurer de faire vne bonne resolution. Et qu'à mesmes fins luy plust commander qu'on baillast quatre extraits desdites responses, pour y auoir quatre diuerses legations. Sutquoy fut commandé audit sieur de Sauue, de faire lesdites expeditions requises. A l'instant le Roy & la Reine demanderent le nombre & les noms de chacune legation, en nous regardant comme si nostre connoissance leur eust esté necessaire; nous exhortant encore d'aduiler de ceux qui demeureroient.

Sur ce le sieur de Moruilliers commença, & le Roy suiuit apres, à faire plainte de ce que nous auions diuulgué & fait courir par toute la ville de Paris plusieurs copies de nos articles, lesquels nous deuions tenir secrets: monstrant qu'il estoit aucunement marry de cette descouuette. A quoy fut respondu, qu'ils auoient oüy parler & veu quelques copies d'un pretendu sommaire de leurs requestes: mais qu'il estoit aisé de connoistre qu'il ne venoit pas de nous, parce qu'il y auoit beaucoup de choses que nous ne demandions pas. Là dessus le Roy commanda que les responses (comme les articles) fussent tennues secretes, sinon ausdites Prouinces: à quoy le sieur de Moruilliers adjousta la cause que bien souuent telles descouuertes & aduertissemens donnent sur le point, occasion & moyen de grands empeschemens.

Le Matdy xxvi. à huit heures du matin, estans au Louure en la

Chambre du Roy, nous attendisimes quelque temps; parce que sa Maiefté estoit en son cabinet avec Messieurs, & les sieurs qui auoient assisté à cette negotiation. Le sieur de Chiuerny nous vint dire que le Roy nous prioit de l'excuser, qu'eussions patience, & que sa Maiefté auoit quelques empefchémens. A quoy le sieur de Beauuoir fit response, qu'il ne se faloit ainsi mocquer de nous, s'il ne nous vouloit faire mal penser; d'autant que nous sçauions bien que ce n'est pas le langage du Roy à ses suiets. Cependant vn de nous bailla le memoire des passeports pour retourner tous, seruant ledit memoire de response, que nous nous en voulions tous aller. Quelque temps apres que l'on nous eust mis en la garderobe, le Roy, la Reine & tous mesdits Seigneurs entrerent où nous estions. Sa Maiefté nous dit, qu'on nous auoit assignez ce matin pour luy faire response: qu'il estoit tard, & s'en alloit à la Messe. Que nous reuinssions le lendemain au matin.

Le Mercredy, sur l'heure du dîner, ayans esté mandez pour venir en la chambre de la Reine mere, où estoit sa Maiefté avec ladite Dame, Messieurs de Moruilliers, Lymoges, Chiuerny, Bellicure & Sauue: le Sieur de Beauuoir faisant la response à ce que sa Maiefté nous auoit commandé, dit qu'il faloit necessairement que ceux qui estoient venus du costé de Languedoc & de la Rochelle s'en rerournassent, pour satisfaire à leurs charges. Que M. le Prince luy auoit permis, & au Sieur Darennes, de demeurer, pourueu qu'ils luy renuoyassent le Sieur du Chelar. Neantmoins qu'ils feroient leur deuoir pour le seruice de sa Maiefté, enuers ceux qui les auoient enuoyez pour la pacification. Surquoy le Roy & la Reine leur firent nouuelles exhortations, disant encore sa Maiefté, qu'elle auoit aisé que l'apresdinée nous fussions assemblez avec les Sieurs de Bellicure & de Sauue, pour voir si aux responses qu'on nous auoit faites il y auroit quelque chose à r'habiller, pour apres venir le lendemain vers luy, afin de resoudre nostre parlement. A quoy le Sieur de Beauuoir dit, qu'il seroit obey. Et combien que sa Maiefté nous eust ouys benignement; toutesfois que plus hardiment nous ferions entendre ausdits Sieurs de Bellicure & de Sauue, les causes qui nous mouuoient de ne pouuoir accepter lesdites responses. Le Roy & la Reine dirent, qu'ils seroient bien aises que les Sieurs de Beauuoir & Darennes, au moins demeurassent, pour faire penser à chacun que la paix n'estoit pas rompue du tout. Le Sieur de Beauuoir dit, que s'il estoit besoin pour le seruice du Roy, il seroit obey.

Suiuant le mandement susdit, nous allasmes trouuer le sieur de Bellicure en sa maison, où estoit le sieur de Sauue, avec lesquels faisant conference desdites responses, fut trouué qu'aucunes d'icelles auoient esté amendées ou esclairecies. Et pour le regard de quelques autres, nous donnoient telles interpretations de la volonté du Roy, qu'elle sembloit estre autre que lesdites responses ne portoient: disant qu'elles se pourroient

pourroient corriger en d'autres , comme de l'aécquit du payement des Reistres & d'autres. Ils sembloient par leur langage nous donner quelque esperance de receuoir contentement sur d'autres , mesmes des principaux, où encore furent desduites plusieurs raisons plus hardiment qu'elles ne l'auoient esté deuant la Reine. Sur ce ils nous donnerent aduis de les presenter deuant sa Maiesté le lendemain : & tant pour ce regard que sur les difficultez des autres , firent escrire & prendre par l'un de nous le memoire , pour en auoir meilleure souuenance. En quoy fut employée toute l'apresdinée, dont nous prinsmes argument que l'on vouloit de plus près approcher de la raison , & ne nous laisser aller sans faire plus grandes offres. Leur ayant fait instance d'auoir vers nous lesdites responses pour y pouuoir mieux auiser, ils nous dirent, qu'ils n'auoient commandement de le faire : & que nous nous deuions contenter que l'un de nous en auoit pris ce qui nous pouuoit suffire : comme aussi n'auoient-ils pouuoir d'ordonner aucune chose ; le Roy ayant deliberé qu'en ce fait toutes choses passassent, fussent traitées & resoluës par sa Maiesté & en sa presence.

Le xxix. dudit mois, mandez & venus deuant le Roy en la chambre de la Reine, avec l'assistance que dessus, fors le Roy de Nauarre & M. de Montpensier, le sieur de Beauvoir dit, que suiuant le mandement de sa Maiesté nous auions conseré sur les responses des articles de nos supplications avec les sieurs de Bellieure & de Sauue, lesquels en vne partie d'icelles, auoient trouué qu'il y falloit de l'amendement : & quant à d'autres, mesmes des principales, qu'il estoit besoin de deduire nos raisons deuant sa Maiesté. Et que n'appartenant aux vns ny aux autres d'y toucher, à cette cause il supplioit tres humblement sa Maiesté faire derechef lire lesdites responses à ces fins. Ce que sa Maiesté fit, & ayant esté leuë la response du premier article concernant la Religion, dont l'exercice demeueroit restraint comme dessus, le sieur de Clau-sonne, suiuant la charge qu'il auoit prinse de la compagnie, dit auant que passer plus outre à la lecture des autres articles, Puis qu'il auoit pleu à sa Maiesté nous ouurir la bouche pour parler, il estoit expedient dire vn mot en general sur lesdites responses. Que quand sa Maiesté nous donna congé pour aller deuers ceux qui nous auoient enuoyez, pour leur faire entendre sa volonté sur les articles de nos tres-humbles supplications, & retourner apres avec leur dernière resolution : il ne s'est peu faire que nos cœurs n'ayent esté touchez de grande tristesse, ayans d'un costé vn singulier desir d'obeyr & complaire à sa Maiesté, & ne rien espargner de tout nostre pouuoir & deuoir au bien de son seruice : & d'autre part tenans comme asseuré que les responses de sa Maiesté apporteroient extreme mescontentement à tous ceux de nostre party, qui en orroyent parler. Et possible passeroit-on plus outre, à nous soupçonner de quelque negligence, ou mesmes de lascheré ou de corruption, comme les hommes naturellement affectionnez à leur conseruation,

entrent facilement en opinion de mal, pourueu qu'ils en voyent l'apparence. Qu'ayans pensé longuement sur cet inconuenient, nous auions aisé de supplier encore vn coup sa Maiesté tres-humblement, & de tout nostre cœur, de vouloir considerer de plus prés l'importance de cette dure responce, & les maux qui peuuent auenir d'une soudaine resolution qu'on pouuoit prendre, de quitter plustost tout le bien qu'on nous presente sur des grandes & solennelles promesses, que s'abandonner à la mercy de tant de petits & foibles fondemens de paix. Que nous ne doutions point qu'outre la rigueur manifeste, on trouueroit beaucoup d'iniustice en les responses; non pas que nous ayons opinion qu'on cuide faire iniustement. Mais nous croyons que ou par mesgarde, ou par faute de connoistre les merites de nostre cause, & le bien que pourra porter entre les concitoiens, l'esgalité gardée en toutes choses, singulierement la commune liberté à chacun de l'exercice de la Religion: L'on faisoit trop grande difficulté d'oütroier cet exercice generally, & de garder pareillement, en tout le reste, l'esgalité, mere gardienne de la concorde ciuile. Tanty a qu'avec ces responses nous partions de la presence de sa Maiesté tres-mal contents & bien tristes: ce quine deuoit auenir à vn grand Roy, tel que sa Maiesté. Qu'il imitast plustost l'Empereur Vespasian, qui disoit souuent cette sentence vrayement Impetiale, que *Vn bon Prince ne doit iamais permettre que pas vn de ses bons suiets s'en aille de sa presence, avec tristesse & mécontentement.* Tite aussi Empereur, son fils, de pareille ou plus grande bonté que le Pere, regrettoit & se plaignoit à ses fauoris, quand il se passoit vn iour, auquel il n'eust fait quelque bien à ses suiets: & disoit, que *Le Prince doit auoir plus d'esgard à leur satisfaction, qu'à son particulier contentement.* Que si sa Maiesté se propoisoit vne telle condition de Prince, certainement elle s'estendrait plus auant à nous bien faire & gratifier, qu'elle ne faisoit par les responses, & nous renuoyeroit iustement contents: autrement il ne se pouuoit faire que nous eussions courage de luy faire seruiue qui luy vinst à plaisir, en nostre legation. Qu'il nous souuenoit bien de deux paroles que sa Maiesté auoit mises en auant, disant qu'il estoit nostre Roy. Que les Rois estoient tousiours les plus forts; parce que Dieu fauorise aux Rois. Et que s'il estoit contraint d'en venir aux derniers efforts, sa Maiesté esperoit que Dieu luy feroit la grace d'en venir à bout. Qu'il estoit auenu deuant nostre conference, que toutes les raisons qu'on nous auoit proposées, estoient propres pour confermer nos supplications & nos intentions. Mais sur tout nous pouuions fortifier nostre cause de cette mesme parole, à sçauoir que sa Maiesté est nostre Roy, qui est autant comme Pere & bien-faiteur. Que nous supplions donc tres-humblement sa Maiesté, qu'il luy pleust se rendre plus benin & fauorable à ses suiets, specialement en ce fait de l'exercice general & libre de la Religion: & que nous continuerions tant plus alaigrement en la tres-humble obeissance & fidele seruitude que nous deuons à sadite Maiesté.

Ce que dessus recité, le Roy dit, qu'il voudroit qu'en ces paroles dites il y eust autant de verité, comme il nous sembloit qu'en ses responses il y eust peu de raison. Qu'il parloit à nous comme vn pere à ses enfans, & nous bailloit ce qu'il connoissoit nous estre necessaire. Qu'il l'auoit fait la pluspart de soy-mesme, contre l'aduis de son conseil, pour le desir qu'il auoit de pacifier son Royaume. Qu'il voudroit que nous secussions son cœur. Qu'il auoit fait pour nous (comme il luy sembloit) en ses responses plus que les autres Rois ses predecesseurs, & plus ouuertement & de meilleur cœur, non seulement pour contenter les Gentilshommes ayans les grands fiefs, mais aussi ceux qui tiennent les petits. Qu'il pensoit auoir baillé prou de villes, où il y a plus d'affluence de gens de la Religion. Que ceux qui seroient aux champs, pourroient aller aux maisons des Gentilshommes ayans grands fiefs. Que d'en bailler dauantage, & plus qu'il n'y en a eu par le passé, luy qui est venu de nouveau, ne le pourroit faire pour son honneur. Qu'il fait chose contraire à sa Religion, à quoy l'on doit auoir esgard & reconnoistre cela pour vn grand benefice. Qu'il sçait tres-bien qu'il nous doit iustice: mais nous deuons sçauoir que nous luy deuons obeissance. Que Dieu auoit bien monstré, mesmes aux issues de plusieurs batailles, qu'il estoit plus pour les Rois, & pour luy auant qu'il le fust, que pour nous. Neantmoins qu'il aimoit mieux laisser les armes & les vengeance, pour venir à vne bonne paix. Que nous nous deuions contenter, & retourner vers les nostres en cette bonne intention, leur declarant cette bonne volonté. Qu'il ne pouuoit croire que, en nos consciences, nous n'eussions assez, & beaucoup plus que nous ne pensions auoir auant que venir. Si autrement estoit, & que l'on n'acceptast les responses, nous montrerions bien que nous sommes passionnez: demandant, qui auoit plus d'occasion d'obeyr, ou luy à nous, ou nous à luy.

Le sieur Darennes dit, que nostre intention estoit conforme à la sienne. Que nous desirions tous luy obeir: mais que nous le supplions tres humblement de considerer que toutes les restrictions qu'il luy auoit pleu mettre en seldites responses, estoient contraires à la mesme fin & dessein qu'il a au bien de la paix pour tous ses suiets, singulierement au premier article de la nomination que doiuent faire les nobles. Car si vn haut Iusticier, pour auoir exercice, enuoye faire la nomination de la maison, les Officiers reuoqueront en doute sa haute Iustice, & les titres apportez seront incontinent retenus. Cependant, desenses de prescher, & bien souuent de iouir de la terre qui auparavant n'estoit en controuersé: voyre y en a qui l'ont perduë pour la seule haine de la Religion.

Le Roy repliqua, que le sieur de Bellicourt luy a bien dit, ce qui auoit esté remonstré des vexations que ceux de Thoulouse auoient données à plusieurs Gentilshommes, mesmes quand ils vouloient faire prescher.

Le sieur de Moruilliers dit, qu'aussi plusieurs Gentilshommes, qui n'auoient iurisdiction, vouloient monstrier par fraude auoir iustice haute pour faire prescher en leurs maisons, comme il s'estoit trouué aux pacifications passées. Le Roy & la Reine dirent, que pour y pouruoir, à ce que les Nobles ne soient ainsi vexez, on trouuaist quelque moyen, & que vuidissions l'article. Le Roy adiousta, qu'en faisant apparoir par le haut iusticier qu'il a seulement iouy de sa terre pour quelque temps, qu'il puisse faire l'exercice: & que ce n'estoit pas vn point suffisant pour rompre la paix. Dauantage que cela ne s'estoit fait (comme il croiroit) qu'à Thoulouse. Le sieur Darennes dit, qu'il auoit veu ailleurs suspendre pour certe occasion la iurisdiction d'un Gentilhomme. Le Roy fit response; Si cela se fait dorénuant, qu'on vienne à luy, il y pouruira incontinent. Le sieur Darennes dit, que c'estoit vexations & frais: à quoy le sieur de Mirebeau adiousta, qu'il y auoit peu de hauts iusticiers; mesmes en tous ces quartiers où il habitoit n'y en auoit que cinq ou six. Le Roy dit, que si nous auions quelque enuie de la paix, que nous cherchissions le moyen & le remede de nostre part, quand verrions quelque difficulté, comme il le chercheroit de la sienne: que si chacun faisoit ainsi, nous aurions bien-tost la paix. Le sieur Darennes respondit, que c'estoient toutes difficultez, nées & non inuentées. Le Roy repliqua, que les difficultez ne sont si grandes qu'elles ne se peuuent soudre, & le sieur de Moruilliers dit, qu'il en auoit veu proposer plusieurs du temps du feu Roy, à toutes lesquelles auoit esté pourueu. Lors le Roy commanda au sieur de Bellicure de mettre en des tablettes toutes les difficultez, afin d'aider apres à y satisfaire.

L'autre difficulté, disoit le sieur Darennes, quant à la declaration de la susdite nomination, estoit, que les nobles hauts iusticiers, pour auoir fait la nomination, soudain que les troubles estoient arriuez la maison nommée est pillée, saccagée, bruslée, & bien souuent rasée iusques aux fondemens: de sorte qu'il n'y a Gentilhomme qui puis apres vueille plus faire nomination qu'à grande difficulté. Le Roy dit, que le remede pour n'auoir plus de troubles, est qu'on ne prenne point les armes. Le sieur Darennes respondit, que le dernier exemple monstroient bien que nous ne les auions pas prises les premiers; ny longtemps apres, que par vne grande force & necessité de sauuer nos vies. que voulez vous donc qu'on oste? dit le Roy. Ces restrictions, Sire, respondit-on. Il n'y a point de restrictions aux Gentilshommes, dirent le Roy & la Reine. Le sieur de Beauuoir dit, Ceux qui ont peris fiefs ne peuuent faire prescher en toutes leurs maisons. Et là où ils le peuuent, ce n'est qu'avec leurs domestiques, pour lesquels vn Gentilhomme seul ne peut entretenir vn ministre. Et quand la liberté seroit entiere, ils iroient ailleurs. Le sieur Darennes dit, que si les Nobles des petites fiefs ne peuuent auoir Eglise, la permission du demeurant ne leur sert de rien: & s'ils reçoient quelque estranger, il sera recher-

ché & ruiné par procedures. Le Roy repliqua, Quand bien l'exercice seroit general par tout, les Nobles des petits fiefs n'en auroient non plus. Le sieur Darennes dit, qu'il y en a qui ont grands fiefs, & les autres petits : mais que la concession ne peut servir aux vns & aux autres. Cependant le Roy appella le sieur de Moruilliers, auquel il parla assez longuement à l'oreille : & apres à la Reine mere. Puis, le sieur Darennes reprenant son propos dit, qu'il y auoit grande consideration, & pour le particulier & pour le public, & pria le Roy de le prendre en bonne part : en ce qu'allant & venant des villes aux maisons des Gentilshommes, pour le presche, ou en chemin, ceux de la Religion pourroient estre & seroient tellement offensez & prouoquez par vn ennemy qui scauroit l'heure certaine, que par telles occasions les troubles pourroient estre renouuelez. Que mesmes ces mots mis à la liberte de ceux qui pourroient demeurer es villes, pourueu qu'ils se contiennent selon les Edits, seront que les seditieux par calomnies feront faire ordinairement des recherches & beaucoup d'autres vexations. Le Roy respondit, Quand la iustice sera bien establie, & que les iuges verront qu'il y a calomnie & fausse denonciation ils puniront le delateur : & s'il y en a vne fois vn bien chastié, l'autre y pensera. Le sieur Darennes dit, que outre que ce que dessus, les assemblées qui se font chez les Nobles, engendrent plusieurs ialousies & soupçons, dont est auenu que souuent, sans occasion, ont esté enuoyez plusieurs auertissemens au feu Roy, que c'estoit pour entreprinſes, & non pour la Religion. Pourueu que vous vous gouuerniez sagement, dit le Roy, il ne faut craindre cela. Dés que l'exercice y aura esté fait deux ou trois fois, on n'en parlera plus. Et si quelque tort vous est fait, vous vous sçaurez bien plaindre, & i'y enuieray pour en faire vne punition exemplaire. Le sieur Darennes dit, Quand cela sera fait, le battu aura tousiours tort, comme l'on dit. A quoy le sieur Mirebeau adiouta, que tant plus y auroit de presches, tant moins y auroit de plaintes : comme auoit esté verifié du temps du feu Roy, dont il recita quelques exemples. Le sieur Darennes dit encore, qu'il n'y aura Gentilhomme qui s'ose declarer & nommer, ny faire prescher, pour crainte du passé. La Reine respondit, Ce n'est pas cela, mais c'est qu'ils s'en lassent. S'ils en estoient si las, dit le sieur Darennes, ils ne seroient pas cette poursuite, & ne s'exposeroient pas aux perils & dangers comme ils font. Le Roy commença à faire vn discours des trois Estats, & dire que l'vn n'auoit occasion d'auoir ialousie de l'autre : adioutant qu'il n'accorderoit point l'exercice general par tout. La Reine dit, Il n'y a que cela, Si vous voulez la paix ou non. Le Roy demanda si nous auions charge de passer outre, & si nous estimions que la paix se puisse faire sans l'exercice general. Le sieur de Clausonne fit response, l'en douterois grandement, Sire : toutefois nous rapporterons vostre bonne volonté à ceux qui nous ont enuoyez. La Reine dit qu'on declarast en conscience, si estans vers eux, nous leur

conseillerions que la paix ne se fîst point sans exercice general. Le sieur de Beauvoir respondit, qu'il estimoit de sa part ne pouoir rien faire: toutefois qu'il pleust au Roy s'elargir tant qu'il seroit possible, & nous ferions au rapport nostre deuoir. Derechef la Reine demanda si cét article romproit la paix. Le sieur de Claufonne dit, que cét article estoit la substance de la paix: qu'il ne pouoit sçauoir le reste, & que c'estoit à Dieu seul.

Sur la lecture des exceptions, où la Cour & l'espace de deux lieües à l'enuiron estoit comprise, le Roy dit, qu'il ne falloit point parler ny penser qu'il y eust exercice en sa Cour, qui estoit sa Maison, ny à deux lieües à l'entour: ce qu'il reudit par plusieurs fois. Et pour ce que le sieur de Claufonne luy dit, qu'il l'auoit bien souffert en Pologne en sa maison: il respondit, qu'il l'y auoit trouué, & que l'exercice n'estoit qu'en la ville: mais que s'il eust peu l'en oster, il l'eust fait. Et à vous en parler librement (dit il) si i'y eusse encore demeuré vn an, ie l'eusse fait, si i'eusse peu, & croit qu'il m'eust esté accordé. Adioustant que quand il y alla, tous luy vindrent au deuant, & qu'il les receût aussi sans aucune difference de Religion: aussi l'accompagnoient-ils ordinairement dans le temple, iusques à la consecration, ce que nous ne ferions pas.

Sur les exceptions mises ausdites responses, touchant les terres de la Reine mere & de Monsieur, ladite Dame dit, que cela s'estoit tousiours fait: & pource qu'on luy dit que non, si ce n'est par declarations & apres les Edits, & contre le texte & promesse d'iceux: ladite Dame respondit, qu'on se deuoit contenter, veu qu'on auoit adiousté aux responses, que par lesdites exceptions les Gentilshommes ne seroient point empeschés aux mesmes terres de faire l'exercice. Le sieur de Claufonne dit, qu'elle estoit mere du Roy, & qu'elle le conseilloit, & qu'il falloit en consequent que ses suiets eussent le priuilege de ceux du Roy. Aucuns de nous dirent, qu'il pleust à ladite Dame & à Monsieur de prendre pour eux en leurs terres, le conseil qu'ils bailleroient au Roy. Et le sieur Darennes dit, que chacun voyant ces exceptions; l'interpreteroit à vne mauuaise affection de ladite Dame enuers nous & nostre Religion. Quant à la Cour (que le Roy appelloit sa maison) & aux enuirs, sa Maiesté representa quelques dangers, & l'exemple de ce que par cy-deuant auoit esté executé; monstrant par sa contenance & quelques gestes de sa teste, qu'il se tiendrait bien ferme en cette particuliere exemption. Le sieur de Mirebeau dit, que ce priuilege de deux lieües de la Cour, & de six lieües à l'entour de Paris estoit de grande consequence & incommodité, mesmes pour les Princes & grands Seigneurs de la Cour, qui sont de la Religion, qui se trouueront près de sa personne: & pour infini peuple de la Religion estant à Paris & és enuirs: & qu'on ne sçauoit faire qu'il n'y eust des contrauentions. Le sieur Dyolet dit, que tant plus il y auroit de presches, tant plus il y auroit de prieres enuers Dieu pour la prosperité du Roy & de ladite Dame.

La Reine dit, qu'il ne falloit plus tant debattre. Nous ne debattons point, Madame, dit le sieur de Beauvoir, mais nous deduisons nos raisons avec toute l'humilité que nous pouuons. Le sieur de Claufonne adiousta, que toutes ces doutes se pourroient esclaireir, & tous ces inconueniens éuiter en vn seul mot, d'accorder exercice par tout. Le sieur de Moruilliers respondit, qu'il ne uoit point que cela le peut faire ny executer. Il ne faut douter, dit le sieur de Claufonne, que le Roy ne soit obey. Obeissez-donc dit le Roy. On respondit, qu'après Dieu nous le ferions.

Touchant l'enterrement des morts, le sieur de Claufonne dit, que c'estoit vne chose bien cruelle & inhumaine, que de ne nous vouloir receuoir morts aux coemetieres communs, dont le nom monstre pourquoy ils sont faits, & achetez ou donnez par nous & nos predecesseurs, aussi bien que par les Catholiques. M. le Cardinal dit, qu'ils ne le pouuoient faire par leur Religion (nous estans de diuerse & contraire) sans estre excommuniez : & qu'ils vouloient aussi bien garder la leur que nous la nostre. Le sieur Darennes respondit, qu'il seroit bien malaisé de nous vnir viuans, puis qu'ils ne vouloient nous receuoir ny tolerer morts. Aquoy le sieur de Claufonne adiousta, que ne nous voulans en terre, ils voudroient (ce semble) que nous fussions en l'air, comme desesperez. La Reine dit, qu'en cela il n'y peut auoir que scandales, comme il en est suruenu souuent : de sorte que feu Monsieur l'Amiral mesme (ainsi l'appelloit-elle tousiours quand elle en parloit) l'auoit trouué bon, & de son aduis en auoit ainsi esté ordonné au dernier Edit. Et pource que le sieur de Claufonne disoit, que si la Reine faisoit tousiours ces Maximes de scandales, on n'auroit rien de raisonnable : La maxime que ie say, dit-elle, est que ceux qui portent vos morts, sont beaucoup d'insolences. Le Roy dit, qu'il y pouruiroit de quelque bonne façon. M. le Cardinal reprenant le propos dit, que de leur part ils vouloient faire & monstrier la difference d'eux à nous, puis que les Religions estoient contraires & differentes. Le sieur de Claufonne dit, que s'estoit au Roy à disposer & ordonner pour la police du Royaume, des terres publiques qui sont en iceluy, & non pas aux Catholiques : & que c'estoit vne espece d'infamie d'entretenir certe separation. Et le sieur de Mirebeau adiousta, que c'estoit mettre vne grande difference entre les suiets que sa Maiesté disoit vouloir traiter également. Le Roy demanda, s'il y auoit mal & inconuenient, & puis dit, qu'il y pouruiroit. Sur ce M. le Cardinal commençà entrer en remonstrance, disant que pour estre enseuelis avec eux, il falloit que nous vescuissions en leur Religion, qui estoit celle du Roy, de nos peres & ayeulx. Le sieur de Claufonne supplia sa Maiesté ne vouloir permettre, que ceux de la Religion en leurs sepultures fussent estimez & traitez comme profanes, ny priuez des tombeaux & monuments de leurs ayeulx & maieurs, desquels il tiennent le titre & le droit. Quant aux inconueniens

leur forme d'enfevelir est tant simple, qu'elle n'offense personne. Et s'il y auoit ordonnance ou commandement de sa Maiesté, chacun se contiendroir, quoy qu'on vueille faire croire le contraire. Que M. le Cardinal estimera (s'il luy plaist) que nous n'auons fait le diuorce & separation dont il se plaint, sans tres-grande occasion, apres que l'Eglise Romaine s'est separée elle-mesme de l'Eglise vrayement Catholique. M. le Cardinal dir, qu'ils estoient nos peres spirituels, & que nous qui estions leurs enfans les auons delaissez : que nous reuinssions à l'Eglise, & que l'Eglise nous receuroit. Toute la dispute (dir le sieur de Clausonne) entre vous & nous, est à sçauoir où est l'Eglise : mais que là n'estoit le lieu pour en disputer, combien qu'ailleurs on le fera quand il luy plaira. Sur ce le Roy dir, Laissez-les, M. le Cardinal : ils estiment que c'est leur salut : se sauue qui peut.

Sur les mesmes responses, quant à la Religion, le sieur Darennes remonstra, qu'on auoir obmis à respondre à plusieurs particularitez, mesmes touchant les Synodes & Consistoires, où sont deliberées les excommunications : les cloches, chants de Pseaumes & autres polices. Et pareillement auoir-on obmis de respondre quant aux mariages des Prestres, Religieux & Religieuses. Qu'avez vous affaire des moines & monieffes ? dit le Roy. Le sieur Darennes respondit, que c'estoit nostre Religion, suppliant tres-humblement sa Maiesté de declarer tels mariages legitimes, afin que les femmes ne soient déclarées putains, & les enfans illegitimes. Et d'autant que sa Maiesté alleguoit la ruine de plusieurs maisons (singulierement des nobles) dont la pluspart des Religieuses seroient cause, voulans par cetter liberté sortir des conuents, & reperer les droits qu'elles ont quittez : le sieur de Beauuoir declara, que l'article ne s'entendoit des biens ; car on les laissoit en la disposition du Roy, pour en ordonner comme de chose politique par tout son Royaume, ainsi que bon luy sembleroit. M. le Cardinal proposa (comme pour exemple) l'inconuenient qui en auientroit, de plusieurs qui sortiroient de leurs monasteres, pour se rendre de la Religion, quand les superieurs les voudront chastier de quelques fautes qu'ils auront commises. Et le Roy dit, qu'il y a plusieurs religieuses qui se fâchent là, lesquelles ne demandent pas mieux que de sortir, & que cela seroit cause qu'une partie enfin se mettroient à courir l'esguillette. Surquoy le sieur Darennes respondit, que le mariage declare legitime estoit le vray remede pour y pouruoir. Et sur ce que le sieur de Clausonne dit, que nous ne les induisions de sortir : M. le Cardinal print occasion là dessus de parler des vœux faits à Dieu, lesquels il falloit garder ; & allegua le passage de la premiere Epistre à Timothée, où l'Apostre parlant des ieunes veufues, dit : *Condamnationem habentes, quia primam fidem irritam fecerunt* A quoy le sieur de Clausonne respondit, que ce passage estoit mal appliqué, sous correction. Car il estoit là parlé des veufues qui ont paillardé apres la promesse & profession faite à Dieu, ce que S. Paul appelloit foy premiere,

premiere, soit pour la profession Chrestienne, ou foy de leur mariage : & que les Papes & Docteurs de l'Eglise Romaine appliquoient mal ce passage aux promesses & vœux monastiques. Qu'au reste S. Paul estoit d'avis d'appeller à certaines charges Ecclesiastiques, les veufues de soixante ans, approuvées & de bon tesmoignage : commandant tres-expressément aux ieunes de se marier. Le Roy demanda pourquoy nous ne voulions point de vœux en nostre Religion. Là dessus le sieur de Moruilliers, sans attendre la responce, dit que le sieur de Beauvoir sçauoit bien que cet atticle, apres longue & grande dispute, fut accordé. Le sieur de Beauvoir accorda qu'il y auoit eu dispute, mais non pas qu'elle fust raisonnable de leur part. Le Roy demanda particulièrement aux Catholiques vnus, si eux qui se disoient Catholiques, vouloient que les Religieuses fussent mariées. Le sieur de Saux, l'un d'iceux respondit, qu'il ne leur importoit, sinon de tant que cela poutroit amener le repos. Surquoy aucuns de nous ayans dit, que tous les articles auoient esté accordez entre eux & nous, & qu'on en feroit vne mesme poursuite, en signe dequoy luy-mesme les auoit signez : & sur ce que ledit de Saux nia les auoir signez, M. Marion, son compagnon, Catholique, certifia qu'ils auoient esté non seulement signez de luy ; mais accordez par eux & par les autres Catholiques, desquels ils auoient chargé avec eux ceux de la Religion de faire tous vne mesme poursuite. Vous voulez donc (dit le Roy) & demandez d'un costé que l'on reforme l'Eglise Catholique, & de l'autre que les Religieuses se puissent marier. Le sieur de Saux respondit, que la deprauiation & deformité amenoit les maux qu'on voioit. Sur ce le Roy & la Reine se prirent à rire, & parlerent ensemble quelque espace de temps. Le sieur de Moruilliers dit, que par ces Synodes, consistoires & autres reglemens que nous demandions estre permis, il sembloit que nous voulions introduire & faire establissement d'une Republique séparée. Le sieur Darennes respondit, que cette discipline Ecclesiastique, qu'on demandoit, ne faisoit qu'oster les desordres & scandales de nos Eglises, sans qu'on en fist autre punition pour le regard d'iceux, sinon de mettre hors des compagnies par excommunication, les scandaleux & desordonnez de nostre mesme Religion.

Quant aux festes, pource que le Roy parloit de renuoyer cette connoissance au Pape & aux Euesques, à qui elle appartenoit, le sieur Darennes dit, que cela auoit esté souuent mis en termes, mesmes de la part desdits Catholiques : & qu'à cause de la multitude desdites festes auoit esté arresté du temps du feu Roy, qu'attendant la resolution du Pape & des Euesques, il permettoit à ses suiuis de trauailler tous les iours, fors le Dimanche & autres qu'il reseruoit en petit nombre. Ce que sa Maïesté pouuoit licitement faire, & accorder de son auctorité, pour nostre regard, ledit article, par forme de police, laquelle luy appartenoit. Le Roy dit, que la Loy en estoit desia faite, il y auoit long-

remps en faueur du Pape. A quoy fut respondu, que nous n'estions obligez de garder les loix & ordonnances du Pape. Et pource que M. le Cardinal dit, que c'estoit l'Eglise, on respondit, que l'on n'estoit non plus obligé à cetter Eglise-là qu'à luy.

Pour le regard des dispenses des degrez de consanguinité pour les mariages, le sieur Darennes respondit de mesmes, que nous ne voulions recourir au Pape, pour estre dispensez de chole qui nous estoit permise par la parole de Dieu. Mais si sa Maiesté vouloit tenir pour deffendus, par mesme police, les degrez desquels le Pape dispensoit les Catholiques, moyennant de l'argent, que nous fussions entretenus en mesme condition d'en pouuoir estre dispensez par sa Maiesté, veu que nous ne reconnoissons le Pape : enquoy il deuoit faire moins de difficulté; parce que pareilles dispenses & pouuoir d'icelles auoient esté publiées en la Cour de Parlement de Paris. A la verité, desiant cét article, vous vous pouuez marier (dit le sieur de Clausonne) par le moyen desdites dispenses, & certains degrez, & non pas nous, si la dispense du Roy nous estoit desniée, enquoy n'y auroit aucune raison. Le sieur de Lymoges voulut certifier qu'aucuns de la Religion s'estoient retirez vers le Pape, & en consequent l'auoient approuué pour ce regard. Mais cela fut nié & estimé estre incroyable; d'autant, dit le sieur de Clausonne, que personne n'approuuoit le Pape, non plus que S. Gregoire, qui l'abominoit quand le Pape s'appelloit Euesque vniuersel. Que S. Gregoire l'abominoit: dir le Roy. Ouy, respondit le sieur de Clausonne.

Sur les dixmes, pource que le Roy dit, que cela ne se pouuoit faire, & M. le Cardinal, qu'on auoit prins les villes au Roy; qu'on vouloit à present oster le bien, & que nous serions bien aises que les gens d'Eglise allassent mandier : Le sieur de Clausonne fit response, quant aux villes, que nous auions protesté de dire à sa Maiesté beaucoup de choses là-dessus, s'il luy plaisoit nous en donner la liberté. Qu'on ne les auoir prinse pour les donner aux Espagnols. Qu'on ne vouloit pas cette retention de dixmes diminuer aucune chese des decimes que le Roy prenoir, ny appauurir M. le Cardinal ny les autres, lesquels en auoient assez d'ailleurs, dont on ne leur porte en uie, ains souhaitoit on qu'ils en eussent d'auantage, pourueu qu'il fust de party là où il est destiné. Mais que la dixme qu'on demandoit estoit seulement de nos terres, & pour l'appliquer, selon les saints decretz, à ceux qui nous preschent & administrent les S. Sacremens. Le Roy & M. le Cardinal dirent, qu'il ne tient pas à eux, & que si nous y voulons venir, ils nous les nous administreront: & que si nous n'y voulons venir, ce n'estoit raison qu'ils perdissent leurs droits. A cela fut respondu, qu'on est bien marry qu'ils ne les administroient selon la parole de Dieu, afin qu'on eust occasion d'y aller. Mais si le Roy trouuoit estrange la retention desdites dixmes, il y a prou d'autres moyens, dit le sieur de Clausonne, de nous accorder vne demie decime ou pension, ou quelque somme

de deniers, sur les reuenus Ecclesiastiques, afin que nous puissions entretenir nostre ministère, comme les autres le leur.

Pource que sans autre responce, le sieur de Sauue se mit à lire l'article de Mets, où le Roy disoit ne vouloir rien changer, & qu'ils estoient en paix: le sieur Darennes dit, qu'il n'estoit raisonnable, estant ceux de Mets en la protection du Roy, & de quatre parts les trois de la Religion, ils ne doiuent estre de pire condition que les naturels suiets. Qu'autrement il y auoit du danger, estans en la frontiere de grande importance (veu leur grand nombre) au seruice du Roy, d'autant que leurs volontez se pourroient alier par succession de temps. Qu'ils ne pouuoient viure sans Religion, comme les Athées. Que c'estoit vne ville imperiale, & par consequent libre, comme les autres de l'Empire, où il y auoit exercice. Et combien que l'exercice n'y fust quand le Roy Henry la print en sa protection, il y auoit esté mis depuis, mesmes par aucuns des Edits passez. Que si sa Maiesté trouuoit mauuais de l'accorder dans la ville, qu'il luy pleust l'accorder en vn des deux lieux mentionnez en leurs memoires, lesquels furent nommez. On vouloit lire entierement lesdits memoires, tant pour monstrier plus amplement leurs iustes occasions, que le pouuoir que nous auions de parler pour eux: mais le Roy dit, qu'il nous en croioit bien, & que nous scauions bien appliquer les exemples du passé pour nous, mais que contre nous, nous n'en voulions point prendre. Neantmoins qu'il n'y vouloit toucher: mais quand les mesmes habitans luy presenteroient leur Requeste, qu'il y auiseroit. Et la Reine dit, que nous parlissions pour nous, sans nous mesler des autres. A quoy fut respondu, que nous estions freres communs en Religion, & deuions faire les vns pour les autres. Le sieur de Moruilliers dit aussi, que quand bien le Roy voudroit qu'il y eust exercice, il faudroit que ce fust par vne declaration particuliere, & non par l'Edit: parce qu'en iceluy Edit ne doiuent estre compris que les naturels suiets.

Sur l'article des habitans du Comté de Venisse, & ce que le Roy demandoit pourquoy nous voulions habiter sur les terres du Pape, puis que nous l'auions en si grande haine: Le sieur de Clausonne repeta, que selon la volontré du feu Roy, & moyennant les promesses de M. le Marechal de Vieille-ville, ceux de la Religion dudit Comté auoient laissé les places qu'ils tenoient, à condition de les remettre en l'estat, ou les faire iouyr de leurs biens, avec seureté de leurs personnes, & l'exercice de la Religion. Qu'il estoit raisonnable de tenir cette promesse: & où le Pape ne le voudroit faire, permettre le droit ancien de représaille. La Reine s'adressant à M. le Cardinal, dit, Mon Cousin, il est raisonnable de les remettre en quelque bon estat. M. le Cardinal dit, qu'ils tenoient Menerbe. Que quant à luy, il ne le pouuoit faire: & qu'il falloit que sa mesme Sainteté en ordonnast. Le Roy dit, qu'il en escriroit. Et le sieur Dyolet adiousta, que si le Pape n'y satisfaisoit, il

seroit en danger d'une guerre, & que sa Maiesté devoit mettre en sa main ceste Comté, laquelle n'estoit tenuë que par engagement, moyennant un e somme de deniers qui n'estoit pas grande.

Sur l'article du Roy de Navarre, & la responce faire que sa Maiesté conseileroit au Roy de Navarre ce qu'il verroit luy estre bon, fut remonstré que la plupart des gens du pays sont de la Religion, nos freres en icelle, lesquels auoient enuoyé en la derniere assemblée, à ce que le Roy fust supplié d'aider à leur manutention, & qu'ils vescuissent en l'estat où la Reine les auoit laissez. Que nous en faisons vne priere tres-humble à sa Maiesté, afin de le moyenner enuers le Roy de Navarre, qui en rapporteroit commodité & seruice, en lieu de troubles & incommodité, si on faisoit autrement. A quoy la Reine mere respondit, qu'il en seroit bien d'accord avec ses suiets, sans qu'il fust besoin que nous nous en missions en peine: neantmoins (dit-elle apres) ie voudrois qu'il fust icy pour en dire sa fantaisie. Et pource que le Roy ne sonnoit mot, bien qu'on luy dit, que si la France estoit en paix, encore faloit-il eüiter, que Bearn ne fust en guerre, on passa aux autres articles.

Venant à celuy de la Iustice, quant au ressort du Parlement de Paris, le sieur de Claufonne dit, qu'il n'y auoit autre ny meilleur moyen que donner des Iuges mi-partis hors les villes, où les massacres auoient esté faits, singulierement de Thoulouse. Mais que quant à Paris & autres, où les Iuges s'estoient monstrez moins passionnez, que ce ne seroit qu'à temps & à mesure qu'on verroit les haines & malices prendre quelque rabais. Et là-dessus fut parlé par quelques-uns des nostres, d'establir la Chambre pour le ressort de la Cour de Parlement de Paris, en la ville d'Estampes. Ce qui sembloit n'estre trouué mauuais par le Roy, autant qu'on en pouuoit recueillir de ses paroles & contenance: ioint qu'il dit au sieur de Moruilliers, qu'il nous faloit accommoder. Mais ledit sieur dit, que de sa part, en saine conscience, il ne voyoit point qu'il luy peüst donner ce conseil, pour l'impossibilité qu'il voyoit en l'execution: & le trouble nouveau & la confusion que cela pourroit trainer. Le sieur de Beauvoir dit là-dessus audit sieur de Moruilliers, Ne vous trompez point, la paix ne se peut faire autrement. Et quand nous vous asseurerions du contraire, nous vous tromperions.

Le lendemain nous fut rapporté que les Ambassadeurs des Lignes, en nombre de quatre de la Religion, pour les Cantons Euangeliques, & quatre pour les Cantons Catholiques, avec soixante cheuaux, estoient arriuez le iour precedent, accompagnez d'un gentil-homme que le Roy leur auoit enuoyé à l'entrée de son Royaume, tant pour les conduire que pour les desfrayer, suiuant l'ancienne coustume: & que M. l'Auoyer de Berne desiroit parler aux sieurs de Beauvoir & du Chelar, pour entendre l'estat de nos affaires, & que pour cet effet il auoit eu licence & permission du Roy. Surquoy ledit sieur de Beauvoir fit respon-

se, que volontiers il iroit vers luy ; mais il prioit que ce fust avec vn de chacune legation de nous. Et peu de temps apres ledit sieur Aüoyer vint au logis du sieur de Beauuoir, où estans assemblez, nous declara auoir charge de Messieurs les superieurs, d'entendre l'estat de nos affaires, & s'employer pour nous enuers sa Maiesté : à raison dequoy luy fut fait vn discours de tout, puis nous nous departîmes. Le iour precedent nous auions eu pareil auertissement de l'Ambassadeur d'Angleterre ; disant qu'il auoit aussi mandement de s'employer pour nous : & que de fait il auoit desia commencé d'en parler à sa Maiesté, mesmes depuis que le sieur de la Chastre estoit retourné.

Ledit iour apres dîner, en la mesme chambre de la Reine, deuant sa Maiesté, le sieur de Sauue commença à lire l'article de la iustice. Sur lequel le sieur Darennes fit tres-humble supplication, pour obtenir iustice esgale comme dessus. Mais le Roy dit, qu'il ne voyoit point que nous n'eussions occasion de nous contenter de sa premiere responce. Le sieur Darennes repeta nos occasions, entre lesquelles pour vne principale, il mettoit l'authorité du corps de la Cour de Parlement de Paris, en la publication & interpretation des Edits du Roy, quand il y en auroit controuuerse, les Chambres assemblées par dessus la Chambre qui nous seroit baillée, si elle n'estoit transportée ailleurs hors de ladite Cour. Disant au reste que nous estions ses suiets, & qu'il estoit raisonnable de nous bailler iustice, & lieu seur où nous puissions en aller faire la poursuite : attendu qu'aucuns de nous n'oseroient aller qu'avec grande crainte à Paris, & és autres villes où les massacres ont esté faits. Le sieur de Moruilliers allegua & forma pour inconuenient, qu'il pourroit auenir ordinairement, quand fix freres auroient procez, s'il y en auoit vn de la Religion, il attireroit tous les autres en la Chambre nouvelle. Que dans vn an, infinis procez seroient éuquez du premier & naturel Parlement, & renuoyez en ladite Chambre ; de sorte que ce ne seroit qu'une confusion. Qu'il n'estoit question de la Religion, mais de chose profane, où l'affection ne pourroit estre à l'endroit des Iuges Catholiques. Que les gens de la Cour de Parlement de Paris estoient gens d'honneur & sans passion, lesquels ne se voudroient damner pour faire vne iniustice. Neantmoins sa Maiesté nous donnoit liberté d'en recuser quatre, ce qui nous deuoit suffire. Qu'on eust esgard que les Catholiques en diroient & voudroient nommer autant de Iuges de leur part comme nous, ayant les nostres pour suspects pour mesmes occasions. Et qu'il ne voyoit autre moyen que de composer en ladite Cour vne Chambre avec les quatre de la Religion, qui seroit entretenüe iusques à ce que les haines & suspicions fussent passées. Le sieur Darennes dit, qu'il ne voyoit point que cette confusion peust estre plus grande en cette Chambre, que quand elle seroit en la mesme Cour de Parlement. Qu'il faut considerer que si pour raison du transport de ladite Chambre, fait pour vne grande necessité, il ya de l'incommodité pour le Catholique ; il y en

a autant pour celuy de la Religion, estans tous deux d'un mesme ressort. Que la mesme forme de proceder sera gardée, & y aura mesmes loix & ordonnances. Puis il fit vn discours sur l'integrité des Iuges; adioustant, que les Iuges Catholiques, à cause de la Religion contraire, auoient en eux telle passion, comme ils auoient monstré par le passé, qu'il n'est raisonnable leur remettre nos vies & nos biens, s'il n'y a quelque moyen pour les regler & moderer. Que la consideration du public n'estoit pas petite, quand il se presenteroit vn fait qui concernast la Religion, comme il auendra souuent, mesmes en la publication & interpretation des Edicts, & aux procès particuliers: car lors le droit ou excuse sera tourné du costé de ceux de la Religion Catholique, & au contraire la coulpe & le tort sur ceux de la nostre: ou bien les Iuges se contenteront de demie preuue contre nous, & s'il y a la moindre doute ou difficulté, elle viendra à nostre preiudice. Le Roy respondit, Si on vous fait tort, ne pourrez vous pas venir à moy? L'autorité d'une Cour de Parlement, mesme de Paris, est si grande, dit le sieur Darennes, qu'elle fera tousiours trouuer meilleur ce qu'elle a ordonné que la plainte d'un particulier. Le sieur de Moruilliers dit, que l'interpretation des Edicts appartient au Roy seul. Il est vray, dit le sieur Darennes; mais j'ay veu par experience, estant Conseiller en la mesme Cour de Parlement, que ce neantmoins la Cour interpretoit de elle-mesme les Edits & declarations. Il faut, dit le Roy, que vous vous schiez de moy que ie seray veritable, en ce que ie vous promets de vous faire iouyr des Edits, & garder qu'il ne vous soit fait iniustice. Le sieur Darennes respondit, qu'ores que l'interpretation soit au Roy; toutefois s'il y a contrauention en fait particulier, les Iuges tirent cela en consequence. Le Roy dit, qu'en tout euenement il se faut plaindre, & qu'il sçait bien que nous le sçauons faire, & qu'il nous faut fier en luy; adioustant ces mots, Ne suis-je pas par dessus la Cour de Parlement? Sire, dit le sieur Darennes, vostre Maiesté me pardonnera, si ie dy qu'ayant eu cet honneur d'y auoir esté Conseiller, ie sçay comment cela se fait. Le sieur de Moruilliers dit, qu'il falloit faire difference d'un fait particulier à vn fait general, auquel fait general le Roy toucheroit. A quoy le sieur Darennes fit response, que le plus souuent au fait particulier ils frappent tel coup, qu'il seruira de consequence au general. Le sieur de Moruilliers repliqua, Les Catholiques retorqueront les mesmes raisons que vous alleguez contre eux, & si diront que vous auez trié les Iuges. Le sieur Darennes respondit, qu'ils n'auront occasion de s'en plaindre, veu qu'ils seront elgax. Cette difference y sera (repliqua quelqu'un) comme vous dit Monsieur de Moruilliers, qu'ils n'auront pas de leur part nommé ny establi l'autre nombre des Iuges, comme l'aurez fait de la vostre. Nous ne demandons Iuges pour nous fauoriser, dit le sieur Darennes, mais Iuges equitables & mi-partis: pource que tous les autres sont d'une mesme Religion

& suspects. Que la maladie a donné grande occasion de demander & recourir à quelque remede. Et que si l'on eust trouué par l'autre Edir que les recusacions de quatre eussent esté suffisantes, on ne se mettroit pas en peine à present de faire cette poursuite. Le Roy fit encore discours des plaintes que les Catholiques pourroient faire. A quoy le sieur Darennes respondir, que si la violence des armes n'eust corrompu la iustice, nous n'en serions pas là. Le Roy dit, Vous ferez maintenant en paix & sans armes, si vous voulez. Il en faut attendre l'effier, dit le sieur Darennes, & que les esprits soient rappaisez : & faut considerer que les plus passionnez & contraires ayans accez & faueur près du Roy, ont esté durant ces guerres pourueus de la pluspart des Estats de ce Royaume. C'est, dit quelqu'un, avec de l'argent qu'ils ont esté pourueus, & non par faueur. Le Roy adiousta, Si l'on vous baille la liste & les noms de tous ceux de ladite Cour de Parlement, par vn tableau, pour en choisir vne vingtaine à faire vostre Chambre, ferez-vous contents ? Le sieur Darennes dit, que pour soy en son particulier tous sont bons, & qu'il les estime tous gens de bien : mais que pour le general, luy ny les autres deputez ses compagnons ne les peuuent accepter. Le sieur des Bessons dit, que si nous n'en auions senty le mal, nous n'en serions si grande instance. Et le sieur de Mirebeau dir aussi, que les autres ny eux n'auront occasion de se plaindre quand les iuges seront mi-partis ; & qu'il ne faut que sa Maiesté trouue estrange, si les iuges Catholiques ont quelque affection plus grande à ceux de leur Religion qu'à nous : veu que sa Maiesté peut experimenter, que de deux personnes qu'il n'aura iamais veües, l'une luy sera plus agreable que l'autre. Sur ce, le Roy dit, M. de Mirebeau, cet article sur tous les autres reçoit plus de difficulté & d'empeschement. Que si nous ne voulions consentir qu'aucun Catholique iugeast les affaires & procès, que nous aurions entre nous de la Religion, il n'y auroit pas grand inconuenient. Mais ayant affaire à Catholiques, qu'ils ne le trouueroient pas bon de leur part. C'est là où gist la difficulté si grande, qu'il voyoit l'execution en estre du tour impossible. Le sieur Darennes ayant sur cela prié sa Maiesté, qu'il luy pleust declarer les causes & pretentions de l'interest des Catholiques : Le sieur de Moruilliers dit, qu'ils ditoient : Sire, nous sommes vos suiets comme les autres, &c. faisant vn discours de leurs plaintes. A quoy le sieur Darennes respondir, que toutes ces difficultez ont eu lieu en toutes erections de chambres nouvelles, & toutesfois sans nous elles auoient esté souvent pratiquées : & qu'avec nous & pour nous auoient esté pratiquées semblables euocations & distractions, mesmes pour le regard du Parlement de Thoulouse. Que ce que l'on faisoit n'estoit que venir à vne egalité de iuges, pour les inconueniens passez, dont ne pouroit proceder remuement, renuersement ou interest quelconque à personne, si les choses sont iugées equitalement. Le Roy dit, qu'en ce fait-là il n'est Catholique ny Huguenot, mais neutre ; & tant

pour l'un que pour l'autre : & qu'il pense que les Catholiques crieront ; si ce que nous demandons se faisoit. Que l'on aduise d'y pouruoir & venir à quelque bon expedient ; & considerer que si quelque pauvre Catholique , à qui , par ce moyen , soit fait tort , vient à luy , il faudra faire iustice. Le sieur Darennes respondit , qu'il ne voudroit estre importun enuers sa Maiesté : mais qu'il la supplioit de considerer que si les Catholiques se plaignent d'auoir iuges esgaux ; que deuons-nous faire , quand il nous sont inégaux ? Le Roy repeta encore ce qu'auoit dit le sieur de Moruilliers sur la difference du choix , en ce que les Catholiques n'en auront point fait comme nous. Le sieur Darennes dit , que le saint n'auroit pas besoin de guerison : & que par cy-deuant les Catholiques n'auoient pas esté blesez , ny ne le peuuent estre par l'esgalité des iuges. Le Roy dit encore , qu'il falloit trouuer quelque expedient sur la contrariété de ces raisons : qu'on se doit fier en luy , & s'asseurer qu'il chastiera les contrauentions à la paix , quand elle sera faite. A quoy ledit sieur Darennes fit response , que nous n'auions defiance de sa volonté : mais aussi que nous ne pouuions auoir fiance en ceux-là qui nous auoient fait rant de maux , & si souuent ; nonobstant toutes promesses passées. Que des plus grands seigneurs de France , en particulier , craignent l'autorité d'une Cour de Parlement , singulierement de Paris , laquelle fera entendre (& y aura-on esgard) que se seroit renuerfer la iustice , que de casser vn Arrest , encore qu'il ait esté mal donné : & que de penser receuoir & pouruoir à toutes les plaintes des particuliers , il ne seroit iamais iour. Et quelqu'un de nous dit , que la voye de pouruoir contre vn Arrest estoit la proposition d'erreur : mais que l'on voit bien combien en ont esté vidées depuis cent ans. Et s'il y en a eu quelqu'une , il faut que les reins du pourluiuuant ayent esté bons. Surquoy , le sieur de Moruilliers proposa quelques exemples de grands Seigneurs. Le sieur de Saux dit , qu'il falloit en ce fait considerer premierement , qu'un seul iour de guerre estoit de plus grande importance que tous les establissemens requis. Et combien que plusieurs autres raisons & considerations fussent là-dessus deduites , la Maiesté insista , qu'il falloit s'accorder.

Pource que chacun de nous se teut , le Roy appella à soy le sieur de Moruilliers , avec lequel , & la Reine mere , il parla à l'oreille : puis fit lire l'article des resignations des offices depuis les massacres. Surquoy le sieur Darennes remonstra , qu'il n'estoit point raisonnable que ceux qui auoient resigné leurs offices par force , ne fussent remis. Qu'appellez-vous par force , dit le Roy ? Aucuns , respondit le sieur Darennes , ayans la dague à la gorge ; les autres par mandement du Prince , ou pour ne pouuoir iouyr dudit office , & en plusieurs autres fortes de craintes. Les sieurs de Saux & Marion adioustèrent , que plusieurs Catholiques de l'union auoient esté non seulement contraints par meisme moyen de resigner leurs offices & benefices , à cause de ladite

union ;

vnion ; mais aussi les personnes auoient esté excommuniées, eux priués de leurs benefices, ou pensions, sous pretexte de rebellion & d'incapacité, ou bien des fruits d'iceux, regis par œconomat, ou autrement. Le sieur de Moruilliers dit, que quant à ceux qui auoient resigné, il n'estoit raisonnable d'y toucher : & qu'au reste le Roy y auoit suffisamment pourueu par ses responses ; en ce que les Catholiques de l'vnion rentreroient en leurs benefices non resignez, & iouyroient dorénuant de leurs pensions, avec mainleuée de toutes saisies & œconomats faits depuis l'vnion. Mais que cela ne seroit couché dans l'Edit ; parce que le Roy ne veut toucher ouuertement à ce qui concerne le Pape, ains par declarations séparées. Le sieur de Saux repliqua, qu'il y pouuoit auoir occasion de mettre en l'Edit la restitution des benefices à l'endroit de ceux de la Religion que le Pape estimoit incapables ; mais qu'en eux n'y auoit telle incapacité, & que par consequent n'y auoit danger de mettre, pour le regard des Catholiques vnis, la restitution de leurs pensions & benefices. Et d'autant que le sieur Darennes disoit, qu'il falloit aussi pouruoir à ceux de la Religion, desquels lesdits Catholiques n'auoient soucy : le Roy dit, qu'il seroit pourueu à tout, & le sieur de Moruilliers adiouta, qu'il seroit permis à ceux de la Religion de resigner leurs benefices à des Catholiques : & pour le regard des pensions retenues ou à retenir, le Roy les en feroit iouyr.

Sur l'article de la vente des biens Ecclesiastiques & pensions requises pour les acheteurs iusques au remboursement, le Roy & la Reine le prindrent à rire, fort longuement, pource que peu auparauant le Roy de Nauarre s'en estoit allé du conseil, disans qu'il l'auoit fait industrieusement, sentant venir cet article. Auquel ne fut rien respondu, quelque remonstrence qu'on en fist : sinon qu'il falloit que chacun r'entraist en son bien.

Sur l'article de Pamiers, & la response faite, que le Roy cassoit tous les Arrests donnez contre eux, reserué l'interest ciuil des parties : fut remonsté que les principales parties estoient le Chapitre & les Mandians, pour raison des desmolitions de leurs temples. Que ladite declaration faite par le feu Roy, mentionnée en l'article, ne faisoit aucune reseruation, comme il n'estoit raisonnable, si l'on ne vouloit laisser la pluspart des habitans de ladite ville en ruine, sans iouyr de pareille paix que les autres. Le sieur de Moruilliers demanda ladite declaration : & luy ayant esté dit qu'on ne l'auoit point, mais qu'on ne demandoit sinon qu'on se rapportast à icelle, selon la date mentionnée audit article ; les sieurs de Moruilliers & de Bellieure dirent qu'en dressant l'Edit il y seroit pourueu.

Sur l'article de Dombes, le Roy & la Reine monstrerent qu'on n'y vouloit entendre, & de fait commanderent qu'on passast outre : disant le Roy, qu'il ne falloit point tourmenter de cela M. de Montpensier, & qu'aussi bien n'en pourroit-on venir à bout. La Reine dit qu'en

ces terres là n'y auoit plus aucun homme de la Religion : & d'autres adioufterent, que ledit sieur de Montpensier y estoit souuerain, y faisant battre monnoye, & y ayant son Parlement : ce que le Roy (comme il dit) n'auoit encore entendu. Et combien qu'on remonstra à sa Maiesté, que pour le moins il falloit casser leurs Arrests, & les remettre en leurs biens mesmes, & que sa Maiesté en estoit souuerain par la reservation de baïse-main : le Roy ne fit autre responce, sinon que le feu Roy, par le consentement de feu M. le Prince de Condé, auoit accordé audit sieur de Montpensier ce qu'il vouloit.

Sur l'article & responce des massacres, le sieur Darennes remonstra, que par cette responce les plus meschans & detestables actes qui furent iamais commis, estoient approuuez, qui estoit chose fort estrange. Le Roy dit qu'il auoit vn grand regret en son cœur de ce qu'ils auoient esté commis : & que ces bonnes gens, mesmes estans dedans les villes, sans offenser perionne, eussent esté tuez, ce qu'il voudroit n'estre aucun. Que cela estoit fait, qu'il ne s'en falloit plus souuenir, ny en parler : ains faire comme si on auoit dormy, & s'asseurer que n'en reuiendrions plus là, Dieu aidant. Comme aussi la Reine en dit autant, & qu'il falloit faire vne ordonnance, que la langue fust percée au premier qui en parleroit. Le sieur Darennes dit, que les suiets, mesmes les Gentils hommes, ne peuuent qu'auoir recours à leur Prince, des torts si grands qui leur ont esté faits. Que si le Prince n'y pouruoit, il est à craindre qu'on ne voye de nouveaux troubles : partie qu'on ne pourra voir deuant les yeux les meurtriers, en lieu de punition, estre fauoris, supportez & respectez, comme s'ils auoient executé quelques beaux faits. Le sieur de Clausonne adiousta, que cette impunité importoit grandement à la conscience de sa Maiesté, non seulement de ne punir, mais d'approuuer (comme il sembloit par sa responce) tels & si malheureux actes. Le Roy & la Reine dirent derechef, qu'ils ne les approuuoient en leur cœur, disant sa Maiesté ces propres mots, Dieu sçait si ie ne dy vray : & qu'il sçauoit bien que c'estoient des actes si cruels, que les Turcs n'en voudroient autant faire : mais que le bien de la paix, est de garder qu'il n'y ait plus de troubles ny recherches aux vns ny aux autres. Qu'il falloit faire vn monde nouveau : & adressant son propos au sieur de Moruilliers, luy commanda d'auiser à quelques mots & termes generaux, par lesquels on peust entendre que ces actes ne fussent approuuez, ny aussi qu'il y en eust aucun remuement. Le sieur de Clausonne pria sa Maiesté de luy pardonner, s'il disoit encore cette parole : qu'il y a moyen de ne les approuuer, ny donner audace de faire plus semblables actes, en faisant distinction d'iceux, comme il seroit déclaré plus amplement. Il vaudroit mieux, dit la Reine, n'en faire point d'article, & n'en parler plus du tout. A cela respondit le sieur de Clausonne, Nous serions estimez meschans de ceux qui nous ont enuoyez & chargez d'en faire plainte. Le sieur de Lymoges dit que les

Catholiques demandent aussi reparation de ce qui leur a esté fait. Il y a difference, dit le sieur de Clausonne, à ce qui a esté fait en temps de guerre, & ce qui a esté fait en temps de paix, & contre les desseins de la paix. Là dessus, quelqu'un de nous dit, que la Reine sçavoit bien que le feu Roy avoit promis de faire punition de quelque nombre. Qu'il n'en soit plus parlé, dit le Roy. Et le sieur de Lymoges dit, qu'en sa conscience il n'y pouvoit avoir de bonne paix, si cet article avoit lieu. Tous les Conseillers du Roy dirent qu'il falloit oublier cela. Le sieur de Clausonne repliqua, qu'il faudroit faire punition d'aucuns pour exemple. Le Roy dit, Pourquoi fera-on punition d'aucuns, si on ne la fait de tous? On respondit, que par les loix militaires ce seroit injustice, là où il y a multitude. Aucuns adiousterent, qu'on a fait punition de quelque nombre.

Sur la restitution des biens du temps des massacres, & sur ce que sa Maïesté disoit que c'estoit vn mesme article, & qu'il falloit que tout s'en allast par vn mesme moyen : le sieur Darennes dit, que ce sera vne chose bien dure à supporter, que les meurtriers, en lieu d'estre punis des massacres par eux faits, en rapportent pour trophée & salaire de leurs meschancetez, les biens des meurtris qu'ils auront pillé & volé. Le Roy dit, que l'on luy avoit porté & voulu vendre de grosses perles : & vous sçavez bien, Madame (se tournant vers la Reine sa mere) que ie ne vouldus les acheter, sçachant bien que cela estoit procédé d'une si grande meschanceté. Le sieur de Clausonne dit, que ceux qui auront commis tels actes, auront assez & s'estimeront bien obligés, si la vie leur demeure sauve en rendant les biens pillés. Le sieur de Saux adiousta, que la conscience chargée qu'ils en auront, fera qu'ils rendront plus volontairement. Le feriez-vous, dit la Reine, si vous en aviez pris? Ouy, Madame, respondit-il, si ie sçauois en ma conscience que ce fust mal fait. Sur ce le sieur Darennes dit, Tous voleurs pour le moins doivent estre contraincts de rendre ce qu'ils ont pris par force & volerie. Ou vous voulez la paix, dit la Reine; ou vous ne la voulez point. Vous ne voulez que refuseiller ces choses passées contre la volonté du Roy, & il en sortira des procès infinis. Le Roy dit, qu'il voudroit que toutes ces prises fussent payées au triple, ce qu'il repeta deux ou trois fois : mais il craint vn renouvellement de troubles, desquels il a horreur, & desire sur toutes choses, que tous vivent en bonne paix. Le sieur de Saux dit, que les massacres & pillages se sont estendus iusques à plusieurs Catholiques : & qu'il y avoit occasion particuliere d'en demander la restitution des biens. Nous sommes bien contraires, dit le sieur de Clausonne. Vous pensez tous, qu'une bonne paix ne se puisse establir, s'il faut entrer en punition de ces faits & restitution de biens pris : & nous estimons que sans cela elle ne se peut faire. Le Roy repliqua, vous ferez hay de plusieurs qui sont comprins en ces affaires. Il n'y a point grand danger, dit le sieur de Clausonne, en la haine de telles gens.

Sur le deschargement de toutes choses, aucuns de nous, par diuers propos & pour plusieurs considerations, tant pour ceux de la Religion que des Catholiques vnis, dirent qu'il y falloit faire mention de la pretendue conspiration contre le feu Roy & autres depuis le massacre. Singulierement, disoit le sieur de Clausonne, il y a declaration du feu Roy apres les massacres, en faueur de tous ceux de la Religion qui se voudroient retirer en leurs maisons, fors ceux qui se trouueroient de ladite conspiration. Que ceux de Thoulouse ne demanderent iamais autre chose aux prisonniers qu'ils auoient depuis inhumainement massacrez, sinon s'ils estoient de ladite conspiration. Aucuns disoient que tous ceux qui ne vouloient aller à la Messe estoient de ladite conspiration. Enfin, apres que de l'autre costé eust esté dit, que cela estoit compris sous la generalité, & que pour l'esclaircir on pourroit rapporter le deschargement aux causes contenuës en ladite declaration & autres: alors le Roy dit, que l'on auisast de le coucher en sorte, que l'on ne peust rien demander à personne.

Sur l'article de feu M. l'Amiral, le sieur Darennes dit, qu'il auoit pleu à sa Maiesté dire, qu'on auisast aux moyens & termes dont il falloit vser, pour garder que l'honneur du feu Roy, ny dudit sieur Amiral ne fussent interessez: dequoy l'on ne voioit rien par ladite responce pour le regard dudit sieur Amiral, ny de ses enfans. La Reine dit, que le feu Roy l'auoit fait à bonne & iuste cause, & qu'on ne scauroit rhabiller cela. Qu'il auoit esté sentencié. Que ce faits'entendoit assez, estant compris au general, & qu'il ne s'en parlaist plus. Le sieur Darennes dit, qu'il y auroit de la contrariété, d'entendre qu'un Arrest demeure cassé par vne generalité, & en la responce d'un article particulier qu'il demeurast approuué. Que s'il luy plaisoit ordonner nous assembler avec aucuns de Messieurs de son Conseil, qu'il pourroit estre auisé aux moyens qu'il faudroit tenir. Le Roy dit, qu'il ne pense point que cela seruist de rien: & là-dessus se leua, disant qu'il estoit tard, & que reuinssions le lendemain.

Le Lundy second iour de May audit an, nous employasmes toute la matinée en ladite conference, chez le sieur de Bellieure, luy present, & le sieur de Sauuc: où se trouuerent les Ambassadeurs de Suisse; sçauoir est le Bourgmaistre de Zurich, & le sieur de Melunes Auoyer de Berne. Apres que ledit sieur de Bellieure eut remonstré en cette conference la bonne volonté du Roy, mesmes le contentement qu'il auoit de ce que les Ambassadeurs qui luy auoient parlé pour la paix, se voulussent entremettre de la negociation d'icelle avec nous: le trucheman dudit sieur Bourgmaistre (qui n'entendoit la langue Françoisse) luy ayant fait entendre ce qui auoit esté dit, les sieurs de Beauuoir & Darennes, avec cinq de nous, qui auoient esté particulièrement esleus, commencerent à leur faire vn assez long discours des guerres & troubles, & du sommaire des supplications & responses fai-

res d'une part & d'autre. Sur ce lesdits Ambassadeurs promirent de s'employer en cette negociation, ainsi que portent leurs pouvoirs. Enfin, nous demeurâmes ensemble avec eux seuls.

Le lendemain nous allâmes aux tuilleries, & apres disnet chez le Roy sans rien faire.

La matinée du Mercredy, fust porté le sommaire desdits articles ausdits sieurs Ambassadeurs, qui promirent detechef de nous aidet, selon qu'il leur auoit esté commandé par leurs souuctains.

Le iour mesmes apres midy, mandez en la chambre de la Reine mere, où estoient la Reine regnante, Monsieur, les sieurs Marechal de Rets, Moruilliers, de Lymoges, Chiuerny, Bellicure, Villequier & de Sauue: le Roy fit vne infinité de grandes protestations du grand desir qu'il auoit d'acheminet & conclure la paix. Ce fait ledit sieur de Sauue leur la responce principale concernant la Religion, où il n'y auoit aucune chose adioustée plus que les iours precedens: sinon que le Roy nommeroit en chacun Baillage, à deux lieuës près la principale ville, vn lieu où l'on pourroit faire l'exercice de ladite Religion. Et poutce qu'aucun de nous ne disoit mot, suivant la resolution qui auoit esté prise de ne contester plus, ains demander congé, si les offres n'estoient conformes à nos pouvoirs: Le Roy appella le sieur de Moruilliers, lequel ayant parlé à sa Maiesté, dit que toutes les resposnes concernant la Religion, fussent leuës. Ce fait, Voila, dit le Roy, ce que j'ay ordonné, dont chacun a occasion de se contenter, tant les Nobles que le peuple. Car pour les Nobles, ceux qui auoient les grands fiefs, pouuoient faire l'exercice pour eux & tous ceux qui y voudroient aller: ceux qui auoient les petits fiefs, pour eux & leurs familles, si ce n'estoit dans les villes & faux-bourgs. Et que tant pour les Nobles ayans petits fiefs, sans moyen d'entretenir vn ministre, que pour le reste du peuple, il donneroit vn village en chacun Baillage, & à deux lieuës de la principale ville, excepté sa maison, & à dix lieuës à l'entour de Paris. Et pource que personne de nous ne disoit mot, la Reine mere dit, Vous ne dites rien: & le Roy, Que dites-vous Beauuoir? Il respondit, que nous n'auions rien à dire, ayans mis en auant tout ce que nous estimions estre bon pour le seruice de sa Maiesté. Qu'ils ne vouloient plus contester, remonstrans que par tant contester ils peuuent quelquefois offenser sa Maiesté, laquelle ils supplierent de leur faire bailler seulement les resposnes & despesches, attendu le long seiour qu'ils font icy. Mais encore (demanda le Roy) que dites-vous sur ce que j'ay satisfait à ce qu'on m'auoit remonstré dernièrement sur l'incommodité des Nobles & du peuple. Et si vous auez raisons au contraire, qu'on les die. La Reine adiousta, qu'il parlaist seulement en toute libreté, puis que le Roy le luy permettoit. Le sieur de Beauuoir dit, qu'il supplioit tres-humblement sa Maiesté de luy pardonner, s'il disoit que cela estoit vn beau rien entre deux plats: & que de sa part il ne pouuoit penser, selon la grosseur de son entendement, que ces

responſes, quant à la Religion, fuſſent ſuffiſantes pour contenter ceux de la Religion, ny appaiſer les troubles, ny mettre vne bonne paix en ſon Royaume. Qu'il y auoit Baillage en France, comme euey de Sens, qui auoit plus de quarante lieux d'eſtendue. Auſſi, dit le ſieur de Moruilliers, c'eſt vn des grands Baillages de France. Le Roy adiouſta, que tous Baillages n'eſtoient pas ſi grands, & qu'il auiferoit d'eſlire quel-que village qui ne ſeroit pas au bout du Baillage: diſant apres, Si ne vous bailleray-je pas l'exercice par tout.

Là deſſus la Reine mere premierement, & puis apres le Roy, commencerent par diuers propos, à nous mouoir de laiſſer icy quelqu'un de nous, à tout le moins vn de chacune Prouince, en nommant quelques-vns, eomme le ſieur de Mirebeau, avec vn autre des autres quatre de la Rochelle, vn de l'Vnion, & vn de Languedoc. Le Roy dit, que ſi nous nous en allions, chaeun en prendroit mauuais augure: & au contraire que ſi aucuns demeueroient, on en auroit auſſi meilleure eſperance de paix; & qu'il ne nous oſoit preſſer dauantage, ny ne ſçauoit qui nommer. Que nous luy ferions bien plaiſir de demurer: mais que ſi n'en auions volonté, il nous ſeroit expedier nos paſſeports. Le ſieur de Beauuoir pria ſa Maieſté de nous laiſſer aller, s'il luy plaiſoit, & que nous n'eſpargnerions ny cœur, ny langue à faire demonſtrance de ſa bonne volonté. Vous en auez bon ſuiet, dit la Reine, parce que vous voyez que le Roy fait pour vous. Le Roy dit, que s'il ſçauoit que nous euſſions pouuoir d'accepter, il pourroit encore nous offrir dauantage: mais qu'il ne ſçauoit que c'eſtoit de noſtre faire, en ce que diſions n'auoir pouuoir, ſinon que ee demandions nous fuſt baillé. Demandant que nous luy diſſions tous, ſi nous penſions en nos conſciences, que la paix ſe rompiſt ſur cet arriue de la Religion. Je le doute, dit le ſieur de Beauuoir, & ſerois traître, Sire, ſi ie le vous aſſeurois. Toutefois qu'il ne diſoit cela que de ſoy-meſme, & que Meſſieurs ſes compagnons eſtoient là, pour en dire leur aduiſ. Le Roy repliqua, qu'ils ne ſçauoient dire qu'il ne ſoit pourueu à tous: & qu'il y auoit des nobles, leſquels auoient des fiefs dedans les villes, dont ils ſe pourroient aider. Vous les en exceptez aux villes & fauxbourgs, dit le ſieur de Beauuoir. Surquoy ſa Maieſté regarda le ſieur de Moruilliers, qui dit que l'exception des villes & fauxbourgs y eſtoit. Et lors le Roy dit, qu'il penſoit que tous qui eſtions là preſens, auions quelque petit fief pour le moins: & repliqua ſouuent, qu'il eſtoit pourueu aux Nobles. Le ſieur de Beauuoir fit reſponſe, qu'il auoit appris qu'en la Religion ne doit eſtre miſe difference ny diſtinction: car autant a beſoin de ſalut le moindre que le plus grand: & qu'il aimeroit plus, & vaudroit beaucoup mieux que l'exercice fût par les villes, où les nobles pourroient aller, ayans mieux dequoy ſupporter les frais, que non pas le peuple aux maiſons des fiefs. Le Roy dit encore, qu'il y a pluſieurs grands fiefs, leſquels pourront receuoir les autres. Il y en a peu, dit le ſieur de

Beauuoir. Que quant à luy, il feroit ce qu'il pourra : mais quant à plusieurs autres, ils sont comme les chats ; ils craignent l'eau chaude. Apres que tous eurent demeuré quelque temps sans dire mot, le Roy dit, Vous voudriez auoir tout ce que vous demandez. Si vous l'auiez, dit-il, il n'y auroit plus de dispute entre nous. Dites donc quelque chose, Sire, respond le sieur de Beauuoir, nous sommes & demeurons en cecy tous confus, de ce que d'un costé nous auons bonne volonté de vous faire seruite, & de l'autre voyons & connoissons qu'il ne nous est possible d'y pouuoir rien faire.

Le sieur de Sauue, apres auoir demandé à sa Maiesté, s'il luy plaisoit qu'il continuast, se print à lire les responses concernantes la iustice, Qu'en la Cour de Parlement de Paris, & en la chambre de vingt qui nous feroit ordonnée, apres la recusation de trois ou quatre, y en auroit six de la Religion : autant en la chambre de vingt qui seroit establie à Montpellier : Quatre en la chambre qui seroit establie à Bourdeaux : deux à Grenoble, & pareil nombre en Prouence. Pendant cette lecture, le Roy s'auise, & dit que nous nous retirions pour vn peu au coin de la mesme chambre, ce que nous fismes. Il fit lors approcher de luy tout le conseil : mais Monseigneur s'en alla pour quelque temps, puis reuint : & le sieur de Sauue dit, que nous nous retirissions encore dans le cabinet de la Reine mere, afin que sa Maiesté peust mieux entendre les opinions. Ce que nous fismes. Puis estans rappelez, le Roy repeta ce qu'il auoit fait pour pouuoir à tous, quant à l'exercice de la Religion, pour le desir qu'il a à la paix, dont Dieu luy fust tesmoin s'il ne disoit la verité. Qu'il auoit encore auisé de nous donner le choix, ou d'accepter ledit village, ou bien la permission que le Roy feroit à tous ceux qui auroient sief tenant de luy ou de ceux de la Religion, excepté dedans lesdites villes & faux-bourgs, & pareillement les siefs qui tiendroient des nobles Catholiques. Et voyant qu'on ne sonnoit mot, il dit, Vous ne dites mot, Beauuoir : il n'est pas raisonnable que les Catholiques soient forcez à cela. Le sieur de Beauuoir fit response, que sa Maiesté & ceux de son Conseil luy pardonneront, s'il dit quant au village, que c'est le plus certain moyen du monde pour faire coupper la gorge tout en vn iour à la pluspart de ceux de la Religion de son Royaume. Ouy, si i'en auois la volonté, dit le Roy. Je ne dy pas cela, Sire, respondit encore le sieur de Beauuoir. Il faut bien, dit le Roy, ou qu'il vienne de moy, ou qu'il n'en vienne pas. Qu'il vienne de moy, Dieu sçait mon cœur ; & ie l'en pren à tesmoin, si i'y pense, & si i'en ay aucune volonté. Qu'il vienne d'autres, il est impossible que les forces se puissent assembler ny venir au Rendez-vous, sans descouuerte : & qu'à la moindre, il en feroit tel chastiment, que ce seroit exemple aux autres. Les sieurs de Beauuoir & Mirebeau firent vn discours au Roy de ce que le sieur de Ruffec auoit fait à vn seigneur de Poitou, contre la volonté & les deffenses de sa Maiesté : qui dit en auoir bonne souuenance.

Au demeurant, qu'il falloit auiser & considerer que les siefs qui tiennent de luy, estoient en grand nombre. Le sieur Darennes dit, qu'il scauoit bien qu'il y a peu de siefs qui releuent de sa Maiesté. Par le commandement du Roy, le sieur de Moruilliers expliqua l'addition & choix baillé par la derniere responce, pour monstrier que c'estoit beaucoup. Le sieur de Beauuoir pria le Roy, & les sieurs du Conseil, de luy pardonner, s'il dit encore ces deux mots, qu'il nous auoit esté dit par plusieurs de qualité, que sa Maiesté nous accorderoit (si nous voulions accepter de faire la paix) l'exercice general par tout, fors qu'à deux lieues à l'entour de Paris : ce qui seroit souffert par vn million de Catholiques. Et qu'il pleust encore à sa Maiesté luy pardonner, s'il disoit qu'il est mal seruy par ceux qui empeschent la paix, laquelle ne se peut faire avec telles offres. Qu'il luy disoit la verité, & s'il auoit enuie de mentir, il ne le voudroit faire deuant son Roy. Le sieur de Moruilliers, par autre commandement, expliqua encore l'intention du Roy quant aux siefs grands & petits : adioustant que si le mesme Catholique, duquel le sief releuera, consent, on y pourra faire l'exercice. Et quant aux villages des Baillages, s'il y a aucun des Nobles de la Religion, ou autres qui ayent quelques lieux forts, & ils les veulent bailler; le Roy accorderoit pour ledit exercice, scauoir est, vn en chacun Baillage. Le sieur de Beauuoir dit, qu'il excedoit en ce qu'il parloit: car nous auions tous aduisé ensemble de ne plus contester & ne dire plus rien, sinon supplier tres-humblement sa Maiesté faire expedier & nous bailler ses responses, pour les porter vers les nostres. Sur ce la Reine dit, Si vous n'acceptez ces offres, vous ne voulez pas la paix. Si les Gouverneurs, dit le sieur de Beauuoir, n'aduertissent sa Maiesté des maux & necessitez, & autres occasions pour la faire accorder bientost, le Roy est bien mal seruy, comme il l'a entendu cy-deuant. Derechef le Roy & la Reine dirent qu'aucuns de nous demeurassent, pendant que les autres iroient faire leur rapport, & que ceux qui demeureroient n'eussent crainte. Surquoy le sieur de Beauuoir dit, qu'il pleust à sa Maiesté considerer que si nous auions crainte, nous donnerions assurance à sa Maiesté de faire la paix pour nous sauuer, mais que nous y procedons en toute rondeur. Que nous ne pensions faire la paix avec telles responses, & que nous estions chargez de nous en retourner. Le Roy dit derechef, Que quelques-vns demeurent, & que ceux qui les auoient enuoyez ne le trouueroient mauuais. Les nostres respondirent, que nous ne pouuons demeurer les vns sans les autres, prians sa Maiesté de nous donner congé & responses. La Reine demanda, si nous pensions que quand l'exercice general seroit accordé, il ne suruiendrait aucun trouble. A cela respondit le sieur de Beauuoir, que nous estimions que c'estoit le vray & seul moyen pour les euitier. Le Roy dit, qu'il ne falloit plus penser à cela, mais qu'on pensast, quand nous serions vers les nostres, de disputer aussi bien pour luy que nous auions fait contre luy. Le
sieur

sieur de Beauvoir respondit, Que nous pourrions beaucoup mieux, & plus librement, & sans si grand respect, disputer, qu'avec la Maïesté. Pour la fin, le Roy dit encore que nous deuions demeurer, & luy en venir dire le lendemain ce qu'en auions aduisé. Et le sieur de Beauvoir fit response, que si on voyoit qu'il s'approchast à-peu près de nos demandes, d'un plus grand courage on entreroit en deliberation de demeurer: supplians tousiours tres-humblement sa Maïesté, de leur donner congé, & à chacune legation les responses sur chacun article. Le Roy dit, qu'il ne se pouuoit faire iusques à Samedi, auquel iour il leur donneroit congé.

La matinée du len demain, aucuns de nous allerent voir les Deputez des Cantons Euangeliques; qui nous dirent entre autres choses, qu'ils auient veu & conseré leurs pouuoirs, & leu nos demandes, lesquelles ils trouuoient raisonnables; & comme telles les fauoriseroient, & intercederoient enuers sa Maïesté, selon leurs pouuoirs: & qu'à ces fins ils demandoient d'auoir audience ce mesme iour. Toutefois ils faisoient difficulté que nous peussions obtenir l'exercice general, à tout le moins dans la ville de Paris, ny à deux lieues à l'entour: tant pour l'autorité d'icelle ville, qui est capitale, où le Roy reside la pluspart du temps, & y a le principal siege de iustice: que pource qu'ils fournissent notables sommes aux plus grandes necessitez, & qu'il faloit craindre nouuelles esmotions populaires. Sur quoy ils furent remerciez, & suppliez ne s'arrester aux susdites difficultez: & ne fut rien oublié de les exhorter d'employer leurs moyens & pouuoirs, selon qu'ils en auoient bonne enuie.

Incontinent apres disner, ayans esté appelez en la chambre de la Reine mere, sa Maïesté fit faire lecture de ses responses, depuis celles de la iustice, mesmes au dernier article concernant les susdits Catholiques de l'vniou, sans discontinuation. Sinon que quant à l'article de l'interdiction aux Precheurs de ne prescher seditieusement, il dit, qu'il n'estoit pas besoin d'y mettre cet article: pource que sans iceluy sa Maïesté l'eust bien fait: & que desia il auoit enuoyé querir & bien parlé à seize prescheurs de Paris. Et quant à la retention des quatre villes, sçauoir est Aiguemortes, Beaucaire, Montpellier & Castres, qu'il eust bien desiré n'y auoir exercice de la Religion. Toutefois pour encore nous contenter dauantage, qu'il laschoit Castres & Montpellier, faisant exception de Beaucaire & Aiguemortes, tant pour l'importance qu'elles estoient en frontiere, que pour auoir esté prises depuis qu'il estoit entré en France: disant que pour ce regard, & le reste desdites responses cy apres inserées, c'estoit ce qu'il auoit aisé pour accorder le repos de son Royaume. Que nous portissions cette resolution à ceux qui nous auoient enuoyez: nous exhortant & priant de leur faire bien entendre à tous sa bonne volonté. A quoy le sieur de Beauvoir fit response pour tous, que nous y ferions nostre deuoir. Le Pre-

sident de la Rochelle remonstra, & pria sa Maïesté pour l'eslargissement des ostages dudit lieu de la Rochelle: ce que le Roy accorda, & nous renuoya au lendemain, tant pour prendre congé, que pour prendre les autres despêches qui seroient faites.

Le Vendredy apres disner, mandez deuant sa Maïesté, où les precedens assistans estoient, fors que M. le Cardinal de Bourbon, & M. de Montpensier, sa Maïesté nous dit qu'on apprestoït lesdites responses: nous remonstrant sur cela par infinies paroles, qu'elle ne pouuoit rien faire dauantage, ny s'élargir de plus: & nous pria de faire bien entendre sa volonté à tous ceux qui nous auoient enuoyez, & que quelques-vns de nous demeurassent; nous assurant qu'ils seroient seulement. Le sieur de Beauuoir au reciproque supplia sa Maïesté les excuser, s'ils s'estoient monstrez importuns ou impertinens en leurs disputes, & à faire entendre leurs railons. La Reine demanda, Qui sont ceux qui demeurent? A quoy le sieur de Beauuoir respondit, que personne ne pouuoit demeurer, & qu'ils feront beaucoup plus de seruice à sa Maïesté pardelà, que de demeurer. La Reine discourut sur la longueur des chemins, & du temps qui se consommira aux allées & venues. Chacun s'excuse d'une part & d'autre, de ce qu'ils ne peuuent s'accorder. Le Roy les exhorte encote de nouueau que quelques-vns demeurent. Nous nous excusons, sur ce que les responses de la Maïesté ne sont suffisantes. Et le sieur de Beauuoir supplie tres-humblement sa Maïesté luy pardonner, s'il dit encore, qu'il s'esbahit comment il se peut trouuer hommes qui l'ayent conseillé d'approuuer les malfactes que le feu Roy a reprouuez: & sa Maïesté mesmes les reprouue. Que c'estoit vn cas estrange d'en voir l'approbation non seulement par nostre despêche: mais c'estoit vne chose insupportable de voir deuant nos yeux ceux qui ont encore les bras sanglans, & qui portent nos robes, estre en toute seureté honnorez, fauoris, respectez & pourueus iusques aux grands estats: nommant entre autres Pezou, grand Preuost de Languedoc, & discourant de ses meschancetez: & du titeur d'or, lequel se trouuoit ordinairement quand nous venions deuant sa Maïesté, pour nous regarder, comme s'il nous vouloit reconnoistre. Le Roy dit qu'il desire la paix, & est marry de ce qui est auenu. Et que si nous doutons de luy, en ayant mauuaise opinion, qu'il n'est point d'auis que nous fassions la paix avec luy. Alors le sieur de Beauuoir dit, que ce n'est point de sa Maïesté qu'il parloit, ne qu'il l'entendoit, mais qu'il luy plaist voir & iuger nos occasions. La Reine discourut sur les maux qui pourront auenir à faute de faire la paix: & quand nous retournerons, qu'il faut que nous mesmes retournions par deçà, estans desia instruits. Et le sieur de Beauuoir dit, que si luy & le sieur Darennes pouuoient seruir à sa Maïesté en demeurant par deçà, qu'ils le feroient: mais qu'ils voient bien qu'ils luy feront plus de seruice de s'en retourner avec les autres. Enfin la Reine mere dit au

Roy qu'il seroit bon que quelques-vns demeurassent. Sa Maïesté dit rout haut, Il vaut donc mieux, Madame, qu'ils s'en aillent: nous exhortant de faire diligence pour estre de retour au plus tard à la S. lean. Cependant, dit la Reine au Roy, vous vous preparerez, & ils se prepareront, & on verra qui aura le meilleur ieu. Toutesfois peu apres elle dit, que pour éviter ces maux, & veu la longueur que ces allées & venues apporteroient, vne treue seroit bonne; discourant sur les troubles auenus en Angleterre pour la Religion. Enfin, nous prîmes congé ensemble de sa Maïesté, la priant de nous commander son bon plaisir. Sa Maïesté dit ces derniers mots, le vous prie & commande à tous, que vous trauailliez à la paix, & reueniez bien-tost pour y mettre quelque bonne fin. Sauue vous baillera vos despêches.

Le Samedy matin, Roger valer de Chambre du Roy, mena vn de chacune legation chez ledit sieur de Sauue, lequel nous monstra les lettres cloïes de sa Maïesté, réponses tant à M. le Prince qu'à M. le Marechal, pour les bailler à ceux qui estoient deputez pour nous conduire. Et que les passeports auoient esté enuoyez chez M. le Chancelier, pour les sceller; & nous bailla lesdites réponses suiuanes.

Tandis, le Roy & sa mere firent venir les sieurs de Beauuoir, du Chclar, & Darennes deputez de M. le Prince, auxquels leurs Maïestez firent entendre, & monstrerent par leurs contenances, estre marries de ce que le sieur de Pibrac, enuoyé en Pologne avec M. le Marechal de Bellegarde, auoit esté prins entre Montbelliard & le pays de Suisse, avec les papiers qu'il porte, & les deux hommes tuez par le Capitaine Brissac & autres, qui s'aduoiënt de M. le Prince: dequoy ils deuoient escrire pour leur eslargissement; mesmes d'autant que cela les pourroit toucher. Ce qu'ayant esté mis en deliberation avec la Compagnie, fut arresté, & les lettres enuoiées à sa Maïesté, pour enuier selon son bon plaisir.

Ce mesme iour le sieur de Melunes Auoyer de Berne, l'un des quatre Ambassadeurs Euangeliques, nous fit entendre aussi qu'il estoit besoin qu'aucuns de nous parlassent à luy deuant nostre parlement: pour ce que sur les recommandations que lesdits seigneurs auoient faites à sa Maïesté, pour fauoriser nos poursuites, quant à l'exercice de la Religion, estoient entrecuenus quelques propos qui meritoient bien d'estre entendus & mis en deliberation. Pour raison dequoy aucuns de la compagnie allerent vers eux tous, où apres que le sieur de Beauuoir leur eut fait entendre l'estat de nos affaires, mesmes les réponses faites, avec le peu d'occasion que nous auions de nous en contenter, le congé prins avec vne grande longueur, & que nous n'attendions que le scel de nos passeports pour desloger, comme il estoit bien requis, si nous ne voulions faire faute à nostre charge: le sieur de Melunes, Auoyer & Ambassadeur de Berne, ayant prins aduis des autres trois, dit qu'ils auoient parlé bien auant à sa Maïesté pour nous, suiuant la char-

ge à eux donnée, dont ils n'auoient eu aucune response. Mais que l'un d'eux par les propos à luy tenus par trois des sieurs du Conseil, auoit connu qu'à cause de leur instance & poursuite, nous pourrions auoir quelque amendement ausdites responses, & occasion de plus grand contentement. Ce que nous ne deuions empescher, ny precipiter nostre retour: tant pour ne faire tort à ceux, qui estans venus pour nous, ne pourroient donner satisfaction à leurs superieurs du mandement & commission qu'ils leur auoient donné, que pour ne faire aussi preiudice à nous mesmes. Pour raison dequoy ils auoient esté d'avis que nous attendissions encore deux ou trois iours: & qu'outre ce que leur auions ja baillé par escrit, leur deuions communiquer nos articles, ensemble lesdites responses; pour le tout veu & considéré, s'il estoit besoin, en parler ensemble, & faire ce qu'ils pourroient pour nous enuers sa Maiesté & autres de son Conseil. Ce qui leur fut accordé, les remerciant bien humblement de leur bonne volonté, avec priere de continuer. Et de fait, le lendemain leur furent apportez lesdits articles & responses. Lesquelles veuës ou partie d'icelles, firent entendre le lendemain à ceux des nostres qui leur furent enuoyez, qu'ils trouuoient lesdites responses peu suffisantes. Mais aussi, combien qu'ils desirassent que toutes nos requestes nous fussent accordées: toutefois cela leur sembloit du tout impossible, en considerant ceux à qui nous auions à faire. Par ainsi leur sembloit que nos demandes deuoient estre moderées, selon leur aduis, pour auoir la paix que tant de gens attendoient en grande & extrême necessité. Que quant à eux, ils auoient commandement de leurs Superieurs de nous fauoriser. Que si nous nous voulions arrester à nos pouuoirs & requestes, sans vouloir aucune chose diminuer: & si sa Maiesté vouloit de sa part s'arrester à lesdites responses, leur entremise seroit inutile. Pour raison dequoy leur sembloit que nous deuions respondre, si nous trouuerions bon qu'ils donnassent aduis sur ladite moderation, lequel ils nous communiqueroient, avec remonstrances au Roy: sinon, s'ils voyoient qu'ils ne peussent auancer en mieux nos affaires, ils demanderoient congé, & s'en iroient. Cependant ils firent quelques deductions des difficultez qu'ils trouuoient sur aucuns de nos articles, singulierement sur l'exercice general de la Religion, enquoy ils auoient trauaillé; & sur ceux de la Iustice, où ils proposerent les principales raisons que sa Maiesté & les sieurs de son Conseil nous auoient dites: comme de nostre part aussi leur furent deduictes les nostres. Mesmement, pource que ledit sieur de Melunes nous demanda quelle response nous auions faite au Roy sur ce dont sa Maiesté faisoit fondement par l'Edit de Ianuier, disant que la permission de l'exercice general au Royaume est baillée iusques à vn Concile general ou national, ou qu'autrement en soit ordonné par sa Maiesté: par ainsi que maintenant trouuant expedient de retrancher cette permission, il le peut faire par le mesme Edit que nous alleguons: fut respondu, que cette

raison deuoit estre entenduë sainement & conuenablement, à sçauoir que de tenir Concile, la deliberation n'en sera pas tellement necessaire & executoire, que le Roy ne prenne aduis de ce qu'il aura à faire pour le bien & repos de son Royaume & Estat, en cas que par les Conciles cét exercice fust condamné & prohibé. De sorte qu'il lera tousiours besoïn que son ordonnance entreuienne auant que faire immutation ou inno-uation. Et que cete clause (ou autrement en soit ordonné) ne pourroit auoir vertu de faire changer vn Edit perpetuel. Car aussi n'est-elle acoustumée d'estre mise proprement qu'aux escripts concernans le particulier du Prince, ou bien aux Edits faits pour les mœurs, & pour aucuns points de la Iustice distributive, ou pour l'estat ordinaire des polices, finances & autres choses indifferemment suiettes à mutation ou modification. Mais qu'il n'en estoit pas ainsi aux loix d'Estat concernant le repos du Royaume, ordonnées pour estre perpetuelles & inuiolables. Car autrement il n'y auroit rien de certain, & se pourroit tout l'Estat changer & peruertir par la volonté du Roy mal conseillé. Que ce Royaume estoit autrement composé : car il y a des loix immuables & perpetuelles, qu'on ne peut changer sans l'aduis & consentement general de tous les suiets representez par vne assemblée, qu'on appelle les Estats generaux du Royaume. Que nous rendons à nos Rois autant fidele obeissance, qu'il s'en peut desirer & demander de bons & loyaux suiets. Et pour nous maintenir sous l'autorité d'iceux, nous souffrons l'iniure, l'iniustice, l'oppression, & le tort qu'ils font à nos personnes & à nos biens iusques à l'extremité. Toutefois il peut bien aduenir qu'un Roy abuseroit si excessiuement & desbordément de sa puissance, qu'on appelle absoluë, qu'il commettrait des griefs & maux du tout intolerables. Comme pour exemple, nous pourrions dire de l'excez & desordre tres-renommé sur lequel ce malheureux trouble est recommencé. Auquel cas & semblable, nous n'estimons la puissance de nos Rois, ny nostre obeissance se deuoir estendre. Et par mesme raison ie demanderois volontiers à ceux qui disent (ie ne sçay de quel esprit) que les Rois ne se peuuent assuiettir ny lier eux-mesmes à leurs Edits : S'ils estiment que sa Maiesté ayant accordé, ordonné & fait publier maintenant vn Edit de paix perpetuelle & inuiolable, il luy sera licite de l'enfreindre, changer, modifierou abregier : ie croy que pour le moins ils demeureront muets comme poissons, encore qu'ils gardent leur damnable opinion dedans leur cœur. Car ils estimeront bien que si nous ne pensions & croions bien que cét Edit ne fût perdurable & bien entretenu, nous aimerions mieux mettre fin à nos malheurs par vne bonne & obstinée guerre, que nous soumettre à vne paix mauuaise, infidieuse & desloyale. Or outre tout cela, nous auons cete ferme opinion, qu'un Edit de loy publique & generale ne se doit changer qu'avec la mesme solennité qu'elle a esté faite. Par ainsi que l'Edit de lan- uier ne peut estre changé autrement, qu'avec l'aduis & consentement

des Estats generaux. Et certainement en cecy le principal qui est à considerer, est le bien & tranquillité vniuerselle de ce Royaume, & que par vne bonne & seure paix on vienne audeuant des dangers qui arriuent & s'ensuiuent de l'extremité des souffrances & oppressions generales. C'est cela, magnifiques seigneurs, à quoy Dieu vous appelle, pour moyeneurs & communs arbitres. Et pourtant ie vous prie que vos prudences pensent murement à quatre points. Le premier est l'honneur grand & excellent que vous auez d'estre employez en cette œuvre & legation. Le second de regarder à ceux de qui vous tenez cét honneur. Pour le troisieme, au profit que vostre nation en reçoit avec nous. Pour le quatrieme & dernier, mettre en vostre tres-sage consideration, les raisons communes & naturelles qui nous doiuent mouuoir à bien estroitement & affectionnement recommander à sa Maïesté nostre cause, & luy en conseiller ce que vous connoistrez en estre necessaire pour la gloire de Dieu, pour son seruice, & repos asseuré des Eglises de France. Quant au premier, il n'y a charge d'Ambassade plus honorable que celle-cy, de moyenner auioird'huy la paix des troubles de ce tres grand & tres-puissant Royaume, & y auoir esté chosís pour estre à vn si grand Roy vostre amy & allié, & à rout son peuple, comme arbitres d'un si noble different, lequel emporte le repos non seulement du Royaume, mais de toute la Chrestienté en general. Si bien heureux sont les pieds de ceux qui annoncent & publient la paix, le bien & salut, comme il est escrit de la paix spirituelle des ames enuers Dieu par Iesus Christ; i'ay opinion que vous le deurez encore plus estre, quand vous aurez, ie ne dy pas annoncé, mais fait & moyenné, avec la grace de Dieu, certe paix avec le bien & salut commun de tous les bons. Car il est icy question de mettre en paix les ames & les consciences, avec le corps & les biens. Et nul ne peut douter que comme ce different touche à tous les Estats & nations voisines, voire aux plus esloignées qui soient en la Chrestienté: aussi participeront tout ensemble à la paix qui se refoudra par vos bons aduis: & vous, tres-honorez Seigneurs, en rapporrerez par consequent le plus d'honneur & reputation; voire le plus d'obligation sur tous les pauures affligez premierement, & puis sur tous les vrayz amateurs & sectateurs de paix. Quant au second point, vous auez cét honneur d'auoir esté appelez à cét ambassade par-dessus tous les autres de vos freres: & vostre nation a pareillement cét honneur d'estre employée à ce saint office par-dessus tous les autres Princes & aliez de nostre Roy, qui n'y sont point employez. Nous sommes d'accord que c'est de Dieu premierement qu'y estes employez, & puis de Messieurs vos superieurs qui vous ont eus: poussez (comme il est à croire) par l'esprit de Dieu. Puis donc que c'est Dieu qui vous y appelle; il vous faut estre soigneux de sa volonré. Car c'est la vraye reigle de tout Ambassadeur, de bien & soigneusement garder le mandement & volonété de son Prince qui l'a commis. Et qu'il ne doit frau-

der ou excéder sa volonté. Que la volonté de Dieu est que sur toutes choses l'avancement de son Regne doit estre procuré & amplifié de tous nos pouvoirs. Ce qu'on ne peut mieux ne plus proprement faire, qu'en avançant la predication de l'Evangile, & puis aussi en l'observance d'une droite discipline, avec la charité, concernant le bien & conservation de ses enfans, & spécialement la delivrance des pauvres affligez, repression, chastiment & punition des mauvais leurs oppresseurs, ou bien en donnant tous autres empeschemens à leur malice & nuisance. Et procurant tout cela tant envers le Roy, nostre souverain Seigneur, qui nous doit iustice & protection, qu'envers nous qui luy devons droite & sainte obeissance, vous ferez, magnifiques Seigneurs, la volonté de Dieu qui vous y appelle, & accomplirez fort honorablement & religieusement la charge de vostre Ambassade envers vos Seigneurs & supérieurs, qui portent le titre de Princes Chrestiens, & ont cet honneur & reputation, d'aimer singulierement la pieté, la iustice, le bon ordre & la discipline, & de les faire garder en leur Estat & domination tres soigneusement. Quant au troisieme point, ie m'assure que vous estimez vostre cause estre commune entre vous & nous, & qu'il ne se pourroit faire ny éviter que nostre ruine ne fust bien tost suivie de la vostre: ou pour le moins qu'apres icelle, vostre Estat ne fust rudement attaqué & mis en grand danger. Surquoy ie n'ay à faire de me mettre plus avant; ains me contenteray de vous dire, que nous ne scaurions profiter tant soit peu en nostre pacification, que vostre Estat n'en soit participant & fortifié. Quant au dernier point, il y a deux raisons prinſes du sens commun & naturel, qui vous doiuent grandement mouvoir & affectionner pour le bien de cette cause. La premiere est la necessité publique & commune, tant au Roy & à ce Royaume, qu'à nous, laquelle veut & demande que nos requestes soient interinées: considerant entre autres choses cette difference d'entre le Roy & nous pour ce traité de paix. Qu'il peut estendre son pouvoir comme il luy plaist, sans blesser sa conscience, sans faire tort aux Catholiques, ny craindre les inconueniens. Nous au contraire ne pouvons, ny en bonne conscience, ny sans grands dangers, nous accommoder aux ordonnances que sa Maieſté nous presente. Qu'il n'y a donc de sa part que faute de volonté: mais de la nostre faute de pouvoir & devoir, qui constituent conséquemment la necessité dont ie vous parle. Que c'est la mesme necessité qui nous a mis & fait tenir les armes en main. La seconde est, l'affection qu'on porte naturellement à tous ceux qui nous sont prochains & naturellement conioints. Comme pour exemple, nous sommes beaucoup plus enclins à bien faire à tous ceux qui nous sont prochains de sang, ou conioints par Religion, qu'aux autres qui ne le sont. La conioction tant plus elle est estroite, tant plus elle est causée d'amour & de faueur. Que la conioction spirituelle qui est par Religion, est la plus estroite de toutes les conioctions humaines & na-

tuelles. C'est pourquoy tous les Chrestiens sont appelez & tenus comme membres d'un corps en Iesus Christ. Et de là nous croions la communion des saints. Et si celle-là est la plus grande & plus estroite qui soit entre les hommes, il s'ensuit, magnifiques Seigneurs, que l'alliance & conionction que vous avez avec nous, vous doit causer plus de charité, d'amour & de faueur enuers nous, que ne font enuers les autres les conionctions humaines ou de la chair, comme est celle que vous avez avec le Roy nostre souverain Seigneur, laquelle vous avez pareillement & de mesmes avec nous. Et désirons singulierement & de nostre cœur, que vostre nation l'entretienne religieusement & fidelement avec sa Maiesté; mais non pas contre nous ses bons & fideles suiuis, ny contre l'Estat de cette Couronne, à laquelle vostre alliance doit regarder plus qu'à la personne, & servir contre les vrais ennemis & vrayz perturbateurs de cét Estat. Parquoy pour la fin, ie somme de ma part, avec Messieurs mes collegues, vos Magnificences, de vous souuenir tousiours de cette alliance & conionction Chrestienne, & pour l'amour de Christ nostre commun Maistre & Sauueur, requerrir avec nous les choses que raisonnablement nous demandons pour sa gloire, & repos de ce Royaume. Pour la fin, apres leur auoir esté dit que nous ne pouuions leur respondre quant au demurant, sans parler à nos compagnons, ils nous dirent qu'en attendant nostre resolution & retour vers eux, ils acheueroient de voir les autres atticles iusques à trois heures apres midy, à laquelle ils nous attenderoient.

Sur lescdites trois heures du mesme iour, suiuant la deliberation par nous faire, aucuns de nous allerent remonstrier ausdits sieurs Ambassadeurs des Cantons Euangeliques, que par pouuoirs qu'ils firent leus deuant eux, n'auions moyen de leur donner asseurance d'accepter ce que sa Maiesté ordonneroit à leur poursuite, s'il n'estoit entierement selon nos requestes : mais que nous les supplions de desister pourtant de faire lescdites poursuites, en sorte que lescdites responses fussent les plus approchantes qu'il seroit possible à nos supplications. Auquel cas nous procurerions tout ce qui seroit en nous, de non seulement le faire trouuer bon à ceux qui nous auoient enuoyez, mais aussi de se tenir d'autant obligez à ceux qui l'autoient procuré enuers sa Maiesté. En quoy ils promirent des'employer, & neantmoins de ne rien dire ny bailler par escrit, comme ils auoient délibéré, qui ne nous fust communiqué.

Le Mardy matin, lescdits sieurs Ambassadeurs des Liges enuoyerent querir aucuns de nous, auxquels ils donnerent par aduertissement, que le sieur de Bellieure leur auoit fait entendre, que le Roy trouuoit vn peu estrange, qu'apres auoir parlé pour nous en general, ils se formalissent d'en faire des poursuites particulieres, iusques à les mettre, comme luy auoit esté rapporté, par escrit & en forme de requeste. En quoy ils se monstroient partiaux. Qu'ils auisassent si cela estoit de leur charge. Que les Ambassadeurs n'auoient iamais accoustumé, mesmes ceux de leurs

Cantons,

Cantons, singulierement quand il estoit question d'interceder pour quelques autres, de le faire autrement que de paroles. Que demeurant l'écrit, là où le Roy ne le signeroit, nous penserions nous servir d'eux, & les poursuivions presque comme obligez de le faire vouloir, & nous secourir en la guerre : dont viendroit inimitié entre eux & le Roy, lesquels estoient à present bons amis, alliez & voisins. Que pareillement se formalisâns ainsi pour nous, & se constituans parties, en baillant des requestes en leur nom; c'estoit donner occasion aux Ambassadeurs des autres Cantons Catholiques d'en faire autant. Et que par mesme moyen ils pourroient entrer en difference & desunion avec iceux Cantons, qui sont avec eux en bonne union & amitié. Leur repetant derechef, que le Roy auoit assez fait pour nous, tant à la noblesse qui a des fiefs, qu'aux autres : & pareillement pour la iustice, comme estoit porté par les responses. Ce nonobstant lesdits Ambassadeurs luy auoient dit franchement, qu'il leur sembloit au contraire, qu'il y eust de nostre part occasion de mécontentement pour l'exercice de la Religion, melmes aux maisons desdits nobles ayans fiefs; veu que par les conditions & modifications, tant pour l'absence des seigneurs qu'autrement, semble que presque ledit exercice n'auoit aucun établissement certain. Et pourtant au lieu des villages en chaün Baillage, qu'il leur sembloit deuoir estre baillée la ville principale : ou (pource que ledit sieur de Bellieure le trouua fort estrange) à tout le moins la seconde de chacun desdits Baillages. Sur cela leur fut remonstré, qu'ils pouuoient voir par là de quel pied marchotent ceux du Conseil du Roy, pour monstret qu'ils ne veulent point la paix : ou s'ils la veulent, à quelles conditions, pour la pouuoir rompre. Dont nous auons d'autant plus d'occasion de demander des seuretez. Que leurs raisons pour destourner les bons & saints desseins desdits Magnifiques Seigneurs, qui ne faisoient que leur charge, estoient bien frivoles. Que quand deux Princes voisins, ou le Prince avec ses suiets, auoient quelques differens, un tiers a accoustumé de s'interposer, tant de parole que par escrire. Surquoy furent recitez plusieurs exemples. Que les paroles se peuuent perdre & changer, dont nos aduersaires se seruent ordinairement & s'en pourroient servir contre eux, à nier enuers leurs Superieurs leurs poursuites. Qu'ils ne pourroient estre repris de faire comme les autres. Qu'ils en auoient deux occasions particulieres : l'une par la conionction d'une mesme Religion : l'autre, qu'ils auoient eux-mesmes interest en la cause; laquelle leur touchoit de si près, qu'ils commençoient à le sentir, comme eux-mesmes le confesserent, avec plusieurs autres considerations. Si qu'ils resolurent de continuer leur entreprise, à tout le moins quant à l'article de la Religion & de la iustice. Et apres estre interpellé des seuretez, nous prièrent de leur enuoyer vn de nous le lendemain matin, pour dresser la forme de leur remonstrance, qu'ils vouloient presenter à sa Maiesté en langue Françoisse.

Le soir dudit iour fut député vn de nous pour cet effet, & d'ailleurs rapporté comme il estoit arriué de la part de Monsieur de Sauoye, suiuant les lettres de Mess. le Prince, Marechal de Danuille & les Eglises, pour le fait de la paix, vn sien Conseiller d'Estat, nommé le sieur du Molar, qui desiroit aussi nous communiquer, comme il auoit charge, & de conferer avec Messieurs les Ambassadeurs des Liges. Sur quoy fut député vn autre de nous, pour nous excuser, sine pouuions l'aller trouuer pour conferer, sans licence de sa Maiesté, comme nous auions rrouué estre necessaire pour beaucoup moindres occasions. Mais que s'il vouloit aller saluer Messieurs des Liges Euangeliques, sçachans l'heure, aucuns de nous s'y trouueroient, pour auoir commodité de parler ensemble.

Comme fut fait le lendemain chez ledit sieur Ambassadeur, où ledit sieur du Molar, accompagné du sieur de Bienvenu, Agent ordinaire de Monsieur de Sauoye, nous presenta les lettres dudit Seigneur, & nous luy baillâmes en communication nos articles, & les responses de sa Maiesté, & les raisons principales de nos doléances par escrit; nous reseruant de l'aller trouuer en son logis, pour conferer plus amplement: veu que, comme il nous dit, le Roy luy auoit permis de ce faire.

En mesme instant trouuâmes avec ledit sieur Ambassadeur, que ledit sieur de Bellicure, par les mesmes moyens & pretextes que dessus, auoit empesché la presentation de leur escrit & supplication, & sembloit par le langage des trois ausquels nous parlâmes, qu'ils ne rrouuassent bon que le sieur de Melunes, Auoyer de Berne, qui conduisoit la negotiation, en prinst l'occasion; tellement qu'ils nous prierent luy faire les mesmes remonstrances que là dessus nous leur auions faites. Ce qui fut fait par le sieur de Beauuoir: tellement qu'entre eux fut resolu, ainsi que par eux fut cernié, de presenter ledit escrit.

Le lendemain leudy les deputez d'entre nous allerent trouuer ledit sieur du Molar, auquel, present ledit Agent, outre & par dessus ce que luy auions baillé par escrit, luy fut amplement remonstré, & de viue voix, l'estat de nos affaires en cette poursuite, avec l'occasion d'icelle, luy faisant discours de ce qui estoit suruenu depuis l'assemblée des Estats & l'Edit de lanuier, sans obmettre les Massacres, qui auoient donné occasion de la derniere guerre: de la punition necessaire à l'encontre de tous ceux qui en estoient cause: de la Religion & de la Iustice, & autres seuretez requises pour bien establir la paix en France: des causes qui auoient meu Monsieur le Marechal de Danuille & autres des Catholiques, de prendre les armes: de ce qu'on requiert, & les occasions. Quant à l'innocence de Monsieur l'Amiral, & l'escargissement de Messieurs les Marechaux, la retention d'iceux estoit de telle consequence & importance, que chacun pensoit (puis que lesdits Sieurs qui estoient grands, receuoient vne telle & si manifeste iniusti-

ce, sans estre trouuée cause quelconque contre eux, ainsi qu'il estoit confessé (quel'on ne craindroit pas de faire pareilles iniustices, soit en paix ou en guerre, aux petits) Exhortant ledit sieur de fauoriser nos poursuittes pour la paix & le bien du Royaume, lequel estant, comme il estoit, en vn danger évident, donnoit matiere de penser à Monsieur de Sauoye, que son Estat ne pouuoit estre en grande assurance. Luy fut aussi remonstré que sçachans lesdits sieurs Ambassadeurs des Cantons Euangeliques, qu'il auoit charge de se ioindre & gouuerner par eux en cette pourluite, qu'il aduisast à l'ordre que l'on y deuoit tenir : & si c'estoit ensemblement ou separement qu'on y deuoit proceder. Surquoy ledit sieur du Molar exposa sa charge estre en faueur de paix & de nous. Enquoy il n'obmettoit rien. Qu'il auoit veu nos escripts, dont il estoit bien aisé, & de nous auoir entendu de paroles pour en estre mieux instruit. Qu'il estoit d'aduis que Messieurs de Suisse parlassent à part, singulierement de l'article de la Religion, & qu'il toucheroit les autres, singulierement de Messieurs les Marechaux, dont il auoit particulier commandement de son Maistre. Qu'il n'oubliroit de remonstrer entre autres choses, comme sondit Maistre s'estoit bien trouué de la paix faite avec ceux de la Religion, lesquels depuis qu'ils auoient esté conseruez en icelle, auoient bien payé les droits & deuoirs à leur Seigneur, & se monstroient fort obeissans. Qu'en venant, chacun par le chemin tant d'une Religion que d'autre, tant par la France que par le pays voisin, crioient tous à la paix, qu'il auoit charge de se ioindre à tous les Ambassadeurs des Liges. Et sur la difficulté qui luy fut faite, qu'il y en auoit des Catholiques qui faisoient profit de cette guerre : il dit que s'ils ne voyoient la paix, il sçauoit avec les autres l'intention de sondit Maistre. Pour la fin, fut arresté, que d'autant que lesdits sieurs Ambassadeurs Euangeliques deuoient parler ce matin au Roy de ce fait, qu'en y allant ledit sieur du Molar à l'apresdinée, il passeroit vers lesdits sieurs Ambassadeurs Euangeliques, pour estre mieux instruit, & prendre aduis d'eux.

Après dîner, ayant eu aduis desdits sieurs de Suisse par le Bailly de Morges, les allâmes trouuer en leur logis, où ils nous reciterent comme ils n'auoient peu trouuer bon au conseil du Roy qu'ils deussent presenter leur escript : encore que pour les affaires de leurs Seigneurs & superieurs, ils eussent accoustumé de le faire ; disant ledit Conseil, qu'il en falloit faire autrement quand on intercedoit pour quelques autres. Mais qu'il auoit parlé au matin au Roy & à la Reine, aucuns de son Conseil presens, priant sa Maesté de nous accorder l'exercice de la Religion en tous les siefs grands & petits, sans difference ne distinction : & aux villes que nous tenions, qu'il n'y eust aucune exception de l'exercice de ladite Religion. Qu'il nous fust baillé pour ledit exercice, la seconde ville de chacun Baillage, & quatre villes ou bourgs de deux ou trois lieues à l'entour de Paris, afin qu'elle n'eust plus de

privilège que le Roy, qui ne reseruoit que deux lieux à l'entour de sa maison. Qu'en chacun ressort & Parlement eussions vne chambre de lustice, comme desia auoit esté accordé pour le ressort de Thoulouse, en villes non suspectes, & qu'en toutes y enst Iuges esgaux de l'une & l'autre Religion, avec les autres seuretez en general qui nous estoient necessaires, sans qu'ils eussent obienue aucune responce, sinon que bien que ledit Seigneur leur sceut bon gré de ce qu'ils faisoient pour la paix de son Royaume, comme bons amis & voisins qu'il les tenoit : & qu'il n'estoit marry que fussions demeurez à cause d'eux, ces trois ou quatre iours : neantmoins qu'il luy sembloit auoir assez fait pour nous, qui portions les armes contre luy, veu qu'il estoit nostre Roy & nous les suiets, avec autres raisons que sa Maiesté auoit deduites à nous mesmes : & qu'ils deuoient moyenner que nous nous en contentissions. Ce qu'ils luy auoient promis de nous dire, & que toutefois ledit sieur de Melunes qui parloit, auoit à parler le lendemain au Roy pour ses affaires particulieres. Enquoy derechef il vouloit mettre en auant le propos de nos affaires, & que pareillement ledit sieur du Molar en deuoit aussi parler de son costé, nous donnans encore par aduis d'attendre ; en sorte qu'eux & nous ne partissions qu'en vn mesme iour, pour le moins deuions laisser passer le iour du lendemain. A quoy fut en somme respondu, qu'ils auoient peu connoistre, & pouuoient iuger par les façons de proceder que tenoient ceux qui conseilloyent le Roy en cette affaire, de quel pied ils marchoyent, & qu'ils ne desiroient la paix : qu'ils n'auoient fait faire nos responses que pour leur seruir d'excuse & couuerture à l'endroit d'un chacun qui crioit à la paix, & de peur qu'ils ne fissent retomber sur eux, comme ils en auoient cause, l'occasion de ne l'auoir faite, mesmes enuers les nations estrangeres : où toutefois eux pourroient singulierement enuers leurs seigneurs & superieurs, tesmoigner du contraire, & de nostre bonne volonté ; estans demeurez sur leur parole, vn nombre de iours, qui nous pourroient faire faute. Veue que les aduersaires se seruoient du temps pour faire les apprests de guerre plus fort que iamais : en quoy ils monstroient leur mauuaise intention, & le peu de respect qu'ils ont au seruice du Roy, & au repos & tranquillité de ce Royaume. qu'il y auoit enuers eux du mespris de n'auoir voulu recevoir leur escrit : lequel il ne falloit refuser, sous pretexte qu'il n'estoit question de leur fait. Car il leur touchoit assez, parce qu'il leur auoit esté dit, & qu'ils auoient esté expressement enuoyez à ces fins. Que quand ils ne seroient que moyenneurs, l'on sçait assez que les moyenneurs ont accoustumé de bailler leurs escrits pour faire trouuer bonne leur entreprise, & leurs expedients à l'une & l'autre des parties, que ce n'estoient que desguisemens ; veu qu'ayant esté pareux, magnifiques Seigneurs, faite la priere & supplication de parole, tant s'en falloit qu'ils eussent satisfait en aucun endroit, qu'on auoit tiré d'eux vne promesse de nous prier, que nous fussions contans des responses

precedentes, qui estoit comme vne moquerie. Et plusieurs autres considerations, lesquelles on supplie tres-humblement leursdits magnificences de représenter à leurs Seigneurs & superieurs, & les tenir en bonne opinion de ceux qui nous auoient enuoyez; & de nous, qui nous estions mis en tous devoirs raisonnables & possibles pour venir à vne bonne & ferme pacification: afin que leurs Seigneurs & eux prinsissent de plus en plus occasion de nous aider en tout le reste de nos poursuites.

Pendant ces choses, le sieur du Molar entreuint pour conferer avec eux de ce qui a esté dit cy-dessus, & nous allasmes poursuivre nos passeports, lesquels le lendemain, Vendredy matin, nous receusmes, & estans assemblez l'apresdinee dudit iour, fut rapporté par les sieurs de Beauvoir & Darennes, que le sieur de Melunes les auoit enuoyé querir, & dit qu'ayant ce matin parlé de nos affaires au sieur de Lymoges, il luy auoit donné courage d'en parler à la Reine mere: & que sur la difficulté faite, qu'elle nous estoit contraire, qu'il la pourroit trouuer changée & de meilleure volonté. Que la Reine mere luy auoit donné courage d'en parler encore au Roy. Auquel s'estant plaint de ce que luy & ses compagnons ne pourroient rapporter à leurs Seigneurs & superieurs d'auoir peu faire aucune chose pour nous enuers la Maiesté, il auoit eu response en ce fait plus gracieuse que le iour precedent: de sorte que bien qu'il s'excusast du commencement pour les raisons & occasions accoustumées; neantmoins passant plus outre, se seroit comme plaint de ce que sous pretexte de nos pouuoirs, que nous disions estre limitez, nous n'auions voulu accepter aucunes offres, ny faire de nostre part aucunes ouuertes; mais que nous estions opiniaistrement arrestez à nos requestes, sans en vouloir quitter aucune chose; & qu'il ne scauoit comment negotier avec nous. Et surce que ledit sieur de Melunes luy auoit remis sur le moyen de ce que luy & les autres sieurs Ambassadeurs auoient voulu bailler par escrit, singulierement quant à la Religion & à la Iustice, le Roy auoit respondu, qu'il ne pouuoit bail-
ler chambres hors des villes & Cours de Parlement, fors que pour le ressort de Thoulouse. Mais quant à la Religion, qu'il sceust de nous, si en baillant vne ville pour l'exercice en chacun Baillage, & s'elargissant quant aux fiefs, nous serions contans de la response des autres articles pour faire la paix, & qu'à cette fin nostre partement fust retardé. Cela estant mis en deliberation, & eu esgard à plusieurs aduertissemens qu'on nous auoit donnez, entre autres que le sieur de Piennes, Gouverneur de Mets, auoit escrit de la leuée des Reistres, que M. le Prince auoit certainement commencé de faire en Allemagne: que le sieur de Pompadour estoit venu avec vn roolle d'un bien grand nombre de Gentilshommes, lesquels auoient fait vne association pour garder le pays de leur habitation, de la continuation des guerres ciuiles, pour le seruice du Roy & pour le bien du Royaume: que la Breragne

& le Dauphiné en vouloient faire autant: Qui pourroit auoir esté cause de faire changer la volonté de la Reine mere, dont il faloit prendre l'occasion: fut resolu que lesdits sieurs Ambassadeurs feroient trouuer bon qu'à leur requeste nous serions encore icy deux ou trois iours, pour lesquels employer, on entreroit en nouuelle conference avec eux, des articles principaux desniez en tout ou partie: leur donnant esperance que tant plus le Roy s'approcheroit de nos demandes, tant plus nous assuerions de le faire trouuer bon à ceux qui nous auoient enuoyez; sans autrement bailler rien de nostre part, ny nous alstraindre par-dessus nos pouuoirs.

Surquoy arriua & parla à nous le sieur du Molar, accompagné du sieur de Bienvenu Agent, lequel nous dit auoir parlé bien auant au Roy en presence de la Reine mere, de l'aduis que son Maistre luy donnoit de faire la paix, comme tres-necessaire en son Royaume, enquoy il auoit amené plusieurs considerations, dont sondit Maistre auoit bonne connoissance, estant voisin & soigneux du bien de ce Royaume. Que luy mesmes en venant par le pays, auoit veu les necessitez & les exclamations que chacun, & mesmes les Catholiques, Ecclesiastiques & autres en faisoient. Que la paix luy viendrait bien à propos pour le profit qu'il pourroit faire en la reuolte de Gennes, dont il luy auoit parlé plus amplement. Qu'il deuoit nous contenter pour y paruenir: ayant laissé (comme il disoit) à Messieurs de Suisse, de parler particulierement de l'article de la Religion. Que le Roy sur cela auoit fait débattre qu'il auoit fait pour nous plus qu'il ne deuoit. Que de luy mesmes il s'estoit eslargy en ce fait plus que la Religion, son conseil, & l'aduis des Princes estrangers ne portoient. La fin du propos dudit sieur du Molar fut, qu'il luy sembloit par le langage du Roy, & ce qu'il pouuoit iuger, que si nous acceptions ses responses, de sa vie il ne seroit contreuenu à la paix. Neantmoins qu'il continueroit à s'employer pour nous: & que particulierement il toucheroit l'accord de l'eslargissement de Messieurs les Mareschaux, par les memoires qu'il en auoit à part: dont il fut remercié, & lesdits sieurs Ambassadeurs de Suisse auertis de nostre deliberation, & priez de nous donner, pour ladite conference, deux ou trois heures de la matinée du lendemain; fut par eux accordé de le faire.

Nous eusmes d'ailleurs aduertissement d'un autre de mesme qualité, qui vouloit parler à nous. Mais il leur fut respondu, que s'il n'obtenoit permission comme les autres, que nous ne pouuons. Cependant fusmes par luy auertis, que par toutes les lettres qui luy auoient esté escrites, ce qui luy estoit plus recommandé, estoit nostre affaire. Neantmoins qu'il concludoit bien avec nous, que pour prieres il n'auanceroit ny obriendrait rien. Qu'il declarera, puis qu'on recherche son alliance & confederation avec ceux qui sont de mesme profession que ceux de ce Royaume, qu'on desire les voir en repos: autrement, s'il n'y a paix en la maison, qu'il sera malaisé del'auoir avec ses voisins. Qu'on est infini-

ment sollicité des suiets & de son Conseil, pour nous donner assistance. Qu'il sera peut-estre malailé qu'on ne le fasse. Et partant pour l'empescher, qu'il falloist faire la paix: & qu'il est besoin d'ainsi faire à gens qui ont des fiance.

Après auoir fait entendre nostre deliberation ausdits sieurs Ambassadeurs, & que le sieur de Melunes eust parlé le lendemain au Roy & à la Reine mere, nous rapporta qu'ils auoient prié sa Maiesté de ne trouuer mauuais, s'ils nous faisoient encore seiourner deux ou trois iours. Qu'ils auoient aussi (auant valoit) obtenu de sa Maiesté, pour le fait de la punition, qu'outre la permission de l'exercice public en toutes les villes que nous tenions, sans exception, & en toutes les autres villes & lieux de haute & basse iustice de ceux de la Religion, ensemble des siefs simples, ledit exercice seroit aussi permis en vne ville, pour le moins, seconde de chacun Baillage du Royaume, sauf & reserué la Cour & deux lieues à l'entour; & la ville de Paris & deux lieues à l'entour: & qu'en toutes les autres villes & lieux de ce Royaume, aucun ne seroit recherché en sa maison ou logis pour la Religion, ou sous pretexte dudit exercice. Ont aussi rapporté lesdits sieurs, que les terres de la Reine mere, ny celles de Monseigneur ne seroient exceptées pour le regard desdites villes du Baillage, non plus que des siefs: mais que c'estoit à condition que la paix fût faite & acceptée, tant pour ce regard que pour le demeurant. Et que partant ils sceussent de nous si nous l'accepterions. Car autrement ne la voudroit-il accorder. Surquoy ayant esté offert de nous en parler, neantmoins qu'ils auroient prié sa Maiesté, qu'aucuns de nous conferissions de tout ensemble avec aucuns de son Conseil. Ce que sadite Maiesté autoir trouué bon, & dit que l'apresdinnée nous nous trouuissions avec les sieurs de Bellieure & de Sauue, & avec ledit sieur de Melunes, pour voir si nous pourrions remettre ladite negotiation en quelque meilleur estat.

Toutesfois à l'apresdinnée nous fusmes mandez d'aller chez le sieur de Chiurny, lequel on y auoit adiousté, & ordonné qu'il ne falloist que ledit sieur de Melunes y fust, comme ledit sieur de Melunes, auquel l'enuoyasmes dire, en auoit esté auerty. Mais que ce qui seroit entre nous en dispute, luy seroit communiqué, pour en auiser. Tellement que sans luy aucuns allerent à la conference, où derechef furent faites plusieurs remonstrances de la longueur, du reproche qu'en pourrions auoir, pour le preiudice que le retardement pouuoit apporter aux nostres, du moyen & cause de cette derniere demeure, & du regret que nous auions du peu d'auancement de ladite negotiation, pour le peu de contentement & satisfaction desdites responses. Que les sieurs de Suisse nous auoient rapporté ce que dessus, touchant la seconde ville en chacun Baillage, de ne faire difference de siefs, & sans exception des deux villes de Languedoc, ny de Paris qu'à deux lieues non plus que de la Cour: que nous n'auions moyen de l'accepter. Toutesfois que tant

plus la Maïesté s'approcheroit de nos demandes, tant plus grande esperance luy pouuions-nous donner de le faire trouuer bon à ceux qui nous ont enuoyez. Que par les autres articles, suiuant ce que les sieurs de Suisse leur auoient fait accorder, ils estoient prests d'en confectr encote; supplians tres-humblement lesdits de Chiuerny & de Bellicure, qui estoient de ceux qui pouuoient aider en cette negociation, pour y estre priuément employez & suiuis en leurs aduis & conseils, qu'on leur donneroit la coulpe, si la paix estoit interrompuë: avec plusieurs autres bons propos tendans à cela, lesquels ils ptindrent de bonne part, & tesmoignerent y apporter vne bonne volonté selon celle du Roy, laquelle ne scautoit estre meilleure. Et là-dessus fut confecté de toutes lesdites resposnes, dont nous auions occasion de faite plainte, pour les raisons qui furent là déduites. Mais quant à l'exercice de la Religion, qu'ils n'auoient pas entendu que la Maïesté eust accordé autre chose ausdits sieurs de Suisse, sinon qu'au lieu d'vne bourgade en chacun Baillage, la Maïesté accordoit vne ville à son choix; poutueu que nous quitrissions les fiefs simples. Et fut ce qu'on insista l'auoir ainsi entendu d'eux, & qu'autrement la Maïesté n'auoit rien fait pour eux, d'autant qu' auparauant on nous auoit accordé vn lieu: ils respondirent qu'au lieu d'vn village ou bourgade, auoit esté baillé vne ville en faueur desdits de Suisse, reseruant de parler au Roy & à eux. Quant aux autres, furent à part proposez les expediens & ouuettutes que lesdits sieurs auoient mis en auant, sans en auoir charge de ceux qui nous auoient enuoyez, dont nous en protestions. Mais afin que nous eussions plus de moyen de donner contentement à ceux qui nous auoient enuoyez, pour plus se pouuoir approcher de ladite pacification; voiant que la grande distance qu'il y auoit entre lesdites resposnes & nos pretentions, estoit pour du tout rompre cette paix, ou la suspendre pour vn long-temps: enfin ladite proposition d'expediens faite, fut conclu de la rediger par escrit, & porter le lendemain Dimanche du matin, comme fut fait, au sieur de Sauue, pour en communiquer à la Maïesté, pour le moins à l'apresdinée, s'il n'y auoit commodité de le faire la matinée, à cause d'vne procession generale qui se faisoit, où le Roy vouloit estre present. Et à l'issuë de cette action, aucuns de nous allerent voir & parler audit sieur de Melunes, tant pour l'auettir de ce qu'auions fait, que pour luy dire la difficulté faite sur ce qu'il nous auoit assuré. Surquoy il confirma ce qu'il en auoit dit auparauant, y adioustant que le Roy ne luy auoit point parlé ce coup par trucheman; pource que ses compagnons n'y estoient point, & qu'il entendoit & parloit la langue Françoisse.

Le Lundy ensuiuant au matin, vne partie de nous mandez au logis du sieur de Bellicure, où estoit avec luy ledit sieur de Melunes, repe- ta quelque peu des precedens propos, tesmoigna la bonne volonré du Roy & de la Reine à la paix; que neantmoins il n'auoit point enten-
du

du que le Roy eust accordé vne ville en chacun Baillage outre les siefs pour ledit exercice, mais seulement ladite ville ou les siefs sans difference. Et pource qu'on luy dit qu'il n'estoit donc rien fait pour Messieurs de Suisse, comme l'on nous faisoit entendre; voire que si lesdites villes estoient acceptées pour quitter les siefs, en lieu d'en auoir plus, nous en aurions moins; d'autant qu'on sçait bien que les siefs sans difference emportent plus que lesdites villes: & d'ailleurs, il n'y auroit aucune gratification pour le regard desdits sieurs. A quoy ledit sieur de Bellieure dit, Que ce que ladite Maiesté faisoit pour eux, estoit d'accorder vne ville au lieu d'une bourgade ou lieu clos: mais aptes vn long discours, que l'expedient estoit, si nous ne voulions nous contenter dudit choix, que au lieu d'icelle, fussions contens d'une ville en chacune Prouince ou Gouvernement, disant qu'il y auoit en la France enuiron six-vingt Baillages, & qu'aussissions de luy en faire quelque response & resolution: pour laquelle faire il s'absenteroit du lieu où nous estions. Ledit sieur de Melunes recita en sa presence ce que le Roy luy auoit dit, quant à cet article. Qu'il vouloit sçauoir par luy de nous, si quand il accorderoit les siefs sans difference, & vne ville en chacun Baillage, si nous nous en contenterions: tellement qu'il auoit pensé & tenu cela pour accordé, si nous le voulions accepter. Et ledit sieur de Beauvoir se dressant vers ledit sieur de Bellieure, dit qu'il luy pardonnast, s'il disoit que cette façon de marchander n'estoit gueres bonne ne profitable pour le seruice du Roy. Que si on vouloit, on s'en iroit avec les responses ja baillées: mais qu'il s'assurast que la paix estoit en deux pieces. Au reste, de la response de l'expedient nouveau, que tous Messieurs les compagnons n'estoient là. Toutesfois d'autant qu'ils estoient certains de leur intention pour ce regard qu'ils auroient bientoist fait. Et sur ce que ledit sieur de Bellieure se tetira, & que ledit sieur de Melunes vouloit aussi se retirer, le pria mes de demeurer avec nous, pour en deliberer ensemblement, & audit sieur de Bellieure de ne le trouuer mauuais. Estans entrez en deliberation, avec priere audit sieur de Melunes de nous aider par son aduis, ledit sieur de Melunes remonstra entre autres choses, qu'ils estoient venus pour nostre fait concernant la Religion, & desiroient l'auancement d'icelle, en quoy ils s'estoient employez de bonne volonté. Neantmoins qu'ils voyoient bien que nous n'aurions point ledit exercice general, & qu'il sembloit que nous nous deuions contenter des siefs sans difference, & d'une ville en chacun Baillage. Qu'aussi veu ce qui en estoit passé, que ne le deuions quitter à moins. Mais quant aux autres, nous deuions faire le mieux que nous pourrions; pource que les estrangers qui auoient parlé pour nous, s'ils entendoient qu'estans suffisamment contentez pour le fait de la Religion, nous romptions la paix pour les autres affaires, ils pourroient prendre mauuaise opinion: de sorte que ne pourrions auoir d'eux aucune faueur, & au contraire, avec plu-

seurs autres considerations. Sur lesquelles estans demeurez d'accord, & ledit sieur de Bellieure rappelé, fut fait responſe. Que s'il plaisoit à ſa Maieſté de changer ſes reſponſes, ſelon qu'il luy auoit pleu de l'accorder quant à la Religion, en faueur des ſieurs de Suiſſe, dont nous auons deſia donné aduertissement aux noſtres: quant aux autres articles, ſelon les expediens baillez par eſcrit au ſieur de Sauue apres la derniere conference, que nous eſtimions faire ſeruire à ſa Maieſté, luy donnant eſperance que ceux qui nous auoient enuoyez le pourroient approuuer & trouuer bon; ſans toutefois luy en donner totale aſſurance: d'autant que nos pouuoirs y reſiſtoient. Sinon, qu'avec les reſponſes ia faites ſans plus attendre, nous eſtions reſolus de partir dès le lendemain. Le prians de dire aux ſeigneurs qui auoient charge de nous conduire, de ſe tenir preſts: autrement nous nous en irions avec noſtre ſeul paſſeport. Le ſieur de Bellieure là deſſus ſeroit entré en des nouuelles remonſtrances, & que nous deuions auiser de ne meſcontenter le Roy, & incidemment quant à la Juſtice, qu'il n'y vouloit rien changer; bien que le ſieur Preſident de la Rochelle euſt dit beaucoup de considerations, quant à ce qui touchoit ladite ville pour le reſſort de Paris; mais qu'au autres on en pourroit demeurer d'accord. Et pource que nous perſiſtaſmes à ne vouloir plus de termes ne dilations à delibérer, qu'il alloit parler & le faire ſçauoir au Roy, duquel il n'auoit charge que de conferer, & ſçauoir nos intentions.

Incontinent apres diſner, le ſieur de Michery vint querir cinq de nous pour aller parler au Roy; toutesfois ce n'eſtoit qu'à la Reine mere, laquelle apres pluſieurs propos, vint enſin à trouuer vn autre expedient, ſans plus ſuiure celuy de Meſſieurs de Suiſſe, lequel elle nioit auoir eſté accordé par le Roy. Qu'on ſe deuoit contenter du lieu clos en chacun Baillage, parmy leſquels on comprendroit vne ville à ſon choix en chacun des anciens gouuernemens. Et combien qu'il fuſt inſiſté là deſſus n'y pouuoir entendre, ne faire autre choſe que porter ce qu'on nous bailleiroit: neantmoins ladite Dame auoit tant preſſé, qu'il luy auoit eſté promis d'en communiquer à la compagnie, & d'en porter le lendemain la reſponſe audit ſieur de Bellieure là preſent, & la Reine regnante, quand ces propos furent tenus.

Ce que par aucuns de nous fut expoſé à trois deſdits ſieurs de Suiſſe, auſquels on bailla ladite reſponſe par eſcrit, pour en auoir leur auis: ce qu'ils prindrent, avec copie du cartel de l'expedient que la Reine en auoit enuoyé peu auparauant, pour le communiquer le lendemain à leur compaignon le Bourgmaitre. Cependant nous dirent qu'ils eſtoient marris que ce fait ne prenoit ſi bon chemin qu'ils auoient penſé, ſingulierement quand le Roy auoit promis d'accorder vne ville en chacun Baillage, ſans faire difference des ſieſs. Qu'ils eſtimoient que cela procedoit non pas du Roy, mais de ceux qui eſtoient autour de luy. Toutesfois pour n'encourir ſa mauuaiſe grace, nous prioient de nous

faire plus ladite promesse, veu qu'ils ne la peuvent maintenir, comme ils pourroient faire contre vn autre de leur qualité. Au reste que nous auissions nous-mêmes (pour mieux connoître ce qui nous faut qu'eux-mêmes) si nous pouuons nous contenter de ce qu'on nous presente. Car quant à eux, ils penseroient faire tort à la charge qui leur a esté donnée par leurs superieurs, s'ils le nous conseilloyent, & que le lendemain ils demanderoient leur congé pour s'en aller. Ce qu'estant rapporté entre nous, chacun print resolution de n'entrer plus en nouuelles contestations ou expediens; mais declarer rondement audit sieur de Bellieure, que nous ne pouuions plus attendre, & qu'il pleust à sa Maiesté faire telles autres responses que bon luy sembleroit, ou permettre de nous en aller avec les premieres.

Laquelle resolution nous tous les Deputez ensemblement allasmes dire le lendemain matin audit sieur de Bellieure; le supplians la faire entendre au Roy. Et que suiuant le congé qu'il luy auoit pleu nous donner, eltions deliberez de partir le iour ensuiuant. A ce que, si c'estoit son bon plaisir de changer lesdites responses ce iour, tant plus elles approcheroient de nos requestes, tant plus grande assurance nous luy pourrions donner de la paix. Sinon, que nous remporterions les autres desquelles nous ne luy pouuions promettre grand cas: toutesfois qu'en tout nous ferions ce qu'il seroit possible pour son seruice & le bien de ce Royaume. Que si nous auions demeuré quelques iours depuis le congé, c'estoit à cause de ce que Messieurs de Suisse nous auoient assurez que sa Maiesté y prenoit grand plaisir. Autrement ne fussions demeurés, bien qu'on ait pensé autrement, comme nous auoit esté rapporté. Que nous auions connu que la demeure n'estoit gueres vile, ny nos raisons & poursuites prises de si bonne part que nous eussions désiré. Qu'au langage qu'auoit hier tenu la Reine mere à quelques-vns de nous, nous en auions eu quelque sentiment & connoissance; pour raison dequoy il estoit necessaire de nous en aller. Surquoy ledit sieur de Bellieure, apres auoir excusé la Reine à la façon ordinaire, & resmoigné que le Roy auoit trouué fort bonne nostre demeure, seroit voulu entrer en des nouueaux moyens de parler au Roy, pour luy parler de cet article de la Religion, de ce que l'on se sentoient greué, de ce que les nobles ayans les grands fiefs ne pouuoient faire precher en leur absence. Et voyant que nous persistions à le remettre à la bonne volonté, auroit parlé des maux que la guerre apportoit, des dangers ausquels nous & autres serions, des aprelts que le Roy faisoit, & seroit encore diuantage, voyant que nous ne luy pouuions ou voulions donner assurance de rien. Pour la fin, ayant entendu que nous pensions nostre demeure non seulement estre inutile au seruice du Roy, mais preiudiciable à ceux qui nous auoient enuoyez; qu'il en porteroit la parole au Roy, combien qu'il fust bien certain que tel rapport luy seroit mal agreable.

Du soir que nous fusmes assemblez pour nostre parlement au lende-

main, aucuns de nous propolerent auoir entendu le mécontentement que le Roy auoit, si nous passions sans auoir autre congé, comme aucuns sieurs du Conseil auoient dit: & que le sieur de Bellicure auoit enuoyé querir ledit sieur de Beauuoir, qui ne faudroit d'en donner quelque sentiment, avec plusieurs autres considerations. Sur lesquelles, ayant aussi elgard à la dernière negotiation interuenue depuis l'autre congé, fut dit que tous demanderions de luy baïser les mains le lendemain. Et qu'à ces fins, pour porter la parole du congé, le sieur Darennes s'appresteroit avec condition arrestée entre nous, de n'entrer en contestation ny nouuelle negotiation, que de prendre les precedentes responses ou autres qu'il plairoit à sa Maïesté de baïller. Et que ledit sieur de Beauuoir n'en parleroit audit sieur de Bellicure, qu'après auoir de luy ledit sentiment, comme il rapporta le lendemain au matin Mercredy dix-huitième dudit mois auoir esté fait.

En laquelle mesme matinée que nous estions assemblez, attendant le mandement qu'on nous enuoya querir; pource qu'il s'estoit leué tard, à cause de quelques nopces du iour precedent: ledit sieur du Molar accompagné dudit sieur de Bienvenu, Agent de Monsieur de Sauoye; nous vint trouver. Il rapporta que le Courier que le Roy auoit enuoyé vers son Maïstre, pour l'asseurer de l'esslargissement que sa Maïesté vouloit faire de la personne de Monsieur de Montmorency, avec vne priere de faire aussi avec monsieur le Marechal de Danuille, qu'il quittast Aiguefmortes & Beaucaire, estoit reuenu: luy ayant fait nouuelle recharge de parler & procurer cette negotiation de la paix, laquelle il connoissoit de plus en plus necessaire, pour le bien & repos du Royaume: y adioustant encore derechef cette raison, qu'il se trouuoit bien de ce qu'il en auoit fait en son pays. Ce que ledit sieur du Molar auoit fait, & monstre le iour mesme ladite lettre à sa Maïesté; par les paroles de laquelle il auoit bien connu, que ledit sieur Marechal ne sortiroit que par la paix: pource que si ladite Maïesté faisoit ledit esslargissement; il estoit bien raisonnable, que ledit sieur Marechal Danuille fust en cette reconnoissance quelque chose pour luy, & que son conseil n'estoit point d'aduis de le faire autrement. Que quant au reste, qu'il s'estoit tant esslary, pour le respect dudit sieur de Sauoye & de messieurs de Suisse; qu'il auoit promis vne ville en chacun Gouuernement, pour l'exercice de la Religion, outre ce qu'il auoit auparauant accordé: s'offrant ledit sieur du Molar, de s'employer encore selon nostre aduis: dont il fut remercié, avec prieres de continuer selon les moyens qui s'offriroient: dont luy donnerions aduertissement, s'il se presentoit occasion. Et sur son départ, pria toute la compagnie, sur quelques propos qu'il auoit entendu estre tenus, de ce que sondit Maïstre pretendoit & faisoit faire par luy poursuite en l'achat du Marquisat de Salusse, de croire qu'il ne voudroit faite chose qu'il pensast estre aucunement preiudiciable au bien de ladite pacification.

Après midy, mandez de par le Roy en la chambre de la Reine mere, où Monsieur de Birague Chancelier estoit ce seul coup assistant, le sieur Darennes dit à la Maïesté en ces mesmes mots, Sire, nous eussions eu tres-grand regret d'esloigner vostre Maïesté, sans auoir moyen de nous pouuoir presenter derechef pardeuant vous, pour & de plus en plus vous protester le grand, entier & affectionné desir que tous auions au bien de vostre seruice, & à vne entiere & sainte reconciliation des volontez de vos bons suiets, pour la conseruation seulement de vostre Estat, & accroissement seul de vostre grandeur & Maïesté Royale, laquelle ne pouuons assez humblement remercier du bon & gracieux accueil, bonne & paisible audience, qu'il luy a pleu nous prester en vne si longue negociation, en supportant si benignement tous nos discours & toutes nos actions; lesquelles ores qu'elles soient moins dignes de la presence d'un si grand Roy, ne sont neantmoins parties que de gens tres-affectionnez à vostre seruice, & pour lequel ils ne craindront iamais employer & la vie & les biens; quoy que nous sçachions que beaucoup, non tant ennemis de nous que de toute cette negociation de paix, pour en nos personnes les vous rendre odieuses, ont essayé de nous esloigner de vos bonnes graces, & faire accroire que nous nous rendons intraitables, contre le deuoir de tout bon suiet, & l'honneur & reuerence deuë à vostre Maïesté. Mais, Sire, nous auons telle assurance de vostre prudence, & bon & certain iugement, que vostre Maïesté ne prendra aisément telles impressions; ains donnera plustost lieu à la verité, qui vous est resmoignée par toutes nos actions, qui n'ont iamais tendu, comme elles ne feront à l'auenir, Dieu aidant, qu'à essayer de contenter vostre Maïesté en toutes choses, esquelles nous pouuons nous permettre de le faire. Lesquels, ores qu'ils soient limitez, & nous ostent la puissance d'accepter autre chose que le contenu en nosdites tres-humbles supplications, qu'auons presentées à vostre Maïesté, de la part de ceux qui nous ont enuoyez; si n'auons-nous laissé de promettre & assurer vostre Maïesté, que telle responce qu'il vous plairoit nous donner sur iceux, nous la leur rapporterions fidelement, avec assurance de vostre bonne volonté & affection de faire bien entretenir la paix, & que serions tout ce qui seroit en nous, à ce qu'ils se contentassent de vos offres. Bien vous auons-nous dit, estans commandez par vous, que craignons fort que ne peussions obtenir ce que-dessus, s'il ne plaisoit à vostre Maïesté ellargir vos responses, pour les faire approcher de plus près de nos tres-humbles demandes. Ce que tant s'en faut qu'il monstre en nous vn desir contraire à la paix, qu'il fait assez paroistre de quel zele & affection nous marchons pour y paruenir. Si nous faisions autrement, nous penserions auoir à bon droit merité, non seulement le nom d'infideles & desloyaux suiets (car autrement ne puis-je appeller ceux qui voudroient empescher vn œuure si saint) mais vne grieue & exemplaire punition, de resister à chose si ne-

cessaire, non seulement à tous particuliers de ce Royaume, mais à la conservation de l'Estat mesmes. Et certes si l'Orateur Athenien representoit à bon droit les citoyens, de ce qu'ils ne faisoient iamais paix avec leurs voisins, sans porter robbes de dueil, pour auoir perdu beaucoup de gens par la guerre, & que cette perte leur fist sentir la necessité de la paix, laquelle ils deuoient preuenir auant que hazarder tant de bons citoyens : combien plus seroient à reprendre ceux, qui après les robbes de dueil si souuent prinſes depuis quatorze ou quinze ans, qu'il semble qu'il n'y ait plus que la dernière robbe de dueil à prendre pour la mort & ruine de nostre patrie, dont nous sommes fort menacez; voudroient neantmoins encore empescher la resolution d'une paix, & la remettre à vn temps où il n'y auroit plus à pacifier? Nous supplions tres-humblement vostre Maiesté, Sire, de croire que sommes tant elloignez de ces volontez, que si la paix & repos de vostre Royaume en telle necessité si extreme où il est à cette heure, se pouuoit rachepter de nos propres vies; vostre France ne porteroit point d'enuie à l'Italie, qui se vante, & non sans cause, de ses Curtius & Decius, qui ne craignirent point de se presenter à vne mort volontaire pour la conservation de leur patrie. Mais vous fournirions de cœurs François, ce que ie puis tesmoigner deuant Dieu, & dire de moy sans fiction, & pense en pouuoir dire autant de Messieurs les Deputez, quis'estimeroient bien heureux de pouuoir acquerir par leur mort vn repos bon & assuré à leur patrie, qui tournast à la gloire de Dieu, & au bien & seruice de vostre Maiesté. Et pleust à Dieu que ce qu'aucuns anciens trouuoient de defect en vn si parfait ouurage que la composition del'homme, en ce que Dieu ne luy auoit fait vne fenestre au cœur pour pouuoir voir & connoistre l'interieur de ses volontez & conceptions, peust maintenant estre effectué en nous: à ce que vostre Maiesté peust voir de quel zele & affection, & avec combien de verité nous disons toutes ces choses-cy; & quelle crainte nous auons de ne pouuoir voir reüssir cette negotiation à l'effect tant desiré par nous. Qui est cause, Sire, que nous prendrons la hardiesse de supplier tres-humblement vostre Maiesté vouloir mettre fin à tant de miseres, sous le frain desquelles vos pauvres suiets de si longtemps tenus, pleurent & gémissent, & maintenant en sont quasi tous accablez: & d'auoir pitié de vostre Estat que Dieu vous a mis entre les mains, pour en conseruer la iouissance à vous mesme, dont nous supplions Dieu vous en faire la grace, & puis la laisser paisible & entiere aux enfans que Dieu, s'il luy plaist, vous fera bientôt nistre de vostre heureux mariage, ou du moins à vostre sang & parenté Royale. Nous ne doutons par, Sire, de vostre bonne volonté; & penserions estre vn sacrilege d'en douter, apres tant d'asseurances qu'il plaist à Dieu nous en faire. Mais parce que nous sçauons que parmy tant de gens qui ont cet honneur d'approcher vostre Maiesté, il est bien mal aisé qu'il n'y ait beaucoup d'opinions non seulement diuerſes, mais contraires:

nous auons prins la hardiesse de supplier tres-humblement vostre Maie-
 sté ne vous laisser diuertir des conleuls paisibles, par ceux à qui la guer-
 re pourroit estre plus vtile & profitable que la paix : & nous faire cet
 honneur, de croire que de tout ce qui sera de nostre pouuoir, nous l'a-
 uancerons vers ceux qui nous ont enuoyez; non tant en consideration
 de nos commoditez particulieres, que d'autant que nous croyons que
 le bien de vostre seruice le requiert. Aussi nous desirons en cecy, com-
 me en toutes autres choses, etquelles il plaira à vostre Maieité nous hon-
 norer de vos commandemens, vous faire paroistre que nous n'auons au-
 tre volonté, ny n'aurons, Dieu aidant, que de vous demeurer tres hum-
 bles & tres obeissans suiets & seruiteurs. Et apres, se tournant vers la
 Reine mere, luy dit, que comme elle auoit eu ce benefice de Dieu en
 France que d'auoir espousé vn Roy, nourry & esleué trois autres Rois,
 avec tout le reste d'vne des plus honorables familles de la Chrestienté,
 qu'elle aidast & procuraist la paix, qui estoit le plus grand bien qu'elle
 scauroit faire. En somme, que comme ello estoit mere de nostre
 Roy, elle se monstra mere du Royaume, nous tenant pour vrais & na-
 turels suiets, & tres-humbles seruiteurs de leurs Maieitez.

Le Roy là-dessus tesmoigna de sa bonne volonté, laquelle il disoit
 auoir suffisamment fait paroistre en ce que pour nous reünir & mettre
 en bonne paix avec ses autres suiets, bien qu'il fust nostre Roy, & do-
 contraire Religion à la nostre; il s'estoit neantmoins eslargy à nous ac-
 corder toutes choses à luy possibles. Qu'il desiroit que nous monstres-
 sions par effect la bonne volonté que nous disions auoir de nostre part
 à luy & au bien de son seruice. Et qu'il ne pensoit point que si nous
 rapportions & faisons entendre à ceux qui nous ont enuoyez, ce qu'il ap-
 partient, qu'ils ne trouuent bon ce qu'il a ordonné: dont il voudroit
 auoir bientoist nouuelles. Et la Reine dit, qu'il n'y auoit personne en
 ce Royaume qui ait plus trauaillé qu'elle, en ce qu'elle a peu, au bien de
 ce Royaume. Qu'elle ne s'y employeroit pas moins par cy-apres, com-
 me celle qui a cet honneur d'estre mere du Roy: que de nostre part
 nous fissions ce que nous pourrions pour monstrier l'effet que nous di-
 sions de nostre bonne volonté, & que tout ce porteroit bien.

Apres, quand nous voulions partir, la Reine dit au sieur de Bel-
 lieure, s'il ne nous auoit point fait entendre ce que le Roy luy
 auoit commandé. Lors ledit sieur de Bellicure s'approcha, reci-
 tant ce qu'il nous auoit dit: & que ne luy auions dit & respondu,
 sinon qu'en faisant meilleures responses, nous donnions esperance
 & nous faisons fors de faire la paix. Surquoy le Roy & la Reine
 mere par diuers propos, discourent de la longueur que apporteroient ces
 voyages, des maux & surprises qui cependant pourroient aduenir. Que
 c'estoit assez fait la guerre, & estoit necessaire de mettre quelque re-
 pos entre tant de gens qui l'attendent apres ces miseres. Ledit sieur
 de Beauvoir fit vn sommaire discours du desir que nous en auions, &

du deuoir auquel nous estions mis. Que s'il plaisoit à sa Maiesté s'elargir, nous aurions plus grand moyen de luy faire seruice : & que de sa part (comme il estimoit en estre autant de Messieurs ses compagnons) s'il plaisoit à Dieu mesurer ses graces à la bonne volonté qu'il en auoit, sa Maiesté en entendroit cy-apres les effects. Le Roy dit, que par là il ne pourroit cependant prendre aucune assurance de la paix. Ledit sieur de Beauuoir dit, que nous n'auions pouuoir d'arrester trêues ny suspension, mais que pour delibérer sur le tout, M. le Prince & les Prouinees enuoyroient en Languedoc, s'il plaist au Roy d'enuoyer, ou donner à quelqu'un de ses Lieutenans pouuoir d'en arrester. La Reine dit, qu'elle n'eust iamais pensé que nous n'eussions accepté ce, qui nous estoit offert, & que nous n'eussions donné assurance au Roy de le faire accorder, où à peu près, par les nostres : & cependant refoudre la suspension d'armes. Le sieur Darennes dit, que nous ferions vn fort mauuais office, si nous faisons plus qu'il n'estoit en nous. Le sieur de Beauuoir dit, qu'il plaist à leurs Maiestez de considerer que nous auons procédé en ceste negociation en toute rondeur, sans rien dissimuler de nos pouuoirs ou autrement. Le Roy dit, que nous nous en allions donc tous. La Reine adiousta, qu'elle auoit donné congé à Yolet, qui le luy auoit demandé. Que s'en allant par-delà il pourroit faire plus de seruice au Roy, que demeurant icy en vne hostellerie. Et pource qu'il fut pareillement parlé des sieurs de Beauuoir & Darennes qui en dirent autant; le Roy & la Reine apres en auoir parlé ensemble, leur dirent qu'ils s'en pourroient donc aller : & à tous, que nous fissions diligence de reuenir bien-tost.

De là nous allasmes tous prendre congé des Sieurs de Suisse, pource qu'ils s'en alloient le lendemain, comme nous. Et arriuez au logis, furent enuoyées querir lesdites responses, pour y adiouster ce que le Roy disoit auoir accordé depuis, quant aux Villes des Gouverne-

000000000000
000000000000
000000000000
000000000000
000000
0000

LE ROT ayant fait faire lecture en sa presence des, remonstrances par escrit qui luy ont esté presentées de la part du Prince de Condé, sieurs, Gentilshommes, & autres de la Religion pretendue reformée, du Marechal de Danville, sieurs, Gentilshommes, & autres Catholiques à eux unis & associés : pour le desir que sa Maesté a de mettre fin aux misères dont ce Royaume a esté affligé, & favorablement traiter tous ceux de sesdits sujets qui voudront vivre sous son obeissance, & reconnoistre le devoir dont ils luy sont tenus, a respondu sur chacun article ce qui s'ensuit.

P Remierement, sur le premier article & autres ensuiuans, iusques au dix-septiesme, concernans le fait de la Religion, sa Maesté pour ne laisser aucune occasion de troubles & differents entre ses sujets, leur a permis & permet vivre & demeurer par toutes les villes & lieux de ce Royaume & pays de son obeissance, sans estre enquis, vexe ne molestez, ny astraits à faire chose pour le regard de la Religion, contre leurs consciences, ne pour raison d'icelle estre recherchez es maisons & lieux où ils voudront habiter; poutueu qu'ils s'y comportent selon qu'il sera contenu en l'Edit.

Aussi a sa Maesté permis à tous Gentilshommes & autres personnes, tant regnicoles qu'autres, ayans en ce Royaume & pays de l'obeissance dudit Seigneur haute Iustice ou plein fief de Haubert, comme en Normandie, soit en propriété ou usufruit, en tout ou partie, auoir en telles de leurs maisons desdites haute Iustice ou fief qu'il nommeront pour leur principal domicile aux Baillifs & Seneschaux chacun en son destroit, l'exercice de la Religion qu'ils disent reformée, tant qu'ils y seront residents : en leur absence leurs femmes & familles, dont ils respondront. Et seront tenus nommer lesdites maisons ausdits Baillifs & Seneschaux, avant que pouuoir iouyr du benefice d'icelle. Auront aussi pareil exercice en leurs autres maisons de haute Iustice ou dudit fief de Haubert tant qu'ils y seront presens, & non autrement : le tout tant pour eux que leur famille, sujets & autres qui y voudront aller ; fors & excepté es fiefs qu'ils auront es villes & es faux-bourgs d'icelles, esquelles le Roy ne veut estre par eux fait aucun exercice de Religion. Pareillement pourront, en autres fiefs où ils residentont, faire ledit exercice de la Religion, tant pour eux que leur famille, sujets & autres qui y voudront aller, pourueu qu'ils soient sous la haute Iustice du Roy. Ou s'ils sont sous la Iustice d'autres, que ce soit par la permission & consentement par escrit du Seigneur haut Iusticier. Entendant que lesdits fiefs soient distans d'une lieuë pour le moins de la ville capitale, & demie lieuë des autres villes.

Ou bien s'ils aiment mieux, leur sera accordé qu'es maisons de fiefs où lesdits de la Religion n'auront ladite Iustice & fief de Haubert, ne pourront faire ledit exercice que pour eux & leur famille tant seulement.

Et qu'és Baillages & Seneschauflées, esquels n'est à present fait aucun exercice de ladite Religion, ladite Maiefté leur accorde vn lieu clos à son choix, qui ne sera distant plus de deux lieues de la ville principale dudit Baillage, où sera permis l'exercice public de ladite Religion.

Et d'abondant leur a accordé ladite Maiefté, de faire & constituer l'exercice de ladite Religion en toutes les villes qu'ils tiennent à present, fors & excepté en celles de Beaucaire & Aiguemortes.

Ne pourront toutefois és lieux où sera la personne du Roy, & à la suite & Cour, quelque part que ce soit, ny à deux lieues à la ronde, faire aucun exercice de ladite pretenduë Religion, baptêmes & mariages, tant & si longuement que la Maiefté y seiournera.

Les villes & lieux appartenans à la Reine mere du Roy, de son propre, seront exceptez; sans derogier à ce qui a esté accordé pour le regard de la Noblesse.

Celles de l'appannage de Monsieur le Duc d'Alençon frere de sa Maiefté, le seront pareillement.

Ne pourront aussi ceux de ladite pretenduë Religion faire aucun exercice d'icelle en la ville, Preuosté & Vicomté de Paris, ny à dix lieues à l'entour d'icelle. Lesquelles dix lieues seront limitées, à sçauoir Senlis & les faux-bourgs, Meaux & les faux-bourgs, Melleun & les faux-bourgs, vne lieue par-delà Montlehery, Dourdan & les faux-bourgs, Ramboüillet, Oudan & les faux-bourgs, vne lieue grande pardelà Meulan, Vigny, Meru & saint Leu de Serans. Esquels lieux ne pourront aussi faire aucun exercice de ladite Religion, sans toutefois que ceux qui en feront profession puissent estre recherchez en leurs maisons.

Sera enioint à tous Baillifs, Seneschaux, Iuges ordinaires ou autres subalternes, chacun en leur ressort, de pourvoir à l'enterrement des morts de ceux de ladite pretenduë Religion, le plus commodement que faire se pourra & sans scandale.

Seront aussi ceux de ladite pretenduë Religion reenus garder les loix politiques, mesmes celles qui sont receuës en l'Eglise Catholique, en fait de festes & iours chaumables, & de mariage pour les degrez de consanguinité & affinité; afin d'obuier aux debats & procez qui s'en pourroient ensuiure, à la ruine de la pluspart des bonnes maisons de ce Royaume, & à la dissolution des liens d'amitié qui s'acquierent par mariage & alliance entre les suiets de ladite Maiefté.

Ne sera fait difference ne distinction pour raison de la Religion, à receuoir tant és vniuersitez, escoles, hospitaux, maladeries, qu'aumosnes publiques, les escoliers, malades & pauvres.

Ne pourront aussi ceux de ladite pretenduë Religion, faire aucun exercice d'icelle pour le ministere, reglement, discipline ou institution publique des enfans & autres, fors qu'és lieux de chacunes des Prouinces cy-dessus mentionnées, où il y aura exercice de Religion.

Lesdits de la Religion seront tenus de payer & acquitter les dixmes aux Curez & Ecclesiastiques, comme les Catholiques, selon l'usage & coustume des lieux.

Le Roy n'entend que pour le regard de ladite Religion, il soit rien introduit contre l'observance de l'ancienne Religion Catholique es villes de Mets, Thoul & Verdun, lesquelles sont sous la protection de sa Maïesté: & veut qu'elles demeurent comme elles estoient du temps du feu Roy Henry son pere.

Ne pourront aussi ceux de ladite pretenduë Religion reformée, faire aucun exercice d'icelle es villes & lieux du Marquisat de Saluces.

Quant à celles du Comté de Venisse, le Roy ne s'en peut entremettre, attendu que elles sont au Pape.

Sa Maïesté ne veut aussi s'entremettre de ce qui touche le pays de Monsieur le Duc de Savoie.

Pour le regard de ceux du Roy de Navarre, sa Maïesté luy donnera advis de ce qu'il luy semblera devoir faire pour son bien, & conservation de seldits suiets.

Sur le 17. article. Le Roy declarera ceux de ladite Religion capables de tenir & exercer tous estats, dignitez & charges publiques, Royales, Seigneuriales & des villes de ce Royaume: & d'estre indifferemment admis & receus en tous conseils, deliberations, assemblées, Estats, & fonctions qui dependent des choses susdites, sans en estre en sorte quelconque reiettez ny empeschez d'en jouyr, incontinent apres la publication de l'Edit qui sera fait: & ne seront tenus prester autre serment, que pour bien & fidelement exercer leurs charges & estats.

Sur le 18. sa Maïesté pouruoirra aux offices qui vaqueront, indifferemment de personnes capables, comme elle verra estre à faire pour le bien de son seruice & de ses suiets.

Sur le 19. & autres ensuiuans iusques au 19. concernans le fait de la Iustice. Que du nombre des Presidens & Conseillers de la Cour de Parlement à Paris, ils en pourront recuser de chacune chambre iusques à trois ou quatre; & de ceux qui resteront, sa Maïesté en composera vne chambre, laquelle connoistra & iugera de leurs differens: & en sera mis en icelle iusques au nombre de six de leur Religion, dont en sera dès à present fait creation.

Sera establie vne chambre composée de vingt Presidens & Conseillers (tels que sa Maïesté choisira, notables peronnages de ses Cours de Parlement & grand Conseil) à Montpellier, pour connoistre en cas d'appel, des procez & differens de ceux de ladite Religion du Parlement de Thoulouse; & sera mis pareillement en icelle iusques au nombre de six de leur Religion.

Pour la Guyenne, pourront recuser du nombre des Presidens & Conseillers de la Cour de Parlement de Bourdeaux, iusques à trois ou quatre de chacune chambre. Et de ceux qui resteront sa Maïesté en

composera vne chambre; laquelle connoistra & iugera de leurs differens. Et sera mis aussi en icelle iusques au nombre de cinq de leur Religion.

Pour le Dauphiné, pourront recuser iusques à deux des Presidens & Conseillers de la Cour de Parlement establie à Grenoble. En laquelle seront mis deux Conseillers de ladite Religion.

Pour la Prouence, en pourront aussi recuser deux de chacune chambre des Presidens & Conseillers de la Cour de Parlement establie à Aix, en laquelle seront aussi mis quatre Conseillers de ladite Religion.

Pour la Bourgogne, en pourront aussi recuser deux de chacune chambre, & en sera mis en la Cour de Parlement establie à Dijon, iusques à deux Conseillers de ladite Religion.

Pour la Normandie, en pourront recuser de chacune chambre iusques à trois; & de ceux qui resteront, sa Maiesté en composera vne chambre pour connoistre de leurs differens, en laquelle seront mis iusques à quatre de leur Religion.

Pour la Bretagne, en pourront recuser iusques au nombre de trois de chacune séance, & y seront mis trois Conseillers de ladite Religion.

Sur le 29. Il y a esté satisfait par la response du 17. article. Et quant aux resignations qui ont esté faites à ceux qui en sont à present pourueus, ladite Maiesté n'y peut toucher.

Pour le regard des benefices, ledit Seigneur n'entend point qu'il en soit mis aucune chose dans l'Edit. Neantmoins veut que tous ceux qui sont demeurez titulaires, puissent resigner à personnes Catholiques. Et que ceux qui auoient promesses de pensions deuant le 24. d'Aoust, en soient payez, & leur soient continuées.

Et quant aux Catholiques associez, qu'ils rentreront en la mesme possession qu'ils auoient auparauant ces troubles.

Sur le 30. Le Roy n'y peut toucher, attendu leurs resignations desia faites à d'autres qui en sont pourueus, & ce qui en a esté déclaré ausdits deputez.

Sur le 31. Il est compris dans le 29. article precedent, & n'en sera fait mention dans l'Edit, ainsy sera pourueu particulierement.

Sur le 32. Ledit Seigneur n'entend innouer aucune chose aux statuts de l'ordre saint Iean de Ierusalem, ny de ce qui appartient à la connoissance des iuges du Roy, & fait par commandement de sa Maiesté. Leur sera baillé main-leuée pour les saisies qui auroient esté faites; & neantmoins sera couché en l'article general.

Sur le 33. Sa Maiesté pouruoirà qu'ils soient receus en son Conseil, ou ailleurs, sans aucune longueur ou empeschement, dedans vn mois apres la presentation.

Sur le 34. Declarant le fait particulier dont il est question, le Roy y pouruoirà ainsi que verra à faire par raison.

Sur le 35. Pour le regard des Offices desquels les Catholiques de l'y-

nion ont esté pourueus, & neantmoins n'ont esté receus; le Roy ordonnera qu'ils le soient : & le semblable pour ceux de la Religion.

Sur le 36. Le Roy a reserué à sa personne d'entendre les differens, & pouruoir sur iceux.

Sur le 37. Sera aduisé d'un bon moyen pour accommoder cette affaire, & sera veu ce que cy-deuant en a esté fait.

Sur le 38. Ledit Seigneur entend que chacun rentre en ses biens, comme a esté fait cy-deuant és autres Edits.

Sur le 39. Sadite Maiesté prendra auis de ceux de ladite Cour de Parlement, & s'en resoudra.

Sur le 40. Sera suiui la declaration du feu Roy.

Sur le 41. Ledit Seigneur n'entend toucher à ce qui concerne le pays de Dombes.

Sur le 42. Les desordres sont aduenus au tres-grand regret de sa Maiesté. Neantmoins pour le bien de paix & reconciliation de ses sujets, est necessaire de remettre toutes choses passées sous vne oubliance generale.

Sur le 43. Cette article dépend du precedant, & ne s'en pourroit faire poursuite sans renouveler l'aigreur des troubles.

Sur le 44. Leditseigneur pour esteindre & assoupir (autant que faire se pourra) la memoire des troubles & diuisions passées; declarera toutes sentences, iugemens, arrests & procedures, saisies, ventes & decrets, faits & donnez contre ceux de la Religion pretendue reformée, tant viuans que morts, depuis le trépas du feu Roy son pere, que Dieu absolue, pour l'occasion de ladite Religion, tumultes & meurtres depuis aduenus, ensemble l'exécution d'iceux iugemens & decrets dès à present cassez, reuoquez & annullez : ordonnant iceux estre rayez & ostez des registres des Cours, tant souveraines qu'inferieures : comme aussi toutes marques, vestiges ou monumens desdites executions & actes diffamatoires contre leurs personnes, memoire & posterité, dont le tout sera osté & effacé; & les places esquelles ont esté faites pour cette occasion, demolitions ou rasemens, rendus aux proprietaires d'icelles, pour en vser & disposer à leurs volontez. Et le semblable est accorde tant pour ceux de ladite Religion, que Catholiques à eux associez, generallyment de toutes entreprises & charges de lese Maiesté & autres.

Sur le 45. Le Roy, attendu la declaration faite par le feu Roy son frere, des causes qui le meurent à ce qui concerne la personne dudit Amiral, n'y peut aucunement toucher. Neantmoins pour le regard des enfans, sa Maiesté accorde de les remettre en leurs honneurs & biens : comme ensemble à tous autres qui sont de mesme condition; sans que l'Arrest donné contre la memoire du pere leur puisse porter aucune note.

Sur le 46. Comme le precedant.

Sur le 47. Le Roy pouruoirà que cy-apres il n'en sera point fait.

Sur le 48. Pour le regard des procédures faites, iugemens & Arrests donnez contre lesdits de la Religion, & quelconques autres matieres que de la Religion & troubles, ensemble des prescriptions & matieres feodales escheuës pendant les presens troubles, commençans depuis les derniers: seront estimées comme non faites, données ny aduenües. Et ne pourront les parties s'en aider aucunement; ains seront remis en l'estat qu'ils estoient auparavant iceux. Et quant aux Catholiques joints avec eux, leur sera accordé le semblable, depuis qu'ils ont prins les armes.

Sur le 49. Seront tous prisonniers detenus, soit par autorité de Iustice ou autrement, mesmes en galeres à l'occasion des presens troubles, eslargis & mis en liberté d'un costé & d'autre, sans payer aucune rançon. N'entendant toutefois sadite Maiesté, que les rançons qui ont esté ja payées, puissent estre repetées sur ceux qui les auront receuës.

Sur le 50. Le Roy y pouruoirà pour le regard de la punition des crimes. Quant à la leuée de deniers, ledit Seigneur en ordonnera selon les cas qui se presenteront.

Sur le 51. Accordé.

Sur le 52. Le Roy en escriira à Monsieur le Duc de Sauoye.

Sur le 53. Cet article depend du reglement qui se fera pour le fait de la iustice.

Sur le 54. Le Roy par experience a connu le trouble & dommage qu'a apporté ce qui a esté accordé cy-deuant; & est necessaire pour le bien de paix, que toutes choses demeurent assopics d'une part & d'autre.

Sur le 55. Pour le regard des fruits des immeubles, vn chacun rentrera en sa maison, & iouyra reciproquement des fruits de la cueillette de la presente année; nonobstant toutes saisies & empeschemens faits au contraire durant les troubles. Comme aussi chacun iouyra des arresages des rentes qui n'auront esté prises par sa Maiesté, ou par son commandement, permission ou ordonnance, ou de la iustice.

Sur le 56. Ledit Seigneur entend que l'on ne puisse d'une part & d'autre faire aucune repetition des fruits, ny poursuite pour les dommages aduenus.

Sur le 57. Aussi les forces & garnisons qui sont ou seront es maisons, places, villes & chasteaux appartenans aux suiets dudit Seigneur, de quelque Religion qu'ils soient, videront incontinent apres la publication de l'Edit, pour leur en laisser la libre & entiere iouissance, comme ils auoient auparavant en estre dessaisis.

Sur le 58. Le Roy regardera d'accommoder ce fait le mieux qu'il sera possible, & y pouruoirà en sorte qu'ils iouyront de leurs biens.

Sur le 59. Accordé.

Sur le 60. Accordé.

Sur le 61. Accordé tant pour lesdits priuileges, qu'ostages.

Sur le 62. Accordé, comme il leur a esté respondu cy-deuant.

Sur le 63. Ne pourront lesdits de la Religion pretenduë reformée, estre cy-apres surchargez ny foulez d'aucunes charges ordinaires ny extraordinaires, plus que les Catholiques, & selon la proportion de leurs biens & facultez.

Sur le 64. Le Roy les en deschargera.

Sur le 65. Ledit seigneur ne peut innouer aucune chose aux contrats passez, attendu les obligations.

Sur le 66. Le Roy ne le peut faire.

Sur le 67. Ledit Seigneur pouruoirà esgalemēt à tous ses suiets, comme vn bon Prince doit faire, & selon que les affaires le pourront porter.

Sur le 68. Sa Maiesté declarera qu'elle repute & tient le Prince de Condé pour son bon parent, fidele suiet & seruiteur, comme aussi le Marechal Danuille, sieurs de Meru, de Thoré, & tous autres Cheualiers, Gentilhommes, Officiers, & autres particuliers des villes, communautéz, bourgades, & autres lieux de ce Royaume, pays de l'obeissance de la Maiesté, qui les ont suiuis & suivent en quelque part que ce soit, pour ses bons, loyaux suiets & seruiteurs.

Sur le 69. Le Roy le leur accorde, & leur en fera despeschier les provisions en la meilleure forme que faire se pourra.

Sur le 70. & 71. Demeureront tant ledit Prince de Condé, que le Marechal Danuille, sieurs de Meru, de Thoré, Gentilhommes, Officiers, corps de villes, communautéz, & autres qui les ont aidez & secourus, leurs hoirs & successeurs, quittes & deschargez de tous deniers qui ont esté par eux ou leurs ordonnances pris & leuez tant des receptes & finances du Roy, & ce à quelques sommes qu'elles puissent monter, que des villes, communautéz & particuliers, des rentes & reuenus, & arrerages, vente de biens meubles, tant Ecclesiastiques que autres, bois de haute fustaye, soit du Roy ou autre, amendes, buïns, rançons, & autres natures de deniers par eux pris, tant à l'occasion de la presente que precedentes guerres; sans qu'eux ne ceux qui ont esté commis à la leuée desdits deniers, ou qui les ont baillez & fournis, en puissent estre recherchez pour le present ny à l'aduenir : & demeureront quittes tant eux que lesdits commis de tout ledit maniemēt & administration, en rapportant pour toute descharge, acquit ou quittance dudit Prince de Condé, Marechal Danuille, & de ceux qui par eux auront esté commis à l'audition & closture d'iceux. Demeureront aussi quittes & deschargez de tous actes d'hostilité, leuée & conduite de gens de guerre, fabrications de monnoye, fonte & prise d'artilleries & munitions, tant aux magazins du Roy que des Particuliers : confections de poudres & salpêtres, prises, fortifications, desmantellemens & desmolitions de villes, entreprises sur icelles, bruslemens, desmolitions de temples & maisons, establissement de Iustice, iugemens & executions d'iceux, voyages, intelligences, traitez, negociations & contrats fais

avec tous Princes & communautéz estrangères, introductions desdits estrangères en villes & autres endroits de ce Royaume, & généralement tout ce qui a esté fait, geré & negoeié durant les troubles, encore qu'il deult estre particulièrement exprimé & spécifié.

Sur le 72. Accordé qu'ils ne puissent estre inquietez ny molestez des choses contenuës audit article.

Sur le 73. Sa Maiesté les en deschargera.

Sur le 74. N'en fera fait aucune poursuite, & demeurera assoupy sous le benefice de l'Edict.

Sur le 75. Le Roy les en deschargera depuis les troubles, de ce qu'ils n'ont pas receu, ou auroient payé ailleurs.

Sur le 76. Accordé pour le sel qui aura esté vendu de bonne foy; deliuré & debité.

Sur le 77. Le Roy y pouruoirá.

Sur le 78. Comme le precedent.

Sur le 79. Sa Maiesté fera tout ce qu'elle verra & connoistra estre bon pour le bien & vtilité de son Estat & de ses sujets.

Sur le 80. Ledit Seigneur ne desire rien tant, que de voir ses Officiers en si bon estat, qu'il puisse soulager ses sujets.

Sur les 81. & 82. Des villes esquelles le Roy accordera l'exercice de ladite Religion, leur en seront baillées quatre en garde pour leur seurété, de celles qu'ils tiennent. Lesquelles lesdits Prince de Condé, Mareschal Danville, & vingt Gentilshommes de ladite Religion & Catholiques associez, qui seront nommez par sa Maiesté, iureront & promettent vn seul & pour le tout, tant pour eux que ceux de ladite Religion & Catholiques associez, de les garder au Roy, & au bout & terme de trois ans les remettre es mains de celui qu'il plaira à sa Maiesté deputer, en tel estat qu'elles sont, sans y rien innouer ny alterer, & sans aucun retardement ne difficulté, pour cause ou occasion quelles qu'elles soient. Et veut sadite Maiesté que les autres villes qu'ils detiennent, soient remises & conseruées en toute liberté au mesme estat qu'elles estoient en pleine paix au precedent tous les troubles, sans qu'il y soit mis aucunes garnisons.

Sur le 83. Le Roy y pouruoirá de telle façon, & fera si bien connoistre sa volonté aux Gouverneurs, qu'ils ne leur donneront aucune occasion d'entrer en defiance d'eux.

Sur le 84. Sa Maiesté laisse lesdites villes en l'estat qu'il les a trouuées, comme estans sous sa protection.

Sur le 85. Accordé.

Sur le 86. Le Roy ne fera difficulté de iurer solennellement de faire obseruer tout ce qu'il leur promettra.

Sur le 87. Accordé.

Sur le 88. Accordé.

Sur le 89. Sa Maiesté tient tous ces Princes pour ses voisins & amis.

Mais

DE M. DE NEVERS.

433

Mais pour le regard de ce fait; il est conuenable que ses suiets reçoient la Loy de sa Maiefté, & monstrent d'auoir toute fiance d'elle.

Sur le 90. Le Roy y pouruoirá.

Sur le 91. C'est au Roy à se seruir de ceux qu'il luy plaist, ayant connoissance de ceux qu'il seruent fidellement.

Sur le 92. Ledit Seigneur y pouruoirá.

FAIT à Paris le cinquième iour de May M. D. LXXV.

HENRY.

FIZES.

Depuis, le Roy, outre ce qui est permis cy-dessus pour tous les fiefs, tant de haute Iustice qu'autres, a accordé qu'en chacun Baillage leur sera baillé vn lieu clos, entre lesquels il y aura vne ville pour chacun des seize Gouuernemens anciens, à la nomination & choix de sa Maiefté.

Et aussi pour le fait de la Iustice, pour ceux de Poictou & de la Rochelle, que sadite Maiefté enuoyera cette année vne Chambre des grands Iours à Poictiers.

FAIT audit Paris le 18. de May M. D. LXXV.

HENRY.

FIZES.

Telle a esté la premiete negoeiation de la paix sur cette guerre ciuile, resuscitée pour la quatrième fois par des moyens si estranges, que ce n'est de merueille, si Dieu ne touche point encore le cœur de ceux qui en sont cause, pour mettre fin à telles calamitez. Tant y a que Monsieur le Prince de Condé ayant leu & entendu de bouche ce que dessus par ses Deputez, en son Conseil, estant pour lors à Basle, se resolut de ne se departir de ses tant iustes, equitables & necessaires demandes. Et ce neantmoins, perseuerant en la volonté de chercher tous les moyens d'appaiser ces troubles par vne bonne & ferme paix, plustost que d'estre contraint d'amener en France vne Armée d'estrangers, qui s'offroient à luy de tous costez: pria le sieur de Beauuoir, present, de continuer en cette Charge & poursuite; & semblablement le sieur

Darennas absent, & demeuré en France. D'autre part, enuoya en Languedoc, à l'Assemblée des Eglises qui s'y denoit tenir, le sieur du Chelar, qui peu de temps apres mourut de maladie à Nismes, & le sieur de Franqueville, President à Thoulouse: pour exhorter ladite Assemblée à chercher, sur les responfes du Roy, tous bons & iustes moyens de paruenir à la paix. Cependant, en cas de refus, apres s'estre mis en tout deuoir, les encourager pour continuer iufques au bout en vne si bonne, iuste & necessaire deffense: non point contre la Majesté, ny contre l'estat de France; ains au contraire, pour s'opposer aux meschans & pernicieux desseins de ceux qui sous ombre de Religion Catholique, taschent à la ruine & subuersion du Royaume.

F I N.



ADVERTISEMENT SVR LA NEGOTIATION
precedente.

Ceux qui auront lû avec attention la Negotiation precedente, auront assez remarqué que Monsieur le Duc de Nevers, bien loin d'y estre mal traité, comme d'autres de sa condition, n'y est pas seulement nommé. Nous avons neantmoins appris d'un discours de ce Prince, qui est dans ce volume-cy, que les Deputez du Prince de Condé avoient un ordre particulier de se plaindre hautement de luy, & de ne point consentir qu'il fust du nombre des Commissaires, avec lesquels ils auroient à traicter. Voicy les paroles de Monsieur de Nevers, parlant au Roy : Beauvais la Noele, en la presence des autres vnz Deputez de son party, vous expliqua les causes de ma recusation, qui estoient, dit-il, d'autant que j'auois esté appelé par le feu Roy vostre Frere, la nuit qu'il fit avecques vous & avec la Reine vostre Mere, & avec encore plusieurs autres, la resolution de faire mourir l'Admiral de Chastillon. De plus, qu'au lieu de faire cesser par la ville le desordre du iour de la S. barthelemy, selon que le Roy me l'auoit commandé; j'auois esté criant, tué, tué les Huguenots. Mais ils reconnoissent eux-mesmes tout le contraire, par le recit de l'Ambassadeur d'Angleterre, &c. Ces paroles sont bien differentes des accusations de ceux de la R..... Aussi plusieurs en pourroient douter, si M. de Nevers n'auoit que luy-mesme pour tesmoin de sa conduite. Mais j'ay reconnu' une lettre du 17. Avril 1572. que M. Walsingham, Ambassadeur d'Angleterre en France, escriit sur ce sujet à M. Smith, premier Secretaire d'Estat, où il parle en ces termes de M. de Nevers : Le Duc de Nevers a paru en cette occasion fort affectionné à nostre nation; ayant pris la peine de me venir visiter en personne, & de m'offrir toutes sortes de bons offices; & non seulement pour mon particulier; mais pour toute la nation. Il en a parfaitement bien vû enuers trois Gentils-hommes Anglois, qui sans luy estoient en danger de leur vie. Les autres accusations de Beauvais la Noele, ne furent pas mieux fondées : C'est pourquoy M. de Nevers en ayant porté ses plaintes au Roy; & sa Maiesté ayant assemblé son Conseil pour luy en faire iustice, on luy donna toute la satisfaction que l'estat present des affaires pouoit souffrir. Car le Roy qui vouloit s'accommoder à quelque prix que ce fust avec les Huguenots, obligea par ses raisons & par ses prieres M. de Nevers, de se contenter d'une partie de la iustice qui luy estoit due, & donner son ressentiment particulier au bien general de la France. Il fit aussi venir tous les Deputez du Prince de Condé dans sa Chambre, & s'adressant à Beauvais la Noele, luy dit qu'il auoit aduancé des choses contre M. de Nevers, que de sa connoissance il scauoit estre entierement fausses. Qu'il luy deffendoit à l'aduenir de parler, ny deuant luy ny ailleurs, comme il auoit en la hardiesse de faire, ny de iustificier ses dis-

cours par les Instruſtions, ny par les ordres qu'il en auoit. Que M. de Nevers deuoit eſtre conſideré de l'un & de l'autre party, comme vn Prince ſans reproche, qui auoit touſiours eſté tres-fidele & tres-attaché aux intereſts de la Couronne. Mais qui n'auoit iamais eſté capable d'une mauuaife action. Et quant aux mauuais offices que le Prince de Condé croyoit auoir ſuiets de craindre de luy, qu'il n'en auoit nulle raiſon, puis que le paſſé le deuoit aſſeurer de l'aduenir, & qu'il ne pouuoit nier ſans ingratitude, que M. de Nevers en ſe faiſant ſa caution enuers le Roy, ne luy euſt ſauué la vie, dans la chaleur des executions de la S. Barthelemy.

Beauuais la Nocle, & les autres Deputez ayant fait toutes les excuſes les plus civiles & les plus ſoumiſes qu'ils pouuoient faire en la qualité qu'ils auoient, declarerent qu'ils reconnoiſſoient Monsieur de Nevers pour vn Prince orné de toutes les vertus morales & politiques: mais que ceux qui les auoient enuoyez, connoiſſant ſon zele & ſa Religion, l'auoient touſiours conſideré comme l'ennemy mortel de la leur, & de leurs intereſts. Voila comme cette affaire fut terminée, & la raiſon pourquoy dans tout ce grand diſcours fait par Beauuais la Nocle, & ſes Collegues, il n'y a pas vn ſeul mot contre M. de Nevers, quoy qu'il y en ait contre M. de Montpenſier luy meſme, & contre d'autres Princes.

Cette longue negociation qui fut près d'un an la principale occupation de la Cour, & qui obligea le Roy à tant de conferences, à tant de conteſtations, & à tant d'adouciſſemens, n'eut enſin aucun ſucces. Henry III. fit entendre aux Deputez du Prince de Condé, & de tout ſon party, qu'ils euſſent à retourner vers ceux qui les auoient enuoyez, & à les rendre capables du bon traitement qu'il auoit deſſein de leur faire. Mais ces Deputez s'eſtans aigris par le peu de conſideration que la Cour auoit eue, ou pour leurs intereſts, ou pour leurs perſonnes, s'en retournerent auprès du Prince de Condé, avec vn deſſein formé de rompre tout accommodement, & porter les choſes aux dernieres extremités. Sur ce plan-là ils trauaillerent à la diuiſion de la Maiſon Royale, & à la mes-intelligence des deux Freres. Leurs intrigues furent ſi fortes & ſi ſecrettes, que dans quatre ou cinq mois apres M. le Duc d'Alençon, comme nous auons veu cy-deſſus ſe déroba de Paris, & ſit ce grand ſouleuement, qui doubla ſon appanage, qui mit beaucoup de bonnes villes entre les mains des Huguenots, & procura la conuocation des premiers Eſtats de Blois. Nous auons veu dans le Iournal de M. de Nevers, une partie de ce qui ſ'y paſſa: Voicy le reſte que j'ay tiré d'un recueil fort exact, que M. de Blanchefort, Gentilhomme Nivernois, & Deputé pour la Nobleſſe de la Prouince aux meſmes Eſtats, ſit des choſes les plus importantes qui y furent traitées. Il eſtoit digne du ſang des Princes de Cleves, dont il eſtoit deſcendu, non ſeulement par ſa haute generoſité, mais auſſi par la fidelité qu'il eut pour ſon Roy dans vn temps où preſque toute la France faiſoit gloire de luy eſtre infidelle. Il a eſté le ſeul qui a decouvert le myſtere de la Ligue naiſſante, qui luy a fait lever le maſque, & qui nous a appris avec quelle dexterité & par quelles pratiques on corrompoit les principaux Deputez des Eſtats, pour les faire entrer dans la conjuration de ceux de la ligue, & les y engager par leurs ſermens & par

leurs signatures. C'est ce que le Lecteur verra dans les pieces suivantes; & verra sans doute avec horreur, s'il est veritable François

LES PREMIERES PROPOSITIONS PVBLIQUES
qui furent faites par les Chefs de la Ligue, pour engager dans leur party
les Deputez des trois Estats du Royaume. A Blois en l'an 1576.

Messieurs de Morvillieres & de Lanslac vindrent ce iour en nostre Assemblée; & nous dirent, que sur les debats des presceances, mises par cy-deuant en auant par aucuns particuliers, sa Maiesté en auoit ordonné, comme de nous reduire aux douze Gouuernemens anciens, pourn'auoir que douze voix deliberatiues, & reduire rous les cahiers en douze, pour plus aysement paruenir à vn cahier general, ainsi qu'il fur fait es derniers Estats d'Orleans, & ce par prouision; à raison que sadite Maiesté nous declare par mesdits Sieurs, qu'il n'entend par ce aucunement prejudicier aux prerogatiues pretendues par chacune Prouince; le tout afin d'éuiter les longueurs.

Ce iour-là ie fus appellé à vne Conference particuliere, & au logis d'un Prelat de ce Royaume, avec plusieurs autres de sa qualité, & Seigneurs Deputez de la Noblesse, où fut proposé vn certain Formulaire d'association, tendant à faire rompre le dernier Edict de Pacification, & mettre le Roy à la guerre contre ceux de la nouvelle Religion pretendue, de laquelle association originelle d'icelle, & autres choses incluses en dependent. Il en sera plus amplement parlé cy-dessous: & ie rapporteray seulement quelques points que ie touchay sur le champ.

Ie dis qu'il me sembloit que le Roy ne deuoit pas estre conseillé à la guerre, pour la playe trop recente du Royaume qu'elle a apportée. Que celuy qui se plaist es guerres ciuiles, n'est de Dieu, & faut prier pour luy.

L'epistre à Tite 3. n'a pas dit qu'il faille rüer, mais dit qu'il faut éuiter l'homme sectaire & heretique, comme subuerty, estant par soy condamné.

Qu'au champ de Iesus-Christ, qui est l'Eglise, est commandé de n'arracher la mauuaise herbe; mais de la laisser croistre iusqu'à la moisson.

Beaucoup d'autres raisons que le Lecteur pourra trouuer à la fin de nostre recueil.

Quant au monde, ce n'est chose nouuelle, bien que le contraire soit grandement à souhaitter, & pleust à Dieu me faire la grace de voir vn seul exercice de la Religion Catholique & Apostolique; que deux Religions soient entrerenuës pacifiquement en vne Monarchie. L'Allemagne & le país de Suisse ont essayé par les armes, & enfin se sont pacifizé, & viuient en paix l'un auprès de l'autre, chacun en sa Religion; & depuis

la paix ainsi establie, sont plus de quarante ans qu'il ne s'y est rien remué.

De ce qu'il se peut connoistre par nostre œil humain, les Rois François, Henry, François I. & le Roy Henry à present regnant, ont essayé tous moyens pour exterminer ceux qui estoient de Religion contraire à la nostre, tant par Edicts & Iugemens particuliers, que par guerre, batailles & victoires, sont plus de quarante-six ans, continuellement & sans intermission, iusqu'à la pacification dernière. Et pour toutes ces rigueurs & aduantages qu'on a eus sur ceux de la Religion pretendue reformée, il ne s'est trouué que leur party ait esté ruiné, ny mesmement guerres affoibly. Et quand on a pensé les tenir comme accablés & faillis, ils se sont trouvez assez forts pour résister.

Doncques par cette longue experience & essay si perilleux, dont n'est reuenu aucun profit, ains misere indicible, Nostre Seigneur fait assez connoistre qu'il n'a pas agreable cette façon d'extermination.

Ce peut-estre luy seroit plus agreable, comme l'Evangile a esté premierement planté & establi par le glaive de l'esprit, douceur, de bonne parole & sainteté de vie, aussi il fût restabli peu à peu en son ancienne splendeur, par les bonnes Predications des Euesques & Curez, & par sainteté de leurs vies.

Par succez de temps ce bon Dieu extermina l'heresie des Arriens, & non par le glaive cruel des Empereurs.

Et que pour reformer l'Eglise de France, ie parle pour les mœurs des Ministres, & la police, fût fait vn Concile national, sans soy arrester aux difficultez que sont les Canonistes, qui ont voulu reprouuer les Conciles Nationaux qui ne sont si œcumeniques, c'est à dire vniuersels ny Prouinciaux, comme sont les Conciles Africains: & en nostre France, les Conciles d'Orleans, d'Arles, de Mets & de Paris, esquels estoient seulement appelez les Euesques, estant sous l'obeyssance de nos Rois, & estoient assemblez sous l'autorité de nosdits Rois.

Se figurer vne paix extorquée, & que les autres soient de present foibles, & que le secours qu'ils auoient leur est deffailly, seroit chose absurde aucunement, nous reconnoissons la magnanimité de nostre Roy estre telle, qu'onques il ne fut, ny a pû estre vaincu: c'est luy qui donne la loy, & non qui la reçoit. Assez de fois on a dit, nos contraires estre si bas, qui ne pouuoient en releuer: Nous auons veu gagner plusieurs batailles sur eux, & on n'a rien profité, & d'un mot se peut dire, *vna salus victis, nullam sperare salutem*. Six mille Anglois de gayeté de cœur, ont autresfois couru, pillé & saccagé la France, sans trouuer resistance. Enfin le Roy Iean ayant assemble ses forces, les rencontra, ne voulut pacifier avec eux; mais obstina de les combattre. Il fut combattu, vaincu, & pris prisonnier deuant Poitiers.

Vne reformation en nostre Eglise Catholique, Apostolique & Romaine est tres-necessaire, par laquelle les heretiques peuuent estre

vaillamment combatus, & ne faut douter que nous humiliant deuant Dieu, il ne fasse par là assoupir & esteindre toute l'heresie, schisme, diuisions & differends. Il est besoin qu'un chacun, sans foy flatter, ny entrer en fol amour de foy-mesme, mette la main à luy. Je dis à un chacun, sans aucune exception, car nos pechez attirent sur nous ces emotions, seditions & guerres, & ne peut-on esperer la paix que de Dieu, qui seul la donne.

Quelquesfois la paix est plus necessaire qu'honneste. Se vit-il onques vne pacification plus honteuse que fut celle du traite d'Arras pour le Roy de France en 1435. Car par icelle il fait comme amende honorable à son vassal le Duc de Bourgogne: & toutesfois il s'est reconnu par effect que cette paix a assuree la Couronne sur la teste du Roy Charles VII. qui ja estoit esbranlee pour cheoir: car il ne trouua plus en son domaine que Bourges avec le Berry, & n'auoit plus qu'Orleans & Neuers: tout le reste, mesme Paris, estoit es mains des Anglois. C'est par le moyen de cette paix qu'il recouura le reste de son Royaume, & chassa les Anglois, & en mourut paisible possesseur.

Quant au Formulaire d'association presente, ie dis que ie ne la pouuois signer, & me dire seruiteur du Roy, connoissant que la guerre est iniuste, si elle n'est conduite & entreprise de son Roy, en son fidele & saint Conseil, auquel seul appartient d'establir la loy, l'interpreter & rompre, pour la necessite & congruite des temps.

Que pour ce regard, nous ne sommes instruits des affaires d'Estat: mais qu'il nous est aisé pouuoir coniecturer par la connoissance que nous auons de l'occupation de Pologne, de Hongrie, & de certaine Prouince, de mort aduenue ces iours de l'Empereur, de l'Eueque de Mayence, de l'Electeur Palatin, & autre, que la Republique Chrestienne est par apparence menacée de guerres barbares: ce qui nous doit contenir & garder de nous emouuoire en particulier en nostre France.

Je mets ce que dessus en auant, par forme de Conference, avec autres raisons que j'ay escrites cy-dessous. Il s'en trouua beaucoup en cette Assemblée, qui ne furent pas de mon aduis, par des raisons contraires aux miennes.

LE sixieme iour de Decembre 1576. se fit l'ouuerture des Estats, ausquels le Roy, les Reines, Monseigneur, Messieurs les Princes du Sang, & autres Princes, & Princesses, Pairs & Officiers de la Couronne, & tous les Deputez entrerent en seance. Le Roy nous proposa son intention par un Discours fort disertement par luy prononcé, lequel j'ay voulu icy inserer, afin que par un Imprimeur il ne se trouuaist alteré.

Discours du Roy en l'Assemblée de ses Estats à Blois.

MESSIEURS, Il n'y a personne de vous qui ne sçache les causes de celles j'ay esté émuë à conuoyer cette Assemblée ; pour ce n'est-il de besoin de consommer le temps en paroles à vous le faire entendre.

Jeeroy aussi qu'il n'y a personne qui ne soit venu icy bien instruit & préparé pour satisfaire à tout ce que j'ay mandé par mes Commissions, publiées en chaeune de mes Prouinees ; & ie m'assure dauantage, qu'il n'y a homme en eette compagnie qui n'y aye apporté le zele & affection que doit vn bon & loyal sujet enuers son Roy, & le salut de sa Patrie.

Presupposant cela, j'espere qu'en eette Assemblée de tant de gens de bien, d'honneur & d'experience, se trouueront les moyens de mettre ee Royaume en repos, preuoir aux desordres & abus qui y sont entrez par la licence des troubles, desliurer mon peuple d'oppression, &, en somme, donner remede aux maux dont le corps de eet Estat est tellement vlcéré, qu'il n'a membre sain & entier; au lieu qu'il soloit estre le Royaume le plus florissant, le plus heureux, & sur tout autre renommé de Religion enuers Dieu, d'integrité & iustice, d'vniõ entre les sujets, d'amour & d'obeyssance enuers leur Roy, & de bonne foy entre les hommes.

Toutes lesquelles choses se voyent maintenant tant alterées, & en plusieurs endroits effacées, qu'à peine s'en reconnoist ombre ny marque.

Certainement quand ie viens à considerer l'estrange echangement qui se voit par tout depuis le temps des Rois de tres-loüable memoire, nos pere & ayeul, & que j'entre en comparaisõ du passé au present ; ie connois combien heureuse estoit leur condition, & la mienne dure & difficile.

Car ie n'ignore pas que dans toutes les calamitez publiques & privées qui aduiennent en vn Estat, le vulgaire & plus elair voyant en la verité des choses, en tous les maux qu'il sent, s'en prend à son Prince: il l'aecuse & prend à garand, comme s'il estoit en la puissance d'obuier à tous funestes accidens, ou y remedier aussi promptement que chacun le demande.

Bien me conforte, qu'il n'y a personne de sain iugement qui ne sçache la source d'où sont deriuez les troubles qui nous ont produit tant de miseres & de calamitez, de la eoulpe & blasme desquelles le bas âge où le feu Roy mon frere & moy estions lors, nous iustifie assez.

Et quant à la Reine ma Mere, il n'y a personne de ee temps-là qui ait pû ignorer les ineroyables peines & trauaux qu'elle prit pour obuier aux commeneemens des malheurs, & les empescher. Mais autre fut la determination de la Prouidence Diuine, dont elle porta les angoisses & les ennuis, qui ne se peuuent comprendre, pour la singuliere affection qu'elle auoit à ee Royaume, & l'amour & naturelle charité enuers nous ses
enfants,

enfants ; voyant le danger de nostre paternel & legitime heritage , la conservation duquel, apres Dieu, ie luy dois, & tous ceux vniuersellement qui aiment la France, sont tenus luy rendre immortelle loüange de la grande vigilance, magnanimité, soïn & prudence avec lesquelles elle a tenu le gouuernail, pour soustenir ce Royaume en nostre minorité, contre l'iniure des vagues & impetuositéz des mauuais vents des partialitez & diuisions dont cét estat estoit de toutes parts agité.

Pareillement il n'y a personne qui ne me doïue rendre ce tesmoignage, qu'aussi tost que j'ay atteint l'aage de porter les armes, & faire serui-ce au feu Roy mon frere & à ce Royaume, j'ay exposé ma personne & ma vie à tous les hasards de la guerre, où il a esté besoin d'essayer par les armes à mettre fin aux troubles : & d'autre part où il a esté besoin de les pacifier par reconciliations, nul plus que moy ne l'a désiré, ny plus volontiers que moy n'a presté l'oreille à toutes honnestes & raisonnables conditions de paix qu'on a voulu mettre en auant.

Nul aussi n'ignore le deuoir où ie me mis de pacifier ce Royaume, auant que d'en partir pour m'en aller en Pologne. Il est pareillement notoire à tous en quelle combustion j'ay trouué les choses à mon retour, plusieurs villes & places fortes occupées, les reuenus de la Couronne en plusieurs lieux vsurpez, le commerce failly, partie des sujets desbordez à toute licence : bref, tout ce Royaume plein de confusion.

Ce que voyant à mon arriüée, ie m'efforçay par tous les offices & moyens de douceur qui me furent possibles, de faire poser les armes, leuer la messiance, assurer chacun, rendre tous mes sujets capables de mon intention, & que ma volonté ne tendoit qu'à pacifier les troubles par vne bonne reconciliation, & faire viure tous mes sujets en paix & en repos sous mon obeyssance.

Toutesfois ie trauillay lors en vain, & demeura ma bonne intention frustrée : ce que voyant à mon tres-grand regret, ie fus contraint de recourir à l'extreme remede, que ie m'efforçois d'éuiter comme vn rocher en la mer; ayant déjà, par experience, connu les maux que les guerres intestines apportent à vn Estat, combien de miseres les sujets de ce Royaume auroient déjà suportez par l'iniure d'icelles, & que si le malheur estoit qu'elles continuassent, ie serois aussi contraint de continuer les charges & triburs sur mon peuple, voire à l'aduanture les multiplier, comme les despenfes desdites guerres sont infinies & inestimables.

Ie considerois dauantage que toutes occasions & moyens me seroient ostez au commencement de mon regne, de faire goustier à mes sujets le fruit de ma benignité, & de la volonté avec laquelle ie les voulois soulager tous, & gratifier chacun selon son merite ; preuoyant delà, qu'au lieu de ce que ie desirois, il aduiendroit ce que j'abhorrois le plus ; pouuant affirmer en verité que de tous les accidens de ces dernieres guerres, ie n'ay rien senty de si grieux, ny qui m'aye penetré dedans le cœur si auant, que les oppressions & miseres de mes sujets, la

compassion desquels m'a souuent émeu à prier Dieu de me faire la grace de les desliuer en bref de leurs maux, ou terminer en cette fleur de mon âge, mon regne & ma vie avec la reputation qu'il conuient à vn Prince descendu par longue succession de tant de magnanimes Rois, plustost que de me laisser enuieillir entre les calamitez de mes suiets, sans y pouuoir remedier, & que mon regne fust en la memoire de la posterité, remarqué pour exemple de regne malheureux.

Bien dois-je rendre graces à Dieu, qu'en toutes ces agitations de rages & tempestes, il m'a tousiours conforté d'une ferme fiancee, qu'il ne m'a point mis cette Couronne sur la teste pour ma confusion, ny le Sceptre en la main pour verge de son ire; mais qu'il m'a colloqué en ce souverain degré de Royale dignité, pour estre instrument de la gloire, Ministre & Dispensateur de ses graces & benedictions sur le nombre infiny des creatures qu'il a mis sous mon obeysance & protection.

Aussi le puis-je appeller à témoin, que ie me suis proposé pour vni-que fin le bien, le salut & le repos de mes suiets; & qu'à cela tendent tous mes pensemens & desseins, comme au port de la plus grande gloire de felicité que ie puisse acquerir en ce monde.

En cette intention, apres avoir bien considéré les hafards & inconueniens qui estoient de tous costez à craindre; j'ay finalement pris la voye de douceur, & la reconciliation, de laquelle on a ja recueilly ce fruit, qu'elle a esteint le feu de la guerre dont ce Royaume estoit enflambé, & en danger de se consumer entierement, qui n'eust soudain ietté cette eau dessus.

Ie sçay bien que d'une si grande combustion, qui a duré aussi longuement que celle des guerres de ce Royaume, il en est demeuré beaucoup de reliques, lesquelles pourroient facilement r'allumer le feu qui ne les amortiroit du tout: à quoy ie veux principalement travailler, accomodant autant qu'il sera possible toutes choses pour affermer & asseurer vne bonne paix, laquelle ie tiens estre le remede seul & vnique, pour conseruer le salut de cét Estat. Aussi est-il trop euident, que sans la paix toutes les Ordonnances, Prouisions & Reglemens que ie ferois icy pour soulager mes suiets, ne profiteroient de rien.

Soyons doncques enseignez par la raison, par les exemples des malheurs d'autrui, & de la trop grande experience des nostres. Ie croy aussi que si chacun fait son deuoir, avec l'aide de Dieu, cette Assemblée ne se departira point, que n'ayons fait le fondement d'un repos asseuré, trouué les remedes pour soulager mon pauvre peuple, preuoir aux abus, & renger tous Estats à leur bon ordre & discipline; car il n'y a rien si difficile, dont avec le travail & le consentement vniuersel de mes suiets, tous lesquels vous representez icy, ie ne me puisse promettre & asseurer ce que ie desire.

Pour ces causes, ie vous prie & coniure tous par la foy & loyauté que me deuez, par l'affection que me portez, par l'amour & charité que vous

avez enuers vostre Patrie, au salut de vous, vos femmes, enfans, posterité, & à la conseruation de vos biens, qu'en cette Assemblée, toutes passions mises arriere, vous vouliez tous de cœur & volonté vnis, mettre viuement la main avec moy à ce bon œuvre, pour m'aider à asseuer ce repos si necessaire, extirper autant que faire le pourra, les racines & semences de diuision, reformer les abus, remettre la iustice en son integrité; en somme repurger les mauuaises humeurs de ce Royaume, pour le remettre en sa bonne santé, vigueur & disposition auienne.

Quant à moy, ie vous prie ayez cette opinion, que ie reconnois de la grace de Dieu, ce que ie suis: que ie ne veux pas ignorer pourquoy il m'a mis en ce plus haut lieu d'honneur & de dignité, & moins ie veux mal vser de la souueraine puissance qu'il m'a donnée. Je sçay que i'auray vne fois à luy rendre compte de ma charge, & ie veux aussi protester deuant luy en cette assistance, que mon intention est de regner comme bon, iuste & legitime Roy sur les suiets qu'il a mis sous ma conduite. Car ie n'ay autre fin que leur salut, repos & prosperité, nul si grand desir que de les voir vnis, & viure en paix & repos sous mon obeysance, voir mon pauvre peuple soulagé, mon Royaume repurgé des abus qui y ont pris pied par l'iniure du temps, & le bon ordre & discipline restably en tous Estats: vous asseurant qu'à cette fin ie trauailleray iour & nuict: que i'y employeray tous mes sens, mon soin & mes labeurs, sans y elpargner mon sang & ma vie, s'il en est besoin.

Au demeurant, foyez certains que ie vous promets en parole de Roy, que ie scray inuiolablement garder & entretenir tous les Reglemens & Ordonnances qui seront faites par moy en cette Assemblée: que ie ne donneray dispense au contraire, ny permettray qu'elles soient aucunement enfreintes.

Parquoy si vous correspondez à mon intention, il n'y a rien qui puisse empescher le fruit de nos labeurs. Car il faut croire que Dieu assistera cette Congregation & si sainte entreprise; de laquelle si ie puis venir à chef, i'espere que l'on verra sous mon regne ma Couronne aussi florissante, & mes suiets aussi heureux qu'ils ayent iamais esté en autre temps de mes predecesseurs: chose qu'avec tous vœux, & plus affectueuses prieres ie requiers incessamment à Dieu, comme le plus haut point d'honneur que ie sçauois atteindre en ce monde, & auquel si ie puis paruenir, ie me sentiray heureux & content. Mon Chancelier vous dira le reste de mon intention.

Monsieur le Chancelier prit la parole, & fit vne Harangue pleine de belles remonstrances, commençant par l'origine des Estats. En suite il fit vne longue digression sur les loüanges du Roy & des Reines sa Mere & sa Femme. Il proposa quel est l'office des Estats; & parlant de la Noblesse, il ne contenta pas tout le monde; puis blasmant les méchans qui contreuient aux Ordonnances, il n'en fit

aucune distinction d'avec les bons & bien conditionnez, pleins d'honneur & sans reproche, comme à la verité il y en a plusieurs. De ma part ie n'ouys pleinement ce discours, pour en bien iuger; attendu que M. le Chancelier estoit aucunement loin: & parce qu'il a la voix fort cassée. Seulement j'ay-ie qu'aucuns de nostre Ordre, estans plus proches de la chaire, n'en furent du tout bien satisfaits.

Quelque-temps apres, comme il y a tousiours quelques esprits remuans, il se fema par les Estats vn Quadrain, faisant conference de la Harangue du Roy avec la sienne, que j'ay bien voulu aussi inserer.

Tels sont les faits des hommes, que les diés;

Le Roy dit bien, car il est debonnaire;

Son Chancelier fait preuue du contraire;

Car il dit mal, & fait encore pis.

*COPIE DE L'ACTE QUE MONSIEVR FILS DE FRANCE
signa, & autres Princes, le 30. du mois de Ianvier 1577. auquel
sous-signerent aucuns Deputez de la Noblesse.*

C E iourd'huy trentième iour de Ianvier 1577. Monsieur Fils de France, Frere vnique du Roy, est venu en l'Assemblée de l'Estat de la Noblesse, à laquelle il a remonstré la necessité des affaires de ce Royaume, en plusieurs endroits duquel ceux de la nouvelle opinion se sont esleuez, & ont occupé plusieurs villes, en haine de ce que le Roy inclinant à la requeste de ses Estats, a resolu & arresté de ne souffrir qu'en son Royaume soit exercé autre Religion que la Catholique, Apostolique & Romaine. A cause dequoy la Maiesté est deliberée, non seulement d'empescher leurs pernicieux desseins, mais les contraindre par toutes voyes à obeyr à vne si iuste & sainte deliberation. Toutesfois, pour autant que les moyens sont espuisiez par les miseres du passé; il s'assure tant de la bonne volonté de ses lujets, singulierement de celle de sadite Noblesse, de laquelle il est le Chef, qu'ils ne defaudent iamais à le seruir & aider de toutes leurs puissances, à effectuer vne œuvre si sainte.

A ces causes, mondit Seigneur, qui se tient & estime estre le premier apres le Roy, dudit Corps de la Noblesse, poussé du zele qu'il a à ladite Religion & seruice de sadite Maiesté, pour inciter tous les autres à son exemple, offre semir le roy son Seigneur en cette guerre, à ses propres cousts & dépens, tout autant qu'elle durera: priant lesdits Deputez de sadite Noblesse, cy-presens, de declarer leurs volontez sur ce regard, & signer le present acte avec luy; & par mesme moyen faire les offres en general ou en particulier, qu'ils pourront & voudront faire par association, ou autrement, sous le bon plaisir du Roy. Ainsi

signé, FRANÇOIS, PHILIPPE EMANUEL DE LORRAINE,
HENRY DE LORRAINE, LODOVICO DE GONZAGUE,
CHARLES DE LORRAINE.

*INSTRUCTION DES GENS DES TROIS ESTATS
du Royaume de France, assemblez sous l'autorité & mandement du
Roy, en sa Ville de Blois. Baillée icelle instruction à Monsieur l'Arche-
vesque de Vienne, à Monsieur Rubimpré, Chevallier de l'Ordre du Roy,
& à Monsieur Mesnagier, General des Finances de Languedoc, Enuoyez
vers le Roy de Navarre.*

LEdits sieurs Deputez feront entendre au Roy de Navarre, la sain-
te affection & bonne volonté des gens desdits Estats, au bien & re-
pos de ce Royaume tant affligé, & enuers ledit Seigneur Roy, comme
estant de la Maison de France, & la troisième Personne de ce dit roya-
me, & vn des premiers Princes de France. Et si au contraire on
luy auoir donné quelque mauuaise impression des affections &
actions desdits gens des trois Estats, ils le supplieront l'effacer, & ne
concevoir autre opinion desdits Estats, que de gens bien zelez & affe-
ctionnez à son seruice, selon la grande connoissance qu'ils en ont. Luy
remonstreront combien l'Assemblée desdits Estats a esté nécessaire, tant
pour l'establisement d'une bonne & perpetuelle paix, par si longtems
desirée, que pour le reglement de ce qui peut concerner l'estat, bien
& grandeur de ce royaume. Avec quelle instance, soupirs, pleurs &
effusion de sang de tant d'innocens, Princes, Seigneurs, nobles, & gens
de bien ladire Assemblée a esté poursuuie & demandée, tant par diuers
traitez, que liures imprimez dedans & dehors ce Royaume, comme le
principal & seul remede de tous nos maux, mesme par ledit Seigneur
roy dès son enfance; dequoy lesdits gens des trois Estats le remercient
bien humblement: luy en voulant aussi attribuer vne bonne part du
fruit qui en reüssira.

Que ladite Assemblée ne se pouuoit faire en temps plus commode
& plus propre, par la grace que Dieu leur fait de n'auoir plus leur Roy en
minorité, & d'auoir vn si bon, si sage & debonnaire Roy leur souverain
Seigneur, & qui a accompli l'âge de vingt-cinq ans, duquel l'on ne
peut plus par quelque pretexte que ce soit, mettre en doute les luge-
mens & Ordonnances; mesme celles qui se verront estre faites en l'As-
semblée de tous les Estats, & suiets representez par les gens de sedits
trois Estats, dont l'on peut & doit esperer, si onques, que l'ordre qui y
sera estably par le Roy du tout maior, sera constamment & inuiola-
blement gardé, tant par luy, que des Princes du Sang, & autres Prin-
ces, Seigneurs & Officiers de la Couronne; & generally de tous ses
sujets: loint que le Royaume se void si exrenué & menacé d'une si gran-

de crise, que s'il n'y estoit promptement pourueu, l'on ne pourroit qu'en bref attendre vn entier desollement & extinction, avec la suppression mesmement de l'autorité du Roy, & de ceux qui y approchent, & y ont plus d'intérest, comme ledit Seigneur Roy de Nauarre; les predecesseurs duquel ont puisé tout leur bien, grandeur, autorité & puissance de la Couronne de France, & pour la maintenir & conseruer, y ont apporté leur viue volonté & actions, & leur propre sang.

Que lesdits Estats se persuadent que ledit Seigneur Roy, tant pour la poursuite qu'il en auoit faite, que pour l'intérest qu'il y a, il se fust trouué en ladite Assemblée. Qu'ils ont esté long-temps en cette attente & expectation, avec intention de l'honorer, respecter & seruir, comme son degré le merite. Or comme ie sçay qu'ils l'ont tousiours regardé de bon œil, tant qu'il a esté avec le Roy, qu'ils ont eu d'autant plus grand regret de voir S. M. en son Trosne & liêt de Iustice, sans ses principaux membres, & priué de l'assistance de ceux qui luy sont plus chers & plus proches, & que Dieu a mis en ce monde pour l'honorer & seruir en ses grandes affaires & necessitez: entre lesquels ledit Seigneur Roy de Nauarre est des principaux, de la presence & conseil duquel sa Maieité n'eust pû estre que grandement aidée, & lesdits Estats fauorisez & facilitez, pour pouoir mettre fin à leur negociation plustost, avec plus grands effets: Partant ils le supplieront de le vouloir trouuer à la decision desdits Estats, s'ils reconnoissent qu'il y ait esperance de l'y induire, & que sa promesse ne retarde point le cours d'un si grand bien que l'on en espere.

Que lesdits Estats n'ayant autre dessein que de rendre l'honneur, & reestabli la grandeur & l'autorité du Roy, des Princes du Sang, & principaux Officiers de cette Couronne, le repos & la paix vniuerselle de ce Royaume; s'estant representez les maux & miseres qui l'auoient par si long-temps agité & afoibly, & apres longues demeures, & recherches des occasions d'icelles, ils ont trouué & connu deux choses en estre principalement causes; la diuersité de Religion, depuis si long-temps tolerée entre mesmes suiets, & la des-vnion des Princes & Seigneurs, & Grands du Royaume, cause des deffiances les vns des autres, & mesme à l'endroit de leur Roy.

Remonstreront aussi lesdits sieurs Deputez, que si la seule diuersité de Religion est suffisante d'alterer la volonté des suiets les vns contre les autres, & d'esbranler vn Estat, comme les Histoires anciennes & modernes le tesmoignent assez, & les experiences qu'en ont lesdits Estats sur eux, à leur tres-grand regret, leur ont par trop appris que la tolerance de l'exercice de contraire Religion à la vraye, qui n'est autre que de l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine, ne peut apporter qu'une perpetuelle guerre; & enfin la ruine des vns & des autres, pour seruir de proye & de trophée à ceux qui auront enuie d'en triompher: Ces

choses considerées, lesdits Estats ont conuenu de supplier sa Maiesté, de ne tolerer en ce Royaume autre exercice de Religion que de la Catholique, Apostolique & Romaine, & comme celle qui est seule salutaire, & apprend à connoistre, craindre & seruir Dieu, & aimer son prochain, sous l'obeyssance de leurs Rois & Superieurs, & qu'ils veulent esperer que sa Maiesté trouuera bon, & leur accordera par la pieté & confiance qu'il a en la fidelité & affection de ses suiets, à le bien conseiller. Lesdits sieurs Deputez supplieront ledit Seigneur Roy de Nauarre, de se ioin- dre à leur iuste priere & supplication, & se conformer à ce que sa Maiesté en pourra ordonner par leurs aduis, pour y faire obeyr tous ceux qui sont en sa puissance & en son gouuernement.

Et parce qu'il est à craindre qu'aucuns mal-affectionnez à ladite Religion Catholique, & au bien de ce Royaume, qui pourroient estre près dudit Seigneur Roy de Nauarre, ne l'en veulent dissuader, il faudroit luy remonstrier viuement, comme lesdits Estats s'asseurent que lesdits sieurs Deputez sçauront tres-bien faire, les motifs & raisons qui les ont menez à prendre cette resolution, en laquelle ils esperent que Dieu les assistera, comme ayant le principal interest à sa gloire & religion.

Après auoir remonsté en general les effets pernicioz qui aduiennent à tout Estat, de la diuersité de Religion, ils s'arresteront principalement à représenter les maux, les troubles, effusions de sang, diminution de l'autorité du Roy, des Princes & Seigneurs, & autres grands inconueniens qu'a apporté en ce Royaume l'effort qu'on a par plusieurs fois reiteré, pour essayer à toller l'exercice public de la nouvelle opinion; dont l'on peut prenoir combien les grandes licenees permises par l'Edit dernier, sur la pacification touchant ledit exereice, soit aux terres des Seigneurs Catholiques, soit en la plus-part des villes, troubleront l'Estat: que tant s'en faut que ledit Edit soit vn moyen propre pour maintenir la paix & repos; qu'on a veu & voit-on par experience, qu'il ne sert que d'un moyen à ceux qui sont de mauuaise volonté, dont le nombre n'en est que trop grand, de surprendre les villes du Roy, & maisons de ses bons suiets, pour s'en seruir apres de retraite.

En ce nombre ont esté principalement depuis iceluy Edit, les villes données en garde & seureté à ceux de la nouvelle opinion, où ils n'ont pas seulement trauaillé les pauures Catholiques, habitans desdites villes & leurs voisins: mais aussi tasché en icelles & es enuirons, d'abolir & du tout esteindre la connoissance de Dieu, & l'exercice de l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine.

Que la iustice a esté de tout temps déniée, à l'occasion & sous l'attente de la Chambre my-partie.

Qui sont les trois principaux poincts, par lesquels on peut clairement & au doigt, faire toucher audit Seigneur Roy de Nauarre, la difficulté & impossibilité de l'execution & entretenement dudit Edit, lequel pour ces raisons, & plusieurs autres que lesdits sieurs Deputez

ſçauront tres-bien déduire, ont tellement trauaillé les bons Catholiques, qu'ils eſtiment beaucoup mieux mourir, que de viure ſi miſérablement, comme ils ont fait par le paſſé, ayant eſté & veſcu touſiours en perpetuelle crainte, dont ils ne peuuent que ſ'en plaindre grandement à ſa Maieſté, afin qu'il y preuoye vne fois pour tout à cette ſi bonne occasion de l'Assemblée generale des Eſtats: ce que ledit Seigneur Roy de Nauarre ne doit trouuer eſtrange; ains adherer, puis qu'ils ne tendent qu'à leur conſeruation, & de l'Eſtat, comme il leur a eſté laiſſé par leurs anceſtres, eſperant que Dieu leur fera la grace de le rendre à leur poſterité ſemblable qu'ils l'ont receu, meſmes par le traité de la paix, demandé des Eſtats des Deputez des pretendus Eglises reformées, ils ont ſouuent reconnu & confeſſé l'impoſſibilité de l'exécution; & qu'encore à preſent il n'y a perſonne, s'il n'eſt bien paſſionné, qui ne le iuge par eſſet.

Si ledit Seigneur Roy de Nauarre veut pretendre au contraire de ce que deſſus, la parole & ſerment du Roy, pour l'entretienement dudit Edit; leſdits Sieurs remonſtreront, qu'à la verité il n'y a point de plus precieux trefor & gage que la foy & parole d'un Roy. Mais auſſi, comme il n'eſt en ce degré que pour le bien de ſes ſujets; ce ſeroit choſe de trop dangereuſe conſequence, qu'il puſt donner ſa foy au preiudice de tout ſon Eſtat, & contre les anciennes & loyales couſtumes du Royaume, & de chacun païs. Que la profeſſion de la Religion Catholique, Apoſtolique & Romaine n'eſt point ſeulement l'ancienne couſtume; mais la principale & fondamentale loy du Royaume, & la forme eſſentielle qui donne le nom & le titre de Chreſtien à nos Rois. Qu'il y a difference entre les loix du Roy & du Royaume, & celles de l'Empereur & de l'Empire. Que celles-cy, d'autant qu'elles ne peuuent eſtre faites qu'en generale Aſſemblée de tout le Royaume, ou en Diette Imperiale, avec le commun accord & conſentement des gens des trois Eſtats, & de ceux qui peuuent aſſiſter & auoir voix és Diettes; auſſi depuis elles ne peuuent eſtre changées ny innouées, qu'avec l'accord & commun conſentement des trois Eſtats, & de ceux qui peuuent aſſiſter & auoir voix auſdires Diettes. Eſtant d'ailleurs aſſez connu d'un chacun, comme la Religion Catholique, Apoſtolique & Romaine, ſoit en ſa naiſſance du temps du Roy Clouis, ou en ceremonie du temps du Roy Charlemagne, n'a eſté receuë à la ſeule volonté des Rois; mais conſentie & approuuée en generale Aſſemblée des trois Eſtats, avec ſerment & promeſſe reciproquement faites, tant par les Rois que les ſujets, de n'en autorifer, permettre, ny tolerer autre; & ont voulu que tant le Roy en ſon Sacre, que tous les Officiers en leurs receptions, ſur le Crucifix en fiſſent ſerment public & proteſtation; de laquelle il eſt tres-certain qu'ils ne peuuent plus varier, pour quelque cauſe, occasion, & pretexte que ce ſoit, non plus que de la loy Salique, eſtant ladite loy de Religion beaucoup plus fondamentale que n'eſt celle-là, & du tout immuable.

Et est la Couronne de France si conioindre à la Religion Catholique, apostolique & Romaine, que non seulement elle n'a peu souffrir aucun qui n'en ait eût singulier protecteur & professeur; mais aussi que les suiets ne sont tenus d'obeyr aux Rois qu'après leur sacre, comme il a esté pratiqué enuers plusieurs, & mesmes enuers le Roy Charles VII. Et c'est pourquoy les trois Estats assemblez à Tours, regnant le Roy Charles VIII. requierent qu'il se fust sacrer en la plus grande diligence que faire se pourroit; comme faisant doute de le reconnoistre pour esleu & oing de Dieu, & luy obeyr deuant, non plus qu'on fait aux Euesques deuant leur consecration.

Ce que lesdits Estats ont bien voulu faire entendre à sa Maiesté, que pour la crainte & zele qu'il a enuers Dieu, & le desir qu'il a d'obeyr & observer son premier serment, aux conditions duquel il l'ont receu & luy ont vouë fidelité, obeysance, & soumission, estant par iceluy assez releué de tous autres qu'il pourra auoir faits au contraire, comme ne les ayant peu ny deu faire, estant directement contre la principale volonté de son Estat. Et si ceux de la nouvelle opinion se veulent courir sur la promesse & serment que le Roy leur a fait; pourquoy ne pourront les Catholiques, & à plus iuste raison, en vsr de mesme? Et par ainsi le Roy de Nauarre peut iuger que ledit dernier serment ne peut rien faire au preiudice des Catholiques, de leurs libertez, priuileges & seuretez.

Que si bien la puissance du Roy est tres-grande, comme vn tres-puissant Monarque; si est-ce que les Rois de France par leur debonnaireté, n'ont iamais pensé leurdite puissance estre limitée & diminuée, se soumettant de ne pouuoir faire ny ordonner pour le reglement du Royaume, qu'autant qu'il seroit selon la raison & les loix d'iceluy: d'où vient qu'il faut que tous Edits soient verifiez & comme controollez es Cours de Parlemens, deuant qu'ils obligent à y obeyr.

Lesquelles, combien qu'elles ne soient qu'une forme des trois Estats raccourcie au petit pied, ont pouuoir de suspendre, modifier & refuser lesdits Edits. Et sur ce point lesdits Deputez se pourront estendre sur la puissance & autorité desdits Estats.

Deduiront les contrauentions audit Edit, desquelles ceux de la nouvelle opinion ont vsé, & continuent d'vsr tous les iours, assez suffisantes pour estre priuez du benefice d'iceluy.

Remonstreront lesdits sieurs Deputez, qu'il n'y a paye à ses raisons, n'y ayant lieu où les Catholiques fussent pieusement traitez, & eussent occasions, si occasion y peut estre, de se plaindre du Roy: ce qui les fait ressentir du fruit de la Religion, comme les autres Princes qui ne permettent (mesme ledit sieur Roy de Nauarre) en leurs terres & Pays de leur obeysance, & n'endurent que l'exercice de la seule Religion dont ils font profession; combien que lesdits Princes n'y soyent si estroitement obligez, comme cy-dessus est dit du Roy de France.

Et qui plus est, leur condition ne seroit gueres meilleure qu'elle estoit

sous aucuns Rois & Empereurs payens, qui semblablement les conseruoient sans injures en leur Religion, & en l'exercice d'icelle.

Chacun sçait ledit Edit auoir esté fait & extorqué par force & par la violence du temps, dont la seule lecture peut faire assez de foy, mesme aux estrangers. Cause suffisante de releuer vn chacun en moindre chose que celle-cy.

Remontreront aussi, outre l'honneur de Dieu, les commoditez & les fruits que ledit Seigneur Roy de Nauarre peut apporter, de s'vnir à la volonté du Roy & de les Estats, & faire non seulement de tout son pouuoir qu'il n'y ait qu'un seul exercice de Religion Catholique, Apostolique & Romaine en tout ce Royaume; mais de plus reuenir à l'vnion d'icelle, luy representant combien il est proche de la Couronne. Et si tant est que ledit Seigneur Roy fist difficulté de reuenir, au moins qu'il ne permette qu'on s'y oppose, mais aide à l'exécution des Ordonnances qui ont esté & seront sur ce faites par le Roy en ses Estats.

Et afin que ledit Seigneur Roy ait plus de moyen de faire seruice en cet endroit au Roy & à tout le public, de rassurer ceux de la nouuelle opinion: leldits gens des Estats, pour l'extreme desir qu'ils ont de voir vne bonne & immortelle paix en ce Royaume, & pour l'esperance qu'ils ont que par la bonne vie & instruction des Euesques & personnes Ecclesiastiques, de leur bon exemple, & deportement de la Noblesse & du tiers Estat, Dieu leur fera la grace de maintenir la paix & concordé, & de se voir en bref tous reünis en vne Religion, pour en mesme volonté & affection s'employer au seruice de Dieu, du Roy, & au bien de son Royaume, baillent puissance ausdits Deputez d'interposer leur foy sous l'autorité du Roy, qu'à ceux qui resteront de nouuelle opinion, ne fera fait pour l'aduenir tort, offense, outrage ny force en leurs biens & possessions, personnes ny vies, ny moins recherchez pour le passé.

Qu'ils supplieront sa Maiesté ainsi le faire, & le iurer en l'Assemblée generale des Estats, & faire iurer aux Princes, Seigneurs, & autres qu'il fera besoin de faire, & dès à present, donnent pouuoir exprez à Monsieur l'Archeuesque de Vienne, au sieur de Rubempré, Cheualier de l'Ordre du Roy, & audit sieur Mesnagier, General des Finances en Langredoc, leurs Deputez, de iurer en corps des Estats, & promettre qu'ils le feront iurer à tous les Deputez des Baillages en ladite Assemblée generale: & sous la mesme autorité aussi leldits Deputez permettront de procurer la reparation & punition de ceux qui les voudront outrager, ou nuire en aucune chose, contre les assurances cy-dessus contenues, comme sera fait le semblable contre tous ceux qui contrediendront à ce qui sera ordonné par le Roy en ses Estats.

Et pour le regard de la des-union & deffiance qui pourroit estre entre les Princes & Seigneurs, dont tousiours, comme d'une allumette, le feu de la guerre se pourroit embraser en ce Royaume: Les Estats ont fait tres-instante priere à S. M. de vouloir procurer par tous moyens leur

consentement, & particulièrement dudit Seigneur Roy de Navarre, faisant cesser toute occasion de defiance. Et d'autant que c'est vne affaire d'Estat, des principales qui se puissent traiter dans cette Assemblée; il a semblé ausdits Estats de supplier tres-humblement sa Maïesté de trouver bon qu'ils s'y employassent de leur part, & à ces fins, tant deuers ledit Seigneur Roy, que Monseigneur le Marechal Danville: esperant lesdits Estats tant en la bonté & affection qu'ils portent au bon repos de ce Royanme, & l'intérêt qu'ils y ont, & mesme ledit Seigneur Roy de Navarre; que la priere qui leur en sera faite, ne leur sera point inutile.

Lesdits sieurs Deputez, prieront ledit Seigneur Roy de Navarre, comme l'un des premiers Princes, & principaux Pairs de France, si tant est qu'il ne puisse venir, se vouloir joindre par bonnes & valables procurations avec le Roy & lesdits Estats, à l'entreenement & obseruation de ce qui sera ordonné par le Roy avec l'aduis desdits Estats: & à ces fins, promettre de sa part qu'il observera inuiolablement, & le fera observer de tout son pouuoir, comme aussi lesdits Estats moyenneront que sa Maïesté le iurera & fera iurer, observer & entretenir à tous les autres Princes & Officiers de la Couronne, & à tous ses autres suiets.

Donneront & obligeront lesdits sieurs Deputez, audit Seigneur Roy de Navarre, comme de ce lesdits trois Estats leur en donnent tout pouuoir & special mandement, la parole & foy de tous les gens desdits trois Estats, sous l'autorité du Roy, qu'ils tiendront la main à l'observation de tout ce que le Roy luy promettra, par leurs aduis, pour sa seurreté, & de tous autres qui pourroient dependre de luy directement ou indirectement. Et si dauantage, afin qu'il ne doute aucunement desdits trois Estats, ils luy bailleront toutes autres assurances qu'ils pourront; & outre que cela luy acquerera vne gloire immortelle de la paix & repos du Royaume, lesdits Estats luy promettent toute amitié, respect, honneur & seruice, pour estre inuiolablement conjoints avec luy, pour sa grandeur & aduancement.

Et si tant est que tant de bonnes remonstrances & raisons ne luy puissent persuader ce que dessus, que Dieu ne veuille, lesdits Deputez luy declareront que ce sera le plus grand regret & deplaisir que tous les Estats pourroient receuoir; & qu'ils ne pourront interpreter son refus, dilation, ou excuse proceder que du défaut de bon conseil de ceux qui l'assistent. Et parant seront contraintes, apres auoir fait en son endroit tout ce qui depend d'eux, & n'auoir oublié aucune chose qu'on puisse desirer & esperer de l'office desdits Estats, & come n'ayant aucun espoir & qu'il y ait aucun autre remede; de pouruoir au mieux qu'ils pourront, à la conseruation de leur Religion Catholique, Apostolique & Romaine, à la seurreté de leurs biens, personnes, & de tout l'Estat: & toutes-fois finalement, supplieront derechef, & avec toute instance ledit Seigneur Roy de Navarre, de ne desdaigner tant la susdite priere

desdits Estats, qu'il ne pense à quoy les choses pourront deuenir, par l'vniõ desdits Estats avec le Roy, luy representant tous les maux qui s'en pourront ensuiure à son deffaut & occasion.

Lesdits sieurs Deputez, sur la grande connoissance qu'ils ont des affaires de ce Royaume, de l'intention desdits Estats, & du desir de sa Maiesté à les contenter, suivant la creance que lesdits trois Estats ont en eux, n'oublietont les bonnes raisons qu'ils scauront bien déduire, conformément & ensuiuant ce que dessus, à faire que le Roy de Nauarre se presente ausdits Estats, ou qu'il s'vnisse avec eux, pour faire obeyr le Roy en ce qui sera par luy ordonné en cette Assemblée, avec l'aduis des gens desdits trois Estats.

Fait à Blois en l'Assemblée genetale des trois Estats du Royaume de France, le quatrième iour de Ianuier 1577.

Faut Noter que ces Instructions cy-dessus, furent leuës le deuxième Ianvier, & arrestées le quatrième; comme se pourra voir au discours du deuxième iour du susdit mois de Ianvier; où ie recueillis par la lecture d'icelles remonstrances, le sommaire de ce qu'elles portent; poutce qu'il fut ordonné que l'on n'en donneroit copie que les Deputez ne fussent de retour, pour beaucoup de bonnes considerations.

S'ENSUIT LA COPIE DE LA RESPONSE DV ROY
de Nauarre aux susdites Instructions: Ensemble de la Lettre mesme
qu'il enuoya au Corps des trois Estats à Blois, & premierement.

Copie de la Lettre du Roy de Nauarre, aux Gens des trois Estats.

MESSEIEURS, ie vous remet cie rtes-affectionnément de ce qu'il vous a plû enuoyer deuers moy, & mesmes des personnaiges de telle qualité & merite; lesquels i'ay veus & ouys tres-volontiers, comme ie receutay tousiours avec toute affection & respect, tout ce qui viendra de la part d'une si honorable & digne Compagnie: ayant vn extreme regret de ce que ie n'ay pû m'y trouuer, & vous montrer en personne, en quelle estime i'ay & tiens vne telle Assemblée, & comme ie seconde vos volontez & saintes intentions, en ce que vous desirez tous aidet à mettre fin aux maux & miseres dont ce royaume a esté si long-temps affligé: Et pour le remettre en quelque meilleur estat, promouvoir & procurer enuers le Roy mon Seigneur toutes bonnes & saintes Ordonnances & Reglemens. Mais le succéz & l'euenement d'une si haute entreprise, tendant à la restauration de ce royaume, dependra, à mon aduis, de ce que vous requerez de conseillet le Roy, touchant la paix; si vos requelles & vos conseils tendent à la conseruer, il vous sera aisé d'obtenir toutes bonnes prouisions à toutes vos plaintes, remonstrances & doléances,

& de faire executer & entretenir de point en point, & par ce moyen de recueillir vous mesmes, & transmettre à la posterité le fruit de vos bons auis & bons conseils. Que si par le moyen de quelques vns qui suivent & servent à leurs passions, ou à leur profit particulier, & ne se soucient de perdre la France, vous vous laissez échapper des mains la paix tant nécessaire : l'ay grand peur que vostre dessein, & le mien, avec celuy de tant de gens de bien qu'il y a en ce Royaume, & toutes nos esperances de cette Assemblée ne soient vaines, & que tout ce royaume ne demeure pas seulement frustré du grand bien qui luy estoit offert par cette Assemblée ; mais qu'il soit encore pis, si tant est qu'il puisse seulement durer & subsister. Et partant, Messieurs, ie vous prie de tout mon cœur & affection, de vouloir encore deliberer sur ce poinct, duquel dependent tous les autres, & mesme la consolation & le contentement que vous desirez : & attendu l'estat de ce pauvre royaume, & de ceux auxquels on ne peut faillir deux fois, de ma part ie reconnois que non seulement mon interest particulier, comme de tous autres Citoyens, est conjoint avec le public ; mais qu'après la Personne du Roy mon Seigneur & Monsieur son Frere, j'ay plus grand interest à la conservation & restauration de ce Royaume, que personne de ce monde ; par ainsi vous me trouverez tousiours prest & tres-affectionné à faire avec vous tout ce qui tendra entierement au bien & repos d'iceluy, & à y exposer tout ce que Dieu m'a donné de moyens, & ma propre vie, comme aussi à vous complaire & servir tous en general, & m'employer pour vn chacun de vous en particulier, en tout ce qui me sera possible. Et parce que j'ay respondu plus particulièrement à Messieurs vos Deputez, par escrit, que ie desire & demande estre receu & bien tenu de vous tous : le feray sin à la presente ; priant Dieu, MESSIEURS, vous vouloir bien inspirer & illuminer par son Saint Esprit. A Agen ce premier de Fevrier 1577. Et au dessous est escrit, Vostre plus affectionné & serviable amy, HENRY. Et sur l'inscription, à Messieurs les Gens assemblez pour les estats à Blois.

*RESPONSE DV ROY DE NAVARRE, A L'INSTRUCTION
des Deputez.*

LE Roy de Navarre remercie tres-affectionnément les Gens assemblez pour les estats en la ville de Blois, d'avoir enuoyé devers luy des principaux d'entr'eux des trois estats, & la bonne souvenance qu'ils montrent avoir des bons, grands & continuels services & devoirs que ses predecesseurs ont rendus à nos Rois, & à ce Royaume, & encore plus de la declaration de la bonne volonté qu'ils luy portent, & office qu'il luy font.

Il les prie de croire que de tous les bons exemples de ses predecesseurs, il n'y en a aucun auquel il s'estime plus obligé, ny soit plus enclin

& affectionné, qu'à bien & loyaument servir le roy son Seigneur, & à procurer de tout son pouuoir, tout bien & honneur au Royaume, & y employer tous les moyens que Dieu luy a donnez, & sa propre vie.

Il les louë grandement du zele qu'ils ont au repos de ce Royaume. Il craint toutesfois que la requeste qu'ils ont faite au Roy, de ne tolerer en son Royaume l'exercice d'autre Religion que de la Romaine, ne soit pas la voye pour paruenir au reposant desiré & necessaire; mais que ce soit vn moyen de remettre ce pauvre & desolé Royaume en troubles, dont il n'a point encore respiré.

Lesquels troubles seront d'autant pires que les precedents; qu'il n'y auroit desormais aucuns moyens de les pacifier, quand bien à la fin les deux partis le voudroient, & s'y seroient reduits par la necessité, & mesmement puis qu'on fait maintenant des ouuertures si dangereuses & si preiudiciables à tout accord à l'aduenir, que de reuoquer en doute que par ces accords qui ont esté faits par cy-deuant, le Roy n'a pû obliger sa foy pour la conseruation de son Estat, & de tout son Royaume qui s'en alloit en ruine.

Et partant le Roy de Nauarre prie & reprie ladite Assemblée, au nom de Dieu, & pour l'obligation & l'affection commune qu'ils ont tous au seruice du Roy, & au bien de la patrie, d'y vouloir bien penser & repenser, & à l'exemple de plusieurs peuples anciens en pareil cas, de ne se contenter d'en auoir deliberé vne fois, mais remettre la chose en deliberation, comme estant la chose la plus halardeuse & de plus grand poids & d'importance, dont on ait iamais deliberé en France: & qu'entr'autres infinis maux qu'elle peut apporter, elle est seule capable d'empescher le fruit de toutes les bonnes resolutions qu'ils pourroient faire ensemble en toutes autres choses, & priuer entierement la France du bien que chacun s'estoit promis d'une telle Assemblée.

En laquelle deliberation, le Roy de Nauarre les prie de vouloir considerer, non seulement ce qui leur semble bon en foy; mais ce qui est bon & expedient au pauvre Royaume; eu égard au temps auquel ils se trouuent maintenant: comme fait le sage Medecin, qui ordonne au malade, eu égard à la maladie: & comme le bon iuge & Legislateur ne s'arreste tant à la subtilité, comme à l'equité & à l'utilité publique, & au salut commun, qui doit estre & servir de loy publique à tous Royaumes & Republiques: & meritent vrayement telles loix faites avec telles considerations, estre dites loix de Royaume & d'Empire.

Considereront pareillement, s'il leur plaist, non seulement ce qu'ils desireroient, mais ce que ce pauvre Royaume peut comporter, & ce qu'il peut faire, sans se precipiter en ruine, comme fait le malade bien desireux de guerir, lequel ne prend pas ce qu'il trouue le plus agreable au goust; mais bien souuent ce qui est tres déplaisant & amer, & ce qu'il iuge estre plus conuenable en son indisposition.

Vn Estat aussi sain & robuste que l'on se le pourroit imaginer, ne pourroit porter vn si soudain changement, d'une extremité à vne autre, sans danger d'estre du tout renuerlé: beaucoup moins donc le pourroit souffrir le nostre, qui est si malade, si galté & si foible que chacun sçait, voire presque à la fin; & partant il vaut mieux estre avec vn mal qu'avec deux, ou que n'estre point du tout.

Le les prie aussi de se souuenir que c'est vne autre chose, d'oster aux hommes ce qu'ils ont déjà, & ne donner pas ce qu'ils demandent: Er que si l'on s'est tant trauaillé pour auoir exercice de la Religion, lors que l'on ne l'auoir encore eu, qu'on se trauaillera & remüera bien davantage pour la retenir maintenant qu'on l'a. Que s'il fait mal au cœur des Catholiques qui iouyssent de l'exercice de leur Religion, sans que personne leur y fasse aucun trouble, de voir seulement que ceux de la Religion ayent exercice de la leur; il en fera bien plus à ceux à qui on la veut oster, apres la leur auoir tant de fois, & si long-temps permise.

Le les prie de n'oublier pareillement combien de fois, & par combien de moyens on a essayé en vain de la leur oster, & que la Religion Catholique & l'Ordre Ecclesiastique n'y a de rien amendé, mais beaucoup empiré, par l'effort que l'on a fait tant de fois en France d'abolir la Religion reformée: Comme aussi ne l'a-t'on pû chasser d'Hongrie, de Boëme, d'Allemagne, Angleterre, Escosse, & autres lieux où elle air mis le pied, quoy que l'on ait sçu faire & employer. Et se peut souuenir sa Maiesté du serment par elle fait, d'y maintenir l'exercice de la Religion, ny rien inaouer és Religions, de peur de troubler l'Estat.

De ne s'arrester aussi à ce qu'ils tiennent cette Religion pour erreur & heresie: car quand ainsi seroit, ce que non, il ne se deuroit ou pourroit oster par vne telle Assemblée, mais par vn Concile general, libre & legitiment assemblé, ou bien par vn National, auquel toutes parties soient ouyes.

Et pour autant qu'ons'est voulu aider de l'exemple de son païs de Bearn contre luy, de ce que l'exercice de la Religion Catholique & Romaine y fut ostée par la deffunte Reine sa Mere; ladite Assemblée ne l'imputera au Roy de Nauarre, ayant au contraire volonté de donner tout contentement à ses sùldits sujets Catholiques en cela, y ayant déjà commencé & fort aduancé par certaines Ordonnances prouisionnelles, attendant sa presence audit païs, pour pouuoir parfaire l'œuvre.

Er partant, le Roy de Nauarre prie & reprie l'Assemblée pour la troisiéme fois, de vouloir y bien penser, & remettre l'affaire en deliberation.

Quant à l'opinion & desir que l'Assemblée auroit, que le Roy de Nauarre s'y trouuast, il l'eust fait aussi volontiers, comme il l'eust desiré & demandé; mais par plusieurs bonnes & grandes considerations, il n'a pû, & peut encore moins maintenant y aller, dont il a vn regret

infiny ; & meſmement que par là le moyen luy eſt oſté de monſtrer à toute cette Compagnie en preſence , la ſincerité de ſon intention , & de ſon affection au ſervice du Roy , & combien il deſire le bien & le repos de ee Royaume, & en particulier de complaire & ſervir à toute cette Compagnie.

Quant à ce qu'elle deſire , que le Roy de Nauarre ſe conioigne avec le Roy , & avec elle , ledit Roy de Nauarre eroit leur eſtre coniont par tout droit diuin, naturel, & public , & n'y auoir choſe qu'il en puiſſe diſtraire : & outre ce, qu'il eſt coniont avec la Maieſté , pour luy eſtre ſujet , & qui n'a eu iamais, qui n'a, ny ne veut auoir autre deſir & intention que de luy obeyr & faire tres-humble ſeruice. Il a cét heur & honneur de luy eſtre ſi proche parent & allié , & reconnoiſt luy eſtre obligé par tant d'honneur & faueur qu'il a receu de ſa Maieſté , qu'il ne ſe peut deſirer plus grande & étroite conionction. Et toutes fois, ſi elle ſe peut aceroiſtre par humble obſeruance, par fidelité, obeyſſance , & par toutes ſortes d'effets & ſeruices , le Roy fera entierement tout ce qu'il pourra & ſçaura, non ſeulement pour ſe conioindre à ſa Maieſté, mais pour y ſoumettre ſes volontez de plus en plus.

Et pour le regard de la ſuſdite Aſſemblée , le Roy de Nauarre ayant céthonneur d'eſtre la troiſième Perſonne de France , il a ſi grand intereſt au bien de ce Royaume, & de tous les Eſtats ; qu'après les Perſonnes du Roy & de Monſieur, il peut eſtre plus conioint qu'aucune autre perſonne du monde. Laquelle conionction eſt eneoire plus grandement augmentée par la naturelle affection à tout bon office qu'il ſçait auoir eſté de tout temps entre ſes predeceſſeurs , & tout le peuple François , & par celle qu'ils luy ont particulièrement déclarée, & celle qu'il leur rend & rendra tant qu'il viura , non ſeulement par bonne volonté ; mais par tous les plaiſirs & ſeruices qu'il leur pourra faire à ia, mais.

Quant à ce qu'en particulier ils deſirent qu'il aide à ce qu'il n'y ait exercice d'autre Religion que de la Romaine, & conſequemment quitter celle de laquelle il fait profeſſion : Il a accouſtumé de prier Dieu tous les iours , & le prie maintenant, comme il croir, qu'il veuille luy confirmer & aſſeurer de luy faire la grace de la tenir inuiolablement : que ſi elle eſt mauuaife, il luy plaiſe illuminer ſon entendement, luy monſtrer la bonne, & luy donner la volonté de la ſuiure & embraffer , & d'y viure & mourir ; & après auoir chaffé de ſon eſprit tous les erreurs, luy donner force & moyen pour l'aider à la chaſſer de ce Royaume, & de tout le monde, ſ'il eſt poſſible.

Le Roy de Nauarre eſtime tant de l'equité de la Compagnie, qu'elle ſe contentera de cette reſponſe. Et neantmoins ſi elle en veut & deſire vne plus particuliere & plus precife, il la prie ne trouuer mauuais qu'en choſe de cette importance, il y peut dauantage ; & en attendant l'aduis d'une Aſſemblée de ceux de la Religion & Catholiques vnis, qui ſe doit faire

faire par le commandement du Roy, à Montauban dans peu de iours, qui n'est chose recherchée par le Roy de Nauarre, mais de sa Maiesté, qui l'a voulu & mandé. Cependant la Compagnie se peut assurer qu'elle trouuera le Roy de Nauarre tousiours enclin & affectionné à ce qui appartient vrayement à l'honneur de Dieu, au seruice du Roy, & au repos de ce Royaume, & à aller, pour l'honneur & reputation du Roy, exposer sa vie dedans ce Royaume, & hors iceluy, avec vne bonne troupe de mesme volonté & affection.

Lesdits sieurs Deputez trouuerent ledit Seigneur Roy de Nauarre à Agen, reuenant de Marmande, qu'il auoit assiégée avec deux canons & vne coulevrine, pour y establir garnison à sa deuotion, & y faire obeyr le Roy, comme il disoit, & croyoient que les remonstrances de Messieurs de Foye & de Biron, Deputez deuers ledit Seigneur Roy par sa Maiesté, seruirent à l'en retirer, & la reception qu'il vint faire d'iceux Deputez.

Lesquels apres auoir suiuy l'instruction à eux prescrite, luy firent publiquement entendre l'intention des Estats, telle qu'elle s'est pû voir par ce que dessus, & sur ce qu'ils auroient requis au Roy, les raisons pour lesquelles il ne deuoit trouuer cela estrange, & que l'infraction de l'Edit estoit prouenuë par la prise de la Charité, & par plusieurs autres Lettres receuës par ceux de la Religion pretenduë reformée.

Vn soir bien tard audit lieu d'Agen, le Roy de Nauarre enuoya querir Monsieur l'Archeuesque de Vienne par son Chancelier, auquel Roy il fist plusieurs remonstrances particulieres. Que le Roy, aduenant qu'il prist les armes contre sa Maiesté, auoit moyen d'entreprendre contre luy, & par la force & par la iustice. Il luy proposa la situation du Royaume de Nauarre, comme estans assis entre les deux plus grands Princes de la Chrestienté, bien vnus, ne deuant douter que du moins le Roy d'Espagne l'entreprendra. Que facilement pour cét effet il pourra estre autorisé du Pape. Qu'il ne doit penser aucunement le Gouvernement de Guyenne luy estre permis, estant incertain si les Estats pourront faire tous les Gouuernemens triennaux. Que peut-estre ils concluront à declarer que tous les biens de ceux qui prendront les armes contre le Roy à l'aduenir, ou qui auront intelligence avec les estrangers, seront confisquez, & eux incapables de toutes successions, dignitez & offices, & mesmement de la Couronne.

Tout ce que dessus fut verbalement proposé audit Seigneur Roy de Nauarre, lequel veritablement pleura, tant la harangue dudit Seigneur Archeuesque estoit bien dressée & persuasive.

Bien diray-ie, que ledit sieur Archeuesque de Vienne est vn Prelat aussi suffisant & aussi digne qui s'en puisse trouuer.

EPIGRAMME.

POur mieux recommencer vne fureur tragique,
 Le soldat Huguenot a pris la Charité,
 Vers nous peu charitable; & le fin Catholique
 Dedans le Saint Esprit brusquement s'est ietté:
 Que priérons-nous à Dieu pour viure en seureté?
 Que puisse au Huguenot le Saint Esprit se rendre;
 Et que la Charité au Roy se laisse prendre.

ASSOCIATION.

CY-dessus, au premier volume de mes Recueils, ie remarquay que le 29. Novembre, veille de S. André, ie fus d'opinion en vne Assemblée, que ie n'entendois, voulois, pouuois, ny ne deuois en qualité de Deputé entrer en l'association, de laquelle le Formulaire qui s'enfuit me fut présenté, mais que ie rejettois pour l'opinion que j'ay, qu'elle peut reüssir à l'aduenir au preiudice de sa Maïesté, & par conséquent pour la Noblesse, par des raisons telles que lors ie pû déduire.

S'enfuit le Formulaire d'Association pretenduë, lequel me fut mis és mains.

Association faite entre les Princes, Seigneurs, & Gentilshommes des Baillages.

Au nom de la Sainte Trinité, & de la Communion du precieux Corps de Iesus-Christ: auons promis & iuré sur les saints Euangiles, & sur nos biens, de garder inuiolablement les choses accordées, & par nous signées, à peine d'estre à iamais declarez parjures, infames, & tenus pour gens indignes de toute noblesse & honneur.

Premierement, estant connu d'un chacun les grandes & malheureuses pratiques & coniurations faites contre l'honneur de Dieu, & nostre Sainte Eglise Catholique, & contre l'Estat & Monarchie de ce royaume de France, & Maison de Valois, tant par aucuns des suiets dudit royaume, que par estrangers; & que les longues & continuëles guerres & diuisions ciuiles ont tellement affoibly, & reduit nos rois en telle necessité, qu'il n'est plus possible que d'eux mesmes ils puissent soutenir la despense necessaire pour la conseruation de nostre Religion & dignité Royale, ny qu'ils puissent par cy-apres nous maintenir sous sa protection & seureté, & nos personnes, familles & biens,

Nous auons estimé estre tres-necessaire de rendre premierement l'honneur que nous deuons à Dieu, à la manutention de nostre Religion Catholique, & nous y monstrer plus affectionnez à la conseruation d'icelle, que ceux qui sont desuoyez de la bonne Religion, ne le sont à l'aduenement d'une fausse & nouvelle opinion.

Par ainſi iurons & promettons de nous employer de toutes nos puiſſances, à remettre & maintenir l'exercice de noſtre Religion Catholique, Apoſtolique & Romaine, en laquelle nous & nos predeceſſeurs auons eſté nourris, & voulons viure & mourir.

Auſſi promettons & iurons toute obeyſſance, honneur & tres-humble ſeruice au Roy Henry, à preſent regnant, que Dieu nous ordonne pour noſtre ſouuerain Roy & Seigneur, & qui eſt legitimement appellé à la ſucceſſion de nos predeceſſeurs Rois, par la loy du Royaume, & apres à toute la poſterité de la Maiſon de Valois.

Et ſuiuant l'obeſſance & ſeruice que nous ſommes tenus par tout droit de rendre à noſtre dit Roy Henry à preſent regnant, promettons d'employer nos vies & biens pour la manutention de ſon Eſtat, conſeruation de ſon autorité & execution de ſes Commandemens, qui par luy, ſes Lieutenans generaux, & autres ayans de luy pouuoir, ou bien par ce luy qui ſera eſleu pour noſtre Chef, nous ſeront faits, ſans reconnoiſtre autre queleconque, fors que celuy ou ceux qui de par luy nous ſera commandé.

Et au cas que du Roy que nous auons eſleu & eſſiſons pour noſtre Chef, ſe deuoyaſt de la Religion Catholique, Apoſtolique & Romaine, qu'adherant aux communications apparentes avec ceux du party contraire, dont arriuaſt preiudice ou retardement à l'aduenement de la preſente vnion, en ce cas nous pourrons, ſous l'autorité du Roy, en eſlire vn autre, lequel ſera Gentilhomme de bon lieu, ayant autorité au pays, & eſtant de la nobleſſe tres-affectionnée en la Religion Catholique, au ſeruice du Roy, & au bien & repos de la patrie.

Et d'autant que par la bonté & prouidence de noſtre dit Roy & ſouuerain Seigneur, il luy a plu faire tant de biens à tous ſes ſujets en ſon Royaume, que de les conuoquer à vne Aſſemblée generale de tous Ordres & Eſtats du Royaume, pour entendre les plaintes & doléances de ſes ſujets, & pour faire vne reformation des abus & deſordres qui ont continué dès long-temps en cedit Royaume, eſperant que Dieu nous enuoyera vne bonne reformation, pour vne ſi bonne & grande Aſſemblée,

Promettons & iurons d'employer nos biens & nos vies pour l'entiere execution de la reſolution priſe par leſdits Eſtats, en ce qui dependra de la manutention de noſtre dite Religion Catholique, apoſtolique & Romaine, conſeruation de la grandeur & autorité de noſtre dit Roy, bien & repos de ſa patrie.

En reconnoiſſance des promeſſes que deſſus, ſera ſuppliée tres-humblement ſa Maieſté de nous vouloir maintenir en nos anciennes franchiſes & libertez.

Et pour l'eſſet que deſſus, nous tous ſous ſignez, promettons de nous tenir preſts, bien armez, montez & accompagnez ſelon nos qualitez,

pour incontinent que nous serons aduertis, executer ce qui nous sera commandé par le Roy nostredit souuerain Seigneur, par les Lieutenans generaux, ou autres ayant de luy pouuoir & authorité par les susdits Chefs, tant pour la conseruation de nostre Prouince, que pour aller ailleurs, s'il est besoin, pour la conseruation de nostre Religion & seruice de sa Maiesté, qu'il sera ordonné quelque solde à ceux qui n'auront moyen d'achepter des cheuaux & des armes, & les entretenir tant au dedans de la Prouince, que pour aller ailleurs où il leur sera commandé. Ne pourront lesdits Gentils-hommes, prendre party ny charge sous autre Cornette que celle du Baillage où ils seront receus; sice n'est du consentement dudit Lieutenant de Roy, Chef de ladite vnion, & du Conseil estably près de luy.

Et d'autant que pour subuenir à la despense qu'il conuiendra faire pour l'entretenement des forces, tant de pied que de cheual, & autres frais necessaires pour cet effet, en cas qu'aucuns ne voulussent obeir & receuoir les Ordonnances qui se pourront faire audit estat; sera sa Maiesté requise d'interposer son Authorité, avec les moyens que nous pourrons auoir, pour apres que les Lieutenans de Roy & Chefs de ladite Association, luy auront enuoyé vn Estat de la despence des forces de sa Maiesté, faire valider & autoriser en bonne & suffisante forme, faire leuée des deniers qu'il sera besoin, suiuant l'ordre contenu aux Patentes qui seront obtenues.

Et pour plus facile execution des choses susdites, il sera esleu par la Noblesse desdits Baillages en chacune Vicomté, vn Gentil-homme, pour avec le Lieutenant de Roy par Nous esleu Chef de cette Association, pouruoir à ce qui sera necessaire pour l'entiere execution & conseruation d'icelle: desquelz Gentils-hommes signalez & de suffisance requise, qui seront en nombre de huit; le Chef de ladite association par nous, comme dit est, esleu, pourra faire choix de quatre qui seront Capitaines en chef de Cavallerie, suiuant l'estat qu'ils seront apres lesdits Chefs & les huit Gentils-hommes assistants; lesquels decideront avec ledit Chef de tout ce qui concernera ladite association. A quoy vn chacun de nous sous-signé s'obligera d'obeir, & d'entretenir ce qui sera par eux aduisé sur les peines cy-apres declarées.

Et si aucun desdits Catholiques de ladite Prouince, apres auoir esté requis d'entret en la presente association, faisoit difficulté, ou vsoit de longueur, attendu que ce n'est que pour l'honneur de Dieu & pour le seruice du Roy, pour le bien & le repos de sa Patrie, d'vn commun consentement de tant de gens de bien, il sera abandonné de tous, & delaisé & exposé à toutes iniures & oppressions qui luy pourront suruenir; sans qu'il soit iamais receu en la compagnie, amitié & alliance des sous-signez associez & confederez; qui ont tous promis & juré amitié & intelligence entr'eux, pour la manutention de la Religion

Catholique, pour le service du Roy, & la conservation de leurs personnes, de leurs biens & de leurs familles.

Promettons en outre nous conserver les vns les autres sous l'obéissance de sa Majesté, en toute sécurité & repos, & nous préserver & défendre de toutes oppressions d'autrui. Et s'il survient quelque différend ou querelle entre nous, nous nous retirerons vers le Lieutenant de Roy, ou autre qui sera commis par sa Majesté, ou vers le Chef qui sera par nous esleu, pour aduiser à ce qui sera iuste & raisonnable pour nostre reconciliation.

Et s'il est aduisé pour le service du Roy, pour le bien & pour le repos de ladite Prouince, pour paruenir à l'effet de nos intentions, qu'il soit besoin de prendre correspondance avec les autres de nostre Prouince, nous promettons le secourir & luy ayder de nostre puissance & de nos moyens, ainsi qu'il sera ordonné par ledit Lieutenant General du Roy, ou autres ayant pouuoir de sa Majesté pour ce faire, ou par le Chef de ladite association.

Et aussi nous promettons de nous employer de tous nos pouuoirs & de tous nos moyens, pour conseruer & garder l'Estat Ecclesiastique de toute oppression & de toute iniure. Et si par voye de fait, ou autrement, aucuns entreprennent de leur porter dommage, soit en leurs personnes ou en leurs biens, nous y opposer & les en défendre, comme estant vnis & associez avec eux pour la conservation de l'honneur de Dieu & de nostre Religion.

Et d'autant que cette cause doit estre connue indifferemment à toutes personnes qui font profession de viure en la Religion Catholique, Nous sousignez admettons & receuons en la presente vnion toute personne appelée en Autorité & Estat de Iudicature & de Iustice, Corps de Ville, & Communautéz d'icelle, & generallyment tous autres du tiers Estat viuans Catholiquement, comme dit est. Promettons semblablement les maintenir, les conseruer & les garder de toutes violences & oppressions, soit en leurs personnes, ou en leurs biens, chacun en son Estat & vacation.

Nous auons promis & iuré d'entretenir les articles susdits, & les obseruer de point en point, sans iamais y contreuenir, & sans auoir esgard à aucunes amitez, parentages & alliances que nous pourrions auoir avec ceux du party contraire à nostre Religion & au service du Roy, au bien & repos de ce Royaume: Et semblablement de tenir secrette la presente association: ce que nous iurons & assermons encore sur nos consciences, honneurs, & sur les peines cy-dessus mentionnées.

*TRAITE' PAR MOT RECUEILLT D'VN DEPVTE'
du tiers Estat, sur le discours de ce temps & lignes
pretendues.*

IL est tout certain que le dernier tesmoignage de l'ire de Dieu sur les Monarchies & Republiques, sont les guerres ciuilles; laquelle s'appaise quelquesfois par le changement de la vie des Princes & des habitans; ou continuans au mal, la fin est d'un changement d'Estat, ou d'une extermination totale, comme nous verrons cy-apres arriuer en cette France, qui est sur le point de l'un ou de l'autre des deux cas, si par le premier allegué implorans ce bon Dieu, il ne met pas pour nous la main à l'œuvre.

Je diray doncques que la France a esté zelée à aymer Dieu en sa Religion Catholique, leur Roy & tous autres actes vertueux, la fidelité, prisée, la Iustice sincerement exercée, les Princes du Sang de nos Rois honnorez, tous Seigneurs & Gentils-hommes auctorisez, le reste du peuple viuant sous cesdites choses, sans moleste ny oppression: & depuis nous ayant mesprisé nous mesmes, nous auons voulu ressembler aux estrangers nos voisins, & suiure leurs vices laissant nos vertus; & mesme les admettre pour estre nos administrateurs; en laquelle authorité ils ont enuenimé nos pretieuses loix de leur ambition & concupiscence, dont est ensuiuiue l'ire de Dieu en nos guerres ciuilles: lesquelles guerres ciuiles ont commencé sur le fait des Religions, & s'en est semé une entre nous, que nous auons trouué estrange avec grande raison, d'autant que ce n'est pas celle que nous auons trouuée de nos peres; & l'ayant voulu empescher, cela ne se doit reputer que le zele des vrais Religieux: Mais nous auons commencé sur le sang & nostre propre ruine, sans auoir regardé (comme dit est) que Dieu estoit courroucé, & sans auoir recouru à luy, d'autant que c'estoit sa cause, nous en auons neantmoins voulu faire la nostre, & aussi sans considerer que ce mesme mal est aduenü aux autres nations, & l'ordre qu'ils ont tenu pour en sortir.

Les estrangers de tout temps ennemis du Roy & de son Estat, n'en ayant point qui leur fust plus odieux pour la puissance, que celui-cy, n'ont pas laissé perdre cette occasion qu'ils ont avec raison de tout temps desirée. Ils sont venus avec des belles instructions, les uns d'Italie, les autres d'Espagne. Ils ont gagné nostre Roy, iusques à s'impatroniser de son Conseil, de son Sceau, & de ses Finances, & nous ont incontinent fait sentir le fruit de leur diligence.

Peu de temps apres ils nous ont engendré des guerres, luy presentant force Italiens, les autres des Espagnols. Ils les ont mesme

amenez en France, pour conuier ceux de la Religion pretenduë reformée d'auoir aussi des estrangers. Car il ne faut pas douter qu'ils n'ayent depuis ce commencement mesné le fait de ces deux partis; afin de rendre les forces esgales, iusqu'à l'extermination de tous les Anglois, de l'autre costé ennemis de cet Estat, fauorisant au party le plus foible, pour ayder à ce mesme fait: de façon qu'ils ont par là commencé d'aliener la creance, l'amitié & obeysance du Roy avec ses sujets. La guerre estant telle, que ceux de la Religion pretenduë reformée ont eu des forces suffisantes pour nous faire teste, lesdits estrangers ont tout incontinent gagné les principaux François d'auprés du Roy, & ailleurs, ils les ont rendus pensionnaires de leur Roy & Princes, dont les derniers deniers venus en France de fraîche memoire pour leur departir, montoient à sept cent mille ducats, qui est pour plus aisement faciliter leurs pratiques.

Lors considerant qu'il falloit par autres plus pernicioeux moyens rendre la guerre immortelle entre nous, avec leurs deloyaux pensionnaires, ils ont fait faire la paix au Roy avec ses suiets, & icelle iurer par sa Maiesté es Cours de Parlemens. Or tost apres afin d'oster du tout la reputation à nostre Roy & à sesdits Parlemens, afin que ceux de ladite Religion pretenduë n'eussent plus de confiance en sa fidelité, ny esdits Parlemens, par subtils moyens ils donnerent inuention au Roy de les surprendre; & en mesme temps les en aduertirent, leur faisant sçauoir les machines dressées contr'eux, & leur donnant aduis de leur salut, pour faire recommencer la guerre, & la rendre irreconciliable.

Voyant quelque temps apres les forces de ceux de la Religion diminuer, voire en tel estat, que le Roy en pouuoit bien tost venir à bout; ils ont par menées fait venir les estrangers pour eux, comme ils auoient desia fait par le passé; car il est certain que le petit moyen de ceux de ladite Religion n'estoit suffisant d'attirer de telles forces estrangeres sans ces pratiques & menées. Voyant aussi qu'il n'estoit temps de mettre la fin à ce mal, car le Roy fût deuenu trop grand, ils commencerent alors de fortifier le party de ceux de la Religion pretenduë, mesme de Catholiques, engendrans pratiques d'inimitiez entre Monseigneur, qui est maintenant nostre Roy, & Monseigneur son frere, qui est maintenant Duc d'Anjou, baillant à l'un le party de Guise, & à l'autre celuy de Montmorency. Et d'autant qu'ils voyoient le party de mondit Seigneur d'Anjou n'estre assez fort par le moyen de Messieurs de Montmorency, ils prirent accés avec le sieur de Chastillon Admiral de France, & sur ce firent vne tres-dangereuse partie, voulant attenter iusques contre les propres freres & Catholiques, pour rendre le cours à ce ieu pour tout iamais.

Ils font encore faire la paix, & enfin pour rendre le Roy & ses sujets en pire condition que iamais, ils traitent mariage pour Madame & le Roy de Nauarre, & font seruir cette Princesse d'un trophée pour le ieu qui aduint à la saint Barthelemy, pour du tout esteindre la fidelité d'entre nous. Or d'autant que ceux de Montmorency ne faisoient pas du tout ce

qu'ils desiroient, furent du nombre des proscriptes, pour les enuoyer au party le plus foible: ils font prendre les armes au Roy; & pour l'empescher de venir bien-tost à bout de ceux de ladite Religion pretenduë, ils menerent le Roy qui est à present, deuant la Rochelle, auquel lieu ils scauoient bien qu'il vieroit de tous ses moyens, & lors que la ville estoit sur le point d'estre prise, ils firent faire la paix. Pour esmouuoit Monseigneur à prendre ce party, le voyant foible, ils font executer ses plus familiers seruiteurs par iustice, sans mesme qu'à l'heure de leur mort ils ayent declaré leurs fautes: ce qui est vne tres-dangereuse loy pour les François, d'executer sans dire pourquoy, & mesme d'ainsi commencer cette tyrannie sur les seruiteurs & les plus familiers du frere de nostre Roy.

De là est aduenü que les grands mespris & indignitez que ces pernicieux faisoient faire à Monseigneur, qui l'alienent de la bonne grace du Roy, luy firent prendre party contraire, & par son moyen ranger avec ceux de la Religion pretenduë, force Catholiques, & rendre vne telle inimitié entr'eux, avec égalité en guerre, que de là deüit aduenir l'acheuement de la diuision & entiere ruine de cet Estat. Mais mondit Seigneur bien nay, voyant la misere de ce Royaume, au lieu de la guerre pourchasse la paix, & la fait, voire si heuteuse, qu'il sembloit que Dieu eust destiné ces deux Princes, pour eux deux seuls posseder les cœurs de tous, ce qu'il falloit faire, si mondit Seigneur se fust tenu chez luy, ayant ordinairement bonne intelligence de parfaite amitié avec le Roy, & ceux qui auoient tenu leur party: car par là il ne falloit nullement douter qu'en peu de temps la reconciliation n'eust esté faite entre tous les sujets du Roy, & bien-tost l'obeyssance renduë à sa Maiesté, à l'imitation de tant de Princes, qui ont esté en ces mesmes dangers, lesquels ont secü choisir la paix pour conseruer leur Estat: & ont plustost consenty la diuersité de plusieurs Religions, mesmes en l'obeyssance du Roy en Pologne, & se sont remis en Dieu, à la bonté duquel ils s'attendent, veu que c'est sa cause, & n'ont voulu ruiner leur Estat, & donner leurs sujets en proye.

Mais soudain les machinateurs estrangers & pensionnaires voyant le bien qui venoit à cet Estat de cette tranquillité, & que par là leurs malicieux desseins estoient rompus, traiterent d'autres pratiques. Ils menent Monseigneur à la Cour, l'alienent de ceux de son party, & mettent le Roy de Nauarre en sa place; & sur la conuocation des Estats par les Prouinces, ils eslisent des Deputez à leur deuotion, rompans la liberté & communauté requise & accoustumée, conuians à faire des ligues: Subtil moyen, si Dieu n'y met la main, pour oster le Roy de son Troïne, comme vous entendrez.

Doneques les Deputez des Estats, comme dit est, mis à leur deuotion estans à Blois, ils les ont tellement instruits, qu'au lieu de remonstrer au Roy la misere de son peuple, & tous autres reglemens, tant en la reformation

mation de l'Eglise & de la iustice, qu'à maintenir la Noblesse, & l'union generale; ils ont demandé qu'il n'y eust qu'une Religion, sçachant bien que par là on retourneroit aux armes, & que fort aisement par le moyen des ligues & autres inventions, on pourroit rendre les choses plus odieuses que deuant.

Lors aduertissant ceux de la Religion & les Catholiques associez, ils leur font prendre les armes, & force Prouinces & places, pour les remettre en meilleur estat pour soutenir la guerre, qu'ils n'ont esté.

Sur ce ils prennent sujet de mettre leur ligue en effet par toutes les Prouinces du Royaume, avec vn Chef, qui aura pouuoir de prendre six Conseillers, tels qu'il luy plaira; & veulent qu'à iceluy Chef les trois Estats iurent indifferemment, par serment solennel, d'obeyr sans exception d'aucune autorité, d'amitié, de parenté, de la vie & des biens, & generalement sans plus vouloir entrer en connoissance de cause quelconque, & rendre l'humanité Françoisë sujete à exercer toutes les tyrannies, assassins & cruautéz qu'iceluy Chef auroit agreables.

Considerans que de tout temps les ligues & associations sont en ce Royaume vn crime de leze Maïesté; comme il appert par ceux de ladite Religion, lesquels si pour en auoir fait ils ont esté condamnez par les Cours de Parlement, encoré qu'ils disent qu'ils l'ont fait pour leur salut: Nous Catholiques, aimez de nostre Roy, receus comme ses tres-humbles sujets, participans à ses dignitez & bienfaits, n'estans poursuïvis de nos vies ny de nostre Religion, ne serons-nous pas plus condamnables? Ils disent que le Roy le veut. S'il estoit vray, n'en seroit-il pas vn Mandement public. Ce n'est assez d'une lettre de cachet, qui ne porte que creance. Ils disent qu'apres le serment de la ligue, & le departement fait sur les trois Estats pour la leuée de deniers, ils supplieront le Roy de bailler lettres pour l'executer: manifeste declaration que le Roy ne le veut, & que c'est par force. Car si cela venoit de son mouuement, les despêches seroient quant & quant le commandement. Le Roy ne fist-il pas dernièrement signer, iurer & promettre aux plus grands & autres de son Royaume, de ne faire ligue ny association, sur peine d'attentat? Sa Maïesté declara par là ce qu'il desiroit. Mais c'est vn moyen ausdiuits perturbateurs pour preparer le Roy à vouloir vser de confiscation generale sur tous ses sujets, & par là les reduire au desesper, & consequemment la guerre plus cruelle que iamais.

Ils veulent par leurs ligues que l'autorité, qui directement doit aller au Roy, vienne à leur Conseil; de façon que tout ce qui se negotiera & se fera, sera referé à eux seuls; rendant, toutes les fois que par eux sera mandé, le Clergé taillable à leur discretion; & la Noblesse de mesme, qui a tousiours esté franche & libre, mettant tels imposts sur les villes & commun peuple qu'il leur plaira. Ils ne parlent que de la race de Valois, voyant nostre Roy sans enfans, & ayant condamné par lesdits Estats la paix & l'Edict qui en est venu au nom de Monseigneur son Frere, ayant les

armes à la main , pour par là le rendre inhabile à succeder : & ceux de Bourbon, pour auoir d'aucuns les armes à la main , les autres n'en faisant pas grand cas.

Or considerons maintenant les traits de ces habiles estrangers , & la meschanceté de ces miserables pensionnaires , lesquels avec plusieurs presens & grosses sommes d'argent , veulent accabler leur Roy & toute leur patrie.

De trois choses l'une, ou toutes trois ensemble veulent-ils tirer de ces ligues. Pour la premiere , ils sçauent bien qu'il s'y trouue beaucoup d'hommes bien aduisez , tant au Clergé , Noblesse , qu'aux villes qui ne voudront consentir à ces actions tyranniques. Alors, comme il a esté dit, ils les accepteront , comme gens ayans du cœur ; ils sçauront prendre party , qui est ce qu'ils demandent , pour fortifier & entretenir la guerre , melme entre les Catholiques.

L'autre & second poinct , c'est que les commandemens de tuer & piller indifferemment qui leur plaira , l'imposition des grands subides mise par le Chef , sans exception de Noblesse , avec ceux que le Roy leue d'ailleurs , rendront vne reuolte generale pour deposséder le Roy , & entrer en Republique.

La troisiéme chose, c'est que les Chefs des ligues ayant gagné l'autorité sur le peuple, les principaux des Prouinces étant à leur deuotion , & les Chefs des ligues en bonne intelligence ensemble, chacun le fera fort aisément seigneur de sa Prouince : comme l'exemple en est proche de la Germanie , en laquelle les Palatins , qui n'estoient que Gouverneurs , sont deuenus Ducs & Comtes. En Italie de melme , par les menées des ligues , les Gouverneurs se sont rendus Seigneurs chacun en sa Prouince , & ont chassé les Empereurs , ou leur ont laissé si peu d'autorité , qu'ils n'ont maintenant plus que le nom.

Songeons , ie vous prie , en quelle condition nous aurions changé , voyant par les traitemens que les suiets desdits sieurs d'Italie reçoient , lesquels veulent tirer d'une petite Prouince pour s'esgaler aux Rois , ce que les Rois peuuent faire d'une Monarchie : ce qui se peut nommer vne derniere & la plus cruelle tyrannie , de laquelle Dieu nous vueille garder.

Chacun des trois cas est bon à ces mesnagers. Le premier, en ce que chacun s'étant tué , pillé & defait soy-melme , ceux qui y voudront venir , le pourront aisément faire ; à l'imitation du dernier Constantin , lequel pour s'estre laissé aller aux mauuais Conseillers , & affoiblir par les guerres civiles , les Turcs entrèrent en la Grece , & possederent fort aisément son Empire , & tant d'autres exemples sont propres à cela.

Par le second & troisiéme de la Republique , ou de la possession aux Capitaines des ligues , l'un & l'autre leur sera de meilleure conuention , que d'auoir un grand & opulent Roy leur voisin , parce que l'un & l'autre ne s'accroissent iamais guerres.

Voyez tous de degré en degré quelles conditions ils apportent sur nous misérables: l'autorité du plus grand Roy de la terre perduë, la plus genereuse Noblesse exterminée, vn peuple bon & bien obeïssant peruer-ty en tout mal, aliéné de son Roy & de ses loix.

O François! encore n'y a-il rien de perdu, si vous voulez mettre la main à l'œuvre, & si vous voulez reprendre la generosité de vos ancestres. Associez-vous donc, comme il sera dit cy-apres, & lors vous verrez reprendre courage à vostre Roy, aux Princes de son Sang: & vous verrez renaître vos bonnes loix, vous verrez fleurir l'Eglise & la Noblesse, le commun peuple reünny, & la terre deuenir plus opulente que iamais. Mais pour y paruenir, il faut despoüiller toute affection & toute passion; il faut ruminer les choses susdites, & faire ce qui s'ensuit.

LA FORME DE LA LIGVE.

IL semble que la ligue, dequoy nostre miserable condition a plus de besoin, doïue estre (considerant le dommage que les diuisions passées nous ont apportées) le periode ou le dernier point de nostre malheur, & reprenant la souuenance des aages passez, pleins d'vnyon & de fraternité en chacune Prouince de l'obeyssance du Roy, on se doit assembler vnanimement, tant pour le Clergé, la Noblesse, que pour le tiers Estat, & ioindre avec nous ceux de la Religion pretendüe reformée, comme nos concitoyens, & faire de tous vn corps, afin que tous ensemble nous reconnoissions nostre desloyale, vicieuse & infidelle vie, pleurant sur icelle, avec vne inuocation de la misericorde de Dieu, & que chacun se prepare de s'amender, & à faire les choses qui s'ensuiuent.

C'est que chacun promette de viure en la crainte de Dieu; d'honorer & obeyr à nostre Roy, comme à nostre souuerain Seigneur; apres luy, reuerer Monseigneur son frere, comme tenant le degré qu'il tient en ce Royaume, & les Princes du Sang; tenir & suivre les commandemens de sa Maïesté, sous les anciennes loix de la iustice, avec les autoritez & preeminences deuës à chacun, selon icelles; se maintenir fidellement le vns & les autres, pour s'employer à la tuition & deffense de cet Estat, & vn chacun en sa Prouince; sans exception de Religion, ny d'autre chose queleconque, ny dire ny faire chose qui empesche le cours des Religions, comme le porte l'Edict du Roy, sur peine aux contreuenans de se voir condamner dès lors à telles peines & injures.

Et en cette resolution, iurer aussi de ne souffrir aucun vicieux dans la Prouince, comme de l'Atheïsme, la Sodomic, le Pariure, la Tromperie, & tous autres vices infames; & sur ce presenter vne requeste au Roy, comme il sera dit cy-apres, pour le regard des choses politi-

ques, la disposition delquelles est deffendüe à tout fujer fur l'autorité de son roy.

C'est par la requeste, qu'il plaife à fa Maiefté, veu l'alienation qui a esté par le passé entre luy & son peuple de l'obeiffance qui luy estoit deuë, de fraternité & sincere amitié, trouver agreables les promesses susdites faites entr'eux; & qu'il luy plaife d'oster d'aupres de sa personne tous estrangers, de quelque qualité qu'ils puissent estre, voyant en quel hazard leurs pernicious conseils ont mis son Estat, & punir griefuement tous les pensionnaires, & autres communicants & adherans audits estrangers; reformer la iustice, & la disposer en tel estat, que chacun la reçoive promptement. Et pour nous vnir tous d'une mesme religion, qu'il plaife à la Maiefté d'ordonner dans quelque temps, d'estre tenu vn bon & libre Concile, & bien autorisé, qui ne soit de la condition & corruption des Estats, Presidé de gens sans passion, avec égalité, par lequel chacun iure & promette tenir ce qui sera arresté par ledit Concile, sans y contreuenir en quelque façon que ce soit.

Que sa Maiefté considere la misere de son peuple, & que luy-mesme y mette la main. Qu'il permette audits associez en chacune Prouince, de courre sus à tous autres faiseurs de ligues & monopoles, & infracteurs des susdites promesses. Et s'il plaist à sadite Maiefté que chacune Prouince fasse vn reglement des autres choses qui seront viles & necessaires pour la police; avec son commandement il sera fait.

Voila, ce me semble, ce qui se peut faire. Et si aucun dit que la seule assemblée cy-dessus ne se doit ny ne se peut faire, ie dis qu'il est permis à vn peuple de s'assembler pour regler chacun en sa necessité, & fornir les requestes & demandes enuers leur roy, & mesme en temps de necessité.

Le Roy aura plaisir de voir la bonne volonté de son peuple, & l'obeiffance que chacun luy voudra rendre, & il sera fidellement seruy de ses bons fujets; car les mauuais & vicieux ne regneront plus, l'honneur & la gloire de Dieu sera reconnuë, & bien-toft la seule religion qui luy sera agreable.

8200000000000
8200000000000
8200000000000
0000000000000
0000000000000
0000000000000
0000000000000

LE QUATRIESME DE FEVRIER AVDIT AN
1577. me fut mis en main par aucuns ce qui s'ensuit, que i'estime
prouenir d'un esprit plus otieux qu'attentif à son deuoir & à sa
charge.

Cependant qu'aux Estats l'Huillier & Verforis,
Deuisent à plaisir des malheurs de la France
En leur zele ignorant, & que chacun d'eux pense
Le reste du Royaume aussi gras que Paris,

Et que nos saintes Prelats ne sonnent à haut cris,
(Pour se bien reformer) que feux, canons & lances,
Que le prodigue Dan grabelle les finances,
Et que les bons François sont tenus à mépris.

Nous verrons cét Estat tomber en precipice,
Sans ordre, sans moyens, sans loix, & sans iustice,
L'Eglise, le Bourgeois, le Noble en defarroy.

Nous ferons de nos mains, & par ces bons Ministres,
Ce que n'ont pu l'Anglois, l'Espagnol, les Reistres,
Ou un Roy sans sujets, ou des sujets sans Roy.

Contre les mesmes L'huillier & Verforis.

Quid facitis miseri? vocis suffragia quoniam
Dirigitis? Ventres sunt duo, non capita,
Immo vesica, quas vel si assicula pungat,
Pro cered tenuis nil nisi ventus erit.

* On dit que Verforis
Plaide bien à Paris;
Mais quand il parle en Cour,
Il demeure tout cour.

S'ENSUIT LES PROTESTATIONS DE M.
le Prince de Condé, étant lors à la Rochelle, apportées en ce
lieu de Blois, le deuxième iour de Fevrier.

Protestation de Monseigneur le Prince de Condé, Pair de France, & Lieutenant General pour le Roy en Picardie.

Nous Henry de Bourbon, Prince de Condé: Apres auoir entendu l'instruction, entreprise & resolution prise aux Estats, subornez & corrompus, qui ont esté tenus à Blois: ausquels contre la foy publique & le sacré serment, l'Edit de Pacification juré par tant de Princes, & publié par toutes les Cours Souueraines de ce Royaume, a esté corrompu & violé contre tout droit diuin & humain, ayant les méchans Conseillers du Roy, dissipateurs de cette Couronne, Pensionnaires d'Espagne, auteurs des malheurs, fait, arrêté, & conclu d'abolir la Religion reformée, & substenir la fureur des ligueurs, depuis peu bastie dans le Royaume, pour opprimer ceux qui en ont fait profession, mesmement les hommes vertueux, doctes & riches, encore qu'aux Estats tenus à Orleans, l'exercice d'icelle eust esté requis & accordé: Pour puis apres n'ayant plus aucune resistance, imposer sur les miserables restes des François, leur rigoureux joug de la plus barbare tyrannie qui fut oncques: s'estant aussi proposé de ruiner par armes, par poisons & assassins, les plus grandes & illustres maisons de ce Royaume; mesmes celles de Bourbon & de Montmorency, & priuer les meilleurs & plus affectionnez Catholiques des charges & honneurs deus aux merites de leurs vertus, pour en reuestir les plus indignes de leur party; tellement que leur fureur s'estant épanuë sur tous les gens de bien de l'vne & de l'autre Religion, offensez par l'iniustice débordée, rapines & desloyauté, ils ont esté contraincts de se joindre à nous; & depuis pour se vouloir opposer à eux, ils ont esté poursuiuis & enveloppez en nos mesmes miseres & contrainctes. Dauantage en annullissant les anciennes & royales coustumes de cet Estat, ils veulent rendre la Noblesse tributaire, épuiser les villes de richesses, saccager le peuple, & tenir tous les François entr'eux perpetuellement en guerre, en haine & diuision, pour regner cependant mesme qu'ils font quitter au Roy nostre souuerain Seigneur, le liberal present qu'on luy faisoit de la protection des païs de Flandre & d'Arthois, ancien patrimoine de la Couronne de France, & le bel offre de la Seigneurie de Gennes: si bien qu'il n'y plus d'esperance de pouuoir conseruer cet Estat contre vne telle furie, qu'en y employant, avec l'aide de Dieu les moyens & forces qu'il nous a donnez, par lesquelles occasions & protestations si legitimes, avec plusieurs Seigneurs, Gentilhommes & autres, qui estant, par la grace de Dieu tout puissant & inuincible, ap-

pellez à la iustedeffense denostre patrie, miserablement prostituée : & voyant infinites de peuples offensez recourir à nous : Auons, à nostre tres-grand regret, pour les tristes euenemens que la guerre ciuile apporte, pris les armes par le commandement, & sous l'autorité du Roy de Nauarre, Prince Primat de France, protecteur des Eglises reformées & Catholiques associez, Lieutenant general pour le Roy en Guyenne, sur lesquels nous sommes contraints, apres Dieu, nous appuyer pour repousser la violence & cruauté qu'on veut exercer en nos consciences, biens, honneurs & vies : Iurant en foy de Prince veritable, d'employer pour vne si sainte querelle, tout ce qui est en nostre puissance, & nostre vie, iusqu'au dernier soupir, & de ne poser iamais les armes, tant qu'ayons restitué ce Royaume en son entiere splendeur & dignité, & rendre la liberté aux Estats, l'autorité aux Edits, & soulager le pauvre peuple des insupportables tributs inuentez par les Italiens, & deliurant les François de la seruitude infinie & tyrannique où ils sont reduits, tant pour leur nonchalance & desvnion, que par les artificielles pratiques de ceux, qui veulent conuertir les fondemens de leur grandeur au sang des vrayz Princes de France, & de la Noblesse, au grand mépris des loix fondamentales & coustumes anciennes du Royaume : & declarons dès à present ceux qui s'armeront contre nous, pour opprimer la liberté du pais & nous rendre esclaves, nos ennemis, rebelles à la Couronne : appellant à nostre secours tous Rois, Princes & Republiques, & sur tout les bons & naturels François, au cœur desquels il reste encore quelque genereux desir de recourir la franchise de leurs ancestres, & amour enuers leur tres-affligée patrie. Fait & imprimé par le commandement dudit Seigneur, le vingt-troisième iour de Ianvier mil six cens soixante-dix-sept.

*EXTRAICT D'VNE MISSIVE DE MONSIEVR
l'Evesque de Valence, enuoyée en Cour.*

LE langage & la menée des ennemis m'a fait craindre que cette guerre sera la plus perilleuse qui fut iamais en ce Royaume : parce qu'il n'est plus question de Catholique & d'Huguenot, d'autant que les Catholiques mesmes sont diuisez, & en partie vnis avec les Huguenots ; & tous les iours nous entendons dire qu'il y en a qui y vont pour iurer l'vnion : les vns pour estre possédez ou de l'ambition, ou de l'auarice : les autres pour estre mal-contens de leur fortune, & cuidant en changeant de la pouuoir amender. Mais la plus-part se reuolte sous l'esperance d'un repos qu'on leur presente. C'est vne parole fort plaisante, quand on leur dit, Ce n'est point contre le Roy, ny contre sa Coutonne, mais contre les infraçteurs de l'Edit de Paix : adioustant que ceux qui ont demandé la reuocation dudit Edit, n'auront ny pouuoir, ny memoire de faire semblable demande, & encore moins de faire aucunes

offres d'argent ; mais au contraire estoient enuoyez pour remonstrer la pauvreté du pauvre peuple, & que ce sont gens factieux, qui ne mettent pas la main à la bourse, & ont fait bon marché du sang des pauvres sujets du Roy, & qui sçauront bien qu'ils seront du tout desuoiiez. Mais cela leur est indifférent, pourveu qu'ils embarquent le Roy, qui est abandonné mesme de la plus-part des Catholiques ; d'autant que cette guerre est prise hors de temps & sans nécessité. Que si on auoit conuoqué les Estats, pour entendre les plaintes du pauvre peuple, & pour la reformation des abus que les guerres nous auront apportées ; il falloit commencer par là, & reseruer l'article de ladite reformation pour le dernier : Mais que les Conseillers du Roy ont bien monsté que leur but ne tendoit qu'à ramener la guerre, n'estant encore rassasiés de tant de sang espandu, & de pais ruinez. Et quant à eux, ils n'ont pris les armes que pour se defendre, estant aduertis qu'on ne traite esdits Estats que de la guerre, & de leur oster l'entier exercice de leur Religion, pour laquelle ils ont combatu seize ans : & bien qu'ils ayent esté deffaits par plusieurs fois, ils n'ont touresfois rien voulu rabattre de la poursuite de ladite Religion. Qu'on peut bien penser que s'estans saisis de cent villes fortes, dont la moindre arrestera longtemps vn camp Royal, ils ne quitteront pas ce qu'ils ont acheté avec leur sang, & avec la mort de plusieurs de leurs parens & associez. Que si les Princes les abandonnent, ils n'auront pas faute de Conducteurs. Ils remonstrent aussi que le Roy enuoye de par deçà quatre Regimens, qui ont commis en Auvergne, & sur la riuere de Loire, tant de meurtres execrables, tant de volleries, & violé tant de femmes, que la memoire de tant de meschancetez suffira, pour attirer l'ire de Dieu sur tous ceux du party Catholique. Ils remonstrent aussi qu'es lieux où ils commandent, ils se contentent d'une contribution pour entretenir leurs gens : & au reste le paisant est en seureté, & pour sa personne, & pour ses biens. Au contraire, nos paisans sont greuez tous les iours de nouvelles impositions, & si ne laissent pas d'estre moins frappez, & d'auoir leurs vies & la chasteté de leurs femmes en continuel danger. Et qui plus est, quand ce vient au traité de paix, ceux qui ont suiuy leur party, sont declarez exempts de toutes impositions faites durant la guerre, & les nostres sont contraincts de payer les arrearages iusqu'à quatre années. Et quant aux Ecclesiastiques, ceux qui ont voulu demeurer en leurs Benefices, ont esté quittez en payant deux Decimes ; & les autres sont entierement despoüillez de tous leurs biens : si bien qu'une grande partie sont contraincts honteusement de mandier leur vie. Ils ont conclu comme dessus est dit, qu'ils ne veulent pas faire la guerre au Roy : qu'au contraire, ils ne prennent les armes que pour s'opposer à ceux, qui par leurs passions particulieres veulent comme attirer par les cheueux, la racine & la desolation de ce Royaume. Et que s'ils ne sont enfin assez forts pour se defendre ; pour le moins ils le sont pour ruiner avec eux

ceux

ceux qui les auront vaincus. Voila ce que j'ay pû recueillir de leurs remontrances, & on m'a promis de me les monstrer par escrit, avec lesquelles ils attireront beaucoup de Catholiques à leur party, & principalement en Vivarez. D'autres ont du tout leué le masque, & disent que cette Couronne est à sa dernière fin, & que chacun tiendra pour luy & pour les siens ce qu'il pourra vsurper : & telles manieres de gens sont escoutez volontiers en Languedoc & en Dauphiné. Ce qui fait que ie supplieray tres humblement sa Maïesté de ne trouver mauvais qu'avec la fidelité que ieluy dois, & la liberté qu'on doit permettre à vn tres-humble, ancien & expérimenté seruiteur, ie luy remonstre qu'il ne faut pas esperer que ceux qui sont saisis de belles & bonnes villes, les quittent iamais que par force, si l'on reuoque l'Edit ; si ce n'est pour le moderer en partie, quoy que ie croy bien qu'ils n'y consentiront. Et d'autant que les desseins mal-fondez & qui ne peuvent reüssir, sont bien souvent cause que l'on ne peut faire ny paix ny guerre ; il est necessaire que le Roy prenne vne bonne resolution, ou d'accorder en quelques lieux l'exercice de ladite Religion, ou de promptement secourir les sujets, mesme en ce país, où il y a danger que plusieurs se reuolent ; les vns par force, les autres pratiquez par vne fausse esperance de repos, & singulierement le peuple qui est déjà reduit à vne grande & extreme necessité & pauvreté : & s'il le voit abandonné, & que l'on veuille faire guerre avec telle longueur qu'on l'a faite par le passé ; il y a danger qu'il ne se trouue au party de ceux qui sont plus vigilans, plus indutricieux, & plus vnis que nous ne sommes, & de qui il peut estre plus gracieusement traité. Quant à moy, ie ne voy point de remede, que de les secourir promptement : & que ce soit par d'autres que ceux qui ont accoustumé de faire office de voleurs, de cruels, & d'inhumains, & non pas de gens guerre. Et quand sa Maïesté sera resoluë de faire la guerre (ce qui sera toutesfois au grand regret de beaucoup de gens de bien) ie la supplieray de prendre les moyens qui luy seront proposez, pour le faire avec quelque diligence & soulagement de son pauvre peuple. Signé au dessous, MONLVC, Euesque de Valencè.

020800000000
 800000000000
 000000000000
 000000
 0000
 00



MEMOIRES,
LETTRES, INSTRVCTIONS,
ET RELATIONS,

TOVCHANT LES ALLIANCES DE FRANCE
& d'Angleterre, par les Mariages du Roy Henry III.
& de Monsieur son Frere, avec la Reine Elisabeth.

ADVIS SVR CES NEGOTIATIONS.



LA Reine Catherine de Medicis, qui sans la flatter, a esté vne des premieres Princesses du monde, avoit des pensées aussi hautes, & formoit des desseins aussi vastes & aussi glorieux que ces fameuses Princesses, dont l'histoire Grecque nous a conservé les merueilleuses entreprises. Elle estoit naturellement ennemie de la Maison d'Autriche, comme se disant descendue des Rois de Portugal, & se portoit facilement à toutes les choses qui luy parroissoient contraires à la grandeur d'Espagne. Elle auroit bien voulu de son temps, que les Pays-bas eussent esté réunis à la Couronne de France. Elle a souvent souhaitté de voir un iour la Couronne de Portugal sur la teste de son cher fils Henry. Et elle ne se résolut à luy laisser prendre celle de Pologne, que quand elle n'eut plus d'esperance de luy en donner vne autre. Sa principale pensée estoit toujours tournée du costé de l'Angleterre; & on luy a plusieurs fois ouy dire, qu'elle auroit acheté de tout son sang, la union perpetuelle du Royaume d'Angleterre à celui de France. Elle en fit la premiere tentative, par l'ouverture du mariage du Roy Charles IX. avec la Reine Elisabeth. Cette affaire fut non seulement proposée, mais conduite si adroitement, qu'on obligea Elisabeth à s'en expliquer tout de bon; & cette Princessse n'y trouva autre difficulté, que la trop grande disproportion de l'age de Charles IX. & du sien. Catherine de Medicis luy fist dire tout ce qu'elle crût pour lever cet obstacle, & ne voulut point se déclarer pour le mariage d'une autre Elisabeth, fille de l'Empereur Maximilian II. que la Reine d'Angleterre ne l'eust fortement contraincte, de ne penser plus à elle. Cela se passa en 1570. L'année suivante elle renoua avec la Reine d'Angleterre, & luy fit parler du mariage du Duc d'Anjou son cher fils. Il n'y eut sorte d'adresses, de cajoleries, de tesmoignages d'amitié, & d'offres avantageuses qu'elle ne mit en usage pour gagner l'esprit de cette Reine. Elle fit des profens & des promesses à ses Favoris, & à ses Ambassadeurs. Enfin elle

tanta toutes choses, & les poussa si avant, que le Comte de Leicester luy-mesme, qui presendoit espouser la Reine sa Maistresse, & le Mylord Cecile qui estoit son fidele & incorruptible Ministre, creurent qu'ils ne devoient point faire d'opposition à cette alliance. La Reine elle-mesme ayant seen les grandes qualitez du Duc d'Anjou, tesmoigna le desirer, & peut-estre que la chose eust eu son succés, si l'exécution de la Saint Barthelemy ne l'eust plus empesché. Quelques années apres Catherine renouuella ses intrigues, & fit proposer à cette Princeesse le Duc d'Alençon, qui estoit alors Frere unique du Roy Henry III. Le Lecteur verra par les instructions suivantes toutes les particularitez de ces deux traitez de Mariage, & trouuera bon d'estre obligé de la lecture de tant de choses rares à un des plus honnestes hommes & des plus beaux esprits de nostre siecle, qui pour l'amour de moy, a bien voulu se donner la peine d'en traduire la plus grande partie d'Anglois en nostre Langue.

ADVIS DONNE' PAR MONSIEVR LE DVC DE NEVERS
à la Reine Mere du Roy Henry III. sur la negociation du Mariage
de Monsieur avec la Reine d'Angleterre.

MADAME, L'affaire qu'il a pleu à vostre Majesté de me communiquer depuis deux iours, est de ces affaires importantes & delicates dans lesquelles ceux qui sont appelez pour en donner leur aduis, s'exposent ordinairement à la perte de leur reputation ou à celle de leur credit. Je ne laisseray pas, Madame, d'obeyr à vostre Maiesté, puis qu'elle me l'a commandé, & de luy dire ce que ie pense, sans en craindre aucune mauuaise suite, puis que ie ne luy diray rien que ie ne me sente obligé de dire en conscience, & que la fidelité que ie dois au Roy, & à vostre Maiesté, ne m'inspire. Quelle ioye seroit-ce à un bon François, Madame, de voir comme miraculeusement la Couronne d'Angleterre jointe à celle de France, & qu'en suite de tant de guerres entreprises par les Anglois pour se rendre Maistres de ce Royaume, on les vit par vne alliance inespérée, & par un traité de Mariage, soumis aux François, ou du moins ne faire plus qu'un peuple avec eux? On pourroit bien dire apres vne si glorieuse action, que vostre Majesté n'auroit pas esté seulement la Protectrice de cet Estat, mais qu'elle y seroit ce que les Semiramis & les Thomiris ont esté aux Empires de l'Orient & du Nort. Je souhaite aussi de tout mon cœur, que ce grand bien nous arriue, & ie donnerois de mon sang pour l'heureux succés d'une si grande affaire. Mais, Madame, vostre Maiesté trouuera bon, s'il luy plaist, que ie luy propbse, auant que de me soumettre à ce qu'elle desire, mes difficultez & mes doutes, & luy dise par aduance, que les Anglois ne sont pas comme le reste des hommes. Que leurs esprits sont aussi florans & aussi incertains que leurs mers. Qu'il n'y a point de mesure à prendre avec eux: & que par un certain deffaut de nature, ils sont ennemis de toutes choses, & soit qu'ils y trouvent leur compte, soit qu'ils ne l'y trouvent pas, elles demeuvent en vingt-quatre heures, toutes contraires à ce qu'elles leur ont paru dans la premiere veüe. Si iamais les Anglois auoient eu le dessein d'entrer avec nous dans vne alliance perpetuelle, ce devoit estre lors que vostre Maiesté fit proposer à leur Reine, le Mariage du feu Roy vostre fils. Leur hauteur naturelle, & leur ancienne ambition devoient les y porter sans aucune reflexion, puis qu'ils se voyoient en estat de s'establir dans ce Royaume, aussi puissamment qu'ils l'ont tousiours désiré, & de composer vne seule Couronne & vne seule nation de la leur & de la nostre. Cependant, Madame, il ne restoit de toutes les aduances que vostre Majesté fit faire au Roy son fils sur ce sujet, que de belles paroles, des remerciemens estudez, & des impossibilités imaginaires. La Reine d'Angleterre fit dire à vostre Majesté tout ce qu'elle creut la deuoir sçavoir. Elle voulut mesme se rapporter à elle, de ce qu'elle auoit à resoudre, touchant son

mariage, & l'appellait dans ses lettres sa Dame, sa Mere, & sa bonne amie; la conjura avec vne tendresse de fille, de luy conseiller ce qu'en sa conscience vostre Majesté croyoit qu'elle deult faire. A quoy, Madame, aboutirent rontes ces confiances & ces soumissions? A vne constante negative d'entendre au mariage du Roy Charles, sons le seul pretexte que ce Prince, quoy qu'il fust le plus grand Roy du monde, estoit neantmoins vn enfant de quinze ans; & qu'Elizabeth estoit vne fille de vingt-quatre ou vingt-cinq, & vne Reine mal establie & mal-assée de ses peuples. Elle n'auoit garde d'en user autrement. Nostre alliance eust esté sa ruine, ou pour mieux dire, eust esté avec le temps la desolation de l'un & de l'autre Royaume. Nous fussions entrez dans des guerres immortelles, tant pour la Religion, que pour l'incompatibilité des humeurs. Et auant qu'un an se fust passé, il y eust eu indubitablement vne rapture effroyable entre les personnes Royales & entre leurs sujets. En effet, Madame, la Reine d'Angleterre est trop sage pour prendre vn mary non seulement qui soit plus puissant qu'elle, & par consequent qui demeure le Maistre dans ses Estats. Mais aussi qui soit d'une autre Religion que la sienne. Elle a deuant les yeux l'exemple de la Reine sa sœur, qui doit estre la regle de sa conduite. Marie estoit Catholique, & auoit dans le coeur la resolution de reestabli la Religion de ses peres. Que fit-elle lors qu'elle fut sur le Throsne? Elle n'espousa pas vn Roy Protestant, mais elle choisit vn Prince Catholique par excellence, & vnique heritier de Charles-Quint, c'est à dire, selon l'opinion de la plinspart du monde, du plus riche, du plus puissant, & du plus Catholique de tous les Rois. Ce mariage neantmoins, Madame, ne fut heureux qu'en apparence. Il est vray que les Catholiques deuinrent les plus forts, que les Temples furent rendus à leurs legitimes possesseurs, les Autels releuez, les ceremonies de l'Eglise reestablies & obseruees, & les Nouveaux renuoyez en Allemagne, à Geneve, & ailleurs. Il est vray aussi que Marie s'estoit iettée par l'alliance d'Espagne, dans vn precipice où elle se fust perdue, si elle ne fust morte inopinément. Vous le sçavez aussi bien que moy, Madame, & vous le pouuez encore mieux sçauoir de l'Ambassadeur d'Angleterre qui est à la Cour. Apres cela, Madame, considerez, s'il vous plaist, ce que la Reine Elizabeth a fait dès qu'elle a esté assise sur le Throsne, par la mort de la Reine sa sœur. Elle l'a parfaitement imitée dans le dessein qu'elle auoit de destruire ce que Marie auoit edifié, & de reestabli ce que Marie auoit destruit. Elle defendit l'exercice de nostre Religion. Elle se declara pour la Protestante. Elle chassa les Euesques Catholiques, & rappela les Ministres de sa Confession. Enfin pour tout dire en vn mot, elle fit vn Estat tout nouveau, & vne Religion toute nouuelle. Vous demeurerez d'accord, Madame, apres vn si grand & si prompt changement, qui luy auoit si bien réussi, qu'Elizabeth manqueroit à soy-mesme, & feroit vne faute irreparable, si elle prenoit pour son mary vn Prince qui fust Catholique, & qui fust assez puissant pour porter quand il luy plairoit, la guerre dans les Estats de sa femme, soit pour y estre le plus fort, soit pour y reestabli sa Religion, ou du moins pour donner aux Catholiques Anglois la liberté de conscience. Elle ne le fera pas aussi. Vous sçavez qu'incontinent apres la mort de la Reine sa sœur, le Roy d'Espagne luy enuoya la carte blanche, si elle vouloit l'espouser, tant du costé du Gouvernement que de celuy de la Religion. Il fut mesme si transporté de la douleur de perdre vn si bon mortceau, qu'il perdit le iugement, iusqu'à condescendre qu'Elizabeth remettoit les choses comme elle en auoit le dessein, auant que l'on parlaist de la celebration de leur mariage. Mais Elizabeth qui n'ignoroit pas que ceux qui promettent tout ont enuie de ne rien tenir, se desist adroitement des Espagnols, sans rompre avec eux, & les paya de belles paroles, de lettres obligantes & de celebres Ambassades. Ce qu'elle a fait à l'égard du Roy d'Espagne, elle l'a fait dans la recherche du feu Roy. Le Roy qui regne auioird'huy a esté vn peu mieux traité que les deux premiers: mais enfin, comme ie diray incontinent à vostre Majesté, il a esté obligé de chercher vne autre femme que la Reine d'Angleterre. Dixans apres le dernier refus, Madame, vous auez creu qu'il estoit bon de reprendre vos anciennes erres, & renouer par le mariage de Monsieur, les traitez

que la Reine d'Angleterre auoit rompus. Cela estant, Madame, ie supplie tres-humblement V.M. de me permettre que ie luy demande quelles nouuelles esperances, ou du moins quelles apparences vray semblables la portent auourd'huy à renoueller vne negociation qui a tant de fois esté infructueuse? Elle me dira que les temps changent, & changent avec eux les esprits & les affaires. Que la Reine d'Angleterre, qui n'a point voulu du Roy d'Espagne, & de deux Rois de France, pour des raisons qu'il n'est pas difficile de penetrer, sera peut-estre bien aise de prendre vn Prince moins puissant, & plus facile à gouverner que ses freres & son beau-frere. Qu'il y a dans nos cœurs certaines auersions, ou certaines sympathies qui nous donnent de la haine pour les vns, & de l'amour pour les autres. Que V. M. est persuadée que la Reine d'Angleterre regarde Monsieur comme vn Prince où elle trouue tout ce qui peut contribuer à sa satisfaction, soit à l'esgard de son Estat, soit à l'esgard d'elle-mesme. Qu'elle l'appelle sinuient son petit Italien. Qu'à present tout son peuple luy demaude vn successeur, & la coniuere qu'auant qu'elle soit hors d'age d'auoir des enfans, elle prenne vne dernière resolution de se marier, & qu'enfin elle voit à nostre mal-heur, le Roy sans esperance de lignée, & la France si brouillée & si diuisée, qu'elle ne peut plus auoir de crainte ny de ialousie. Toutes ces raisons, Madame, sont vrayes, ou du moins vray-semblables. Mais si V. M. trouue bon que ie luy fasse voir le reuers de cette medaille, elle sera peut-estre forcée par sa propre prudence de changer de sentiment, & se detromper de l'opinion qu'elle a que la conioncture est plus auantageuse à Monsieur, qu'elle ne l'a esté aux Rois ses freres. Il est vray, Madame, que la conioncture est très-fauorable, & que le Roy d'Espagne nffensé des projets qui se forment en France & en Angleterre contre les Pays bas, roule dans sa teste d'estranges choses contre l'une & l'autre Couronne. Et ie ne doute point qu'il n'employe toutes ses forces & toute sa politique pour garantir la Flandre, & pour se vanger de nos alliances & de nos desseins. Mais les menaces de l'Espagne, & la grande inuasion qu'elle medire, ne changera rien dans l'esprit de la Reine d'Angleterre. Elle se fortifiera puissamment. Elle armera par terre & par mer : & attendant le coup dont on luy fait peur, elle sollicitera la continuation de la ligue que nous auons faite avec elle. Elle nous demandera nostre amitié, & y respondra par toutes les marques dont elle sera requise. Elle escouterà avec tesmoignage de ioye la proposition de son mariage avec Monsieur. Elle fera mesme des auances pour cela, & voyant que ses deux principaux Ministres donnent de bonne foy dans le dessein de V. M. elle ne seindra pas de se conformer en apparence à leurs conseils, & de les tromper eux-mesmes par des promesses generales, si elle voit qu'elle ne peut autrement gagner le temps, & contenter les instances & les vœux de toute l'Angleterre. Je vous auoüeray bien, Madame, que le temps est le maistre des euenemens, & qu'il n'y a rien qui ne change avec luy. Mais V. M. demeurera d'accord qu'il y a vne chose qui s'est exemptée de la jurisdiction du temps. C'est l'amour de regner, Madame. Il renouelle avec les années. Plus il dure & moins il vieillit, & l'exemple de Charles V. nous montre qu'on se repent tousiours de s'en estre deffait, & qu'on s'en repent mesme iusqu'à ne pouoir viure apres l'abdication. Ceux de Louis XI. & de François I. ne vont pas iusques-là. Mais on apprend d'eux, qu'on tire des forces de sa foiblesse, qu'on trouue des intervalles de santé dans vne maladie mortelle: enfin que l'on s'auiuste, que l'on se farde, & qu'on contre-fait le ieune, pour éloigner l'esperance des successeurs, & pour conseruer le Commandement iusqu'à l'agonie. Je ne diray rien, Madame, de l'empeschement que peut-estre la nature apporte à vostre satisfaction. Je me contenteray de vous faire voir l'auersion qu'a la Reine d'Angleterre à toute dependance, & particulièrement à celle du mariage. Si vn Prince estrange l'eust iamais pu toucher, ce deuoit estre le Roy en l'année 1579. C'estoit vn Prince enuuet de lauriers, plus éclatant par la gloire qu'il auoit acquise l'épée à la main, que par celle de sa naissance. Il estoit le plus agreable & le mieux fait de son siecle. Il auoit l'esprit galant, delieat & éclairé. Adiuustez, s'il vous plaist, à tout cela, qu'Elisabeth auoit de l'inclination pour luy, & auint donné vn ordre exprés à ses Ambassadeurs de le penetrer iusques dans le cœur, de luy en faire faire diuers portraits,

& d'entrer meſme en Coofequence avec les Medecins de la Cour, pour en ſçavoir la conſtitutio, le temperameor, & les autres ſecrets qui regardent le mariage. V. M. Madame, crût la choſe ſi aduancée, que le Roy le reſolut par voſtre aduis, d'enuoyer en Angleterre des Princes de ſon Sang, & d'autres graods Seigoeurs, avec vne magnificence Royale, pour mettre la derniere main à cét ouurage. Ils furent receus avec la meſme pompe. Ils furent écourez avec toute l'attention & toute la complaiſaœe qu'ils pouuoient deſirer. La Reioe parut toute Françoisſe dans vn bal. Elle s'habilla à noſtre mode. Elle dança nos daoces. Elle parla toujours François, & eut des Conſeils ſi particuliers avec vos Ambaſſadeurs, que daos Londres meſme on publia que le mariage eſtoit fait, & quelques Miniſtres oſerent dire dans leurs chaires, que c'eſtoit à ce coup que la Reioe & l'Angleterre eſtoient perduës. Cepeodant, Madame, il y auoit vn ſerpent caché ſous tant de fleurs. Quoad il fallut cooclurre, Eliſabeth demeura ferme à la difficulté eſſentielle, & quoy que luy puſſent promettre les François, & quoy que luy diſſent ſes Fauoris & ſes Miniſtres, elle diſt ſtareuſement qu'elle pouuoit mourir d'amour pour le Roy, mais qu'elle ne pouuoit cooſentir que ce Prince eſtaot ſon mary, fiſt dans Londres aucun exercice public de la Religion Catholique. Cette fermeté ſi peu attendue en vn poiot, dont oo croyoit eſtre d'accord, changea la face des choſes, & fit reuenir nos Ambaſſadeurs, avec le regret d'auoir eſté joûtez ſi longtems par vne Fille. Cette Heroïne, pluſtoſt que cettte Fille oe demeura pas muette, pour n'auoir pas voulu parler François. Elle ſe plaignit au cootrairre de noſtre maoquement de parole, & du violement de noſtre Foy. Elle publia pour ſa iuſtification, qu'il n'auoit teou qu'à la France, qu'elle n'eult épouſé le Roy. Qu'on ne pouuoit diſconuenir que pour le fait de l'exercice de la Religion, elle n'eult promis qu'elle feroit l'auuegle & la ſourde. Que la Negotiation continuant, & le traité de Paix ſubſiſtant, on auoit égorgé par toute la Fraoce ceux de la Religion qu'elle profeſſoit, & par cette action, on luy auoit tacitement déclaré la guerre. Qu'au lieu de luy enuoyer le Roy, comme on luy auoit promis, après qu'elle ſe fut relâchée en faueur du mariage, iuſqu'à étouffer la memoire de la S. Barthelemy, on l'auoit fait élire Roy de Pologne, & relegué au bout du monde, ſas luy donner aucune part de ces innouations. Qu'eofin le Roy de Pologne eſtaot de retour eo France, & ayant pris la place du Roy ſon Frere, il auoit eſté ſi oublieux, ou ſi mépriſant, qu'il n'auoit pas ſeulement daigné luy écrire vn mot qui luy peult faire croire que ſes nouuelles dignitez oy luy auoient rien oſté de la paſſion qu'il luy auoit autreſois témoignée. Vous ſçaez, Madame, que la Reine d'Angleterre fit faire ces plaintes par ſes Ambaſſadeurs, & au Roy & à V. M. Et ie ſçay moy qu'il ne tint pas à vous que le Roy ne renouât la negotiation de ſon mariage avec cettte Princeſſe. Mais *altri tempi, altre cure*. Le Roy auoit d'autres penſées à ſoo retour de Pologne. Tout cela ſuppoſé, Madame, il eſt bien difficile que l'aduis que vous me commandez de vous donoez, ſoit agreable, ny à V. M. ny à Moſieur. Ie connoy ſoo merite. I'ay vû des preuues de ſoo courage & de ſon eſprit, qui me le feront toujours cooſiderer comme vo des grands Princes du monde. Ie n'ignore pas que les deſſeins qu'il a, ſe trouuant ſi agreables à la Reine d'Angleterre, ne luy en facilitent les bonnes graces. Mais ie ne puis douter que l'vnique iention de cettte Princeſſe ne ſoit d'eſtre toujours la Maieſtreſſe, & que quoy qu'elle témoigne, pour éluder les importunitéz d'un peuple, qui veut qu'elle ſe marie, elle ne ſe mariera iamais. L'Eſtat de la France oe luy donne plus de jalouſie, mais il luy fait peur. Elle craint en épouſant Moſieur, qu'elle ne ſoit forcée d'épouſer ſes querelles, & au lieu de gouſter les douceurs du mariage, elle oe ſe voye neceſſairement engagée dans vne guerre érrangere, & dans vne guerre ciuile. Neantmoins, Madame, pour ne parroiſtre pas errenellemeor oppoſé aux ſentimens de voſtre Conſeil, & aux volontez de V. M. mon aduis eſt qu'elle porte le Roy à choiſir parmi les Prioces de ſon Sang, & les plus grands Seigneurs de la Cour, ceux qu'il iugera les plus capables de ſoutenir la negotiation du Mariage, d'vo éclair extraordinaire, & d'une ſuſſiſſance encore plus grande. Ie penſe meſme qu'il ſera à propos que Moſieur paſſe en Angleterre avec toute ſa Maïſon, & qu'il tente par luy-meſme ce qu'il n'aura pû faire par autrui.

EXTRAIT D'VNE LETTRE DE WALSINGHAM

*Ambassadeur en France pour la Reine Elizabeth d'Angleterre, escrie
au Chevalier Cecil, premier Secretaire de sa Majesté.*

LE Pape, le Roy d'Espagne, & le reste des Confederez, craignent que le mariage de la Reine ma Maistresse & de Monsieur ne se fasse. Ils employent toutes sortes de moyens pour l'en destourner. Ils luy offrent de le faire Chef de la Ligue contre le Turc, & l'executeur de ce grand dessein que l'on renouvelle à present, quoy qu'il soit projecté il y a long-temps. On croit que cette Ligue se fait contre tous ceux qu'ils voudront faire passer pour Turcs, quoy que meilleurs Chrestiens qu'eux, & on dit que c'est pour cela que le Cardinal de Lorraine est revenu de Rheims en cette ville.

Le Roy s'entretenoit dernièrement avec Monsieur & telmoignant que cela ne luy plaisoit pas, il luy dit nettement, Si ce dessein s'auance, il est auantageux pour moy de faire quelque contre-Ligue. Je trouue que les Princes d'Allemagne me sont affectionnez. Et quant à la Reine d'Angleterre, ie sçay qu'elle a autant de suiet d'estre mal satisfaite de cette Ligue que moy, & qu'elle ne fera pas difficulté d'entrer dans mon party. A quoy l'autre respondit, qu'il auoit beaucoup de ioye de ce que sa Maieité preuyoit le danger, & qu'il esperoit qu'elle y apporteroit le remede, mais qu'il ne falloit point y perdre de temps, & qu'il luy conseilloit d'en faire la proposition aux Ambassadeurs des Princes d'Allemagne, qui n'estoient pas encore partis; ce que le Roy ne iugca pas à propos: parce, luy dit-il, qu'ils me respondront sans doute, qu'ils n'ont point ordre de cela; mais qu'il estoit plus seur de leur enuoyer quelqu'un de sa part. A quoy l'autre repartit, que s'il leur enuoyoit quelqu'un, il ne falloit pas qu'il fust Catholique, parce qu'il ne leur seroit pas agreable, & qu'ils ne pourroient prendre confiance en luy. Sur quoy le Roy luy nomma Monsieur de Biron, & luy dit, Encore qu'il ne soit pas Huguenot, il ne passe pas pour estre vostre ennemy. A quoy l'autre repartit, qu'il ne pouuoit pas faire vn meilleur choix.

Après qu'il m'eut entretenu de cette affaire, il me demanda de quelle sorte ie croyois que le Roy trouueroit la Reine disposée. Je luy demanday s'il auoit ordre de me parler de la sorte. Il me dit que non, mais qu'il me prioit de luy dire franchement ce que i'en pensois. A quoy ie luy respondis, qu'en mon particulier ie ne doutois point que S. M. ne l'agréast. Premièrement à cause de l'intereft commun de la Religion: secondement, à cause de la bonne volonté qu'elle auoit pour le Roy, dont elle estimoit l'amitié au delà de celle de tous les autres Princes: & enfin pour son propre intereft & pour sa propre conseruation: & que pour ces mesmes considerations i'y contribuerois de tout mon possible, quand on en traiteroit à fonds.

Il me dit de plus, que le Roy estoit mal satisfait, de ce que le Roy d'Espagne n'auoit pas fait cas, comme il l'esperoit, de son compliment de felicitacion; & qu'il s'estoit offensé de ce que l'on n'auoit pas mis dans la lettre que l'on luy auoit écrite, des termes de ciuilité dont on auoit accoustumé de se seruir au parauant entr'eux. Et de plus, que pour adiouter encore à cette inciuilité, le Roy de Portugal, à qui on auoit offert la sœur du roy en mariage, auoit respondu froidement par Malicorne, Qu'ils estoient tous deux ieunes, & que dans huit ans on pourroit parler de cette affaire. Que cette réponse inciuile a esté mal receuë icy. Que l'on ne croit pas qu'elle ait esté faite sans la participation du Conseil d'Espagne, & que de tous ceux qui y prennent part, il n'y en a point qui en paroisse plus offensé que la Reine Mere, pour les tesmoignages d'amitié qu'elle a depuis peu rendus à l'Espagne. Il ne manqua pas aussi de remettre sur le tapis ce que nous auons dit touchant la Ligue: & me pria de sçauoir quelle disposition sa Maiesté y auoit. Ce que ie luy ay promis de faire. C'est pourquoy ie vous prie de luy en parler, afin que ie sçache de quelle maniere ie me dois conduire en cette affaire. De Paris le 28. Ianuier 1571.

A MONSIEVR LE COMTE DE LEICESTER.

MONSEIGNEUR, Pour satisfaire à ce que vous me demandez, ie vous ditay qu'en entretenant Monsieur, i'ay eu occasion de l'examiner commodement, parce qu'il estoit debout. Suiuant le rapport de ceux qui nous ont veu parler ensemble, il est de trois doigts plus haut que moy, il a le teint vn peu plombé, la taille bien faite, la iambe longue & deliée, mais bien proportionnée. S'il a quelques inuentions pour cacher les deffauts de la nature, ie n'en sçay rien. Touchant sa santé, ie trouue les opinions tellement parragées, que ie ne sçay ce que i'on doit escrire; & pour plusieurs considérations ie ne veux pas paroistre trop curieux de le sçauoir. Si les choses sont telles qu'elles paroissent, il doit estre bien sain de corps: neantmoins il me semble qu'il n'a pas le teint si bon qu'il l'auoit la derniete fois que i'estois icy.

Depuis mon attiuée, on s'est fort mis en peine de sçauoir quel penchant i'auois pour le dessein de Monsieur. l'ay respondu en termes generaux à ceux qui m'en ont parlé, qu'en ce rencontre i'abandonnois mes passions particulieres aux volontez de mon Prince, resolu d'excuter ponctuellement tout ce qui me seroit commandé, sans rien presumer de moy-mesme, & que pour son mariage (s'il plaist à Dieu de la disposer à cela) i'oublerois mon deuoir, & enuers elle, & enuers ma patrie, si ie ne l'approuuois, & si ie n'en tesmoignoïs de la ioye, puis que la fonction que ie fais à present, m'oblige en cela, & en toute autre chose, d'excuter ponctuellement tout ce qui me sera commandé. Cette réponse a fort satisfait ceux qui portent cette affaire, & qui souhaitent de la faire

faire reüssir, parce que l'on croyoit que i'en estois ennemy iuré. De Paris le 28. Janvier 1571.

*A MONSIEVR CECIL PREMIER SECRETAIRE
de sa Maiesté.*

DAns mes precedentes lettres, aussi bien que dans celles qui deuoient estre montrées à sa Maiesté, ie n'ay pas voulu mettre les raisons dont le Nonce du Pape s'est seruy pour destourner Monsieur de son mariage avec la Reine, qui sont. Premièrement, qu'elle est heretique. Secondement, qu'elle est si vieille, qu'il n'y a pas d'apparence qu'il puisse en auoir des enfans. Qu'enfin l'Angleterre, qu'il sçauoit estre son principal objet, pouuoit estre conquise par les armes avec reputation, & plus facilement qu'en faisant vn mariage si desauantageux. Vous voyez, Monsieur, comme ils font leur compte sans leur hôte. l'espere qu'ils auront plus de volonté que de pouuoir, & que Dieu continuera de proteger nostre pauvre patric, afin qu'elle serue d'azile & de sanctuaire à son troupeau persecuté. A Paris le 8. Fevrier 1571.

A MONSIEVR CECIL.

MONSIEVR, Je crains de faire mention de quoy que ce soit qui regarde Monsieur, dans les lettres qui doiuent estre montrées à sa maiesté, parce qu'elle croit que i'ay du penchant de ce costé-là, à cause de la Religion: c'est pourquoy, Monsieur, ie vous prie que cette lettre ne soit veüe que de vous seul. Et quant à mon inclination pour Monsieur, estant persuadé, comme on le dit, qu'il est aisé de le conduire comme on voudra, en matiere de Religion: le tiens ce mariage si necessaire, que quand il sera iugé tel pour la satisfaction de sa Maiesté, pour le bien de l'Estat, i'y souscriray avec ioye, comme ie le dois. Les choses dont i'ay creu que ie vous deuois donner aduis en particulier, sont.

Premierement, que l'on m'a dit que Monsieur a fait entendre depuis peu à ceux qui l'approchent de plus près, qu'il ne faisoit pas estat de se marier avec la Reine, porté à cela par les persuasions de la maison de Guise, & de l'ambassadeur d'Espagne, qui ne cessent de luy représenter plusieurs raisons peu honorables à sa Maiesté, afin de l'en détourner. Ils se seruent aussi de moyens dangereux pour nous, luy persuadant que la conquête de l'Angleterre est facile, à cause des intelligences qu'ils ont avec quantité de mauuais suiets, dont il y en a plusieurs qui sont de qualité. Le A. a dit depuis peu à ce qu'il pensoit de cette entrepri-
se. Il me fit connoistre que celuy qui l'entreprendroit, quel qu'il fût, se trouueroit aussi éloigné de son calcul, que celuy qui compte sans son hôte. Le A. luy mesme semble n'en auoir pas bonne opinion: mais il paroist fort porté du costé de ...

Le A. d'Espagne pour les diuertir de la Flandre, voudroit bien les mettre aux mains avec l'Angleterre, & ne voudroit pourtant pas que la France y fust plus puissante qu'elle est. Et la maison de Guise en seroit bien fâchée, à moins que ce ne fust en faisant vn mariage incestueux de leur nièce avec luy. Mais comme ils voyent l'vn & l'autre, que la chose se peut acheuer bien plus facilement par vn mariage que par l'espée, ils veulent l'engager à entreprendre ce qui est le plus difficile, pour le destourner de ce qui est le plus aisé. C'est tout ce que j'auois à vous dire sur ce sujet. De Paris le 8. Fevrier 1571.

A MONSIEVR LE COMTE DE LEICESTER.

MONSIEVR, Comme il n'y a rien que les vns desirer tant que deux mariages : l'vn de la Reine ma Maistresse avec Monsieur, & l'autre du Prince de Nauarre avec la sœur du Roy : il n'y a rien aussi à quoy le party contraire apporte plus d'obstacles. Car le Nonce du Pape & l'Ambassadeur d'Espagne font tout leur possible pour empescher l'vn & l'autre : & la maison de Guise & leurs creatures ne manquent pas d'y contribuer autant qu'ils peuuent. Pour empescher le premier, ils alleguent l'heresie ; & pour empescher le second, ils taschent secretement de faire le mariage du Cardinal d'Est avec la sœur du Roy, à cause que le Duc de Ferrare son frere n'a point d'enfans, & que selon toutes apparences il n'est pas en estat d'en auoir iamais. Mais ce sont des proiets, dont on ne doit pas appréhender l'exécution : car on m'a dit que la Reine Mere ne les approuuoit pas. A Paris le 17. Fevrier 1571.

A MONSIEVR WALSINGHAM, AMBASSADEVR
en France pour sa Maiesté.

A Pres auoir acheué ma lettre, sa Maiesté m'a redit encore vne fois ce que ie vous deuois escrire, touchant la grande affaire. Je souhaiterois que cela se fist par vne lettre de sa Maiesté, qui s'adressast à vous. Mais elle a creu qu'il suffisoit de vous le faire sçauoir, comme il s'enfuit. Si quelque personne de qualité vous demande ce que vous pensez du mariage de sa Maiesté, vous direz que sur le bruit qui en courroit quand vous reuinistes de France, vous auiez esté curieux de vous en informer particulierement, afin de sçauoir au vray ce que vous en deuez croire ; & que vous estes tres-assuré que lors que vous partistes d'Angleterre, sa Maiesté, apres auoir serieusement considéré l'aduantage qui en reuiendroit à son Royaume, & le contentement qu'elle donneroit à ses sujets, auoit absolument resolu de se marier, si elle trouuoit vn party

qui luy fust sortable en biens & en naissance; & qu'elle ne vouloit se marier qu'à vn Prince, qui fust d'une famille royale. A quoy vous pourrez adiouster, que vous n'avez pas remarqué que sa Maïesté ait changé de resolution depuis ce temps-là. Et que si cette affaire vous estoit proposée par quelqu'un qui en eust ordre, vous en donneriez auidi à sa Maïesté. Voila ce qu'elle souhaite de vous. S'il plaist à Dieu que ce mariage; ou quelque autre réussisse, vous voyez bien que le temps aura esté employé vtilement & avec honneur. Je ne suis pas capable de preuoir ce qui sera le plus auantageux: mais en verité ie ne vois pas qu'elle puisse estre en repos sans se marier, & i'en remets l'euenement à la Prouidence diuine. Comme ie vous escris cecy en particulier, ie vous prie que cela n'aille pas plus loin. l'en fais autant de vos lettres, & personne ne les voit que moy.

BVRLEIGH.

Le 3. Mars 1570.

A NOSTRE FIDELLE ET BIEN-AYMÉ LE SIEVR
François Walsingham, nostre Ambassadeur auprès du Roy de France
nostre bon frere.

ELIZABETH R.

Fidèle & bien-aymé, Salut. Nous auons appris du Mylord Buckhurst, de quelle maniere la Reine Mere luy a fait la proposition d'un mariage entre Monsieur d'Anjou son fils & nous, & que le Roy son fils & Monsieur souhaitent aussi bien qu'elle qu'il se puisse heureusement acheuer: & qu'elle souhaite que cette affaire se traite entre vous, nostre Ambassadeur, & Monsieur de Foix seulement, à cause des bruits qui courent, & de l'opinion que l'on a que nous n'auons pas dessein de nous marier. Surquoy nous auons pensé qu'il estoit à propos de vous faire sçauoir la maniere dont nous souhaitons que vous usiez en la poursuite de cette affaire; ne doutant point que vous ne le fassiez avec soin, & que vous n'ayez en singuliere recommandation l'honneur qui nous est deu, tant à cause de la place que nous remplissons, qu'à cause de nostre personne & de nostre sexe. Et afin que vous le fassiez avec ordre, nous auons reduit nostre response en forme d'articles, respondant à ceux que l'on a proposez au mylord Buckhurst.

Le premier est, de sçauoir promptement & certainement quelle est nostre resolution sur le sujet du mariage.

A quoy vous pouuez respondre en toute assurance, comme a desia fait le mylord Buckhurst, que nous sommes absolument resoluë, pour le bien de nostre Royaume, & pour la satisfaction de nos sujets, de nous marier avec quelque Prince qui soit d'une famille Royale, propre pour nous & pour nostre Royaume; & qu'il n'y a rien qui nous empêche de nous marier, où il nous plaira. Et parce que nous auons reconnu, qu'encore que l'on ait desia fait une pareille response de nostre

continué, ce n'a pas esté nostre faute: & mesme il est tres-vray, qu'encore qu'il y en ait qui ayent receu de semblables responses de nostre propre bouche, ils n'ont pourtant pas voulu les prendre pour des refus: en quoy certainement ils nous ont rendu des témoignages extraordinaires de leur amitié, dont nous leur sommes obligez: mais nous ne leur auons pas donné pour cela suiet de croire que nous changerions de volonté.

Nous auoions neantmoins ingenuëment, que quelques années apres nous changeassmes d'avis, en consideration de l'estat auquel se trouuoit alors nostre Royaume, & pour les continuëles sollicitations, non seulement de ceux de nostre Conseil, que nous croyons à propos d'escouter en toutes sortes de rencontres, mais aussi pour les prieres qui nous en ont esté faites plusieurs fois par tous les Ordres de nostre Royaume assemblez en Parlement, dont les raisons enfin nous ont semblé assez fortes (apres les auoir bien examinées) pour l'emporter sur nostre inclination naturelle, & pour nous faire resoudre au mariage.

C'est pourquoy nous auons accordé à leur importunité, & à la necessité des affaires de nostre Estat, d'entrer par le mariage dans l'alliance d'un Prince de famille Royale, qui nous fut agreable & utile à nostre Royaume, remettant à la Providence diuine de nous conduire de telle sorte en cette affaire, que nous ne fassions rien qui ne soit pour le bien & pour l'auantage de nos sujets: Demeurant au reste fermes dans cette resolution, & desirant l'aduancer de tout nostre pouuoir, autant que nostre honneur & la bonne Politique le pourroit permettre. Et encore que le monde puisse iuger desauantageusement des delais que nous auons apportez iusqu'à present en ces sortes d'affaires: nous pouuons neantmoins dire, avec verité, que ces delais n'ont pas esté faits de nostre part à dessein de tirer les choses en longueur, sans rien conclurre; mais il s'est rencontré des difficultez si essentielles dans ces traites, que pour tascher de les surmonter, & de nous contenter nous mesmes; il a falu employer beaucoup de temps: & c'est là la veritable cause de toutes ces longueurs. Nous auons crû qu'il estoit necessaire de vous faire entendre toutes ces choses au long; afin que vous puissiez mieux detromper ceux qui sont preuenus de ces faulxes opinions, & qui croient que nous n'auons pas dessein de nous marier; parce qu'il s'est présenté plusieurs partis considerables, dont nous auons escouté les propositions, sans auoir rien conclu. De sorte que vous pouuez dire avec assurance, à ceux que vous entretiendrez sur ce suiet, que depuis quelques années les prieres & les sollicitations de quelques-vns de nostre Conseil, & de nos fideles suiets ont tellement preualu sur nostre esprit, que nous ne sommes pas seulement persuadez que nostre mariage est necessaire pour le bien de nostre Royaume, mais pour la seurété de nostre personne, & que nous y sommes entierement disposées, pourueu que la personne que l'on nous proposera, nous soit agreable, & qui puisse

s'accommoder au Gouuernement de nostre Royaume. Et cela, à mon aduis, doit suffire, pour iustificier nostre conduite des mauuais prejuges que l'on en peut auoir ; & aussi pour donner des assurances effectiues de la ferme resolution que nous auons prise.

La seconde chose que l'on desire sçauoir, est si à present que nous sommes informez par le Milord Buckhurst de la bonne disposition où se trouue le Roy & la Reine Mere, de nous offrir la personne de Monsieur, ils peuuent s'asseurer que nous continuerons dans cette resolution, & si nous en receurons la proposition de bonne part ; & si nous trouuerons bon que l'on en parle à fonds.

A cela vous respondrez, que pour ce qui regarde la resolution generale que nous auons faite de nous marier, il n'y a plus sujet d'en douter. Ils ont fait reflexion sur les choses que nous auons cy-deuant declarées : & quant à l'offre que l'on nous fait de la personne de Monsieur, nous ne pouuons que nous ne la considerions comme vn tesmoignage extraordinaire de la bonne volonté du Roy & de la Reine Mere enuers nous ; puisque le Roy estant marié, la France ne pouuoit nous faire vn offre plus aduantageux. C'est pourquoy nous la receuons avec remerciement. Mais nous auons de la peine à respondre à la demande que l'on nous fait, si nous agréerons que l'on parle dauantage de cette affaire. Ce n'est pas que nous ne sçachions quelle responce il y faudroit faire : mais nous apprehendons que l'on ne l'interprete pas selon son intention, & que s'il arriuoit dans la suite quelque empeschement legitime, sans y auoir contribué, on ne nous l'imputast, comme on a déjà fait en de semblables rencontres. C'est pourquoy connoissant, comme nous faisons, la prudence & la conduite de la Reine Mere, en matiere de mariage, nous croyons que sans requerir cela de nous, elle peut ordonner de quelle maniere elle veut que l'on se conduise en cette affaire. Car estant à present asseurée que nous sommes absolument resoluë de nous marier, & avec quelle sorte de personne, c'est à elle à considerer qu'il est impossible, si les choses necessaires & pour la satisfaction des personnes, & pour la cause generale, se rencontrent, que la proposition ne soit bien receuë, & qu'elle ne réussisse selon son desir. Que si au contraire il se rencontroit quelque obstacle, qui vint ou des deffauts de nostre personne, ou des difficultez qui peuuent se rencontrer dans les articles, particulierement en ce qui concerne le repos de nostre Estat, & les loix de nostre Royaume : le ne voy pas que cela puisse alterer l'amitié qui est entre nous, quoy que l'affaire ne réussisse pas. Surquoy vous direz à la Reine Mere, que nous la prions de ne nous presser pas de nous expliquer dauantage, iusqu'à ce que les choses soient plus aduancées : & qu'elle ne croye pas, si la chose ne se fait point, que l'honneur de son filz y soit plus interessé, que celuy de ceux qui ont fait les mesmes demarches auant luy, & qui estoient d'aussi grande qualité. Nous souhaitons aussi qu'elle soit persuadée, que comme nous auons

cy-deuant avec honneur refusé d'écouter quelques propositions qui nous ont esté faites; parce que nous y voyions des empelchemens inuincibles: Nous ferions encore la mesme chose aujourd'huy, si nous remarquions quelque chose de semblable en cette affaire, & pririons franchement le Roy & la Reine Mere de n'en parler pas dauantage, & les remercierons de tout nostre cœur, de nous auoir fait vne proposition si honorable: & en verité, nous ne sçaurions donner presentement aucune responce prelixe à cette demande, remettant cela à la prudence de la Reine mere, qui sçait mieux que personne ce qu'il faut faire en ce rencontre, & comment on doit agir avec vne Reine qui n'a iamais esté mariée, qui possède des Royaumes, & qui doit auoir loin d'obtenir des conditions raisonnables pour la satisfaction de ses sujets. Car encore que nous soyons assurée de leur obeysance, & que nous sçachions la forte passion qu'ils ont de nous voir mariée; nous voulons neantmoins joindre leur seureté & leur repos à nostre satisfaction particuliere.

Nous accordons le troisieme article, & voulons bien que l'affaire se negocie entre vous, nostre Ambassadeur, & Monsieur de Foix, iusqu'à ce qu'elle soit aduancée de telle sorte, que le Roy puisse enuoyer icy vne personne de qualité pour Ambassadeur. Vous ne laisserez pourtant pas de dire, comme de vous-mesme, que vous croyez que la chose s'aduanceroit dauantage, si on enuoyoit icy, sous quelque autre pretexte, vne personne de creance, comme Monsieur de Foix, parce que l'on pourroit par ce moyen se faire mieux entendre de part & d'autre: & si vous le pouuez obtenir, ie croy que l'on pourra surmonter de cette sorte plusieurs difficultez bien plus facilement, que par des lettres que l'on vous escriroit. Si Monsieur de Foix veut, vous ferez bien de l'aduer-tir de penser auparauant à toutes les circonstances qui sont necessaires pour traiter cette affaire à fonds: & cela n'empeschera pas que le Roy n'enuoye en suite quelque Ambassade honorable, si la chose le requiert.

La quatriesme demande est, que nous vous enuoyions quelques articles, afin que vous puissiez declarer quelle est nostre intention touchant Monsieur, avec pouuoir d'y consentir, apres que le Roy nous aura donné d'autres articles pour luy. A quoy nous trouuerons de grandes difficultez. Car comment pouuons-nous sçauoir ce qu'il sera à propos de proposer, auant que de sçauoir ce que celuy qui a fait les offres proposera.

Mais en cas qu'ils ne se contentent pas de cette responce, & qu'ils ne veulent pas enuoyer icy quelqu'un pour traiter, vous leur demanderez qu'ils vous mettent entre les mains leurs demandes & leurs offres; & vous les assurerez que cela ne sera veu que de moy, & d'une ou deux personnes de mon Conseil, dont ie veux prendre aduis. Et si on vous demandoit ce que vous croyez pas que l'on doit offrir, vous respondrez que vous ne croyez que l'on puisse offrir moins que ce que l'Empereur Charles Quint offrit pour le Roy Philippe son fils, avec la

Reine Marie, & de plus, qu'il ne faut pas esperer que Monsieur ait aucun pouuoir d'exercer en Angleterre quelque Religion que ce soit, defenduë par les loix, & par les Constitutions de nostre Royaume. Et quoy que vous ne soyiez point chargé de cela, nous voulons pourtant que vous en fassiez la proposition en secret à la Reine Mere. Car encore que nous n'ayons pas dessein de contraindre son fils à faire violence à sa conscience, nous ne pouuons pas, & mesme nous ne deuons pas luy donner le pouuoir d'exercer aucune Religion en Angleterre, dessenduë par les loix de nostre Royaume: ce que vous ferez entendre à la Reine Mere en particulier. Et quoy que nous souhaitions qu'il peust embrasser nostre Religion en conscience (ce qui pourra bien arriuer, s'il veut s'en faire instruire) nous desirons cependant qu'il se trouue ordinairement avec nous dans nostre Chapelle, & dans nos autres Eglises. C'est là vn des plus importans poincts sur lequel la Reine Mere doit faire reflexion.

En cinquième lieu. Que cette affaire ne vienne point à la connoissance de l'Ambassadeur de France qui est icy: ce qui sera obserué, puis que l'on le souhaite. Car nous n'auons pas accoustumé de nous faire entendre sur ces choses-là, si nous n'y sommes obligez. Quoy que nous ne voyons pas qu'il soit necessaire de tenir cela si secret, puis que plusieurs personnes nous en ont desia parlé; & qu'il y en a mesme qui naturellement sont attachez à la Couronne de France, qui nous en ont fait la proposition, & qui croient en conscience que la chose luy est honorable & auantageuse. Vous direz aussi à la Reine Mere, qu'elle ne trouue pas estrange que nous ayons si bonne opinion de nous & de nostre Royaume, que de croire, si cette affaire reüssit, que ce mariage sera le plus glorieux pour l'honneur du Roy son fils, pour l'auantage de son Estat, & pour sa propre reputation, que la France ait fait depuis plusieurs siecles: Nous voulons bien neantmoins que cette negociation demeure secreta, puis que l'on le souhaite; ne desirant en communiquer qu'avec deux personnes de nostre Conseil, en qui nous auons tout suiet de nous confier, pour leur discretion & pour leur fidelité éprouuée. L'vn est nostre cousin le Comte de Leicester, lequel vous pouuez assurer estre entierement disposé à agréer tel mariage que nous voudrons faire avec quelque Prince estrange que ce soit; mais sur tout avec la France. L'autre est le sieur Guillaume Cecil, mylord de Burleigh, nostre principal Secretaire, lequel tout le monde sçait estre vn seruiteur tres-affectonné au bien de nostre personne & de nostre Estat.

En sixième lieu. Que nous fassions nostre response promptement, ce que nous ferons.

En septième lieu. De sçauoir si nous aurons agreable que Monsieur Caualcant soit employé plus long-temps dans cette affaire; nous remettons cela à la discretion de la Reine Mere. Pour sa personne, nous l'auons reconneu fort honneste homme & bien intentionné; prest en

toutes

toutes rencontres à rendre de bons offices à l'une & à l'autre Couronne, & qui nous sera toujours fort agreable, si la Reine Mere le trouue bon. Nous souhaitons neantmoins que vous preniez garde (comme il est party d'icy depuis peu) que l'on ne croye que la maniere d'agir soit concertée avec nous. Vous parlerez vigoureusement à la Reine Mere sur le sujet de la Religion; car encore que nous n'ayons pas intention de presser le D. son fils de changer de Religion, quoy que nous le souhaitions; il ne faut pas qu'il espere que nous luy accordions de faire quoy que ce soit contraire à nos loix. A Greenvvich le 24. Mars 1571.

*A MON VERITABLE AMT, MONSIEVR WALSLINGHAM,
Ambassadeur en France pour sa Maesté.*

Vous reconnoistrez par les lettres de sa Maesté, ce qu'elle pense de l'affaire de Monsieur, dont Mylord Bruck luy a parlé de la part de la Reine mere. Il nous semble qu'elle agit avec sincerité, quoy qu'elle semble se désier de la volonté de sa maesté, touchant le mariage, & qu'elle croye qu'elle en escouterà la proposition plus volontiers qu'elle ne l'excutera. Mais en verité ie crois que l'intention de sa Maesté est toute autre à present qu'elle n'a esté autrefois, & qu'elle est plus résolue au mariage que iamais. Mais leur maniere de traiter cette affaire secrettement, fait bien connoistre qu'ils ne le croient pas. Sa Maesté veut pourtant bien que cela se fasse de la sorte, puis qu'ils le desirent, estant persuadée que si la chose ne réussit pas, les vns & les autres en seront moins blâmez. Sa Maesté n'en a fait l'ouverture qu'au Mylord Burligh & à moy; & ie ne croy pas qu'elle en parle à d'autres, iusques à ce que l'affaire soit plus auancée.

On agrée fort la personne de Monsieur: mais on a de la peine à connoistre quel est son entretien & sa conuersation. Ie croy que sa Maesté n'est pas mal satisfaite de sa condition: Car elle est résolue de se marier avec le plus Grand; & il est presque le seul. Tout dependra des conditions. Ce qui me réjouit, & dont nous auons sujet de louer Dieu, c'est de voir sa maesté si ferme à soutenir la cause de la Religion. Car encore qu'il ne se rencontre pas de difficulté à l'égard de sa personne & de sa condition, qui puisse empescher leur mariage; ie remarque neantmoins qu'elle n'y consentira iamais au preiudice de la vraye Religion, establie en ce Royaume, comme vous le pourrez connoistre par les lettres qu'elle vous enuoye. Et quoy que la bonne politique ne luy permette pas de l'obliger à renoncer publiquement à la Religion dont il fait profession; elle l'oblige neantmoins, s'il l'espouse, à maintenir, & à autoriser, & en public & en particulier, celle qui est establie. Dieu veuille fortifier sa Maesté en la resolution qu'elle a prise de soutenir vne si iuste cause, & espandre ses benedictions sur nous tous en sa personne, luy donnant vne heureuse lignée, qui herite aussi bien de ses vertus que de ses

Royaumes. Ie ne doute point qu'on ne recoiue icy bien tost de vos lettres. Cependant ie vous écris cecy à la haste : & ie prie Dieu qu'il vous tienne en sa sainte garde.

R. LEICESTER.

Le 13. de Mars 1571.

*A MONSIEVR WALSINGHAM, AMBASSADEVR POUR
sa Majesté en France.*

A Pres auoir fermé les Lettres que ie vous enuoye par Monsieur Cobham; i'ay receu vostre depesche du 18. par Monsieur York, dont i'ay voulu vous donner aduis. I'ay aussi à vous dire, quoy que l'on public le contraire, que Monsieur le Comte de Leicester, pour plusieurs considerations, aduance autant qu'il peut le mariage: c'est pourquoy ie pense qu'il est iuste que vous le fassiez sçauoir à la Reine Mere, & à Monsieur d'Aniou, le plus adroitement qu'il vous sera possible, afin qu'ils luy en sçachent bon gré: Si on luy fait connoistre de ce costé-là, que sa maniere d'agir leur est agreable; il y a apparence que la chose reüssira. Vous voyez comme i'agis librement avec vous, & d'autant plus que Milord Buckhurst m'a telmoigné que cette affaire ne vous deplaisait pas, sur l'esperance que vous auez que Monsieur se laissera instruire en la Religion. En verité s'il n'est pas tout à fait corrompu par les faux principes d'une mauuaise Religion, ce qui n'est pas vray-semblable à cause de sa ieunesse; on peut vray-semblablement croire que par le moyen de ce mariage avec l'Angleterre, il fera quelque iour profession del'Euangile: & qu'estant, comme il est, vn Prince courageux & guerrier, il pourra deuenir vn illustre Conquerueur de tous les Estats Papistes de la Chrestienté, avec le secours qu'il pourra tirer des Princes de l'Empire: & d'ailleurs ie souhaite qu'il soit capable d'un si grand dessein. Vous voyez que plus i'ecris, & plus ie me decouure. Mais comme i'ay vne entiere confiance en vostre discretion; ie croy que vous ne ferez rien paroistre qui puisse me faire tort. Ie suis, &c.

BVRLEIGH.

De Greenwich, le 15.
Mars la nuit 1571.

MILORD, Vous auez agreable, s'il vous plaist, de faire sçauoir à sa maiesté, que sa lettre du 24. Mars m'a esté renduë le 26. du meisme mois. Apres l'auoir leuë, ie me suis trouué bien embarrassé, à cause des cabales qui se font icy tous les iours, pour empescher que le mariage de sa Maiesté avec Monsieur, ne reüssisse. A quoy plusieurs de ses mauuais sujets de par delà contribuent, taschant par toutes sortes de moyens de luy persuader, que tout cela ne se fait que pour l'amuser, & qu'il court risque d'estre le dernier des refusez. Et c'est cela, sans dou-

te, qui l'a obligé de dire depuis peu à Monsieur de Foix; Monsieur, vous & d'autres m'ont engagé à écouter les propositions de ce mariage: mais ie crains que par la premiere depeſche que nous receurons, vous ne reconnoiſſiez que ce n'eſt que déguifement de la part de la reine d'Angleterre, & nous aurons ſujet de nous repentir d'avoir porté la choſe ſi avant. Et pour moy, luy dir-il, à moins que ie ne reçoive vne reſponſe poſitive, ie ne m'engageray pas davanrage en cette affaire. Apres avoir bien examiné ce diſcours & ces intrigues, i'ay reconnu que la reſponſe contenuë dans la lettre de ſa Maieſté, eſtoit fort bonne à faire de ſa part, & bien ſeante à ſa qualiré & à ſon ſexe, ſi le monde n'eſtoit point prevenu des mauuiſes interpretations, que l'on a données à ſes premiers procedez en maniere de mariage. Mais en l'eſtat où ſont à preſent les choſes, à cauſe de ces faux bruits, i'ay apprehendé que la propoſant, comme ſa Maieſté me l'ordonne, elle ne paruſt ambiguë & douteuſe, & qu'ainſi elle ne ruinaſt l'affaire au lieu de l'avancer. Dans cét embarras i'ay trouué que ie ne pouvois prendre vn meilleur party, que de ſuivre ce que m'ordonnoit ſa Maieſté, quelque choſe qui en peuſt arriuer. I'ay donc conſideré premierement, que ſa Maieſté, apres y avoir ſerieuſement penſé, auoir iugé qu'il luy eſtoit expedient de ſe marier. En ſecond lieu, qu'ayant deſſein de ſe marier hors de ſon Royaume, il n'y auoit que ce Prince ſeul qui luy fuſt ſortable. En troiſième lieu, le mécontentement qu'auront ſes ſuivrs, ſi elle ne ſe marie point. En quatrième lieu, que les cabales & les entrepriſes faites contre elle par ceux de dehors, ne ſont diſſetées qu'en attendant l'euement de ce mariage. Toutes ces choſes m'ont fait croire qu'il valoit mieux m'oublier moy-meſme, & ne penſer qu'à ſa Maieſté, & à ſa ſeureté: imitant cét ancien Romain, qui nonobſtant la loy qui deſſendoit de monter ſur les murailles, ſans la permiſſion du magiſtrat, ne laiſſa pas de le faire ſans le demander, pour repouſſer l'ennemy qui y plantoit des eſchelles; parce qu'il creut que le retardement eſtoit perilleux: preferant ainſi l'intereſt public à ſon propre ſalut. La choſe eſtant enſuite miſe en queſtion, il fut deſchargé de la peine, & iugé vn tres-bon, & vn tres-affectonné Citoyen. De ſemblables conſiderations m'ont obligé de me conduire comme il s'enſuit. En traitant avec la Reine Mere, ie me ſuis vn peu eſcarté du chemin que ſa Maieſté m'ordonne dans ſes Inſtructions, ſans ſortir pourtant des bornes qu'elle m'a preſcrites, ny ſans faire aucune démarché qui peuſt porter preiudice, ny à ſa Perſonne, ny à ſa Dignité.

Touchant le premier article, ie luy repreſentay naïſuement, & ſans y rien changer, les raiſons dont ſa maieſté ſe ſert pour iuſtifier ſon premier procedé en matiere de mariage. Surquoy elle me répondit, que les objections qu'elle auoit faites au Milord Buckhurſt eſtoient plütoſt fondées ſur les bruits communs, que ſur aucune veritable opinion qu'elle en eût; ſçachant bien par experience que le peuple, qui ne penetre pas

que du quatriefme article; auquel la Maiefté respond, qu'elle ne peut rien proposer, qu'elle ne sçache auparavant quelles propositions on luy fera de leur part: & qu'après qu'elle en auroit parlé au Roy, elle me feroit sçavoir aussi-tost la response par Monsieur Caualcant. Ce qu'elle fit.

La response fut, que le Roy & elle, afin d'avancer davantage les affaires, auoient resolu d'enuoyer promptement & secretement monsieur Caualcant en Angleterre, amplement instruit de leurs dernieres intentions touchant le mariage. Il croit qu'il sera porteur des articles qu'ils desireront proposer à la Maiefté: Et de plus, que s'ils connoissent à son retour, par la response de la Maiefté, qu'elle soit entierement resoluë de passer outre, ils enuoyeront alors Monsieur de Foix pour disposer les choses, en attendant que l'on y puisse enuoyer vne Ambassade honorable.

Ie n'ay point voulu parler du refus que l'on fait de permettre à Monsieur l'exercice de la Religion. Premièrement, parce que ne trouuant pas la response de la Maiefté positive, ils auroient pris cela pour vn pretexte recherché afin de rompre. Secondement, parce que selon toute apparence, cela sera proposé à la Maiefté dans les articles.

Ie ne parlay point non plus du premier article: parce qu'ils desireront, à ce que l'on m'a dit, se seruir de l'Ambassadeur qu'ils ont auprès de leurs Maiestez, en qui ils ont confiance.

Ie n'oubliai pas de luy dire, que la Maiefté, afin de tenir la chose plus secrette, n'en auoit communiqué qu'à deux de ses Conseillers, qu'elle auoit choisis exprés; dont l'un est le Comte de Leicester, qu'elle trouue fort disposé à agréer quelque mariage que ce soit, pourueu qu'il plaise à la Maiefté, & sur tout en ce rencontre, quoy qu'il soit soupçonné du contraire; & l'autre le Mylord Burleigh, dont la Maiefté a tousiours reconnu la fidelité depuis son aduenement à la Couronne.

A quoy elle me respondit, que ces deux Conseillers estant du choix de la Maiefté, il estoit impossible qu'ils ne luy fussent fort agreables. Que pour le Comte de Leicester, elle auoit plusieurs raisons qui l'obligeoient de croire qu'il auanceroit le mariage autant qu'il luy seroit possible. Que pour ce sujet elle estoit bien aise que la Maiefté l'eust choisi, & qu'elle esperoit que les choses en iroient mieux.

Touchant le dernier poinct, qui regarde Monsieur Caualcant, elle me dit qu'elle le croyoit fort propre à negocier cette affaire, ayant par auance rendu de bons offices à l'une & à l'autre Couronne, & que c'estoit pour cela qu'elle souhaitoit qu'il fust vn de ceux qui traiteroient.

Ie ne sçauois m'empescher de dire en cet endroit ce que ie pense de luy: c'est que l'on ne pouuoit pas accorder à la Maiefté vn Gentilhomme qui luy fust plus affectionné, ny plus propre à negocier vne affaire de cette importance, à cause de sa fidelité & de sa discretion.

Enfin, ayant acheué cet article; afin de luy donner bon goust de l'affaire, ie conclus en luy disant, comme i'en auois ordre par mes in-

structions, que si elle pouuoit l'acheuer heureusement, il ne se feroit rien fait de plus glorieux pour elle, ny de plus auantageux pour l'un & l'autre Royaume depuis plusieurs siècles.

A quoy elle me respondit, que comme elle n'auoit iamais rien souhaité avec tant de passion; il n'y auoit rien aussi plus capable de luy donner du desplaisir, que si la chose ne réussissoit pas: parce, dit-elle, qu'outre les grands aduantages qui en peuuent reuenir aux deux Couronnes, la paix & le repos de toute l'Europe depend de ce mariage.

C'est là tout l'entretien que j'ay eu avec la Reine Mere. A quoy il ne me reste rien à adiouster, sinon que ie suis, &c.

F. WALSHINGHAM.

A Paris le 2. Avril 1571.

A MONSIEVR LE COMTE DE LEICESTER.

MONSIEVR, le voy par les lettres que vous m'avez escrites, datées de Vendredy dernier, que sa Maiesté est tousiours dans la volonté de terminer les affaires, dont ie me resiouïs: & certains discours qui se sont passez depuis peu entre le Roy & Teligny, m'en font auoir bonne opinion; puis qu'il paroist que ce ne sera pas la Religion qui empeschera qu'elles ne réussissent: car c'est la seule chose que j'ay tousiours apprehendée en ce mariage.

Il y a enuiron huit iours que le Roy s'entretenant avec luy de ce mariage, Teligny luy dit, que tout le monde trouuoit estrange que Monsieur parust de iour en iour plus difficile, quoy que l'affaire fust en negotiation. A quoy le Roy luy respondit, que s'il ne se rencontroit point en cette affaire d'autre obstacle que celuy de la Religion, son frere en passeroit par où il voudroit. Et afin, dit-il, que s'en vienne plus aisément à bout, ie veux l'emmener avec moy hors de Paris, pour le tirer d'auprès de certains Moines superstitieux, qui luy mettent cette nouuelle deuotion dans l'esprit: & ie ne doute point que dans peu de iours ie ne le dispose à faire tout ce que ie desireray de luy.

Deux iours apres le Roy enuoya encore querir Teligny, & luy demanda s'il auoit entretenu son frere depuis peu. Il luy dit, que le mesme iour monsieur l'auoit enuoyé querir à l'heure de son dîner, & que tout son entretien n'auoit esté que des louanges de sa maiesté, & de la grande passion qu'il auoit de voir vn mariage si honorable & si aduantageux pour luy, heureusement acheué: ce qui me fait croire, dit Teligny, puis qu'il est en cette disposition, qu'il ne fera point de difficulté à cause de la Religion, qui est la principale chose à laquelle la Reine s'arrestera. Non, dit le Roy, & si vous examinez bien mon frere, vous verrez que de iour en iour, il devient moins superstitieux.

J'ay creu, Monsieur, qu'il estoit à propos de vous faire ce recit tout au

long, tant à cause du mariage, qu'àfin que vous connoissiez par ces discours la grande esperance que l'on peut auoir, que le Roy luy-mesme se separera de la Papauté.

En verité ie croy que si ce mariage s'acheue, ce sera assez pour renuerter la triple Couronne du Pape. le vous enuoye, Monsieur, dans cette lettre le chiffre que vous m'avez demandé, & sans vous ennuyer plus long. temps, ie vous renuoye pour le reste aux lettres que j'ay escrites au Mylord Burleigh.

FR. WALSINGHAM.

De Paris le 22. Avril 1571.

A NOSTRE BIEN-ATME' LE S^r F. WALSINGHAM,
nostre Ambassadeur en France.

ELIZABETH R.

Bien-aymé, Salut. Vous sçavez que l'Ambassadeur de France, & Cuaucant, qui a vn pouuoir particulier & des lettres de creance pour traier avec nous touchant nostre mariage avec Monsieur d'Anjou, nous ont presenté de certains articles en François, dont nous vous enuoyons vne copie, que vous receurez avec cette depesche; ausquels apres quelques conferences faites par nostre ordre, entre nos Conseillers le Comte de Leicester & le Mylord Burleigh de nostre part, & le seldit Ambassadeur & Cuaucant de l'autre, noldits Conseillers ont deliuré par escrit la responce que nous vous enuoyons aussi. Dans la discussion desdits articles l'Ambassadeur a trouué beaucoup de choses à redire.

Premierement, il croit que de la maniere que ce font les mariages, selon la coustume de nostre Royaume, il y a plusieurs choses qui peuuent bleffer la conscience du Duc; & principalement, en ce que dans le temps de la celebration du mariage, il faudra, suiuant les Constitutions de nostre Eglise, qu'il reçoie le Sacrement: à quoy nous croyons auoir satisfait par les termes contenus dans nostre responce, & dont on est demeuré d'accord, quoy que ledit Ambassadeur semble y trouuer encore quelque difficulté. Mais si par delà ils n'estoient pas contens de nostre responce, vous ferez bien de montrer à Monsieur de Foix ce qui est contenu dans nostre Lyturgie à cet esgard; & vous luy ferez comprendre, qu'encore qu'il soit dit que l'on receura le Sacrement, cela n'est pas d'une necessité absolue, & vous luy donnerez de vous-mesme sujet de croire que pour des raisons importantes on peut s'en dispenser. Ce sera le moyen de les satisfaire & de les contenter. La clause qui porte que les Ministres du Duc seront presens à l'action, a esté adioustée pour contenter l'Ambassadeur qui l'a souhaité.

En 2. lieu, il a trouué fort à redire, de ce que par nostre responce il n'est pas permis au Duc ny à ses domestiques d'auoir l'exercice de leur Religion, qu'il ne voudroit pourtant demander, qu'à condition que ce seroit sans bruit & en secret, & avec tant de precautiō, que cela ne pourroit en aucune

maniere offenser nos sujets, ny causer aucun scandale. Mais nous n'auons pû y consentir, & on a respondu, que nous ne doutions point que Monsieur le Duc d'Anjou, de l'aduis de la Reine Mere, ne se contentast de nostre response, quand elle auroit esté bien pesée & bien examinée; puis que nous consentons que ny luy, ny aucun de ses domestiques, soit forcé d'embrasser nostre Religion, s'il ne le peut faire en conscience.

Mais qu'il nous est impossible de luy accorder l'exercice de sa Religion, estroitement deffenduë par nos loix, sans nous mettre, & nostre Estat, en vn manifeste danger: C'est pourquoy nous souhaitons que vous fassiez effort pour les faire contenter de nostre response à cet article. Et afin de les mieux persuader, vous leur representerez en quel peril nous mettrions le repos & la tranquillité de nostre Royaume, si nous auons vn mary, qui par son exemple domestique, donnaît la hardiesse à nos sujets, qui sont à present dans l'obeïssance, de violer nos loix, auxquelles ils sont volontairement soumis: ce qui nous pourroit avec le temps obliger à nous repentir d'auoir suiuy vn si mauuais conseil: Et vous prierez particulièrement la Reine Mere d'y auoir esgard, comme celle qui a esté ouë, pendant son gouuernement, plusieurs disgraces, pour auoir accordé vne semblable permission, quoy qu'elle ait enfin par sa prudence donné la paix à l'Estat. Mais quoy qu'il en soit, ne luy donnez aucune esperance de ce costé-là, & nous faites sçauoir sa response.

Le troisieme article est conforme à vn atticle semblable, contenu dans le traité de mariage fait par le Roy Philippes & nostre dernière sœur la Reine Marie; de sorte que l'Ambassadeur n'y a rien trouué à dire.

Quoy que le quatrieme ne soit pas au gré de l'Ambassadeur, nous n'y pouuons rien changer, & ainsi la response que nous luy auons faite est positiue.

Encore que le cinquieme ne luy plaise pas, à cause que la somme que le Due doit auoir tous les ans n'est pas spécifiée, il n'a pas laissé pourtant de le passer en termes generaux.

Et afin que vous puissiez en ce rencontre faire valoir nostre response; vous pourrez affirmer avec verité, que l'on n'auoit rien accordé au Roy Philippes, & qu'il défrayoit sa maison à ses despens, & donnoit de plus des pensions considerables à plusieurs Gentils-hommes & personnes de merite de nostre nation.

L'Ambassadeur n'a rien trouué à dire au sixieme: mais vous verrez par la fin de l'article, qu'il est à propos que nous sçachions quel droit a le Duc dans ses domaines, & de quelle maniere ses enfans y succederont, aussi bien les fils que les filles, s'il n'y a point de fils: c'est pourquoy vous demanderez sur cela vne response precise.

Le septieme est conforme à la clause d'un acte du Parlement, qui contient ce que l'on doit demander pour nous, dont vous serez particulièrement informé par nostre premiere depesche. L'Ambassadeur a neantmoins fort insisté, à ce que le Due nous suruiuant avec vn enfant heritier de la

de la Couronne, pûst tousiours prendre la qualité de Roy, avec cette addition, *Rex Pater*; & qu'en cas qu'il n'y en eût point, il pût estre appelé *Rex dotarius*. Mais ces choses-là regardent plustost la forme que le fonds; & il sera plus à propos de respondre quand on sera d'accord du reste, qu'à présent: c'est pourquoy nous n'auons rien voulu changer à l'atticle.

Vous voyez par là quelles ont esté nos responſes. Et encore que nous vous ayons mandé par nostre dépeſche d'hier, que nous vous enuoyions quelques instructions pour proposer d'autres choses touchant nos intereſts, & que nous l'ayons fait dire auſſi à l'Ambassadeur de France: Nous auons pourtant changé de deſſein, apres y auoir mieux penſé, & nous auons creu qu'il eſtoit à propos, auparauant que de s'auancer dauantage, de voir les choses réglées de part & d'autre touchant la Religion: parce que cela eſtant vne fois ajuſté, il n'y aura pas beaucoup de difficulté pour le reste: Et si on ne nous donne pas ſatiſfaction là deſſus, il ne faudra point parler du reste. Si on trouuoit eſtrange que nous ne vous auons point enuoyé d'ordre de proposer autre chose, comme peut-eſtre l'Ambassadeur qui eſt icy, leur aura fait eſperer: Vous auoüerez ingenuëment que nous en auons eu la penſée; mais que nous auons creu que les autres choses eſtant réglées, celles que nous auons à proposer ne receuroient point de difficulté, & que conformement aux intentions de la Reine Mere, nous ſouhaitrons que l'affaire ſe conduiſe de ſorte, que l'on puiſſe bien-toſt voir ce que l'on en doit eſperer: Et que nous auons creu que l'affaire de la Religion eſtant la plus importante, il falloit commencer par là, & en ſuite auancer ou retarder; & que dans tout ce procedé, on reconnoiſtroit tousiours que nous agiſſions avec ſincérité, dont nous voulons que vous rendiez telmoignage, auſſi bien que de nos bonnes intentions.

A Westminster le 9. Avril 1571. De nostre regne le 13.

ARTICLES PRESENTEZ PAR L'AMBASEADEVR DE FRANCE
 & par Monsieur Caualcant le 13. Avril. 1571.

Que le mariage ſe ſolemnifera, ſans yſer des ceremonies qui ne ſont conformes à la Religion de Monſeigneur.

Que pour luy & ſes domeſtiques, il pourra faire libre exercice de ſadiſte Religion, ſans touteſois alterer en aucune façon l'ordre ſur icelle receu & approuué par la loy en Angleterre.

Qu'incontinent le mariage fait, Monſieur ait le tiltre de Roy d'Angleterre, & gouerne & adminiſtre iceluy coniointement avec la Reine.

Que le lendemain apres le mariage conſommé, Monſeigneur, comme mary de la Reine, ſera couronné & receu des ſuiets pour Roy.

Qu'il prendra ſoixante mille liures ſterlings par an du reuenu du royaume d'Angleterre, afin qu'il ſe puiſſe maintenir conuenablement à la dignité & grandeur du Roy.

I. PART.

R r r

Les descendans de ce mariage succederont és biens paternels & maternels, conformément aux loix & coustumes des Royaumes & pays où ils sont situez.

Et outre, si la Reine decederoit ne laissant hoirs procréés de ce mariage, monsieur retiendra le nom & titre, gouvernement & administration des susdites soixante mille liures sterlings, afin qu'il puisse continuer sa premiere splendeur & grandeur.

Qu'entre le Roy Tres-Chrestien & ses enfans, les Rois d'Angleterre & leurs enfans, fera perpetuelle amitié, & fraternelle ligue & vnion.

EXPLANATIO ARTICVLORVM PROPOSITORVM

à D.Oratore Regis Christianissimi, cum potestate referuata ad ampliorem explicationem eorundem, cum tempus postulauerit.

Matrimonium celebrabitur secundum leges & ritus Ecclesie Anglicane, ceteris civilibus & Regijs solemnitatibus adhibitis, quales adhiberi decet in matrimonijs Regum Anglia. In cuius celebratione licebit Illustrissimo Duci habere presentes suos ministros, tam Ecclesiasticos quam civiles, qui contracti matrimonijs testes esse possint, resque omnes ibidem gestas in acta secundum formam iuris redigere valeant. Illustrissimus Dux & domestici qui sui non sunt subditi Corona Anglia nullo modo cogentur contra conscientiam suam, aut eorum uti vel exercere ritus vellos Ecclesiasticos secundum morem Ecclesie Anglicane. Idem Illustrissimus Dux & maritus charissimus serenissima Regina Anglia, eam temporibus congruis & vstatis comitabitur ad Ecclesiam vel Oratorium, ibidemque morabitur in loco sibi accommodato, donec serenissima Regina reuertatur, atque eam reducet ut tempus & loci postulabunt.

Præterea idem Illustrissimus Dux, neque per se ipsum, neque quouis alio modo procurabit, ut aliqua mutatio aut inmutatio legum Ecclesiasticarum de Religione editarum in regno Anglia, aut fiat aut tentetur, neque ullo subdito serenissima Regina favorem ullum præstabit, quo easdem leges Ecclesiasticas in vlla parte violet; sed potius curabit & dabit operam, ut huiusmodi violator legum condignè puniatur.

Illustrissimus Dux post matrimonium contractum & consummatum, virtute dicti matrimonij, gaudebit una cum serenissima Regina consorte sua, titulo, stylo, honore & nomine Regio constante & durante dicto matrimonio; saluis tamen legibus & consuetudinibus regni Anglia, ceterisque cautis & conuentis, quæ in hac parte specialiter pronisa sunt per tractatum de matrimonio, inter Serenissimam Reginam Mariam defunctam sororem Serenissima Regina, & Philippum nunc Regem & tunc Principem Hispaniarum. Haud fas est huiusmodi postulat. consentire sine aperta iniura hered. vel successor. Serenissima Regina: neque unquam hoc postulat fuit in contractum matrimonij à Carol. V. Casare nomine filij sui Philippi, Principis Hispan.

Quin æquum esse videatur ut Illustrissimus Dux suos proprios domesticos alat, suis sumptibus. Vbiunque tamen, & quandocunque Illustrissimus Dux

tenebitur facere aliquas expensas mandato Serenissime Regine, aut respectu Regnorum suorum; providebitur ut omnes huiusmodi expensæ solvantur ex arario publico Regni Angliæ.

Liberi ex hoc matrimonio prognati in materna hereditate succedent in Regnis, secundum iura & consuetudines Regnorum (viz) primogenitus filius in Coronam, quam Regina Mater habet: Et si nulli extabunt filij masculi, filie si extabunt, succedent (viz) prima & sola maxima natu &c. atque idem ut fiat in hereditate paterna æquum est, & quo modo consuetudines locorum id ferrent, intelligi par est.

Si reliqua petenda ab Illustrissimo Duce, quoad æqua fuerint, concedantur, non negabitur illi tutela si filij & filie sue cum in hoc matrimonio prognatis Regnum Angliæ pertinebit ac etiam Regnorum eodem modo ipsæ conditionibus quibus statutum est per quasdam ordinationes magni Parlamenti Angliæ in fauorem Reg. Hispan. cum Serenissima regina putabatur ex eo esse gravida.

Nihil tale poterit in hoc casu per Serenissimam Reginam concedi marito suo superuienti, præsertim ubi non extabunt liberi aliqui ex eo matrimonio; nisi id fiat auctoritate totius Regni, per consensum trium statuum Regni Angliæ. Neque eiusmodi quicquam petutum est à Philippo Rege vel Principe tempore Serenissimæ tunc Regine, cum eadem Serenissima Regina à pluribus petita sit in coniugem. At si quid huiusmodi imposterum sperari possit ut à statibus Regni concedatur, tum potissimum expectandum est, cum Illustrissimus Dux fuerit illis & Regno magis cognitus & perspectus.

Vltimo utilissimum est utrique Regno, ut quàm firmissima pax & confederatio perpetua ineat.

A MONSIEVR WALSINGHAM, AMBASSADEVR
pour sa Maiesté en France.

MONSIEVR, Ce Gentil-homme vous rendra les lettres de sa Maiesté, avec la réponse aux articles qu'il a apportez icy, lesquels ie vous enuoye presentement: Mais vous ne vous en seruirez point que vous n'ayez appris par les lettres de sa Maiesté, de quelle maniere vous le deuez faire, & comment aussi vous aurez à vous conduire en d'autres choses qui la regardent, & qui sont de telle consequence, qu'il faut plus de temps que ie n'en ay pour vous les escrire & vous les enuoyer par ce porteur: mais vous les receurez dans peu de iours. Ce Gentil-homme me semble fort galant homme, & affectionné à sa Maiesté; & vous me ferez plaisir de luy tesmoigner l'estime que ie fais de luy.

BYRLEIGH.

Le 18. Avril 1571.

A MONSIEVR WALSINGHAM, AMBASSADEVR POVR
sa Maiefté, en France.

MONSIEVR, Apres que ie vous eus escrit hier, il arriua quelque changement en cette grande affaire. Car sa Maiefté auoit resolu de vous enuoyer avec la responce aux articles enuoyez en France, d'autres articles à proposer; au moyen de quoy on eust reconnu leurs intentions à decouuert, & on leur auroit decouuert celles de sa Maiefté: & par ce moyen il n'y eust point eu de reserue. Mais sa Maiefté a crû depuis, qu'il suffisoit de vous enuoyer à present les articles enuoyez de France, avec la responce; & que deuant que de demander autre chose, il falloit voir comment on reglera l'article touchant la Religion. Si ie ne me trompe, la cause de ce changement vient de quelques aduis secrets que l'on luy a donnez depuis peu de ces quartiers-là. Que si elle demeure ferme sur le point de la Religion, elle obtiendra ce qu'elle desire, & que l'on y consentira: & c'est ce qui l'oblige à agir, comme elle fait, avec tant de confiance. Je souhaite que l'affaire reüssisse comme on le le propose. Mais j'apprehende, à moins que vous ne ménagiez bien les choses, que l'on ne eroye que cette matiere de Religion n'est aduancée que pour seruir de couleur au retardement, quand on rompra. Car en verité l'Empereur fit la mesme chose, en vne pareille rencontre pour son frere l'Archiduc Charles. Je ne scaurois vous donner de conseil sur ce sujet, ny vous dire comment vous pourrez les guerir de ce doute. Vous le prendrez vous-mesme, selon que l'occasion se presentera. Je sçay que vous estes sage & prudent, & que vous ne manquerez pas de responce valable pour adoucir les mauuaisés pensées qu'ils pourroient auoir. Vous voyez comme ie m'ouure à vous, & j'espere que vous en ferez de mesme. Je vois Monsieur Caualeant bien affectionné. Il est pourtant fasché que l'on donne cette occasion de soupçon; quoy qu'il soit bien persuadé des bonnes intentions de sa Maiefté.

BVRLEIGH.

De Vestminster le
19. Avril 1571.

AV MY LORD BVRLEIGH.

IE vous prie, Monsieur, de donner aduis à sa Maiefté, que Monsieur Caualeant arriua icy le vingt-quatrième de ce mois, & qu'il m'a rendu les lettres de sa Maiefté, apres auoir conseré avec vous de ce qui y estoit contenu, & de sa negotiation par delà. Nous auons resolu, attendu l'absence du Roy & de la Reine Mere, dont l'un est allé à Saint Didier, & l'autre à Monceaux, pour receuoir le Duc & la Duchesse de

Lorraine, qu'il iroit le lendemain trouuer la Reine Mere à Monceaux, & qu'il luy porteroit les lettres de sa Maieſté, avec la reſponſe aux Articles que le Roy a propoſés. Vous apprendrez, monſieur, par ſa lettre, ce qui s'eſt paſſé entre luy & elle ſur ce ſuiet. Il me dit que la Reine Mere à ſon retour en cette Ville, me parleroit, ſi i'auois quelque choſe à luy dire. Elle arriua icy le 26. de ce mois: & parce qu'elle n'a pas eu le loifir de m'entretenir pendant le ſejour qu'elle y a fait, elle m'enuoya dire que le lendemain matin ie l'allaſſe trouuer à quatre lieuës de Paris, & que là elle me donneroit audience: ce que ie fis ſuiuuant ſon ordre, & m'y rendis à l'heure qu'elle m'auoit donnée. Je luy diſ d'abord que i'eſtois venu là pour apprendre comment elle eſtoit ſatisfaite de la reſponſe que Monſieur Caualeant luy auoit apportée de la part de ſa Maieſté, aux articles qui luy auoient eſté propoſez par le Roy & par elle, afin que ie peuſſe luy en rendre compte.

Elle me reſmoigna que la reſponſe que l'on auoit faite à ces articles, n'eſtoit pas preſiſe; à la reſerue de celle que l'on a faite au ſecond article qui regarde la Religion, laquelle, me dit-elle, eſt fort rude, & rouché ſi fort l'honneur de mon Fils; que ſ'il y conſent, il eſt impoſſible que celuy de la Reine voſtre Maieſteſſe, ne s'y trouue intereſſé; prenant pour mary vne perſonne, qui par vn changement de Religion ſi ſoudain, & pour des intereſts mondains, paſſera pour n'en auoir point du tout.

Je luy reſpondis que i'auois ordre de luy dire de la part de ſa Maieſté, qu'elle ne doutoit point que Monſieur ne receuſt ſa reſponſe en bonne part, ſi elle vouloit y ioindre ſes bonnes perſuaſions, & qu'elle n'entendoit pas qu'il changeaſt ſi toſt de Religion, ny qu'il fuſt obligé luy & ſa Maieſteſſe, de ſ'accommoder aux ceremonies de l'Egliſe d'Angleterre, ſi ſa conſcience ne luy permettoit. Mais que ſi elle luy accordoit l'exercice de ſa Religion, deſſenduë par les loix de ſon Royaume, elle feroit vne action d'vn dangereux exemple, & qui pourroit exciter les meſmes troubles dans ſon royaume, que ceux qui auoient eſté depuis peu appeſez en France, dont elle & ſon fils auoient fait vne iuſte experience. Qu'elle eſperoit que celuy qui eſtoit preſt, ſi le mariage reüſſit, de ſ'embarquer avec elle dans vn meſme vaiſſeau, & de courir vne meſme fortune, ne voudroit pas deſirer d'elle vne choſe à laquelle elle ne peut conſentir, ſans troubler le repos de ſes ſuiets, & la tranquillité de ſon Eſtat.

Elle me reſpondit à cela que c'eſtoit la meſme choſe de changer de Religion, & de n'en auoir point d'exercice; & qu'il ne le pouuoit faire ſans ſe mettre au haſard de paſſer pour n'eſtre d'aucune Religion; & qu'elle eſtoit aſſeurée qu'il n'y auoit point de conſideration au monde qui peuſt l'obliger à ſe mettre en ce danger. Et comme il eſt reſolu, dit-elle, de n'y conſentir iamais: ie n'ay point de raiſons pour luy perſuader. Pour ce qui eſt des troubles & des deſordres qui en pourroient arriuer,

vostre Maistresse ne peut trouuer de moyen plus seur pour s'en garantir & les reprimer, que l'espée de son Frere; avec laquelle elle sera tousiours en estat de se faire obeyr, & de chastier ses mauuais sujets; de quoy elle peut estre assuree, sans craindre que la consideration de la religion empesche le Roy d'agir comme il faut.

A quoy ie luy répondis, que ie la suppliois de mettre aussi bien en consideration l'interest de sa maiesté, que l'honneur de son Fils, & luy representay les grands inconueniens qui pourroient arriuer de cette permission. Premierement, que ce seroit violer les loix de son Royaume. En second lieu, que ce seroit mécontenter tous ses bons & fideles suiets. Et en troisiéme lieu, que ce seroit donner cœur aux méchants & aux factieux: & que si elle mettoit ces trois inconueniens dans la balance avec l'honneur de son fils, elle les trouueroit de tres-grande importance, & connoistroit que la Reine ma maistresse auoit raison de ne pas accorder cette permission, qui selon toute apparence, deuoit causer tant de maux. Pour le secours du Roy son Fils, ie luy dis que cette permission par son exemple seroit bien plus de mal, que l'espée de son frere ou la sienne ne pourroient faire de bien, & que les malheurs de nos diuisions intestines se terminoient pour l'ordinaire promptement. Qu'ils estoient fort violens, & ne duroient pas long-temps, comme ceux des autres pays; parce que nous n'auons point de places fortes qui peussent faire durer la guerre.

Elle me répondit que son Fils seroit en peu de temps vaincu par les persuasions de la Reine. Qu'il estoit plus zelé que capable de desfiendre la Religion, & que par ce moyen les inconueniens qui seroient à craindre à cause de l'exemple, ne dureroient pas long-temps. Car, dit-elle, tous les Catholiques apprehendent que ce mariage ne cause vn changement en la Religion par toute l'Europe. Pour conclusion, elle me dit que ny Monsieur son Fils, ny le Roy, ny elle mesme ne consentiroient iamais à vn changement si prompt, pour quelque consideration que ce fût: & que sa maiesté ne le deuoit pas desirer, puis que cela touchoit si fort la reputation d'une personne qui deuoit estre son mary, si l'affaire se concludoit.

Sur quoy ie luy demanday si elle souhaitoit que i'en donnasse aduis à sa maiesté. Ce qu'elle me pria de faire, & de sçauoir precisement, si en consentant ou en ne consentant pas à ce second article, elle estoit resoluë de continuer ou de rompre le traité. Qu'elle prioit sa maiesté d'en rendre response dans dix iours au plus tard; parce qu'il n'y auoit que cela qui retardast le voyage du Roy: & que si elle desire de continuer le traité, qu'elle enuoye les articles qu'elle veut proposer. Monsieur de la Mothe Fenelon, à ce que m'a dit Monsieur de Foix, a rendu bon tesmoignage du procedé de sa maiesté, & les a assurez qu'il n'y auoit rien que de sincere.

L'apprends que si sa maiesté veut continuer le traité, Monsieur de

Foix passera en Angleterre, avec la réponse aux articles qui seront proposés par sa Maieité, afin de parvenir à quelque conclusion.

F. WALSLINGHAM.

De Paris le 28. Avril 1571.

Conference entre Monsieur de Foix & moy.

DE l'entrée de nostre Conference, ie luy tesmoignay que ie me réjouyſſois de ce que i'auois esté nommé pour conferer avec luy, que ie ſçauois estre affectionné à cette affaire aussi bien que moy, pour l'intereſt public, & pour l'affection que nous portions tous deux à nostre patrie, & à nos Princes, & que i'esperois qu'en cette conſideration le ſucces en ſeroit heureux. Le luy representay qu'il eſtoit impossible que dans les grandes affaires, il ne ſe rencontre de grandes difficultez auant que de les terminer; & que ſi elles n'eſtoient ſurmontées par la diſcretion & par la prudence de ceux qui en eſtoient les entremetteurs & les instrumens, les meilleures, faute d'estre bien conduites, ſe ruinoient. Que celle dont il eſtoit à preſent queſtion, me ſembloit ſi vtile & ſi aduantageuſe à l'vn & à l'autre Royaume, que ie ferois tout ce qu'il me ſeroit poſſible de mon coſté, pour vaincre les difficultez & les obſtacles qui s'y pourroient rencontrer, autant que l'honneur & la ſeureté de la Reine ma maiſtreſſe le pourroient permettre : Et que ſ'il arriuoit que ie commiſſe quelque faute; ce ſeroit pluſtoſt manque de iugement, d'experience, que de bonne volonté. Le luy tesmoignay en ſuite qu'en examinant la reſponſe aux articles, i'auois trouué qu'il n'y auoit de difficulté, que ſur le fait de la Religion; laquelle, à mon aduis, ſe pouuoit ſurmonter, ſ'il vouloit y contribuer; & que cela eſtant réglé, ie ne voyois pas qu'il y euſt rien qui nous peuſt empêcher de parvenir à la fin que nous ſouhaittions, & que nous nous eſtions propoſée.

Monsieur de Foix me reſpondit, qu'il eſtoit d'autant plus porté à trauailler à cette affaire, qu'il eſtoit perſuadé de mes bonnes intentions, & me proteſta qu'il n'en auoit iamais entrepris aucune ſi ſerieuſement que celle-là, dont Monsieur pouuoit rendre bon teſmoignage, & qu'il l'auoit miſe en l'eſtat où elle eſtoit, par les rapports auantageux qu'il luy auoit fait des grands dons & des rares vertus de ſa Maieſté. Mais que ce n'auoit pas eſté ſans beaucoup de difficulté; à cauſe des cabales & des intrigues du party contraire, qui ne ſouhaite pas qu'elle ſe faſſe, & qui auoit perſuadé à Monsieur, qu'il ſeroit ſans doute du nombre des reſuſez. Qu'il l'auoit enſin guery de ce ſcrupule : Et que ſi l'affaire ne reüſſit pas, comme il le deſire; ce luy ſera vn auffi grand ſuiet de déplaiſir, comme ce luy en ſera vn de ioye & de conſolation, ſi elle ſ'acheue & ſe termine heureuſement.

Si ſa Maieſté demeure ferme dans ſa reſponſe, touchant la difficulté

qui se presente en l'affaire de la Religion, ie voy l'affaire ruinée. Car, dit-il, Monsieur a vne Religion, ou il n'en a point. S'il en a vne, la Religion estant vne forte persuasion, confirmée par le temps, elle ne peut estre changée qu'avec le temps, & non pas soudainement : & s'il n'en a point, il est indigne de vostre Maistresse, & du rang qu'il tient dans le monde. Et en verité, dit-il, encore que l'on doive louer de la Religion en toutes sortes de personnes, on la doit principalement souhaiter en vn Prince, qui n'à rien qui le retienne de mal faire que la Religion. Je sçay bien que Monsieur est Religieux en son espee: mais ie croy qu'il n'est pas si bien fondé, qu'il n'y puisse arriuer quelque changement avec le temps, par les bonnes persuasions de la Reine : & nous auons veu des exemples de la vertu des femmes en ce reneontre. Constantin fut conuert par sa Mere Heleine, & le Roy de Nauarre par la Reine sa femme. Et ie ne doute point que si ce mariage se fait, que Monsieur ne le soit par la sienne, estant comme il est, d'un naturel doux & facile, & qui ne se laisse pas emporter à la passion, mais conduire & gouverner par la raison.

Il luy respondis que sa Maiesté ne demandoit pas vn changement de Religion si precipite, qui caust l'irreligion, mais seulement la cessation d'exercice d'une chose, dont la tollerance pouuoit causer de l'alteration & du trouble dans son Estat : & que pour l'exemple de Constantin, & des autres, il estoit commun à l'un & à l'autre sexe ; & que l'on auoit autant veu de maris conuertir leurs femmes, que de femmes conuerties leurs maris.

Il me repartit à cela, que de viure sans aucun exercice de Religion, estoit la mesme chose que de n'auoir aucune Religion, & qu'asseurement sa Maiesté aimoit tant l'honneur, qu'elle ne voudroit pas que eeluy avec lequel elle se veut vnir si estroitement, fût accusé d'estre vn Athée ; puisque ceste ignominie tomberoit aussi bien sur elle, que sur luy.

Il luy repliquay, que si ce que l'on m'auoit dit estoit vray, Monsieur n'estoit pas fort éloigné de nostre Religion, dans laquelle il auoit esté instruit par Carmauet son Gouverneur, decedé depuis peu ; & que s'il vouloit arroiser les semences qu'il en auoit déjà receues par quelques Conferences, il deuiendroit aisement capable de connoistre que le changement de sa Religion ne luy estoit pas honteux, puis qu'il y a autant de honte à demeurer dans l'erreur, qu'il est glorieux d'en sortir pour se ranger du costé de la verité. Je le priay aussi de considerer avec moy, & les inconueniens qui arriueroyent à Monsieur, s'il demeure dans sa Religion, & les dangers auxquels s'exposeroit la Reine ma Maistresse, si elle luy en permettoit l'exercice.

Touchant les inconueniens qui en arriueroyent à Monsieur, ie luy dis que c'est vne maxime generale, que tout Prince estranger n'est pas bien receu, qui vient dans vn païs pour le gouverner, & pour y commander, & que Monsieur venant en Angleterre, le party des Protestans & le party des

ty des Catholiques chercheroient à se l'acquérir, & à s'asseurer de luy, à cause de la diuision qui est entr'eux, & qu'il falloit examiner auquel de ces deux partis il se joindra. S'il se joint au party Protestant, il obligera ceux que la Reine estime & protege. Il agira de concert avec elle, pour maintenir & conseruer l'Estat & le Gouvernement present. Il gagnera l'esprit de ceux de son Conseil, en qui elle a le plus de confiance: & enfin, il conseruera le Royaume en paix & en tranquillité. Si au contraire il demeure dans sa Religion: premierement il ne gagnera pas les Catholiques, à moins qu'ils iouyssent de la mesme liberté que luy.

Secondement ils sont entierement deuouëz à la Reine d'Escoffe, & n'apprehendent rien tant que ce mariage, qui luy fera perdre les pretensions qu'elle a sur la Couronne d'Angleterre, ou qui du moins les esloignera. D'où nous pouuons conclurre qu'il n'y a pas d'apparence qu'il gagne l'amitié des Catholiques, en obtenant cette liberté, s'ils n'en iouyssent aussi bien que luy, & il mécontentera les Protestans, qui apprehenderont que l'exercice de sa Religion ne cause quelque delordre dans l'Estat, de sorte qu'il ne satisfera, ny les vns, ny les autres: ce que ie le priay de faire bien comprendre à Monsieur.

Quant aux inconueniens qui en arriueront à la Reine, ie luy representay que cela se pourroit faire en trois manieres. La premiere, par le violement des loix. La seconde, par le mécontentement de ses bons & de ses fideles suiets: & la troisieme, pour l'encouragement que cette permission donnera aux méchans & aux factieux. Lesquels inconueniens, luy dis-je, si vous les considerez bien, sont d'une plus dangereuse consequence que tout ce qui peut arriuer à Monsieur, qui ne court risque que de se relâcher vn peu du point d'honneur: au lieu que la Reine ma Maistresse, en accordant ce que l'on luy demande, met en danger & son honneur, & sa feureté. Monsieur agit comme vne personne priuée, & elle comme vne Souueraine & comme vne Princesse, dont les Estats souffrent en sa personne.

Il me repliqua, que le relâchement, en matiere de Religion, estant vne affaire de conscience, estoit vn inconuenient de bien plus grande importance, que tous ceux qui pourroient arriuer à la Reine. Enfin apres plusieurs réponses & repliques pour & contre de part & d'autre; il me dit que Monsieur, pour quelque consideration que ce fust, ne pourroit iamais estre persuadé de changer si promptement de Religion, quoy qu'il fust persuadé que peu de temps apres le mariage, cela pourroit se faire aisement. Il me pria de considerer combien d'un costé ce mariage estoit desagréable aux Catholiques, & combien il estoit de l'autre costé souhaitté par ceux de la Religion; & qu'en sa conscience il ne croyoit pas qu'il y ait rien au monde plus capable de l'auancer dans toute la Chrestienté.

Il luy respondi, que sa Maiesté estoit resoluë d'en demeurer à la réponse qu'elle auoit faite au second article, ou de n'en parler

pas d'avantage. Et ainsi finit nostre Conference.

Elle se fit entre nous le iour d'après que Monsieur Caualcant fut arriué, & en sa presence, &c.

FR. WALSINGHAM.

De Paris le 28. Avril 1571.

A MONSIEVR WALSINGHAM, AMBASSADEVR POVR
sa Majesté en France.

IL n'y a encore rien de prest à vous enuoyer, touchant l'affaire de Monsieur. L'Ambassadeur de France qui est icy, a receu depuis peu des lettres de la Reine Mere & de Monsieur de Foix, sur ce suiet. Il nous les montra à Mylord Burleigh & à moy. Celle de Monsieur de Foix adoucit fort l'entretien que vous auez eu avec luy & Caualcant ; ie veux dire qu'il escript de sorte qu'il souhaite que l'on continuë les traitez, & comme s'ils deuoient faire quelque offre. Sa Maiesté a traité l'affaire admirablement bien avec l'Ambassadeur, & ne luy a donné aucune esperance, à moins que l'on ne luy accorde ce qu'elle a reformé dans leurs premieres demandes ; & si ie ne me trompe, ils l'accorderont plustost que de rompre. Dieu veuille que le tout soit pour sa gloire & pour nostre bien. Escrit en haste le 7. May 1571.

LEICESTER.

A NOSTRE FIDELE ET BIEN-ATME' F. WALSINGHAM,
nostre Ambassadeur en France.

ELIZABETH, R.

Depuis que l'on nous a fait sçauoir le contenu en la lettre que vous auez escrite icy, touchant l'entretien que vous auez eu avec la Reine Mere & Monsieur de Foix, au suiet de la responce que nous vous auons enuoyée par Caualcant, aux articles qu'il auoit apportez ; nous auons appris de l'Ambassadeur de France, qu'il a aussi receu des lettres de la Reine Mere & de Monsieur de Foix, touchant la mesme affaire : Et bien que la responce que l'on vous a faite, autant que nous le pouuons concevoir par vostre lettre, fût plus positive que celle que l'on escript à cet Ambassadeur par la lettre qu'il nous a fait voir, à laquelle il a adiousté des termes fort doux ; sur tout, lors que nous luy auons dit, que nous trouuions estrange que la Reine Mere nous demandast vne responce precise dans dix iours. Mais sans nous arrester d'auantage à examiner par le menu le contenu de vostre lettre & de la sienne, nous vous dirons que nous desirons que vous sachiez sçauoir à la Reine Mere, ou au Roy de nostre part, qu'après auoir serieusement pensé à cette affaire, nous trouuons que pour des considerations tres importantes, nous ne pouuons nous departir de la responce que nous auons cy-deuant faite à l'ar-

riche qui regarde la Religion, tant pour satisfaire à nostre conscience, que pour l'intérêt de nostre honneur, de nostre seurété, & de nostre repos: & ces raisons sont si fortes & si pressantes, que l'on ne peut rien alleguer ny imaginer pour l'intérêt de la conscience & de l'honneur de Monsieur d'Anjou, qui en puisse approcher: & vous les déduirez ainsi.

Premièrement, nous doutons si nous pouvons en conscience accorder à Monsieur l'exercice de sa Religion, qui consiste principalement à faire dire & à ouïr la Messe en particulier, quand mesme cela se feroit en secret, rarement & en présence de peu de personnes. En second lieu, quoy que nous le peussions faire sans blesser nostre conscience, nous sommes neantmoins bien assurée, qu'à cause de la diversité des opinions qui sont dans nostre Royaume sur ce suiet; quoy que presentement il ne paroisse aucune contravention à nos loix qui soit considerable; l'exercice de cette religion ne peut estre pratiquée de nostre contentement par vne personne de si haute dignité, & qui doit estre nostre mary, sans mescontenir nos bons suiets & nos fideles seruireurs, sans altérer beaucoup la grande amitié qu'ils nous portent, & sans mettre nostre royaume en danger d'estre troublé par les diuisions intestines. Parce que ceux qui nous obeyssent auourd'huy volontairement, douteront de nos bonnes intentions en l'observation de nos loix: & les autres enorgueillis par l'exemple de ce que fera nostre mary, tenreront d'y donner atteinte, les mespriseront, & chercheront les occasions de broüiller & de troubler le repos public: & il y a tant d'apparence que cela arriuera, & tant de peril s'il arriue, que nous nous accuserions nous-mesme d'une extrême imprudence, si nous ne les preuoyions, & si nous n'auions soin de bonne heure de nostre intérêt particulier, & de celuy de nostre Royaume; duquel nous auons receu, graces à Dieu, beaucoup de satisfaction iusques à present. D'ailleurs, nous ne voyons pas que du costé de Monsieur il y ait rien de si considerable à apprehender, ny que sa conscience soit troublée, son honneur offensé, & sa personne en danger; quoy que nous nous apperceuions bien que les discours de la Reine Mere taschent à le persuader, quand elle dir, que si Monsieur vient icy & qu'il n'ait pas l'exercice de sa Religion, il sera regardé de rout le monde comme vne personne sans Religion: qu'avec le temps, comme dit de Foix, il deuiendra vn Athée: & que nous pourrons avec iustice le croire sans foy & sans conscience, & les autres, indigne de la réputation qu'il a acquise. En vérité si nous croyions que la réponse que nous auons faite, & le dessein que nous auons de ne nous en poinr departir, peussent luy faire vn si notable preiudice, nous nous blasmerions nous-mesme, & la reformerions, ou n'en rendrions point du tout. Mais vous direz à la Reine mere, au Roy, & à Monsieur mesme, s'il est besoin, que nous les prions d'auoir meilleure opinion de nostre réponse, & de considerer que nous ne l'obligeons pas à embrasser nostre Religion, ny aucun des siens, qu'autant qu'ils pourront le faire en conscience, quand nous disons que nous

trouuons à propos, s'il est nostre mary, qu'il nous accompagne à l'Eglise: & nous ne voyons pas ce qui peur l'en empêcher, ny mesme de se seruir de nos prieres & de nostre Lyturgie. Car il n'y a rien dans nostre seruice diuin, qui n'ait esté, & qui ne soit encore à present en vſage dans l'Eglise Romaine: & si on y a adiousté quelque chose de plus, on l'a tiré de l'Eſcriture ſainte. C'est pourquoy nous ne voyons pas, si Monsieur y assiste, que l'on puisse luy reprocher qu'il viura ſans Religion.

On dira, peut-estre, qu'il ne l'entendra pas, parce qu'il se fait en Anglois. Mais il est bien aisé d'y remedier. Car il est en Latin comme celuy del'Eglise Romaine, & on le fait en cette langue dans nos Vniuersitez: & si on ne s'en contente pas, on le peut traduire en François: Et ses Ministres pourront se seruir de l'une ou de l'autre, en tel lieu qu'ils iugeront à propos; & par ce moyen il pourra seruir Dieu deuotement, & ne passera ny pour vn homme ſans Religion, ny pour vn Athée. Si on vous respond, qu'en faisant cela on croira qu'il a changé d'opinion en maniere de Religion: Vous respondrez que ce nous seroit à la vérité vn grand ſujet de joye, si nous voyions toutes sortes de personnes passer de l'ignorance & de l'erreur, à la connoissance & à la vérité: mais que nous n'auons pas deſſein neantmoins de l'obliger ny luy, ny personne à changer de Religion en nostre conſideration dans les choses qui ſont de foy. Et mesme le seruice diuin qui se pratique en Angleterre, n'oblige personne preſcément à changer d'opinion, rouchant les matieres d'importance qui ſont aujourd'huy en controuerſe dans l'Eglise, mais ſeulement à entendre & lire tous les iours l'Eſcriture ſainte, à se seruir des Pſeaumes de Dauid, & des anciennes Prieres, Antiennes & Collectes de l'Eglise, pour inuoker le nom de Dieu, qui ſont les memes dont s'est ſeruy autrefois l'Eglise Vniuerſelle, & dont elle se ſert encore aujourd'huy.

Enfin, s'il y a quelque partie de nos articles, ou quelque chose en nos ceremonies qui ne luy agréé pas, ce que nous ne poutons croire, on pourra s'en abſtenir, s'il ne trouue rien à dire au reſte, iusques à ce qu'il s'en ſoit bien eſclaircy. Et ſur ce que l'on dit que nous permettons bien aux Ambassadeurs l'exercice de la Religion Romaine: Nous respondons que nous l'auons bien ſouffert, mais que nous ne l'auons iamais permis. Que veritablement nos Officiers de iuſtice ne les inquiettent point, & qu'il y a bien de la difference entre les Ministres d'un Prince eſtranger, qui ne ſont enuoyez que pour vn temps & pour negocier, en quoy conſiſte principalement la fonction des Ambassadeurs; & celuy qui doit estre nostre mary, c'est à dire nostre Chef, à l'eſgard de la Religion, & nostre associé au gouuernement de l'Eſtat, qui doit nous ayder à maintenir les loix, en puniſſant les meſchans, & en donnant bon exemple à nos ſuiets; & nous donner des conſeils pour conſeruer le repos dans nostre Royaume, & qui doit pour l'amour

de nous, & pour l'amour de luy-mesme, entretenir l'amitié que nous portent nos suiets. Il n'y a personne qui ne voye clairement combien la pretendue permission que l'on donne aux Ambassadeurs, est opposée à toutes ces choses. Ce sont des personnes qui n'ont aucune part, ny à nostre égard, ny à l'égard de nos suiets, en ce qui concerne l'exécution des loix, ou le repos de l'Estat; & ordinairement les peuples ont toute autre opinion des Ambassadeurs des Princes Estrangers, quoy que tous n'en donnent pas également suiet. C'est là ce que nous croyons à propos de répondre à present: étant persuadé par de bonnes raisons, que s'ils ont dessein de faire l'affaire, comme l'Ambassadeur nous le veut faire croire, ils ne seront pas si precis à nous demander des conditions au suiet de la Religion, que nous ne pouuons accorder, sans mettre nostre Estat en danger, & sans troubler le repos dont nous iouyssons à present. C'est pourquoy vous prendrez particulierement soin de leur bien représenter les dangers qui s'en ensuiuront indubitablement. L'Ambassadeur a desiré que nous vous enuoyassions le reste des choses que nous auons à demander, ce que nous auons vne fois resolu, & les auons fait expedier. Mais nous trouuons qu'il élt à propos de sçauoir leur resolution touchant l'affaire de la Religion, auant que de proposer le reste, qui n'apportera aucun retardement, si on accorde ce point-là: car nous pourrons vous les enuoyer par vn Exprez, si la chose le requiert. Donné à Westminster, le 11. iour de May 1571. & de nostre Regne le treizième.

A MONSIEVR WALSINGHAM, AMBASSADEVR POVR
sa Maieité en France.

MONSIEVR, Vous apprendrez par la Lettre de sa Maieité, ce que vous deuez faire, & ce que vous deuez dire: c'est pourquoy ie me dispenseray de vous en entretenir, puisque toutes choses vous y sont exactement prescrites. Mais ie veux bien en amy vous faire connoistre de quelle maniere la response a esté receuë icy, afin qu'en sçachant les particularitez & les circonstances, vous compreniez mieux le dessein de la depesche. A l'arriuée de vostre depesche, avec la response de la Reine Mere, A. fut extremement fâché de voir l'affaire si incertaine, & presque desesperée: ce qui me fit iuger que de ce costé cy on auoit intention de l'auancer, si le point de la Religion ne l'empesche. Deux iours apres, l'Ambassadeur de France receut des lettres, & sa Maieité fut aduertie par quelques-vns qui les auoient veuës, qu'il n'y auoit point tant de difficulté, touchant l'affaire de la Religion. Cependant l'Ambassadeur ayant demandé à conférer avec Monsieur de Leicester, & avec moy, nous la fit fort difficile, & nous dit nettement que Monsieur ne voudroit iamais souffrir l'affront de venir icy, & de passer dans l'esprit de tout le monde pour n'auoir point de Religion. A quoy ie respondis ce qui est contenu dans la lettre de sa Maieité,

touchant la pureté de la nostre, qui contient tout ce qu'il y a de sain dans la Romaine : adjoustant que nous n'en auions retranché que ce qui estoit impie, ou contraire à la Sainte Escripture. Là dessus il finit, & nous pria que sa maiesté voulut accorder. Ce que ie trouuay impertinent, & le trouue encore. Je rapportay le tout à sa Maiesté. Je fus ensuite aduertie secrettement par vne personne de consideration, que si on demouroit ferme, & que l'on pressast l'affaire de Religion, on l'obtiendrait. Sur quoy on resolut la responce, que ie commanday que l'on allast faire à l'Ambassadeur de France ; lequelen parut fort surpris, & dit qu'il preuoyoit que cette responce alloit tout ruiner. Car, dit-il, si elle est fondée sur la conscience de la Reine, il n'y a point d'esperance que l'on y puisse rien changer. l'en fis le rapport, & ie remarquay que sa Maiesté en parut toute interdire, & tesmoigna qu'elle eust souhaitté que ie n'eusse pas fondé la responce, principalement sur ce qui regarde sa conscience : ce que l'on m'auoit pourtant commandé de faire, & ainsi il n'y auoit point de ma faute. Et pour y remedier, on voulut que l'aduertisse promptement l'Ambassadeur en secret, que depuis que ie luy auois parlé, i'auois appris que l'on auoit mal entendu ce que ie luy auois dit touchant la conscience de sa maiesté ; & que les principales raisons estoient le mécontentement de ses bons sujets, & le danger de perdre leur amitié : & de quoy ie luy donnay aduis par vn petit billet. Je ne sçay pas ce qu'il en a pensé, mais i'ay appris par d'autres, qu'il ne laissoit pas de croire l'affaire rompuë. Apres cela, on m'ordonna de reformer l'article dans la lettre de sa Maiesté, comme vous le pourrez remarquer ; car ce n'est plus vne condition de necessité comme auparauant, mais de possibilité. Toutes ces choses, avec leurs circonstances, pourront seruir à vous donner quelque lumiere : mais ce que vous decouuerez par la vostre propre, Dieu le sçait, ie crains que ce ne soit le pire, & ie l'ay dit ainsi : mais iusqu'à present l'opinion dont sa Maiesté est preuenue, luy fait croire le contraire.

Ce seroit vne chose estrange, si vne mesme personne donnoit esperance à l'Ambassadeur, touchant cette affaire ; & que cette mesme personne persuadast cependant sa maiesté de tenir bon. Cependant l'un & l'autre s'est fait. Mais ie n'oserois affirmer par qui.

BVRLEIGH.

De Westminster
le 21. May 1571.

A MONSIEUR BURLIGH.

MONSIEUR, Vous direz, s'il vous plaist, à sa Maïesté, que ie me rendis à Galion le 20. de ce mois, où i'eus audience de la Reine Mere; à laquelle ie fis entendre fort au long les raisons qu'à sa Maïesté de ne se point departir de la responce qu'elle a faite sur le point de la Religion; dont ie ne vous diray rien d'auantage, parce que c'est en substance ce qui est contenu en la dépesche de sa Maïesté de l'vnième de may. Elle me respondit, qu'elle voyoit bien que les raisons que sa Maïesté alleguoit estoient fort importantes, & qu'elles meritoient bien d'estre considerées. Que pour cet effet elle en confereroit avec le Roy & avec Monsieur, & que i'en aurois responle au premier iour. Je fus conseillé par vne personne qui affectionne cette affaire, d'en conferer avec Monsieur mesme. J'allay donc chez luy, & luy dis que i'auois ordre de sa Maïesté de luy representer les grands inconueniens qui pourroient arriuer, si elle luy accordoit l'exercice de la Religion. Qu'elle souhaitoit veritablement qu'il peust passer de l'erreur à la verité; mais que pour cela elle ne pretendoit pas que ce changement de Religion se fist si promptement, qu'il le fist passer pour vne Athée; mais qu'il s'abstint seulement de faire dire la messe, à cause des dangereuses consequences qui pourroient en arriuer, & qu'il prist la peine de voir s'il ne pourroit pas seruir Dieu deuotement selon nostre discipline, & les prieres qui sont en vſage en Angleterre, qui ne sont en effet autre chose que, &c.

Il me respondit, qu'il estoit fort esloigné de la pensée de causer aucuns troubles dans les Estats de sa Maïesté: mais qu'au contraire il esperoit d'estre vn instrument propre pour les faire cesser, & qu'il croyoit que les choses iroient autrement que l'on ne pensoit.

Il me dit en suite, qu'encore qu'il fust ieune, on luy auoit neantmoins fait plusieurs propositions de mariage depuis cinq ans, & qu'il n'auoit iamais voulu consentir à pas vn qu'à celuy-cy. Mais il faut, dit-il, que ie vous confesse, que la grande estime que l'on fait de la Reine vostre maïtresse, tant pour les rares qualitez de son esprit que de son corps, estant par la confession mesme de ses ennemis, la plus parfaite personne qui ait esté en l'Europe depuis cinq cent ans, n'a fait sur de si bons fondemens, consentir à me donner entierement à elle. C'est pourquoy, dit-il, ie souhaiterois plustost de n'estre point nay, que d'estre cause qu'il luy arriuaſt quelque desplaisir en ma consideration. Quant à la demande que i'ay faite touchant l'exercice de ma Religion, si l'on considere qu'il y va du salut de mon ame & de ma conscience, & que ie le demande pour moy seul & en lieu particulier; Je ne croy pas que cela puisse causer aucun inconuenient, ny scandaliser personne & exciter du trouble dans l'Estat; c'est pourquoy i'espere qu'elle ne me le refusera pas. Je luy repartis, que quand il auroit bien consideré les in-

conueniens qui en arriueroient, il trouueroit sans doute qu'il pourroit sans scrupule assister à nostre seruice ordinaire, & faire les deuotions dans nos Eglises, & qu'ainsi il ne s'arresteroit pas à demander cette permission. Il merespndit, qu'il ne scauoit pas comment Dieu disposeroit son cœur à l'auenir; mais qu'il la prioit de considerer ce que c'est que de faire quelque chose contre sa conscience. Et là dessus il me pria de luy faire ses tres-humbles recommandations, & de l'asseurer qu'elle estoit la seule personne qui peult luy commander avec autorité. Je me rendis à la Cour le iour d'apres, comme on me l'auoit ordonné: & ayant esté présenté au Roy, ie luy dis, que ie ne doutois point que la Reine sa Mere ne luy eust dit les raisons qui obligoient la Reine ma maistresse à demeurer femme en sa premiere reponse; à cause des dangereux inconueniens qui pouuoient arriuer de la permission que l'on luy demandoit, & qui regardoient aussi bien monsieur son frere que sa maiesté. Que i'estois venu là de sa part, pour le supplier d'auoir agreable de luy persuader, en consideration des susdits inconueniens, de ne se pas attacher si fort à demander vne permission, dont les suites seroient si dangereuses, & de l'exhorter à bien examiner, s'il ne pourroit pas en conscience seruir Dieu selon l'usage ordinaire de l'Eglise d'Angleterre. Le Roy me respondit, que les raisons alleguées par sa maiesté estoient importantes, & qu'en cette consideration il prioit sa maiesté de luy enuoyer les autres articles qu'elle a à proposer, afin que l'on examinast tout ensemble, & que ie l'assurasse qu'il ne doutoit point que son frere ne se laissast conduire par luy, autant que l'honneur, la raison & la conscience le permettent permettre.

Après auoir entretenu le Roy, i'allay chez la Reine Mere, & luy dis la reponse que le Roy m'auoit faite. Je m'en doutois bien, dit-elle, car nous l'auions concerté ensemble: & me pria d'escrire à sa maiesté, qu'elle souhaitoit que les demandes qu'elle deuoit faire fussent raisonnables & moderées, afin que l'on peust voir bien-tost la fin de cette affaire: Et que pour cet effet il seroit bon, si sa maiesté le trouuoit à propos, qu'elles fussent communiquées à l'Ambassadeur auant que de les enuoyer icy; parce qu'il pourroit en quelque façon faire connoistre par auance ce que le Roy pourroit raisonnablement accorder, & que cela auanceroit beaucoup les affaires. Elle conclud en me disant, que i'assurasse sa maiesté que de leur costé la raison decideroit toutes les difficultez qui pourroient se rencontrer, tant sur le point de la Religion, que sur les autres articles. On croit que Monsieur de Foix sera enuoyé par delà, avec la reponse du Roy aux demandes de sa Maiesté. Il paroist fort reconnoissant des honneurs qu'il a receus de sa maiesté, & traueille autant qu'il peut à surmonter les difficultez qui se rencontrent en cette affaire, & soustient genereusement les interests de sa Maiesté contre tous ceux qui veulent l'attaquer en son honneur. C'est pourquoy, Monseigneur, vous auez, s'il vous plaist, agreable de porter sa Maiesté à luy faire scauoir par vne de vos

de vos Lettres, qu'elle reçoit de bonne part les offices qu'il luy rend. On dit aussi que Monsieur de Montmorency sera enuoyé pour ratifier les Articles qui seront accordez par le Roy. Depuis qu'il est de retour à la Cour, il a merueilleusement avancé cette affaire, & les a obligez à devenir raisonnables. Monsieur de la Mothe rend continuellement par ses lettres, des tesmoignages fort aduantageux de la maniere d'agir de sa Maiesté.

Monsieur de Foix a souhaité que ie vous donnasse aduis que l'Ordre que sa maiesté m'a enuoyé, ne s'accorde pas avec ce qu'elle a dit à l'Ambassadeur de France. Car il escrit que sa Maiesté luy a promis quelque adoucissement à sa réponse au second article : & ie soustiens au contraire que ie ne l'ay point receu. Il escrit aussi que ie dois donner au Roy les demandes de sa Maiesté, & ie soustiens que ie ne les ay pas. C'est pourquoy il pense qu'il est necessaire, afin d'éuier les défiances que cela peut faire naistre, qu'elle soit reformée, & que les articles fussent enuoyez auant le retour de ce Porteur. Je ne veux pas que l'on sçache que ie les ay receus, iusqu'à ce que ie sois mieux informé des intentions de sa maiesté.

Vous ferez bien, monseigneur, d'enuoyer icy par le premier Ordinaire, vn exemplaire des prieres communes, traduir en François, afin que ie puisse le donner à monsieur. l'en ay veu qui sont imprimées à Gerneley.

Monsieur Caualeant est icy vn instrument fort propre en cette affaire. Il agit avec sincerité & discretion, & i'aurois eu de la peine à me passer de son ministère. En vn mot, il est digne de la confiance que sa Maiesté prend en luy. A Vernon le 17. de May 1571.

F. WALSINGHAM.

A MONSIEVR WALSINGHAM, AMBASSADEVR POVR
sa Maiesté en France.

MONSIEVR, Il faut que vous excusiez si i'ay tant tardé à vous renuoyer vostre homme. On n'auoit point pris de resolution qui me donnast sujet de vous écrire. Il faut que ie patiente icy, & que vous en sachiez autant où vous estes, puisque cela ne dépend pas de nous. l'espere que *Deus dabit meliora*. Je vous enuoye cependant ce Porteur, pensant vous enuoyer en mesme-temps cette grande réponse, & vous en donner quelque lumiere. Mais en attendant ie vous diray ce que c'est. L'Ambassadeur de France, apres auoir receu sa demiere réponse, conforme à vostre lettre; pressa sa Maiesté de luy donner le reste des articles qu'elle auoit à proposer. Ce qu'elle refusa absolument, soustenant qu'elle ne le pouuoit faire, sans auoir auparauant eu vne réponse positiue à l'article de la Religion. Ce qui toucha tellement l'Ambassadeur, qu'estant en Conference avec luy, il ne pût s'empescher de s'emporter, & de me dire qu'il croyoit l'affaire desespérée. Mais apres quelques

momens d'entretien, ie le ramenay; & luy fis esperer que l'on pourroit disposer sa Maiesté à souffrir quel on vist le reste des articles. Et en effect apres beaucoup de peine & de puissantes persuasions, sa Maiesté consentir que l'on dresseroit les articles, & que l'on les monstreroit, comme souhaitez passionnement par le Roy, & demandez avec empressement par son Ambassadeur. Sa Maiesté pretend par là mettre son honneur à couuert; & i'eus ordre aussitost d'en donner aduis à l'Ambassadeur, & de dresser les articles. Mais comme i'estois sur le point de finir, on me commanda de conclurre par la demande de Calais. Cela me parut si fort à contre-temps, que ie creus que l'on le faisoit pour avoir occasion de rompre le mariage, & iugeay l'affaire desesperée, mais ayant esté bien secouru, on y remedia. Je suppliy sa maiesté de faire communiquer les articles à Monsieur le Marquis, & aux Comtes de Suffex & de Leicester. Ce qu'elle fit, & conseillerent tous fort sagement de ne point parler de Calais; & conclurent qu'il falloit auancer le mariage, comme vne affaire qui estoit de la dernière importance en ce temps-cy. De sorte que nous sommes à present persuadez que sa Maiesté y pense tout de bon. Monsieur le Comte de Leicester & moy donnasmes hier apres midy vne copie des articles à l'ambassadeur, qui d'abord ne tesmoigna pas d'y trouuer à redire. Je ne sçay pas ce qu'il fera aujour d'huy; mais en verité ils sont fort raisonnables. Voila où nous en sommes, & ainsi i'espere de vous dépêcher leudy Harcourt.

De Pine arriua hier avec des lettres du Roy, de la Reine mere, & de Monsieur, pour monsieur le Comte de Leicester: ce qui sans doute aduancera beaucoup l'affaire. Il est bon que l'on le considere, & de ce costé-là & de celuy-cy: autrement ceux à qui ce mariage ne plaist pas, pourroient luy faire naistre quelques serupules en l'esprit. Presentement il agit de la bonne maniere aupres de sa maiesté. Il est à propos que vous luy fassiez sçauoir que l'on a beaucoup de satisfaction de ce qu'il en vse de la sorte.

. BVRLEIGH.

De Westminster le 5. Iuin 1571.

A MONSIEVR WALSINGHAM, AMBASSADEVR
pour sa Maiesté en France.

I'ay receu vos lettres par ce porteur, avec celles qu'il m'a renduës de la part du Roy, de la Reine Mere & de Monsieur, qui paroissent satisfais des bonnes intentions que i'ay pour l'accomplissement du mariage de sa Maiesté. I'ay creu qu'il estoit à propos de le renuoyer; parce qu'il a souhaité d'estre dépêché promptement. Je luy ay fait connoistre en quel estat estoit l'affaire, qui roule entierement sur l'article de la Religion, dont sa maiesté ne veut en aucune façon se departir. Tous

les autres articles sont raisonnables. Sa Maïesté a fait voir à l'Ambassadeur qui est icy, les autres demandes, & vous en a enuoyé vne copie, que ie pense que vous receurez auant celle-cy. Si i'en estois creu, ils ne parleroient point de l'article qui concerne la Religion; car sa Maïesté se rendra plustost aux persuasions de monsieur, quand il sera son mary, qu'elle ne fera à présent par vn traité; & ne trouuant plus cet obstacle, & continuant d'agir comme elle a fait iusques à présent en cette affaire, ie ne doute point que le succez n'en soit heureux. Ce que ie souhaite de tout mon cœur, tant pour l'intérêt particulier de sa Maïesté, que pour l'intérêt general de la Religion; & à quoy ie contribueray de tout mon possible, comme vous me le conseillez, dont ie vous remercie. Ce porteur vous esclaircira plus amplement de ce que ie pense sur ce sujet, le connoissant honneste homme, fidele & bien affectionné à sa Maïesté & à la Religion.

Vostre parfait amy,
LEICESTER.

Le 7. de Iuin 1571.

A NOSTRE FIDELE ET BIEN-AYMÉ F. WALSINGHAM,
nostre Ambassadeur en France.

ELIZABETH, R.

Fidele & bien-aymé, Salut. Encore que nous ayons iusqu'à présent iugé qu'il n'estoit pas à propos de vous enuoyer de nouueaux articles contenant les choses que nous auons à demander, que nous n'eussions eu auparavant vne responce du Roy à celle que nous auons faite aux articles qu'il nous a enuoyez par Caualcant, & principalement à l'article qui regarde la Religion: Neantmoins ayant reconnu par vos lettres & par les frequentes sollicitations que fait icy l'Ambassadeur de France, la passion que le Roy a de voir les demandes que nous voulons faire, promettant de faire responce aux premieres, aussi tost qu'il les aura receuës; nous auons esté obligée, contre nostre propre inclination, de vous les enuoyer dans les articles que vous receurez avec cette dépêche, dont vous donnerez aduis au Roy & à la Reine Mere, & leur ferez entendre, que nous ne l'eussions pas fait sans les pressantes sollicitations de leur Ambassadeur: parce qu'il semble qu'il y va de nostre honneur de nous estre aduancée de faire des propositions, sans sçauoir quelle satisfaction nous aurons de la part du Roy touchant le point de la Religion, qui est le plus important. Vous leur direz neantmoins que pour les contenter, nous n'auons pas seulement ordonné au Comte de Leicester & au Mylord Burleigh, auxquels seuls nous auons parlé de cette affaire, comme nous en estions demeurez d'accord dès le commencement, de communiquer nos demandes à l'Ambassadeur de France; mais que nous

vous les auons aussi enuoyez par escrit, afin de leur faire voir : Nous auons presque suiuy en toutes choses les articles qui auoient esté accordez à la Reine Marie nostre sœur, de glorieuse memoire, comme il se peut voir par le traité de mariage fait entre elle & le Roy Philippes. Vous leur dites de plus, que les articles ont esté conchez en gros par ceux de nostre Conseil, qui n'ont pas la connoissance des formalitez que l'on a coustume d'observer en de pareilles affaires : de sorte que nous nous reseruons la liberté, si les choses essentielles nous sont accordées, de les estendre, & de les faire expliquer plus amplement par ceux qui y sont plus entendus. Nous auons aussi enuoyé ces demandes, afin qu'elles soient examinées en mesme temps que nostre premiere réponse aux demandes qu'ils nous ont enuoyées par Monsieur Caualeant.

Nous remarquons par ce que l'Ambassadeur de France nous a dit, que certaines clauses que nous auons trouué bon qui fussent adioustées à quelques vns des articles precedens, ne sont pas dans l'escrit que vous leur auez montré : c'est pourquoy ne sçachant pas si elles ont esté obmises, nous vous enuoyons vne autre copie, que vous ferez voir selon que l'occasion s'en presentera. Car si elles ne sont pas dans le premier, cela vient de la faute du copiste, &c.

*A MONSIEVR WALSINGHAM, AMBASSADEVR
pour sa Maiesté en France.*

MONSIEVR, Je vous dépêche Harcourt, comme ie vous l'auois promis par les dernieres lettres que ie vous ay écrites par vostre Italien. Vous verrez ce que vous auez à faire par les lettres de sa Maiesté. Dieu vetuille vous en donner vne bonne issue, & telle que ie la souhaite pour sa gloire, pour la seureté de la Reine ma Maistresse, & pour le bien de ma Patrie : & si ie dissimule en quoy que ce soit, ie prie le grand Dieu des armées qu'il me punisse. La raison pourquoy sa Maiesté demeure si ferme sur le point de la Religion, dont i'ay beaucoup de ioye, est, autant que ie le peux decouurir, l'opinion qu'elle a que tenant bon, on luy accordera ce qu'elle demande. Si cela se trouuera vray par l'euement, ou d'où vient qu'elle en est ainsi persuadée, vous le pouuez deuiner. I'ay appris de quelqu'un que du Piné l'auoit dit, mais ce n'a pas esté à moy : au contraire, il ne m'y a pas respondu quand ie luy ay demandé. Il me dit seulement, que Monsieur se contenteroit que l'on laissast l'article de la Religion sans en traiter.

Ie vous prie de tenir la chose secreete, parce que quelqu'un pourroit le trouuer mauvais. Je vous enuoye vn liure des Prières communes en François, que l'on a bien eu de la peine à trouuer, comme vous dira ce porteur. Je crains que les premiers articles ne soient imparfaits ; car l'Ambassadeur dit qu'il y manque quelques clauses. En reuoyant mes minutes, j'en ay trouué de deux sortes : l'une où ces

clauses ne sont pas adjoustées : & l'autre où elles sont, dont ie vous enuoye vne copie. I'ay demandé à l'Ambassadeur quarante mille escus pour le douaire de sa Maiesté ; & i'ay trouué depuis que sa maiesté se contentoit de trente ; parce que celuy de la Reine Marie n'estoit que de cela, sous les termes de trois mille liures Flamendes, à raison de quarante gros à la liure, qui ne font que trente mille escus monnoye de France. Depuis que l'Ambassadeur a eu sa réponse, il a desiré que ie luy fisse sçauoir précisément ce que Monsieur aura. Et encore que cela ne soit point énoncé dans les premiers articles, qui estoit le vray lieu pour y respondre : Ie croy neantmoins que ce ne peut pas estre moins que ce que le douaire des Femmes de Roy a accoustumé d'estre icy, qui est dix mille marcs, ou vingt mille Nobles. A Osterley, où est à present la Reine, le 7. Iuin 1571.

BVRLEIGH.

A MONSEIGNEVR BVRLEIGH.

MONSEIGNEVR, Vous ferez, s'il vous plaist, sçauoir à sa Maiesté, qu'ayant eu Audiance du roy le 14. de ce mois, ie luy montray les articles qui m'ont esté enuoyez, apres luy auoir auparauant fait vn discours conforme à ce qui m'a esté ordonné par sa maiesté. Le Roy me témoigna qu'il estoit tres-satisfait de la sincere maniere d'agir de sa Maiesté, & qu'il luy en estoit fort obligé ; & me chargea de l'asseurer que de son costé il répondroit tousiours à vn procedé si genereux & si franc. Quant aux réponses à ses demandes, il me dit qu'il en parleroit à son conseil, & que dans deux ou trois iours il me manderait, pour me faire sçauoir la volonté. Le 18. de ce mois, il m'enuoya querir, & me dit qu'apres auoir parlé à son Conseil, il auoit resolu d'enuoyer au plustost vn Gentilhomme de sa Chambre, nommé Larchant, Capitaine des Gardes de son Frere, pour remercier sa Maiesté de ce qu'elle agit si franchement avec luy en vn traité de cette importance, & me pria de l'asseurer qu'il ne l'oublieroit iamais, & de luy faire sçauoir de plus qu'il auoit fait choix du Marechal de Montmorency & de Monsieur de Foix, pour luy enuoyer, qui luy feroient connoistre sa resolution touchant les articles qui ont esté proposez de part & d'autre. Que pour cet effect il souhaitoit que sa Maiesté luy fist sçauoir par ce Gentilhomme, quand elle auroit agreable qu'ils passassent la mer. Apres auoir quitté le Roy, la Reine Mere m'appella, & me dit que quelqu'un auoit depuis peu voulu persuader au Roy, que sa maiesté ne pensoit à rien moins qu'à conclurre ce mariage ; & que la mesme personne auoit fait tous ses efforts pour luy persuader la mesme chose. Nonobstant tout cela, elle m'assura que la bonne opinion qu'ils ont tous de la sincerité de sa maiesté, fondée sur sa maniere d'agir franche & pleine d'honneur, les empesche d'adiouster foy à tous ces bruits & à toutes ces ca-

bales ; encore que ces aduis , me dit-elle , viennent de personnes fort capables de les surprendre , s'ils n'auoient esté asseurez du contraire par la maniere d'agir de sa Maiesté. Je luy dis que si le Roy ou elle en iugeoient autrement , ils feroient grand tort à sa Maiesté , & luy donneroient iuste suiet de croire que l'on abuseroit de sa sincerité. C'est là l'effet de ma negociation. A le 20. Iuin 1571.

F. WALSINGHAM.

*A NOSTRE FIDELE ET BIEN-ATME' F. WALSINGHAM,
nostre Ambassadeur en France.*

ELIZABETH, R.

Fidelle & bien-aimé, Salut. D'autant que l'ambassadeur de France, qui est icy, & Monsieur Larchant, Capitaine des Gardes de monsieur le Duc d'Anjou, nous sollicitent à consentir que Monsieur le Marechal de Montmorency, & d'autres que le Roy de France a nommez avec luy, viennent icy pour traiter, à ce qu'ils disent, & pour terminer l'affaire proposée entre nous & Monsieur : Nous auons crû qu'il estoit necessaire de vous faire sçauoir vn peu plus amplement ce qui s'est passé en cette rencontre, & nous auons donné ordre au Mylord Burleigh de le rediger par escrit, afin que d'un costé vous ne l'ignorassiez pas, & que de l'autre vous fussiez mieux instruit de quelle maniere vous deuez traiter cette affaire, ou avec le Roy mesme, ou avec ceux à qui il en donnera la commission. Vous verrez par tout ce que nous auons fait iusqu'à présent avec eux, que nous n'auons voulu en façon du monde accorder à Monsieur l'exercice de la Religion Romaine. Aussi n'auons-nous pas dessein de le faire. Nous auons pourtant trouué que ce mariage nous estoit aduantageux, plustost pour l'interest de nostre Estat, que pour nostre satisfaction particuliere ; pourueu que l'on pût s'accorder sur le fait de la Religion. Et parce que dans la Conference que l'ambassadeur & Monsieur Larchant ont eüe avec le Comte de Leicester & Mylord Burleigh, vous verrez que ces Messieurs remarquant que l'ambassadeur persistoit fortement à demander la liberté de la religion pour Monsieur, que l'on leur refuse, ils en demeurèrent là, & par forme d'entretien demanderent comment la chose seroit receuë, si on n'en parloit point du tout : Nous ne voulons pourtant pas que vous en disiez rien au Roy, ny à qui que ce soit ; à moins que l'on vous en fasse l'ouverture auparavant. Auquel cas vous pourrez dire que si cet article n'est point mis dans le traité, on ne sera pas obligé de le contester : & que l'on ne le refusera pas, s'ils croient que par ce moyen l'honneur de Monsieur soit à couuert ; parce que nostre honneur n'y sera pas engagé, n'y ayant pas consenty. A la charge que Monsieur n'en parlera plus, & que la chose n'ayant point esté demandée par le traité auant le mariage ; il

s'en abstiendra apres que le mariage sera conclu, & en ce cas-là, vous y pourrez consentir : mais autrement vous pouvez dire nettement, ou à Monsieur luy-mesme, ou à quelqu'un en credit auprès de luy, en qui vous ayez confiance, que nous ne nous contenterons pas seulement de ce que cela soit obmis dans le traité, s'il ne s'en abstient en effet: Et nous voulons que vous vous en expliquiez clairement, quand vous en trouverez l'occasion. Car nous ne croyons pas que ce soit proceder avec sincerité, que de n'en parler point dans le traité, & d'estre dans la deffiance si cela s'excutera, ou non, apres le mariage; parce que ce seroit un sujet de broüillerie entre luy & nous, qui seroit d'une dangereuse consequence; & tout cela pour n'avoir pas agy franchement. Vous trouverez dans ce paequet un abrégé de la Conference qui s'est faite, par laquelle vous serez pleinement informé de toutes choses. Et parce que Monsieur Larchant a demandé un passe-port pour le Marechal de Montmorency, pour Monsieur de Foix, & pour Monsieur de Chiurny, nous avons eu dessein d'abord de vous l'enuoyer, afin que vous le puissiez donner, quand le Roy auroit dessein de les enuoyer. Mais nous avons creu depuis qu'il falloit attendre iusqu'à ce que nous eussions appris quelle réponse le Roy vous aura faite. Donné à Hampton-court, le neuvième Juillet 1571. de nostre Regne le 13.

*EXTRAICT DES RESPONSES FAITES PAR SA
Majesté, à l'Ambassadeur de France, & à Monsieur Larchant.*

IL dit d'abord que le Roy de France, la Reine Mere, & Monsieur d'Anjou remercioient sa Maiesté, de la sincere maniere d'agir dont elle auoit vsciusqu'à present : & qu'ayant examiné les responles de sa Maiesté aux premieres demandes, & veu les derniers articles qui leur ont esté presentez par son Ambassadeur, contenant les choses que l'on demande de sa part, & que sa Maiesté a enuoyez à l'instance priere du Roy, le Roy leur maistre, & la Reine sa Mere ont iugé à propos d'enuoyer ce Gentilhomme, pour tesmoigner à sa Maiesté combien cela leur est agreable, & la forte passion qu'ils ont d'acheuer cette affaire. Que pour cet effet ils auoient resolu d'enuoyer icyvne Ambassade, remplie de personnes de qualiré & de conseil; à sçauoir Monsieur le Marechal de Montmorency, Monsieur de Foix, & Monsieur de Chiurny, Chancelier de Monsieur: afin de traiter & de conclure, si sa Maiesté le trouuoit à propos, & vouloit leur accorder la permission de venir. Qu'ils estoient prests, & qu'ils n'attendoient que le retour de Monsieur Larchant pour partir.

Sa Maiesté répondit.

Que de son costé elle remercioit aussi le Roy & la Reine Mere, de leur maniere d'agir pleine d'amitié & de chateur pour cette affaire; & qu'à l'égard de la sincerité de son procedé, elle ne doutoit point que ses

actions n'en donnassent tousiours des marques assurées. Mais qu'elle ne voyoit pas que les choses fussent si auancées entr'elle & Monsieur, que des Ambassadeurs deussent venir pour les conclurre, & pour les terminer; parce qu'elle ne voyoit pas que la difficulté fût leuée, touchant le point de la Religion, ny mesme comment le Roy auoit receu ses demandes contenues dans les derniers articles qui luy ont esté presentez de sa part: estant neantmoins persuadée qu'il n'y trouueroit rien à redire, puis qu'elle ne demandoit que les mesmes choses qui auoient autresfois esté accordées à la Reine Marie sa sœur, par le Roy Philippe; & sa Maiesté conclud, qu'il n'estoit pas necessaire d'enuoyer des Ambassadeurs; à moins que le Roy & son Frere declarassent qu'ils estoient satisfaits de la resolution que sa maiesté auoit prise, touchant la Religion; c'est à dire, qu'elle ne peut accorder à Monsieur l'exercice de la Religion Romaine; d'autant que cela est contraire aux loix de son Estat.

L'Ambassadeur & Monsieur Larchant employerent force discours pour y respondre: representant que le Roy, la Reine Mere, & Monsieur ne desiroient rien tant que l'honneur de sa Maiesté, & le bien de ses Estats. Qu'aussi croyoient-ils que S. M. auroit égard à l'honneur de Monsieur, & à sa qualité, afin qu'il ne passât pas dans le monde pour estre sans Religion. Ce qui arriueroit indubitablement, s'il estoit obligé de viure icy sans l'exercice de sa Religion. Que son dessein n'estoit pas d'en vser de sorte, que cela offensaît sa Maiesté, ou troublast le repos de ses Estats. Ils employerent en suite plusieurs raisons, pour persuader sa maiesté à leur accorder ce qu'ils demandoient. Mais elle soustiat tousiours qu'elle ne pouuoit, ny en conscience, ny en bonne politique, accorder à Monsieur la liberté que l'on luy demandoit: & adiousta qu'elle ne croyoit pas que monsieur fust obligé pour cela de viure sans exercice de Religion: Et que s'ils examinoient bien la forme de la Religion establie en Angleterre, par les loix du Royaume, ce qui se peut aisément, estant publiée en Latin & en François; ils trouueroient qu'elle ne contient rien de contraire à la Religion Romaine; n'y ayant point de difference, sinon qu'elle est traduite de Latin en anglois; & que pour des considerations fort raisonnables, on en a retranché de certaines choses, qui ne sont point en vŕage en celle d'Angleterre. Si bien que l'on ne peut pas dire que ceux qui la pratiqueront soient sans religion, ny qu'ils fassent rien qui soit contraire à la Religion Romaine.

Ils quitterent de la sorte sa maiesté pour la premiere fois, apres l'auoir entretenuë assez long-temps de semblables discours, plus estendus à la verité; mais tendant à la mesme fin. Ils firent quelque temps apres vne seconde tentatiue, pour obliger sa Maiesté à leur donner vne response plus fauorable: Mais elle creut au contraire, que ce qu'elle leur auoit proposé estoit si raisonnable, qu'elle ne deuoit pass'en départir, & qu'ils

& qu'ils auoient quelque pouuoir secret d'y consentir. Et pârce que sa Maiefté connut par leurs discours, que le Roy auoit donné connoissance de cette affaire à tout son Conseil, & l'auoit rendue publique, en nommant des Ambassadeurs, au lieu qu'elle n'en auoit iusques alors parlé qu'à deux personnes de son Conseil, comme le Roy l'auoit souhaitté, afin de la tenir secrette: Elle commanda aussi tost qu'elle fust rapportée en plein Conseil, depuis le commencement: Et apres le rapport, tout ce qui auoit esté fait fut trouué bon par tous ceux du Conseil, & sa Maiefté fut instamment suppliée de n'apporter point de retardement à la conclusion de ce mariage; pourueu que Monsieur le Duc d'Anjou peust estre persuadé de se faire de sa Religion, ou du moins de n'auoir point d'exercice d'aucune Religion contraire à la sienne. Apres cela, l'Ambassadeur & Larchant vinrent derechef trouuer sa Maiefté Vendredy dernier: & apres luy auoir représenté leurs premieres raisons; ils la supplierent de leur dire si elle auroit agreable que Monsieur le Marechal de Montmorency vint, comme le Roy luy auoit tesmoigné le souhaitter. A quoy ie vous diray en peu de mots, que sa Maiefté leur respondit, Que comme elle estimoit infiniment l'amitié du Roy, & qu'elle souhaittoit de la conseruer, par des marques reciproques de bien-veillance, elle n'auoit garde de consentir à quoy que ce fust, qui peust y apporter la moindre alteration, & luy donner suier de se plaindre. Que pour cet effet, elle souhaittoit que le Roy considerast bien l'importance de la difficulté qui se rencontroit au suiet de la Religion, auant que d'enuoyer son Ambassadeur; pârce que se sentant disposée de sorte, qu'il luy est impossible de changer de sentiment à cet égard, pour quelques raisons & pour quelque motif que ce soit, encore qu'il soit difficile de rien affirmer des choses à venir; que si au contraire le Roy est persuadé qu'il luy fera changer de resolution par son Ambassadeur, & que cela ne reüssissant pas, l'affaire se rompe elle craint que le Roy ne prenne ce refus pour vne espeece d'affront, sans qu'elle y ait rien contribué de sa part. Que pour ces considerations, elle les prioit de faire trouuer bon au Roy sa réponse, & de le supplier en son nom de la receuoir d'aussi bonne part qu'elle leur auoit faite; c'est à dire, avec dessein de conseruer inuiolablement l'amitié qui est si bien commencée entre eux. Mais estant nonobstant cela pressée par l'Ambassadeur de leur donner quelque réponse plus fauorable, de peur que le Roy & son Frere n'expliquassent mal les intentions de sa Maiefté, touchant l'affaire principale; Elle luy respondit, que cette affaire de Religion n'auoit point d'autre suite: & que si le Roy & son Frere en demeueroient d'accord, elle ne voyoit rien de son costé qui peust empêcher le reste: & qu'elle leur disoit cela nettement, afin que le Roy ne

creust pas que quand luy & son Frere auroient accordé cét article de la Religion ; elle feroit de nouvelles difficultez sur les autres : s'en estant déjà expliquée par deux differents memoires ; dont l'un est vne response aux demandes du Roy , & l'autre contient ses demandes , qui sont conformes à celles qui furent accordées entre le Roy Philippe & la Reine Marie , & conclut qu'elle se rapportoit à la prudence du Roy , touchant l'enuoy de ses Ambassadeurs.

Après quoy ils se retirerent, tesmoignant par leurs discours & par leurs actions, d'auoir mauuaise opinion de l'affaire, & demanderent qu'on leur accordast le iour d'apres vne Conference avec le Comte de Leicester, & le mylord Burleigh, afin de s'expliquer sur le sujet de la response de sa Maiesté. Ce qui leur fut accordé pour le lendemain, qui estoit Samedy, dans laquelle ils firent derechef instance, pour obtenir quelque response plus fauorable ; & demanderent que si sa Maiesté ne vouloit pas leur accorder presentement ce qu'ils demandoient, que du moins elle ne leur ostant pas l'esperance, que les Ambassadeurs venant, on peust accommoder les choses en sorte, que d'une part Monsieur ne deuint pas le mépris de tous les Princes Chrestiens, en viuant sans Religion ; & que de l'autre, sa Maiesté ne courust aucun danger, tant à l'égard du repos de ses sujets, que de la tranquillité de son Estat: Monsieur n'ayant pas dessein en entrant dans son Royaume, de faire rien qui peust offenser le moindre de ses sujets : s'efforçant par de semblables discours, de persuader qu'il se seruiroit, où s'abstiendrait de sa Religion, selon le temps & le lieu ; en sorte que personne n'auroit suiet de s'en offenser.

On leur respondit que sa Maiesté ne pouuoit leur faire d'autre response, & quelle auoit assez tesmoigné la sincerité de son procedé, par la maniere franche & libre, dont elle s'estoit expliquée. A quoy on ajouta plusieurs raisons, pour authoriser & soustenir sa resolution, dont les principales furent l'interest de sa conscience, & le desir qu'elle auoit de maintenir son Estat & ses suiets en paix : ce qui ne se pouuoit faire, si elle accorderoit à celuy qui seroit son mary, le pouuoir de violer les loix en vne affaire de cette importance : parce qu'il estoit impossible que cette permission ne luy fust perdre l'affection & l'amitié de tous ses fideles & bons suiets, qui faisoient profession de sa Religion, & qu'elle n'endureist les cœurs des autres qui n'obeyssent aux loix qu'avec regret, quoy qu'ils ne le fissent pas paroistre : & qu'encore que monsieur ne les authorisast pas, son exemple ne laisseroit pas de leur donner courage de mal faire, dans l'esperance d'en estre soutenus & protegez.

Enfin ils souhaitterent de sçauoir du Comte de Leicester, & de my-

lord Burleigh, s'ils trouuoient à propos que les ambassadeurs vinsent. A quoy ils respondirent que cela regardoit le Roy directement, & qu'ils pouuoient en iuger & donner leurs aduis mieux que personne; pouuant iuger par ce qui s'estoit passé, quel pouuoit en estre le succez. Que si on auoit surmonté la difficulté de la Religion, ils ne voyoient rien qui pust empescher le reste: & ces deux Seigneurs leur dirent nettement, qu'ils ne pouuoient leur donner suiet d'esperer que cette ambassade fust changer de resolution à la Maiesté: & qu'asseurement s'ils demandoient cette permission pour Monsieur, elle ne leur accorderoit pas. Ils firent vne ouuerture ensuite, qui fut agitée de part & d'autre: & proposerent que pour éviter cét écueil, il n'en falloit point parler. Que par ce moyen Monsieur pourroit sauuer sa reputation, & que la Maiesté pourroit se conseruer l'amitié & l'affection de ses sujets, qui faisoient profession de sa Religion. Sur quoy il ne fut rien resolu; & la conference finit par là.

*A MONSIEVR WALSINGHAM, AMBASSADEVR POVR
sa Maiesté en France.*

MONSIEVR, Comme la Maiesté nous a employez tous deux icy en l'affaire qui se negocie entre elle & Monsieur le Duc d'Anjou, & que vous deuez en auoir vostre part par delà: Nous auons crû qu'il estoit à propos de vous escrire conjointement. Vous verrez par les lettres, de quelle maniere elle a agy depuis l'arriuée de Monsieur Larchant, & vous y trouuerez aussi quelque chose qui regarde nostre negociation avec luy. Nous ne sçauons pas quel rapport il en fera de son chef, ny ce qu'il dira de la part de l'Ambassadeur: mais vous en pourrez apprendre quelque chose sur les lieux. Nous sçauons bien que l'Ambassadeur & luy ne sont pas satisfaits de la response de la Maiesté; & cela nous a obligez de conferer avec eux, pour leur faire perdre la mauuaise opinion qu'ils en pouuoient auoir, & les desabuser par nos esclarcissemens. Après auoir soustenu les raisons de la Maiesté fortement, & les auoir asseurez que si l'affaire de la Religion s'accommode, il n'y auoit rien qui peust empescher le reste; ils proposerent de n'en point parler. Si on vous en fait la proposition, vous avez les Ordres de la Maiesté pour y respondre: c'est pourquoy nous ne vous en disons rien.

Pour ce qui est de l'intention secrete de la Maiesté en cete affaire; nous ne vous en pouuons rien dire, que ce qu'il luy plaist d'en descouurir. Quant à la chose en soy, elle y donne les mains, comme necessaire au bien de son Royaume. Mais au reste

nous n'y voyons point ce penchant qui se remarque ordinairement aux personnes qui veulent se marier ; & la Maïesté iusqu'à present tesmoigne qu'il n'y a que la difficulté pout la Religion, qui empesche que l'affaire ne se fasse ; & seroit bien-tost concludé, si elle estoit accommodée, ou tellement enseuelie, que l'on n'en parlast iamais. De sorte que nous n'auons point d'autre conseil à vous donner là dessus, que celuy dont nous nous seruons nous mesmes, qui est d'agir & de seruir comme elle l'ordonne, & de laisser à Dieu le succez de tout le reste : lequel nous supplions vous vouloir éclairer & vous conduire en sorte, que le tout se passe au contentement de sa maïesté, & pour le bien de nostre commune Patrie.

Vos affectionnez amis ROB. LEICESTER,
WILL. BVRLEIGH.

De Hamptoncourt ;
le 8. Iuillet 1571.

A MONSIEVR WALSINGHAM, AMBASSADEVR
pour sa Maïesté en France.

MONSIEVR, le doute si ie dois vous écrire, ou non Car ce seroit vous affliger que de ne vous point écrire, & ce n'est pas vous consoler que de vous écrire des choses douteuses. Neantmoins il faut de deux maux choisir le moindre. Je vous assure que ie ne sçauois vous dire precisement ce que l'on doit à present esperer de la response de sa Maïesté. Elle voit bien de quelle dangereuse consequence seroit la chose, si l'affaire se rompoit par sa faute. Elle sçait bien que si l'affaire de la Religion estoit accordée, il n'y auroit plus de difficulté. Mais si elle est persuadée que la rupture arriuera de leur part, & qu'ainsi elle en eûteta le reproche ; c'est ce que ie ne sçay pas. Dieu veuille conduire toutes choses par sa Prouidence. Pour moy i'y ay fait tout mon possible, comme ont fait plusieurs autres de son Conseil. Monsieur le Garde des Sceaux y a trauaillé puissamment, & Monsieur le Comte de Suffex aussi. Monsieur le Comte de Leicester a tousiours fortement appuyé mesaduis : & i'en ay reconnu personne dans le Conseil, qui s'y soit directement opposé. Nous n'auons point teceu de bonnes responses du costé d'Espagne ; c'est poutquoy cette alliance nous seroit necessaire. Mais Dieu veut nous chastier. Le temps approche. Sa volonté soit faite. Prions le qu'il veuille estendre sa misericorde sur nous. Monsieur Larchant a eu vne chaine d'or de cent quarante liures sterling ; mais ce n'a pas esté sans peine. Sa maïesté luy a donné ses lettres pour le Roy & la Reine Mere. De Hamptoncourt le 9. Iuillet 1571.

BVRLEIGH.

Chesholn , domestique de la Reine d'Ecosse , qui passa dernièrement par Dieppe , avec de l'argent & des munitions , a esté pris à Lethe par le Regent.

*A MONSIEVR WALSINGHAM, AMBASSADEVR
pour sa Maesté en France.*

MONSIEVR, Vous apprendrez amplement d'ailleurs la resolution de sa Maesté, touchant la responce qu'elle a faite à Monsieur Larchant. Je vous diray en mon particulier, à cœur ouuert, ce que ie pense de cette grande affaire, & en quelle disposition ie trouue sa Majesté. Je remarque que le desir de se marier luy continuë à l'ordinaire; c'est à dire fort froidement. Neantmoins elle croit que le mariage luy est necessaire; & aduoüera plustost qu'elle a besoin d'un mary, que ie pense qu'elle ne souhaittera d'en trouuer vn comme il luy faut: & ie crains que l'on ne s'en aperçoie en cette affaire avec monsieur. Car vous verrez par les articles dont on est d'accord, qu'il n'y en a qu'un seul qui fasse la difficulté, c'est à dire, la permission qu'il demande d'auoir en particulier l'exercice de sa Religion. Et il y a apparence qu'encore que l'on passast cét article sous silence & que l'on n'en parlât point du tout; sa Maesté ne laisseroit pas de traiter en particulier avec luy, & de luy faire promettre de ne le point demander à l'aduenir. Ce scrupule, à mon aduis, rompra entierement l'affaire, & ie desespere que ce mariage se fasse. Je prie Dieu qu'il se puisse faire quelque alliance par un autre moyen. Cependant i'estois au commencement entierement persuadé que sa maesté auoit resolu d'y proceder tout de bon, & qu'elle auoit si meurement pensé à cette affaire, qu'elle ne la refuseroit point, si elle luy estoit offerte à des conditions raisonnables; & i'y auois contribué de tout mon possible, comme i'y estois obligé. Si celane reüssit pas comme ie me l'estois proposé, i'en auray beaucoup de déplaisir. Et i'ay une telle confiance en la bonté de Dieu, que ie suis persuadé, quoy qu'il en arriue, que ce sera un effet de sa Diuine Prouidence, qui fait toutes choses pour le mieux. Je ne vous en scaurois dire dauantage: priant le Tout-puissant qu'il fortifie & augmente en sa Maesté le zele qu'elle a pour la veritable Religion; & qu'il fasse, si ce mariage manque, qu'elle se puisse allier avec quelque Prince estranger, qui soit tout à fait d'accord avec elle en ce point-là. Vous ferez bien d'observer exactement tout ce qui se passera par delà au sujet de ce mariage, en consequence de la responce de sa Maesté, & de descouvrir autant que vous le pourrez, s'ils veulent consentir à ce qu'elle desire, ou non. S'ils veulent y consentir, il faudra continuer d'agir. S'ils ne le veulent pas; il faudra prendre d'autres mesures, & le plustost sera le meilleur. Sa Majesté dit, que s'ils luy accordent ce qu'elle demande touchant la Religion, qu'il n'y aura point de difficulté pour le reste, Dieu nous con-

duise en sorte, que tous ce que nous ferons soit pour la gloire.

Monsieur Cobham est de retour d'Espagne, d'où nous n'auons pas suiet d'esperer de l'amitié. Le Roy l'a traité fort euilement, mais ceux qui sont en eredit & en authorité auprès de luy, fort fierement & insollement. Chacun sçait comment nous sommes ailleurs, c'est à dire sans amis par tout. Dieu qui en est seul capable, vueille nous proteger & deffendre : & il le faut, car nostre politique est à bout. Le septième Iuillet 1571.

Vostre parfait amy ;
ROB. LEICESTER.

AV MY LORD BURLEIGH.

MONSEIGNEVR, Vous donnerez, s'il vous plaist, auis à sa Maiesté, que deux ou trois iours apres que Monsieur Larehant fut parti d'icy, on receut à la Cour des lettres d'Angleterre, enuoyées, à ce que l'on m'a dit, par l'ambassadeur, par lesquelles il asseure ceux qui sont ennemis du mariage, que sa Maiesté ne pense à rien moins qu'à se marier, & qu'il en est bien aduertý par ceux qui approchent d'elle, & les exhorte à auoir bon courage, & à n'en point douter. Aussi-tost que Larehant eut eu son audience de conge, & qu'il fut party d'Angleterre, ledit ambassadeur depescha vn Courrier, qui le ioignit à Boulogne, & qui arriva icy vn iour ou deux auant luy : & le bruit courut en mesme-temps, que Larehant n'apportoit qu'une froide responce. Ce qui fit croire à ces gens-là que le premier auis n'estoit pas sans fondement, & mortifia estrangement ceux qui fauorisent le mariage. Larehant estant arriué, & ayant fait vn rapport tres aduantageux de la sincere maniere d'agir de sa Maiesté, & la mesme chose estant aussi confirmée par les lettres de Monsieur de la Mothe, cette affaire, que l'on croyoit desesperée, commença à reprendre vigueur. En suite de quoy on a tenu des Conferences secrettes avec quelques Conseillers choisis, pour sçauoir quelle resolution on prendroit : & on a tenu encores conseil cinq ou six fois depuis pour cette mesme affaire, sans auoir encores pû se determiner. Je croy que le Roy ne laissera pas d'enuoyer quelque personne de qualité par delà, quand mesme l'affaire ne se feroit pas, tant pour remerier sa Maiesté de sa genereuse maniere d'agir, que pour luy demander la continuation de son amitié. I'ay ereu qu'il estoit bon d'en aduertir sa Maiesté par aduancee : & quand ils se seront absolument determinez, ie vous depescheray vn autre Courrier.

WALSINGHAM.

De Melon, le
27. Iuillet 1571.

A MONSIEUR BURLEIGH.

MONSEIGNEUR, Vous direz, s'il vous plaist, à sa Maïesté, qu'après que j'eus fermé mon premier paquet, & comme j'estois prest à faire partir ce Porteur, Monsieur Caualcant. me vint trouver de la part de la Reine Mere, pour me prier de differer d'un iour ou deux; que dans ce temps-là ils auroient pris resolution touchant leur responle, & que le Roy auoit dessein de m'enuoyer querir pour me commander la mesme chose: c'est pourquoy ie creus qu'il estoit bon de differer, & de leur donner cette satisfaction. Conformement à ce qu'elle m'auoit fait dire, le Roy me manda, & me dit d'à bord qu'ils auoient deliberé long temps sur la responle qu'ils auoient receuë de sa Maïesté par Larchant; parce qu'elle estoit de grande importance; & qu'enfin il auoit resolu d'enuoyer au plustost Monsieur de Foix vers sa Maïesté, pour luy declater son intention, & qu'il esperoit qu'il ne la trouueroit pas si ferme sur le point de la Religion. Il me dit de plus, qu'il souhaitoit que j'escriuisse à sa Maïesté, que quoy qu'il arriuaist de cette affaire, elle pouuoit, en consideration de la maniere d'agir & de la confiance qu'elle auoit euë en luy, faire fonds sur son amitié plus que sur celle de qui que ce fust sur la terre. Qu'elle pouuoit disposer de son Royaume, pour l'aduantage de sa personne & de ses suiets: & que son espée seroit tousiours prestë à la deffendre contre tous ceux qui voudroient entreprendre quelque chose contr'elle. Il accompagna ses paroles & son action de tant de demonstrations exterieures de bonne volonté, qu'il est impossible que le dedans n'en soit remply.

Après auoir fait avec le Roy, j'allay chez la Reine Mere, qui employa plusieurs raisons pour me faire connoistre l'affection qu'elle auoit pour cette affaire, & le deplaisir qu'elle auoit qu'un obstacle aussi important que celui de la Religion, fût cause qu'un mariage, qui pouuoit apporter tant d'auantage à l'un & à l'autre Royaume, ne se fît pas. Je luy dis qu'elle pouuoit leuer cet obstacle, si elle vouloit, en persuadant son fils de se contenter de l'exercice de nostre Religion. Elle me dit que difficilement le pourroit-elle faire: parce que c'estoit vne chose qui touchoit la conscience & son honneur. Je la priay alors de bien peser les raisons qui obligeoient la Reine ma Maïestresse de ne pas accorder cet article. Elle me tesmoigna qu'elle demeueroit bien d'accord que sa Maïesté auoit quelque raison d'en vser de la sorte; mais qu'elle esperoit neantmoins que l'on y trouueroit quelque remperament. Que la personne que le Roy auoit dessein de luy enuoyer, estoit fort agreable à sa Maïesté, & auoit plusieurs choses à luy représenter, tant pour luy faire voir combien il seroit injurieux à son fils de viure sans quelque espee de tolérance, que pour faire comprendre à sa Maïesté que cette permission, n'auoit pas les dangereuses suites qu'elle apprehende: & finit en me

disant, que quoy qu'il arriuaſt de cette affaire, à cauſe de cette importante difficulté, qu'elle & le Roy eſtoient infiniment obligez à ſa Maieſté, pour la genereuſe maniere dont elle auoit agy; & qu'en ſon particulier elle ne luy porteroit pas moins d'amitié, que ſi elle eſtoit ſa propre fille.

Après que i'eus finy avec elle, Monsieur vint à moy, & me dit qu'il me prioit de remercier de ſa part tres-humblement ſa Maieſté, pour les liberalitez dont elle auoit vſé enuers Larchant ſon Domeltique; lequel luy auoit fait vn rapport ſi aduantageux des rares & veritablement royales qualitez de ſa Maieſté, qu'il eſtoit ſenſiblement touché de ce qu'un obſtacle auſſi important que celuy de la religion, qui touchoit ſa conſcience & ſon honneur, ſe rencontraſt en cette affaire, & l'empeschait de pouuoir paruenir au plus grand bonheur auquel il pouuoir pretendre en ce monde, & proteſta qu'il voudroit auoir perdu vn bras ou vne iambe, que l'on pût le ſurmonter. Mais, dit-il, de quelque manière que la choſe tourne, ie la ſupplie de faire eſtat de moy, comme d'une perſonne qui ſera diſpoſée en tout temps de haſarder ſa vie pour la deſſenſe de la ſienne, contre tous ceux qui la voudront attaquer. C'eſt-là mort pour mor, ce qui ſe paſſa en cette Conférence. De Melun le dernier de Iuillet 1571.

F. WALSHINGHAM.

A MONSIEGNEVR LE COMTE DE LEICESTER.

A PRES vne longue deliberation, le Roy a enſin reſolu d'enuoyer au pluſtoſt Monsieur de Foix par delà avec la reſolution qu'il a priſe touchant l'affaire dont eſt queſtion; & ie croy qu'il a ordre de faire le mariage, ou quelque eſtroite alliance entre les deux Coutonnes. Ils ſont icy fort ſatisfaits du procedé ſincere de ſa Maieſté: & pendant que les choſes ſont ſi bien diſpoſées, ſi vous ne trouuez pas ſa Maieſté déterminée à ſe marier, quoy que cela ſoit fort neceſſaire pour noſtre Eſtat flottant, il eſt à propos de ſe lier étroitement d'amitié avec eux; afin que cela nous aide pour quelque temps, encore que noſtre maladie air beſoin d'un autre remede. Sa Maieſté a obligation à ce Gentilhomme qui y va. Il prend ſon party & ſoutient ſon honneur en toutes ſortes de rencontres avec autant de chaleur & d'affection, que ſ'il eſtoit né ſon ſujet. Il eſt en paſſe d'auoir grand part à ce Gouuernement: & eſtant affectionné, comme il eſt, à ſa Maieſté, il peut luy eſtre fort vtile. C'eſt pourquoy il eſt bon que vous portiez ſa Maieſté à le receuoir honorablement, & à le recompenser liberalement: & en voſtre particulier vous ne ſçauriez auoir plus d'obligation à vn eſtranger; & ie ne doute point que vous ne le traitiez de meſme. Encore que leur Ambaſſadeur leur ait donné depuis peu quelque eſperance de tolerance, ſur le fait de la Religion; ie les trouue neantmoins plus difficiles que iamais. Il ne m'appar-

tient

tient pas de donner des conseils en vne affaire de cette importance. Vous verrez, monseigneur, ce que ie pense, dans les lettres que ie vous ay cy-deuant écrites. Il se fait icy de grandes cabales pour empescher ce mariage. Le Nonce du Pape, l'Espagne & le Portugal y employent tous leurs soins, & le Clergé a offert à Monsieur vne grande pension, pour l'en destourner: enfin il n'y a rien propre pour l'empescher, dont on ne se serue. Il y a vn iour ou deux qu'il courut vn bruit, que l'affaire estoit tout à fait rompuë, & que Monsieur n'auoit pas dessein de l'acheuer. Cela fut cause qu'il me fit de grandes protestations du contraire, pendant que i'estois à la Cour, & m'assura qu'il estoit tousiours bien intentionné, & protesta, que si ce mariage ne se faisoit pas, il se croiroit le plus malheureux homme du monde. Je me seruis de plusieurs raisons pour l'obliger à se contenter de l'usage de nos Prières communes, & de ne s'arrester pas tant à demander vne permission qui luy seroit aussi preiudiciable qu'à la Reine, si le mariage se fait. Mais ie reconnus bien, qu'il n'a pas enuie de se relâcher.

Ils souhaitent icy, pour plusieurs considerations, que l'on ne sçache point le voyage de Monsieur de Foix qu'il ne soit arriué. Outre les bons offices que Monsieur Caualcant a rendus en gros dans cette affaire; vous luy estes obligé, Monseigneur, pour ceux qu'il vous a rendus en particulier.

WALSINGHAM.

De Melun le 31.
Iuliet 1571.

EXTRAIT D'VNE LETTRE DE WALSINGHAM

au Mylord Burleigh du 12. Aoust 1571.

L'Ambassadeur d'Espagne ayant eu audience le sixiesme de ce mois, la dit au Roy, que son Maistre ne pouuoit souffrir les grands dommages qui sont faits à ses suiets par les vaisseaux du Prince d'Orange, qui sont à la Rochelle. Il se plaignit aussi de ce que sa Maiesté auoit eu de secrettes conferences avec le Comte Ludouic, qui ne tendoient qu'à les mettre mal ensemble, & protesta que si sa maiesté n'y donnoit ordre, cela pourroit bien causer vne guerre entre eux. Le Roy luy respondit que le Prince d'Orange estoit vn Prince de l'Empire, avec lequel il estoit en bonne intelligence, & qu'il ne pouuoit luy refuser la liberté de ses ports, non plus qu'à ses autres alliez: & que quant à la conference avec le Comte Louis de Nassau, il estoit mal informé. Mais, dit-il, quand cela seroit, quel suiет a vostre maistre de s'en plaindre, puis qu'il est aussi Prince d'Allemagne, & qu'il n'est ny son suiет, ny son pensionnaire. Que ce n'estoit pas à luy à faire des loix en France: & que pour ce qui est de la guerre, il se trompoit, s'il pensoit luy faire peur; & qu'il ne le connoissoit pas. Chacun fera, luy dit-il, en ce rencontre, ce qu'il

iugera à propos. La reine mere luy parla de la mesme force. Elle est fort irritée contre l'Espagne, & croit asseurement que sa fille a esté empoisonnée.

Nous auons eu ordre du Roy de nous rendre à Blois, où les Princes & l'Amiral se doiuent trouuer vers la fin du mois prochain. Il y a icy force cabales, pour empescher ce voyage; mais le Roy tesmoigne d'y estre fort resolu. Je suis parfaitement asseuré que le Roy n'a point de sujet dont il fasse tant d'estime que de l'Amiral; & on espere icy qu'il s'en seruira dans ses plus importantes affaires: car il commence de son chef à reconnoistre l'incapacité des autres; les vns à cause qu'ils sont plus attachez à d'autres qu'à luy; les autres, parce qu'ils sont plus Espagnols que François, ou plus attachez à leurs plaisirs particuliers qu'au bien public. Il n'y a personne dans son Royaume, dont il ne connoisse aussi bien le deffaut, que le merite. Ceux qui l'aiment ont de la douleur de ce qu'il est si addonné aux plaisirs, & croyent que le seiour de l'Amiral à la Cour, pourra corriger ce deffaut. La Reine voyant l'estime que son Fils a pour luy, fait tout son possible pour l'obliger à prendre confiance en elle, & paroist fort portée à moyenner cette entreueuë.

Le mariage du Prince de Nauarre avec Madame Marguerite, n'est pas encore entierement conclu, la Religion en estant le seul obstacle. Cette Princesse tesmoigne en auoir grande enuie. Elle commence à lire la Bible, & à se seruir des prieres de ceux de la Religion.

A NOSTRE BIEN-AYMÉ F. WALSINGHAM,
nostre Ambassadeur en France.

ELIZABETH R.

Encore que nous soyons persuadée que vous estes en impatience de sçauoir comment Monsieur de Foix s'est acquitté icy de la charge qu'il auoit de negotier avec nous, & particulièrement pource que nous auons esté aduertie que peu de iours apres l'entretien qu'il eut avec nous, & la conference qu'il eut avec nostre Conseil, il depescha vn Courier en France: Nous ne pouuons pourtant vous dire qu'il y ait eu iusqu'à present rien de conclu avec luy: parce que n'estant pas satisfait de nostre responce, il tente toutes sortes de moyens pour nous obliger à la faire telle qu'il la souhaite. Vous sçaurez seulement que l'ambassadeur & luy ayant eu plusieurs conferences avec nous, & quelques-vnes en particulier avec nostre Conseil, la plus grande difficulté de l'affaire s'est tousiours rencontrée sur le point de la Religion. Car ils demandoient vne tollerance, & nous la refusions. Ils offroient qu'elle fust moderée par nostre Conseil, en sorte que nostre conscience, & celle du Duc fussent satisfaites. Mais cela a tousiours esté trouué impossible, ou du moins si difficile, qu'on ne s'en est pû expliquer nettement, ny de viue voix, ny par escrit, au contentement des vns & des autres. Enfin ils demanderent, puisque nous ne voulions pas acorder cette permission, que nous consentissions secrettement qu'il ne fust point troublé en

l'exercice qu'il feroit de la Religion dans son particulier. Vous verrez par le memoire que l'on vous enuoye, ce que nostre Conseil y a répondu; & vous en trouuerez vn autre, où sont contenues les responses sur deux affaires qu'ils n'ont fait que toucher, parce qu'ils n'estoient pas satisfaits de celles que nous auons faites, en respondant à leurs premieres demandes. Nous auons remarqué qu'ils ont esté embarrasés d'une expression, dont on s'est seruy dans l'écrit que l'on leur a donné, qui est de grande importance pour nostre dessein, & qui sert à mettre nostre conscience en repos. C'est à sçauoir, Que le Duc ne sera point troublé dans le culte Religieux, & dans l'usage des ceremonies qui ne sont point contraires à la parole de Dieu. Ces mots auoient esté inserez dans le memoire que l'on leur donna le vingt-quatrième de ce mois, & furent changez pour les contenter, le dernier du mois d'Aoust; & on mit ces mots en leur place, *Ecclesie Dei*, au lieu de *Verbo Dei*, qui est, à nostre aduis, la mesme chose: & nous y consentîmes; parce que nous vismes qu'ils estoient plus satisfaits de cette façon de parler que de l'autre. Et d'autant que nous ne sçauons pas comment nostre response touchant la Religion, sera receuë par delà: Nous auons dit à Monsieur de Foix, qu'encore que nous souhaitions que nostre response satisfasse Monsieur d'Anjou, & que nous luy permettions en quelque façon de se seruir d'autres ceremonies que les nostres, à condition qu'elles ne soient point contraires à l'Eglise de Dieu, & que les choses se fissent avec les precautions qui sont amplement expliquées dans nostre écrit; nostre desir est, qu'il declare à Monsieur nettement, que nous ne pourrons en aucune façon souffrir qu'il fasse dire la Messe, quand il sera icy, quelque secrettement que cela se puisse faire; afin qu'il n'espere pas de l'obtenir, & que l'on n'explique pas nostre response en ce sens là, parce que c'est vne chose que nous ne pouuons faire en conscience, ny sans troubler le repos de nostre estat. C'est pourquoy, apres vous auoir fait sçauoir, comme nous faisons par cette depesche, de quelle maniere nous luy auons parlé; nous voulons que conformément à cela, & à la response que nous luy auons fait donner par écrit, laquelle nous vous enuoyons; vous alliez trouuer le Roy de nostre part, & luy disiez positiuement que c'est là nostre intention. Et si vous trouuez qu'il soit en peine de sçauoir si nous consentirons au mariage, en cas que nous soyons satisfaits sur le point de la Religion: Vous pouuez l'asseurer qu'au si tost qu'il aura réglé les autres choses, & donné ordre qu'elles soient executées, nostre intention est d'executer avec sincerité le traité de mariage, comme nous l'auons dit dès le commencement: & s'il est en cette disposition, nous consentons qu'il enuoye des Commissaires icy, pour acheuer & conclure l'affaire avec nostre Conseil, comme il sera iugé le plus à propos. Et parce que nous auons suiet de croire que diuerses personnes de par delà, dont il y en a qui sont en credit, tâcheront de persuader au Roy, qu'il ne doit pas estre satisfait de nostre response, & que

nous n'auons iamais esté bien intentionnée pour cette affaire ; nous vous commandons de faire vostre possible pour l'asseurer du contraire, malgré tout ce que la malice & l'enuie peut dire contre nous. Et d'autant qu'il paroist par quelques-vnes de vos lettres, que Monsieur de Foix a ordre de faire quelque estroite alliance entre le Roy & nous, quoy que l'affaire du mariage ne se fasse pas : vous sçaurez que tant s'en faut qu'il nous en ait fait la moindre ouuerture, qu'au contraire, quelques-vns de nos plus fideles Conseillers, luy en ayant touché quelque chose dans la conuersation, il a dit nettement, que sans mariage il n'auoit point d'ordre de traiter de quoy que ce soit : mais qu'il estoit assuré que le Roy son maistre demeureroit tousiours dans nos interets, si nous ne luy donnions suiet de s'en départir. Le 2. Septembre 1571. Et de nostre Regne 13.

24. Augusti & post. vltima Augusti 1571.

SVMMARIVM EORVM QVÆ SERENISSIMA REGINA, suasu & consilio suorum Consiliarium, proposuit in colloquio de tribus articulis, cum Illustriss. Oratoribus Christianissimi Regis.

Ad primum de Coronat. Ducis.

Serenissima Regina non potest sine assensu trium Ordinum, seu Statuum Regni sui, concedere, ut serenissimus Dux post nuptias celebratas coronetur ut Rex, verum ut habeatur & coronetur ut Rex respectu matrimonij cum Regina; sine aliquo præiudicio iuris & tituli sue Maiestatis & hered. aut success. eius. Si id fieri potest communi consilio & consensu eorum Statuum, Maiestas sua libenter assensura est, & dabit operam ut serenissimi Ducis honor & amplitudo eo modo augeatur, & eo libentius, quia per accessionem aliquam ad eius amplitudinem, Maiestatis sue splendor & gloria etiam incrementum capiet.

Ad secundum, de coniunctione in administratione Regnorum.

Secundo existimat sua Maiestas, ut concedatur serenissimo Duci, ut ipse serenissimus Dux, una cum serenissima Regina consorte sua, constante matrimonio, stylo, honore & nomine Regio censeatur & gaudeat, eandemque serenissimam Reginam consortem suam, in felici regnorum & dominiorum administratione & gubernatione adiuuet tanquam maritus; saluis tamen iuribus, legibus, & consuetudinibus regni, ut in tertio articulo prioris scripti intitulati, Explanatio articulorum, &c. continetur.

Ad tertium, de toleranda Religione Ducis.

Tertio, ubi ab Oratore postulatum est, quemadmodum à Rege Christianissimo in mandatis se habuisse asseruit, ut scripto authentico & valido facultas concederetur dicto serenissimo Duci, & domesticis eius, exercenda sua

religionis in Anglia; quod cum propter multas & grandes causas à Regina Maieftate fieri non poffe refponfum efferet, agitatum eft poftèa inter dictos Oratores, & Confiliarios dicte Regine, ut faltem aliquo priuato fyngrapho Regine fereniffima, fereniffimus Dux certior redderetur, futurum efferet ut nullo modo impediretur in hoc regno religionem fuam exercere. Quod cum ad Maieftatem Regine relatum efferet, ita Confiliarijs fuis refponfum dari uifum eft.

In primis, quod exiftimatur fereniffimum Ducem non futurum alienum à religione Ecclefie Anglicane, fi de ea bene, candidè & rettè informaretur, maxime expedire etiam uidebatur, fi de hac caufa exercenda religionis nihil ageretur in aliquo tractatu aut colloquio, fed qua in ea apparebunt difficultates & controuerfie, mutuo utrinque Principis colloquio componerentur. Sed cum id Oratoribus nullo modo placere uideatur, non absurdum efferet putabatur, fi hoc modo utriufque menti & conscientie confulatur.

Si fereniffimus Dux temporibus uifitatis diuinorum officiorum una cum fereniffima Regina in Oratorijs fuis adeffe uolet, neque Religionis Anglicane inftitutiones & rationes audire & edifcere temporibus congruis recufabit; Ea dem fereniffima Regina affentietur, ut neque ipfemet congruis, neque fuis domesticis contra conscientiam fuam, aut illorum, cogantur ritibus aut ceremonijs Ecclefie Anglicane eo modo uti, quo fubditi regni ex legibus obligantur; donec inftituti & aliter perfuafi fuerint. Porro idem fereniffimus Dux, & is numerus domesticorum fuorum de quo poftèa conuenietur, non moleftabuntur per leges huius Regni propter ufurpationem aliorum diuinorum rituum & ceremoniarum Ecclefiarum, Ecclefie Dei non aperte repugnantium, modò id fiat in loco certo, eoque priuato & secreto, ut conscientijs fuis fatisfaciant, & ut nulla ex ea uarietate occafio maieftefta detur fubditis Regni, ad uiolandas leges Ecclefiafticas.

Et ut multa alia petenda funt à fereniffimo Duce, ut & per Chriftianiffimum Regem, Fratrem fuum, & per fe ipfum, pactis caueantur, ut iuramentis etiam confirmentur, quemadmodum & Oratoribus non eft negatum: nec tamen claufula fubfequens eodem modo ab ipfo fereniffimo Duce exigenda & obtinenda eft, quo prefens hoc refponfum in fuperioribus tribus claufulis contentum, à fua Maieftate Regia poftulabitur.

Quæ dicenda funt ex parte Ducis.

Sereniffimus Dux non diutius utetur ritibus & ceremonijs non confcientibus cum legibus Anglia, quam quoad inftitutus & perfuafus fuerit, ut Ecclefie Anglicane ritus fufficientes efferet exiftimet ad cultum diuinum; neque ijs quidem confcientibus cum legibus Anglia ita utetur, ut aut bonis fubditis regni ad publicam offenfionem, aut malis ad uiolandas leges præbeatur occafio; fed femper quum publicæ offenfiones huic aut acciderint, aut indubitate adfutura uidebuntur, unde tumultus in regno metui poffint: Se ad omnes fua Meieftatis beneuolas admonitiones, tam pro honore & fecuritate fua Maieftatis, quam pro com-

muni tranquillitate regni conseruanda, & modo, & forma se geret, vt Regina & consilio suo par esse atque conueniens videbitur. Idemque per omnia promittit se presturum pro omnibus domesticis, qui cum illo permittentur adesse, in aliquo suo cultu Religioso.

Postremò, quia Regia Maiestati visum est Oratores fassos esse se non habuisse potestatem in premis, vt proponuntur, plenè assentiendi: equum etiam visum est sue Maiestati, vt illa responsa non tradantur tanquam ita maturè consultata & determinata à sua Maiestate, quin vt liceat sue Maiestati detrabere, aut ad ea aliquid addere imposterum; ex eo magis, quia non sine multa persuasione & cobortatione Consiliorum suorum ad assentiendum multis predictorum adducta est. Es idcirco Maiestas sua petit à Christianissimo Fratre suo, Rege Christianissimo, vt quanquam hac, qua à sua Maiestate responsa sunt, non sunt per omnia Regi placitura, nulla tamen diminutio mutua amicitie prioris inter suas Maiestates subsequatur, quia nihil potius habet in votis sua Maiestas, quam amicitiam mutua cum Christianissimo Fratre suo conseruare & augere.

EXTRACT D'VNE LETTRE DE MONSIEVR SMITH, écrite de Blois au Mylord Burleigh, le 22. Mars 1571.

LA Reine Mete me demanda en suite si le Duc de Norfolk estoit executé. Nous luy respondîmes que nous n'en sçauions rien. Peut-estre, dit-elle, que la Reine luy pardonnera; & ie souhaiterois qu'elle fût quitte de toutes ces broüilleries. Ne sçaez vous point si elle agréeroit le mariage avec mon fils le Duc d'Alençon? Madame, luy dis-je, vous me connoissez il y a long-temps. A moins que i'aye de bons ordres, ie ne peux rien asseurer à vostre Maiesté. Je ne vois pas, me respondit-elle, où elle se peut marier plus aduantageusement, si elle en a la volonté: & quoy qu'en qualité de Mere, ie puisse sembler suspecte, ie vous diray pourtant que le fils de l'Empereur, & Dom lean d'Autriche, sont l'un & l'autre au dessous de mon fils, & plus petits de taille de beaucoup. Si elle en a enuie, c'est dommage qu'elle perde dauantage de temps. Madame, luy respondis-je, si Dieu vouloit qu'elle se mariait, & qu'elle eût des enfans, toutes ces broüilleries & toutes ces trahisons s'euanoüiroient bien tost: & pourueu qu'elle en eût vn de Monsieur le Duc d'Alençon, ie ne me loucherois pas que vous eussiez icy la Reine d'Ecosse; car vous auriez en ce cas-là, autant d'intérêt à la conseruation de la Reine nostre Maistresse; que nous-mêmes. Il est vray, dit-elle, & ie ne vois pas comment l'amitié qui est entre nous pourra se conseruer sans ce mariage, ou si elle se marie ailleurs. Il est vray, Madame, luy respondis-je, que les amitiés qui sont scellées par le mariage sont de bien plus longue durée & plus heureuses, quand Dieu les benit, que celles qui ne le sont que de cire. Neantmoins toutes les alliances ne sont pas accompagnées de mariages, comme fera celle-cy, s'il plaît à Dieu. Je voudrois qu'elle le fût, dit-elle;

& sicela estoit, ie passerois la mer pour la voir ; car c'est la chose du monde que ie souhaite le plus. Madame, luy respondis-je, si i'auois à present vne aussi ample commission pour Monsieur d'Alençon, que ie l'ay eu autrefois pour Monsieur, la chose seroit, avec l'ayde de Dieu, bien tost terminée. Je voudrois que vous l'eussiez, me repartit-elle : & si on vous la donnoit, quand vous serez en Angleterre, ne voudriez vous pas bien repasser la mer pour la venir executer ? Quelque malade que ie deusse estre, Madame, ie la repasserois avec joye pour vne si bonne œuvre. Alors Monsieur Walsingham luy dir, asseurement, Madame, ce n'a pas esté la Religion qui a fait manquer le mariage de Monsieur, mais quelque autre chose. Point du tout, dit-elle, il ne m'a jamais resmoigné qu'il y ait d'autre raison qui l'en ait empesché. Je vous assure, Madame, repartit Monsieur Walsingham, que j'ay bien de la peine à le croire. Car à Galion, il y estoit si bien disposé, qu'il ne me paroissoit point plus satisfait, que quand il parloit de la Reine ma Maistresse, ou à quelqu'un de ses ministres : & cela paroissoit en ses paroles, en ses actions, & en toutes choses ; mais tout cela changea aussi tost qu'il fut à Paris. Il est vray, dit-elle, Monsieur l'Ambassadeur, & cela me surprit estrange : Neantmoins des Galion, quoy qu'il parût satisfait des autres choses, il auoit vn peu de repugnance pour le fait de la Religion, mais ce n'estoit rien en comparaison de ce qui est arriué depuis.

Apres cela nous parlâmes des affaires de la Reine d'Ecosse, & des conspirations qui se faisoient tous les iours contre sa Maesté, à cause d'elle. Sur quoy elle me dit, Mon Dieu, vostre Maistresse ne voit-elle pas bien qu'elle ne sera iamais en repos, qu'elle ne soit mariée ? Si cela estoit fait, & que ce fust dans quelque puissante famille, qui est-ce qui oseroit entreprendre quelque chose contre elle ? En verité, Madame, luy respondis-je, ie croy que si elle estoit vne fois mariée ; tous ceux qui ont, en Angleterre, quelque mauuaise volonté pour elle, perdroient aussitost courage, car il est bien aisé de couper vn arbre quand il est seul ; mais quand il y en a deux ou trois ensemble, il faut estre plus long temps, & ils s'entresoustiennent l'un l'autre : & si elle auoit vn enfant, toutes les perentions de la Reine d'Ecosse, & de plusieurs autres, qui font que l'on en veut presentement à sa vie, s'enuoüeroient bien-tost. Je ne doute point, dit-elle, qu'elle n'en puisse auoir cinq ou six. Plût à Dieu, luy dis-je, Madame, que nous en eussions vn. Non, dit-elle, il faut du moins deux garçons, afin que s'il en meurt vn, il en demeure vn autre, & trois ou quatre filles pour faire alliance avec d'autres Princes, & fortifier son Royaume. Vous croyez donc, madame, luy dis-je, que Monsieur le Duc iroit bien viste. Elle se prit à rire, & me dit, *Je le desire infiniment*, & ie suis persuadée que j'en verrois de mon viuant du moins trois ou quatre, ce qui m'obligeroit à passer la mer pour la voir, & eux aussi. Mais puisqu'elle a eu

agreceable mon fils d'Aniou, comme vous me l'avez dit, pourquoy ce luy-cy ne luy plairoit-il pas, qui est de mesme famille, de mesme pere & de mesme mere, & qui n'est pas moins vigoureux & gaillard que luy, & peut-estre plus. La barbe commence à luy venir, & ie luy dis dernièrement que i'en estois fâchée, parce que ie crains qu'il ne soit pas si grand que ses freres. Madame, luy dis-je, les hommes ont accoustumé de croistre en hauteur à son aage: la barbe n'y fait rien. Il n'est pas si petit, dit-elle. Il est aussi haut que vous, ou peu s'en faut. Cela ne m'embarasse pas, Madame: ie voudrois, à cela prest, qu'il pût plaire à la Reine ma Maistresse. Car Pepin le Bref, qui espousa Berthe fille du Roy des Allemands, estoit si petit, en comparaison d'elle, qu'il ne luy alloit pas iusques à la ceinture, comme on le voit à Aix la Chapelle, où il est debout aupres d'elle qu'il tient par la main. Cependant il eut Charlemagne, ce grand Empereur & Roy de France, qui estoit, à ce qu'on dit, presque vn geant. Et vostre Bertrand de Guesclin, dont vous faites tant de cas, & qui est enerré parmy les Rois à Saint Denis, n'auoit pas plus de quatre pieds de haut, s'il n'estoit pas plus grand que la figure qui est sur son tombeau. Cependant il estoit vaillant, hardy & courageux, & fit bien du mal aux Anglois.

Il est vray, dit-elle: c'est le cœur, le courage & l'action qu'il faut considerer en vn homme. Mais n'avez-vous point quelque marque de l'affection de la Reine, de ce costé-là? ne scauriez-vous me donner quelque esperance? Non ie vous assure, Madame, luy respondis-je: car mes lettres sont esrites du vniesme de ce mois, qui est le mesme iour ou le iour d'après que nostre courrier est party d'icy avec nos despaches.

Cette iournée-là se passa de la sorte entre la Reine Mere & moy. Tout le monde sçait que nous souhaitons à sa Maesté vne entiere felicité, & de longue durée: que son mariage & des enfans d'elle sont les plus grandes assurances de bon heur pour elle, de grandeur & de richesse pour son royaume. Mais sçauoit où, & à qui, c'est ce que ie remets, quant à moy, au iugement & à la prudence de sa Maesté: & ie vous peux dire, Monseigneur, que ie ne voy pas pourquoy elle veut toujours estre dans le danger, & ne point songer à sa seureté. Dieu veuille par quelque miracle extraordinaire, la conseruer, & la faire long-temps regner sur nous; car ie ne voy pas que naturellement cela se puisse faire.

SMITH.

De Blois le 11. Mars, style
d'Angleterre, 1571.

DECLARATION.

*DECLARATION DE LA REINE D'ANGLETERRE AV
sieur de la Motte-Fenelon, Ambassadeur du Roy tres-Chrestien, faite par
M. le Grand Tresorier le 18. Mars 1573. servans de response à sa derniere
proposition.*

Que sa Maiesté voyant que le Roy tres-Chrestien son bon frere; & la Reine sa mere perseverent en l'honneste desir de demander son alliance, encore que depuis le mois d'aooust dernier plusieurs choses fussent entrevenuees de leur costé, par lesquelles elle a grande occasion de ne suiure le propos: Neantmoins à leur pourchas elle retourne maintenant aux mesmes termes où les choses en estoient demeurées le 20. dudit mois d'aooust, lors que elle seant en son Conseil à Kellingvvort, present le sieur de la Motte, fit vne forme de response audit sieur ambassadeur, suiuant laquelle elle dit de nouveau,

Que pour le bien de ses suiets, lesquels monstrent de preuoir beaucoup de grands dangiers en ce Royaume, si elle les délaisse sans quelque lignée prouenant de elle, & sans successeur: afin de les satisfaire, qu'elle est fermement resoluë de se marier de quelque bon & grand lieu selon elle, si elle peut trouuer quelqu'un, qui à elle & son Estat soit conuenable.

Et sur les offres que les Maiestez tres-Chrestiennes luy font de M. le Duc d'alençon le frere & fils, elle trouue que la partie est fort honorable, si toutes autres choses y peuuent conuenir, dont estime qu'il en consiste vne bonne partie en l'entreueuë d'eux deux; tant à cause de l'inegalité de l'age, que pour le rapport que ceux qui ont veu Monsieur le Duc, ont fait de son visage, afin de voir s'il y aura mutuel consentement entre eux. Car ainsi a-t-elle tousiours respondu à tous autres Princes qui l'ont recherchée: ce qu'un chacun sçait bien que beaucoup ont fait, qu'elle ne accepteroit iamais aucun pour mary, si ellenel'eust premierement veu.

Que neantmoins pout le mescontentement & autres desplaisirs que pourroient succeder de ladite entreueuë, si d'auanture les choses ne sortent à effet; & craignant pour cela quelque diminution d'amitié, au lieu qu'elle la veut augmenter, elle ne sçait que desirer là dessus aduis, remettant à ses Maiestés tres-Chrestiennes ledit point d'entreueuë, sçachant trop bien qu'elles ne conseilleront à leur frere & le fils, qui ne soit selon son honneur: esperant qu'il n'en fera aucune mauuaise interpretation, tant qu'elle procede simplement & sincerement: & qu'il faut que les affections de deux costez soient absoluës: en quoy le gré de nul autre ne peut seruir, sinon celuy des parties.

Qu'elle entend cependant que toutes les articles qui ont esté con-

sentis par cy-deuant & trouuez bons par sa Maiesté au suiet de Monsieur, demeurent entiets pour Monsieur ; muant seulement les réserves, l'interpretation ou esclaireissement des doutes sur les articles de la Religion. Ce qui sera remis à estre déterminé par elle & Monsieur le Duc à l'enreueu.

Qu'elle voir bien qu'en l'atticley aura maintenant plus de difficulté qu'il n'eut eu auparavant, par les euenemens de France : considerant le cours qu'il semble que le Roy tient contre les suiets pour la Religion agréant à celle d'Angleterre : mesmement à luy accorder celle partie de la Religion, qui consiste principalement en la messe ; attendu le scandale que tous les Conseillers disent qu'il pourroit en ce temps aduenir de luy permettre, pour estre chose trop contraire à la sainte parole de Dieu, & aux loix establies pour la Religion receuë en Angleterre : De sorte que outre le scrupule de sa propre conscience, elle estime que bien peu des siens le luy voudront conseiller ; ayant cause de present d'y estre plus soigneux qu'ils n'ont esté par cy-deuant.

Que neantmoins sur ce que le Grand Tresorier dit, qu'il luy a remonstré, qu'encore qu'elle ne deust trouuer en Monsieur le Duc toutes perfections qu'elle desiroit ; d'aurant qu'il y en a plusieurs grandes & loüables, & qu'il est de tres-illustre & Royale extraction, & que c'est à present qu'une partie tant honorable luy est offerte avec tant serieux moyens, tant par le Roy & sa mere, comme par la continuelle poursuite par Messagiers & lettres du Duc mesme, comme tousiours, & que ce tout court à elle de se marier, par ainsi qu'il ne faut qu'elle s'arreste à petites difficultez, qu'elle dit qu'elle le veut encliner pour l'amour de ses suiets (nonobstant qu'elle y vist aucunes choses non du tour à sa satisfaction) d'endurer aucuns deffauts : Ce qu'elle ne voudroit faire, si ne fut pour la necessité de son mariage, contenter son Royaume.

Qu'elle ne nie point ce que ledit grand Tresorier luy a pareillement remonstré touchant le point de la Religion, que plusieurs choses, moyennant qu'elles ne soient directement contre la parole de Dieu, comme il dit estre quelque partie de la Messe, se peuuent laisser aller par conuience : qu'autrement on ne les octroye pas ; & qu'il y a moins de scrupule & de scandale de ne les contredire, que si par expresse declaration on les autorisoit ; par ledit sieur Tresorier pense qu'en telles & semblables moindres choses, sa conscience se pourroit acquiescer ; esperant que monsieur le Duc, s'estant accoustumé avec l'exercice de la religion d'Angleterre, rrouueroit, avec le temps, plus de raison de s'en loüer, que peut estre de la religion de France. Car il est manifeste qu'en la pluspart des choses, celle d'Angleterre ne varie point de la romaine, fors que en langage ; qu'est ce qu'elle peut respondre, & ainsi leur faire dire par son Ambassadeur de par delà.

Et le Grand Tresorier adionste,

Que suivant ce que dessus, estant fort pressé par ledit sieur ambassadeur à dire quelque chose de ce qu'il pensoit; il dit qu'il ne pouvoit aucunement penser, sinon que si Monsieur le Duc trouue bon de prendre la poste avec vne modérée compagnie pour venir par deça en ce Printemps, comme en May ou semblable temps, pour voir la Reine (ce qu'il pourroit faire sans le preiudice de luy, considerant la grandeur de sa Maiesté, & qu'il n'a aucun Estat souverain, ains l'honneur d'estre Duc & Frere du Roy, & comme vn ieune Prince desirant aussi de travailler & voir le pays;) il pourra en cette sorte venir à Greenwich; ou en quelque autre lieu icy près de Londres, à Kent, ou bien la part où la Reine se trouuera; qu'il auroit bonne esperance que l'affaire se conduiroit à vne bonne & heureuse conclusion. Car accordant qu'il se peut trouuer autant agreable comme plusieurs ont fait rapport puis n'agueres, en ce que les picottes de la petite verole sont toutes effacées, n'y voyoit aucune difficulté importante, que celle de la Religion: & quand le mutuel consentement se trouuera aux personnes, il esperoit que la Religion ne l'empeschera, & qu'il y aura encore des Conseillers qui voudront ainsi auiser, que Monsieur le Duc se puisse contenter avec vne telle toleration pour l'exercice d'aucuns points de la Religion, quin'offenseroient l'Estat de ce Royaume.

Des autres propos dudit S. Grand Tresorier, s'est compris,

Que ladite Dame a le cœur & sa affection entiers vers le Roy & la Reine sa mere, à vouloir demeurer à iamais la bonne confederée, ainsi qu'elle pense bien qu'eux aussi de leurs costez luy correspondent. Mais qu'il ne voit pas que cela puisse longuement durer, nonobstant la presente vraye intention à preseruer & garder le traité de sa part; attendu les deportemens de la France, lesquels luy semblent que tendent fort à deprimer les Protestans, là où ce royaume ne peut faire que leur prester faueur: ce que sera occasion, si le mariage ne succede, que peu à peu toute la seureté de la Ligue s'y ira perdre; & n'y aura traité, ny serment, ny commerce, ny lettres, ny bonnes paroles qui le puissent engarder. Car il vouloit dire librement que comme il pensoit par les opinions des plus sages que la Reine sa Maiesté ne pourroit faire, qu'enfin elle & son Estat ne fussent contraints de suiure les deliberations & les generales resolutions qui se prendront par les Princes Protestans pour la deffense de la Religion, & pour resister aux attempts de ceux qui voudroient enuahir ce royaume; dont pour mettre à couuert la paix de tous inconueniens que pourroient suruenir en l'amitié & bonne ligue qu'est de present entre leurs Maiestés & entre leurs deux Royaumes; il ne voit rien de plus expedient, que de

la confirmer & astringre dauantage par ce mariage.

RESPONSE FAITE AUX MESSIEURS LES AMBASSADEURS DE France, le 20. Aoust 1575.

PRemierement, que le message qu'a esté enuoyé d'icy à l'Ambassadeur de la Reine residant en France, ou a esté mal rapporté, ou mal entendu par ledit Ambassadeur. Car il ne s'accorde pas avec ce qu'en a esté fait dans les lettres du Roy tres-Chrestien écrites à son Ambassadeur. Et ce seroit vrayement vne grande absurdité, si sa Maiesté premierement à son Ambassadeur eut mandé dire, qu'il estoit impossible que le mariage eût effet : & puis apres, incontinent eût demandé ou parlé d'une entreueüe. Vray est que par les premiers, ledit Ambassadeur auoit charge de dire, que pour la difference des aages, sa Maiesté trouue la chose fort difficile d'accorder tel mariage, & que pour raison de ces difficultez, son entendement ne pouuoit le desfaire de doutes qu'on y trouuoit, si ne se pouuoit trouuer quelque aide ou expedient pour recompense. Et ce fut la somme des premieres lettres, comme il pourroit apparoir par la coppie. Les secondes qui suiuoient incontinent apres, auoient cecy en somme à l'Ambassadeur, qu'il auoit en charge de dire, que sa Maiesté voyant la continuelle sollicitation du Roy & de la Reine mere du Roy en ce cas de mariage, mesmes plus fraiches lettres baillées par l'Ambassadeur dudit S. Roy, enuiron le 23. Iuin, en la maison de Monsieur le Grand Tresorier, trouue bon, apres auoir escrit la premiere lettre, d'adiouster encore cecy à la seconde : afin de faire paroistre l'esgard qu'elle auoit des assiduelles requestes dudit S. Roy. C'est qu'elle trouue deux principaux empeschemens. Entre autres, l'une, la cause de la Religion, se pourroit remedier par quelque conformité procedant du Duc mesme ; ainsi l'autre pourroit sembler estre difficile plustost en opinion qu'en substance. Et aussi qu'elle voit que le plus souuent rien ne gouerne plus aux mariages, que de bien considerer comment l'un pourroit estre agreable à l'autre. On doit satisfaire leurs opinions par la veüe de l'un & l'autre, & principalement en ce casicy ; considerant que ceux qui ont veu le Duc, n'osent affirmer s'il pourroit estre agreable ou non, à sa Maiesté, combien qu'en plusieurs autres choses ils le puissent fort : & semblablement sa Maiesté y adiouste encore, pour estre aussi déclaré par son Ambassadeur, que d'autant qu'elle pensoit cecy estre chose que luy ont accordé d'autres personages d'aussi grand estat qu'est le Duc d'Alençon : qu'elle le remettoit à la consideration du Roy & de la Reine, dont elle luy donne charge de dire, qu'elle n'auoit pensé d'en faire mention, si premierement n'eust apperceu par les lettres, tant dudit Duc mesme, que de ladite Dame Reine mere écrites à l'Ambassadeur icy, le desir que ledit Duc auoit de soy mesme de venir de pardeça, pour voir & pour estre veu de sa Maiesté. Et enfin sa Maiesté donne charge à son

Ambassadeur de conclure en cette sorte : C'est que s'il n'eust esté pour le desir qu'elle a de proceder platement & ouuertement en cette affaire, & qu'elle se voit tant prouoquer par la grande affection dudit S. Roy & Duc enuers elle; elle le fut deportée d'en faire mention; comme elle esperoit qu'on n'en feroit autre interpretation que bonne, & que on ne soupçonneroit que sa Maiesté auroit aucune intention d'abuser ledit Duc. Et pourtant, quant à l'entreueüe, sa Maiesté le laisse à la consideration du Roy & de la Reine mere, & à l'amour & rassis iugement desquels elle scait tres-bien qui ne feront rien qui ne soit à l'honneur dudit Duc, le frere & fils, pource qu'il luy semble estre chose qu'elle n'oseroit desirer, de peur de quelque discontement que pourroit ensuiure, si ces choses ne sortoient à la fin desirée; mesmement veu que la Reine par ces paroles audit Ambassadeur en France, sembloient grandement douter, pource que les entreueüs des Princes ont eu quelquefois vne mauuaise issue, que quelque inconuenient ne suiuoit à la diminution de l'amitié mutuelle; laquelle sa Maiesté desire estre continuée, & plustost augmentée que diminuée. Au reste que tous les articles, quant au mariage de Monsieur le Duc d'Alençon, *mutatis mutandis*, fors que l'interpretation, ou esclaircissement des doutes sur l'article touchant la religion; lesquelles seront remises à estre determinées par sa Maiesté & ledit Duc en l'entreueüe.

A MONSIEVR WALSINGHAM, AMBASSADEVR
pour sa Maiesté en France.

MONSIEVR, l'ay creu qu'il estoit à propos, puis que Monsieur de Montmorency n'est pas icy, de vous ecrire vn mot par ce porteur, domestique de l'Ambassadeur de France; n'ayant pas vn de vos gens icy par qui ie le puisse faire, ny pas vn autre si prest à partir queluy. Le Duc & toute sa suite, qui estoit de quarante personnes, a esté defrayé aux despens de sa Maiesté, & chacun d'eux selon la condition d'vne maniere si magnifique, que de memoire d'homme il ne s'est rien fait icy de semblable : & en verité sa Maiesté ne pouuoit pas luy rendre plus d'honneur qu'il en a receu. Elle l'a traité fort ciuilement, & l'a fait seruir par la premiere Noblesse du Royaume. Mais Monsieur le Comte de Leicester a esté le seul qu'il l'ait regalé à la mode de France. Et la veille de la saint leon ie luy donnay la colation, & à tous ceux de sa suite, des choses les plus exquises que ie pus trouuer, qui ne fussent point de la chair, afin de m'accorder à leur coustume.

Quoy que les presens ne fussent pas de si grand prix que ie l'eusse souhaité; ie vous diray pourtant ce que c'estoit. Le Duc a eu vn buffet de vermeil doré, de la valeur de vn grand vase d'or pesant cent onze onces. Et Monsieur de Foix a eu vn Buffet de vaisselle d'argent estimé

Xxx iij

A MONSIEUR BURLEIGH.

MONSEIGNEUR, Je receus le dixiesme de ce mois les lettres du deux & du cinq Iuillet, que vous m'avez escrites par le domestique de l'ambassadeur de France; par lesquelles j'ay appris avec beaucoup de ioye, la magnifique reception que l'on a faite à Monsieur le Marechal de Montmorency, qui arriua icy le mesme iour. Il ne perd point l'occasion de publier hautement la maniere dont sa Maiesté l'a regalé, & la met au dessus de tout ce que l'on peut esperer de pareilles rencontres. Ses domestiques en font autant, & ne peuuent dire assez de bien de sa Maiesté. Le iour d'apres qu'il fut arriué icy, la Reine mere m'enuoya querir, & me tesmoigna que le Roy son fils, qui estoit allé à saint Germain, l'auoit priée de me mander pour me dire de sa part, qu'il estoit tres-obligé à sa Maiesté, de l'honneur qu'elle auoit fait au Marechal de Montmorency, & qu'il consideroit cette action comme vne marque effectiue de la veritable & sincere affection qu'elle luy portoit; dont il seroit reconnoissant toute sa vie, & en toutes sortes d'occasions. Elle me dit de plus, qu'elle me prioit de tesmoigner à sa Maiesté, tant de la part du Roy que de la sienne, qu'elle souhaitoit que Dieu la voulût disposer au mariage que l'on luy auoit proposé depuis peu; estant à son aduis vne chose absolument necessaire pour l'affermissement de l'amitié qui estoit desia entre les deux Couronnes, & aduantageuse pour l'une & pour l'autre; & me protesta qu'elle ne le desireroit pas, si elle n'estoit persuadée qu'elle en receuroit toute sorte de satisfaction & de contentement.

Pource que sa Maiesté desire sçauoir de l'aage, de la taille, des qualitez, de la Religion, de l'affection de Monsieur le Duc D'Alençon pour elle, & des sentimens & des inclinations qu'en ont ceux de sa suite; ie vous diray, Monseigneur, que j'ay appris qu'il est nay le 25. d'Avril 1555. Monseigneur l'Amiral, Monsieur Smith, Monsieur Killegrevv, & plusieurs autres gentil-hommes qui ont esté icy, pourront mieux vous le dire de bouche, que ie ne vous le sçauois escrire. Quant à ses mœurs & aux qualitez de son esprit, apres m'en estre informé tres-exactement depuis quel'on parle de cette affaire; j'ay trouué qu'il passoit dans l'approbation vniuerselle pour auoir autant de merite, que Prince ou Gentil-homme qui soit en France. Qu'il est sage, braue, & exempt des legeretez Françoises: de sorte que l'on dit de luy, *Qu'il a du plomb dans la teste*. Cette approbation vniuerselle m'a esté confirmée par l'Amiral, par le Comte de la Roche-foucault, par Teligny, par Briquemaut, & par plusieurs autres personnes indiuerses de la Religion, ausquels ie ne sçauois m'empescher d'adiouster soy; sçachant les temoignages qu'ils ont rendus à tout le monde de leur zele pour la Religion, & de leur affection enuers sa Maiesté. Quant à l'Amiral, discutant cette affaire

auec luy en particulier, ila souuent pris Dieu à tefmoin, qu'il n'y auoit point de confideration mondaine, qui pût l'obliger à conseiller ce mariage, s'il n'estoit persuadé qu'en l'estat florant où sont les affaires de sa Maiefté, il luy seroit vtile & honorable, & en vn mot, tres-avantageux. Pour la Religion, ils ont de grandes esperances, fondées sur de bonnes coniectures, qu'il ne sera pas difficile de l'amener à la connoissance de la verité: & i'ay plusieurs raisons en mon particulier, qui me persuadent que s'il n'y a point d'autre difficulté que celle de ne point faire dire la Messe, qu'elle sera aisement surmontée, & que l'on n'aura pas de peine à luy persuader. Touchant l'affection qu'il a pour sa Maiefté, ie suis informé de bonne part, que toutes les fois que l'on a voulu le flatter de la qualité de Roy, il a protesté que s'il n'auoit esté excité par le recit qu'il auoit ouï faire des rares qualitez de sa maiefté, plustoit que par le desir de posseder vn Royaume, il n'auroit iamais prié le Roy & la Reine sa mere d'en faire la proposition; & plusieurs raisons vray-semblables m'obligent de croire, que son amitié enuers sa Maiefté est grande & sans déguisement. Touchant l'inclination que ceux de sa suite ont pour le mariage, ie suis bien informé qu'ils le souhaitent, & particulierement ceux qu'il consulte ordinairement là-dessus, lesquels quoy qu'ils ne soient pas de la Religion, n'y sont pourtant pas contraires: & il y en a plus d'une douzaine que le Roy son Frere a congédié pour cela. Voila en pure verité ce que j'ay pu apprendre de cette affaire.

Touchant Calais, l'Amiral en a fait quelque ouuerture à ma priere. Mais il n'a pas trouué que les choses y fussent disposées de la part de leurs Maieftez. l'en ay diraussi quelque chose à M. de Foix, & ie luy ay fait comprendre qu'il n'y auoit rien qui pût dauantage auancer le mariage. Nous agitasmes l'affaire pour & contre: Mais enfin il me dir qu'il ne croyoit pas qu'il fût possible d'y reüssir, quoy qu'il souhaitast que l'on peust trouuer quelque autre expedient pour contenter sa Maiefté sur la difficulté qu'elle fait d'espouser vn si ieune Prince.

Dans l'entretien que nous eusmes sur ce suier, il me demanda si sa Maiefté ne se contenteroit pas, ayant desia vn pied dans Flessingue, si le Roy s'obligeoit par le contract de mariage de l'aider à conquerir le reste de l'Isle, qui seroit, dit-il, vne chose bien plus auantageuse pour l'Angleterre, que dix Calais. Ce n'est pas, continua-t'il, que j'aye ordre d'en faire aucune ouuerture: car les choses ne sont pas encore en ces termes-là. Mais ie vous en fais la proposition par maniere d'entretien, & pour la passion que j'ay de trouuer quelque expedient qui puisse contenter sa Maiefté. Au reste, me dit-il, ie suis persuadé que si elle veut faire ce mariage, il ne sera pas difficile de le faire trouuer bon au Roy. Je luy respondis, que ie n'auois point d'ordre de parler de cette affaire, & qu'ainsi ie n'auois rien à luy respondre. Mais que ie demeurerois d'accord avec luy, que Flessingue nous accommoderoit mieux que

que Calais. De Paris le treiziesme Iuillet mil cinq cens septante deux.

WALSINGHAM.

A MONSIEVR SMITH, PREMIER SECRETAIRE D'ESTAT.

MONSIEVR, Vous ferez sçauoir, s'il vous plaist, à sa Maiesté, qu'après auoir fermé mon paquet, Monsieur de Mauuifiere vint me trouuer de la part de la Reine Mere, pour me prier de vouloir continuer mes loins & mes offices en faueur de cette Couronne, & sur tout de trauailler à l'auancement du mariage de Monsieur le Duc d'Alençon. Il luy respondis que les choses se conduisoient icy d'une maniere qui ne me donnoit pas courage de le faire; & que pour ce qui estoit du mariage, j'auois plusieurs raisons qui m'obligeoient à douter, si on y pensoit tout de bon. Il me répondit qu'il seroit à souhaitter que ces scrupules-là fussent leuez, & me demanda si j'aurois agreable de dire à la Reine Mere les raisons qui m'obligeoient à auoir cette pensée. Il luy dis que ie le ferois volontiers, s'il plaisoit à sa Maiesté de me donner Audience: en suite de quoy elle me manda, & me dit qu'elle auoit appris par Mauuifiere, que j'auois quelques scrupules, touchant la maniere d'agir d'elle & du Roy, en l'affaire du dernier mariage que l'on auoit proposé. Qu'elle en estoit fâchée; parce que dans la place où i'estois, ie pouuois y apporter beaucoup d'empeschement, & qu'elle auoit pour cela souhaitté de sçauoir les raisons que i'en auois, & qu'elle ne doutoit point, qu'après qu'elle y auroit répondu, ie ne demeurasse satisfait. Il luy dis, que veritablement l'interest & l'honneur de la Reine ma Maistresse, & mon propre deuoir m'auoient obligé de parler de la sorte; mais que i'estois persuadé que quand ie luy aurois representé les raisons qui m'auoient obligé de le faire, elle ne le prist en bonne part. Il luy representay ensuite, que l'action qui s'estoit passée depuis peu, auoit ietté la crainte & la desffiance dans l'esprit de plusieurs personnes, & que ie luy aduoüois ingenuement que i'estois de ce nombre, que les scrupules & desffiances que j'auois de la sincerité du Roy dans l'affaire du mariage que l'on auoit proposé, estoient fondez sur trois raisons principales.

Que la premiere estoit l'infraction du dernier Edict, & la cruauté dont on vsoit presentement enuers ceux de la Religion.

Que la seconde estoit fondée sur la maniere d'agir extraordinaire avec laquelle on auoit agy dans l'affaire du premier mariage.

Et la troisieme, sur certains bruits que l'on faisoit courir de la conquête d'Angleterre & d'Irlande.

Quant au premier point, ie luy dis que le principal motif qui auoit obligé la Reine ma Maistresse à faire cas de l'amitié de cette Couronne, estoit fondé sur ce que le Roy auoit accordé par son Edit à quelques-

uns de ses suiets, la liberté & l'exercice d'une Religion dont elle faisoit elle-mesme profession. Que cette consideration estant le principal fondement de l'alliance & de l'amitié qui estoit entre eux, la continuation n'en pourroit estre que douteuse & incertaine, puisque le principe n'y estoit plus, & que la proposition que l'on auoit faite d'une entreueüe, ne pouuoit passer à present que pour vn amusement.

Que pour le second, ce qui estoit arriué depuis peu, faisoit croire avec raison, que le premier mariage n'auoit aussi esté proposé que pour amuser & pour tromper ceux de la Religion.

Et que pour les bruits qui courroient, quoy qu'ils ne vinsent pas de personnes fort qualifiées, ils n'estoient pourtant pas sans soupçon, apres ce qui s'estoit passé depuis peu.

Elle respondit à tout cela en termes generaux, qu'elle croyoit que la derniere alliance n'auoit pas esté faite avec l'Amiral & avec ceux de la Religion, mais avec le Roy; & qu'elle esperoit qu'elle ne laisseroit pas de continuer, encore que le Roy son Fils eust esté obligé de se defaire avec iustice, & pour sa propre conseruation, des principaux Chefs de ceux de la Religion; & que de son costé il y contribueroit de tout son pouuoir. Vous sçavez bien, me dit-elle, que le Roy François I. & le Roy Henry VIII. estoient bons amis: & neantmoins ils ne fauorisoient pas le Pape également. Vous sçavez aussi que la difference de Religion qui estoit entre le Roy mon Mary, & le Roy Edoüard VI. n'empêcha pas la conclusion du mariage de ma fille & de luy. Et quant à l'Edict, l'intention du Roy mon Fils est qu'il soit executé ponctuellement.

Eluy répondis, que veritablement l'alliance auoit esté faite avec le Roy, & non pas avec l'Amiral: Mais que cela n'empêchoit pas que la liberté de conscience n'eust esté accordée à tous ceux de la Religion, & non pas à l'Amiral en particulier. Que pour l'amitié qui auoit esté entre les Princes, dont elle parloit, encore qu'ils fussent de differente Religion, c'estoit en vn temps bien different de celuy-cy, & que l'on n'auoit poinr fait encore de ligue à Trenre & à Bayonne, pour ruiner tous ceux de la Religion.

Et en verité, Madame, luy dis-je, ie crains que la seuerité extraordinaire dont on a vû depuis peu contre eux, ne passe parmy tous les Princes Protestans pour vne guerre declatée contre eux, qui sera sans doute plus sanglante que n'a esté cette action, & dont personne ne profitera que le Turc. Là dessus elle s'emporta furieusement contre l'Amiral, & dit que certe affaire de Bayonne estoit vn artifice qu'il auoit inuenté, pour exciter les Princes qui estoient Alliez de cette Couronne, à s'en declarer les ennemis; & que la verité estoit que cette Assemblée de Bayonne ne s'estoit faite que pour se diuertir & faire bonne chere. Et afin, dit-elle, que vous sçachiez le peu d'obligation que luy a vostre Maistresse, il faut que vous voyez vn discours qui a esté trouué avec son testamenr fait, pendant qu'il estoit malade à la rochelle, dans

lequel entre plusieurs aduis qu'il donne au Roy mon Fils, il luy recommande, comme vne chose de la dernière importance pour le repos de son Estat, de tenir bas le Roy d'Espagne & vostre Maistresse, autant qu'il luy sera possible. Madame, luy dis-je, soit qu'il fust affectionné à la Reine ma maistresse; il a fait voir dans ce reneontre qu'il estoit vn bon & fidele sujet de la Couronne de France, & c'est pour cela principalement que la Reine ma maistresse l'estimoit. Ce discours estoit tout écrit de la propre main. Elle ne respondit rien aux deux autres raisons, mais seulement me pria de ne me point laisser surprendre par les discours de quelques esprits seditieux, qui ne cherchoient qu'à mettre les Princes mal ensemble. Enfin, apres plusieurs discours pour & contre, Elle me pria d'asseurer la Reine ma maistresse, qu'elle & le Roy son Fils ne desiroient rien si passionnement, que de viure en bonne intelligence avec elle; & qu'afin que leur amitié fust plus estroite, ils souhaitoient que l'on terminast promptement le mariage que l'on auoit proposé; pource qu'elle croyoit que c'estoit le véritable moyen de procurer vn repos solide à l'un & à l'autre Royaume. Alors iela suppliy de me satisfaire sur deux points: l'un comment le differend touchant la Religion, se pourroit accommoder, si l'entrevuë se faisoit, veu leur dernière feuerité: & l'autre de quelle maniere ils pretendoient faire obseruer l'Edict.

Au premier elle me respondit, qu'elle ne doutoit point que le differend touchant la Religion ne s'accomadât au contentement de la Reine ma maistresse, pourueu qu'il ne se rencontrât point d'autre empeschement.

Au second, elle me dit que l'intention du Roy estoit, que ceux de la Religion eussent la liberté de conscience. Et l'exercice de leur Religion aussi, madame? Non, me dit-elle: mon fils veut qu'il n'y ait exercice que d'une seule Religion en France. Comment, madame, luy dis-je? cela se peut-il accorder avec ce que vous voulez que l'escriue à la Reine ma Maistresse, que l'Edit sera obserué selon sa forme & teneur? Elle me respondit, que depuis peu ils auoient decouuert de certaines choses, qui les obligeoient à en abolir tout-à-fait l'exercice. Vous voulez donc, luy dis-je, Madame, qu'ils viuent sans aucun exercice de Religion? Ils seront soufferts, me respondit-elle, tout de mesme que vôtre Maistresse souffre les Catholiques en Angleterre. Ma maistresse, luy respondis-je, n'a iamais rien promis par Edict: & si elle l'auoit fait, elle l'auroit fait obseruer inuiolablement. Elle me respondit, que la Reine ma maistresse pouuoit gouuerner son Royaume à la mode, & le Roy le sien à la sienne. Je luy dis que ie ne luy auois pas demandé toutes ces choses par curiosité; mais afin d'en rendre compte à la Reine ma maistresse, que ie scauois souhaiter avec passion que toutes choses se passassent glorieusement pour eux.

Le luy proposay vn troisieme doute, & ie luy demanday comment; veu la derniere seuerité, ils pourroient tenir la promesse qu'ils auoient faite à la Reine ma maistresse, de la secourir, en cas qu'elle fust attaquée pour la Religion. Elle me respondit, que si elle estoit attaquée par quelqu'un à cause de la Religion, sans en excepter le Roy d'Espagne; elle ne manquera pas de secours du costé de France, & qu'ils n'auoient pour but que de mettre leur Estat en repos.

I'ay creu qu'il estoit necessaire de donner aduis de cet entretien à sa maiesté, qui y fera telles reflexions qu'il luy plaira.

Quoy que ie sois assez mal-traité du peuple, ie reçois depuis quelques iours, plus de tesmoignages d'amitié de leurs maiestez que d'ordinaire, dont i'ay promis de donner aduis à sa Maiesté. La Roche, qui fut employé il y a deux ans pour l'entreprise de l'Irlande, estoit ces iours passez à la Cour, d'où il a esté enuoyé à la Rochelle: ce qui fait apprehender quelque entreprise de ce costé-là. Je suis &c.

F. WALSINGHAM

De Paris le 24.
Septembre 1572.



M E M O I R E

D'VNE PERSONNE DE CONDITION, ET DES

*premieres de la Cour de France, donné au sieur de Walsingham, touchant Monsieur le Duc d'Anjou, & enuoyé au Mylord Burleigh pour le mon-
strer à la Reine d'Angleterre.*

IE n'escriroy rien de Monsieur qui ne soit tres-veritable, & que ie ne fasse confirmer, s'il en est besoin, par tout ce qu'il y a de personnes d'honneur à la Cour, tant de l'une que de l'autre Religion. Si vous me demandiez vn Eloge, i'en ferois d'une maniere plus fine & plus obligeante. Mais s'agissant d'une affaire aussi importante, & d'aussi grande consequence qu'est celle qui vous donne la curiosité de connoistre Monsieur iusques dans le cœur, ie ne serois pas digne de la confiance que vous avez en moy, si ie ne vous disois les choses comme elles sont. Vous avez autrefois sceu de Monsieur l'Amiral de Chastillon, & de Messieurs de la Rochefoucault & de Teligny, les sentimens qu'ils auoient de ce Prince; ie vous diray des particularitez qu'ils ne scauoient pas; parce qu'ils n'ont pas esté si particulierement attachés à la personne que moy. Il faut demeurer d'accord qu'il n'y a point eu de Prince depuis plusieurs années, qui soit venu au monde avec de plus belles & de plus grandes inclinations que le nostre. Il est né avec du cœur, de l'esprit, de la bonne mine; & sur tout celi avec des semences de vertus qui semblent promettre qu'un iour nous le verrons vn autre Alexandre. Sa ieunesse a esté miraculeuse, tant par la beauté de ses actions, que par les productions de son esprit. Il est agreable & charmant, & tempere si parfaitement bien la maiesté d'un Prince né pour regner, avec la douceur d'un fort honneste homme, qu'il est difficile de n'auoir pas tout à la fois, & beaucoup d'amour, & beaucoup de respect pour luy. Vous scauez les batailles qu'il a données, & la gloire qu'il s'est acquise par les armes à l'âge 16 & 17. ans. Je ne vous en parle point aussi; car vous n'estes pas en doute de sa valeur. Vous voulez scauoir quel est son esprit, à l'esgard du mariage & de la Religion, ie vous diray peu de chose touchant le second point. Vous croyez aussi bien que moy, que les plus esclairez & les plus pénétrants ne voyent goutte ny dans le propre cœur, & encore moins dans celuy des autres, & que c'est vn secret que Dieu a voulu se reseruer. Je ne veux point aussi entrer dans celuy de monsieur, mais ie vous diray fort franchement, connoissant le siecle & la Cour, comme ie pense les connoistre, que ie mets la Religion au nombre des choses qu'il faut desirer dans les person-

nes du grand monde, plustost que de les y chercher. En bonne foy, pouuez-vous estre si preueni de vostre reformation, que vous croyiez que les Princes & les grands s'appliquent bien serieusement à l'examen de leurs consciences, & qu'ils ayent les commandemens de Dieu aussi bien grauez dans le cœur, qu'ils y ont les maximes de la Politique & la satisfaction de leurs sens? Si vous auez assez de charité pour le croire, ie vous declare que tout protestant que vous estes, vous estes meilleur Chrestien que moy. Car tout le monde m'a trompé, ou j'ay remarqué que tout le monde n'est pas fort persuadé des veritez du Christianisme. Au moins vous puis-je assurer, que l'on vit comme si l'on ne l'estoit pas; & que quelque instance que vous autres fassiez pour nous refuser l'exercice de nostre Religion en Angleterre, vous consultez bien plus en cela, la Raison d'Estat que celle de l'Euangile. Mais ie ne veux pas vous mettre en cholere au lieu de vous faire de nos amis. Venons au point. L'on vous a voulu faire accroire autrefois que monsieur auoit esté instruit par des personnes qui panchoient du Costé de la Religion nouuelle, & qu'il y auoit beaucoup d'apparence qu'il y pouuoit estre porté ou par principe d'ambition, ou par scrupule de conscience. Detrompés-vous de l'un & de l'autre. Monsieur est né Catholique. M. a fait profession publique iusqu'au iourd'huy de la Religion Catholique. Il a remporté des Victoires en se declarant son protecteur. Croyez qu'il viura & qu'il mourra dans cette Religion. Je sçay ce qu'il a dit, je sçay ce qu'il a fait. Je sçay qu'il a raillé mille fois des abus qui se sont introduits par le temps dans la Religion Catholique. Enfin ie luy ay veu des Psalmes de Marot & d'autres liures de cette force. Mais ie sçay qu'il ne les a portez que pour plaire à vne grande Dame Huguenotte, dont il estoit esperdument amoureux; & par consequent qu'il n'en faut rien tirer à l'auantage des Protestans. Voila pour ce qui est de sa Religion. Pour ce qui est de ses sentimens à l'égard du mariage, il les a semblables à ceux de tous les Princes. Les personnes de cette condition-là, sont dans des contraintes & des obligations, dont ils ne peuuent se dispenser. L'interest de leur Estat, la necessité de leurs affaires, & d'autres pareilles raisons engagent les vns au mariage. Les autres se marient ou pour deuenir Rois, ou pour adiouter d'autres Couronnes à la leur. Monsieur est dans ce dernier ordre. Il est comme assuré d'une Couronne estrangere; mais il est certain qu'il ne la receura que pour complaire au Roy son frere; & que s'il a à sortir de France, il ne le fera de bon cœur, que pour passer en Angleterre. Vostre Reine a de si grandes qualitez. Elle est en un si beau poste, & peut donner un si noble exercice à la belle ambition de ce Prince, que ie ne fay nulle difficulté qu'il ne se porte à son mariage avec beaucoup de satisfaction. Il parle de la Reine vostre Maistresse tres-dignement; & quoy qu'elle ait plus d'âge que luy, il y trouue tant de graces de corps & d'esprit, & est dans une telle admiration de la beauté de son ame, & de la fermeté de son courage, qu'il

l'appelle souvent la merueille de son siecle. Soyez donc certain que si nostre Negotiation a le succez que souhaitent les gens de bien de l'une & de l'autre Nation ; l'une & l'autre en doit attendre de merueilleux avantages. Nous deviendrons ensemble les arbitres de la paix & de la guerre, & les maistres de l'Europe ; & quoy que l'on dise de la puissance de la Maison d'Autriche, elle sera contrainte, malgré tout l'or de son nouveau monde, de recevoir la loy des Rois de France & d'Angleterre. Pour ce qui est de la personne de Monsieur, vous le voyez tous les iours. Il a ce malheur, que toutes les peintures luy font tort, & que lanet luy-mesme ne luy a iamais donné cet admirable ie ne sçay quoy qu'il a receu de la Nature. Ses yeux, cet agrément qu'il a autour de la bouche quand il parle, cette douceur avec laquelle il surprend ceux qui ont l'honneur de le voir en particulier, ne peuvent estre bien representez ny par la plume, ny par le pinceau. Il a la main si belle & si bien proportionnée, qu'elle ne seroit pas mieux finie, quand elle auroit esté faite au Tour, & n'aura pas ce qu'elle merite, si elle ne porte plus d'un Sceptre. Ne me demandez pas si estant si bien fait, il a esté aimé. Il a remporté des victoires par tout où il a voulu combattre ; & n'a pas sceu la centiesme partie des conquestes qu'il a faites. Je veux finir par ce qui est de plus serieux & de plus important en luy. Il a les mœurs de la meilleure trampe du monde. Il est facile. Il est aisé. Il n'a point d'emportement. Il est le meilleur amy & le meilleur maistre du monde, & ie croy qu'il sera encore meilleur mary. Il est constant dans ses affections, & desferre tellement à la raison, qu'elle est dans toutes les occasions la superieure & la dominante. Il est capable de conseil, & il en donne tousiours d'excellens. Il est ferme dans les resolutions qu'il prend, & les execute avec la mesme fermeté. Rien ne le surprend, rien ne l'estonne. Il va droit au peril, & y va sans ostentation. Il est vray qu'il a un defaut que rien ne sçauroit corriger. C'est qu'il est né si liberal, que tout ce qu'il y a d'or dans l'un & dans l'autre monde seroit plustost espuisé, qu'il n'auroit espuisé la passion qu'il a d'enrichir tous ceux qui ont du merite. Il me semble que si la Reine vostre Maistresse ne se contente d'un si digne suiet, elle ne le fera iamais, & qu'elle n'a dès à present qu'à faire vœu d'une perpetuelle virginité. &c.



ADVIS SVR LES MEMOIRES SVIVANS
touchant le mariage de Monsieur frere vnique du Roy Henry III.

L Amort inopinée de la belle Marquise de l'Isle, Princeſſe de Condé, ayant ietté le Roy Henry III. dans tous les excès de douleur & tous les reſmoignages d'amour qu'une paſſion auſſi violente que la ſienne pouuoit produire, luy fit prendre la reſolution inſperée de ſe marier à la Princeſſe Louiſe de Lorraine. La Reine ſa mere, qui n'auoit conſenty à ce mariage que par complaiſance, & qui auoit touſiours la Reine d'Angleterre dans l'eſprit, ne vit pas pluſtoſt le Roy ſon fils hors d'eſtat d'y penſer, qu'elle le fit reſoudre de renouer leurs anciennes Negociations avec Elizabeth, & d'engager Monsieur le Duc d'Alençon dans cette recherche. Elle luy reſenta qu'il ne pouuoit trouver un plus honneſte moyen d'eſloigner ce Prince, ny luy donner un plus ſpecieux baniſſement. Que par ce mariage il le retireroit des penſées qui luy rouloient dans la teſte, ſoit en faueur des Huguenots, ſoit pour la conqueſte des Pays-bas. Que la Reine d'Angleterre entendant à ce mariage, ſengageroit inſenſiblement dans les intereſts & dans les pretentions de Monsieur; & que peut-eſtre elle deſchargeroit le Roy des deſpenſes, dont il ne pouuoit autrement ſe diſpenſer. Ces raiſons, & d'autres encore, porterent Henry III. à propoſer cette affaire à Monsieur, qui la receut comme une grace bien particuliere; & qui abandonna en meſme temps tout autre deſſein. Le Roy fit toutes les aduances pour cela. Il eſcruiſit à ſes Ambaſſadeurs en Angleterre, & il aſſembla pluſieurs fois tous les Princes & les autres grands perſonnages de ſon Conſeil, pour en auoir leur aduis. Conformement au reſultat qui y fut pris, il enuoya un Prince de ſon ſang en Angleterre, avec beaucoup de grands Seigneurs. C'eſt ce que le Lecteur verra par les pieces ſuiuantes, tant Françoises, qu'Angloiſes traduictes en noſtre langue.



DECLARATION

DECLARATION FAITE PAR LES COMMISSAIRES
et deputez de la Reine d'Angleterre, sur la preſſeance.

Nous ſouſſignez Commiſſaires & Procureurs de ſadite ſereniſſime Reine d'Angleterre, pour traiter le mariage de ſadite ſereniſſime Maieſté avec le tres-illuſtre Duc d'Anjou, reconnoiſſons & confeſſons, qu'en procedant à la redaction du contract dudit mariage, Monſieur le Prince Dauphin, & les autres ſieurs commis & deputez dudit Roy tres-Chreſtien & dudit tres-illuſtre Duc, ont fait difficulté & refus de paſſer les prefaces des deux expeditions dudit contract, en la forme qu'elles auoient eſté dreſſées par Nous; en tant que par icelles Nous auions mis nos noms les premiers Commiſſaires & deputez de ſadite Maieſté d'Angleterre, qui pour icelle les deuions ſigner & deliurer: ſouſtenant que leurs noms deuoient eſtre prepoſez aux noſtres, tant eſdites deux expeditions qui leur deuoient par nous eſtre deliurées pour emporter en France, qu'en l'autre expedition pour eux ſigner pour demeurer pardeuers Nous: ſe fondant ſur la dignité, prerogatiue & préeminence dudit Roy tres-Chreſtien, qu'ils representent: Alleguant qu'au dernier traité fait en l'an mil cinq cent ſoixante & douze à Blois ſur Loire, fut ainſi fait, arreſté & obſerué entre les deputez des tres-Chreſtienne & ſereniſſime Maieſtez. Aquoy Nous Commiſſaires d'Angleterre luſdits reſpondions & ſouſtenions au contraire. Quant aux eſcrits qui ont eſté baillez par les Commiſſaires & deputez de nos Rois & Reines à quelque Prince que ce ſoit, meſme des Empereurs; les Commiſſaires ou deputez de noſdits Rois ou Reines ont touſiours accouſtumé de prepoſer leurs noms en ſignatures & eſcrits par eux baillez pour leur part aux Commiſſaires des autres Princes: & qu'ainſi apparoiſt par les propres originaux des traitéz par eux ſignez & deliurez auſdits Commiſſaires & deputez des Princes eſtrangers, meſme par ceux qui ont eſté faits en l'an 1546. entre le Roy Edouard VI. Roy d'Angleterre, & François premier Roy de France; & en l'an 1551. entre ledit Roy Edouard & le Roy Henry II. dit & appellé le traité & en l'an 1559. dit le traité du Caſtel en Cambreſis: en tous leſquels les ſignant & les ſcellant, les Commiſſaires d'Angleterre ont eſté prepoſez aux Commiſſaires de France, en ce qui a eſté par leſdits Commiſſaires d'Angleterre baillé & deliuré; auſquels nous nous remettons entierement, & rapportons pour noſtre direction en cet endroit, & accordons prendre droit par iceux. Surquoy a eſté aduiſé, que ſuiuant ladite forme & vſage ancienne par nous alleguée, les noms, ſeings & ſceaux deſdits Commiſſaires dudit Roy tres-Chreſtien precéderont les noms audit contract de mariage, & autres actes qui en dependent; leſquels ſeront par leſdits Seigneurs de France ſignez, baillez & deliurez, & par nous Commiſſaires d'Angleterre baillez & deliurez auſdits ſieurs Commiſſaires dudit Roy tres-Chreſtien & tres illuſtre Duc, nos noms ſignez & ſcellez precéderont, com-

me nous disons qu'en cas semblable par cy-deuant a esté accoustumé; sans preiudice des pretentions susdites desdits sieurs Commissaires dudit Roy tres-Chrestien : & outre à la charge que où par lesdits contrats & traitez qui ont esté cy-deuant passez entre les deputez de nos Rois & Reines avec ceux desdits Rois tres-Chrestiens (excepté toute fois ledit dernier traité fait à Blois en l'année milcinq cens seprante deux, que disons, si ainsi est, auoir esté passé par erreur & inaduerrence) il se trouuera & apparoiſtra que les noms & seings des deputez de nos Rois & Reines auront esté mis & apposez apres ceux des deputez desdits Rois tres-Chrestiens: en ce cas, dès à present comme dès lors, nous contenons & accordons lesdits deux contrats & autres actes par nous signez & deliurez ausdits sieurs Commissaires de France, estre reformez pour ce regard; & nos noms & seings estre postposez à ceux desdits Commissaires. Sous lesquelles conditions, charges & reseruations ont esté lesdits Contracts & actes signez respectiuelement, &c. en la forme que dessus. En foy & tesmoignage de ce Nous auons signé ces presentes, le vnziesme Iuin 1581. ainsi signé.

SVR L'ENVOY DV COMTE DE SOISSONS, LE
Mareschal de Cossé, Mess. de Lansac, la Motte-Fenelon, Pinart,
de Bellieure, ou Brissou, pour traiter avec la Reine d'Angleterre
son mariage avec le Duc d'Aniou.

*Extraits de la lettre escrete par le Roy à Monsieur de Mauuissiere, du 20. Ianuier
1581. De S. Germain en Laye.*

Estant du tout resolu & deliberé, comme ie vous ay plusieurs fois
escrit, de proceder tousiours si franchement, & continuer vne si
parfaite amitié avec ladite Reine d'Angleterre, selon que ie vois par vos
despesches qu'elle le desire aussi, qu'il n'en soit point vne plus grande
non seulement entre nous, mais aussi entre nos communs suiets: & de ce
en ont charge mesdits Commissaires, dont mon Cousin le Mareschal de
Cossé, les sieurs de Lansac & de la Motte-Fenelon, & avec eux le Se-
cretaire Pinart, estant tous personnes que i'ay estimé estre agreables à
ladite Dame Reine ma bonne sœur, & les plus versez & entendus en
mes affaires, & qui ont toute connoissance de mes bonnes, droites
& sinceres intentions à l'endroit d'icelle Dame Reine, vers laquelle
i'eusse bien deliberé d'enuoyer pour vn si bon & vn si grand œuure, mon
oncle le Duc de Montpensier. mais vous sçauiez l'incommodité de sa
vieillesse; & madite bonne sœur mesme le considere bien. Quant au sieur
de Chiuerny, il seroit impossible, ayant la charge qu'il a de mes sœurs,
qu'il y pût aller, ny aussi le sieur de Villequier, d'autant qu'il est indis-
posé, & ie luy ay pour cette occasion donné congé d'aller vn tour en sa

maison, pout penser & pouruoir à sa santé. Mais quand il luy plaicta considerer l'aage & les grandes qualitez de mon Cousin le Marechal de Cossé & dudit sieur de Lansac; elle trouuera que ie n'eusse pû choisir de plus honorables ny de plus propres Ambassadeurs qu'eux, accompagnez dudit sieur de la Motte-Fenelon, qui est aussi tres-capable de toutes ces affaires-là, & ie suis bien aise que ladite Dame ait desiré qu'il en fust: & aussi ledit Secretaire Rinart, qui partiront aussitost que le pouuoir, memoires & instructions de mondit frere leur auront esté enuoyez. l'espere que celuy de robbe-longue qui ira avec eux, sera le sieur de Bellicure, s'il peut auoir paracheué auptez de mondit Frere l'establissement de la paix, ou sinon le sieur Briffon l'un de mes Conseillers d'Estat & de mon Conseil priué, Presiden en ma Cour de parlement de Paris, & personnage grandement capable, homme de bien & du tout affectionné à mon seruice.

AUTRE EXTRAIT DE LA LETTRE ESCRITE PAR LA Reine mere du Roy audit sieur de Mauuissiere, du 23. dudit mois de Ianuier 1581. de Chenouveau, sur la reception de ses lettres qu'elle a enuoyées à Mess. de Bellicure & de Villeroy, pour les faire voir au Duc d'Aniou; afin d'en auoir responce, & d'enuoyer encore les sieurs de Carrouge & de la Meilleraye, pour faire nommer de pouuoir Mess. de Montpensier pere & fils.

Monsieur de Mauuissiere, Depuis cette lettre escrete, Courcelles est arriué avec vostre despesche du de ce mois, laquelle, & les deux autres precedentes des 11. & 12. nous auons enuoyées par luy ausdits sieurs de Bellicure & de Villeroy, pour les faire voir ou entendre le contenu d'icelles, à mondit fils le Duc d'Aniou, à ce qu'il nous satisfasse à icelles, & aux precedentes que nous luy auons aussi enuoyées. l'ay escrit au Roy, Monsieur mon fils, & à mondit fils le Duc d'Aniou, pour enuoyer encore les sieurs de Carrouges & de la Meilletaye, & pour faire nommer en pouuoirs mes Coufins de Montpensier, & son fils; quand bien ils n'y pourroient pas aller, comme vous me l'avez fait dire par ledit Courcelles. Ce que ie pense, & vous en assurez bien; mais que l'on les excusera, de vieillesse le pere, & de maladie le fils.

820820820820820
820820820820820
820820820820820
820820820820820
820820820820820
820820820820820
820820820820820

RELATION DE CE QVI S'EST PASSE' EN ANGLETERRE, à la reception du Prince Dauphin, de Messieurs de Bouillon, Marechal de Cossé, de Lansac, de Carrouges, la Motte-Fenelon, Pinard, Commissaires du Roy, avec les Sieurs de Marchaumont & de la Mauuiffiere Ambassadeurs.

LA REINE LEVR ENVOYE AV DEuant LES PLVS grands Seigneurs de sa Cour, à leur arriuée à Londres, les fait saluer de cent pieces de Canon; fait sonner toutes les cloches des Temples de la Ville; sont logez au logis du Comte de Sommerfet; la Reine les fait seruir par des Gentils-hommes Anglois, teste nuë. La Reine auant que de leur donner Audience, fait la solemnité de l'ordre de Saint Georges; puis les reçoit dans vne grande salle faite exprés tres-pompeusement parée. Quand le Prince Dauphin y entra pour saluer la Reine, elle le baisa à la bouche. Elle estoit habillée d'vnerobbe de drap d'or, enrichie de diamans, rubis & perles. Sur sa coëffure estoient vne émeraude & vn rubis plus grands que le creux de la main. La Reine donne à dîner aux François, voulut faire mettre vis à vis d'elle le Prince Dauphin, qui ne le voulut; mais se mit vn peu plus bas, & se fait seruir par les plus grands de la Cour, qui la seruoient le genoüil en terre; puis donne le bal.

DISCOVRS DE CE QVI A ESTE' FAIT EN ANGLETERRE à la venue de Monseigneur le Prince Dauphin, & de Messieurs les Commissaires du Roy, depuis le 16. Avril qu'ils arriuerent à Douures, iusques au 31. dudit mois.

LE Dimanche 16. avril, Monseigneur le Prince Dauphin, Messieurs de Bouillon, Marechal de Cossé, de Lansac, de Carrouges, la Motte Fenelon, Pinart, & autres Seigneurs & Gentils-hommes de ladite Compagnie, iusques au nombre de cinq cent, compris leurs Officiers, estant passez en quatre heures la mer, dans les Nauires de la Reine d'Angleterre, & autres vaisseaux de Calais; furent tres-bien receus à Douure par le Mylord de Cobhan, qui auoit esté enuoyé là exprés plus de huit iours auparauant, avec plusieurs Gentils-hommes & Officiers de la Maiesté, qui leur firent tout le meilleur traitement qu'ils peurent; & demurerent tout ledit iour à se reposer. Monsieur le Marechal fust fasché, de ce qu'iluy fut rapporté que le Nauire où estoit presque tout son train & son meilleur équipage, auoit pery en mer, qui luy faisoit prendre opinjon de s'en retourner. Ce qui enfin se trouua faux, mais bien que quelque cordage du Nauire du sieur de Gourdan, qui tenoit à l'autre au portement du Haure de Calais, auoit esté cause

de faire rompre le gouuernail; & en se rompant auoit fait ouuir le Naure par dessous sans s'en appercevoir, & se laissa aller contre des bancs près la rade, n'ayant moyen le Maître du Naure, de le pouuoir plus conduire; & n'eurent tous ceux qui estoient dedans, iusqu'au nombre de bien quatre-vingt, autre reconfort que de prier Dieu, se iettant dans des barques qui arriuerent tout à point au secours: & à peine du grand danger fut osté ce qui estoit dedans, qui fut mis en vn autre vaisseau qui arriua le lendemain. Et à la verité, s'il ne fut venu du secours, ils estoient tous perdus. Le Lundy 17. ils demurerent audit Douure iusqu'apres disner, & prirent resolution qu'ils feroient leur despence, & non S.M. quelque ordre qu'elle eût fait donner, & qu'elle eût enuoyé des Officiers & des viures. L'apresdînée Messieurs les Commissaires partirent dudit Douure avec les cheuaux & carosses que sa Maiesté leur auoit enuoyez, & avec eux ledit Mylord de Cobhan, avec sa compagnie, & furent coucher à Canturberie, où arriuoient à toutes heures plusieurs Seigneurs & Gentils-hommes du pays; & leur fut fait par ceux de la Ville, la meilleure reception & bonne chere qu'il leur fut possible. Dudit lieu partirent le lendemain apres disné, & furent coucher à Estimbourne, où leur fut fait pareille reception. Le Mercredy 19. à Rochester. Le Ieudy 20. furent coucher à Grauesines partie, les autres demurerent à Rochester, & autres lieux assez proches dudit Grauesines; auquel lieu, distant de Londres de dix-huict mille, le mesme iour & le lendemain Vendredy du matin, arriuerent plusieurs grands Seigneurs enuoyez de la part de sa Maiesté; entre autres les Comtes de Northumberland, Bethford, de Warwic, d'Arondel & autres en fort grand équipage, & plusieurs François, entre autres Messieurs de Marchaumont & de Mauuissiere, ambassadeurs, & leur suite, qu'ils furent saluer & visiter avec les barques de sa Maiesté, pour les amener par eau dudit lieu de Grauesines iusques à Londres. Cedit iour de Vendredy apres auoir disné de bonne heure, & s'estant tous assemblez, lesdites barques préparées & richement accoustrées, furent amenez & conduits en trois heures à Londres. Et comme ils approchoient de la Tour, qui fait vn des coins de la Ville, à vn quart de lieuë du pont, ils furent saluez d'vn carillon de centpieces de canon, qui furent tirez de ladite Tour en terafse sans cesser, iusqu'à tant qu'ils eussent passé ledit pont, sa Maiesté ayant commandé aussi que toutes les cloches des Temples fussent sonnées, pour montrer dauantage le contentement qu'elle auoit de la venue des François. Ce qui fut fait. Estant passés ledit Pont de Londres, ils furent conduits au logis du feu Comte de Sombresset, qui est beaucoup plus loin par delà led. pont, que depuis la dite Tour, & assez près du Chasteau de Oüeffemestres, où loge sa Maiesté; laquelle auoit fait preparer ledit lieu de Sombresset, & fort richement & somptueusement accommoder de lits, tapisseries, & autres choses tres exquises; où tous Messieurs les Commissaires descendirent & furent logez, pour estre vn

des grands & spacieux qui soit à Londres: & quant aux Gentils hommes François de la suite de Monsieur le Prince & de tous les autres Commissaires avec leurs Officiers, ils furent separement logez es environs. Ce mesme iour & peu apres l'arriuée, le Comte de Suffex, de Lestre Amiral d'Angleterre, & infinis autres des plus grands, vinrent visiter de la part de sa Maiesté, Messieurs les Commissaires; & dès le soir traittez aux despens d'icelle; seruis par plusieurs Gendrils-hommes Anglois, teste nuë, & des gardes ordinaires richement habillez, & portant les chiffres & armes de France & d'Angleterre, & les deuises de sa Maiesté, les hoquetons & habirs de velours incarnat & noir: le seruice tres-bien ordonné pour toutes les tables de chacun de messieurs; mille canonades & salutations de haut-bois, de tambours, de trompetes, & de tout ce qu'il est possible de souhaiter à vn triomphe & à vne honneste reception. Le lendemain Samedy & Dimanche 23. dudit mois furent continuées les mesmes visites, traitemens & resiouissances iusques au lendemain Lundy, sans voir sa Maiesté, pource que lesdits iours de Samedy & Dimanche elle faisoit la solemnité de l'Ordre de Saint Georges avec tous les plus grands du Royaume, & avec les mesmes ceremonies que font les Rois de France à celle de Saint Michel: Mais ils vîent icy de grands respects à leur Reine, plus que l'on ne fait en France. Le Lundy 24. sa Maiesté enuoya le matin visiter mesdits sieurs le Prince, le Duc de Bouillon & les autres Commissaires, les priant de l'aller voir incontinent apres dîner, & elle leur enuoya les plus grands Seigneurs, à sçauoir ceux qui auoient esté au deuant iusques à Grauesines, & avec eux le Comte de Pembroch, de Bethford, de Hanaford & le Mylord Hauam, Cousin de S. M. qui les amenerent dans les barques iusqu'aud Chasteau d'Ouessemeestre. Il n'y auoit aucun François qui ne fut au meilleur equipage qu'il pouuoit, ayant ouy dire que les Anglois l'estoient superbement; & à la verité on les trouuoit plus braues & richement habillés. Sa Maiesté les attendoit en vne salle qu'elle auoit fait faire exprés, presque tout en verrieres, & en colonnes de bois peintes de diuetses couleuts par dehors, grande comme la salle du Louure, tapissée de tapisseries de drap d'or, d'argent & de soye, la plus belle qu'on sçauroit voir à l'œil; & le plancher tout enrichy de deuises & armes de France & d'Angleterre, avec vne infinité de chiffres en or, & de toute sorte de fruits representez avec mille fleurs & trophés. Bref c'estoit vne chose bien belle à voir que cette salle ainsi accômodée, en laquelle pour y aller, il falloit passer par deux autres grandes salles, & vn escallier qui alloit répondre sur vne terrasse en carré, circuant vne grande cour carrée, où S. M. fait dire le Presche; & où il y a au milieu vn grand theatre enleué sur quatre colonnes, & couuert en dome; où sont aux quatre coins les armes de France & d'Angleterre, & plusieurs deuises en Latin: entre autres, l'une qui dit, *Dieu est mon droit*. D'autres deuises en langage Anglois; & au dessus vne statuë de femme, qui tient vne espée & vne foy.

Or mondit Sieur le Prince & les autres ayant passé ladite terrasse, & ayant trauerfé infiny peuple de la court, il se trouua au milieu de tous les gentils-hommes & gardes de la Chantbre de sa Maiefté, & à l'entrée de la principale porte de ladite salle, où il y auoit vn autre theatre esleué, & au dessus les armes de France & d'Angleterre, & mille trophées & braueries à l'entour. Ils entrent en ladite salle, conduits par les dessusdits, & trouuent qu'il y auoit bal entre les Dames de sa maiefté, qui estoit au haut bout de ladite salle, esleué de quatre marches, assise sous vn poisle profilé d'or en plusieurs compartimens, & de roses blanches faites de grosses perles. Estant mondit Sieur le Prince, & sa compagnie, assez près de sa maiefté, enuiron douze pas, elle se leua, & elle vint au deuant iusques à la premiere marche, où elle le receut, conduit par les dessusdits, avec mesdits Sieurs de Marchaumont & de Mauuissiere, Ambassadeurs de France, & autres. Sa Maiefté estoit assistée de toute la Noblesse d'Angleterre, quant aux courtisans; & assez près d'elle au costé droit, le Comte de Lestre, Mylord Robett, & à lenestre le Comte de Suffex grand Chambellan. Apres auoir salué sa Maiefté, & seignant mondit S^r le Prince de ne luy vouloir baiser que les mains, elle le voulut elle mesme baiser à la bouche; & luy tint quelques propos fort gracieux de l'aïse qu'elle auoit de sa venue, & de toute la Compagnie François; montant contenance d'estre aussi ioyeuse & aussi contente qu'elle auoit iamais esté; comme fit aussi mondit Sieur le Prince, de l'heur qu'il auoit d'estre venu pour voir sa Maiefté. Apres Monsieur le Marechal de Cossé, messieurs de Bouillon & autres la saluerent, & luy baisetent les mains les vns apres les autres, & apres eux toute la Noblesse François. Cela fait, sa Maiefté semit à deuiser avec mondit Sieur le Prince, mondit Sieur le marechal, messieurs de Lansac, de Carrouges, la Motte-Fenelon, mondit Sieur de Marchaumont, messieurs Brillon & Pinart & ledit ambassadeur de mauuissiere: Chacun des autres Seigneurs & Gentils-hommes François, pello mesle avec la Noblesse Angloise; & toutes les Dames fort richement habillées à l'Angloise. L'on ne scauroit assez dire la richesse que portoit sa maiefté sur ses habits, ayant vne tobbie de drap d'or, enrichie de diamans & de rubis, & fut remarqué à son escosion, vne émeraude & vn rubis plus grands que le creux de la main, force perles & de grande valeur. Depuis les deux heures apres midy, que mesdits S^{rs} furent entrez, il ne fut fait autre chose iusques à six heures du soir, que de discourir ioyeusement, & quelquefois se mettre à parler avec mondit Sieur de Marchaumont, auquel elle monroit grande faueur deuant les autres. Monsieur le Marechal de Cossé fut fort loué d'une ioyeuse harangue, qui neantmoins fut trouuée si sagement dite, que chacun l'admiroit. Il y auoit vn si grand nombre de peuple que l'on craignoit que la salle ne fust pas assez forte pour le soutenir, & tout le Chateau assiégué de tout le peuple Anglois. Enfin estant l'heure de souper, mondit Sieur le Prince

prit congé de sa maiesté, & tous les autres, & ils furent conduits iusqu'à leur logis par les autres Seigneurs Anglois, dans les barques de sa Maiesté. Le lendemain ils furent priez d'aller dîner audit Chasteau, où sa Maiesté desiroit leur faire bonne ehere : & enuiron les dix heures, ils partirent en la mesme Compagnie desdits sieurs Anglois, & furent de-rechef receus par sa Maiesté en la mesme Salle, où il y auoit la table dressée pour sa Maiesté sous ledit poisse, & d'autres tables allentour de ladite salle, pour toute la Noblesse Françoisé & Angloise, & pour les Dames. S. M. ayant deuisé enuiron vn quart-d'heure, se mir à table, & voulut faire mettre de l'autre costé de ladite table, vis à vis d'elle, mondit Sieur le Prince. Ce qu'il ne voulut, mais bien vn peu plus bas, enuiron trois pas. Assez près de Monsieur le Prince, Monsieur le mareschal de Cossé : apres luy monsieur de Lanfac : & au bout de ladite table, messieurs de Carrouges & l'ambassadeur de France. Et du costé de sa Maiesté, assez près du bout, monsieur de Bouillon, laissant tous les Gentilshommes François & Anglois es autres tables. Dieu sçait la bonne chere qu'ils firent. Mais il n'y auoit rien si beau à voir que l'ordre du seruice, & les reuerenees que l'on rendoit à sa Maiesté, qui fut audit dîner serui par les plus Grands, à sçauoir le Comte de Waruic, qui seruoit d'Esueyer tranchant, le Mylord Hauart, d'Eschançon, & plusieurs autres, chacun en quelque charge. Lesdits Comte de Lester & Comte de Suffex allentour de la Maiesté, & Commandans pour l'ordre de la Poliee de la Salle. A chaeun seruice, ils faisoient reuerence les genoux à terre ; & aussi à chaeune fois que l'on luy presentoit du vin, & en faisant l'essay tousiours à genoux. Elle beuuoit quelquesfois à Monsieur le Prince : & ayant beu, donnoit le vase à mondit Sieur, qui le bailloit aussi par son commandement aux autres qui estoient à table. Le seruice des viandes estoit chair & poisson, comme on a accoustumé de la seruir, & n'y auoit plat de viande qui ne fust doré. Pendant le dîner, Monsieur de marchaumont estoit à son costé droit, qui l'entretenoit de diseours avec mondit Sieur le Prince. Ce qui fut trouué aussi fort exquis, estoient deux grands buffets, l'un au bout de ladite salle, qui contenoit depuis le plancher iusqu'au bas, & des deux costez de ladite salle, où on auoit mis infinis grands vases d'or & d'argent, & autres richesses. Vn autre buffet assez près de la table de sa Maiesté, où n'y auoit que vases enrichis de pierreries, que l'on estimoit beaucoup. Pendant le dîner, force Musique & Instrumens par toute la salle. Apres le dîner, sa maiesté leuée, se mir à dancier avec mondit Sieur le Prince, monsieur le mareschal, messieurs de Carrouges, de Lanfac, & autres dessusdits ; & voulut qu'il y eust bal, où elle fit dancier toutes ses Dames, & la jeune Noblesse Angloise, peu de François. Ledit bal dura enuiron deux heures. Apres le bal elle emmena monsieur le Prince en sa Chambre, & allerent à vne collation qui estoit excellente, en la gallerie, pleine d'infinites choses riches. Apres toutes ces magnificenees, fut pris congé de sa Maiesté

& mesdits sieurs conduits par consequent par les dessusdits Anglois iusqu'à leur logis, où le souper les attendoit. Le lendemain Mercredy demurerent tout le iour, & enuiron le soir sa Maiesté s'en allant promener sur l'eau, prit en passant mondit sieur le Princee, & avec luy seulement vn autre Seigneur, avec monsieur de Marchaumont. Toute la Noblesse se mit dans d'autres barques avec les Dames. Ils furent trois heures sur l'eau.

Mondit S. le Princee le lendemain leudy furdifner chez le Comte de Lestre, Mylord Robert, où fut veu vn traitemenr & vn seruice le plus excellent qui se pouuoit voir. Le dessert & les confitures estoient representez en toutes sortes de fruits & en toutes sortes d'animaux. Le Vendredy.

Je n'ay pas le loisir d'acheuer, pour la haste du messager. Ce sera pour vne autre fois.

*PROMESSE D'ELIZABETH REINE D'ANGLETERRE;
au Duc d'Aniou, de le secourir enuers tous & contre tous, en consideration
de la longue recherche qu'il a faite d'elle pour l'esponser, & du grand amour
qu'il luy a tousiours témoigné.*

Elizabeth par la grace de Dieu, Reine d'Angleterre, de France, & d'Hibernie, Protectrice de la foy &c. Considerant les grandes graces & necessaires oecasions concernant nostre personne, Regnes & Estats, à la conseruation & manutention desquels nous auons toujours, par la prouidence Diuine & les bons moyens que nous auons tenus, tellement pourueu, que nous pouuons dire les auoir reduits à si bonsternes & condition, que nous deuons auoir vne entiere satisfaction & contentement. A quoy voulant continuer, & ne laisser rien en arriere dont nous ayons connoissance, qui nous y puisse seruir, auons fait les traitez, accords & conuentions, & par ees presentes nos lettres signées de nostre main, & munies de nostre scel; ratiffions routes les choses, en la forme & maniere qu'il en suit. Nous susdite Reine, confessons & tenons pour tres-certain, que nostre tres-cher & tres-aimé Cousin, François Fils de France, frere vnique du Roy tres-Chrestien, Duc d'Aniou &c. a tantmerité de nous avec la constante poursuite qu'il a faite vn si long temps, par vne sincere & parfaite amitié qu'il a portée à nostre personne, approuuée & reeonnuë par tant & si grands argumens & demonstrations, iusques au hazard de la propre personne, tellement & si auant, que nuls Rois, Princees, ny autres qui le temps passé nous ont reeherchée pour entrer en mariage avec Nous, n'ont pû représenter à beaucoup près, vne si grande force & effet d'amitié enuers Nous: de sorte que nous sommes contrainte de confesser, & nous persuadons nostredit tres-cher Duc d'Aniou auoir en toute sorte manifestement surmonté toutes personnes, de quelque qualité & condition qu'ils soient, qui nous ont

recherchée & pour suiue d'amour, y estant demeuré resolu, ferme, constant & arresté, avec continuelle augmentation d'icelle, contre plusieurs & diuerses persuations, empeschemens & difficultez fort souuent suruenüs, obiectées & mises en auant, pour essayer par infinis artifices, de le retirer de l'esperance qu'il auoit d'obtenir de Nous ce qu'il a tant désiré en nom de mariage. A raison de quoy nous connoissons & confessons estre tellement obligées & astringees du lien d'amour audit sieur Duc, que quand nous considerons ses loüables & vertueuses actions & comportemens enuers Nous, avec ce que nous sçauons qu'il a merité par sa prudence, du Roy tres-Chrestien son frere & de son Royaume, pour le reestablishement de la paix & repos qu'il a mis & procuré entre ses suiuis; coupant le cours aux guerres ciuiles & aux occasions d'icelles, dont par vn si long temps il auoit esté affligé par la malice d'aucuns mal-affectionnez & enuieux de son honneur & de sa gloire, & qui par leurs mauuais & pernicieux conseils, voudroient alterer & amoindrir son honneur, gloire & salut, non sans intention par aduanure, d'aliener la bonne volonté que luy doit raisonnablement porter ledit Roy tres-Chrestien son frere, ce que Dieu ne veuille permettre. En ces considerations, & en reconnoissance du parfait amour qu'il nous porte, & pour la valeur & integrité qui reluit en luy sur tous autres princes, Nous obligeons, si auant & estroitement que faire pouuons, de conseruer & tousiours tenir amitié, confederation & alliance avec nostredit tres-cher Duc, & deffendre sa personne, honneur & salut contre tous, de quelque dignité, rang, qualité & condition qu'ils soient, sans aucune exception ny reseruation. Et partant s'il aduenoit par cy-apres qu'aucuns, en quelque lieu que ce soit, par foy ou par autres, directement ou indirectement, par quelque couleur ou pretexte que ce fust, fassent, fassent ou entreprennent de faire aucun tort ou dommage audit sieur Duc, ses Estats, terres & possessions, ou au preiudice de sa dignité, gloire & honneur; Nous estimerons telles personnes, & leurs fauteurs, nos ennemis & de nostre Couronne, comme les siens; & comme tels nous exercerons nos forces à l'encontre d'iceux: promettant en bonne foy & parole royale, que toutes & quantes fois que ledit sieur Duc nous aura signifié ce qu'il aura besoin de nostre grace, faueur, puissance & support; Nous ne défraudrons & n'espargnerons iamais nos labeurs & despenfes: mais promptement & pleinement ferons tource qui sera & dependra de nostre pouuoir: non moins, & tout ainsi que si toutes choses estoient plus particulièrement & expressement spécifiées en ces presentes. Car ainsi l'auons voulu, & reciproquement promis, iuré & accordé entre Nous & ledit sieur Duc. En foy, tesmoignage & approbation de quoy, nous auons signé cesdites presentes de nostre main, & à icelles fait apposer

A Londres le

iour de Novembre 1581.

PROMESSE D'ELIZABETH REINE D'ANGLETERRE

*au Duc d'Aniou, de tout le secours qu'elle pourra pour la conservation
des Pays-bas; & de ne faire aucun traité avec le Roy d'Espagne
au préjudice dudit Duc.*

ELIZABETH par la grace de Dieu, Reine d'Angleterre, de France & d'Irlande, Protectrice de la Foy, &c. Comme ainsi soit que du rétablissement des Pays-bas, repos, manutention & conservation d'iceux en leurs anciens droits & privilèges, & de leur bonne voisinance depend aucunement le repos & conservation de nostre Royaume & Estat, pour auoir presque de tout temps entre nosdits Royaumes & lesdits Pays-bas au droit de la maison de Bourgogne, esté obserué & entretenu vne alliance & confederation ancienne pour la deffence mutuelle des vns & des autres: Veu aussi la bonne volonté & affection de nostre tres-cher & tres-aimé Cousin le Duc d'Aniou, Frere unique du Roy tres-Chrestien, enuers lesdits Pays, qui pour la compassion qu'il a des afflictions & miseres d'iceux, les entend secourir, assister, maintenir, & conseruer en leurs droits & privilèges, contre la violence & tyrannie de ceux qui pourchassent leur ruine, abolition de leursdits droits, privilèges & liberté; Nous tant pour tousiours asseurer le repos de nostre Estat & manutention des peuples desdits Pays-bas en leursdits anciens droits, privilèges & liberté, continuant l'amitié ancienne d'entre eux & nostre Couronne, que nous entendons demeurer ferme & inuiolable, que pour la parfaite affection & entiere volonté que pottons audit Sieur Duc d'Aniou, à la continuation de laquelle il nous a de long temps, par le tesmoignage de la tres-parfaite amour & bienueillance qu'il nous porte, nécessairement obligée: desirant en cette consideration, & pour ses loüables & rares vertus, le gratifier par tout moyen legitime & raisonnable, & mesme pour la bonne amitié qu'auons tousiours portée & portons ausdits bas Pays; Nous voulons, en tant que pourrons, nous opposer & empeleher leur ruine & desolation, en laquelle ils pourroient tomber par la continuation des cruautés cy-deuant exercées, & que leurs ennemis essayent eneor de mettre à fin: Auons cōcelu & arresté entre nous & led. S. Duc d'Aniou ce quis'ensuit. A sçauoir, que pour la deffence desd. Pays, rétablissement de leur repos & manutention de leurs anciens droits & privilèges, Voulons, entendons & promettons aud. S. Duc d'Aniou, à toutes occasions qu'il requerera, autant d'aide, de faueur & suport que nos moyens & l'estat de nos affaires le pourront bonnement permettre & porter; ayant esgard aux preparatifs qu'il nous conuient faire à l'eneontre de nos ennemis, qui se manifestent de tous costez; & nous tenir prestes à faire & accomplir les moyens conuenables, pour faire teste & resister aux entreprises qu'ils dressent & peuvent dresser contre nous; que nonobstant toutes les instances que le

Roy d'Espagne nous peult faire, à raison de ce que dessus & de nostredit secours, ne ferons d'oresnauant aucun accord de paix, ny entre-rons en aucun traité avec iceluy Roy, ou autre quelconque pour & au nom de luy, au preiudice dudit Sieur Duc, & sans luy auoir premier fait entendre nostre volonté & intention en cet endroit, & en auoir receu son gré & consentement. Promettant en bonne foy & parole Royale, que pour les effets & occasions cy spécifiées, nous ne dessau-drons & n'espargnerons nos labeurs & despenses, mais promptement & pleinement ferons tout ce qui sera & dépendra de nostre pouuoir, en l'assistance & secours dudit Sieur Duc, & le contenu en ces presentes accomplirons de point en point selon la forme & teneur. Car ainsi l'auons voulu, iuré & accordé, & icelles pour approbation & tesmoi-gnage, signé de nostre main, & y fait apposer A Londres
le iour de Nouembre 1581.

*PROMESSE DE FRANCOIS DVC D'ANIOV ET D'ALENCON,
Protecteur de Cambray, d'assister & seruir enuers tous & contre tous,
Elizabeth Reine d'Angleterre, pour l'amour qu'il luy porte, &
obligation qu'il luy a.*

FRANCOIS, fils de France, Frere vniue du Roy, Duc d'An-iou, Alençon, Touraine & Berry, Protecteur de Cambray. A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Nostre naturelle inclina-tion, & les rares vertus, illustre splendeur & generosité par tout recon-nuë de nostre tres-chere & tres-aimée Sœur & Cousine, la Reine d'Angleterre, nous ont meu & incité au grand deuoir que nous auons fait de la rechercher par tous moyens à nous possibles, comme nous faisons encore, pour aistraindre la parfaite & naturelle amitié que nous luy portons, par le lien de mariage; ayant reconnu en icelle durant nostredite poursuite, tant d'effets de bonne & affectionnée volonté qu'il luy plaist nous porter, & dont les tesmoignages sont si recens & apparens, que nous ne scaurions assez reconnoistre, enuers icelle Da-me Reine, la continuation & perseuerance de son amitié enuers nous; sinon que par là nostre ferme resolution est de luy faire connoistre de plus en plus nostre intention n'auoir iamais esté de nous appuyer & asséurer d'autre secours, faueur & amitié que de la sienne: esperant que vain-cuë de nostre tres-sainte & tres-affectionnée poursuite, Dieu nous fera la grace de l'induire & persuader à ce que nous auons tousiours plus chèrement desiré, que la conseruation de nostre propre vie. Pour ces considerations, ne voulant rien laisser en arriere, qui puisse reuocquer en doute la sincere & bonne intention que nous auons de seruir, ho-norer & respecter tout le temps de nostre vie, les grands merites & la personne de ladite Dame Reine, auons fait les traittez, accords & conuentions, & par ces presentes, raiffions toutes choses y contenuës;

& partant nous obligeons si auant & estroitement que faire pouuons, de conseruer & tousiours tenir amitié, confederation & alliance avec ladite Dame Reine, & deffendre sa Couronne, Estats & suiets contre tous, de quelque dignité, rang, qualité & condition qu'ils soient, sans aucune exception ny reseruatiou. Et partants il aduenoit par cy-apres, qu'aucuns, en quelque lieu que ce soit, par foy ou par autres, directement ou indirectement, par quelque couleur ou pretexte que ce fust, faulse, rasche, ou entreprenne de faire aucun tort ou dommage à ladite Dame Reine, la Couronne, Estats & suiets, ou au preiudice de sa dignité, gloire & honneur : Nous estimerons telles personnes & leurs fauteurs nos ennemis, comme les siens, & comme tels exercerons nos forces à l'encontre d'iceux : Promettant en bonne foy & parole de Prince, que toutes & quantes fois que ladite Dame Reine nous aura signifié ce qu'elle aura besoin de nous pour son assistance, support, deffense & conseruation; nous ne deffaudrons & n'espagnerons iamais nostre personne, labeurs, moyens & despences; mais promptement & pleinement ferons tout ce qui dependra de nostre pouuoir, non moins & tout ainsi que si toutes choses estoient plus particulierement & expressement spécifiées en ces presentes. Car ainsi l'auons voulu & reciproquement promis, iuré & accordé entre nous, & ladite Dame Reine. En foy, tesmoignage & approbation de quoy, nous auons signé ces presentes de nostre main, & à icelles fait appoler à Londres le iour de Nouembre 1581.

PROMESSE DE FRANCOIS DVC D'ANIOV, D'ALENCON, &c.

Protecteur de Cambray, à Elizabeth Reine d'Angleterre, qui à l'occasion du secours des villes des Pays-bas, qui se sont mises sous la protection dudit Duc, ladite Dame venant à estre attaquée par les Espagnols, qu'il la deffendra de tout son pouuoir, & qu'il ne fera iamais aucun accord avec les Espagnols, que par sa participation & de son consentement.

FRANCOIS, fils de France, Frere vnique du Roy, Duc d'Aniou, Alençon, Touraine & Berry, Protecteur de Cambray. A tous ceux quices presentes lettres verront; Salut. Considerant que c'est le deuoir des Princes genereux, amateurs de la Iustice & Vertu, de soulager & releuer les peuples opprimez, deffendre & conseruer leurs droits, quand par voyes illicites & tyranniques comportemens, ceux à qui Dieu les a donnez & mis en main pour gouverner, abusans de leur autorité, essayent de mettre & imposer sur eux le ioug de perpetuelle seruitude & tyrannie; ainsi qu'il est notoirement apparu à l'endroit des Peuples, Villes & Communautéz des Pays-bas, qui par telle illi-cite & reprouuée domination, ont esté contraincts de rechercher quelque remede à leur prochaine & totale ruine; nous ayant en cette extremité & raisonnables considerations, lesdits reuples, Villes & Com-

ment & pleinement ferons tout ce qui sera & dependra de nostre pouuoir, en l'assistance & secours de ladite Dame Reine, & le contenu en ces presentes accomplirons de point en point selon sa forme & teneur. Car ainsi l'auons voulu, iuré & accordé, & icelles, pour approbation & tesmoignage, signé de nostre main, & y fait apposer
 Londres le iour de Nouembre 1581. A

*VOTAGE DE FEV MONSIEVR LE DVC D'ANIOV
 en Angleterre. 1582.*

MONSIEVR le Duc apres l'entreprise de Cambray, & le bon succès qu'il y eut, se rendant maistre dudit Cambray & de tout le Cambresis, voyant que par la prise du Vicomte de Turenne, dont quelques soupçonneux luy iettoient le chat aux iambes, les affections de quelques vns s'estoient estrangées de luy, & que à faute d'argent, l'on le mutinoit en son Camp, & mesme que plusieurs l'auoient desia abandonné; pour couurir cette faute du pretexte du mariage d'Angleterre ja dés long-temps acheminé, & merueilleusement bien auancé; & d'auantage pour d'autant plus s'asseurer de la faueur & aide de la Reine d'Angleterre en cette sienne entreprise; il fut bien-aisé de trouuer l'occasion de passer en ce Pays, & reprendre les erres du mariage que l'on auoit laissé es termes qu'il s'ensuit.

Le Roy de F. plus, comme on dit, pour satisfaire à l'importunité de son frere, que pour bonne affection qu'il luy porte, luy accorda que pour deliberer & conclure ledit mariage, il enuoyeroit vne bien solennelle & honorable ambassade vers sa bonne seur la Reine d'Angleterre, de ceux que S. A. estimeroit les plus propres en cette affaire; entre lesquels furent deputez les Commissaires qui s'ensuiuent: le Prince Dauphin, le Marechal de Cossé, les sieurs de Lansac, de Carrouges, de la Motte-Fenelon, de Mauuissiere, le President Brisson, le Secretaire Pinart, Marchaumont, & de Vray, qui tous furent receus de la Reine, ainsi qu'il appartenoit à sa grandeur, & à leur dignité. Et furent deputez de la part de S. M. aucuns des principaux de son Conseil; sçauoir est, les Mylords de Burghley, de Suffex, de Bethford, de Lincoln, de Leicester, & les sieurs du Hatton & de Walsingham, entre lesquels de part & d'autre, furent par trois mois entiers debattuës routes les conditions & difficultez dudit mariage: & finalement les articles couchez en la sorte qu'ils vous ont esté enuoyez par cy-deuant: & deuoient le Roy & Monseigneur son frere ratifier lesdits articles dedans fix semaines.

Vray est, qu'à raison de quelques difficultez qui sourdirent depuis, la ratification fut empeschée; & le Secretaire Walsingham dépêché en France, enuiron le mois d'Aoust ensuiuant, avec lettres de la Reine, par lesquelles, entre autres choses, elle prioit son Altesse de venir en personne. Ce fut alors que Monsieur faisoit ses preparatifs & s'acheminoit aux

Pays-pas. Là où apres le succez que i'ay tantost dit, & sentant la faueur de la Reine d'Angleterre estre necessaire à ses desseins, il ne tarda gueres; mais prenant la route d'Angleterre, il y arriua sur le commencement du mois de Novembre; en intention toutefois de retourner audit pays dans peu de iours apres.

La Reine luy fit tout le plus gracieux accueil dont elle se pût aduifere & pour le mieux festoyer, le mena à Londres en sa maison de Witchehal, où elle le logea, avec la pluspart de sa compagnie & de son train. Le Prince Dauphin l'auoit accompagné par deçà, & le Comte de Laual, ensemble les Comtes de Saint Agnan & de Chasteauroux, les sieurs de Feruaques, Bacqueville, Chanvallon, la Fin, Beau-pré, le Cheual Breton, & le Secretaire Pinart, d'Elbene, & bon nombre d'autres Gentils-hommes, qui tous eurent pareille reception. Et a esté son Altesse à Londres iusqu'au premier iour de Fevrier, qui sont trois mois entiers.

Pendant ce temps se sont passées beaucoup de choses, dont i'ay bien voulu vous aduertir, à mesure que ie m'en souuiendray, sans y garder l'ordre du temps. Et commençant par le pourparler & negociation du mariage, ie ne fais aucun doute que Monsieur, pour son auancement, n'en aye recherché la Reine de bien près, & qu'il a marché de bon pied en cette affaire. Vray est que ie ne puis croire que iamais il en aye eu grande esperance.

Enuiron dix-huit ou vingt iours apres que son Altesse fut arriuée par deçà, & qu'on eut remis en train cette pratique de mariage, la Reine connoissant la bonne volonté de Monsieur, & disant ne pouuoit s'en reuancher par meilleur moyen, qu'en luy accordant ce que si affectueusement & par si long espace de temps il auoit demandé, s'estant par deux fois mis au danger de la mer, & ayant à cette fin employé le Ciel & la terre: Et que pour mettre fin à ses peines, & luy faire preuue de son affection reciproque, elle auoit en soy-mesme resolu de l'espouser. Et de fait, qu'elle le fiançoit dès cette heure-là, se vouant & donnant à luy pour femme, & le receuant pout mary, en bonne deliberation de bien-tost solemniser le mariage. Et sur l'heure, en presence des sieurs de Mauuissiere & Marchaumont d'une part, & les Mylords de Suffex & Hovvard d'autre, la Reine luy mit au doigt vn anneau, que quelque temps apres il esgara. Et quand il l'eut retrouué, iura qu'il eust mieux aymé perdre la meilleure de ses Duchez.

Cecy fut fait vn Mercredi au soir, vingt-deuxième de Novembre. Et tout aussi-tost l'Ambassadeur de Mauuissiere dépescha vn courier en France, pour aduertir le Roy de ce qui se venoit de passer: adioustant qu'il ne falloit plus douter de la conclusion du mariage; attendu mesme que la Reine s'estoit montrée toute ioyeuse & gaillarde ce soir-là: & de fort bonne grace, auoit dit à ses Damoiselles & aux Gentils-hommes François qui estoient en la mesme chambre: *C'est à ce coup que i'ay vn mary.*
Quant à moy, ie suis bien; Vous autres, pourroyez vous, si vous voulez,

Là dessus se font par les François chansons, epitalames & anagrammes sur les noms de la Reine & de son Altesse. Entr'autres il me souvient de la gentille rencontre de Baduel, qui fut telle :

François de France & Elizabeth d'Angleterre.

Grand bien & rare effet sort de cett' alliance.

Dauantage, l'on escrit par tout que le mariage est fait & conclu. Les Anglois qui s'y estoient opposez, & en vn mot quasi toute l'Angleterre, commence à s'estonner & se preparer à tout mal-heur. Et sur tout ceux de Londres, qui ont vne mauuaise opinion de Monsieur, & qui pour cette cause se font merueilleusement alienez de la bonne & fidele volonté que de tout temps ils ont portée à leur Reine, comme ils en ont assez donné de preuues. Les Ministres commencent en pleine chaire de prier Dieu, qu'il veuille pardonner à leur Reine cette faute. Que comme les Israélites demanderent vn Roy, pour puis apres s'en repentir ; ainsi ce peuple cy demandoit vn Roy, dont vn iour il se mordroit les pources à bon escient. Chose qui accreut fort la haine & mal-veillance que de tout temps cette Nation a portée aux François, lesquels ils detestent comme iuifs, depuis le fait de la Saint Barthelemy.

A Paris les Moines n'en font pas moins. Ils preschent ouuertement, que cette alliance avec les Heretiques, est vn presage certain de la derniere ruine & entiere subuersion de la France, si Dieu n'a pitié d'eux.

Et n'y arien qui ait rendu son Altesse mal-voulüe par deçà, que la Messe, de laquelle il ne s'est voulu onques passer, mesmement dans la propre maison de la Reine, au veu & sceu de tous. Chose qui a autant retardé la conclusion du mariage, qu'autre quelconque, comme l'on dit : & pense-t'on que pour la mesme cause les Flamans ne le verront de si bon œil. Son Altesse fauorisant tellement les Papistes, qu'il ne voudroit auoir perdu vn pouce de leur faueur, pour gagner vne aulne de la bonne volonté de ceux de la Religion.

Vne autre chose qui a merueilleusement estrangé les Anglois, est le peu de discretion & de respect dont quelques François ont vsé par deçà. Entr'autres le fait & impudence de Feruaques est à remarquer, qui pour suiuit la Fin iusqu'au Cabinet de la Reine ; & apres vn démenty, tira le poignard sur luy, pour luy en donner dans la gorge. La Fin fut prompt & roide à luy retenir le bras ; & cependant quelques Anglois se mirent entre deux. La Reine trouua ce fait fort estrange, & sur l'heure dit à Monsieur, que si c'estoit l'vn de ses sujets, voire le plus grand de son Royaume, elle luy feroit trancher la teste. Feruaques euada, & n'a onques esté veu depuis en Angleterre. La Reine a beaucoup supporté Simiers contre ledit Feruaques, en la querelle qu'ils ont ensemble, estant Simiers venu exprés par deçà pour le deffier, & trouuer occasion de le combattre : Et à cette fin auoit amené avec luy le Baron de Viteaux, trop forte partie pour ledit Feruaques, qui iamais n'a voulu accepter le combat que de si

à six, s'il luy estoit offert. Et est ledit Feruaques grand ennemy de ceux de la Religion & de cét Estat; & auoit iuré de ne mettre iamais le pied en Angleterre, dissuadant à S. A. cette alliance. De sorte que la Reine fit semblant de ne vouloir croire qu'il fust venu avec S. A. l'assurant que si ledit Feruaques estoit Gentil-homme, il ne voudroit fausser le serment qu'il auoit fait, de iamais n'y mettre le pied.

Ce nonobstant la moderation & le sage comportement de Monsieur en toutes ses actions, tandis qu'il a esté par deçà, l'a fait reputer prudent, & merueilleusement courtois & affable; étant la plupart des Anglois d'opinion qu'il se gouuerne plus par son propre aduis que par celui d'autrui. Aussi la Reine auoit accoustumé de l'appeller son petit Italien, disant qu'il tenoit plus de l'Italien que du François. Il est réputé au reste auoir bonne grace à cheual, & de s'estre bien acquité de tous les exercices dont on luy a veu faire preuue par deçà; comme de courir la bague, auoir bien l'espée au poing, combattre roidement, & avec bonne contenance.

Toutefois pour retourner à mon premier propos, cette ioye du Mercredy au soir fut de peu de durée. Car la Reine le lendemain matin se trouuant mal, & S. A. la venant voir à l'accoustumée, elle luy compta avec larmes la mauuaise nuit qu'elle auoit eue; l'assurant que si elle en auoit encore trois semblables, ce seroit assez pour la faire mourir. Qu'elle n'auoit reposé de toute la nuit, se proposant deuant les yeux le mescontentement de ses sujets, la diuersité de Religion, qui pourroit causer vne grande alteration en son Estat, & le peu de bien qui pourroit reüssir de ce mariage, tant pour les vns que pour les autres. Et d'autre part se ramenteuoir l'obligation qu'elle se reconnoissoit auoir à S. A. pour l'honneur qu'il luy auoit fait, & tant de peine qu'il auoit pris pour elle, dont toute occasion luy estoit ostée de se reuancher; si tant estoit qu'il luy fust force de s'accommoder à la volonté de ses sujets.

Et quelques heures apres le sieur Hatton Conseiller continuant le propos de la Reine, remontra d'abondant à son Altesse, l'inégalité de l'age, étant sa Majesté hors d'age de porter enfans; & que suiuant l'experience commune & la doctrine des Medecins, peu de femmes en réchappent, qui se marient à l'age de quarante-neuf ou cinquante ans, viennent à auoir enfans: adjoustant en outre, que tout ce qui s'estoit passé estoit conditionnel, ne pouuant sa Maieisté par les loix du Royaume, se marier à vn Estranger, sans le consentement de ses sujets assemblez en Parlement, comme ils l'appellent. Et que le Roy de France n'auoit encoré souscript aux conditions. Quelles sont ces conditions? ie ne sçay. Bien ay-je oüy parler de ces trois-cy. Que Monsieur seroit la debte propre vne certaine somme de deniers deuë à la Couronne d'Angleterre. Que le Roy de France respondroit de tout l'argent que la Reine presteroit à son Altesse. Et que pour seureté de tout, elle auroit quelques villes d'importance en France, comme Calais ou Boulogne, qui sont,

comme on disoit, conditions impossibles; & qu'elle mesme sçauoit ne pouuoir estre aucunement acceptées. Et peu auparauant le parlement de Monsieur, elle dist que l'une des conditions seroit, à sçauoir, que son Altesse ne se melleroit de la guerre de Flandres, ou pour le moins qu'il s'en deporteroit toutes fois & quantes qu'elle voudroit & verroit estre expedient pour l'Angleterre.

Et à la verité, ce que dessus estoit, comme l'ay dit, conditionnel. Mesmes il y en a beaucoup qui nient que la Reine ait iamais passé si auant. Et comme vn iour Monsieur Bodin eut arraisonné sa Maiesté en presence de son Altesse; & entr'autres propos luy eut dit, qu'il auoit entre les mains vn ourage contenant les vies des excellens & signalez personnages de nostre temps; & qu'en iceluy il n'oublieroit pas les graces, perfections & vertus heroïques que Dieu auoit mises en sa Maiesté: toutéfois que quand il viendroît à tomber sur le propos du mariage, & à parler des promesses si solemnelles qui seroient interuenues de part & d'autre, il ne sçauoit comment il s'y deuoit gouverner, ny ce que le monde en diroit. La Reine sur le champ luy respondit; Sçavez-vous ce que l'on dira, Monsieur Bodin? que vous aurez creu vn menteur, & qu'un fol l'aura escrit.

Quoy qu'il en soit, ce que dessus rompit le pourparler. Son Altesse demanda son congé pour s'en retourner en Flandres, où sa presence estoit fort requise, mesmement à cause de Tournay, qui enfin fut pris par les mescontens, & qui fut vne tres-grande perte, & desauança fort les affaires de son Altesse pour vn temps. Et neantmoins se voyant encore sans moyens pour pourluiure cette guerre du Pays-bas, il fut assez aisé à la Reine de le retenir par deçà, iusques apres les Festes de Noël. Durant lequel temps, apres que l'on eut remanché ce propos du mariage, elle luy fit tant de demonstrations de bonne & entiere volonté & affection, accompagnée de bailers, priuautez, caresses & mignardises ordinaires entre amans, que derechef elle mit martel en teste à plusieurs, qui plustost eussent souhaité leur Reine morte que de la voir mariée en tel lieu. D'autres y en auoit de faction contraire, qui de tout leur cœur desiroient, & entant qu'en eux estoit, sollicitoient & acheminoient ce mariage. Et de ceux cy y a assez bon nombre en ce pays, & des grands, que ie n'ay que faire de nommer.

Ce soupçon des gens de bien croissoit de iour à autre, par les jeux, dances, festins, combats, comedies, banquets, & toute sorte d'esbats & passe-temps dont on se pouoit aduiser, sans y espargner ny peine ny argent. Le premier iour de l'an se passa en Estrennes données de part & d'autre. Monsieur despendit en presens ce iour-là dix-neuf à vingt mille escus. Outre le triomphe & combat à la barriere qui se fit le soir mesme en la presence de sa Maiesté, estant son Altesse l'un des combattans; accompagné du Prince Dauphin, des Comtes de Leicester & de Suffex, du Comte de Saint Aignan, des sieurs de Bacqueville & Chanuallon, & autres, tous d'une parure magnifique; deslians au combat tous venans.

Monſieur entra ſur vn chariot fait en forme de rocher. L'Amour & le Deſtin le menoient lié de groſſes chaînes d'or vers ſa Maieſté, avec cette chanſon, dont les ſtances furent par eux chantées alternatiuement, & de la meilleure grace du monde.

L'AMOUR.

*Reine, ce demi-Dieu, tous comparable aux Dieux,
Qui ſeul peut eſperer en partage les Cieux,
Invaincu, mais Vainqueur des plus Grands de la terre,
Le traîne en ce triomphe à mes pieds abbatu,
Par l'eſſort de ſes yeux pleins de telle vertu,
Que des mains de ſon pere ils ſunt choir le tonnerre.*

LE DESTIN.

*Reine dont le bel ail tiens l'empire des cœurs,
Triomphant aujourdhuy du Vainqueur des Vainqueurs,
Voyez combien le Ciel vous donne de puissance?
Mais qu'on ſi bel honneur n'eſt ſans voſtre cœur,
Qu'on ſi brave Vainqueur ſoit traité de rigueur:
Les Dieux, l'Amour & moy en ferions la vengeance.*

L'AMOUR.

*Reine, à qui ie me rends moy-meſme pour buſin,
Commandé par voſtre ail & aydé du Deſtin,
I ay conduit juſqu'icy cés eſclaves admirable:
Non pour ſentir l'orgueil de voſtre cruauté;
Mais afin qu'adorans voſtre chaſte beauté,
Vous changiez ſa priſon en franchiſe honorable.*

LE DESTIN.

*L'Amour qui ſçait fléchir les hommes & les Dieux,
Moy qui ſçay les ſecrets de la terre & des Cieux,
Conduiſons la grandeur de voſtre Diadème,
Rendez à cés Heros ſa chere liberté,
On faites qu'oubliant ce vœu de chaſteté,
Hymen ſerre vos cœurs d'un lien plus extrême.*

Le combat dura juſqu'à vne heure apres minuit; ayant chacun des deſſendans combattu demy douzaine de fois; & enfin emporté l'honneur d'auoir tres bien fait. La Reine en preſence de toute la Compagnie, qui eſtoit de deux à trois mille perſonnes, remercia Monſieur de l'honneur qu'il luy auoit fait, & du navire tout de pierreries dont il luy auoit fait preſent, & enſemble le baiſa par pluſieurs fois, & le mena juſqu'en ſa chambre: puis le lendemain le vint trouuer au lit, pour voir

comme il se portoit du soir precedent. Je ne veux oublier en passant, qu'en ce triomphe on luy auoit donné pour deuse : *Et debellare superbos*, dont pour quelques raisons on changea l'escriteau pour *cetruy-cy. Seruiet eternum dulcis quem torquet Eliza*, qui fut trouué plus à propos.

Les Festes de Noël prirent fin avec vn sortilege de quelques Cheualiers enchantez en vn chasteau, là où ils estoient confinez par vn Magicien, iusques à tant qu'ils en fussent deliurez par le moyen d'un plus excellent & magnanime Prince, & le plus constant en amour qui fut iamais, & par la plus chaste, vertueuse & heroïque Princesse qui fut au monde (entendant mondit Seigneur & sa Maiesté) qui apres l'essay & le combat de plusieurs vaillans Cheualiers, enfin & sans aucune difficulté, ouurirent vn perron; & en iceluy esteignans vne lampe ardente, deffirent tout ce charme, & mirent les prisonniers en liberté. La mascarade qui fut le soir mesme, fut de fort bonne grace. La Reine & Monsieur dancèrent ce soir-là, comme ils auoient fait plusieurs fois auparavant.

Voilà comment ona passé les trois mois que sa Maiesté a seiourné par deçà. Les Seigneurs Anglois se sont montrez fort courtois à l'endroit de nostre Noblesse Françoisse, qui s'en loüe & conrente merueilleusement. Aucuns mesmes se sont trouuez, qui pour mieux s'insinuer en la faueur de son Altesse, l'ont fait parrain de leurs enfans, comme entr'autres le petit fils du feu Cheualier Cooké, vostre ancien amy de Srrasbourg : Et n'y en auoit vn seul qui pour le moins ne luy voulust baïser les mains, & se faire connoistre de luy.

Pendant ces festes & solemnitez alloient & venoient courriers de la part du Roy de France & de la Reine Mere, pour escouter ce qui se faisoit par deçà : outre ce qu'ils estoient lors bien aduerris, & d'heure à aurre informez de routes les occurrences & particularitez par l'Ambassadeur Mauuissiere, & le Secretaire Pinart : Le fils duquel sieur Pinart apporta vn iour, comme il disoit, la carte blanche de la part de sa Maiesté, ensemble lettres à tous les Seigneurs du Conseil Priué de la Reine d'Angleterre, par lesquelles il leur recommandoit tres affectueusement l'affaire de son frere, auquel ils auroient ja donné si bon acheminement : & que pour en faciliter les moyens, il offroit à sondit frere tout ce qui dependoit de luy, fust-ce la meilleure chose de son Royaume, avec force bonnes & courtoises offres à l'accoustumée. La Reine Mere promist, que si la personne y estoit necessaire & requise, elle n'y voudroit espargner vn voyage, quelque aagée ou indisposée qu'elle fust. Et à ce propos, ie me souuiens de ce qu'elle dist il y a deux ans à la femme de l'Ambassadeur Poulet, lors qu'elle alla prendre congé de leurs Majestez : Dites à ma bonne fille vostre Maistresse, que j'ay la plus grande enuie du monde de la voir, & que ie n'estimeray iamais auoir accomply le moindre de mes souhaits, que ie n'aye fausfair à celuy-cy, ou pour mourir plus contente, ou pour viure plus heureuse à l'aduenir. Toutefois elle

a bien fait de n'y venir point : joint qu'il s'est trouué vn certain Anglois ; nommé Norton, qui a dit tout haut qu'il falloit reténir & confiner Monsieur comme on auoit fait la Reine d'Ecosse. Celuy quia tenu ce langage, a esté, comme on dit, en danger d'estre traité de meisme qu'un autre Anglois, nommé Stubbes, homme de bien, grand Zelateur de la Religion & de la Patrie, auquel il y a deux ans qu'on couppa le poing, pour auoir semé quelque liuret contre Monsieur, encore que ce fussent des principaux du Conseil qui le luy eussent fait faire ; aucuns desquels furent en disgrâce & absens de la Cour pour vn temps.

Pendant ce temps aussi les sieurs des Pruniaux & de sainte Aldegonde, avec le Docteur Iunius & autres deputez des Estats du Pays-bas, ne cessoient de solliciter Monsieur de la part desdits Estats ; luy remontrant l'extremité & le danger où ils se retrouuoient pour lors, mesmes apres s'estre mis entre les mains & apres auoir secoué le ioug de la seruitude Espagnole : que si bien-tost il ne retournoit, ils seroient contraincts de se rendre à la mercy de leur ennemy Capital. Que Tournay luy deuoit seruir d'exemple pour l'auenir, qui auoit esté perdu par longueur & par nonchalance. Qu'aussi-tost qu'il seroit à Anuers, ils luy feroient serment de fidelité, comme suiets à leur Prince. Qu'ils ne reconnoissoient autre seigneur que luy. Qu'ils luy assisteroient de tous leurs moyens, & autres semblables offres aduantageuses au possible.

Bodin estoit l'un de ceux qui dissuadoient dauantage ce voyage de Flandres ; se deffiant, comme il disoit, de la legereté des Flamans, & du peu de moyen qu'ils auoient de secourir S. A. & luy assister d'argent, & autres choses nécessaires à cette guerre. Autres siens Fauoris l'en desgoutoient, de peur de perdre le credit, la faueur & l'entier maniemment qu'ils auoient de toutes choses, si vne fois S. A. venoit à se seruir du conseil du Prince d'Orange, & de celuy des Estats ; par le moyen desquels ils seroient vn iour en danger d'estre supplantéz : qui est la meisme raison pour laquelle tels gens n'ont iamais gueres souhaitté le mariage d'Angleterre. La Reine d'autre part sçachant combien cette entreprise est importante à cet Estat, a, comme l'on dit, essayé tous moyens à elle possibles, de luy faire changer de volonté, & entant que en elle est, d'empescher, ou pour le moins retarder ses desseins de ce costé-là. Et quelquefois en riant luy disoit, Est-ce le conte que vous faites de moy ? Le voy bien que vous ne m'aimez pas. l'en trouueray vn qui me sçaura mieux entretenir que vous. Et parfois elle le menaçoit de ne le pas laisser partir ; qu'elle auoit commandement sur les vents & sur les vagues ; & qu'il ne partiroit que par son congé. Quelques Flamans ennuyez de cette longueur & de cette langueur, s'amussoient à tenir le langage qui s'en suit.

Monsieur void tout. Le Prince d'Orange gouuerne tout. Les Estats traitent tout. Sainte Aldegonde conseille tout. Villiers presche tout. Le peuple paye tout. Les Tresoriers reçoient tout ; & le diable emporte tout.

Si est-ce qu'apres plusieurs allées & venues, requestes & importuni-

tez, S. A. prend resolution de partir; assignant le iour du parlement au premiet de Feurier, veille de la Chandeleur. Toutefois ce ne fut pas sans grand doute & sans changement d'aduis de iour à autre: l'affaire du mariage demeurant par ce moyen itresoluë, que la Reine disoit vouloir conclure auant le parlement de S. A. iusques à se fâcher fort & ferme contre les deputez des Estats, à l'endroit desquels elle vfa de paroles estranges, les appellant Coquins & de mauuaises gens, qui emmenoiert vn ieune Prince, qui l'estoit venu trouuer pour vn fait qui deuoit reüssir au bien de toute la Chrestienté, comme vn agneau à la boucherie. Qu'elle ne pouuoit croire qu'il n'y eust de la mauuaise foy, & de la mauuaise volonté en eux.

Les Deputez, qui parauanture se doutoient de la fourbe, appaisèrent S. M. le mieux qu'ils purent; luy remonstrent la necessité de leurs affaires, & qu'ils n'estoient pas venus pour empescher ou retarder ce mariage, la conclusion duquel ils connoissoient estre grandement pour leur bien & pour leur aduantage: & auiltoist apres ils allerent trouuer Monsieur: & luy ramenteuant les propos que leur auoit tenu la Reine, & la longueur dont on auoir vlé, sans aucune cause apparente, ils dirent tout haut, qu'ils estoient forcez de croire que l'on les vouloit trahir, & qu'il y auoit intelligence avec le Roy d'Espagne. Que si S. A. laissoit perdre cette belle occasion de se faire seigneur des Pays-bas, il n'en auroit iamais vne semblable. Que pour le moins il y vinst faire vn voyage d vn mois ou deux, pour contenter les Flamans, qui desia par desesperoir commençoient à s'estanler. Qu'eux deputez ne s'osoient plus trouuer deuant le peuple, qui les auoit menacez, s'ils ne ramenoient son Altesse. Et de fait le sieur des Prunceaux fut vn temps sans oser sortir de sa maison, pour auoir donné esperance & promesse du soudain retour de Monsieur.

Si est-ce que la resolution du parlement fut prise, comme l'ay dit. Quoy voyant S. M. elle mit en auant qu'elle vouloit que le mariage fust conelu auant que partir; & qu'il ne tenoit pas à elle. Sur ce monsieur dit, qu'il ne tenoit pas à luy non plus; attendu mesme que Pinart auoit commission de la part du Roy, d'accorder tout ce que l'on voudroit. La Reine voulut voir ladite commission. Mais Pinart repliqua, qu'il n'auoit charge de la monstrer, que le mariage ne fust conclu & attesté. Surquoy la Reine dit: Messieurs, vous voyez qu'il ne tient pas à moy; & quoy qu'il en soit, j'espere que nous en aurons la raison: Et toutnant son propos vers S. A. elle luy dit, Cependant, Monsieur, vous ferez le voyage de Flandre, à la charge que dans vn mois vous nous reuiendrez voir; afin qu'au contentement de l'un & de l'autre, nous puissions bientôt faire les nopces de ce mariage. Et de fait sa Maiesté l'a recommandé à Messieurs des Estats, comme mary, & les a priez de le luy renuoyer sain & saul le plustost qu'ils pourront. Elle a enuoyé vn bon nombre de Noblesse & des principaux de son Conseil, pour luy faire

escorte & le ramener par deça. Elle mesme l'est allée conduire iusqu'au Haure, distant de Londres de trois ou quatre iournées, luy fournissant des vaisseaux, & autres choses nécessaires au passage. Le Comte de Leicester est le principal de ceux qui l'ont accompagné.

Depuis nous auons eu nouuelle de l'abord & de la reception de S. A. à Flessinghen, le Prince d'Orenge & le Prince d'Espinoë estant venus au deuant de luy en pleine mer avec quatre Nauires de guerre, pour le conduire iusqu'audit Flessinghen, & de là à Anuers; où il a esté inuesty du manteau Ducal de Brabant par le Prince d'Orange, au nom des Estats, apres le serment reciproque presté de part & d'autre. Et comme le Prince d'Orange vouloit attacher la boucle dudit manteau, en le luy mettant sur les espauls, Non, non, laissez moy faire, ce dit Monsieur, Je le tiendray si bien, qu'il n'en bougera qu'à bonnes enseignes. Propos qui fut trouué fort agreable & de bonne grace, *Et cum bono omine*. Dieu veuille qu'ainsi soit.

La Reine est à present en sa maison de Greneuviche, où apres elle retourna aussi-tost, pour là attendre des nouuelles de Monsieur. Et comme quelqu'un luy eust conseillé des'y en retourner par eau, comme vn chemin plus court & plus commode: Comment? repliqua-t'elle, que les vens & les eaux qui ont emmené Monsieur d'avec moy, me meinent; & que i'entre dans des vaisseaux qui me l'ont rauy? Et peu de iours apres vn Gentil-homme François rapportant que Monsieur estoit en Flandres, dispos, ioyeux & gaillard. Quoy, respondit-elle, est il bien possible qu'il soit tant réioüy, & moy tant attristée. Le Gentil homme repliqua assez à propos: Que sa magnanimité requerroit vne ioye feinte en vn nouveau Pays, luy s'estant forcé de dissimuler les ennuis qu'il auoit d'estre absent de S. M.

Somme, Le Comte de Leicester & le reste de la Noblesse Angloise sont maintenant de retour, & ils arriuerent en Cour Lundy dernier 27. de Fevrier. Chose qui donne vn merueilleux contentement à tout ce peuple, qui est assez deffiant, & quien craignoit vne pire issue.

A Londres, ce 3. Mars 1582.

8208208208208208
8208208208208208
8208208208208208
08208208208208208
8208208208208208
8208208208208208

LETTRES PATENTES DV ROY CHARLES IX. POVR
l'Apanage de Monseigneur le Duc d'Alençon son Frere.

CHARLES par la grace de Dieu, Roy de France. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme feu nostre tres-honoré Seigneur & Pere le Roy Henry, de tres loüable & recommandable memoire, ayant delaisié feu nostre tres-cher Seigneur & Frere, le Roy François dernier decédé, son successeur à cette Couronne, à laquelle il a plu à Dieu depuis nous appeller, par le trespas de nostredit Seigneur & Frere; nos tres-chers & tres-amez Freres Henry Duc d'Anjou, & François Duc d'Alençon soient demeurez en si bas âge, qu'il n'a esté possible à feu nostredit Seigneur & Pere leur ordonner aucun Apanage: au moyen de quoy depuis son trespas, & mesmes depuis nostre aduenement à la Couronne, ils ont, par la grande prudence de nostre tres-honorée Dame & Mere, & pour la singuliere & fraternele amitié que nous leur auons tousiours portée & portons encore de present, esté conduits & entretenus en l'honneur & bon traitement qu'ils meritent. Ce que nous desirans voir continuer encore à l'aduenir, & par effet faire connoistre quel est le soin que nous auons d'eux, de leur bien, grandeur & aduancement: Mesmes que à present ayant mis en consideration l'âge de nostredit tres-cher & tres-amez Frere le Duc d'Alençon, qui est de ans, ou enuiron, ses sens, vertu, & naturelle inclination à toutes choses grandes, & dignes d'un Prince issu de la Maison de France, l'honneur, reuerence & amitié qu'il nous a tousiours portée: Connoissans aussi qu'il a prudence & iugement suffisans non seulement pour conduire sa Maison, mais aussi les biens, terres & fuyets que nous luy voudrions delaisier: Nous auons estimé estre desormais temps de luy pouruoir d'Apanage con-digne à la Maison dont il est issu, & à la tres-grande & fraternele amitié que nous luy portons, iusques à la somme de cent mille liures tournois de reuenu par chacun an. Ce que par nous mis en deliberation avec nostredit tres-honorée Dame & Mere, Princes de nostre sang, & autres grands & dignes personages estans prés de nous, gens de nostre Conseil priué & autres: Sçauoir faisons, que Nous desirant bien & fauorablement traiter iceluy nostredit Frere, & luy donner tout moyen & pouuoir d'entretenir plus honnorablement sa Maison; selon la dignité du sang dont il est; ensemble pouruoir aux enfans masculins qui descendront de luy en loyal mariage: Pour ces causes, & autres bonnes, grandes & raisonnables considerations à ce nous mouuant: Auons par l'aduis, conseil & deliberation dessusdits, à iceluy nostredit Frere donné, accordé, octroyé, ordonné & delaisié, donnons, accordons, octroyons, ordonnons & delaissons par ces presentes, & à

les enfans mâles deicendans de luy en loyal mariage, pour leur Apanage, pouruoyance & entretenement, selon l'ancienne nature des Apanages de la Maison de France, & loy de nostre Royaume tousiours gardée en iceluy, les Duché d'Alençon, avec les terres & seigneuries de Chateau-Thierry, Chastillon sur Marne, & Espernay; que nous auons creéz & erigez, creons & erigeons en tiltre, nom, & prééminence de Duché. Et semblablement auons delaiissé & delaiissons à nostredit frere, les Comtez du Perche, Gisors, Mantes & Meulan, avec la terre & seigneurie de Vernon, ainsi que iceux Duchez, Comtez & seigneuries s'estendent, comportent & consistent de routes parts, tant en Citez, Villes, Chasteaux, Chastellenies, Places, Maisons, Forteresses, fruits, profits, cens, rentes, reuenus & emolumens, honneurs, hommages, vassaux, vassélages & suiets, bois, forests, estangs, riuieres, fours, molins, prez, pasturages, fiefs, artierefiefs, iustices, iurisdicions, patronages d'Eglises, collations de Benefices, aubenages, forfaitures, confiscations & amandes, quintes, requints, lots, ventes, profits de fief, & tous autres droits & devoirs quelconques qui Nous appartiennent esdits Duchez, Comtez & Seigneuries, & à cause d'icelles. Et ce iusques à ladite somme de cent mille liures de reuenu par chacun an, si tant se peuuent monter. En deffaut de quoy voulons & nous plaist, que iceluy nostredit Frere & seldits Hoirs mâles, ayent & prennent le supplement d'icelle somme sur le reuenu, profit & emolumens des aydes, equiuallans, greniers à sel & gabelles desdits Duchez, Comtez & Seigneuries, par leurs simples quittances, ou de leurs Tresoriers & Receueurs Generaux, par les mains des Receueurs desdites aydes & equiuallans, & Grenetiers ou Fermiers desdits Greniers à sel: Et ce iusques à la concurrence d'icelle somme de cent mille liures, à commencer du iour de la verification qui se fera de ces presentes en nostre Cour de Parlement, Chambre des Comptes, & Cour des Aydes à Paris: Pour desdits Duchez, Comtez & Seigneuries dessusdits, iouyr & vser par iceluy nostredit Frere & seldits Hoirs mâles en droite Ligne, par forme d'Apanage tant seulement, à telles autoritez, honneurs, prerogatiues, prééminences qui appartiennent à tiltre de Duc & Comte respectiuelement, sans aucune chose en retenir ne reseruer à Nous ne à nostre Couronne, fors seulement les foy & hommage Liges, que nostredit Frere Nous a cejourd'huy faits en personne, droits de ressort & souveraineté; la Garde des Eglises Cathedrales, & autres qui sont de fondation Royale, ou autrement priuilegiées; la connoissance des cas Royaux & de ceux dont par preuention, nos Officiers doiuent & ont accoustumé connoistre; pour desquels decider, connoistre & determiner seront par Nous creéz, mis & establis Iuges des exemptes, ou autres, lesquels auront la connoissance & iurisdiction desdits cas & matieres: Voulans neantmoins que le reuenu des exploits, amendes, Greffes, sceaux & emolumens qui viendront de ladite iurisdiction des exemptes, soient &

demeurent à nostredit frere. Sur lesquels toutesfois seront payez les gages qui seront ordonnez à iceux Iuges ou leurs Lieutenans ; & le surplus de la Iustice & Iurisdiction ordinaire desdits Duchez, Comtez & Seigneuries sera exercée & administrée au nom de nostredit frere, & ses successeurs males, comme dit est, par les Bailly, Seneschaux desdits lieux, & autres Iuges qui y ont esté establis & instituez par cy-deuant, ou leurs Lieutenans generaux, sans y faire par nostredit frere aucune innouation ou mutation, ne desapointer les Officiers qui sont de present, & qui ont par nos predecesseurs, ou nous, esté pourueus. Desquels Offices de Bailly, Seneschaux, Iuges & autres Offices dependans dudit domaine desdits Duchez, Comtez & Seigneuries, il aura, quand vacation y escherra, & seldits successeurs males, la pleine prouision & institution, fors desdits Iuges, des Exempts, & des Presidens, Iuges, Conseillers, & autres Officiers des Sieges presidiaux establis es lieux de sondit Apannage. La prouision desquels, & semblablement de tous Offices de nos Aydes, Tailles & Gabelles, Preuosts des Mareschaux, leurs Lieutenans, Greffiers & Archers, & autres estats extraordinaires desdits Duchez, Comtez & Seigneuries, Nous reseruons à nous & à nostre disposition ; & aussi le reuenu des exploits & amendes qui nous seront adiugées es cas des Edits en dernier ressort par seldits Iuges Presidiaux. Permettans & accordans au surplus à iceluy nostredit frere, qu'il puisse & luy soit loisible ordonner & establis en l'une des villes de son apannage, telle qu'il aduifera, vne Chambre des Comptes, en laquelle ses Receueurs du domaine de seldits Duchez, Comtez & Seigneuries, rendront compte de leurs receptes & administration de leurs Charges : à la charge que de trois en trois ans les comptes qui ainsi seront rendus en sadite Chambre des Comptes, seront enuoyez en nostre Chambre des Comptes à Paris, ou les doubles d'iceux deuement collationnez, signez & certifiez, pour la conseruation de nostredit domaine. Que seldits Receueurs du domaine seront aussi tenus prendre pareillement en leurs estats de la recepte & despense de leurs receptes des Tresoriers de France, qui auront esgard que nos droits fonciers ne s'esgarrent à faute d'y auoir l'œil. Et aussi que nostredit frere & seldits successeurs seront tenus d'entretenir & faire entretenir les fondations des Eglises, les maisons, chasteaux & fortresses desdits Duchez, Comtez & Seigneuries en vn bon estat & reparation. Payer les fiefs & au-mosnes, & autres charges ordinaires desdits Duchez, Comtez & Seigneuries, ainsi qu'il a esté accoustumé de faire par cy-deuant. Et en outre, pour plus hautement accroistre & eleuer en honneurs nostredit frere, Nous auons de nostre plus ample grace & autorité, & pour les causes & considerations dessusdites, voulu, & à nostredit frere accordé, ordonné & octroyé, voulons, accordons, ordonnons & octroyons, & à ses successeurs males en droite ligne, & loyal matia-

ge, qu'ils ayent & tiennent lesdits Duehez & Comtez en tous droicts & tiltre de Pairie, avec toutes telles prerogatiues & preeminences qu'ont accoustumé auoir les Princes de la maison de France, & autres renans de nostre Couronne en Pairie; à la charge toutefois que la connoissance des causes & matieres dont ont accoustumé de connoistre les luges presidiaux, leur demeureront, sans que sous ombre de ladite Pairie, ladite connoissance en soit deuoluë par appel immediatement en nostre Cour de Parlement. Moyennant lequel present appannage, qui a esté agreablement pris, acceuté & receu par nostredit frere, il a de l'autorité de nostredite Dame & Mere, sa tutrice naturelle, & en la presence des Princes de nostre Sang, & autres grands personages de nostre Conseil Priué, renoncé & renoncee, au profit de nous & de nos successeurs à nostre Couronne, à tout droit, nom, action & portion qu'il pretend & pourroit à l'aduenir pretendre es terres & Seigneuries escheuës par le trespas de seus nosdits Seigneurs pere & frere, soit qu'elles soient vnies ou non à cette nostre Couronne: Et semblablement à tous meubles & conquests immeubles, de quelque qualité, valeur & condition qu'ils soient, par eux delaissez. Et a promis & promet, avec l'autorité susdire, de n'en faire iamais aucune querelle ou demande. Promet aussi tost qu'il sera venu en âge, de ratifier & approuuer lesdites conditions, & d'icelles en bailler & passer toutes lettres. Lesquelles acceptation & renonciation faites par nostredit frere; Nous, par l'aduis des Princes de nostre Sang, grands & notables personages de nostredit Conseil Priué, qui ont iugé iceux acceptations & renonciations estre viles & profitables à nostredit frere: Auons de nostre pleine puissance & autorité Royale, autorisé & autorisons: les declarans estre de rres. perpetuelle fermeté & effet; & entant que besoin seroit, auons surce interposé nostre decret. Et afin qu'il n'y ait aucun doute, ambiguë & question à l'aduenir au fait de ce present appannage, Nous auons dit, déclaré & ordonné, disons, declarons & ordonnons, par l'aduis, conseil & deliberation des dessusdits, que suivant la nature desdits appannages & loy de nostre Royaume, où nostredit frere ou ses descendants massés en loyal mariage, iroint de vie à trespas sans enfans massés descendants de leurs corps en loyal mariage, en maniere qu'il ne demeurast aucun enfant massé, descendant par la ligne des massés de nostredit frere, bien qu'il y eust fils ou filles des filles descendant d'icelles; audit cas lesdites Duchez, Comtez & Seigneuries par nous données à nostredit frere par son appannage, retourneront librement à nostre Couronne, sans autre adiudication ou declaration: & s'en pourront nos sueeessieurs à nostre Couronne emparer & en prendre la possession & iouissance, ledit appannage finy & destruit, comme dessus est dit, à leur plaisir & volonté, & sans aucun contredit ou empeschement, & sans qu'on puisse obiecter aucun laps de temps ne prescription. Si donnons en mandement par ces mesmes presentes, à nos amez & feaux

Conseillers, les gens tenans nostre Cour de Parlement, de nos Comptes & Cour des Aydes à Paris, Tresoriers de France, & Generaux de nos Finances establis à Paris, Roüen, Caën, Tours; Bailly d'Alençon, de Vitry & Meaux, Gisors, Mante, Meulan; au Seneschal du Maine, & à tous nos autres Iusticiers & Officiers, ou leurs Lieutenans, & à chacun d'eux endroit soy, & comme à luy appartiendra; que de nos presens don, cession, transport & delay, & de tout le contenu cy-dessus, ils fassent, souffrent & laissent nostredit frere le Duc d'Alençon & ses successeurs massés iouyr & user pleinement & paisiblement, par la forme & maniere que dessus est dit; & luy baillent & deliurent, ou fassent bailler & deliurer, à commencer du iour de la verification, qui sera, comme dit est, faite de ces presentes, la possession, saisine & iouissance desdits Duchez, Comtez & Seigneuries, leurs appattances & dependances; sans en ce luy faire mettre ou donner, ne souffrir luy estre fait, mis ou donné, ou à ses successeurs massés, aucun trouble, destourbier ou empeschement au contraire: lequel si fait, mis ou donné leur estoit, fassent incontinent le tout remettre & reparer à pleine & entiere deliurance, & au premier estat & deu, & par rapportant cesdites presentes, signées de nostredit main, ou Vidimus d'icelles, fait sous scel Royal pour vne fois, & quittance & reconnoissance de nostredit frere de la iouissance des choses dessusdites: Nous voulons tous nos Receueurs & autres nos Officiers qu'il appartiendra, & à qui ce pourra roucher, estre tenus quittes respectivement de la valeur desdites choses par lesdits gens de nos Comptes, & par tout ailleurs où il appartiendra & besoin sera, sans difficulté: non-obstant les Ordonnances par nos predecesseurs & nous faites sur le fait & alienation du domaine de nostre Couronne. ausquelles, attendu que ledit delay se fait pour l'apannage de nostredit frere, & causes si favorables que les dessusdites, nous auons, entant que besoin seroit, derogé & derogeons pour ce regard, & sans y preiudicier en autres choses par ces presentes, & à quelconques autres Ordonnances, restrictions, mandemens ou deffenses à ce contraires. Et pour ce que de ces presentes l'on pourra auoir affaire en plusieurs & diuers lieux, nous voulons qu'au Vidimus d'icelles, fait sous scel Royal, ou collationné par l'un de nos amez & feaux Notaires & Secretaires, soy soit adioustée comme à ce present original. Auquel en tesmoin de ce nous auons fait mettre nostre scel. **DONNE** à Moulins le huitième iour de Fevrier, l'an de grace mil cinq cens soixante-six. Et de nostre regne le sixième. Signé sous le reply, **CHARLES**. Et sur ledit reply. Par le Roy en son Conseil, **DE L'AVBESTINE**. Et scellé sur double queue de cire iaune. Et sur ledit reply est escrit. Leuës, publiées & enregistrées; ouy, ce consentant, requerant & acceptant le Procureur general du Roy. A Paris en Parlement le vingt-vnième iour de Mars mil cinq cens soixante-cinq. Signé, **DV TILLET**. Leuës semblablement, publiées & enregistrées en la Chambre des Comptes du Roy nostre Sire, ouy, ce consentant, requere-

rant & acceptant le Procureur general dudit Seigneur en icelle, le vingt-deuxième iour de Mars mil cinq cens soixante cinq, selon l'ancienne coutume, & soixante-six suiuant l'Edit. Signé, DEBAVGY.

CHARLES par la grace de Dieu, Roy de France, A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Encore que par les lettres de don & delay que nous auons ce iourd huy fait expedier à nostre trescher & tres amé frere François Duc d'Alençon, des Duchez d'Alençon & de Chasteau-Thierry, y compris Chastillon sur Marne, & d'Espemay, & les Comtez du Perche, Gisors, Mante & Meullan, & Seigneurie de Ver-non pour son appannage, pouruoyance & entretenement, & de ses succeffeurs masles, descendans de luy en loyal mariage. Nous luy auons aussi accordé & delaisé, & à lesdits successeurs masles, la prouision à tous les Offices dependans du domaine desdits Duchez, Comtez & Seigneuries; nous reseruans celles des Iuges, des Exempts & des Presidens, Conseillers & autres Officiers des sieges Presidiaux establis es villes de sondit appannage. Ensembledement des Offices dependans des Aydes, Tailles & Gabelles, & autres Offices extraordinaires, ainsi qu'il est plus à plein porté par lesdites lettres. Neantmoins considerant les vertus de nostredit frere, la grande amitié que luy portons, & l'honneur & reuerence qu'il nous a; au moyen desquels nous voulons l'honorer, gratifier & fauoriser en tout ce qu'il nous sera possible, à iceluy nostredit frere. Pour ces causes, & autres bonnes, grandes & raisonnables considerations à ce nous mouuans, auons de grace speciale, pleine puissance & autorité Royale, permis, accordé & octroyé, permettons, accordons & octroyons par ces presentes, qu'il puisse & luy soit loisible, sa vie durant, à commencer du iour qu'il entrera en possession de sondit appannage, nous nommer & presenter, tant ausdits Offices ou Commissions desdits Iuges, des Exempts, Presidens, Conseillers & autres Officiers des sieges Presidiaux, si aucuns en sont par nous establis dedans les terres de sondit appannage, qu'aux Offices ou Commissions dependans de nos Aydes, Tailles & Gabelles, & autres extraordinaires, tels bons & suffisans personnaiges qu'il aduifera & bon luy semblera: à laquelle nomination de nostredit frere, il sera par nous & nos successeurs pourueu ou commis suiuant nos Edits & Ordonnances. Et si par inaduerdance ou importunité de requerans il y estoit autrement pourueu qu'à sadite nomination; nous auons dès à present, comme pour lors, reuouquées, cassées & annullées, reuouquons, cassons & annullons lesdites prouisions ou commissions par ces presentes; sans toutefois que nostredit frere puisse nommer aux estats des Preuosts des Marechaux, leurs Lieutenans, Gref-fiers & Archers, que nous auons reseruez à nostre pleine & entiere disposition. Si donnons en mandement à nos amez & feaux les gens tenans nostre Cour de Parlement, de nos Comptes, & Cour des Aydes Paris, Tresoriers de France, & Generaux de nos Finances establis à Paris, Rouën

Caen, Tours, Bailly d'Alençon, Gisors, Mantes & Meullan, Vitry, Seneschal du Mayne, & leurs Lieutenans; & à tous nos autres Iusticiers, Officiers, & à chacun d'eux en droit soy, & comme à luy appartenendra, que de nos presens grace, commission & octroy ils fassent & laissent nostredit Frere iouir & vser pleinement & paisiblement, sans en ce luy faire mettre ou donner, ny souffrir luy estre fait, mis ou donné aucun trouble ou empeschement au contraire: lequel si fait, mis ou donné luy estoit, fassent incontinent reparer, & remettre à pleine & entiere deliuraison, & au premier estat & deu. En tesmoin de ce nous auons signé ces presentes de nostre main, & à icelles fait mettre & apposer nostre scel. Donné à Molnes le huitiesme iour de Fevrier, l'an de grace mil cinq cens soixante-six, & de nostre regne le sixiesme. Signé sous le reply CHARLES. Et sur le reply, Par le Roy DE L'AVBESPINE, & scellé sur double queue de cire iaulne. Et sur ledit reply est escrit, Leuës, publiées & enregistrées, oüy ce consentant, requerant & acceptant le Procureur General du Roy. A Paris en Parlement, le vingt.vniesme iour de Mars, l'an mil cinq cens soixante-cinq. Signé DV TILLET. Leuës semblablement, publiées & enregistrées en la Chambre des Comptes du Roy nostre Sire; oüy, ce consentant, requerant & acceptant le Procureur General du Roy en icelle, le vingt-deuxiesme iour de Mars mil cinq cens soixante-cinq, selon l'ancienne coustume, & soixante-six suivant l'Edict. Signé DEBAVGY.



*FORME DE LA CELEBRATION ET SOLEMNISATION
du mariage d'entre la serenissime Reine d'Angleterre, & le tres-illustre
Duc d'Aniou, conuenu & arresté du commun consentement des Commis-
saires qui de part & d'autre ont esté constitués & deputez pour traiter &
conclure l'affaire dudit Mariage.*

Que au temple de Westmester, ou autre Eglise Cathedrale de ce Royaume, en lieu assez commode & oportun, à la veuë du peuple qui assistera, sera dressé & construit vn theathe, auquel monteront ladite serenissime Reine, & le tres-illustre Duc, assistez chacun d'un Euesque de sa Religion; en la presence desquels, & de tous les assistans, ledit tres-illustre Duc, apres auoir pris la main droite de ladite serenissime Reine, luy dira ces mots:

Madame Elizabeth, ie vous prens à Femme & Espouse; vous promets foy coniugale, & que ie vous aimeray, soigneray, & honoreray & garderay saine & malade, tant que Dieu nous donnera de viure ensemble, selon qu'il m'est commandé de dieu, & qu'il est obserué par l'Eglise. Lesquels mots finis, ledit tres-illustre Duc retirera sa main; & ladite serenissime Reine reciproquement prenant la main droite dudit tres-illustre Duc, luy dira ces mots. tres illustre Duc, ie vous prens à Mary & Espoux, & vous promets foy & deuoir coniugal, & que ie vous aimeray, & honoreray & porteray obeissance coniugale, & vous garderay sain & malade tant que Dieu nous donnera de viure ensemble, selon qu'il m'est ordonné de Dieu & obserué en l'Eglise. Cela fait & les mains separées & retirées, ledit tres illustre Duc mettra au quatriesme doigt de la fenestre de l'adite serenissime Reine, vn anneau qu'il luy donnera, disant ces mots:

De cet anneau ie vous espouse, & vous honore de mon corps, & vous fais compagne & participante de mes biens, au nom du Pere & du Fils & du S. Esprit. Aquoy ladite serenissime Reine respondra ces mots: Je reçois l'anneau & l'accepte, & le garderay en foy de cet accord ma vie durant.

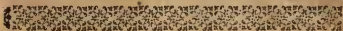
Plus ioignant derechef leurs mains ensemble, se diront l'un à l'autre ces mots; parlant ledit tres-illustre Duc le premier, & la Reine apres luy: Je promets, & en appelle Dieu à tesmoin, que chastement & en toute integrité, ie garderay & obserueray ce que aujourd'huy nous auons entre nous reciproquement, en la presence de tout ce peuple, saintement & religieusement promis deuant Dieu & son Eglise.

Après ladite Serenissime Reine se retirera au lieu destiné pour les prieres publiques, iusques à la porte & entrée duquel lieu ledit tres-illustre

lustre Duc l'accompagnera; & ce fait, se retirera en vn autre lieu à part & séparé, auquel il aura exercice libre de sa Religion.

Et les prieres de ladite serenissime Reine acheuées, & quand elle se preparera pour sortir de son oratoire, ledit tres-illustre Duc retournera vers elle à la porte, & dudit Temple ils retourneront ensemble en son Palais. Et ce qui aura esté ainsi fait, sera pour perpetuelle foy & tesmoignage redigé par vn Notaire public, garny pour ce de suffisants pouuoirs & actes.

Fait & conclu entre lesdits Commissaires, le vnziesme iour de Iuin l'an mil cinq cent quatre-vingt vn.



DISCOVRS VERITABLE DE CE QVI EST ADVENV

en la ville de Bruges l'an mil cinq cens quatre-vingt deux, parce que le Roy Philippes d'Espagne a deuechef pratiqué nouueaux Traistres & Meurtriers pour oster la vie au Duc de Brabant, Gueldre, Aniou, Alençon &c. Comte de Frandres &c. ensemble au Prince d'Orange, par poison ou quelque autre sorte de meurtre.

LAnnée suiuant 1582. Monsieur estant passé d'Angleterre aux pays-bas, ardemment desiré, courut diuerles fois fortune de la vie, par les entreprises qui furent faites contre luy, tant par armes que par poison. On pourroit en rapporter plusieurs: mais celle que l'on a iugé à propos de publier apres la condamnation des coniurez, doit conuaincre les plus incredules, de toutes les meschantes actions dont les ames ambitieuses sont capables. Vn Espagnol, nommé Salcede, fils d'un autre Espagnol du mesme nom, qui auoit esté longtems à la Court de France, ayant esté accusé de faulx monnoye, & constitué pour cela prisonnier dans les prisons de Rouën, y trouua de si bons amis, qu'ils le sauuerent du gibet, où il alloit estre condamné; & luy donnerent les moyens de passer en Espagne. Quelque temps apres ayant esté gaigné par les ennemis de M. le Duc d'Alençon, d'Aniou, de Brabant & de Gueldre, il repassa d'Espagne en France, & trouua l'occasion de se mettre au seruice de son altesse. Il parut homme de courage & d'esprit au desassiegement de la ville de Cambtay, & s'y porta si vaillamment contre les Espagnols dans les occasions qui s'offrirent, que Monsieur luy donna vn employ considerable dans ses troupes, & le mit au nombre des Gentilshommes de sa maison. Il vint avec ce Prince en Flandres, sous pretexte de luy acquerir bien des seruiteurs, & de destacher le Comte Larmorall d'Egmont des interets du Duc de Parme.

Monsieur le Prince d'Orange, par vne grande & tres-pourueüe discretion, soupçonnant quelque mal de ce combre, monstra au dit Egmont

vne amitié singuliere & vne affection paternelle, avec offre de l'aduan-
 cer & recommander singulierement en la grace de son Alteſſe, & luy dir,
 qu'indubitablement il paruiendroit aux meſmes degrez d'honneur, où
 ſon feu pere auoit eſté conſtitué; ſ'il euſt eſté fidele à ſon Alteſſe, com-
 me à ſon Seigneur, & à ſa Patrie; & ſi quelqu'un luy vouloit conſeiller
 autrement, qu'il le reuelast audit Prince d'Orange; afin qu'iceluy peult
 par ainſi continuer à porter pour luy vn ſoin paternel, & le contregarder
 de tous mal heurs, qui par mauuais conſeils luy pourroient aduenir, com-
 me il en eſtoit aduenü à ſon Frere, qui à cauſe de ce eſtoit encore pour
 l'heure detenu priſonnier en la ville de Gand; requerant fort affectueuſe-
 ment qu'il luy vouluſt declarer l'occaſion de la tant grande priuauté &
 accointance que Salcede Eſpagnol auoit avec luy. Sur ce reſpondit ledit
 Egmont, que l'occaſion n'eſtoit autre que la ſcience d'Alchimie, en la-
 quelle il ſe delectoit fort. Le Prince d'Orange dit, qu'il eſt en doute &
 crainte, que de cette ſocieté reüſſiroit vne tres-mauuiſe & dangereuſe
 Alchimie, recommandant audit Egmont d'auoir ſouuenance de la mort
 ignominieuſe dont le Roy d'Eſpagne auoit fait mourir le pere dudit Eg-
 mont par ſon inſtrument le Duc d'Alue. Ces admonitions & preaduer-
 tences ſe firent par pluſieurs fois, mais pour neant. Car comme ledit Eg-
 mont (ſuiuant ſes promeſſes faites à Salcede) ne vouloit decouurer ſa
 pernicieuſe entrepriſe, luy pria le Prince d'Oranges ne ſonner doncques
 mot audit Salcede de ce que ledit Prince auoit parlé de luy: ce que Eg-
 mont promit ſur ſa foy. Le Prince d'Orange ne voulant toutesfois s'ar-
 reſter ſur cette promeſſe, a cherché autre moyen d'empêcher le grand
 mal qu'il voyoit venir de loin. Et ſ'eſt le quatorzième iour du mois de
 Iuillet, avec ſon Alteſſe, enſemble tous les Sieurs & Nobles, party de la
 ville d'Anuers par bateau vers la ville de Bruges en Flandres, où ils ſont
 arriuez & honorablement receus le dixſeptième iour dudit mois. Eg-
 mont y eſtant avec les autres, Salcede ſ'y eſt auſſi trouué, cherchant oc-
 caſion d'accomplir les meurtres qu'il auoit intention de faire. Le vingt-
 vnième dudit mois venant en la ſale de la court, & plus auant par les
 autres chambres près de ſon Alteſſe, il a eſté faiſi & fait priſonnier, atten-
 dant apres luy deuant la ſale, vn Italien & vn Walon Malcontent, leſquels
 le Prince de Parme luy auoit enuoyés pour ſon aſſiſtance à accomplir les
 ſuſdits meurtres par luy entrepris. L'Italien attendant en deuotion le re-
 tour de ſon Maſtre Salcede, s'enquit d'un certain perſonnage forſant de
 la chambre de ſon Alteſſe, ſi Salcede eſtoit encore là dedans. Surquoy
 luy fut reſpondu, qu'oüy. Et luy enquis ſ'il connoiſſoit ledit Salcede, re-
 ſpondit auſſi, qu'oüy. Ce perſonnage eſtant derechef retourné dedans,
 l'Italien commença d'entrer en ſoupçon & ſ'en vouloit fuyr: mais il fut
 attrapé, & enquis de ſon nom, il cria incontinant mercy, diſant, qu'il
 s'appelloit Franciſco Baza. Quand ce nom fut prononcé à Salcede, il ne le
 voulut connoiſtre: mais entendant que l'Italien decouuroit ſes meur-
 tres, il dit à la parſin qu'il le connoiſſoit pour vn Multier & Menteur, au-

quel il ne faisoit adiouster foy. L'Italien dit qu'il declareroit de cette affaire telles choses en la presence & au visage dudit Salcede, qu'on trouueroit estre veritable, ce qu'il en donnoit à connoistre, comme semblablement faisoit le Walon Maleontant si on le sçauoit attraper: mais qu'iceluy s'estoit enfuy. Ce qui ce iour-là fut recherché & descouuert d'auantage touchant cette affaire, sera avec le temps manifesté à tout le monde. Le dimanche vingt-deuxiesme de Iuillet, vint Monsieur le Princee d'Orange à la Predication, en l'Eglise de Saint Donatien, où il auoit chez luy, durant ladite Predication, le susdit Egmont, l'ayant aussi depuis le temps qu'ils estoient arriuez en la ville de Bruges, fait quasi à chaque repas asseoir à sa table, & à son costé dextre. Le vingt-quatriesme de Iuillet, fut ledit Egmont appelé en la Cour de son Altesse, & fut chargé d'estre coupable en ces meurtres, & qu'il auoit decouvert audit Salcede tout ce qu'il auoit promis au Prince d'Orange de taire. Egmont entendant que Salcede auoit parlé de luy, ne delaya de dire & decouvrir tout ce que ledit Salcede luy auoit aussi decouvert: Et par ce moyen se sont les meurtres manifestez beaucoup plus qu' auparauant. Ledit Egmont estoit logé au logis de l'Escoutete de la ville de Bruges, auquel fut commandé de le bien garder. Le vingt-huictiesme de Iuillet, fut l'Italien Francisco Baza, examiné rigoureusement par la torture, & donna à connoistre choses merueilleuses, lesquelles à nous ne conuient mettre en lumiere; mais laisserons faire cela aux Superieurs. Le vingt-neufiesme de Iuillet, il a mesme soussigné sa confession, en tesmoignage que ce qu'il auoit dit & confessé, estoit veritable. Le trentiesme de Iuillet du matin, enuiron les sept heures, il s'est tué foy-mesme d'un cousteau qu'il auoit obtenu par subtilité, se donnant premierement vne playe au ventre, près le nombril, & apres vne autre au costé fenestre de sa poitrine. Le dernier de Iuillet, il fut par l'Officier criminel, aduancé près des degrez de de la prison, & fut prononcée sur luy cette Sentence.

Le Lundy trentieme iour de Iuillet, 1581. en presence de Monsieur le Grand-Bailly, & hommes des Fiefs du Bourg de Bruges.

S E N T E N C E.

VEv par les hommes des Fiefs de la Cour du Bourg de Bruges, la preuue & information par eux tenuë, à la charge de Francisco Baza Italien, criminellement detenu en prison en la ville de Bruges, & trouué par la mesme information, que le mesme prisonnier, pour euitter scandaleuse & deuë punition, s'est tué foy-mesme, par inflixion de deux playes faites d'un cousteau, dont l'une, & la premiere, fut dessus le nombril, & l'autre, & derniere, au cœur, où le cousteau a esté trouué encore à sa mort, desquelles playes il est passé & demeuré sur la place. La Cour prenant connoissance & faisant droit sur le delit aduenu en la

dite prison, a condamné & condamne, à la semonce du Grand-Bailly; que ledit corps sera traîné de ladite prison par les pieds au long des degrez, pour de là estre traîné à la queue d'un cheual tout autour dudit Bourg iusques au lieu patibulaire, où il sera liuré és mains & à la volonté de la haute iustice, pour en faire comme il appartient.

Après cette sentence il fut traîné par l'Officier criminel au long des degrez iusques à la place du bourg, où de la part de la haute iustice, cette sentence ensuiuant fut prononcée sur luy.

SENTENCE

ENtre le Procureur general du Duc de Brabant & Aniou, Comte de Flandres &c. demandeur & acteur en matiere de crime de lèze Maesté d'une part: Et Francisco Baza, natif du Pays de Bresse, en la iurisdiction de la Comté de Martinengue; soit disant soldat de la compagnie des chevaux legers de Fernando Gonzaga, au camp du Roy d'Espagne conduit par le Prince de Parme, prisonnier & deslendeur d'autre. Veu les informations renuës contre ledit Baza, ses examinations & confessions, ensemble les examinations de Nicolas de Salcede & Nicolas Hugot, dit de la Borde ses complices, leurs recollemens & confrontations, l'examen rigoureux du mesme Baza, le recollement & resumptions d'iceluy à la gehenne & sans icelle, les procedures faites par les hommes des Fiefs du bourg de Bruges, sur l'homicide fait par le mesme Baza en son propre corps en la prison, l'acte de visiration de son corps mort & des playes en prison, les conclusions du Procureur general, & tout ce qui conuenoit estre veu. Les Commissaires sur ce specialement commis par son Altesse, ont dit, iugé & déclaré, disent, iugent & declarent, que le corps dudit Baza sera liuré és mains de l'Officier Criminel, après qu'il aura fait le tour accoustumé, comme par la sentence des hommes des Fiefs susdite est ordonné. Pour (comme accusé & conuaincu des cas & crimes à luy imposez, ayant mesmes entrepris par assassinat & poison oster la vie à son Altesse & à monsieur le prince d'Orange, par commandement & charge expresse du susdit Prince de Parme) estre pendu au gibet, & après estre diuisé en quatre pieces à des gibets, qui seront erigez aux quatre principales portes de cette ville de Bruges, & la teste sur vne pointe dessus la porte de sainte Catherine, pour exemple aux autres: declarant les biens confisquez.

Fait & prononcé en la ville de Bruges le derniet iour de Iuillet l'an M. D. Lxxij

Cette sentence estant leuë, il fut traîné à la queue d'un cheual tout autour du Bourg, & en après pendu à vn gibet à ce erigé, & à chacune iambe fut escrit de grosses lettres, Romaines, tant en François comme en Flament ce qui s'ensuit.

Certuy est Francisco Baza Italien , apprehendé & conuaincu de trahison , ayant entrepris d'empoisonner ou d'oster par autre moyen la vie à son Altesse , & à Monsieur le Prince d'Orange , & ce par commandement du Prince de Parme , General de l'armée du Roy d'Espagne.

Ces escries estant derechef ostez de ses iambes , furent attachez aux deux piliers du gibet , & ledit corps fut estendu sur vn banc mis sur vn Eschafaut , & taillé en quatre pieces , & la teste percée d'vne pointe de fer ; & furent lesdites pieces & teste mises dessus les principales portes de la ville de Bruges.

Le premier iour du mois d'Aoust , le Duc de arabant receut lettre en la ville de Bruges , enuoyées de France , & contenanttes comme en la Court du Roy son Frere , estoit pris vn assassineur , estant intentionné d'oster la vie par moyen semblable , à sa Maiesté , si Dieu ne luy eust osté le moyen de ce faire.

Voyez combien miraculeusement le seigneur Dieu contregarde ceux qu'il veut des desseins pernicieux des Tirans estre preseruez. Mais c'est vne chose à regretter que ces grands personages , auxquels le glaiue est donné de Dieu pour punir les mauuais & deffendre les bons , à l'occasion de leurs faits louïables & actes vertueux qu'ils font , en deffendant les pauures outragez & tyrannisez habitans du pays bas (contre l'horrible & insupportable tyrannie Espagnole) doiuent viure en grand souci , tant & si long temps que ce tyran Espagnol viura. Mais le Tout-puissant gardera leurs personnes comme ses instrumens par luy esleus , pour purger la terre de cette tyrannie diabolique , dont tous ces assassinats & meurtres prennent leur source , & permettra que s'accompliront les propheties des tres renommez Mathematiciens Ioannes Stadius & Rembertus Dodonæus, Que le Roy Philippe d'Espagne sera chassé de tous ses Royaumes & terres , & en apres de fait tué des mains de quelque homme. Ce qu'ils ont trouué suiuant la doctrine Mathématique en sa geniture malheureuse.



LETTRES PATENTES DV ROT HENRY III. POVR L'ACCROIS-
sement & augmentation de l'Apanage de Monseigneur le Duc
d'Alençon, son Frere.

HENRY par la grace de Dieu, Roy de France & de Pologne : A tous presens & à venir, Salut. Considerans combien l'vnion & amitié fraternele est agreable à Dieu & recommandable entre les hommes, mesme entre les Princes Chrestiens, qui cause l'accroissement & conseruation des Royaumes, comme son contraire engendre la ruine & desolation. Et desirant faire connoistre à vn chacun, & laisser memoire à la posterité de la tres-grande & singuliere affection que nous portons à nostre tres-cher & tres-ami Frere le Duc d'Alençon, par toutes sortes de gratifications en accroissemens d'honneurs & de biens : Et ayant esgard qu'il nous est demeuré seul Frere : afin de luy donner moyen de paruenir à quelque grand & heureux mariage, & party digne de la maison de France dont il est issu, pour de tant plus fortifier par alliance cette nostre Couronne, au bien, repos & soulagement de nostre peuple. Pour ces causes & autres grandes, dignes & iustes considerations à ce nous mouuans ; Auons de nostre propre mouuement, ayant sur ce pris l'aduis de la tres-honoré Dame & mere, des Princes de nostre sang, & autres grands & notables Seigneurs & Gens de nostre Conseil, baillé, cédé, transporté & delaisié, & par la teneur des presentes baillons, cedons, transportons & delaissons à toujours, par accroissement & augmentation d'apanage, à nostredit tres-cher & tres-ami Frere le Duc d'Alençon, & ses Hoirs males, & les Hoirs males de ses Hoirs males, qui descendront de luy en vray & loyal mariage. Et ce outre & pardessus les terres à luy cy-deuant delaisiées, & qu'il tient à present de Nous en apanage, les Duchez d'Anjou, Touraine & Berry, leurs appartenances & dependances, francs, quittes & deschargez de routes alienations, engagemens & dons faits depuis nostre aduenement à la Couronne; & aussi de tous dotes & douaires, dont nous les auons deschargez & deschargeons par cesdites presentes, & Nous chargeons de la recompense, & sans que pour raison de ce la deliurance & iouissance des choses susdites, part ou portion d'icelles, soit differée ou empeschée à nostredit Frere : iceux Duchez consistans en Citez, Villes, Chasteaux, Places, Maisons, Forteresses, fruits, profits, cens, rentes, reuenus & emolumens, honneurs, hommages, vassaux, vasselages & suiets, bois, forests, estangs, riuieres, fours, moulins, prez, pasturages, fiefs, arrieriefiefs, iustices, iurisdiccions, patronages d'Eglise, collations & presentations de benefices, aubainages, forfaitures, confiscations & amandes, quints, requints, lots, ventes, profits de fiefs, & tous autres droits & devoirs quelcon-

ques qui nous appartiennent esdits Duchez; & mesmement des ponts, ports, peages, traites & impositions foraines, dont nous iouyssions au pays d'Aniou auparavant nostre aduenement à la Couronne, & autres appartenances & dependances desdits Duchez & choses sùdites, droits, noms, raisons & actions generallyment quelconques: Ensemble la prouision, institution & presentation à tous Offices ordinaires: & quant aux extraordinaires, luy en auons accordé la nomination sa vie durant seulement. Et afin que les particuliers auxquels lesdits Duchez, parts ou portions d'iceux ont esté alienez & engagez depuis ledit temps de nostre auenement à la Couronne, ne puissent retarder ou empescher l'exécution de cette nostre volonté, Nous dès à present leur auons ordonné & assigné, leur ordonnons & assignons rentes sur les recepres generales de Touraine & Berry respectiuellement, suiuant la nature de leurs contrats d'engagement ou alienation, iusques à ce qu'ils ayent esté assignez & pourueus d'ailleurs. Le tout selon la verification & assignation qui en lera faite, & sans que pour raison de ce, nostredit Frere soit aucunement empesché ou retardé en la possession & iouyssance desdits Duchez, membres & dependances d'iceux. Et ce nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans preiudice d'icelles, pour desdits Duchez & membres dependans d'iceux, iouïr par nostredit Frere & seldits Hoirs en tous droits, preéminences, prerogatiues & autoritez, comme ont accoustumé iouïr de tout temps les enfans apanagez de la Maison de France, sans aucune chose en excepter, reseruer ny retenir, à Nous ny à nos Successeurs; fors le ressort & souueraineté, & les Villes, Chasteaux & Baillage d'Amboise: à commencer la iouyssance du premier iour d'Auril dernier. Et neantmoins les Douairieres desdits Duchez de Berry & Touraine receuront les deniers des fermes & reuenus domaniaux, qui escherront au iour de la S. Iean Baptiste prochain.

Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers, les Gens tenans nostre Cour de Parlement de Paris, Chambre des Comptes, & Cours de nos Aydes, Tresoriers de France, & Generaux de nos Finances, Baillifs, Seneschaux, Iuges desdites Prouinces, & tous autres qu'il appartiendra, faire lire, publier & registrer celsdites presentes, & du contenu en icelles, souffrir & laisser iouyr nostredit Frere, pleinement & paisiblement; Ensemble ses successeurs, comme dir est, sans en ce luy faire mettre ou donner, ne souffrir luy estre fait, mis ou donné aucun trouble ou empeschement au contraire: le quel si fait, mis ou donné luy estoit, fassent incontinent le tout remettre & repater à pleine & entiere desliurance, & au premier estat & deu.

Et rapportant celsdites presentes, signées de nostre main, ou Vimus d'icelles faites sous le scel Royal pour vne fois, & quittance ou reconnoissance de nostredit Frere de la iouissance des choses sùdites; Nous voulons nos Receueurs, & autres Officiers qu'il appartiendra, ou

à qui ce pourra toucher, estre tenus quirtes respectiuelement de la valeur desdites choses par les Gens de noldits Comptes, & par tout ailleurs où il appartiendra & besoin sera, sans difficulté; nonobstant les Ordonnances par Nos Predecesseurs faites sur l'alienation du domaine de nostre Couronne, ausquels Nous auons, en tant que besoin seroit, derogé & derogeons pour ce regard, & sans y preiudicier en autres choses par celsdites presentes, & à quelconques autres Ordonnances, restrictions, mandemens, ou desfenfes à ce contraires. Et pour ce que de celsdires presentes on pourra auoir affaire en plusieurs lieux; Nous voulons qu'à la coppie deuément collationnée, foy soit adioustée comme à l'Original: auquel en tesmoin de ce Nous auons fait mettre nostre scel.

Donné à Paris, au mois de May, l'an de grace mil cinq cent soixante seize, & de nostre Regne le deuxiesme. Sous-signé HENRY:
Et sur le reply, Par le Roy FIZEY, Visa.

Et scellées du grand Sceau de cire verte sur lacqs de soye rouge & verte. Plus sur ledit reply est escrit ce qui s'ensuit.

Leuës, publiées & registrées, oüy sur ce le Procureur general du Roy, ainsi qu'il est porté par le Registre. A Paris, en Parlement le xxiiij iour de May, l'An mil cinq cens soixante seize. Signé DV TILLET.

Leuës semblablement, publiées & registrées en la Chambre des Comptes, oüy sur ce le Procureur General du Roy en icelle, aux charges contenuës en l'Arrest sur ce fait le 28. iour de May, l'An mil cinq cent soixante seize. Signé DANES.



ESTAT DES GAGES DES SEIGNEURS,
GENTILS-HOMMES, ET AUTRES
OFFICIERS DE LA MAISON DE MONSIEUR

Fils de France, Frere unique du Roy.

AYMOSNIERS.

MESSIEURS,

L' Evêque de Maillezais, premier Aumosnier, cinq cent liures.

Antoine de saint Supplice, Abbé de saint Eusèbe, c. fols.

François de Castelnau, c. liu.

Hierosme Hennequin, c. liu.

Adam Heurtelou, Abbé de Restauré, ccc. liu.

Estienne le Roy, Abbé de saint Laurens, ccc. liu.

Jacques Rancher, Abbé de Saint Seuer, c. liu.

François de Combarel, Abbé de Vierzon, xx. liu.

André Thier, cc. liu.

Jacques Damyn, c. f.

Pierre Labesses, c. f.

Gauthier, c. f.

Iean Buffect, c. f.

Abbé d'Arreynes, c. f.

Jacques Boiolle, Doyen de Limoges, c. f.

PREDICATEUR.

M. Nicolas le Forestier, cccc. liu.

CHAPPELLAINS.

Pierre Gaulleped, viii. xx. liu.

Estienne Couët, viii. xx. liu.

Raymond de Bonneure, viii. xx. liu.

René Fournier, viii. xx. liu.

I. PAÏT.

Nicolas le Gay, viii. xx. liu.

Jacques Froussard, vi. xx. liu.

Iean de la Faye, c. fols.

CLERCS DE CHAPELLE:

Claude Genestois, vi. xx. liu. au lieu de

Boucher, c. liures.

François de Franqueville, c. liu.

Iean Mauger, c. liu.

Simphorian Bigot, vi. xx. liu.

Guillaume du Fay, vi. xx. liu.

Augustin Langlois, c. fols.

LE COMTE de S. Agnan, Surintendant de la maison, iiii. mille liu.

CHAMBELLANS.

De Bussy, premier Chambellan, ii. mille liures.

De la Bourdaiziere, premier Gentilhomme de la Chambre, ii. m. liu.

De Simyé, ii. m. liu.

De Maugeron, viii. c. liu.

De Fargis, viii. c. liu.

De Lenoncourt, vi. c. liu.

De la Nouë, vi. c. liu.

De la Molle, vi. c. liu.

D'Alluys l'aîné, vi. c. liu.

De Theualle, vi. c. liu.

De Chastaignerais, vi. c. liu.

De Bourdeilles, vi. c. liu.

De Clermont d'Amboise, vi. c. liu.

D'Avantigny l'aîné, viii. c. liu.

DD dd

DE M. DE NEVERS.

387

seur le Prince Dauphin,	vi. c. liu.	De Choisy, fils,	v. c. liu.
De la Boissiere,	vi. c. liu.	De Harmauville le ieune,	v. c. liu.
De Mirambeau,	ccc. liu.	De Chillay,	v. c. liu.
Du Vigeau,	ccc. liu.	De S. denis Hurault,	v. c. liu.
De Richebourg,	vi. c. liu.	De Haraucourt,	ccl. liu.
Le ieune Comte de la Suze,	ccc. liu.	De Baugeau,	v. c. liu.
De la Ralde,	vi. c. liu.	De la Noiraye,	ccl. liu.
De Marchais,	vi. c. liu.	De Sommieres,	ccl. liu.
Du Couldray,	vi. c. liu.	De Palerne,	v. c. liu.
Le Baron de Montemer,	vi. c. liu.	De Beauville,	v. c. liu.
Le Baron de Larchant,	vi. c. liu.	De Bouchemont,	v. c. liu.
Le Baron d'Armanville,	vi. c. liu.	publié,	v. c. liu.
<i>GENTILS-HOMMES DE la Chambre.</i>		du Fresnoy,	v. c. liu.
		De Sermoises,	ccl. liu.
		Le Chevalier Berton,	v. c. liu.
De Vigan, frere du sieur de S. Sul-		De Sesseual,	v. c. liu.
pice,	v. c. liu.	De Beaupré de Bourgogne,	ccl. liu.
Dargy,	v. c. liu.	De la Forest de Prouence,	v. c. liu.
De Cagné,	v. c. liu.	De la Mothe,	v. c. liu.
De Rabodanges,	v. c. liu.	De Renard,	ccl. liu.
De Hallor Montmorency, le jeu-		Le Capitaine Hallor,	v. c. liu.
ne,	ccl. liu.	De Rochebrune,	v. c. liu.
De Saussac,	ccl. liu.	De Chazerac, Bailly de cerry,	ccl. liu.
De Conniac,	v. c. liu.	De Talcy,	v. c. liu.
De Souuray,	ccl. liu.	D'Arboule,	v. c. liu.
De Bonniuer le ieune,	v. c. liu.	De la Personne,	v. c. liu.
Dalluis le ieune,	ccl. liu.	du Plessis Pefnoy,	ccl. liu.
De Launay,	v. c. liu.	Daspresac,	v. c. liu.
De la Vallerte le ieune,	v. c. liu.	De Gourgues,	ccl. liu.
De la Ferté, second fils de M. le		Hierosme Gondy,	v. c. liu.
Comte de S. Agnan,	v. c. liu.	De Bus,	v. c. liu.
Des Arpentils le fils,	v. c. liu.	Le Capitaine Jacques,	ccl. liu.
De Bellenave,	v. c. liu.	De S. Georges,	ccl. liu.
De Bigarreau,	v. c. liu.	Des Mouceaux,	ccl. liu.
De Belosser,	v. c. liu.	De Vaux,	ccl. liu.
De Charney,	v. c. liu.	De Morainville,	ccl. liu.
De Buffy Cernon,	v. c. liu.	Deschamps,	ccl. liu.
Du Plessis Chiuray,	ccl. liu.	De Vallainville,	v. c. liu.
De S. Quentin du Harlay,	v. c. liu.	De Baudiment,	v. c. liu.
De Chemault le ieune,	v. c. liu.	De la Barre de Chiuray,	ccl. liu.
De Tachy,	v. c. liu.	De Vafenges,	ccl. liu.
De Chateau-neuf le ieune,	v. c. liu.	De Seigny,	ccl. liu.
Le fils puiné de Monsieur de		De la Forest le ieune,	v. c. liu.
Lanlac,	ccl. liu.	De Guepré,	v. c. liu.

DE M. DE NEVERS.

389

M. D'HOSTEL

De Mauuissiere premier Maistre d Hostel,	mille liu.	De Briçonner, de Mauleuault, de Precor, de Ferrieres, de la Salle, Hercules d'Adde, de Martroymesnil, de Combelles,	cccc. liu. cccc. liu. cccc. liu. cccc. liu. cccc. liu. cccc. liu. cccc. liu.
De Surefne,	vi. c. liu.	De Buc,	cc. liu.
De Murar,	v. c. liu.	De S. Julien Asprezac,	cc. liu.
de Petremol,	v. c. liu.	du Chastel,	cc. liu.
De Heton,	v. c. liu.	De la Pronriere,	cc. liu.
De la Mothe Fonperthuis,	v. c. liu.	de la Foucaudiere le ieune,	cc. liu.
De Thilly,	v. c. liu.	de Coulon,	cc. liu.
De Condé,	ccl. liu.	De Barrillieres,	cccc. liu.
de Barisse,	v. c. liu.	De Beauregard,	cccc. liu.
De la Borde,	v. c. liu.	Du Chesnes,	cccc. liu.
d'Vrrieres,	ccl. liu.	Des Rosiers,	cc. liu.
Du Ruau le Blanc,	ccl. liu.	De Chesneuert,	cccc. liu.
De Villiers,	ccl. liu.	De Castels,	cccc. liu.
de la Garenne,	ccl. liu.	d'Oysonuille le ieune,	cccc. liu.
Gasset,	ccl. liu.	De S. Lubin,	cccc. liu.
Genton,	ccl. liu.	De Beauuille le ieune,	cccc. liu.

GENTILS HOMMES SER-
uans, Pannetiers, Eschyers tran-
chans & Eschançons.

De Symié premier Panetier,	vi. c. l.	De Vaugoing,	cc. liu.
de Vausmenil Premier Elchançon,	six cens liures.	de Frisquet,	cccc. liu.
D'Oysonuille premier tranchant,	six cens liures.	De Cornon,	cc. liu.
d'Arbouze le ieune,	cccc. liu.	De Richer,	cccc. liu.
de la Vergne d'Auergne,	cc. liu.	De Nery,	cccc. liu.
De Poulliac,	cc. liu.	De Sodeilles,	cc. liu.
De Poupardiere,	cccc. liu.	De Hauelu,	cc. liu.
D'Arthon,	cc. liu.	De Vaterre,	cc. liu.
Bigareau le ieune,	cccc. liu.	De Peroux,	cc. liu.
de Rachac,	cccc. liu.	De Sauorny,	cccc. liu.
de Hurtebize,	cc. liu.	De Courdaun,	cccc. liu.
de Puynateau,	cccc. liu.	De Damas,	cc. liu.
de Feüiller,	cc. liu.	De la Grange,	cc. liu.
de Balteau,	cccc. liu.	De Gaigny,	cc. liu.
de Brigueux,	cc. liu.	De la Regnardiere,	cccc. liu.
De Perrigny du Val,	cccc. liu.	De Thiuille,	cccc. liu.
de Fougeres,	cccc. liu.	De Castelnau fils,	cc. liu.
de Mauperthuis,	cccc. liu.	De Castelnau puisné,	cc. liu.
De la Rouuiere,	cccc. liu.	De Richy,	cc. liu.
De Fontaines,	cccc. liu.	De Môtigny Charles Beranger,	cc. l.
		De Campois,	cc. liu.

Du Bois Florimond,	cc. liu.	Hercules Clerc d'Office,	cc. liu.
DuMoulin Edme le Loup,	cccc. liu.	Pioché, Clerc d'Office,	cc. liu.
De la Grolliere,	cc. liu.		
Dapilly,	cc. liu.	<i>MEDECINS.</i>	
De Lanouë,	cccc. liu.	Michel Vaterre , premier Medecin ,	vi. c. liu.
Le Capitaine Fabry ;	cccc. liu.	Leonard Botal ,	v. c. liu.
De Vignolles,	cc. liu.	Iean Bernard,	l. liu.
De la Galliniere ;	cc. liu.	Ciffier ,	l. liu.
De Ville-neufue ,	cc. liu.	Louis le Begue ,	l. liu.
De Veziay ,	cc. liu.	Nicolas Helain ,	cc. liu.
De la Chefnye de Barré ,	cc. liu.	Iean Asselineau	x. liu.

ESCVTERS D'ESCVRIE.

De Sourdis , premier Escuyer ,		Droüet,	x. liu.
huict cens liures,		Gardette,	x. liu.
De Repaire,	cccc. liu.	Le Roy ,	x. liu.
De Sandricourt,	cccc. liu.	du Ponr,	x. liu.
De Liencourt,	cccc. liu.	Iean Bernard d'Issoudun,	x. liu.
De baqueville ,	cccc. liu.	Dallibourg ,	x. liu.
Le Cheualier Darce ,	cccc. liu.	Violette ,	x. liu.
De Verdier ,	cccc. liu.	Mathieu Moreau ,	x. liu.
De Souzay Fontaines ,	cccc. liu.		
De Rhins ,	cccc. liu.	<i>CHIRVRGIENS.</i>	
De la Barre ,	cccc. liu.	François Lauernot , au lieu d'Antoinet ,	ix. xx. liu.
De S. Mars ,	cccc. liu.	Gonnin Braille ,	ix. xx. liu.
De Lahet ,	cccc. liu.	Pierre Legier ,	ix. xx. liu.
Du Breüil ,	cccc. liu.	Louis ,	ix. xx. liu.

CONTROOLLEVRS ET CLERCS d'Office.

Mathurin le Beau , Controolleur General ,	mille liures	René Fouët d'Oton ,	ix. xx. liu.
Martin le Saint ,	cccc. liu.	René Ciret ,	ix. xx. liu.
Jacques Charzé ,	ccx. liu.	Antoine ,	ix. xx. liu.
Iean du Vignau ,	ccx. liu.	Richard Hubert ;	ix. xx. liu.
Louis ninet ,	ccx. liu.	Bertrand Robeton ;	ix. xx. liu.
Gaspard Macéré ,	cc. liu.	Pigoy ,	ix. xx. liu.
Gilles Malingre ,	ccx. liu.	Nicolas Lauernot ,	ix. xx. liu.
Sauuat ,	cc. liu.		
Du Buslay ,	cc. liu.	<i>APOTIQUAIRE.</i>	
Michel Bouilly ,	cc. liu.	Iean du bois ,	cccc. liu.
Simon Beranger ,	cc. liu.	<i>VALETS DE CHAMBRE.</i>	
Martin Courtigier ,	cc. liu.	Antoine de la Bretonniere , dit Cagé , qui seruira ordinairement ,	viii. c. liu.

DE M. DE NEVERS.

183

Jean Gaimbert,	cccc. liu.	François la Vioſe,	cc. liu.
Balthazar Beaujeux,	cc. liu.	Calais Roberton, dit la Pommeraye,	
Hercules de Bedoué,	cc. liu.	deux cens liures.	
Archange Toncre,	cc. liu.	Charles Pellerier, au lieu de Fran-	
Clouis Heſteau, dit Nuyſement,		çois Blondeau,	cc. liu.
deux cens liures.		Jean Gonthier,	cc. liu.
Morel de Paſin,	cc. liu.	Jean du Four,	cc. liu.
Louis de Briort,	cc. liu.	Loys de Maloiſel,	cc. liu.
Chriſtophle Patron,	cc. liu.	Germain Perier,	cc. liu.

AUTRES VALETS

de Chambre.

Lambert Fay,	cc. liu.		
Jean Chauuet,	cc. liu.		
Nicolas Coſinet,	cc. liu.		
Jean de Vergnettes,	cc. liu.	Charles Giron,	ix. xx. liu.
Hugues de la Doye, dit Villedon,		Claude Roger,	ix. xx. liu.
deux cens liures.		Pierre Vallitran,	c. liu.
Joſeph de Villars,	cc. liu.	Henry de Leu,	c. liu.
Jean de Chasſay,	cc. liu.	Pierre de Baſſe,	ix. xx. liu.
Bertrand de Valuzan, dit Baſtide,		Jean Charenton,	c. liu.
deux cens liures.		Nicolas Garnier,	x. liu.
Robert Boreau, dit le bois,	cc. liu.	Alexandre Cochelin,	ix. xx. liu.
Philippes Januier,	cc. liu.	Claude Papillon, dit Almor,	c. liu.
Pierre la Croix,	cc. liu.	Jean Aubry,	ix. xx. liu.
Jean Marchand,	cc. liu.	Jean Ozanne,	ix. xx. liu.
François Carillon, au lieu de Gode-		Jacques Fleury,	ix. xx. liu.
gran Relié,	cc. liu.	Charles de Lurie,	c. ſols.
Jacques Regnaud, dit de Bu,	cc. liu.	Michel de Bos,	c. f.
Jean du Bois,	cc. liu.	Gendron,	c. f.
Jean Cleart,	cc. liu.	Jean de l'Ohiague,	c. liu.
Louis Dijon.	cc. liu.	l'Eſtang,	c. liu.
Jean Godey,	cc. liu.	Pierre Foreſtier,	c. liu.
Jacques Seguize,	cc. liu.	Guillaume Meſnard, dit la Chef-	
Jacques Langlois,	cc. liu.	naye,	c. liu.
Jacques du Feure,	cc. liu.	Jean Fayen,	c. liu.
Guillaume Peroteau,	cc. liu.	Jean Goullery,	c. liu.
Guillaume Pellerin,	cc. liu.	Pierre Droulin,	c. liu.
Jean de la Foreſt du Creux,	cc. liu.	Antoine Peſchard,	c. liu.
Laurens Puluerin,	cc. liu.	Henry de la Tauerne,	ix. xx. liu.
Charles Goyet, au lieu de Caugé,			
deux cens liures.		Le Sieur de Montoſier, ſix cens	
Marin Brizard, dit Champ-large,		liures.	
deux cens liures.			
Philippes bougié,	cc. liu.	VALETS DE GARDEROBE:	
Hardouin d'Andon,	cc. liu.	Sainte More, qui ſervira ordinaire-	
Nicaſe Picard,	cc. liu.	ment,	cc. liures.

DE M. DE NEVERS.

593

Estienne Prestauoine,	vi. xx. liu.	Chefneau,	viii. xx. liu.
Verez,	vi. xx. liu.	Gilles le Feure,	viii. xx. liu.

PORTIERS.

De Maruau Capitaine de la porte,	xii. c. liu.	Charles Gaste,	viii. xx. liu.
Le Capitaine la Barre Lieutenant,	ccc. liu.	Iean Mouffard,	viii. xx. liu.
Iean de Haraucourt,	c. liu.	André Desbrosses,	viii. xx. liu.
Michel de la Marre,	c. liu.	Nicolas Haraucourt,	viii. xx. liu.
Iean Fa,	c. liu.	Iean Simon,	viii. xx. liu.
Le Bois,	c. liu.	Iean Cochon dit la Roche,	viii. xx. l.
Pierre d'Albin,	c. liu.	Iean Bernard,	viii. xx. liu.
Iamet Germon,	c. liu.	Iacques Martin,	viii. xx. liu.
Alain Boula, dit le Breton,	c. liu.	Iean Thibault,	viii. xx. liu.
		dit Tourmente,	viii. xx. liu.
		Claude Roye,	viii. xx. liu.
		Oliuier du Fresnoy,	viii. xx. liu.

PANNETERIE BOVCHE.

Louis de la Marre, Chef,	ix. xx. liu.
Menauld de Narbes, chef,	ix. xx. l.
Pierre le Roy, chef,	ix. xx. liu.

AIDES.

Thomas Vatine,	vi. xx. liu.	Iean Poirier,	vii. xx. liu.
Pierre Vatine, dit Soudan,	vi. xx. liu.	Michel Moisy,	vii. xx. liu.
Paul Efnauld,	vi. xx. liu.	Gabriel Berly,	vii. xx. liu.
Claude Morot,	vi. xx. liu.		

AIDES DE TAPISSIERS.

PANNETERIE COMMUNE.

Estienne de la Marre,	lx. liu.	Robert Huan, Chef,	ix. xx. liu.
Vaumerle,	lx. liu.	René le Blanc, Chef,	ix. xx. liu.
		Simon Borde, chef,	ix. xx. liu.

MARECHAVX DES LOGIS.

AIDES.

De Poüilly, Marechal des logis du Corps,	xii. c. liu.	Pierre Griel,	vii. xx. liu.
Ogier d'Hiarle,	cccc. liu.	Philippe le Roy,	vii. xx. liu.
Du Boucher,	cccc. liu.	Estienne,	vii. xx. liu.
Iean le Comre,	cccc. liu.		
Iean du Tinal dit Beauregard, quatre cens liures.			

ESCHANSONNERIE BOVCHE.

Gilles de Couldrier, sieur de Honuille,	cccc. liu.	Anthoines Varennes,	ix. xx. liu.
Iean Cheualier,	cccc. liu.	Clement du Viuier,	ix. xx. liu.
Pierre Maurroy,	cccc. liu.	Louis de Lignes,	xi. xx. liu.
Combault,	cccc. liu.		
Senot,	cccc. liu.		

AIDES.

FOYRIERS.

Iean de Niuerolles, dit la Caue, huit vingt liures.		Mathurin Tronçon,	vii. xx. liu.
		Gilles Chefne,	vii. xx. liu.
		Estienne Plancon,	vii. xx. liu.

I. PART.

EE cc

ESCHANSONNERIE

COMMUNE.

Philippes Vignau, ix. xx. liu.
 Iean Ragois, dit Sauuage, ix. xx. liu.
 Estienne Daguin, ix. xx. liu.

AIDES.

Balthazar Cormier, vii. xx. liu.
 Guillaume Gauille, vii. xx. liu.
 Martin Bertin, vii. xx. liu.

COVREVR DE VINS.

Estienne du Viuier, cc. liu.

SERT-D'EAU.

Pierre Boudignon, lxx. liu.

ESCVYERS DE CVISINE.

Iean Fruichier, cc. liu.
 Guillaume Gyen, cc. liu.
 Pierre Colas, cc. liu.

CVISINE DE BOVCHE.

M. Deux.

Florentin Horcy, ix. xx. liu.
 Pierre Paget, ix. xx. liu.
 Iean Maubuisson, ix. xx. liu.

POTAGERS.

Pierre Secret, vii. xx. liu.
 Pierre Caillart, vii. xx. liu.
 René Lanbry, vii. xx. liu.

PORTEVR ORDINAIRE.

Germain, iiii. xx. liu.

SOMMIERS.

Jacques Charron, Sommier du Gar-
 de-manger, cc. liu.
 Ieanne Cossète, Sommiere des
 broches, cc. liu.
 Robert Hennicle, Sommier de
 vaisselle, cc. liu.

GARDE-VAISSELLE.

Richard Doremus, qui seruira à la
 Bouche & commun, ccc. liu.

HVISSIERS DE CVISINE.

Antoine Hennede, lxx. liu.
 Philippes le Maire, lxx. liu.

CVISINE DE COMMUN.

M. Deux.

Denis Plancon, ix. xx. liu.
 Guillaume des Hayes, ix. xx. liu.
 Guillaume Maignan, ix. xx. liu.

HASTEVRS.

Antoine Thierry, vii. xx. liu.
 Pierre Chauuet, vii. xx. liu.
 Robert Legullon, vii. xx. liu.

POTAGERS.

René Marchandeau, vii. xx. liu.
 François Fichor, vii. xx. liu.
 Charles Durand, vii. xx. liu.

ENFANS DE CVISINE.

René Fouquet, lxx. liu.
 Denis Dubois, lxx. liu.
 Guillaume Lamare, lxx. liu.

GALOPINS.

Gentran Iumeau, xxx. liu.
 Claude Garache, xxx. liu.
 René Cheuecier, xxx. liu.

PORTEVRS EN CVISINE.

Gentran Mazou, iiii. xx. liu.
 Julien Amyot, iiii. xx. liu.
 Noël Fregant, iiii. xx. liu.
 Barthelemy, iiii. xx. liu.

VERDVRIER.

Amadis de Brosfes, lx. liu.

HYISSIERS DV BVREAV.

Iean Oudin , au lieu de Pasquier
Fruictier, vi. xx. liu.
Adrian de la Porte, vi. xx. liu.
Iean Rochereau, vi. xx. liu.

FRUITIERS.

Iulien de la Halle, vi. xx. liu.
François le Franc, vi. xx. liu.
Iean le Franc, vi. xx. liu.

AIDES DE FRUITERIE.

Michel Moustel, lxx. liu.
Didier le Fort, lxx. liu.
Iean Baudry, lxx. liu.

VALETS DE FOVRRERIE.

Louis Terreau, vi. xx. liu.
Claude Lambert, vi. xx. liu.
Iacques Bouuille, dit Blefneau, fix
vingt liures.

AIDES DE FOVRRERIE.

Iean Patenostre, lxx. liu.
Eloy Laurens, lxx. liu.
Gilles Barriere, lxx. liu.

BOVLANGER.

Iean Saillant, vi. xx. liu.

PASTICIERS,

Adrian Maupetit, Chef, l. liu.
René Forgeau, Chef, l. liu.

AIDES DE PASTICIERS.

Estienne Cassiere, xxxv. liu.

BOUCHER.

Leonard le Marié, & Baptiste du
Bois, xxv. liu.

POISSONNIER.

Le Marié & du Bois, xxv. liu.
L. PAAT.

LAVANDIERS.

Ieanne Cosslette , Lauandiere du
Corps, six vingt liures.
Iacques Blondet , Lauandier du
Commun, vi. xx. liu.

SOMMIERS.

la Mare Sommier de Pan-
neterie du bouche, cc. liu.
Denis Beaugrand pour la Chapelle,
deux cens liures.

Noël Berault pour la Panneterie;
deux cens liures.

Nicolas Callier, Sommier de la vaif-
selle d'Eschançonnerie, cc. liu.

Antoine Bouslicault, Sommier de
bouteilles du Gobelet, cc. liu.

Iean Gauille, Sommier de bouteil-
les, cc. liu.

Pierre Gouuil, Sommier du garde-
manger Commun, cc. liu.

Iean Thierry, Sommier de la vaif-
selle, cc. liu.

Mathieu Gaillard, Sommier des
broches dudit Office, qui serui-
ra d'Huissier, cc. liu.

Guillaume Cheualier, Sommier de
la fruiterie, cc. liu.

Iacques Louis, porte-table, cc. liu.

GENS DE MESTIER.

Claude de Luz, brodeur, lx. liu.

Iacques Charles, Mercier, x. liu.

Pierre Cosnier, Pelletier, x. liu.

Michelle la Flèche, Lingere, lx. liu.

Herman l'Abbé, Arquebuzier, l. li.

Architecte, x. liu.

Thibault Metezeau, aussi Archi-
tecte, x. liu.

Iean Bouchas, Orlogeur, lx. liu.

aussi Orlogeur, x. liu.

Gilles Richard, Menuisier, lx. liu.

Iean Serrurier, x. liu.

Iean Bourgueuil, Cordonnier, x. liu.

(HANCELIER.

Messire Renauld de Beaune, Euef-
que de Mande, Comte de Ge-
uauldan, Conseiller au Priué
Conseil du Roy, Chancelier de
Monseigneur, quatre mil liu.

GENS DE CONSEIL,
& Maistres des Requestes.

Messire Martin de Beaune, premier
Conseiller de Monseigneur,
deux mil liures.

Messire Gilles de Riant, sieur de Vil-
leray, Conseiller au Priué Con-
seil du Roy, aussi Conseiller du
Conseil de Monseigneur, & de
ses Finances, mil liu.

Antoine Rancher, sieur de la Fou-
caudiere, Conseiller dudit Con-
seil, & des Finances, mil liu.

Le Cirier, Conseiller dudit Conseil,
trois cens liures.

Le President Bailly, ccc. liu.

Le President de S. Mesmin, ccc. liu.

D'aigremont, ccc. liu.

Brignonnet, ccc. liu.

De Mauleuault, ccc. liu.

L'Euefque d'Auranches, x. liu.

Hennequin, sieur de Ser-
moises, ccc. liu.

Antoine Hennequin, sieur d'Acy,
trois cens liures.

Hennequin, sieur de Chan-
terefnes, ccc. liu.

sieur du Rhosoy, ccc. liu.

Desaignes, sieur de la Garde,
trois cens liures.

Iean de Combelle, President à
Montferrand, ccc. liu.

Pierre Desfriches, sieur de Pouilly,
Conseiller au grand Conseil, c. liu.

Pierre de Fortia, l. liu.

Simon Marion, Aduocat general

de mondit Seigneur au Parle-
ment, en l'Eschiquier, & par
toutes ses terres, ccc. liu.

Antoine Ranher, aussi Aduocat
de mondit Seigneur, ccc. liu.

Iacques Malingre, ccc. liu.

Antoine Loisel, aussi Aduocat de
Monseigneur, l. liu.

Michel Buffect, Procureur general
de mondit Seigneur, ccc. liu.

Perrin, Aduocat pour mon-
dit Seigneur au Priué Conseil, c. l.

Nauieres, Aduocat pour mon-
dit Seigneur au grand Conseil, c. l.

Matharel, c. liu.

l'Archer, Conseiller au Par-
lement, x. liu.

Cheualier, Conseiller au
Parlement, c. liu.

Charles Houdry, Procureur de
Monseigneur à Tours, c. liu.

Clement Iouianne, sieur de Lan-
chal, c. liu.

Iacques Varin, sieur de Sacy, l. liu.

Dreux du Viuier, general Refor-
mateur des Forests de Monsei-
gneur, vi. c. liu.

François le Mestayer, l. liu.

Guillaume de Pleurre, l. liu.

Iean Perrot, x. liu.

Emille Perrot, x. liu.

Dormy, xx. liu.

François Chauenon, c. liu.

François de Valentiennes, l. liu.

Dallibert, l. liu.

Nicolas le Sœur, x. liu.

François Bouineau, c. liu.

le Pilleur, x. liu.

sieur de la Nouë, x. liu.

Chopin, x. liu.

Thierry Cochon, x. liu.

Iean Touchet, x. liu.

Michel Berard, x. liu.

Robert Danier, x. liu.

Foucault,	x. liu.	Arondel, Solliciteur au	
Saint Yon,	x. liu.	Parlement de Rouën,	l. liu.
Charles Taupin,	x. liu.	<i>SECRETAIRES DES FI-</i>	
Gaillard,	x. liu.	<i>naux Anciens.</i>	
Philippe le Roux,	x. liu.	Nicolas Hennequin, sieur du Fay,	
Alexandre Gaulrier,	x. liu.	mil liures.	
François Taupin,	x. liu.	Nicolas Aubellin, sieur de Fauel-	
Iean Boër,	x. liu.	les,	mil liures.
l'Abbé, sieur de Mont-		<i>AUTRES SECRETAIRES</i>	
veron,	l. liu.	<i>des Finances.</i>	
Pierre Bigot,	x. liu.	Iean Derooy,	vi. c. liu.
Antoine Fonranon,	x. liu.	Pierre de Voire,	vi. c. liu.
Godegran Relié,	ccc. liu.	Olivier du Mesnil.	vi. c. liu.
Danguéchin,	x. liu.	Iean Malingre,	vi. c. liu.
Antoine Fradet, sieur de Loix,	x. liu.	Guillaume Arthuis, sieur de Ville-	
Michel Dauy,	x. liu.	saizon,	cccc. liu.
Nourriffon,	x. liu.	Iean Hennequin, sieur de Mancu-	
Pierre Aubert,	x. liu.	ure,	cccc. liu.
Boüin,	x. liu.	Leonor Rancher,	cccc. liu.
Iean Guerin, sieur de la Hupon-		François de Launay,	cccc. liu.
niere,	x. liu.	Gilles de la Bretonniere,	cccc. liu.
Simon Riollé,	x. liu.	<i>SECRETAIRE DE</i>	
Cauclier,	x. liu.	<i>La Chambre.</i>	
Claude Achard,	x. liu.	Benjamin Iamin,	vi. c. liu.
Pierre du Houfflay,	x. liu.	<i>SECRETAIRES ORDINAIRES.</i>	
Denis Roger,	c. liu.	Emilian Camus,	cccc. liu.
Raoul le Goux,	x. liu.	Iacques Charré,	cc. liu.
Gilles Parenti,	x. liu.	Antoine Hennequin,	c. liu.
Pin,	l. liu.	Antoine Belloteau,	cc. liu.
Adrian Pontrain,	x. liu.	Michel Pelletier,	cc. liu.
Louis Arnauld,	x. liu.	Engilbert le Bouc,	cc. liu.
Estienne Gasteuil,	x. liu.	Charles l'Huillier, Saint Mesmin,	
Iean Marteau,	x. liu.	dix liures.	
François Arthuys,	x. liu.	Iean Coustely, sieur de Valmer,	
René Clauier,	x. liu.	cinquante liures.	
René Verge,	x. liu.	Claude Mareul,	c. liu.
de la Mothe,	l. liu.	Georges Labesses,	c. liu.
Crapart,	x. liu.	Boudeuille,	cc. liu.
Fournier, Solliciteur des rer-		Germain Saigeor,	c. liu.
res de l'ancien Appanage,	c. liu.	Iean Griffon,	cc. liu.
Martin Gillot, Solliciteur des rer-		Iacques Brerhe,	x. liu.
res de l'accroissement d'Appa-		Thomas Delbene,	c. liu.
nage, & Secrétaire de Monsei-		Nicolas Roulleau,	c. liu.
gneur,	cc. liu.		

Jean-Coüet,	cc.liu.	Estienne Galmet,	x.liu.
Louis de Lauge,	cc.liu.	Estienne de Bray,	x.liu.
par la resignation de		Michel Perot,	c.liu.
Malingre,	cccc.liu.	Louis Aubry,	l.liu.
Jean Gaudais, près leurs Maïestez		Jacques de Forgues,	x.liu.
& Chancellerie,	cc.liu.	Pierre de Pleurre,	l.liu.
du Haillan,	c.liu.	Jean Claveau,	x.liu.
Estienne Maugis,	c.liu.	Claude Bouchery,	c.liu.
Jacques de Poictiers,	c.liu.	Gourdon,	l.liu.
Theophraste Aubelin,	c.liu.	Mathurin le Beau,	c.liu.
Jean l'Eschaffier,	cc.liu.	Charles de Meurcent,	c.liu.
Pierre Cheurier,	cc.liu.	Jean Bobier,	c.liu.
Jacques de la Fa,	cc.liu.	Jean le Sueur,	c.liu.
Estienne Carles,	cc.liu.	Gilles du Poirier,	cc.liu.
Miles Marion,	c.liu.	Jean Lucas,	l.liu.
Dommy,	x.liu.	Estienne du Chemin,	l.liu.
Jean Iouffelin,	c.liu.	Jacques Iouët, sieur de la Saulaye,	
Pierre Migeon,	l.liu.	cinquante liures.	
Louis Reuol,	c.liu.	Philippes Iamet,	c.liu.
Jean Arangier,	cc.liu.	Vagier,	x.liu.
Jacques Veray, sieur de Fontourte,		Caillard, sieur des Car-	
deux cens liures.		relieries,	l.liu.
Philippes Mazille,	cc.liu.	Nicolas Bouchard,	cc.liu.
Pinart le Jeune,	cc.liu.	Pierre Iabin,	x.liu.
Estienne Danssaints,	cc.liu.	Antoine Vigier,	x.liu.
Pierre Charler,	ccc.liu.	François Sagot,	x.liu.
Thomas Champion,	c.liu.	Philippes le Maire,	x.liu.
Olivier du Mesnil, neveu du sieur		Claude Gauthier,	x.liu.
de Dyors,	c.liu.	Bois-vertu,	x.liu.
Thomas Saldaigne.	l.liu.	Moré,	c.liu.
Hector Gedouin,	l.liu.	Laurens de Cardon,	x.liu.
Edme Brezé,	c.liu.	Iulien Colin, au lieu de Boulle,	
Guillaume Falaize,	l.liu.	trois cens liures.	
Pierre Beaulieu,	cc.liu.	Nicolas Bernard,	c.liu.
Joachim Hermant,	xx.liu.	Jacques Endroüet,	c.liu.
Montmichel,	l.liu.	François Pean,	c.liu.
au lieu de Cistieres,		Guillaume de Longueville,	x.liu.
cent liures.		Charles Croüyn,	x.liu.
Hortman,	cc.liu.	Leonard Bertrand,	l.liu.
Guillaume le Iars,	x.liu.	Simon le Ber,	c.fols.
Mandat Secretaire In-		Gilles Herué,	c.f.
terpette,	cc.liu.	Jacques de Plaix,	x.liu.
Beausse autre Inter-		Denis Belloquin,	x.liu.
prete,	c.liu.	Ioseph le Roux,	x.liu.

DE M. DE NEVERS.

599

Claude Fineau,	l. liu.	Nicolas Relié,	l. liu.
Pierre Brunet,	x. liu.		c. liu.
Guillaume le Gaigneux,	x. liu.	<i>GENERAL DES FINANCES</i>	
Claude de Sauzay,	x. liu.		
Charles de Fautrey,	x. liu.	Geoffroy de Moru, sieur du bochet,	
Iean le Maistre,	x. liu.	S. Martin,	xv. c. liu.
François Pinart, sieur de Pont-		<i>RECEVEUR GENERAL DES</i>	
d'herne,	l. liu.	<i>Finances.</i>	
Achilles de Chelles,	l. liu.		
le Large,	x. liu.	Mathieu Mareul, trois mille liu.	
Estienne Chuynard,	l. liu.	<i>M. DE LA CHAMBRE</i>	
Martin Heau,	x. liu.	<i>aux Deniers.</i>	
Brisset,	x. liu.		
Iean Gendron,	x. liu.	Nicolas Pageuin,	vi. c. liu.
Iulien Biseul,	l. liu.	<i>ARGENTIER.</i>	
Estienne Chauveau,	l. liu.		
Gabriel Mauroy,	x. liu.	Pierre Iaupitre,	vi. c. liu.
Philippe Durand,	x. liu.	<i>TRESORIER DE LA MAISON.</i>	
Nicolas Auroux,	x. liu.		
Michel de Bourneuf,	l. liu.	Charles de Meurcent, deux mil. liu.	

Somme totale du present Estat 265710. liures.

Deux cens soixante-trois mille sept cens dix liures.

Toutes lesquelles parties & sommes contenuës en ce present Estat, par nous veu & arresté, presens les Gens de nostre Conseil, seront payez par le Tresorier de nostre maison, aux personnes y dénommées par leurs simples quittances, en vertu du present Estat, signé de nostre main, & des departemens qui seront faits par chacun quartier par nos Lettres Patentes, & non autrement. FAIT à Bourges le cinquième iour d'aoust 1576. Signé FRANÇOIS: Et au dessous, Pour l'estat de ma Nourrice, quatre cens liures. Signé FRANÇOIS: Et plus bas HENNEQUIN:



*INSTRVCTION DONNE'E AV SIEVR DE LIANCOURT,
Cheualier des ordres du Roy, & premier Escuyer de sa Maiefté, allant
de la part de sadite Maiefté trouuer Monsieur frere unique
du Roy, en Picardie.*

L'Assurance que sa Maiefté a diuerfes fois donnée à Monsieur de sa bonne volonté & de son affection, & qu'elle luy a fait connoistre par tant d'effets, continuë tousiours; & sa Maiefté aura tousiours fort agreable de luy aider dans ses prerenions, quand elle verra les choses disposées à succeder selon son desir & son intention.

Mais d'autant que par les nouuelles que sa maiefté reçoit du costé où est Monsieur, elle ne peut se promettre que poursuivant son entreprise, comme les choses sont à present, elle soit pour luy reüssir, & luy donner le conrentement & l'aduantage qu'il s'en peut promettre: Au contraire preuoyant le danger où en ce faisant il merra la personne & cet Estat, selon le iugement qu'elle en a des long-remps fait, & ne le pouuant qu'avec regret voir plonger en ce hazard, pour estre son frere qu'elle aime, & qui luy peut succeder, sa Maiefté n'ayant aucuns enfans, elle a voulu enuoyer deuers luy le sieur de Liancourt, pour de sa part le prier & admonester derechef, de vouloir bien encore peser l'importtance de sadite entreprise, les grandes difficultez qui s'y trouuent, & le peu de fruir qu'à cette occasion il luy en peut succeder: Considerant aussi d'aurre parr, auant que de s'y engager plus auant, le grand mal & la ruine où ce Royaume pourroit tomber par la suite de ce dessein, & que Monsieur s'en peut à present retirer plus à son honneur. C'est pourquoy sa maiefté le prie, & par la raison, & par les fraternelles exhortations qu'elle se sent obligée de luy faire, de surseoir l'execution de son entreprise. Elle le coniure aussi d'y deferer; ce qu'il ne pourra faire s'il y est engagé plus auant. Enquoy, outre routes les autres considerations, il doit principalement auoir esgard à l'interest & à l'obligation qu'il a au bien de certe Couronne, & de ne rien faire qui puisse retourner au preiudice d'icelle; & comme la maiefté s'assure bien que ce n'est pas son intention.

Au demeurant il luy fera entendre les plainres qui de toutes les parts & Prouinces de ce Royaume viennent iournellement à sa maiefté, des desordres, bruslemens, violences, saccagemens, meurtres & autres excez & oppressions que ses troupes commettent; & que la cririe & la clameur des pauures gens est si grande, que sa Maiefté ne peut ouïr telles choses qu'avec beaucoup de compassion & de regret. Aussi luy fera-il deormais mal-aisé de contenir le peuple, qu'il ne leur courre sus. A cette cause, elle prie mondit Seigneur d'enuoyer inconrinant
gens

gens exptez deuers les Chefs desdites troupes, pour les faire aduancer, en sorte que dans la fin de ce mois, pour le plus tard, elles soient hors de ce Royaume. Autrement, outre qu'elle ne pourroit plus dissimuler lesdits excez sans y pourvoir, il seroit impossible de plus arrester la fureur dudit peuple; estant sa Maiesté aduertie que les Prouinces se liguent ensemble, pour les tailler en pieces, tant ils mettent vn chacun au desespoir par leur mauuaise conduite.

*TESTAMENT DE FEV MONSEIGNEVR, FRERE
du Roy, Duc d'Alençon.*

CE iourd'huy huitiesme iuin mil cinq cens quatre-vingt quatre, en la ville & en mon Chasteau de Chasteau-Thierry, me sentant atrobly & estre ma fin proche: le François, fils & frere du Roy, ay fait & nommé de ma bouche mon Testament, Codicille & Ordonnance de derniere volonté, en la forme & maniere que s'ensuit.

Premierement je recommande mon ame à Dieu, en la grace & misericorde duquel consiste toute mon esperance; le suppliant me vouloir pardonner mes pechez, que ie croy m'estre remis par la mort & passion de Iesus Christ.

Quand mon ame sera séparée de mon corps, ie desire que les obseques & funerailles soient faites selon la volonté du Roy.

L'vn des plus grands regrets que i'ay, c'est, Monseigneur, de vous auoir irrité & déplu par mes actions & entreprises, combien que le desir de mettre en repos vostre Royaume & l'asseurer contre l'estranger, plustost qu'aucune autre ambition particuliere, en soit la principale cause, que ie vous veux supplier me vouloir pardonner, comme ie vous en requis la derniere fois que i'eus le bien de vous voir. Ce que ie m'asseure que ferez par vostre bonté.

Ie suis né vostre frere & vostre suiet. I'ay possédé vn appanage par vostre concession & liberalité, tres-beau & tres-grand. Vous auez augmenté mes moyens par vos bienfaits: & qui plus est, vous m'auiez permis de m'aider du fond de mon domaine, & en assurer vne partie de mes creanciers.

I'ay esté assisté gratuitement de plusieurs Seigneurs & Gentilshommes vos suiets, dont la plus part se sont incommodés, appauuris & quasi du tout ruinez à mon seruiue.

Mes seruiteurs m'ont bien & fidelement seruy, chacun en sa charge, & n'ay eu le moyen de les recompenser comme ie desirois, & comme la raison le vouloit; mesme la plus part n'ont esté payez. Ie dois enuiron trois cens mille escus à plusieurs particuliers de vostre Royaume, & emporte en mon tombeau toute leur substance, leurs pleurs &

gemissemens, sans que j'aye eu le moyen de m'en descharger enuers Dieu & les hommes; Si par vostre pitié & compassion vous daignez faire tant d'honneur à celuy qui fut vostre frere de naissance, & enfant d'obligation, que d'accepter la pauvre, miserable & desolée succession de son nom.

Ie vous supplie, si besoin est, d'induire en cét endroit Madame & Mere, qu'il vous plaise interceder pour moy enuers elle, autant qu'elle a tousiours esté ma bonne Mere, & qu'elle veuille donner à coup, vlsant de sa faueur & support à cés dernieres requestes & supplications que ie fais au Roy.

Ie ne veux, Monseigneur, vous donner ce qui est desia vostre, mais bien vous faire, s'il vous plaît, heritier de mon Nom. Preseruez, ie vous supplie ma memoire d'un si grand deshonneur & blafme, que d'auoir ruiné mes pauvres seruiteurs. Ie vous demande que les dons qu'il vous a pleu me faire, & dont i'estois prest & sur le point de retirer de la commodité, soient continuez en mon Nom, à l'effet que dessus.

Ie vous supplie aussi que quatre années de mon reuenu continües; soient employées à mesme effet, c'est à dire, à l'acquit de mes debtes, & payement des gages de mes seruiteurs, lesquelles il vous plaira de continuer deux années suiuanes.

Ie vous supplieray tres-humblement auoir tous mes seruiteurs en singuliere recommandation, les appuyant de vostre autorité, faueur & bien-faits, & principalement les sieurs de Feruaques, d'Aurilly & Quincé, de la fidelité & loyauté desquels ie scauray bien respondre deuant Dieu & deuant vous, pour en auoir fait preuues en tant de sortes, que ie ne vous en scaurois rendre autre tesmoignage; vous suppliant que ce que ie leur ay donné leur soit conserué, avec accroissement de vos bien-faits & liberalitez.

Ie vous supplieray aussi tres-humblement de vouloir descharger mesdits seruiteurs des emprunts qu'ils ont faits pour me secourir & assister à mes vrgentes & pressées affaires, afin que cy-apres ils n'en puissent estre inquietez ny molestez, en quelque façon que ce soit.

Et qu'il vous plaise pareillement conseruer à mes seruiteurs les dons que ie leur ay faits, qu'ils montreront auoir obtenus de moy, & qu'ils puissent iouyr des mesmes priuileges qu'ils auoient accoustumé.

Vostre grandeur ne pourra estre incommodée de si petite requeste: petite, dis-je, pour vostre consideration, mais grande pour l'acquit & descharge de ma conscience.

Plusieurs Princes moindres que vous n'estes, ont plus despensé aux obseques & sepultures de leurs amis. Ie ne voudrois plus grande dépense, & ne desire plus magnifique tombeau, que de viure dedans le cœur

de mes seruiteurs , que vous rendrez à ma priere & par vostre bonté moins malheureux.

Si i'auois des Royaumes à moy , ils seroient tous à vous , & les vous donneroie & legueroie par ce mien testament , & non à autre. Mais la nature , ma naissance & mon affection vous constituent mon heritier , sans que ie le dise. Mais il ne me reste de mes penibles entreprises pres- que rien qui puisse estre appellé don & liberalité , qui ne soit du tout ac- quis à vous.

Les Pays-bas m'ont fait achepter bien cherement le nom de Duc & Comte , lesquels ils me doiuent encore ; & si i'ay quelque pouuoir en leur endroit , ie les prie de transférer tout à vostre personne , à qui , pareil- lement & à vos successeurs , ie laisse & donne tous les droits & preten- tions que ie puis auoir pour ce regard , en vertu des traitez solempnels que i'ay faits avec eux.

Et d'autant que Cambray peut seruir à cet Estat comme d'un boule- uerr , aquis & gaigné par les moyens que vous m'auiez donnez , & que ie demeure obligé à la deffense des Citoyens , qui avec tant d'affection & de fidelité , se sont iettez entre mes bras : ie vous supplie au nom de Dieu mon Seigneur , accepter ce que i'ay en cette place de droit & d'au- thorité , & empescher l'oppression & desolation d'un si bon peuple.

Signé, FRANÇOIS. Et plus bas, LA FIN.



ADVERTISSEMENT.

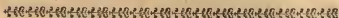
L'ay esté obligé de conduire Monsieur le Duc d'Alençon iusques au tombeau, pour suivre l'ordre des pieces de Monsieur le Duc de Nevers, & de les accompagner des discours qui esclairassent le sien, afin de faire connoistre au Lecteur combien ce Prince estoit éclairé, & iusqu'à quel point il auoit pénétré dans l'esprit & dans la politique de la Reine d'Angleterre. La negotiation du mariage de Monsieur frere du Roy, eut tout le succès qu'il auoit proueu; & l'aduis qu'il en donna à la Reine Catherine de Medicis fut si conforme à l'euement, que ie ne diray pas trop quand ie diray qu'il tient quelque chose de la Propheetie. Il faut à cette heure que pour suivre mon ordre, ie remonte de l'année 1584. à l'année 1579. & que le Lecteur voye par vn autre petit discours, que Monsieur de Nevers fit dans le Conseil par le commandement & en la présence du Roy Henry III. qu'il estoit aussi sçauant dans les affaires de France, que dans les estrangeras. Le Voicy

PETIT DISCOVERS

FAIT DE VIVE VOIX AV ROT PAR M. DE NEVERS;
en l'année 1579.

SIRE, l'obeyray à V. M. en ce qu'elle me commande, & ie renfermeray ce que j'ay à luy dire dans le moins de paroles que ie pourray. Je louë Dieu, Sire, que vous ayez pris la resolution de faire garder si exactement le dernier Edict de pacification, & de vous appliquer avec tant de soin, à la conseruation d'une paix, que ie dois appeller vostre ourage & vostre chef-d'œuvre. Je sçay qu'il y a bien des gens qui murmurent contre cette paix; & qui ont des pretentions si contraires au bienpublic, qu'ils n'y peuuent arriuer que par les desordres, & les bouleuersemens que produisent les guerres ciuiles. Mais ces esprits pernecieux, Sire, obligent encore plus fortement V. M. à demeurer ferme dans sa sainte resolution; & à employer toute sa puissance pour confondre leurs mauuaises intentions, par l'affermissement du repos que vous auez donné à vostre peuple. Tous les Catholiques crient auioird'huy comme les luifs faisoient autrefois, *Le Temple du Seigneur, Le Temple du Seigneur*: & sous vn si beau pretexte, les simples, qui sont le petit nombre, crient de-peur que le Temple ne soit abbatu; & les autres, qui sont les doubles & les faux zelez, ne crient que pour causer le tumulte, & pendant la confusion mettre le Temple par terre, & profiter de ses ruines. Je n'ay pas besoin, Sire, de

m'expliquer d'avantage. C'est pourquoy ie suis de l'aduis de V. M. & luy decourant le fonds de mon cœur, ie luy declare que ie croy que c'est Dieu luy-mesme qui luy inspire aujourdhuy les pensées de la Paix, & celles d'enuoyer des Commissaires par toute la France pour rassurer les esprits effrayez, pour calmer ceux qui sont desia dans l'agitation, & pour réunir ceux qui sont diuisez, ou par la creance, ou par l'interest. Quelle ioye recevra vostre peuple, Sire, quand il verra que comme vn bon Pere, vous iettez les yeux sur ses besoins, que vous luy tendez amoureusement les bras, & que vous luy ouurez vostre cœur & vos oreilles pour ouïr ses plaintes, & les ouïr avec tendresse, & avec desir de les faire cesser. Perseuerez, Sire, dans vn si iuste & si bon propos. Commandez que toutes choses soient prestes au plustost, afin que les Commissaires de V. M. se mettent en chemin; & que sans delay vos suiets, que la guerre a rendus si miserables, sentent la vertu du remede que vous voulez appliquer à leurs maux. Le finis, Sire, en demandant à Dieu avec larmes, qu'il benisse la resolution qu'il vous a donnée, & qu'il vous éclaire l'esprit dans le choix de ious ceux que vous enuoyez dans les Prouinces.



DES PESCHES FAITES EN L'ANNEE 1579. A PLV-
*sieurs Commissaires Deputez par le Roy pour aller par les Prouinces
 de son Royaume, pour donner ordre aux maluersations & de-
 sordres qui s'y sont faites à l'occasion des troubles.*

POVVOIR AVSDITS DEPVTEZ.

HEnry &c. A nos amez & feaux &c. Comme la premiere chose que nous deuons & desirons rechercher & desirer, apres l'honneur & gloire de Dieu, soit le soulagement de nostre pauvre peuple; & considerant qu'apres les grandes afflictions, foulles & oppressions qu'il a senties & souffertes durant les troubles & guerres passées, il est tres-necessaire de faire tout ce qui se pourra pour remettre toutes choses au pristin estat: Nous aurions, estans en nostre Conseil, assisté de nostre tres-honorée dame & mere, d'aucuns Princes de nostre sang, d'autres Princes, & de plusieurs autres grands & notables personnages de nostre Conseil, aduisé & resolu de deputer certains personnages d'authorité & qualité, & iceux enuoyer par les Prouinces de ceruy nostre Royaume, pour voir & visiter nos suiets, scauoir & entendre comment les choses qui touchent le seruice de Dieu, & les charges & dignitez. Ecclesiastiques sont faites, maniées, & exercées, quels sont les deportemens de la Noblesse, & comment la iustice & nos finances sont regies & maniées, afin de plus en plus establir nostre Edit de Pa-

cification; estimans qu'il n'y a rien qui fasse plustost reconnoistre le bien & le mal qui se retrouue entre nosdits peuples & suiets, que de les faire visiter par personnages dignes & iustilans. Lesquels nos suiets considerant aussi le soin que l'on prend d'eux, & de leur repos & conservation, s'efforceront de tout leur pouuoir d'y faire leur possible de leur part; & se presentant l'occasion de Nous aillister, ils le feront le mieux qu'ils pourront en nosdites bonnes & saintes intentions. A Ces CAUSES, Confians entierement de vos personnes & de vos sens, suffisance, integrité, probité, longue experience & grande diligence; sçachant aussi la grande affection que vous portez au bien & police de cettuy nostre Royaume, & au soulagement & repos de nosdits peuples & suiets; Nous vous auons commis, ordonnez & deputez; commettons, ordonnons & deputons, & vous auons donné & donnons pouuoir par ces presentes, & à deux ou trois de vous en l'absence, maladie, & autres empeschemens des autres, de vous transporter en nos villes & Prouinces de &c. où estans, vous communiquerez & confererez avec les Gouverneurs & nos Lieutenans generaux en icelles, du contenu en cette presente commission, & de la charge que vous auons donnée. Et pour ce que les Estats generaux & ordinaires de nosdites Prouinces, lors que vous y serez, seront assemblés selon la conuocation que nous auons accoustumé d'en faire faire annuellement; vous aurez entrée en l'assemblée desdits Estats, de laquelle voulons que soyez receus par nos Commissaires deputez par la tenuë d'iceux, & qu'ayez seance en vostre ordre & rang, chacun selon vostre ordre & dignité, estat & grade. Et là, apres que la proposition aura esté faite ausdits Estats par nosdits Commissaires, & qu'elle aura esté resoluë & du tout arrestée, vous proposerez & ferez entendre nostre bonne & sainte intention, selon qu'elle est plus amplement declarée par cesdites presentes: & ce fait vous oyrez & entendrez les plaintes & doleances qui vous seront faites par les Delegez desdits Estats, y pouruoyrez le mieux qu'il vous sera possible, conformement au pouuoir qui vous est donné par cesdites presentes: & pour les choses auxquelles vous ne pourrez pouruoir, vous les renuoyez pardeuers Nous: Nous donnans neantmoins sur icelles vostre aduis. Vous irez & vous transporterez és principales villes des Baillages & Prouinces, & là en la presence, & assistance de l'Euesque du lieu, qui sera prié de s'y trouuer, ou de ses Vicaires generaux, & de quelques vns du Clergé, qui seront à cette fin mandez, de ceux de la Noblesse de chacun Baillage & Senechaussée, des baillifs, Senechaux, leurs Lieutenans generaux, nos Aduocats & Procureurs, & autres de nos Officiers de la iustice, des Maires & Escheuins, Consuls, Conseillers de ville, Jurats, & des plus notables bourgeois desdites villes, au lieu le plus propre & commode qui sera par vous choisi & ordonné; vous proposerez nostre bonne & droite intention, & l'affection que nous auons à la reformation & establisement de nostre Estat & entiere execu-

tion de nostredit Edict de Pacification, à ce que chacun de nos suiets puisse dorenavant viure en bonne seurété sous nostre protection, observation de nos loix & ordonnances. Vous informerez de l'Estat du Clergé, & si les personnes Ecclesiastiques sont empeschées en l'exercice du service diuin, & par qui; s'ils iouissent de leurs maisons, biens & reuenus: & s'il s'en trouuoit qui fussent troublez par voye de fait & sans titres; vous les y remettrez & reintegrerez, ordonnant ausdits Gouverneurs & nos Lieutenans generaux esdites Prouinces, à nos Cours de Parlement, Baillifs, Seneschaux, Preuosts des Marechaux, & tous autres nos iusticiers & Officiers qu'il appartiendra, de vous prester en ladite execution, tout aide, confort & mainforte. Vous admonesterez lesdits Euesques, & enioindrez à tous les autres Ecclesiastiques qui doiuent residier d'y venir incontinant, & à faute de ce, enioindrez au Substitut de nostre Procureur general, de les pourfuiure & faire contraindre par la saisie de leur temporel. Vous ferez remettre le service diuin où vous verrez qu'il sera discontinué par le malheur desdits troubles passez, si les lieux sont en estat de ce pouoir faire: & où ils seroient ruinez & desmols, vous admonesterez l'Euesque d'y faire pouruoir de lieu conuenable & ornemens decens, pour faire ledit service diuin. Vous ferez entendre ausdits Gouverneurs & nosdits Lieutenans generaux, que nostre intention est qu'ils fassent cesser tous tenemens de champs par les gens de guerre, tant de cheual que de pied: voulant aussi estre par vous aduisé à l'ordre & police qui sera plus conuenable pour le passage des gens de guerre; & qu'avec l'aduis des Gouverneurs & nos Lieutenans generaux routes garnisons extraordinaires, Capitaines & Gouverneurs mis es villes & chasteaux pour la necessité du temps, soient reuoquez, sans qu'ils se puissent plus entremettre du fait des charges qui leur auroient esté baillées durant lesdits troubles; & en ce faisant ce pays mis en liberté, telle que l'Ecclesiastique puisse iouir paisiblement de son reuenue, les habitans desdites villes traffiquer, & les laboureurs & gens des champs vacquer à leur labourage en toute seurété, & sans crainte d'estre plus molestez ny oppressez par qui que ce soit. Vous vous enquerrez particulièrement des deportemens d'un chacun, & de ce qu'ils exigent sur nostre peuple, tant par imposition de deniers, coruées induës qu'autrement, & de tous autres excez & violences dont l'on a accoustumé vser à l'endroit dudit peuple: & les informations qui seront de ce faites, seront mises es mains de nos Procureurs des lieux, pour en faire les poursuittes; & les chargerez de les certifier de leurs diligences dedans le temps qui leur sera par vous prefix. Vous ferez diligente & exacte perquisition de ceux qui ont fortifié & fortifient leurs maisons de fossez, tours, bastions, & autres fortresses sans permission de nous ou de nos predecesseurs Rois, & qui ont entrepris contre nos droits & autorité: & enioindrez pareillement à nosdits Procureurs, d'en faire les poursuittes selon nos Edicts & ordonnances. Vous auertirez les-

dis Gouverneurs & nos Lieutenans generaux esdites Prouinces, d'em-
 pescher toutes assemblées illicites, qui se font à cause des querelles qui
 aduenient ordinairement entre les gentils hommes. Et qu'ils regar-
 dent de composer lesdites querelles & differends qui peuent suruenir:
 Comme vous ferez aussi de vostre part avec lesdits gouverneurs: & où
 vous ne le pourriez faire, vous nous en aduertirez. Et pource que nous
 auons eu plusieurs plaintes des fautes & maluerfations qui se commet-
 tent en l'exercice de la iustice, à la grand'foule & oppression de nosdits
 sujets; vous enjoindrez & ordonnerez à rous lesdits Officiers de vaquer
 soigneusement & diligemment à l'administration d'icelle. Et où vous
 receurez aucunes plaintes contre iceux Officiers; vous en informerez
 sommairement, pour lesdites sommations par vous veuës, decreter con-
 tre les coupables, proceder par suspension de leurs Offices, s'il y eschet
 & faire se doit, ou autrement decreter adiournement personnel contre
 lesdits Officiers, pour comparoir pardeuant nous en nostredit Conseil.
 Et desirant à l'aduenir pouruoir aux Offices de Iudicature de gens suffi-
 sans, capables & vertueux; vous ferez vn roolle en chacun Baillage & Se-
 neschaussée, tant des Officiers qui tiennent auioird'huy les Offices de Iu-
 dicature, que de ceux qui sont dignes & capables de succeder en leur lieu,
 quand il aduiendra vacation. Et pour ce faire plus au vray, vous prendrez
 l'aduis, tant des Ecclesiastiques, de la Noblesse, Officiers, que des prin-
 cipaux habitans desdites villes. Et vous trouuans es lieux où sont esta-
 blis les bureaux des Presidens & Tresoriers de France, & recepte gene-
 rale de nos Finances; vous manderez iceux Presidens & Tresoriers, en-
 semble les Receueurs & Controolleurs generaux, & generalement rous
 nos autres Officiers de Finance, pour l'auoir & entendre l'estat au vray
 de nos Finances; & comme nos deniers sont receus, dispensez & admini-
 strez. Et à cette fin vous vous ferez représenter les estars, Registres &
 controolles à toutes occasions, ainsi que verrez à faire, & verifierez iceux
 estats, & toutes les charges qui sont tant sur la Recepte generale de nos
 Finances, que sur chacune recepte particuliere. Et d'autant que nous
 auons eu diuerses plaintes de plusieurs abus qui se commettent en l'ad-
 ministration de nos Finances, à la grande foule de nos sujets, & diminu-
 tion de nosdites Finances: Vous informerez aussi contre les coupables
 & delinquans, selon que verrez estre besoin: Decrererez sur les infor-
 mations que vous ferez: Procederez par suspension de leurs Offices &
 Charges, & autrement ferez, parferez & procederez au iugement d'i-
 ceux avec les Iuges des preuenus: Et commettrez en la place des delin-
 quans & suspendus des personages d'integrité & capacité, resceans &
 solubles; à ce que nostre seruice ne soit retardé. Vous enioindrez aux
 Presidens, Esleus & Controolleurs sur le fait de nos Aydes & Tailles de
 chacune des Eslections desdites Prouinces, & autres qu'il appartiendra,
 de vous représenter vn estat au vray de leur greffier, de rous & chacuns
 les deniers qui auront esté imposez & leuez en l'estendue de leurs
 Charges,

charges, tant par commission qu'autrement, par qui ils ont esté receus, & à quoy employez depuis l'année mil cinq cens soixante quatre, ou autre tel temps qu'il sera par vous aduisé, iusques à présent. Et à ceste fin vous manderez en allant par pays & estant de sejour esdits lieux, les greffiers, vous appellerez les Collecteurs, pour faire plus exacte perquisition desdites leuées, contraignant & faisant contraindre lesdits comptables à payer ce qui se trouuera estre par eux deu, par les voyes accoustumées pour nos deniers & affaires, & par mulctes, amandes, & suspension de leurs affaires, ainsi que verrez estre à faire. Vous informerez pareillement des fautes quepeueuent auoir Commises lesdits Esleus & Controolleurs en chacune des eslections de ladite Prouinee, & des creations qui pourront auoir esté faites par les Huissiers & Collecteurs desdites tailles, & ce qu'ils doiuent auoir pour leurs salaires & pretendu droit, outre leurs gages. Procederez contre les delinquans & coupables de tout ce que dessus, ainsi que verrez estre à faire par raison, & prendrez garde à l'egalisation, & si ceux qui y sont contribuables, les payent, & quelles seront les exemptions que l'on en pourra pretendre, & quels excimpts & annoblis ont esté faits en chacune paroisse, & si ceux auxquels a esté fait vente & alienation de la huitielme partie de la taille, en iouissent, & s'il y aura point esté maluersé par nos Officiers à leur profit particulier, faisans aussi cesser toutes les executions qui se font sans commission de Nous. Voulons que lors que vous passerez par lesdites villes & plat-pays, vous sejournez es lieux que verrez estre le plus à propos, pour receuoir les plaintes de nostre pauvre peuple, & y entendrez diligemment. Vous sçaurez autant que vous pourrez, les venditions & alienations faites en nos Prouinces de &c. des parts & portions de nostre Domaine, à qui, & pour quelles sommes, la vraye valeur d'icelles, ensemble ce qui aura esté d'iceluy nostre Domaine, à qui, pourquoy & pour quel temps, & iusques à quelle valeur : & connoistrez comment les edifices & choses dependantes de nostre Domaine auront esté entretenus par ceux qui en auront iouy par don, vendition, ou alienation. Vous verifierez les entreprises & vsurpations qui se font faites sur nostredit Domaine, en quelque sorte & pour quelque part que ce soit. Et s'il y a raison & apparence d'en faire cependant prompte reunion, faire le pourrez, ou bien si vous trouuez quelques personnages, qui leur laissant la iouissance, voulussent entendre à l'acquit de nostredit Domaine, vous sçaurez à quelles conditions, & si leur laissant la iouissance pour aucunes années de quelque portion de nostredit Domaine, ils voudroient rembourser l'acquerreur, & enfin d'icelles années, Nous remettre quittes au reuenu d'icelles portions ainsi desgagées : & vous ferez représenter par lesdits Tresoriers generaux de France, l'estat au vray de tout nostredit Domaine, qui est en nostre main allié, donné, ou vsurpé. Vous connoistrez & aussi informerez des abus & maluersations qui se font faites & commises au fait de nos eaux & forests, vente de bois de haute fustaye, que taillis, terres vaines

& vagues, bois chablis, confiscations, procédures desdites maluerfations, recollement desdites forests. Comme aussi des paissions & glandées, panages & pasturages, droits de tiers & daugers, droies de gruérie, grarie, & seigneurie qui ont esté cy-deuant vendus en aucuns lieux & pays de nosdites Prouinces. Et des abus & maluerfations dont il vous apparoiſtra manifestement, en ferez faire restitution & punition telle qu'il appartiendra. Vous informerez pareillement des abus & monopoles faits aux baux à ferme des Aides & autres impositions, & à l'engagement d'iceux, que nous auons entendu la pluspart remises & delassées entre les mains des acheteurs & propriétaires, qui les tiennent à non prix: Et regarderez aux moyens qu'il y aura de les faire bailler pour nostre bien, proffit & aduantage. Et s'il se trouue personne qui veuille prendre lesdites fermes & les augmenter iusques à moitié, tiers, ou quart, ou bien entreprendre en quelques années le racquit & rachat des rentes constituées sur icelles; vous prendrez leur offre par escrit pour les nous enuoyer, & nous en donnerez aduis pour y pourvoir. Vous sçaurez & verifierez quels dons & octrois auront esté faits par nos predecesseurs Rois & nous, pour aucunes desdites villes, & sur laquelle nature de deniers ils se prennent, & mesmes sur le sel, & si les deniers en auront esté employez aux effets qu'ils sont destinez & affectez, combien ils ont à durer, & si l'occasion cesse. Comme aussi vous vous informerez du fait des peages tant par eau que par terre, & des barages, de la dispensation des deniers, & quel ordre peut estre donné à l'entretien des puez, leuées, bastiz, chaussées, chemins, ports & passages, comme à l'une des plus nécessaires & importantes affaires au public qui se puisse remarquer, & de ceux qui ont usurpé & imposé nouueaux peages, & augmenté les autres sans nostre permission & autorité. Vous ferez aussi perquisition du payement des decimes & subuentions du Clergé de ladite Prouince, de ce qui est deu, & d'où procede la faute dudit payement: vous faisant pour cet effet par les Receueurs desdites decimes, représenter leurs estats de recepte & despenſe, que vous verifierez. Et generallyment vous ferez és choses & affaires dessusdites, & ce qui en despend, & ce qui est de l'office de bons deputez & vertueux Conseillers & Commissaires à nous seurs & feables, ainsi & selon qu'il est plus amplement porté & déclaré en l'instruction qui vous sera baillée avec cesdites presentes; iacoit qu'il y eust chose qui requist mandement special; validant & autorisant les iugemens, ordonnances & decrets qui seront ainsi par vous faits & donnez; & voulant qu'ils soient de pareille force que ceux de nostre Conseil d'Estat & priué, & que l'exécution s'en ensuiue, nonobstant oppositions ou appellations quelconques: pour lesquelles, & sans preiudice d'icelles, ne voulons estre différé. Et d'autant que pour l'exécution de cesdites presentes il conuiendra faire quelques frais; Nous voulons que les ordonnances qui seront par vous faites, soient acquittées par les Receueurs generaux & particuliers des deniers ordinaires de leurs charges & en leur refus,

en vertu des contraintes que vous en ferez expedier, par celui que Nous vous permettons de prendre & choisir pour Greffier en cette presente Commission, ils soient contraincts par le premier nostre Huissier ou sergent par les formes ordinaires & accoustumées pour nos propres deniers & affaires, iusques à la somme de cent escus. De ce faire vous auons, & en l'absence, maladie, ou autre empeschement des autres, donné & donnons plein pouuoir, autorité, commission & mandement special. Mandons auldis Gouverneurs & nos Lieutenans generaux en nosdits pays & Prouinces de &c. A nos amez & feaux les gens tenans nostre Cour de Parlement de &c. Baillifs, Seneschaux, Preuosts, Iuges ou leurs Lieutenans, Maires, Escheuins, Consuls, Conseillers, Jurats, bourgeois & habitans de nosdites villes, Preuosts des Mareschaux, & Lieutenans de Robbe-courte, & tous autres Iusticiers & officiers & luiets qu'il appartiendra, Qu'à vous au fait & execution de cette nostre presente commission ils entendent, & fassent obeir & entendre diligemment, prestent & donnent conseil, confort, ayde, mainforte, & prisons si métier est & requis en sont. Et à tous Huissiers ou Sergens d'executer vos ordonnances & iugemens, sans pour ce demander aucun *placet, visa, ne pareatis*. Car tel est nostre plaisir. *DONNE* à &c.

LE ROY estant en son Conseil, assisté de la Reine sa mere, plusieurs Princes de son Sang, & autres grands & notables personages de sondit Conseil: considerant que la premiere chose que sa Maiesté doit auoir en recommandation, apres l'honneur de Dieu, est le soulagement de son pauvre peuple, & luy donner moyen de se releuer des afflictions & ruines qu'il a endurées durant les troubles & guerres passées, le faisant iouir du benefice & fruit de ses Edicts: A aduisé & resolu de deputer certains personages d'autorité & qualité, & iceux enuoyer par les Prouinces de son Royaume, qui pourront apporter beaucoup de soulagement à sondit peuple, & connoistront ce qui se fait de bien & de mal en sondit Royaume, pour y estre incontinent pourueu par sa Maiesté à tout ce qui sera necessaire pour le bien de ses luiets: lesquels connoissans aussi le soin que sadite Maiesté prend pour leurdit soulagement, s'efforceront de tout leur pouuoir, quand les occasions se presenteront, de leur aider pour l'entretennement de son Estat; & pour cet effet, à voulu choisir & nommé le sieur de &c. pour se transporter ez pays & Prouinces de &c. Et là de tout leur pouuoir, selon la fiance que sa Maiesté a en eux, executer le contenu cy-apres.

PREMIEREMENT.

Communiqueront lesdits Commissaires des choses qui leur seront commandées & ordonnées avec les Gouverneurs & Lieutenans generaux desdites Prouinces, pour estre informez de l'estat d'icelles, de ce qu'ils iugeront estre requis & necessaire pour le bien, seruice & soula-

gement de tous ses sujets, & repos de ladite Prouince. A quoy lesdits Gouverneurs & Lieutenans generaux de tout leur pouuoit tiendront la main, comme personnaiges qui doiuent auoir plus de connoissance des affaires generales & particulieres de leurs charges que nuls autres, & autant zelez & affectionnez au bien, repos & reſtabliſſement de ſes ſujets & de cet Eſtat, que nuls autres.

Lesdits Commiſſaires ſe transporteront eſ principales villes des Baillages & Senſcheauſſees de leurs departemens ; où eſtans, ſeront en l'Auditoire & Palais Royal, leur pouuoir & commiſſion ; où ils ſeront aſſiſtez des Baillifs, Senſcheaux, leurs Lieutenans generaux, & autres Officiers de la Juſtice. Sera prié l'Eueſque dudit lieu ſ'y trouuer. Et pour cet eſſer, ſeront mandez les Vicaires generaux, & quelques-uns du Clergé, les principaux de la Nobleſſe deſdits Baillages & Senſcheauſſees, les Maires, Eſcheuins, Conſuls, Jurats, avec les plus notables bourgeois des villes, en la preſence deſquels ils propoſeront la bonne & droite intention & affection de ſa Maieſté, en la reformation & reſtabliſſement de ſon Eſtat & entiere execution de ſon Edit de paix, à ce que chacun de ſes ſujets puiſſe doreſnauant viure en toute ſeureté, ſous la protection de ſon Edit, & obſeruation de ſes loix.

Pateillement ſe trouuant eſ lieux où ſont eſtablis les bureaux des Preſidens & Treſoriers, avec leſquels ils ſ'informeront de tout ce qui deſpend de leur charge, & leur ſeront entendre le contenu en leur commiſſion, pour eſtre par eux aſſiſtez en ce qu'ils auront beſoin.

S'informeront leſdits ſieurs Commiſſaires de l'eſtat Eccleſiaſtique en chacune deſdites villes & lieux de leurs departemens ; ſçauront des Eueſques, leurs Vicaires, Curez, & autres perſonnes Eccleſiaſtiques, ſ'ils ſont empeschez en l'exercice du Seruice diuin, ſ'ils iouyſſent de leurs maiſons, biens & reuenus : Et ſ'il ſ'en trouuoit qui fuſſent troublez en la iouyſſance de leurſdits biens, par voye de fait, & ſans titres ; leſdits Commiſſaires auront pouuoir de les reintegrer, & y remettre leſdits Eccleſiaſtiques. Ordonnant ſa Maieſté aux Gouverneurs & leurs Lieutenans generaux eſ Prouinces, Cours de parlement, baillifs, Senſcheaux, leurs Lieutenans, preuoſts des Mareſchaux, & à tous les Juſticiers & Officiers de leur preſter en ladite execution la main-forte, tout ayde & confort. Et pour reparation de l'excez commis par les iniuſtes vſurations & reſtitution de fruits, leſdits Commiſſaires aduertiront les Cours de parlement, & ordonneront aux Officiers de Iudicature d'en faire bonne & prompte Juſtice, dont leſdits Officiers ſeront tenus de donner auiſ au Roy dedans trois mois pour le plus tard. Et afin que ledit Sieur ſoit aduertuy du deuoir & negligence dont en ce aura eſté vſé, leſdits Commiſſaires en chargeront leurs procez verbaux, afin d'en informer ſa Maieſté à leur retour ; & tiendront la main, tant que faire ſe pourra, pendant leur ſejour eſdits lieux, que la juſtice & punition ſ'en enſuiue.

Admonſteront l'Eueſque, & enioindront à tous les autres Eccleſia-

stiques qui sont chargez de residence, d'y venir incontinent, & faire le service qui est deu à leurs Eglises, tant par eux que par leurs Vicaires, & à faute de ce, enioindront aux Substituts de Monsieur le Procureur general du Roy, de les poursuivre, & faire saisir leur temporel, dont & des diligences par eux faites, seront genus d'aduertir continuellement lesdits Commissaires, & en leur absence la Maiesté, dedans trois mois pour le plus tard.

Et d'autant que par le mal-heur des troubles passez le service diuin a esté discontinué en plusieurs lieux; ne partiront de la Prouince que premierement ils n'ayent pourueu que ledit Service n'ait esté remis es lieux & en la forme qu'il souloit estre; si les lieux sont en estar pour le pouuoir faire. Et où lesdits lieux seroient ruinez & démolis, sera l'Euesque admonesté d'y pouruoir de lieu conuenable & d'ornemens condescens pour faire le Service diuin, sans que ceux de la Religion puissent retenir aucuns desdits lieux où le Service diuin souloit estre fait. A quoy lesdits Gouverneurs, Lieutenans generaux, baillifs, Seneschaux, leurs Lieutenans, & tous autres Magistrats, Officiers, Consuls, Iurats, habitans des villes, & autres sujets de la Maiesté, tiendront la main, entant qu'ils desireront faire chose agreable & craignant son indignation.

Admonesteront aussi lesdits sieurs Euesques de pouruoir aux paroisses des villes & villages, de Curez, personages idoines & suffisans, & de proceder contre les non residens par la rigueur des Conciles & voyes de droit.

Et afin qu'aucun Ecclesiastique ne se puisse excuser sur le peu de seurété qu'il y auroit en aucunes desdites villes & lieux, & sur l'empeschement de la iouissance des lieux, biens & reuenus; seront lesdits Ecclesiastiques mis en la protection & sauuegarde speciale du Roy, aussi en la garde du Seneschal, des Magistrats, Consuls, Corps de Ville & Communauté, pour estre responsables en general & en particulier des empeschemens au reestablissement du Service diuin: Ensemble des iniures & offenses faites, soit de paroles, ou ausdits Ecclesiastiques. Et pour le regard de leurs biens, les detenteurs d'iceux seront contraincts, comme dit est, à les reintegrer promptement. Enioignans lesdits Commissaires de par le Roy aux Substituts dudit sieur Procureur general, d'en faire toutes les poursuites necessaires, & tenir la main à ce qu'il soit procedé par la rigueur de l'Ordonnance d'Amboise contre les refusans de payer dixmes & autres deuoirs appartenans aux Ecclesiastiques.

S'informeront aussi lesdits sieurs Commissaires des noms & qualitez titulaires des Beneficiers, & s'ils sont residens, dont ils feront proces verbal, & donneront aduis à la Maiesté.

Feront entendre ausdits Gouverneurs, que l'intention de la Maiesté est qu'ils fassent cesser tous tenemens des champs des gens de guerre, tant de cheual que de pied, estans toutes garnisons extraordinaires, Capitaines & Gouverneurs mis es villes & chasteaux pour la necessité du temps:

voulant la Maiefté qu'ils soient reuoquez , fans qu'ils se puissent plus entremettre au fait des charges qui leur auroient esté baillées pendant lefdits troubles ; & en ce faisant le pays mis en liberté. Que l'Eclesiastique puisse iouir de son reuenu, les habitans des villes traffiquer, & les gens des champs vaquer à leurs labeurs en toute seureté, sans crainte d'estre plus molestez ny oppressez par les Gentilshommes, leurs seigneurs, voisins, & autres : à quoy aussi lefdits Commissaires tiendront la main & en aduertiront promptement la Maiefté. Et où il se trouueroit aucuns desdits gouuerneurs & Capitaines pretendans estre en leurdites charges auant lefdits troubles, en communiqueront avec le Gouverneur ou Lieutenant general de la Prouince, pour avec son aduis, les oster, si faite se doit ; sinon en aduertiront la Maiefté, s'informans au vray du temps de leurs prouisions, & de quels deniers ils sont entretenus, & si pour cet effet il se leue aucune chose sur le peuple.

S'enquereront particulièrement des deportemens de la Noblesse, & s'il y en a aucuns qui exigent sur le peuple, tant par imposition de deniers, coruées, qu'autrement : si le peuple reçoit autre mauuais traitement d'eux, & de tous autres excès & violences dont les Gentilshommes ou autres peuuent vser à l'endroit dudit peuple.

Feront diligente & exacte perquisition de ceux qui ont fortifié & fortifié de fossez, bastions & autres forteresses leurs maisons, sans permission du Roy ou de ses predecesseurs, & qui ont entrepris contre les droits & autorité de la Maiefté, & en feront recherche fort particuliere.

Et d'autant que les querelles qui aduiennent entre les Gentilshommes troublent le repos des Prouinces, à cause des assemblées illicites qui se font, lefdits Commissaires feront entendre au Gouverneur de la Prouince, que la volonté de la Maiefté est, que telles assemblées soient empeschées ; à ce que ledit Gouverneur & Lieutenant general mette toute la peine qui luy sera possible, à composer tous les différends qui peuuent suruenir, comme feront de leur part lefdits Commissaires avec ledit gouuerneur & Lieutenant. Et où ils ne pourront, en aduertiront la Maiefté.

Et parce que la Maiefté a eu plusieurs plaintes des fautes & maluerfations qui se commettent par aucuns Officiers de Iustice en l'exercice d'icelle, à la grande foule & oppression de ses suiets, veut & entend que lefdits Commissaires enioignent & ordonnent à tous Officiers de vaquer soigneusement & diligemment à l'administration d'icelle. Et où lefdits Commissaires receuroient plaintes desdits Officiers, en informant soigneusement & diligemment, à l'administration d'icelle. Et où lefdits Commissaires receuroient plainte desdits Officiers, en informant sommairement, pour lefdites informations par eux veuës, decretter contre les coupables, proceder par suspensions de leurs charges,

s'il y eschet & faire se doive, ou autrement decreter adiournement personne contre lesdits Officiers, pour comparoir pardeuant sadite Maïesté en son Conseil. Et desirant à l'aduenir pourvoir aux Offices de Iudicature de gens suffisans, capables & vertueux; lesdits Commissaires feront vn roolle particulier en chacun Baillage ou Seneschaussée, tant des Officiers qui tiennent auïourd'huy les Offices de iudicature, que de ceux qui sont dignes & capables de succeder en leur lieu, quand il aduiendroit vacation. Et pour ce faire plus au vray, prendront l'aduis tant des Ecclesiastiques, Noblesse, Officiers, que des principaux habitants des villes.

Lesdits Commissaires s'informeront des crimes & excez commis en la Prouince, pour en faire la iustice & punition, soit par les Cours de Parlement, sieges Presidiaux, ou Preuosts des Mareschaux, selon la qualité des delicts.

Et pource que la maïesté a diuerses plaintes de plusieurs Officiers de ses finances, tant comptables qu'autres, pour les abus, maluerfactions & exactions qu'ils font en l'exercice de leurs charges, à la grande foudre de les suiets, ordonne sadite maïesté aux Commissaires, d'ordonner contre les coupables & delinquans, decreter sur les informations par eux faites, proceder par suspension de leurs offices & charges, & autrement faire & parfaire leurs procez, & proceder au iugement d'iceux pardeuant les Iuges des preuenus. Et cependant, à ce que le seruice de la maïesté ne soit retardé, lesdits Commissaires commettront au lieu des delinquans ou suspendus, personnages resceans, solubles & capables pour l'exercice desdites charges.

Iront lesdits Commissaires en toutes les villes où il y a Baillages; Seneschaussées, & bureaux d'Ellections, esquelles manderont tous les Officiers de la Maïesté, Maires, Consuls & Escheuins, pour entendre particulièrement d'eux comme toutes choses sont aduenues & maniées en l'estenduë desdits Baillages & Seneschaussées, tant au fait de la iustice, administration des finances, qu'affaires de ville & communaultez; enioignant aux Elus de leur presenter vn estat au vray signé de leur greffier, de tous & chacuns les deniers qui auront esté imposez & leuez en l'estenduë de leurs charges, tant par commission de la Maïesté, qu'autrement, en quelque sorte & maniere que ce soit, par qui ils ont esté receus, & à quels effets ils ont esté employez depuis l'année 1573. ou autre tel temps qu'il sera aduisé par lesdits Commissaires. Et à cete fin manderont lesdits Commissaires allans par pays & estans esdits lieux, les Greffiers des parroisses où ils sont establis, pour apporter les roolles desdites leuées.

Manderont aussi tous Receueurs, Controolleurs, grenetiers comptables, & autres estans en ladite ville, pour leur rendre chacun raison de l'administration de leurs charges, & en dresser estats au vray signez de leurs mains, pour estre veus & verifiez par lesdits Commissaires :

qu'ils verifient auffi toutes les charges qui font tant fur la recepte generale, que fur chacune des particulieres, & de ce qui fe trouuera estre deu d'iceux par lefdits comprables. Seront iceux contraincts au payement par les voyes accoustumées pour les propres deniers & affaires du Roy. Et où aucuns d'iceux seront de ce faire refusans ou dilayans, y seront contraincts par mulctes, amandes & suspension de leurs offices, & autres voyes que lefdits Commissaires verront estre à faire.

Sa Maiefté veut que lefdits Commissaires passans par lefdites villes, & ailleurs par le plat-pays, sejourneront de sept lieux en sept lieux, qu'ils verront estre à propos pour recevoir les plaintes de son pauvre peuple : à quoy ils entendront diligemment, & y pouruoieront au plustost & le mieux que faire se pourra.

Estant ez villes où sont establis les bureaux des Presidens & Tresoriers, ensemble les Recueurs generaux & Controolleurs, & generalement tous les autres Officiers, pour sçauoir & entendre au vray l'estat des finances de sa Maiefté, & comme les deniers sont administrez, receus & dispensez en ladite recepte generale. Et à cette fin se feront représenter les estats, registres & controolles à toutes occasions, ainsi qu'ils verront estre à faire.

Rendront lefdits Commissaires estans esdites Prouinces, les suiets de sadite Maiefté capables de la bonne volonté & affection qu'elle a au reftablissement de l'Estat & menagement de son reuenu, acquit des dettes qu'il a trouuées à son auenement à la Couronne, & celles qui ont esté depuis créées par le malheur des troubles & guerres passées; retranchant par sadite Maiefté, en tant que faire se peut, ses despenfes, iusques à celles de sa propre personne; afin qu'ils puissent d'autant plus estre disposez à recevoir de bonne part les remonstrances qui leur seront par apres faites de la necessité en laquelle se trouue ce Royaume, & les preparer au secours que l'on espere d'eux en cette cause vniuerselle, qui regarde le salut de l'Estat, auquel tous ont interest; y estant leurs biens & fortunes si iointes, qu'elles n'en peuuent estre separées, & par l'euerfion entiere d'iceluy.

Verront lefdits Commissaires estans esdites Prouinces, autant qu'ils pourront, les venditions & alienations faites en icelles des parts & portions du Domaine du Roy, à qui, pour quelles sommes, la vraie valeur d'icelles, ensemble ce qui aura esté donné dudit domaine; à quoy, pourquoy, de quel temps, & la valeur dudit don. Et pour ce manderont lefdits Officiers de sa Maiefté, pour par eux ouïs, en dresser memoires & procez verbaux, qu'ils enuoyeront à sadite Maiefté au plustost que faire se pourra.

Connoistront auffi si ceux qui ont jouï par don, vendition, ou alienation dudit Domaine, auront entretenu les maisons, auditaires, halles, estaux, boucheries, estangs, ponts, chaussées, moulins, & generalement tout ce qui doit par eux estre entretenu. Et s'il n'a esté fait, sçauront

ſçauront des Treſoriers de France & Procureurs de ſa Maieſté, eſtans ſur les lieux, ce à quoy il a tenu qu'ils n'ayent tenu la main à l'entretènement deſdits edifices, dont ils feront procez verbaux.

Et parce qu'il y a eu infinies plaintes cy-deuant faites par pluſieurs particuliers, tant d'Egliſe qu'autres ſeculiers, qui ſont assignez ſur les reuenus du Domaine, tant aides, tailles, que receptrs generales de ſa Maieſté, pour fiefs, aumosnes, rentes conſtituées à vies & à temps, & autres charges dont ils ne ſeront payez ; pourront leſdits Commiſſaires ſ'enquerir & ſ'informer de ce fait, ſe faiſant repreſenter les eſtats de tels & ſemblables parties par ceux qui les doiuent payer. Et ſ'il ſe trouue faute, les feront reparer ainſi qu'ils verront eſtre à faire. Pareillement ſ'informeront ſ'il y auroit moyen de les eſteindre & rachep-
ter, avec les plus auantageux que faire ſe pourra pour le ſeruice de ſa Maieſté.

Feront leſdits Commiſſaires, autant que faire ſe pourra, verification des entrepriſes & vſurpations qui ſe ſont faites ſur ledit domaine, en quelque forte, & pour quelque part & portion que ce ſoit, & en feront bons & amplex procez verbaux : & cependant ſ'il y a raiſon & apparence de faire prompt reünion, faire le pourront.

Se feront auſſi leſdits Commiſſaires repreſenter leſtat au vray par les Treſoriers generaux de France, de tout le domaine, ſoit en la main du Roy, aliéné, donné & vſurpé, & feront diſtraction des parts & portions dudit domaine, qui conſiſte en maſures, petites iuſtices, & portion d'icelles, prez, terres, vignes, eſtangs, peſcheries, cenſiues, paſturages, terres vaines & vagues, & autres menus droits, qui ne conſiſtent en grandes Seigneuries, Châſtelleries, & tenures feodales.

Verront, connoiſtront & informeront des abus & maluerſations qui ſe ſont commiſes au fait des foreſts, ventes des bois, chablis, conſiſcations procedans deſdites maluerſations, recolemens des foreſts, comme auſſi des paiſſons, glandes, panages & paſturages ; & ſemblablement pour les droits de tiers & d'auger, droits de gruérie, grarie & ſeigneurie qui ont eſté cy-deuant vendus en aucuns lieux & endroits de ladite generalité. Pour de tous faire de bons & amplex procez verbaux & des abus & maluerſations qui ſ'y apparoiſſent manifeſtement, en feront faire reſtitution & punition telle qu'il appar-
tiendra.

Comme en ſemblable, au fait des baux des aides, & autres impositions, leſquelles par la malice du temps & d'aucuns Officiers peu affectionnez au ſeruice de ſa Maieſté, ont eſté ſi mal baillées & deliurées, qu'il eſt requis de voir, connoiſtre & entendre bien particulierement aux moyens qu'il y aura de les faire valoir, au bien, profit & vtilité de ſadite Maieſté: ſ'informeront par ſpecial des abus, maluerſations, & monopoles faits aux baux deſdites fermes, & à l'engagement d'icelles,

qui sont la plupart remises & delaisées entre les mains des acheteurs & propriétaires qui les tiennent à non prix, & où il se trouuera desdits baux profit & aduantage pour la Maieité.

Et s'il y a moyen de nommer personnes en general ou en particulier, qui veulent prendre lesdites fermes, & les augmenter à la moitié, tiers ou quart, ou bien entreprendre en quelques années le raquit & rachapt des rentes constituées sur icelles; lesdits deputez prendront les offres par escrit, pour les enuoyer & en donner aduis à la Maieité, pour y pouruoir, comme ils pourront faire le semblable, s'ils trouuent personnes auxquelles laissant la iouissance pour certaines années de quelques portions du domaine du Roy alienées, ils veulent rembourser l'acquéreur, & en fin desdites années, remettre quitte au reuenu desdites portions de son domaine ainsi degagées.

Et d'autant qu'il est cydeuant aduenü, que par le moyen des intelligences, ceux qui ont eu charge, à cause de leurs offices, commission ou subdelegation ont esté cause du peu de valeur d'icelles fermes, lesdits sieurs Commissaires s'en informeront, & feront exacte perquisition de leur mauuaise administration, pour de tout faire procez verbaux & en aduertir sadite Maieité. En quoy lesdits Tresoriers generaux de France ne pourront assister, d'autant que par aduenture le fait pourroit toucher à aucuns d'eux: comme aussi ils n'assisteront à chose qui puisse toucher le fait de leurs charges & offices, s'ils ne sont mandez: & procederont lesdits Commissaires contre les delinquans & coupables par la forme declarée cy-dessus.

Auiseront aussi & s'informeront bien particulièrement des fautes que peuuent auoir commises les Eslus & Controolleurs en chacune des Elections de ladite Prouince, tant à l'egalization, cottization, & departement des tailles, cruës, & de tous autres deniers qui se leuent chacun an esdites elections: ce qu'ils prennent pour la signature des roolles; comme aussi ce que les Huissiers & Collecteurs doiuent auoir pour leurs salaires & pretendu droit, outre leurs gages: & generalement de tout ce qui depend desdits Offices d'Eleus, Controolleurs & Collecteurs; ensemble des Procureurs du Roy, & autres Officiers desdites elections, de tout ce qu'ils ont par chacun an à cause de leurs charges & offices, dont & de tout sera fait procez verbal, & sur ce procédé, comme dit est.

Ensemble pour le regard desdits Collecteurs, Huissiers ou sergens qui ont eu & ont encore le fait du recouurement & acceleration desdits deniers deus à la Maieité, tant pour les aides, impositions, tailles, & autres deniers ordinaires & extraordinaires: pour du tout s'informer au bien & conseruation des deniers de sadite Maieité, & soulagement de ses sujets.

Aussi s'informeront bien & exactement du bien, profit & aduantage que sadite Maieité pourra faire à l'accroissement de ses domaines, ai-

des, impositions, & de tout autre reuenu, mesmes des bois tant de haute fustaye, que taillis, afin que cette augmentation puisse aider à entretenir l'Estat de sa maiesté, au soulagement de ses suiets.

Aussi comme l'une des principales & plus importantes affaires, veront à l'esgalisation des tailles : s'informeront si ceux qui sont suiets & contribuables, les payent : Et pour ce faire, estans arriuez aux bourgs & villages, mesme ez villes suiuettes à payer tailles, où est le lieu de l'Electiion, se feront représenter le roole des cottisez; verront si tous ceux demeurans ou residens esdites villes, bourgs & bourgades suiets à icel. les tailles, les payent ou non : Quelle est leur exemption, en vertu de quoy ils iouissent. Et s'ils voyent qu'à la verité ceux qui sous ombre de leur autorité, comme chefs & commandans ez villes, parroisses & bourgs, soient Officiers de Iustice, finance, ou autres, de quelque qualité ou condition qu'ils soient, y demeurans ou ayans charge, s'exemptent de contribuer à ladite taille, sans auoir autre exemption; ils les feront cottiser & employer esdits roolles selon leurs moyens & facultez, pour seruir autant à la descharge des pauvres surchargez en ladite parroisse.

Dauantage, se pourra informer des exempts & annoblis qui ont esté faits en chacune parroisse, comme cela est passé, & qui en iouit, dont ils se feront représenter par les Elleus, Greffiers ou Collecteurs des parroisses, ou par lesdits exempts & annoblis, tout ce qui sera nécessaire pour cette iustification.

Semblablement, s'informeront si ceux auxquels a esté fait vente & alienation du vingtiesme de la taille, en iouissent, & s'il y aura point esté maluersé par les Officiers à leur profit particulier.

Et parce qu'il se voit en la plus-part des villes, que les Rois ont fait des dons & octrois sur le sel, ou autres denrées & marchandises, pour les employer en certains effets, qui le plus-souuent en sont diuertis; s'en informeront, & sur quelle nature de deniers ils se prennent, spécialement sur le sel, connoistront s'ils ont esté employez aux effets esquels ils sont destinez & affectez; combien ils ont à durer: & si l'occasion cesse, se feront représenter les comptes des deniers d'octroy: pour ce faire bons & amples procez-verbaux, afin d'y pouruoir par sa Maiesté, apres qu'elle en aura esté informée.

S'informeront & connoistront du fait des peages, tant par eau que par terre, & des barrages, comme cela se leue, de la dispensation des deniers; & quel ordre peut estre donné à l'entretenement des pavez, leuées, bastis, chaussées, chemins, ports & passages, comme à l'une des plus importantes & nécessaires affaires au public, qui se puisse remarquer; comme de ceux qui ont vsurpé & imposé nouveaux peages; & augmenté les anciens sans autorité & permission de sa Maiesté.

Et d'autant qu'il se leue en la pluspart des Prouinces & generalitez; quelque cruë sur le sel destinée ausdits pavez & leuées; sera entendu

de la leuée desdits deniers, de l'employ desdits deniers, comme cela est administré, & par qui.

Sera aussi fait perquisition du payement des decimes & subuentions du Clergé; ce qui est deu, & d'où procede & vient la faute du payement: dont pour cet effet se feront par les Receueurs des decimes représenter leurs estats de recepte & despenſe, qu'ils verifient, & en aduertiront les Archeuesques, Euesques, grands Vicaires, ou principaux Beneficiers; afin que la connoissance s'en puisse mieux, plus promptement & exactement, seront mis ez mains desdits sieurs Commissaires les procez verbaux de la recherche qui s'en est cy-deuant faite par les Commissaires à ce deputez par sadite Maieſté & ledit Clergé, sur lesquels s'ils voient qu'il soit besoin, informeront plus amplement, & de tout aduertiront la Maieſté par bons & amples procez verbaux: & cependant feront pouruoir au payement & acceleration par toutes voyes & manieres deues & raisonnables.

Lesdits Commissaires iront & entendront en l'assemblée des Estats ordinaires desdits pays & Prouinces de &c. que la Maieſté a fait conuoyer & assembler, ainsi qu'il est accoustumé, en laquelle veut qu'ils soient admis & receus par les Commissaires qu'elle a deputez pour la tenuë d'iceux, & qu'ils y aient ſeance en leur ordre & rang, chacun selon la dignité, estat & grade. Et là (apres que la proposition qui aura esté faite ausdits Estats par lesdits Commissaires qui les tiendront, aura esté du tout resoluë & arrestée) lesdits Commissaires proposeront & feront entendre la bonne & droite intention de sadite Maieſté, selon qu'elle est contenuë cy-dessus, & en la commission & pouuoir general qui leur est presentement baillé: & ce fait, ils oyront & entendront les plaintes & doléances qui leur seront faites par les deleguez ausdits Estats, & leur pouruoiront sur icelles le mieux qu'il leur sera possible, & les necessitez du Roy par la grandeur des dettes, conformément au pouuoir qui leur en est baillé par ladite commission & par la presente instruction. Et pour le regard des choses esquelles lesdits Commissaires ne pourront pouruoir, ils les renuoyeront à sadite Maieſté: à laquelle neantmoins ils donneront sur ce leur aduis.

Lesdits Commissaires ez Prouinces qui se regissent par Estats, en l'assemblée d'iceux apres la resolution prise sur la proposition des Commissaires deputez par la Maieſté pour la tenuë d'iceux, demanderont, ſuiuant la commission particuliere à eux baillée, d'entrer en ladite assemblée des Estats: Et là leur représenteront le plus viuement qu'il leur sera possible, les necessitez du Roy, par la grandeur des dettes de sa Couronne, qui ayant commencé bien long temps auant son regne, & depuis celuy du Roy Henry, sont depuis par la necessité des guerres ciuiles, tellement accrûës, que tout le domaine est vendu & engagé, & quasi toutes les aides, tailles & autres reuenus alienez, de sorte que ne restant de bon aux finances du Roy, pour ſubuenir au

tiers de ce qui est nécessaire à la conservation de cet Estat & dont il ne se peut passer, Sa Maïesté a esté contrainte ez années passées (à son grand regret) de faire plusieurs Edicts & partis tres-dommageables, pour en tirer le supplément de ce qui est reconnu nécessaire pour l'entretienement de sa maison & des charges du Royaume. Mais ayant reconnu que tels moyens extraordinaires reuiennent à la foule du peuple, & accroissent de iour en iour la somme immense des dettes de cette Couronne, a estimé qu'il estoit presque nécessaire de remedier à ce mal, qui pourroit en bref traïner apres soy la ruine; estant chose à laquelle tous les Estats de ce Royaume ont tres-notable intérêt; d'autant que la conservation de la tranquillité & repos, & la sécurité des biens & famille de chascun y est inseparablement coniointe; sa Maïesté a estimé deuoir demander aduis à ses bons suiets, des moyens qu'il y a pour remedier à ce mal, pour empêcher les inconueniens qui en peuuent aduenir, s'il n'y est promptement obuié: & à ce lesdits Commissaires exhorteront lesdits Estats le plus qu'il leur sera possible.

Le semblable feront lesdits Commissaires en l'assemblée particuliere des Baillages & Prouinces qui se gouuernent par Estats.

Et où lesdits Prouinciaux, ou les Baillages particuliers seroient difficulté de delibérer & respondre sur cette affaire, soit pour n'auoir charge particuliere de ceux qui les ont deputez, ou pource qu'ils pourront pretendre que ce fait requiert vne assemblée generale de tous les Estats de ce Royaume; lesdits Commissaires, sans leur donner esperance certaine de la tenuë desdits Estats, ny aussi la leur oster entièrement, tascheront par tous les moyens qu'il leur sera possible, de les faire entrer en quelque deliberation, ou response. Et soit qu'ils desirent en delibérer pour les Baillages particuliers (chose qui leur pourra estre permise par lesdits Commissaires) & rassembler par forme de petits Estats, ou que les moyens qu'ils pourroient proposer fussent de longue discussion & execution, comme ils ne pourront estre autres; lesdits Commissaires leur feront entendre, que cependant pour esuiter à plus grands inconueniens, il est nécessaire de donner moyen au Roy de mainienir son éclat; afin qu'il ne soit contraint d'vser de moyens extraordinaires & partis dommageables, qui ne font qu'accroistre le mal. Et afin qu'ils connoissent combien bonne est l'intention de sadite Maïesté, leur feront entendre qu'elle sera tres-contente qu'il y ait quelques personnes deputées par eux, qui voyent que la distribution des deniers ne sera employée que pour le payement des charges ordinaires & nécessaires pour la conservation de la Couronne & de l'Estat: ayant esté aduisé selon le departement qui a esté fait le plus esgalement qu'il a esté possible, & avec toutes les considerations qui se peuuent, que pour le supplément pour ce qui est nécessaire, les generalitez de
en porteront la somme de & celle de la somme de
HHhh. iij

pour lesquelles ladite Maieſté a differé les Commissions, iusques à ce qu'il ait esté aduisé surquoy & par quelles formes ladite somme se pourra estre plus commodement leuée, à la moindre fouldie du peuple que faire se pourra.

*COMMISSION AVSDITS COMMISSAIRES ALLANS PAR
les Prominces, afin d'avoir ſeance aux Eſtats Prominciaux.*

HENRY &c. A nos amez & feaux les Commissaires par Nous deputez pour la tenuë des Eſtats de nostre pays & Duché de Normandie au dixième iour d'Octobre prochain, salut. Nous auons commis & député nos amez & feaux &c. & les deux ou trois d'entre eux en l'absence des autres, pour aller & se transporter en nostredit pays & Duché de &c. voir & visiter nos ſuiets, ſçauoir & entendre comme les choses qui touchent le ſervice de Dieu, & les charges & dignitez Ecclesiastiques ſont faites, teneues, maniées & exercées. Quels ſont les deportemens de la Noblesse, & comment la iustice & nos finances ſont administrées, & nostre dernier Edit de pacification eſt gardé & obſervé: avec charge expreſſe d'entrer en l'aſſemblée deſdits Eſtats. Et apres que la reſolution que vous aurez charge d'y faire de nostre part, aura eſté reſoluë & arreſtée, de propoſer en icelle à l'inſtant & faire entendre par eux nostre ſuſdite droite & bonne intention, ſelon qu'elle eſt amplement ſpecifiée & déclarée au pouuoir & commission generale, & en l'inſtruction que leur auons fait bailler: & ce fait, d'ouyr & entendre les plaintes & doléances qui leur ſeront ſur ce faites par les deleguez deſdits Eſtats, & y pouruoir le mieux qu'ils pourront, ſelon le pouuoir qui leur eſt donné par noſtre dite commission generale. Et pour les choses auſquelles ils ne pourront pouruoir, ſeront tenus de les renuoyer pardeuant nous: Nous donnant neantmoins ſur icelles leur aduis. Et d'autant que nos vouloir & intention ſont qu'ils puiſſent dignement & librement faire & executer leurſdites charges: A ces cauſes nous vous mandons & ordonnons par ces preſentes, que vous ayez à recevoir & admettre noſdits Commissaires, & les deux ou trois d'entre eux, en l'absence, maladie, ou autre empeschement des autres en ladite aſſemblée des Eſtats de noſtre dit pays & Duché de &c. & leur donner & laiſſer prendre ſeance, en leur ordre & rang, chacun ſelon ſa dignité, eſtat & grade; pour apres, & ſuiuant que dit eſt cy-deſſus, ſatisfaire à la charge que leur auons baillée; ainſi qu'il eſt amplement porté par noſdites lettres de Commission generale & inſtruction qu'ils ont; ſans leur faire, mettre ou donner, ny ſouffrir leur eſtre fait, mis ou donné aucun trouble ou empeschement; ains au contraire tout aide, confort & aſſiſtance, ſelon la bonne affection qu'ils portent au bien de nostre ſervice, & au repos & ſoulagement de nos ſuiets. CAR tel eſt nostre plaifir. Donné. &c.

LETTRES BAILLEES AVSDITS COMMISSAIRES, POUR
*deslurer aux Gouverneurs ; afin de les accompagner en l'exécution
 de leur pouvoir & commission.*

MONSIEVR &c. l'estime avoir suffisamment tesmoigné la singuliere affection que j'ay de pourvoir au soulagement de mon peuple, & le faire iouir d'un assuré repos : voire avoir satisfait à cela par bonnes ouvertures & remontrances, au desir de mes bons & affectionnez suiets. Mais ie n'ay pas encore satisfait à moy mesme, qui soigneux de releuer mon pauvre peuple des calamitez & oppressions que l'iniure du temps & le malheur des troubles passez luy ont fait sentir, veux de tout mon possible luy apporter quelque nouvelle consolation & allegement. Et pour ce faire, i'enuoye certains bons, dignes & notables personages, fort zelateurs & amateurs de la police Ecclesiastique & temporelle, & du bien & tranquillité publique, par leldites Prouinces de mon Royaume, & mesme en vostre charge, pour regler & reformer autant qu'ils pourront, les choses qui en ont besoin, tant en l'estat du Clergé, de la Noblesse, que du tiers estat, dont ie leur ay fait expedier & bailler ample pouuoir, commission & instruction, qu'ils vous communiqueront selon la charge qu'ils en ont. En l'exécution de quoy ie vous prie les assister, & leur donner tout le conseil, confort, aide & mainforte dont ils auront besoin : tenant la main que l'honneur & service de Dieu soit remis & maintenu ez lieux où il auroit esté discontinué : les Ecclesiastiques puissent iouyr de leur reuenu : les nobles soient retenus ez bornes de l'équité, raison & iustice, & mes finances soient bien, fidelement & esgalement administrées, selon nos ordonnances, ainsi que vous entendrez plus particulièrement de mesdits Commissaires. Et vous me ferez service tres-agreable. Priant Dieu, Monsieur &c. vous avoir en sa sainte garde. Escrit à &c.

AVX EVESQVES, A MESME FIN.

Nostre amé & feal &c. Le zele & affection que nous auons premierement à l'honneur de Dieu, puis au bien & soulagement de nostre peuple, lequel nous desirons consoler de ses miseres, calamitez & afflictions, fait que nous enuoyons certains bons, notables & dignes personages par les Prouinces de cettuy nostre Royaume, & mesme en celle de &c. pour pourvoir & donner ordre à toutes choses qui meritent reglement & reformation, & mesme reestabli le service diuin ez lieux où il auoit esté discontinué par le malheur des troubles passez, reintegrer les Ecclesiastiques qui seront violement deposez de leurs benefices, en la paisible iouissance d'iceux ; faire resider ceux

qui doiuent residence, & des autres affaires concernans le bien du Clergé de la prouince. En quoy ayant lefdits Commissaires besoin de vostre assistance, & de celle d'aucuns Ecclesiastiques, Nous auons bien voulu vous faire la presente, pour vous prier de vous trouuer & assembler avec nosdits Commissaires, lors qu'ils seront sur les lieux & qu'ils vous en aduertiront; ou bien d'y enuoyer l'un de vos Vicaires generaux, & aucuns des principaux du Clergé de vostre Diocese: auxquels nosdits Commissaires proposeront nostre intention en cet endroit; à l'effet & execution de laquelle vous & vos deleguez tiendrez la main de tout vostre pouuoir, comme il conuient à vostre dignité & office, & il est de leur deuoir. Et vous nous ferez plaisir tres-agreable. Donnée à &c.

*AVX COVRS DE PARLEMENT,
à mesme fin.*

NOs Amez & Feaux, Encote que nous ayons cy-deuant suffisamment tesmoigné & fait connoistre la grande affection que nous auons de pouuoir au soulagement de nostre peuple, & à le faire iouir d'un assureé repos, & que nous estimions auoir en cela satisfait à nous-mesmes, que ayant fort à cœur de releuer nosdits peuples & suiets des calamitez & oppressions que le malheur des troubles passez leur ont fait sentir; voulans leur apporter toute la consolation qu'il nous sera possible. C'est pourquoy nous enuoyons certains bons, dignes, notables & experimentez personnages, amateurs de la police Ecclesiastique & temporelle & du bien & repos public, par lefdites Prouinces de nostredit Royaume; & mesme en celle de &c. pour regler & reformer, autant que faire se pourra, ce que la malice du temps a petuerty & gaste, tant en l'estat Ecclesiastique, de la Noblesse, que tiers estat, dont nous leur auons fait expediet & bailler nos Lettres Patentes de pouuoir & commission, avec ample instruction: à l'execution desquelles nous vous mandons & ordonnons tres-expressement d'assister nosdits Commissaires, & tenir a main que l'honneur & seruice de Dieu soit maintenu & reueré ez lieux où il auroit esté discontinué: les Ecclesiastiques iouissent de leur reuenue: les Nobles soient retenus ez bornes de l'equite, raison & iustice, sans outrager ny vexer nos autres suiets: & nostre iustice soit bien & également rendue & distribuée à nosdits suiets, sur les cas & selon que vous en ferez aduertis, priez & admonestez par nosdits Commissaires: auxquels, si besoin est & vous en requierent, vous donnerez entrée & seance en nostre Cour de Parlement, au lieu, rang & ordre qu'il conuient & appartient à leurs qualitez, estats & grades, ainsi qu'il est accoustumé, sans y faire aucune difficulté. Car &c. Donnée à &c.

AVX GENS DES TROIS ESTATS;
à mesme fin.

Nous Amez & Feaux, tres-Chers & bien Amez, Nous auons donné charge à nos Amez & Feaux Conseillers, les Commissaires par Nous deputez pour aller en nostre Prouinee de &c. vous proposer & faire entendre la singuliere affection & droite intention que nous auons de faire remettre toutes choses à leur premiere dignité & splendeur, & par mesme moyen vous declarer ouuertement l'estat de nos affaires, & les grands engagemens faits de nos domaines, aides & gabelles, & autres deniers des receptes generales de nos finances, qui sont à cause du peu de fonds qui nous reste pour nostre despense ordinaire, & autres que nous sommes contrains faire par chacun an pour la conseruation de ce Royaume. Surquoy nous vous prions, & neantmoins mandons les ouyr, & leur donner autant bonne resolution & response sur ce fait, qu'il est necessaire, & que nous nous le promettons de vostre accoustumée bonne volonté à tout ce qui touche le bien de nosdites affaires, & la manutention de nostre Estat, & par consequent de vos personnes, honneurs, biens & facultez, qui y sont conioins inseparablement; ainsi que vous entendrez plus particulierement de nosdits Commissaires; qui nous gardera de nous estendre dauantage en cet endroit. Donné à &c.

AVX BAILLIFS.

Nostre Amé & Feal, Nous auons ey-deuant assez tesmoigné la singuliere affection que nous auons de pouruoir au soulagement de nostre pauvre peuple, & à leur faire iouyr d'un asseuré repos, pour luy apporter quelque consolation de ses miseres & calamitez passées. Voire nous estimons auoir en cela satisfait par vrayes & ouvertes demonstrations au desir de nos bons & affectionnez suiets. Mais nous n'auons pas encore satisfait à nous-mesmes en cette bonne intention. C'est pourquoy nous enuoyons certains bons, dignes & notables personages, amateurs de la police Ecclesiastique & temporelle, & du bien & repos public par les Prouinees de ce Royaume, & mesme en celle de &c. pour regler & reformer, autant que faire se pourra, ce que la malice du temps a corrompu & alteré, tant en l'estat de la Noblesse que du tiers estat; dont nous leur auons fait expedier & bailler nos Lettres Patentés de pouuoir & commission, avec ample instruction de nostredite intention en cet endroit, suiuant lesquelles, & ce qui vous sera dit & ordonné de nostre part par nosdits Commissaires, Nous voulons & vous mandons tres-expressement tenir la main, que l'honneur & seruitee de Dieu soit maintenu & remis ez lieux où il auroit esté discon-

tinué : les Ecclesiastiques iouissent de leur reuenu : les Nobles se comportent en toute modestie, droiture & iustice, sans outrager ny vexer nos autres suiets ; & que nostre iustice, dont nous auons eu plusieurs plaintes, soit bien & également rendue & distribuée à tous nosdits suiets, sur les cas, selon & ainsi que vous en serez aduertis, & vous sera de par nous ordonné par nosdits Commissaires. Et afin qu'ils puissent proposer & faire entendre à nosdits suiets nostredite bonne & droite intention ; vous en ferez conuoquer de chacun desdits Estats de vostre ressort, en tel nombre, autant de fois, & en tel lieu que nosdits Commissaires vous manderont & ordonneront de nostre part ; sans y faire faute. Car tel est nostre plaisir. Donnée à &c.

AVX VILLES.

TRes-chers & bien amez, Considerans que la premiere chose que nous deuons rechercher & procurer, apres l'honneur de Dieu, est le soulagement de nostre peuple & de nos suiets ; & qu'apres les grandes afflictions, fouldes & oppressions qu'ils ont senties & souffertes durant les guerres & troubles passez, nous ne les pouuons mieux consoler, que les faisant iouyr d'un assuré repos ; nous auons aduisé de deputer & enuoyer certains bons, dignes, notables & expérimentez personages, zelateurs de la gloire de Dieu, & du bien & tranquillité publique par les Prouinces de certuy nostre Royaume, à celle fin de faire voir & visiter nos suiets, sçauoir & entendre comme les choses qui touchent le seruice de Dieu, & les charges & dignitez Ecclesiastiques sont faites & exercées. Quels sont les deportemens de la Noblesse, & comment nos Iustices & finances sont administrées ; afin d'asseurer & fortifier de plus en plus l'establissement de nostre dernier Edict de pacification ; estimant qu'il n'y a rien qui fasse plustost connoistre le bien & le mal qui se retreuve entre nosdits peuple & suiets, que de les faire visiter par personages d'autorité, qualité & experience, dont nous auons bien voulu vous aduertir, & vous dire & mander, comme nous faisons par la presente, que suiuant l'aduis & mandement qui vous sera fait par nosdits Commissaires, vous ayez à vous trouuer près d'eux lors qu'ils seront sur les lieux, pour entendre ce qu'ils proposeront & représenteront de nostre intention en cet endroit, à l'exécution de laquelle vous tiendrez la main, & y obeyrez autant que vous aimez l'honneur & la gloire de Dieu, le bien de nostre seruice, & nostre soulagement & repos. Car &c. Donnée &c.



FORME D'ASSOCIATION FAITE ENTRE LES PRINCES,
*Seigneurs, Gentilshommes, & autres tant de l'Estat Ecclesiastique,
 de la Noblesse, que du tiers Estat, suiets & habitans de nostre
 bonne ville & cité de Paris, & faubourgs d'icelle.*

AV nom de la tres-sainte Trinité & de la communication du precieus corps de Iesus-Christ : Auons promis & iuré sur les saintes Euangiles, & sur nos vies, honneurs & biens, de garder inuiolablement les choses accordées par Nous soussignez ; sur peine d'estre à iamais declarez parius, infames, & tenus pour gens indignes de toute noblesse & honneur.

Premierement, estant connu d'un chacun les grandes pratiques & coniurations faites contre l'honneur de Dieu, la sainte Eglise Catholique, & contre l'Estat & monarchie de ce Royaume de France, tant par aucuns des suiets dudit Royaume, que par les estrangers, & que les longues & continuelles guerres & diuisions civiles ont tellement affoibly & reduit nos Rois en telle necessité, qu'il n'est possible que d'eux-mesmes ils soustiennent la despense necessaire pour la conseruation de nostre Religion, Estat & dignité Royale, ny qu'ils puissent par cy-apres nous maintenir sous leur protection, en seurété de nos personnes, familles & biens, auxquels par cy-deuant nous auons receu tant de perte & dommage.

Auons estimé estre necessaire de rendre premierement l'honneur que nous deuons à Dieu, à la manutention de nostre Religion Catholique, & nous y monstrier plus affectionnez à la conseruation d'icelle, que ceux qui sont desuoyez de la bonne Religion, ne le sont à l'aduan cement de leur nouvelle opinion.

Par ainsi iurons & promettons, de nous employer de toutes nos puissances, à remettre & maintenir l'exercice de nostre Religion Catholique, Apostolique & Romaine ; en laquelle nous & nos predecesseurs auons esté nourris, & voulons viure & mourir.

Aussi promettons & iurons toute obeyssance, honneur & tres-humble seruice au Roy Henry à present regnant, que Dieu nous a donné pour nostre souuerain Roy & Seigneur ; & qui est legitimement appelle à la succession de ses predecesseurs par la loy du Royaume, & apres luy à route la posterité de la maison de Valois, & autres qui apres ceux de ladite Maison de Valois seront appelez par la loy du Royaume à la Couronne.

Et outre l'obeysance & seruice que nous sommes tenus par tout droit de rendre à nostredit Roy Henry à present regnant, promettons d'employer nos biens & vies pour la manutention de son Estat, conseruation de son autorité, & execution des commandemens qui par luy, ses Lieutenans generaux, ou autres de par luy ayant pouuoir, nous seront faits,

ſans reconnoiſtre autre quiconque ſoit, que luy, ou ceux qui de par luy nous commanderont.

Et pour cet effet nous tous ſouſſignez, promettons de nous tenir preſts, bien armez, montez & accompagnez ſelon nos qualitez; pour incontinant que nous ſerons aduertis, executer ce qui nous ſera commandé par le Roy noſtre dit ſouuerain Seigneur, ou par ſes Lieutenans ou autres ayant de luy pouuoir & authorité, tant pour la conſeruation de noſtre Prouince, que pour aller ailleurs, ſ'il eſt beſoin, pour la conſeruation de noſtre dite Religion, & ſeruice de ſadite Maieſté.

Et offrons pour le gouvernement de Paris & Ile de France pour cet effet, iuſqu'au nombre de 500. hommes de cheual, bien montez & armez, & de gens de pied deux mille cinq cent, tant pour la conſeruation de ladite Prouince, que pour employer ailleurs où il ſera requis, ſans y comprendre ceux qui ſont des ordonnances, attendu qu'ils ſont obligez à ſeruir ailleurs: & pour chacune compagnie, ſoit de gens de pied ou de gens de cheual, ſeront trois gentilshommes dudit pays nommez au Lieutenant de Roy, ou celuy qui aura pouuoir de ſa Maieſté, qui ſera choix & élection de l'un d'eux.

Et parce que telles leuées ne ſe peuuent mettre ſus ſans frais & deſpences, & qu'il eſt tres-juſte en telle neceſſité des affaires du Royaume, d'employer tout le moyen que chacun peut auoir; ſera leué & pris ſur le pays, les ſommes de deniers qui ſeront neceſſaires par l'aduis du Lieutenant, ou autres ayant pouuoir de ſa Maieſté; dont apres ſera ſupplié ſadite maieſté les vouloir authoriſer & valider; attendu que c'eſt pour employer à vne choſe ſi ſainte & ſi neceſſaire pour le ſeruice de Dieu, & de ſa Maieſté.

Et pour plus facile execution des choſes ſuſdites, les Gouverneurs appelleront ſix des principaux de la Prouince, pour avec leur aduis, pouruoir à ce qui ſera neceſſaire pour l'execution des choſes ſuſdites.

Et en chacun Baillage ou Senefchauffée de la Prouince, ſera député vn ou deux Gentilshommes, ou autre de ſuffiſance & fidelité requiſe, pour entendre particulièrement ſur les lieux ce qu'il ſera beſoin; pour apres le rapporter à ceux qui en ſeront chargez par les Gouverneurs ou Lieutenans pour le Roy.

Et ſ'il eſt aduiſé pour le ſeruice du Roy, bien & repos de ladite Prouince, d'auoir aduis & communication aux Prouinces voiſines; auront ſi bonne intelligence, que chacun ſe pourra aider & ſecourir l'un l'autre.

Tous les Gentilshommes, & autres Catholiques eſtans de ladite aſſociation, ſeront maintenus & conſeruez les vns par les autres, ſous l'obeiſſance du Roy, en toute ſeureté & repos, & empeſchez de toute oppreſſion d'autrui. Et ſ'il y a differend ou querelle entre eux, ſera compoſé par le Lieutenant General du Roy, & ceux qui par luy ſeront appelez, qu'il ſera executer ſous le bon plaifir & commandement du

Roy, ce qui sera aduisé & ordonné estre iuste & raisonnable.

Et si aucuns des Catholiques de ladite Prouince, apres auoir esté requis d'entrer en la presente association, faisoient difficulté, ou vlassent de longueur, attendu que ce n'est que pour l'honneur de Dieu, le seruice du Roy, bien & repos de la Patrie, sera estimé en tout le pays ennemy de Dieu, deserteur de sa Religion, rebelle à son Roy, traistre & proditeur de sa Patrie, & du commun consentement de tous les gens de bien, abandonné de tous, delaisé & exposé à toutes iniures & oppressions qui luy pourront suruenir, sans qu'il soit iamais receu en compagnie, amitié & alliance des susdits associez & confederez, qui tous ont promis & iuré amitié & intelligence entre eux pour la manutention de leur Religion, seruice du Roy, & conseruation de leurs personnes, biens & familles.

Et parce que ce n'est pas nôtre intention de trauailler aucunement ceux de la nouuelle opinion, qui voudroient se contenir sans entreprendre aucune chose contre l'honneur de Dieu, le seruice du Roy, bien & repos de ses suiets : Promettons & iurons les conseruer, sans qu'ils soient aucunement recherchez en leurs consciences, ny molestez en leurs personnes, biens, honneurs & familles, pourueu qu'ils ne contreuenient aucunement à ce qui sera par sa Maïeste ordonné apres la conclusion des Estats generaux.

Nous auons promis & iuré de tenir tous les articles susdits, & les obseruer de point en point, sans iamais y contreuenir, & sans auoir esgard à aucune amitié, parentage & alliance que nous pourrions auoir à quelque personne, de quelque qualité & Religion qu'ils soient, qui voudroient contreuenir aux ordonnances & commandemens du Roy, bien & repos de ce Royaume : Et semblablement de tenir secrette la presente association, sans aucunement la communiquer ny faire entendre à quelque personne que ce soit, sinon à ceux qui seront de la presente association. Ce que nous iurerons & affirmerons encore sur nos consciences & honneurs, & sous les peines cy-dessus mentionnées. Le tout sous l'autorité du Roy : Renonçant à toutes autres associations, si aucunes en auoient esté cy-deuant faites.

Après auoir entendu le contenu aux articles cy-dessus, auons permis aux suiets de nostre bonne ville & cité de Paris, d'exercuter ce qui est porté par iceux, & octroyé de leuer sur eux les deniers necessaires. Faire à Paris le douziesme iour de Ianuier mil cinq cent soixante & dix-neuf. Ainsi signé HENRY. Et au dessous, au bas contresigné PINART.

*INTRVCTION A MONSIEVR DE LA VALLETTE L'AISNE',
enuoyé en Piedmont le 29. Mars 1579.*

Estant venu aduis au Roy qu'és enuiron du Marquisat de Salu- ces quelques personnes font semblant & demonstration de vouloir faire leuée de gens de guetre, tant de cheual que de pied, sans en auoir aucune charge ny Commission de sa Maiesté, & se couurent en cela du nom & adueu de Monsieur le Marechal de bellegarde, estant de present audit pays: Sa Maiesté ne pouuant croire de luy qu'il fuisse iamais chose contraire au deuoir qu'il a enuets elle; ne s'est de ce voulu émouuoir plus auant, que de s'adresser à luy-mesme, pour estre esclaircie d'où cela peut proceder: Ayant à cet effet aduisé luy despécher son Neveu le sieur de la Valette l'ainé, Gentilhomme ordinaire de la Chambre de sadite Maiesté; tant pour estre l'un de ses plus speciaux seruiteurs, que pour la confiance que ledit sieur Marechal pourra prendre de luy plus qu'en autre, à cause de la proximité dont il luy attouche.

Sur ce ledit sieur de la Valette remonstrera en premier lieu audit sieur Marechal, qu'il a en foy telle preuue de l'estime en laquelle sa Maiesté l'a, & de la bonne volonté qu'elle luy porte, par le degré où elle l'a constitué, & autres demonstrations qu'elle luy en a faites, qu'il n'est vray semblable qu'aucune persuation contraire luy puisse faire douter de ce dont le tesmoignage luy est si claire & si certain.

Que si sa Maiesté ne l'a continuellement tenu près de soy; l'importance des affaires où elle l'a employé, & la confiance qu'elle a voulu prendre de luy entre ses principaux seruiteurs, en ont esté la principale cause: tenant les seruices qu'il luy pouuoit faire, de bien plus grand prix & merite, qu'és occasions qui le presentoyent près sa personne.

Il sçait aussi l'assurance qu'elle luy a donnée du grand contentement qui luy est demeuré du bon deuoir qu'elle y a rendu, & qu'il n'a tenu à elle qu'il n'en ait ressenty plus grand fruit; l'ayant de son propre mouvement, & de l'inclination qu'elle a tousiours eue de l'aymer, voulu reconnoistre & le colloquer en vn Gouuernement principal & honorable.

Dequoy si le succez n'a esté conforme à l'intention de sa Maiesté, il n'en doit pour le regard d'icelle demeurer aucun mecontentement audit sieur Marechal; lequel n'en a aussi d'ailleurs occasion que sa Maiesté puisse imaginer, pour ne s'estre pas offert chose qui le concernast & dont elle ait esté requise de sa part, où elle ne luy ait donné toute la satisfaction qui luy a esté possible; & la trouuera tousiours en mesme volonté, à mesure que les commoditez s'en presenteront,

Ce tesmoignage que sa maiesté a en soy de n'auoir donné aucun argument audit sieur Marechal, de la deuotion qu'il a fait paroistre par bons effets au seruice d'icelle, & en laquelle il a protesté par paroles si expresse d'estre à iamais ferme & constant, la confirmant en la bonne opinion qu'elle a tousiours eue, qu'elle croit que les actions d'iceluy ne produiront iamais fruit indigne du titre & de la reputation qu'il a acquis, & dont il auroit conceu quelque indignation, dont toutefois elle ne peut sçauoir ny penser qu'il ait aucune cause procedant de sadite Maiesté; elle desire qu'il en ouure franchement son cœur audit sieur de la Valette son neveu, pour en faire le rapport au vray à sadite Maiesté: se pouuant promettre d'elle tout le meilleur & plus fauorable traitement que l'estat de ses affaires le pourra porter.

Cependant ne doutant qu'il y ait assez de personnes mal affectionnées au bien de ce Royaume, qui seroient bien aises qu'il voulust authoriser leurs malheureux desseins; elle le prie, au cas qu'il en fust recherché, ou que desia aucuns eussent pris cette confiance par quelques moyens que ce soit, qu'il considere le tort qu'il se feroit, & combien il denigreroit la splendeur de ses deportemens passez, si estant ce qu'il est, il ne s'opposoit plustost de son pouuoir à tout ce qui pourroit estre entrepris par autre, contre le seruice de sa Maiesté. Et s'il y a quelque commencement de gens de guerre, ou autre mouuement par delà qui y tendent, qu'il veuille donner ordre à les faire cesser & entièrement assoupir: croyant qu'oultre l'honneur qu'il en acquerera, sa Maiesté luy fera connoistre combien ce seruice luy est agreable: l'intention de laquelle estant principalement que ledit sieur de la Valette confirme ledit sieur Marechal en la deuotion & fidelité accoustumée, & le rendre certain & asseuré de la bien veillance d'icelle enuers luy. Il vsera pour cet effet de toutes les persuasions qu'il pourra, comme bien informé de l'affection de sadite Maiesté en cet endroit.

Et pource que son chemin s'adresse par Thurin, sa Maiesté veut qu'en allant, il voye monsieur le Duc de Sauoye, auquel il baillera la lettre qu'elle luy escrit en sa creance, & luy dira, que sur l'aduis qu'il a donné à sa Maiesté par la bouche de son Agent estant près d'icelle, elle a chargé ledit Agent de le remercier de sa part, de la bonne volonté que par luy il fait connoistre de continuer au bien de ses affaires: Et neantmoins n'a voulu laisser de commettre telle charge encore au sieur de la Valette, qui luy en fera semblable remerciement au nom de sadite Maiesté; & le priera, que suivant l'offre qu'il luy a fait faire, par mesme moyen il veuille secourir ledit sieur Charles de Biragues, Gouverneur pour sa Maiesté delà les monts, de forces & autres commoditez, au cas qu'il en soit par luy requis, pour quelques occasions que ce soit, concernans le seruice d'icelle: l'asseurant de toute reconnoissance & correspondance en ses affaires de la part de sadite maiesté, s'enoffrant les occasions.

CAUSES DE LA DECLARATION SVIVANTE.

Monsieur le Duc d'Alençon n'eust pas plustost les yeux fermez, que le Roy son Frere s'apperceut de la faulse qu'il avoit faite aux derniers Estats de Blois, & connut, mais trop tard, que s'estant comme depouillé de l'autorité souveraine, en se faisant Chef de part, par l'union qu'il avoit signée avec les Auteurs de la Ligue, il ne sembloir plus estre que le premier entre ses pareils. Ce qui le confirma dans cette pensée, & luy donna l'envie de remonter sur le Throne dont il estoit descendu, fut la declaration publique que les Ligueurs firent de leurs hautes pretentions, & l'advantage qu'ils tiroient de cet acte d'union, qu'ils auroient voulu faire passer dans les Estats de Blois pour une loy fondamentale de l'Estat. Pour opposer le nom & la puissance dont il estoit reuestu, aux sollicitations & aux pratiques de ses ennemis conuerts, il assembla ses plus fideles serviteurs à S. Germain, & leur declara nettement, qu'estant aduerty de toutes les Prouinces de son Royaume, qu'on y faisoit des assemblées contre son service: qu'on engageoit indifferemment grands & petits à des signatures criminelles, & qu'enfin on vouloit disposer auant sa mort de sa succession, il estoit resolu d'arrester le progres de cet attentat. M. de Nevers estoit du nombre des appellez; & le Roy s'adressant à luy, luy dit, qu'encore qu'il luy deust estre suspect, puis qu'il s'estoit déclaré si ouvertement pour l'union, qu'on l'appelloit l'ame & le Conseil du party; il avoit bien voulu neantmoins le faire venir à cette assemblée, & luy decouvrir son cœur; sçachant qu'estant fort bon Catholique & fort bon Francois, il luy donneroit l'advis qu'en sa conscience il iugeroit le meilleur. Ces paroles si obligantes, à ce qu'on m'a assuré, touchèrent tellement M. de Nevers, qu'après avoir tesmoigné par un peu de rougeur ce qui se passoit au dedans de luy mesme, il ne pût repousser les larmes qui luy vinrent aux yeux. Il se leua donc, & ployant un genouil deuant le Roy, luy protesta qu'il ne mettroit autre difference entre le service qu'il luy devoit & celuy qu'il devoit à Dieu, que celle de priorité. Qu'il seroit toute sa vie aussi fidele à sa Maiesté, qu'il esperoit de l'estre à Dieu. Qu'il detestoit tout party qui n'estoit point approuvé de son Roy. Qu'il n'estoit ny de cabale, ny de faction: & s'estant un peu estendu sur l'estat present des affaires, finit son discours par une tres-ardente priere, qu'il fit au Roy, de travailler à la conservation de son autorité, à l'establissement d'une paix durable, & à l'extinction de toute assemblée, de toute signature, & de toute autre pratique suspecte. Ceux qui estoient dans le Conseil furent de la mesme opinion: & le Roy s'estant levé fort satisfait, assura M. le Duc de Nevers qu'il ne le tiendrait jamais du nombre des factieux; & qu'il alloit faire dresser une declaration toute conforme à son advis. La voicy.

DECLARATION

*DECLARATION DV ROT, CONTRE CEVX QVI FONT LIGVES,
affociations, enroollemens, menées & pratiques contre l'Estat de son
Royaume: avec abolition pour ceux qui s'en departiront.*

Henry &c. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Nos actions passées, & ce à quoy nous trauillons iournellement avec plus d'affection, ont assez fait connoistre à vn chacun combien nous desirons voir cessées toutes occasions de troubles & remuemens, qui soient pour rompre le repos & la tranquillité, de laquelle nous desirons faire iouir les peuples & suiets que Dieu a mis sous nostre obeyssance. Et ne pouuons rien entendre qui nous vienne plus à contre-cœur, que d'oïr dire que plusieurs malins esprits, ennemis de ceste tranquillité publique de nostre Royaume, ne se peuvent contenir qu'ils ne mettent tousiours quelque chose en auant pour essayer de l'interrompre, & de tenter à cet effet tout ce qu'ils peuuent de mal contre nostre autorité: Comme nous auons esté puis n'aguères aduertis, qu'en plusieurs de nos Prouinces, quelques vns vous sollicitent, ceux de nostre Noblesse, & nos autres suiets, pour les faire entrer en Ligue & affociation, & les induire à signer aucuns memoires tendans à plusieurs mauuaises pratiques & menées, non moins preiudiciables à l'Estat general de nostredit Royaume, que du tout contraires à la dignité Royale, en laquelle il a plu à Dieu nous constituer. Et combien que nous ayons sceu par mesme moyen, qu'ils ont trouué plusieurs de nostredite Noblesse & autres suiets peu enclins à prester l'oreille à telles menées, pour auoir assez iugé de quel mauuais esprit ils estoient poussez & le mal qui en pouuoit naistre: neantmoins nous auons estimé qu'il estoit fort requis, pour confirmer dauantage les bons en la deuotion & reuerence qu'ils nous doiuent porter, & engarder les plus simples & moins aduisez de se laisser tromper & seduire par les inductions de telles personnes, de rendre claire & apparente nostre intention à vn chacun en ce regard: Pour ce est-il que nous, apres auoir pris vne meure deliberation sur ceste affaire, Auons dit & déclaré, disons & declarons par ces presentes, que nous tenons tous ceux qui vont ainsi par les Prouinces de nostredit Royaume, pour solliciter nos suiets d'entrer en Ligue, affociation & enroollement, & pours'obliger verbalement, ou par escrit, en quelque sorte, & sous quelque pretexte & occasion que ce soit, ou puisse estre, atteints & criminels de leze Maïesté: comme semblablement ceux qui se feroient tant oublier, que d'estre entrez esdites Ligues, enroollemens & obligations. Et neantmoins d'autant que plusieurs auroient pu tomber en telle faute, plustost par simplicité & sans penser nous offenser, que par malice, Nous voulons vser enuers eux de nostre bonté accoustumée. Auons d'abondant dit & déclaré, disons & declarons par

DISCOVRS

SVR L'ENGAGEMENT DE M. LE DVC DE NEVERS
dans le party de la Ligue.



*C'*Est vne espee d'assassinat de'ouvrir des playes qui sont fermées, & de renouueller les douleurs de ceux qui les ont receuës. Je me trouue cependant reduit à la necessité de faire ce que ie condamne, & de retracer dans la memoire de mes Lecteurs, l'Image effroyable de ce monstre, qui desola la France du temps de nos Peres, & qui sous le pretexte specieux de la deffence de la vraye Religion, donna de nouuelles forces à l'heresie, & exposa les peuples à toutes les fureurs de la guerre & du libertinage. L'ordre des memoires, dont ie fais le recueil, me contrains de parler de ce monstre desolateur, c'est à dire de la Ligue; puis que i'y trouue M. de Neuers innocemment engagé, & que ie trahirois la fidelité que ie me suis proposée, si par la consideration que i'ay pour ce Prince, i'estois assez flateur pour supprimer cette partie de ses Memoires. Il est vray que ie ne scaurois iustifier son action. Mais ie puis dire, sans rien dire de faux, qu'il est entré dans la Ligue, sans entrer dans la felonie & dans l'esprit de la Ligue; & que s'il est coupable d'auoir pris vn party qui n'estoit pas celuy de son Roy, il est vn coupable innocent; puis qu'il n'a iamais eu la pensée de tirer l'espee contre luy, ny d'appuyer la rebellion des meschants François. Son zele tout pur, & la consideration toute seule du salut de l'Eglise, l'engagerent parmy les pretendus deffenseurs de la verité. Mais il n'eut pas plustost connu que la Religion n'estoit qu'un pretexte pour eux; & qu'ils asentoient secretement à la liberte, à la vie, & à la Couronne de Henry III. qu'il les abandonna avec indignation: & comme le lecteur verra dans l'aduersissement qu'il fit aux bourgeois de Paris, il prit vne resolution toute noble & toute Chrestienne, qui fut de se banir pour iamais de la France, plustost que de tremper dans les abominables pretentions des Ligueurs. Henry III. qui le connoissoit insques dans le cœur, le sachant de retour de Rome, & ayant appris qu'il n'y auoit esté que pour consulter le Pape sur l'importance d'une affaire aussi delicate, qu'estoit celle de sa conscience & de son honneur, luy fit dire qu'il n'auoit point trouué mauvais tout ce qu'il auoit fait, & qu'estant persuadé qu'il estoit tousiours demeuré fort homme de bien & fort bon François; il ne l'accusoit point des crimes de ceux qui l'auoient trompé. Ce Prince magnanime & debonaire ne se contenta pas d'auoir iustificé de cette maniere les actions de Monsieur de Neuers. Il luy fit offrir ses bonnes graces, & le sollicita par M. le Duc d'Espernon, d'oublier le passé, comme il auoit fait luy mesme, & de venir auprès de sa Maisté reprendre sa place. M. de Neuers fut tellement

soucbé de cet excès de clemence, que sans entrer en negociation avec son Maître, il fut se ietter à ses pieds, & luy faire une Confession generale de ses fautes. Le Roy le reçut avec toute la tendresse qu'il devoit attendre d'un si grand cœur, luy rendit son amitié, sa confiance, & ses emplois; & le confirma dans le Gouvernement de Picardie. Je sçay que les memoires secrets de ce temps-là, nous veulent persuader qu'oultre l'intérêt de la Religion, M. de Neuers avoit esté poussé par un autre puissant motif, à se declarer contre la Court. On rapporte que le juste ressentiment que Madame de Neuers avoit de l'insolence de ces ieunes gens, qu'on appelloit les mignons du Roy, l'avoit portée à detacher son mary du service du Roy, & à se vanger par les armes, de l'injure qu'elle avoit reçue. Cela peut estre vray. Cela peut estre faux. Mais sans entrer dans des intrigues qui ne peuvent estre bien demeslées, ie laisse croire au Lecteur ce qu'il voudra; & luy donne la protestation que M. de Neuers fit en entrant dans le party, qu'on appelloit le party des Catholiques, sous l'autorité du Cardinal de Bourbon.

Il la dressa luy mesme dès l'année 1584. & l'ayant signée & scellée du sceau de ses armes, il la deposa entre les mains de l'Evesque de Neuers, & le pria de la luy conserver comme la chose la plus precieuse qu'il eust au monde. Ce despoit fut gardé par ce Prelat, avec tout le soin qu'il meritoit, & rendu à M. de Neuers, au commencement de l'an 1586. lors que la bonté de Henry troisieme eust ietté ce Prince dans la bien-heureuse necessité de renoncer à la Ligue, & de consacrer tout le reste de sa vie & toute sa fortune, au service d'un Roy si genereux & si digne d'estre aimé.

Le Lecteur trouvera bon que ie joigne à la protestation de M. de Neuers, les memoires particuliers que j'ay recueillis sur le sujet de la Ligue; afin que nous sortions tous à la fois d'une matiere si odieuse, & qu'il s'instruisse tous d'une veüe, des choses qui luy peuvent servir, pour ne pas tomber dans l'aveuglement de ses Peres.

PROTESTATION DE HAVT ET PVISSANT PRINCE

*Ludovic de Gonzague, Prince de Mantouë, Duc de Nivernois, de Re-
thelois, & de Cleves, Pair de France, Lieutenant general des
armées du Roy, &c.*

NOUS Ludovic de Gonzague, Prince de Mantouë, Duc & Pair de France, jurons & protestons deuant Dieu & deuant les hommes, que nul esprit de reuolte, d'ambition, ny de vangeance ne nous a fait entrer dans la Ligue faite du consentement du Roy, par les Princes & les autres Catholiques de ce Royaume, ny signer l'acte qui nous en a esté ce iourd'huy présenté de la part de M. le Cardinal de Bourbon. Nous attestons sur nostre foy, nostre ame, nostre salut, nostre honneur & nostre vie, que nous n'auons autre veüe ny autre fin dans l'union que nous entendons garder avec ledit sieur Cardinal & les ASSO-

ciez, que la conseruation de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, la manutention des priuileges & des Loix de l'Eglise, l'extirpation des Heretiques, & l'exclusion de tout Prince heretique, qui à l'aduenir, ce que Dieu ne veuille, croira auoir droit de pretendre à la premiere Couronne de la Chrestienté. Nous declarons aussi sous les mesmes protestations, que nous sommes, & voulons viure & mourir fideles & loyaux seruiteurs du Roy, nostre souuerain Seigneur. Que nous renonçons à toute association & ligue qui seront suspectes, & contraires à l'autorité de sa Maiesté, au repos public, aux ordres establis dans le Royaume, aux Loix fondamentales de l'Estat, & qui pourront fauoriser la nomination, ou la destination de tous Princes, que la Nature, le sang, la Loy Salique, & l'establissement de la Monarchie n'appellent pas directement à la succession de la Couronne. Voulons que tous sçachent que nous faisons, & faisons faire tous les iours des prieres particulieres & publiques, pour la conseruation & le regne de nostre Roy, pour demander à Dieu, en nostre nom & en celuy de tous les François, des enfans à sa Maiesté, à ce que l'illustre Maison de Valois puisse estre assise sur le Throïne iusques à la consommation des siecles, estant tous prests de respendre iusqu'à la derniere goutte de nostre sang pour la manutention de son autorité, & ne voulant ny n'entendant nous en départir iamais, pour peines, dangers, menaces ny perte de nostre personne, de nostre vie, & de nos biens, où nous nous trouuions engagez.

Mais nous prorestons en mesme temps, & le signerons de nôtre sang toutes fois & quand que nous en serons requis, que nous ne reconnoissons iamais dans quelque extremité où nous nous trouuions reduits, pour nostre Prince & nostre Roy legitime, aucun Prince Heretique, & faisant profession d'autre creance que de la Catholique, Apostolique & Romaine. promettons de luy faire la guerre iusqu'à la mort, & d'employer nos biens, nos forces, & nos vies, pour avec tout le reste des Catholiques Romains, nous opposer aux desseins pernicioeux de l'heresie, dont il sera le defendeur. Et quand il arriuera que nous demeurerons seuls dans cette iuste resolution, nous sommes prests de mourir l'espée à la main au pied des Autels, & de nous enseuelir sous leurs ruines, plustost que de consentir lâchement à leur desolation, & d'apporter le moindre consentement à l'introduction des Sectes de Luther & de Calvin dans la Royauté. Ainsi Dieu nous pardonne nos fautes & nous aye en sa protection principale, comme nous auons dans le cœur ce que nous promettons par la presente protestation, que nous auons signée, selon nostre maniere accoustumée, & scellée de nostre propre main, du sceau de nos armes. A Paris le quinziésme iour de Decembre 1584.



MEMOIRE TROVVE' ENTRE CEUX DE MONSIEVR
le Duc de Nevers.

EN l'an mil cinq cens quatre-vingt cinq le Roy Henry III. se vit combatu de deux grandes factions en son Royaume, qui le pressoient tellement, qu'il eut de la peine à contenter l'une & l'autre.

Ceux de la Ligue ayant fait amas de quelques gens de guerre, Monsieur de Guise vint à Peronne, assisté de nombre de cavalerie, où il trouva le Cardinal de Bourbon, qui y avoit fait dresser la Declaration seditionneuse, qu'il envoya en mesme temps au Roy. Le Duc le mena à Châlons sur Marne, avec toutes sortes de promesses, de soumissions & de flateries. Cependant il travailloit à son accommodement avec le Roy, & luy fit dire, par personnes interposées, que facilement le Cardinal de Bourbon & les autres Princes vnis s'accorderoient avec luy, s'ils voyoient quelques honestes moyens de se tirer d'affaires. Le Roy aussi tost pria la Reine sa Mere de vouloir prendre cette peine de traiter avec le Cardinal de Bourbon & ses adherans. Ce qu'elle accepta tres-volontiers, & pour ne point perdre de temps, partit aussitost de Paris, & mena avec elle les sieurs de Lansac, Brissard Secrétaire d'Etat, & l'Archevesque de Lyon. Elle voulut mener le sieur de Villeroy, mais il s'en excusa. Espernay fut choisi comme un lieu propre pour la Conference. La Reine y vint avec une grande suite, & les liguez avec toutes leurs troupes, pour faire paroistre ce qu'ils pouvoient. Le Roy avoit dit à la Reine sa Mere, qu'il vouloit qu'elle les obligeast à mettre les armes bas avant que de traiter avec eux. Elle le leur proposa. Mais ils la refuserent, disant qu'ils perdroient plustost la vie que de quitter les armes, avant qu'il y eust un Edit contre les heretiques, publié en toutes les Cours de Parlement.

D'autre costé, le Roy de Navarre avoit ses Agens près du Roy, qui le pressoient de ne rien faire contre sa parole & la foy donnée. Monsieur d'Espernon les favorisoit, pour l'envie qu'il portoit à l'avancement de ceux de Guise, qui semoient parmy le peuple plusieurs discours contre les uns & les autres. Ces libelles furent cause que le Roy de Navarre publia un escrit à Bergerac, respondant à toutes les calomnies de ses ennemis. Il fut présenté au Roy par ses Agens le 29. Juin, & publié à Paris. Les Princes liguez, qui estoient à Châlons, presenterent en mesme temps un escrit au Roy, signé du Cardinal de Bourbon, par lequel il demandoit en son nom & en celui de ses associez, qu'il fust fait un Edit, portant defense de faire exercice d'autre Religion que de la Catholique, Apostolique & Romaine; Que ceux de la Religion pretendue reformée seroient declarez incapables de tenir Office; Que l'Edit seroit publié aux Parlemens, & observé suivant le serment fait par sa Majesté à son Sacre; Que les villes que tenoient ceux de la Religion leur seroient ostées, de

gré ou de force ; Que le Roy renonceroit à la protection de Geneve , & qu'avec ses forces & celles des liguez , il executeroit cét Edit. En ee faisant, ils declarerent qu'ils se departiroient de la poursuite qu'ils faisoient d'avoir des villes de seureté pour eux, & pour ceux de leur party , & qu'ils estoient prests de remettre entre les mains du Roy toutes leurs Charges & tous leurs Offices.

Le Roy se voyant pressé par ces gens qui avoient les armes à la main, & qui disoient le pouvoir contraindre à de si iustes demandes , & qui voyoit que ceux qui le conseilloyent avoient perdu courage, transféra le lieu de la Conference à Nemours, où Monsieur d'Espetnon arriva, & fut cette Conference conclüe en ee lieu le 7. Juillet.

Le Roy de Navarre eut incontinent aduis de l'issuë de cette Conference. Il écrivit au Roy fort aigrement , contre ceux de Guise, il declare qu'il estoit prest de luy remettre tous ses Gouvernemens, pourveu que ses ennemis en fissent de mesme : & mettant bas sa qualité, adiouste, qu'il estoit fort aisé de vider ce different par vn combat de luy & du Duc de Guise, bien qu'il ne fût pas de sa qualité.

Ces lettres furent présentées, la Conference finie. L'Edit fut incontinent dressé, par lequel l'exercice de toute autre Religion que de la Catholique, Apostolique & Romaine fut interdit en ee Royaume, sous peine de la vie à ceux qui y contreviendroient. Que ceux de la Religion se retireroient dans six mois, pendant lesquels ils pourroient vendre leurs biens meubles & immeubles. Ceux qui estoient aux Charges, ostez, & les Chambres de l'Edit abolies. Et de plus, le Roy declare qu'il oublie toutes ce qui avoit esté fait par les Princes liguez, tant dedans que dehors le Royaume. Que toutefois il veut croire que ce qui a esté fait par eux, a esté fait par zele de Religion, & pour sa conservation.

Pour faire publier cet Edit, le Roy vint au Parlement le 28. iour de Juillet, & voulut que ce fust en robes rouges, contre l'ordinaire. Ce qui fut estimé de mauvais presage, & qu'il y avoit de l'animosité contre les instigateurs de cette Declaration.

L'Edit passa sans resistance d'aucun, non pas d'un seul mot. Le peuple fit de grandes acclamations au Roy au sortir du Palais.

Outre l'Edit, il y eut quelques articles secrets, par lesquels à l'exemple des Protestans, les liguez eurent quelques villes de seureté, dont les garnisons devoient estre entretenues aux despens du Roy ; à sçavoir Chalons & saint Disier en Champagne, Soissons en l'Isle de France, Rheims en Vermandois, le Saint Esprit, Dinan & Conches en Bretagne, & en Bourgogne Dijon & Beaune, & de plus Toul & Verdun, où seroit bastie une citadelle aux despens du Roy. Et qu'il bailleroit vingt mille escus au Duc de Guise pour le payement des troupes estrangeres qu'il avoit fait venir en France.

Après cela le Roy de Navarre, le Prince de Condé & le Maréchal de Montmorency (depuis Connestable) Lieutenant pour le Roy en

Languedoc, publient vn manifeste contre ceux de Guise, qui auoient fait leur possible pour attirer avec eux le Marechal de Montmorency, parce qu'il estoit Catholique.

Par ce manifeste ils protestoient de la violence de leurs ennemis, de testoitent la ligue de ceux de Guise, disant qu'elle estoit pour miner l'Estat, & qu'ils estoient prests de se deffendre par armes contre leurs entreprises, & qu'il les falloit traiter comme criminels de leze Maiesté.

Le Marechal de Montmorency se retira en son Gouuernement. Le Roy de Nauarre & le Prince de Condé en Guyenne pour mettre ordre à ses affaires.

Le Roy faisoit ses preparatifs de guerre. Et voyant qu'il auoit besoin de grandes sommes de deniers pour fournir aux fraix qui accompagnent la guerre, manda au Louure le premier & second Presidens du Parlement, le Preuost des Marchands, & le Doyen Segurier: où apres leur auoir fait vn long discours de ses affaires, & de l'Edit nouuellement publié, leur representa ses necessitez: & s'adressant à eux en particulier, dit à Monsieur de Harlay, le louële consentement que vous & vos collegues auez apporté à la publication de mon Edit. Mais il faut que vous vous resoluiez à ne plus receuoir vos gages, & la guerre commencée, j'auray les oreilles bouchées à vos plaintes pour ce regard. Pour vous, Preuost des Marchands, ie vous en dis autant, pour ce qui est des Rentres sur la ville, & vous commande d'assembler demain matin la Ville, & dire le besoin que j'ay d'auoir de l'argent. Et pour les grandes rejoyssances que le peuple montre auoir pour la publication de l'Edit, que j'ay besoin de deux cent mille escus presentement, que j'entends estre pris sur eux, car ie sçay que pour soustenir la guerre il me faut quatre cens mille escus par mois. Et se retournant vers le Cardinal de Guise, dit comme en colere, qu'il en attendoit autant du Clergé, sans le consentement du Pape, dont il n'auoit que faire, la guerre estant pour la Religion, & les Ecclesiastiques en estans les principaux instigateurs.

Le Roy ayant finy, le premier President, & ceux à qui il auoit parlé, voulurent repliquer: mais il leur dit, le n'ay plus que faire de paroles. Il faut voir des effets. Ie vois bien, adiouta-t'il, qu'il vous est plus aisé de publier la guerre que de la faire. Comme ils vouloient reprendre la parole, le Roy se fâcha, & dit, Il estoit plus à propos de conseruer la paix que j'auois donnée à mon peuple, que de la violer au preiudice de ceux que l'on veut perdre, & qui sont en estat de la donner possible plustost que de l'accepter d'autres.

Ceux de la Ligue le voyant craintif, & le decriant comme tel, quoy qu'il eust parlé en Prince sage, semerent parmy le peuple qu'il auoit changé d'auis, & qu'il auoit peur. Aussi le peuple fut comme de coustume, commença à le mespriser ouuertement. Le Roy voyant qu'il auoit comme manqué de parole au Roy de Nauarre, pour ce suiet enuoya vers luy à Nerac le Cardinal de Lenoncourt, le sieur de Poigny & le President
Bruillard,

Bruslard, pour luy tesmoigner ses bonnes intentions, & luy dire au long ce qui s'estoit passé en cette affaire.

DECLARATION DES CAUSES QUI ONT MEV MONSEIGNEUR le Cardinal de Bourbon, & les Princes, Pairs, Seigneurs, villes & Communautés Catholiques de ce Royaume de France, de s'opposer à ceux qui par tous moyens, s'efforcent de subvertir la Religion Catholique, & tout l'Estat.

AV nom de Dieu tout-puissant, Roy des Rois, soit manifesté à tous, qu'ayant la France depuis vingt-quatre ans esté tourmentée d'une pestilente sedition, meüe pour subvertir l'ancienne Religion de nos peres, qui est le plus fort lien de l'Estat; il y a esté appliqué des remedes, lesquels, contre l'esperance de leurs Maiestez, se sont reconnus plus propres à esmouvoir le mal, qu'à l'esteindre; qui n'ont eu de paix que le nom, & n'ont estably le repos que pour ceux qui l'auoient troublé, laissant les gens de bien scandalisez en leurs ames, & interessez en leurs biens.

Et au lieu du remede qu'auec le temps on pouuoit esperer à ces maux, Dieu a permis que les derniers Rois sont morts ieunes, sans laisser iusques icy aucuns enfans habiles à succeder à cette Couronne; & ne luy en a plu encore, au grand regret de tous les gens de bien, donner au Roy qui maintenant regne, dont les bons suiets n'ont obmis, comme ils n'obmettront leurs plus affectionnées prieres, pour en obtenir de la bonté de nostre Dieu: de sorte qu'estant demeuré seul de tant d'enfans que Dieu auoit donnés au feu Roy Henry; il est trop à craindre (ce que Dieu ne veuille) que cette maison s'en aille par nostre malheur, esteinte, sans aucune esperance d'auoir lignée, & qu'à l'establissement d'un successeur à l'Estat Royal, il n'aduienne de grands troubles par toute la Chrestienté, & peut-estre la totale subuersion de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, en ce Royaume tres-Chrestien, auquel'on ne souffrira iamais regner vn heretique; attendu que les suiets ne sont tenus de reconnoistre ny soutenir la domination d'un Prince deuoyé de la foy Catholique, & relaps; estant le premier serment que fassent nos Rois, lors que l'on leur met la Couronne sur la teste, de maintenir la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, sous lequel serment ils reçoient celuy de fidelité de leurs suiets, & non autrement.

Toutes fois depuis la mort de feu M. le Frere du Roy, les pretentions de ceux qui par profession publique se sont touïours monstrez persecuteurs de l'Eglise Catholique, ont esté tellement appuyées & fauorisées, qu'il est grandement requis d'y donner prompt & sage prouision; afin d'euiter les inconueniens trop apparens, dont les calamitez sont desia conuës à

rous, les remedes à peu, & la façon de les appliquer presque à personne.

Et d'autant plus qu'on peut assez iuger par les grands preparatifs & les pratiques qui se font par tout, & par les leuées de gens de guerre, tant dedans que dehors le Royaume, & la retention des villes & places fortes qui deuoient desia dès long-temps auoir esté remises entre les mains du Roy, que nous sommes fort proches de l'effet de leurs mauuaises intentions : estant bien certain qu'ils ont depuis peu de temps enuoyé pratiquer les Princes Protestans d'Allemagne pour auoir des forces, afin d'opprimer les gens de bien tout à leur-aïse : comme aussi leur dessein n'est autre que de se saisir & s'asseurer des moyens nécessaires pour renuerser la Religion Catholique ; qui est l'interest commun de tous, principalement des grands, qui ont cet honneur de tenir les premieres & principales charges & dignitez de ce Royaume, lesquels ils se sont efforcé de miner du viuant du Roy mesme, & sous son auctorité, afin que n'y ayant plus personne qui à l'aduenir se puisse opposer à leurs volonrez, il soit plus aisé de faire le changement qu'on prepare à la Religion Catholique, pour s'enrichir du patrimoine del'Eglise, suiuant l'exemple de ce qui a esté fait en Angleterre.

Mesme, que chacun connoit assez & voit à l'œil les deportemens & actions d'aucuns, qui s'estant glissez en l'amitié du Roy nostre Prince souuerain, la Maïesté duquel nous a tousiours esté & sera sainte & sacrée, se sont saisis de son autorité, & pour se maintenir en la grandeur qu'ils ont vsurpée, fauorisent & procurent par tous moyens l'effet des susdites pretentions, & ont eu la hardiesse de pouuoir éloigner du Roy non seulement les Princes & la Noblesse ; mais tout ce qu'il a de plus proche, n'y donnant accez qu'à ce qui est d'eux.

A quoy ils ont desia tant auancé, qu'il n'y a plus personne qui ait part en la conduite & administration de l'Estat, ou qui exerce entierement sa charge. Les vns ont esté dépouillees du titre de leur dignité : les autres du pouuoir & fonction, encore que le nom vain & imaginaiere leur soit demeuré.

Aussi a esté fait le semblable à l'endroit de plusieurs Gouverneurs de Prouinces, Capitaines des places fortes & autres Officiers, lesquels on a forcé de quitter & remettre leurs charges ; moyennant quelque recompense de deniers qu'ils ont receuë contte leur gré & volonté, pource qu'ils n'osoient refuser ceux qui auoient pouuoir de les y contraindre. Exemple nouueau, & non pratiqué iamais en ce Royaume, d'oster par argent les charges à ceux auxquels elles auoient esté données en recompense de leur vertu & de leur fidelité. Par ces moyens se sont rendus maistres des armées de mer & de terre, & essaye-on tous les iours de faire le semblable aux autres qui en sont pourueus : si bien qu'il n'y a plus personne qui se puisse asseurer, & qui ne soit en crainte qu'on luy rauisse & oste des mains sa charge : combien que luy ayant esté don

née pour son merite, ils n'en doiuent estre depouillees par les loix de ce Royaume, par quelque iuste & raisonnable consideration, ou qu'il faille en chose qui en depend, & qu'il soit connu en iustice de la faute.

Ils ont aussi tiré à eux tout l'or & l'argent des coffres du Roy, auxquels ils font mettre les plus clairs deniers des receptes generales pour leur profit particulier, & tiennent à leur deuotion tous les gros partis, & ceux qui les manient, qui sont les vrais chemins pour disposer de cette Couronne, & la mettre sur la teste de qui bon leur semblera.

Et pour leur auarice est aduenü, qu'abusant de la facilité des suiets, on s'est peu à peu desbordé à plus griefue surcharge, non seulement égale à celle que la calamité de la guerre auroit introduite, de laquelle il n'a rien esté remis en la paix, mais à infinies autres oppressions naissantes de iour en iour, à l'appetit de leurs volontez dereglées.

Il auoit apparu quelque rayon d'esperance, quand sur les frequentes plaintes & clameurs de tout le Royaume, on publia la conuocation des Estats generaux à Blois, qui est l'ancien remede des playes domestiques, & comme vne conference avec les Princes & les suiets, pour venir ensemble à compte de la deuë obeissance d'une part, & deuë conseruation d'autre, toutes deux iurées, toutes deux nées avec le nom Royal & regle fondamentale de l'Estat de France. Mais de cette chere & penible entreprise il ne reste rien, sinon l'authorisation des mauuais Conseils d'aucuns, qui se faignant bons politiques, estoient en effet tres-mal affectionnez au seruice de Dieu & au bien de l'Estat, lesquels ne s'estant pas contentez de ietter le Roy de son naturel tres-enclin à la pieté, hors de la tres-sainte & vtile deliberation, qu'à la tres-haute requête de tous ses suiets il auoit faite, de réunir tous ses suiets à vne seule Religion Catholique, Apostolique & Romaine, afin de les faire viure en l'ancienne pieté, avec laquelle le Royaume auoit esté estably, s'estoit conserué, & depuis accreu iusqu'à estre le plus puissant de la Chrestienté (ce qui se pouuoit alors executer sans peril, & presque sans resistance) luy auroient au contraire persuadé, qu'il est necessaire pour son seruice, d'affoiblir & diminuer l'authorité des Princes & Seigneurs Catholiques, qui avec grand zele auoient souuent hazardé leurs vies en combatant sous ses enseignes pour la deffence de ladite Religion Catholique: comme si la reputation qu'ils auoient acquise par leur vertu & par leur fidelité, les eust deü rendre suspects au lieu de les faire honorer;

Aussi l'abus qui auoit pris son progresz pied à pied, est depuis tombé comme vn torrent en precipice d'une si violente sorte, que le pauvre Royaume se trouue sur le point d'en estre bien-tost accablé, sans guerres d'esperance de salut. Car l'Ordre Ecclesiastique, quelques belles assemblees & iustes remonstrances qu'ils ayent sceu faire, est auourd'huy opprimé de decimes & de subuentions extraordinaires, outre le mespris des choses sacrées de la sainte Eglise de Dieu, en laquelle desor-

mais tout est rollu, la Noblesse auiliée & vilainée tous les iours, & foulée miserablement de daces & indeuës exactions, qu'elle paye malgré elle, si elle veut soustenir sa vie, c'est à dire boire & manger, & visiter les villes, les Officiers Royaux & le menu peuple serrez de si près par la frequency des nouuelles impositions, qu'on appelle inuentions, qu'il ne reste plus rien à inuenter, sinon le seul moyen d'y donner vn bon ordre.

Pour ces iustes considerations, Nous Charles de Bourbon, premier Prince du sang, à qui il touche de plus près de prendre en sauuegarde & protection la Religion Catholique en ce Royaume, & la conseruation des bons & loyaux seruiteurs de sa Maiesté & de l'Estat, assisté des Princes, Cardinaux, Pairs, Prelats, Officiers de la Couronne, gouuerneurs des Prouinces, Seigneurs, Gentilshommes, Capitaines, villes, & autres faisant la meilleure & plus saine partie de ce Royaume, apres auoir sagement pesé le motif de cettere entreprise, & en auoir pris l'aduiz tant de nos bons amis tres-affectionnez au bien & repos de ce Royaume, que de gens de sçauoir & craignants Dieu, que nous ne voudrions offencer en cecy pour rien du monde; DECLARONS auoir iuré tous & saintement promis, de tenir la main forte & armée, à ce que la sainte Eglise soit reintégrée en sa dignité & en la vraye & seule religion Catholique: Que la Noblesse iouisse, comme elle doit, de sa franchise toute entiere, & le peuple soit soulagé; les nouuelles impositions abolies, & toutes cruës ostées depuis le Regne du Roy Charles ix. que Dieu absolue: Que les Parlemens soient remis en la plenitude de leur connoissance, & en leur entiere souueraineté de leurs iugemens, chacun en son ressort, & tous suiets du royaume mainenus en leurs gouuernemens, charges & offices, sans qu'on les puisse oster, sinon en tous cas des anciens establissemens, & par iugement des luges ordinaires ressortissans au Parlement: Que tous deniers qui se leueront sur le peuple, soient employez à la deffence du Royaume, & à l'effet auquel ils sont destinez; & que desormais les Estats generaux soient libres & sans aucune pratique, toutes fois que les affaires le requereront, avec entiere libreté à chacun d'y faire ses plaintes, ausqueilles n'aura esté deuëment pourueu.

Ces choses, & autres qui seront plus particulièrement deffenduës, sont les sujets & argumens de l'Assemblée en armes, qui se fait pour la restauration de la France, manutention des bons, & penition des mauuais, & pour la seureté des personnes que l'on a tasché souuentefois, & mesmes encore depuis peu de iours par secrettes conspirations, d'accabler & du tout ruiner, comme si la seureté de l'Estat dependoit de la ruine des bons, & de ceux qui ont si souuent hasardé leurs vies pour le conseruer; ne nous restant plus pour nous garantir du mal, & destourner le cousteau qui est déjà sur nos testes, sinon de recourir aux remedes qu'auons tousiours en horreur, qui sont excusables & doiuent estre te-

nus iustes, quand ils sont iustes & autorisez; & desquels ne nous voudrions à present aider, pour le seul peril de nos vies, si la ruine de la Religion Catholique en ce Royaume, & de l'Estat d'iceluy, n'y estoient inseparablement attachez & joints, pour la conseruation desquels nous ne craindrions iamais aucuns dangers, estimant ne pouuoir auoir vn plus honorable tombeau, que de mourir pour vne si sainte & iuste querelle; & pour nous acquitter du deuoir & obligation qu'auons comme bons Chrestiens au seruice de Dieu, & d'empescher aussi, comme bons & fideles sujets, la dissipation de l'Estat, qui suit volontiers tels changemens. Promertant & protestant que ce n'est contre le Roy nostre souuerain Seigneur, que prenons les armes; ains pour la desense & tuition de sa personne, de sa vie, & de son Estat, pour lequel nous iurons & promettons tous exposer nos vies iusqu'à la derniere goutte de nostre sang, avec pareille fidelité qu'auons fait par le passé, & de poser les armes aussi-tost qu'il aura plu à sa Majesté faire cesser le peril qui menace la ruine du seruice de Dieu, & de tous les gens de bien. Ce que nous le supplions tres humblement vouloir faire au plustost tesmoignage à chacun par vray & bon effet, qu'il est vraiment Roy Tres-Chrestien, ayant la crainte de Dieu, & le zeile de la Religion empreinte en son ame, ainsi que nous l'auons tousiours connu, & comme bon pere & Roy, en la conseruation de ses sujets. En quoy faisant sa Maieité, sera d'autant plus obeye, reconnuë & honorée de nous & de tous ses autres sujets. Ce que nous desirons sur toutes les choses du monde.

Et combien que ce ne soit chose elloignée de raison, que le Roy fust requis de pouruoir à ce que durant & apres sa vie, le peuple commis en sa charge, ne fût diuisé en factions & partialitez pour le differend de la succession; si est-ce que nous sommes si peu émeus de telle consideration, que la calomnie de ceux qui nous le reprochent, ne se trouuera soutenuë d'aucun fondement. Car outre que les loix de ce Royaume sont assez claires & reconnuës encore par dessus, les hasards ausquels nous Cardinal de Bourbon nous iettons en nos vieux iours & demierage, sont assez preuve que nous ne sommes enflés de telle vanité & esperance, mais poussez seulement du vray zeile de la Religion, qui nous fait pretendre part à vn Royaume plus asseuré, & duquel la jouissance est plus durable, & de plus longue durée.

Nostre intention estant telle, supplions tous ensemble tres-humblement la Reine Mere du Roy, nostre tres-honorée Dame, sans la sagesse & prudence de laquelle ce Royaume seroit pieça dissipé & perau, pour le fidele rémoignage qu'elle peut, veut, & doit rendre de nos grands serui-ces, mesme en particulier de nous Cardinal de Bourbon, qui l'auons tousiours honorée, seruië & assistée en ses plus grandes affaires, sans y espargner nos vies, parens, amis & biens, pour avec elle fortifier le party du Roy & de la Religion Catholique; & ne nous vouloir au coup abandonner; mais d'y employer tout le credit que ses peines & labo-

rieux travaux luy deueroient iustement attribuer ; & que ses ennemis luy pourroient auoir fidellement rauy d'auprez du Roy son fils.

Supplions aussi tous les Princes, Pairs de France, Officiers de la Couronne, personnes Ecclesiastiques, Seigneurs & Gentilshommes, & autres, de quelque qualité qu'ils soient, qui ne se sont joints encore avec nous, de nous vouloir assister & aider de leurs moyens à l'exécution d'un si bon & si saint œuvre, exhortant toutes les villes & Communautés, autant qu'elles aiment leur conseruation, de iuger sainement de nos intentions, de reconnoistre le soulagement & repos qui leur en peut reuenir en leurs affaires, tant publiques que domestiques, & mettre la main à cette bonne entreprise, qui ne sçauroit que prospérer avec la grace de Dieu, à qui nous referons toutes choses : ou du moins si leurs aduis & résolutions ne se pouuoient si tost rapporter en un, comme le Conseil soit composé de plusieurs, nous les admonestons d'auoir l'œil à leurs choses propres ; & cependant ne se laisser enuahir à personne par ceux qui par quelque sinistre interpretation de nos volontez, se voudroient emparer de leurs dites villes, & en y mettant garnison de gens de guerre, les reduire aux mesmes seruitudes que sont les autres Villes par eux occupées.

Declarons à tous que n'entendons user d'aucun acte d'hostilité, que contre qui, avec les armes, se voudroit opposer à nous, ou par autres moyens in deus fauoriser nos aduersaires, qui cherchent à ruiner l'Eglise, & dissiper l'Estat, & asseurons vn chacun que nos armes saintes & iustes ne feront foule, ne oppresse à personne, soit pour le passage ou demeure en quelque lieu que ce soit ; ains viuront avec bon Reglement, & ne prendront rien sans payer : receurons avec nous tous les bons qui auront zele à l'honneur de Dieu & de la sainte Eglise, & au bien & reputation de la Chrestienne nation François : sous protestation neantmoins de ne poser iamais les armes jusqu'à l'entiere execution des choses susdites, & plustost y mourir tous de bon cœur, avec desir d'estre amoncelés en vne sepulture consacrée aux derniers François morts en armes pour la cause de Dieu & de leur patrie.

Enfin, d'autant qu'il faut que tout nostre aide vienne de Dieu ; nous prions tous les vrais Catholiques, de se mettre avec nous en bon estat, se reconciliant avec la Diuine Maiesté, par vne entiere reformation de leur vie, afin d'appaiser son ire, en l'inuoquant en pureté de conscience, tant par prieres publiques & Processions saintes, que par deuotions priuées & particulieres, afin que toutes nos actions soient referées en l'honneur & gloire de celuy qui est le Dieu des Armées, & de qui nous attendons toute nostre force & plus certain appuy. Donné à Petrone le dernier iour de Mars 1585. Signé CHARLES, Cardinal de Bourbon.

*LISTE DES NOMS DES CHEFS DE LA LIGVE,
mise à la teste de la Declaration de M. le Cardinal de Bourbon.*

LE Pape.
Les Cardinaux de Bourbon, de Lorraine, de Guise, de Vaudemont,
de Vandosme.
L'Empereur & Princes de la Maison d'Autriche en Allemagne.
Le Roy d'Espagne, & les siens.
Le Prince d'Escoffe.
Le Grand-Maistre de Malthe.
La Seigneurie de Venise.
La Republique de Gennes & de Lucques.
Le Grand Duc de Florence.
Les Ducs de Lorraine & de Guise, Lieutenans Generaux de ladite Ligue.
Les Ducs de Mayenne, de Mercure, d'Aumale, d'Elbeuf, de Nevers, de
Savoye, de Ferrare, de Nemours, de Cleves, de Parme, & autres,
iusques aux Euefques de Cologne & de Mayence.

*Au dessous de ces mots, ces lignes sont escrites par quelque homme de bien, &
bon seruiseur du Roy Henry III.*

Miserable Ligueur, tu tasches de fortifier ta rebellion par la com-
plicité de tant de noms illustres. Mais ces Princes sont trop sa-
ges & trop interessez en la cause du Roy, pour appuyer effectiuellement
tarage & ta felonie. Mais quand bien ils seroient assez aueugles & assez
ambitieux pour en venir à cet excez, sçache que plus tu opposeras d'en-
nemis à nostre Roy, & plus tu luy acquerreras de gloire. Car la iustice
de sa cause & sa valeur, le feront triompher de tous ceux qui seront assez
injustes pour vouloir vsurper son bien.

*LETTRE DE MONSIEVR LE DVC DE GVISE,
à Monsieur le Duc de Nevers.*

I'Ay receu vostre depesche, & vous supplie me pardonner si ie ne
vous fais que ce petit mot, pour le sujet que le porteur vous dira de la
halte que j'ay. l'eusse enuoyé sans la mort du Pape, & ne peut-on at-
tendre de là qu'une si longue resolution, que l'effets'en rendroit inuti-
le. l'espere que cela vous fera haster à vne si sainte resolution, où déjà
ce que vous pouuez aimer est embarqué. Je supplie à Dieu qu'il vous en
donne, & à nous, la grace Nous pouuons dire qu'euidemment il fauorise
nos desseins, veu les bonnes nouuelles qu'à toute heure nous receuons,

ne nous ayant manqué vn seul de nos partisans. Vous auez entendu comme la Chastre s'est remis auec nous, plus embarqué que nul autre. Tenez moy en vostre bonne grace, comme la personne du monde qui vous honore le plus. Je vous baise les mains tres-humblement. De Chaalons ce vingt-vnième May 1585.

*LETTRE DV CARDINAL DE BOVRBON,
à Madame de Nevers.*

MA Nièce, J'ay eu vne tres-grande joye d'auoir receu ce que Monsieur vostre mary m'a escrit, de la bonne volonré qu'il me porte. Je sçay bien que vous n'y estes pas contraire, dont ie vous baise les mains à rous deux. Nostre querelle est pour l'honneur de Dieu, encore que la plus-part pensent que c'est pour nostre ambirion. Je vous diray qu'on verra, s'il plaist à Dieu, la plus belle armée qu'on air veu il y a cinq cent ans en ce Royaume, & nous esperons que Dieu nous fera cette grace, de nous y assister. La Reine nous parle de la paix; mais nous demandons tant de choses pour le bien de nostre Religion, que ie crains qu'on n'accorde pas nos demandes. Cependant nous auons ranr de moyens auec la grace de Dieu, que j'espere qu'il n'y aura plus qu'une Religion en ce Royaume, qui sera la vraye Catholique. Ce present porteur vous en decouurira dauantage, & vous dira de nos nouuelles; vous assurant, que vous auez, Monsieur vostre mary & vous, route puissance sur moy, desirant infiniment d'estre maintenu en vos bonnes graces: priant Dieu; ma Nièce, de vous donner ce que vous desirez. De Chaalons ce vingt-troisième May 1585.

*Vostre tres humble Oncle à vous faire seruire,
CHARLES, Cardinal de Bourbon.*

*LETTRE DE MONSIEVR DE GVISE,
à Monsieur de Nevers.*

IE vous diray par ce mot, que nos affaires vont tousiours de mieux en mieux; Schombert ayant pris nostre party, auec mille belles promesses & assurances, & a donné sa foy pour eér effer. Les autres Marchands de sa nation sont prests, tout ainli que vous l'auiez mandé; Je croy que vos voisins auront parlé à vous. Je vous supplieray de les haster, & me faire sçauoir l'ordre que vous auez donné à vos lances du long de Meuse. Cela importe fort: & pour conclusion, ie vous baise les mains, & vous diray encore ce coup que ce que ie vous ay écrit par ma dernière, de rebrouïller nostre sang, ne me partira iamais de l'ame, si vous le desirez comme moy, qui vous baise les mains. Je m'en vay doucement à Châlons, & là ie donneray de belles paroles pour entretenir, & me tiendray clos & couuert.

DE LUY AV MESME.

IE viens toute à cette heure d'estre aduerty, que le pauvre la Rochette fut hier pris, & mené en diligence à Paris, qui est vn malheur extrême pour nos amis, ausquels il a parlé. Je vous supplie tres humblement d'y vouloir ineontinent songer, de peur que soudain l'on le contraigne à dire ce qu'il sçait, & ce qu'il ne sçait point. Il y faut vne tres-soudaine resolution; car le Courier voleroit de tous costez. Vostre sortie est longue. Soyex bien aduerty de Paris, & considerez bien en quels termes vous en estes. Je croy que Dieu fait tout pour nous contraindre à ne nous pas abandonner; car il ne faut pas douter qu'il se faut conseruer, & ce qui sera mandé par tout où vous allez. Le petit Cardinal est party de sa Maison, & sera apres demain à Perronne. Dieu vous donne vne bonne resolution, pour vous preseruer vous & vos enfans. De Rheims ce 30. Mars, à minuit, 1585.

DE LOVIS, CARDINAL DE GVISE,
au Duc de Nevers.

IE suis en vne extrême peine de la prise de la Rochette, pour auoir negocié avec infinies personnes, & sçauoir comme toutes choses se passent. Je crains qu'ils ne le fassent parler, & ie vous supplie tres-humblement d'y penser; car il n'ignore de rien, comme vous sçauex. Il est besoin que tous ceux à qui il a parlé, se resoluent à croire que tout est perdu pour eux. Au reste, Monsieur, tout va à souhait icy, comme ie croy que mon aîné vous fait entendre; ce qui m'empeschera d'yser de redire. Je vous baise treshumblement les mains.

S'il est licite aux sujets d'un Prince Chrestien de prendre les armes à leur volonté simple & sans auoir par escrit permission du Pape, pour extirper les Heretiques qui sont en ce pays; attendu que le Prince ne tient compte de les chastier, comme il pourroit, & doit faire, & que lesdits trois Estats de sondit pays l'en ont supplié & requis: & cela estant permis, sçauoir si aduenant que ledit Prince ne trouuast bonne la resolution de seldits sujets, & qu'il s'opposast à eux & à leur declaration, se seruast mesmement desdits Heretiques, pour aller contre eux; si en ce cas lesdits sujets seront libres du serment de fidelité qu'ils luy doiuent, & s'il leur sera permis & licite de se retrancher contre ledit Prince, voire le vaincre en bataille, ou autrement, pour apres pouuoir continuer leur sainte deliberation, d'extirper lesdits Heretiques; & pour ce faire, s'il leur sera

loisible de se servir des villes & des finances dudit Prince, encore qu'il ne le trouue pas bon.

LETTRE DV DVC DE NEVERS.

MONSIEVR BERTHONNIER, L'assurance que j'ay sur vous, pour estre mon Confesseur, & avoir ma conscience à manier, m'a fait vous depescher le sieur de Boisvilliers, l'un de mes Escuyers, pour l'occasion qu'il vous dira. Je vous prie & ie vous conjure au nom de Dieu vivant, de me donner un tel aduis, que ma conscience soit en repos de ce que ie feray; & à cét effet prendre l'aduis, si vous le pouvez faire, de mon bon amy M. Faber: pource qu'estant de nostre pais de Nivernois, fort docte, de bonne vie, & affectionné à ce qui me touche; j'espere qu'il me donnera un conseil tel qu'il prendroit pour luy; & qu'il sera tel, qu'il le rendra sur sa conscience, afin d'en éclaircir davanragela mienne. Le Pape est mort, & n'a baillé aucune dispense. Il s'est excusé de peur d'émouvoir les Heretiques d'Allemagne, de Suisse, de Flandres & ailleurs: donc maintenant ceux qui se sont fiez sur la creance, ne trouveront bon garand de ma part; mais que ie sacrifie ma vie pour le service de Dieu. Je ne me soucie d'autre chose, mais ie desire que ce soit avec la conscience nette; ce que j'espere avoir par vostre moyen: c'est pourquoy ie ne feray pas la presente plus longue, que pour supplier nostre Seigneur de vous inspirer à me mander sa sainte volonté, laquelle de tout mon pouuoir j'effectueray, comme ie suis obligé: me recommandant à vos bonnes prieres. D'Avignon ce Vendredy au soir, 1585.

A M. DE NEVERS.

MONSEIGNEVR, Ayant veu & leu les vostres, ie me suis diligenté de parler à ce bon & honneste personnage que vous m'avez commandé, le sommant au nom de Dieu, de me declarer son aduis touchant le fait dont est question és vostres. La resolution d'iceluy a esté, que sans blesser vostre conscience; mais avec beaucoup de merite, vous pouvez, & vous devez pour la deffence de la vraye pieté, le dépoüillant de toutes autres affections temporelles; monter à cheual, & vous employer comme Prince tres-Chrestien, pour la querelle ou cause de Dieu; attendu principalement que l'Estat de la Religion balanceroit bien fort en cette France, si ce n'estoit par l'aide & moyen qui est de vostre costé: Vous assurant que vostre conscience sera beaucoup plus en repos, vous armant pour la cause de Dieu, que vous reposant, & par ce repos vous priuant vous & les vostres, d'un honneur immortel, tant pour vous, que pour vostre illustre Maison; veu mesmement que vous avez la benediction du Saint Pere, encore qu'elle soit verbale: ce qui est suffisant pour

entreprendre vne sainte Bataille : veu & considéré que nos precedens Princes tres.Chrestiens, ayant pareil congé des Papes, se sont armez & ont fait de saintes Lignes : joint qu'un chacun à present est bien aduertty & deuëment informé dudit congé de la Sainteté. Quant à moy, honorant vostre conscience, cela me semble estre chose tres-raisonnable, & selon Dieu ; parquoy vous ferez tres.bien, & Chrestiennement, ayant ce seul respect de vraye pieté, à vous employer, voire, si besoin est, sacrifier vostre vie pour vne si bonne & si sainte occasion. Chose qui sera grandement agreable à Dieu, à vous, & desirable à tous les vostres. Nous prions Dieu, Monseigneur, vous donner vn heureux succez, selon Dieu, que nous pouuons vous souhaitter comme tres-humble seruiteur, F A B È R.

1585.

Vostre affectionné seruiteur &
Orateur BERTHONNIER.

A MONSEIGNEVR LE DVC DE NEVERS.

MONSEIGNEVR, Retourné de mon voyage de Rome à Châlons, aupres de Monseigneur de Guise, ie pensois que vous auriez receu ce qui auroit esté resolu à Rome : car les lettres furent despéchées le premier Dimanche de Carême par le Cardinal de Pelleuë, adressées à Monsieur de Mandelot, pour les vous faire tenir. Et pour autant que amplement & clairement les choses n'estoient point passées selon que vous le desirez, & qu'il estoit arresté entre nous, ie ne vous ay pas enuoyé vn Courier au seizième de Mars. Car il estoit conuenü que si la Sainteté ne donnoit euidentement ce que vous demandez, qu'il n'estoit pas besoin d'enuoyer les Courriers ; mais d'enuoyer vos Lettres au Grand Duc, afin de vous faire venir des Galeres. Ce que i'ay fait, encore que les plus grands n'en fussent point d'aduis, & qu'ils estoient bien asseurez que vous n'en auriez point. Monsieur le Cardinal de Pelleuë vous a escrit la resolution de la Sainteté ; comme aussi i'ay fait : & il semble à la Sainteté que vous en deuriiez estre content, laquelle encore derechef ie vous écris. Sa Sainteté vous declare par viue voix, qu'il trouue bon que les Princes Catholiques prennent les armes pour la conseruation de la Religion Catholique en France, & qu'il aduouë que la guerre est iuste & legitime, & sans scrupule de conscience, non seulement contre les Heretiques, mais contre tous ceux qui les fauoriseront, ou aideront. Et pour autant que i'ay déclaré à la Sainteté, que vostre Excellence n'estoit pas contente & en repos de sa conscience, s'il ne le declaroit par Bulles expressees, ou Brefs ; il a répondu qu'il ne se pouuoit faire sans trop grand prejudice : d'autant qu'il ne pouuoit estre en vn mesme fait luge &

I. PART.

M M m m ij

partie, comme il luy conuiendroit d'estre en cette affaire, & qu'avec ce il estoit en danger de mettre toute l'Europe en tres grand danger, connoissant bien les humeurs des Protestans d'Allemagne, des Suisses, des Pais. bas, & mesme de France; & partant il a respondu que vostre Excellence deuoit estre contente de sa parole, qu'il vous auoit declarée par celuy lequel premierement vous auiez enuoyé, & de quoy il s'émueuille fort de ce que vous le desirez de sa Sainteté. Derechef il vous declare que sa parole est irreuocable, & que derechef il la confirme, & qu'il ne la reuquera iamais, d'asseurer en conscience tous les Princes Catholiques, qui en cette cause prendront les armes contre les Heretiques, & contre tous ceux qui les fauoriseront & adhereront, de quelque qualité ou estat qu'ils fussent, mesme Royale : Que si vostre Excellence n'estoit contente de ce, qu'il ne pouoit faire autre chose : mais qu'il s'émueuilloit de vostre Excellence, pour vn Prince tant Chrestien, qu'il estoit là scrupuleux en chose si necessaire pour la Religion Catholique. Au reste, en general a esté dit, que ou c'estoit de crainte, ou de perdre vostre bien, ou que vous cherchiez occasion de vous separer des Princes tant zelez & Catholiques, & de ce ne s'ensuiuroit que vostre deshonneur & ruine: exhortant neantmoins les Princes Catholiques, que pour ce ils ne desistent de pourluiure vne si sainte entreprise; & iugeoient que si vostre Excellence estoit tant scrupuleuse, que de ne vous contenter de ce, qu'encore que vous auriez tout ce que vous demandez, vous auriez encore autre scrupule; pour ce qu'il vous pleust de faire ce que trouueriez plus expedient pour vostre assurance; sur tout trouuoient tres-mauuais, & peu d'edification vostre voyage d'Italie, & qu'il seroit plus honorable de vous exposer pour la detention & conseruation de la Religion Catholique: & pour plus grande assurance dece, j'ay apporté de Rome des Chapelets & dixains benits de sa Sainteté, pour le Cardinal de Bourbon, pour les distribuer aux Princes Catholiques, & aux principaux Chefs & Capitaines de l'entreprise. Je ne scaurois plus que signifier à vostre Excellence, sinon, MONSEIGNEVR, que ie prie nostre Seigneur, vous maintenir & conseruer en sa sainte grace. De Chaalons cetrentième Mars 1585.

De vostre Excellence le tres-humble seruiteur,
IACQUES LA RVE, *alias* MARTELL.

Je vous proteste, Monseigneur, en verité de conscience, que les choses sont ainsi passées.

LETTRE DV CARDINAL DE PELLEVE', A MONSIEGNEVR
le Duc de Nevers.

MONSIEGNEVR, l'ay receu vostre lettre du quinzième Feurier. Vous sçavez comme ie desire vostre prosperité & santé. Sa Sainteté se porte ttes-bien pour son aage. Elle est du tout dediée à l'aceroissement de la Religion Catholique, & d'y maintenir les gens de bien. Elle m'a dit qu'irrevocablement & incommutablement elle conservera cette resolution, & que son autorité & moyens n'y defailliront en rien contre les heretiques & leurs fauteurs; & ie vous puis dire que les effets se declareront mieux que les paroles. Je vous recire ce que ie luy ay ouï dire, & le erois certainement. Je ne suis pas seul qui puisse porter ce tesmoignage. Je sçay, Monseigneur, comme vous estes prudent & genereux, & vostre perseverance à toutes saintes actions. Vous portez les marques de vostre triomphe, & Dieu se veut servir de vostre personne. Vous y estes appelé de sa main. Je sçay comme vous estes clairvoyant & provident, & mesme susceptible de la raison. Quant à l'Indult que vous demandez, celuy qui m'a donné vostre lettre, vous dira comme cela est passé. Rien n'a esté oublié de vostre intention, & ie croy que vous trouvez qu'il ne s'y doit faire autre chose, pour les raisons particulieres que vous entendrez; & que vous avez iuste occasion d'en estre content. l'ay baillé vostre paquet au sieur Camille de la Volte.

Monseigneur, Je supplietay le Createur vous donner bonne & longue vic. A Rome ec xiii. Mars 1587.

Vostre tres-humble, & tres obeïssant serviteur

N. CARDINAL DE PELLEVE'.

A MONSIEGNEVR LE DVC DE NEVERS.

MONSIEGNEVR, Pour satisfaire à vostre volonté, ie suis arriué en bonne diligence en dix iours au lieu deputé. Je n'ay rien oublié de ce que vous m'avez commandé particulièrement, & en la mesme maniere que vous m'avez ordonné, & esclaircy les difficultez: ce qu'ont fait aussi vos amis, spécialement celuy qui a receu vos lettres. Il a esté impossible de pouvoir obtenir autre chose, sinon ce que vous avez desia entendu. L'on vous prie instamment de vous en contenter, & de ce qui vous a esté déclaré fidelement par cy-devant: ce que l'on tiendra ferme & stable; & il leur semble que vous auez occasion d'estre satisfait; d'aurant encore que par sentence on le confirme. Il y a plusieurs gens de bien qui ont ce mesme tesmoignage que ie vous es-

cris. Vous sçavez de quelle importance ee fait est. Avec la seureté de conscience vous auez celle du monde, & vous voyez qu'il n'y a parde-ça faute de bonne volonté. Les raisons, ie vous les diray. Partieulièrement vostre prudence & vostre valeur sont icy assez connues, & sont en telle estime que vous le desirez, & bien tesmoignées par le personnage auquel vous auez eserit; lequel m'a dit qu'il voudroit estre aupres de vous, pour vous dire le surplus. Par ainsi, Monseigneur, leuez tous scrupules & difficultez; & ie vous supplie de penser que tels personnages ne desirent que vostre prosperité & felicité: & pour ce l'on vous assure, qu'il est licite de proceder directement contre les Heretiques, & contre ceux qui s'opposeront à telle entreprise. Voila, Monseigneur, toute la resolution que vous en pouvez auoir, laquelle est trop suffisante pour vostre assurance. Finissant, Monseigneur, apres vous auoir baillé les mains, ie supplieray Nostre Seigneur de vous maintenir en sa sainte grace. Ce 10. Mars 1585.

Ie partiray le premier Dimanche de Careme. Les plus grands n'estoient pas d'aduis de donner vos lettres à vostre Agent, lequel estoit allé à Cornet. Toutefois j'ay voulu accepter vostre commandement, On luy donnera ce soir.

De Vostre Excellence,

Tres-affectionné seruiteur à iamais;
MARTELLI

LETTRE DV P. CLAVDE MATTHIEV IESVITE,
à Monsieur de Nevers.

MONSEIGNEUR, M'en allant à Rome, il vous pleust me commander de demander à Nostre saint Pere quelque dispense pour vous, & luy proposer quelques scrupules de conscience, pour en auoir son aduis & estre assuré en vostre ame. Sa Sainteté a esté bien edifiée de voir la sincerité avec laquelle vous proceedez deuant Dieu, & m'a fait la responce que ie vous eseris en chiffré; d'autant qu'estant chose de confession, ie ne voudrois qu'autre que vous vist ee que ie vous eseris. Mais pource que ie n'ay point de chiffré avec vous, j'ay esté contraint d'vser de ceux que ie laisay à Monsieur l'Ambassadeur d'Ecosse, pour luy donner aduis d'aucunes choses de conscience, desquelles il m'auoit donné charge pour traiter à Rome. Je sçay qu'il vous est seruiteur, & qu'il vous donnera volontiers vne coppie des chiffrés: comme aussi ie luy eseris, & qu'il vous baille en main propre ces lettres, avec ses adiointes. S'il vous plaist vous me ferez escrire si vous auez receu ce paquet: & ie supplieray, Monseigneur, le Seigneur, qu'il vous donne vne bonne vie. De Pont à Mousson, ce 21. Fevrier 1585.

Vostre tres humble & tres-obeyssant seruiteur;
CLAVDE MATTHIEV.

DV MESME, AV MESME.

MONSEIGNEVR, l'ay esté vn peu plus long en mon voiage que ie ne pensois. Mais vous estes assez sage pour considerer, s'il vous plaist, que les affaires de telle importance ne le peuuent faire à la haste, & que c'est assez tost quand elles sont bien faites. L'arriuy à Rome seulement le vingtiesme de Nouembre. Trois iours apres mon arriuée i'eus audience du Pape; auquel ie presentay les lettres de creance de Monseigneur le Cardinal de Bourbon, les vostres, celles de Monsieur de Guise, & de Vandemont pour Monsieur de Mercure, & de Messieurs les Cardinal de Guise & Duc du Maine: & ie luy fist tout le discours de l'estat des affaires, selon le memoire que vous vistes auant vostre partement de Paris. Je n'eus pas beaucoup de peine à persuader tout le contenu de mon iustruction: car il estoit desia assez bien informé; de maniere qu'un peu auant mon arriuée, il s'estoit resolu de declarer par sentence publique le Roy de Nauarre, & tous Princes du sang heretiques, incapables de la succession du Royaume de France, s'il n'eust esté empesché par la remonstrance d'aucuns Cardinaux, qui luy dirent, qu'il n'estoit aucunement expedient qu'il fust la susdite declaration, iusques à ce que les Catholiques de ce Royaume fussent les plus forts, & eussent les armes en main pour executer la sentence du Pape. Le Pape m'interrogea fort particulierement sur chaque article de mes instructions: & m'ayant oüy fort benignement, il me dit, que c'estoit vne affaire de tres grande importance pour le seruice de Dieu & de toute la Chrestienté, & qu'il se vouloit recommander à Nostre Seigneur, & le bien & meurement deliberer & considerer, & qu'il vouloit auoir par escrit ce que ie luy auois dit. Je luy dis aussi, que i'auois charge de ceux qui luy escriuoient, de ne communiquer cette affaire à autre qu'à Monsieur le Cardinal de Pelleuë. Lors il me demanda, si ie n'estois pas content qu'il communiquast à Monsieur le Cardinal Come, son premier & grand Secretaire, auquel il communiquoit toutes ses principales affaires. Je luy respondis, que i'estimois qu'on ne le trouueroit pas mauuais, puis qu'il luy plaisoit ainsi. Il me commanda aussi de communiquer le tout à nostre Reuerend Pere General; afin que sans dire pourquoy, il fust recommander cette affaire aux oraisons de toute la Compagnie, & qu'il en dist son opinion, & moy aussi. Quelques iours apres, le Pape ayant meurement consideré le tout avec les susdits Cardinaux, & nous ayant oüy, il se resolut de la response qu'il vouloit faire, & me fit appeller par Monsieur le Cardinal Come, qui me dit la resolution du Pape; la quelle i'escriuis de mot à mot, & la monstray audit sieur Cardinal; luy disant que c'estoit vne chose de si grande importance, que pour la satisfaction & conscience plus grande des consciences des Princes qui luy

auoient escrit, ie serois bien aisé de porter ladite responce & resolution par escrit au Pape, afin que ie ne disse parole quelconque en cette resolution qui ne fortist de la bouche de la Sainteté. Ce qu'il trouua fort bon, & le lendemain i'allay trouuer le Pape, & ie luy presentay ce que i'auois mis par escrit, qu'il leût, & le voulut encore garder deux iours, pour le mieux considerer: puis apres il me le rendit en la forme qui s'ensuit de mot à mot.

Hauendo sua Santita inteso, & molto bene considerato quello che li è stato proposto della parte di quelli Principi Catholici, que li anno scritto à sua Santita, è d'altri loro confederati, & ralleggrandosi della buona occasione che Iddio li daua d'asseguire quello che già inanzi haueua risoluto, ha risposto à li 16. di Nouembre 1584. che la loro prima & principale intentione, è di pigliare li arme contra gli Heretici di cotesso regno, & che habbiano li mery, per potere probabilmente cio asseguire sua Santita; consente, & lauda che lo facciano, & leua loro ogni scrupolo di conscienza, che per tal conto potessero hauere & instando ch'el regno hauera anco esso per ben fatto: ma quando fusse altrimenti, non per cio haueuanno à resistere, essendo l'animo loro, come è detto, di conseguire quello primo & principal fine.

Le 18. Nouembre, ie propolay au Pape, que ce seroit vne grande consolation à tous les Princes qui vouloient faire cette entreprise, s'il leur donnoit pleniére indulgence en forme de lubilé, & à tous ceux qui les aideroient en vne œuvre si sainte. Ce qu'il accorda de viue voix. Monsieur le Cardinal de Come est fort affectionné à cette affaire, & le Pape encore plus; lequel me dit par plusieurs fois, qu'il auoit peur que les Catholiques ne fussent trop tardifs à commencer, & que les heretiques les preuiendroient. Chose qu'il iugeoit estre tres-dangereuse, voyant la disposition de l'estat de ce Royaume & des Pays voisins; & le Roy de Nauarre si proche de la Couronne & si affectionné aux heretiques; tellement qu'il me pressoit de partir, & me rendre pardeça au plustost. Toutefois ie n'ay pû partir de Rome auant le 10. Decembre. Quand on aura commencé, le Pape declarera le Roy de Nauarre & le Prince de Condé incapables de succeder à cette Couronne; & il ne manquera pas de fauoriser l'entreprise de toutes manieres. Il enuoyera vn Legat pardeça, si besoin est, & il fera tout ce qu'il croira pouuoir seruir pour la iustification de cette cause deuant Dieu & deuant les hommes. M'en retournant, ie suis passé par la Suisse; & i'ay eu assurance du Colonel Phifer, qu'estant aduertý vn mois ou six semaines auparavant, il ameneroit par deça six mille Suisses Catholiques, des meilleurs hommes qui soient par delà, pourueu qu'on luy fit tenir trente mille liures à Lucerne pour faire la leuée. Finalement ie me suis rendu au Pont à Mousson, ayant eu commandement expres de n'entrer en France, pour le danger qu'il y auoit qu'on ne prist quelque soupçon de moy. I'ay veu Monsieur de Lorraine, lequel ma compté que les affaires estoient beaucoup plus auancées que ie ne pensois, & qu'on

estoit

estoit prest à commencer. l'ay enuoyé à Monsieur de Guise vn de nos Peres, qui m'a accompagné en ce voyage, & luy ay escrit bien au long toute ma negociation. Il m'a enuoyé vn homme exprés, & m'a escrit & sollicité fort instamment de l'aller trouuer à Ioinville : de quoy ie me suis excusé, pour ne donner ombre à personne. Il m'a aussi escrit qu'il vous auoit enuoyé l'homme que ie vous auois enuoyé, & i'ay esté bien marry qu'il soit party sans mes lettres, & si i'eusse preueu cela, ie n'eusse pas failly de vous escrire ce que ie vous écris maintenant. Au reste, le Pape ne trouue pas bon qu'on attente sur la vie du Roy ; car cela ne se peut faire en bonne Conscience. Mais si on pouuoit se saisir de sa Personne, & oster d'aupres de luy ceux qui sont cause de la ruine de ce Royaume, & luy donner gens qui le tinsent en bride, & quiluy donnassent bon Conseil, & le luy fissent executer ; on trouueroit bon cela. Car sous son autorité on se rendroit Maistre de toutes les villes & Prouinces de ce Royaume, & on establirait toutes choses bonnes ; & si on euiteroit vne infinité de maux, qui aduiendront si le Roy demeure en l'estat qu'il est, & s'il est si mal aduisé que de se ranger avec les heretiques pour s'opposer aux Princes Catholiques, comme il y a apparence qu'il fera, & qu'il y a danger qu'il ne soit suuy d'une bonne partie des Catholiques. Vous aduisez, s'il vous plaist, à ce point, qui est à mon aduis le plus important de cette entreprise : & il ne semble pas trop difficile à executer. Vous estes sur le lieu, & vous pouuez mieux iuger des moyens qu'il faudroit tenir pour l'execution d'iceluy, que les autres. Si vous estes satisfait en vostre conscience, & resolu d'estre de la partie, il vous plaira d'enuoyer par deçà vn homme exprés auquel vous ayez entiere confiance, & ie l'accompagneray pour aller trouuer M. de Guise, aux confins de Lorraine, pour faire vne derniere resolution des moyens, du iour, & des personnes qui executeront ce que-dessus, ou bien m'ecrire en chiffre de Monsieur l'Ambassadeur d'Ecosse, ce qu'il vous plaira me commander : Attendant quoy, apres vous auoir tres-humblement baillé les mains, ie supplieray le Createur de vous donner, Monseigneur, vne santé heureuse, & vne longue vie. De Pont à Mousson ce xi. Fevrier 1585.

CLAUDE MATHIEU,
Iesuite.

*A MESSIEURS DE LA COUR DE PARLEMENT
de Prouence.*

MESSIEURS, Nous vous enuoyons le double de la Declaration faite par Monseigneur le Cardinal de Bourbon, par laquelle vous pourrez facilement, & à la verité, connoistre les occasions qui nous ont, avec vn indicible regret, contrains de prendre les armes : ce que nous auons tousiours tasché d'euitier tant qu'il nous a esté possible ;

voire iusqu'à ce que nous ayons veu ouvertement paroistre le grand orage qui le prepare à tomber sur cét Estat, par les grandes pratiques & les leuées de gens de guerre qui se font, tant en ce Royaume, qu'en plusieurs autres pais estrangers, & qui ne tendent à autre but, qu'au changement & à la ruine de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, & consequemment de l'Estat, & de beaucoup d'honnestes Princes & Seigneurs qui ont maintesfois exposé leurs vies pour l'entretienement & conseruation d'icelle. Nous sommes assez assurez que nos ennemis n'ayant pû mettre leur mauuaise volonté à execution pour les conspirations & menées secrectes qu'ils ont maintesfois dressées sur nos personnes, n'auront fautes d'impostures & de calomnie, pour faire entendre tout le contraire de nos salutaires intentions, & nous rendre odieux & suspects entre les gens de bien. Toutesfois les seruices que nos predecesseurs & nous auons fait à la foy Catholique & au bien de l'Estat, sont assez connus d'un chacun pour recommandables & suffisans tesmoignages de nous faire trouuer autres que tels imposteurs nous voudroient depeindre; estant tousiours en volonté d'y continuer, mesmement en cette occasion, où nous preuoyons un grand changement, tant en la Religion Catholique, que dissipation de l'Estat, si les bons & fideles Chrestiens, sujets du Roy, nes'y opposent. A quoy nous sommes tous resolu d'exposer nos biens, nos vies, & celle de nos amis, pour la conseruation d'un si saint œuure; comme en semblables doiuent faire tous vrais Catholiques, & particulierement vous autres Messieurs, qui auez tousiours eu la crainte de Dieu & de son Eglise en singuliere recommandation, & qui tenez aujourd' huy le Siege de iustice: vous exhortant & adiurant de nous aider & assister par vos bons conseils & moyens, comme le deuoir & la conscience vous y obligent. Et de nostre part, tout ainsi que nous sommes resolu de ne rien espargner pour conseruer & maintenir ceux qui se mettront en leur deuoir de nous assister; aussi ferons nous le semblable pour la ruine des autres qui se voudront opposer à de si bons & si salutaires desseins. A quoy nous assurant que vous vous conformerez; nous ne la ferons pas plus longue, que pour prier Dieu, Messieurs, de vous donner en parfaite santé, vne tres-longue & heureuse vie. De loinville, le dix-neufiéme iour de Mars 1585.

* Vous entierement affectionnez pour vous seruir,
HENRY DE LORRAINE, CHARLES DE LORRAINE.

LETTRE DV DVC DE GVISE, A MADAME
la Duchesse de Neuers.

MADAME, Ce Porteur vous dira comme i'ay entierement executé vostre volonté: & ie vous supplie de croire qu'encore que Mezieresme soit tres important; si est-ce que mille fois ie le desire.

rois plustost perdu, qu'en rien vous offenser, ny Monsieur vostre mary, de qui, comme de vous, comme ce que j'ay de plus cher, ie veux eternellement conseruer les bonnes graces. Ie reuins hier de Verdun, que j'ay pris le iour de Pasques, & verray demain la Reine avec Monsieur le Cardinal de Bourbon qui est icy, pour la derniere fois, la suppliant de s'en retourner à Paris. Ie ne sçay quel visage elle nous fera. Ie vous diray que vos amies qui y sont, se declarent si ouuertement les nostres, que j'ay peur à la fin qu'elles en courent fortune, ce qui m'apporteroit vn regret infiny. Nos affaires vont tousiours de mieux en mieux, & Dieu nous monstre à toute heure fauoriser la iustice de nostre cause. Pour fin, Madame, ie vous baisera y tres-humblement les mains. De Rheims ce 29.

LETTRE DE MONSIEVR LE DVC DE GVISE;

IE reuins hier de Verdun, lequel j'ay fort heureusement pris, & si à propos, que quand j'y entray avec quarante ou cinquante cheuaux, quatre cent Huguenots ramassez, de Sedan & Iamets, estoient deçà la riuere, mandez du Gouverneur pour les mettre dedans. Guitaut entra seul dedans, & fut assailly de façon, que son Lieutenant & deux autres des Compagnies y ont esté tuez. Enfin le peuple ioint avec nous, reduisit le Gouverneur en son logis, où à grande peine ie le sauuy, parce que durant le Sermon il auoit essayé d'enfermer les principaux dans l'Eglise. Ce fut le iour de Pasques. Cinq Capitaines de Monsieur d'Espernon quiestoient dedans, & les soldats, sont entrez à nostre seruice. Ie les ay tirez, & mise cinq cent hommes des miens à la priere des habitans, pour leur conseruation. Or vous assemblerez, s'il vous plaist, vos forces en diligence, car nos Reistres & Lansquenets marchent, & ferez à dix-huict mille de Chaalons, où ils feront monstre le douzième may. Monsieur d'Aumale marche du costé de Picardie, & mon frere joint avec Raudan & ceux d'Auuergne, lesquels doiuent passer auprès de Lyon. Ie ne faudray de vous mander dans trois iours de nos nouuelles. Cependant aimez moy, comme celuy qui vous honore le plus. De Rheims ce vingt-huictième Avril 1585.

Nous verrons aujourd'huy la Reine pour la derniere fois. Ie vous supplie de mander de vos nouuelles à Antragues.

R E S P O N S E.

IE viens presentement de receuoir la vostre du vingt-huictième du passé, & auparauant j'auois appris l'heureux succez de vostre entreprise pour Verdun. L'on m'en a encore dit d'autres, dont j'estime que vous n'avez pas encore eu l'aduiz. I'attends la nouuelle que vous me promettez, à quoy ie vous prie de ne point faillir, car il semble que vos

amis de deça en manquent, & qu'il n'y ait pas trop bonne intelligence entre eux. Vous mandez que l'on marche, à quoy j'estime que ceux que vous aimez, & la reputation, ne manqueront point; mais des passages pour les rivières de Loire, Yonne & Seine, ie n'en sçache point à vostre deuotion, & il seroit besoin que vous donnassiez aduis du moins d'Yonne & Seine, car de Loire on s'en accommodera. l'aduertiray dans demain par tout où vous me mandez. Et pour ce qui dépend de moy, ie seray tousiours prest à toutes heures. De vos amis ont rencontré quelque argent partant de la recepte generale de ceste Ville, dont ils se sont accommodez. Ils desireront que vous en fassiez vn adueu par deçà, & que vous disiez que vous l'avez fait prendre; mais ie vous supplie de le mander. Le mal est que la somme est petite. Si aussi vous faisiez la paix, puisque vous en parlez encore, n'oubliez pas vos amis. Je vous supplie, rendez moy au plustost aduerty, & au vray, de tout ce que vous desirez, & de nous donner aussi les moyens d'aller à vous: j'entends pour les passages des rivières, car la lance & l'espée nous ouuriront le reste. Adieu, ie vous baise les mains. Ce sixième May 1585.

LETTRE DE LA REINE MERE CATHERINE,
à Monsieur de Guise, apres l'Edit de Juillet 1585.

MON NEVEV, Je louë Dieu qui a combatu pour nous, & defait sans coup fraper, tous les Huguenots: ce qui leur doit faire penser qu'il faut qu'ils se fassent Catholiques. Aussi ie suis infiniment aise que le Roy, de son propre mouuement, ait fait ce qu'il a fait. Pour le fait de ce qui est aduenü à Aussonne, vous avez grande occasion de le remercier, & par vos effets luy faire connoistre l'assurance que vous avez de sa bonne grace: & vous connoistrez par là qu'il vous a dit vray, que vous comportant avec luy comme la raison le veut, & luy faisant connoistre que vous voulez vous conformer à toutes ses volontez, vous aurez toute assurance de sa bonne volonté, & qu'il fera plus que vous ne sçauriez desirer. Je vous prie donc de me croire, & qu'il connoisse que vous estes content, & que vous n'avez plus nulle des fiance qu'il ne vous aime. l'en ay dit au Baron de Senecey ce qui m'en semble; & ie feray fin, priant Dieu de vous conseruer, & vous de faire mes chers recommandations à vostre Femme.

Vostre bonne Tante,
CATHERINE.

LETTRES

DE M. LE DUC DE NEVERS EN L'ANNEE 1585
 écrites de Rome & d'autres endroits d'Italie, aux Chefs du
 party de la Ligue, & à d'autres.

ADVERTISSEMENT.



ONSIEVR de Nevers ne fut pas sans scrupule, apres s'estre
 ietté assez precipitamment dans le party de la Ligue. Il crût
 aussi n'y pouvoir demeurer en homme de bien & en homme d'hon-
 neur, qu'antant de temps qu'il verroit que M. le Cardinal de
 Bourbon, & Mess. de Lorraine n'auroient autre objet ny autre
 dessein, que la conservation de l'auborité Royale contre les rebelles, & la def-
 fense des Autels & de la Religion contre la fureur des Heretiques. Aussi quand
 il fut reuenu de l'extremisé où le zele & le ressentiment des iniures faites à Ma-
 dame sa femme l'auoient aueuglement porté, il ne luy fut pas difficile de remar-
 quer qu'il y auoit vne grande ambition cachée sous vne grande apparence de
 pieté; & que le bon M. le Cardinal de Bourbon n'estoit pas tant le Chef & le
 maistre de son party, qu'il en estoit le pretexte & la dappe. Neantmoins il ne
 voulut pas tesmoigner ses soupçons qu'avec connoissance de cause, & de peur de
 paroistre trop floissant & trop leger, il demeura quelque temps ferme dans la re-
 solution qu'il auoit prise avec M. le Cardinal de Bourbon & Mess. de Guise. Il
 est vray qu'il leur escrinit diuerses lettres, pour les engager à luy faire des De-
 clarations si claires & si positives de leur intention, qu'il eust de quoy les con-
 uaincre de mauuaise foy, si leurs actions n'estoient pas conformes à leurs paroles
 & à leurs lettres. Il ne se contenta pas de prendre ces mesures là, il crût estre obli-
 gé en conscience d'aller à Rome, & de consulter le Pape luy-mesme sur vne si
 grande affaire. Il y fut en poste, & eus diuerses audiences de sa Sainteté. C'e-
 stoit Xiste V. qui ne faisoit que de monter sur la Chaire de S. Pierre, par la mort
 inopinée de Gregoire 13. Il trouua ce nouveau Pape bien different de son prede-
 cesseur; C'estoit un esprit ferme, éclairé, penetrant, & desabusé de l'apparen-
 ce des choses. Il luy dis la cause de son voyage, l'amour qu'il auoit pour l'Eglise,
 la crainte que luy donnoit la puissance des Huguenots, & le tourment d'esprit
 dont il estoit travaillé, toutes les fois qu'il pensoit qu'un Prince heretique pa-
 roissoit le presomptif heritier de la premiere Couronne de la Chrestienté. Le Pape
 loüa son zele, & assoura son esprit ebranlé par des craintes qui pouuoient tomber
 dans l'ame la plus forte & la plus herouïque, luy fit voir que les hommes estoient

des temeraires d'oser mettre la main à l'Arche, Que Dieu auoit le bras aussi puissant que iamais pour la protection de son Eglise : mais remarquant la sincerité de ce Prince, par les expressions tendres dont il luy découuroit le fonds de son cœur, il voulut luy oster le bandeau qui luy cachoit la connoissance de nos affaires. Il luy dit donc, qu'il ne vouloit point traiter avec luy, comme il auroit fait avec d'autres moins sînceres & moins Catholiques. Qu'il le croyoit homme de bien, & bon seruiteur de son Roy, & que sur ce fondement il le vouloit détromper. Là dessus il luy conta la naissance & le progres de la Ligue, iusqu'à iour qu'il luy parloit : & s'écria plusieurs fois, 6^e Gregoire XIII. qu'en voulant faire du bien, vous avez fait de mal. Vostre ame respond aujourdhuy deuant le Trofne de Dieu, de la desolation de la France, & de l'effusion de tout le sang qui y sera répandu. M. de Nevers fut épouuanté de cette exclamation, & se iettant aux pieds du Pape, luy demanda les larmes aux yeux, ce qu'il vouloit dire, & s'il estoit possible qu'il y eust de la trahison & de la felonie cachée sous ce nom si specieux de la Ligue Catholique. Ouy, luy respondit le Pape, il y en a, & ie vous puis iurer qu'il n'y a qu'enuie, ialousie, ambition, desir de regner, & mille autres crimes semblables. Ceux qu'on nomme Ligueurs ont trompé Gregoire 13. & ses principaux Ministres, comme ils vous ont trompé, & n'estant que les instrumens d'une puissance, qui craint que la France ne soit en paix, ils prennent plaisir de se tromper eux-mesmes. Il adionsta à cela tous ce qu'il sçauoit du dessein des Espagnols & des autres Princes qui sont dans leur dependance, & apres auoir mis au iour tout le mystere de cette caballe, fit adnouër à M. de Nevers qu'il n'y auoit que les Ennemis de nostre Estat & de nostre Roy, qui composassent le gros du party où il s'estoit embarassé. Je sçay, continua-t'il en souriant, qu'il entre dans vostre affaire, un peu d'intereft d'honneur & de famille. Je ne suis pas si peu instruit de la Cour de France, que ie n'aye appris, à mon grand regret, ce qui se passe & ce qui se fait au Cabinet du Roy. Je soubaisterois de tout mon cœur qu'il fust plus moderé dans ses affectîons : Qu'il ne se dépouillast point de ses propres sentimens, pour entrer dans ceux des personnes qu'il ayme, & ne donnast point de pretexte aux grands & aux petits de se plaindre de sa conduite. Mais qu'est-ce que cela ? pour porter des suiets à s'armer contre leur Roy, à former des partis dans son Estat, à luy presenter des requestes, & luy faire des declarations insolentes ; à le contraindre de se couper le bras gauche avec le droit, & de travailler luy-mesme à sa deposition, en se nommant un successeur. Croyez-moy, mon fils, adionsta-t'il en pleurant, j'ay une grande compassion de vos miseres & de vos diuisions. Et pleust à Dieu qu'il ne tint qu'à donner le meilleur de mon sang, pour remettre la France dans l'estat florissant où elle a autrefois esté. Je le donnerois avec l'amour & la ioye d'un veritable pere. Mais ie crains bien que les choses soient venues à un tel point, que la France ne soit plus en estat, ny de souffrir ses maux, ny d'en souffrir les remedes. M. de Nevers estoit demeuré aux pieds du Pape, tant qu'il auoit parlé. Lors qu'il eut fini, il les luy baissa plusieurs fois les larmes aux yeux, & se releuant tout autre qu'il n'estoit auant ce discours : Tres-Saint Pere, luy, dit-il, donnez-moy vostre benediction, s'il vous plaist, & m'obtez la force dont j'ay besoin dans l'exécution de ce que ie

penſe. Je m'en vay de ce pas trouuer le Roy mon Seigneur, & ſans autre conſideration que la gloire de faire mon deuoir, luy conſacrer mon bien & ma vie, & mourir à ſes pieds, pluſtoſt que de manquer à ma fidelité, & aux conſeils que voſtre Sainteté me donne tacitement.

Le Pape le fortiſia dans cette bonne reſolution, le combla de benediſſions, de Chapelets, de Medailles & d'Indulgences. Il fit bien dauantage. Il luy permit de luy preſenter le modelle d'une Bule, celle qu'il la voudroit drefſer, pour faire ſçauoir à toute la France, ce qu'il auoit eſté faire auprès de S. S. & de l'ap. puyer des teſmoignages de pluſieurs Cardinaux. Voicy cét Ecrit, tel qu'il fut preſenté, & tel qu'il fut rendu à M. de Nevers, quand il partit de Rome.

XISTO PAPA V.

HAVENDOSI il Re Chriſtianiſſimo fatto ſapere la ſua ſanta riſoluzione, di voler purgare il ſuo Regno della hereſia, che da 25. anni in qua l'ha tramagliato, & tutta via tramaglia: & ridurre tutti i ſuoi ſudditi alla vnione della ſanta Chieſa Apoſtolica Romana, ſi come veramente egli e' obligato, & che coſi conuienne per beneficio commune di tutta la Chriſtianita cene ſiamo grandemente ralegrati, & ringratiato la diuina bonta, che l'habbi inſpirato & conmoſſo à una ſi honorata & neceſſaria impreſa, della quale no poſſiamo far di meno di laudare quanto più ſua Maeſta Chriſtianiſſima, & eſortar la à perſeuerare in ella ſin tanto che ſia aggiunto al ſuo ſanto & Chriſtiano fine: ſi come vogliamo ſperare che ſara & bendiſto, mediante l'aſſiſtenza diuina, laqual imploriamo di tutto noſtro potere. Ma perche nell'eſecutione di tal impreſa, e' neceſſario di riſcaldare li animi de' fedeli Chriſtiani, accio che piu arditamente ſi adoprino in eſſo, & che piu toſto ſua Maeſta Chriſtianiſſima conſegui tal fine, eſortiamo, & comandiamo à tutti fedeli Chriſtiani del Regno di Francia, di qual ſtato eſſer ſi vogliano, di adoperarſi valoroſamente, & di tutto il loro potere nell'eſecutione di tal impreſa, ſia con le loro forze, o con denari, o altri modi che faranno in poter loro di dare. Il che remittiamo alle loro conſcienze, che faranno da Iddio conoſciute, come ſcrutator di i noſtri cori; & perciò à queſti tali fedeli & zelanti Chriſtiani doniamo ampi Indulgenze (la quale ſara tale che parera & piacera à S. S. che conuengli al tal fatto) all'incanto eſcommunichiamo tutti quelli, che darano ajuto o ſauore, paleſe o ſecretamente à detti heretici, & che impedirano, o cerchanaro impedire o retardare, per queſto ſi voglia modo, l'eſtirpatione d'eſſi heretici. E il medefimo facciamo di tutti quelli che farano, ouero procurerano coſa dannosa alla perſona di S. M. Chriſtianiſſi. & alla conſeruatione del ſuo Regno, accio che S. M. poſſi maggiormente conſeguire, & ſenza contraſto, il ſuddetto ſuo intento, di eſtirpar detti heretici, come ſperiamo ſara di breue, procedendoni come conuienne à laude del Signor Iddio, gloria ſua, ri-poſo del ſuo Regno, & vtile commune di tutta la Chriſtianita. Alla qual impreſa ſanta & Chriſtiana, habbiamo giudicato eſſer debito noſtro, di dare tutto quello agiutto & ſoccorſo ſpirituale

es temporale che sarà in poter nostro, si come siamo risoluti di far per ricener questa gratia dal omnipotente, di vedder ridotto quel Regno tanto Christiano nel suo pristino stato, netto & purgato d'ogni heresia, si come conuienne & desideramo che segua.

Noi sottoscritti, certifichiamo one conuerra, che il Eccellentiss. Signor Duca di Neuers essendo ultimamente qua in Roma, n'ha proposto esser bene, che sua Santita espedesse vna Bulla, per l'estirpatione de heretici del Regno di Francia, nel tenor & sustanza qua di sopra scritta, & non altrimenti: in fede di che habbiamo sottoscritto la presente, & fattoci porre il nostro solito sigillo. In Roma, il 5. di Settembre 1585.

IACOBVS, Cardinalis Sabellus, Episcopus Portuens. O. locus sigill.

I. Franc. Card. de Gambara, Episcopus Prænestin.

F. Michael 23. Cardinalis Alexandrinus.

Lud. Cardinalis Mardrinus.

Iul. Anton. Sandorius, Card. sanctæ Senerine.

Io. B. Cardinalis S. Marelli.

TRADVCTION DV CERTIFICAT DES CARDINAUX.

NOVS soussignez, certifions par tout où il en serâ besoin, que le Duc de Neuers, Prince de Mantoüe estant ces iours passez à Rome, presenta à nostre S. Pere le Pape, le modele d'une Bulle pour l'extirpation des heretiques qui sont en France. Il le luy presenta tel qu'il est cy dessus escrit en Italien, & non autrement. En foy de quoy nous auons signé le present Certificat, & y auons fait apposer le sceau de nos armes, A Rome, le 5. Septembre 1585.





LETTRES
DE M. LE DVC DE NEVERS
ESCRITES DE ROME, A M. LE CARDINAL DE
BOVRBON, ET AVTRES, 1558.

ADVERTISSEMENT.

IB serois ingrat à la memoire de feu Monsieur de la Riviere, si ie ne reconnoissois de bonne foy, que ie dois à ses soins & à sa courtoisie la principale partie des pieces rares & curieuses que le Lecteur verra dans ce Recueil. Je ne veux rien dire de luy, bien qu'il merite beaucoup de louanges de la bouche des personnes d'honneur. Il me suffit de faire sçavoir qu'ayant la direction de cette fameuse Bibliothéque de M. de Thou, & en particulier la disposition de ce grand nombre de Manuscripts, qui font la plus magnifique portion de ce Tresor, s'en ay tiré presque toutes les pieces precieuses qui entrent dans l'enrichissement de cet ouvrage. Cet homme illustre ne s'est iamais fait prier pour en donner la communication à ses amis. Quand il estoit aduertý que quelqu'un travailloit pour le public, il faisoit les premiers pas pour le couuier à se servir de son ministere. Vn iour m'ayant mené dans le Cabinet des Manuscripts, ie tombay sur trois Volumes, dans l'un desquels estoit l'extrait des Estats de Blois : dans l'autre les Aduis de la Reine Mere, & de tous les grands de la Cour, que j'ay donnez cy dessus : & dans le troisieme il y avoit un grand Recueil de Lettres, tant de nos Rois que de nos Princes, entr'autres celles qui sont imprimées cy-dessus y estoient, & les suivantes aussi. Je prie le Lecteur, s'il a du ressentiment de voir sa curiosité satisfaite, qu'il aime la memoire d'un homme de naissance, de doctrine & de vertu, & qui a contribué sa diligence & son affection à luy donner ce consentement ; & que considerant les chéutes où tous les hommes sont sujets, il n'ait aucun esgard aux choses que l'on a publiées au desadvantage d'une personne qui a vieilly dans la pieté, & a fait une fin toute Chrestienne.



A MONSIEVR LE CARDINAL DE BOVRBON.

MONSIEVR,

Estant arriué de nuit à Rome, ie fus descendre au logis de Monsieur le Cardinal de Pelleué. Il me receut avec grande demonstration de ioye, & me dir d'abord que i'estois venu trop tard. Que les choses estoient bien changées, & que depuis le nouveau Pontificat, on regardoit les affaires de France en cette Cour, tout differemment de ce qu'elles paroissoient auant la mort du dernier Pape. Que ceux qui auoient esté les plus eschauffez pour le party des Catholiques, y estoient deuenus si froids toutes les fois qu'on leur faisoit des propositions pour l'aduancement de vostre dessein, qu'ils ne parloient que de l'obeyssance que les suiets doiuent à leur Prince legitime, & de la mauuaise odeur que vostre retraite de la Cour donnoit à toute l'Italie. Je vous laisse à penser, Monsieur, si ie fus surpris de ces nouuelles, & si connoissant la sincerité de vos intentions, comme ie croy les connoistre, ie blasmay la legereté des esprits de cette Cour. Apres auoir conuersé ensemble, comme ie me deuois conduire aupres de sa Sainteté, ie me resolus de ne point perdre de temps, & de luy enuoyer demander audience pour le premier iour. On me rapporta que le Pape auoit tesmoigné de la surprise de mon arriué, & qu'il auoit respondu qu'il me donneroit autant d'audiences & toutes les fois que ie voudrois. Je fus au Palais le 29. de Iuillet, & fus aussitost introduit deuant sa Sainteté. Je luy baizay les pieds avec beaucoup de respect. Je n'eus pas le temps de luy dire vne parole à genoux, car il se leua de son siege, & se baissant pour me donner la benediction, & pour m'embrasser, il me dit qu'il ne m'escouteroit point que ie ne me fusse leué. Comme ie le fus, il reprit la parole, & me dit qu'il estoit bien aisé de me voir, & que i'estois vn vray Israélite. Nous entraismes en suite en conuersation, & toutes les fois que i'entamois le propos pour luy faire vn détail de nos affaires, He bien, me disoit-on, en m'interrompant, ie ne doute point que l'intention du Cardinal de Bourbon ne soit bonne. Je veux croire que celle de ses confederez l'est aussi; & sur tout on m'a fait pour vous vne declaration si particuliere de la sincerité des vostres, que ie suis persuadé que vostre seule conscience est la regle de vostre conduite, & que dans la liaison que vous auez avec le Cardinal & les autres Princes vnis, vous n'auz autre esgard que la gloire de Dieu, & la conseruation de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine. Mais bien que cela soit, en quelle eschole auez vous appris qu'il faille for-

mer des parties contre la volonté de vostre Prince legitime? Tres-Saint Pere, luy dis-je, en me leuant avec chaleur, c'est du consentement du Roy que les choses se sont faites. He! quoy reprit-il, vous vous eschauffez bientost. J'auois crû que vous veniez à moy, escouter les paroles de vostre Pere, pour prendre ses conseils & pour vous y conformer; & cependant ie voy que vous auez l'esprit de tous ceux de vostre association. Vous ne pouuez souffrir qu'on vous reprenne. Vous en venez d'accord aux iustificacions, & vous condamnez tous autres sentimens que les vostres. Detrompez-vous, si vous me voulez croire. Le Roy de France n'a iamais consenty de bon cœur à vos Liges & à vos armemens. Il les regarde comme des attentats contre son autorité, & bien que la necessité de ses affaires & la crainte d'un plus grand mal, le forcent à dissimuler, il ne laisse pas de vous tenir tous pour ses ennemis, & ennemis plus redoutables & plus cruels, que ne sont ny les huguenots de France, ny les autres protestans. Je passe bien outre, & ne dy rien cependant dont la connoissance que i'ay du naturel des Princes, & du vostre en particulier, ne me fasse parler avec certitude. ie crains bien fort que l'on ne pousse les choses si auant, qu'enfin le Roy de France, tout Catholique qu'il est, ne se voye reduit d'appeler les heretiques à son secours, pour se deliurer de la tyrannie des Catholiques. Je ne vous feray pas un plus long recit de cette premiere audience, Monsieur. Vous voyez par le peu que ie vous en ay dit, quels sont les sentimens du Pape, & combien il est esloigné de ceux de son predecesseur. De temps en temps il s'escrioit contre Gregoire XIII. & contre le Cardinal de Cosme, & leur reprochoit d'auoir mis le feu & le sang dans toute la Chrestienté, par le consentement & l'approbacion dont il auoit fomenté la Ligue & l'union des Catholiques François. Cela estant, voyez combien nous sommes loin de nostre compte, & quelle esperance nous deuons auoir des secours temporels & spirituels que nous venons chercher icy. Si ie ne connoissois vos intentions, & n'estois persuadé que vous ne vous estes engagé dans le party dont vous estes le chef, que par un pur motif de Religion; ie ferois comme les autres, ie vous tirois la verité; de peur de vous donner de la crainte & du scrupule. Je vous debiterois des faussetez agreables. Mais Dieu m'enuoye plustost la mort, que de tromper mes amis, & leur deguïser les choses. Quoy qu'apparamment ie ne doïue pas estre longtemps icy, ie n'en partiray pas neantmoins que ie n'aye vû clair dans les intentions de sa Sainteté & receu des lettres de vostre part. Cependant, ie suis, &c.

LVDOVIC DE GONZAGVE

De Rome ce dernier Iuillet 1585.

II. LETTRE DE M. DE NEVERS, A MONSIEVR
le Cardinal de Bourbon.

MONSIEVR, l'ay receu par vostre Courier extraordinaire la leltre que vous m'avez escrire le premier d'Aoult. J'y apprens vne partie des choses qui se sont passées entre vous & Monsieur de Guise, depuis que vous avez rompu la premiere conference que vous avez eue avec la Reine mere du Roy. Vous croyez que leurs maiestez veulent iir de long, & par plusieurs remises, arrester le cours des trou-pes confederées, & rompre toutes les mesures que vous avez prises pour chasser d'aupres du Roy, d'Esperson & les autres personnes suspectes. Il y a del'apparence à cela; car c'est ce qu'il faut attendre de ceux qui gouvernent, puis qu'ils ne sçauroient trouuer leur salur que dans le retardement de vostre dessein; & dans vn accommodement où ils vous donnent en apparence ce que vous demandez, afin que les choses demeurent comme elles sont, & que vous soyez obligé de desarmer, & donner du degoust à tous ceux qui sous esperance de mieux, se sont engagez dans vos interests. Ne croyez pas, s'il vous plaist, que j'aye l'esprit si perdu, que ie me veuille opposer à vne bonne reconciliation. C'a tousiours esté mon principal obier. Mais ie voudrois bien que cette reconciliation fut vraiment bonne & sincere, & que nous n'eussions tous qu'un mesme cœur & qu'une mesme volonté, pour nous ioindre au Roy, & le porter par nos offres auantageuses à purger son Royaume de l'heresie, & à le faire obeir également dans les villes & dans la campagne. Quand ie serois si malheureux que de n'auoir pas vne si iuste intention, les discours qu'on me tient icy, & les risées qui se font publiquement de nos desseins & de nos associations, m'ouuroient assez les yeux, pour voir que cette Cour. cy y est tout à fait contraire. J'attens vne audience du Pape, apres laquelle ie ne manqueray pas de vous escrire quels sont ses sentimens à nostre égard. Cependant, ou ie suis fort trompé, ou vous ne deuez tirer de ce qui se passe icy, que de tres-meschantes consequences pour l'aduenir. La politique est la seule Science qui a cours. Si vous estiez le plus fort, vous seriez le plus saint & le plus Catholique. Mais si vous ne pouuez subsister par vous-mesme, & si vous ne cessez d'enuoyer icy des demandeurs & des supplians, vous y aurez moins de credit que les heretiques mesmes. La precipitation avec laquelle vostre Courier s'en retourne chargé de belles paroles & de promesses fort vaines, me fait remettre au depart de l'ordinaire ce qui me reste à vous dire. Je finis en vous coniurant au nom de Dieu, de ne pas demander trop de choses au Roy; de peur qu'estant forcé presentement à vous les accorder, il ne trauaille de son costé à se mettre en estat de ne vous en rien tenir. Je prie Dieu, Monsieur, qu'il

vous fasse réussir en vos saintes intentions, & vous donne vne bonne & longue vie. De Rome ce 4. d'Aoust 1585.

III. LETTRE DE M. DE NEVERS, A MONSIEVR
le Cardinal de Bourbon.

MONSIEVR, Le quatriesme de ce mois, i'eus Audience du Pape. D'abord que i'entray dans sa Chambre, il vint à moy avec vn vilage riant, & me dit que nous n'auions plus besoin de luy, & que le Roy nous auoit tous absous. Le luy demanday de quelle absolution sa Sainteté me vouloit parler. Comment, reprit-il en loulrifiant, le Duc de Nevers ne sçait pas l'accommodement de ses bons amis avec le Roy de France ? Vrayement il fait le fin; ou il n'est pas assez aduerty. Là dessus la Sainteté me conta tout ce qui s'est passé depuis quinze iours. Le vous auouë que ie fus surpris du Traité que vous auez fait à Nemours vous & M. de Guise, avec la Reine Mere du Roy, & ie le fus encore dauantage de la precipitation avec laquelle vous auez obligé le Roy d'aller au Parlement, & d'y porter l'Edict de Réunion. Le Pape me tesmoigna assez qu'il n'auoir pas meilleure opinion de l'une & de l'autre de ces demarches, que moy. Mais ne disant pas ce qu'il en pensoit, il se mir sur les louanges de la bonté du Roy, & de la facilité avec laquelle il auoit pardonné à ses suiets. Je suis bien aise, me dit-il, de cette reconciliation. I'en rendray des actions de graces particulieres à Dieu, & si i'en suis le moins du monde sollicité, i'en feray faire de publiques. Je n'aurois pas crû, ie l'auouë, qu'un Prince offensé au point que l'estoit le Roy de France, par l'esloignement du Cardinal de Bourbon & de vous autres Princes, fut assez debonnaire pour aller au deuant de vous, & non seulement pour vous pardonner les actes d'hostilité, qui ont esté faits; mais aussi de les auouer comme faits pour son seruice; & pour se conformer à des passions estrangeres, entrer dans vne guerre ciuile contre les sentimens & les interelts. Mais puis qu'il l'a bien voulu, encore vne fois, Dieu en soit loué. I'en escriray au Cardinal de Bourbon, comme ie m'y sens obligé. Cependant, adjousta-t'il, en me prenant la main, n'abusez pas de l'indulgence de vostre Roy. Respondrez par vostre fidelité & par vostre attachement à sa personne, aux obligations que vous luy auez. Le traité de Nemours vous tire d'un embarras que vous ne pouuez ignorer. Ne vous y rejettez iamais; & faites par vos deportemens, que le Roy de France ne se repente pas d'auoir esté si bon; & ne se voye contraint par de nouuelles entreprises contre son authorité, de s'expliquer à vostre desauantage, & de faire voir à toute l'Europe que ses Princes & ses principaux sujets Catholiques, sont les veritables ennemis contre lesquels il vient de porter sa Declaration au Parlement. Je ne trouuay pas l'explication que le Pape donnoit à l'Edict du Roy, fort fauora-

ble au party. Neantmoins ie ne luy en fis rien paroistre, & me contentay de luy dire que i'attendray des nouuelles plus particulieres de ce qui s'estoit passé en France, pour m'en expliquer avec sa Sainteté. Cela est iuste, me respondit le Pape, allez, & lors que vous aurez receu vos Lettres, ie seray bien aise de vous entretenir. Ie pris congé de luy là dessus, & estant de retour chez moy, i'y trouuay M. le Cardinal de Pelleué, qui me donna vne Lettre de Monsieur de Guise, & la copie du traité de Nemours. I'ay bien voulu vous escrire par le Courrier les premiers sentimens du Pape. Aussitost que ie l'auray vû, qui sera dans huit ou dix iours, ie vous escriray ce qu'il m'aura dit, & ce que ie pense de tout ce qui s'est passé, &c.

LVDOVIC DE GONZAGVES.

De Parmeces, d'Aoust 1585.

IV. LETTRE AV MESME CARDINAL DE BOVRBON.

MONSIEVR, I'ay suiuy le Conseil du Pape. Ie me suis appliqué fort serieusement à considerer vostre traité de Nemours & l'Edict du mois dernier. Ie ne vous desauoüeray pas qu'il n'ait esté commencé selon les memoires que ie vous ay laissez, & que ie n'y reconnoisse quelques-vns de mes aduis & de mes sentimens. Mais vous me pardonneriez bien, si ie vous dis que vous auez esté au delà des choses dont nous estions demeurez d'accord, & que Monsieur de Guise n'a pas gardé les mesures qu'il auoit prises avec nous. Ie suis d'accord que nous auions arresté ensemble, que pour dégager le Roy des mains & des interests d'Espernon & deses complices, vous seriez voit par vostre Declaration, que cét ambitieux est d'intelligence avec les Huguenots : Qu'il les protege auprés de sa Maiesté, & ne pretend pas moins en fauorisant le Roy de Nauarre, que d'auoir pour sa part de la conqueste, vne ou deux des plus grandes Prouinces de France. Vous deuez aussi parler hautement contre les artifices des politiques, & nommer ceux du Conseil du Roy qui sont publiquement les fauteurs de l'heresie, & les auteurs de la ruine du Peuple. Mais vous deuez en demeurer-là; & ne point traiter avec le Roy, comme vn ennemy déclaré. Cependant vous poussez les choses aux dernieres extremitez. Vous luy imposez des conditions iniurieuses, & ne vous souuenant plus que nous sommes tous ses suiets, vous parlez comme si vous estiez, ou des Souuerains, ou des Deputez d'un Souuerain. Ie crains fort que le Roy n'en soit pas venu si auant par vn pur excez de clemence, ou par la creance qu'il a que nous n'auons agy iusqu'à present, que pour la gloire de Dieu, & le bien du seruice de sa Maiesté. L'Edict qu'elle a porté au Parlement m'a effrayé, quand i'y ay lû vn acte particulier, par lequel il

auoué la prise des armes, l'enleuement des deniers publics, les personnes qui ont esté faits prisonniers, & les autres actes d'hostilité. Il veut en suite que le passé soit oublié, & impose sur cela vn oubly general à tout le monde. Croyez-moy, qu'en cela il ne dit pas ce qu'il pense, & que cet oubly qu'il commande aux autres, luy est vn aduertissement secret de s'en souuenir toute sa vie, & de nous en faire repentir à la premiere occasion. Je vous coniure autant qu'il m'est possible, de vous contenter de ce que vous auez obtenu. Retenez l'ardeur & le zele de M. de Guise & des siens. Retournez auprès du Roy, & laissez meurir vn fruit qui n'est pas encore de saison. Que vos actions presentes soient si conformes aux desirs de sa Maesté, que peu à peu, elles luy effacent de sa memoire l'image des passées. Entrez dans ses sentimens, conformez-vous à ce que vous verrez luy estre agreable. Ne choquez ny ses plaisirs, ny ses inclinations. En vn mot, tantez tout pour ne luy laisser rien dans le cœur qui vous fasse regarder comme vn Chef de party. Les Souuerains sont nez trop jaloux de leur autorité, pour souffrir qu'elle soit paragée, & tous ceux qui ont voulu faire peur à leurs Maistres, ont pery auant que de leur auoir fait du mal. Ne vous figurez pas que j'aye quitté le bon party. Je seray toute ma vie bon Catholique, & seray toujours prest de respandre mon sang pour ma Religion. Je l'ay dit, ie l'ay écrit. J'en ay fait ma declaration au Roy luy-melme: mais ie n'ay point d'autre pretention, & ne seruitay iamais quelque Prince que ce soit qui en ait d'autres. On nous appelle icy tout haut sedicieux & Espagnols. Ces noms me font de l'horreur. Je les desauoué & les hay. Je ne doute point que vous n'en fassiez autant. Ayant l'honneur d'estre Prince du Sang de France, qui pourroit penser que vous travaillez à la ruine de vostre Maison, & à la dissipation d'vn Estat, qui n'en sera pas plustost diuisé que vous ne serez pas dauantage que le plus petit Gentilhomme de France. Je ne vous fetay pas ma lettre plus longue, car ie m'en vay chez le Pape. Je dois auoir audience ce matin. Ce ne sera pas sans parler de vous & de vos bons amis. Pisani n'est pas de ce nombre là. Il ruine icy en vn iour ce que l'on y a edifié avec bien de la peine & bien du temps. Monsieur le Cardinal de Pelleué en sçait bien que dire. Vous en sçauiez dauantage par la lettre qu'il vous enuoye par mon Courrier. Lors que ie seray de retour de cette Audience, ie vous diray le reste. Je prie Dieu, Monsieur, qu'il vous conserue longtemps pour le bien de nostre sainte Religion. Je suis, &c.

LVDOVIC DE GONZAGVE.

De Rome ce 15. d'Aoust.



CINQVIESME LETTRE DV MESME DVC,
au mesme Cardinal.

MONSIEVR, le retourne de l'audience que sa Sainteté m'a donnée, & i'en retourne tout à fait persuadé, que tout ce qui reluit n'est pas or. On regarde bien autrement les choses en ce pays-cy, qu'on ne fait en France. La reünion de tous les Catholiques sous vn mesme Chef, nous sembloit autrefoisvn remede diuin pour l'extirpation de l'heresie, & le salut de l'Eglise. Mais le Pape me vient de dire, qu'il ne s'est iamais formé de conspiration plus pernicieuse, ny à la Religion ny à l'Estat, que la Ligue. Qu'il louë Dieu de ce qu'elle paroist comme estouffée par la bonté du Roy, & par l'approbation qu'il semble auoir faite de tout ce qui s'est passé. Mais que si ce pardon & cette reconciliation ne sont pas aussi sincerés qu'elles paroissent, nous verrons dans peu de temps les mal-heureuses suites qu'elles auront. Il faudra bien-tost, a-t'il adiousté les larmes aux yeux, que le Roy de France traite les Catholiques comme ses plus grands ennemis. Qu'il tire des forces d'Allemagne, d'Angleterre, & des autres pays Protestants, pour deuenir le plus fort dans son Estat. Qu'il fasse des accommodemens honteux avec le Roy de Nauarre & le Prince de Condé, & qu'il inonde toute la France de Lutheriens & de Caluinistes. Voila, continuait'il, à quoy aura seruy vostre association, & vostre belle leuée de bouclier. Croyez-moy, ne prenez pas plaisir à vous tromper. Vous estes oncle d'un Souuerain, & quoy qu'il ne soit pas vn Roy de France, il a pourtant les sentimens que peut auoir vn Roy de France. Allez à Mantouë, & le consultez sur ce qui vient d'estre fait en France, demandez-luy ce qu'il feroit s'il estoit en l'estat où est le Roy Tres.Chrestien, & vous connoistrez qu'il ne raisonne pas comme le Cardinal de Bourbon, ny comme le Prince de Lorraine. Je vous excepte de la regle generale, car vous m'avez descouuert le fond de vostre cœur. Je vous croy Prince sincere & desinteressé. Je ne doute point que vous n'ayez de la Religion, & qu'un vray zele ne vous fasse faire ce que vous faites. Cela estant, retirez-vous en, avec vne ferme resolution de ne pas abuser de la paix que vostre Roy vous donne. Reünissez-vous de bonne foy avec luy, & luy donnez les conseils que vous iugerez les meilleurs, pour esteindre l'heresie & les factions de son Estat. I'ay quelque experience des choses, & ie pense voir assez clair dans l'auenir pour vous dire vne chose hardie, mais veritable: C'est que le Huguenot ne sera iamais defait, que le Ligueur ne le soit. Sur cela, prenez vos mesures. N'attendez pas que le temps vous fasse sage; car il n'a iamais fait personne sage, que cette sagesse n'ait cousté la ruine celuy qui l'a receuë. Je ne veux pas vous ennuyer par la longueur de mon discours, dit-il, en baissant la voix, mais ie vous confesse que le cœur me saigne, voyant que le plus beau

beau Royaume du monde, & comme la fleur de la Chrestienté, est à la veille d'estre la proye des Estrangers, comme vn autre Hierusalem, & d'estre destruite par les propres mains de ceux qui la doiuent deffendre. Voilà comme le Pape finit cette sainte exhortation, & ie vous auoué que le voyant pleurer, ie ne pus m'empescher d'accompagner les larmes des miennes. Quelque peu de temps apres il reprit la parole, & me donna de fort bons & de fort salutaires aduis, que ie vous diray bientost, car i'ay fait resolution deuant sa Sainteté, de m'en retourner dans la fin du mois de Septembre. Cependant, Monsieur, ie prie Dieu qu'il vous conferue en bonne santé. Je suis vostre &c.

LYDOVIC DE GONZAGVE.

De Rome ce 20. d'Aoust 1587.

VI. LETTRE DE M. DE NEVERS A MONSIEVR
le Cardinal de Bourbon.

MONSIEVR, l'ay crû qu'il estoit bon de faire voir au Pape les deux dernieres lettres que vous m'auiez escrites les trois & lept de ce mois. Je l'ay fait à ma dernière audience. Sa Sainteté en entendit la lecture avec vne profonde attention, & m'interrompant de fois à autre, par ses soupirs, & par ses, O mon Dieu, que les hommes sont meschans! il me fit bien connoistre qu'il n'estoit pas dans vos sentimens. Lors que i'eus finy, il me dit avec vne mine seuer, Je ne iuge personne, & croy que le Cardinal de Bourbon est vn bon homme. Mais il est trop facile à persuader, on luy fait accroire ce que l'on veut, & le pauvre Prince ne voit pas que ceux qui l'ont engagé dans le party de la Ligue, ne se seruent de luy que pour courir leur ieu, & paruenir à leurs fins, sous le pretexte de la Religion. Que ie crains que ce pauvre homme n'ouure les yeux que quand il sera tombé dans le precipice, & ne se repente d'auoir esté trop credule lors que sa repentance ne sera plus de saison. Je vous parle peut estre trop franchement, & peut estre que vous pensez de moy, ce que les Ligueurs en publient faulxement en France, en Espagne, & dans Rome mesme. Mais ie prens Dieu à tesmoin, si c'est par politique & par l'interest que i'ay dans la cause des Souuerains, que ie n'approuue pas les cabales & les associations qui se forment de tous costez, sous le nom de la Religion. Je donneroie le meilleur de mon sang, ie le donneroie tout avec ioye, si par la perte de ma vie, ie pouuois arracher l'vroye du champ de l'Eglise, & luy rendre l'innocence & la pureté des premiers siecles. Mais ie suis persuadé que de tous ceux qui crient si haut aux heretiques, il n'y en a pas vn qui ait purement la gloire de Dieu, & la

vraye foy pour la fin de ses entreprises. On ne pense pas à devenir meilleur Chrestien, on travaille pour devenir plus grand Seigneur. Cent ambitieux veulent estre Rois, & s'ils ne le peuvent estre de tout vn grand Estat, comme la France, ils taschent au moins par la dissipation de s'y cantonner dans quelques endroits & y contrefaire le souverain. Je sçay que le Cardinal de Bourbon n'a pas la pensée de regner injustement. Mais je sçay qu'on luy represente que le Roy de France n'aura iamais d'enfans. Qu'estant mal sain il ne peut pas viure longtemps, que par sa mort il luy laisse le droit de la succession. Qu'il est l'aîné de sa maison, & que le Roy de Navarre son Neveu n'y peut rien pretendre à son preiudice, quand mesme il ne seroit pas heretique & déclaré incapable de la Couronne, comme il l'a esté & par l'Eglise, & par les declarations du Roy Tres-Chrestien. Monsieur de Neuers, adioustâ-t'il en soupirant, ie vous puis dire que ie n'ignore rien de tout ce qui se passe dans les Estats de mes voisins, & que ie suis fort bien informé de l'intention des Princes. Chacun en veut à la France. Chacun se tourmente pour profiter de sa ruine. Mais ie suis constitué en vne place, où comme pere commun des Chrestiens, ie dois veiller à leur conservation. J'aime la France. Le saint Siege luy doit sa splendeur & sa deffence; & les Papes ne sçauroient apporter trop de soin & trop de vigilance, pour faire que la premiere Couronne de la Chrestienté demeure toute entiere sur la teste de ceux que Dieu a choisis pour la porter. Tirez de là les consequences que ie ne vous dis point; & puis que vous n'avez point d'ambition dereglée, retournez aupres du Roy vostre bienfaiteur & vostre maistre. Seruez-vous vilement de la paix qu'il vient de vous donner, & dites de ma part au Cardinal de Bourbon, que s'il est Prince temporel, il l'est aussi de l'Eglise. Qu'il mesprise les grandeurs dont il ne sçauoit iouir, puis qu'il est en vn âge où il deuroit penser à les quitter s'il les auoit possédées. Qu'il se souuienne qu'il est Euesque, & obligé à rendre bientôt vn compte, où les faux emplois ne passeront iamais pour bons. Allez vous en avec ma benediction, & soyez certain que vous ne desirerez rien qui soit iuste & du saint Siege, & de moy, que vous n'y trouviez toutes les dispositions necessaires. Je baisay les pieds de S. S. apres qu'elle eust finy, & m'en retournay chez moy, dans la resolution d'escrire tout ce qu'elle venoit de me dire. C'est ce que j'ay fait en partie en cette lettre. Il ne me reste rien à vous dire, Monsieur, sinon que vous teniez la presente secrette, & soit que les raisons du Pape vous semblent considerables, soit que vous les trouviez vn peu trop politiques, que vous preniez vos mesures pour en profiter. Sur tout attachez vous à la personne du Roy, puis qu'il veut bien que vous ne bougiez d'aupres de luy. Consultez la Reine sa mere sur toutes les affaires, & ne vous separez point de ses sentimens. C'est avec elle que toutes vos resolutions se doiuent prendre. Je vous enuoye vn extrait

d'une lettre de Pisany, écrite depuis 15. iours. Vous y verrez que le Pape est ennemy de l'association des Catholiques de France. Qu'il les appelle Ligueurs à pleine bouche, & qu'il en conseille la destruction.

EXTRAIT D'UNE LETTRE DE MONSIEUR DE PISANT,
Ambassadeur de France auprès du Pape, du 4. Aoust 1585.

Ceux qui veulent que vostre Maiesté entre en desiance du Pape, sont les ennemis. Il marche de fort bon pied dans ses interets; & pourueu qu'elle ne le sollicite point trop ardamment du costé de la bource, il n'y a rien qu'elle n'en doive esperer. Il prend plaisir à decrier les Ligueurs, & les appelle Espagnols. Il dit que vostre maiesté les deuroit faire chastier exemplairement, qu'elle deuroit les mettre entre les mains de ses Parlemens, & leur apprendre à se iouer à leur maistre. Il ne desapprouue pas tout à fait l'accommodement où vostre Maiesté s'est portée depuis deux mois. Il confesse qu'il a esté bon de les desfarmer. Mais qu'il sera bien meilleur d'empescher qu'ils ne reprennent les armes. Que vous deuez de grands exemples à vostre peuple & à toute la Chrestienté. Qu'il a enuoyé aux galeres, des Moines qui osoient parler insolemment & se meller de ses affaires. Mais que pour faire les choses comme il faut, vostre Maiesté a besoin de fermeté & d'argent. Qu'il n'y a rien à quoy elle doive tant penser qu'à l'argent. Qu'elle le doit imiter luy qui n'est qu'un petit Prince auprès d'un grand Roy de France. Je n'aurois iamais fait, si je rapportois à vostre Maiesté toutes les autres choses que sa Sainteté m'a dites. Je l'assureray que Monsieur de Nevers à beau negociier icy, & s'insinuer dans les esprits, par la belle apparence qu'il donne à ses resolutions, il n'en remportera rien que des promesses vaines, & suiettes à explication. Le Pape m'a ordonné d'écrire à vostre maiesté, que ce Prince n'a point de mauuaises intentions. Qu'il est à la verité ennemy des huguenots, & ne fera iamais de paix, ny de treue avec eux. Mais qu'en cela, il ne croit ny ne veut rien faire au preiudice de la fidelité qu'il vous doit, & qu'il a respondu à sa Sainteté que monsieur le Cardinal de Bourbon est dans les mesmes sentimens. C'est à vostre Maiesté, par sa prudence accoustumée, & par la profonde penetration qu'elle a pour les choses les plus cachées, à iuger elle mesme de ce qui en est; & prendre les resolutions qui seront les plus auantageuses au bien de son seruice & au repos de son peuple. L'apprens de bon lieu que le Cardinal de Pelleue n'est pas satisfait de la sorte que monsieur de Nevers vit icy. Il se plaint de ses discours & de sa moderarion; & l'accuse d'auoir perdu ce premier zele, ou plustost

cette premiere fureur avec laquelle il agissoit au commencement pour les interets de la Ligue. Les Espagnols de faction ou de naissance, l'appellent politique, & disent que la fortune luy est plus considerable que sa Religion ny son honneur. Vostre Maiesté peut penser quelle ioye c'est pour vos vrayz seruiteurs, de voir les semences de diuision prendre racine parmy vos ennemis. S'il ne tient qu'à les arrouzer pour les faire croistre, vostre Maiesté doit estre certaine, que nous y employerons plustost toute l'eau du Tybre. Le nombre des calomniateurs est grand icy; mais il commence à y estre fort decré. On se moque ouuertement des mensonges & des vanteries des Ligueurs, & si vostre Maiesté est vne fois en estat de les faire rentrer en leur deuoir, & d'en chastier les plus coupables; il n'y a pas vn Cardinal icy qui ne se declare pour vous, ou du moins qui ne dissimule. Tout le Sacré College a connu les inclinations du Pape. Aucuns Cardinaux pourcequ'ils sont ses creatures, & les autres, parce qu'ils craignent sa fermeté, se conformeront tres-facilement à ce qui leur paroistra luy estre le plus agreable. Vostre Maiesté a icy vn grand seruiteur, qui me disoit l'autre iour deux importantes veritez pour le retablissement entier de vostre autorité. L'une, que V. M. doit, toute chose cessante, s'asseurer de ceux de la Religion, par vn traité qui ne soit pas desauantageux ny à vostre Religion, ny à vostre dignité: & l'autre de ruiner tellement le party des Ligueurs, par la diuision des Chefs & par le decry de leurs desseins, que les peuples mesmes detrompez, soient les premiers à leur courir sus. Aussitost que les Espagnols les verront sans places, sans forces, & sans reputation; ils reuiendront à vous, & vous sacrifieront ceux qui n'auront pû vous perdre. Le Pape ne croit pas que le Roy d'Espagne ait aucun dessein de s'engager dans les desseins ridicules que la Ligue luy propose. Il veut seulement entretenir nos broüilleries, pour vous oster la pensée de secourir les rebelles de Frandres &c.



LETTRE DE MONSIEUR DE NEVERS,
à Monsieur le Duc de Guise.

MONSIEUR, le ne m'estois pas moins promis de la grandeur de vostre courage, & de la fermeté de vos résolutions, que les choses que vous avez executées depuis que vous estes party de Chaulons. Vous avez humilié l'orgueil de ces mignons de Cour, qui appuyez de la faueur du Roy, ont osé tant de fois oublier ce qu'ils doiuent à vostre naissance & à vostre merite. Vous leur avez fait sentir ce que vous pouuez; & toute leur insolence estant abattuë, ils ont esté contrains de se venir mettre à vostre discretion, & de vous proposer vn accommodement, & mesme de vous enuoyer la Reine Mere; qui est leur ordinaire ressource, pour vous demander vostre amitié & la paix. Le loüé Dieu qu'une entreprise aussi hardie que la vostre, ait eu vn succès aussi fauorable. Maintenant que vous voila bien avec le Roy, & que tout le passé est compté pour rien, trouuez bon que ie vous donne vn conseil, que ie prendrois pour moy-mesme, si i'estois en l'estat où vous estes. C'est que vous retourniez à la Cour aussi-tost que vous le pourrez faire avec honneur, & que vous employiez tous les talens que vous avez, pour regagner les bonnes graces du Roy. Il a de tout temps eu de l'inclination pour vous; & les demélez que vous avez souuent eus ensemble, ont esté des querelles de riuaux, tant pour la gloire que pour l'amour, plustost que des marques d'aersion & d'incompatibilité. Je ne vous dis pas cela sans sujet. C'est que pour vous parler selon ma franchise ordinaire, ie ne voy point d'autre moyen pour vous éleuer où vous meritez, que la faueur de sa Maiesté. Toutes les autres voyes vous éloigneront du lieu où vous voulez aller. Elles sont de celles dont les entrées sont agreables & spacieuses, mais qui se trouuent fort embarrassées & fort fastieuses quand on y a marché quelque temps. Et tout au contraire, dans le chemin que ie vous propose, il n'y a que les premiers vingt pas de difficiles. Tout le reste est aplany. Vous n'y trouuerez que des roses. C'est à dire, Monsieur, qu'aussi-tost que vous serez veritablement bien auprez du Roy, & que vous serez rentré dans son esprit de telle sorte qu'il se fie en vous, vous verrez tous vos ennemis à vos pieds, & tous les mignons dans vostre dependance. Ce sera lors que vous serez le vray Chef des Carholiques, & qu'avec toutes les forces du Royaume, qui ne seront plus ny suspectes ny partagées, vous irez combattre les heretiques; & quand ie dis combattre, ie dis vaincre & triompher. Ainsi vous deuiendrez le restaurateur du repos public, le protecteur de la Religion, & le bras droit du Roy. Vous serez assez forts estans vnis ensemble, non seulement pour destruire tous vos ennemis communs, mais pour faire srembler toute l'Europe. Si vous estes vne fois opposez irreconcilia-

blement, vous courrez fortune de vous perdre tous deux. Dieu veuille que ie sois vn mauvais prophete. Mais ie crois cela aussi certainement que si ie le voyois. Penlez-y dont fort serieusement; & foyez persuadé que quoy qu'on vous promette icy, & quoy que vos plus fideles Agens vous en escriuent, vous n'en devez rien attendre que des paroles. Je connois cette Cour aussi bien que s'il y auoit dix ans que i'y fusse; & apres y auoir traité avec les principaux Ministres, tant du Pape que du Roy Catholique, ie suis obligé de vous dire qu'on vous amuse, & qu'on vous trompe. l'espere partir bien-tost pour France. Je seray rauy de vous trouuer auprès du Roy, & de vous y trouuer puissant lors que i'arriueray à Paris. Cependant ie prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde. Vostre, &c.

LYDOVIC DE GONZAGVE.

25. d'Aoust 1585.

SECONDE LETTRE DE MONSIEVR DE NEVERS,
à Monsieur de Guise.

MONSIEVR, Estant sur le point de m'en aller à Mantouë, & enuoyant vn Courier en France pour mes affaires domestiques, ie luy ay commandé de donner cette lettre à vous mesme, & vous la donner en quelque lieu que vous fussiez. l'ay crû que ie vous deuois ce resinoignage de l'affection que ie vous ay vouëe, de vous apprendre en trois mots, tout ce que vous devez vous promettre & des Italiens & des Espagnols. Si les vns & les autres vous voyent assez puissant en France pour subsister par vos propres forces, & par celles de vostre party, ils ne manqueront pas, pour arriuer à leurs fins, de vous donner de grandes esperances d'hommes & d'argent; & de vous sollicitet sans cesse d'entretenir vos intelligences dedans & dehors le Royaume. Mais foyez persuadé qu'ils ne vous assisteront iamais assez puissamment pour vous rendre maistre ny de la Court, ny des Huguenots. Ils ne veulent point que les choses changent tellement de face en France, que le party Catholique soit le superieur de l'autre. Ils craignent vn accommodement general qui nous puisse tenir en vnion & en paix. L'intention de la Court Romaine est que nous soyons dans vne continuelle necessité de recourir à elle; & par là que nous soyons contrains de consentir à tout ce qui peut accroistre son autorité & nostre dependance. Pour le Roy d'Espagne, il a fait dire au Pape, & luy fait repeter tous les iours la mesme chose par son Ambassadeur, qu'il n'a aucun dessein sur la France, qu'il ne consentira iamais au demembrement d'une Monarchie, qu'il est obligé de conseruer en son entier par mille raisons d'Estat & de Conscience. Que le Roy Tres-Chrestien est son bon frere & son cher allié, & consequemment que ses interests seront tousiours

les premiers qu'il considerera , apres les siens. Mais que connoissant l'humeur Françoisé , & la ialousie qu'elle luy donne de temps en temps, à l'esgard de la Flandre ; il essayera tousiours de nous donner tant d'affaires au dedans , que nous ne soyons iamais en pouuoir de nous reünir tous ensemble, & nous ioindre aux rebelles des Pays-bas, pour luy arracher des mains toute la succession de la Maison de Bourgogne. Voila au vray , Monsieur , quelles sont les pensées de nos bons amis. Faires-y reflexion , & iugez s'il n'est pas plus glorieux & pour vous & pour moy, que nous ayons vn Maistre comme le Roy , qui est si debonnaire , qui nous traite si fauorablement , que de recourir sans cesse à la protection du Pape & du Roy d'Espagne , qui dans le fond de leur cœur nous regardent comme des ambitieux & des rebelles , quoy qu'en apparence ils nous tiennent pour leurs bons amis , & pour de vrays Catholiques. Il donne conseil à mes amis quand ils me le demandent : mais ie ne fais point comme ceux dont ie vous parle , qui nous veulent forcer malgré nous d'entrer dans leurs interets & leurs passions , & nous porter auueuglement à ce qui leur paroist le plus auantageux. Il ne vous oblige point aussi à prendre des résolutions qui ne vous plairont pas. Mais ie vous declare qu'estant né Prince , ie ne dependray iamais des volontez des Ministres d'un autre Prince. Il veut commander ; & s'il faut obeïr , ie veux obeïr à mon Roy seulement. Il m'a donné la paix , puis qu'il vous a accordé tout ce que vous pouuez en desirer iustement. Il m'en vay iouïr chez moy de cette paix ; s'il ne m'est pas honorable d'estre à la Court. Cependant ie prie Dieu , Monsieur , qu'il vous donne vne longue & parfaite santé , & vous coniuire de me conseruer toute la part que vous m'avez promise en vostre amitié.

De Rome ce 5. Septembre 1585.

LETTRE DE MONSIEVR LE DVC DE NEVERS,
à Monsieur le Cardinal de Guise.

MONSIEVR, C'est vne chose digne d'un grand Prince, & d'un grand Prince de l'Eglise comme vous , d'auoir tousiours deuant les yeux l'amour de la vraye gloire & de la vraye Religion. Dieu n'eleue les hommes aux hautes dignitez , dont il vous a reuestu , que pour en tirer des seruiues plus considerables , & pour les obliger dauantage à se sacrifier pour la deffense de son nom , pour l'extirpation de ceux qui luy declarent la guerre , & pour rendre avec vsure à l'Eglise les honneurs & les prerogatiues que les heretiques luy veulent rauer. Il n'ay garde de reuoquer en doute les assurances que vous me donnez , que la gloire de Dieu & la protection de la mesme sainte Eglise , sont les seuls motifs qui vous ont fait agir iusqu'icy ; & que vous n'estimez pas tant

la pourpre que vous portez à cause de l'esclat qu'elle vous donne, qu'à cause de l'aduertissement perpetuel qu'elle vous est de respendre vostre sang pour le bien de la Religion, toutes les fois que l'occasion s'en presentera. Perseueriez, Monsieur, dans vne si sainte resolution; & comme vous sçauiez que la vraye pieté a deux obiets qui n'en font qu'un, c'est à dire l'amour de Dieu & l'amour du prochain, attachez-vous inseparablement à ce double deuoir. Rendez à Dieu ce qui appartient à Dieu, & à Cesar ce qui appartient à Cesar. On ne peut choquer l'un qu'on ne choque l'autre. Leurs interests sont communs; & quelques fortes que soient les raisons qui en veulent faire la diuision, il faut eroire qu'elles ne sont iamais ny iustes ny Chrestiennes. Je ne pretends pas faire des leçons à mon Maistre. Mais ie vous debite ce que i'ay appris depuis que ie suis dans cette Cour. Il faut aduoüer que les esprits y sont fort esclairez & fort equitables; & qu'il est malaisé de les ébloüir par l'esclat des belles apparences. Je ne vous diray point en quel estat sont icy les affaires de France. M. le Cardinal de Pel-leuë s'est chargé de vous en informer fort particulierement, & de ne vous rien cacher du peu de progres que ses soins & ses negociations font auprès du Pape. Je prendray congé de sa Sainteté au premier iour, & m'en retourneray en France, apres que i'auray esté quelques iours à Mantouë. Je prie Dieu, Monsieur, qu'il vous ait en sa sainte garde, & vous donne en parfaite santé, vne vie aussi longue que le demandent les necessitez de l'Eglise. Je suis, &c.

De Rome ce dernier iour d'Aoust 1585.



*REQUESTE AV ROY, ET DERNIERE RESOLUTION
des Princes, Seigneurs, Gentils. hommes, Villes & Communauitez Catholi-
ques, présentée à la Reine Mere de sa Majesté, le Dimanche neuuiesme Iuin
1585. Pour monstrer clairement que leur intention n'est autre, que la
promotion & aduancement de la gloire, honneur de Dieu, & extirpation
des Heresies, sans rien assenter à l'Estat: Comme faussement imposent les
Heretiques malintens de la foy, & leurs partisans.*

SIRE,

Le Cardinal de Bourbon, & les Princes & Seigneurs Catholiques
qu'il assistent, vos tres-humbles, tres. obeissans sujets & seruiteurs, re-
connoissent qu'ils sont naturellement tenus & obligez de rendre à vostre
Maiesté tout honneur, respect, & tres-humble seruice, comme à leur
Roy & Prince souuerain. Iurent & protestent aussi deuant Dieu, qu'ils
n'ont iamais eu autre intention, & qu'ils continueront en cette volonté
toute leur vie.

A quoy, outre leur deuoir, ils sont beaucoup excitez de ce qu'il plaist
à vostre dite Maiesté, declarer le zele qu'elle a d'establiir le seruice de
Dieu partout son Royaume. Mais la supplient tres-humblement pren-
dre de bonne part, s'ils luy remonstrent que pour jouyr de ce bien, qu'eux
& tous les vrais Catholiques d'iceluy Royaume ont tant de fois désiré &
recherché au prix de leur sang, & n'ont iamais pû obtenir, il n'est pas
seulement requis de faire vn Edict, qui contienne que tous les sujets
soient contrains de faire profession de la Religion Catholique (tout
autre exercice interdit) & lesdits Heretiques declarez incapables de tenir
Offices, dignitez & charges publiques:

Ains est aussi necessaire, pour faire connoistre qu'on veut venir aux
effets & à l'observation, qu'il luy plaist, suiuant le serment fait à son Sacre,
& la supplication de tous les suiets de son Royaume assemblez en corps
és Estats Generaux tenus à Blois, iurer & protester en son Parlement de
Paris, apres la lecture & publication de l'Edict, estant assisté des Pairs &
Officiers de sa Couronne; que c'est son intention de le faire perpetuelle-
ment & inuiolablement garder; & que si aucune reuocation ou deroga-
tion estoit faite, qu'elle ne veut qu'on y ait égard, comme à chose directe-
ment contraire au seruice de Dieu, auquel elle se reconnoist, & ses sujets,
auoir le premier deuoir, la principale & la plus grande obligation. En faire
aussi iurer l'observation aux Pairs, Officiers de la Couronne, Conseillers
de son Conseil d'Estat, à tous les Parlemens, Gouverneurs & Lieutenans
generaux de ses Prouinces, Baillifs, Seneschaux, & autres ses Officiers.

I. PART.

QQ99

Outre ce, demanderà ceux de la nouvelle opinion, les Villes qu'ils tiennent, & les retirerauec la force, s'ils en font refus.

Vouloir aussi quitter, s'il luy plaist, la protection de Geneue; n'estant chose qui puisse resider en vne mesme volonté, d'extirper les heresies, & de conseruer avec les moyens & autorité, la source de laquelle deriué l'heresie en son Royaume, & par toute la Chrestienté; sans qu'aucun bien & commodité en aduienne à son Estat: comme sa Maiesté l'a tres-bien reconnu; ayant déclaré plusieurs fois qu'elle y auoit esté induire par les conseils, & à la persuation d'autrui, & non de son instinct & mouuement.

Et pource que ce n'est l'Edict seul qui fait cesser le mal, en ayant esté fait plusieurs, & iusqu'au nombre de cinq, avec paroles fort solempnelles & expressees, qui ont esté reuocquez tost apres, & n'ont de rien seruy (ce que les Catholiques ont plus d'occasion de craindre de l'Edict qu'on veut faire aujourd'huy, que iamais) d'autant qu'ils sont bien aduertis des assurances secretes qu'on donne à ceux de la nouvelle Religion, & que tout ouuertement ils leuent gens avec commission de la maiesté, encore qu'ils estiment que ce soit sans son sceu: Qu'il luy plaist ordonner que l'exécution s'en fera sans aucune remise, & avec les forces qu'ils ont en main, & de ses autres suiets Catholiques; pouruoir aux moyens necessaires, en sorte que l'effet & l'observation s'en ensuiue: Que le seruice de Dieu soit restabli par tout son Royaume, & sa Maiesté reconnuë de tous ses suiets, avec vne entiere obeysance.

Moyennant quoy, encore qu'avec iuste & legitime occasion, ils aient requis & supplié tres-humblement leur accorder quelques seuretez, de crainte que l'exécution ne se faisant de son Edict, ils fussent exposez aux violences de leurs aduersaires; & qu'elle ait aussi jugé raisonnable leur en offrir: Neantmoins afin que sadite Maiesté ne soit diuertie de suiure vne si bonne & sainte intention, & que tous moyens de les blâmer & calomnier, soient ostez à ceux qui sont coustumiers de iuger avec passion de leurs actions; ils offrent se departir de toutes autres seuretez, que celles qui dépendent de sa bonne grace, de leur innocence, & de la bien-veillance des gens de bien.

Et pour tesmoigner encore qu'ils n'ont rien au cœur, qu'un desir de seruir à Dieu, à sa Maiesté, & au public; ils sont prests, si elle l'a pour agreable, & qu'il leur plaist leur commander, de luy remettre en main les charges dont elle & ses predecesseurs les ont honorez, & se retirer comme personnes priuées en leurs maisons, pour y finir leurs iours; avec ce contentement, d'auoir aidé sous son nom & autorité, à vn si bon ceuvre.

F I N.

Pour faire connoistre à toute la Chrestienté, la reuerence & le respect que nous auons au Roy, & nostre zele au bien & repos de ce Royaume: Nous n'auons refusé d'entendre à la conference de la Paix, avec tou-

res les longueurs dont on s'est voulu preualoir, pour rompre & diuifer nos forces: Et auons pensé que nostre rondeur rendroit tousiours plus de tesmoignage de nostre innocence, & de nos saintes intentions. On nous apensé ébloüir de l'apparence d'un Edict pour la Religion, sans effec, & nous arrester sur les leuretez que nous demandions pour nos amis, lesquelles nous auons fort opiniastrées, tant pour leur respect que pour establir nostre Religion. Nous nous sommes bien apperceus qu'on vouloit sur le particulier interpreter en mauuaise part nos actions, & les rendre odieuses; encore que les volontez, & de nous, & de nos amis, soient tres-droites & innocentes. Enfin pour leuer toute occasion & moyen de les calomnier, nous auons fait la responce que nous vous en enuoyons, de laquelle ceux qui traitoient avec nous, se sont trouuez si estonnez, qu'ils sont demeurez sans repliche; & sur ce point nous nous sommes departis incontinent, avec ferme resolution d'auancer nos affaires, & joindre nos forces au plustost, & d'exposer nos vies pour vne si sainte entreprise, à laquelle ne doutant aucunement de l'entiere affection que vous y auez voüée, nous ne vous dirons autre chose, sinon que c'est à ce coup que nous ferons preuue, que nous sommes seruiteurs de Dieu, zelez à l'aduancement de sa gloire, & au bien & repos de la France. Fait à Chaalons, le dixième iour de Iuin 1585.

CHARLES, Cardinal de Bourbon.
HENRY DE LORRAINE.

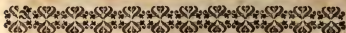
MONSIEVR, Encore que plusieurs sçachent que Monseigneur le Cardinal de Bourbon, & autres Princes & Seigneurs Catholiques, soient auourd'huy en armes, si est-ce qu'à mon aduis, peu d'entr'eux en ont encore pris la verité du suiet: Les vns pour n'en auoir ouïy parler du tout, les autres pour auoir esté preuenus de belles harangues faites par quelques-vns, qui sous le faux masque du seruice du Roy, ont voulu persuader que cecy procedoit de l'ambition de ceux qui estant nez grands, ayant fait de grands & signalez seruices à la manutention de la Religion Catholique & de l'Estat, y ayant perdu leurs predecesseurs; y ont maintesfois exposé leurs vies, employé leurs biens & leurs amis. Et enfin ne preuoyans point la sinistre intention de ceux qui vouloient bastir leur fortune de leurs ruines, se sont contentez de se retirer en leurs maisons, iusqu'à ce qu'ils ayent (comme tous les autres Princes) decouuert les Liges, Associations & menées faites avec les Protestans d'Allemagne, Heretiques d'Angleterre, & autres estrangiers, & les resolutions prises au Synode de Montauban, & que tout ne tendoit qu'à la subuersion de la Religion Catholique, & de l'Estat de France. C'est pourquoy il me sembleroit tres-necessaire de faire imprimer la Declaration de Monseigneur le Cardinal, & l'enuoyer par tous les quartiers de ce Royaume, sans laisser plus longuement couuer ce doute, ou enuieil.

lir l'opinion de ceux qui se sont preuenus. Ce que i'entends qu'il a differé iusqu'à ce qu'il fust ioint avec tous les autres Prinees & Seigneurs, qui avec luy se sont deelaréz protecteurs de cette sainte & iuste cause, à laquelle nous ne doutons pas que tant qu'il y a de Catholiques, comme ils y ont interest egalement, ne se ioignent & l'embrassent promptement. Mais ce qui en a gardé beaucoup de grands, est la crainte que quelques-uns ont eu, que le pour-parlé de la Reine Mere du Roy, ne fust dissoudre cette sainte entreprise. Je ne faudray point à le dire, parce qu'il leur semble qu'ils ne peuuent tomber que debout, prenant par imagination le party du Roy, que chaecun de nous reconnoist pour tres-Catholique, & aimant son peuple, mais non tous ceux de son Conseil, mesme ceux de qui cettere declaration parle, qui s'estant comme glisséz en la grace de sa Maiesté, abusent de tant d'honneur & de biens qu'ils en reçoient, & neantmoins sous son autorité, font publier & escrire par tout, que c'est à elle que l'on s'adresse. Je ne doute point que ladite declaration ne vous ait bien éclaircy sur ce fait. Et que comme vous avez le iugement bon, vous n'en tiriez le vray discours de vous-mesmes. Toutesfois, puisque c'est chose que ie ne puis encore vous enuoyer, ie vous prie pour en parler priuément avec vous, qui estes mon amy, de considerer ependant que tant qu'il a plû à Dieu de nous conseruer en vie Monseigneur, frere du Roy, nous auons eu occasion d'esperer la conseruation de nostre Religion, & d'auoir patience. Mais depuis, & incontinent apres sa mort, n'est-ce pas chose certaine que Monsieur d'Espernon, duquel la fortune, fautive de bon fondement, a besoin de forts & puissants appuis, fut trouuer le Roy de Nauarre? auquel, outrepassant son pouuoir, il declara de la part du Roy, que sa Maiesté le tenoit aujourd huy pour son fils, & heritier de cette Couronne: chose si estrange à nos yeux, d'auoir dès à present vn successeur Heretique, qui publiquement s'est declaré persecuteur de nostre Religion, l'exercice de laquelle il a, sur peine de la vie, interdit és pais de son obeysance. Ce que reconnoissant ledit Roy de Nauarre, mesme cettere succession ne luy estre legitime, & que du gré des François, sinon des desuoyez de nostre Religion, il n'en prendra iamais possession, il a cherché de s'appuyer sur les moyens que luy en preparoient les Ducs de Joyeuse & d'Espernon, par promesses qu'ils se sont faites respectiuement: A sçauoir ledits Ducs de l'establi Roy, & luy de les conseruer tels qu'ils sont. Et pour plus aisement y paruenir depuis ce temps-là, ces deux Messieurs se sont tellement fait amplifier leurs pouuoirs d'Admiral & de Colonel, que comme Roy mesme, l'un s'est attribué tout pouuoir sur la mer, & l'autre sur la terre. Car ledit Duc d'Espernon, non content des principales clefs de la France, a fait estendre son pouuoir sur chascune des places frontieres, rendant par ce moyen les Gouverneurs generaux des Prouinees, & les Capitaines particuliers desdites places frontieres, sans aucun pouuoir, ne seruans, comme l'on dit, que d'O en chiffre.

Depuis ce mesme-temps, s'est-il veu Prince, Seigneur, ny particulier auoir le moyen d'obtenir rien de la Maïesté, ny expedition de placet, quelque equitable qu'il fust ? si par les mains de l'un des deux, ou de ceux qui leur appartiennent, ils n'auoient esté presentez ? ny vn seul homme estably en office, benefice ou charge publique, que par leur nomination ? Ces moyens leur ont acquis les offices & les clefs de la France, au nom d'une si grande partie, que s'il n'y est promptement pourueu, c'est où sera grand pitié de voir vn si grand & florissant Royaume estre en la disposition de deux hommes ; le seruice desquels chacun connoist. Toutesfois leurs honneurs ou grandeurs ne sont pas de nostre grief. C'est que telle disposition se prepare en faueur de l'Ennemy public & iuré de nostre Religion, qui pressé d'un desir de vengeance de la Saint Barthelemy, à la luscitation de ses Ministres, & autres, qui sous pretexte de leur pretenduë nouvelle Religion, ont déjà failly à ruiner cét Estat ; les nourrit en esperance de piller & saccager toutes les bonnes villes de ce Royaume, & de leur ruine enrichir ceux de sa secte, & les installer à l'exemple d'Angleterre, au plein & libre exercice de leur dite pretenduë nouvelle Religion, pour l'entiere ruine de la nostre tres-ancienne. A quoy ie m'estonne que plus de gens preuoyant assez le mal aduenir, ne s'efforcent d'y pouruoir de leurs moyens. Vne partie de Messieurs les Ecclesiastiques veulent-ils, comme enyurez de leur commodité presente, s'endormir en leur vaisseau, sans faire guet sur les pirates, qui sont si proches de les mettre à fonds ? Partie de la Noblesse, au commencement faisoient tant de bruit & de plainte du mépris qu'on faisoit d'eux : veulent ils maintenant, qu'il n'est plus question de leur particulier d'y mettre la main, se tenir aux écoutes, pour se ranger enfin du costé le plus certain & plus plein d'honneur ? l'ay honte d'en écrire ; mais en cecy ie ne vous le puis celer, ny mesme le regret que j'ay de tant de gens de bien, qui pour argent ont quitté leurs charges, que leur vertu leur auoit acquises. Et sur tout ce que l'on tienr auourd'huy pour fair, de l'un d'eux, lequel lors que premierement il fut poursuiuy de remettre sa place pour vingt mille elcus : & depuis pour cinquante mille, par les premiers refus qu'il en fit, disant qu'il en auoit de long temps refusé deux cens mille Angelots, se conserue avec grand honneur sa reputation. Je ne veux point alleguer d'obligation qu'il a particulierement à quelque Prince de ceux qui se sont declarez en ce party, parce que quand il y va de l'équité de la cause, il n'est besoin d'affectionner le particulier. Mais celuy-là me fait craindre que plusieurs autres de moindre iugement que luy, ne se laissent saisir de pareille affection & induction, s'ils ne sont prouoquez de bône heure à embrasser cette cause par ceux qui en ont les moyens comme vous, que partant ie requiers & exhorte de s'y employer pour la décharge de nos consciences, & mesme tout le menu peuple qu'il occupe, qui est en sa vocatiõ ordinaire, & ne sent ou preuoir iamais que le bien ou le mal qui est present. C'est chose dont ie ne doute nullement, que le Roy voyant tous ses suiets armez ;

les vns pour conferuer la Religion Catholique : les autres sous pretexte d'un Edit de Pacification, assemblez avec les ennemis d'icelle : Il prendra tousiours le party le plus asseuré, & auquel de son naturel il est du tout zelé & affectionné, sans s'arrester à la passion de ces deux fauteurs de l'ennemy public de sa Religion. Et en tout cas ; s'il aduenoit (ce que Dieu ne permette, s'il luy plaist) que sa Maiesté prist autre party ; que pourroient esperer ceux qui en ce s'opposeroient, sinon s'apprester l'eschaffaut de leur mort honteuse ?

Je prie Dieu qu'il fasse la grace à tous ses bons seruiteurs, & specialement aux François, de connoistre si bien la verité, que personne ne feigne plus de se declarer, comme la conscience les admoneste.



ARTICLES ACCORDEZ A NEMOVR, AV NOM DV ROY,
*par la Reine sa Mere, avec les Princes & Seigneurs de la Ligue, en
presence du Duc de Lorraine.*

Qu'il sera fait vn Edit perpetuel & irreuocable, par lequel toute l'exercice de la nouuelle Religion sera deffendu, & déclaré qu'il n'y aura dorefnauant en ce Royaume autre exercice de religion, que de la Catholique, Apostolique & Romaine.

Que tous les Ministres sortiront hors du Royaume vn mois apres la publication dudit Edit, dans les Parlemens.

Que tous les suiets de sa Maiesté seront tenus viure selon la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, & faire profession d'icelle dans six mois apres la publication dudit Edit, & à faute de ce faire, seront contrainsts de sortir hors du Royaume, sous peine de confiscation de corps & de biens : sauf neantmoins à ceux qui sont hors du Royaume, de pouoir vendre & disposer de leurs biens meubles & immeubles ainsi qu'ils voudront.

Que les Heretiques, de quelque qualité qu'ils soient, seront declarez incapables de tenir benefices, charges publiques, offices, estats & dignitez.

Que ledit Edit sera publié & registré à tous les parlemens de ce Royaume sans restriction ny modification ; & apres la publication d'iceluy faite au Parlement de Paris, sa Maiesté fera declaration expresse audit parlement, assisté des pairs de France & Officiers de la Couronne ; qu'elle entend qu'il soit perpetuellement & inuolablement gardé.

L'observation de cet Edit sera aussi iurée par les princes & pairs de France, Officiers de la Couronne, Cheualiers du S. Esprit, Conseillers du Conseil d'Estat, Gouverneurs & Lieutenans de ses provinces, residens & Conseillers des Cours souveraines, Baillifs, Senéchaux, & autres ses Officiers, par les Maires, Escheuins, corps & communautéz ;

desquels sermens actes & procez verbaux seront dressez, & mis es registres desdites Cours, pour y recourir quand il en sera besoin.

Et sera déclaré par cet Edit, que sa Maïesté ordonne que les villes qui ont esté baillées en garde à ceux de la nouvellé Religion pour leur seureté, seront incontinent apres la publication de l'Edit, mises en liberté, & que les garnisons en vuidront incessamment.

Sa Maïesté fera pareillement inserer en l'Edit, ou fera expedier lettres en forme requise, par lesquelles il sera dit, qu'ayant connu que ce qui a esté fait par les princes, Officiers de la Couronne, rrelats, Seigneurs & autres ses Officiers, villes & communautez, & par tous ceux qui les ont suivis, secourus & fauorisez en ces nouueaux troubles & remeuëmens, tant en la prise des armes, villes, forteresses, deniers de ses Receptes generales & particulieres, ou autrement en quelque sorte que ce soit, viures, confection & prise d'Artillerie, poudre & boulets, & autres munitions de guerre, pratiques & leuées de gens de guerre, rançonnemens, actes d'hostilité, & generalement tout ce qui a esté fait, geré & negocié iusqu'à present dedans & dehors le Royaume pour raison de ce que dessus, encore qu'il ne soit particulierement exprimé & specifié, a esté pour le zele & affection qu'ils ont à la manutention & conseruation de ladite Rel. Cat. Ap. & Rom. que sadite maïesté l'a pouragreable, l'approuue, & veut qu'ils en demeurent desohargez en tout & par tout, sans en pouuoir estre recherchez à l'aduenir.

Comme aussi ceux qui ont fourny, receu & distribué lesdits deniers, viures, munitions & autres choses susdites.

Que les six chambres, surnommées de l'Edit, désà present demeureront supprimées en tous les Parlemens de ce Royaume.

Si quelques iugemens criminels auoient esté donnez contre aucuns ayants suiuy ledit party, pour raison des choses susdites, ils seront nuls & comme non aduenus.

Les Gouverneurs & Lieutenans Generaux des Provinces, & autres particuliers Gouverneurs & Capitaines des villes, places & forteresses, & autres Officiers, de quelque qualité qu'ils soient, qui ont suiuy le party desdits Princes, seront maintenus & conseruez en leurs Gouvernemens, Charges, Estats & Offices.

Toutes les places & villes qui ont esté dans ledit party, seront aussi remises & delaisées en l'estat auquel elles estoient auant les mouuemens & troubles derniers, sans qu'à l'esgard de choses passées sa Maïesté y mette aucune garnison, ny leur fasse aucun mauuais traitement.

Seront aussi les Gouverneurs & Capitaines d'iceelles reintegrez en leurs charges, pour en iouir tout ainsi qu'ils souloient faire auparauant: excepté les villes & places qui seront baillées pour seureté, & Meziers, en laquelle demeureront 10. hommes.

A esté accordé qu'à Monsieur le Cardinal de Bourbon, pour sa seureté, sera baillée la ville de Soissons, avec 70. hommes de cheual, &

rente Arquebusiers pour la garde.

A Monsieur le Cardinal de Guise 30. Arquebusiers à cheual pour la garde.

A Monsieur de Mercœur, Dynan & le Conquest, avec les garnisons ordinaires, ou ce qui y sera nécessaire: & pour le regard des Lieutenans du Chasteau de Nantes, il y demeureront comme ils sont à present.

A M. de Guise, Verdun, Thoul & S. Dizier, avec les garnisons ordinaires, & outre ces trois villes, celle de Chaalons: toutefois sans garnison. On y mettra seulement 30. Hallebardiers.

A Monsieur de Mayenne le Chasteau de Dijon, & la ville & le chasteau de Beaune, avec 60. hommes pour departir ausdits Chasteaux.

A Monsieur d'Aumale, S. Esprit de ruë, avec 40. hommes, dont les 25. seront à cheual, & dont il se pourra seruir pour la garde.

A Monsieur d'Elbeuf, Qu'il sera pourueu du Gouvernement de Bourbonnois, vaquant par la mort du sieur de Ruffec, & aura 20. Arquebusiers pour la garde.

A esté aussi accordé pour la garde desdits sieurs les Ducs de Mercœur, de Guise & de Mayenne, à chacun 30. hommes à cheual.

Le payement de toutes & chacunes desdites gardes, sera leué sur les Prouinces & Pays des Gouvernemens desdits sieurs Princes.

Pour le regard des villes, places, chasteaux & citadelles qui seront baillées en garde ausdits sieurs Princes, promettront sur leur foy & honneur, & obligation de leurs biens tout ensemble, & chacun pour foy, de les remettre es mains de sa Maiesté, ou de ceux qu'il luy plaira deputer dedans cinq ans, sans delay, excuse, ou retardation & difficulté quelconque, pour quelque cause & sous quelque pretexte que ce soit, & outre ce se sont departis & departent dès à present, de toutes ligues & associations dedans & dehors le Royaume, si aucunes y en ont.

A esté accordé au sieur de Brissac la somme de 40000. mille liures, pour recompense de son estat de Colonel, pour en estre payé aux termes & ainsi qu'il sera aduisé.

Et outre ladite Dame Reine a aussi promis, & s'est chargée de faire en sorte enuers les sieurs d'O & d'Antragues, qu'ils demeureront contents en effet.

Pour le regard des estrangers, la Maiesté entend que les Lansquenets soient dès à present enuoyez à la frontiere, pour estre licenciés & mis hors du Royaume, & que les Reistres aussi iroient à la frontiere, où le Roy aduisera, pour s'en seruir à l'encontre des forces Estrangeres de ceux de la Religion pretenduë reformée, si aucuns veulent entrer en ce Royaume.

Quant au payement desdits Reistres & Lansquenets, lesdits sieurs Princes bailleront par estat ce qu'ils leur ont fait payer & aduancer, dont ils feront prest au Roy, sous l'assurance de Monsieur le Duc de Lorraine, pour en estre remboursé dans vn an.

Et pour le reste de ce qui se trouuera deu ausdits Lansquenets, en sera composé avec eux à la descharge desdits Princes, par le General Brauclerc; auquel à cet effet lesdits sieurs Princes presteroient toute assistance.

Et pour le regard de la continuation du payement desdits Reistres; sa Maiesté y pouruoir, en faisant par eux nouveau serment de bien & fidelement seruir sadite Maiesté enuers & contre tous, en se departant de toutes autres capitulations, serment & promesses qu'ils pourront auoir faites, & ce sans que ledit nouveau serment apporte aucun renouvellement de temps.

Tous prisonniers à l'occasion & depuis les presens troubles, seront de part & d'autre mis en liberté, sans payer aucune rançon.

Et pour le regard de la composition de l'armée, lesdits sieurs Princes remettent à en conferer avec sa Maiesté.

Les presens articles ont esté, comme dessus est dit, accordez par ladite Dame Reine au nom du Roy d'une part; & d'autre par lesdits sieurs Cardin. de Bourbon & de Guise, Ducs de Guise & de Mayenne, tant pour eux que pour lesdits autres Princes, Pairs de France, Officiers de la Couronne, Seigneurs, Gentilshommes, & autres qui ont suiuy leur party. Pour tesmoignage dequoy, lesdits articles ont esté signez de leurs propres mains en la ville de Nemours, le Dimanche 7. Iuillet 1585. Ainsi signé, CATHERINE. CHARLES CARDINAL DE BOURBON. LOUIS CARDINAL DE GUISE. HENRY DE LORRAINE. CHARLES DE LORRAINE.

LETTRES PATENTES DV ROY HENRY III. DE REVOCATION
des Edicts de Pacification. 1585.

NENRY, &c. Dieu & les hommes sçauent la volonté que nous auons tousiours eüe, & la continuelle peine que nous auons prise deuant & depuis nostre aduenement à la Couronne, pour reünir au giron de l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine nos suiets separez d'icelle, & purger du tout nostre Royaume des sectes & diuersitez d'opinions en la Religion, qui se sont coulées & introduites en iceluy, durant la minorité des Rois nos tres-chers Seigneurs & freres, que Dieu absolue, & la nostre; tant pour descharger nostre conscience enuers Dieu, comme nous sommes tenus de faire, que pour establir & fonder vn bon, solide & perpetuel repos entre nos suiets, par le moyen duquel nous puissions rendre nostre regne aussi heureux & tranquille, qu'ont esté ceux des Rois nos predecesseurs d'heureuse memoire. Car nous auons souuent pris les armes & longuement fait la guerre en nostredit Royaume pour ceste seule occasion. En quoy nous auons tres-volontiers employé nostre propre personne, & toute nostre puissance, assi-

sté de nos bons & loyaux suiets. D'ailleurs aussi les rois nos Seigneurs & freres, & nous, voulant espargner le sang & la substance de noldits sujets, & deliurer nostre pauvre peuple de l'oppression & iniure de la guerre, auons semblablement fait plusieurs & diuers Edicts de Pacification, pour essayer de paruenir au but de nostre intention par la voye de douceur. Mais Dieu n'a permis que ce chemin nous ait esté plus heureux que celuy de la force, comme il se voit à present, par la nouvelle subleuation & prise des armes faite en nostredit Royaume, laquelle a tiré son origine & fondement de la diuersité de ladite Religion tolerée en celuy cy; où nous connoissons & éprouuons que si la preuoyance humaine est foible & tres-fragile en toutes choses, elle l'est encore plus en ce qui touche & concerne le fait de la Religion, en laquelle toutes & quantes fois qu'il y a eu controuersé & diuision en vn Estat, il a esté suiet à toute infelicité & desolation, suiuant la parole de Dieu. A quoy desirant pouruoir & remedier, comme vn Roy tres-Chrestien; qui a son salut & celuy de ses suiets en singuliere recommandation: **NOVS POVR CES CAUSES**, & autres bonnes & grandes raisons à ce nous mouuans, & de l'aduis de la Reine nostre tres-honorée Dame & Mere, de plusieurs Princes & Seigneurs de nostre Conseil, **A V O N S** par cettuy nostre present Edict perpetuel & irreuocable, dit, statué & ordonné, disons, statuons & ordonnons ce qui s'ensuit. **PREMIEREMENT**, qu'en cettuy nostre Royaume, Pais, Terres & Seigneuries de nostre obeysance, il ne se fera plus dorefnauant aucun exercice de la nouvelle Religion pretenduë reformée; mais seulement celuy de nostre Religion Catholique, Apostolique & Romaine: ce que nous inhibons & deffendons tres-expressément à tous nos suiets, de quelque qualité & condition qu'ils soient, sur peine de confiscation de corps & de biens; nonobstant la permission qui estoit donnée de ce faire par nos Edicts de Pacification precedens, laquelle nous auons reuocquée & reuouquons par ces presentes: par lesquelles voulons & ordonnons, & sur les mesmes peines que dessus est dit, que tous Ministres de ladite nouvelle Religion, ayent à vider & sortir d'iceluy nostredit Royaume, & pais de nostre obeysance, vn mois apres la publication qui en aura esté faite en nos Cours de Parlement. Et pour mieux retrancher l'occasion des grands maux & calamitez que la tolerance de la diuersité d'opinions en la Religion a cy-deuant introduits en nostre Royaume, & remettre vn repos & tranquillité plus assurée entre nos suiets; Nous auons ordonné & ordonnons, sur les mesmes peines que dessus, que tous noldits suiets seront tenus dorefnauant de viure selonc ladite Religion Catholique, Apostolique & Romaine, & ceux qui sont de ladite nouvelle Religion, de s'en départir, & se reduire à ladite Religion Catholique, Apostolique & Romaine, & en faire profession dedans six mois apres ladite publication de ces presentes. Et au cas qu'ils ne veuillent faire ladite profession, Nous voulons qu'ils ayent à

vuidier & fortir hors de nostredit Royaume, & pays de nostre obeyssance en quoy faisant, leur auons permis & permettons de pouuoir neantmoins vendre, iouyr, ou autrement disposer de leurs biens, tant meubles qu'immeubles, ainsi que bon leur semblera. Pour la mesme cause & consideration, nous auons aussi déclaré & declaron par cesdites presentes, tous ceux de nos suiets, de quelque qualité & condition qu'ils soient, qui se trouueront atteints d'heresie, incapables de tenir & exercer aucunes Charges publiques, Offices, Estats & dignitez en nostredit Royaume, & pais de nostre obeyssance. Et pour esteindre la memoire des troubles passez, & la diuersité qu'il y a eu entre nos suiets au fait de la Religion, Nous auons dès à present reuocé & reuouons les Chambres my-parties, tri-parties, & autres establies en nos Cours de Parlement, suiuant & en vertu de nos Edits de Pacification; & par mesme moyen auons renuoyé & renuoyons les procez qui y sont pendans, en quelque estat qu'ils soient, pardeuant les Iuges auxquels la connoissance en appartient. Voulons aussi, & ordonnons que les Villes qui ont esté cy-deuant baillées en garde à ceux de ladite nouvelle Religion, pour leur seureté, soient par eux delaisées libres, & que les garnisons qui y sont, en sortent, & soient mises hors incontinent apres la publication de ces presentes en nos Cours de Parlement, au ressort desquelles elles sont situées & assises. Et pource qu'à l'occasion des susdites deffenses de l'exercice de la nouvelle Religion, aucuns pourroient prendre pretexte d'exercer vengeance particulieres, & émouuoir troubles & seditions en cettuy nostredit Royaume; nous deffendons tres-expressement à tous nos suiets, de quelque qualité & condition qu'ils soient, sur peine de la vie, d'vser de voye de fait, ny entreprendre aucune chose les vns sur les autres de leur autorité priuée; reueruant à nos Officiers la correction & punition des contreuenans à cettuy nostre present Edict. Et d'autant que nous auons connu que ce que les Princes, Officiers de la Couronne, Prelats, Seigneurs, & autres nos Officiers, Villes, Communautéz, & tous ceux qui les ont suivis, secourus & fauorisez, ont fait en ces nouueaux Reglemens, tant en la prise des armes, Villes, fortifications, deniers de nos Receptes generales & particulieres, ou autres nos deniers, en quelque sorte que ce soit, villes, forts, prises d'artillerie, confection de poudres, boulets, & autres munitions de guerre, pratiques & leuées de gens de guerre, rançons, actes d'hostilité; & generallyment toutes autres choses qui ont esté faites, gerées & negociées dedans & dehors nostredit Royaume, pour raison de ce que dessus, a esté pour le zele & l'affection qu'ils ont à la manutention & conseruation de ladite Religion Catholique, Apostolique & Romaine; Nous auons déclaré & declaron par ces presentes, que nous l'auons pour agreable, l'approuuons, & voulons qu'ils en demeurent deschargez en tout & par tout, sans en pouuoir estre recherchez à l'aduenir en quelque sorte & maniere que ce soit; imposant sur ce silence perpetuel à nos Procureurs generaux, presens &

à venir, & à tous autres nos Iuges & personnes quelconques. Et si pour raison des choses susdites, aucuns iugemens auoient esté donnez; nous voulons & entendons qu'ils demeurent nuls, & comme non aduenus. Et afin que le contenu en nostre present Edict, soit de tant mieux suiuy & obserué en tous & chacuns ses parties; nous voulons que tous les Princes, Pairs de France, Officiers de nostre Couronne, Conseillers en nostre Conseil d'Estat, Cheualiers de nos deux Ordres, Gouverneurs & Lieutenans Generaux de nos Prouinces, Presidents & Conseillers en nos Cours Souueraines, Baillifs, Seneschaux, & autres nos Officiers, les Maires, Escheuins, Corps & Communautéz de nos Villes, promettent & iurent solennellement, de garder & obseruer inuiolablement iceluy nostredit Edict; & que de leurs sermens actes & procez verbaux soient dressez, & mis és registres des Grefes de nosdites Cours, pour y auoir recours, quand besoin sera. **SI DONNONS EN MANDEMENT** par cesdites presentes, à nos amez & feaux Conseillers, les Gens tenans nos Cours de Parlement, Baillifs, Seneschaux, Preuosts, ou leurs Lieutenans generaux, & à tous nos autres Iusticiers & Officiers, & à chacun d'eux, si comme il appartiendra, que cettuy nostre present Edict, Ordonnance, vouloir & intention ils fassent lire, publier & enregistrer entierement, gardent & obseruent, & fassent entretenir, garder & obseruer inuiolablement, & sans enfreindre; & à ce faire & lousfir, contraignent & fassent contraindre tous ceux qu'il appartiendra, & qui pour ce seront à contraindre. **CAR** tel est nostre plaisir; nonobstant quelconques Edicts, Ordonnances, Mandemens, Dessenses, & Lettres à ce contraires, auxquelles nous auons pour le regard du contenu en cesdites presentes, & sans preiudicier en autres choses, dérogé & dérogeons. Et afin que ce soit chose ferme & stable à tousiours, nous auons signé cesdites presentes de nostre main, & à icelles fait mettre & apposer nostre Scel. **DONNE'** à Paris au mois de Iuillet, l'an de grace 1585. Et de nostre Regne le douzième. Ainsi signé sous le reply, **HENRY**, & sur ledit reply, Par le Roy estant en son Conseil, **BRVLART**, & à costé *Visa*: Et scellées sur lacs de soye rouge & verte.

* Leuës, publiées & registrées: Oüy, & ce requerant le Procureur general du Roy, à Paris en Parlement, le Roy y leuant, le dix-huitième Iuillet 1585.

DE HEVEZ.

R E S P O N S E

DE PAR MESSIEVRS DE GUISE;
à l'Aduertissement. 1585.

PEV DE TEMPS APRES CET EDICT, PARVT
un discours intitulé, Aduertissement sur l'intention & but de Messieurs
de Guise, en la prise des Armes. Il fut fait par Monsieur du Plessis
Mornay, que l'original de Monsieur Phionbet appelle Secretaire & fidelle
seruiteur du Roy de Navarre. L'aurois mis ce discours icy, mais il se trouue
dans le premier Volume des Memoires de la Ligue, page 126. Il merite bien
d'estre leu. Aussi tost qu'il eût esté publié, il fut enuoyé à M. de Nevers, par
Monsieur de Guise, avec prieres tres instances de luy en dire son aduis. M. de
Nevers le marqua en diuers endroits, & escriuit à Monsieur de Guise,
qu'il estoit de la dernière importance qu'il y fist vne response. Il en dressa
luy-mesme les memoires, & les luy enuoya par un Courtier exprez. Sur
ces memoires Monsieur l'Archeuesque de Lyon fit la Response que ie vous
donne, comme un ouurage qui doit estre attribué à M. de Nevers.

COMBIEN que ceux de la Pretendue Religion ayent esté decla-
rez Heretiques, par les premier & second Conciles generaux de
l'Eglise, & que les Rois François I. du nom, & Henry II. son fils les ayent
condamnez par leurs Edits, les Cours de Parlement de ce Royaume
les ayent fait mourir par feu, que le Roy François II. les ait punis par
glaiue en la ville d'Amboise, les Rois Charles IX. & nostre Roy Henry
III. à present regnant, les ayent poursuiuis comme leurs capitaux enne-
mis, par sieges de Villes, & quatre batailles données, que le peuple les ait
par plusieurs fois courus à force, & massacrez, comme gens reprouuez.
Toutesfois ils se sont particulierement tousiours attachez à la maison de
Guise, comme s'ils eussent esté seuls auteurs, motifs & cause de ce qu'ils
n'estoient venus à leurs intentions. Et apres auoir quelque-temps com-
batu par passages de l'Escripture Sainte, & par les armes qu'ils ont pû
amasser, tant en la France, Allemagne, qu'en Angletterre: enfin mettant
& les armes spirituelles & les corporelles en leurs fourreaux, ils se sont
mis à calomnier Messieurs de Guise, de choses qui ne concernent en
rien la Religion. C'est qu'ils ont dit que feu Monseigneur de Guise pre-
tendoit à la Couronne de France, se disant estre descendu de Charlema-
gne, sous la race duquel Hugues Capet a vûsûpé le Royaume. A cette
cause, ils disent que l'on a appelé Huguenots nos Rois & Princes du

Sang descendus dudit Hugues Capet, comme si tous les Huguenots fussent Princes du Sang de France, & heritiers de la Couronne, ou qu'il n'y eust que lesdits Princes du sang Huguenots.

En leur objectant le crime de leze-Majesté, ils condamnerent aussi quasi tous les Princes, Seigneurs, Gentilshommes, & suiets du Roy, comme complices & auteurs de crimes quand ils ont pris les armes avec ceux de la Maison de Guise, comme le feu roy de Navarre, qui fut tué au siege de Roüen; les feus sieurs de Montpensier, de la Roche sur-Yon, Prince Dauphin, les Ducs de Nemours, de Longueville, & de Nevers, tant pere, fils, que gendre; le feu Connestable qui laissa la vie à la bataille Saint Denis; le Marechal de S. André, qui fut tué à la bataille de Dreux, les Marechaux de Montmorency & d'Amville, de Brissac, de Tavanne, de Biron, de Matignon, le sieur de Martigues, qui mourut devant S. Jean d'Angely, le sieur de Brissac qui mourut à Mulsidam, & infinies autres qui ont perdu & les biens & la vie pour cette querelle; lesquels tous ont esté traistres & deloyaux à leurs rois, favorisant la Maison de Guise, & ont esté declarez lourdaux d'avoir ignoré pour qui ils portoient les armes.

Aussi de dire que nos Rois ayent esté si peu clair-voyans, qu'ils n'eussent iamais connu l'intention de ceux de Guise, qui estoit de les dépouiller de la Couronne pour s'en inuestir, ce seroit leur faire tort. L'evenement des guerres a montré que de toutes les Villes & places fortes qu'ils ont eues en leurs mains, ils ne se sont iamais impatronisez d'une seule place, comme ont fait les Huguenots, qui ont retenu pour leur dernière main les villes de la Rochelle, S. Jean d'Angely, Montauban & plusieurs autres, & qui avoient mis entre les mains des Anglois, anciens ennemis de la France, le Havre de Grace, & autres places de grande consequence. Doncques l'on peut dire à Monsieur de Guise, ce que Dion recite avoir esté escrit sur la sepulture de Ruffus: *Cy gist Ruffus, lequel ayant chassé l'ennemy, a reconnu l'Empire non pour luy, mais pour sa Patrie.* Car Monsieur de Guise, apres y avoir perdu la vie, a laissé la Maison engagée de plus de six cent mille liures, comme il est notoire.

Mais c'est autre chose de médire, autre chose d'accuser. Car celui qui accuse, s'inscrit à la preuve de Talion, administre tesmoin, use d'argument, de conjecture & indice violent, Celui qui médit, se contente de vomir tout ce qu'il a dedans le cœur, pour se descharger, & ne se donne pas la peine d'entrer en preuve.

Si ceux de la Religion pretendue qui leur imposent cela, croient qu'il y ait quelques indices de ce qu'ils dient & qu'ils trouvaissent les Impri-meurs qui ont mis sous la presse les Genealogies dont ils parlent; ils auroient quelque apparence en leurs dires. Mais ils en parlent fort imper-tinemment, & sans verisimilitude aucune. Car il est tout certain que tant d'Historiens qui en ont fait mention, tiennent que le dernier de la race de Charlemagne mourut sans aucuns enfans males, comme

mesme le tesmoignent les Histoires de Lorraine; celles des Euefques de Verdun, par vn nommé Vassebourg; la Genealogie de Lorraine par Charles Estienne; autre Liure qui est intitulé *Testaments, & dotes Lotharingie*, composé par vn Chanoine de Toul, sujet du Roy, lequel pour s'estre trop oublié en parlant de nostre Prince & le sien, fut fait prisonnier par Monsieur le Duc de Lorraine, & accusé par Monsieur de Guise. Estant doncques ainsi que la race de Charlemagne soit faillie en ligne masculine, quand il seroit vray que ceux de Lorraine seroient descendus des filles de celuy qui fut le dernier de la race de Charlemagne; toutesfois ils ne seroient pas capables d'heriter à la Couronne de France, par la Loy Salique inuiolablement gardée en ce Royaume, qui exclud les femelles, & ne donne la Couronne à ceux qui sont descendus par filles, non plus qu'elle ne tombe en quenouille.

Et si ceux de Braine sont descendus par filles dudit Charlemagne; aussi en sont descendus nos Rois & Princes du Sang, de par la mere de saint Louis.

Et si contre la Loy Salique, ceux de Guise pretendoient à la Couronne, comme venus des filles de France, ils n'ont pas à rechercher leur race de si loin. Car Monsieur de Guise est petit fils du Roy Louis XII. les enfans de M. de Lorraine sont petits fils du Roy Henry second, sans rechercher ny la Maison d'Anjou, ny d'Alençon & de Bourbon dont ils sont venus par filles.

Cela donc est sans apparence, & seroit leur droit prescrit par sept centans passez; & il faudroit admettre la succession à l'infiny, où le droit Ciuil & Canon n'admettent que le dixième degré. Et encore, où ce droit ne seroit prescrit par le temps, ceux de Lorraine y auroient renoncé, se trouuant au Sacre des Rois Charles V. Charles VI. Charles VII. François I. Henry II. François II. Charles IX. & de nostre roy, où ils ont assisté comme Pairs, & ont aidé à Couronner nos Rois, ont pris Estat sous eux, leur ont fait foy & hommage, comme à leurs Rois & Princes Souuerains.

Dauantage, si ainsi estoit qu'il y eust quelque droit pour la Maison de Lorraine, ce seroit premierement au Duc de Lorraine, puis au Duc de Mercure à le debattre, auant que ceux de Guise y puissent rien quereller.

Donc il n'est pas vray semblable que feu Monsieur de Guise eust pretendu à la Couronne, ny son frere. Et si vous dites que ce n'est pas assez de le dénier, & que si pour dénier vn crime on doit absoudre vn homme, iamais il n'y auroit aucun conuaincu: Je vous respondray ce que dist vn grand Empereur: S'il est ainsi que ce soit assez que d'accuser pour condamner, iamais homme ne se trouuera innocent.

Aussi lesdits argumens de ceux de la pretendue Religion se trouuent bien foibles, & biens legers, quand avec vne denegation seule ils seront renuersez & scellez. Si donc ils ont quelques tesmoins de ce dire, ils les doiuent produire, & accuser seulement ceux de Guise de

si grand crime : car qui ne deferera vn criminel de leze Maiesté, encourt le crime de leze Maiesté par les loix ciuiles dudit Royaume, & luy doit estre imputé.

L'adiousteray encore ce point, que quand ceux de Guise seroient descendus par raiſon de Charlemagne (ce que ne ſont) touteſois le Roy leur peut dire, que Pepin , Pere de Charlemagne, auoit vſurpé le Royaume contre les ſucceſſeurs de Pharamond : Conſequemment que Hugues Capet & ſa race y ont autant de droit que ceux de Charlemagne. Mais qu'eſt-il beſoin de ſe deffendre, quand il n'y a aucun procez intenté pour ce fait-là, & qu'on ne doit receuoir vn criminel à ſes ſans iuſtificatifs, auant qu'on luy ait parfait ſon procez.

Il eſt vray ſemblable aſſez que Monſieur le Cardinal de Bourbon ; ſ'il connoiſſoit l'intention de Monſieur de Guise eſtre telle, qu'il vouluſt deſheriter de la Couronne Meſſieurs de Bourbon pour ſe l'approprier, il ne voudroit adherer à ſes deſſeins ; ou il ſ'oublieroit par trop.

Mais c'eſt la façon ordinaire des Huguenots, de ſe meſſer des choſes qui ne leur appartiennent en rien, & ſemer des noiſes entre les Princes pour leurs rangs, où ils deuroient diſputer de points Controuerſez en la Religion, par l'autorité de la ſainte eſcriture & des peres de l'Egliſe.

Ils n'ont iamais ceſſé qu'ils n'ayent tiré hors de la Cour le Roy de Nauarre, à qui le Roy Charles auoit baillé ſa ſœur en mariage, & qui aimoit ſingulierement Monſieur de Guise (comme chacun ſçait) eſtans ordinairement enſemble comme proches parens, enfans des deux couſins germains, ayant auſſi Monſieur de Guise eſpouſé ſa couſine germaine, beaufrere d'ailleurs de Monſieur le Prince de Condé. Et de le rendre ſi ennemy de la maiſon de Bourbon, comme ils le ſont, c'eſt diſſoudre vne trop grande alliance. Il n'y a maiſon plus alliée de celle de Bourbon, que celle de Lorraine. La grand-mere de feu Claude de Lorraine, Duchefſe de gueldres ſa femme ſe nommoit Antoinette de Bourbon. La Mere de Madame de Guise eſtoit ſœur de Monſieur le Cardinal de Bourbon. La grand-mere du Duc d'Elbeuf eſtoit ſœur de feu Monſieur de Montpenſier. La grand-mere du Duc de Lorraine eſtoit ſœur de Charles de Bourbon, Conneſtable de France. Feu Monſieur de Montpenſier auoit eſpouſé la fille de feu Monſieur de Guise. La grand-mere de monſieur le Cardinal de Bourbon ſe nommoit de Lorraine, qui eſtoit Duchefſe d'Alençon. Voila comment ils ſont parens ; & n'eſtoit la Religion, tres-bons & fideles amis.

De les rendre auſſi ennemis de nos Rois, c'eſt choſe qui ne ſe peut croire, & qu'ils vouluſſent les prier de la Couronne. Le Roy François ſecond auoit eſpouſé la Reine d'Eſcoſſe, qui eſtoit niepce de feu monſieur de Guise. Le Duc de Lorraine auoit eſpouſé la fille du Roy Henry ſecond, dont il en a des enfans. Et le Roy d'apreſent a fait cet honneur à la maiſon de Lorraine, que d'eſpouſer la fille de feu M. de Vaudemont.

Et combien que la Loy Salique n'approuue pas les femmes de la Couronne,

Couronne, toutefois elle n'est pas si forte, qu'elle puisse esteindre le parentage qui est entre eux de droit de nature plus ancien & plus fort que la Loy Salique.

Ils imputent à la maison de Guise, qu'ils se sont aggrandis aux despens du Roy. Toutefois les terres de Guise, de Joinville, du Maine, d'Aumalle, d'Elbeuf & autres qu'ils tiennent, leur viennent d'antiquité de la Maison de Lorraine, la Duché de Mercœur de la maison de Bourbon, du Connestable, dont le Duc de Lorraine estoit Neveu aussi proche que feu Monsieur de Montpensier. Et n'est point à rechercher qu'ayant fait service à nos Rois, ils se soient sentis quelquefois de leur liberalité. Parce que plusieurs autres qui sont en leur degré ou de parenté ou de mérite, en ont beaucoup plus emporté en peu de temps.

Si vous me demandez quel service ils ont fait? voyant les Histoires de France qui sans passion en rendent tesmoignage, vous verrez qu'il y a peu de Princes ou Seigneurs de France, qui n'ayent quelquefois failly, se rangeant du costé des ennemis. Mais nuls de ceux de Lorraine, quoy qu'ils ne fussent pas suiets, ne se sont rendus du party contraire à nos Rois; & ils ont fait comme les oyes nourries au Capitole de Rome, quoy quelles n'y fussent pas mises pour sa garde, qui firent meilleure garde que les chiens & les morte-payes qui estoient ordonnées & nourries pour ce faire

On a escrit que le Roy François premier les avoit pour suspects, & qu'il ne les aimoit pas. Si ie l'auois oüy, avec ce que les Huguenots l'ont escrit, i'en passerois quelquechose. Mais de tels personnages sont à reprocher, messieurs de Lorraine luy avoient tousiours fait bon & loyal service. A la journée de Marignac, Anthoine Duc de Lorraine y estoit, & Claude de Lorraine Duc de Guise son frere, qui fut (comme on recite) tout le iour parmy les morts respirant. Son frere François de Lorraine fut tué en la bataille de Pavie, où le Roy fut pris. Le Duc de Guise fut employé durant ce regne, en toutes les armées; & il est tout notoire que l'un des plus fauoris du Roy François, estoit Jean Cardinal de Lorraine. Mais ie croy qu'ils ont controuvé cette calomnie, comme ils en ont fait beaucoup d'autres. Quant à ce qui est du Roy Henry, l'histoire tesmoigne assez comme ils estoient desiréz & bien venus vers luy, comme ayant gouverné les plus grandes affaires de son Royaume, tant en guerre que pour la police; quand François Duc de Guise, en combattant contre les Anglois, receut un coup de lance qui luy outrepassa la teste, qu'il combatit l'Empereur à Renty, qu'il deffendit Metz, qu'il reconquist Calais, Guines, & autres places; qu'il le fit son Lieutenant general en l'armée près Amiens, un peu avant la paix faite entre le Roy & l'Espagnol. On luy obiecte qu'il a mené une armée en Italie pour luy conquerir le Royaume de Sicile, comme s'il commandoit au Roy autant âgé que luy, auquel on fait bien peu d'honneur de luy imputer qu'il se laissoit ainsi gouverner par son suiet.

Quant à Charles, Cardinal de Lorraine, on luy impute qu'il a ocdonné des Finances, & on demande que ses heritiers en rendent eomptre, comme s'il eust esté Tresorier de l'Espargne, & qu'il eust manié les Finances, dont il fust comptable. Les Tresoriers de ce temps-là en ont compté en la Chambre des Comptes, où lors les Finances alloient bien d'un autre ttain qu'elles ne sont maintenant. On sçauoit lors ce que le tout estoit deuenu iusqu'à vn liard. Les deniets ne se receuoient que par les Comptables : & pour finir le regne du Roy Henry II. lors qu'il fut tué au Tournoy, feu Monsieur de Guise estoit l'un des soudenans avec luy.

Depuis on les a aeeuséz, qu'ils s'estoient saisis du feu Roy François II. Mais quel tort luy ont-ils fait ? Ils l'ont preserué des embusches contre luy dressées à Amboise. Ils ont fait éuoquer les trois Estats à Orleans : ce qui monstre qu'ils ne vouloient rien faire au prejudice du Royaume.

Luy estant deeedé, le Roy Charles IX. vint au royaume. Incontinent les troubles commeneerent, tels qu'un chacun sçait. La bataille de Dreux se donna, où feu Monsieur le Due de Guise se trouua, comme il fit au siege de Paris, de Roüen & d'Orleans, où il fut proditoitement occis ; son frere le Due d'Aumale tué deuant la rochelle, apres s'estre trouué es batailles de Dreux, de larnac & de Moncontout, & demeurez endettez tellement, que leurs enfans n'en sont pas encote dehors. Quant à nostre roy, il sera témoin & iuge de ce qu'il a veu à l'œil, comme des seruices que Henry de Lorraine Due de Guise, & le Due du Maine son frere ont faits, qui sont trop reeens pour les coucher icy par écrit ; & lesquels depuis dix ans en ça ont eu si peu d'enttemise aux affaires du Conseil ; qu'ils n'ont eu le moyen, ny de s'agrandir, ny d'aduaneer les leurs, eneore qu'en ce regne certains Seigneurs y ont tellement fait leurs affaires, qu'ils se peuuent comparer aux plus grands Princees en biens & en honneurs.

Voila en somme comme se sont compottez Messieurs de Guise ; qui tirent plus d'honneur d'estre blasmez & calomniez par ces boute-feux de Ministres, que d'en estre estimez.

Quant à ce qui est de la Ligue qu'ils ont entreprise depuis quelques iours, pour ne pas voir la France reduite en l'estat où l'Angleterre est maintenant, où les Princees Catholiques sont gehenneez & tourmentez continuellement, où ils sont bannis ou refugiez hors leurs pays, & priuez de leurs maisons & biens, & de leurs parens & amis : Je reseruetay d'en iuger, iusqu'à ce que le Roy luy-mesme les ait iugez, & que l'éuenement ait decouuert quelle est leur intention.

Et d'autant que pour esbloüir les yeux de quelques-vns qui ne seroient pas assez bien confirmez en leur Religion, ou qui preseteroient les miseres de ce monde aux beatitudes de la vie eternelle : Le diable & ceux qui ont coniuéré avec luy, pourroient leur proposer que les Princees Catholiques qui sont à present armez, voudroient sous le manteau de la Religion, s'adresser à l'Estat & à la personne du Roy :

Iceux Princes declarent apertement, qu'ils desireront qu'un chacun s'accorde. Que tant s'en faut que telle soit leur intention, & qu'avec la cause de Dieu & la verité de sa parole ils veuillent rien mesler de leur particulier; qu'au contraire ils n'ont autre chose devant les yeux, & n'ont les armes sur le dos, & ne se sont disposez d'employer leurs vies & leurs moyens & ceux de leurs suiets, que pour la seule querelle de Dieu & de son Eglise. Et combien que pour la manutention de l'Eglise, & la tuition & deffense d'icelle, comme estans des premiers Princes du Sang, Pairs du Royaume de France, & Officiers de la Couronne, ils peussent avec raison & autorité parler de l'Estat; chacun sçachant assez en quelle disposition il est à cette heure: Ce n'est pas toutesfois leur but ny leur fin, encore moins de toucher aux deportemens du Roy, la Maïesté duquel leur est sainte & sacrée, pour lequel ils sont armez, & non contre luy, pour la vie duquel ils veulent mourir, & non attenter à sa personne: ains la seule cause de l'Eglise Catholique, de laquelle ils s'assurent que le Roy ne se desuoyera iamais, les a vnīs, leur a fair ceindre les armes, & iurer qu'ils moureront plustost mille fois, si faire se pouuoit, que voir l'Eglise appauvrir par ses ennemis. Et ces Princes sçauent fort bien que l'Eglise estant bien establee & la reünion en nos cœurs, l'Estat le sera aussi; & qu'icelle abolie & delassée, l'Estat sera bien ébranlé.

Pour cela, comme tres-humbles sujets & seruiteurs qu'ils sont du Roy, ses proches parens, les plus fideles Conseillers; ceux lesquels de ses yeux il a veu luy mesme combattre ses ennemis, qu'il a veu au milieu des batailles, ramener blesez de son seruice, non vne fois, mais plusieurs; qui ont heureusement deffendu ses Villes, assaillis & pris celles de ses aduersaires, reünir ses Prouinces en son obeysance, qui ont tousiours retenu celles qui leur ont esté commises, en leur deuoir & fidelité; desquels les membres blesez sont les marques & le sceau de leur foy enuers Dieu & enuers le Roy, prosternez deuant sadite Maïesté, le supplient d'embrasser avec eux la deffense de l'Eglise, de ne se separer point (s'il luy plaist) d'icelle, & se souuenir du nom de tres-Chrestien, qui est le plus beau & le plus recommandable que pas vn d'aucune Monarchie du monde; se souuenir du premier serment qu'il a fait, prenant la Couronne non de France seulement, qui est beaucoup toutesfois, d'auoir le nom du Fils Aîné de l'Eglise, du Protecteur & Deffenseur d'icelle, qui est encore dauantage: & considerer qu'il doit prendre en main cette tuition, à laquelle, & comme Roy tres-Chrestien, il s'est obligé.

Outre les maledictions, les ruines & renuersemens d'Estat qui auroient & sont aduenus aux anciens Rois & Princes, lesquels ont manqué à Dieu, à l'Eglise, à leur Foy, & à son seruice; ou il faut qu'il demeure neutre & spectateur des batailles que donneront ces Princes, que Dieu, pour la deffense de son Eglise, a armez de sa propre main; ou il sera besoin qu'il se range du costé des ennemis de Dieu. Demeurant neutre, il n'y aura nul doute que ce sera la proye des victorieux. Se rengant du costé

des ennemis, & de son Eglise; Que peut-il esperer de son Estat, les fondemens duquel sont allis sur la foy de l'Eglise, sinon que comme furieux & reprouvé de sens, il déchirera ses entrailles, & se coupera la gorge luy-mesme. Aura-t'il donc plus de confiance aux armées desquelles il a veu maines fois les lances & les picques baissées contre luy, & aux Chefs, & Capitaines desquels il a veu l'espée tirée pour la luy eacher dedans le cœur, qu'à ceux qu'il a vû opposer leurs corps propres, pour empêcher que le sien ne fust blessé? Aura-t'il plus d'assurance en la parole de ceux qui la luy ont faussée tant de fois qu'à peine il se peut dire, qu'à la foy des Princees & des bons suiers qui la luy ont inuiolablement gardée, & qui la luy conseruent encore en son entier, sans iamais auoir changé, ny de foy, ny de Religion, ny de Roy? Aura-t'il certitude des Catholiques incertains, qui balanceront entre Dieu & le monde, & qui estant prests à combattre, seront tousiours en doute si Dieu est pour eux; puisqu'en effet ils auront pris les armes pour vne Religion, laquelle ils ont abandonnée. Car ayant vne creance toute contraire à celle de leur Maistre, ils porteront les armes contre eux, en les portant pour leur Roy. Ce qui causera vne confusion si grande, que ce sera l'entiere ruine d'eux-mesmes, & de leurs familles. D'autre part s'il arriue que le Roy se declare ouuertement contre l'Eglise Catholique, & se range du costé de ses ennemis mesmes, & des ennemis de Dieu, il n'allumera pas seulement vn feu qu'il ne pourra esteindre dans les Prouinces de son Royaume; mais dans les maisons particulières, & dans les cœurs de ses suiers. Le Roy marchant le premier à la teste de son armée, desquels se gardera-il plustost? ou de ceux qui seront derriere luy, pour le tuer, comme par rant de fois ils ont tasché de faire & l'ont entrepris, ou de ceux qu'il aura en front, lesquels le salueront plustost, & leueront les bras, que toucher sa personne, leurs armes n'estant point conduites ny prises pour offenser le Roy, comme sont celles des ennemis de Dieu & de l'Eglise, entre les bras desquels s'il se iette, ils ne doit attendre qu'une mort subite, vne ruine & vne desolation de son Estat. La raison de ceuy est, que ces Heretiques demeurant maistres & superieurs, si dès l'heure mesme du combat, ils ne mettent à mort le Roy, apres la victoire obtenüe ils le priueront sans doute de son autorité, ou attenteront à sa vie.

Que la volonté des Heretiques ait esté telle iusques-icy, chaeun le peut considerer, qui sçait que la lance du feu Prince de Condé, en la rencontre de Iarnac, cherchoit plustost l'estomach du Roy, que de nul autre; & que l'épée du feu Admiral en la bataille de Moncontour, estoit pour baigner au sang de sa Maisté: que tous les Heretiques menaçoient sa teste, & souhaittoient sa mort plustost que de nul autre: & ceux-cy le sçauent vraiment, qui lors ont combattu avec le Roy, qui l'ont releué de cheual, ministres & auteurs en partie de sa victoire, encore que lesdits Heretiques ehangent d'opinion, lors qu'ils se verront au dessus de leurs affaires.

Celuy-là seul le peut comprendre, qui sçait si tels personnages pardonnent à leur ennemy quand il le tiennent foulé à leurs pieds, & vn tel ennemy encore qui sans cesse leur a fait la guerre, les a tousiours poursuivis & domptez, comme a fait le Roy, duquel la mort & la fin est le commencement & la vie de leur autorité, & qu'ils n'ignorent point estre vray Catholique en son courage.

Le Chef mis à bas, que peuuent esperer les Catholiques tiedes & flottans en leur foy, lesquels ayant combattu pour les Heretiques, & estant venus au sommet de leurs puissances, où il y a si longtems qu'ils se desirrent, & se promettent quasi déjà estre, rendront avec vñre aux Catholiques ce qu'ils leur ont presté par cy-deuant; c'est à dire qu'ils osteront des Gouvernemens, Charges & Offices, tant de Iudicature que de Finances, & des Estats particuliers des Villes, ceux qui ne seront pas de leur Religion; & empescheront qu'aucun Catholique n'y puisse parvenir. Car quant aux Ecclesiastiques, outre l'extermination de leurs personnes, & les massacres qui se commettront auparavant sur iceux, ils doiuent estre asseurez qu'on se iettera sur leurs robbes: ce qui sera la derniere ruine de l'Eglise; parce que l'ambition & l'avarice a tant de pouuoir sur le cœur des mortels, que nous auons veu depuis six ans, la Chambre My-partie auoir plus fait d'Heretiques en France, seulement pour gagner le temps en vn proces, que les Presches des Ministres, & leur institution n'auoient fait en vingt ans auparavant. Que sera-ce donc lors que les Heretiques seront Rois, qu'ils tiendront les armes, les Prouinces, la Iustice, les Finances, & bref tout l'Estat en leurs mains, sinon qu'ils se saouleront de la vengeance si longtems premeditée contre nous autres pauvres miserables Catholiques. Où au contraire, s'il plaist au Roy de prendre le nom de Protecteur de l'Eglise, lequel par rant de victoires il s'est acquis, s'il luy plaist de tirer du foureau le coutelas sacré, qui luy fut enuoyé par nostre Saint Pere le Pape, comme à celuy de qui la valeur & la magnanimité auoit fait parroistre qu'il estoit lors le plus fort & le plus vigoureux Dessenfleur de l'Eglise, entre tous les Princes Chrestiens; s'il plaist à sa Maiesté d'estre Chef de ceux qui luy ont tousiours obey, qui ont entendu sa voix, & receu tousiours les commandemens, & qui sont prests à les recevoir; qui ont tousiours combattu avec luy, & sont retournez victorieux; il n'y a nulle doute que Dieu verra le cœur de ses suiurs, Qu'il renuerse ra ses ennemis, & asseurera ses trophées que par cy-deuant il a esleues des dépouilles des Heretiques; & que sa Maiesté viendra à bout de ce qu'elle a par tant de fois demandé à Dieu, qui est l'extermination del'heresie, restablira son Estat, regnera en paix asseurée, & non incertaine; & Dieu luy donnera à la fin des enfans, ayant peut-estre cette benediction esté differée, iusqu'à ce que suivant la grace de ses predecesseurs, & que par cy-deuant il a si heureusement fait, la dextre de sa Maiesté soit armée pour la tuition & la defense de ses affaires, de celles de Dieu & de son Eglise.

F I N.

*PLAINTES FAITES CONTRE LE ROT HENRY III.
par les Chefs de la Ligue en 1587. Pendant qu'ils furent assemblez à
Meaux, où la Reine mere les fut trouver.*

Si iusques à present Monsieur le Cardinal de Bourbon, & les autres Princes Catholiques n'eussent point encore experimenté la sollicitude de la Reine au bien de ce Royaume, & du leur particulièrement; cette derniere peine sans plus que sa Maiesté a daigné prendre de s'abaisser à venir vers eux, pour s'informer de leurs plaintes & s'en charger enuers le Roy son fils leur souuerain Seigneur, peut faire suffisamment connoistre que cette vertu royale surpasse de beaucoup celle de son rang; puisque l'incommodité de l'aage & de sa santé ne peut tant soit peu diminuer son inclination ordinaire à bien faire. Mais ceux qui ne sont pas nouueaux à receuoir ces bienfaits, & qui se sentent estre entierement redevables toustant qu'ils sont, apres la bonté de Dieu, à la pure liberalité d'elle & des Rois ses enfans, confessent que sans cette derniere grace, ils ne laissent pas d'estre assez informez que sa Maiesté ne peut finir la charité & bien-veillance enuers cet Estat, & tous les membres d'iceluy, que pour le malheur general, la propre vie ne soit terminée.

La mesme bonté & la mesme vertu qui se remarquent excellentes au naturel du Roy, reluisent particulièrement en ce qu'il luy plaist visiter ses humbles seruiteurs & suiets, non seulement par de tres honorables Ministres, mais par sa propre mere, la plus grande Princesse du Monde. Aussi pour cette extraordinaire demonstration de faueur, ils ne peuuent se proposer aucunes choses, que demander à Dieu pour leurs Maiestez, de tres-longues années & prosperitez, pour iouir du seruice de tous leurs suiets, & particulièrement de leurs tres-humbles, tres-obeyssans, & tres-affectionnez seruiteurs & suiets.

Après donc auoir remercié en toute humilité & tres-sincerement les Maiestez du Roy & de la Reine sa mere, lesdits Princes prennent la hardiesse, sur le commandement qui leur en est fait par leursdites Maiestez, de prouoquer leursdits suiets, & de leur declarer les raisons qu'ils ont de se plaindre. Ils supplient aussi tres-humblement leurs Maiestez, de ne se point offencer s'ils vsent de la liberté qui leur a esté donnée: protestant que ce n'est à aucune autre intention, que pour auoir d'autant plus de moyens de se conseruer en leur deuoir & aux bonnes graces de leurs Maiestez.

Et partant, auant que passer plus outre, ils supplient tres-humblement la Maiesté de la Reine, de prendre en bonne part s'ils declarent manifestement que cette grace qui leur a esté faite à present, & est partie prouenuë du propre mouuement du Roy, & non d'aucune de leur

poursuivre ou recherche: car ils seroient tres-coupables s'ils s'amusoient à ouvrir la bouche pour se plaindre, lors qu'il faut serrer la main pour tenir les armes, & s'employer à la defense de la Religion, & du service de sa Maiesté, & de la conservation de son Estat. Et pour cette raison ils ne veulent pas entrer en plaintes, & ils sont autant prests & disposez à le servir en toutes occasions, & principalement en cette sainte cause, que le scauroient estre les mieux traitez, & les plus reconnus, & les plus fauorisez seruiteurs de sa Maiesté: & s'il eust plu à la Reine ne venir ny enuoyer vers eux, & s'il ne luy plaisoit encore à present de nier toute satisfaction à leurs iustes remonstrances; ils n'auroient point volonté, ny n'en eurent iamais d'autres, que de courir d'affection où l'occasion se presente, & d'employer leurs propres vies pour combattre les Estrangers, ennemis de Dieu & les siens, en quelque part qu'ils se presentent. Et s'ils estoient si malheureux que l'on en voulut douter, ils sont prests de bailler pour preuue de leur sincere affection, tel nombre d'eux, de leurs enfans & freres, que sa Maiesté voudra choisir. Et afin de ne laisser rien derriere, & de ne donner suiet de penser qu'ils veulent souffrir qu'à leur occasion il y ait aucun retardement à cet œuure; si quelques vns de leurs amis pensant bien faire, a fait quelque chose que sa Maiesté n'ait pas trouué bon; ils trauailleront de façon, qu'elle en demeurera contente. Cela presupposé, puis qu'il plaist à sa Maiesté les tant gratifier, que de leur commander de desduire leurs plaintes: pour luy obeir, ils remonstrent premierement, que depuis le temps qu'il a pleu au Roy de conioindre leurs tres humbles demandes à ce saint zele de la Religion, duquel sa Maiesté a fait preuue plus que nul autre, aux batailles où il a acquis tant d'honneur & de gloire; on ne sçait par quel moyen la derniere guerre entreprise avec tant de forces contre de si foibles ennemis, despourueus & surpris, desquels la ruine a esté si euidente, & qui a esté si fort commencée & si froidement poursuuie, n'estant les heretiques qu'en quelques prouinces de ce Royaume; tout le corps généralement a esté si fort trauaillé de la guerre, que toutes ses Prouinces ensemble en ont également senty l'affliction, à cause du passage & du sejour des gens de guerre qu'ils supportent à present: comme si l'on auoit entrepris de condamner les poursuittes des heretiques & rebelles, & pour l'accroissement des calamitez du peuple, les rendre tolerables; encoré qu'à leur seule occasion les troubles renaissent tout aussi souuent, à la ruine & à la decadence de cet Estat.

Les forces & l'argent ont esté tellement distribuées, qu'il ne s'est rien ensuiuy digne de l'esperance d'un tel appareil, à proportion des guerres precedentes. Et comme si l'on eut eu à combattre autant d'armées, il a semblé que l'on ait voulu vendre la requisition des Catholiques contre les heretiques, en mettant pour fondement en toutes les leuées qui se sont faites, tant sur le Clergé que sur le peuple depuis deux ans, que ce seroit tousiours pour s'opposer aux estrangers qu'on

les heretiques faisoient venir depuis qu'on leur auoit rompu la paix.

Les biens des heretiques qui eussent pû grandement leuir aux frais de la guerre, & redoubler en les saisissant à l'aduantage de sa Maïesté sur eux, ont esté aussi librement perceus par les propriétaires, comme s'il n'y eut eu aucun Edit ny declaration allencontre; & les ordonnances de sa maïesté n'ayant point passé plus outre que la publication, elles sont toutes demeurées sans aucun effet, pour ce regard.

Les loix Chrestiennes de tout temps deffendent l'entrée aux charges de Magistrature aux suspects d'heresie. Et toutefois contre vne regle si sainte, & contre la promesse de l'Edit de Nemours, depuis qu'il a esté publié, on a pourueu desdits Offices, & principalement des Charges publiques, plusieurs personnes qui ont esté autrefois heretiques, au moins quilont suspects d'heresie. Au contraire plusieurs de ceux qu'on a reconnu auoir adheré à la demande qui fut faite de l'extirpation des heresies, comme sic'estoit vne incapacité suffisante, ont esté refusez & postposez aux suspects, encore qu'ils fissent la condition du Roy meilleure.

Plusieurs qui au mespris de l'Edit du mois de Iuillet ont voulu demeurer en ce Royaume, ont esté tolerez de demeurer en leurs maisons, ou par conuenance, ou par expresse commissions, appellées prolongations. Et s'il s'est trouué que par la sollicitation des Catholiques il en ait esté mis quelqu'un ez mains de iustice, & ait esté condamné suiuant l'Edit, par le Iuge subalterne, il a esté incontinent absous par le Iuge superieur: ce qui est vn indice manifeste du consentement à la contrauention, pource qu'elle se fait par des actes si publics qu'est vn Arrest.

L'on a poursuivy en iustice, & on a fait tourmenter publiquement ceux qui ont vendu vn liure Catholique, qui ne peut estre taxé d'autre blâme que d'auoir parlé librement & avec verité contre les heretiques, sans que nul de ceux qui ont vendu, & qui vendent ordinairement des Liures contraires à la Religion Chrestienne, & autres libelles diffamatoires contre les Catholiques, ayent esté seulement blâmez. Mais au contraire on leur a donné toute liberté de vendre ce que bon leur sembler. Ce qui a donné suiet depuis quelques iours à vn Imprimeur, d'imprimer sous son nom effrontement, vn liure contre les Princes. En tout ce que dessus, les premiers articles de cet Edit se trouuent violez.

Il a aussi esté directement contreueu au sixiesme article dudit Edit: en ce que ceux du Conseil du Roy n'ont presté aucun serment pour l'entretenement d'iceluy, ains ils ont simplement fait lecture en leur presence, d'un certain acte, contenant le serment qu'ils deuoient faire; sans qu'ils soient particulierement nommez, ny qu'ils ayent parlé ny leué la main. Et bien qu'on ait fait toute instance pour faire reformer ledit acte & nommer les personnes; on ne l'a pû obtenir.

Le Parlement de Paris, ny les iustices subalternes de la ville n'ont pas encore presté ledit serment, ny plusieurs autres Officiers du Roy, corps de ville & communautéz.

Quant au Preuost des Marchands & Escheuins de Paris, ils n'ont pas encore presté ledit serment. Et combien qu'ils en ayent esté requis plusieurs fois, & qu'il deuoit estre ainsi fait par ledit article, toutefois il n'en a rien esté.

Contre le septiesme, on a donné des passeports à plusieurs, qui avec armes, chariots ou autrement se sont voulu retirer aux villes tenuës par les heretiques. Il se trouuera aussi qu'en ce mesme temps que les deux Conseillers du Parlement de Grenoble qui furent enuoyez à Die pour executer l'Edir, eurent fait sortir la garnison Catholique qui y estoit, ils establirent en mesme temps les heretiques en leurs maisons, en tel nombre & en telle façon, qu'au mesme temps ils s'emparerent de la mesme place, laquelle ils ont tousiours depuis oocupée; & par ce moyen ils ont donné entrée à la ruine totale du Dauphiné.

Contre le huitiesme article, la commune renommée fait assez de foy combien on a rendu odieux à la Maiesté, ceux de qui le zele & l'affection à la manutention & à la conseruation de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, a poussé à supplier tres-humblement ladicte Maiesté de prendre les armes contre les heretiques, de sorte qu'ils en ont esté calomniez & mal traitez.

La poursuite faite par diuerfes personnes en faueur du Cardinal de Pelleuë, auoit fait deporter assez disertement plusieurs principaux Ministres de S. M. de s'employer ez occasions de ladicte grace; surce qu'il s'estoit monstté partial à fauoriser la derniere guerre contre les heretiques; Toute fois on a depuis recherché de meilleures couuertures pour le persecuteur & pour le rendre odieux à ladicte M. l'accusant d'auoir contredit en plein Consistoire, en quelques gratifications que S. M. desiroit de la Sainteté. Ce que lesdits Princes connoissans luy auoir esté imposé, & sçachans que c'est vne calomnie reeherchée expressement pour luy nuire; ils ne peuuent mettre cette plainte en autre rang que des plus griefues: leur pesant trop de voir les biens d'un personnage d'une telle qualiré, & qui est en si bonne & en si grande reputation, saisis & arretez, non pour autre occasion, que pour auoir avec eux considéré le bien & le seruice du Roy, & l'extirpation des rebellions & des heresies en son Royaume. Ce qui les meut à supplier tres-humblement S. M. de leur accorder la iustice comme à tous les autres suiets; & s'il n'est pas verifié contre luy qu'il air merité vne telle affliction, de le vouloir restablir en la iouyssance de ses biens.

Les promesses des grands Rois ne se doiuent interpreter estroitement & contre la sincerité de leur intention, principalement au preiudice de leurs bons suiets, & qu'ils ont reconnu pour tels; de sorte que c'est contreuenir à l'Edit & à l'intention de sa maiesté, & tirer des consequences contraires à son seruice-mesme & à la seureté de cet Estat, de vouloir persuader au monde que le Roy n'est point obligé à obseruer ce qu'il a promis de bouche & par escrit à l'egard de ses suiets, & d'obliger par menaces & par mauuais traitemens, ceux qui sont suspects sans iustes

causes, & qui doiuent estre maintenus & conseruez en leurs charges, de les remettre & s'en deffaire au profit de leurs ennemis. Il est aussi bien plus conuenable à la parole de la Maiesté & à la prud'homie des Catholiques, qu'ils soient indifferemment pourueus à toutes charges qui vacqueront; sans faire difference de ceux qui ont demandé l'extirpation des heresies, d'auec les autres.

La ville d'Orleans plus qu'aucune autre de ce Royaume, a esté trauaillée du seiour des gens de guerre, qui y ont logé plusieurs mois à diuerses fois iusques aux portes: & les habitans ont esté chargez de grieues charges, contributions & emprunts, & particulièrement les Catholiques declarez plus que les autres; & le Gouverneur a esté destiné de son authorité.

Les sieurs de Brissac, Crusilles, & Iessan ont esté indignement iettez hors de leurs charges. Le chasteau d'Angers ayant esté surpris sur le sieur de Brissac, qui l'auoit soigneusement gardé pour le seruice de sa Maiesté, à ses propres cousts & despens, sans en auoir iamais tiré aucune solde. La Citadelle de Mafcon, en laquelle commandoit le sieur de Crusilles, a esté rasée par le commandement espres de sa Maiesté. Celle de Valence a esté surprise par le propre Lieutenant general de sa Maiesté: & le gouverneur de mareul, qui a esté si mal traité que rien plus, a esté comme abandonné à toutes surprises: & quelques Gentilshommes de Prouence & de Dauphiné, qui ont esté forcez de recenoir garnison dans leurs maisons, les ont perduës pour n'auoir point esté secourus, ains ils les ont renduës par composition aux ennemis, ou pour le moins ils en ont perdu la iouissance; n'en pouuant disposer à cause desdites garnisons, où il n'y en deuoit point auoir: de sorte qu'en apparence la guerre se fait aux heretiques; mais le fruit est tombé contre les Catholiques.

Les sacrileges & abominations execrables commises par ceux de l'ame, au tres-saint Sacrement de l'Autel, l'embrasement des Eglises, les massacremens de Prestres, leurs courtes & leurs pilleries qui ont esté remonstrées à sa Maiesté, ont fait qu'elle a esté tres-humblement suppliée, comme protectrice de son Estat, qu'elle voulust vanger vn tel mespris de l'honneur de Dieu & de la sainte foy Catholique, contre vn autre Seigneur qui est pareillement en sa protection, & qui fait assez d'autres maux en son Royaume. Ce que lesdits Princes esperent obtenir de sa Maiesté, & derechef luy en font tres-humble supplication.

La leuée des deniers pour les garnisons & bandes, qui ne monte pas à vn denier pour liure de tout ce qui se leue ordinairement, a esté contre la coustume, spécifiée toute entiere dedans les commissions enuoyées par toutes les Generalitez & Elections de son Royaume: ce qui fait assez connoistre quelle volonté l'on a de rendre odieux ledit Prince au peuple. Mais qui plus est, sous le nom de ladite leuée, on a celé & conuertuy quelques autres leuées faites en faueur d'aucuns particuliers;

& cela fait, lesdits deniers ainsi presceus & publiez, ont esté diuertis & employez à autre effet.

Tant s'en faut que le 24. article ait esté effectué, concernant le consentement que l'on auoit promis de donner aux sieurs d'O & d'Antraques; que l'un a esté contraint de se deffaire de sa place, & qu'il a esté & est encore tellement trauersé en l'exercice de sa charge, que la personne & la ville en sont en continuel trauail, & les promesses de M. de Lorraine, faites par le commandement de la Reine, demeurent vaines.

L'estat des aduances contenu au 26. article, ayant esté baillé au Conseil; il en fut ordonné le remboursement de deux tiers, en quatre quartiers de l'année quatre-vingt sept, qui estoit prolonger le terme dudit remboursement d'une année de plus qu'il n'auoit esté dit & accordé. Et bien que ladite assignation des deux premiers tiers fust dès lors baillée; neantmoins il n'en a esté acquitté que la moitié: parce que toutes autres assignations ont esté preferées à son acquit, & toutes charges de non valué des finances remises sur elle, sans qu'on ait sceu seulement obtenir vn seul executoire. De sorte que la moitié desdits deux tiers monte enuiron à la somme de soixante mille escus, qu'on est encore à acquitter à Monsieur de Lorraine, qui en a respondu pour sa Maiesté. Et quelque poursuite & quelque plainte qu'on ait sceu faire, on n'a encore donné aucune esperance d'y pouruoir, combien que les deniers dudit remboursement ayent esté spécialement leuez pour cet effet, & que par consequent ils deussent auoir esté employez pour ice-luy, & non à autre. Ce qui n'ayant pas esté fait; il semble qu'on ait voulu par telles remises, faire renaistre tous les ans la memoire de ces deniers, en haine de ceux qui ont fait declarer la guerre aux Heretiques.

Et quant à l'autre tiers, payable aux deux premiers quartiers de cette année, on n'a pû obtenir l'assignation de quatre quartiers d'iceluy, & sur douze Receptes generales; encore que c'eust esté le bien de sa Maiesté de la bailler sur vne ou deux, ainsi que les gens de finances en ont esté plusieurs fois requis. Ce que l'on peut aisement connoistre auoir esté fait, pour vser de ladite assignation de la mesme façon que que l'on a vû de celle de l'année precedente.

Sa Maiesté ayant le loisir de pouruoir à toutes ces plaintes, il en reste vne tres expresse, qui est pour l'estat auquel sont reduits les Catholiques en Poitou, lesquels ont assisté les Princes à demander l'expulsion des Heretiques. Car ils sont communement trauaillez par les ennemis; & quelquefois par ceux là mesme, à qui sa Maiesté a ordonné de combattre pour leur deffense. Ce qui donne occasion de la supplier tres-humblement, qu'il luy plaise se haster de secourir ce Pays, & de commander qu'entre ses suiuis de mesme Religion, la fidelité & le traitement soient aussi esgaux.

*PROPOS TENVS AV ROT, EN LA PRESENTATION DE LA
Requête des Princes, Seigneurs & Communautés de l'union, pour
la deffence de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine.*

SIRE,

Ce que nous connoissons deuoir à vostre Maiefté d'honneur, de respect, de crainte & d'obeissance, nous eut fait volontiers choisir de ne pas approcher de vos pieds, que pour requerrir en roure humilité & soumission l'heureuse continuation de vos bonnes graces, sans prendre la hardiesse d'ouuir la bouche pour faire aucune plainte: pour ne vouloir ofer (bien qu'en des choses iustes) nous hazarder seulement de dire quelque parole qui luy peust tant soit peu desplaire. Pour ce suiet ceux qui nous ont enuoyé vers elle, auoient resolu de mettre leur requête entre les mains de la Reine vostre mere, pour la supplier d'interceder pour nous, & l'interpreter avec plus de dignité & de reuerence enuers vostre maiefté. Mais il vous a plu luy mander, qu'elle vous renuoyast ceux qui s'adressoient à elle; leur promettant cet honneur, de les escouter benignement. C'est ce qui a fait que pour continuer les soumissions deuës à vostre Maiefté, & pour satisfaire à son commandement, nous la sommes venus trouuer. Je ne repeteray point, Sire, les protestations que ces Princes vous ont faites, tant de l'honneur qu'ils continuent de vous porter, que du regret qu'ils ont de vostre absence: & ie ne preuiendray point celles que vous veulent faire ces Messieurs les deputez icy presens. Mais ie diray seulement à vostre Maiefté, que nous sommes les porteurs des memoires qu'il luy a plu commander qu'on luy enuoyast; ainsi choisis non pour leur suffisance (au moins quant à ma part) ny pour autres considerations, que pour estre des personnes notoirement exemptes d'aucune suspicion de passion particuliere, en ce qui concerne les principaux points de cette Requête. Que si en vne doléance qui est generale & commune, vostre Maiefté trouue quelque proposition vn peu plus libre que de coustume; nous la supplions tres humblement qu'elle se souuienne de son commandement, du propre interest de son seruice, & du grief de ses propres suiets. Sa clemence veur que nous disions nostre mal: & le mal qui nous presse le plus, c'est le dommage & le preiudice que ces derniers accidens (entr'autres) ont apporté au seruice de vostre Maiefté: de sorte que si nous en parlons autrement que nous auons desia fait, nous ressemblerons à celuy qui estant muet toute sa vie, ne commença point à parler, que quand il vit l'espée tirée pour bleffer son Pere, son Seigneur & son Roy. Car lors la nature rompit les obstacles, & il s'escria,

Ne faites pas mal au Roy. Sire, la passion que nous auons pour vostre service, comme pour celuy de nostre Pere, de nostre Roy, de nostre maistre & de nostre Seigneur, nous a fait rompre à ce coup nostre long silence pour faire vn semblable cry : Ne faites pas mal au Roy. Ne le diuisez point de ses bons suiets, de sa Noblesse, des Officiers de sa Couronne, de ses Princes, de ses Cours souueraines, de ses finances, & de sa grandeur. Ne luy ostez point l'honneur de son zele, de sa pieté, de la iustice, de sa clemence, de sa douceur, de sa bonté & de son humanité si renommées, si éprouuées, & si hautement louées. Car si quelquefois par le passé il l'a esté, certes dans ce dernier accident de Paris, vn tel danger a semblé plus proche que iamais. Et c'est aussi le grief qui fait que nous parlons avec beaucoup de ressentiment, pour ce qu'il nous a touché du mesme peril. Que si vostre Maiesté auoit entendu la chose comme elle s'est passée, elle auroit desia veu assez quel suiet nous auons de nous en lamenter. Mais puis qu'elle ne l'a pas sceu, nous pouuons d'autant plus esperer qu'elle supportera les cris de ses pauures suiets innocens, qui l'appellent & qui l'inuoquent elle seule en ce monde, apres Dieu, contre ceux qui abusant de son authorité, les ont voulu si honteusement perdre & les massacrer. C'est chose, Sire, que i'ay charge de représenter à vostre Maiesté, de la part de ses Princes, comme tellement veritable, qu'ils offrent de la bien verifier quand il luy plaira qu'il en soit informé. En cette concurrence donc de tant de iustes plaintes, nous supplions tres humblement vostre Maiesté de prendre de bonne part nos tres-humbles remonstrances; & de croire, pourueu que nous puissions viure asseurez sous la protection en la Religion en laquelle elle nous donne de si bons exemples, qu'il n'est rien aduenü qui nous puisse oster la deuotion que nous auons à l'exécution de toutes ses volontez, & à l'entiere obeïssance à ses commandemens; & qu'il n'y a sorte d'humilité, de soumission & de satisfaction, que nous ne soyons disposés de luy rendre non seulement en paroles, mais en effet : Laissant place à cette verité connuë de Dieu & des hommes, que nous n'auons voulu offenser en tout ce qui s'est passé, ny vostre Maiesté, ny aucuns de ses suiets; & que s'il y a quelque chose à desirer, c'est au desir que nous auons tousiours eu de vous complaire. En quoy quand bien nous aurions satisfait à tout le reste du monde ensemble, nous n'aurions pas pour cela satisfait à nous-mesmes, pour l'insatiable desir que nous auons de luy estre agreables, autant & plus que nous le pourrons.



remonstrances qui luy ont esté faites par les deputez dudit Pays, il sembloit tres-vtile & necessaire de dresser promptement quelques forces qui soient suffisantes pour la retenir en son obeissance & pour en chasser les heretiques. Et d'autant que Monsieur de Mayenne a cy-deuant esté employé en cette Prouince, laquelle il deliura en peu de temps d'une semblable captiuité, & que ce Pays attendant par luy une pareille libération, le desire plus que nul autre; il offre d'y seruir tres-fidelement, si sa Maiesté l'a agreable, avec tous ses moyens & amis.

Il n'y a rien qui fasse tant reluire la foy & la Religion Catholique, que le consentement general de toute la Chrestienté, qui par l'vnion d'une mesme creance, monstre la verité de la doctrine, & confond par cet accord vniuersellement toutes les Sectes particulieres. Pour lesquelles retrancher, il ne s'est iamais trouué de glaive plus propre que le iugement & la determination des Saints Conciles. Et ayant pleu à Dieu qu'en nos iours il s'en soit celebré vn, qui a saintement déterminé tous les points que les heretiques ont voulu mettre en controuerse de toutes les choses les plus necessaires pour la reformation de l'Eglise; Nous supplions tres-humblement sa Maiesté, que ce Royaume, qui par cy-deuant s'est acquis le nom & le titre de tres-Chrestien, puisse iouir de l'effet des saintes determinations qui se sont faites en ce Concile; & que comme les autres Royaumes Chrestiens, il puisse en recevoir la publication. Ce que nous demandons d'autant plus affectueusement, que nous sçavons qu'il a esté tenu par le consentement & l'assistance des Ambassadeurs de tous les Princes Chrestiens, & principalement de celuy de France, & qu'il ne cede à aucun des anciens, soit en la sainteté & en la pureté de la Doctrine; soit en ce qui est necessaire pour la reformation & le reestablisement de l'Eglise.

Et parce que Dieu n'a iamais eu agreable l'alliance desdits Chrestiens avec les Infideles, & que l'histoire sainte est pleine d'une infinité d'exemples, par lesquels Dieu a monstre vn rigoureux iugement sur son peuple, quand il s'est voulu fortifier en l'alliance de ceux qui estoient de Religion contraire, nous nous sommes forcez d'attribuer une grande partie de nos miseres à une semblable cause: & pour cela, poussez du zele de Dieu, & non d'autre, nous prenons la hardiesse de supplier tres-humblement sa Maiesté, qu'il luy plaise rompre les alliances que cette Couronne peut auoir avec les Heretiques, & quitter la protection d'aucunes Villes reconnues pour receptable & pour azile des ennemis de Dieu & de son Eglise. Et certainement il semble que c'est une chose peu conuenable, que ce Royaume qui est honoré du titre de tres-Chrestien, ait une participation & une intelligence si estroite avec les persecuteurs de l'Eglise Catholique.

Sa Maiesté considerera, s'il luy plaist, que l'vnion que les heretiques ont faite entr'eux, & les grandes pratiques & les intelligences qu'ils ont dressées pour persecuter & pour destruire l'Eglise de Dieu, a esté ce qui

a recueilli l'esprit des Catholiques ; leur faisant craindre qu'encore qu'ils fussent beaucoup plus forts en nombre, si est-ce qu'estant desunis, ils pourroient quelque iour estre opprimez par cette moindre partie, qui auoit vne vnion dressée de long-temps, & qui s'estoit fortifiée par diuerses intelligences. Cette crainte ne les touche point pour le present ; sçachant bien que tant qu'il plaira à Dieu conseruer sa maiesté, ils seront conseruez sous sa protection. Mais ils sont tousiours grandement en doute, que si leur malheur estoit tel qu'il plust à Dieu de l'appeller sans nous laisser posterité ; les heretiques qui de long temps auoient dressés tous leurs desseins, leurs vnions & alliances pour l'vsurpation & la domination, y estans preparez & vnis, ne se rendissent aisément maistres, & esleignissent la foy & la Religion Catholique en ce Royaume, comme ils ont fait avec vne tyrannie insupportable en tous les autres où ils ont eu pouuoir. Et quand il plaira à sa Maiesté de considerer les deportemens des heretiques, les pratiques qu'ils ont faites dedans & dehors le Royaume, & la suite de leurs entreprises depuis vingt ans, elle iugera bien que leur intention ne tend à autre chose ; & que la crainte des Catholiques est tres-iuste & bien fondée. Nous implorons donc en cette cause la faueur & l'autorité du Roy, & nous supplions tres-humblement sa Maiesté d'auoir agreable, que tout ainsi que les heretiques se sont de long-temps vnis pour nostre ruine ; de la mesmes façon les Catholiques puissent sous son autorité demeurer en l'vnion qu'ils ont commencée, & qu'il soit loisible à chacun de s'y associer par cy apres, pour se seruir de l'effet d'icelle, au cas seulement qu'il pleust à Dieu apres vn long cours d'années, que nous souhaittons à sa Maiesté, de l'appeller sans lignée, auant qu'il eust eu le bonheur d'auoir extirpé entierement les heresies : Protestant de n'auoir point d'autre but en leur vnion, que celui-là, & de ne se vouloir iamais departir du deuoir & de l'obeissance, que les suiets sont tenus par la loy de Dieu de rendre à leur Roy.

Et parce que nostre malheur est tel, que la violence des heretiques nous contraint de tolerer leur vnion pernicieuse, qui ne tend qu'à la ruine de la Religion Chrestienne ; Nous estimons que sa Maiesté n'aura pas desagreable de conceder par sa faueur & bonne volonté sous son obeissance, aux Catholiques pour leur deffense, ce que par contrainte elle tolere aux heretiques au preiudice de l'Eglise.

Cette crainte a fait que plusieurs villes, reconnoissant le peril auquel elles seroient en danger de tomber, ont iusques icy fauorisé cette sainte association, & ont déclaré qu'ils vouloient contribuer & assister à cette cause, & à la conseruation commune d'eux & de leur Religion, & qu'ils desirent d'y persister. Ce qui fait que nous supplions tres-humblement sa Maiesté, & en leur nom, & au nostre, d'auoir agreable, que celles qui se sont ouuertement déclarées, ou qui se declareront par cy-apres, iusques au iour de la conclusion d'un bon & d'un saint accord,

accord, demeurent en cette vnion, pour seruir d'assurance generale pour la conseruation, & de la Religion, & des Catholiques, iusques à l'entiere ruine & extirpation des Protestans: Protestans neantmoins tous ensemble vnanimement, que nous ne tendons qu'à la conseruation de la Religion pour l'aduenir; & que iamais nous ne ferons aucune chose qui soit contraire à l'obeissance & à la fidelité que nous deuons à sa Maiesté.

Nous la supplions qu'il luy plaise d'acheuer l'entiere execution du traité de Nemours, & de l'Edit de Iuliet fait contre les heretiques; & par consequent faire proceder à la vente de leurs biens, & de ceux qui ont porté pour eux les armes contre le Roy depuis l'Edit, ou qui ont fauorisé leur party. Et pource que iusques icy, contrel'intention & la volonté de sa Maiesté, on y a vsé de beaucoup de conuiuence, qu'il luy plaise que l'on recherche quelques moyens plus certains pour l'execution de sa volonré, & de faire que des deniers qui en prouieront, la guerre se puisse continuer avec quelque soulagement du peuple.

Et parce que par ledit traité de Nemours, furent ordonnées quelques forces pour la seureté des Catholiques, lesquelles depuis ont esté tres-mal payées & entretenues: Nous supplions tres-humblement sa Maiesté, qu'il luy plaise donner presenrement de si bonnes & de si assurées assignations, qu'elles ne puissent estre reuocquées, ny les deniers diuertis ailleurs.

Depuis le temps que la necessité a contrainct les Catholiques de s'vnir ensemble, tous leurs Capitaines de gens d'armes qui se sont associez en cette cause, ont esté si mal traitez, qu'une seule compagnie d'entre eux n'a fait monstre, bien que plusieurs autres ayent esté tres-bien payez & tres-fauorablement traitez. Ce qui fait que nous supplions tres-humblement sa Maiesté, de donner assignation leure & non reuocable pour le payement de quinze Compagnies de gens d'armes, de celles dont les Capitaines se sont associez en cette cause, afin qu'il ne semble pas que ces forces luy soient suspectes, ou qu'elles soient pirement traitées que les autres.

Plusieurs Villes de celles qui se sont déclarées vnies pour la conseruation de la Religion Catholique, pourront auoir quelque chose à demander pour leur seureté & pour leurs priuileges. Cela fait que nous supplions tres-humblement sa Maiesté, d'auoir agreable que nous nous reseruions de le requerir coniointement avec elles Nous assurant qu'il n'y aura rien en leurs Requestes, qui ne resmoigne la fidelité, l'obeissance & le respect que des suiets doiuent à leur Prince.

Pour le regard de la Ville de Paris, qui est iointe avec nous & nous avec elle aux remonstrances que nous auons cy-deuant faites & que nous faisons presenrement, elle supplie tres-humblement sa Maiesté, qu'il luy plaise auoir agreable l'ellection des Preuost des Marchands, Escheuins & Procureurs de la ville, qui a esté nouuellement faite, & tout ce qui a esté & sera par eux fait pour l'assurance du Roy & pour la seureté de la

dite ville: afin qu'estant autorisez, ils puissent luy faire les tres humbles requestes qu'ils iugent necessaires pour la conseruation & pour la tranquillité de leur ville sous l'obeissance. Ce qu'ils ne peuvent faire iusques à ce que ladite election ait esté approuuée.

Et tous ensemble nous persistons en toutes ces humbles remonstrances, de tous les autres points de nostre Requeste.

REQUESTE PRESENTEE AV ROT PAR LES CARDINAUX, Princes, Seigneurs, & les Deputez de la ville de Paris & autres villes Catholiques, associez & vnies pour la deffence de la Religion Catholique, Apostolique, & Romaine.

SIRE,

Monsieur le Cardinal de Bourbon, & les autres Princes Catholiques (qui connoissans la ruine en laquelle la Religion Chrestienne pouuoit tomber, s'vnirent ensemble pour supplier vostre Maiesté d'extirper les heresies de son Royaume, qui estoient l'origine de tous nos maux passez, l'aliment des miseres presentes, & le malheur que nous auons à craindre pour l'aduenir) ont assez fait demonstration iusqu'à maintenant, que leurs volontez n'ont pas esté meües d'aucune autre passion, que du zele de l'honneur de Dieu, & de la conseruation de son Eglise.

Et parce que maintenant ils voyent que les grandes victoires qu'il a pleu à Dieu de donner à vostre Maiesté, offrent vne tres-grande facilité pour arracher dès la racine cette mauuaise plante d'heresie, qui a fait naistre en ce Royaume tant de dommageables reiettons: ils persistent encore maintenant à luy faire cette mesme tres-humble supplication, de paracheuer le saint œuure, l'effet duquel peut seul arrester le Cours de toutes les partialitez & de toutes les miseres qui menacent la France de ruine & de desolation.

Nous ne doutons point, Sire, que ce ne soit vostre volonté & vostre intention; à laquelle nous voulons ioindre nos moyens, nos amis, nos biens, nos fortunes, & generalement tout ce qui en pourra dependre. Que si vostre Maiesté estime (comme elle l'a telmoigné) que Monsieur de Guise y puisse estre vtile; il proteste deuant Dieu qu'il n'aura iamais plus de contentement, que quand il se verra si heureux, qu'il puisse en vous faisant seruice agreable, acquerir vos bonnes graces, & plus encore en vne si iuste & si sainte entreprise.

Mais d'autant que nous reconnoissons quelques empeschemens, qui peuvent non seulement trauerser vostre saint desir, mais encore auancer vn iour la subuersion de la Religion Catholique & de l'Estat

de ce Royaume; comme tres humbles & tres-fideles suiets, nous prendrons la hardiesse de la luy decourir. Car bien que le mal soit grand, bien que chacun le sente & gemisse en son ame, si est-ce qu'il ne s'est trouué encore aucun particulier, qui ait assez bien & assez viuement representé la principale origine du mecontentement de tous les suiets de ce Royaume; à cause d'un mal beaucoup plus grand qu'il semble traifner avec soy, comme aussi la ruine de l'Estat, si bientoit il n'y est remedié.

Vostre Maiesté donc, Sire, prendra en bonne part, s'il luy plaist, ce que nous luy disons, estans seulement poussez du zele que nous auons à son seruice, au bien de son Royaume, & à la tranquillité de ses suiets. Le Duc d'Espernon, Sire, & le sieur de la Valette son frere, lesquels elle a esleuez aux plus grandes charges & aux plus grandes dignitez de ce Royaume, sont reconnus non seulement par la France, mais generalement par toute la Chrestienté, pour les principaux fauteurs & supports des heretiques.

Le voyage dudit Duc d'Espernon en Guyenne, les traitez qu'il y fit, les conseils qu'il donna, la faueur qu'il a faite à ceux qu'il a reconnu leur estre affectionnez, la haine qu'il a monstrée auoir pour tous les bons Catholiques, mesme pour ceux qu'il a estimé fauoriser cette cause; la participation qu'il a eue aux affaires que Cleruaut negocioit pour les heretiques de Mets; les entreprises qu'il a faites sur Cambray, ville appartenante à la Reine; le soupçon qu'il a donné de tous les gens de bien; l'assistance qu'il a prestée aux Reistres deffaits, pour fauoriser leur retour & leur servir d'escorte; le conseil du trouble dernièrement arriué à Paris, les parlemens secrets qu'il a eu avec Chastillon, les deportemens de son frere, la prise de Valence, Tallard, Guillestre, & autres places qu'il a ostées aux Catholiques de Dauphiné; la conuience dont il a vié pour y aduancer le pouuoir des heretiques, par la destruction de cette Prouince; & les menées qu'il fit pour empescher la reddition d'Auxonne, descouurent assez à quoy tendent leurs desseins.

Et quant il plaira à vostre Maiesté, que plus particulierement on luy en fasse entendre les preuues, avec le consentement general de tous ses suiets; nous luy en presenterons plusieurs, qui seroient trop longues à inserer en cet escrit, & que pour plusieurs bonnes raisons nous n'expliquerons pas plus auant pour cette heure.

Cette commune opinion, Sire, de l'intelligence que lesdits Duc d'Espernon & de la Valette ont avec les heretiques, & la grandeur à laquelle il a pleu à vostre Maiesté de les esleuer, font craindre à vos bons suiets, & principalement aux Catholiques, que si vostre faueur vient vn iour à leur manquer (comme certainement il est impossible que leurs deportemens insolens puissent gueres plus long temps estre supportables à vn si grand & à vn si sage Roy) ne pouuant plus trouuer de support entre les Catholiques, ils ne se iettent entre les bras des heretiques,

& qu'ils ne transportent avec eux toutes les Prouinces & les places fortes qui sont en leur puissance, entre les mains de ceux avec lesquels ils ont desia vne si estroite participation. De sorte que la France qui semble deuoir bien tost estre libre d'heresies, se verroit plus miserablement assuiettie à leurs dominations tyranniques, qu'elle n'a iamais esté.

Outre cela, Sire, qu'on les estime auteurs du desordre dans tous les bons reglemens & dans la police de France; ils ont fait vne honteuse marchandise des Estats du Royaume. Ils ont rauy & mis en leurs coffres toutes les finances de France, & à peine tant de subsides ont-ils pû saouler leur auarice. Ils ont offensé les principaux Officiers de vostre Couronne, & les seruiteurs les plus apparens de vostre Maiesté. Ils ont esloigné d'aupres d'elle beaucoup de ceux qui la pouuoient bien & sagement seruir. Ils ne cessent iournellement de calomnier & de mettre en soupçon vers elle, les gens de bien qu'ils sçauent ne pas approuuer leurs actions.

Que si quelques-vns de ceux qui se sont seruiement assuiettis à eux, veulent persuader à vostre Maiesté, que ce que nous luy proposons maintenant procede de quelque animosité, ou de quelque inimitié particuliere que nous ayons enuers eux: Nous la supplions tres-humblement, premierement d'en demander l'aduis de la Reine sa mere, qui par la prudence dont elle a vsé au Gouvernement de cet Estar, & par le rang qu'elle tient, s'est acquise assez de puissance, pour parler franchement des choses qui luy touchent de si près: & puis d'adiurer par le serment & par l'obeissance que luy doiuent les Princes, les Officiers de sa Couronne, les Seigneurs de son Conseil & les plus prudens personages de son Royaume, de luy dire en toute liberté ce qu'ils en pensent. Et nous nous assurons qu'ayant par son commandement acquis vne telle liberté, ils reietteront comme nous le cause des principaux malheurs de la France, sur les desseins & les deportemens de luy & de son frere, comme chacun d'eux le connoist en soy, & le confesse en particulier.

Cela fait que plus hardiment nous supplions vostre Maiesté que reconnoissant l'origine du mal (que nous estimons qu'elle a ignoré iusques icy) il luy plaise les esloigner de sa personne & de sa faueur, pour empescher que par cy-apres ils ne puissent faire le mal que tous les bons François & tous les Catholiques craignent, en remettant ce qu'ils tiennent entre les mains des heretiques; & les descharger de toutes les charges & Gouvernemens qu'ils tiennent en ce Royaume, sans les auoir aucunement meritez.

Et afin que quelques vns qui n'ont rien eu plus à tasche que de nous rendre odieux, ne puissent dire que nous faisons cette requeste pour nous enrichir de leurs dépouilles. Nous protestons que nostre plus grand contentement sera, quand nous les verrons departis à ceux que vostre

Maiesté sçaura tres-bien iuger en estre dignes, & au merite desquels leur ambition les auoit ravis.

De cela, Sire, vostre Maiesté tireratant d'honneur, tant d'vtilité & de tranquillité pour son Royaume, que l'ayant bien considéré, nous ne doutons point qu'elle ne se conforme en vne chose si iuste, à la tres-humble Requête & intention de ses bons sujets.

Premierement elle deliurera tout le peuple de la France, & principalement les Catholiques, d'une tres-grande apprehension qui les trouble, tant à cause des deportemens dudit Duc d'Elpernon & de son frere, que pour la crainte qu'ils ont, qu'à l'aduenir leur grandeur ne soit l'aduancement de la domination tyrannique de l'heresie, laquelle ils redoutent tant, qu'ils aimeroient mieux mourir, que de la voir establee.

Après le contentement qu'elle aura donné à son peuple, elle pourra sans doute, poursuiure l'effet & l'heureux succez des victoires qu'elle a déjà acquises contre les heretiques. Pour y commencer, elle pourra s'acheminer en Guyenne, où elle sera assistée d'une affection bien plus grande de tous ses bons sujets Catholiques, qui croistront, & en bonne volonté, & en courage, quand ils verront que les empeschemens qu'ils ont pû redouter, seront ostez. Car chacun reconnoist assez que cette guerre ne se peut bien acheuer, ainsi qu'il conuient, tant que les forces principales de ce Royaume seront en la main d'un homme qui a une intelligence si particuliere avec vos ennemis, & qui veut, sous vostre autorité, se rendre formidable aux bons & aux tres-affectionnez Catholiques.

Et pendant que vostre Maiesté fera ses progresz en Guyenne: pour maintenir vostre ville de Paris, & pouruoir aux choses necessaires pendant vostre absence, la Reine vostre Mere (qui par sa prudence s'est acquis beaucoup de croyance & d'amour enuers le peuple) y tiendra les choses tres-tranquiles, & sçaura bien (comme elle fit cy deuant en semblable occasion) se seruir de personnes affectionnées au bien de vostre Estat.

Et parce que la Prouince de Dauphiné n'a pas moins de besoin que celle de Guyenne, d'estre secouruë, estant, comme elle est, reduite en un estat tres-deplorable, par les mauuais deportemens de la Vallette, & les secretes intelligences qu'il a eues avec les ennemis: Monsieur le Duc de Mayenne (s'il plaist à vostre Maiesté luy en donner les moyens) luy rendra service avec toute la fidelité & l'affection qui se peut attendre d'un tres humble seruiteur & sujet. Ce que nous proposons d'autant plus hardiment, que nous sçauons que les Catholiques, qui ont déjà esté une fois deliurez par luy d'une semblable seruitude, l'auront tres-agreable, voire qu'ils le requierent tres instamment.

Entre les plus grandes vtitez que vostre Maiesté pourra tirer, les esloignant de sa presence: celle-cy ne sera pas des moindres, qu'elle

pourra employer aux vilitez vrgentes de son Estat, les grands moyens qu'elle souloit donner pour entretenir leur grandeur, pour assouvir leur auarice, & pour acheter les places fortes de vostre Royaume, lesquelles ils marchandioient tous aux dépens de vos finances; & qu'elle aura plus de commodité de donner soulagement à ses pauvres suiets, qui sont déjà assez affligés d'ailleurs.

Et parce que la porte des subsides nouveaux (qui est en partie la cause principale de la ruine du peuple & de plusieurs grands desordres) a esté par eux ouuerte, ou grandement eslargie: Vostre Maiesté (qui ne desire rien tant que le soulagement de son peuple) les ayant ostés d'après d'elle, elle la pourra beaucoup plus aisément fermer: remettant en vigueur les belles & les anciennes Ordonnances de ce Royaume, & laissant la verification des Edicts nouveaux & les remonstrances que l'on pourroit faire sur iceux, aux Cours de Parlement, & autres Cours Souueraines. Elle pourra abolir l'usage pernicieux des partis, des vendes l'acquisition des dons, sinon en fin d'année, ôster du tout, & sous de grieues peines, la supposition des noms que l'on a pratiqué pour faciliter la verification des dons, contre les anciennes loix du Royaume; estindre du tout la pratique des comptans; bref ôster tous les abus qui ont esté par eux introduits ou augmentés, à la ruine du peuple & au préjudice de vostre seruice.

Or d'autant, Sire, que les Catholiques de vostre Royaume ont toujours eu vne tres-grande apprehension, que quelque iour ils ne vissent à tomber sous la domination & sous la puissance des heretiques; la tyrannie desquels, considerant la misere de leurs voisins, leur est effroyable & épouventable: Nous supplions tres-humblement vostre Maiesté de les rassurer, tant de cette crainte, que de l'effet de la mauuaise volonté qu'ont les heretiques, leurs fauteurs & adherans, de se vanger de ceux qui se sont opposez à leurs desseins. Remettant à vostre Maiesté d'en rechercher les moyens: sachant bien qu'il n'y a personne qui ait plus de volonté & d'interest qu'elle, à la conseruation de la foy & de la Religion de ses bons suiets Catholiques.

Voilà, Sire, ce que nous auons estimé digne de vous estre représenté, touchant l'estat general des affaires de la Religion Catholique, & pour le bien de vostre Estat. Vous suppliant d'auoir agreable nos tres-humbles remonstrances, qui ne procedent que du zele que nous auons à l'honneur de Dieu, au bien de vostre seruice, au repos & à la tranquillité de vos suiets.

Pour ce qui concerne vostre bonne ville de Paris, Sire, vos tres-humbles, vos tres-obeyssans & tres-fideles suiets, les bourgeois & habitans d'icelle, & nous avec eux, outre ce que dessus, vous supplient en toute humilité, que comme leur fidelité enuers les Rois vos predecesseurs, & enuers vostre Maiesté a esté assez de fois tesmoignée par de memorables effets; ainsi qu'il vous plaist croire qu'en tout ce qui s'est passé ces der-

niers iours, ils n'ont iamais eu volonté ny intention de se departir de la vraye obeysſſance que les ſuiets doiuent à leur Roy. La crainte ſeule de voir inopinément, & par vne voye inuſitée, entrer des forces dans voſtre ville, leur a fait prendre les armes: par le commandement neantmoins de leurs Magiſtrats, deſquels ils ont les Ordonnances par eſcrit; non pour aucun doute qu'ils euſſent de la bonté & de la iuſtice de voſtre Maieſté; mais parce qu'ils doutoient que quelques perſonnes violentes, autheurs & conſeillers de cettere entrepriſe, & qui abuſent de voſtre autorité, ne vouluſſent attenter contre eux par voye extraordinaire, & dont ils les auoient ſouuent menacéz.

Mais ils ont receu vn tres grand regret, ſçachant que ceux qui auoient eſté autheurs de ce conſeil, & qui craignoient la iuſte indignation du peuple contre eux, ayent pouſſé voſtre Maieſté à ſortir de cettere ville: d'autant que par là on leur a oſté le moyen de pouuoir monſtrer l'eſſet de leur bonne volonté, & les teſmoignages qu'ils luy vouloient donner de leur obeysſſance; leſquels ils continueront de rendre à l'aduenir.

Et bien que voſtre Maieſté reconnoiſſe aſſez par ce que deſſus, qu'il n'y a point de faute de leur part, ny en eſſet ny en volonté, ainſi qu'ils en ſentent leurs conſciences fort nettes, ſi eſt. ce que ſi elle auoit receu quelque déplaiſir pour les choſes paſſées, ils la ſupplient tres-humblement, comme Prince tres-doux qu'il eſt & amateur de ſon peuple, d'oublier ſon mecontentement, & de les tenir, comme ils ont touſiours eſté & comme ils veulent demeurer, pour ſes tres-humbles & tres-fideles ſeruiteurs & ſuiets.

Et parce que par cy-deuant on luy a voulu donner beaucoup de mauuiſes impreſſions de leur fidelité, par de faux & calomnieux rapports, comme ils l'ont eſprouué par eſſet, & que ce nouuel accident ſuruenu malgré eux & à leur grand regret, a apporté beaucoup de nouveau ſuiet de deſſiance: vos tres-humbles & tres-obeysſſans ſuiets, les habitans de voſtre ville de Paris, & nous avec eux, ſupplient tres-humblement voſtre Maieſté de leur donner ſeureté de pouuoir cy-apres viure en tranquillité & en repos ſous ſon obeysſſance: ſ'aſſurant qu'elle en ſçaura beaucoup mieux trouuer les moyens, qu'ils ne les pourroient ny penſer, ny requierir.

Et pour commencement, ils la ſupplient d'auoir agreable, que le ſieur d'O ſe deportte doreſnauant du maniement des affaires de la ville, & du commandement en icelle; pour quelques raiſons qu'ils aiment mieux taire que publier, ſi voſtre Maieſté ne leur commande.

Et parce que les anciens Preuoſt des Marchands, Eſcheuins & Procureurs de ladite ville, pour beaucoup de raiſons que voſtre Maieſté peut entendre, ne pourroient conſeruer la ville dans le repos & dans l'vñion qui eſt requiſe; vos tres-humbles ſuiets les habitans d'icelle vous ſupplient d'auoir agreable la demifſion qu'ils ont faite de leurs charges, & l'eſlection d'autres en leurs places, que le Corps deſdits ha-

birans a faite pour deux ans : estimans qu'autrement la ville ne pouvoit estre disposée à la tranquillité que vostre Maiesté desire : & par mesme moyen ils vous supplient d'autoriser ce qui a esté & sera par eux fait & ordonné , sous son autorité , pour le repos & pour l'assurance de ses bons suiets. Et pour l'aduenir , ils la supplient, Sire, d'auoir agreable que les habitans de ladite ville puissent avec toute liberté, & par les formes accoustumées , eslire leurs Escheuins & leurs Magistrats. Ce qui sera le vray moyen de contenir le peuple en vnion & en repos, quand ces Magistrats auront esté choisis par eux.

Et d'autant que tous les monopoles & tous les abus qui se font és elections des Magistrats , & autre police de ladite ville , sont nourris & entretenus par la pluspart des Officiers de ladite ville , qui entrent en leurs offices par des achapts qu'ils en font notoirement, au grand preiudice de vostre seruice & du bien de ladite ville: Les habitans supplient vostre Maiesté d'ordonner, que vacation suruenant par mort ou par forfaitures, desdits Offices, tant de Conseillers de Ville, que de Quarreniers & autres, il y soit pourueu par election, pour en iouir par lesdits esleus durant deux ans, ou tel autre temps qu'il sera aduisé pour le mieux: & ce temps estant expiré, il sera procedé aux nouuelles elections, selon que vous en auez esté cy-deuant requis par plusieurs fois.

Cette Ville, Sire, qui est l'abord de toute la France, s'est veüe par cy-deuant fort incommodée par le passage des gens de guerre : & il seroit à craindre que cela continuant, n'y apportast vne cherté de toutes choses necessaires à la vie. Ce qui fait que lesdits habitans supplient tres-humblement vostre Maiesté, que quand il luy plaira retourner en cette Ville (de quoy ils auront vn extreme contentement & vous en supplient tres-humblement) elle ait agreable de n'y amener, ny à douze lieues és enuirs, d'autres forces que les gardes ordinaires du Corps particuliers & que si elle leue des Compagnies pour le fait de la guerre, elle les en tienne esloignées.

Auecces deux moyens, & autres que vostre Maiesté pourra mieux donner, elle fera que lesdits habitans de la Ville de Paris reprendront leur assurance, pour continuer pour iamais, comme ils feront, le seruice & l'obeissance qu'ils doiuent à vostre Maiesté, à la gloire de Dieu, & au repos de tous vos suiets. Ainsi signé, CHARLES DE BOURBON, HENRY DE LORRAINE. Et plus bas, EVCHARD, Par commandement.

LE ROT AYANT RECEV ET VEU CETTE REQUESTE,
y respondit, comme il appert par la copie de la réponse qui s'ensuit.

MONSIEVR le Cardinal de Bourbon, & tous les autres Princes, au nom desquels la presente Requête a esté présentée au Roy, ont en toutes occasions si clairement reconnu, & continuellement éprouué, comme ont aussi fait généralement tous les suiets de
cc

ce Royaume, & toute la Chrestienté, quel est le zele tres-ardent & tres-constant, que sa Maiesté porte à l'honneur de Dieu, & le soin qu'elle a tousiours eu de deffendre son Eglise Catholique, Apostolique & Romaine, & de proteger ses bons suiets Catholiques; qu'il n'y a personne viuante qui en doute, ny qui puisse avec raison en douter aucunement, ny l'aduancer en l'un ny en l'autre. Car durant la guerre, elle a plus souuent exposé sa personne à tous les hasards, & elle a plus souuent combattu & vaincu pour la querelle de Dieu, que nul autre Prince de la Chrestienté: & en paix elle a curieusement recherché & employé tous les meilleurs moyens qu'elle a pû inuenter, pour affoiblir & extirper les heresies introduites en ce Royaume, durant la minorité du feu Roy son frere & durant la sienne. Ce mesme zele a tant eu d'authorité & de puissance sur sa Maiesté, qu'il a esté seul la cause qu'elle passa par-dessus plusieurs considerations qui importent à sa dignité & à son autorité, lors qu'elle pacifia les troubles commencez l'an 1585. expressement pour reünir à soy ses suiets Catholiques qui estoient diuisez à leur occasion, afin d'entreprendre tous ensemble de faire la guerre ausdits heretiques, laquelle elle a depuis incessamment & constamment pourluiuie, sans y espargner sa propre personne, iusqu'à la deroute & la deffaitte entiere des Reistres Protestans, qui estoient entrez en ce Royaume; laquelle, sans doute, ne fust pas aduenüe, sans la presence & la bonne conduite de sadite Maiesté, qui les arresta sur le bord de la riuier de Loire, qu'ils auoient desia gagné avec peu de perte, & sans estre beaucoup affoiblis, comme chacun sçait.

Et il est tres-déplaisant de ce que les ialousies & les deffiances auxquelles elle a esté depuis entretenüe, l'ont empeschée (comme elles ont fait) de tirer du profit de l'aduantage que Dieu luy auoit donné contre lesdits heretiques, & le moyen de les deffaire selon son desir. Elle a fait tout ce qui luy a esté possible pour en retrancher & en faire cesser les motifs: & elle est encore à present tres-bien disposée de ce faire, & à cette fin d'vser de la bonté & de la clemence paternelle, pour oublier les choses qui sont aduenües ces iours passez en la ville de Paris (dont elle a resenty en son ame tous les regrets & tous les des-plaisirs qu'il est possible de supporter) quand les bourgeois & habitans d'icelle se comporteront bien enuers elle, tant pour le regard du passé que pour l'aduenir, comme ils sont obligez de faire; pour luy donner du contentement & de la satisfaction de leurs actions, ainsi que doiuent faire tous les bons & loyaux suiets, qui se doiuent confier en la bonté de leur Prince, qu'ils ont éprouuée en tant de sortes, comme ont fait lesdits bourgeois & habitans. Quoy faisant, sadite Maiesté les conseruera en leurs libertez, droits & priuileges que les Rois ses predecesseurs leur ont octroyez, & qu'elle leur a confirmez.

Dependant sa Maiesté ne desire rien plus, sinon que lesdits Princes & autres ses suiets Catholiques, se r'allient & s'yniscnt tous avec elle

de cœur, d'affection, & de leurs personnes; pour tous ensemble aller faire la guerre ausdits heretiques, & ce le plus diligemment que faire se pourra. Et quant aux plaintes que lesdits Princes font par la presente requeste, des grands desordres qui se font en ce Royaume, & des abus & maluersations qui s'y commettent, sadite Maiesté declare qu'elle en est plus desplaisante que nul autre, comme estant celuy qui en reçoit aussi luy seul plus de dommage, que ne font tous les autres ensemble. Mais il est notoire à tous, que les diuisions & les contentions qui ont interrompu la derniere paix publique, ont ouuert la porte à de tels desordres, lesquels sadite Maiesté auoit tres bien commencé à reprimer en toute sorte d'estats & de fonctions. Ce qui luy a du tout esté impossible de continuer entre les armes; à cause des grandes sommes de deniers qu'il luy a falu trouuer & employer pour faire la guerre & pour la soutenir; laquelle elle a faite quelquefois en mesme temps en diuerses Prouinces, ce qui l'a forcée d'vser de moyens extraordinaires, contre son naturel & contre sa volonté, qui est du tout alienée d'iceux, & qui n'ont pû estre executez sans fouler les suiets: au soulagement desquels toutefois sadite Maiesté a bien plus d'entereest & bien plus d'affection de donner ordre par effect, comme aussi ausdites maluersations & aux abus qui s'exercent, que nuls autres, quels qu'ils loient.

Mais d'autant que c'est vn mal public qui est respandu par tout, & dont le general du Royaume se ressent; sadite Maiesté qui desire y pouruoir ainsi qu'il conuient, a iugé qu'elle ne le pouuoit mieux faire pour le contentement vniuersel de ses peuples & de ses suiets, & pour la conseruation de sa dignité & de son autorité souueraine, & des droits d'un chacun (singulierement pour la conseruation de la Religion Catholique, & la reünion de tous seldits suiets Catholiques sous son obeyssance) que par l'aduis des Estats de son Royaume, tenus en toute liberte & en toute seureté, qui est le remede ordinaire & ancien, duquel les Rois ses predecesseurs ont tousiours vsé en pareils cas.

Pourtant elle a deliberé & resolu de les conuoker & assembler le 15. iour d'Aoust prochain en la ville de Blois, avec ferme propos & bonne intention que ce qui sera décidé, resolu & ordonné en iceux pour l'aduancement de l'honneur de Dieu, pour le bien general du Royaume & le soulagement de ses suiets, & pareillement pour la reformation des abus; sera par elle embrassé & affectionné d'entiere affection; & qu'il sera inuiolablement obserué, comme la chose de ce monde qu'elle a le plus à cœur, & dont aussi elle espere recueillir le plus de fruit & de contentement: Desirant que lesdits Princes qui publient qu'ils recherchent la restauration de la Religion & le soulagement du peuple, ensemble ses autres bons suiets & seruiteurs, luy aident à faciliter & à aduancer la reuë & l'assemblée desdits Estats, comme le seul moyen que tous bons & loyaux suiets, affectionnez au bien de ladite Religion & de l'Estat, iugent estre le plus propre pour pouruoir à l'un & à l'autre.

Sadite Maïesté aduifera aussi en ladite Assemblée, à donner ordre à la crainte qu'ont lesdits Catholiques, de tomber quelque iour sous la domination & sous la puissance desdits heretiques; dont ils n'ont point plus d'enuie d'estre garentis, qu'elle a de desir d'y donner la provision qui est necessaire: qui est vne chose qui ne peut estre faite comme il appartient, qu'en ladite Assemblée: Ce qu'attendant sadite Maïesté, elle a voulu de son propre mouuement dès à present, & sans attendre l'Assemblée desdits Estats (meuë du saint desir qu'elle a, de faire paroistre à ses suiets entre tant d'afflictions & de calamitez qu'ils souffrent, vn rayon de sa naturelle bienueillance) reuoker plusieurs Edicts, impositions & commissions qui les surchargent & qui les greuent: & n'a point plus de regret, sinon de ne leur pouuoir mieux faire; puisque Dieu luy ordonne d'en vsér ainsi que l'affection qu'il leur porte l'y conuie, & leur fidelité l'y oblige, & que sa prosperité aussi depend de la leur, leur bien estant inseparable du sien.

Et pour le regard de la plainte particuliere que font lesdits Princes contre les sieurs Duc d'Espernon & de La Valette, comme sadite Maïesté doit rendre iustice & faire raison à tous ses suiets, de quelque qualité qu'ils soient; elle fera tousiours paroistre en cette occasion, comme en toutes autres, qu'il est Prince equitable & droicturier, qui a pour principal but de ne faire tort ny iniure à personne, & avec cela de preferer l'vtilité publique de ce Royaume à toute autre chose.

Fait à Chartres le vingt neufiesme iour de May 1588. Ainsi signé;
HENRY. Et plus bas, DE NEUVVILLE.

ARTICLES PROPOSEZ EN L'ASSEMBLEE DE NANT,
en Iannier, pour estre arrestez en la generale de Mars prochain.

LE Roy de France sera encore sommé de se ioinre plus ouuertement & à bonescient à la sainte Ligue, & oster d'autour de soy les Places, Estats & Offices importants à ceux qui luy seront nommez.

Item de faire publier le saint Concile de Trente en tous ses pays; sauf à surceoir l'execution pour quelque temps, en ce qui concerne la reuocation des exemptions de quelques chapitres, Abbayes, & autres Eglises de leurs Euesques dioceains, selon qu'il sera aduisé par ladite execution.

Item, d'establir ladite Inquisition, du moins es bonnes Villes, qui est le plus propre moyen pour se deffaire des heretiques & suspects: pourueu que les Officiers de ladite Inquisition soient estrangers, ou du moins ne soient pas natifs des lieux, & n'y ayent parens ny alliez.

Item d'accorder aux Ecclesiastiques de pouuoir rachepter à perpetuité, les biens cy-deuant alienez de leurs Eglises, ou qui le seront cy-

apres, de quelques qualitez que soient lesdits biens, ou ceux qui les auront acheptez: & neantmoins contraindre lesdits Beneficiers de les rachepier dans certain bref temps, qui leur sera prefix, ce qui a esté ou sera vendu de leurs Benefices, selon les moyens qu'ils seront trouvez auoir par ceux qu'on deputera au plustost, pour voir l'estat de leurs reuenus & de leurs biens.

Sera aussi supplié de mettre entre les mains d'aucuns, qui seront aussi nommez, les places fortes d'importance qui luy seront nommées: esquelles on pourra faire des fortresses & mettre des gens de guerre, selon qu'il sera aduisé, aux despens du plat-pays, comme aussi en celles que l'on tient à present.

Item fournir à la solde des gens de guerre qu'il est necessaire d'entretenir en la Lorraine, & és enuirs, pour eluader vne inuasion d'estrangers voisins.

Et à cette fin, pour continuer tousiours la guerre commencée; faire vendre au plustost que faire se pourra, sans autres formalitez, les biens de tous les heretiques, & de tous ceux qui leur sont associez.

Et outre que ceux qui ont esté autrefois heretiques, & tenus pour tels depuis l'an 1560. de quelque qualité & condition qu'ils puissent estre, soient taxez & cottisez au tiers, du moins au quart de leurs biens, tant que la guerre durera.

Et les autres Catholiques au dixiesme de leur reuenue; sauf à les rembourser cy-apres, selon la recepte & la despenſe qui en sera faite.

Que Commissaires soient deputez pour faire lesdites ventes & taxes, tant de personnes Layes qu'Ecclesiastiques; autres toutefois que les Officiers des Cours souveraines, ou de la iustice ordinaire.

Ne sera donnée la vie à aucun prisonnier, sinon en donnant par luy bonne asſeurance d'estre bon Catholique, & payant amplement la valeur de ses biens, s'ils n'ont desia esté vendus: & en ce cas, qu'ils ayent à renoncer à tous droits qu'ils pourroient pretendre, & seruir trois ans, & plus, à ce que l'on les voudra employer.



DE PAR LE ROY.

SA Maïesté ayant par la grace de Dieu, & le labeur de la Reine sa Mere, reünis à soy Monsieur le Cardinal de Bourbon, Monsieur le Duc de Guise, & autres Princes, Prelats, Seigneurs, Gentilshommes, Villes & Communautés, & autres estans avec eux; veut sadite Maïesté cette union estre publiée à son de trompe & cry public, & lieux où il est accoustumé de faire cris & publications; afin que personne n'en puisse pretendre cause d'ignorance. Et sont faites desfences, sur peine de la vie, à toutes personnes, de quelque estat, qualite, condition & nation qu'elles soient, de plus faire aucun acte d'hostilité. Fait à Paris le 21. Juillet 1588. Signé PINART.

ARTICLES SECRETS DE L'VNION DE L'AN 1588.

ARTICLES ACCORDEZ AV NOM DV ROY, ENTRE LA REINE sa Mere d'une part, Monseigneur le Cardinal de Bourbon & Monsieur le Duc de Guise, sans pour eux que pour les autres Princes, Prelats, Seigneurs, Gentilshommes, Villes, Communautés, & autres qui ont suivy leur party, d'autre part; la Reine presente.

Les articles accordez & signez à Nemours le 7. iour de Juillet 1585: l'Edit du Roy fait sur iceux, & les declarations que sa Maïesté a faites depuis sur ledit Edit, seront inuiolablement gardez, & observez selon leur forme & teneur.

Et pour du tout oster & faire cesser à iamais les desffiances, partialitez & diuisions entre les Catholiques de ce Royaume, sera fait vn Edit perpetuel & irreuocable, par lequel le Roy ordonnera l'entiere & generale reünion d'iceux avec sa Maïesté, dont elle sera, & demeurera seule chef pour la desffence & conseruation de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, & de l'autorité de sadite Maïesté.

A ces fins, sera ledit Edit promis & iuré tant par sadite Maïesté, que par seldits suiets vnis; & d'employer leurs moyens & personnes, iusques à leur propre vie, pour extirper entierement les heresies de ce Royaume, & des terres de l'obeissance de sa Maïesté.

De ne receuoir à estre Roy, ny prestre obeysance apres le trespas de sa Maïesté sans enfans, à Princee queleconque qui soit heretique, ou fauteur d'heresie, quelque droit & pretention qu'il y puisse auoir.

De desffendre & conseruer la personne de sa Maïesté, Estat, Cou-

XXxx uj

ronne, & les enfans qu'il plaira à Dieu luy donner, enuers tous & contre tous, sans nul excepter.

De proteger & deffendre tous ceux qui enteront en ladite vnion; & mesmes les Princes, Seigneurs, & autres Catholiques ey-deuant associés, de toute violence & oppression, dont les heretiques, leurs fauteurs & adherans voudroient vler contre eux.

Se departir de toutes autres vnions, p̄ariques, intelligences, ligues & associations, tant dedans que dehors le Royaume, contraires & preiudiciables à la presente vnion, & à la personne & autres de sadite Maiefté & de son Estat & Couronne, & des enfans qu'il plaira à Dieu luy donner.

Sa Maiefté iurera & promettra l'obseruation dudit Edit, & le fera iurer & obseruer par les Princes, Cardinaux, Prelats, & autres du Clergé, Pairs de France, Officiers de la Couronne, Cheualiers du S. Esp̄nt, Conseillers en son Conseil d'Estat, Gouverneurs & Lieutenans generaux en ses Prouinces, Presidens & Conseillers des Cours Souueraines, Baillifs, Seneschaux, & autres ses Officiers, par les Maires; Echeuins, corps & communautéz des villes: desquels sermens actes & procez verbaux seront dressez, & mis & registrez aux greffes desdites Cours, Baillages, & corps des villes, quand il sera besoin.

Et pour executer ledit Edict, & proceder à l'exirpation desdites heresies, sa Maiefté dressera au plustost deux bonnes & fortes armées pour enuoyer contre les heretiques: l'une en Poictou & Xaintonge, qui sera conduite & commandée par tel qu'il plaira à sadite Maiefté d'aduifer; & l'autre en Dauphiné, dont elle donnera la charge à Monsieur le Duc de Mayenne.

Le Conuile de Trente sera publié au plustost: sans preiudice toutefois des droits & autoritez du Roy, & des libertez de l'Eglise Gallicane; lesquelles seront dans trois mois plus amplement spécifiées & esclaireies, par vne assemblée d'aucuns Prelats & Officiers de la Cour de Parlement, & autres que sa Maiefté députera à cet effet.

Sera accordé pour seureté de l'obseruation des presens articles, la garde des Villes delaisées par ceux de Nemours, encore pour quatre ans, outre & par dessus les deux qui restent à expirer du terme accordé par iceux, & pareillement la Ville de Dourlans.

Ledits Princes & autres qui auront la garde desdites Villes, prometteront sur leur foy & honneur, sous l'obligation de tous leurs biens, tous ensemble & chacun pour foy, de remettre es mains de sa Maiefté, ou de ceux qu'il luy plaira deputer, dedans six ans, sans aucun delay, excuses, retardement & difficulté queleconque, pour quelque cause & sous quelque pretexte que ce soit, les susdites Villes & places qui sont baillées en garde pour la seureté susdite.

Dauantage, sadite Maiefté accordera, pour la mesme seureté de l'obseruation des presens articles & pour le mesme temps de six ans,

que si les Capitaines & Gouverneurs des Villes d'Orleans, Bourges, & Monstreuil venoient à deceder pendant ledit temps ; sa Maiesté commettra à la garde d'icelles, seulement tour ledit temps qui restera à expirer desdits six ans, ceux que lesdits sieurs Princes luy nommeront.

Mais ledit temps passé, lesdites Villes ne demeureront plus engagées pour les seuretez, ains seront delaisées & mainrenuës en la mesme sorte & conditions qu'elles estoient auparavant.

Les Ville & Citadelle de Valence seront remises entre les mains du sieur de Gessan, pour y commander pour le seruice de sa Maiesté, comme il faisoit auparavant.

Le sieur du Belloy sera aussi réintégré en sa charge & Capitainerie du Crottoy, pour en iouir comme il faisoit auparavant.

Sa maiesté fera sortir de la Ville de Boulogne, le Bernay, & en donnera la charge à vn Gentilhomme du pays de Picardie, tel qu'il luy plaira choisir : Quoy faisant, lesdits sieurs Princes seront retirer des environs de ladite Ville, & du rout separer les gens de guerre qui y sont. Et quant aux autres Villes, qui se sont declarées & se declareront deuant la conclusion du present accord, vnies avec lesdits sieurs Princes, elles demeureront en la protection & sauuegarde du Roy, comme les autres Villes, & seront delaisées en l'estat qu'elles sont, sans qu'il y soit rien innoué, ny mis aucune garnison ny surcharge en consideration des choses passées.

Les Capitaines & Gouverneurs des Villes & places qui ont esté dépossédez de leurs charges depuis le 11. May, seront réintégrez en icelles de parr & d'autre : & seront les Villes delchargées des gens de guerre qui ont esté mis en garnison depuis ledit iour.

Sera procedé à la vente des biens des heretiques, & de ceux qui porrent les armes avec eux contre sa Maiesté, par les meilleurs, les plus prompts, & les plus certains moyens que l'on pourra trouuer ; afin que l'intention de sadite Maiesté soit executée en ce poinr selon les Edits & declararions susdites, & qu'elle soit mieux secouruë des deniers qui en prouiendront pour faire la guerre aux heretiques, qu'elle n'a esté cy-deuant.

Les Regimens de gens de pied de saint Paul & de feu Sacremore estans en armes, seront payez comme les autres qui seruironr : Et quand ils seront en garnison dedans les Prouinces, sera baillé assignation aux Tresoriers extraordinaires des guerres, dès le commencement de l'année, pour les payer pour quatre mois, pour le moins, laquelle ne pourra estre diuertie.

Les garnisons de Toul, Verdun & Marfal, ainsi qu'elles sont employées sur l'estat du Roy, seront traitées, tant pour les monstres que pour les prests, rout ainsi & à la mesme raison que sera celle de Mets.

Quand le Roy se seruira des compagnies de ses Ordonnances, il y employera celles dont lesdits sieurs Princes ont fait instance, pour

estre traitées & payées comme les autres.

Ceux qui exercent à present les charges de Preuost des Marchands & Escheuins de ladite ville de Paris, remettront presentement lesdites charges entre les mains de sadite Maïesté : laquelle ayant esgard à la remonitrance qui luy a esté faite, du besoin qu'à ladite ville qu'ils continuent à seruir en icelle, ordonnera qu'ils y soient reintegrez & maintenus, tant iusques à la Nostre-Dame d'Aoust prochain venant, que pour deux ans apres.

Quant à Brigard, qui a esté esleu en l'estat & office de Procureur du Roy de la ville, il le remettra pareillement entre les mains de sadite Maïesté, laquelle ordonnera qu'il exercera iusques à la my-Aoust 1590. Et cependant Perrot jouïra des gages ordinaires que la ville a accoustumé payer, & des pensions qu'il a pleu au Roy cy-deuant accorder pour ledit office ; & sera remboursé par celuy qui sera esleu pour exercer ledit office apres ledit iour de my-Aoust 1590. de la somme de 4000. liures, au cas qu'il plaise à sa Maïesté continuer audit nouveau esleu lesdites pensions. Et où sa Maïesté ne voudroit continuer lesdites pensions, sera ledit Perrot seulement remboursé de la somme de 3000. liures.

Le Chasteau de la Bastille sera remis entre les mains de sa Maïesté, pour en disposer ainsi qu'il luy plaira.

Sa Maïesté fera eslection d'un personnage à elle agreable & à ladite ville, pour estre pourueu de l'estat de Chevalier du Guet.

Les Magistrats, Conseillers & autres Officiers des Corps des Villes, ensemble les Capitaines qui ont esté changez és villes de ce Royaume, qui ont suiuy le party desdits Seigneurs Princes, se demettront pareillement entre les mains de sadite Maïesté, desdites charges, laquelle les y fera reintegrer promptement, pour le bien & la tranquillité d'icelle.

Tous prisonniers faits depuis le douziesme de May, à l'occasion des presens troubles, seront mis en liberté de part & d'autre, sans payer rançon.

L'Artillerie prise à l'Arsenac y sera remise avec les autres munitions qui en ont esté enleuées, qui resteront en nature.

Si apres la conclusion du present accord, quelques vns, de quelque qualité & condition qu'ils soient, entreprennent contre les villes & places de sadite Maïesté, ils seront tenus comme infracteurs de paix, & comme tels pouruiuis & chastiez, sans estre fauorisez & soustenus par lesdits Princes, ny par autres, sous quelque pretexte que ce soit.

Pareillement si aucunes des villes & places qui sont baillées pour seureté, venoient à estre prises par quelques vns, ceux qui les auront prises, seront punis & chastiez comme-dessus : Et estant lesdites villes reprises, seront remises entre les mains desdits sieurs Princes, pour le temps qui leur a esté accordé.

Publié en la Cour de Parlement, & par la ville & carrefours de cette ville de Paris le 11. Juillet 1588.

Le Roy se voyant forcé à tout ce que la Ligue se figuroit le plus avantageux pour ses Chefs, consentit aux audacieuses demandes du Duc de Guise: & pour luy oster toutes les craintes qu'il deuoit auoir, si Dieu ne l'eust frappé de l'esprit d'étourdissement, il luy octroya non seulement la Lieutenance generale de ses armées, mais la conduire de l'Estat, le 4. iour d'Aoust mil cinq cens quatre-vingt huit, comme il paroist par les lettres suiuanes.

HENRY Par la grace de Dieu, Roy de France & de Pologne: A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Comme nous ayons aduisé pour plusieurs grandes raisons & considerations à ce nous mouuans, de donner pouuoir à nostre tres cher & tres-ami Cousin le Duc de Guise, Pair & grand Maistre de France, Gouverneur & nostre Lieutenant general en nostre pays de Champagne & Brie, sur les armées de nostre Royaume: & à cette fin augmenter & amplifier d'autant ce: luy qui luy est attribué, à cause dudit estat & charge de grand Maistre de France: Sçauoir faisons, que nous bien & deuément informez de la longue experience de nostredit Cousin, au fait de guerre, & en la conduite de nos armées; à iceluy pour ces causes & autres à ce nous mouuans, de l'aduis de la Reine nostre tres honorée Dame & mere, auons donné & donnons par ces presentes, outre le pouuoir & fonctions attribuez audit estat & charge de grand Maistre de France, plein pouuoir, puissance, & autorité de commander dorefnauant de par nous, en nostre absence, en nosdites armées: faire soigneusement obseruer nos ordonnances, tant anciennes que modernes, faites sur le fait de la gen'd'armerie, & de nos gens de guerre; faire viure nosdits gens de guerre, de quelques nations qu'ils soient, en bon ordre, iustice & police, & pour le soulagement de nos suiets, sans leur souffrir faire aucunes extorsions, outrages, pilleries, ny moleste aucune à nostre peuple: faire taxer & mettre prix aux viures qui seront fournis à nosdits gens de guerre: punir ou faire punir les transgresseurs, delinquans ou mal faicteurs: commettre & deputer de par nous en nostre absence, vn ou plusieurs commissaires ordinaires, ou autres personnages, pour faire les monstres & reueuës desdits gens de guerre, les mener & conduire d'vn lieu à autre, selon & ainsi qu'il sera par nous ordonné: ordonner les gages & vacations desdits commissaires: releuer les absens & defaillans esdites monstres & reueuës d'iceux gens de guerre, s'il voit bon estre, de e e retirer les lettres & commandemens patents, que voulons valoir & seruir d'acquit ausdits officiers & payeuts de nosdits gens de guerre, & autres qu'il appartiendra. S'il se rrouue gens de nostre ban & arriere ban, gens de pied ou autres, de quelque qualité ou nation qu'ils soient, passans, ou

repassans en cettuy nostre Royaume, qui fassent pilleries, exactions & violences sur nostre peuple, & qui ne vivent selon nos ordonnances, en faire faire par les Prouosts des Mareschaux & autres nos officiers, telle punition & chastiment que les autres y prennent exemple, & generalement faire en ladite charge que nous luy donnons de commander en nos armées en nostre absence, & en tout le contenu cy-dessus, tout ainsi que nous ferions & faire pourrions, si presens en personne estions : jaçoit qu'il y eust chose qui requist mandement plus special qu'il n'est contenu par ces presentes, & sans tirer à consequence pour les successeurs de nostre Cousin le Duc de Guise audit estat de grand-Maistre : d'autant que nous auons entendu, comme encore nous entendons, que les pouuoirs, facultez & preeminences dessusdites, s'estendent seulement en sa personne. Si donnons en mandement à nos meilleurs & feaux Conseillers les gens tenans, & qui tiendront nos Cours de Parlement & de nos Comptes, Que le contenu en ces presentes ils fassent lire, publier & enregistrer, retenir, garder & obseruer chacun en leur regard, & d'iceluy nostredit Cousin le Duc de Guise, duquel nous auons pris & receu le serment en tel cas requis & accoustumé : ils fassent obeyr & entendre à tous ceux, & ainsi qu'il appartiendra, & à tous nos Lieutenans generaux, Gouverneurs, Mareschaux de France, Maistres de nostre artillerie, Capitaines, chefs & conducteurs de nos gens de guerre, Capitaines & Gouverneurs de nos villes, chasteaux & forteresses, & à tous nos iusticiers, officiers & suiets, qu'eux & chacun d'eux luy obeissent & entendent, & fassent obeyr & entendre diligemment, & en ce que dessus, circonstances & dependances, tout ainsi qu'à nostre propre personne. Car tel est nostre plaisir. Et pource que de ces presentes l'on pourra auoir à faire en plusieurs & diuers lieux ; nous voulons qu'au vidimus d'icelles deuëment collationnées par vn de nos amez & feaux Notaires & Secretaires, ou fait sous scel Royal, soy soit adioustée comme au present original. En tesmoin dequoy nous auons signé ces presentes de nostre main, & à icelles fait mettre nostre scel. Donné à Chartres le quatriesme iour d'Aoust, l'an de grace mil cinq cens quatre vingt & huit : & de nostre regne le quinzieme. Ainsi signé HENRY. Et au reply, Par la Reine la mere presente, signé de NEVFVILLE.



PROPOS TENVS PAR LES DEPUTEZ DE LA VILLE
de Paris.

SIRE;

Outre ce quia esté presentement dit, vos tres-humbles & tres-affectionnez seruiteurs & suiets, les Bourgeois de vostre ville de Paris, nous ont commis & deputez pour faire entendre à vostre Maiesté le regret qu'ils ont de l'accident & du malheur qui a esté l'occasion de vostre subit & inopiné partement.

La principale cause de leur regret, & de ce que nous auons tres-volontiers accepté cette charge & cette commission, est la tres-grande affection que nous auons pour vostre seruice, pour deux raisons. La premiere est, l'honneur & l'obeyssance que nous deuons à Dieu, & la reuerence que nous deuons à ses commandemens, qui nous enseignent & nous ordonnent le deuoir enuers nostre Prince naturel & legitime. La seconde raison est la tres-grande bonté que vostre Maiesté de tout temps nous a demonstrée, tant par effet que par infinis exemples pleins de vertu & de sainteté.

C'est ce qui a fait que vos tres-humbles suiets, les affectionnez Catholiques, pleurent vostre absence, & prient Dieu continuellement, qu'il luy plaise assister en routes vos actions, & administrer vn bon & vn saint Conseil, composé de personnes qui aiment de pareille affection vostre peuple, que vous faites, & qui vous fassent entendre & connoistre à l'aduenir vos plus loyaux & vos plus fideles Bourgeois.

Vos ennemis, Sire, qui sont les heretiques, & ceux qui par certaine auarice ou ambition fauorisent leur party, voyant qu'ils estoient vaincus & presque du tout aneantis par vostre grandeur & par vostre valeur, & par l'assistance & le secours de vos plus affectionnez suiets Catholiques, ils se sont aduisez d'vn remede extreme en cette extremité, & ont inuenté vn artifice & vn moyen tres-subtil, qui est de rendre odieux à vostre maiesté tous ceux qui dès l'an 1560. & depuis ont employé leurs biens & leurs vies pour la manutention de l'Eglise Catholique, & la conseruation de vostre Couronne.

Et d'autant qu'ils ont souuent apperceu que le plus seur & le plus prompt secours contre eux prouenoit de vostre bonne ville de Paris, ils se sont efforcez par toutes voyes obliques & sinistres, & par pretextes simulez, de vous mettre en desffiance avec vos plus loyaux & vos plus affectionnez Bourgeois d'icelle.

Iusques à ce que depuis n'agueres, qui fut le 11. de ce mois, ce qu'ils

I. PART,

Y Y Y Y ij

n'ont pû effectuer par l'espace de trente ans, ils ont pensé, n'eust esté l'aide de Dieu & vostre grande prudence, perdre en vn moment l'entier Estat de la France.

En cette entreprise, Sire, vostre Maiesté a pû clairement iuger & connoître la fidelité, la modestie & l'innocence de vos suiets Catholiques; sur laquelle s'assurans, ils esperent que vostre Maiesté continuera sa bien-veillance accoustumée, qu'ils estiment plus que leurs vies.

Ils font tant d'estat de vostre autorité & du seruice qu'ils vous doiuent; que s'il y auoit la moindre apparence du monde qu'ils eussent eu seulement la volonté d'entreprendre, ou de faire acte qui vous fût desagréable, ils s'estimeroient & reputeroient indignes de toutes graces & de toutes faueurs.

Mais d'autant qu'ils ont tousiours eu en singuliere recommandation vostre repos & vostre autorité, ils nous ont donné charge de supplier tres-humblement vostre Maiesté, qu'il luy plaise par sa tres-grande douceur, sa tres-grande clemence & la bonté accoustumée, & de laquelle mesme elle a souuent embrassé ses ennemis, nous faire cette grace, cette faueur & ce bien, que d'oublier tout le mecontentement que l'on luy pourroit auoir calomnieusement imprimé contre ses tres-humbles suiets, & qui ne luy ont iamais esté autres que tres-fideles seruiteurs.

Pour conclusion, Sire, nous auons charge de reclaimer tres-humblement vostre bonté, qu'il vous plaise leur estre & demeurer leur seul protecteur, les conseruer allencontre de vos ennemis, & faire toujours estat qu'ils ne pretendent viure que sous vostre seule obeysance, & vostre protection. Ils vous supplient de reseruer aussi vostre puissance, vostre magnanimité, vostre courage, & vostre valeur tant de fois esprouuée, pour impugner l'audace, l'opiniastreté & la rebellion de vos entiers ennemis, seuls auteurs & cause de tous nos maux, plustost que d'insulter & d'employer vos forces contre vos plus fideles seruiteurs, qui se soumettent & qui vous offrent tout le seruice & l'honneur qu'ils doiuent à vostre Maiesté: la suppliant qu'il luy plaise continuer l'affection qu'elle leur a tousiours demonstree, les tenir & les reconnoistre pour les tres-humbles, tres-obeysans, tres-affectionnez & tres-fideles suiets & seruiteurs: n'ayant tous autre resolution, que le seruice de Dieu & le vostre conioïnement, sans le diuiser.





REMONSTRANCES DES HABITANS DE LA VILLE
de Paris : Avec les Responses du Roy sur icelles, en traitant de l'union.
Juillet 1588.

PVis qu'il plaist au Roy, selon la bonté & la clemence naturelle ;
ouvrir la bouche à ses suiets pour luy faire entendre leurs plain-
tes ; & qu'ayant en main les remedes, la Maiesté veut qu'ils luy decou-
urent leur mal : ses tres-humbles & tres-obeissans suiets & seruiteurs,
les habitans de sa bonne Ville de Paris ne peuuent apporter vne plus
digne marque d'obeissance, que de satisfaire au commandement de sa
Maiesté : & imitant les enfans qui se plaignent à leur Pere des mauuais de-
portemens des seruiteurs de sa Maison, luy donner ouuerture du repos
& de la tranquillité que sadite Maiesté desire reestabli en son Royaume.

II.

A cette fin, ils supplient tres-humblement la Maiesté, ayant égard
aux tres-humbles remonstrances qui luy ont esté faites par lesdits ha-
bitans de Paris, coniointement avec Messieurs les Princes Catholiques
vnis par leur Requête, en laquelle ils persistent, leur accorder les ar-
ticles y contenus.

I. & II.

*Le Roy a tousiours volontiers ony les plaintes que sesdits suiets, mesme
les habitans de sa Ville & Cité de Paris luy ont voulu faire, & il a en
toutes occasions, tres-favorablement pourueu sur icelles ; comme encore il a
tres-bonne intention de faire toutes & quantes fois qu'ils le requerront, ainsi
que des bons & naturels suiets doiuent faire.*

III.

Et en esclaireissant & amplifiant deux d'iceux, l'un concernant l'é-
lection de leurs Officiers, & l'autre l'autorisation de ce qui a esté par
eux fait, qu'il luy plaist auoir agreable qu'ils soient reintegrez en tous
leurs anciens droicts, franchises, immunitéz, privileges, exemptions
d'emprunts, solde de gens de guerre, & autres subsides extraordinaires,
sans qu'à l'aduenir il y puisse estre innué aucune chose, changé ny al-
teré par commandement, recommandation ou eslection abtollue : &
par mesme moyen agreer & autoriser tout ce que par lesdits Prouost
des Marchands, Escheuins & habitans de ladite Ville a esté fait, géré
& negocié, tant en public qu'en particulier, deuant & durant ces pre-
sens troubles pour la manutention de la Religion Catholique, & la

conseruation de ladite ville, sans qu'ils en puissent estre aucunement recherchez, inquietez & molestez par quelque personne que ce soit.

IV.

Et pource que quelques-vns mal affectionnez au repos public, & notamment de ladite ville, abusant de l'autorité qui leur est donnée & attribuée près la personne de S. M. pourroient, comme ils ont cy-deuant fait, faire instance enuers elle du contraire: s'il ne luy plaist separer tels Conseillers, qu'il luy plaise au moins clorre du tout son oreille, pour esuiter la conséquence telle qu'elle s'est decouuerte le 12. de May dernier.

III. & IV.

Le Roy entend que les supplians soient mainseus & conseruez en la iouissance des droits, franchises, immunitiez & privileges qui leur ont esté accordez par les Rois ses predecesseurs, & confirmez par sa Maiesté, sans y rien innouer, changer ny alterer. Et pour le regard des choses qui ont esté faites en ladite ville de Paris, à l'occasion de ces troubles, il y sera pouruü par l'Edit de l'union qui sera fait par sa Maiesté.

V.

Et considéré que la grande assiduité que les Officiers de la Iustice ordinaire doiuent à l'exercice de leurs Offices, empesche qu'ils n'ayent vn tel soin de la police de ladite ville qu'il seroit bien besoin pour empescher infinis abus qui s'y commettent, qu'il plaise à sa Maiesté que la connoissance de ladite police, qui a esté attribuée autrefois aux Preuosts des Marchands & Elcheuins de ladite ville, comme elle est encore à present és villes de Thoulouse, Bordeaux, Amiens, Chaalons, & autres moindres que celle de Paris, capitale de France, leur soit restituée, les appellations de leurs sentences ressortissans à ce Parlement.

V.

Le Roy desirant pouuoir à la police de ladite ville, afin qu'il ne s'y commette aucun abus, y aduifera par les meilleurs expedients qui s'y pourront trouuer; & pour cet effect sera commis par sa Maiesté six de ses Officiers, six Bourgeois, & six Notables Marchands, lesquels s'assembleront pour en donner aduis à sadite Maiesté, & ce dedans mois.

VI.

Que pour l'assurance de ladite Ville contre les heretiques & leurs partisans, sa Maiesté pouruoir, s'il luy plaist, au Gouuernement d'icelle & de toute l'Isle de France (aduenant vacation par la mort de M. de Villequier, ou sa demission) l'un de Mess. les Princes Catholiques de l'vniõ; sans que le sieur d'O, ou autre, puisse à l'aduenir aucunement

s'en entremette, ny aussi que l'on puisse fortifier ny faire fortifier aucune place estant sur les ruières par lesquelles les viures sont amenez en ladite ville; considéré qu'elles pourroient estre surprises par aucuns malueillans, au preiudice de la seureté de ladite ville.

VI.

Le Roy veut que ledit sieur de Villequier, qui est Gouverneur & son Lieutenant General en ladite ville & Isle de France, s'entremette seul en ladite Charge de Gouverneur & Lieutenant General en icelle ville. Et aduenant vacacion de ladite Charge, sa Maesté aduifera d'y pouruoir de personnage tres-affectionné à la Religion Catholique, au seruire de sa Maesté, & au bien public de ladite ville.

VII.

Et pource que la fidelité desdits habitans, en si grand nombre qu'ils sont, est à preferer par toutes considerations à celle que sa Maesté peut prendre de celle d'un particulier en la garde de son Chasteau de la Bastille, eu esgard aux accidens qui peuuent suruenir en vn temps de partialitez, tel qu'il est aujour d'uy; ils la supplient tres humblement d'auoir agreable que desormais ladite Bastille demeure sous la charge desdits Preuost des Marchands & Escheuins, qui la garderont fidelement, & qui en demeureront responsables sous l'autorité de ladite Maesté: ou bien qu'il luy plaise ordonner, qu'elle sera du tout rasée; si mieux il ne plaist à ladite Maesté la donner en fief à ladite ville, & sous tel hommage & reconnoissance qu'il luy plaira.

VIII.

Le Roy veut que le Chasteau de la Bastille qui luy appartient, soit remis entre ses mains. Et pour faire voir la confiance qu'il veut auoir aux habitans de ladite ville, il fera combler le fossé qui est du costé d'icelle ville, & baillera la charge dudit Chasteau à personne Catholique & tres-fidelle, & qui s'en acquittera dignement, pour la tenir en Conciergerie & sans murtes payes.

VIII.

Que outre le contenu en ladite Requête contenant deffences estre faites aux gens de guerre, de ne loger à douze lieux près de ladite ville, il soit, en cas de contrauction, permis ausdits Preuost des Marchands & Escheuins, leur faire courre sus; si ce n'est pour le regard des gardes anciennes & ordinaires de son Corps.

VIII.

Le Roy soulagera de gens de guerre le plus qu'il pourra les ennirons de ladite ville. Et où ils'y feroit aucun desordre, sa Maesté commandera au Gouverneur & Lieutenant general d'y pouruoir, comme à chose qui depend entiere.

ment de leurs charges. Et en leur absence sera enioint au Preuost de Sens, ou ses Lieutenants, de s'y employer: ausquels sa Maiesté aura bien agreable que les supplians fassent donner assistance.

IX.

Qu'il plaise à sa Maiesté, en faisant demonstration de la grande confiance qu'il a en seldits suiets, leur accorder qu'ils puissent nommer deux ou trois personnes d'honneur Catholiques; pour pourvoir tel d'eux qu'il luy plaira, de l'estat de Cheualier du Guet: comme au semblable sera fait aduenant vacation dudit Estat, ou de ses Lieutenants. Et d'autant que les deportemens du Preuost Rapin l'ont rendu tres-odieux à tous les habitans de ladite ville; ils supplient tres-humblement sa Maiesté de pourvoir de cette charge quelqu'autre personne Catholique, & non suspecte.

IX.

Le Roy pouruoirra en ladite place de Cheualier du Guet, de personnage bon Catholique, affectionné au service de sa Maiesté, & au bien & au repos de ladite ville. Et pour le regard dudit Rapin, sa Maiesté voulant s'en seruir ailleurs, luy commandera de resigner ladite charge à personne capable & fidelle à son service.

X.

Et d'autant qu'il n'y a dettes tant priuilegiées ny parties preferables à celles qui ont esté créées sous la foy pubhque, comme rentes constituées, sans aucune fraude ou deguilement; desquelles neantmoins les deniers affectez au payement des arrerages d'icelles ont esté par contrainte arrestez és receptes generales, greniers à sel, & des decimes, mesme depuis le 12. May dernier; il plaise à sa Maiesté ordonner que pour le payement desdits arrerages, il sera fait remplacement du fond sur la recepte generale de Paris, & des premiers deniers d'icelle & des autres prochaines receptes generales; comme aussi des deniers reuenans bons au Roy sur la ferme des greniers à sel, les rentes & autres charges ordinaires sur iceux de duites, sans que les partisans puissent auant le dit remplacement, pretendre aucuns remboursemens de leurs aduances, si aucunes en ont esté faites: desquelles en ce cas ils pourront sur autre nature de deniers poursuivre leur remboursement, apres qu'elles auront esté deuëment verifiées par Mess. des Comptes; & pour l'aduenir ne pourront estre aucuns desdits deniers, tant des receptes generales, greniers à sel, que du Clergé & fermes affectez au payement desdites rentes, & employez à autre effet qu'au payement des arrerages ou principal d'icelles, à peine, tant à ceux qui par importunité ou autrement en obtiendront lettres au contraire, qu'à ceux qui les auront signées & scellées, d'en estre responsables en leurs propres & priuez noms; & dans pour-
voir par le Receueur de la ville, ou autre ayant charge du payement

des

des rentes deuës sur le sel, faire repetition sur eux, leurs heritiers & ayant cause; & ce par vertu des simples escrous & certifications desdits Receueurs & Payeurs.

X.

Lesdits deniers qui ont esté pris depuis ledit 12. May, ont esté pris pour la necessité des affaires de sa Maiesté, & ne peut quant à present en assigner le remplacement sur lesdites Receptes generales: Mais ne seront à l'aduenir les deniers qui sont affectez au payement desdites rentes & arrerages d'icelles, diuertis ny employez ailleurs. Et quant aux deniers reuenans bons sur la ferme des Greniers à sel, le Roy regardant à ses affaires, en declarera cy-apres sa volonté, ainsi que sa Maiesté ingera pour le mieux.

XI.

La conuiuece d'aucuns du Conseil de sadite Maiesté, & l'intelligence qu'ils ont eüe avec aucuns estrangers & partisans, au grand preiudice & dommage des affaires du Roy & de ce Royaume, ont donné occasion de faire constituer depuis quelque temps plusieurs rentes à moité dettes, lesquelles l'on sçait que lesdits estrangers & partisans ont acheptées à railon du cinquiesme denier seulement, pour le plus: A quoy il est tres-necessaire de pourvoir, & de corriger vn tel abus, qui apporte trop de preiudice aux bonnes rentes qui ont esté legitimelement acquises par les naturels suiers. Sadite Maiesté est suppliée de trouuer bon que pour lesdites rentes qui se trouueront encore en nature & mains desdits estrangers ou partisans, ou de la qualité susdite, desfences seront faites au Receueur de la ville de Paris de receuoir à l'aduenir aucuns desdits contrats; afin que tels abus puissent estre d'autant plus facilement corrigez: & cependant differer le payement des arrerages desdites rentes, sans auoir esgard aux breuets que lesdits estrangers en ont obtenus de sadite Maiesté.

X I.

Il y sera aduisé & pouruen à la prochaine assemblée des Estats du Royaume. Fait à Rouën le 5 iour de Iuillet. signé HENRY. Et au desous, BRVLARD.

XII.

Que pour le payement des arrerages des autres rentes qui se payent par le Receueur de ladite ville, & pour le rachapt d'icelles, seront deputez des Commisaires, qui aduiseront des meilleurs & des plus asseurez moyens pour y paruenir promptement, à la descharge de la Maiesté & du public.

X I I.

Le Roy aura tres-agreable qu'il luy soit donné aduis des moyens qui seront
I. P A R T. Z Z z z

imgez les meilleurs & les plus assurez pour payer les arrerages desdites rentes ; & pour pourvoir au rachat d'icelles , à la descharge de sa Maiesté & du public.

XIII.

Que les baux des fermes affectées à ladite ville , seront faits en l'Hostel d'icelle par les Preuost des Marchands & Escheuins , en gardant les solemnitez accoustumées ; & que les deniers des plus-valeur desdites fermes , demeureront , suivant les contractz , pour le rachat desdites rentes , ou pour suppléer à la faute de fonds qui se trouue pour le payement desdits arrerages.

XIII.

Le Roy veut que doresnauant les fermes qui ont accoustumé d'estre baillées par ladite ville , & qui luy appartiennent , soient baillées par icelle ville , comme il est accoustumé : & quant aux plus-valeurs , les deniers en seront employez où ils sont destinez par les engagements qui en ont esté faits.

XIV.

Que les lettres obtenues de sa Maiesté en l'an 1577. en faueur des Preuost des Marchands & Escheuins pour l'annoblissement d'iceux , séance & voix deliberatiue és assemblées de ladite ville , és élections des Preuost des Marchands , Escheuins , & des Officiers d'icelle , seront verifiées en la Cour de Parlement , & autres Cours qu'il appartiendra , sans aucune modification ; fors & excepté pour le regard des derniers Preuost des Marchands & quatre Escheuins , qui par la voix commune ont esté demis de leurs charges.

XIV.

Accordé , & que pour ce seront expédiées lettres de Jussion , pour verifier purement & simplement lesdites lettres patentes octroyées par sa Maiesté , pour en iouir par lesdits Preuost des Marchands & Escheuins sans aucune exception.

XV.

Et d'autant qu'il a esté cy-deuant accordé à plusieurs Conseillers & Quarteniers de ladite ville , la suruiuance de leurs Estats , lesquels pourront , si telles suruiuanes auoient lieu , tomber és mains de personnes suspectes & incapables , & estre rendus par ce moyen hereditaires ; il plaira à sadite Maiesté reuoker toutes lesdites suruiuanes , & ordonner que doresnauant lesdits Conseillers ne pourront resigner leurs Estats ; mais qu'aduenant vacation d'iceux , apres la reduction faite au nombre de 24. il y sera pourueu par eslection , suivant les anciens priuileges de ladite ville , de personnes de qualité requise par les ordonnances , sans neantmoins d'icelle.

XV.

Lesdites surmises seront remuées, & n'en sera dorénavant accordé aucune: & pour le regard des consignations, il en sera usé suivant les ordonnances & privilèges de la ville. Et advenant vacation des Offices de Conseillers de ville, seront réduits au nombre de 24. pour estre pourueus, reglez & exercer suivant les ordonnances de la ville.

XVI.

Et pour le regard des Quarteniers & autres Officiers, que sans attendre leur vacation par mort, ils seront deposez dans tel brief temps qu'il plaira à sa Maïesté ordonner, & en leur lieu procedé à l'ellection d'autres, suivant les formes accoustumées, & que les esleus esdites charges ne pourront estre esleus que pour deux ou trois ans, & sans qu'ils puissent estre continuez ausdites charges, sinon qu'il y eust au moins quatre ou six ans d'interuale: & que aucun ne puisse estre admis en icelles, qu'il ne soit natif de ladite ville.

XVI.

Quand ceux qui exercent à present les charges de Prevost des Marchands & Eschevins, seront entrez en l'exercice d'icelles par commandement du Roy, sera faite assemblée de ville, pour deliberer sur le present article, & en donner advis à sa Maïesté. Et là où il seroit advisé en ladite assemblée de rendre lesdits Quarteniers temporels, en ce cas ceux qui sont à present pourueus desdites charges, les exerceront deux ou trois ans. Et pour faire ladite assemblée, les mandemens n'en seront adressez ausdits Quarteniers, ains aux meilleurs Bourgeois de la ville.

XVII.

Et afin que les quartiers de ladite ville puissent estre remarquez & signalez par autres marques que des noms desdits quartiers; qu'il plaise à sa Maïesté trouver bon que les quartiers soient nommez, ou par les Eglises principales, ou par les places communes qui sont en iceux, sans que dorénavant ils puissent porter les noms desdits Quarteniers.

XVII Accordé.

XXIII

Que tous les Colonels, Capitaines, Lieutenans & Enseignes des quartiers, qui ne sont pourueus & commis esdites charges par ellection selon les anciennes formes, seront démis, & que de nouveau sera procedé par les Bourgeois de chacune dixaine, à l'ellection desdits Capitaines & Lieutenans, soit de ceux qui ont esté ainsi démis, ou autres qu'ils aduïseront; comme au semblable de Colonel en chacun quartier, par les Capitaines & Lieutenans d'iceluy.

XVIII.

Lesdits Colonels, Capitaines & Lieutenans qui exercent lesdites charges, seront conuenez en icelles : & aduenant vacation, y sera pourueu par election selon les formes accoustumées en la ville, & apres estre presentez par les Pre-nost des Marchands & Escheuins à sa Maiesté, & en son absence au Gouverneur & son Lieutenant general en ladite ville, pour en receuoir le serment.

XIX.

Qu'il plaise à la Maiesté, faire leuer les deffences & interdictions de la chaise qui ont este faites à aucuns Predicateurs, pour autre fuit que pour auoir presché des propositions erronnées ou heretiques, & que pour semblables effets, autres que l'Euesque ne pourront entreprendre sur lesdits Predicateurs aucune iurisdiction ne connoissance, & ce suiuant les Constitutions Canoniques, priuileges, libertez & immunittez de l'Eglise.

XIX

Sa Maiesté a fait entendre son intention à la Reine sa mere sur le present article.

XX.

Que nul ayant fait exercice de la nouuelle opiaion, ne sera admis aux charges publiques de ladite ville.

XX.

Accordé sinon pour le regard de ceux qui ont fait profession de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, & qui ont notoirement vescu en l'exercice d'icelle vingt ans durant & consecutifs sans aucune variation, & qui n'ont esté relaps auparavant.

XXI.

Que les heretiques qui seront pris & apprehendez, seront punis selon l'exigence des cas & des anciennes ordonnances, & que iustice sera promptement faite, tant de ceux qui sont à present es prisons, que des autres qui y seront amenez cy-apres, mesme que le procez encommencé contre Beloy, luy sera fait & parfait par la Cour de Parlement, sans auoir esgard à son euocation, laquelle en ce faisant sera reuquée.

XXI.

Le Roy entend qu'il soit procedé contre lesdits heretiques selon ses Edits. Et pour le regard de l'euocation dudit Beloy, elle a esté faite par sa Maiesté avec grande connoissance de cause, & veut sadite Maiesté qu'elle ait lieu,

XXII.

Que pource que le contenu es presens articles importe particulièrement à l'intérêt de ladite ville de Paris, & qu'ence qui touche le soulagement general du peuple de ce Royaume, duquel il plaist à sa Maïesté d'entendre les plaintes, soit pour l'assurance de leur Religion à l'aduenir, se preseruans de l'inuasion des heretiques & de leurs associez pretendus Catholiques, ou soit pour la reformation des excez en creations nouuelles de subsides & Officiers supernumeraires, mesme en l'administration de la iustice & des finances de sa maïesté; seldits suiets avec toute humilité la supplient d'auoir agreable, que coniointement avec les autres villes qui ont à se joindre à leurs requestes, ils puissent, pour cetter fois seulement, presenter plus amples cahiers; afin qu'elle puisse plus fidellement estre esclarcie du mal qui les a blessez, & par sa bonté & clemence naturelle, leur pouruoir de tel reglement à l'aduenir, que la paix, la concorde & la tranquillité puissent regner en son Royaume; & Dieu y estant aimé & honoré sur tout, son Estar se voye florissant, sa personne crainte & respectée, ses bons & loyaux suiets reconnus, & son pauvre peuple soulagé des miseres qu'il a supportées iusqu'à present;

XXII.

Quand les habitans de ladite ville de Paris & les autres suiets de sa Maïesté luy presenteront leurs Requestes en la forme accoustumée, la Maïesté aura à plaisir d'y pouruoir ainsi que de raison.

A costé est escrit. Fait à Rouën le 5. iour de Iuillet 1588. Ainsi signé, HENRY. Et plus bas, BRVLARD. Et au dessous est encore ecrit ce qui ensuit.

CE QVI A ESTE' DEPVIS ADVISE' SVR AVCVNS
articles des susdites remonstrances.

Sur le V.

LE Roy desire qu'il soit pourueu à la police de sa bonne villè de Paris; en sorte que les bonnes ordonnances qui sur ce ont esté faites par les Rois ses predecesseurs & par sa Maïesté, soient executez avec plus d'autorité & mieux obseruées qu'elles n'ont esté iusques à present. A CES CAUSES veut & entend sadite Maïesté, que Monsieur l'Euesque de Paris, ou son Vicaire, l'un des Presidens de son Parlement, l'un de ses gens en ladite Cour, l'un des Presidens des Comptes de sa Cour des Generaux, les Lieutenans Civil & Criminel, le substitud du Procureur General au Chastelet, le Preuost des Marchands, l'un des Escheuins, quatre notables Bourgeois qui seront choisis en ladite ville; se trouuent deux fois la semaine en la salle S. Louis, où ils vaqueront

l'aprefdinée entiere, depuis deux heures iufques à cinq; pour aduifer, deliberer & ordonner felon le pouuoir qui leur fera donné, de tout ce qui concernera le fait & l'ordre de la police de ladite ville: Et fera ordonné par fadite Maiefté pour l'execution de leurs fentences nonobftant l'appel, comme elle iugera que fon feruice & le bien de ladite ville le requiert: pourueu que lefdites fentences ayent eſté au nombre de cinq, où l'un des Prefidens defdites Cours qui foit de robbe longue, ait aſſiſté; n'entendant fa Maiefté que pendant le temps que cette commiſſion dureta, le fait de la police qui fera attribué aux ſuſdits Deputez, puiſſe eſtre traité au Châtelet. Et veut fa Maiefté que tous les ſuſdits Deputez puiſſent faire choix de bons & notables Bourgeois, qui auront charge d'exercer & executer telle part de la police qu'ils eſtimont leur deuoir eſtre commiſe; en quoy, comme auſſi leſdits Deputez ne feront obligez de ſeruir plus d'un an.

Sur les X. XI. & XII.

Les deniers qui ont eſté pris depuis ledit iour de May és receptes generales & particulieres, greniers à ſel & des decimes, ont eſté pris pour la neceſſité des affaires de ſa Maieſté; & ne peut quant à preſent en aſſigner le remplacement ſur les receptes generales, ainſi qu'il eſt requis. Toutefois afin de ſçauoir au vray ce qui a eſté pris deſdits deniers ſur leſdites receptes dudit quartier d'Avril, ſa Maieſté a ordonné que le Receueur de Caſtille, & autres Receueurs generaux & particuliers, deſquels on a tiré quelques deniers, ſeront tenus de baillet dedans trois mois eſtat ſigné & certifié d'eux, deſdits deniers qui ont eſté pris par ordonnances de ſa Maieſté en leurs receptes: Mais pour le deſir que ſadite Maieſté a de gratifier ceux de ladite ville; elle a ordonné & pourueu que le quartier d'Avril, May & iuin des rentes conſtituées ſur le ſel, ſera payé & acquitté; & ne ſeront les deniers qui ſont affectez au payement des autres rentes, diuertis ny employez ailleurs. Et afin d'euiter qu'à l'aduenir les deniers aſſignez pour le payement deſdites rentes, de quelque qualité & nature qu'ils puiſſent eſtre, ſoient diuertis & employez à autre effet; ſa Maieſté a accordé qu'il ne ſeta expedie aucunes lettres, mandemens & prouiſions au contraire: & en cas qu'il en fuſt expedie aucunes, elles demeurent nulles: & ſera fait deſſence aux Treſoriers generaux de France, Receueurs generaux & particuliers des Decimes, & tous autres d'y auoir aucun eſgard. Et quant à l'inſtance que font ceux de ladite ville, que les deniers reuenans bons de la ferme generale des greniers à ſel, leur ſoient entierement delaiſſez pour payer les arrerages des autres tentes de l'hoſtel de ville, ſa Maieſté a accordé qu'il ſera par elle commis ſix perſonnes, leſquelles ſeront choiſies, à ſçauoir trois par ceux de ladite ville, & les trois autres par le Fermier general & ſes aſſociez, qui tiennent à preſent ladite ferme gene-

rale du sel, pour prendre garde & pourvoir à faire & faire faire diligemment que les deniers desdits droits de gabelle & impositions soient leuez & payez comme il appartient, & apres employez à l'effet à quoy sadite Maiesté les a destinez : & ce à commencer au premier iour d'Octobre prochain; lesquelles six personnes conuiendront d'un Receueur & d'un Controolleur, pour faire la recepte desdits deniers : voulant sa Maiesté que de tout ce qui prouindra dudit sel, apres que les rentes constituées iusques à ce iourd'huy, & les charges portées par le contract fait avec ledit Fermier general seront payées, ensemble les frais de ladite recepte premierement desalquez, soit pris des premiers deniers & auant qu'iceluy Fermier en puisse recevoir aucune chose sur fondit remboursement, cent cinquante mille escus, pour employer au payement des arrerages des autres rentes dudit Hostel de ville; & le surplus demeurera pour le remboursement de ce qui se trouuera deu audit Fermier general : lequel sera tenu dans la fin de cette année, pour tout delay, faire verifier l'estat des dettes par luy pretendues, par les Gens des Comptes, ou autres qu'il plaira à sa Maiesté ordonner. Et outre le Roy sera supplié d'accorder, apres que ledit Fermier aura esté remboursé, que le surplus de tout ce qui viendra dudit sel, soit employé au rachapt du principal des rentes tant d'iceluy sel, qu'autres rentes sur l'Hostel de ville. Et d'autant qu'il a esté cy-deuant accordé audit Fermier iusques à vingt sols d'augmentation sur chacun minot de sel, à cause de la penurie dudit sel; sera pareillement suppliée sa Maiesté, aduenant que rebailant lesdits greniers à ferme, le prix du Marchand vint à diminuer desdits vingt sols; en ce cas ledit droit de vingt sols pour minot, ou ce qui en pourra rester, en faisant les nouveaux beaux demeure à ladite ville, pour aider au payement desdits arrerages & rachapt desdites rentes, ou du moins la somme de cinquante mille escus; afin que tous les ans il soit employé iusqu'à la somme de deux cent mille escus au payement desdits arrerages, & au rachapt du principal desdites rentes, à la descharge de sadite Maiesté, laquelle aura aussi tres-agreable qu'il soit député Commissaires, pour aduiser des meilleurs & des plus asseurez moyens qui se pourront trouuer pour aduancer l'entier payement des arrerages & du rachapt desdites rentes : & pareillement qu'en l'assemblée des Estats generaux il soit pourueu & donné ordre aux abus qui ont esté commis aux rentes constituées à moitié dette, selon la remonstrance & requisition qui en a esté faite à sadite Maiesté par ceux d'icelle ville.

Fait à Paris, au Conseil du Roy tenu par la Reine sa Mere, le 14. iour de Iuillet mil cinq cent quatre-vingt huit. Ainsi signé CATHERINE. Et au dessous, PINART.

LETTRÉ DV ROT AUX PREVOST DES MARCHANDS,
Escheuins, & Conseillers de Paris, du 10. Septembre 1588.

TRES-chers & bien amez, Nous auons esté aduertis qu'aucuns vont semant par les Prouinces de nostre Royaume, certains écrits sous vostre nom, en forme de lettres & memoires, pour tirer nos suiets à quel que particuliere association & intelligence, sous pretexte d'une plus étroite vnion entr'eux, pour le fait & entretenement de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, & leur conseruation: Ayant particulièrement esté vn nommé Hotman en nostre païs de Bretagne, pour cet effect. Et combien que le suiet soit bon de loy; la forme toutesfois estant contraire à ce que l'ordre du bien vniuersel de l'Estat requiert, & à nostre autorité, qui est le legitime lien dont il doit estre contenu: Nous auons estimé cela si esloigné de la prudence commune des hommes & de la fidelité que nous nous promettons de vostre part, que nous n'auons pû croire qu'il soit procedé de vos deliberations, pour estre chose du tout contre Dieu, raison & nature: ioint que ce seroit directement contreuenir à ce qui est porté par nostre Edict, & au serment solemnel que vous avez fait de l'entretenir; y estant par exprez deffendus toutes autres associations que celles que nous auons non seulement permis; mais tres-expressement ordonné estre faite à mesme fin, qu'il semble chercher par cette voye oblique. Neantmoins pource que cela courant parmy les moins aduisez, il leur pourroit donner des opinions de faire ce qui ne peut estre entrepris, sans nous offenser, & que nous sommes tres-resolus, comme aussi estant nostre principale affection, de reestabli la Religion Catholique, Apostolique & Romaine en son entier, & debouter toute heresie & fausses opinions en nostredit Royaume, sans y espargner nostre vie, non plus que nous auons fait par le passé; nous auons tres-iuste ialousie de n'en laisser aller personne en doute, mesmes en nostre bonne ville de Paris, mais couper chemin à ceux qui auroient cette mauuaise intention. A cette cause, nous auons aduise de vous enuoyer copie desdits écrits, voulant qu'apres les auoir leus en vostre Conseil de Ville, y assistant mes bons Preuost des Marchands, Escheuins & tous les Conseillers de ladite Ville qui se trouveront lors en icelle, vous fassiez telle demonstration de condamner ces façons, que s'il y auoit quelque particulier mal affectionné, qui eust cette partialité & phantasie, il en soit aduertý, en faisant la declaration que nous esperons que vous ferez, non seulement de ne l'approuuer, mais aussi de le faire chastier, s'il est descouuert: Quoy faisant, ce nous sera occasion de vous reconnoistre tousiours pour nos bons suiets, & vous tesmoigner de plus en plus, que nous vous sommes bon Roy, ayant disposé à vous gratifier que vous nous avez trouué par le passé. A quoy
il n'y

il n'y a rien qui nous puisse plus induire, ny plus donner d'occasion de retourner en ladite ville, que d'y voir nostredite autorité restablie & reconnuë comme il appartient, la conseruation de laquelle vous est de tant de commodité & aduantage, pour le bien qu'elle y apporte, & la grandeur & la conseruation en laquelle nous auons tenu ladite ville, par la residence que nous y auons faite, que vous auez plus d'interest que nuls autres de nostre Royaume, de desirer qu'elle demeure entiere, & d'y tenir la main de vostre pouuoir. Donnë à Blois le dixiesme iour de Septembre 1588.



LETTRES DE M. LE DVC DE NEVERS AV ROY HENRY TROISIEMES.

PENDANT LES ANNEES 1585. 1586. 1587. & 1588.

Auec plusieurs extraits des lettres de M. de Pisany à sa Maiesté,
touchant Monsieur de Neuers.

LETTRE DE M. LE DVC DE NEVERS, AV ROT HENRY III.

SIRE,

Ayant receu la benediction de nostre saint Pere le Pape, & de tres-grands & tres-particuliers tesmoignages de sa bonté paternelle enuers moy, ie m'en retournerois en France le plus heureux homme du monde, si i'osois me promettre d'y trouuer vostre Maiesté bien persuadée de ma fidehté. l'auouë, Sire, que ie luy ay donné par ma retraite & par mon voyage, de fortes raisons d'en douter. Mais comme il n'y a rien de si trompeur que les apparences, ny rien de si caché que le cœur de l'homme; ie supplie tres-humblement V. M. de ne pas iuger de mes actions par ce qu'elles ont paru; & laissant à Dieu la connoissance de mon interieur, ne point determiner, s'il luy plaist, sur des coniectures qui ne sont pas certaines, si ie suis digne d'amour ou de haine: Ie ne luy demande que cette faueur pour le present. l'espere que l'aduenir m'en fera obtenir dauantage; & que les sentimens que i'emporte de Rome me iustificeront si bien aupres d'elle, qu'elle n'aura pas de fagreable de me rendre cette part de ses bonnes graces, qu'elle m'a donnée si genereusement dès son enfance, & qu'elle m'a telmoignée mille fois

par tant de confiance & par tant de bienfaits. Je sçay que V. M. a suiet de croire que ie m'en suis rendu indigne. Je l'avouërois avec confusion, si ma conscience me reprochoit quelque chose. Mais ie la trouue si nette du costé de vostre seruice, & de la foy que ie vous ay donnée, que ie n'ay iamais esté moins que ie suis, & que ie iure deuant Dieu d'estre toute ma vie, Sire, de V. M.

Le tres-humble, tres-obeyssant, & tres-fidelle
seruiteur & suiet, LVDOVIC DE GONZAGVE.

De Rome le 15. Sept. 1585.

LETTRE DV MESME DVC, A S. M.

SIRE,

I'esperois par ma diligence, preuenir les nouuelles de mon retour en France, & m'aller ietter aux pieds de V. M. auant qu'elle eust aduis de mon depart de Mantouë. Mais estant arriué à Neuers par le plus rude temps du monde; & y estant tombé malade d'une maladie assez facheuse, ie me voy contrainct d'acheuer icy la plus mauuaise année de ma vie; & de ne pouuoir satisfaire au desir extreme qui me presse de me iustifier en la presence de vostre Maiesté, de toutes les calomnies que mes ennemis ont publiées contre moy. Je ne veux point faire ma paix de loin, ny composer avec mon Iuge & mon Roy. Si ie suis criminel, Sire, ie ne demande point de pardon. Je porteray ma teste à V. M. pour receuoir la punition que j'ay meritée. Si ie ne le suis pas aussi; j'ay tant de preuues de vostre iustice & de vostre bonté, que ie ne puis douter qu'elles ne se declarent en ma faueur, & ne confondent la malignité de mes calomniateurs. Je parle hardiment, Sire, mais ie croy le pouuoir faire; puis que les telmoignages de ma conscience sont pour moy, & m'asseurent que V. M. n'est pas assez preuenüe, pour refuser vne de ses oreilles à vn malheureux iniustement accusé. Attendant, Sire, que ma santé me permette d'estre en l'estat que ie souhaite, ie la supplie tres-humblement d'adiouster au moins autant de creance à mes paroles, qu'à celles de mes ennemis, & de me permettre que ie leur donne vn dementy fort glorieux pour moy; en vous protestant que j'ay tousiours esté, & que ie seray toute ma vie, Sire, de V. M. le tres-humble, &c.

L. DE GONZAGVE.

De Neuers, le 8. Decembre 1585.

LETTRE DV ROT HENRY III. ESCRITE DE SA MAIN,
à M. le Duc de Nevers.

MON Cousin, Vous ne m'avez preuenu que d'un iour; car sçachant vostre retour en France, & l'indisposition qui vous arreste à Nevers, j'auois resolu de vous enuoyer aujourd'huy, le Gentilhomme qui vous rendra ma lettre. l'aurois esté bien aisé de faire les premiers pas de nostre reünion. Car Dieu m'ayant mis en la place où ie suis, il m'a donné des entrailles de pere pour tous mes suiets, & particulièrement pour ceux de vostre qualité & de vostre vertu. Je ne suis pas si mal informé des choses, que ie ne sçache bien que vous estes vn Prince plein d'honneur & de pieté, & que vous n'avez rien fait iusqu'icy, que par l'un ou par l'autre de ces motifs. C'est pourquoy ie vous ay tousiours excepté du nombre de ces ingrats, qui se sont declarez mes ennemis, & qui trauaillent tous les iours à destruire la maison de Valois, qui les a faits ce qu'ils sont. Je louë Dieu de ce qu'il a daigné vous apprendre la verité des choses, par la bouche mesme de celuy qui est son Lieutenant en terre. Vous avez esté le consulter sur vos scrupules & vos doutes comme l'oracle du saint Esprit; & les Ligueux vont à luy comme s'il estoit le pere du mensonge & le protecteur des crimes. Mais la ioye que j'ay des sentimens avec lesquels vous estes reuenu en France, ne veut pas que ie vous parle des suiets de mon indignation; & de la douleur que j'ay de voir la malice de ceux à qui j'ay tant fait de bien. Je vous coniure donc de vous guerir, & de venir receuoir toutes les faueurs & toutes les marques d'une veritable affection que vostre Roy vous veut donner. J'ay vn des plus beaux Gouuernemens de France que ie vous ay reserué. J'ay besoin de vostre presence dans mes conseils, & de vostre aduis dans les affaires importantes où il faut que ie mette ordre. Ne nous souuenons plus du passé, ny l'un ny l'autre. Commençons dés aujourd'huy à viure comme si nous n'auions iamais eu le moindre suiét de froideur. Aimez moy, & ie vous feray paroistre en toutes occasions que ie vous aime, & que ie merite d'estre aimé. En attendant que ie vous voye, ie prie Dieu, Mon Cousin, qu'il vous rende vostre santé, & vous donne vne longue & heureuse vie. HENRY.

De Paris ce 5. Ianuier 1586.



AVTRE LETTRE DE M. LE DVC DE NEVERS,
au Roy Henry III.

Pour responce à celle de sa Maiesté.

SIRE, . .

Ce n'est point vne flaterie de dire que les Rois sont les viuantes images de Dieu, & qu'ils ont quelque chose de sa puissance & de sa bonté. l'en ay fait vne espreuue fort sensible, pendant la grandeur de mon mal. Car la lecture de la Lettre que vostre Maiesté m'a fait l'honneur de m'escrire, a eu la vertu d'en arrester la violence, & m'a apporté tant de consolation, par les marques de sa elemence & de sa debonnaireté, qu'en donnant de nouvelles forces à la nature, elle a surmonté comme miraeuleusement toute la malignité de ma longue maladie; le luy dois donc le retour de ma santé. le luy dois la vie; & quelque chose de plus que la vie. Apres cela, Sire, serois-je pas le plus traistre & le plus ingrat des hommes, s'il m'arriuoit iamais d'auoir mesme dans le fond du cœur, d'autres mouuemens & d'autres desirs que celuy de seruir vostre Maiesté, de luy estre fidele, & de manquer à moy-mesme plustost que de manquer à mes obligations? le luy en fais aussi par cette lettre vne nouuelle protestation, & la luy enuoye comme vn nouveau gage de ma foy & de ma seruitude; afin que si iamais i'estois touché d'autre sentiment, elle me traite comme vn perfide & comme vn scele-rat, qui ne scauroit estre trop cruellement chastié. Que vostre Maiesté, Sire, en soit, s'il luy plaist, bien persuadée, & croye qu'elle n'a point de seruiteur qui luy souhaite autant de prosperitez, & vne plus longue & & plus heureuse vie que moy: c'est Sire, de vostre Maiesté le tres-humble, &c.

LVDOVIC DE GONZAGVE.

De Nevers ce 15.
iour de Ianvier 1586.

ADVERTISSEMENT.

PEV de iours apres que M. de Nevers eut enuoyé ceste Lettre au Roy, il se mit en litiere, pour se rendre à petites journées à Paris. Il y arriva plus que conualescant, & se trouua assez fort pour monter iusqu'à la Chambre de S. M. sans auoir besoin d'y estre porté. Henry III. le receut comme s'il eust esté son fils. Il l'embrassa diuerses fois, & le mena luy-mesme chez la Reine sa Mere. Ceste Princeesse qui s'en estoit ioursiours seruiue tres-vtilement,

luy fit autant de caresses que le Roy son fils, & luy dit qu'elle auoit souuent assure le Roy, qu'il estoit incapable d'une mauuaise conduite. Qu'elle se reioüysoit infiniment de son retour, & qu'il se presentoit des occasions où elle auroit besoin de son assistance. Là dessus le Roy le mena au Conseil, & d'abord proposa ce qui regardoit la Picardie; afin de faire sçauoir à tous les assistans, qu'il auoit choisi M. de Nevers pour en estre Gouverneur. Ensuite, ce grand Prince le fit entrer dans son Cabinet, & s'y estant enfermé avec luy, luy découvrit son cœur. Il luy apprit tout le secret de la Ligne, & luy confessa fort franchement, qu'osté un petit nombre de creatures qu'il auoit faites, il ne voyoit personne, ny dans la Cour, ny dans les Villes à qui il se peust fier. Que les Princes de la Maison de Lorraine n'estoient pas contens qu'il leur eust tant de fois pardonné leurs fautes, & qu'il en eust oublié la dernière prise des armes. Qu'ils faisoient de nouveaux desseins, pires que les premiers; & sans auoir esgard au retardement que leurs pratiques & leurs factions apportotent à l'exécution de l'Edit de luillet, ils broüilloient en Champagne & en Picardie. M. de Nevers luy calma l'esprit, par l'assurance qu'il luy donna, qu'il empêcheroit bien que la Picardie ne fust rien contre son deuoir, puisque sa Maesté luy faisoit l'honneur de la luy confier si genereusement. Ainsi ce Prince vint tout à fait dans l'esprit & dans la confiance du Roy; & ne voulut depuis auoir aucune communication, ny avec le Cardinal de Bourbon, ny avec le Duc de Guise, qui le peust rendre suspect. Madame la Duchesse de Nevers estoit femme, & par conséquent bien plus difficile à estre gagnée, & à oublier les iniures, que n'auoit esté Monsieur son Mary. Aussi comme elle estoit la maistresse de sa maison, & qu'elle dispoisoit absolument de toutes choses; elle ne rompit pas avec son Beau frere, ny avec les Cardinaux de Bourbon & de Guise. Au contraire, elle continua le commerce qu'elle auoit commencé avec eux, & les ayant asseurez qu'elle porteroit tousiours M. de Nevers à faire ce qu'il faudroit, quand il seroit temps d'entreprendre; elle renoia fortement avec eux, & voulut entretenir ses intelligences à Rome & ailleurs. Elle se seruit des mesmes personnes dont M. de Nevers s'estoit seruy auant son accommodement, & fit dire & escrire plusieurs choses au nom de M. de Nevers. Ce fut de ces Negociateurs infideles que Monsieur de Pisany fut trauesé à Rome, & ce fut sur les discours qu'ils tenoient au nom de M. de Nevers, qu'il se crût estre obligé d'escrire au Roy, de la sorte que le Lecteur verra par les Extraits de ses Lettres que nous donnons cy-dessous.



EXTRAIT DE PLUSIEURS LETTRES ESCRITES DE ROME,
au Roy Henry III. par M. de Pisany son Ambassadeur.

EXTRAIT D'VNE LETTRE ESCRITE AU ROY,
le vnziesme Septembre, 1586.

IE dis au Pape, que V. M. est necessitée de se garder de toutes parts; & pour cela ne voulant rien laisser à faire de ce qui peut seruir au bien deses grandes affaires, elle auroit trouué bon que la Reine sa mere enuoyast vers le Duc de Montmorency, pour le conuier de faire ce qu'il doit à sa propre conscience, à la Religion Catholique, & à son Roy. Que par toutes ces grandes obligations il prit la resolution de se reduire à son seruice & à son deuoir, & se retirer de toutes les pratiques qui l'engageoient à fauoriser les erreurs & la reuolte des Huguenots. S. S. ne me laissa pas passer plus auant, & me dit: Il est vray que le Duc de Montmorency, outre ce que vous dites, est encote secouru du Roy d'Espagne & du Duc de Sauoye. Il se plaint à cette heure bien fort, d'vne grande armée que l'on enuoye contre luy, conduite par Monsieur le Duc de Joyeuse, & dit qu'on le fait pour luy mettre & la vie & l'honneur en compromis, lesquels neantmoins il defendra contre ceux de Guise, ausquels il ne se peut aucunement fier, & contre tous les autres qui voudront attenter contre luy. Mais osté cela, adiousta-t'il, il est tres-humble suiet & seruiteur de vostre Maiesté, & quand il verra le moyen d'asseurer sa vie & son honneur, il ne manquera pas de se porter à ce qu'il doit, pourueu que vostre Maiesté l'honore de ses bonnes graces; & qu'un an apres il luy restituera & remettra le Gouuernement de Languedoc entre les mains, pour en ordonner & disposer comme il luy semblera le meilleur. Sa Sainteté fit vn grand ris à ce mot, & continuant: Pourquoi: me dit-elle, le Roy ne luy pardonne-t'il pas aussi bien comme à Monsieur de Neuers? & à tant d'autres qui luy ont fait tant d'outrages, & qui l'ont obligé d'entrer si mal à propos, dans vne guerre si importante, & pendant laquelle on a veu toutes choses si confuses & si mal entendues. L'en veux grand mal aux Auteurs, & ie ne pense pas que Dieu leur pardonne iamais. Peut-estre que l'ame du Pape Gregoire en scauroit bien que dire. Mais puisque les choses sont venues aux termes où elles sont, il faut que le Roy s'assure que Dieu l'aidera, pourueu que de sa part il fasse tout ce qu'il pourra. Apres qu'il eut finy, ie repris ce qu'il m'auoit dit du Roy d'Espagne & du Duc de Sauoye, & ie luy dis que le bruit cou-

roit que Monsieur de Montmorency estoit assisté de sa Sainteté mesme. Chose à la verité qui donnoit vn grand scandale à tous les Catholiques, tant pour ce qui regarde la Religion, que pour ce qui est de l'Estat : parce que le Due de Montmorency estoit partisan declaré des huguenots, & Lieutenant general de leur reuolte, sous le Roy de Navarre. L'adioustay à cela, que i'osois luy dire avec l'humilité & le respect qui est deu à sa Sainteté, que se gouvernant ainsi le monde, vostre Maiesté deuoit estre attentue à la seureté de sa personne, & puis qu'elle connoissoit que chacun ne tendoit qu'à faire son profit de la ruine de la France, qu'elle deuoit empescher ce mal par toutes sortes de voyes. Quant à ce que sa Sainteté me disoit que le Due de Montmorency estoit dans vne extreme deffiance de ceux de Guise, que ie la suppliois de penser comment cela se pouuoit croire; puisque ces deux partis ennemis de V. M. estoient en si bonne intelligence avec le Roy d'Espagne, & que sa Sainteté mesme me venoit d'apprendre qu'il assistoit l'vne & l'autre des deux factions. Chose qui estoit du tout indigne d'un Roy tant Chrestien & tant Catholique, & sur tout à l'endroit d'un aurre Roy, aussi grand & aussi Catholique que luy, & duquel il a receu tant d'amitié & tant de bons offices en ses affaires de Flandres. Que si V. M. y eust voulu entendre, il y a longtems qu'elle en auroit la souueraineté. Mais qu'au lieu de cela, elle auoit mieux aimé entretenir la guerre en son Royaume, & se mettre en danger de rompre du tout & à la decouuerte avec feu M. le Duc son frere, que de consentir aux entreprises & à la conqueste qu'il meditoit sur les Pays bas. Qu'à cette heure en recompense de ce bon office, l'on appuyoit les huguenots, & l'on suscitoit des reuoltes & des ligues parmy les autres suiets Catholiques sous diuers pretextes. Mais que reuenant à ce qui touchoit le doute que le Due de Montmorency pourroit auoir de ceux de Guise, il ne s'en pouuoit mieux asseurer, que de se ietter du tout entre les bras de V. M. & se fortifier de sa bonne grace, en luy rendant vne entiere obeissance. Quant à ce qu'on enuoyoit M. de Loyeuse en Languedoc, que ie me conffois tant en sa Sainteté, qu'elle iugeroit que V. M. le deuoit faire ainsi; puisque ledit Montmorency auoit les armes en main pour la protection des huguenots, & qu'il estoit encore soustenu, comme l'on le croyoit, des Espagnols. Effets si contraires à ce que promettent leurs belles paroles, que V. M. sera tousiours conseillée de ne s'y pas fier, mais de remedier à ses affaires. Enfin que comme V. M. a pardonné à monsieur de Nevers, elle le fera à tous les Catholiques qui se mettront en leur deuoir, comme il s'y est mis.

Il est arriué icy vn Courier François, qui a fait tout ce qu'il a pû pour se cacher de moy; mais il n'a pû si bien faire que ie ne l'aye decouvert. Il s'appelle la Buffiere. Il est, comme il dit, Cheuaucheur d'Ecurie de vostre Maiesté, & vn tres-mauuais garçon. Il est depeesché par mon-

sieur de Neuers, & adressé icy à vn Agent qu'a ledit Seigneur, nommé Camille Volté, homme qui fait profession d'estre grand fauteur de la Ligue, & ennemy des affaires de vostre Maiesté. l'ay tant fait que l'ay fait venir chez moy ce bon garçon de Courier. Il m'a voulu repaistre de cent menteries ; mais en fin, ny luy ny ledit Volté n'ont sceu si bien se deguïser, que ie n'aye descouuert qu'il y auoit des lettres dudit Seigneur de Neuers pour le Pape, & pour plusieurs Cardinaux. Monsieur le Cardinal de sainte Croix m'en a fait voir vne, qu'il luy escript en termes generaux ; & neantmoins pour faire valoir son zele & entretenir ses pratiques en cette Cour. Ce mauuais garçon de Courier m'a dit, qu'il auoit charge expresse de dire par tout, que vostre Maiesté auoit prié ledit sieur Duc de Neuers de le venir trouuer ; & accompagner la Reine sa mere, pour traiter & faire la paix. Mais qu'il luy auoit escript qu'il falloit sçauoir comment vostre Maiesté entendoit faire cette paix : & que si c'estoit en intention de permettre autre Religion que la Catholique, il ne s'employeroit nullement à faire aucun traite. Les lettres qu'il escript sont bien conformes à cela ; car il promet par icelles, comme j'ay bien veu par celles du Cardinal de sainte Croix, que l'on m'assure estre les plus secretes, qu'il ne souffrira iamais qu'il soit fait aucune chose qui puisse preiudicier à la Religion Catholique. S'il m'est permis de dire à vostre Maiesté ce qu'il me semble de cette negotiation, ie diray avec son bon congé, & avec toute sorte de respect & comme son tres-fidelle & tres-humble seruiteur, que Monsieur de Neuers, avec toutes ses raisons & ses bonnes intentions, deuoit laisser à vostre Maiesté le soin de la communication de cette affaire avec les Princes estrangers, comme n'appartenant qu'à elle. Aussi sa Sainteté-mesme en est demeurée d'accord, & me l'a confirmé ce iourd'huy que j'ay eu audience d'elle, en me disant qu'il n'estoit pas grand besoin que ledit Seigneur de Neuers enuoyast vn Courier expres icy, & qu'il eust bien suffi qu'il eust fait entendre ce qu'il mandoit par le Courier de l'ordinaire. Tout cela ne signifiant enfin autre chose, sinon que vostre Maiesté l'auoit enuoyé querir, & apres l'auoir receu avec tres-bon visage, l'auoit prié d'assister à la negotiation de la paix avec la Reine sa mere. Je luy dis que vostre Maiesté prioit sa Sainteté de ne prendre aucun soupçon pour cela, & ne crut pas qu'elle voulust rien faire qui preiudiciast tant soit peu à la Religion Catholique. Le Pape me dit là dessus, qu'il sçauoit combien ledit sieur de Neuers estoit obligé à la Couronne. Que tous les bons suiets le sont d'obeïr à leur Roy, sans auoir esgard à autre chose ; & qu'il me promettoit encore, comme il me l'auoit desia fait dire par le Cardinal de sainte Croix, que s'il venoit quelqu'un qui voulust attenter en quelque sorte que ce fust, au preiudice des affaires de vostre Maiesté, il m'en aduertiroit, & me diroit tout ce qu'en seroit. Je suis seur que vostre Maiesté me donnera bien congé de n'en croire qu'au-

tant qu'il conuiendra à son Royal seruice, & au bien de ses affaires.

Extrait d'une Lettre au Roy, du vnzjème Septembre 1586.

IL y a icy vn tres-mauuais & tres-pernicieux instrument de la Ligue, Pillles Abbé d'Orbais, & Chanoine de Nostre-Dame de Paris. Il y est, à ce qu'il dit, au nom & comme Agent de Monsieut le Cardinal de Guise. Il travaille autant qu'il peut pour y faire reuiure le malheureux nom de la Ligue, & y debite toutes sortes de nouuelles au preiudice des affaires de vostre Maiesté. Il traite ordinairement avec tous les Cardinaux de la faction d'Espagne, & mesme avec l'Ambassadeur du Roy Catholique. Le Cardinal de Sens & luy, sont de concert pour faire tout le mal qu'ils pourront. L'ay prié sa Sainteté de reprimer l'audace de l'un & de l'autre, & leur deffendre de se meller des affaires de vostre Maiesté. Elle me l'a tousiours promis. Mais il seroit à propos que vostre Maiesté y donnast nouuel ordre de son costé, & obligeast les Maistres de Pillles à le tetiret d'icy. Je sçay de certitude, qu'il a des Audiences particulieres fort frequentes. Qu'il y fait tout ce qu'il peut contre vostre seruice. C'est l'organe du Cardinal de Sens, quand il veut porter les choses à l'extremité. Sa Sainteté m'a dit qu'il y auoit plus de neuf mois qu'elle auoit si bien fermé la bouche à ce Cardinal, qu'il n'ose plus prendre la hardiesse de luy parler de vostre maiesté, & m'a repeté plusieurs fois que le Pape Gregoire, Sens & Come estoient cause de la ruine de la France, à son tres grand regret, & au grand dommage de la Chrestienté; & ie vous assure, adiousta-t'il, que considerant ce que la France estoit autrestois, si ie l'auois trouuée en son ancienne grandeur, lors que ie suis venu au Pontificat; i'aurois entrepris de faire des miracles par elle à l'exaltation de la Religion Catholique.

Au Roy, le quatrième Novembre 1586.

SA Sainteté m'a dit qu'elle scauoit tres-bien, & qu'il estoit vray que le Roy d'Espagne & le Duc de Sauoye fauorisoient & donnoient du secours au mareschal de Montmorency, & que le Duc disoit par tout qu'il ne s'est pas armé pour la deffense & pour l'aduancement des Huguenots, mais qu'ils s'est ioint à eux, afin de se pouoir maintenir contre la Maison de Guise, & d'empescher l'vsurpation qu'ils vouloient faire du Royaume. Qu'il y estoit plus obligé que tous les autres François; puis qu'il y estoit tres.interessé, à cause de la haine inueterée, & de l'enuie cruelle que la Maison de Guise a tousiours tesmoignée contre la sienne, & à luy particulierement; mais qu'il auoit de tels esgards pour vostre maiesté, qu'il seroit toutes choses pour se rendre digne de son pardon & de ses bonnes graces. Et sa Sainteté finit, en me disant qu'elle croyoit de mettre ledit Duc de Montmocency à la raison.

J'entends que l'Ambassadeur de Savoye a charge des affaires dudit sieur de Montmorency, & que par cette voye il traite avec le Pape de ce qu'il a à faire.

Au Roy, du dix-septiesme Novembre 1586.

IL est vray que Monsieur de Neuers à icy vn homme, qui se dit son Agent, auquel Monsieur le Cardinal de sainte-Croix dit il y a quelques iours, qu'il feroit bien de me visiter. A quoy il respondit, qu'il n'en feroit rien, parce qu'il sçauoit bien que son maistre me haïssoit. Depuis deux ou trois iours il est retourné vers ledit sieur Cardinal, & luy a dit, que si ie voulois declarer que ie n'ay iamais parlé ny escrit à vostre Maïesté contre Monsieur de Neuers, il me viendroit voir. Je respondis audit sieur Cardinal, qu'il me suffisoit de sçauoir que monsieur de Neuers fust seruiteur de vostre Maïesté & en ses bonnes graces, pour faire que ie le seruisse de tout mon pouuoir. Mais que ie priois cet Agent de ne venir point à ces pointilles avec moy, estant assuré que Monsieur de Neuers ne laisseroit pas de me commander, où i'au-ray moyen de luy faire seruite.

Au Roy, le 13. Januier 1587.

LE Pape m'a parlé fort aigrement contre tous ceux qui sont de la Ligue, & m'a dit, comme il m'auoit desia fait autrefois, que l'a-me de son Predecesseur, qui auoit esté occasion de ce malheureux souleuement en souffroit à cette heure, comme feroient en leur temps les Cardinaux de Sens & de Come.

Au Roy, le 14. Mars 1587.

SA Sainteté m'a dit qu'elle sçait de science certaine, que ce que le Roy d'Espagne fait tant de choses pour tenir la France en troubles, n'est pas pour haine qu'il ait contre vostre maïesté, ny pour se faire Roy de France; mais pour vous broüiller tellement avec vos suiets, que vous ne puissiez rien entreprendre sur la Flandres, comme l'on auoit fait par le passé: Telsmoin Cambray. Il s'appliquera tousiours, adioulta-t'il, à donner assez d'affaires aux François chez eux, afin qu'ils n'ayent pas le temps de penser ailleurs. Je respondis que le Roy d'Espagne ne pouuoit nier qu'il ne sceust tres-bien que ce n'a iamais esté la volonté de vostre Maïesté, de porter les armes en Flandres, & qu'elle luy auoit bien monstré du viuant de feu Monsieur le Duc son Frere. Lequel sans doute s'en fust fait Seigneur, sans les oppositions que vostre maïesté auoit faites à toutes les entreprises qu'il auoit formées pour cela, & qui auoient esté si puissantes, que s'il y eust voulu consentir, le Roy d'Espagne ne les auroit pû empêcher. Outre que lesdits pays estoient mille fois voulu donner à vostre Maïesté, mais qu'au lieu de les en-couter & de laisser aller les choses, où elles se portoient d'elles-mêmes,

vous auez souffert que toutes sortes de secours & de commoditez fussent tirées de vostre Royaume-mesme en faueur du Roy d'Espagne. Ce qu'il ne scauroit nier ; parce que tout le monde le sçait, & que feu monseigneur le Duc vostre frere en auoit esté si mescontent, qu'il auoit failly d'en perdre la France. l'adioustay, qu'à cette heure il n'estoit plus question de dire que les François pourroient donner du secours aux Flamans rebelles, veu que les bandes, qu'on appelle Espagnoles, sont presque toutes composées de François qui le seruent tres-bien, & de telle sorte, que ie ne sçay comment toutes les choses iroient de ce costé là, sans eux. Mais i'ay dit à sa Sainteté que la conduite des Espagnols est de faire leurs affaires sans se soucier fort de celles de ceux qui les seruent, & qui entrent dans leurs interets. Que i'auois appris à les connoître en onze années que i'auois vescu avec eux, & que ie pouuois parler avec verité des bons offices que vostre Maiesté leur auoit rendus aux diuerfes reuolutions qui estoient arriuées en Flandres.

Au Roy, le 4. Avril 1547.

C'est la condition du Cardinal de Pelleué de faire tousiours du mal, mesme à ses meilleurs amis, quand il peut. Il est iugé pour tel de tout le monde.

Piles Abbé d'Orbais se produit icy commé Agent du Cardinal de Guise. Il n'y a nouuelles de France qu'il ne sçache, & qu'il ne deguise à l'aduantage de ses maistres : encore que ce soit, en decrant les affaires de vostre maiesté. Le meilleur touttefois que i'y voy, c'est que le Pape se mocque de luy, & ne luy donne aucune creance en son amie. Tout ce que ie luy dis de la part de vostre Maiesté en est tres-bien receu, & toutes les oppositions que l'apporte aux cabales & aux memteries de cet imposteur, luy sont tres-agreables. Sa Sainteté se rit de la prouision qui a esté faite contre le Cardinal de Sens, & ne m'en a iamais rien dit en sa faueur. Quand il faut necessairement qu'il parle de luy, il monstre assez qu'il n'en fait nulle estime, & qu'il le mesprise fort de n'estre pas seruiteur de vostre Maiesté. Il m'a dit, que s'il le voit quelquefois, c'est qu'il ne peut faire moins estant Cardinal. Il ne laisse pas touttefois de croire qu'il n'escoute les nouuelles qu'il luy dit, & ne profite de ses aduertissemens le mieux qu'il peut. Tout le monde approuue par deça le Sequestre qu'elle a fait faire sur ses biens. Mais on trouue fort estrange la nouuelle qui court, que vostre Maiesté luy en veut donner main-leuée, de peur qu'il ne se declare encore plus ouuertement, & ne se jette du tout du costé des Espagnols, qui ne faudront pas de luy en donner toute la commodité possible. Je ne voudrois pas en estre le respondant. Mais s'il vient à recevoir ouuertement quelque chose d'eux, il acheuera de se perdre. Aussi comme tres-humble seruiteur de vostre Maiesté, ie luy diray, que puis que les choses sont passées

si auant, quand elle viendrait à le réintégrer en ses biens, pour des raisons qui me sont inconnues, ie ne voudrais pas qu'il en eust l'obligation à d'autre qu'à elle-mesme. Elle me fera la grace de croire que ie n'ay nul interet ny aucune affaire avec luy qui m'en fasse parler ainsi. Car quand elle l'aduouëra & le reconnoistra pour son fidelle seruiteur, ie luy feray comme estant tel, & comme Cardinal, tout l'honneur que ie pourray. Mais ie luy diray, que ce sera chose de tres-mauuais exemple, qu'un Cardinal François qui a tant d'obligation au seruice de vostre Maiesté & à la Couronne, se soit entre tous ceux du sacré College, déclaré ouuertement le fauteur des troubles & des reuoltes de France.

Au Roy, le 5. May 1587.

SA Sainteté m'a dit, que ceux que l'on appelloit les Chefs de la Ligue, luy auoient escrit qu'ils n'auoient autre intention que de seruir V. M. & d'exécuter ses commandemens, sans y esparagner ny leurs biens, ny leurs vies, pourueu qu'elle prenne vne ferme resolution de ruiner les heretiques. Qu'ils estoient apres à mettre de bonnes troupes ensemble, pour aller au deuant des forces qui se faisoient en Allemagne, afin d'entrer en France au secours des heretiques. Que si cela est, il luy sembloit que V. M. auoit toute occasion d'estre satisfaite d'eux, & de s'en seruir en de si belles occasions. Je repliquay luy disant, que tout cela seroit fort bon & fort beau, si leurs actions respondoient à leurs paroles, & s'ils seruoient si bien V. M. qu'ils luy donnassent occasion de rendre à sa Sainteté de bons tesmoignages de leur conduite. Mais bien loin delà, qu'ils prenoient la hardiesse de se mêler de ses affaires avec les Princes estrangers, sans permission & sans charge. Qu'au reste que ie ne m'eltonnois pas des mensonges qu'ils faisoient passer pour des veritez aupres de sa Sainteté : m'asseurant bien que s'ils luy parloient autrement, sans doute elle auroit desia attesté leurs pratiques & leurs negotiations. Qu'enfin pour remedier au danger où telles licences criminelles pourroient ietter la France, ie la suppliois tres-humblement, comme i'auois desia fait, de ne donner plus cette mauuaise satisfaction à V. M. de souffrir qu'autres que ses seruiteurs l'informassent de l'estat de ses affaires : ne pouuant douter que tous ceux qui le feront sans ordre & sans commandement exprés de V. M. le feront comme traistres & comme imposteurs, pour tromper S. S. Il montra n'auoir pas pris cette remonstrance en mauuaise part, & me demanda si V. M. se fioit tellement à Monsieur le Duc de Neuers, qu'il eust bien fait de luy donner le Gouvernement de Picardie. Je luy respondis, que puis qu'elle luy fioit vne Prouince de si grande importance, & qu'elle auoit voulu qu'il assistast la Reine sa mere en son voyage de Guyenne, il falloit necessairement qu'elle se fust bien en luy. Mais que ie ne doutois pas que bientoist on ne luy suscitast de bonnes gens, qui luy portant enuie de le voir aux bonnes graces de vostre Maie-

fié & la servir si fidèlement, ne faudroient pas de luy faire auprès de sa Sainteté, tous les mauvais offices-qu'ils pourroient. Que ie la suppliois de ne leur point prester l'oreille. Ouy, me dit-il, ie le feray, & ie ne croiray rien de tout ce qu'on pourra dire contre les bons serveurs du Roy.

Au Roy, le treiziesme Juillet. 1587.

LE Pape a dit, que quelque apparence de demonstration que fist V. M. elle estoit en tres-bonne intelligence avec la Reine d'Angleterre & les huguenots, & qu'elle aidait à troubler les affaires du Roy d'Espagne, tant en Flandres qu'autre part. l'ay sceu cecy de telle parr, que ie croy asseurement que l'on l'a dit comme l'on me l'a rapporté.

Au Roy, le dix-septiesme Juillet 1587.

L'Ay rendu sa Sainteté si bien esclaircie de la fourbette de ceux de la Ligue, qu'avec toutes les coleres du monde elle m'a confessé qu'ils l'auoient trompée. Qu'une fois ils l'auoient asseuré qu'il ne viendrait aucunes forces d'Allemagne en faueur des huguenots : Vne autre fois que s'il en venoit, ils estoient si forts avec les aides de leurs parisans, du Roy d'Espagne, & du Duc de Parme, qu'ils les romproient & les defferoient sans doute. Qu'au reste ils faisoient tout ce qu'ils pouuoient pour luy rendre vostre maiesté suspecte, & luy faire croire qu'elle estoit d'intelligence avec lesdits Allemands, & le reste des huguenots. Je tascheray au moins de la conduire à permettre l'alienation du bien de l'Eglise.

Au Roy, le vings-quatriesme Aoust. 1587

SA Sainteté m'a dit, qu'on luy faisoit encore accroire que ces forces d'Allemagne ne marcheroient point ; & quand bien elles marcheroient, qu'elles ne se trouueroient pas telles que l'on les publioit. Qu'en Lotraine on estoit assez forr, & encore plus delibéré de courir sus, & de les combattre. Mais que si ce que ie luy disois estoit vray, que l'on l'autoit bien trompée. Je respondis que le pis que ie voyois en cette tromperie, estoit qu'elle tomboit du tout sur vostre maiesté & au blasme de sa Sainteté, qui ne se deuroit pas laisser abuser aux fausses couleurs, pour ne s'estre pas bien attachée aux vrayes que ie luy auois representées tant de tois, & avec tant de verité de la part de Maiesté.

Le Duc de Sauoye a laissé passer par ses pays, cinq mille Suisses Protestans, qui vont se joindre aux autres heretiques.

Au Roy, le septiesme Septembre 1587.

L'ay esté à l'audience, plustost pour apprendre ce qu'un gentilhomme du Duc de Lorraine, nommé Villy demandoit au Pape, que

pour aucune chose que i'eusse a dire à sa Sainteté. D'abord qu'il fut arriué icy, il se tint caché deux iours, se disant Milanois. Le troisieme, il changea d'hostellerie, & vint prendre logis au quartier du Cardinal de Pelleuë, & aussitost il se coula dans son Palais, & y demeura enfermè tout le reste du iour. Le lendemain matin le Cardinal le mena au Pape. Il auoit avec luy l'Abbé d'Orbais & Hatton Agent de M. le Duc de Lorraine en cette Cour, & tous ensemble negotierent les affaires qui les menoient, & furent assez longuement à ladite audienec. Au sortir de là ils s'en allerent negotier avec le Cardinal Rusticucci, où ils furent assez longtemps. Le lendemain lesdits de Villy & Hatton retournerent chez ledit Cardinal, lequel le mesme soir enuoya audit de Villy par le Secreraire Corteze, la depeche du Pape, qui fut vn bref; duquel la copie est avec la presente, & plusieurs belles paroles en general, qui coneluoiuent que l'on fist *pur da douero*, & que l'on ne fau-droit point de ce costé-cy aux promesses. Ledit de Villy fut depeché, & est party de Rome depuis trois iours. En mon audience, apres auoir esté vn peu en deuis, ie dis au Pape, qu'il deuoit auoir esté bien informé par ce gentilhomme de Monsieur le Duc de Lorraine, de ce qui se passoit de ce costé-là en la descente des forces d'Allemagne, qui venoient en tres-grand nombre en faueur des heretiques de France. Que sa Sainteté pouuoit à cette heure iuger la difference qu'il y auoit de la bonité de V. M. & de ses raisons, aux paroles de ceux qui auoient voulu avec tant d'artifices, la tromper & en faire leur profit, pour paruenir aux desseins qu'ils ont, qui est de se preualoir des troubles & des dissensions de ce beau Royaume de France. Je luy repetai en substance, ce que ie luy auois dit tant de fois, de l'intention qu'auoient ceux qui se couuroient d'vn pretexte aussi specieux qu'est de celuy de la deffense & de la reformation de la Religion Catholique, laquelle ie voyois auoir esté par eux infiniment ebranlée en la diuision qu'ils auoient faite des Catholiques suiets de V. M. Qu'il estoit tres-certain que tout estoit en danger de se perdre, si ce n'eust esté la grande patience & la merueilleuse prudence avec laquelle V. M. s'estoit conduite iusqu'icy. Qu'avec le congé de sa Sainteté, ie la voulois bien aduertir que c'estoit à elle à pouruoir que l'on n'irritast & que l'on ne prouquaist plus V. M. Je luy dis là dessus quel estoit l'estat des affaires, & à quoy elles viendroient enfin à obliger V. M. pour conseruer sa dignité & sa reputation, & pour ne pas laisser triompher ses enuieux de la totale ruine de son Estat. Il escouta fort volontiers ce que ie luy en voulus dire; & prenant la parole, il me dit, comme il a fait plusieurs fois, se frappant les mains & iettant les yeux en haut, *O Dieu, le Pape Gregoire, Sens, & Come ont mis a perdition ce Royaume-Là, es moy ils m'ont importuné de faire beaucoup de choses, mais ie ne les ay pas voulu croire.* Je vous iure adioûta-t'il, que cette leuée d'armes sans le lceu & le consentement du Roy, ne m'a iamais plu, & ie preuoyois bien qu'il en deuoit reüssir vn grand desordre.

Le Pape ayant finy ce discours, me demanda comment i'auois pû decouurir la venuë du gentilhomme du Duc de Lorraine, & qui m'auoit dit qu'il luy auoit donné audience. Auant que ie luy fisse response, il reprit la parole. Il est vray, dit-il, que le Cardinal de Sens me l'a amené. Mais le Gentilhomme est fort discret, & ne m'a pas dit vne parole qui puisse fâcher le Roy vostre Maistre. Il s'est plaint de luy en termes fort modestes, au nom du Duc, de ce que V. M. ne luy auoit pas tenu parole pour empescher que les forces estrangeres n'entrassent par ses frontieres; & que pour s'estre attendu à elle, il n'auoit pas fait toutes les leuées qu'il auroit pû faire. Qu'il se voyoit aussi reduit à demeurer sur la defensive. Qu'à cause de ce manquement, il luy auoit depesché ce Gentilhomme, pour luy demander assistance. Mais qu'il luy auoit respondu qu'il auoit trop mal executé ce qu'il luy auoit promis, pour se fier à luy & aux siens. Que si à l'aduenir ils commençoient à bien faire, il ne leur manqueroit pas. Je respondis à S. S. que ie la suppliois tres-humblement de faire reflexion sur ce que ie luy auois dis tant de fois, que quand les Princes de Lorraine auoient asseuré qu'ils empescheroient bien, sans que V. M. s'en meslast, que les Allemands n'entrassent en France pour secourir les huguenots, ils s'estoient vantez de chose qu'il n'estoit pas en leur puissance de faire.

Du mesme iour & an.

LE Pape dit tousiours que l'on fasse, & que de sa part il ne manquera pas, mais vostre Maiesté experimente que c'est autant que rien. Toutefois il le faut entretenir le mieux que l'on pourra, & faire estat, que si l'on n'en peut tirer profit, ce ne sera pas peu de gain de n'en receuoir point de mal. Je connois bien à la maniere que l'on me parle à cette heure de V. M. & de ses affaires, que l'Euesque de Bresse en donne de tres-bons aduis, tellement qu'il importe assez au seruice de V. M. de bien ménager ledit Nonce. Ayant eu aduis que les seize enseignes de Suisses qui estoient entrez en Dauphiné au secours des huguenots, y auoient esté combatus & défaits le 9. Aoust, ie luy dis qu'il pouuoit auoir souuenance qu'à mes audiences passées, i'auois dit à sa Sainteté, que Monsieur de Sauoye auoit donné passage à cinq ou six mille Suisses protestans, qui estoient entrez par le moyen de ce passage, en Dauphiné, pour se joindre avec les Huguenots de cette Prouince. là, par le moyen & secours desquels ils pensoient faire vn merueilleux progres. Mais nonobstant que vostre M. fust abandonnée de tout secours humain, & que ses ennemis essayassent par tous les moyens qui leur estoient possibles à ruiner ses affaires, que toutefois elle estoit assistée de la force & puissance de Dieu, comme il se voyoit par la mort de ces Suisses, qui auoient esté défaits par le Colonel Alfonse Corse, lequel avec vne petite troupe de cinq à six cent hommes les auoit vaillamment attaquez,

Ils ont fait apporter vne nouvelle qu'ils font courir imprimée, qu'ils ont défait vingt-vne cornetes de Caualerie.

Extrait d'une autre lettre du même à sa Maiefté.

SA Sainteté a pris la bonne nouvelle des Reistres aussi sèchement, que si ce n'eust esté rien, ne faisant demonstration d'aucune sorte d'allegresse, & aussi peu veut-elle vous aider au reste de vos affaires. Elle m'a rudoyé autant qu'il se peut, quand ie luy ay voulu persuader ce qui est, encore que c'ait esté avec les plus humbles termes que i'ay pû.

Le lendemain de mon audience il y eut Consistoire, où la raison vouloit que le Pape fist vne réjouissance publique de la nouvelle que ie luy auois donnée : mais il n'en dit iamais vn seul mot. Au contraire aux Cardinaux qui s'en voulurent réjouir avec luy, il la leur fit de si peu de merite, que chacun en demeura scandalisé.

Le Cardinal de Loyeule en son audience particuliere, a receu aussi peu de satisfaction qu'il auoit fait au Consistoire.

Ie croy que le secours que ie demandois à sa Sainteté pour vne si bonne occasion, fist qu'il n'estima pas autant qu'il deuoit la bonne nouvelle que ie luy auois donnée.

Ie croy que sa Sainteté ne nous fera point de mal, où il luy coustera de l'argent. Pour d'autres moyens & menées, ie n'en voudrois pas respondre, mais ie feray tousiours d'aduis quel'on s'en prenne garde, comme V. M. reconnoistra qu'il est necessaire de le faire par les papiers & les chiffres que ie luy enuoye, & que i'ay surpris des Ministres qui sont par deçà de ceux de la Ligue, esperant d'y voir encore plus auant, ou pour le moins n'y manqucray ie pas de diligence. Mais pour entretenir cette pratique, il ne faut pas qu'elle s'éuante de delà, parce que ie perdray aussi tost les moyens que i'ay de deçà, d'y voir quelque chose du iour à la iournée. V. M. pourra iuger par le stile de ces escritures, de l'intention de ceux qui manient ces negotiations.

Sa Sainteté est fort en peine de ce que V. M. se veut opposer aux forces du Duc de Lorraine, & a dit que V. M. deuoit estre Catholique ou Heretique. Elle me parla du besoin que V. M. auoit de ceux de Lorraine, si elle vouloit auoir la fin totale des troubles & calamitez que les Heretiques ont apportez, estendant cela avec de si longues paroles, que nous n'en auons iamais pensé voir la fin. Se laissant entendre qu'il ne faisoit point de doute, que si ceux de Lorraine auoient affaire des forces du Duc de Parme, qu'ils n'en fussent aidez, & ne niant pas de sçauoir que le Roy d'Espagne fauorisast lesdits de Lorraine : mais seulement pour ce qui regardoit la defense de la Religion Catholique, & non pas pour troubler l'Estat de V. M.

Au Roy, le 4. May 1588.

Vostre Maiesté n'a pas faite icy de malins esprits, qui décrient la personne & ses affaires. Il me déplaist extrêmement d'estre obligé de vous dire le nouveau tesmoignage de mauuaise volonté que le Cardinal de Pelleué vous rendit Vendredy dernier en Chapelle. Comme le Cardinal de Gonzague l'eut salué, & luy eut dit, qu'il se réjouissoit des bonnes nouuelles que le sieur Bandiny auoit apportées de l'entiere victoire que V. M. auoit remportée sur les Reistres; il luy respondit en riant, que V. M. auoit bien eu de la peine en cette occasion, mais qu'elle en auroit bien moins à prendre les cinq cens mille escus qu'elle demande, si on les luy vouloit donner. Qu'ils seroient bien mieux employez à Monsieur de Guise, qui auoit eu toute la peine, & qui pourroit avec cette somme, faire quelque chose de bon. Je croy qu'il sera tousiours gouverné de cet esprit, qui n'est aucunement inuisible, parce qu'ouuertement on voit qu'il s'abandonne à la passion des ennemis de V. M. sans nulle sorte de respect & de mesure. Il est vray que le Pape luy a retranché depuis peu beaucoup de la trop grande liberté avec quoy il auoit coustume de luy parler des affaires de la Ligue, aussi a t'il pris d'autres voyes & d'autres pratiques, qui comme ie croy sont encore pires que les premieres.

Au Roy, le neufiesme Ianuier 1588.

Quand ils ont veu icy vostre Maiesté resoluë de monter à cheual, & se mettre en campagne, ils ont auoué qu'ils auoient esté trompez, & ces nouuelles ont beaucoup seruy à descouurir les arsiſices de la Ligue. J'ay encore parlé au Pape de cette grande armée du Duc de Parme, laquelle il alloit de plus en plus approchant de la frontiere de Picardie & de Champagne; sans en dire la raison. Ce qui ne pouuoit estre que pour donner de grands soupçons à vostre Maiesté; parce que ces forces, comme on disoit par tout, se deuoient employer vers la Hollande & la Zelande, & non pas s'acheminet vers les frontieres de son Royaume. Le Pape m'a voulu persuader que vostre Maiesté deuoit s'asseurer que l'on n'attenteroit rien, & que l'on ne remueroit aucune chose avec les forces d'Espagne à son preiudice; & qu'il luy en respondoit. Mais ie ne fus pas court à respondre à sa Sainteté sur toutes ces seuretez pretenduës, sur lesquelles il s'eschauffa peu à peu. En suite de quoy il m'alla donner vne attaque de Cambray, se laissant aller à dire, qu'il ne seroit pas de merueille, si les Espagnols vouloient auoir Cambray, que l'on leur auoit dérobé & occupé. Mais faisant reflexion sur ce qu'il disoit, il me changea aussitost de propos: & moy ie cherchay de l'y faire rentrer. A quoy il n'y eut ordre, le tenant serré le plus qu'il pût.

Le Pape est resolu de ne plus accorder de grace de benefices, quel qu'il soit.

Au Roy, le 21. Mars 1588.

L'Ay dit à sa Sainteté, qu'il n'y a point de faute, que la principale intention de la Reine d'Angleterre, seroit de se pacifier avec le Roy d'Espagne, & qu'elle croit que le meilleur moyen qu'elle en ait, est de favoriser les huguenots de France, & par là assurer ses affaires. Qu'elle ne feroit nulle difficulté de mettre vostre Maïesté & ledit Roy d'Espagne aux mains, comme elle a fait voir tres-clairement par le passé; ayant pratiqué pour singulier instrument de ce que dessus, feu Monsieur le Due: mais que l'ayant perdu, elle n'a pas failly d'aller à d'autres remèdes, qui ne pourront estre que tres-dangereux à la Religion, s'il n'y estoit diligemment pourueu par sa Sainteté, & que le nœud estoit de réunir tous les Princes Catholiques.

Au Roy, du mesme iour.

ALors le Pape me dit, qu'il vous donneroit plus volontiers de l'argent, qu'il ne vous en presteroit, mais que ce seroit quand vous feriez à bon escient la guerre, & qu'il verroit quelque notable progres. Je luy respondis, que V. M. ne pouuoit la faire à meilleur escient, & que j'esperois qu'il verroit bien-tost quelque notable progres. Que pour l'heure presente V. M. ne desiroit point qu'il luy donnast de l'argent, mais seulement qu'il luy en prestast pour vn peu de temps, & sous bonne caution; en quoy, comme ie luy auois desjà dit, il ne pouuoit rien perdre. L'adioustay à cela, qu'encore ne voudriez-vous pas luy faire instance de ce prest, si la necessité & le bien de la Religion ne vous y contraignoit. Necessité: me dit-il, & pourquoy le Roy s'est-il laissé tomber en telle necessité? Pourquoy n'a-t'il pas fait reserue d'argent pour de telles occasions? Il ne luy est rien aduenü, qu'il ne deust auoir preueu. Il deuoit auoir de long-temps fait prouision d'argent. Vn Prince sans argent n'est rien. Ces paroles là furent par luy prononcées avec vehemen-
ce, & avec quelque colere; pour laquelle adoucir j'employay ce que V. M. m'auoit escript par la lettre du 27. Septembre. Et sur ce que sa Sainteté m'auoit dit en ma seconde audience, touchant ces reserues de deniers; ie luy dis les causes pourquoy V. M. ne l'auoit pû faire par le passé; & que pour l'aduenir, il y auroit plus d'esgard. Que ie vous auois escript tout ce que sa Sainteté m'auoit donné à entendre pour escrire à V. M. Que vous me commandiez par vos dernieres lettres, de luy en baïser les pieds; & l'assurer que vous le mettriez en execution autant que l'estat de vos affaires & de vostre Royaume le pourroit comporter; & que vous auriez tousiours à grand faueur, qu'il vous enuoyast de semblables aduis.

Du mesme, au Roy.

LE luy disois de plus, que quant à la faueur qu'il disoit que vous portiez aux heretiques; vostre incomparable deuotion & vostre zele à l'honneur de Dieu & à la conseruation de la Religion Catholique, ne laissoit aucun lieu à vn tel soupçon. Que les traualx que les heretiques vous auoient donnez en vostre ieunesse, & aux Rois François & Charles vos freres, & à la Reine vostre Mere, & le traitement que vous leur auiez fait à Iarnac, à Moncontour, & à la saint Berthelemy; & en autres lieux & temps, monstroient assez qu'ils ne pouuoient attendre aucune faueur de vous, ny vostre Maiesté leur en faire. Que si quelqu'un vouloit dire que ce fust en hayne de la Ligue; celuy-là montreroit son peu de sens. Car si vostre Maiesté auoit quelque ressentiment de ce qui s'est passé depuis trois ans; pourquoy auroit-elle deffendu à Monsieur de Guise de combattre contre les Reistres? Quel plus beau ny plus agreable spectacle auroit-elle pû auoir, si ainssi estoit, que de voir ces deux armées s'entre-deffaire, & se deliurer des vns par les autres? Qu'au reste il ne se trouueroit point que vostre Maiesté eust rappellé les forces que Monsieur de Guise auoit avec soy, mais il se trouuoit bien qu'on auoit esctit & par deçà & par delà, que Monsieur de Guise estoit assez fort pour empêcher que les Reistres ne passassent, & qu'auant qu'il fut guerres de iours, on entendroit parler qu'il auroit rendu vn bon seruice à la Religion Catholique, & à la France, & telles autres choses. Que si sa Sainteté vouloit se souuenir de ce qui luy en auoit esté dit, & faire chercher ce qu'on luy en auoit écrit, elle trouueroit tant en sa memoire qu'en sa Seereterie, que ie luy disois la verité. Qu'apres cela, elle iugeroit bien facilement à qui il auoit tenu, ou du roy ou des autres, que les Reistres n'eussent esté combattus, & contrains de s'en retourner en Allemagne. Je luy confessois, qu'il pourroit bien estre que vostre Maiesté voulant monter à cheual & sortir aux champs, comme elle a fait, n'auoit pas erû à propos d'enuoyer à Monsieur de Guise tout ce qu'elle auoit de forces aupres d'elle, & en auoit retenu vne bonne partie pour se mettre en campagne avec la dignité d'un Roy, & Roy de la premiere Couronne de la Chrestienté. Que de faire autrement, c'eust esté vne faute à laquelle on n'auoit pû donner vn nom assez honteux & assez contempnible. Comme aussi de demeurer enfermé dans Paris, & assis vne main sur l'autre, pour laisser la decision de ses affaires & toutes les forces du Royaume à l'arbitrage d'autrui, comme quelques Rois mal aduisez & peu tenans de la generosité Françoisse, auoient fait autrefois entre les mains des Maires du Palais; vostre generosité, vostre valeur, & vostre prudence ne vous le permettoient point. Et quand ces mesmes vertus, qui sont néess avec vostre Maiesté, n'y eussent pas esté au souverain degré où elles y estoient, l'experience de ce qui est aduenü à ces Rois faineants & mal aduisez, & les nouveautez aduenües depuis trois ans,

vous auroient excité à monter à cheual, & à faire ce que vous auez fait. Là dessus ie priay la Sainteté de me dire en conscience si les choses s'estant ainsi passées, & les consequences en estant si importantes, il vous conseilleroit de mettre routes vos forces entre les mains de Monsieur de Guise, ou de quelque autre. Il me respondit fort nettement que vous auriez fait fort mal, si vous l'auiez fait, & qu'un Roy qui ne regne pas par foy-mesme, & qui se repose sur vn autre, des grandes executions d'où dépend le bon ou le mauuais succez de ses affaires, n'est pas digne d'estre Roy, &c.

ARGVMENT.

LES Lettres qui suivent, nous obligent de retourner sur nos pas, & remonter en l'année 1586. où se fit l'entre-vené de la Reine Mere du Roy Henry 111. & du Roy de Nauarre, en Poitou. Aussi-tost que M. de Nevers fut revenu à la Cour, le Roy luy auoit parlé du dessein qu'il auoit d'adoucir l'esprit du Roy & de la Reine de Nauarre, & par un bon traitement, les obliger à faire vne paix qui püst durer, en y portant le Prince de Condé. Que pource suiet il leur auoit enuoyé deux de ses fideles seruiteurs, & qu'ils en estoient revenus avecque de bonnes paroles. Monsieur de Nevers qui auoit tousiours un grand zele pour sa Religion & qu'il a conserué iusqu'à la mort, respondit au Roy, qu'on trouueroit fort estrange qu'apres s'estre déclaré si ouuertement contre les heretiques, & porté luy-mesme au Parlement vne Declaration si sanglante contre eux, il eust si tost changé de sentziment, & les allast rechercher iusques chez eux, comme s'il auoit suiet de les craindre. Le Roy lui ferma la bouche, lors qu'il luy eut appris les nouuelles cabales, & les linsions perniciosés que les Ligueux faisoient dedans & dehors le Royaume, & qu'il luy eust dit que de deux facheuses conditions où il estoit reduit, il trouuoit que celle de traiter avec le Roy de Nauarre estoit la moins dure pour luy. Qu'il auoit choisi Monsieur le Cardinal de Lenoncourt, & M. de Poigny, personnes d'une probité reconnue, pour aller à Nerac, & preparer l'abouchement de la Reine sa Mere avec le Roy de Nauarre. Monsieur de Nevers demeura d'accord de ce que le Roy trouuoit bon, & se souuenant d'un discours que le Pape Xiste luy auoit tenu, il luy dit que le Pape luy disoit souuent que le Roy se deuoit faire obeyr également par tous ses suiets. Qu'il deuoit estre roide & seuer. Demeurer tousiours le plus fort & le seul arme dans son Royaume; & que s'il y auoit ou des Catholiques, ou des Huguenots qui eussent la hardiesse de cabaler, il n'y auoit rien de plus facile à un Roy de France, que de faire couper des testes. Je ne suis pas tout à fait de cette opinion, adionftra M. de Nevers, mais ie croy que vostre Maieslé doit se faire armer des bons, se faire craindre des meschans, & estre obeye de tous. Le Roy enuoya quelque-temps apres Monsieur de Nevers en Picardie, & pendant son esloignement ayant despesché au Roy de Nauarre pour le faire venir en Poitou, & pris des mesures pour la Conference; il disposa la Reine sa Mere à faire ce voyage.

*Extraits de l'Advertissement de Monsieur de Nevers, où il est
parlé de luy-mesme, qu'on verra tout entier,
à la fin de ce Volume.*

LA constance, voire l'opiniastrété qu'il a en sa Religion, luy fit parler si franchement au Roy de Navarre 1586. au lieu de la Conference que la Reine Mere fit avec luy près de Cognac, sans craindre de se voir entre ses forces, qu'il luy dit, sur les belles offres que ledit Roy de Navarre luy faisoit, qu'il ne desiroit pas qu'il fut jamais son Roy, s'il n'estoit Catholique, comme il devoit estre, &c.

*LETTRE DE MONSIEVR DE NEVERS AV ROT,
escrite de saint Bris, sur la conference particuliere qu'il eut
avec le Roy de Navarre.*

SIRE,

La Reine vostre Mere a de si grands soins de donner aduis à vostre Maiesté, de toutes les choses qui se passent entr'elle & le Roy de Navarre; & de luy enuoyer des Couriers aux moindres apparences d'accocommodement, ou de rupture, que ie n'y scaurois rien adiouster. C'est pourquoy ie ne luy parleray point des conferences qui regardent le gros de cette affaire là, ny le succez que vostre Maiesté en doit attendre. Je luy diray seulement quelle est la disposition de l'esprit du Roy de Navarre, à l'esgard de vostre Maiesté, & de l'estat present de la France. Tel que vous auez veu ce Prince, Sire, tel il est aujour d'huy. Les années ny les embarras ne le changent point. Il est tousiours agreable, tousiours enioüé & tousiours passionné, à ce qu'il m'a cent fois iuré, pour la paix & pour le service de vostre Maiesté. Il m'a dit de l'abondance de son cœur, qu'il voudroit auoir assez de forces pour vous deffaire en vn iour de tous les autheurs de la Ligue, sans vous obliger mesme à y donner vostre consentement. Il vous tesmoigneroit combien vostre repos luy est cher, combien vostre gloire le touche, & combien il souhaite de vous voir aussi puissant & aussi bien obey, que vous le meritez. Il m'a fait l'honneur de me coniuurer de vous en assurer de sa part; & pour me porter à cela, il n'y a sorte de belles paroles & de marques d'estime pour moy qu'il n'ait bien voulu employer. Il m'a protesté qu'il me croyoit apres luy, le meilleur seruiteur qu'eust vostre Maiesté. Que comme tel, il me prioit de vous donner les conseils d'un homme de bien & d'un homme esclairé. Qu'il scauoit l'opinion que le feu Admiral de Chastillon auoit de moy. Qu'il luy auoit succédé en cela; & que ie serois responsable des mal-heureux euenemens qui accompagnent les guerres ciuiles, si ie ne contribuois tout ce qui estoit en ma puissance, pour paruenir à vne paix; dans laquelle les miserables Huguenots (il parla ainsi) pussent viure en

liberté de conscience, sous l'autorité de vostre Maiesté, & par laquelle les traistres & perfides Ligueux receussent le chastiment que leur felonnie deuoit attendre de Dieu & des hommes. Que s'il estoit tout seul intéressé dans l'accordement que la Reine Mere luy propose, & qu'il n'y alast que de toute sa fortune, il n'y apporteroit pas la moindre difficulté. Qu'il la supplieroit de luy donner vne place dans son coche pour aller trouuer dès demain vostre Maiesté, sans aucune condition, & sans aucune autre feureté que celle de son innocence. Apres mille semblables protestations, ie luy ay respondu en peu de mots : Que tout le mal que l'on craignoit, & que tout le bien pour lequel V. M. & la Reine vostre Mere se donnoient tant de peine, ne dependoient que de luy. Qu'il auoit le feu & l'eau entre ses mains. Que le sort de la France estoit, apres Dieu, comme remis à son arbitrage. Qu'il ne luy restoit qu'une chose à faire pour estouffer la Ligue, pour leuer tout le pretexte de la guerre ciuile, & pour reestabli l'autorité de V. M. Que ie disois beaucoup, mais que ie ne disois rien qu'il ne fust vray. Hé que faut-il que ie fasse ? me dit-il avec vn visage fort ouuert. Il faut, Sire, luy respondis-je, que vous vous satisfiez Catholique. Vous estes de la race de saint Louis. Soyez de sa Religion. Croyez ce qu'il a creu. Croyez ce que vous auez creu long-temps. Reuenez à l'Eglise dans laquelle vous auez esté baptizé. Quittez le party des rebelles, prenez celui du Roy. Vous estes aujourd huy regardé comme son fils & son plus proche heritier. Rendez à vn si bon pere ce que vous luy deuez. Donnez luy suiet de vous conseruer vne aussi grande & aussi belle succession qu'est la Couronne de France, & que l'apparence d'une reformation pretenduë ou la ialousie de quelques Princes estrangers n'obligent pas la moitié de l'Europe à prendre les armes contre vous. Le Roy de Nauarre ne me respondit point avec l'aigreur que j'attendois du changement de son visage. Il me dit seulement, qu'il y auoit trop de points & de trop grande consequence dans ce que ie luy auois dit pour y respondre sur le champ. Qu'il me diroit en peu de mots, qu'il prenoit Dieu à tesmoin de son intention, & qu'il vouloit qu'il le punit tres-rigoureusement, s'il n'auoit dans le fonds du cœur le desir de la paix, & l'amour de vostre Maiesté. Qu'il ne demandoit rien avec tant d'ardeur que de pouuoir mourir l'espee à la main contre les Espagnols & les Ligueux, qui estoient les seuls irreconciliables ennemis de la France. Que s'il plaisoit à V. M. de luy faire la grace de se fier à luy, ou pour le moins de ne point croire les pernicieux conseils des hypocrites qui veulent vostre perte & la sienne, & de ne le point arracher par mer & par terre, avec toutes les forces de l'Estat, il n'y auroit rien à quoy la consideration de vous plaire ne le portast. Je n'aurois iamais fait, Sire, si ie vous disois tout ce qui se passa entre le Roy de Nauarre & moy dans cette conuersation. Je luy dis, Mais, enfin, Sire, vous n'êtes le Chef des Huguenots qu'en apparence. Vostre autorité est dependante du conseil de la Rochelle, & vous ne sçauriez leuer vn denier

denier, que par ses ordres. Il me respondit agreablement sur cét article, & medit, ne parlons point de mon pouuoir, il est tel que ie veux qu'il soit. Parlons de faire la paix. Il n'y a point de Prince en France qui soit mieux intentionné que vous. Aidez-moy donc tout de bon à paruenir à vn bon accommodement. Le reste se fera ensuite. Le luy respondis que ie souhaitois la paix encore plus que luy; mais qu'afin qu'elle fust durable, il ne falloit pas qu'elle fust ny honteuse à V. M. ny preiudiciable à la Religion. Qu'avec ces deux conditions i'allois porter la Reine Mere à accorder toutes choses. Le proteste Dieu, adjoustay-je, que ie parle du meilleur de mon cœur, & que ie ne dis rien icy que ie ne dise dans le cabinet de la Reine Mere. Soyez-en persuadé, Sire, mais soyez-le aussi, que ie ne seray iamais autre que Catholique, que ie mourray dans le party des Catholiques, & pour vous parler nettement, que ie ne seruiray iamais de Roy si il n'est bon Catholique. Le Roy de Nauarre me dit qu'il ne condamnoit pas mon intention. Que seruant bien vostre Maiesté, comme ie faisois, i'auois tout ce que ie pouois souhaiter. Que vostre santé & vostre âge deuoient faire esperer aux gens de bien, que Dieu enfin exauceroit leurs prieres, & vous donneroit des enfans. Qu'il le desiroit plus que personne, & ne se flattoit point d'une folle esperance. Que c'estoit le partage des Ligueux de se repaistre des imaginations de regner. Pour luy, qu'il ne pensoit qu'à la paix & à la conseruation de ceux qui s'estoient iettez entre ses bras. Qu'il estoit prest de s'en retourner à Nerac, viure en repos le reste de ses iours, pourueu que V. M. agreast de faire jouyr ceux de la Religion, du benefice de ses Edicts, & ne les point laisser opprimer aux Ligueux. Voila comme nostre Conference finit, Sire, j'en ay recueilly deux choses que ie diray à V. M. l'une est que le Roy de Nauarre veut la paix à quelque prix que vous la luy vouliez donner; & l'autre, qu'il voudroit bien que V. M. le mit à la teste de ses armées, pour ranger les Ligueux à leur deuoir, & humilier l'orgueil de la maison de Lorraine. Ce qui est le plus present, c'est, que quoy que disent les principaux d'entre les Huguenots qui sont auprès du Roy de Nauarre, nous ne nous en retournerons point d'icy sans rien faire. Si nous n'auons la paix, ie ne doute point que la Reine vostre mere n'obtienne vne trêve du Roy de Nauarre. Je prie Dieu qu'il vous comble de benedictions, qu'il vous rende victorieux de tous vos ennemis, & que vous donnant vne heureuse lignée, il vous accorde vne longue & paisible vie.

De Vostre Maiesté,

Le tres-humble, &c.

LYDVIC DE GONZAGUE.

A S. Brix, le 10. de
Decembre 1586.

tion audacieuse aigrit de plus en plus l'esprit du Roy, & l'obligea de refuser au Ductout ce qu'il demandoit. Il fit venir Monsieur de Nevers à Paris, & l'ayant oüy sur l'estat present des affaires, prit la resolution qu'il luy avoit conseillé. Mais pour y proceder dans les regles, il tint un conseil de guerre, où il appella tous ceux qui se trouverent à Paris. La Reine sa Mere, estoit. Les Princes, les Marschaux de France, les Officiers de la Couronne, & les autres Seigneurs du Conseil y furent aussi. Le Roy parla admirablement en cette occasion, comme il faisoit tousiours. Il fit connoistre qu'il n'avoit rien oublié du mestier qu'il avoit exercé avec tant de gloire à l'âge de dix-sept & dix-huit ans, & pria la Reine sa mere de luy dire ce qu'il avoit à faire. Catherine se trouva bien partagée en ses opinions. Elle ne sçavoit que luy proposer, de peur de faillir. Les Princes furent encore plus embarrasés qu'elle; & les autres qui estoient, ou Ligneux, ou ennemis declarez de M. d'Espernon, qui gouvernoit tout, dirent presque tous d'une voix, que le Roy devoit envoyer toutes ses forces à Monsieur de Guise, & qu'il n'estoit pas de la dignité d'un Roy de France de monter à cheual pour aller combattre de meschantes troupes de Lansquenets & de Reistres. Monsieur de Nevers, qui avoit ménagé son advis lors qu'il avoit parlé, voyant la malignité de ces Conseillers corrompus, se leva: & ayant demandé permission au Roy de s'expliquer, il luy parla avec tant de vigueur & tant de raison, contre les advis de ceux qui le vouloient dépouiller de toutes ses forces, sous pretexte d'avoir égard à sa dignité, que le Roy rompant le Conseil, le suis, dit-il, du sentiment de Monsieur de Nevers. Il faut monter à cheual, & aller au devant des Estrangers. Que l'on ne m'en parle pas davantage. Je veux commander mon armée en personne. Monsieur de Nevers est mon Lieutenant. Sur ce discours il y eut bien de l'acconsternation dans une partie des esprits. Les veritables serviteurs du Roy louerent hautement le conseil de Monsieur de Nevers, & dirent par tone que le Roy savoit la France par sa resolution. On ne songea plus qu'à se mettre en equipage. Eneffet, sans le genereux Advis du Duc de Nevers, & le grand cœur du Roy, les Allemands auroient joint les Huguenots, & se fussent rendus maistres de plusieurs Pronvinces. Car non seulement Monsieur de Guise ne les arresta point, comme il avoit promis: mais apres de fort legers combats, il les avoit laissé entrer en France, & estoit demeuré derriere eux. Cependant le Roy sortit de Paris, si tost que ses troupes furent au Rendez-vous. Il parut si brave & si grand Capitaine en cette occasion, qu'il faut avouer, malgré toute la rage & toute la calomnie des Ligneux, que c'est à luy seul à qui appartient la gloire d'avoir destruit un si grand corps d'Estrangers, venus au pillage de la France. On ne doit pas ôster à Monsieur de Guise la deffaite de trois mille Reistres à Anneau: Mais il faut demeurer d'accord que le Roy seul, par sa fermeté, jetta le reste de l'Armée dans l'effroy: Qu'il tailla en pieces les Lansquenets qui oserent s'approcher de Cyen, qu'il prit tout leur canon, & qu'il força leurs Suisses à traiter avecque luy. Ce fut par la prudence & par la valeur de Monsieur de Nevers, que l'accommodement des Suisses se fit; moyennant quatre cent

mille escus. Et pour en venir à bout, il ne craignit pas de s'engager au milieu de leurs bataillons, & d'essuyer tous les perils que l'on court en de semblables occasions. Voicy les Lettres qu'il escrivit au Roy sur ce sujet.

LETTRE DE M. DE NEVERS, AV ROT HENRY III.
De Poüilly le deuxieme Decembre 1587.

SIRE;

Nous n'auons plus rien à craindre, puisque vostre majesté est dans son armée. Autresfois elle a sauué la France par deux victoires qu'elle a remportées sur les ennemis de l'Estat & de la Religion. Elle la sauue encore aujourd' huy par sa seule presence. Il n'est pas necessaire qu'elle donne des batailles pour vaincre les Allemands. Quand ils ont sceu que vous estiez si prés d'eux, & que vous vouliez leur dessendre l'espée à la main, le passage de la Loire; ils ont perdu toute l'esperance qui les a fait engager si auant dans vostre Royaume. Ils sont deffaits, Sire, sans auoir esté battus. I'ose asseurer vostre Maiesté qu'ils ne trouueront que des coups, s'ils osent entreprendre quelque chose aux endroits qu'elle a daigné confier à ma garde. Tous les bords de la riuere de Loire sont retranchez, & tous les passages & les Quais entre Poüilly & Dony comblez de tant de pierres, d'arbres, & d'autres embarras, que vostre Majesté en doit auoir l'esprit en repos. Qu'elle songe seulement à finir ce qu'elle a si glorieusement commencé. Qu'elle fasse crever les ingrars & les ambitieux de despit & de rage, de la voir victorieuse & triomphante. Je suis certain qu'auant qu'il soit quinze iours, elle verra tous les estrangers à ses pieds. Les Suisses murmurent déjà contre leurs Chefs. Ils les accusent de les auoir leuez sous le nom de vostre Maiesté. Ils les veulent traiter comme des traistres qui les ont fair manquer à leur foy & à leurs alliances; & les menacent de les sacrifier à vostre iuste colere, s'ils ne peuuent que par leur mort se reconcilier avec vostre Maiesté. I'auray bien tost l'honneur d'aller moy-mesme, si son seruice me le permet, luy rendre compte d'une negociation que ie ménage avec cestroupes-là. Cependant, Sire, ie supplie le Createur qu'il vous donne avecque vne longue vie, vne entiere victoire sur tous les ennemis de la France, De V. M. le tres-humble, &c.

LVDOVIC DE GONZAGVE.

SECONDE LETTRE DE MONSIEVR DE NEVERS,
à sa Maieſté, du Camp.

SIRE,

Enfin, vostre Maieſté peut disposer des Suisses comme luy plairã. Ils sont à elle seule, & reconnoissent qu'ils ont esté trompez par ceux qui en ont obtenu la leuée. Ils ont fait accroire à leurs Cantons, qu'ils auoient les ordres de vostre Maieſté, & qu'il les falloit tenir secrets, pour des considerations tres-importantes. Je ne doute point que ces gens là n'ayent bien voulu estre trompez; & sous vn beau pretexte venir piller la France. Mais Dieu a confondu les esperances des vns & des autres, & les a reduits à implorer vostre misericorde. J'ay traité avec leurs Chefs, selon le pouuoir que V. M. m'en a donné; & ay diminué leurs pretentions autant que ie l'ay pû, sans en venir à vne rupture. Ils ont bien eu de la peine à se relascher iusques-là, & d'autant plus que des traistres qui sont auprès de vostre Maieſté, ont eu l'infidelité de leur mander qu'ils tiennent bon, & qu'elle estoit si pressée de traiter, que s'ils se roidissoient, ils obtiendroient d'elle tout ce qu'ils voudroient. Je ne veux pas nommer celuy qu'on accuse de cette trahison; & ne croy pas aussi que cela soit. Il n'y auroit point d'ingratitude si noire que la sienne. Mais les Ligueux sont tout ce qu'ils peuuent pour descrire les bons seruiteurs de vostre Maieſté. Je n'en suis pas exempt. Comment vn autre le feroit-il? Il ne reste qu'à sçauoir ce que vostre maieſté veut faire de tant de troupes, qui sont toutes disposées à la seruir, & à luy donner telles assurances de leur foy qu'elle voudra exiger d'elles. Je ne vous parle point des Reistres. Ce sont troupes delabrées & tellement abatrues des deux defaites dernieres, qu'ils doiuent estre au plustost renuoyées d'où elles sont venues. Elles ne demandent autre chose, & feront bonne composition de ce qu'ils pretendent pour leur retour. Je dois me réiouir avec V. M. de ce qui s'est passé près de Coutras; car la victoire du Roy de Nauarre est si fort aduantageuse à V. M. soit par la dissipation des Ligueurs, qui formoient de grands desseins sur le gain d'vne bataille, que j'ose luy dire, mais tout bas, qu'elle est esgalement victorieuse & sur la Dordonne & sur la Loire. Je prie Dieu qu'il continue de luy donner des marques de son amour, & aneantisse tout ce qui reste de ses ennemis. C'est, Sire, de V. M. le tres-humble, &c.

LVDOVIC DE GONZAGVE.

LETTRE DE M. DE NEVERS A SA MAJESTÉ,
du septième Juillet 1588.

SIRE;

Il me seroit bien mal-aisé de dire à vostre Maiesté ce qui me donne le plus de douleur, ou des choses passées, ou de celles que ie crains. Je ne sçauois à quoy me refoudre dans l'estat des affaires, si la consideration de vostre seruice n'estoit vn assez puissant morif pour me faire aimer la vie. Puis qu'il s'agit de seruir le plus digne Roy du monde, il faut viure, & faire repentir les méchans François, des troubles dont ils trauerfent son repos. Mais comme si ce n'estoit pas assez du mal qui est au dedans de vostre Royaume; en voila vn nouveau, qui inopinément commence à se montrer au dehors. Vostre Maiesté m'a fait l'honneur dem'escire, que le Duc de Savoye broüille dans le Marquisat de Salusses, & qu'un fidele seruiteur que vous auez auprès de luy; vous aduertit qu'il prepare quelque grande entreprinse contre vostre seruice. Que ie suis fâché, Sire, d'auoir esté si bon Prophete, & veu il y a quatorze ou quinze ans, ce qui se passe aujourd'huy. Je ne dissimuleray point à vostre Maiesté ce que j'ay eu dans le cœur, depuis le iour où elle se resolut de rendre au Duc de Savoye, Pignerolle, la Perouse & Sauillan. Je iugeay dès lors que ce Prince ne s'opiniastroit point si fortement à r'auoir ces villes-là, à cause d'elles-mêmes, que pour vous fermer les passages de son Estat, & vous ofter les moyens de secourir le Marquisat de Salusses, quand il auroit l'occasion de s'en rendre le maistre. Si vostre Maiesté vouloit commander qu'on leust la remonstrance, que ie pris la liberté de luy enuoyer à Lyon sur ce sujet, elle verroit que j'ay predit tout ce qui est arriué. Il ne faut point que vous en doutiez, Sire, le Marquisat de Salusses est perdu pour vostre Maiesté: Cequine se fera pas aujourd'huy, ce fera dans trois mois, ou dans six mois au plus tard. Mais quel moyen auez-vous de vous opposer à cette inuasion? Nul, Sire, par l'infidelité de vos sujets. Vous preparez de grandes armées, il est vray. Vous en voulez enuoyer vne en Poictou, où vous n'avez point d'ennemis à craindre. A la verité, celle que vous destinez pour le Dauphiné, est toute portée sur les lieux, s'il est besoin d'arrester les remuemens qui menacent vostre Marquisat. Mais qui peut respondre à vostre Maiesté que monsieur du Maine ait la volonté de s'opposer à Monsieur de Savoye: & quand il arriueroit, par miracle, qu'il eust cette volonté; comment se fera-t'il vn passage dans les Alpes, pour aller au secours de vos suiets de delà les Monts? Vous serez reduit à de foibles moyens; c'est à dire à mettre l'affaire en negotiation. Vous escrirez au Duc de Savoye, & le ferez souuenir des graces qu'il a receuës de V. M.

A quoy pensez-vous qu'aboutiront vos Lettres & vos negociations ? à nulle autre chose qu'à vous faire perdre le Marquisat de Salusses, sans auoir pû donner vn coup d'espee pour le deffendre. Je suis extrêmement fâché, Sire, d'escrire à vostre Maiesté des choses qui luy seront si peu agreables. Mais il n'y en a point d'autres à luy mander. Le mal n'est pas dans le seul Marquisat de Salusses. Il est en Champagne. Il est en Picardie, il est par toute la France. Cette Ptouince-cy paroist auoir encore quelque reste de santé. Mais si ceux qui conseillent vostre maiesté, la peuuent obliger d'en retirer ses fideles seruiteurs, elle doit estre assurée qu'elle perdra la Picardie, peut estre deuant le marquisat de Salusses. Les troupes que nous y auons Monsieur de Longueville & moy, empeschent que le mal n'empire, mais elles ne font rien pour la guérison. Ce seroit icy que vostre maiesté deuroit auoir vne puissante armée pour oster du Boulonnois & d'ailleurs, ceux qui n'y sont pas pour son seruice. La Picardie vous est bien plus importante que le Poictou & le Dauphiné. Il y a des heretiques bien plus dangereux icy quelà. On abuse de la facilité de vostre maiesté, Sire, quand on luy rebat si souuent les oreilles de la ruine des Huguenots. Elle sçait si ie suis leur amy ; & si le Roy de Nauarre a suier de se louer de moy. Mais ie declare à vostre maiesté que la France est perduë pour vous avec le marquisat de Salusses, si vous enuoyez vne armée aux extremitez du Royaume, pendant que le cœur demeurera exposé aux coups de ceux qui ont le bras leué pour le frapper. Je demande pardon à vostre maiesté, de la hardiesse de mes pensées. Elle part d'vne fidelité & d'vne affection que rien ne peut esbranler : c'est pourquoy elle ne la desapprouuera pas. Je prie le bon Dieu, Sire, qu'il tienne vostre maiesté en sa sainte garde. Vostre tres humble, &c.

LVDOVIC DE GONZAGVE.

*AVTRE LETTRE DE MONSIEVR DE NEVERS,
à sa Maiesté, du dixième Decembre 1588. sur la prise du
Marquisat de Salusses.*

SIRE,

Si le Prouerbe est vray, le coup que vostre Maiesté vient de recevoir, luy doit auoir esté moins sensible qu'il ne luy auoit esté il y a six mois. Elle a esté aduertie du dessein de Monsieur de Sauoye. Elle m'a fait l'honneur de m'en escrire. Monsieur le Cardinal de loyeuse le luy a mandé de Rome. Enfin, Monsieur de Sauoye n'a fait qu'acheuer depuis quinze iours, ce qu'il a commencé depuis l'année 1574. Vous me mandez, Sire, la prise du Marquisat de Salusses. Mais vous ne me man-

dez point ce que vous auez resolu sur cette prise. Elle ne pouuoit estre faite en vn temps plus fauorable pour vostre Majesté. Vous auez avec vous, les Deputez de tous les Ordres de l'Estat. Blois est plein de Princes de vostre Sang, & d'autres. Vous estes enuironné des principaux Officiers de vostre Couronne. Vous auez des armées, & il ne s'agit plus de faire obeyr les Huguenots. Ils ne demandent pas mieux. Je sçay que le Roy de Roy de Nauarre n'a les armes à la main, que pour les mettre aux pieds de vostre Majesté, si tost qu'elle aura la bonté de luy en faire le commandement. Vlez de toute vostre autorité, Sire, en vne occasion si pressante. Reünissez vos forces. Quand elles seront ensemble, il sera impossible d'y resister. Montez à cheual sans autre deliberation. Allez droit en Dauphiné. Ordonnez à Monsieur du Maine de tenir vostre armée toute preste à marcher. Accordez vne treve à ceux de la Religion, iusqu'après la reprise du Marquisat de Salusses, & escriuez au Roy de Nauarre qu'il se rende avec son armée dans le Dauphiné. Monsieur le Marechal de Montmorency ne manquera pas de faire son deuoir, lors qu'il le pourra faire sans se perdre. Les Huguenots de Dauphiné grossiront vostre armée quatre iours apres la treve concludë. Tous les Catholiques feront voir que dans les occasions, où il va du seruice & de l'honneur de vostre majesté, ils seront tousiours les premiers à combattre; puis qu'ils ne feroient que des hypocrites, s'ils faisoient autrement. Cela estant, nous prendrons la Sauoye en six iours. Je sçay encore le passage des Alpes. Il n'y en a point où ie ne fasse rouller vostre canon. Suze se rendra en vous voyant; & si le Duc de Sauoye ne se vient ietter à vos pieds, & ne vous apporte les clefs de vos Villes dans deux mois; ie veux perdre l'honneur & la vie, si vostre Maiesté ne le force à se sauuer dans les Estats du Roy d'Espagne. Je n'exagere rien; mais il n'y a point de temps à perdre. Il faut marcher au mois de Decembre. Le Roy François vostre grand Pere, l'a bien fait. Allons, Sire, allons conquerir la Savoye & le Piedmonr, en regagnant le marquisat de Salusses. Cela fait, vostre Maiesté pensera à tenir les Estats. Je prie Dieu qu'il vous donne luy-mesme la grande resolution que ie vous conseille, & que ie puisse vous tesmoigner en cette conqveste, combien ie suis, & ie seray tousiours,

SIRE,

De vostre Maiesté,

Le tres-humble, &c.
LOUIS DE GONZAGUE.

DISCOVRS

*SVR LA PRISE DV MARQVISAT DE SALVCES,
par le Duc de Sauoye.*

LEs Medecins ont obserué, qu'en certaines maladies d'assoupissement d'esprit, qu'ils tiennent pour mortelles & incurables, il eit aduenü quelquefois qu'un bruit inespéré, soit du chant d'un coq, d'un verre cassé, de la chute d'une fenestre, ou de quelque autre son qui ait penetré les oreilles du malade, ait esté suffisant pour luy réveiller les esprits & émouuoir les humeurs presentes, de sorte que par ce miraculeux accident, qui est hors les preceptes de leur art, il ait recourü apres sa santé, qu'ils tenoient toute déplorée. Qui sçait, si Dieu voudroit permettre que le bruit de cette nouuelle quë nous auons icy depuis peu de iours, de l'inuasion faite par le Duc de Sauoye du Marquisat de Saluces, fust suffisante pour nous réveiller & nous guarir de cette letargie & extreme endormissement dont il y a si long temps que nous sommes malades, que nous nous iugeons & condamnons nous mesmes pour ruinez & perdus. Car si cet accident est aduenü si fort hors de saison, estant contre toute raison, qu'il se peut iudicieusement presumer que le Ciel l'ait reserué à quelque grand & miraculeux effet: Pourquoy ne pourrions nous pas esperer que ce soit plustost pour nostre bien que pour nostre mal? Et puis que la nature choisit par le ministère des Abeilles, les herbes les plus ameres pour en faire le miel le plus doux, qui sçait si la diuine bonté ne veut point tirer du mauuais effet qu'elle a permis, vne composition aussi douce, que seroit un changement aussi heureux de partialitez, en vne parfaite vnion. Ce sont de ses miracles ordinaires, de mettre les mains en nos actions quand les nostres n'y peuuent plus atteindre. Il ne s'est veu ny leu que depuis deux cent ans, ce Royaume ait receu un si grand affront que cettuy cy. Il a bien pû souffrir de plus grandes pertes: mais la forme de celle cy est sans exemple. Car toutes les entreprises & les surprises qui y ont esté faites, ç'a esté ou durant la guerre ouuerte, ou pour le moins par ennemy déclaré. Et celle cy nous est faite de celuy de qui, quand, & en quoy nous le deuions moins attendre. Aux iniures, on considere ordinairement ces trois choses: la qualité de celuy qui l'a faite; celle de celuy qui la reçoit; & l'importance de ce en quoy elle est faite. Et combien qu'en cette cy tout cela s'y rapporte assez pour la rendre honteuse ou du tout inexcusable, toutcois pour la rendre en sa per-

fection, l'on y a voulu ioindre l'ingratitude, la perfidie & l'impieté. Pour connoître la premiere, il ne faut que se ressouvenir de l'estat auquel estoit le pere de ce ieune Prince, auparavant qu'il prist l'alliance de France, que nous le trouuâmes avec l'espée & la cappe: & que nous l'auons quasi mis depuis au pair des plus grands Princes de la Chrestienté. Cette-cy, emportoit bien l'autre. Car son deuoir l'obligeoit assez au serment de fidelité. Mais il a voulu que chacune de ses fautes ait eu sa marque particuliere. Car la veille mesme de l'arriuée de cette nouuelle, il fit par son Ambassadeur, plus protester son affection, son seruice & sa foy qu'il n'auoit iamais fair, & il le vit en vn instant dementir & desdire luy-mesme par des effets du tout contraires à ses paroles. Ces grands crimes n'exculent par les moindres, mais ils les rendent plus faciles & croyables. Aussi ce ieune Prince s'est pû dispenser de tout ce que dessus, oublier son deuoir, & foy-mesme; puis que son ambition l'a poussé si auant, qu'il ait pû mesme si estrangement oublier Dieu, la Religion Catholique, & les titres qu'il s'attribuë en icelle. Car c'est bien directement s'y attaquer, estant le Roy occupé à cette si iuste entreprise; resolu au peril & au hazard de tout son Estat d'en extirper l'heresie, d'acquiescer cette gloire à ce siecle, & par ce moyen la tranquillité & le repos autant & plus à ses voisins qu'à foy mesme: luy auoir proditoirement enuahy cette Prouince, & le contraindre par là à vne diuersion de son dessein & de ses forces: ce qui ne peut estre qu'en faueur des heretiques.

Ce n'est pas mon intention de publier & d'enuenimer dauantage cette sienne faute. Je la voudrois plustost couvrir, si ie pouuois, tant i'ay de regret & de honte, que nos antes transplantées ayent produit vn si mauuais fruit. Mais il n'y a pas moyen de faire valoir aucune des excuses qu'il y apporte, tant elles sont foibles & impertinentes.

Je me veux aussi peu estendre & monstrier que cette offense se doit ue seulement chastier & punir. Car il est trop clair que d'en faire autrement, la honte & la consequence en importeroit plus que la perte; combien qu'elle ne soit que tres-notable, & que l'exemple en est si perilleux, qu'il ne seroit pas seulement à craindre pour les voisins, mais il pourroit estre suiuy iusques dans nous-mesmes. Comme la gravité del'iniure est assez conuë, la necessité & la commodité qu'il y auroit de s'en ressentir, est sans dispute. Ce n'est pas à quoy il se faut arrester. L'effet de ce discours seroit de voir, si en l'estat que sont icy les affaires, il y a moyen d'exercuter cette iuste vengeance, & quand elle se deuroit entreprendre. Pour s'en bien éclaircir, il faut premierement examiner exactement ce qui nous en pourroit empescher; sans se couroucer ny se flater, ny passer legerement sur les espines qui s'y pourront trouuer; pour discourir de la verité & de la qualité du fruit auant que l'arbre soit bien planté. Combien que la presumption & l'ambition, que l'on dit estre fort naturelle & trop abondante en ce ieune Prince,

la chaleur de son âge, & la commodité tant du fait que de l'occasion ayent pû estre de grands éguillons pour l'embarquer en cette entreprife; toutefois il ne le faut pas penser si imprudent & si mal conseillé, qu'il nous puisse estimer si lasches & si faillis de courage, que nous soyons pour l'endurer sans nous y opposer, & sans vser sur luy de quelques represailles, & ce faisant qu'il ait presumé de pouuoir luy seul soutenir la cheûte de toutes les forces de la France, qu'il a deu en cette execution attendre sur ses bras, & tenir en cecy du pair avec nous: Car ce seroit vne temerité trop parfaite, & qui n'est pas croyable. Il faut donc croire qu'il est venu mieux préparé, & qu'il n'a point entrepris cecy qu'avec vn de ees deux moyens, & peut-estre avec tous les deux ensemble, ou conseillé & assisté du Roy d'Espagne son beaupere, ou fondé sur quelque pratique qu'il ait parmy nous. Du premier il est fort possible: & y ayant grande apparence que le Roy d'Espagne aura esté de cet aduis, tant pour la commodité & pour la reputation de son Gendre, que pour son interest particulier, qu'il y aura voulu conioindre; ayant peut-estre designé sur le pretexte de la repetition de Cambray, nous voyant si diuisez & oeeupez en tant d'endroits, denous faire en mesme temps quelque autre surprise. D'autre costé parce que les Princes tiennent pour peché mortel de faillir à ruiner leur voisin, si l'occasion s'en presente; & qu'ils n'estiment pas que les crimes & les pechez qui se font en fait d'Estat, touchent aucunement la conscience. Mais quand bien le Roy d'Espagne n'auroit en cecy donné conseil & consentement (ce que ie ne croy pas) il ne laisse pas d'y tenir son assistance infallible: car il est bien certain que s'il y voit son Gendre embarqué, il ne l'abandonnera point; & que si ce n'est apertement, que couuertement il l'assistera le plus qu'il pourra. Dieu veuille que tout le mal fust en cela; & que nous fussions asseurez de n'auoir à faire qu'à eux. Mais ie crains plus l'autre moyen, & qu'ils n'ayent quelque pratique & quelque intelligence contre nous-mêmes, comme nostre diuision leur en donne beaucoup de facilité. Nous auons desia depuis quelque temps, deux partis formez en France, qui ont chacun pour leur pretexte le fait de la Religion, & l'inimitié entr'eux, qui est plus fondée en la contrariété des desseins, que sur des iniures receuës & inueterées. Il n'y a rien pour deregler qu'il soit, qu'ils ne le tiennent pour legitime excusé en fait, sans voir que c'est pour seruir à leur party.

Il y en a maintenant vn troisiésme qui commence à s'establir; & qui a le mesme fondement que les autres. Ceux cy veulent bien tenir le nom de Catholiques: mais pource qu'ils ne sont pas assez forts pour s'acheurer seuls à ceux de la Ligue, desquels il sont offenzés & ausquels ils portent vne haine & vne enuie extreme; ils sont contraincts de demeurer en quelque secrete intelligence avec nos Huguenots, du party desquels ils veulent que l'on croye qu'ils sont seulement pource qui est du fait

de l'Estat & non de celuy de la Religion.

Or si nos ennemis eltrangers ont quelque pratique parmy nous, il faut que ce soit avec vn de ces trois partis : Car celuy des particuliers ne leur seruiroit de guerres ; & il est à presumer qu'ils ne se seront accommodez qu'avec celuy de qui ils peuuent attendre le support & la conseruation de ce qu'ils nous ont surpris, ou qu'ils estiment auoir assez de moyen de broüiller & d'empescher par là que l'on ne puisse aller à eux. C'est pourquoy ie n'en puis soupçonner nos Huguenots ; pource qu'ils ont tousiours esté plustost en mauuaise intelligence avec eux qu'autrement : qu'ils sont si foibles, qu'ils ne peuuent estre que sur la defensiue, & ne demandent que patience ; & par ce moyen qu'ils ne sçauroient en rien aider ausdits ennemis, & aussi peu estre aidez d'eux.

Toute la coniecture qui y pourroit estre, seroit pour les Huguenots du Dauphiné qui sont proches dudit Marquisat de Saluces. Mais il n'y a rien qui les eut pû faire resoudre à cela. Peut-estre qu'après quelque perte signalée ils se fussent bien reduits à vn extreme desespoir. Mais tant s'en faut qu'ils en soient en ces termes, qu'ils y tiennent la campagne, & qu'ils y sont plus forts que les Catholiques. Ie n'en soupçonne pas aussi volontiers ceux de la Ligue ; parce que ie n'y voy aucune commodité pour eux : Et combien qu'il semble qu'il fasse pour eux qu'il y ait tousiours vn peu de diuision en ce Royaume ; il n'est pas pour cela croyable qu'ils prissent plaisir de se voir escorner par les autres : & il eut esté plus vray-semblable qu'ils eussent consenty à cette pratique quand ils estoient en quelque necessité, pour s'en preualoir en autres choses. Mais maintenant qu'ils ont grande part aux graces & aux faueurs de la Cour, ie ne voy point grand fondement de les tenir pour coupables de cette intelligence. Ce seroient ceux du troisieme party qui en pourroient estre plus suspects ; pource qu'il est encore foible & qu'il cherche à se fortifier, que les principaux d'iceluy ont tousiours eu vne estroite amitié avec le pere de ce Prince, à laquelle il a depuis succédé ; & encore qu'il n'y eut point de raison pour eux d'abandonner cette retraite, qui est la plus certaine qu'ils eussent, & que l'on ne sçauroit rien faire pour eux qui le vaille, toutefois le deuit & l'appetit de vengeance peut tant au cœur de ceux qui se voyent en peril de deschoir d'vne grande fortune où ils estoient volez plus par violence de faueur que pour merites, qu'ils peuuent aisement fausser les barrieres des plus fortes & des plus solides raisons.

Mais la meilleure que i'ay de demeurer en cette opinion, c'est qu'il n'est pas vray-semblable que le Roy d'Espagne aura conseillé son gendre, de s'accommoder plustost avec ceux-cy qu'avec nul autre : parce que se liant avec eux, c'estoit aussi se lier tacitement au party des Huguenots ; & luy estant en confederation avec ceux de la Ligue, il a pensé par ce moyen auoir les deux partis à sa deuotion, & en faisoit

vn contrepoids de l'un à l'autre, & peu à peu tantost l'un, tantost l'autre pouuoit entreprendre seurement sur ce Royaume, & emporter tousiours quelque piece.

Tout ce qui s'est discouru cy-dessus, n'est que pour esclaircir d'auantage le dessein & les moyens que peut auoir le Due de Sauoye. Mais quand le pis de ce qui est icy y seroit; ie n'estime pas que cela doieue suffire pour nous garder d'entreprendre, ou nous faire remettre le frais sentiment de cette iniure receüe. Car bien que le Roy d'Espagne soit (comme ie n'en fais point de doute) de cette partie; nous aurons encore assez de moyen, si nous n'auons à faire qu'à eux, de les pouuoir fascher. Le ne dis pas qu'ils ne nous puissent bien empescher: Mais nous en sommes reduits là, qu'il faut perdre pour ne pas perdre d'auantage. Et quand bien ceux de ce troisieme party, dont il a esté parlé, seroient aussi de cette intelligence; il n'y a pas pour cela de quoy s'estonner. Car sans les Huguenots ils ne peuuent guerres: & il seroit fort facile de les disioindre d'avec ceux qui sont si mattez des fatigues & des necessitez de la guerre, qu'ils n'attendent que quelque peu de couuerture pour s'en retirer. Il est certain que quelque miserable condition qu'on leur propose, ils l'accepteront avec action de graces. Ce sont ceux de la Ligue qui m'empeschent le plus. Car s'ils estoient embarquez en cette entreprise, ie tiens la nostre pour impossible, ou pour le moins qu'on seroit forcé de la differer pour long-temps: parce qu'il faudroit acheuer beaucoup d'autres choses assez mal-aisées, auant que cela se puisse executer. Mais quand bien ils n'en seroient poinr, comme il y a apparenee qu'ils n'en doiuent pas estre, il semble que leur interest particulier les oblige de n'y consentir & destourner tant qu'ils pourront que cette entreprise ne se fasse. Car leurs Chefs & leurs principaux Conseillers, qui ont tousiours les esprits bandez, comme à ceux à qui il faut que l'industrie supplée à beaucoup de choses qui leur defaillent, ne manqueront pas de publier incontinent que l'entreprise contre le Due de Sauoye ne se peut faire, que premierement on ne fasse la cessation en France. Que cette cessation ne se peut faire sans la ruine de leur party, duquel les fondemens sont si bien establis, que pourueu que l'on y trauaille tousiours quelque peu, ils se peuuent aisement hausser & fortifier, & il semble qu'il n'y a plus que la legere besogne à faire. Mais c'est comme le fourneau des Alehymistes, que l'on peut entretenir en y mettant tousiours quelque charbon, & pour peu de temps que l'on y f-ille, le creuset s'en va tout en fumée. Aussi pour peu que l'on discontinuë la besogne de ce party, il s'en peut plus ruiner & deperir. Je ne sçay point de heure, qu'il n'en aura esté edifié en dix ans: estant basti sur le sable, & sur pis que sable; puis qu'il est fondé sur la volonté des peuples & communautez des villes, qui n'est retenuë d'aucune contrainte, d'aucune necessité ou commodité, & qui sont plustost caprices & frenesies, qu'autres resolutions bien certaines: de sorte que si l'on

ne les tient tousiours en continuel exercice & chaleur, & qu'ils ayent le loisir de refroidir, ils demeurent aussi legerement ennemis, qu'inconsiderement ils ont esté faits amis.

Ils iugeront d'ailleurs que de cet accord qui se fera avec ceux de la nouvelle opinion, il leur peut aduenir deux grands inconueniens: ou que pendant la cessation le Roy de Navarre se pourra faire Catholique, comme la raison qu'il a tousiours plus alleguée, qu'il ne se le feroit iamais à coups de bastons, fait presumer que quand on le laissera en son franc arbitre, il ne s'en esloignera pas; & que ce faisant il tirera les principaux de son costé, & par ce moyen en ruinera le party, qui n'est pas ce quel'on pourroit presumer, que les autres doiuent desirer que leldites villes, communautéz & tous leurs partisans voyant que leldits Chefs de la Ligue se feroient en cela accommodez à la volonté du Roy, ne se dispensent de s'y accommoder aussi en cela, & en toute autre chose; & quand ils ne le feroient & voudroient demeurer plus opiniastrés, qu'ils ne cherchent d'autres protecteurs, comme ils en trouueroient aisement.

Ie ne cotte icy que les raisons plus generales. Mais ils en pourront auoir d'autres particulieres qui seront encore plus preignantes; & ie crains bien qu'ils ne concluent qu'il leur sera encore meilleur de participer à cette honte publique & à en souffrir quelque peu de particulier reproche; que pour consentir que l'on s'en ressente, hazarder la ruine de ce qu'ils ont basty & pour leur conseruation, & pour leur grandeur & leur accroissement.

Ces raisons ont veritablement de la force; mais l'on y peut opposer des reflexions qui ne sont pas foibles. Et pour commencer par ce qui est de leur interest particulier, qui est ce qui nous importe le plus, on leur remonstreroit que ce qu'on traiteroit avec ceux de la Religion, pourroit estre si fort à l'aduantage des Catholiques, que l'on acquereroit plus sur eux par ce moyen, que l'on ne feroit par vne guerre de long-temps: de sorte qu'au lieu d'en auoir blâme, ils en pourroient estre grandement loüez. Car de tout ce qui se gagnera, ils en auront tousiours la premiere gloire. Et si pour le commencement il y en auoit quelque murmure & quelque mécontentement, ils s'en sçauront bien lauer & le reietter sur la puissance superieure. De craindre que pour cela le party Huguenot se perde & tombe en ruine, il n'y en a nulle apparence. Car puis que les tourmens, l'exil de leur patrie, la perte de leurs biens ne les a peu faire changer d'opinion il ne faut pas attendre qu'ayant quelque liberté de la conseruer en repos, qu'à iamais ils s'en departent. Ainsi il n'y aura tousiours que trop de matiere pour entretenir la diuision entre eux & nous: de la peur qu'ils ont que pendant cette cessation, les partisans se retirent, ou qu'ils se donnent à vn nouveau maistre, ils y ont donné bon ordre, les ayant si fort interessez avec eux, qu'il n'y a point d'apparence qu'ils se puissent retirer pour

demeurer sans party. Et de prendre nouvelle protection; où en trouueront-ils iamais qui veuillent la leur, & il est certain qu'ils auront tousiours plus d'assurance de demeurer à couuert sur leurs ailles, que de prendre l'air sous celles d'autrui.

Mais quand bien ce party qu'ils ont dressé, où est tout l'effort de l'objection, souffriroit quelque diminution, il semble que le leur n'en deperiroit gueres, puis qu'il a desia eu son effet. Car il est à presumer qu'ils ne l'ont fait que pour s'establir aux rangs & aux dignitez qu'ils estiment meriter & dont ils ne pouuoient souffrir estre indignement esloignez, & pour faire connoistre comme ils sont capables de seruir, & comme ils peuuent aussi grandement nuire quand ils le veulent entreprendre. Tout cela est fait, & se peut encore confirmer dauantage par cette entreprise, de l'execution de laquelle il y a grande apparence que la principale charge leur doit estre commise: & ainsi quelque vn ayant la force & l'autre le maniement des affaires de deça, ou pour le moins grande part en icelles; ils peuuent s'acquiescer & se fortifier dans peu, & estre beaucoup plus certains & plus puissans que ceux qui se pourront perdre.

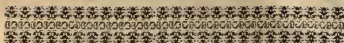
Depenser que leur dessein passe plus auant à leur establissement & à leur conseruation, & que pour cela il leur soit tousiours necessaire de se tenir à ce party; cela pourroit estre, si l'occasion de l'effectuer en pouuoit estre prompte. Mais s'il la faut attendre vingt cinq ou trente ans, comme par le cours de la nature on doit faire, & que Dieu permettra, s'il luy plaist, qu'elle soit encore differée dauantage, comment tenir cependant les esprits des François, mesme du peuple de France, tousiours tendus sur ce dessein, qui sçait qu'il est impossible, & qu'il est plus croyable qu'entre-cy & là il se fera & desfera plustost cent partis, qu'il ne s'en maintiendra vn seul: Et puis nous voyons venir des gens, qui ne sont ny heretiques ny fauteurs d'heretiques, contre eux. Ce party ne pourra rien, & eux pourront beaucoup contre le party: de sorte que ce seroit pour cela se preparer de trop loin. Le siecle porte qu'il faut viure au iour la iournée, & se tenir clos & ferré. Comme ils ont bien commencé, ils le pourront encore faire mieux par le moyen de cette entreprise, qu'ils sont assez aduisez, s'ils y consentent, pour se la faire valoir quelque chose; & il leur sera ainsi mille fois plus aisé & plus facile, l'occasion s'en presentant, s'ils ont cette pretention de dresser vn nouveau party fort & puissant, qu'en l'attendant de maintenir celuy-cy, qu'ils verront incontinant tomber par picce vieil & caduc, & mourir deuant eux.

J'ay reserué le point du deuoir & de la conscience pour le dernier: pource qu'en ce miserable temps c'est tousiours le moins considerable. Toutefois il n'y a point de cœur si dure & si serré, qui se sentant coupable, se puisse absoudre soy-mesme: Et il ne se peut faire qu'une fois le iour ces Princes ne sentissent vne synderesce en l'esprit, d'encourir ce

reproche public, que leur seul interest & leur passion fust cause de l'insigne perte & de la honte qu'en cette occasion en receura ce Royaume, dont l'honneur & l'ornement est fondé sur le sang & sur les cendres de leurs Peres, desquels ils peuuent & doiuent par leurs deportemens illustrer la memoire, & en cette occasion s'asseurer pour eux vne gloire eternelle. C'est ce que ie desirerois qu'il leur fut representé par personnes d'autorité, qui eussent & l'intention bonne, & assez d'intelligence pour leur bien faire voir ce qui est de leur honneur & de leur devoir. Dequoy i'estime qu'ils se rendroient aisement bien capables; & cependant qu'il plust au Roy d'étendre sa misericorde sur ces pauvres miserables huguenots obstinez; remettant le iugement diffinitif de leur cause à vn Concile general, qui se pourroit assigner dans vn an ou deux, & leur permettre cependant la liberté & l'exercice de leur Religion aux lieux qu'ils occupent seulement: aussi bien n'y en a-t'il plus guerres ailleurs; & les remettre en la iouissance de leurs biens, avec permission de les pouuoir vendre & en disposer à leur volonté: Ce qui est indubitable qu'ils accepteront les mains iointes. Ainsi les choses estant icy compolées, qu'il plust à sa Maïesté ramasser les deux armées qui estoient dressées contre eux, qui sont toutes prestes, & des deux en faire vne forte & puissante; en donner la charge à quelque grand Prince guerrier, comme il y en a desia vn porté sur le lieu, en qui il defaile peu des parties requises à vn grand Capitaine, & qui, à mon aduis, se plairoit plus à cet exercice qu'à aucun autre, & l'enuoyer passer son hyuer en la Bresse, ou en la Sauoye. Nous en sçauons la langue & le pays. Les logis y sont tout faits, & ie croy que les marques de nos Fourriers sont encore à leurs portes. Et afin de manger le bien de ce Prince en bonne & en grande compagnie, pour cinquante mille escus l'on y fera descendre vingt ou trente mille Bernois, qui n'attendent qu'une pareille occasion pour rafraichir la querelle de leurs trois Bail-
lages.

Les commoditez que nous auons de cette entreprise pour le dehors, sont aisées à exercer: mais celles du dedans sont certaines & infinies. La tranquillité dans le Royaume, le reestablisement de l'autorité du Roy & de sa iustice, les benedictions du plat pays, la liberté du trafic & l'opulence, le renouvellement de nostre ancienne reputation, & vn million d'autres, dont ie n'en conteray plus qu'une, qui est, que n'ayant plus que cette seule guerre en France, il faudra que nous ne ieunes Princes y aillent, tant d'une maison que d'autre, lesquels le General de l'armée, s'il est prudent & de douce & agreable humeur, se peut aisement acquerir & reconcilier, & par là commencer à esteindre ces vieilles querelles & les ancantir, soit par alliance, ou par autres moyens, & par amitez bonnes & solides. Il n'est pas necessaire que cela aduienne: mais il est bien possible & bien vray-semblable. La carriere des actions humaines est si longue, qu'il n'y a point
iugement,

iugement, pour bon & pour clairvoyant qu'il soit, qui la puisse voir d'un bout à l'autre; & il faut que la fortune y ait son tribut. C'est assez de voir autant quela prudence se peut estendre, & sur tout de se mettre au chemin de bien faire. Dieu a soin d'acheuer le reste, quand il connoit que nos intentions sont bonnes & saintes, & qu'elles sont fondées sur la iustice, comme seroit cette-cy. Mais comme c'est vn tres-grand point d'Estat, aussi est-il tres-digne d'estre traité en cette conuocation des Estats generaux, que l'on dit estre composez des plus grands personnages de ce Royaume. C'est vn suet qui merite de tels iuges, & dont la resolution touche immediatement à Car si elle peut estre d'aduis de venger cette iniure, cela est suffisant pour couvrir toutes nos fautes passées: sinon & s'il la faut endurer, ce sera vn indice irreprochable de nostre extreme foiblesse ou de nostre pusillanimité. Il s'est fait icy tant de vœux & tant de saintes prieres, que l'espere que Dieu permettra que son S. Esprit se retourne avec eux, pour leur faire connoistre qu'il est meshuy temps que nous soyons saouls du sang les vns des autres: qu'il faut dorenavant despoüiller nostre vieil Adam, nos ambitions & nos desseins illegitimes, & particulièrement nos armes, pour penser à ce qui est de la conseruation de nostre patrie; à laquelle, apres Dieu, nous deuons tout, & plus que nous mesmes. Cela regarde plus particulièrement nostre noblesse, qu'aucun des autres Ordres. Ils font tant profession du point d'honneur: où peuvent-ils recevoir vne plus grande supercherie que celle-cy qui est faite à leurs yeux? & eux estant icy tous ensemble, ils obseruent bien en leurs querelles particulieres de les suspendre. Quand il est question d'aller aux armées du Roy, quelle haine de party à party ne se doit pas reconcilier ou remettre, pour courir à la deffence de la cause generale. S'ils le font autrement, cette election qui a esté faire d'eux pour se trouuer à cetter assemblée, qu'ils conseruent en leurs titres pour vne marque d'honneur, se pourra bien taire & se cacher. Car il viendra vn temps si cela est, qu'il y aura presse à desauouer de s'y estre trouué. Combien de fois en la vieille Rome, les disputes d'entre le Senat & le peuple ont esté heureusement composées par la venue d'un ennemy estranger? & les peuples de la Grece en leurs plus grandes dissensions, comme se font-ils accordez quand ils virent Xerxes en approcher avec cette puissante armée? Les exemples deuroient assez nous eschauffer & nous esmouvoir à faire le semblable, & plus encore nous y deuroient-ils animer; considerant que c'est Dieu qui se communique à nous par telles figures, comme il souloit faire en la premiere Eglise. Il nous a donné cetter aduantage sur les autres siecles, d'estre nez sous le Roy le plus accompli qui ait iamais tenu cetter place. Car pour les dons naturels, nuls ne les ont iamais tant eu que luy, estant né beau, grand, plein de Maistté, de santé, de bonheur & de courage pour les acquerir, ayant la prudence, le iugement, le sçauoir, l'experience & l'eloquence & tant,



L E T T R E S
DE M^{re} DE PISANI ET DE POIGNY.
AMBASSADEVRS DV ROY HENRY III.

A SA MAIESTE',

*Sur la prise du Marquisat de Saluces faite par le Duc de Savoye,
en l'année 1588.*

L E T T R E AV ROY, DV MARQVIS DE PISANT.

SIRE,

J'ay tant fait que j'ay esbauché vne minutte de la Bulle que vostre Maiesté demande. Et combien que nous ne l'ayons point encore communiquée au Pape, si est-ce qu'estant sur la forme des anciennes & du stile ordinaire de cette Cour, j'espère qu'il nous la passera comme cela, ou peu s'en faudra. J'ay estimé, pour gagner temps, de l'enuoyer pour cette occasion à vostre Maiesté, afin qu'elle ait loisir de la faire voir & corriger, si d'avanture il y auoit quelque chose que le bien de son seruice ne peust souffrir : tant plustost elle en sera seruie, & ie la supplie tres-humblement de s'en souuenir.

Mes dernieres sont des trois, quatre, & cinq de ce mois, par vn Courier que depescha Monsieur le Cardinal de loyeuse, sur lequel ie me remettois pour ce qui se passa entre le Pape & luy sur l'occasion de Carmagnolles. Depuis j'ay esté à l'audience, bandé à ne demeurer court si l'on m'entroit sur ce fait, mais resolu neantmoins de n'en parler le premier, comme ie le disois à vostre Maiesté par mes precedentes; ains d'y attirer tout doucement le Pape sous autre suiet : croyant qu'il conuenoit à la dignité de ses affaires d'en vser de cette façon. Ainsi estant avec luy, ie luy dis, pour le disposer à parler & à entrer en matiere, que j'auois lettres de vostre Maiesté du 11. du passé, par lesquelles elle me commandoit de le remercier de l'affection & de l'amitié qu'il luy portoit & à ses affaires, ainsi que ie l'en auois asseuré par le commandement que m'en auoit fait sa Sainteté, & qu'en recompense elle vouloit aussi que j'asseurasse ladite Sainteté de sa tres-bonne & tres sincere deuotion vers le saint siege, vers sa personne & le sacré College suiuant ce

I. PART.

FFFF ij

que ie iugeay estre plus à propos, & en conformité de ce qui estoit ausdictes terres de vostre Maiesté. A cela il me respondit, qu'il auoit à plaisir que i'eusse fait cer office, & qu'il vouloit que i'y continuasse; parce qu'à la verité il aimoit vostre Maiesté: s'estendant là-dessus par de tres belles paroles, demonstratiues en apparence de beaucoup de bonne volonté. Là-dessus il me demanda comme elle se portoit, & quelles nouuelles i'auois de la tenuë des Estats, & si ie croyois asseurement qu'elle eût lieu. Je luy respondis que ce que ie luy en pouuois dire, estoit que vostre Maiesté s'y trouuoit à Blois, attendant les Deputez des Prouinces de son Royaume, qui deuoient assister à l'assemblée generale des Estats, où elle ne pourroit commencer à traiter d'affaires plustost qu'à la fin du mois passé; mais avec tres grande confiance de trouuer toutes choses disposées à seconder les bonnes & les saintes intentions pour lesquelles vostre Maiesté les auoit conuozuez, qui estoit principalement d'aduiser & de trouuer les moyens de purger son Royaume de l'heresie, en chassant ceux qui l'y maintiennent, s'ils ne se veulent reconnoistre comme ils doiuent; & qu'elle esperoit d'en venir à bout assistée de l'aide de Dieu, & des tres-saintes benedictions & des prieres de sa Beatitude. Il me respondit, mais avec vne infinité de paroles, que ie laisseray pour venir au point, qu'il n'approuuoit nullement l'assemblée desdits Estats, & qu'ils estoient hors de temps, & pour le faire perdre à vostre Maiesté afin de le donner aux huguenots, en sorte qu'ils eussent moyen de se fortifier tousiours dauantage, & de dresser leurs pratiques de plus en plus. Qu'il sçauoit qu'il n'y auroit faute de ceux qui s'entendoient avec le Roy de Nauarre & avec le reste des heretiques, avec lesquels cependant on traitoit sous main la paix. Que le Comte de Soissons s'y vouloit trouuer avec main armée, pour y attenter choses extraordinaires en faueur dudit Roy de Nauarre & de ceux de son party, & que ces Estats ne se doiuent point tenir, sinon en vn temps si asseuré, que vostre Maiesté fût tres certaine d'y faire resoudre ce qu'elle vouldroit, & non pas de se laisser violenter, comme l'apparence estoit qu'ils feroient: me repetant ce que l'on m'a dit tant de fois, qu'il falloit que vostre Maiesté se fist obeir, mettant les mains indifferemment sur tous ceux qui y vouldroient faillir, sous quelque couleur que ce fust. Et entrant de ce pied sur l'abolition de Monsieur le Comte de Soissons, qu'il nomme tousiours l'absolution, il me ietta encore cela aux yeux, que la Cour de Parlement ne l'auoit pas voulu enteriner. Mais respondant à tout ce qui touchoit le fait de mondier sieur le Comte de Soissons, sans passer neantmoins plus auant qu'il ne conuenoit au seruice de sa Maiesté, il me sembla qu'on ne le trouuoit pas bon. Et pour ce que ie ne sçay pas ce qu'a fait la Cour de Parlement plus auant que parce que le Pape m'en dit, ie me retiray de ce propos, tant que ie pûs, & tant que i'y pensay pouuoir seruir, & non preiudicier à sa dignité.

Il se mit puis apres tres-avant à me parler des offres qu'autrefois il auoit faïres à vostre maïesté, de luy enuoyer 10000. hommes de pied & 8000. de cheual, qu'elle auoit neantmoins tousiours refusées, monstrant se deffier qu'avec cela il se fust voulu emparer du Royaume de France : mais qu'enfin ce n'estoit que pour laisser courir toutes choses, & les reduire au pis, comme on le voyoit maintenant ; ayant laissé perdre toute cette Prouince de Dauphiné : A quoy il m'auoit dit autrefois qu'il vouloit penser : parce qu'il y alloit non seulement de l'Estat d'Auignon, mais de la reputation dudit siege, & de luy particulierement, que le Comtat ne vint à se perdre & tomber aux mains des Huguenots au temps de son Pontificat : que vostre Maïesté s'estoit obligée de le luy conseruer. Quant à son instance, ou des Rois ses predecesseurs, l'on en auoit donné la Legation à M. le Cardinal de Bourbon ; & que si l'on la luy vouloit remettre, il en pouruiroit bien vn Cardinal, qui avec les moyens qu'on luy donneroit le scauroit fort bien deffendre. & que s'il eust employé à prendre le Dauphiné les deux cent tant de mille escus qu'il luy a desia eousté à deffendre ledit Comtat, il y a longtemps qu'il en fust venu à bout. Que M. du Maine mandoit s'en estre venu à Lion pour faire la guerre au Dauphiné ; mais qu'on ne le pouruoyoit de rien. Que l'on luy auoit assigné pour la prouision de ladite guerre, la meilleure part des deniers prouenans de l'eglise : & que neantmoins il ne s'en voyoit chose du monde : de maniere que sa Sainteté mesme seroit, disoit-elle, à la fin contrainte pour la meilleure deffense dudit Comtat, d'entreprendre sur ledit Dauphiné : estant meilleur que luy, ou quelqu'autre Prince Catholique eust cette Prouince, que les heretiques, qui vont peu à peu s'en rendre maîtres : & que si vostre Maïesté vouloit r'asseurer cette Prouince, il faudroit qu'elle yemployast toutes ses principales forces, & que puis apres, il luy seroit aisé de venir à bout du reste.

A tour cela ie commençay à respondre par le dernier point, & ie luy dis que sadite Sainteté parloit plus volontiers de ce qui touchoit le Dauphiné pour l'interest du Comtat, que de ce qui importoit au general de toute la France. Que de mettre le meilleur ordre que l'on pourroit à la reformation de cette Prouince, cela estoit fort bon : mais que de faire teste où la necessité se monstroït plus grande, c'estoit ce à quoy il se faloit principalement resoudre, comme aussi vostre Maïesté l'estoit d'aller avec ses principales forces contre le Roy de Nauarre, qui s'estoit bien rendu si fort & si puissant en campagne, qu'il faloit d'autres choses que des paroles pour l'en faire retirer. Mais qu'à vn mesme temps elle vouloit si bien pouruoir à toutes choses, que le Dauphiné fust assuré, & les huguenots rembarrez de tous costez. Que quant à ce que sa Sainteté me disoit derechef, qu'il seroit meilleur qu'elle prist le Dauphiné que les huguenots, i'auois tousiours estimé qu'elle se mouoit ; ne pouuant croire qu'elle pensast à vne chose si indigne du lieu

qu'elle tient & en laquelle aussi bien elle perdrait trop quand elle l'entreprendroit. Que ie n'en auois iamais rien voulu mander à vostre Maiefté ; craignant de l'offencer si ie me faisois, sansy penser, instrument de la deffier & de luy declarer la guerre de la part de l'adite Sainteté, comme ie serois sans doute, si ie venois à luy denoncer que la Sainteté eust volenté de luy vsurper vne telle Prouince. Que vostre Maiefté luy porteroit tousiours toute sorte de respect & de bonne volenté : mais que cela se deuoit entendre pourueu que l'on luy en donnast aussi les occasions, & que l'on se gouuernast avec elle commel'on doit avec vn si grand Roy. Me voyant auoir pris le fait de cette maniere, il fit tout ce qu'il peust pour s'expliquer, & pour me monstret qu'il n'en parloit pas de cette façon, qu'avec la bonne intention dont parle le pere quand il a ialousie des affaires du plus aimé de ses enfans, me voulant faire valoir cette comparaison par les plus belles paroles & par les plus beaux exemples qu'il pult : lesquelles ie ne repeteray pas à vostre Maiefté, pour n'importer au fait. Mais en estant venu si auant, ie luy voulus encore toucher sur ce secours dont elle à tant oüy parler, & ie luy dis que vostre Maiefté connoissoit trop bien les forces de son Royaume, pour auoir peur qu'il ne luy voulût vsurper avec celles qu'il luy offroit : mais qu'elle scauoit bien que la Sainteté luy ayant refusé vn prest de 100000. l. desquels elle se fust payée pas ses mains mesmes, il n'estoit pas à croire qu'elle eust voulu faire vne despenſe de le mois, comme se fust montée celle du secours dont elle parloit : & que de plus ie croyois que toute l'Italie ensemble ne scauroit d'vn an entier en faire sortir cette quantité de gens & de cheuaux qu'il disoit. La-dessus il ne me dit autre chose, sinon qu'il eut ioint avec luy tous les Princes & Potentats d'Italie. Mais me contentant de ce que ie luy auois respondu sur cet article, ie m'en departis, & ie repris ce qu'il m'auoit touché de Monsieur du Maine : luy disant, que puis qu'il auoit desiré d'estre employé en Dauphiné, ie ne pouuois pas croire qu'il voulût sitost monstret auoir necessité des choses requises à l'entreprise. De dire qu'il fut party sous esperance d'auoir la pluspart des deniers qui se doiuent receuoir du Clergé : il scauoit bien qu'il ne s'en estoit pas receu encore vn seul escu, & qu'en attendant on luy auoit neantmoins donné de bonnes forces, tant de pied que de cheual, pour ne pas demeurer oisif au remede de cette Prouince. Quant à la pratique de paix avec le Roy de Nauarre, ie pensay que ie n'y deuois pas entrer dauantage ; sinon que vostre Maiefté faisoit assez entendre à la Sainteté ses bonnes intentions à ce qu'elle esperoit de l'assemblée de ses Estats, pour se deuoir rien imaginer de semblable. Qu'il falloit qu'elle le creust & non pas ceux qui luy veulent persuader que sous main elle traite avec ses suiets ; ce qui estoit en elle de faire publiquement toutes fois & quantes qu'elle voudroit. Qu'elle seroit trop de tort à vostre Maiefté quand elle le penseroit autrement, & que ie la priois de n'oüir de ses affaires, ny

de celles de son Royaume, que par elle-mesme. Je confesseray que ie disois tout cecy avec vn peu de ressentiment. Ce que connoissant, il tascha à me donner de belles paroles, & il commença à me dire que Monsieur le Cardinal de Loyeuse luy auoit parlé de ce que Monsieur le Duc de Sauoye auoit fait à Carmagnolles & à Cental, & qu'il vouloit & qu'il me chargeoit de faire entendre à vostre Maiesté que Monsieur de Sauoye n'auoit fait cette entreprise que pour vostre seruice, & pour la seureté de ses Estats. Qu'il promettoit restituer à vostre Maiesté lesdites places toutes & quantes fois qu'il luy plairoit, & qu'il auoit enuoyé au Cardinal Morosin la lettre que ledit Duc luy escriuoit pour luy rendre compte de cette action; afin qu'il la monstrast à V. M. & qu'il valoit bien mieux que ledit Duc se fust emparé de ces places & qu'elles fussent entre les mains des Catholiques, que si elles fussent venues à tomber en celles des huguenots; comme il iustifioit qu'elles eussent fait au premier iour, veu le mauuais ordre qu'il y auoit à la garde d'icelles, & les pratiques qui estoient entre la Ficté & Lesdiguières: me deduisant ainsi par le menu toutes les raisons de Monsieur de Sauoye. Je luy répondis seulement, qu'il n'y auoit nulle proportion de voir qu'un Duc de Sauoye presumast de vouloir prendre de son mouuement les affaires d'un Roy de France en sa protection, & que ie ne sçauois si ces grandes pratiques de Lesdiguières & de la Ficté, dont se couure Monsieur de Sauoye, n'auroient point esté tramées par luy-mesme. Que quand vostre Maiesté m'ordonneroit d'en parler plus auant, ie le ferois: mais que pour cette heure ie me contenois de luy faire entendre ce que sa Saincteté me commandoit sur cette affaire, en laquelle on se garda bien de me dire, comme on auoit fait à Messieurs les Cardinaux de Loyeuse & de sainte Croix, que l'on auoit approuué cette entreprise quand ledit Duc en auoit demandé aduis. Car aussi n'eusse-je pas faillé de dire ce qu'il m'eust semblé sur l'iniquité d'un tel Conseil. C'est ce qui s'est passé en cette audience, dont il m'a semblé deuoir ainsi par le menu rendre compte à vostre Maiesté.

Il y a deux iours que j'en eus vne autre, en laquelle on m'a fort patlé de l'apparence qu'il y a que toute l'armée d'Espagne soit allée à Malthe; & là dessus s'est-on assez entendu de l'opinion laquelle on a prise des Espagnols. Surquoy on m'a demandé, si la minute de la Bulle de la Croisade que vostre Maiesté desiroit, estoit faite, parce que le Roy d'Espagne en demandoit vne pour le Portugal. Qu'il falloit depecher cette-cy secretement, d'autant qu'il n'en vouloit pas donner aux Espagnols. Je luy ay respondu, que ie croyois qu'il la leur donneroit, & qu'avec cela, ils feroient l'entreprise d'Afrique, en laquelle ie ne doutois nullement que les Chrestiens ne profitassent beaucoup, s'ils l'entreprenoient comme il se deuroit. Il m'a dit aussi-tost, qu'il s'estoit fort bien esclaircy de l'intention des Espagnols, & qu'ils ne feroient iamais rien qui valust. Qu'il voyoit leurs affaires en danger de se broüiller en di-

uerles parts; & que les disputes des Ducs de Parme & de Modene pourroient tirer à conséquence, & qu'ayant fait voir aux Anglois ce qu'ils pouuoient & comment ils se gouernoient, cela leur donneroit la hardiesse d'entreprendre quelque chose vers les Indes de plus d'importance qu'ils n'auoient encore fait; & que mesmes on ne tenoit pas que le Portugal fust assuré. Et se mettant là dessus à déplorer l'estat miserable de ce temps, il r'entra d'un mesme pas sur Monsieur de Sauoye, le voulant iustifier, si les raisons qu'il dit l'auoir meu estoient vrayes, & qu'il vint enfin, comme il a promis, à restituer à vostre Maiesté les places qu'il a prises au Marquisat. Et comme de nouveau vn sien principal Secrétaire, nommé le Court, l'a escrit de Carmagnoles au Nonce qui est à Turin; qui a enuoyé à la Sainteté la lettre (laquelle il me dist qu'on garderoit avec les autres que le Duc de Sauoye a escrites sur ce sujet) pour luy faire tenir sa promesse quand il en seroit besoin, & en satisfaction de vostre Maiesté. Je luy respondis, que ie tenois la Sainteté si prudente & si intelligente aux affaires du monde, que ie ne doutois nullement qu'elle ne sceust tres bien iuger de ce fait, & le tenir pour tres extraordinaire, comme il est à la verité; n'estant bon ny en l'effect ny en la cause, quelque couleur dont on le pallie & dont on le déguise à la Sainteté. Qu'une escriture qu'a publiée l'ambassadeur de Sauoye, qui est à Venise, en faisoit foy; où d'un costé ledit Duc traitoit, assez confusément neantmoins, la iustification de ce bel exploit; & de l'autre montrant la mauuaise intention & l'imprudent conseil qui l'a precipité en vne telle deliberation; il ne le pouoit tenir d'alleguer les pretentions & raisons qu'il veut auoir sur ledit Marquisat; sur lesquelles les gloses qu'il allegue sont trop foibles pour le gagner contre le texte qui fait pour vostre maiesté; qui est en somme, qu'elle est vn grand Roy d'un des plus grands Royaumes de la Chrestienté, qui n'a besoin que de sa propre grandeur & de sa force, & luy seulement Duc de Sauoye, à qui celles de tout le monde ne bastiroient s'il entendoit se prendre à vostre Maiesté; ce que l'on ne vouloit pas defendre, ains conclud-on avec moy; & me dit la Sainteté que l'ambassadeur qui est icy de Monsieur de Sauoye, auoit voulu faire imprimer pareille chose que celle que celuy qui est à Venise auoit publiée, par les copies que ie disois qu'il en faisoit courir: mais qu'il auoit dit à cettuy-cy, que s'il le faisoit, il luy commanderoit aussi-tost de sortir de Rome, & qu'il feroit pendre les Imprimeurs: parce que cela estoit vne espee de cartels & de desfis, & peut estre pis. Je luy respondis, que c'estoit chose digne de la prudence, de pouruoir au mal que telles considerations de Ministres pourroient apporter: parce qu'avec les ignorans & malheureux, qui sont peut estre plus que leur maistre n'entend & ne commande, il s'en trouueroit d'assez resolu pour ne pas se taire de ce qu'ils en croiroient. Et incontinent il me dit, que monsieur de Sauoye auoit bien à penser à luy deuant que de faire chose qui le püst mettre en la disgrâce de vostre Maiesté, & qu'il luy conseilleroit tousiours de s'en garder

garder autant qu'il apprehenderoit sa ruine: croyant à la verité que les Espagnols ne luy auoient donné nulle sorte de conseil d'entrer au pas où il s'est mis. Mais sur cet article il s'est étendu plus auant avec M. le Cardinal de loyeuse; qui, comme ie m'assure, ne manquera pas d'en rendre bon compte à vostre Maiesté.

Estant sorty de ce propos, ie le mis sur Monsieur de Montmorency, plus pour le faire ressouvenir de ce qu'il m'auoit tant de fois dit de sa reconciliation avec vostre Maiesté, que pour le rechercher d'autre cas. Et luy remontrant le bon œuure que ce seroit de separer d'avec les Huguenots ce Seigneur Catholique & de le reintegrer en la bonne grace de vostre Maiesté: Il me respondit, comme il a plusieurs fois fait, qu'il auoit donné ample faculté & charge tres-expressse au Cardinal Morosin, de traiter cette affaire avec ledit sieur de Montmorency; & que puis que nous y estions en propos, il me vouloit dire en confiance que le Duc de Sauoye luy auoit mandé auoir disposé ledit sieur de Montmorency à se reduire au seruice de vostre Maiesté, & qu'il prioit sa Sainteté d'aider à ce bon œuure; me disant cela d'une maniere, que ie crûs qu'il n'en parloit à dessein: de sorte que ie me resolus d'aller ferré, & de ne pas entrer plus auant, que de dire que vostre Maiesté auoit tousiours tendu les bras audit de Montmorency, depuis que sa Sainteté en auoit daigné parler, & que son autorité suffisoit pour faire que vostre Maiesté luy accordast toutes choses iustes, sans qu'autre qu'elle s'en messast. Elle mettra, s'il luy plaist, tous ces propos en consideration, pour en faire le profit qu'elle pourroit au bien de ses affaires. Pour moy, avec le bon congé de vostre Maiesté, ie luy diray que ie suis en soupçon qu'on ne m'a parlé de Monsieur de Sauoye sur le fait de monsieur de Montmorency, que pour faire entrer ledit sieur de Sauoye en ieu, afin que ce qu'il a fait au Marquisat de Saluces, se mette en negociation, & qu'il luy donne moyen de gagner temps, & assurer tant plus ses affaires. Mais mon opinion seroit qu'on ne luy donnast pas le loisir de se reconnoistre, ny de faire pis peut-estre que ce qu'il a fait: estant à croire que si ses adherants voyent que l'on luy souffre ce premier attentat, qu'ils les pousseroient bien plus auant, voyant la qualité des lettres que ses ministres publient, la maniere dont il a traité avec monsieur de Stors, son Agent aupres de luy, & la façon dont son Ambassadeur par deçà va informant vn à vn tous les Cardinaux: concluant qu'avec toutes les raisons que fondera maître a iusques icy mis en auant, il en a encore de bien plus particulieres pour les bonnes & iustes pretentions qu'il a sur ledit Marquisat: & que ceuy rendra beaucoup plus facile & plus aisée son entreprise sur Geneue.

Le Pape se laisse entendre de vouloir enuoyer cinq mille hommes, tant de pied que de cheual, pour la garde du Comtat: & le Duc de

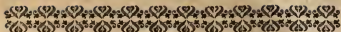
Ferrare m'a fait rendre compte par son Ambassadeur qu'il tient en cette Cour, du differend qui est né entre luy & le Duc de Mantouë : semblant que Monsieur le Duc de Ferrare, comme tres-prudent, voudroit fuir de venir à vne rupture ; comme à la verité il seroit tres-mal à propos & de grand inconuenient pour l'Italie, si elle arriuoit entre ees deux Princes.

Comme i'estois à la fin de cette cy, il est arriué l'Ordinaire, par lequel i'ay receu celle de vostre Maiesté, du vingt.vnielme du passé, sur laquelle ie luy diray seulement que i'ay desia fait la diligence qu'elle desiroit avec la Seigneurie de Genes, pour le fait de nos Courtiers, qui a permis que ceux de l'ordinaire venant de France, & ceux qui partent de Rome, puissent changer leurs lettres sur les frontieres de leur Estat, & chacun retourner d'où il vient : & le grand Duc m'a promis de laisser passer par le sien, les Courtiers qui viennent de France.

Quant à ce qu'il plaist à vostre Maiesté me commander, pour la promotion au Cardinalat de l'Abbé Bandini, i'y feray tout ce que ie pourray à ee qu'elle y soit seruie : la voulant bien asseurer que c'est vn tres-bon suiet, & tres-capable de luy faire seruice. Les despêches de V. M. sont venuës si à point, que ce iourd'huy Monsieur le Cardinal de Loyeuse ayant eu audience, il a eu moyen de traiter de ce fait, dont ie m'asseure qu'il luy donnera tres-bon compte.

Nous auons luy & moy descouuert que l'on fait icy de grandes instances avec le Pape, à ce qu'il fasse monsieur de Lion Cardinal ; & i'entends que cette sollicitation se fait par eeluy de Pelleuë & l'Abbé d'Orbais : dont i'ay pensé deuoir donner aduis à Vostre Maiesté, afin qu'elle me fasse eet honneur, de me commander à quoy il luy plaist que ie me meue, & ee qui sera de son seruice : ne croyant pas qu'il soit de sa dignité, que telles ehoses se mettent enauant, ny qu'elles s'y poursuiuent, sans expres commandement.





LETTRE AV ROT, DE MONSIEVR LE MARQVIS DE
Pisany, du dernier Octobre 1588.

SIRE,

Le dix-septiesme de ce mois, ie donnay bien particulier compte à vostre Maiesté des deux dernieres audiences que i'auois eues, & de ce qui s'offroit lors pour son seruice. Depuis i'en ay eu deux autres: en la premiere desquelles ie ne fus pas si tost entré, que le Pape me dit qu'il n'auoit rien de nouveau de France, & si ie sçauois comme vostre Maiesté se portoit. le luy respondis que les dernieres lettres que i'auois d'elle, estoient du 25. du passé, par lesquelles i'estois asseuré de sa bonne santé, & qu'elle estoit attendant que les Deputez des Prouinces fussent arriuez aupres d'elle, pour commencer la tenuë & la definition de ses Estats, où elle estoit resoluë de prendre tous les expediens qu'elle pourroit pour chasser les heretiques de son Royaume, sans vouloir laisser de sa part d'y employer tout ce qu'elle a de forces & de moyens. Enquoy elle estoit asseurée que sa Sainteté, qu'elle aime & qu'elle honore avec tant de respect, assisteroit aussi ses bonnes & ses saintes intentions de toutes les forces, tant spirituelles que temporelles, qu'elle auoit. Je croy qu'il pensa que parlant de cette sorte, ie voulusse entrer à demander quelque secours d'argent; ce qui fit qu'aussitost il prit la parole, & il me mit sur la Bulle de la croysade, de laquelle Monsieur le Cardinal de loyeuse luy auoit baillé la minutte auant que d'aller à Lorette; & il me dit qu'il n'en auoit encore sceu voir qu'un peu du commencement, où il n'eust pas voulu que l'on eust mis, que *dés le temps des Rois François premier & Henry second, de tres louable & heureuse memoire, l'heresie fut commencée en France; & qu'il suffisoit de dire que c'estoit des Regnes des feus Rois François second, Charles IX. & de celuy de vostre Maiesté.* le luy respondis qu'il estoit indifferent que l'on le mit d'un temps ou d'un autre: que neantmoins il estoit tres-certain & qu'il se sçauoit de tout le monde, que ces deux grands Rois auoient encore esté empeschez à chastier cette maudite heresie, pour l'insolence & la force qu'auoient pris vniuersellement les stateurs d'icelle depuis l'Interim de l'Empereur Charles le quint, qui, comme ieeroy, s'il estoit vivant, seroit bien empesché à deffendre les raisons pour lesquelles il le fit, & non moins peut-estre à reprimer l'insolence & les forces des heretiques de ce temps; contre lesquels vostre Maiesté auoit tant fait, qu'il n'y auoit memoire de Roy, quel qu'il fust, qui luy portast aduantage.

I. PAAT.

G G G g g ij

Là-dessus la Sainteté me parla fort à la louange de vostre Maiesté, entrant de mesme pas sur la reüssite qu'a fait l'armée d'Espagne: surquoy il me remarqua mille fautes qui ont esté commises de la part des Espagnols, tant à la conduite qu'à l'execution de l'entreprise qui les menoit, me signalant parmy cela tant de particularitez, qu'il me faisoit toucher au doigt que luy & eux s'y estoient principalement embarquez, sur les esperances qu'ils auoient d'auoir les principaux ports des costes de France à leur deuotion: Et i'ay tousiours clairement senty par les discours qu'il m'en a faits, qu'il faisoit grand fondement sur les intelligences qu'il auoit de ce costé là, comme i'en ay donné plusieurs aduis, & ie croy que pour l'aduenir, il est tres-requis pour le seruice de vostre Maiesté, d'y prendre garde de plus près encore que par le passé. Il me demanda puis apres si i'auois nouuelles de ce qu'estoit enfin deuenue ladite armée. Je luy dis auoir aduis qu'un Nauire de Lubec, arriué à Billebault, disoit l'auoir rencontrée au dehors d'Angleterre, prenant avec cent voiles, la route de Portugal, & que i'enrendois que les Anglois faisoient bien sonner en leur faueur ce qui s'estoit passé entre ladite armée & la leur, en rendant compte de tout à leurs partisans & adherans, pour tousiours dauantage les animer de persister en leur secte & heresie, avec nouuelles offres de secours & d'assistance par tout où besoin seroit. Ce qui rendoit les vns & les autres tant plus insolens, que particulierement les huguenots de France faisoient bien estat d'auoir toute sorte de secours d'Angleterre: & vostre Maiesté, au contraire, d'y pouruoir de maniere avec l'aide de Dieu, qu'elle esperoit de faire reüssir le tout à sa gloire & au bien particulier de sa Sainteté, de l'Eglise & de la Religion Catholique. Que ie pouuois dire à cette heure librement à la Sainteté, que ce que ie luy auois tant de fois remarqué, estoit vray, Que luy ny tous les Espagnols ensemble, ne pouuoient faire l'entreprise d'Angleterre sans l'interuention de vostre Maiesté: & que d'auoir indirectement tasché de se seruir de ses costes & de ses ports, s'auoit esté vn tres-mauuais conseil & vn mauuais expedient. L'on ne me voulut point entrer plus auant en ce propos, que i'entamois comme de moy-mesme, en ayant pris l'occasion sur ce que V. M. me dit par les siennes du 27. Septembre: & changeant cela, on me demanda comme ie pensois qu'elle auoit trouué le fait de Camaguolles. Je luy dis, que ie n'en pouuois pas parler affirmatiuement, iusques à ce qu'elle m'eust commandé sa volonté. Mais ayant entendu que quoy que la Sainteté en auoit dit, les Ministres de Monsieur de Sauoye publioient que c'estoit vn acte que ie blamois extremement, & que i'auois bien grand peür qu'il ne fût pour attirer de tres-mauuaises consequences: m'estant aduis que tant ceux qui l'auoient conseillé, que ceux qui l'auoient executé, prouuoient trop vostre Maiesté à s'en ressentir, comme ie ne doutois pas qu'elle n'en fût bientôt entendre son aduis à la Sainteté. Que ie voyois que ce fait estoit

generalement blâmé de tous les gens de bien, & de ceux qui ont tant loit peu de iugement & de discours pour preuoir ce qu'un tel attentat peut produire, qui n'est rien moins que d'allumer vne tres-dangereuse guerre par toute la Chrestienté, où Monsieur de Sauoye & ceux qui luy ont donné ce conseil, pourroient bien demeurer courts & n'y faire pas leurs affaires. Le luy dis cecy tant plus volontiers, qu'avec tout le monde, fors qu'avec moy, il approuue cet acte & montre s'en vouloir faire arbitre. Mais ie m'assure que vostre Maiesté ne le souffrira pas. Aussi ne luy conseillay-je point: ce que ie prens la hardiesse de luy dire comme son tres-humble seruiteur que ie suis. Sa Sainteté sur ce propos retourna à me dire, ce qu'elle m'a dit toutes les fois que ie l'ay veü depuis que cette matiere se traite, Que si monsieur de Sauoye l'auoit fait aux fins qu'il dit, c'est à sçauoir pour preuenir que les huguenots ne se rendissent pas maistres du Marquisat (comme ils s'assurent qu'ils n'eussent plus gueres tardé à faire) & avec intention de le restituer puis apres à vostre maiesté quand ses affaires seroient remises en meilleur estat, que non seulement il n'en estoit pas mary; mais qu'il loüoit & approuuoit ce fait: parce qu'à la verité il voudroit plus tost le dit marquisat fût entre les mains de tous autres, pourueu qu'ils fussent tous Catholiques, qu'en celles des huguenots, dont l'entrée en Italie, pour peu que ce fust, estoit pernicieuse & dommageable à toute la Chrestienté. Que monsieur de Sauoye luy mandoit à cette heure vouloir prendre Chasteau-Dauphin, pour l'oster à Lefdiguiers qui l'auoit pris, & à la Fille Ravel, qui s'en estoit aussi rendu maistre en faueur desdits huguenots: mais qu'avec tout cela ledit Duc disoit ne faire rien que pour le service de vostre maiesté. Le luy dis que n'ayant autre aduis de ce qui se passoit de là que de monsieur de Sauoye, ce n'estoit oüir qu'une des parties, & que comme pere commun, il deuoit reseruer vne oreille à l'autre, deuant que de dire que monsieur de Sauoye eust bien fait d'auoir mis les mains si auant en des choses qui touchent vn si grand Roy: dont toutefois ie meremettois à luy parler plus auant, lors que vostre maiesté me l'auroit commandé. Il me sembla que ie luy deuois ainsi respondre sur les attaques qu'il me donnoit. Ce que ie fis neantmoins avec tout le respect que ie pûs. Mais Dieu veuille qu'à la fin on ne prouoque tant vostre maiesté, qu'on luy fasse perdre la patience: iugeant de ce fait selon ce que sa dignité & autres le requierent.

La Seigneurie de Venise a fait faire par son Ambassadeur de tres-grands offices à ce propos. Premièrement en termes generaux, remontrant la qualité du fait, où il semble que le droit commun soit violé. Mais puis apres, comme de chose où il va fort de leur interest particulier & de celuy de toute l'Italie, aussitost que le Cardinal Cornare a esté icy de retour, il en a parlé aussi clairement & à l'auantage de V. M. comme si elle l'eût tenu & enuoyé expres, tant aux Cardinaux partisans d'Espagne & de Sauoye, qu'à tous autres avec qui il

s'est rencontré, qui veulent faire cette action bonne. Et à ce propos, ie luy diray, qu'il seroit tres.necessaire qu'elle tint obligé vn bon nombre de Cardinaux Italiens ordinaires & residans en cette Cour, & iela supplie tres humblement de trouuer bon qu'avec l'aduis dudit Cardinal Cornare & de ses autres seruiteurs, & avec l'experience que l'en peux auoir, ie luy die qu'elle doit de necessité pourchasser de s'acquiescer le plus grand nombre qu'elle pourra de seruiteurs. l'auois fait tout ce que i'auois pû pour luy en conseruer, leur donnant de bonnes paroles & de bonnes esperances: mais d'autres me les ont enleuez de la main avec les effets. Neantmoins quand elle voudroit y employer ce dont elle m'auoit dit & assuré de faire estat, ie luy en gagnerois de tresbelles: mais n'en faisant du tout compte, chacun tirera où il esperera de la faueur. Surquoy ie retourneray à luy ramenteuoir ce tant digne suiet, & si bien meritant de la bonté & de la liberalité de vostre Maiesté.

Monsieur Serafin, qui sert il y a 22. ans à la Rotte, où le Roy d'Espagne reconnoist tant & si bien les siens, que depuis que celuy-cy ferr, il en a fait 20. de tres.riches, & celuy cy est miserable & meurt de faim; estant plaint de tout le monde, pour estre vn suiet de tant de merite. Vostre Maiesté pourroit emprunter de pension de quelque Cardinal, ou des Euesques de son Royaume, qui sont riches & à leur aise, & en gratifier ledit Seraphin. Je luy conseille de le faire, & s'il est possible, de luy donner encore de meilleurs moyens & honneurs, pour ne partir point d'icy, où il y peut en diuerses actions faire de tresgrands & importans seruices. Car quoy que ce soit, elle se doit assureur qu'il en est tres capable, trop bien que plus meritant de ses faueurs & de ses bonnes graces, pour son affection & sa fidelité; n'estant me de luy en donner ce telmoignage, qu'autant que ma conscience me iuge qu'il importe à son Royal seruice.

L'ay fait l'office que vostre Maiesté m'a commandé par ses lettres du 25. Septembre, pour la promotion de l'Abbé Bandini; lequel sa Sainreté a monsté auoir agreable, me louant bien fort le suiet: & aussi puis-je assureur à vostre Maiesté, qu'il est tres.digne, & qu'il luy pourroit faire beaucoup de seruices. Parce qu'outre sa capacité, ie sçay que luy & toute sa maison luy sont tres.fidelles & tres.affectionnez.

A ce propos, puis que les Cardinaux François ne veulent pas demeurer icy, ie m'en hazarderay de dire à vostre Maiesté, qu'elle deuroit s'attacher à des suiets Italiens, qui y resideroient & qui luy feroient seruice, contentant les meilleurs de 2000. l. de pension, où les François ne se contentent pas à grand peine de cinquante mille de rente: & si encore quelqu'un d'eux venoit icy & y mourroit, le Pape veut disposer de ses Benefices à sa mode. Ce qui n'est pas de peu d'importance, outre que pour s'acquiescer par cemoyen la meilleure part du College, il ne luy cousteroit pas trente mille liures tous les ans; où six qu'il y en a de

François luy en tiennent tous les ans plus de 400000 de rente. Elle me pardonnera si i'entre si auant à dire mon aduis d'une chose, de laquelle il ne m'est pas demandé. Mais i'ay ereu qu'il estoit à propos qu'elle en soit informée.

Pour reuenir à l'Abbé Bandini, le Pape me dit que par la Bulle qu'il auoit faite sur la promotion des Cardinaux, laquelle il ne romproit iamais en cet article pour quelque occasion que ce fust, il ne luy restoit que trois places que tour le nombre des Cardinaux ne fust parfair, & qu'il les vouloit reseruer pour quelques occasions qui pourroient suruenir, & estre tres-necessaires au bien de toute la Chrestienté, n'estant pas pour cette raison deliberé de faire de promorion pour cette année, mais que quand il y auroit lieu, il se souuiendrait dudit Bandini. Je ne sçay si par là il ne s'est point voulu escarter d'en faire cette année à la requisition des Princes. Mais parce que nous allons le grand pas au temps de la promotion; vostre maiesté me mandera & me commandera, s'il luy plaist, ce qu'elle voudra que ie fasse en aduenant vne, sur les suiets François qu'elle voudra porter & aduaneer: m'assurant bien que les Espagnols ne s'y endormiront nullement; comme aussi de mon costé ie seray à l'herte pour garder que vostre maiesté ne demeure en arriere. Mais il est tres-necessaire que ie sçache sa volonté, laquelle ie suiuray au pied de la lettre & sans replique.

Depuis ie suis retourné à vne autre audience, où l'on m'a parlé des affaires de Saluces aux mesmes termes qu'on auoit fait auparauant à mes precedentes. Et moy i'ay respondu de mesme; sinon que i'y ay adioutté que i'auois entendu que Monsieur de Sauoye auoit despeché des Colonels pour leuer six mille gens de pied en Italie; & que desia il en estoit arriué sur le Venitien; mais que ces Seigneurs n'auoient voulu permettre qu'il se fist aucune leuée sur leur Estar au nom dudit sieur Due, priant la Sainteté d'en faire autant sur celuy de l'Eglise, où ie sçauois qu'un bastard d'un Prestre de la maison des Vitelly, auoit commission de venir pour y leuer mille hommes. Surquoy il m'a respondu qu'il n'en sçauoit rien: mais qu'il auoit donné un tel ordre par son Estar, que personne n'y pût faire leuer des gens sans son expres commandement. Il m'a dit trop souuent, que ledit Due n'auoit point d'argent, pour que ie ne soupçonne qu'il luy en ait demandé à emprunter: mais ie croy que ce sera ce qu'il obtiendra le dernier. Toutesfois il l'entretient plus que iamais sur l'entreprise de Geneue. Aquoy ie respons tousiours que le Marquisat de Saluces se prendra à vostre Maiesté, n'en estoient pas le chemin: mais plustost de se faire ietter soy-mesme hors de Sauoye & de Piedmont. Je croy que s'il est assez fort pour faire profiter de son entreprise, que l'on fermera les yeux: mais aussi s'il luy aduiert du mal, ce sera à son dam, & desia on l'accuse d'auoir esté peu prudent & peu considéré en ladite entreprise; ayant connu en cette occasion autant qu'en nulle autre, combien il seroit necessaire à vostre Maiesté qu'elle

eust icy vn bon nombre de Cardinaux à sa deuotion ; parce que le matin de ma derniere audience, ceux qui sont participans de Monsieur de Sauoye auoient dit au Pape & luy auoient fait croire, que par tout icy vostre Maiesté auoit publiquement fait vn aueu de tout ce qui auoit esté entrepris au Marquisar de Saluces : & le Pape, à ce que ie croy, qui voudroit bien que tout le monde eust cette opinion, l'a dit à plusieurs autres Cardinaux qui vont plus que luy considerans l'importance de ce fait, & mesme, il a dit que son Nonce qui est à Turin le luy mande. Touresfois quant à moy, i'en en croiray iamais rien, iusques à ce qu'elle mesme le mande : parce que ie reconnois qu'elle est trop offensée en cet attentar, qui desplaist à tous les gens de bien : & chacun attend qu'elle s'en doie ressentir à bon escient.

Le Pape en cette derniere audience me dit, comme vne chose qu'il croyoit tres-assurement, que la Comtesse de la Mirande traitoit bien étroitement avec les Espagnols, pour se mettre en leur protection, & les receuoir en garnison dedans la place : ce qui luy déplairoit grandement, tant pour l'affront que ce seroit faire à vostre Maiesté, que pource qu'il ne voudroit nullement que ces gens icy s'allassent dilatant plus qu'ils sont par toute l'Italie ; & que i'aduertisse ladite Comtesse en toute diligence, de ne le pas faire. Que si c'estoit que les Espagnols eussent entrepris sur la place de la Mirande, ie luy offrisse d'y aller avec vne bonne troupe pour la deffendre, & qu'il ne luy manqueroit ny de gens, ny d'argent, ny de toute autre sorte de faueur pour la proteger sous le nom de vostre Maiesté. De quoy ie le remerciai, & aussi i'enuoyay querir vn Secrétaire que ladite Comtesse tient en cette Cour ; auquel ie dis bien particulièrement tout ce que le Pape m'auoit fait entendre, avec charge de le mander à sa Maiesté se ; outre ce que ie luy en escriuis, comme vostre Maiesté verra par la copie de ma lettre que ie luy enuoye. Il y a assez longtemps que ce bruit court ; mais le Pape me l'ayant dit ainsi de propos deliberé & avec vn tres-grand ressentiment, i'ay commencé à douter du fait ; & il n'y a point de doute qu'il ne voudroit pas que les Espagnols se logeassent en cette place : mais qu'il ne la voulût bien pour luy, ie n'en voudrois pas estre le plege. Quoy que ce soit, ie voudrois aussi peu que ladite Comtesse y fust nulle sorte d'innouation, pour le temps qu'il peut importer à la dignité & à la bonne reputation des affaires de vostre Maiesté. Et partant il sera tres à propos qu'elle pense à la conseruation de cette place, à ce que personne ne la vienne supplanter en la protection qu'elle en a prise de si longtemps : & le plustost qu'elle pourra sera le meilleur ; enuoiant quelque bon & prudent Capitaine, avec vne compagnie bien payée. La surprise si facilement faite de Carmagnoles fait penser & donne peur à ceux qui sont enuiez de leurs voisins, comme est la Mirande ; & Dieu veuille qu'il n'y aduienne chole, qui doie déplaire à vostre Maiesté.

Comme

Comme ie m'acheminois pour aller à l'Audience, le Courier de l'ordinaire est arrivé, qui m'a rendu la depesche de vostre maiesté du 10. de ce mois, laquelle j'ay leuë aussitost, pour ne pas perdre l'occasion, si elle me commandoit quelque chose. Mais n'y venant autre chose qui importast, j'ay seulement fait entendre l'estat où se trouvoient les affaires en ce qui regarde la tenuë des Estats generaux, & la resolution en laquelle vostre maiesté persistoit, d'employer toute sorte de force à la reduction des heretiques, contre lesquels monsieur de Nevers devoit partir aux premiers iours avec de bonnes forces pour aller en Poitou : & j'ay dit aussi ce qu'elle me commandoit sur l'aide que le Legat & le Vice-Legat d'Aignon luy demandoient pour la defense du Comtat. Sur quoy le Pape m'a respondu, que l'un & l'autre luy auoient mandé la promptitude que V. M. auoit montrée d'y faire ce qu'elle pouroit : & que le Colonel Alphonse Corse s'y estoit offert; mais que monsieur du Maine l'auoit aussitost appellé, & qu'il ne scauoit pourquoy. Je n'ay rien voulu respondre à cela, sinon que ie me remettois à monsieur du Maine à luy en rendre la raison. Quant à ce qui touche à monsieur le Comte de Soissons, j'ay creu qu'il seroit à propos d'attendre le Courier que vostre maiesté dit m'enuoier exprés pour ce fait, plustost que de traizer chose qui ne soit pas conforme à ce qu'elle m'y commandera.

Je luy baise tres-humblement les mains de trop d'honneur qu'elle me fait, de vouloir respondre à ce qui touche mon particulier, que la necessité trop grande qui me presse, m'auoit contraint de supplier tres-humblement de mettre en consideration, pour en auoir pitié, comme de celuy qui n'a autre moyen que celuy qu'elle m'en donnera, y ayant employé de ma part tout ce que Dieu m'auoit donné de moyens & d'amis: estant à cette heure si à bout de toutes choses, que ie ne trouue plus personne qui veuille que ie mange son bien, & tout le monde me presse pour estre payé de ce que ie dois, & ayant emprunté non pour mes affaires, mais pour faire le seruice & l'honneur qui se doit aux siennes, comme i'en appelle à telsmoin tout le monde qui me connoist, & qui m'a veu depuis seize ans en ces charges, tant icy comme en Espagne. Mon plus grand regret est qu'il faille que i'en importune vostre Maiesté, pour n'en pouuoir du tout plus : la suppliant tres-humblement, si ma cause propre ne le merite, de regarder & pouruoir à tout le moins à ce qui est de la dignité de son Royale seruice & de ses affaires, qui me seront toujours en plus de consideration que la conseruation de ma propre vie.

Le Pape, comme i'estois à la fin de celle-cy, m'a enuoié appeler, & m'a mandé que ie l'allasse trouuer en secer. Ce que ie n'ay failly de faire à point nommé, ayant creu qu'il luy pouuoit estre venu quelques nouuelles du Duc de Sauoye plus importantes que celles qui courroient icy, que les siens auoient esté battus par Lesdiguières près de Chasteau-Dauphin. Estant arrivé avec luy, il m'a fait entendre un monde de bel-

les paroles, pour me dire qu'il voudroit que ce fàir de Monsieur de Sauoye fust accommodé de l'orte avec vostre Maiefté, que cela ne l'empeschast pas de fuiure sa deliberation, d'aller avec toutes ses forces & avec tout son pouuoir contre les Huguenots, plustost que de se tourner contre Monsieur de Sauoye, duquel l'iniention n'auoit point esté de l'offenser, mais de la seruir en ce qu'il auoit fait au Marquisar, qui courroit risque de venir au pouuoir des Huguenots: l'autre pour l'intérest de vostre Maiefté: & le troisiéme pour son intérest propre, à cause du danger que ce seroit à son Estat & à toutes ses affaires, si lesdits huguenots estoient vne fois logez avec tant de commodité si près de luy. Que de plus il promettoit de restituer ledit marquisar toutes & quantes fois que les affaires de vostre Maiefté seroient en telle disposition, qu'elle le pust garder & le deffendre desdits huguenots, & qu'il luy auoit ainsi escrit & promis de sa propre main: n'estimant pas qu'un tel Prince voulust manquer à sa parole; & que quand il le feroit, il romproit avec luy & luy feroit la guerre: mais qu'entre les deux il voudroit qu'on trouuast quelque temperament pour conuenir de ce fait à l'amiable, sans en venir à vne rupture: veu le préiudice qu'elle feroit aux desseins que vostre Maiefté a de se deffaire des huguenots; me faisant fuiure ce propos d'une infinité d'autres paroles, dont il m'a esté aisé de recueillir qu'il voudroit non seulement estre arbitre de ce fait; mais depositaire de cet Estat. Ce qui m'a confirmé en l'opinion que j'en ay prise dès le commencement qu'il s'en est parlé: & là dessus la Sainteté m'a donné charge de demander à vostre Maiefté de sa part, son aduis, & ce qu'elle me disoit du remede qu'elle desiroit qu'il fust apliqué en cette affaire.

Quand elle m'a donné lieu de luy respondre, ie luy ay dit que ie l'auois fort bien entendué, pour la seruir tout ainsi qu'elle mecommandoit, & que ie ne faudrois de la représenter bien particulièrement à vostre Maiefté, laquelle iusques à cette heure ne m'auoit rien commandé ny rien fait entendre pour cette affaire: mais qu'avec son bon congé, ie luy disois que ie ne croyois pas que l'on pust faire passer pour legitimes & pour bonnes à vostre Maiefté, les trois raisons que la Sainteté me disoit que Monsieur de Sauoye alleguoit, ains que ie la tenois pour trop offensée pour mettre ce fait en silence. Que si Monsieur de Sauoye estoit en tant de soupçon & si ennemy des Huguenots comme il veut que l'on le croye, il le deuoit prendre garde à eux & non à vostre Maiefté, & n'auoir pas les estroites intelligences qu'il a eu iusques à cette heure avec Lesdiguieres & autres de cette faction, comme le tesmoigne le passage qu'il donna si libre & si fauorable tant aux Suisses qui venoient en faueur des huguenots, qu'à Monsieur de Chastillon & à ses troupes, pour s'aller ioindre à cette grande armée qui descendoit d'Allemagne en faueur de cette Secte. Que j'estimois que vostre Maiefté donneroit un si bon ordre, que tout en un temps on pourfuiuroit les huguenots, & on chastiroit l'attentat de Monsieur de Sauoye;

& que ie croyois qu'elle-mesme viendrait en personne pour se faire raison, & qu'elle enuoyeroit Monsieur de Guise contre les heretiques, comme il a tant monsté que c'estoit son intention : au moins s'en est-il couuert vn si long temps, que de mettre ce fait en negociation. Comme la Sainteté le proposoit, ie ne croirois pas que vostre Maiesté s'y accordast iamais : si ce n'estoit que ladite Sainteté y intermist de sorte son autorité, qu'aussitost & sans repliche, Monsieur de Sauoye remist les places qu'il a surprises au mesme estat qu'elles estoient ; en payant tous les dommages & interests qu'elle & ses suiets du marquisat auront receu en cedit attentat. L'on me respondit là-dessus, que l'on ne voudroit pas que vostre Maiesté se meust si fort pour vne si petite mouche, comme estoit le Duc de Sauoye ; le comparant à vne mouche qui se prend à vn grand courfier, qui ne sçait que remuer la queue pour l'estropier & se la chasser de dessus soy : & que venir en personne, on ne sçauoit comme elle se pourroit fier à ceux de Guise, qu'il tenoit pour tres-confidens de Monsieur le Duc de Sauoye, comme l'estoient aussi Monsieur de Montmorency, & tous ensemble du Roy Catholique. Que Messieurs de la Valette & d'Espèrnon estoient au mesme ieu, s'estant rendus les maistres de la Prouince, que l'on leur auoit baillée en garde, en refusant maintenant la restitution : me donnant là-dessus vne infinité d'exemples, que ie ne représenteray pas, pource qu'ils ne sont autrement necessaires à l'intelligence de cette matiere. Je luy dis que ie croirois que tous ces Seigneurs se joindroient à elle en cette occasion ; puis que c'estoit leur denoir de ne souffrir que qui que ce fust prist la hardiesse de s'attaquer à V. M. & que pour la comparaison de Monsieur de Sauoye à vne mouche, ie croyois que V. M. ne la laisseroit pas aux despens de sa dignité, deuenir vn elephant. Mais il m'alloit tousiours adoucissant ce fait : chargeant tant qu'il pouuoit neantmoins sur monsieur de Sauoye, qu'il a mille fois appelé impie. Neantmoins il voudroit, quoy que ce soit, que ce fait ce mist en negociation, & entre ses mains, pour en ordonner à son opinion. Mais ie ne luy laisse aucune sorte d'esperance que vostre Maiesté le voulust ou dult faire. Là dessus il m'a dit que quelques troupes de Monsieur de Sauoye auoient esté rompuës par Lesdiguières, en allant pour assieger Chateau-Dauphin. A quoy ie luy ay respondu, qu'ils auoient trop bonne intelligence ensemble pour se faire mal, & qu'aussi m'escriuoit-on de Piedmont, que c'estoit le Cheualier Bandini qui les auoit rompuës avec les troupes qu'il commandoit pour le seruice de V. M. Toutefois il se tient à l'aduis qu'il en a de Monsieur de Sauoye.

Le Legat luy a mandé que vostre Maiesté s'estoit fort alterée de cette nouuelle de Carmagnolles : & ie croy que monsieur de Sauoye & luy le seront bien autant, quand ils verront qu'elle en vouldra auoir la raison.

Il s'est mis à me dire qu'elle auoit fort grand tort, d'auoir abandon-

né les pactes que les Rois de France vouloient auoir, tant à Rome que par tout le reste de l'Italie. Que les Espagnols vsoient d'un tres-grand art pour leur entretenir leur partialité, me nommant vn à vn les Princes qui dependent d'eux, dont il ne m'a excepté que les seuls Venitiens : & me les remarquant ainsi, il n'a pas oublié monsieur de Ferrare, qu'il dit sçauoir tres-bien auoir vne bonne pension du Roy d'Espagne : ce que ie eroÿ puis qu'il le dit : m'ordonnant ttes-expressément de faire bien particulierement entendre tout ce que dessus à V. M. & de plus qu'il pensoit auoir conseillé Monsieur le Comte de Soissons suiuant, & tout ainsi que luy-mesme l'auoir demandé par sa lettre ; & que peut-estre aussi ledit sieur Comte ne se formalisoit que sur la maniere de faire la satisfaction, qui conuenoit à sa propre conscience & à la dignité de l'Eglise. Mais l'on se contentoit que ledit sieur Comte dist seulement pour son absolution au Legat, ou à qui luy sera commis & si en secret qu'il luy plaira, ce qui est porté par sa propre lettre, de laquelle il enuoiât vne coppie audit Legat : & qu'il prioit vostre Maiesté de n'estre pas marrie de la forme qu'on auoit tenuë en cettè affaire, où il auoit tousiours principalement eu esgard de satisfaire à vostre maiesté : comme encore il me disoit, qu'il l'ordonnoit & commandoit audit Legat. Quand le Courier qu'elle me manda deuoit despescher sur ces affaires, sera venu, ie verray ce qu'elle luy commandera.

De plus, pour ne laisser en arriere aucune chose qui depende de ce fait, ie laissois à luy dire, qu'à ma premiere audience le Pape me dit qu'il esperoit tous les iours mieux de la reduction de Monsieur de Monmorency, qui auoit escrit que sa femme s'en alloit à la Cour, avec vn passeport de vostre Maiesté : & il m'a encore dit, qu'il auoit donné charge au Legat de traiter toutes sortes de moyens pour retirer le Roy de Nauarre de son erreur, le reduisant à l'Eglise Catholique. Il a eu la minute de la Bulle de la Croisade, où il a corrigé quelques choses, comme vostre Maiesté verra par la copie que M. de Vuleob luy enuoië : mais ce n'est pas chose qui importe de rien & qui ne soit bien aisée à racommoder ; & selon qu'elle me commandera sur la premiere minute que ie luy ay enuoyée, ie la feray despescher, afin que tant plustost elle en soit seruie.

L'Euesque d'Albengue, parent de monsieur le Comte de Fiesque, m'est venu trouver ce matin, qui montre affectionner fort le service de V. M. & desirer d'aller résider pour Nonce auprès d'elle. Il m'a prié de le tesmoigner à vostre maiesté : ce que ie luy ay promis : mais c'est sans preiudice de ce que ie luy ay cy-deuant dit de monsieur de Bergame, duquel elle a desia trop d'experience, pour preferer aucun autre à luy en cettè charge, quand on l'en voudra gratifier.

Ie viens tout à cettè heure de receuoir vne lettre de la Comtesse de la Mirande du 25 de ce mois, en creance sur celuy qui fait icy ses affaires, qui m'a dit de sa part qu'elle est en vn tres-grand soupçon, pour

les auis qu'elle a que monsieur de Ferrare a dessein d'attenter sur la place, & me prie de le vouloir faire entendre à V. M. & de plus d'employer son nom & son autorité où il en seroit besoin avec le Pape : à celle fin qu'à l'exemple de Pie V. il se meue à l'occasion qui se pourroit offrir pour assurer toujours cette place en la Roiale protection de vostre maïesté, & qu'elle fasse commander à vn nouveau Vice.legat qui a esté enuoié à Boulogne, qu'il fauorise en ce qu'il pourra, tout ce qui regardera le bien & la conseruation de ladite Comtesse : & le tout pour le respect de V. M. Je verray ce qu'elle me respondra sur ce que ie luy ay mandé, sur les auis que m'a donné le Pape touchant le traité avec les Espagnols.

LETTRE DV ROT A MONSIEVR LE MARQUIS
de Pisany, du 27. Nouembre 1588.

Monsieur le Marquis, Parce que vostre dernière depesche arriva tard, comme ie vpus ay écrit, & que le sieur de Gondy, que i ay enuoyé par delà, estoit party peu auparauant, par lequel ie vous ay fait entendre tout ce que i'ay estimé estre de mon seruice; ie ne me suis pas hâté de vous faire réponse: ce que neantmoins i'ay voulu faire à present, & commenceray par la Bulle, qui est le premier point de vostre lettre, & dont nostre saint Pere le Pape vous auoit parlé. Je vous ay mandé par ledit sieur de Gondy, la resolution que i'auois prise d'en différer la poursuite. Et l'occasion qui m'auoit fait recevoir cet auis, dont ie demeure dans la mesme opinion, & avec tres iuste raison, reconnoissant assez que si ie la mettois en auant, auant que mes Estats ayent arresté les moyens de faire la guerre contre les heretiques; ils seroient bien aisés d'auoir ce suiet de faire moins en autre chose, & la mettroient en compte, pour plus parauenture qu'il n'en pourra sortir: ce qui ne seroit à propos pour poursuiure ladite guerre, comme i'ay delibéré; quoy que le renouvellement de la trêue que les Ministres de sa Sainteté ont fait avec lesdits heretiques, pour les affaires du Comtat, me pourroit seruir d'exemple d'accommoder les miennes selon la necessité (si ie me contentois des apparences exterieures qu'elles en pourroient auoir) puis que sa Sainteté, qui est Chef de l'Eglise & de la Religion Catholique, permet d'en vser de cette façon, en ce qui touche les Estats. Mais ie veux auoir plus d'esgard en l'honneur de Dieu & en l'exaltation de ladite Religion, qu'à toutes incommoditez que mon Royaume peut souffrir de faire la guerre pour vne si iuste & si sainte cause; laquelle touchant de si près, comme elle fait, à sa Sainteté, & au saint siege Apostolique, i'auois assez d'occasion de le requérir d'y vouloir contribuer de ses moyens, afin que tant plus facilement i'en puisse venir à bout: & si ie ne le fais, au moins ne deuroit-elle souffrir l'empeschement que m'y peut appor-

zer le fait du Duc de Sauoye : le quel combien qu'il me fasse changer de volonté à l'extirpation desdits heretiques; si est-il du tout apparent que ie ne pourray faire si grand effort contr'eux, s'il faut que ie prenne ma raison dudit fait par les armes, comme ie suis tres-resolu de faire : & ie ne puis demeurer content de voir cet attentat, non seulement excusé, mais loüé de la part dont la reparation en deuroit estre poursuiue, comme de chose contraire à tout droit diuin & humain, & qui fait l'ouuerture d'un trouble en la Chrestienté, que l'on n'appaisera pas si aisément que possible l'on voudroit, apres qu'il sera commencé. En quoy ayant Dieu & la Iustice de mon costé, ie ne crains l'appuy & support que l'on met en consideration, pour me persuader à dissimuler cette iniure, ny de manquer de moyens & d'amis pour en auoir la raison. Et neantmoins ie vous diray que pour le desir que i'ay d'éuiter tant que ie pourray l'occasion de diminüer l'effet que ie pretends faire contre lesdits heretiques : l'ay nommé mon Cousin le Duc de Nemours au Gouuernement de ce que i'ay de-là les Monts, & i'ay mandé par un Courier exprés au sieur de Pongny, qu'il le fasse entendre de ma part au Duc de Sauoye, s'il y trouue quelque chose à dire. Je ne sçay avec quel visage & raison se trouuera plus personne qui le veuille soutenir; nul ne le pouuant faire qui ait quelque scintille d'equité en l'ame. L'ay veu ce que vous me mandez des offices faites de la part de la Seigneurie de Venise, & du langage que le Cardinal Cornaro en a tenu. Le sieur de Gondy pourra estendre sa creance enuers ladite Seigneurie, à luy en faire remerciement de ma part; auquel i'escris vn mot à ceste fin, & ie luy enuoye aussi vne lettre pour ledit Cardinal de mesme substance pour son particulier, laquelle vous luy baillerez, si vous iugez qu'il soit à propos, & y adiousterez tout l'honneste langage que vous pourrez, pour luy tesmoigner le bon gré que ie luy sçay de l'equitable iugement qu'il fait de ceste affaire. Quant au fait de la Mirande, ie trouue bon ce que vous auez escrit à la Comtesse, & qu'en toutes occasions qui s'en presenteront, vous fassiez connoistre que ie veux continuer la protection que i'ay tousiours, & mes predecesseurs, eu si long-temps de ladite place & Maison. Vous pourrez dire à l'Euesque d'Elbeine, que i'ay esté bien aisé d'entendre la bonne volonté qu'il monstre enuers moy, & l'en remercier en mon nom; l'assurant que ie la reconnoistray tres-volontiers en ce que ie pourray. Il n'est rien survenu depuis mes dernieres, que ie vous puisse mander. Priant Dieu, Monsieur le Marquis, qu'il vous ait, &c.

AVTRE LETTRE DV ROT A MONSIEVR LE MARQUIS
de Pisany, du 7. Nouembre 1582.

Monsieur le Marquis, le croy que vous auez receu la depesche que ie vous ay faite sur l'occasion de l'entreprise de Monsieur de Sauoye, par laquelle vous aurez entendu la resolution que i'auois prise d'enuoyer vers luy le sieur de Poigny, ensemble la charge que ie luy ay donnée sur ce sujet; qui est en effet luy faire declaration que ie veux r'auoir ce qu'il a pris du mien; & que s'il ne me le rend, il se peut tenir asséuré que i'en prendray telle raison sur luy, qu'il ne s'en trouuera possible mieux qu'ont fait les predecesseurs d'auoir eu les Rois de France pour ennemis. C'estoit aussi en substance le langage que ie vous mandois d'en tenir à sa Sainteté quand le propos s'en offiroit; & luy remonstrer que ce qui me faisoit essayer cette voye auant que faire ce qui pouuoit estre estimé mieux-seant à ma dignité, estoit le regret que i'auois d'estre diuertý de faire la guerre aux heretiques dans mon Royaume; & au lieu dece, voir allumer vne guerre entre les Princes & Estats Catholiques, dont ie voulois que vous missiez en consideration à sa Sainteté le danger ineuitable, s'il faut que par la force ie recouure ce qui m'appartient: à quoy ie suis tres-resolu, si ledit sieur de Sauoye met en difficulté ce qu'il doit, d'employer tous les moyens que Dieu m'a donnez.

I'ay veu par vos lettres du 17. Octobre ce qui s'en estoit passé entre S. S. & vous, auparauant que vous eussiez receu ma susdite despesche; & i'ay bien remarqué tant ce qu'elle vous a dit, que ce que vous luy auez respondu à tous les points qui sur ce ont esté par elle touchez. Je loue vosdites responses, que j'ay trouuées fort à mon gré, & qui pourront auoir donné à penser à sa Sainteté. Et d'autant que ie suis sur le point de despescher par delà le sieur de Gondy: le remettray à vous mander plus particulièrement par luy ma volonté de ce que vous auez à faire en ce particulier, & en autres choses concernant mon seruice, dont ie leur donneray charge, & ie me contenteray de vous dire pour cette heure, que ie veux, si cependant sa Sainteté r'entroit sur ces discours avec vous, que vous luy declariez, franchement que ie n'espargneray chose quelconque pour cette heure, pour conseruer ce qui est de mon estat & de mon honneur; & que ie m'asséure que sa Sainteté est vn Pere & vn Prince si equitable, qu'elle fera connoistre à tout le monde qu'elle dereste ce qu'a fait ledit sieur de Sauoye, comme contraire à la iustice & pernicieux à la paix vniuerselle de la Chrestienté, laquelle elle a plus d'interest que nul autre, pour le bien de la Religion Catholique, de desirer estre soigneusement entretenuë, & par conséquent d'y employer ce qui peut dependre d'elle. C'est ce que vous aurez de moy, attendant que ie vous donne plus ample response & information sur

toutes mesdites affaires par ledit sieur de Gondy, que ie feray partir dans peu de iours, si ce n'est sur le particulier du Cardinal de sainte Croix, dont vous m'avez escrit; auquel vous pourrez dire, que ie luy feray toute la faueur raisonnable que ie pourray pour la conseruation de son droit. Priant Dieu &c.

LETTRE AV ROT, DE MONSIEVR LE MARQ^{VS}IS
de Pisany du 13. Nouembre 1588.

SIRE,

Cette-cy sera pour rendre compte à vostre Maiesté de ce qui s'est passé icy pour son seruice depuis mes dernieres, qui furent par l'Ordinaire depesché le dernier du passé. Le my de cettuy-cy ie fus à vne audience, où n'ayant autre chose à traiter que ce que ie voulois faire naistre; ie fis soudain venir en ieu les affaires du Marquisat, pour voir si ie trouue-rais quelque cas de nouveau dequoy seruir à vostre Maiesté, attendu que deux Couriers de Monsieur de Sauoye estoient arriuez icy avec si peu d'auantage l'un deuant l'autre, que chacun croyoit qu'ils vinssent pour choses fort importantes, & qui regardassent l'attentat de Monsieur de Sauoye: surquoy tout le monde disoit la sienne; & mesme l'Ambassadeur de Sauoye faisoit courir le bruit, que son maistre auoit pris Rabel, & donné vne bonne étrete à Lesdiguières, avec grande mortalité de ses gens: mais à la fin i'ay sceu que Monsieur de Sauoye donnoit auis que vostre Maiesté luy depescheroit Monsieur de Poigny, & ce qu'il auoit pû entendre de sa charge: surquoy il demandoit auis à S.S. de ce qu'il deuoit faire ou refoudre, & de plus quel'on le secourust d'argent. Ce qui a esté respondu, tant à ces deux points qu'autres qui se seront pû negocier de la part de M. de Sauoye, ie ne le sçay point; mais que le Pape fit appeller Dimanche dernier à sa vigne ledit Ambassadeur, où il traita longuement avec luy, & cette nuit-là il despescha vn Courier à son Maistre.

A mon audience, on me blasma fort l'attentat de monsieur de Sauoye, si d'auanture l'occasion qu'il dit l'auoir meu n'estoit pas vraye, auquel cas on ne le pourroit blâmer, & mesme quand il le iustificiera par la restitution qu'il promet faire par lettres escrites de sa main; auxquelles ie croy que l'on montrera adiouter plus de foy que ie n'y en veux auoir. Quant à moy, me disant sa Sainteté que quand les forces de vostre Maiesté ne seroient pas bastantes pour contraindre monsieur de Sauoye à ladite restitution, qu'elle luy feroit bien faire avec les siennes; suiuant cela par infinis propos qui me pousserent à luy respondre, que ie ne crois pas, & aussi peu le conseillois-je à vostre Maiesté, qu'elle se voulust arrester sur aucune sorte de negociation que Monsieur de
Sauoye,

Sauoye, ou autre qui que ce fust, mist en auant sur cette affaire; en laquelle si les forces & les armes de vostre maiesté n'estoient pas bastantes, celles de la Sainteté se trouueroient en trop peu de volume pour luy en faire la raison qu'elle doit attendre là dessus.

Il s'estendit fort amplement de ce qu'il pouuoit, tant par ses armes temporelles que spirituelles: & la conelusion fur, qu'il desiroit que vostre maiesté patientast cette iniure. Pour la cause, ie la laisseray à son bon iugement & discours, & ie luy diray seulement que si tost qu'elle mettra cette matiere en negociation, ces affaires acheuent de perdre sa reputation en Italie, & peut-estre par toute la Chrestienté; luy pouuant dire, que d'une voix c'est l'opinion que tout le monde en a pardeça.

Et à ce propos, le Cardinal Montalte, qui ne veut pas estre allegué, ainsi qu'il dit, pour ne pas perdre les moyens de seruir à vostre Maiesté, me manda par l'Abbé la Bodiere, qu'il auoit quelque grand eas, & d'importance à Monsieur le Cardinal de Ioyeuse, pour me le communiquer, & depuis luy-mesme me dit, que c'estoit que Monsieur du Maine trempoit bien auant en l'entrepuse de Monsieur de Sauoye: & à cette heure cette nouvelle est commune de pardeça. Ce qui seroit vne chose de trop grande impottance à son royal seruice; puis qu'elle luy a mis les armes aus mains: ne pouuant laisser de luy en donner ees aduis, comme i'y suis obligé en conscience & par mon deuoir; remettant ce qui en est à qui en sçaura mieux iuger que moy, & à ce que le temps en apprendra; ce que ie ne voudrois pas estre aux despens du seruice de vostre Maiesté: la suppliant tres-humblement de trouuer bon que ie luy represente librement & par le menu, tout ce que ie negocie par son commandement, où ie iuge expedient que ie le repete, & mesmes ce que i'appris icy, qui importe à son Royal seruice; afin que là-dessus me faisant entendre la volonté, ie m'y puisse si bien conformer, que ie ne manque pas d'un seul point: parce que ie ne veux dependre de qui que ce soit, fors que d'elle, ny de fait ny de pensée: mais me bander seulement à la bien & fidellement seruir, sans nulle autre sorte de respect ou d'interest.

Le 7. de ce mois ie receus celle qu'il a pleu à vostre Maiesté m'escire du vingt-troisieme du passé, laquelle ie communiquay aussitost à Monsieur le Cardinal de Ioyeuse, pour auoir son conseil & son bon aduis sur ce qui s'offroit du seruice de V. M. luy faisant entendre que i'estois délibéré de demander audience pour le lendemain: en quoy nous demeurasmes d'accord; & ie me suis resolu, suivant la deliberation que i'auois prise sur le contenu ausdites lettres, de faire bien sonner au Pape le ressentiment qu'auoit vostre Maiesté de la bourde de Monsieur de Sauoye, qui est, comme l'on appelle icy, son attentat sur Saluces; & ainsi i'allay le huitiesme de ce mois à l'audience; où reprenant tous les chefs de la lettre, ie commençay par celuy de l'ouuerture des Estars, venant de main en main à ce qui touche le fait du Marquisat, par les

mesmes paroles de sa despesche, qui sont bien expressees pour bien faire entendre la conception & la volonté de vostre Maiesté, suivant celle qu'il vous a plu m'escire du 23. du passé, laquelle ie communiquay aussitost à Monsieur le Cardinal de Loyeuse, pour avoir son conseil, & son bon aduis. Et le Pape ayant bien entendu tout ce que ie luy auois dit, pour me respondre il le prit au premier article, qui estoit sur l'ouuerture des Estats, louant bien fort le iurement de l'vñion, en la deliberation de la ruine des huguenots, sans aucune esperance de paix ou treue avec eux. Et pour ce qui regardoit Monsieur de Sauoye, il me dit qu'il estoit ce qu'il a fait au Marquisat de Saluces si peu de chose, qu'il ne voudroit pas que vostre Maiesté se detournast tant soit peu de son entreprise contre les huguenots, pour se ressentir de cette iniure, à laquelle ledit sieur Duc disoit & asseutoit auoir esté meu avec toutes les raisons du monde; dont la premiere estoit fondée sur l'honneur de Dieu, de peur que les ennemis de la foy Catholique ne s'establissent de ce costé-là, faisant, s'ils auoient cette porte ouuerte, couler leur heresie & leur fausse secte en Italie, comme il estoit à croire qu'ils eussent fait, s'il ne les eust bientoist preuenus, veu les intelligences que Monsieur de la Vallette, les sieurs de la Fiste & Lesdiguières auoient ensemble. De plus qu'il auoit le service de vostre Maiesté en singuliere recommandation & qu'il ne faudroit pas par faute d'y employer toutes ses forces & tous ses moyens, que les huguenots luy eussent desrobé & volé ses places sans esperance de les retirer iamais, comme l'exemple en estoit de celles qu'ils tiennent & qu'ils vsurpent en diuerses Prouinces de son Royaume: mais finalement que toutes autres causes cessantes, il ne pouuoit faire moins, veu le danger que ses Estats courroient, si de tels voisins se venoient si aduantageusement loger aupres de luy. Toutes lesquelles raisons auoient du bon & de l'apparence beaucoup, veu mesme la promesse qu'il luy faisoit de la restitution desdites places, toutes & quantes fois que vostre Maiesté pouruoyroit si bien à la garde d'icelles, qu'elles fussent du tout asseurées & que les huguenots ne les pussent surprendre ny les forcer. Que c'estoit des choses que M. de Sauoye luy auoit promises par lettres escrites de sa main. Qu'il le croyoit Prince si veritable, qu'il les luy obserueroit: sinon qu'elle luy feroit bien faire, quand mesme il seroit besoin d'y employer les armes, tant temporelles que spirituelles, qu'il auoit en sa puissance. Que cependant il seroit d'aduis que vostre Maiesté donnast le Gouvernement du marquisat audit Duc de Sauoye, & qu'en cette qualité il ioignist toutes les forces avec celles qu'à Monsieur du Maine, pour tant plustoit se deffaire des huguenots du Dauphiné: & qu'à l'imitation du Roy Catholique, vostre Maiesté deuoit patienter ce fait & en dissimuler la vengeance, comme luy a fait celuy de Cambrai, ayant iugé que se trouuant avec d'autres affaires de plus grande importance, il n'estoit à propos de s'attaquer à cette place; estant tres-assuré que cela pourroit estre à son

temps, & avec vne meilleure conioncture que celle où toutes choses se trouuent à cette heure : m'estendant cela avec infinis exemples & paroles, qui ne font pas tant à la matiere qu'il faille que i'en importune vostre Maiefté. Seulement luy diray-je que ie ne voudrois pas luy conseiller de se setuir des expediens que l'on luy propose : me semblant qu'ils ne sont pas viles, ni honorables & conformes à cette opinion. le luy respondis, les reiettant le plus que ie pus, sans autrement m'attacher au mot de Cambray ; & ie luy dis enfin que quand on se prendra à vostre maiefté, l'on la trouuera tres-prompte & disposée à respondre à qui que ce soit, & y fut-il tout le monde ensemble ; & qu'avec le respect que vostre maiefté entendoit que ie gardasse à sa Sainteté, ie luy voulois bien dire que luy faisant entendre les expediens qu'elle me venoit de proposer pour l'accommodement que Monsieur de Sauoye luy a fait, elle ne le tiendrait pour conseil de pere & d'amy. Que ie la priois de mettre ce fait en la consideration qu'il meritoit, & que la grandeur d'un Roy de France, & le lieu que sa Sainteté tient l'obligeoit, qui estant pere commun, deuoit se mettre entre deux aux occasions qui naissent entre les Princes Chrestiens, pour empescher vne rupture qui seroit en ce temps-cy si pernicieuse & si dangereuse pour la Religion Catholique & pour le bien vniuersel de la Chrestienté. Qu'à ses propositions ie luy voulois bien dire de plus, que vostre Maiefté n'entendoit nullement mettre ce fait en negociation, ny y receuoir aucun pariy, sinon que presentement & sans delay, Monsieur de Sauoye restituaît ce qu'il diroit auoir pris pour le conseruer à vostre Maiefté : & que ie priois sa Sainteté, puis qu'elle me disoit que ledit Duc le luy auoit ainsi promis, de le presser de le faire, sur peine d'encourir son ire & son indignation, comme manquant à sa parole, tant enuers elle qu'enuers vostre Maiefté, & d'estre iugé pour infracteur de la paix publique. Que quant à ce que sa Sainteté me mettoit en auant, que Monsieur de Sauoye ioinnist ses forces avec celles de monsieur du Maine en Dauphiné, il n'estoit pas à propos que cet expedient se proposast pour cette heure : & aussi peu pour donner le Gouuernement du Marquisat à Monsieur de Sauoye, dont i'estois fort trompé, si vostre Maiefté ne s'en garderoit tres-bien : n'estimant pas qu'elle se contentast d'aucun party, quel qu'il fust, sinon qu'au meisme temps qu'on promettra ladite restitution, on l'effectuast es mains de Monsieur de Poigny qu'elle auoit enuoyé pour cet effet, sans autre charge que de receuoir lesdites places.

Voyant que ie prenois ainsi les propositions, il me dit que ce qu'il en disoit n'estoit pas pour offenser en aucune chose vostre Maiefté, ni pour excuser Monsieur de Sauoye s'il se prenoit à elle ; & que ne voyant les choses que de loin, il mettoit en auant ce qu'il pensoit deuoit estre le plus doux pour accommoder toutes choses. Que neantmoins il n'estoit pas d'avis qu'elle laissast pour si peu de chose, les entreprises si glorieuses qu'elle a aux mains, de nettoier ce grand & si puissant Royau-

me del'infection des heretiques, & que si vostre Maiesté ne trouuoit pas bon l'expedient de donner le Gouuernement du Marquisat à M. de Poigny, il ne croioit pas qu'il fust à propos pour cette heure, iusques à ce que les affaires de vostre Maiesté fussent en si bons termes, qu'elle pût tellement asseurer cette porte d'Italie, que les huguenots ne s'en fissent maistres, pour puis apres l'inquieter tant par les armes que par leur heresie: & que vostre Maiesté ne deuoit pas sur les affaires prendre le conseil des Princes d'Italie, qui poussent plus pour leur interest particulier & pour la ialousie qu'ils ont de la grandeur de monsieur de Sauoye que pour le seruice de vostre Maiesté, qui le conseileroient de le prendre au pis contre luy: ce qu'il ne voudroit en façon du monde, tâchant ainsi de me faire ses raisons bonnes par infinis exemples & par de belles paroles; mais coneluant tousiours que vostre Maiesté beuuant ce calice, deuoit laisser ce fait non seulement en l'estat qu'il le mettoit, mais laisser encore Monsieur de Sauoye s'emparer du Dauphiné & de la Prouence, comme ie m'assure que ses penlemens ne tendent pas moins qu'à cela, au desseruice de vostre Maiesté.

Le repliquay au Pape sur tout ce qu'il me dit, sans autre respect; que ce que ie iugeois appartenir à vostre Roiale dignité: & m'attachant à ce qui touchoit monsieur de Poigny, ie dis que vostre Maiesté l'auoit choisi pour vn Gentilhomme d'honneur & de valeur, & que sa Sainteté me pardonlast, si ie disois que ce n'estoit pas à elle ny à M. de Sauoye, à luy preserire ceux dont elle auoit à se seruir. Qu'en somme elle vouloit que monsieur de Sauoye fist la restitution en ses mains pure & simple, sans autre condition & remise: la priant derechef que luiuant qu'on le deuoit esperer de sa Sainteté, & qu'elle m'auoit tousiours dit que monsieur de Sauoye luy auoit promis, elle luy commandast si à bon escient, que vostre Maiesté ne se pût plaindre, & dire qu'avec toutes les raisons du monde elle auoit suiet de se ressentir du respect qu'on luy auoit perdu, parlant du mal qui en viendrait à la Chrestienté par tant de guerres que cela pourroit apporter à qui en seroit la cause. L'on chercha toutes les defaites qu'on pût pour me respondre à l'office que ie voulois que l'on fist enuers monsieur de Sauoye, pour lo sommer & le presser de faire sur le champ ladite restitution: & tant plus que l'on me suioit cet article, tant plus i'en faisois d'instance; croiant qu'il importoit au seruice de vostre Maiesté que ie me declarasse de ce point, auquel il est tres necessaire à la verité qu'elle assés son bon iugement. Et enfin ie dis au Pape, pour le faire venir à la conclusion, que ie le suppliois qu'il ne me laissast pas faire vn mauuais iugement, sur ce qu'il sembloit fuir de me respondre franchement ce qu'il vouldroit faire sur l'office dont ie le requerois enuers Monsieur de Sauoye, & que i'estois obligé de l'on presser, & mesme de faire entendre à tout le monde, si l'on me laissoit ainsi en cette affaire, que l'on faisoit trop peu de compte de ce qui importoit tant au bien vniuersel

de la Chrestienté. Toutefois que si sa Sainteté le vouloit ainsi, V. M. feroit trop dechargée du mal qui en aduiendroit, & que Monsieur de Sauoye s'apperceuroit bientoist, combien il deuoit tenir cheres les bonnes graces, & redouter l'indignation de vostre Maiesté: parce que ie m'asseurois qu'il ne tarderoit gueres de le rendre en pire estat que ne furent iamais son ayeul & son pere par les Rois ses predecesseurs, lesquels depuis, & vostre Maiesté pour sa part, ont vlé enuers luy des liberalitez & des bontez accoustumées aux Rois de France, qui sont sans exemples de tous les autres de la terre. Et voyant que ie parlois de cette sorte, encore que ie m'apperceusse bien qu'il n'estoit pas trop content de ma façon de repliquer, il m'alloit néanmoins ramadoüant avec les plus belles paroles du monde. Et enfin le forçant de conclure, il me dit que si Monsieur de Sauoye ne faisoit la restitution du Marquisat de Saluces, comme il auoit promis; pour le faire acquiter de sa parole & rendre vostre Maiesté tres-satisfaite, il employeroit contre luy les armes spirituelles & temporelles que Dieu luy auoit mises entre les mains, l'excommuniant & le priuant de son Estat, qu'il donneroit en proye à qui luy occuperoit, & qu'il me bailleroit de bonnes forces, tant de pied que de cheual, avec toute sorte de moyens, pour en son nom, aller seruir vostre Maiesté en la ruine & oppugnation de Monsieur de Sauoye, & de qui que ce fut qui entreprist la deffence & la protection: & que pour responce de ce que ie luy auois dit sur ce fait, il vouloit que ie fisse entendre à vostre Maiesté trois choses: qui sont, que l'on n'approuue nullement que Monsieur de Sauoye ait pris & detienne le Marquisat de Saluces: Et si les occasions qu'il dit l'auoir meue ne sont tres-veritables, & que son intention à la restitution ne soit telle qu'il dit qu'il promet, que vostre Maiesté ne se meue point pour si peu d'occasion contre Monsieur de Sauoye, de telle sorte qu'elle laisse vne si glorieuse entreprise de reduire les suiets de suoyez à la Religion Catholique. Et finalement que quand vostre Maiesté assurera ledit Marquisat contre toute sorte d'entreprise des heretiques, & que le Duc de Sauoye ne voudra rendre ce qu'il y a vsuré; l'on employera contre luy toutes sortes de moyens, & on luy fera faire malgré luy. Que l'on luy manderoit à bon escient, & que ie deuois de ma part plustost adoucir les choses que de les aigrir.

Ie respondis que ces trois points que l'on m'ordonnoit de faire entendre à vostre maiesté, me donnoient peu de moyen d'adoucir cette affaire, ains de l'aigrir. Que i'auois fait toute ma gloire de faire connoistre à tout le monde, que i'estois tres-fidelle seruiteur de vostre Maiesté, sans autre passion & sans autre interest que celuy que tous les gens de bien & de ma profession doiuent à leur Roy. Que ie voiois les occasions que l'on luy donnoit; & que ie n'y pouuois d'atantage, sinon recommander le tout en la main de Dieu, voyant comme les choses alloient, avec les forces & moyens que l'on m'offroit de me mettre es mains pour

en seruir la Sainteté & vostre Maiesté, & à telle occasion me faire honneur en la profession que j'ay suiue toute ma vie : offrant neantmoins, quand la Sainteté voudroit en telle occasion se seruir de quelqu'un des siens, d'aller pour simple Capitaine d'une compagnie de cheual ou de pied. Je ne doute pas qu'il ne m'entendist, & qu'il ne iugeast fort bien que je ne disois pas tout cecy pour trop de satisfaction que je r'emportasse de cette audience, ny de toutes ses offres : l'ayant ainsi voulu par le menu, & neantmoins le plus briuement que j'ay pû, représenter à vostre Maiesté ; afin qu'elle puisse mettre mieux toutes choses en considération, pour puis apres y asseoir son bon iugement, & y pourvoir selon le besoin de ses affaires.

J'ay communiqué tout ce que dessus à Monsieur le Cardinal de Loyeuse, & j'ay esté d'avis qu'il demandast vne audience & qu'il traita en conformité de ce que j'auois fait. Il donnera, je m'assure, à vostre Maiesté vn compte bien particulier de ce qu'il y aura fait, & tous deux ensemble nous ne laisserons aucune chose, pour rabattre les opinions que veulent donner les partisans de Monsieur de Sauoye, que vostre Maiesté sera forcée d'endurer ce qu'il a attenté sur son autorité. Surquoy je retourneray à luy dire, que tout le monde ouure l'oreille pour entendre qu'elle luy ait donné bien serré sur les doigts : & le iugement que je puis faire icy, est que le Pape a grand peur qu'elle le prenne au pis : m'assurant que si elle le fait, elle en aura de luy & de Monsieur de Sauoye, toute la raison qu'elle voudra. Au contraire si elle le met en negotiation, ses affaires en perdront le credit & la reputation : prenant la hardiesse de le luy dire ainsi, pour l'obligation que j'ay à son Royal service.

L'on m'a parlé en ma dernière audience estrangement mal des Espagnols, du progres de leur armée, & du desir que l'on auoit de faire l'entreprise d'Angleterre avec vostre Maiesté : m'estendant cela avec les plus beaux discours du monde. A quoy j'ay respondu en peu de paroles, que l'on luy auoit mal montré par le passé d'auoir cette volonté, & que je pense qu'à cette heure elle songeoit à remedier & à assurer ses affaires, plustost que de suiure le caprice de ceux qui voudroient faire les leurs à ses despens.

La proposition de faire Monsieur de Sauoye Gouverneur perpetuel de Saluces, vient, comme m'a mandé le Cardinal montalte par l'Abbé de la Bodiere, de l'Espagne : & le Pape a dit à vn Cardinal, que ie estois bien redde & bien piequé sur cette affaire de Saluces. L'on m'a aussi donné aduis que l'on traitoit pour cette occasion de luy enuoyer l'Abbé gratian, pour luy proposer de donner ledit marquisat en fief, ou payant quelque chose, à Monsieur de Sauoye, ou bien del'en faire Gouverneur perpetuel, & autres mille moyens pour mettre ce fait en negotiation ; croyant avec cela gagner tellement le temps, qu'ils en demeureront maistres comme ils voudront. Je suis aussi informé que le

Duc de Sauoye donna ausi tost aduis au Vice-Roy de Naples, de la surprise qu'il auoit faite de Carmagnolle & de Cental, avec ces mots: Qu'il esperoit auoir bientoist tout cet Estat en sa puissance, & qu'il le garderoit pour le seruice du Roy Catholique. I'espere qu'il pratiquera le conte de l'Ours, dont vn Chasseur offroit la peau deuant que de l'auoir pris; m'assurant que vostre maiesté le fera demeurer court en cette deli-
 liberation, & par mesme moyen i'ay sceu que Dom Cesar d'Auarois eut charge de feu le Duc de Sauoye, venant trouuer feu Iean d'Autriche en son armée, de luy persuader d'embrasser l'execution d'une entre-
 prise tres-certaine que ledit Duc auoit faite sur Marseille: & les Minis-
 tres de cettuy-cy vont publiant par deça, qu'il a de grandes preten-
 tions sur la Prouince.

La Comtesse de la Mirande, m'a escrit la lettre que i'enuoye à vo-
 stre Maiesté. Elle a raison d'estre à l'herbe & de soupçonner. Il seroit
 de la dignité de son seruice, de faire quelque bonne prouision, tant à
 la seureté de la volonté de la Comtesse, qu'à la conseruation de cette
 place sous la protection de vostre Maiesté. Je ne sçay, si les choses vont
 plus auant en Piedmont, comment les depeschés & les Couriers passe-
 ront seurement. Vostre Maiesté commandera ce qu'il luy plairay estre
 fait; afin qu'elle soit seruie.



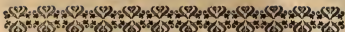
LETTRE DV ROT A MONSIEVR LE MARQUIS
 de Pisany.

Monsieur le Marquis, l'ay veu par la lettre du 14. du passé, que vo-
 tre saint Pere le Pape persiste en la premiere opinion qu'il a mon-
 stré des le commencement s'estre formée touchant le Marquisat de Salu-
 ces, de proposer des moyens qu'il desiroit que ie subisse, lesquels neant-
 moins il ne voudroit pas pratiquer en son particulier. Ce que ie ne puis
 passer, sans me plaindre qu'un attentat si inique soit ouï avec faueur, &
 avec louange & support de celuy, qui par tout deuoir de iustice & de pie-
 té le doit auoir en horreur & en detestation. Et quand le respect de ces
 deux vertus n'y seroit pas, la seule consideration du mal qui se bâtit par
 le support de cette entreprise, luy deueroit faire embrasser les vrais
 moyens d'y obuier; qui ne consistent pas à mettre la main au deuant
 du ressentiment de l'injure; mais plustost à la faire promptement repa-
 rer: trouuant fort bon que vous ayez fait connoistre à sa Sainteté, que
 ie ne suis pas pour receuoir ny pour suiure les Conseils qu'elle me veut
 donner en cela: car ils seroient de trop grand preiudice au bien de mes
 affaires & à ma reputation, que i'estime plus chere que ma propre vie.
 Si on n'apporte vn autre remede au trouble que cela peut amener, on

se repentira possible tard, del'auoir negligé quand il se pouuoit faire. Et il ne faut pas qu'on penle me diuertir de faire ce que ie dois au bien de mon seruice & à ma dignité, en me mettant en consideration les difficultez que ie pourray trouuer dans mon Royaume, mesme ce qui est plus tost vne inuention & vn artifice du Duc de Sauoye, pour incliner plus facilement la Sainteté à se mettre entre deux par les voies qu'elle propose, que chose qui ait fondement. Non que ie ne sçache tres-bon gré au personnage que vous m'escriuez, de l'aduis qu'il vous a donné, duquel vous le remercieriez de ma part: mais ie ne croy pas qu'il trouue entre aucuns de mes suiets, l'appuy ou conuience qu'il monstre s'en promettre. Et quand il y en auroit qui degenereroient tant du deuoir & du naturel François, il m'en restera encore assez de bons & fideles, qui auront volonté de se ressentir avec moy de l'injure faite à toute la France. Surquoy ie vous diray que le Roy Catholique m'a fait dire par son Ambassadeur, qu'il n'approuue point ce fait, & qu'il a enuoyé vn de son Conseil vers ledit Duc, afin qu'il me rende content; luy ayant aussi donné charge de me venir apres pareillement trouuer de la part. le verray ce qu'il m'apportera, sans laisser de pouruoir cependant à mes affaires, comme ie verray estre à propos.

L'ay bien considéré tout ce que vous m'auiez escrit en chiffre, & le iugement que vous faites des termes que l'on tient, où vous tâcherez de penetrer tousiours le plus auant que vous pourrez; & vous continuerez de me donner aduis de tout ce que vous connoistrez importer au bien de mon seruice: sçachant que vous y voyez si clair, que ie fais grand fondement sur ce qui me vient de vostre part. l'espere ne tarder plus gueres à auoir vne bonne resolution de cette assemblée de mes Estats, ausquels j'ay donné ce contentement, de leur accorder la charge qu'ils m'ont demandée pour le soulagement de mon peuple. Aussi m'ont ils promis de me pouruoir de moyens suffisans pour l'entretienement de ma dignité, pour la seureté de mon Estat, & pour les frais de la guerre. Mon Cousin le Duc de Neuers est deuant Montagu, d'où il m'a mandé qu'il espere auoir bientost vne bonne issuë. Vous aurez avec la presente, le Priuilege duquel vous m'auiez escrit il y a quelque temps que vous auiez esté requis pour le Cardinal Alexandrin de me faire prieres & recommandation: Priant Dieu &c.





LETTRE AV ROT, DE M. LE MARQUIS DE PISANT,
Du 28. Novembre 1583.

SIRE,

Les dernieres que j'ay eu de vostre maiesté sont du 23. d'Octobre, ausquelles j'ay respondu bien partieulièrement, & j'ay rendu compte de tout ce qui s'offroit lors pour son seruice, par les miennes du 14. de cettuy-cy. A cette heure ie luy diray, qu'encores que ie n'eusse rien à traiter qui importaist le seruice de vostre maiesté; si n'ay-je pas voulu laisser partir le Pape pour aller à Ciuitavecchia, où il a fait vne course pour reuoir ses galeres, sans auoir eu audience de luy, & luy offrir compagnie & seruice en ce voiage, comme chose que vostre maiesté me commandoit tres-expressément en toutes occasions, la suppliant tres-humblement de m'ordonner ce qu'il luy plairoit que ie fisse en celle-cy. Il me dit que le voiage ne seroit que de cinq ou six iours, & qu'il alloit pour reconnoistre l'estat auquel estoient ses galeres, & les eaux qu'il falloit conduire à Ciuitavecchia, pour la commodité du port & des habitans du lieu: me contant vne infinité de choses sur les desseins qu'il auoit d'armer vne bonne escadre de galeres, pour deffendre toutes ces costes de la mer mediterrannée, des incursions qu'y font iournellement les Tures & les Mores, à la grande honte & au dommage des Princes Chrestiens; & partieulièrement du Roy d'Espagne, qui tiroit tant de grâces de l'Eglise pour tenir vne puissante armée à la deffense desdites costes. Mais que nonobstant soixante galeres qu'il entretenoit, tant à Naples, Sicile, que Genes, vingt fustes de Tures venoient à leur barbe courir & depeupler toutes lesdites costes, sans qu'il y eust aucune esperance que de ce costé-là il se fist pour l'auenir autre meilleure prouision que celle qu'on auoit faite par le passé. Qu'à cette heure on essayoit de luy faire croire que l'on vouloit derechef mettre sus vne tres-puissante armée, & n'espargner aucune chose pour executer l'année prochaine l'entreprise d'Angleterre. Que desia l'on auoit mandé à Naples & en Sicile pour y faire toutes sortes de prouisions necessaires, tant de la plus grande quantité qu'il se pourroit de Nauires de haut bois, que de Mariniers & gens de guerre, & de toutes sortes de munitions, de balles, de poudre & de biscuit; & que tout le monde estoit apres luy, afin qu'il donnast courage au Roy d'Espagne de poursuite vne si sainte entreprise: mais qu'il craignoit bien que la seconde erreur fust plus grande que la premiere, atrendu la maniere dont cette Nation se gouverne avec tout le monde: estant si incompatible & si superbe qu'on

L. PART.

K K K k k

ne les pouuoit comporter , & si longue en ses executions , qu'ou l'on auroit à l'attendre , on auroit tout le loisir de se pouruoir : mais que si les affaires de V. M. estoient en meilleur temps, ou qu'elle voulust tant seulement laisser faire, qu'avec les forces de son Royaume il se promettoit de faire assurement reüssir cette entreprise. Quela Capitulation qu'il auoit avec les Espagnols estoit, que dès le mois de Septembre de l'année passée ils deuoient auoir mis des gens en terre, & que lors il leur deuoit desbourser 500000. l. & en placer par mois 150000. iusques à la concurrence d'un million, precomptant les cinq cent mille liures premieres aduancées : & l'Angleterre conquise, ce deuoit estre à luy à nommer & établir vn Roy audit pays : Et me donnant lieu de parler, ie luy dis, qu'il auoit bien montré n'auoir pas voulu donner les arrhes de ce marché qu'à bonnes enseignes : mais que toutefois i'eusse desiré que les conditions eussent esté telles, que venant aux termes où leurs entreprises se trouuoient maintenant, ils eussent eu à luy payer le double; puis qu'il y alloit si fort de son interest, de ce qu'ils ne luy auoient pas donné lieu de faire vn Roy en Angleterre, comme il estoit porté par la capitulation. Que neantmoins ie croiois assurement que s'ils eussent conquis l'Angleterre, ils eussent prié sa Sainteté de se contenter de la restitution de son million, & de recevoir leur fidelité, comme il a fait de Naples : n'y ayant pas apparence qu'ils se fussent iamais voulu departir d'une conquête qu'ils eussent faite avec leurs armes, de sorte que sa Sainteté en eust pu disposer en la personne de qui que ce soit qu'en celle du Roy d'Espagne, & de ses successeurs. Que de le tenir en sief de l'Eglise, il le pourroit : mais qu'aussi ie ne croyois pas que sa Sainteté en deust rien attendre d'auantage.

Au lieu de me repliquer à cela, il me dit que le Legat du temps qu'il étoit Nonce, luy auoit mandé qu'il auoit sondé V. M. si elle voudroit prester quelqu'un de ses ports, pour assurer l'armée Espagnolle à ses costes, comme il croyoit que c'estoit tout le nerf de cette entreprise, & qu'il auoit iugé par les responses & par les discours de V. M. que si l'on traitoit avec elle avec la confidence & le respect qui luy étoit deu, il n'étoit pas hors d'esperance qu'elle n'y entendist. Ce que l'on auoit ainsi communiqué à l'Ambassadeur d'Espagne, auquel on auoit fait lire la mesme lettre & donné vn copie de l'article qui touchoit ce fait; afin qu'il peust montrer à escrire à son Roy : ce qui estoit venu d'Espagne; & que l'on auoit entendu que de nouveau l'Ambassadeur d'Espagne qui est près vostre Maiesté, auoit proposé à la Reine sa mere, de traiter quelque bon accord & reünion entre elle & le Roy son Maistre: mais que c'estoit vne chose qu'on estimoit tres-difficile, attendu la maniere dont les Espagnols traittent avec tout le monde: & aussi que l'on l'auoit aduertie, que cedit Ambassadeur blasmoit infiniment l'attentat que Monsieur de Sauoye auoit fait au Mar-

quifat de Saluées : mais qu'il entendoit que V. M. en étoit d'accord avec ledit Duc, par ce qu'en auoit traité Monsieur de Poigny, & en son nom que Rael s'étoit rendu, & que l'on n'auoit pas failly cependant d'escire à bon escient audit Duc, qu'il fist tout eë qu'il pourroit pour rendre bien contente & satisfaite V. M. autrement qu'il luy declaroit la guerre, mesmement s'il ne restituoit, comme il auoit promis, ledit Marquisat. Mais tout au contraire, i'ay entendu qu'ila dita l'Ambassadeur d'Espagne, que Monsieur de Sauoye ne deuoit pas par raison d'Etat, faire en façon du monde la restitution. C'est vn aduis que i'ay de fort bon lieu : & il est tres-à propos que V. M. interpose son iugement sur cette dangereuse façon de traiter; afin qu'elle ne soit pas trompée en cet article, sous les belles paroles dont on la pense endormir; ayant grand peur que de ce costé-cy, elle n'en aura iamais autre chose.

Monsieur de Sauoye fait le profit qu'il peut de cette occasion, où il ne faut pas douter que de deça l'on n'adhere, croyant en tirer quelque profit & l'animer par là dauantage à l'entreprise de Geneue : & quelque chose que l'on die des Espagnols, on est plus fort que iamais attaché à eux pour celle d'Angleterre : tenant tousiours vnies les pratiques que l'on auoit de se pouoir saisir & asseurer de quelques ports aux costes de Bretagne, de Normandie & de Picardie. Aquoy il est tres-necessaire de prendre autant garde que iamais.

Je ne voulus point entrer à repliquer sur ce que l'on me dit de tous ces traitez, ny de Monsieur de Sauoye. Et sa Sainteté continuant à parler, elle m'auoit dit que i'estois le premier qui luy auoit donné la nouuelle de l'entreprise d'Antragues au Comtat, de laquelle elle auoit receu vn tres-grand plaisir, croyant que toutes choses iroient de mieux en mieux, si tout le monde faisoit bien son deuoir : mais qu'il sembloit que les Ducs de Neuers & du Maine ne faisoient aueun exploit qui aduançast les affaires, & entendoit neantmoins qu'ils faisoient de tres-grandes dépenses à l'entretennement de leurs armées. Je ne voulus point entrer en cet article; & seulement ie luy dis qu'au lieu de la nouuelle de la prise d'Antragues, ie la luy aurois voulu donner que ses galeres eussent pris Alger. A quoy il me respondit aussitost, que ce n'estoit pas chose qu'il pensast iamais faire avec les Espagnols; mais bien avec les François, s'ils le vouloient entreprendre; & qu'il croyoit que ce seroit vn tres-bon remede pour les affaires de France, d'y mener & employer les forces des huguenots : parce que ce seroit vn moyen de s'en deffaire & de les tirer hors de son Royaume. Ce que i'ay voulu dire & représenter à V. M. aux mesmes termes qu'on m'en a parlé, afin qu'elle mette son bon iugement sur telle sorte de discours & de chimeres, tant esloignées de la necessité, que les affaires de son Royaume si importantes à la Chrestienté d'estre secouruës & aidées. Ce qui me fait croire que le meilleur seroit que chacun entendist à faire son fait; croyant que de

ce coûté on est resolu à ce party, & de faire profit de toutes choses. Le Pape retourna de Ciuravecchia Vendredy au soir, fort moüillé: & hier il rint chapelle à saint Laurens hors de Rome, pour le premier Dimanche des Auants, & apresdiné il me donna audience à sa vigne, où ie luy demanday ses galeres pour aller de conserue iusques à Marseille avec celles du grand Duc de Toscane, comme V. M. me commandoit de faire par les siennes du 10. Octobre, que ie n'ay receuës que depuis qu'il a esté absent. Il me les accorda fort liberalement, & il me dit, que non seulement il les luy presteroit pour Marseille, mais pour les passer en Ponant, & par tout où elles s'en voudroient seruir. Dequoy ie le remerciai. Le tout sera qu'elles soient au temps que l'on en aura affaire, en estat de pouuoir nauiger, ayant tant entendu, qu'outre qu'elles sont tres-mal armées, tant de la chiourme que de toutes autres choses, il a encore en ce voyage, cassé tous les soldats qui estoient dessus, qui est vn signe qu'il ne les veut pas tenir lestes pour toutes sortes d'occasions. Et celuy que Monsieur le Prince de Conry a depesché, estant arriué icy: ie l'ay présenté à cette audience au Pape, que l'ay supplié, suiuant ce que vostre Maiesté me commandoit, de le vouloir consoler de sa sainte absolution, & de sa benediction. Ce qu'il m'a promis de faire en faueur de vostre maiesté, & selon ce qu'elle luy demande, comme aussi d'expedier les affaires des filles de feu monsieur de Montosier. De certuy-cy ie doute bien fort que ce ne soit si promptement ny si bien que l'on voudroit: attendu que c'est vne affaire qui touche la Chambre & les Cardinaux de Turin & de Paue, l'ayant plusieurs autres fois mis en tres-bons termes d'estre expediee, mais elle a tousiours esté renuersee par l'autorité des parties avec lesquelles on dispute.

Ie receus hier vne lettre de Monsieur de Poigny du 14. de cettuy-cy, par laquelle il m'aduertit bien particulierement de ce qui s'est passé en la negociation avec monsieur de Sauoye: surquoy le Pape me mettant de luy-mesme, ie luy ay bien fait entendre la mauuaise maniere dont ledit Duc & ses Ministres vsoient en cette occasion, qui n'importoit pas moins que d'un extreme desordre & d'une tres dangereuse guerre par toute la Chrestienté: & si d'un coûté il me vouloit excuser ce fait sur la necessité & la bonne intention de Monsieur de Sauoye au seruice de Dieu & de V. M. d'autant plus ie luy blâmois la maniere de proceder dudit Duc & de ses Ministres, qui ont traité avec Monsieur de Poigny, luy signifiant bien combien V. M. étoit resoluë de se faire raison de cet attentat, si soudain il ne luy étoit satisfait par Monsieur de Sauoye. A quoy il ne me dit autre chose que ce qu'il a tousiours fait, qui est que si l'on ne restituë à vostre Maiesté le Marquisat, comme on le luy a promis, qu'il le fera faire de force, & declarera la guerre au Duc de Sauoye. Mais ie luy ay assez bien fait entendre par ma replique, que ie n'en croiois rien: & i'ay trop de rencontres pour ne pas,

comme tres-humble & tres-fidele ſuiet & ſerviteur de voſtre Maieſté, prendre la hardieſſe de luy dire, qu'elle ne ſe doit aucunement fier & ne croire qu'en ce qu'elle voit; & elle vera que Monſieur de Sauoye ne ſe peut excuſer qu'il ne luy ait par trop perdu le reſpect: Et tout le monde le iuge ainſi par deſça.

Si-toſt qu'il euſt reduit Ravel, il deſpeſcha vn Courier au Pape: & S. S. m'a monſtré le deſſein de la place & du ſiege, & vne lettre qu'en eſcrit ledit Duc au Nonce qui eſt à Turin: par laquelle il luy mande la-dite priſe & la capitulation faite par ceux de dedans, diſant qu'il deſpeſche vn Courier à ſon Ambaſſadeur, pour donner ladite nouuelle à ſa Sainteté, s'aſſurant qu'elle en ſera tres-aïſe, tant pour le ſervice qu'il deuoit à Dieu, qu'à ſadite Sainteté, & à voſtre Maieſté.

Il luy ay parlé d'un memoire, duquel Monſieur de Poigny me fait mention en celle qu'il m'eſcrit, qu'il dit auoir eſté enuoyé à Monſieur de Sauoye par le Pape, qu'il auoit eu du Legat par la communication que luy en auoit faite voſtre Maieſté; & que cedit memoire eſtoit de Monſieur de Stors. Mais ſa Sainteté m'a reſpondu ne ſçauoir ce que c'eſt quel'on dirà Monſieur de Sauoye, qu'il le monſtre: retournant là-deſſus à me dire, qu'il eſperoit que Monſieur de Sauoye contentera voſtre Maieſté; & que ſon Nonce, qui eſt en Eſpagne, luy mande que le Roy Catholique & tout ſon Conſeil trouue mauuais & blaſme extrêmement l'attentat de Monſieur de Sauoye, ſ'il a autre intention que de rendre le Marquiſat à voſtre Maieſté. Mais ie n'en croy que ce que ie dois, comme tres-fidele ſerviteur que ie luy ſuis.

La Comteſſe de la Mirande continue tousiours aux alarmes qu'elle a quel'on n'entreprene ſur ſa place, & ie croy qu'elle en a beaucoup de raiſon, pour les aduis qui en ſont icy.

Ie viens tout à cette heure de recevoir la deſpeſche de voſtre Maieſté du ſept de ce mois, à laquelle ie ne pourray pour cette heure reſpondre autre choſe, ſinon qu'elle y ſera ſerui au pied de la lettre, comme elle commande.

*AVTRE LETTRE DV ROT, A MONSIEVR LE MARQVIS
de Piſany, du 20. Decembre 1588.*

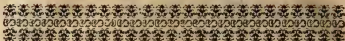
Monſieur le Marquis, l'ay penſé que le ſieur de Gondy ſera encore à Rome à l'attribution de cette deſpeſche, ſuiuant ce que ie luy ay dernièrement eſcrit d'y attendre quelque nouueau commandement que-i'auois à luy faire, dont à preſent ie luy enuoye vn memoire, partie duquel eſt ſous le chiffre que vous auez de moy: voulant iceluy vous eſtre commun à tous deux; & pareillement à mon Couſin le Cardinal de Ioyeuſe. Et où ledit Gondy, contre mon intention & eſperance, ſeroit deſia party pour aller vers les autres Princes, qu'il a

charge de visiter de ma part, vous donnerez ordre de vous faire tenir ledit memoire en diligence, apres qu'il sera déchiffre, & vous satisferez enuers sa Sainteté à ce qu'il auroit à luy faire du contenu en iceluy. Le luy m'ande aussi qu'il fasse vne si viue instance d'auoir la dispense que ie luy ay donné charge de pourfuiure pour mon Neveu le Grand Prieur, qu'il en soit le porteur : estant vne chose que ie desire bien fort, afin de pouuoir au plustost acheuer l'affaire pour laquelle i'en ay fait la Requête : comme au demeurant i'en suis en grande esperance, le sieur de Rieux m'en ayant rapporté vne bonne responce. Vous y ferez de vostre costé tout l'office & tout le deuoir que vous pourrez : d'autant que sans cela ladite affaire ne se peut acheuer avec l'assurance que ie desire : laquelle neantmoins est de si grande consequence pour le bien de la Religion Catholique, que ie n'y veux pas perdre aucun temps, afin d'auancer le bon effet qui en peut reüssir : & ie me promets que sa Sainteté y aura vne si prudente & vne si fauorable consideration, qu'elle ne s'y rendra pas difficile; avec ce que vous luy sçaurez bien remonter. Que si elle a connu estre à propos d'accorder semblable dispense au grand Prieur de Thoulouse, pour le seul respect de la conseruation d'une Maison particuliere & du seruice qu'elle peut faire; les raisons sont beaucoup plus fortes & plus pregnantes en ce fait, où il s'agit d'un si bon œuvre pour le seruice de Dieu; & d'autre costé d'une personne qui me touche de si près que fait ledit Grand Prieur.

L'ay veu ce que vous m'avez escript par la vostre du 18. du passé, des discours & propos que sa Sainteté vous auoit tenus, tant sur le fait des Espagnols & de l'entreprise d'Angleterre, que sur le fait du Duc de Sauoye. Je ne puis rien adiouster pour le regard du dernier, à ce que contient le susdit memoire, qui vous donnera suiet de mieux connoistre quels effets i'y puis attendre de la iustice de sa Sainteté, puis que ie suis resolu de ne plus prendre de paroles pour satisfaction. Et pour le regard de l'autre, si de toutes autres parts l'on y procedoit avec le zele que l'on doit à l'honneur de Dieu & à la Religion Catholique, ie n'en voudrois rien ceder à qui que ce soit, ainsi que ie vous ay cydeuant escript, & que ie l'ay aussi ouuertement déclaré à l'Ambassadeur du Roy Catholique. Mais si l'ambition est cause que d'autres veüillent tout pour eux, l'essay qui a desia esté fait, peut faire iuger ce que l'on doit attendre. Vous remercierez sa Sainteté de ma part, du prest qu'elle vous a accordé de ses galeres pour le voyage de mon Cousin le grand Duc : & selon que de la part d'iceluy vous serez aduertuy du besoin qu'il aura de s'en seruir, vous tiendrez la main enuers sa Sainteté à l'en faire accommoder. Je vous ay donné aduis des exploits faits en Poictou, par mon Cousin le Duc de Neuers, avec mon armée qu'il commande, le dernier desquels est la reduction de Montagu sous mon obeyssance, d'où il pourfuiuoit vers la Garnache & Beauuais. L'ay

eu auis que le Roy de Nauarre assemble toutes ses forces pour l'interrompre : surquoy i'ay de nouveau mandé quelque nombre de compagnies de Gensd'armes, outre celles qui sont desia en ladite armée, pour r'enforcer mondit Cousin, comme ie suis apres à chercher les moyens de le sçauoir de diuers, ensemble mon Cousin le Duc du Maine, afin que mes forces en l'vn & en l'autre endroit ne demeurent pas inutiles. Vous pourrez ouïr parler de quelque indisposition qu'a eu la Reine ma Dame & mere, de Fiebre & de Rheume, qui m'a tenu vn peu en peine. Mais elle est à present, Dieu mercy, garentie de dangers, & i'espere que dans peu de iours elle sera du tout guarie. Priant Dieu, &c.





INSTRVCTION

AV SIEVR DE POIGNY, CHEVALIER, S'EN ALLANT
en Piedmond vers le Duc de Savoye, pour luy demander la restitu-
tion du Marquisat de Saluces.

LE Roy ayant entendu le changement que Monsieur le Duc de Savoye a fait au Marquisat de Saluces, a auiisé de despescher vers luy le sieur de Poigny, Cheualier des Ordres de sa Maiesté, Conseil-ler en son Conseil d'Estat & Priué, & Capitaine de cinquante hom-mes d'armes de ses ordonnances; lequel se conduira en la charge qu'elle luy a sur ce baillée, selon qu'il verra par la presente instruction estre la volonté de sa maiesté.

Estant arriué vers ledit sieur Duc, apres luy auoir présenté la let-tre que sa Maiesté luy escrit en sa creance, il luy dira de la part d'icel-le, qu'elle en autoit receu vne sienne du 26. Septembre, par le sieur des Allimes son Ambassadeur, par laquelle, & par ce qu'y adiouste de bou-che ledit Ambassadeur, il aduertissoit sa Maiesté du passage que Lesdi-guières vouloit faire avec ses forces delà les monts, pour prendre Cha-steau-Dauphin: & que redoutant vn si mauuais voisinage, qui luy estoit d'ailleurs suspect, pour l'opinion qu'il y auoit de l'intelligence entre lesdits Lesdiguières & la Fieffe, Commandans audit Marquisat, il auoit deliberé d'y aller avec ses forces, pour s'opposer à ladite en-treprise, & si ledit lieu estoit desia pris, pour faire effort de le repren-dre, pour y faire obeïr à sa Maiesté avec le mesme pouuoir qu'apara-uant; afin de pouruoir ensemblement, ce faisant, au seruice de sa Maiesté de ce costé-là, & à la seureté de ses propres Estats: ayant le-dit Ambassadeur sur ce prié sadite Maiesté de la part de sondit Mai-stre, d'auoir agreable cette sienne bonne volonté de luy vouloir tes-moigner en la susdite occasion.

Cette offre fut suiuite dès le lendemain d'un autre aduis, portant que ledit sieur Duc estoit entré dans Carmagnolles, & autres places de sa Maiesté delà les monts; Lesdiguières s'estant desia saisi de Cha-steau-Dauphin. Ce qui a esté depuis confirmé à sa Maiesté par autre lettre dudit sieur Duc, du 4. de ce mois; & encore par sondit Amba-sadeur verbalement: disant qu'il auoit esté contraint de faire cela pour le seruice de Dieu, pour celuy de sa Maiesté, & pour la deffense & pour la conseruation de ses Estats; & que par ce moyen ledit marquisat est à present assuré au seruice de sa maiesté: ce qu'il n'estoit pas aupara-uant.

Sa Maïesté eut trouué bon qu'il eust attendu d'auoir sur cela leu son intention , auant que d'entreprendre ce qu'il a fait : ou bien si l'vrgence du mal ne le pouuoit permettre, qu'il fust allé au deuant du danger par vne autre voye que celle qu'il a tenuë. Toutesfois elle croioir qu'il a esté poussé par les raisons qu'il a allegué, & elle s'assure que son intention est de remettre lesdites places, & rout ce qu'il a trouué dans icelles, entre les mains de sa Maïesté. Car elle estime qu'il a tant de reuerence à la iustice establee de Dieu entre les hommes, qui ne permet aux Princes ny à autres d'vsurper ce qui ne leur appartient pas, qu'il ne voudroit pas violer ce deuoir à l'endroit de qui que ce soit.

Il y a aussi plusieurs autres causes qui confirment encore plus la mesme creance à sa Maïesté, pour son regard. En premier lieu, il luy appartient de telle proximité de sang, tant de soy que par le moyen de madame l'Infante sa femme, que cela l'oblige tres-estroitement à garder tout droit de sincere amitié enuers sa maïesté.

A cela on peut pareillement rapporter le bon & fauorable traitement que feu M. le Duc de Sauoye son pere a receu de cette Couronne, par la liberalité & la restitution de ses places retenues à ladite Couronne au traité de paix, & mesme par celle que sa Maïesté luy auroit gratuitement faire à son rerour de Pologne, des villes & forteresses de Pignerolles & Sauillan, dont l'obligation estoit d'autant plus grande enuers sa Maïesté, que le Roy d'Espagne n'auroit iamais voulu rendre audit sieur Duc les places d'Ast & Santia, qui luy estoient demeurées par ledit traité, iusques à ce qu'il y fust inuité par l'exemple de ce qu'auoit fait sa Maïesté ; à laquelle parrant, outre lesdites deux places qu'elle auroit rendues, il n'est pas deu vne petite part de la grace receuë par ledit sieur Duc en la restitution des deux autres.

En tout ce qui s'est offert depuis sa mort à l'endroit du sieur Duc son Maistre, sa Maïesté luy a pareillement fait tous les offres & demonstrations de singuliere bienveillance qu'il luy a esté possible. Il en a senty les effects, en ce qui s'est passé il y a quelques années entre luy & les Suisses, où sa Maïesté y interposa si auant son autorité & son credit, qu'il demeura delchargé des pretentions que lesdits Suisses poursuiuoient contre luy.

L'acte commis és personnes du Capitaine Lanche, & autres Gentils-hommes suiens de sa Maïesté, qui furent meurtris près de monmeillan par le Gouverneur & par la garnison dudit lieu, s'aidant du commandement qu'ils disoient auoir dudit sieur Duc, estoit de si grande offense enuers sa Maïesté, qu'il y auoit tres-iuste occasion & argument de s'attacher à luy, pour en auoir voulu trop entreprendre. Mais au lieu de ce faire, elle sur rellement vaincuë du respect de la consanguinité & de l'amitié, estant ledit sieur Duc fils d'une Princesse Tanre de sa Maïesté quelle aimoit & cherissoit comme si elle eust esté la pro-

pre mere, qu'elle receut en bonne part les excuses qu'il luy enuoya faire, & qu'elle fut contente d'oublier ledit fait : postposant ce qui y pouuoit aller de sa dignité & de son seruice.

D'autre part la Maiesté tient ledit sieur Duc pour Prince si prudent & si aduisé, qu'il connoist assez ce que luy peut apporter l'amitié ou inimizie d'un Roy de France : & elle croit qu'il estime la Maiesté accompagnée d'une generosité digne du Sceptre que Dieu luy a mis en main, pour le conseruer, & pour n'y souffrir attendre ny entreprise de Prince du monde, sans employer tous les moyens pour en auoir la raison. De sorte que concourrant ensemble tant & de si forts & preignans arguments, pour asseurer la Maiesté que ledit sieur Duc ne deuoit auoir que bonne volonté en son endroit, elle a d'autant plus d'occasion de tenir pour chose ferme & resoluë, que ce qu'il luy a escrit ou fait dire de son intention, en ce qu'il a fait, est vne promesse certaine de vouloir restituer à la Maiesté ce qui luy appartient, & qu'il luy en donnera vne telle preuue par effect, qu'elle aura occasion de s'en contenter.

Sur cette confiance elle s'est resoluë d'enuoyer incontinant deuers luy le sieur de Poigny, lequel s'aidera de toutes les considerations susdites, & autres qu'il y pourra adiouër, pour luy faire connoistre que la Maiesté se promet qu'il ne fera pas difficulté de luy rendre lesdites places, & autres choses dont il s'est emparé, & il luy en fera telle instance que l'affaire merite: luy faisant entendre qu'il a charge de les receuoir au nom de la Maiesté, comme elle veut qu'il fasse. Et s'il prend cette bonne resolution de les remettre, comme il doit; à cette fin luy est baillée vne commission de la maiesté, pour s'en seruir audit cas, & donner l'ordre qu'il sera necessaire pour la conseruation dudit Pays, & attendant qu'elle y ait autrement pourueu: voulant qu'il asseure ledit sieur Duc, qu'elle n'y mettra personne pour y commander, qui luy puisse apporter soupçon ny ialousie en les Estats.

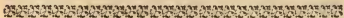
Se resoluant à faire ladite restitution entre les mains dudit sieur de Poigny, s'il est besoin d'auoir des forces pour mettre dans les places, il en auertira Monsieur le Duc de Mayenne, afin qu'il luy en enuoye, suivant ce que la Maiesté luy escrit, dont ledit sieur de Poigny portera la lettre pour la luy bailler passant à Lion, s'il y est encore: luy communiquant par mesme moyen la charge que la Maiesté luy donne en ce voyage. Et s'il estoit party dudit Lion, & esloigné de son chemin, il luy enuoyera ladite lettre seurement, & il l'aduertira de son passage.

Si au contraire par la response que luy fera ledit sieur Duc, il reconnoist en luy autre volonté que celle qu'il doit, & que ses lettres & les paroles dites par son Ambassadeur promettent, ledit sieur de Poigny tiendra l'affaire en suspens, sans rien rompre, & il demeurera près de luy: prenant argument de vouloir aduertir la Maiesté de sadite response, afin de disposer les choses sur ce qu'il luy auoit peu pro-

poſer, au contentement de l'un & de l'autre, ſ'il eſt poſſible. Et de fair il neſaudra de depeſcher ineontinant vers ſa Maieſté, pour la rendre bien eſclaireie de tout ce qu'il aura reconnu ſe pouvoir attendre & eſperer de ce coſte-là; comme elle luy ordonne auſſi d'en faire depeſche bien ample à ſon Ambaſſadeur à Rome, enſemble à Monſieur le Cardinal de loyeuſe & au ſieur de Vinay, eſtant de preſent pour ſon ſeruiſe à Veniſe; afin qu'ils puiſſent faire là deſſus les offees qu'il conuiendra pour la dignité & le ſeruiſe de ſa Maieſté, ſuiuant ce que par ſes premieres lettres elle leur commandera de faire ſur l'aduiſ qu'il leur donnera de l'eſtat de ſadite negociation.

Pendant le ſeiour qu'il fera pardelà, attendant la reſponſe de ſa Maieſté, il ſ'informera ſoigneuſement de l'eſtat & de la diſpoſition des affaires, des humeurs & affectionſ des perſonnes, ee qui ſe pourroit pour le recouurement deſdites places, quels moyens y ſeroient neceſſaires, & la façon de laquelle l'on auroit à ſ'y conduire: pour ſur le rapport ou aduiſ qu'il en donnera à ſa Maieſté, y faire telle conſideration & prouiſion qu'il verra appartenir au bien de ſon ſeruiſe.

S'il aduenoit que ledit Due entraſt en Dauphiné, pour y entreprendre quelque choſe, comme il y a quelque bruit qu'il en menace; ledit ſieur de Poigny luy remonſtrera, que c'eſt ouueriement rompre la paix & violer toute amitié & reſpect de parenté avec ſa Maieſté; & il fera tout ce qu'il pourra pour l'en diuertir, iuſques à proteſter contre luy, où il paſſeroit outre, de l'infracſion de ladite paix & de tout le mal qui en pourroit aduenir. Toutefois pour eela il ne ſ'en retournera pas ſans en ſçauoir la volonté de ſa Maieſté, apres qu'elle aura eſté par luy aduertie de l'eſtat des affaires. Fait à Blois, le 23. Octobre 1588.



*COMMISSION AV SIEVR DE POIGNY, S'EN ALLANT
en Piedmont, dudit iour 23. Octobre 1588.*

HENRY &c. A noſtre amé & ſeal le ſieur de Poigny, Cheualier de nos Ordres, Conſeiller en noſtre Conſeil d'Eſtat & Priuë, & Capitaine de cinquante hommes d'armes de nos Ordonnances, Salut. Comme noſtre tres-cher & tres-amé frere le Due de Sauoye, ſe ſoit emparé des places de noſtre marquiſat de Saluces, & autres que Nous auons delà les monts; ayant ierté hors d'icelles les gens de guerre qui y eſtoient de noſtre part, pour y en mettre des ſiens: ee qu'il nous auroit depuis fait entendre auoir fair pour bonnes conſiderations, regardans le bien de noſtre ſeruiſe & la ſeureté de ſes Eſtats; en conſequence de quoy nous nous aſſurons qu'il ne fera difficulté de les nous rendre à la premiere ſemonce qui luy en ſera faite de noſtre part:

& qu'il soit besoin commettre à cette fin, & pour retirer icelles places de luy en nostre nom, quelque digne & prudent personnage duquel la fidelité nous soit connue, & qui sçache aussi apres ladite restitution, donner l'ordre requis à la conseruation d'icelles & à la seureté du pays, en attendant que nous y ayons autrement pourueu : SCAVOIR faisons, que Nous à plein confiant de vos sens, suffisance, loyaute, preud'homme, experience, diligence, & singuliere deuotion au bien de nostre seruice. Pour ces causes, & autres bonnes considerations à ce nous mouuans, vous auons commis, ordonné & député, commetteurs, ordonnons & deputons par ces presentes, pour vous transporter deuers ledit sieur Duc de Sauoye, iceluy semondre de nostre part, de nous rendre & restituer lesdites places par luy saisies, & tout ce qui nous appartient & à nos suiets, les recevoir pour nous en nostre nom, & en bailler telles descharges que besoin sera audit sieur Duc, ou à ceux qu'il aura commis; lesquelles descharges nous voulons estre de pareille force & vertu, & les auons validées & validons par cesdites presentes, comme si faites estoient par Nous sous nostre grand sceau : Promettant en bonne foy & parole de Roy, de faire expedier sur icelles toutes ratifications de Nous, en telle forme que besoin sera. Voulons en outre que vous ayez à mettre & establir esdites places les garnisons qui y seront necessaires & que vous verrez bon estre, des forces qui vous seront à cette fin enuoyées par nostre tres-cher & amé Cousin le Duc de Mayenne, suivant le mandement qu'il a de Nous; commander aux habitans desdites villes & places d'y recevoir lesdites forces, les loger & accommoder ainsi qu'il est accoustumé auoir soin & regard sur lesdits gens de guerre; leur commander pareillement, ensemble à nos Officiers & suiets, manans & habitans dudit pays ce qu'ils auront à faire, pour nostre seruice; & generalement faire ordonner & executer tout ce que vous connoistrez appartenir au bien de nostre seruice, & à la conseruation de nostre pays sous nostre seruice & obeissance : içoit que le cas requist mandement plus special qu'il n'est porté par ces presentes: Et ce iusques à tant, comme dit est, que par nous autrement y soit pourueu. De ce faire vous auons donné & donnons plein pouuoir & puissance, autrement commission & mandement plus special. Mandons & commandons à tous nos Iusticiers, Officiers & suiets dudit pays, ensemble audits gens de guerre, qu'à vous en ce faisant ils obeissent & entendent diligemment, sans y faire faute ny difficulté, sur peine d'encourir nostre indignation, & d'estre punis exemplairement. Car &c. Donné &c.

*LETTRE DV ROT AV DVC DE SAVOYE,
du vingt-troisiesme Octobre mil cinq cent quatre-vingt huit.*

MON FRERE, l'ay pris assurance par vos lettres que vostre Ambassadeur m'a présentées, & par ce qu'il m'a aussi dit verbalement de vostre part sur le changement par vous fait en mon Marquisat de Saluces, que ç'a esté pour le soupçon que vostre dit Ambassadeur m'a représenté, & en intention de remettre les places où vous avez mis garnison de vos gens, entre les mains d'autres personnes que j'ordonneray, & qui y apportent par leur fidélité, moins d'ombrage que ceux qui y estoient. Ce qui m'a fait résoudre d'enuoyer deuers vous le sieur de Poigny, Cheualier de mes Ordres, Conseiller en mon Conseil d'Etat, avec la charge qu'il a de moy, laquelle il vous fera entendre; l'ayant choisi comme personnage de la fidélité duquel & deuotion à mon seruice j'ay entière confiance, & que ie reconnois accompagné de tant de prudence, qu'avec ce qui est du bien de mondit seruice, il n'obmettra rien qui puisse seruir à entretenir & fortifier nostre commune amitié. A cette cause me remettant à sa suffisance, ie vous prie de le croire de tout ce qu'il vous dira de ma part, comme moy-mesme. Priant Dieu &c.

*LETTRE DE MONSIEVR DE POIGNY, AV ROT,
du neuuesme Nouembre mil cinq cent quatre-vingt huit.*

SIRE,

Il s'est tant passé de choses depuis six iours, qu'il ya que ie suis icy, tant en trois audiences que j'ay eues de Monsieur de Sauoye, qu'en cinq ou six fois qu'il a enuoyé traiter avec moy M. de Ligny, accompagné de quelques autres de son Conseil; que m'estant du tout impossible de les représenter toutes par escrit à vostre Maesté, comme ie desirerois, (afin que par sa prudence, elle pût sur ces particularitez iuger plus entièrement ce qu'elle se doit promettre des choses de deça) ie suis contraint d'en remettre vne partie à la suffisance de ce gentilhomme, lequel, si tost que j'ay pû prendre quelque resolution avec Monsieur de Sauoye, ie despesche en toute diligence à vnir & employer seulement en cette lettre (pour ne la luy rendre par trop ennuyeuse) les choses les plus importantes qui se sont passées, & que son Altesse, ou Monsieur de Ligny m'ont dites. En quoy ie commenceray par luy dire, qu'ayant que d'arriuer en Piedmont, j'appris par la Sauoye, que comme j'auois

LLLL ij

craint & preueu avec vostre Maieſté, ie trouuerois Monsieur de Sauoye ayant assiégué Raul, bien que le sieur des Allimes & ceux du Duc qui à Chambery m'auoient par son commandement, fort careſſé, me l'eussent celé. Cela me fit encore dauantage aduancer le plus que ie pûs mon voyage, & employer la nuit & le iour pour estre bientoſt auprés de son Altesse: laquelle m'enuoia receuoir par vn sien maistre d'Hofſtel, dés le pied des monts; & deuant que i'arriuaſſe à Turin, par le sieur de la Croix, avec toute la demonstration qui se peut faire de l'honneur qu'il porte à vostre Maieſté, & qu'il veut rendre à ses seruiſſeurs. Et bien que ie viſſe que parmy celle que m'auoit fait en Sauoye le sieur des Allimes, qu'il y auoit quelque artifice pour couler le temps & me faire arriuer le plus tard qu'il se pourroit aupres de son Altesse, pour auancer cependant ce qui estoit du ſiege entrepris: ie ne m'arrestay que le moins que ie pus. Et n'ayant ſeiourné à Turin que 3 ou 4. heures pour entretenir Monsieur de Stors & luy donner loisir de monter à cheual; ie me rendis le 3. de ce mois avec ledit sieur de Stors en cette ville de Sauillan, où le Duc m'auoit mandé qu'il venoit voir l'Infante, & me receuoir. Je fis dés le ſoir grande instance d'auoir audience. Dequoy son Altesse s'estant excusée sur le long temps qu'il y auoit qu'il n'auoit veu l'Infante; ie le fis dés le ſoir ſupplier par ledit sieur de la Croix en mon nom, d'arreſter le cours du ſiege de Raul, comme trop preiudiciable au ſeruice de vostre Maieſté depuis que j'eſtois icy: & ie luy fis remonſtrer ſur cela beaucoup de raiſons que j'auois. ſur leſquelles toutefois & toute l'instance que ie pus faire faire iuſques à deux fois, ie n'eus autre reſponſe, ſinon que le lendemain à bonne heure il me verroit, & me feroit ſi clairement connoiſtre, que tout ce qu'il auoit fait & faiſoit encore, n'eſtoit que pour le ſeruice de vostre Maieſté & pour la ſeureté de ses Eſtats, qu'il me donnoit toute occasion de contentement.

Le lendemain ie preſſay le plus que ie pus d'auoir audience. Et Payant eue dés le matin, apres auoir dit audit ſieur Duc en peu de paroles, l'occasion pour laquelle vostre Maieſté m'auoit enuoyé icy encore, qui estoit pour receuoir les effets de ce que par tant de fois il auoit eſcrit & fait dire à vostre Maieſté, que ce qu'il auoit fait au Marquiſat de Saluces n'eſtoit que pour vostre ſeruice, & pour luy faire auſſi connoiſtre la continuation de vostre amitié & bienveillance, en cas qu'il luy en donnaſt occasion: le luy dis que j'eſtois contraint de luy dire, le trouuant à mon tres-grand regret ayant assiégué vne place de vostre Maieſté, de ſe deporter dudit ſiege, & de luy declarer que non ſeulement cela ne ſe pouoit plus contre le ſeruice de votre dite Maieſté, mais qu'elle s'en ſentiroit auſſi grandement que iuſtement offenſée. Que vostre Maieſté pour beaucoup de conſiderations, que ie luy deduiſis ſuiuant la charge qu'il luy en a pleu me donner, auoit touſiours aimé & eſtimé ſon Altesse. Mais que pour ces

mesmes considerations, & plusieurs autres que ie luy marquay, elle s'estoit tousiours promise de luy tous bons offices & semblables demonstrations enuers vostre Maiesté, de laquelle il auoit cet honneur d'estre humble parent & tres-affectionné seruiteur. Il discourut apres sur les iustes occasions qu'il auoit eu de faire pour le seruice de vostre Maiesté, ce qu'il auoit fait : me remettant ioutefois à m'en esclircir plus particulierement ; me disant que cela donneroit occasion à tout le monde de dire, que ce qu'il auoit fait par le passé, n'auoit pas esté pour le seruice de vostre Maiesté, puis que si tost que ie serois arriué icy, ie l'aurois retenu d'acheuer. Que pour ces occasions, & pour l'assurance qu'il auoit que vostre maiesté ne le trouuoit pas si mauuais que ie disois, il me prioit de ne me pas arrester dès le commencement à si peu de chose, & de traiter avec luy dece que i'auois charge, assuré qu'il satisferoit V. M. de tout ensemble.

Je repris là dessus, & luy ayant fait connoistre que ie ne pouuois traiter durant qu'il continueroit le siege de Ruel ; & luy ayant remontré tout ce que ie pus du tort qu'il se faisoit de le vouloir continuer, apres la declaration que ie luy auois faite, que cela estoit contre le seruice de V. M. qu'il donneroit par ce moyen beaucoup plus d'occasion de croire que ce qu'il faisoit n'estoit pas tant pour vostre seruice, comme il disoit, que non pas pour ce qu'il monstroit craindre. Que ie ne voyois point quelle raison ou apparence il pouuoit auoir de vouloir de force emporter les places de V. M. Monsieur de Ligny prit la parole ; & ayant avec beaucoup de paroles, dit le contentement que le Duc auoit qu'il eust pleu à V. M. de m'enuoyer pour traiter avec luy, il dit qu'il auoit charge de m'ouurir entierement les causes qui l'auoient meu à faire ce qui s'estoit passé ; dequoy il y auoit long temps qu'il auoit desiré aduertir V. M. & qu'il vous feroit connoistre que ceux qu'il auoit ostez de Carmagnolles, de Cental & de Saluces, & ceux qu'encore il desiroit oster de Ruel, estoient tres-mauuais seruiteurs de V. M. qui auroient voulu tromper son Altesse, Monsieur de Stors & plusieurs autres. Et apres auoir fait de grandes protestations de dire ingenuement la verité, il commença à nous discourir comme dès le temps du siege de Sorgues, Messieurs d'Espéron & de la Valletie auoient enuoyé vers le Duc son Seigneur, les sieurs de Masses & de Scarnafice, lesquels en apparence faisoient mine de traiter de ce qui s'estoit passé à Carmagnolles, mais en effet sur les lettres de creance qu'ils auoient apportées, ils recherchetent instamment son Altesse aux noms desdits sieurs, de les y admettre, avec plusieurs offres, sans particulariser rien dauantage : dequoy son Altesse s'estoit trouuée toute estonnée, & s'estoit neantmoins résolue enfin de les asseurer de son seruice & de V. M. & non autrement. Depuis qu'ils auoient continué cette pratique, iusques à ce qui estoit arriué à Paris. Que peu apres le sieur de la Fiste ayant enuoyé deuant le Controolleur

Bertrand, sous pretexte de demander quelque secours pour les places du marquisat, & ne voulant en effet que tromper le sieur de Stors, ayant pris iour, vint pour trouuer le Duc son Seigneur, amenant avec luy le sieur de Signan Gouverneur de Cental, & lors ils le rechercherent de beaucoup plus estroite amitié & intelligence au nom desdits Seigneurs: luy offrant pour l'y conuier, & à les deffendre contre leurs ennemis, les trois places qu'il luy plairoit choisir des meilleures qu'ils tenoient en France, luy nommant mers, Boulogne, Valance, Romans, Sisteron, & autres; & de plus de luy faire hommage du Marquisat de Saluces comme à seigneur, s'il luy plaisoit les aider & maintenir comme ses vassaux, & qu'ils mettroient dans Carmagnolles & Ravel des personnes confidentes à son Altesse, laquelle voulut voir cette offre par escrit, promettant d'y faire aussi réponse par escrit. Ce qu'elle auoit fait, & qui donne à connoître qu'il ne vouloit point des places de V. M. ny aussi recevoir l'hommage du marquisat, qui ne luy appartient pas: mais que s'ils vouloient mettre dans lesdites places quelques personnes qui luy fussent confidentes, & qui les gardassent pour le seruice du Roy & le sien, qu'il les aideroit de ce qu'ils auroient besoin; & qu'il passa en cela quelque traité, par lequel les seigneurs de Moret & de Scarnasis furent nommez, pour mettre dans lesdites places, & Signan pour aller vers Messieurs d'Espernon & de la Vallée pour approuuer ce qui auoit esté traité, & en rapporter bientoist la réponse, que son Altesse faisoit tousiours estat d'enuoyer à sadite Maesté par luy sieur de Ligny, pour sçauoir si elle auroit cela pour agreable. Que le voyage dudit Signan auoit esté fort long. Cependant que son Altesse auoit esté aduertie, mesme de Languedoc, où il n'estoit pas sans amis, que ses gens le traitoient avec Lesdiguieres & autres: ce qui auoit esté cause qu'on les auoit pressé de se resoudre de ce qu'ils vouloient faire: & qu'enfin apres plusieurs allées & venuës, mesme vn voyage du Controolleur Bertrand, lequel sous pretexte d'engager vne bague, auoit eu du Duc son seigneur quelque millier d'escus; le sieur de la Fiste leur dit ouuertement, que le sieur de la Vallée en personne vouloit conclure & arrester ce traité: que pour cela il viendrait à Saluces sitost que Monsieur d'Espernon seroit venu en Prouence. Surquoy le Duc son seigneur ayant reconnu qu'ils auoient mauuaise intention, & ayant eu de bons aduis comme ils auoient traité avec Lesdiguieres, ayant sceu la trefue qui s'estoit faite avec ledit Lesdiguieres, son passage deçà les monts, la prise de Chateau-Dauphin, & que la Fiste au lieu de venir parler à son Altesse, comme il auoit promis, s'estoit allé aboucher, sous pretexte d'accorder quelque querelle, à Brosasque avec ledit Lesdiguieres. Que toutes ces choses auoient fait resoudre ledit Duc son seigneur, d'assurer ce qui estoit du Marquisat, & faisant seruice à vostre Maesté, assurer aussi tous ses Estats. Là il s'estendit sur la grande affection que son Altesse auoit au seruice de V.

M. l'intérêt & l'obligation qu'il luy auoit, qui l'auoient empêché de se mêler d'aucuns des partis de la France, bien qu'il en eust esté par plusieurs fois instamment recherché. Au contraire, qu'il auoit enuoyé offrir à V. M. le service de tous ses biens & de sa propre personne, avec tout plein d'autres paroles; & sans toucher vn seul mot du siège de Ruel. Il me coniuura par quantité d'honnestes langages à entretenir cette bonne volonté du Duc son seigneur, & à m'acquiescer de l'honneur dece voiage, qui importoit beaucoup au repos de toute la Chrestienté.

Combien que ce long discours eût beaucoup de choses remarquables, si me fit-il croire qu'ils vouloient m'embarquer en vn traité, & passer cependant outre au siège encommencé: ce qui fut cause que sans m'arrester beaucoup à tout son discours, luy ayant seulement dit que son Altesse me faisoit bien connoistre qu'elle prenoit confiance de moy, me faisant dire vne chose de telle importance, & que i'eusse bien désiré que deslors elle en eust autant fait entendre à V. M. ie dis quelque chose de l'affection que V. M. auoit tousiours portée audit sieur Duc, & qu'il seroit bien aisé d'auoir occasion de luy continuer, & du desir que i'auois de luy pouuoir estre vtile ministre.

Ie vins au siège de Ruel, duquel ie leur dis que ie m'estonnois, veu que c'estoit sur cela que i'attendois principalement réponse de son Altesse, qui ne m'en auoit pas touché vn mot, & avec tout ce que ie pus de force ie leur remontray combien V. M. s'en sentiroit offensée: le tort que son Altesse le faisoit, le dommage qui en pourroit arriuer à luy & à toute la Chrestienté: & enfin la vergogne que ce m'estoit, & le peu d'esperance que ie deuois auoir de recevoir Carmagnolles & Cental, si à ma veüe ie ne pouuois empêcher qu'on prist de nouveau vne place de V. M. ce que ie les priois de faire entendre à son Altesse, & que de moy sans souffrir cette honte & sembler par ma présence authentifier vne telle action, ie m'en irois & m'en retournerois trouuer vostre Maesté.

Monsieur de Ligny reprenant la parole, & rebattant presque tout ce qu'il auoit dit de l'affection de son maistre au service de V. M. & essayant par beaucoup de discours de me faire croire que Ruel estant entre les mains du Duc son Seigneur, il seroit plus en la puissance de V. M. qu'il n'estoit, il s'estendit sur les mauuaises actions de ceux qui estoient dedans; & enfin il me dit que son Altesse ne s'en pouoit departir, pour la honte qui luy en viendroit, & l'occasion qu'il donneroit à tout le monde, comme m'auoit desia dit son maistre, de dire que ce qu'il auoit fait iusques là n'estoit pas pour le service de V. M. Qu'il me prioit de ne pas rompre pour cela dès le commencement vne bonne Negotiation, de laquelle ie me pouuois promettre de l'honneur & de la satisfaction; & qu'on auroit aussitost traité de tout ensemble, comme de ce fait particulier.

A tout cela ie respondis, Sire, comme i'en auois assez de moyen, ce que ie pensay estre le plus propre à leur faire prendre resolution. le leur remontray qu'il n'y auoit point de moyen d'entrer en traité & en bonne intelligence; les effets tous contraires estans si clairs & si preignans. Que s'il plaisoit à son Altesse de se departir de ce fait-là, i'entrerois tres-volontiers en traité du reste. Que ce qui s'estoit fait par le passé & ce qui se faisoit à cetter heure, si bien qu'en apparence ce fussent choses coniointes, elles n'estoient pourtant pas semblables; d'autant que tout ce qui s'est passé iusqu'au iour que i'arriuy en la Cour de Sauoye, pour faire connoistre la volonté de V. M. audit sieur Duc, n'auoit point alreré sa bonne volonté à son esgard, attendu qu'elle auoit bien voulu croire pour l'amirié qu'elle luy portoit & l'asseurance qu'elle prenoit de ses paroles, qu'il n'auoit rien entrepris à mauuais fin, & que le tout s'estoit fait pour son seruice. Mais que depuis que i'estois arriué aupres dudit Duc les choses auoient changé de face, & que ie luy auois fait entendre ce que V. M. estimoit estre de son seruice, en la reddition des villes du marquifat. Ce que ne faisant pas, il ne pouuoit plus couurir, comme par le passé, du nom de son seruice l'entreprise qu'il auoit faite sur ledit Marquifat. Que ce n'estoit pas à luy, mais à vostre maiesté à estimer ce qui estoit de son seruice, & que ce que ledit Duc feroit au contraire, estoit attentat & infraction de paix & d'amitié. En suite ie respondis aux Deputez comme i'auois fait audit sieur Duc, mesme sur la honte qu'il craignoit de recevoir s'il se departoit de son entreprise. Nous eulmes encore plusieurs discours; & mesmes i'en vins iusques-là de dire, que puis que l'intention de monsieur le Duc de Sauoye n'estoit autre que d'oster de dedans Raul ceux qu'il tenoit pour mauuais seruiteurs de V. M. & s'asseurer de la crainte que ces gens-là apportoit à ses Estats, i'offrois en vertu du pouuoir que i'auois de V. M. de terminer la cause du differend, & sans laisser opprimer dauantage les suiets de vostre dite maiesté, ruiner de coups de canon ses places, consommer ses munitions, offenser de gayeté de cœur vn aussi grand Prince que vous, & allumer le feu par route la Chrestienté, d'aller de ce pas audit Raul; & s'il s'y trouuoit ou des heretiques, ou d'autres mauuais seruiteurs de vostre maiesté qui eussent en quelque chose offensé son Altesse, les en mettre dehors. Qu'en cas qu'ils fissent quelque difficulté de m'obeir, selon le commandement que ie leur en ferois de par vostre maiesté, alors son Altesse continueroit de les attaquer, si bon luy sembloit, & cela avec vostre bonne grace. Si aussi ils obeissoient, que son Altesse eust satisfait & venu à la fin de ce qu'elle desiroit, ie ne voyois point pourquoy elle deust ny peult passer outre à la ruine des places de V. M. & l'offenser à la veuë de toute la Chrestienté.

Les deputez ne peurent qu'ils ne connussent quasi la iustice & la raison de mon offre. Toutesfois ils debatoient encore plusieurs choses contre

moy, & me dirent par plusieurs fois, que de prendre les choses si aigrement, ce n'estoit pas le seruice des maistres ny l'honneur de leurs seruiteurs : & voyant que ie demeuerois ferme à vouloir ou que le Duc laissât le siege, ou qu'il l'intermist pour le temps qu'on prendroit à traier, & qu'infailiblement i'en irois, s'il ne conuenoient de l'un ou de l'autre, ils me promirent de faire entendre tout ce que ie leur auois dit à S. A. & de m'en rapporter resolution : & ie le priay par mesme moyen de me faire certe grace, que d'obtenir de luy de surseoir pour le lendemain matin la batterie de Ruel, que j'auois trop d'occasion d'oïr avec impatience. Mais à cela ie ne gagnay rien : au contraire la batterie sembla dès deuant le iour estre redoublée. Quant au reste, les sieurs de Ligny & de la Croix me vindrent dire avec beaucoup de paroles, que son Altesse, pour monstrier l'affection qu'elle auoit de donner contentement à vostre Maiesté, auoit pensé à ce que j'auois mis en auant. A quoy elle trouua vne grande difficulté, sçauoir qui l'on pourroit mettre dans Ruel qui fust seruiteur de vostre Maiesté & duquel son Altesse peut prendre confiance. A quoy ie respondis, que nous n'en manquerois pas : que son Altesse fist seulement surseoir la batterie, & que i'y donneroie ordre à son contentement. Et eux faisant grande instance que ie nommassé quelqu'un pensans par là qu'il y auoit grande esperance de tirer les choses en longueur, apres quelques altercations, ie dis, que pour arrester toutes difficultés, auancet vn si bon œuure, empeschet la ruine des suiets & des places de vostre Maiesté (qui estoit le principal soin de vostre Maiesté) & de tous ses suiets, & ne laisser rroubler le repos de la Chrestienté, au grand aduantage des hereriques, que i'offrois de me merre dedans, iusques à ce que vostre Maiesté en eut autrement ordonné. Que ie le pouuois faire avec la puissance que j'auois de V. M. & qu'apres rant d'honneur & de bonne chere que m'auoir fair son Altesse, ie me promettois qu'elle ne me pouuoit auoir desagreable. Ils ne me peurent à cela que respondre, sinon qu'ils le feroient entendre à son Altesse & qu'ils m'en rapporteroient responce.

Moy d'ailleurs voyant la longueur que ces allées & venuës appor-toient, ie demanday de pouuoir parler à S. A. & me resoudre avec elle de ce que ie pouuois esperer : ne pouuant plus demeurer au bruit de ses batteries. Mais quelque instance que ie fisse de parler audit sieur Duc, si ne pus-je auoir audience que sur le soir. Son Altesse m'ayant receu à part dans sa chambre, & estant tous deux seuls, nous eusmes plusieurs & grands propos, que, pour n'estre pas trop ennuyeux à vostre maiesté, ie laisseray. Je luy diray seulement que nous reprîmes presque tout ce qui s'estoit desia traité. Que ie luy declaray que s'il passoit outre, V. M. le tiendrait à infraction de paix, & ie luy remontray le mal qui en pourroit aduenir. Luy au contraire fit de grandes exclamations, si vostre maiesté le vouloit desesperer. Que V. M. iouffroit bien à plusieurs, qui ne luy estoient pas ny si proches parens ny si affection-

nez seruiteurs, qu'ils tinssent de ses places importantes. Et il vint enfin sur ce qu'il craignoit, que quand il auroit mis Rael entre mes mains, vostre Maieité vaincuë de l'importunité de quelques vns qui luy seroient mal affectionnez seruiteurs, y mist quelqu'un duquel il receuroit de mauuais offices & auroit peu de seureté à les Estats, comme il estoit desia arriuë lors que Monsieur de Rets traita avec luy, qu'on luy auoit promis que le sieur de Pommieres demeureroit dedans Carmagnolles, & qu'aussitost on y auoit mis le Capitaine Bonnourier; Monsieur de Rets n'ayant pû que baisser les espauls, comme il s'asseuroit que ie ferois. Et apres plusieurs autres discours, il me pressa fort de ne m'arrester point sur ce siege, & de luy aider à trouuer quelque moyen qui le contentast avec sa dignité & avec la seureté de vostre Maieité. Surquoy ie luy respondis, que i'estois tres asseuré, pour l'amitié que ie sçauois que V. M. luy portoit, qu'elle ne mettroit personne dans Rael, ny aux autres places du Marquisat, qui ne luy fust agreable; & que pour luy tesmoigner avec qu'elle sincerité & affection ie traitois avec luy & la connoissance que i'auois de l'amitié que vostre Maieité luy portoit, qu'il ne laissast entrer dans Rael, & retirast ses armes, & qu'il donnast douze personnes luiers & seruiteurs de vostre maieité propres pour tenir cette place; que i'esperois que demandant à V. M. qu'elle se contentast d'en pouruoir l'un, que ie croiois qu'elle l'en gratifieroit: & que pour moy i'y employerois toutes les tres humbles requestes que ie pourrois: surquoy il me dit qu'il faloit penser.

Mais continuant de discourir, & luy ayant touché ce que toute la Chrestienté diroit, s'il continuoit ce qu'il faisoit, ie vis qu'il portoit tout plein de gratifications que luy faisoit S. S. luy en donnant ordinairement sur le bon seruice qu'il auoit rendu à l'Eglise de Dieu, à vostre Maieité, & particulierement à l'Italie: l'exhortoit de continuer à s'asseurer de Rael; & luy mandoit auoir donné charge à Monsieur le Legat qui est aupres de vostre Maieité, de faire tous bons offices enuers elle, afin qu'elle prist bien sa sainte intention & sa peine pour le Marquisat, quine luy estoient que bien asseurées; & autres tels langages. Surquoy ie ne peûs dire autre chose, sinon que pour le passé ces bonnes impressions s'estoient pû donner aisement au Pape, mais qu'aussi facilement la Sainteté reconnoistroit-elle quand il se departiroit de la raison & des protestations qu'il auoit si solennellement faites. Il me dit aussi beaucoup de choses de l'extrême enuie qu'il auoit que vostre Maieité luy fist cet honneur de se seruir de luy, & de se pouuoir voir aupres d'elle; offrant, si elle l'auoit agreable, de l'aller trouuer où il luy plairoit. A quoy luy ayant respondu qu'il communiquast toutes ses belles actions par donner contentement à vore maieité au fait qui se presenteroit, nous recommençâmes tout de nouveau; luy à me presser de ne le contraindre point de quitter, & moy de n'offenser point vostre Maieité, & luy donner contentement; l'assurant qu'il gaigneroit plus en vne

heure de vostre bonne grace , qu'il ne feroit en vingt-quatre ans de guerre.

La fin de nostre discours fut , qu'il penseroit aux moyens que nous auions mis en auant , & qu'il m'en donneroit responce , laquelle dès le soir , comme ie l'en auois pressé , n'ayant pû gagner qu'il fureist la batterie de Ruel , Monsieur de Ligny , avec quelqu'autre , m'estant venu rapporter , nous fûmes longuement , eux à vouloir que ie nommassé quelqu'un entre les mains duquel on mist le chasteau de Ruel , attendant d'auoir les commandemens de vostre Maiesté , & moy remontrant que ie ne pouuois pouruoir aux places de vostre Maiesté , sans auoir sur ce son exprés commandement ; & que tout ce qu'ils pouuoient esperer de moy , estoit ce que j'auois dit au Due , que ie supplerois V. M. de m'y nommer quelqu'un qui luy fût agreable. Et il se passa sur ce plusieurs discours , qui m'esclairerent assez de ce qu'ils vouloient.

Le lendemain huitième du mois , le sieur de la Croix dès le matin me vint faire de grandes protestations du deplaisir qu'auoit Monsieur le Due son Maistre que ie voulusse ainsi rompre avec luy , & beaucoup d'autres langages du desseruiue que ie ferois à V. M. du blâme que j'en courerois , & du sentiment qu'en auroit toute la Chrestienté. Et il me dit , comme ie luy demanday , s'il auoit dit à son Altesse que ie m'en voulois aller , qu'elle disoit qu'il estoit en moy de faire ce que bon me sembleroit : & ainsi ie le priay de sçauoir du Duc son Maistre , s'il vouloit que i'allasse prendre congé de luy : & cependant de me faire ce plaisir de pouruoir à des cheuaux. Peu de temps apres le mesme sieur de la Croix me vint redire , que le Duc estoit tres-marry de ce que ie m'en voulois ainsi aller , & qu'il desiroit de me voir auant que ie partisse , & me donna heure pour incontinent apres dîner : où comme ie fus seul avec le Duc , ie luy dis le desplaisir extrême que ie ressentois de n'auoir pû gagner autre chose avec luy en la iuste poursuite que j'auois faite. Qu'encore que le deplaisir que ie sçauois qu'auoit V. M. d'estre reduite à faire ce qu'elle auoit voulu faire , me touchast beaucoup au cœur , si estois ie bien plus marry du feu que ie voyois s'allumer en toute la Chrestienté , & particulièrement du mal que par vne si iniuste querelle son Altesse s'attiroit. Que ie luy auois tesmoigné par toutes les voyes que j'auois pû , le desir que V. M. auoit de luy continuer son amitié & son affection. Que s'il en arriuoit autrement , comme infailliblement il feroit , qu'il en seroit la cause. Qu'il auroit , apres y auoir bien pensé , & peut-estre auant que ie fusse hors de ses Estats , le deplaisir d'auoir esté le premier à rompre la paix de la Chrestienté , & beaucoup d'autres choses , avec toute l'affection que ie pûs : le priant enfin de me donner congé , & de me commander ce que resolutement il vouloit que ie fisse entendre à V. M. Il reprit lors avec grande protestation de son affection & de seruiue à V. M. vne grande partie de ce que les iours passez il m'auoit dit. Il me dit qu'il ne tenoit pas à luy que V. M. ne fût contente. Qu'il crai-

gnoit seulement le mal qui pourroit arriuer à ses Estats. Il entre-messa parfois le desplaisir qu'il auroit que V. M. vint à ces extremittez. Que toutefois il n'estoit pas sans amis pour luy aider à se deffendre, & me montrant assez qu'il auoit vn grand combat en son esprit, il me coniuade luy donner quelque expedient, par lequel avec son honneur V. M. pût estre satisfaite. Je respondis à tout cela, nommement sur ce qu'il m'auoit dit qu'il se deffendroit, qu'il ne falloit point dire, s'il estoit contraint à se deffendre, où de gayeré de cœur on attaquoit, & beaucoup d'autres semblables choses: concludant que ie ne pouois trouuer d'autre expedient que ceux que j'auois mis en auant, & que puis qu'il ne les auoit pas trouuez bons, qu'il me permist de me retirer, comme j'en auois exprez commandement. Il me dit là dessus, qu'il sçauoit bien ce qu'apportoit apres foy cette mesme retraite: qu'il me prioit de ne la pas faire, mais me contenter de mettre pour quelques iours cette place, en attendant les commandemens de V. M. entre les mains de quelqu'un des vostres. Monsieur de la Vaute, qui m'estoit venu voir, me dit qu'il auoit pensé à quelqu'un: mais puis que ie n'auois pouuoir ny vouloir de commettre personne à la garde de Rauel, qu'il ne me le vouloit pas nommer. Toutefois apres il me nomma Monsieur le Marquis de S. Sorlin. Sur quoy ie luy dis que ie sçauois que V. M. auroit ce ieune Prince bien agreable, & qu'elle desiroit faire pour luy comme elle faisoit continuellement pour les siens: mais qu'il n'estoit pas en ma puissance de pouruoir aux places de vostre Maiesté.

Sur cela s'estant passé beaucoup de propos, sur lesquels ie voiois que tout estoit prest à rompre; me promettant que V. M. n'auroit pas desagreceable que ie vinsse à cela le plus tard que ie pourrois, ie luy dis que pour luy faire connoistre l'affection qu'en particulier j'auois à son bien & à son seruice, & pour empescher de tout mon pouuoir le feu que ie voyois prest de s'allumer par la Chrestienté ce (que tous les gens de bien estoient obligé de faire) & qu'esperant de la bonté de V. M. qu'elle me pardonneroit ce à quoy ma bonne intention m'emporteroit outre ses commandemens; qu'estant contraint du commandement que j'auois de V. M. de partir, que ie le ferois: mais que ie m'arresterois quelque temps à Turin & par ses Estats, attendant, sur ce qu'il mettoit en auant de Monsieur le Marquis de S. Sorlin, les commandemens de V. M. Mais que ie le suppliois de considerer qu'elle obtiendrait beaucoup plus aisément cette gratification & toutes autres choses de V. M. quand elle sçauoit qu'il auroit surcis le siege de Rauel que non pas l'y sçachant; encore que ce soit vne chose qu'elle & tout le monde avec raison dira estre plaider à main armée: & qu'il me donnait le moyen de le tesmoigner.

J'adiousteray aussi, que Madame vostre Niece m'en a aussi beaucoup tesmoigné, & m'a commandé de supplier V. M. de croire qu'elle ne desire rien tant que de voir Monsieur son mary donner contem-

tement à vostre maiesté. A quoy veritablement j'ay sceu qu'elle s'est employée, à ee que luy & elle soient continuez en vos bonnes graces.

Je luy diray aussi que monsieur l'Ambassadeur d'Espagne qui est icy, m'estant venu voir dès le lendemain que ie fus arriué, & luy estant le iour d'aptes allé rendre visite, qu'il se mit de luy-mesme en propos de ce que ie traitois, sur le deplaisir qu'il auoit sceu que i'en auois, & qu'il me fist vn long discours de tout ce qui s'en estoit passé entre luy & le Duc : me protestant qu'il n'auoit iamais rien sceu de l'entreprise de Camagnolles qu'aptes le fait, qu'il auoit autant ou plus blâmé que personne du monde, croyant certainement que son maistre en seroit tres-offensé. Que de là il prit occasion de parler des gens de guerre Espagnols qui sont aupres de son Altesse, & qu'il me protesta les auoir fait luy-mesme venir, sans commandement, sur la route qu'il auoit veu les gens de Monsieur de Sauoye en auoir eu des huguenots, appellant ainsi les sieurs de Rommefort, Bandiny, & autres qui estoient avec eux, & le hazard de quelque autre qu'il voioit aisement son Altesse courir: mais ces gens-là n'estoient que pour la garde & pour la seureté des personnes du Duc & de l'Infante, qui auoient commandement du Gouverneur de Milan & de luy, de ne faire ny entreprendre rien qui pust offenser V. M. ou rien alterer de la bonne amitié & de la bonne intelligence que le Roy son maistre auoit & desiroit conseruer avec elle. A quoy il me protesta qu'il y eust desia donné ordre & qu'il les eust rappelez, si ce n'eust esté que son Altesse luy auoit dit qu'il n'estoit venu icy que pour deux ou trois iours, pour voir l'Infante & moy, & qu'incontinent ils s'en vouloit retourner là. A quoy ie respondis que pour oster tous les soupçons & les ialousies qui pourroient aisément naistre de cela, qu'il falloit qu'il s'employast à faire du tout oster ce siege: ce qu'il m'assura avec beaucoup d'affection desirer faire; & ie croy, pour la bonne reputation qu'il a icy d'homme d'honneur & ce que j'ay, si ie ne me trompe, reconnu en luy vne grande affection au bien, qu'il le feroit volontiers; estant mesmement, comme il monste estre autant ou plus qu'autre Espagnol que i'aye iamais veu, particulièrement desiteux de faire seruice à V. M. Mais ie me doute qu'il y aura peu de credit; ce Prince prenant peu de conseil. Toutefois ie verray encore deuant que de faire partir ce Gentilhomme, ce que la matinée de demain & mon audience de l'Infante m'apportera: & i'essayray de tout mon pouuoir en cela, comme en toute autre chose, de rendre les tres humbles seruites que ie dois à vostre Maiesté: à laquelle ie supplie Dieu de donner, &c.

Sire, depuis cette lettre esrite, Monsieur le Duc de Sauoye m'a enuoyé vne lettre de celles qu'au nom de Lefdiguieres ceux de Chasteau-Dauphin auoient enuoyées pour leuer les contributions; sur laquelle par le discours que m'a fait le sieur de Ligny, j'ay reconnu qu'il

faisoit sonner fort haut, pour la iustificacion des choses passées & pour les presentes, la qualité que Lelidiguières prend de Lieutenant du Roy de Nauarre en Dauphiné & au Marquisat de Saluces, & qu'ils s'en vouloient beaucoup preualoir en Italie. Ce que ie ne leur ay pas eue, ainsi leur ay dit librement ce que i'en pensois. Toutefois m'ayant prié de vous l'enuoyer, j'ay penlé estre de mon deuoir de la mettre avec la presente.



AVTRE LETTRE AV ROT, DVDIT SIEVR DE POIGNT,
du treizeſme Novembre, mil cinq cent quatre.vingt huit.

SIRE,

Ie supplie tres humblement vostre Maieſté de me pardonner, ſi luy ayant dès le 9. de ce mois fait vne depeſche, j'ay diſſéré à luy enuoyer & à faire partir ce gentilhomme iuſques à cette heure. Mais outre ce que i'eſperois luy pouuoir mander quelque choſe de mieux que ie n'ay fait par ma premiere lettre, il m'eult eſté quaſi impoſſible de faire autrement, comme voſtre Maieſté verra, ſ'il luy plaït, par le diſcours de ce qui ſ'eſt paſſé: depuis lequel encore que ie craigne luy eſtre importun par vne ſi longue lettre, ſi ſuis- ie contraint de le particulariſer à V. M. d'autant qu'il n'y a eu depuis action ny parole qui importe, & qui n'ait eſté pleine d'artifice. Ie luy diray donc qu'ayant mercredi, comme j'ay eſcrit par ma premiere lettre à V. M. pris congé de monſieur le Duc de Sauoye, & ne me reſtant plus que de baiſer les mains de l'Infante, leudy 10. de ce mois dès le matin Monſieur l'Ambaſſadeur d'Eſpagne m'enuoya prier de ne partir pas qu'il ne m'eult ven; & incontinant apres diſner eſtant venu à mon logis, il me dit avec beaucoup de proteſtations du ſeruite qu'il deſiroit faire à V. M. le déplaiſir qu'il auoir que ces choſes de Ruel ne ſe pouuoient pas mieux accommoder. Qu'il en auoit pluſieurs fois librement parlé à Monſieur de Sauoye, & qu'il luy auoit dit en beaucoup de particularitez qu'il auoit ſceues, combien i'auois eu de raiſon. Toutefois que ce Prince ne ſe rendoit point, & qu'il proteſtoit touſiours de l'affection qu'il auoit à voſtre ſeruite, & qu'il diſoit ne tenir à luy que les choſes ne ſ'accommodaſſent: mais que ie me rendois trop difficile: reprenant quelques particularitez des derniers diſcours que i'auois eu avec ſon Alteſſe & Meſſieurs de ſon Conſeil. Et pour fin, il me coniuira, ſ'il eſtoit en moy de faire quelque choſe de plus pour le bien commun de la Chreſtiente, de le faire: ſ'aſſurant que V. M. grand Roy comme il eſtoir, ne trouueroit

trouueroit point mauuais qu'en vne chose d'une si grande importance, i'entendisse vn peu ce qu'elle m'auoit donné de commandement. Que ce n'estoit pas peu d'arrester le cours des armes. Et que ce seroit vn grand desplaisir à toute la Chrestienté, si on me voioit partir avec vne telle rupture.

Je prins occasion de là de luy conter vn partie de ce qui s'estoit passé. Et pource que i'auois reconnu de son discours, qu'on m'imputoit beaucoup de choses desquelles on se vouloit preualoir, pour luy faire croire qu'on s'estoit mis à la raison: ie les iustificay si clairement, qu'il en fut estonné. Je luy dis avec combien d'affection V. M. auoit désiré de conseruer l'amitié qu'elle auoit tousiours portée à ce Prince, & avec combien de sincerité i'auois traité & offert plus que de raison: le priant pour conclusion de m'excuser, si oyant à toute heure les canons de V. M. employez pour battre vne sienne place, ie ne pouuois plus demeurer là. Luy au contraire en fit vne grande plainte. Enfin luy ayant accordé que ie demeurerois, il alla aussi soudain trouuer Monsieur de Sauoye, & peu de temps apres il me remanda par Monsieur de la Croix, & il me dit, que le Duc auoit incontinant despesché vn Courier à Ruel pour la suspension que ie desirois, & qu'il me vouloit voir & gouverner vn peu à loisir sur ce soiren presence del Infante, & mesme qu'il s'y vouloit trouuer. Toutefois quand i'allay pour baiser les mains de madame vostre Niepce, ie n'y trouuay ny ne vis le Duc, mais bien l'Ambassadeur d'Espagne: de sorte qu'ayant esté quelque temps avec elle, ie m'en retournay en mon logis, où peu de temps apres que i'y fus arriué, ledit seigneur Ambassadeur, monsieur de Ligny, & Monsieur de la Croix me vinrent trouuer. Et luy prenant la parole, il me dit combien volontiers le Duc auoit accordé ce qu'il luy auoit demandé: & il commença avec beaucoup de belles paroles, à me coniuier d'estre instrument pour arrester le cours des armes. Je luy dis que cela estoit en la main du Duc. Que de mon costé pour le desir que i'auois pour le repos de la Chrestienté & pour le bien particulier de son Altesse, i'auois fait plus que ie n'auois de charge.

Il commença lors à me proposer que i'vlassse de vostre autorité, pour faire sortir ceux qui estoient dans le Chasteau de Ruel, & que i'y misse quelque homme d'honneur pour le garder comme en depost, iusques à ce qu'on eust eu le commandement de vostre Maiesté. Je luy dis que ie ne le pouuois faire, par beaucoup de raisons que ie luy deduisis.

Monsieur de Ligny prit la parole, & fit vn long discours de l'occasion qu'auoit le Duc son maistre, de ne pas souffrir ces gens là qui estoient dans le Chasteau de Ruel, & d'y desirer quelqu'un, qui estant seruiteur de V. M. fut aussi le sien. Faisant fort sonner l'office que son Altesse auoit fait de se departir du siege de Ruel, pourueu qu'il en peust estre en quelque seureté. Que cela estoit, ce disoit-il, en ma main, par les ouuerures qui s'estoient faites d'y mettre quelqu'un. Et

pource que ie voyois bien qu'il desiroit prendre aduantage de cela en presence de l'Ambassadeur d'Espagne ; ie luy respondis assez franchement, que nous auions desia par plusieurs fois debatru luy & moy sur cet accommodement, & que nous n'estions demeurez d'accord de rien. Il me repartit que ce n'estoit pas sa faute, & que les difficultez venoient de moy. Qu'il estoit seruiteur de V. M. & qu'il ne manqueroit iamais à le luy telmoigner : mais que l'affaire pressoit. Qu'il me falloit resoudre à quelque chose & faire vne fin. Que si dans vne heure cela n'estoit comme arresté, son Altesse luy auoit commandé de me dire, qu'elle commenceroit à faire tirer. Le luy remontray le peu d'apparence qu'il y auoit d'enuoier la nuit à vne place assiegée. Que quoy que S. A. peult dire, la resolution de l'affaire pour laquelle nous estions venus, ne se pouuoit acheuer ni en deux, ni en trois heures. Que si son Altesse estoit resoluë à tout perdre, comme il nous disoit, qu'il pouuoit hardiment faire tirer, si bon luy sembloit, dès deuant le iour : mais que ie le suppliois que ie peusse partir vn peu deuant, pour ne pas voir vne chose qui m'apporteroit presentement vn tel déplaisir, & à l'aduenir tant de ruine à beaucoup.

Il me pressa avec tant d'instance de ne m'en pas aller de la sorte, que ie fus contraint d'escrire quatre lignes à son Altesse, pour le satisfaire. Le les luy baillay aussitost, lesquelles ayant enuoiées à son Altesse par vn nommé le Capitaine Painot, il descendit du Chasteau. Ainsi pendant qu'il fut à mon logis, le Comte Martinengue, qui a la principale autorité en cette armée, me dit que le Duc desiroit que quand ie patleroie à luy, que quelqu'un de ceux de son Conseil, comme M. de Ligny ou autres y assistassent. Le luy demanday si c'estoit à bon escient, ou non, que le Duc luy eust fait ce commandement ; d'autant que ie ne pouuois croire que son Altesse peust auoir aucune defiance de moy, & moins empescher vn ministre du Roy de parler à ceux qui estoient dans ses places. A quoy m'ayant franchement dit qu'il en auoit eu commandement, ie dis que c'estoit donc force de le faire : & sur ce Monsieur de Ligny estant arriué, Monsieur de Stors ayant voulu remontrer quelque chose, il dit qu'il ne falloit point chercher de raison ; que le Duc le vouloit : ce qui me fit luy dire, que puis que Monsieur de Sauoye ne vouloit pas que ie le seruisse, suiuant la bonne intention que ie pensois qu'il deust auoir reconnu en moy, que ie m'acquiterois de ce que j'auois promis, & que ie parlerois non seulement en leur presence, mais en presence de tout le camp, si bon leur sembloit, & ie demanday au Capitaine Painot des nouuelles des sieurs de la Fiète & du Bernet, s'ils ne me feroient pas ce plaisir de descendre, & quelle seureté ils vouloient. A quoy m'ayant respondu que la Fiète estoit malade, & que le Bernet viendrait sur la seule parole du Duc, ie le priay de faire venir au plustost le sieur du Bernet, & ie luy fis connoistre qu'on ne vouloit pas permettre de parler à eux de sa part.

Sur le midy le sieur du Bernet descendit, & fut mené à monsieur de Sauoye, avec lequel il fut quelque quart d'heure; puis Messieurs de Ligny, le Marquis d'Este, le Comte Martinengue, & quelques autres l'amenerent à mon logis: où luy ayant fait entendre que sur les changemens aduenus dans le Marquisat de Saluces, & plusieurs plaintes que V. M. auoit eu de l'intelligence du sieur de la Fiste avec Lefdiguieres, avec lesquels Monsieur de Sauoye disoit auoir fait ce qu'il auoit pû pour le seruice de V. M. qu'elle m'auoit enuoyé pour m'esclaircir de la verité des ehoses, receuoir les effets des honnestes langages que luy auoit fait tenir Monsieur de Sauoye, & pouruoir à ce qui seroit de son seruice au marquisat, que ie le priois de m'esclaircir de ce qui estoit de tout cela, puis que ie ne pouuois voir le sieur de la Fiste; & qu'apres ie luy dirois encore beaucoup de particularitez, auxquelles ie serois bien aise que le sieur de la Fiste fut present pour respondre. Surquoy m'ayant respondu qu'il estoit tres humble & tres-fidelle seruiteur de V. M. & qu'il luy porteroit sa teste pour en respondre, comme ie luy dis qu'à la verité ie ne l'auois pas oüy nommer en particulier, mais bien Monsieur de la Vallette & le sieur de la Fiste: & que ie serois bien aise de luy faire entendre les ehoses que i'auois à luy dire en presence de Monsieur de Ligny, ledit sieur de Ligny prit la parole fort aigrement, & me fit bien-connoistre qu'il craignoit fort que ie ne m'esclaireisse avec ces gens là de ce qui s'estoit passé entre eux. Il me dit aussi qu'il ne faisoit point s'amuser à s'esclaircir de ce qui estoit ou qui n'estoit point des iustes desiances qu'auoit eues le Duc son Seigneur, qui se trouueroient tousiours trop veritables. Que ie scauois pourquoy i'estois venu, & qu'il n'y auoit qu'un mot en eela, de scauoir de ces messieurs sur ce que ie leur dirois, s'ils deuoient sortir du Chateau de Ruel ou non. Je respondis à eela que pour ce qui estoit conuenu entre son Altesse & moy, veritablement il n'y auoit que eela à faire, mais comme seruiteur de V. M. i'estois obligé de m'enquerr de la verité des ehoses pour luy en rendre compte: & puis que ie ne pouuois parler à luy qu'en public, ne la pouuant mieux scauoir que de luy, que ie la luy demanderois aussi en public: mais puis qu'il ne vouloit point que cela s'esclaireist dauantage, que ie parlerois de ce qui estoit conuenu: & adressant ma parole au sieur du Bernet, ie luy dis qu'ayant charge de V. M. de pouruoir à ce qui seroit de son seruice en ce marquisat, i'auois avec l'aduis de monsieur de Stort, & autres seruiteurs de V. M. iugé estre du bien de vostre seruice que ledit sieur de la Fiste & luy remissent le Chateau de Ruel entre les mains de monsieur le Marquis de S. Sorlin & de Monsieur de la Mante. Que pour cette occasion ie le priois de le faire: & que de ce que ie pouuois auoir d'autorité de V. M. ie le leur commandois. Toutefois que ie ne le voulois point surprendre, & ie luy voulois bien dire que ie n'en auois point de particuliere commandement de V. M. Il respondit à cela, qu'il estoit tres-

humble seruiteur de V. M. & qu'il le feroit tant qu'il viuroit, & que n'ayant iamais rien fait au contraire, qu'il estoit estonné pourquoy on le vouloit ostter d'une charge que V. M. luy auoit donnée. Toutefois pour le bien de vostre seruice, puis que ie le iugeois ainsi, il offroit de me remettre les Clefs du Chasteau entre les mains, de m'y recevoir & de m'y laisser prendre toute autorité, & qu'il iroit porter à V. M. sa teste pour iustifier ce que l'on luy pouuoit auoir mis sus. Sur cela Monsieur de Ligny luy ayant voulu remontrer qu'il deuoit se conformer à ce que ie luy disois, il demanda quelque heure pour y penser; & cependant qu'il vouloit voir mon pouuoir; lequelluy ayant fait voir, il me dit qu'il ne voioit rien qu'il fit mention de Ruel. Mais qu'il offroit encore de m'y recevoir pour y commander, & non autres. M. de Ligny ayant parlé là dessus des soldats qu'il falloit mettre dans la ville, il dit qu'il estoit tout prest de le mettre en ostage où ie voudrois, pour le seruice de vostre Maiesté. Surquoy le Duc n'ayant rien respondu, ledit sieur de Ligny le pressa dauantage: mais n'y ayant pu gagner autre chose, il fust reconduit au Chasteau. Le Duc le vit auant qu'il partist d'avec moy; & sur ce que ie luy disois qu'il auoit raison de demander quelque temps pour faire responce, le Duc dit en sa presence, qu'il n'en estoit point besoin, puis que luy qui auoit particulièrement charge du Chasteau, parloit si clairement. Sur cela on se separa sans rien resoudre, & ces Messieurs les Deputez, m'ayant voulu engager avec beaucoup d'artifice, à faire quelque declaration contre eux, comme desobeyssans aux commandemens de vostre maiesté, & moy qui scauois leur intelligence le leur ayant franchement refusé, ie leur dis que ie leur auois tousiours protesté que ie n'auois pas pouuoir de leur commander absolument. L'apprijs presque auiltoist que Monsieur de Sauoye faisoit estat le lendemain de recommencer la batterie. Je me resolus aussi d'aller prendre congé de luy dès l'heure mesme.

Lors que ie fus avec luy, ie luy fis de nouveau instance de se deporter de ce siege, & de n'offenser pas V. M. le luy remonstray le tort qu'il se faisoit. Mais il me paya de les raisons accoustumées, & il me pria de nouveau d'escrire à V. M. suiuant nostre resolution de Sauillan, pour la supplier de bailler à monsieur le marquis de S. Sorlin le commandement du Chasteau de Ruel. Surquoy luy ayant remontré qu'il pouuoit en cela, & en toute autre chose, esperer plus de gratifications de V. M. ayant rompu son armée & cessé d'assiéger vne sienne place, que non pas armé & continuant à ruiner ses suiets & les places, nous fusmes encore longuement à chercher quelque expedient pour essayer d'adoucir les choses. Je fis encore ouuerture que si son Altesse arrestoit le cours du siege, nous essayerions de tirer quelque assurance de ceux du Chasteau, qu'au cas qu'ils eussent commandement particulier, & par lettres patentes de V. M. de remettre la place entre les mains de quelques-vns, qu'ils obciroient. Ce qu'il monstra n'auoir pas

desagreable : mais , comme plusieurs fois auparavant , il me remit à s'en resoudre avec les siens : & pour ce il me pria fort instamment de ne pas sortir de ses Estats , que le Courrier que ie devois enuoyer à V. M. ne fust de retour : & moy ie le suppliy de se souuenir de ce que ie luy auois par plusieurs fois declaré , & que ie luy declatois encore , que la continuation de ce siege estoit infraction de paix.

+ Voila, Sire, dequoy a esté feiardée ma premiere despesche, que ie plains d'autant plus, qu'il n'en est rien reüssi qui eust pu arrester le cours des armes ; à quoy principalement ie tendois, & que nous n'auons pû , Monsieur de Stots & moy , entierement descourir d'où est venue cette derniere boutade. Toutefois nous auons opinion qu'il est venu quelques nouuelles d'Espagne qui en ont esté en partie cause, & qu'on a voulu essayer si on ne pourroit rien gagner dauantage, en changeant ceux qui sont dans le Chasteau , sur quelque pretexte du refus qu'ils feroient de me croire. A quoy, pource qu'il m'a semblé que ie vois beaucoup de gens de bien en danger, j'ay plus haut & plus librement protesté qu'ils n'auoient point , pour ne m'auoir pas creu, encoutu de desobeissance à l'esgard de V. M. Partant d'avec le Duc, ie passay chez l'Ambassadeur d'Espagne, & luy ayant fait entendre vne partie de ce que i'auois negocié avec ledit sieur Duc, ie luy dis particulierement que i'auois esté contrainct de luy declarer, comme i'auois desia fait à Savillan, que la continuation de ce siege estoit vne contrauention & vne infraction de paix : dequoy ie le priay de se souuenir , & de rendre fidelle tesmoignage à son Maistre de toute cette negociation qu'il auoit veüe. Ce qu'il me promist qu'il feroit, monstrant au reste d'auoir vn tres-grand déplaisir du mauuais conseil que prenoit ce Prince, lequel peu de temps apres que ie fus retourné en mon logis, m'enuoya Mess. de Ligny & la Croix, qui me dirent que ceux du Chasteau auoient enuoyé responce, & dit franchement qu'ils ne vouloient point sortir du Chasteau qu'ils n'eussent vn exprés commandement de V. M. pour leur seureté, & mesmement pour remettre la place entre les mains de ceux qu'on leur auoit nommez : & que sion leur en eust nommez d'autres, qu'ils y eussent peut-estre eu plus de consideration.

Bien que cette responce-là me fust suspecte, i'en pris neantmoins occasion de dire, qu'il me sembloit, sion auoit enuie de les faire sortir de là, & n'entrer point en de nouuelles aigreurs sur cela, que le chemin s'en ouuroit par cette responce, & qu'on pouuoit dans la fin du iour esclaircir, & peut-estre resoudre quelque chose dauantage avec eux. A quoy ces Messieurs, qui auparavant monteroient y estre si fort eschaufez, n'ayant voulu entendre, cela me fit de plus en plus croire qu'on ne vouloit pas arrester le mal, mais qu'on cherchoit quelque pretexte pour le faire durer. Dequoy ie me plaignis vn peu, comme encore ie fis à bon escient le lendemain matin, auparavant de partir, qu'ayant

veu le soir le Capitaine Hercules, & commandé de la part de vostre Maiesté de sortir de là pour l'aller servir en Dauphiné; Qu'elle luy auoit commandé, qu'aussitost qu'il verroit son seiour estre inutile, il eust à demander congé à son Altesse. Je sceus de luy que son Altesse le luy auoit refusé, & vis dauantage qu'elle m'enuoya le Comte de Cremieu me prier de ne faire point d'instance audit Hercules de s'en aller. Et que s'il le faisoit sans son gré, il luy feroit perdre tous les biens qui sont dans le territoire de Cental. Je respondis librement que c'estoit trop de ne se contenter pas d'auoir pris les places de V. M. d'assiéger les autres de ses propres canons & de ses munitions; mais encore de retenir les suiets & les Officiers de vostre Maiesté contre leur volonté.

Pour tout cela ie profitay peu; & dès la matinée mesme arriuant à Saluces, i'ouïs qu'on auoit recommencé la batterie, laquelle nous auons encore ceiourd'huy oüy continuer estant par les chemins, où n'ayant pû du tout acheuer cette despesche, bien que ie l'eusse commencée dès Ruel, j'ay esté contraint de la venir acheuer en cette ville de Turin. Deuant que de le faire, ie diray encore à vostre Maiesté pour le particulier du Capitaine Hercules, qu'il la supplie tres humblement d'escire vne bonne lettre à Monsieur de Sauoye, pour le laisser partir, & à luy de luy commander de venir, comme il montre en auoir grande enuie. Je luy diray aussi qu'en m'en allant, ceux de Saluces, lesquels auoient vne affection & vne passion merueilleuse, m'ont protesté de la fidelité qu'ils garderont eternellement à vostre, Maiesté. Enquoy ie les ay tant que j'ay pû conforter, & ie le say asseurez que vostre Maiesté les aimoit & auoit soin d'eux, & qu'elle les vouloit conseruer pour tres-fideles & tres-affectionnez suiets qu'ils luy estoient. Et ie n'adiousteray plus rien à cela, Sire, sinon qu'aujourd'huy passant à Montcalier, j'ay veu Monsieur l'Archeuesque de Vienne, & ie luy ay baillé la lettre qu'il a pleu à vostre Maiesté de luy escire, lequel m'a prié de l'asseurer qu'il continueroit tant qu'il plairoit à Dieu de le laisser viure, en cette entiere deuotion & fidelité qu'il a tousiours eu à vostre seruice, & en cette qualité il m'a discours de plusieurs choses. Et pour ne pas importuner d'une trop longue lettre vostre Maiesté, ie laisseray au sieur de Lisalin, present porteur, à luy en parler: l'assurant pour conclusion que ie ne manqueray pas dès demain de faire entendre aux Ambassadeurs qui sont icy, la verité des choses passées, & d'en aduertir Messieurs le Cardinal de Ioyeuse, le Marquis de Pisany, & celuy qui est à Venise pour le seruice de V. M. à laquelle ie supplie Dieu de donner, Sire, en santé &c.

SIRE,
Comme i'auois acheué cette lettre, Monsieur de Stors a eu aduis que Monsieur de Sauoye auoit depuis nostre parlement, mandé en toute diligence & avec tres-expres commandement, toutes les milices,

Ce qui nous a fait croire, qu'il auoit eu quelque allarme qu'on venoit secourir Rabel; ou qu'il desaignoit à bon escient, comme plusieurs de ses gens disent, de descendre en Dauphiné: de quoy par ce porteur i'aduertis Monsieur du Maine.



TRADVCTION DE MOT A MOT, D'VNE DEPESCHE
du Duc de Savoie au Roy d'Espagne.

Vostre Maiesté aura veu par mes autres lettres, le succez des affaires de France, & la belle occasion qui se presente à vostre Maiesté, de ne laisser reünir ce Royaume sous vn chef; puis que vostre Couronne Royale n'a pas de plus ancien ennemy: & ie dis cecy en ce cas que vostre Maiesté ne veuille passer plus outre, comme ie l'en ay suppliée tant de fois: Comme ainsi soit que tous les bons Catholiques de la France ayent les yeux sichez sur vostre Maiesté; passant le Courier, ie n'ay voulu perdre l'occasion d'escrire ces deux lignes à vostre Maiesté, pour luy donner aduis de ma venue en ces quartiers, laquelle estoit plus que tres-necessaire pour entretenir mes amis des Prouinces voisines en la foy qu'ils m'ont promis, & eschauffer le bon succez de Lyon, qui, comme vostre Maiesté aura entendu, a fait le fault pour la cause Catholique; qui est vn fait fort important pour le seruice de Dieu, de vostre Maiesté, & de ces miens Estats, comme vostre grande prudence peut assez iuger. Les Ducs de Mayenne & de Nemours m'ont depesché deux Couriers ensemble, m'aduertissant de leurs bons succez; & que tous deux aloient à Rouen, pour asseurer cette Prouince de Normandie qui a fait le mesme fault que Lyon; & que bientost il retourneroit à Paris, laissant Nemours à Roüen; & me faisoient instance que ie m'approchasse avec le plus de forces qu'il me seroit possible, pour détourner les desseins du Corse tant que ie pourrois. On a vû depuis quel estoit leur but, ayant esté la principale cause de la resolution qu'ont prise ceux de Lyon, de ce qu'ils auoient descouuert le traité que ledit Corse faisoit là-dedans, & la coniuration que quelques particuliers auoient faite de luy tenir la main à ce qu'il y entraist. Mais ils en tiennent à cette heure quarante ou cinquante prisonniers des principaux. Je n'eusse failly d'obeir à vostre maiesté de ne passer de deçà, si ie n'eusse eu égard à l'importance de cette affaire, & que la lettre de vostre Maiesté estoit écrite en vn temps, que l'on craignoit plus le Roy & ses forces, qu'on ne fait pour cette heure: estant aussi plus que necessaire que ie passasse de deçà, pour faire que mes Vassaux me secourussent de quelque notable somme de deniers, pour l'employer

apres à ce qui sera necessaire , avec le bon secours que i'espere de vostre maiesté ; laquelle somme de deniers mes Vassaux ne m'eussent iamais baillée , s'ils ne m'eussent veu icy. Ce Courier me presse de telle façon, que ie ne puis escrire plus amplement à vostre maiesté. Mais ie l'aduertiray plus au long de toutes choses par Bely , & priant Dieu qu'il garde vostre Maiesté, ie luy baise les mains en toute humilité. A Chambery ce huitiesme Mars mil cinq cent quatre-vingt neuf. De vostre maiesté le tres humble fils & tres-obligé seruiteur , EMANVEL.



DISCOVRS

SVR LE SVIET DES LETTRES SVIVANTES.

LEs Ligueurs ne s'estoient pû persuader que le Roy Henry III. & M. de Nevers deussent prendre une si grande confiance l'un pour l'autre, & vivre ensemble, apres leur reconciliation, comme si les choses passées ne fussent point aduenûes. Ils demeurèrent aussi fort surpris, quand ils virent Monsieur de Nevers parfairement bien dans l'esprit du Roy; & ne peurent s'empescher d'en faire des plaintes à la Reine Mere, & à tous ceux qu'ils crurent propres pour les rapporter malicieusement, & au Roy & au Duc. Mais voyant que leurs plaintes estoient receûes comme des marques de leur haine; & qu'au lieu de brouiller Monsieur de Nevers avec le Roy, ils le lioient plus estroitement à son service: ils crurent qu'ils devoient attendre du benefice du temps, & de la disposition des affaires, ce qu'ils n'esperoient plus de leurs intrigues. Ils ne laisserent pas de solliciter Madame de Nevers de leur tenir les choses qu'elle leur avoit promises, & de reconnoître par quelque épreuveur importance, si elle estoit la maistresse de l'esprit de son mary, autant qu'elle se l'estoit persuadée. Cela réussit aussi peu que le reste. Car lors qu'on s'y attendoit le moins, le Roy apres avoir différé plus d'un an la resolution qu'il avoit prise en faveur de M. de Nevers, luy donna le Gouvernement de Picardie au mois d'Avril 1587. Et ce Duc s'estant déclaré ouvertement contre la faction des Ligueurs, rompit toutes les mesures qu'ils avoient prises, avec les principaux des villes de cette Prouince, pour y établir leur tyrannie. Ils se resolverent aussi d'escire sur cela à tous leurs confidens, & à tous leurs negociateurs; & malgré la paix nouvellement faite, de renouer avec les Espagnols, & reprendre leurs premiers desseins. D'abord ils écrivirent au Cardinal de Pelléu qu'il eust à se bien remettre dans l'esprit du Pape, à se feindre grand Partisan de la Cour de France, & insinuer finement à S. S. le danger qu'il y avoit pour le Roy, d'avoir confié à M. de Nevers le Gouvernement de Picardie. Cette adresse eut son effet. Le Pape y fut attrapé, & quelque temps apres, témoigna à M. de Pisan (comme nous avons veu dans une deses lettres) la peine où il estoit de cette facilité du Roy à mettre entre les mains d'un nouveau r'appellé, la plus belle portion de son Estat, & une des clefs de la France. Ce Prince ayant esté aduerty de cette bonté du Pape, luy fit sçavoir l'artifice de ceux qui luy donnoient ces sujets de crainte, & luy dit nettement que les Ligueurs n'avoient point d'égard à ses interets, en témoignant tant de soin pour la Picardie; mais qu'ils estoient cruellement offenzés de ce qu'il leur avoit osté le moyen d'en estre les maistres. En effet, M. de Nevers n'eut pas plustost fait assembler la Noblesse la plus considerable de la Prouince, & sous le pretexte de son entrée dans Amiens, remply la ville des meilleurs serviteurs du Roy, & parlé fortement contre les factieux,

que Messieurs de Lorraine voyant que leurs affaires alloient mal, leuerent le masque, & enuoyerent des troupes en Picardie, pour fortifier les places qui estoient declarées pour la Ligue. M. le Duc d'Aumale se ietta dans le Boulonnois, se saisit de Boulogne, & fit vn Manifeste, par lequel il iustificoit son action. Il y disoit que les heretiques y auoient esté introduits à la priere de la Reine d'Angleterre, que les Catholiques en auoient esté chassés, & qu'il estoit du seruice du Roy qu'il eust la force à la main pour le faire obeyr. Là dessus le Roy écriit à Monsieur de Guise par M. de Bellieue. Il se rendit à Châlons avec ses freres, & ne se voyant pas encore en estat de rompre; il voulut raccommoier les affaires, pour contenter le Roy. Il écrivit de concert avec ses freres & ses amis, à M. d'Aumale, & luy manda qu'il eust à sortir de Boulogne, & se resirer en sa belle maison d'Annet. Mais il ne voulut faire ny l'un ny l'autre; & se resolut de se deffendre si l'on venoit à luy. Cependant M. de Nevers n'estoit pas sans peine à Amiens. Il voyoit tout en desordre, le peuple partagé, la Noblesse fort refroidie, les faulx tenir le haut du paü, & l'Euesque mesme d'Amiens porter tout le monde à la reuolte sous le faulx pretexte de la Religion. Neantmoins il n'abandonna pas le timon du vaisseau dans ceste tempeste. Il s'opposa prudemment à la fureur des vents. Il ploya vne partie des voiles pour ceder à l'orage, & attendit avec beaucoup d'art & beaucoup de patience que la plus grande violence fust passée. Il appella Monsieur le Duc de Longueuille pour l'assister dans vn si grand besoin, & fit si bien qu'au commencement de l'année 1588. non seulement il fut maistre absolu d'Amiens & d'Abbeuille: mais il se conserva la liberté de la campagne, par le grand nombre de Chasteaux qu'il auoit en sa disposition. Messieurs de Crevecoeur, de Boniuet, d'Humieres, de Tors, & autres Seigneurs de Picardie s'attachèrent à luy pour seruir le Roy, & pour empêcher le progrez du Duc d'Aumale. Voicy comme Monsieur de Nevers en parle luy mesme dans vn de ses Memoires: reprochant aux Picards, & particulièrement à ceux d'Amiens, l'ingratitude dont ils auoient payé les grands soulagemens, & les plaisirs signalez qu'ils auoient receus de luy. Quatre mois seulement apres, dit-il, les oubliant tous, ils se laisserent persuader par aucuns pensionnaires de Monsieur d'Aumale, & affectionnez à son party, de requerir par les cahiers qu'ils dressoient pour les Estats assembles à Blois, Monsieur d'Aumale pour Gouverneur, contre toutes les formes accoustumées, sans alleguer autre cause, sinon qu'ils desiroient d'auoir M. d'Aumale, & vouloient qu'il pleust à sa Maiesté de donner à M. de Nevers vn autre Gouuernement. Comme si à l'appetit & à la volonté des peuples, les Rois estoient contraintes de leur donner tels Gouverneurs qu'ils voudroient, & les changer à leur fantaisie; & en ce faisant, rendre les Rois executeurs de leur muable volonté. Dequoy Monsieur de Nevers aduertit en la ville de Paris, où il estoit allé pour dresser l'equipage de l'armée, de laquelle le Roy luy auoit donné la charge pour le pays de Poitou, despescha soudain vers sa Maiesté, qui estoit lors à Chartres, pour l'aduertir des menées qui se faisoient en ladite Prouince de Picardie, tant en l'eslection des De-

putez, qu'en la confection des cahiers, contre & au preiudice de l'autorité de sa Maiefté, & à la fuscitation des ambitieux perturbateurs de son Royaume. Car pour son particulier il ne fit iamais qu'en rire, preuoyant bien que toutes ces impertinentes menées tourneroient, comme elles firent, à la confusion des broüillons, & à son honneur & à sa louange. Suivant cet aduertissement, S. M. escriuit & commanda à M. de Nevers de faire vn tour en ladite Prouince, pour remedier à tel desordre, ayant égard toutefois que cela ne retardast son voyage de Poitou. Ce qui fut cause qu'il donna si bon ordre à l'apprest necessaire de ladite armée, qu'en sept ou huit iours il eût ordonné tout ce qui estoit requis. Et pendant que les cheuaux d'artillerie & des viures se leuoient, & que l'équipage d'iceux se dressoit, il alla effectuer le commandement de sa Maiefté, & emmena avec soy M. Doron, l'un des deux Maistres des Requestes que sa Maiefté auoit ordonnez, afin d'informer contre les sedicieux & les perturbateurs du repos de ses suiets au fait desdits cahiers. Et en outre, comme sage & preuoyant, il aduertit M. de Longueville son gendre de l'aller trouuer sur le chemin d'Amiens, desirant non seulement de rompre, comme il fit, telles brigues & menées faites par corruption; mais aussi d'establiir M. de Longueville dans son Gouuernement, lequel sa Maiefté luy auoit accordé à suruiuance, & en l'absence de M. de Nevers, en faueur du mariage qu'elle auoit fait le mois de Fevrier precedent entre madame sa fille aînée & M. de Longueville.

Bref, son intention luy succeda comme il l'auoit projectée. Car à son arriuee toutes les susdites brigues & factions furent reconnues d'un chacun pour si iniustes & si impertinentes, que ie puis dire avec verité que plusieurs rougirent de ce qu'ils auoient fait, & s'en retraçerent, regretans de s'estre laissez si legerement aller à faire vne chose si mal à propos, & qui ne pouuoit apporter aucun effet qui fust selon leur desir; & preuoyans bien qu'ils seroient plustost blâmez par S. M. de luy faire vne requeste si impertinente, que de l'obtenir. De sorte que tant s'en faut que l'on demeurast en la resolution de changer de Gouverneur; qu'au contraire, à l'occasion de M. de Nevers, M. de Longueville fut receu pour Gouverneur en la ville d'Amiens, avec l'entrée solempnelle que l'on a accoustumé de faire aux Gouverneurs. De mesme il la fit à Abbeuille & à Corbie en compaignie de M. de Nevers, avec tres grand applaudissement des habitans desdites trois villes, & de la Noblesse du pais, où il ne fut oublié aucune occasion de réjouissance. Car ceux d'Abbeuille témoignèrent de tout leur pouuoir l'aïse & le contentement qu'ils auoient de la venuë de ces deux Princes. Et depuis à leur retour en la ville d'Amiens, le corps d'icelle les festoya magnifiquement en leur Hostel de ville, avec les autres Seigneurs & Gentilshommes qui estoient avec eux. En reconnaissance dequoy le lendemain M. de Nevers traita fort honorablement les Majeur, Escheuins, & autres Officiers de ladite ville. Le iour suivant madame la Duchesse de Nevers sa femme fit vn autre banquet solemp-

nel à toutes les Dames de la ville, qui estoient au nombre d'environ six-vingt & dix, auquel se trouuerent les Dames du Pays qui estoient venuës les visiter, & particulièrement Madame de Longueuille qui estoit venue avec elle, laquelle deslors commença à acquerir le cœur d'une bonne partie des Dames du pays, & s'y trouuerent quasi tous les principaux d'iceluy, où toute la iournée se passa en dances & en reioüissances. Tellement que vous eussiez dit que ces peuples-là estoient si affectionnés à Mess. de Neuers & de Longueuille, & à tout ce qui leur appartenoit, que pour rien du monde ils n'eussent penlé & n'eussent voulu faire aucune chose qui leur deust tant soit peu desplaire, bien loin de les offenser comme ils ont fait, en choses si cheres & si proches; & qui ont tant de communication & de ressentiment de douleur & de reciproque affliction. Mesme ils connurent la clemence de ce Prince, en ce qu'il auoit passé doucement la faute qu'ils connoissoient auoir commise à l'endroit du Roy leur souverain Seigneur, & la legereté dont ils auoient vsé contre luy, & qu'il auoit retenu le sieur Doron Maistre des Requestes, de passer outre en sa commission, pour ne pas mettre en peine plusieurs personnes, & donner occasion au Roy de s'irriter iustement contre ladite ville. Ce que sa Maiesté trouua bon. En quoy vous iugerez la bonté de M. de Neuers, rendant le bien pour le mal. Ce qui fut bien remarqué d'un chacun de ladite ville; mesme quand ils virent que de son mouuement, il auoit obtenu du feu Roy, à ses propres despens, l'annoblissement de Collemont leur Maieur, pour s'estre fait connoistre fidelle & affectionné au seruice du Roy: preuoyant que c'estoit le vray chemin pour obtenir d'année en année pareil annoblissement aux nouveaux Maieurs qui seroient esleus en ladite ville, & reduire tel honneuren privilege ordinaire, comme il est es villes de Lion, la Rochelle, Poitiers, Bourges, Tours, & en quelques autres priuilegiées. Ce qui fut receu pour vne grace speciale & vn tres-grand benefice des habitans de ladite ville. En reconnoissance aussi de tant de bienfaits, ils firent à Mess. de Neuers & de Longueuille infinies protestations de bonne volonté. De sorte qu'il eust esté à esperer de leurs actions, toute autre chose que l'estrange & l'inhumain traitement qu'ils ont fait à leur sang, comme ie diray tantost.

Avec tel contentement donc & telle satisfaction de tous les habitans de ladite ville, M. de Neuers s'en retourna vers Paris, pour s'acheminier en ladite armée de Poictou. A son partement il leur déclara comme il leur laissoit M. de Longueuille pour leur Gouverneur, pour en son absence les assister, les fauoriser, & les secourir de tout son pouuoir en ce qui leur suruiendroit, & en ce qu'ils en auroient besoin, combien qu'il eust desiré d'aller avec luy en Poictou. Il les assura que s'ils se ressentoient encore du doux & gracieux traitement qu'ils auoient receu de feu M. de Longueuille son pere, leur Gouverneur, ils n'en receuroient pas moins de cettuy-cy, estant remply de pareille bonté &

bonne volonté en leur endroit, les priant de l'aimer & de luy obeyr comme ils deuoient, avec ferme creance qu'il se sentiroit obligé à eux de l'affection qu'ils luy tesmoigneroient, comme aussi à Madame de Longueville, qu'il laissoit avec M. son Beau-fils. Ce que tous vnanimement luy promirent de faire, se sentans grandement honorez & contents de l'assistance & de la presence de ce Prince, & de Madame sa femme.

Pendant que Monsieur de Nevers fut en Picardie, apres les Barricades, il receut plusieurs lettres de Henry III. par lesquelles il le sollicitoit extraordinairement de s'en aller en Poitou, & ne pas laisser inutile la grande armée dont il luy auoit donné le commandement. Monsieur de Nevers qui voyoit combien sa presence estoit necessaire en Picardie, & qui ne pouuoit douter que l'empressement que luy tesmoignoit le Roy, ne vint des importunités & des artifices des Ligueurs; ne manquoit pas de les eluder par les raisons d'Estat qu'il disoit l'arrester dans son Gouvernement, & d'escrire secrettement au Roy les sinceres sentimens qu'il ne luy estoit pas permis de publier. Les lettres suivantes en sont pleines, & meritent d'estre bien considérées par les personnes qui ont l'honneur d'estre appelez au ministere.

LETTRE DE MONSIEUR DE NEVERS, AU ROY,
Du dixième Iuin 1588.

SIRE,

S'il suffisoit à vn vray seruiteur de vostre Maiesté, d'auoir les acclamations d'un peuple, & les tesmoignages exterieurs de sa joye, pour estre satisfait, ie n'auray rien à souhaiter apres ce que les habitans d'Amiens, & des autres villes de Picardie ont fait pour moy. Mais connoissant qu'il y a vn secret leuain de reuolte & de faction dans la plus part des esprits, j'ay tout le desplaisir imaginable de ne pouuoir venir à bout de ce mal, ny rendre vostre autorité aussi absoluë, & aussi reuerée qu'elle le doit estre. I'espere bien, avec la grace de Dieu, & l'assistance de vos bons seruiteurs, que i'empeschery le progrez du mal, & ne laisseray rien entreprendre, ny à Monsieur d'Aumale, ny à pas vn de son party, au prejudice de vostre Maiesté. Monsieur de Creuecœur tesmoigne tant de passion pour son seruice, & est si considéré dans son détroit, que ie responds à V. M. de tout ce qui dépend de luy; car il n'est pas de ceux qui se veulent ménager l'amitié des vns & des autres. Il va droit où son deuoir l'appelle, & ne garde point de mesures avec ceux qu'il connoist pour n'estre pas de vos seruiteurs. Il est fort intelligent dans les affaires de sa Prouince. Il en sçait le fort & le foible, & ie le regarde comme vn des plus fermes & des plus éclairés esprits de son Ordre. Il m'a promis d'écrire à vôtre Maiesté tout ce qu'il croit le plus propre à restablir sa iuste autorité

dans la Picardie , & ruiner l'injuste vſurpation des Ligueurs. Si vous daignez luy faire l'honneur de l'aſſeurer par vos lettres, que vous en faites cas, & ſi vous luy ordonnez de contribuer tous ſes ſoins à la conſervation de cette Prouince, il ſe ſentira ſi fort obligé à voſtre bonne volonté, qu'il n'y a rien qu'il ne faſſe pour ſe rendre digne de la grace qu'il aura receuë de voſtre Maieſté. On murmure icy ſourdement des troupes que ie tiens ſur pied. Mais pour apaiſer les eſprits, ie mets touſiours en. auant la reſolution que vous auez priſe de faire tout de bon la guerre aux heretiques, en quelque Prouince du Royaume qu'ils ſoient : & diſ à ceux qui m'en parlent, que la Picardie n'eſt pas exemptee de cette infection, & qu'il faut qu'elle en ſoit purgée comme les autres Prouinces. Cela fait taire les plus zelez Ligueurs, & leur donne la hardieſſe de me venir deſcouvrir en ſecret, ceux qu'ils ſoupçonnent d'heretie, ſans excepter ny leurs plus proches parens, ny leurs meilleurs amis. Ie les louë de bouche; mais ie les condamne dans le cœur comme meſchans, ennemis de Dieu & de voſtre maieſté. Cependant, Sire, toute la Picardie : mais que diſ je? toute la France eſt pleine de cette ſorte de gens. Ie voudrois bien voir tout ce qu'il y en a aux mains, contre tout ce qu'il y a d'heretiques. De quelque coſté que la victoire tournaiſt, voſtre Maieſté pourroit bien dire que ce ſeroit vne grande iournée pour elle. Mais ce qui me faſche, c'eſt que les gens de bien, & vos vrais ſeruiteurs ſont meſlez parmy eux. Vous perdez touſiours, quelque apparence de gain qu'il y ait dans les euenemens. Ie ſupplie tres-humblement voſtre Maieſté de ne ſe point laſſer des deſcharges & des exemptions que ie luy demande pour ce peuple-cy. Ie voy bien que la plus-part ne ſont pas dignes de ſes graces : mais c'eſt à cauſe de ceſlà qu'il leur en faut accorder dauantage. Ceux qui veulent demeurer dans leur deuoir, ſe contentent de peu. Les autres ne ſont iamais contents, & cherchent touſiours nouuelle matiere de plaintes & de murmures. Ie prie le Createur qu'il mette fin à toutes nos miſeres, & qu'il vous donne, Sire, vne longue & tres-heureuſe vie. De V. M. le tres-humble, &c.

LVDOVIC DE GONZAGVE.

*AVTRE LETTRE DE M. DE NEVERS, A SA MAIESTE,
du vingtième Aouſt 1588.*

SIRE,

Votre Maieſté me fait l'honneur de m'eſcrire qu'elle n'a pas deſagréables les hardieſſes que ie prends quelquefois dans mes Lettres. Ie les continueray, ſ'il luy plaiſt, & luy diray que vous auez en Picardie vn ennemy qui eſt bien plus à craindre que le Roy de Nauarre. Ce Prince ne fait la guerre que pour ſe deſſendre de l'oppreſſion ; & celuy cy n'a

pas de moindres pensées que celles de l'usurpation, & de la tiranie. Ces Emissaires osent dire que les predecesseurs ont esté Comtes Souverains de Boulongne, & qu'il est iuste de reprendre son bien où l'on le trouve. Ces paroles sont si criminelles, qu'en vn autre temps elles auroient cousté la vie, non seulement à quiconque auroit eul'insolence, mais à quiconque auroit donné suiet de les dire. Je ne les escriis point à vostre Maiesté, pour luy aigrir l'esprit contre des Princes que ie ne puis haïr, estant ce qu'ils me sont, mais que ie n'aymeray iamais tant qu'ils ne seront pas vos seruiteurs. Ne les croyez donc pas, quelques conseils qu'ils vous donnent, & ne vous laissez pas persuader à ceux qu'ils ont gaignez pour vous rendre leur esclave. L'anouë qu'il est iuste que le Roy de Nauarre vous obeysse, & ne rienne plus la campagne avec ses troupes. Mais il est iuste aussi que bien loin de faire des declarations sanglantes contre luy, & contre ceux de sa Religion, vous les fassiez iouyr du benefice de vos Edicts; & ne les abandonniez pas à la fureur de ces faux zelex, qui ne les veulent perdre que pour vous oster les moyens de vous garentir de leur oppression. C'est vne maxime qui a tousiours esté veritable, que l'on ne fait point de party dans vn Estat, sous quelque pretexte que ce soit, qui ne soit vn crime de leze-Maiesté; & que les Rois qui le souffrent, s'exposent à la perte de leur authorité & mesme à celle de leur vie. Mais quand il y a deux partis en mesme temps, comme il y en a deux aujourd huy en France, il faut tousiours aller contre le party naissant, parce qu'il est tousiours le plus dangereux, estant le plus ardamment embrassé. Cette verité est toute claire, & vostre Maiesté la connoist si bien, que ie ne me dois pas mettre en peine de la prouuer. Les huguenots ont iecté tout leur feu. Ils ne sont plus que sur la defension. On ne voit plus ny de villes, ny de Prouinces courir apres eux. L'ardeur de la nouveauté est esteinte, c'est à dire qu'il n'y a plus rien à craindre de leur part. Mais la Ligue est encore dans la premiere vigueur. Elle entraine apres elle indifferemment tout le monde. Les grands s'y iettent, les vns pour deuenir les maistres, & les autres pour se rendre considerables, & les peuples y vont en foule, parce qu'il croient qu'il y va de leur salut, du seruice de Dieu, & de la conseruation de l'Eglise. C'est donc contre ce nouveau party qu'il faut tourner toutes vos forces & faire des Edicts & des declarations. Je sçay bien, Sire, ce que vostre Maiesté peut me respondre. Mais ie sçay bien aussi qu'il y a du peril à ne pas hazarder beaucoup, dans l'extremité d'une maladie où tout semble desesperé. Je ne vous diray rien dauantage, Sire, sinon qu'il faut de necessité que la Picardie soit mieux qu'elle n'est aujourd huy, pour m'en esloigner. Je trauaille à y apporter tous les ordres necessaires. Monsieur de Longueuille fait de son costé tout ce qu'il peut; quand nous aurons eneore esté quelque temps ensemble, i'espere mettre les choses en estat, que ie pourray m'en aller à vostre armée de Poictou, sans rien faire contre le seruice de V. M. ie supplie le Createur, Sire, qu'il vous enuoye l'An-

ge de son grand Conseil, & vous donne vne tres-longue & tres-heureuse vie. De vostre Maiesté le tres-humble &c.

LVDOVIC. DE GONZAGVE.

AVTRE LETTRE DE MONSIEVR DE NEVERS,
à sa Maiesté du 20. Septembre 1588.

SIRE,

Vostre Majesté est bien bonne de tesmoigner tant de satisfaction des petits services que ie luy rends; & tant d'estime d'un serviteur fort fidele & fort reconnoissant à la verité, mais qui n'est pas assez heureux pour respondre par ses soins ny par ses actions, au grand desir qu'il a de bien faire, ny aux graces qu'il reçoit continuellement de son Roy. Ce qui est en sa puissance, c'est d'obeir, & ne pas balancer davantage sur vne chose que vous me commandez si absolument. Je quitte aujourdhuy cette Prouince, Sire, & la quitte avec regret, parce que ie preuoy qu'elle aura besoin de ma presence. Ce qui me console, c'est que Monsieur de Longueville observera fort exactement les ordres de V. M. & les aduis que ie luy laisse en partant. Monsieur de Creuecœur marchera sur les memes pas; & ie voy vne si generale disposition dans les villes, à ne pas retomber dans leurs égaremens passez, qu'à moins qu'il arriue quelqu'un de ces grands accidens qui ont coustume de confondre toutes choses; & de frapper les peuples de l'esprit d'aveuglement & de fureur, ie ne vois pas que la Picardie manque à ce qu'elle doit à V. M. Cependant, Sire, j'ay vne certaine peine d'esprit, qui ne me presage rien de bon. L'honneur que V. M. me fait de m'enuoyer la servir dans son armée de Poitou, deuroit me donner vne ardeur & vne ioye extraordinaire. Je pars neantmoins avec ie ne sçay quels mouemens qui m'abattent le courage. Plust à Dieu, Sire, que V. M. eust voulu donner quelque creance aux aduis & aux raisons que j'ay pris la hardiesse de luy proposer par mes lettres. Monsieur de Guise auroit esté en Poitou combattre les Huguenots; & ie serois demeuré en Picardie pour m'opposer à des ennemis qui ne sont pas moins à craindre. Dieu est le maistre absolu des eueneemens. Il n'arriuera rien qu'il n'ait tres-iustement & tres-souuerainement resolu. C'est à nous à suivre ses ordres, & à rendre à V. M. Sire, l'obeyssance & le seruice qu'il nous prescrit par sa sainte loy. Je m'en acquitteray avec tout le zele & toute la fidelité qu'il me commande; & ie proteste à V. M. qu'il n'y aura iamais que la mort qui me puisse empescher de luy en donner des preuues. Je prie le Createur, Sire, qu'il exauce tous vos iustes desirs, & vous conserue long temps à vostre peuple. C'est de V. M. le tres-humble, &c.

LVDOVIC DE GONGAGVE.

LETTRE



LETTRE DV ROY HENRY III. A MONSIEVR DE NEVERS,
du seizième Septembre mil cinq cent quatre-vingt huit.

MON Cousin, Les aduertissemens qui me viennent d'heure à autre, que les ennemis font le pis qu'ils peuuent à la ruine de mes bons luyets; & mesmes qu'ils sont allez assieger Maillezaïs pendant qu'ils voyent mes forces esloignées, qui demeurent inutiles par faute de Chef pour leur commander; m'ont donné occasion de vous faire certe recharge, pour vous dire le desir & le besoin que j'ay pour le bien de mes affaires, que vous hastiez vostre venue le plustost qu'il vous sera possible; puis qu'il n'y a rien pour le regard des moyens que j'ay ordonnez, qui vous puisse plus arrester; selon l'assurance que le sieur de Sardin y m'a donnée, d'auoir satisfait à ce qui auroit esté arresté pour ce regard. Au moyen dequoy il ne manque que vostre presence en mon armée pour la mettre en besogne à quelque bon exploit, comme vous sçavez tres-bien faire: ne perdant point de temps de mon costé pour y faire renir toutes autres choses prestes & disposées, selon l'estat que j'en ay fait. Priant Dieu &c.

LETTRE DV ROY HENRY III. A MONSIEVR DE NEVERS,
du dix-septième Septembre mil cinq cent quatre-vingt huit.

MON Cousin, Par vostre lettre du douzième de ce mois, vous m'avez rendu compte si particulier de l'estat des affaires de mon pays de Picardie, avec ce que j'en ay veu par la depesche que par mesme moyen m'a faite le sieur de Crevecoeur, que j'en ay receu vn grand contentement; ne doutant point que vostre armée n'ait esté fort utile, comme ie connois qu'y seroit encore dauantage vostre presence plus ordinaire, si elle n'estoit necessaire ailleurs pour le bien de mon seruice, où il me tarde grandement de vous voir: d'autant que iusques à ce que vous y soyez, mon armée demeure sans rien faire, nos moyens se consomment inutilement, & le temps se perd pour nous, pendant que l'ennemy en sçait bien profiter à nostre dommage: De sorte que j'ay grande occasion de desirer, comme aussi ie fais de tout mon cœur, vostre retour & acheminement par deçà: esperant que vous aurez desia si bien composé les affaires là où vous estes, & que vous laisserez si bonne instruction à mon Cousin le Duc de Longueville vostre gendre, qu'avec le bon iugement qu'il a, conioint à l'affection qu'il porte au bien de mondir seruice, & l'assistance qu'il pourra receuoir du sieur de Crevecoeur, selon les occurrences, il sçaura bien maintenir tout en bon estat.

L. PART.

P P P P

tion pour son remboursement du prest qu'il me fera : qu'en mesme temps que i'en feray traiter avec luy, il eust charge & procuration de vous pour luy en passer de vostre part les assurances necessaires. A quoy i'ay tant de confiance que vous donnerez ordre d'heure, que ie ne laisseray pas de faire partir ma depesche par Courrier exprez, dans vn iour ou deux. Nous auons desia icy vne partie des Deputez; lesquels, à mesure qu'ils arriuent, me viennent faire la reuerence, & tiennent tous langages tesmoignans tant de bonne affection, que i'ay occasion d'esperer quelque bon effet de cete assemblée, pour l'honneur de Dieu, pour la conseruation de son Eglise, & pour le reestablissement de mon autorité. Priant Dieu &c.

LETTRE DV ROY HENRY III. A M. DE CREVECOEUR,
du dix-huitiesme Septembre, 1588.

Monsieur de Creuecœur, le vous sçay tres-bon gré de ce que vous m'avez donné particulièrement vostre aduis touchant le nouuel establisement qu'aucuns desiroient faire en ma ville d'Amiens. I'ay trouué vos considerations de tel poids, que i'ay là-dessus fait les depeschés conformes à vostre aduis; vous escriuant aussi vne lettre sur ce luit, que vous pourrez monstrier aux Maire & Escheuins, par laquelle ils auront occasion de croire que vous m'avez fort recommandé l'effet qu'ils desirent en cet endroit, qui seruira pour leur faire auoir tousiours plus de creance en vous; laquelle ie sçay que vous emploierez tousiours vilement pour mes affaires & pour mon seruice. Mon Cousin le Duc de Neuers m'a fait entendre les bons effets que vous y rendez chacun iour, mesme le deuoir que vous avez fait à la tenuë des Estats; & encore depuis à conformer mon autorité, & conforter mes bons suiets en l'obeyssance & seruice qu'ils me doiuent: dont ie vous sçay si bon gré, que vous pouuez croire que ie ne suis pas pour l'oublier. Il m'a aussi fait entendre le renouvellement d'amitié qui s'est fait entre vous & le sieur d'Estrée, au contentement de tout deux, & de bon nombre de la Noblesse dudit pays, vous ayant ledit sieur d'Estrée de son propre mouuement, cédé le seruice en tous lieux où vous vous trouuerez ensemble, en consideration de vostre âge, & du commandement que vous avez eu audit pays & sur luy-mesme. Ie le louë grandement d'auoir donné vne si honnestre occasion à vostre reconciliation; de laquelle i'ay receu vn tres-grand contentement, pour l'assurance que i'ay qu'une telle vnion apportera du bien & du pfofit en mes affaires. Ie seray bien aise que de vostre part vous luy donniez tout le tesmoignage d'amitié que vous pourrez, pour l'inciter dauantage à continuer la mesme volonté, comme i'espere qu'il fera. Au demeurant, ayant commandé à mon Cousin le Duc de Longueuille de s'arre-

I. PART.

PPPP ij

ster en cette Prouince-là ; vous me ferez vn seruice tres-agreable de l'y assister le plus continuellement & le plus longuement que vous pourrez ; pour l'esperance que i'ay qu'avec vostre sage & prudent auidis, il conduira les affaires dudit Gouuernement comme il doit, au gré & contentement d'vn chacun, & pout le bien de mon seruice : Vous asseurant que vous me trouuerez tousiours tres-disposé à reconnoistre vos merites en ce que ie pourray, selon que chacun iour vous les rendez tres-recommandable. Priant Dieu &c.

LETTRE DV ROT HENRY III. A M. L'EUESQVE D'AMIENS,
du dix huitiesme Septembre, 1588.

N Ostre amé & feal, Vous sçauéz de quelle force & de quelle vertu est pout l'edification du peuple, pour la crainte de Dieu & reuerence de nostre sainte foy & Religion Catholique, Apostolique & Romaine, la bonne opinion & l'estime en laquelle est celuy par la bouche duquel luy est annoncée la parole & les saints enseignemens qui en dependent pour nostre salut. Et d'aurant que l'Aduent approche, auquel les bonnes Villes ont accoustumé de se fournir de Predicateurs pout ledit temps, & le Carefme ensuiuant : & que nous auons entendu que vous pourriez enuoyer le Predicateur ordinaire de nostre ville d'Amiens à Abbeuille, où neantmoins il est coustumier de concier le peuple en ses Predications, à esmotions licentieuses ; qui est vne chose tres-indecence à son office, & dont les gens de bien demeurent plus scandalisez & iritez que bien instruits. Acette cause nous vous exhortons, & neantmoins ordonnons que vous ayez à faire eslection pour enuoyer audit abbeuille, d'autre personnage, qui n'ait au cœur que la vraye pieté & le salut du peuple, & qui soit vuide de toute autre passion & partialité. Voulant bien outre ce vous dire, sur l'information que nous auons des propos seditieux que tient ordinairement ledit Predicateur, que nous trouuons tres-estrange que vous luy permettiez vne chose si contraire à son deuoir, offensant Dieu, Nous, & le public, & qui au lieu d'aduancer le reestablishement de ladite Religion Catholique, semant nouuelles diuisions entre nos suiets Catholiques, n'y peut apporter que du détrimet, & plus de moyen aux heretiques d'estendre leurs entreprises & pernicieux desseins. Partant nous vous ordonnons pareillement que vous ayez à reprimer telles licences, tant en la personne de cettuy-là, que de tous autres qui prendront la chaire en vostre Diocese : de sorte que nous n'ayons plus semblables plaintes & rapports de leursdites Predications : esquels si nous entendons qu'ils continuent de parler hors de raison, mesme au preiudice de nostre autorité & de l'vnion à laquelle nous auons voulu lier de nouveau nosdits suiets avec nous pour l'extirpation des heresies & la manutention de

nostre dite Religion Catholique , Apostolique & Romaine sans qu'il y soit remedié de vostre part ; vous nous donnerez occasion d'y pourvoir selon que nous verrons estre à faire. Donné &c.

LETTRE DV ROT HENRY III. A M. LE MARQ^UIS DE BONIVET,
du dix-huitiesme Septembre, 1588.

Monsieur le Marquis , Outre ce que vous m'avez escrit des affaires de delà , par où i'ay veu que vous ne demeurez pas inutile pour mon seruice ; Mon Cousin le Duc de Neuers m'a fait entendre le bon deuoir que vous y avez fait , és occasions qui s'en sont presentées , & le tesmoignage que vous donnez de iour à autre de l'entiere affection que vous portez au bien de mes affaires , de laquelle i'ay aussi toute assurance ; tant pour estre fils d'un pere qui monstre tant de bons & dignes exemples de sa ferme deuotion à mondit seruice , & duquel les actions & la vertu sont des marques d'honneur qui vous doiuent estre cheres sur toutes choses , que pour auoir tousiours reconnu en vous cette mesme deuotion , de laquelle continuellement vous rendez de nouuelles preuues. Aussi pouuez-vous croire que ie vous seray tousiours bon maistre , & que ie vous le seray connoistre par les effets , en ce que l'occasion s'offrira de vous pouoir gratifier. Priant Dieu &c.

LETTRE DV ROT HENRY III. A MONSIEVR DE TORS ,
du dix-huitiesme Septembre, 1588.

Monsieur de Tors , Mon Cousin le Duc de Neuers , entre les autres parties du soin general de mon seruice là où il est , n'omet pas à me louer ceux qu'il reconnoist auoir l'affection qu'ils doiuent , comme il a fait maintenant par la depesche que i'ay receuë de sa part , afin de me donner occasion de leur en sçauoir le gré qu'ils meritent. Vous estes de ce nombre ; m'aduertissant du bon deuoir que vous avez rendu , & que vous continuez de faire , à mesure que les occasions s'en presentent : dont le tesmoignage qui m'est donné de si bonne part , m'est si agreable , & adiousté tant à la recommandation de vos seruites , que vous en pouuez esperer d'autant meilleure reconnoissance de moy , quand les occasions s'en offriront. Priant Dieu &c.



LETTRE DV ROT HENRT III. A M. DE GLEBÉE,
du 13. Septembre 1588.

Monsieur de Glebée, Entreceux que mon Cousin le Due de Nevers a reconnu pardela meriter son tesmoignage & sa recommandation enuers moy pour leurs seruices, il m'a fait entendre le bon deuoir que vous y auez fait pour le bien de mes affaires, & la façon de laquelle vous vous y employez iournellement : dequoy ie vous sçay tres bon gré, receuant de tres-bonne part l'assurance qui m'en est donnée par mondit Cousin, que ie sçay affectionner tellement le bien de mondit seruice, que ie tiens sondit tesmoignage pour vne preuue tres-certaine de ce qu'il m'en mande : Vous assurant aussi que ie feray bien aise de vous gratifier quand il s'en presentera occasion, Priant Dieu &c.

LETTRE DV ROT HENRT III. A M. DE HUMIERES,
du dix.huitiesme Septembre 1588.

Monsieur de Humieres, Mon Cousin le Duc de Nevers m'a fait entendre l'affection que vous auez fait connoistre és occasions qui se sont offertes par delà importantes à mon seruice : vous y estant employé auec tant de vertu & de soin, qu'il vous en donne beaucoup de louange. Ce n'est pas de maintenant que j'ay reconnu en vous vne sincere deuotion enuers moy, & que ie vous tiens pour l'un de mes plus fideles seruiteurs. Toutefois ce nouveau tesmoignage estant de si bonne part que de mondit Cousin, que j'aime & que j'estime grandement, m'augmente l'occasion du contentement que vos actions m'ont donné par le passé, & de vous tenir tousiours d'autant plus en ma bonne grace, de laquelle ie vous feray ressentir les effets quand les occasions s'en offriront. Priant Dieu. &c.

LETTRE DV ROT HENRT III. AV LIEUTENANT CRIMINEL
d'Amiens, du dix.huitiesme Septembre 1588.

Nostre amé & feal, Nous ayant esté tesmoigné par nostre tres-cher & bien amé Cousin le Due de Nevers, & le sieur de Creveœur, le zele duquel vous embrassez continuellement ce qui est de nostre seruice, & les deuoirs que vous y rendez és occasions qui s'en offrent : Nous vous auons voulu escrire la presente, laquelle vous seruira d'assurance du bon gré que nous vous en sçauons, en persueuant

en cette deuotion, comme nous esperons que vous ferez connoistre, s'en presentant occasion, la faueur que nous portons à nos bons & loyaux seruiteurs. Priant Dieu &c.

*LETTRE DV ROY HENRY III. A M. DE LONGVEVILLE
du dix huitiesme Septembre 1588.*

MOn Cousin, le suis si fort assureé de vostre sincere affection à mon seruice, & du desir que vous auez de la faire paroistre là où vous estimez qu'il s'en peut presenter plus prompt suiet, que ie ne doute point que vous vous fussiez trouué en mon armée de Poitou. l'eusse aussi esté tres-aïse de vous donner ce contentement, si ie n'eusse estimé vostre demeure là où vous estes, plus à propos pour mondie seruice, le bien duquel ie sçay vous estre en si speciale recommandation, que ie pense n'estre besoin d'autre persuasion pour vous conformer à ma volonté en eet endroit. le m'assure aussi tant de vostre bon iugement, qu'auce les bonnes institutions que vous pourra laisser mon Cousin le Due de Neuers vostre Beaupere, vous vous sçaurez tres-bien acquitter de la charge, qui apres son partement demeurera entre vos mains. En quoy ie me promets pareillement que vous ne manquerez pas de bonne assistance de conseil & d'autres choses, de la part de mes bons seruiteurs de delà, mesme du sieur de Crevecœur; l'experience & prudence duquel, auec le credit qu'il a dans le pays vous y pourra donner grand soulagement és affaires qui se pourront offrir: sur lesquelles ie ne vous diray autre chose pour cette heure: me remettant à ce que i'en mande à mondit Cousin vostre Beaupere, dont la depeſche vous sera communiquée. Priant Dieu.

*COMMISSION A M. DORON MAISTRE DES REQUESTES,
pour informer de la sedition faite à Amiens.*

Henry &c. A nostre amé & feal Conseiller & maistre des Requestes ordinaire de nostre hostel M. Doron, ou autre de nosdits Maistres des Requestes & Conseillers en nostre Cour de Parlement premier sur ce requis, Salut. Estant venu à nostre connoissance qu'il se seroit fait diuerses assemblées en armes dans nostre ville d'Amiens, secretiement & à descouuert, la nuit du iour & feste S. Honoré dernier, sans permission ny autorité du Magistrat: chose qui ne doit estre tolerée, pour estre de tres pernicieuse consequence, & qui pourroit amener quelque desordre, & mettre ladite ville en danger d'une totale ruine. A ces causes nous vous auons commis & deputé, commettons & deputons par ces presentes, que vous ayez à faire informer bien

L E T T R E

SVR LE SIEGE ET LA PRISE DES VILLES
 & Chasteau de Montagu, & Maulcon en Poictou, par l'armée
 du Roy, commandée par M. le Duc de Nevers.

A Pres que Monsieur de Nevers eut enuoyé au Roy Henry III. les Lettres que le Lecteur vient de voir ; & luy eut escrit de Chartres une grande Lettre qui est à la page 380. du 2. Volume de ces Memoires ; il passa par Blois, où il escriut aussi une lettre aux Deputez des trois Estats, & mal-satisfait de la lenteur avecque laquelle ils transalloient au reconnement des deniers destinez pour son armée ; il s'y achemina. Comme il vit qu'elle estoit assez resoluë à bien faire, il la fit marcher droit aux places qui tenoient pour les Huguenots ; avec resolution de presser les choses de telle sorte, que le Roy de Navarre fust obligé de quitter ses entreprises, & de venir au secours des Villes qui seroient attaquées. L'armée du Roy estoit composée de François, de Suisses, & de quelques Italiens. Il y avoit beaucoup de Noblesse volontaire, tant de delà que deçà la Loire. Au reste de laquelle estoient les Sieurs de La Roche-Barissant, de Bourneau, de La Boucherie & de saint André, avec leurs Compagnies. Monsieur de Nevers assisté des sieurs de La Chastre, Sagonue, Lauerdin, & autres Seigneurs de la Cour, estendit son armée dans les lieux qui estoient occupez par des Huguenots ; & ne les ayant pas espargnez, vint assieger Maulcon. La Ville de Maulcon est une des plus petites villes du bas Poictou. Elle a un Chasteau qui est mediocrement bon. Villiers Charlemagne en estoit Gouverneur, & le Roy de Navarre luy ayant laissé une garnison assez considerable, il se resolut à la defendre contre l'armée du Roy. D'abord qu'elle parut, ses gens saignerent du nez, & Villiers voyant le canon, recourut à la clemence de Monsieur le Duc de Nevers, par l'entremise du sieur de Lauerdin. Monsieur de Nevers qui a tousiours espargné le sang, & ménagé la vie des sujets du Roy, consentit d'abord à l'accommodement. Deux Capitaines de la place vinrent trouver ce Prince, & se mettre entre ses mains. Miraumont, Sergent Major, fut enuoyé par M. de Nevers dans Maulcon. La Capitulation fut aussitost faite. Mais avant qu'elle fust publicë, les Regimens de Brigneux & de La Chastregerayeste estant auprès de la muraille, y firent une brèche, par laquelle estant entrez, il y eut quelques maisons pillées, & des gens de guerre tuez. M. de Nevers le sçachant, y enuoya aussitost les sieurs de La Chastre & de Lauerdin, qui firent cesser le pillage & la tuërie, & conduisirent eux-mêmes le reste de la garnison jusqu'au delà de la rivièrre de Seure, & à la veuë de Fontenay.

LETTRE D'VN SERVITEVR PARTICVLIER
de M. de Nevers, écrite par son commandement sur la reddition
de Montagu.

MONSIEVR, Vous m'accusez, & à tort, de n'auoir pas satisfait à ce qui estoit de mon deuoir & de mon obligation, de vous tenir aduertý de ce qui se passe en cette armée, digne de vous estre representé. Car lors de la reception de vostre lettre, i'auois la main à la plume, cuidant de vous preuenir, & vous donner aduis de la reddition de la Ville & Chasteau de Montagu, par la dexterité & la prudence que Monsieur de Nevers a apportée au traité qu'il a fait avec ceux de la Religion qui tenoient ladite place. Je dis prudence, parce que c'estoit vne chose qui ne paroissoit pas possible à tous ceux de nostre armée, que par telle voye douce & amiable, sans perte d'hommes & de plusieurs coups de canon, la place peust estre remise en l'obeyssance du Roy. La situation & la forteresse qui est sur vne montagne de difficile accez, la multitude des Capitaines & soldats, & la resolution qu'ils ont fait paroistre aux approches & aux sorties, sembloient y resister; outre qu'ils auoient des munitions pour tenir vn long temps. Tellement que quand on eust pratiqué tous les meilleurs moyens & les plus ordinaires aux assauts; d'un mois, & plus, monsieur le Duc de Nevers n'en eust pú estre le Maistre; & auparauant que de l'estre, il falloit que l'on eust donné trois assauts, où sans doute la perte d'un grand nombre d'hommes se fust ensuiuie. Et toutesfois, nonobstant toutes ces raisons & tous les moyens qu'auoient ceux de Montagu pour s'opposer à mondit sieur de Nevers, aussi-tost qu'ils furent sonmez par le Herault du Roy, de se rendre: ils deputerent des principaux d'entr'eux, pour venir trouuer mondit sieur de Nevers; qui apres beaucoup de belles remonstrances, les fit condescendre de ne s'opiniastrer pas dauantage à vne desense inuile. Je vous assure que mondit sieur de Nevers n'a rien obmis en ce traité de ce que l'on peut esperer de luy; dont vous voyez vn succez si heureux, que ie croy qu'il en redondera vn entier contentement au Roy, & à ceux qui desirent la ruine & l'extirpation de l'heresie, & vniuersellement à tous les gens de bien. L'aduouë, Monsieur, & i'admire vne grande prudence en ce Prince. Mais ie reconnois qu'une grace speciale de nostre Dieu seconde ses intentions, & que sa puissance & sa force paroissent avec la iustice de sa cause. Car tant d'exploits qui se sont faits par cette armée depuis vn mois qu'elle commence à marcher, ne se pouuoient humainement preuoir. Et neantmoins il semble que l'on veuille abandonner auourd'huy cette cause. La Gendarmerie n'est point payée depuis vn mois en çà. Elle souffre & endure ce qui est de l'injure & de la rigueur extreme du temps. Les viures & le pain mesme

leur manquent. La plus-part de l'Infanterie est sans vestemens & sans chaussures. Penlez, Monsieur, quels exploits ils peuuent faire en cét estat, & s'il y a vn meilleur moyen pour ruiner vne armée. Tout cela se represente au Conseil du Roy, & aux Estats qui ont tant demandé la guerre contre les huguenots. Ils font des propositions grandes, & des ouuertes & des demonstrations de s'affectionner au seruice de Dieu, de leur Roy & de l'Estat. Mais nulle execution, nul remede à ces maux. C'est ce qui est cause, & à nostre grand regret, & à la confusion de tous ceux qui le disent Catholiques, que la Gendarmerie dit que l'on l'a assemblée pour en faire vn sacrifice, & non point pour ruiner les heretiques. Et quant à moy, Monsieur, ie ne puis penser qu'elle puisse guerres subsister. Le pauvre peuple de cette Prouince crie & aboye apres la continuation d'icelle, croyant qu'elle causera la fin de ses maux. Vn chacun le sçait & le connoist, & l'occasion qu'ils ont de le desirer. Mais pas vn ne trauaille ny en pourchasse les moyens. Que si nostre malheur est si grand, & nostre courage si lasche & si abbattu, que l'on consente que cette armée soit licenciée: Pensez-vous quelle perte pour l'Estat, & quel accroissement de forces pour nos ennemis; & si nous deuons attendre autre chose que de les voir bien-tost à nos portes. Alors on demandera vne nouvelle armée pour s'opposer à eux. Chacun se mettra en deffense. Mais ie crains, que comme nous auons delaisié & méprisé la cause de nostre Dieu, qu'il n'abandonne la nostre, & permette la ruine generale & entiere de cét Estat. Ce n'est pas mon interest particulier. Ce n'est point celuy de mes amis. C'est vne iuste douleur de nostre mal, qui a tellement auenglé les esprits des principaux, & de ceux qui deuoient estre les vrais Protecteurs & Deffenseurs de la cause de Dieu & de cét Estat, qu'ils proposent nouvelles forces pour aller contre les estrangers, non heretiques, plus necessaires que la conseruation de celle-cy, qui combat, & contre le Chef de l'heresie, & pour le recouurement d'une des plus belles & des plus grandes Prouinces de ce Royaume, la ruine de laquelle estoit si proche, s'il n'eust plu au Roy y apporter de nouueaux remedes; que si cette armée auoit suiuy la trace d'autres, dont l'execution vous est notoire & à vn chacun, l'on prendroit ce pretexte de ne la pouuoir entretenir & soldoyer. Mais, comme ie vous ay dit au commencement de ma lettre, elle a tant fait d'exploits, que si ie n'y auois assisté, ie ne pourrois me le persuader: Consideré qu'il est extraordinaire & inaccoustumé d'assiéger en cette saison & en pays fascheux & penible, comme est celui-cy, pour la gendarmerie. Ses exploits sont la prise de trente six Chasteaux & places fortes, & deux Villes que tenoient ceux de la Religion. Et afin que vous ne pensiez pas que ie m'abuse en l'arithmetique, comme l'on fait si souuent, les noms desdites places & villes seront inserées à la fin de cette Lettre, avec la capitulation: craignant d'estre trop long par cette lettre, en laquelle ie ne puis obmettre ce que j'ay remarqué, que monsieur

de Nevers a obserué pour le seruice de sa Maiesté. C'est qu'apres la reprise de ces places & Chasteaux, il a fait entrer eniceux des Gentilshommes d'honneur, Catholiques & bons seruiteurs du Roy, qui se sont obligez par promesses, signées d'eux, de les conseruer pour la Maiesté, empescher que les Huguenots n'y entrent, & ne permettre autre exercice eniceux, que de la Religion Catholique & d'assister les Commissaires que sa Maiesté deputera pour la vente des biens de ceux de la nouuelle opinion. Dauantage, ces Chasteaux ayans esté pris, les soldats ne les ont point pilléz. Mais afin qu'ils eussent quelque recom. pense de leur labeur, ce qui s'est trouué dedans, a esté vendu par Commissaire député par Monsieur de Nevers, & la moitié des deniers à eux baillez; & l'autre moitié appliquée au seruice du Roy. Aucuns de ceux qui discourent sur la prise de ces Chasteaux, disent que l'on les deuoit bruster, & leurs passions ou ignorance le leur fait ainsi dire. Ils ne iurent pas qu'un Prince qui sçait si bien discernier ce qui est vile d'auec ce qui ne l'est pas, l'a ainsi dû faire: craignant qu'apres ces executions, les Huguenots n'en fissent d'autres sur les Catholiques, brulant les maisons proches des lieux où ils sont les plus forts. Que si cette Prouince peut estre remise en l'obeyssance du Roy; alors le Roy ordonnera ce qui sera necessaire pour le bien de ses sujets. l'obmetts l'vnion & la concorde de cette armée, le respect mutuel des Chefs & des membres, la regle & la discipline militaire, l'establissement d'un Hospital pour penser les malades en chacun lieu & place qu'assiège monsieur de Nevers, & autres particularitez; afin que comme vous m'auiez voulu accuser de paresse, vous ne me blasmez pas de prolixité. Je vous diray seulement que Monsieur de Colombiers, Gentilhomme de marque & de moyens, qui commandoit audit Montaigu, s'est resolu d'obeyr aux Edicts du Roy; & maintenant il fait profession de la religion Catholique: & comme plusieurs croyent, avec vne ferme & entiere resolution d'y continuer. C'est le butin & la proye du Chef de cette armée, laquelle il poursuit par tout aussi vertueusement que la victoire des places. Je ne vous puis pas asseurer quand sera nostre departement de ce lieu: car ie croy qu'il ne peut estre que lors que les moyens seront donnez pour en partir & souldoyer l'armée. Mais ie vous diray bien que l'on fait estat que nous prendrons le chemin de Beauuais, la Garnache ou Talmonr. Mais ie ne sçay laquelle de ces trois places sera la premiere assiégée: car les resolutions de mondit sieur de Nevers sont si secrettes, qu'elles ne sont communiquées qu'à bien peu de personnes; & bien souuent l'on nous fait prendre vn chemin, & incontinent apres vn autre: Et comme ie ne suis pas curieux & desireux que de seruir & obeyr, aussi ie ne m'informe pas plus auant de la resolution; & ie ne vous en pourrois pas parler si auant, n'estoit le discours commun que sa maiesté a mandé à Monsieur de Nevers, qu'il vouloit qu'il paracheuast de nettoier le bas Poictou: n'ayant mondit sieur voulu entreprendre, que ce que sa Maiesté luy declareroit

estre de sa volonté, combien qu'il luy en eust remis l'entiere liberré. Ceux de Poitiers, Niort & Fontenay font tres-grande instance, à ce que ladite ville de Fontenay soit assiegée, avec plusieurs belles offres. Mais mondier sieur de Nevers se resoluant d'accomplir la seule intention de sa Maiesté, l'estime que ce siege sera différé apres la prise des susdites places; lesquelles l'on-tient que le Roy de Navarre doit secourir avec toutes ses forces, comme il s'estoit proposé de faire à ceux de Montragu, s'il n'y eust eu vn obstacle si grand & si fort, & vne armée si bien disposée pour le recevoir. A quoy il semble deuoir estre induit, & pour n'affoiblir le courage des siens, & par ce qu'il a veu par la capitulation dudit Montagu. Je finiray donc, Monsieur, priant Dieu qu'il nous assiste, comme il luy a plû de faire iusqu'à cette heure, en sorte qu'il soit seruy, le Roy obey & reconnu, & le peuple soulagé. Vostre bien humble seruiteur, &c. De Montagu ce dixième Decembre mil cinq cent quatre-vingt huit.

Roule des Chasteaux, maisons fortes & autres.

PREMIEREMENT,

Le chasteau de la Curse,	La maison saint Estienne,
La maison de Bouille,	La Roussiere saint Denis,
Le chasteau de Montfermier,	La Chautenay,
Le chasteau de la Garenne,	La Vaudabier,
Le chasteau de Beaurepaire,	La Mussétiere,
Bugnon l'Estang,	La Bougeniere,
Les maisons du Parc & Vaudrene,	L'Estang,
Le chasteau de Boistichet,	La Grattiere,
La maison du Doré,	L'Huilliere,
Le chasteau de la Vadielle,	La Chaboriere,
La maison de la Boucherie des	La forte Escuyere,
Landes Gemisson,	La Raliere.
Le chasteau de l'Estang,	La Boucherie,
Les Boullieres,	La Goyere,
Le Hallay,	La Clafretiere,
La ville Mere,	Limosiniere,
Les Cornieres,	Plus, le chasteau de la Forest sur
La Drouilliere,	Seure, ordonné estre razé,
La Bourtaliere,	Les villes de Mauleon & de Monta-
La Douymere,	gu.

Articles accordez par Monseigneur le Duc de Neuers, Prince de Mantoue, Pair de France, Gouverneur pour le Roy en Picardie, & Lieutenant general pour sa Maiesté en son armée de Poitou; aux sieurs de Coulombieres, commandant de present pour le Roy de Navarre dans la ville & chasteau de Montagu, de Preaux Mestre de Camp des gens de pied estans en icelle, & autres Capitaines & Gentils-hommes: remettant ladite ville & chasteau de Montagu entre ses mains, pour & au nom du Roy, suivant la sommation à eux faite le dernier iour du mois passé, par le Heraut de sa Maiesté.

PREMIEREMENT, ont les susdits promis, & se sont obligez sur leur foy & honneur, de remettre la ville & chasteau de Montagu entre les mains du Roy, pour lequel Monseigneur de Neuers, representant sa personne en cette armée, les receura.

Mais d'autant que les susdits Gentilshommes & Capitaines ont re²monstré à Monseigneur, qu'ils esperent estre bien-tost secourus du Roy de Navarre, & qu'à ceteffer l'on supplie de donner temps & delay de huit iours à executer ladite reddition, pour aduertir ledit Roy de Navarre de leur resolution: Monseigneur de Neuers leur a accordé tres-volontiers ledit delay, commençant le iour d'hier, premier iour de ce mois, que les susdits sont venus le trouuer; & finissant à pareil iour, Soleil couchant 8. de cedit present mois: non pour autre effet que pour donner le loisir & occasion au Roy de Navarre de venir au combat avec cete armée, s'il aura telle volonté: de laquelle armée il leur a accordé d'auantage, qu'au cas qu'il en demeurast victorieux & maistre du camp & de l'artillerie, ou qu'il le contraignit de leuer le siege de cette ville, & de se retirer de deuant; luy Monseigneur de Neuers quitte dès à present la foy & promesse que les susdits luy ont donnée, de luy rendre ladite ville & chasteau entre ses mains. Ce que Monseigneur leur a accordé, tant seulement pour donner occasion au Roy de Navarre de les venir secourir, selon les assurances que les susdits luy ont dit, qu'il leur a donné de faire, & en ce faisant de liurer la bataille. Car sans cette attente, il n'eut accordé ledit delay.

Mais ledit huitième de ce present mois venu, sans que ledit Roy de Navarre ait donné & gagné la bataille, ou contraint Monseigneur de leuer le siege de cette ville, & se retirer de deuant luy; lesdits Gentilshommes & Capitaines, avec tous les gens de guerre, sortiront ledit iour de ladite ville & chasteau, & les remettront à l'instant es mains de Monseigneur, sans vser d'aucune difficulté ny delay; nonobstant que par surprise il peust entrer dans ladite ville durant ledit temps, quelque secours de gens de guerre contre & au preiudice de la suspension d'armes cy. apres accordée: parce que Monseigneur n'entend point que les susdits Gentilshommes, Capitaines & soldats puissent estre exempts de

la foy & promesse, de luy remettre ladite ville & chasteau entre ses mains ledit huitième de ce mois, pour aucun secours qui peust entrer dans ladite ville durant ledit temps, mais seulement au cas susdit, que ledit Roy de Navarre demeurast victorieux par vne bataille, du camp & artillerie de cette armée, ou qu'il le contraignit de leuer le siege & de se retirer. A quoy les susdits Gentilshommes & Capitaines, tant en leur nom que pour leurs soldats, s'y sont obligez par leur foy & honneur.

Et parce que l'artillerie n'a point encore commencé à tirer en batterie, & que les tranchées ne sont point encore aduancées iusques sur la contr'escarpe, Monseigneur a accordé que lesdits Gentilshommes, Capitaines, Lieutenans & Enseignes sortiront hors de la ville & chasteau sur vn courraut, avec les armes qu'ils auront sur eux ou feront porter par leurs valets à pied, desquels à cet effet ils bailleront vn roolle à Monseigneur, afin qu'autres que ceux de la qualité susdite n'abusent de la susdite permission. Et pour le regard des soldats, ils sortiront avec leurs espées & arquebuses, qu'ils tiendront sous le bras, la meche esteinte, sans qu'aucuns des susdits soient fouillez ny recherchez de ce qu'ils porteront sur eux.

Et en cet equipage, Monseigneur les fera conduire en toute seureté par Monsieur de Lauerdin Lieutenant general pour sa Maiesté au Gouvernement de Poitou, ainsi qu'ils ont désiré, iusques à six lieues loin de ladite ville de Montagu, & de là Monseigneur leur baillera le Heralde du Roy, & vn Trompette pour les accompagner iusques à Fontenay. Les dessusdits ont promis de ne faire aucun acte d'hostilité.

Et quant à ceux qui se trouueront estre sortis volontairement des regimens de cette armée pour entrer en leur party, comme aussi ceux qui sont sortis de Mauleon, ils ne seront compris au nombre des dessus-nommez.

Et pour le regard des malades & blesez, Monseigneur leur baillera toute seureté pour les conduire au lieu où tous s'accorderont d'aller, moyennant qu'il ne soit point plus éloigné de six lieues de cette ville.

Et parce que Monseigneur le Duc de Mercœur a désiré que la Chesnaye Capitaine de cheuaux legers, estably en son gouvernement de Bretagne, soit mis en liberté; monseigneur veut & entend que le susdits Gentilshommes & Capitaines s'obligent de deliurer ledit Capitaine de la Chesnaye en la ville de Niort en toute liberté dans le vingtième de ce mois, quitte de toute rançon & de toutes autres despenes. Comme aussi ils feront le semblable dans ledit temps du sieur de la Fresnaye Marin, qui est leur prisonnier. A quoy les susdits Gentilshommes & Capitaines se sont obligez par leur foy & honneur.

Pareillement, mettront en liberté tous les prisonniers qu'ils tiennent en ladite ville, de quelque qualité qu'ils soient.

Et quant au surplus des armes, cheuaux & equipage, munitions de guerre & viures, ils les laisseront en ladite ville, & chacun sans qu'il en

soit rien gâté, dissipé ny caché, pour en estre fait & disposé ainsi qu'il plaira à mondit Seigneur; entre les mains duquel ils représenteront & remettront ledit huitième iour de ce mois toutes les Cornettes & Enseignes de Caualerie & Infanterie qu'ils ont, comme aussi les quaiſſes des Tambours, & spécialement celles faites de cuir.

Et pour seureté & accomplissement des choses promises par les susdits gentilshommes & Capitaines, demeureront en ostage entre les mains de mondit Seigneur, les sieurs de Chauſault, fils aîné de la Ferté, Escuyer, la Courbe ſollier, Beauuais, Muchere, la Courbe Dauton Lieutenant du sieur de Collombiere, Caduſiere & Loringue, jusqu'à ce que ladite ville & chasteau soient entre ses mains. Auquel temps mondit Seigneur les laissera aller avec les autres gentilshommes & Capitaines à Fontenay, sous la conduite à eux cy-dessus promise.

Pendant lequel temps, du leudy huitième de ce mois, il y aura suspension d'armes entre les soldats de cette armée & les assiégez; & ne pourront lesdits assiégez faire auancer ny trauailler aux fortifications de leurs ruelins, fossez, ville & chasteau. Pour cet effet mondit Seigneur enuoyera les sieurs d'Oisonville & Beauregard gentilshommes de la maison dans ladite ville & chasteau, pour auoir l'œil & prendre garde à ce qu'il n'y soit contreuenue, l'un desquels viendra vne fois le iour aduertir mondit Seigneur, si les assiégez auront fait trauailler. Aussi mondit Seigneur leur a promis que durant ledit temps il ne fera point aduancer les tranchées & approches de ladite ville, plus auant qu'elles ne sont à present.



RELATION FAITE PAR LE COMMANDEMENT DE
*M. de Nevers, des choses aduenues en Poictou & ailleurs, depuis le 8.
 Decembre 1588. iusqu'au mois de Mars 1589.*

Monsieur de Nevers entra dans Montagu le huitiesme Decembre mille cinq cent quatre vingt huit, comme il auoit esté accordé par la capitulation qu'il auoit faite avec ceux qui commandoient dans cette place pour le Roy de Nauarre; & y fit trauailler avec vne extraordinaire diligence, nonobstant les grandes fatigues de son armée & l'extrême rigueur de l'hyuer. Il estoit aduertty de tous costez que le Roy de Nauarre assembloit toutes ses forces pour le venir combattre, & decider par vne bataille, la possession du bas Poictou. Monsieur de Nevers ayant mis Montagu en estat d'attendre vn siege, & caché le dessein qu'il auoit resolu, vint inuestir la Garnache. Les huguenots furent fort estonnez, de voir qu'au plus fort d'un grand hyuer, & sans auoir esgard aux nouuelles de la marche du Roy de Nauarre, Monsieur de Nevers entreprenoit vn siege de cette consequence. La Garnache n'est qu'à deux lieues de Malhecou, & à sept de Montagu. C'est vne fort iolie ville, où il y a vn bon Chasteau. Le Plessis-Geffé en estoit Gouverneur. Il monstra dans cette surprise, qu'il estoit homme de teste & de cœur. Il fit trauailler iour & nuit aux fortifications de sa place. Il fit venir des villages circonuoisins, tout ce qu'il pût de viures & d'autres munitions; & enuoya deux Gentilshommes au Roy de Nauarre pour luy donner aduis du siege, & luy dire le peu d'apparence qu'il y auoit de se deffendre contre vne armée Royale, s'il n'estoit puissamment secouru. Le Roy de Nauarre luy enuoya le Baron de Vignoles avec ses troupes; & luy escriuit qu'auant qu'il fut pressé, il iroit luy mesme faire leuer le siege. Monsieur de Nevers sans apprehender la venue de ce Prince, attaqua la ville si chaudement, que le vendredy 16. de Decembre le faubourg saint Leonard fut emporté. Le sieur de Rufigny y perdit la vie, le Baron de Vignoles y fit des actions dignes de son nom, & vit la mortte son enseigne renuersé d'une arquebulade qui luy rompit la cuisse. Sur la fin de Decembre le canon fut en batterie. Il y en auoit douze pieces. Six canons de batterie. Quatre grandes couleuvrines & deux moyennes. Elles furent executées avec tant d'ordre & de diligence, qu'elles ietterent la terreur dans l'ame des plus braues qui commandoient la place. Le mesme iour monsieur de Nevers reçeut vn paquet, dans lequel il trouua vn billet escrit d'une main qu'il ne pût reconnoistre, où il n'y auoit que ces mots: *Monsieur de Guise a esté tûe ce matin par le commandement du Roy. Les Cardinaux de Bourbon & de Guise ont esté faits*

L. PART.

R R R r r

prisonniers. Madame & Monsieur de Nemours sont arrestez. Le Prince de Joinville, le Duc d'Elbeuf & l'Archevesque de Lion aussi. Prenez vos mesures là-dessus. A Blois, 10. heures du matin 22. Decembre.

Cette nouvelle fut receuë de Monsieur de Neuers comme vne chose qu'il auoit preneuë; & il crut qu'elle seroit assez tost publiée, sans estre obligé d'en faire part aux Officiers de son armée. En effet, on dit qu'un certain Vvalon du regiment de Picardie sortit de son rang, & l'espée à la main, courut de toute sa force au trauers d'un grand pré, qui estoit entre la ville & les assiégeans, droit au fort que deffendoit vn gentilhomme de la Religion nommé Beauregard. Il cria plusieurs fois Nauarre, & repeta tant de fois que Monsieur de Guise estoit mort, que cela fut entendu, & du camp & de la ville. Monsieur de Neuers ayant appris cette auanture, enuoya chercher messieurs de la Chastre, de Lauerdin, de la Chastaigneraye & plusieurs autres, auxquels il confirma la mort de Monsieur de Guise, & les coniuira de demeurer constants au service du Roy. Ils promirent de faire leur deuoir, & hasterent si fort toutes choses, qu'ils forcerent le temps, les hommes, & les autres obstacles; de sorte que la breche fut faite, diuers assauts donnez, & finalement la place renduë à Monsieur de Neuers, le 14. iour de Ianuier 1589. Cependant ce Prince auoit receu plusieurs lettres, tant publiques que particulieres, de la Cour. Le Roy Henry III. luy auoit enuoyé la declaration qu'il auoit faite sur la mort du Duc de Guise & du Cardinal son frere, & dès le 26. de Decembre il luy auoit escript de sa main le billet suiuant.

Mon Cousin, Puisque j'ay maintenant le moyen de vous témoigner, non seulement combien ie vous aime, & combien ie me fie en vous, mais aussi que j'ay tousiours esté homme de promesse, & que ie le suis encore, & que j'aimerois mieux mourir que d'y manquer, ie ne veux pas differer dauantage de reconnoistre tant de services que ie reçois de vous. Vous estes vraiment digne de me bien seruir, car vous ne connoissez point d'autre puissance que celle de vostre Roy seul. Aussi est ce desormais ma volonté absoluë de ne viure plus d'autre sorte, & de punir tous ceux qui parleront de Lignes, ou qui en feront: comme aussi de reconnoistre comme vous, ceux qui auront tous le contraire dans le cœur. C'est pourquoy ie vous donne le Gouvernement de Champagne & Brie. Choisissez de celuy là, ou de celuy de Picardie lequel vous voulez. L'autre sera pour Monsieur de Longuenille, enuers lequel ie m'acquitte par là, de la promesse que ie luy ay faite, ayant beaucoup d'occasion de l'aimer pour sa fidelité. Quelque ieune qu'il ait esté, il me l'a tousiours tesmoignée. Vous me manderez donc lequel vous receuez. Car vous estes le pere, que j'aime & en qui ie me fie. Adieu, mon Cousin, le lendemain de Noël 1588.

HENRY.

Cette lettre si obligeante & si tendre fit l'effet qu'elle devoit sur l'esprit de Monsieur de Nevers. Elle augmenta son zele, & l'ardeur qu'il avoit fait paroître jusques là pour le service d'un si bon Maître. Le siege de la Garnache en fut hasté; & quoy que la plus-part de ceux qui composoient l'armée, fussent ligueux dans le fond du cœur, ils n'osoient neantmoins en faire rien paroître au dehors. Ils servirent comme avant la mort de Mess. de Guise. Mais à peine la Garnache fut-elle remise entre les mains de Monsieur de Nevers, que tous ces mauvais François le quitterent les uns apres les autres, & allerent dans les Prouinces, ou continuer leurs cabales, ou se mettre à couvert du juste ressentiment du Roy. Aussitost que Monsieur de Nevers eust despesché un Courier au Roy, pour luy donner advis qu'il estoit le maître de la garnache, il luy en vint un autre enuoyé par le Roy, qui luy apporta un ordre de quitter le Poictou, & se rendre avec l'armée en Touraine avec toute la diligence possible. Monsieur de Nevers luy obeit autant qu'il fut en son pouvoir, & n'oublia ny prieres, ny promesses, ny remonstrances pour obliger ceux qui estoient dans l'armée, de ne le pas abandonner. Mais quoy qu'il peut dire, Mess. de la Chastre, Sigogne, & d'autres qui estoient engagez, à ce qu'ils disoient, de conscience & d'honneur à courir la fortune de la maison de Lorraine, s'en allerent avec les troupes qu'ils purent desbaucher. Monsieur de Nevers ne laissa pas de marcher; & par le grand credit qu'il s'estoit acquis sur les gens de guerre, grossit son armé de nouvelles levées, & se rendit dans le mois de Janvier au Rendez-vous que le Roy luy avoit donné. Il ne veut rien dire de la joye que Henry III. tesmoigna de le revoir, & avec quelle ouverture de cœur il se deschargea comme dans son sein, de ses grands desplaisirs, & des veritables causes qui l'avoient necessité à faire un exemple de feu Monsieur de Guise. Il luy conta en suite, la fureur avec laquelle les peuples s'estoient iertez dans la revolté; & avoient appellé Monsieur du Maine pour les y maintenir, & luy faire la guerre. Monsieur de Nevers consola ce Prince avec toute l'adresse & toute la force de son esprit; & luy ayant conseillé de ne penser qu'à l'advenir, & de reestabli son autorité qui n'estoit presque plus reconnue, il luy parla long temps des moyens dont il devoit se servir pour destruire Monsieur du Maine, avant qu'il fut assez fort pour oser tenir la Campagne. Le Roy le crût; mais n'ayant point d'argent, & son conseil aulli bien que son naturel, le portant à de foibles negociations & à des accommodemens indignes d'un Roy de France, il vit perdre comme devant ses yeux, Paris, Orleans, Amiens, Roüen, & generalement toutes les grandes villes du Royaume, sans pouvoir arrester le torrent de la Ligue. Il enuoya à Paris un Heraut pour commander au Duc d'Anjou d'en sortir, & pour interdire toutes les Cours Souveraines & les autres juridictions. Mais ce remede estoit trop doux pour un mal si violent; aulli ne fit-il que l'empirer, & accroistre l'insolence du peuple.

Cependant le Duc de Mayenne se rendit à Paris, & fut receu le 13. de Feurier Lieutenant General de l'Estat & Couronne de France. Aussitost qu'il eut donné à cette dignité imaginaire, toutes les marques les plus esclatantes d'une veritable Royauté, il la voulut appuyer de forces qui y fussent proportionnées. Il ne luy fut pas difficile de faire de grandes levées; car il n'y avoit ny ville ny Province qui ne contribuast, par une fureur inconcevable, au renversement de l'Estat & à sa propre ruine. Dans la fin de Mars il se crût assez fort pour entreprendre de combattre son Roy ou de l'assiéger dans la premiere ville où il l'auroit obligé de s'enfermer. Henry III. ayant appris cet attentat, fut conseillé de quitter la ville de Blois qui n'estoit pas en defence, & se mettre dans Tours, où il n'y avoit rien à craindre. Monsieur de Nevers logea son armée aux environs de cette ville, & estant obligé d'estre presquelque tousiours auprès de la personne du Roy, il composa pour se desennuyer, un Aduertissement aux Bourgeois de Paris, sous le nom d'un autre Bourgeois de la mesme ville. C'est par cet ouvrage que nous finirons la premiere partie de ses memoires, afin de donner un peu de repos au Lecteur, & assez de temps pour faire reflexion sur les grandes veritez d'Estat, que Monsieur de Nevers luy aura fait voir toutes nuës.



ADVERTISSEMENT
 AUX BOVRGEOIS DE NOTRE VILLE
 DE PARIS.
 ET A TOVS BONS CATHOLIQVES.



CEST vne chose qui n'est que trop notoire à chacun, que si la diuision suruenüe entre les Catholiques continue, elle amenera en peu de temps, par des guerres plus cruelles & plus sanglantes que toutes celles que l'on a faites iusqu'à present, vn horrible & lamentable bouleuersement en tout ce Royaume. Ce qui se doit attendre par vne punition de Dieu, qui a permis non seulement la mort de nos Princes Catholiques, mais aussi que pour ce suiet tout le monde ait soudainement couru aux armes, comme les habitans d'une ville sont en vne alarme de nuit; s'entrechoquans les vns les autres, sans se reconnoistre ny scauoir où ils doiuent aller ny que faire, & sans s'éclaircir premierement si l'alarme est veritable ou fausse, si l'occasion est iuste ou impertinente, & si le danger est plus grand par vne telle & si vniuerselle prise des armes de faire saccager leur ville, que d'estre surpris par les ennemis. Car l'on ne peut nier que ce souleuement-cy n'ait esté fait bien hastiuement, & sans iuger auparauant & preuoir le bien & le mal qu'il pourra amener. C'est ce qui m'a fait mettre la main à la plume, pour discourir sur l'euénement de cette prise des armes; afin de nous ouurir l'esprit pour trouuer les remedes necessaires à nostre conseruation, au repos de ce Royaume, & à l'exaltation de nostre sainte Religion, auant que le mal augmente dauantage. Je proteste deuant Dieu, que ce seul desir m'a fait dresser ce mien Aduertissement, pour essayer de destourner ce grand orage de dessus ce miserable Royaume, assez affligé d'ailleurs par les Heretiques, sans que nous Catholiques l'affligions dauantage, & tellement que nous hastions nostre ruine au lieu de la destourner.

Je presuppõe donc que telle prise d'armes ait esté faite pour quelques-vnes des occasions qui s'ensuiuent; à scauoir, pour se vanger de la mort aduenüe de Messieurs les Cardinal & Duc de Guise, & de la liberté des Estats violee; pour soutenir la Religion Catholique, soulager le peuple, chasser le Roy de son siege Royal, l'estimant incapable de le posseder, & pour des fiance que l'on ait prise de luy.

Si c'est pour vengeance de la mort de nosdits Princes, c'est chose certaine, & à mon grand regret, que l'on ne les peut plus restaurer. Aussi Dieu nous deffend de rechercher & de pourluiure la vengeance, mais la remettre entre ses mains : *Mibi vindictam & ego retribuam*. Et afin de nous obliger estroitement à ce commandement exprés, il nous instruit en l'oraison quotidienne qu'il nous a enseignée, de n'espérer de luy autre pardon & autre misericorde pour nostre ame, que celle que nous ferons à nostre prochain des iniures & des desplaisirs qu'il nous aura faits : voulant & nous commandant de presenter l'autre joüe, pour endurer vn deuxiesme soufflet, plustost que de se vanger du premier.

Dauantage, si telle deffence nous est faite à l'endroit d'un esgal & d'un inferieur à nous, par plus forte raison elle doit auoir lieu allencontre de nostre Roy souuerain, oingt, sacré, couronné, proclamé & receu par nous tous pour nostre legitime Roy, comme estant donné de la main de Dieu pour le respecter, l'honorer, le seruir, & luy obeyr comme les suiets iusticiables que nous sommes, & non pas esgaux à luy, ou ayans aucune iurisdiction sur luy, ainsi qu'aucuns ont sur leurs suiets & seruiteurs.

C'est pourquoy i'estimé que tous bons Catholiques doivent plustost supporter patiemment l'iniure qu'on leur aura faite, que de la vanger; mesme quand elle amenera la mort d'une milliaie de pauures Catholiques innocens, avec vne infinité d'autres malheurs & d'impietez, de crainte d'en estre responsables deuant Dieu, & cruellement chastiez par le feu d'enfer. Car le peché que nous faisons de propos delibéré (comme la vengeance) en amene & endosse sur nos ames vne milliaie d'autres, selon quel'Escripture nous en menace, *Abyssus abyssum inuocat*. C'est pourquoy nous ne pourrons iamais esperer que Dieu nous pardonne nos pechez ny que nos actions prosperent, tandis que nous auons le cœur sanglant & remply de vengeance; mais nous deuons croire que de nostre viuant nous trébuchons en des abysses, & apres nostre mort en l'eternelle damnation.

Aussi pour vous dire vray, ie ne sçay comment ceux qui ont les mains sanglantes d'autres meurtres commis de guet à pend, pour vindicte particuliere qui ne concerne point le general ny le fait de la Religion Catholique, & sur des personnes à l'endroit desquelles ils n'auoient aucune souveraineté ny iurisdiction, peuuent iustement, & sans rougir, rechercher la vengeance de la mort d'autrui. Si l'on ressentoir la grosse poutre que l'on a dans l'œil, aussi bien que l'on remarque la petite buchette dans celuy d'autrui; l'on ne seroit pas si prompt à exagerer les actions faites avec plus de pouuoir, plus d'autorité & plus de raison (bien qu'elles soient mauuaises) que celles qui ont esté commises bien cruellement par aucuns d'entre nous, & pour vne vengeance bien legere. Ce n'est pas que ie veuille par là approuuer les

meurtres & les massacres: Car ie les deteste trop.

Si l'on veut dire que la recherche de cete vengeance n'est pas particuliere pour les morts, mais pour le bien general de la Religion Catholique, & pour le soulagement & le repos vniuersel de tout ce Royaume; elle aura bien quelque apparence d'estre iuste. Mais si l'on espluche les choses par le menu, ie croy que l'on la trouuera iniuste. Car en premier lieu, il n'est pas permis aux suiets de prendre les armes contre leur Roy souuerain de propos deliberé, & à leur poste & à leur volonté, mais seulement avec l'autorité & le commandement du Supérieur. Cela est assez notoire à vn chacun, sans qu'il soit besoin de l'en esclaircir dauantage.

Si l'on respond, que par l'aduis que Messieurs de la Sorbonne ont donné (qui sera transcrit à la fin de ce discours) les suiets du Roy sont deliurez du serment de fidelité qu'ils luy doiuent, & qu'il leur est loisible de prendre les armes contre luy, & de le chasser hors de son Royaume, comme vn tyran, vn perfide, vn apostat & vn atheiste; ayant fait abattre les deux vrayz pilliers qui soustenoient la Religion Catholique, en intention de l'exterminer & de l'aneantir; & que sur vn tel aduis nous aurions bien fait de nous rebeller contre luy: A tel aduis & conseil, qui prouient d'un si grand nombre de doctes personnes, ie ne pretends pas de m'opposer, pour ne pas auoir vne doctrine esgale à eux; mais seulement de mettre quelques questions en auant qui m'ont semblé pertinentes, pour mettre en doute si lesdits venerables & reuerends personnages ne se sont point vn peu hastés de donner & de publier leur aduis, & si nous deuons le suiure, ou non.

L'Escripture nous enseigne, que tout homme est menteur, *Omnis homo mendax*. Elle nous dit dauantage, *Septies in die cadit iustus*. Or est-il que Messieurs de Sorbonne sont hommes & suiets à faillir. Aussi ne peuuent-ils s'attribuer l'autorité de parler par la bouche du Saint Esprit, comme font Messieurs les Prelats assemblez aux Conciles generaux, à la resolution desquels il n'y peut auoir aucun contredit. Dont il appert manifestement, que l'aduis de Messieurs de Sorbonne n'est pas authorisé de puissance qu'ils ayent de l'Eglise ny du Saint Esprit, & qu'il est permis & loisible à vne autre Vniuersité ou à vne autre assemblée de Theologiens esgale à la leur, de debattre & soustenir le contraire de leur resolution & de leur aduis, & le rendre incertain. Ce qui me fait supplier lesdits sieurs Docteurs, de ne pas trouuer mauuais, si ie doute qu'ils ayent comme hommes, pu faillir en publiant vn tel aduis, contre l'opinion des plus anciens d'entre eux, qui ont les principales charges, & sans ouïr la partie, qui est le Roy. L'on pourra dire, que les excuses qu'il eut pu déduire pour sa iustification sont si notoires à tout le monde, qu'il n'estoit pas necessaire d'en informer ny de l'ouïr. Mais à cela ie respondray, que si la forme introduite par l'Escripture sainte & par les loix doit estre soigneusement gardée, de ne pas iuger le cri-

Roy. Et en dernier lieu, sans attendre, comme ils deuoient faire, de nostre saint Pere l'approbation; puis qu'ils auoient iugé necessaire de luy enuoier, pour s'esclaircir s'il trouueroit bon de l'approuuer, ou de le corriger, ou bien de le reietter, afin de ne se pas mettre en hazard de publier vn aduis contraire à celuy du saint Pere, & de faire prendre iniustement les armes à vne infinité de personnes contre le Roy, & de perpetrer vn grand nombre de meurtres & d'impiezez Neantmoins s'ils trouuoient bon de donner leurdit aduis sans garder les formes susdites, il me semble qu'ils deuoient à tout le moins le renir secret iusques à la responce du saint Pere, & ne pas permettre qu'il fust imprimé, ny eux mesmes l'approuuer en leurs sermons & en leurs predications, & susciter les suiets, en vertu dudit aduis, de s'esleuer contre le Roy leur souuerain, & de prendre les armes contre luy pour le chasser comme vn tyran & vn apostat: puis qu'il n'est pas déclaré tel par le saint Pere, qui a luy seul telle puissance & autorité de le faire. Cela fait bien paroistre qu'ils ont esté poussez de quelque animosité à faire vne chose si contraire à la raison, à leur pouuoir & à leur deuoir, & à l'autorité de nostre saint Pere le Pape, seul souuerain iuge de toute l'Eglise Catholique & vniuerselle; auquel seul, & non à autres, appartient de donner vn tel & vn si grand iugement. Car autrement la iustice ne seroit iamais terminée & finie, s'il y auoit plusieurs iuges contentieux: parce qu'il pourroit aduenir (comme en ce fait) que ladite Sorbonne declarast, comme elle a fait, le Roy incapable de la Couronne, & ses suiets libres du serment de fidelité qu'ils luy doiuent, & permis à eux de porter les armes contre luy & de le chasser hors de son Royau-me, & que sa Sainteté iugeast le contraire. Ce qui engendreroit de grands scrupules & de grandes broüilleries dans les consciences des hommes, & vn schisme en l'Eglise de Dieu, avec vne infinité de maux.

le croy bien que Messieurs de la Sorbonne n'ont garde de pretendre ouuertement vne autorité esgale à nostre Sainr Pere, de crainte d'en estre blâmez. Neantmoins en effet ils se la sont attribuée; ayant donné & publié leur aduis, & en vertu d'iceluy, presché & persuadé, comme ils ont fait, à chacun de prendre les armes contre leur Roy, sans attendre (comme ils deuoient auoir fait) de sçauoir si le iugement du saint Pere seroit conforme, ou contraire au leur. Ce qui tesmoigne bien qu'ils ont pretendu tacitement d'vsurper vne telle auctorité sur le saint Siege, & qu'ils ont esté poussez à ce faire de quelque grande passion & animosité, selon qu'il appert par leurdit aduis imprimé. Car la requeste qui fut présentée par les habitans de nostre ville, à Monseigneur le Duc d'Aumale, fut responduë le Samedy septiesme Ianuier dernier, qui est le lendemain des Rois, auquel iour, lesdits Docteurs s'assemblerent & ouïrent la Messe, puis sur le champ firent ladite deliberation: Car c'est vne chose certaine, que telles matieres ne se iugent que le matin. Or considerons quel terme il reste du matin

d'hiver, qui ne commence qu'à sept heures, iusques à midy. L'on sçait bien que tous Messieurs les Docteurs ne peuvent auoir receu ladite requête responduë par mondit seigneur d'Aumale, que sur les huit ou neuf heures du matin, depuis laquelle il falut deliberer s'ils y auroient esgard; & puis chanter la Messe du saint Esprit, comme ils disent auoir fait. La Messe put estre paracheuëe entre neuf & dix heures: tellement qu'à dix heures ils purent s'assembler pour donner ledit aduis. Je vous laisse donc à penser comme cette matiere a pu estre bien exactement debattuë par les opinions de soixante & dix Docteurs, en deux ou trois heures seulement, comme ils ont fait; selon qu'il appert par leur escript imprimëe en Latin, & puis traduit en François conformes en datte & en iour. Car pour peu que les Iuges opinent sur vn procez, c'est chose certaine qu'en vne heure il n'en peut opiner que dix, & encore en matiere peu disputable. Ce seroit trente en trois heures: ce qui est bien loing de soixante & dix. Chose qui à mon grand regret, decouure par trop que Messieurs nos Docteurs se sont vn peu hastez de donner vn tel aduis; veu qu'en matiere de petite importance, ils demandent delay de trois & quatre iours à y penser & la reloudre: & partant que nous ne deuons pas y auoir esgard; mesme n'ayant point esté approuuë par le saint Pere.

Quelques-vns ont voulu dire, que le Roy estoit immediatement excommunië, pour auoir fait tuer vn Prestre Archeuesque & Cardinal, selon qu'il est porté par la Bulle *In Cens Domini*, & que partant il ne faloit point prier Dieu pour luy. Mais c'est vne chose par trop cruelle, & contraire au commandement de Dieu & de nostre sainte Eglise, qui nous commande & qui nous enseigne, particulierement le Vendredy saint, de prier pour nos ennemis & nos persecuteurs; voire pour les heretiques & pour les payens, à ce qu'ils s'humilient & qu'ils se reduisent au giron de l'Eglise. Aussi le Pape qui a pouuoir d'excommunier tels meurtriers, & de les restablir & faire restablir par ses ministres, a donné pouuoir au Confesseur du Roy de l'absoudre de tels pechez contenus en ladite Bulle, par vn Bref, (la teneur duquel sera cy-apres en fin transcrite) qu'il luy accorda il y a deux ans, tout pareil & semblable à celuy que les Papes ont coustume de donner & en gratifier les Empereurs, les Rois & les grands Princes (ce qui n'est pas chose nouuelle) en vertu duquel il a esté absous, ayant fait la penitence à luy imposée: Au moyen dequoy l'on ne peut iustement dire, que le Roy soit excommunië, & pour telle occasion luy desnier l'obeyssance que nous luy deuons, & encore moins differer & refuser de prier Dieu pour luy. Car il n'apert point qu'il ait esté comdamné que de partie de nos Docteurs, sans pouuoir, ausquels, s'ils eussent esté du temps que les Iuifs accusèrent à Nostre Seigneur la femme Adultere, il eut dit comme à eux, *Qui sine peccato est vestrum, primus in illam lapidem mittat*: & puis au Roy, *Nec ego te condemnabo*: estant absous par son Confesseur. C'est vne cho.

se certaine, que si l'un de nous tuë vn autre, bien que ce soit en la presence du peuple, qu'on ne le fera iamais mourir iusques à ce qu'il ait esté condamné par la iustice. Comment donc pouuons-nous de nous-mesmes, degrader le Roy auant qu'il ait esté condamné par nostre saint Pere, qui est le vray iuge de telles matieres ?

Si nous voulons esplucher les cas reservez en la Bulle *In Cerna Domini*; nous trouuerrons y estre compris les vsurpateurs des biens de l'Eglise; ceux qui chassent les Euesques de leurs Dioceses, comme nous faisons le nostre, & ceux d'Auxerre la leur, & Balagny celuy de Cambray & d'autres villes, pour ne pas vouloir estre de nostre Vnion; comme aussi les iuges qui distrayent les Religieux de la iurisdiction de leurs Superieurs, comme fait le Parlement, les Prestres & les Moynes, lesquels nous cherissons & nous hantons, sans les courir à force pour les lapider & pour les tuer, comme nous faisons le Roy, encore qu'il soit absous, & eux non: & ce parce qu'ils sont de nostre Vnion à pourchasser & à secouier l'obeyssance deuë au Roy. Ce qui fait que nous les supportons & que nous les fauorisons; encore qu'ils soient excommuniez, & que nous le sçachions. Ce qui descouure nostre passion, & la haine particuliere que nous auons contre le Roy, & le peu de zele que nous auons pour l'honneur de Dieu.

Et il ne sert de rien de dire que le Roy soit excommunié, pour tenir prisonniers Monseigneur le Cardinal de Bourbon & Monseigneur l'Archeuesque de Lyon. Car Monseigneur le Cardinal n'est point tenu prisonnier, mais seulement il est en garde pour affaires d'Estat. Ce que S. M. peut faire sans encourir l'excommunication, mesme estant son iuger. Et pour le regard de Monsieur de Lyon, le Roy a desia accordé qu'il sorte, en deliurant M. de Pongny prisonnier en nostre ville. Ce qui fait bien elairement apparoir, que l'on ne peut à iuste cause, dire que le Roy soit excommunié. Ce n'est pas que ie ne desire de voir en liberte Monseigneur le Cardinal, & d'y employer vne partie de mon sang & de mon bien: car ie le ferois tres-volontiers, & pleust à Dieu d'inspirer le Roy de le mettre en liberte; car il feroit beaucoup pour luy. Et toutesfois si nous voulons considerer l'emprisonnement que nous auons fait, en prison fermes, de Segurier Doyen de l'Eglise Cathedrale de nostre ville, Faye Abbé de S. Fulcien, Archidiacre de Iolas, & Chanoine en ladite Eglise; de Mesme, aussi Chanoine en icelle & Archidiacre de Brie, le Rouillé Abbé d'Eriuault & de Lagny, de la Guelle Abbé de Cerisy, & frere Amelot Religieux Prieur de saint Martin des Champs de nostredite ville, tous Prestres chantans Messe, & esloignez de tout soupçon d'heresie: comme aussi nous auons emprisonné Gillot Doyen de Langres, Fayoles Chanoine de la sainte Chappelle de cette ville, & le Voix, tous Diares, sacrez, & pareillement non suspects d'heresie, sans aucune forme ny figure de procez; mais de nostre propre mouuement, ou plustost rage & furie: esquelles prisons ils sont encore detenus bien étroi-

tement depuis deux mois & demy en ça, sans autre occasion, que pour n'auoir pas voulu signer le serment de nostre Vnion, & auoir esté estimé porter quelque particuliere affection au Roy : qui est vne chose qui sera trouuée bien estrange par vn chacun, & qui leur donnera à connoistre que ce n'est pas le zele de Religion qui nous a poullé à prendre les armes contre nostre Roy, pour auoir fait mourir & emprisonner les sùldits Prelats; puis que nous mesmes de nostre autorité priuée en auons fait emprisonner vn plus grand nombre, sans autorité de Iustice ny pouuoir de ce faire, comme il a, pour estre nostre Roy & nous ses suiets; mais contre & au preiudice de la Bulle *In Cuna Domini*, par vertu de laquelle nous venons immédiatement à estre excommuniéz. A quoy toutefois nous ne voulons point auoir elgard, ny considerer l'offense que nous faisons enuers Dieu. Et neantmoins nous ne laissons pas de crier apres le Roy, & luy reprocher les emprisonnemens de mondit sieur le Cardinal & de Monsieur l'Archeuesque de Lion.

Aucuns ont voulu dire que le Roy ait enuoyé querir ledit Bref pour l'intention qu'il auoit de faire mourir nostre bon Prince Monseigneur le Duc de Guise, & que Monseigneur le Cardinal de Lenoncourt l'auoit requis & apporté. Mais s'ils eussent considéré que ces meurtres & assassinats ne sont point reseruez en ladite Bulle; ils eussent trouué qu'il n'estoit pas besoin au Roy d'obtenir ledit Bref pour vn tel meurtre, & encore moins pour celuy de Monseigneur le Cardinal son frere; parce qu'il ne l'a iamais craint ny hay si fort, qu'il ait désiré de le faire mourir, ainsi qu'il ne l'eust fait, s'il n'y eust esté poullé, (comme l'on dit) par ceux qui estoient près de luy; ou il l'eut fait mourir secretement en prison, feignant qu'il fust mort de maladie. Et pour le regard dudit sieur Cardinal de Lenoncourt, il estoit à Paris en Iuillet, mil cinq cent quatre-vingt sept, que ledit Bref fut expédié. Ce qui tesmoigne & descouure les impostures des meschans faux tesmoins, qui ne craignent point d'offenser Dieu en l'vn des dix commandemens; en portant faux resmoignage pour saouler leur passion, & rendre le Roy odieux. C'est vne belle charité Chrestienne qu'ils ont.

A la verité, ie suis d'accord que les meurtres sùldits sont execrables & inhumains, spécialement celuy de Monseigneur le Cardinal; car de ma part ie les deteste bien fort. Neantmoins ie suis contraint de dire que ce n'est pas chose nouuelle, que pour affaires d'Estat, l'on ait fait tuer des Cardinaux. L'Empereur Ferdinand d'Austriche, grand pere de celuy qui est de present, fit tuer le Cardinal Georges en Hongrie, par le sieur Sforce Palauesin, qui est mort General des Venitiens; luy qui estoit Prince si Catholique, & vray homme de bien, craignant Dieu, comme sa vie & sa mort l'ont tesmoigné. Le Duc de Francisque-Marie d'Vrbain, grand pere de celuy qui vit, tua de sa propre main le Cardinal de Paue en la ville de Rauenne; en laquelle estoit le Pape: & neant-

moins ny l'un ny l'autre ne furent assaillis ny deschassez par leurs sujets, ny par le Pape mesme, comme il pouvoit faire. Ledit Duc estoit vassal de la Sainteté, & la Duché route enuironnée de son Estat Ecclesiastique. Tous deux ont vescu iulqu'à la mort fort paisibles en leurs Estats. Le Roy Louis XI. fit-il pas emprisonner le Cardinal Baluë dans vne cage de bois ferrée, laquelle se trouue encore de present en la grosse tour de Loches : & toutesfois ledit Roy ne fut pas excommunié, non plus que le Roy d'Espagne, à present regnant, qui fit mourir il y a trois ou quatre ans vne vingtaine de Predicateurs de tous Ordres, pour auoir dit en Portugal, qu'il auoit vsuré iniustement la Couronne dudit Portugal sur les vrais heritiers : chose toutefois que le Roy n'a pas voulu faire à l'endroit des Predicateurs qui ont presché par trop inconsiderement contre luy.

L'Empereur Charles V. fit-il pas prendre d'assaut la ville de Rome, par feu Monsieur de Bourbon, l'an 1527. où les Allemands heretiques de son armée, firent mille sacrileges & impietez, & fit retenir par le Prince d'Orange (Succede General de son armée) le Pape Clement, comme prisonnier dans le chasteau de S. Ange, avec tous les Cardinaux, l'espace de six mois, & pour sa deliurance, luy fit payer cinq cens mil escus, & recint cinq Cardinaux pour ostage, sans qu'il ait esté excommunié pendant la prison de la Sainteté, par le Clergé de ses Empire & Royaumes, ny par ledit Pape mesme, ains le vingt-quatrième Fevrier 1530. fur par luy couronné Empereur en la ville de Boulogne la Grasse. Le mesme Empereur fit-il pas aussi l'*Interim* de la Religion avec les Princes heretiques d'Allemagne, l'an 1548. qui fut l'approbation & introduction des hereses de Luther, Calvin, Anabaptistes, & autres, & la cause de tant de rebellions, sacrileges, & pertes d'ames, & de faire perdre au saint Siege de Rome, l'obeyssance d'une grande quantité de Prouinces, Eueschez, Abbayes & peuples. Et pour cela il ne fut point excommunié par le S. Pere, ny par son dit Clergé, ny ses sujets ne se rebellerent point contre luy, connoissant qu'il ne leur appartenoit pas de prendre les armes contre leur Prince Souuerain. Les armes ont-elles esté prises par nos peres & par nous, l'an 1561. quand le feu Roy Charles estant mineur, fit l'Edit de lanvier, par lequel fut donné introduction aux Ministres en ce Royaume, & liberté de conscience à vn chacun de viure en son heresie, la Maiesté fut elle excommuniée, & tous ceux de son Conseil? Nous auons lors par deça pour Legat Monsieur le Cardinal de Ferrare, au Iseu duquel l'on preschoit ordinairement dans le chasteau de S. Germain en Laye, & quasi à sa veuë (combien qu'à son tres-grand regret & déplaisir.) Neantmoins il ne proceda iamais à aucune Censure, ny à susciter les sujets du Roy à se rebeller contre luy; ains seulement il admonesta de chastier les heretiques; à cause de quoy la guerre fut commencée contr'eux l'année suiuite. Feu Monseigneur Frere du Roy ne fut pas excommunié, & moins desherité par le feu Pape Gregoire, en

l'an 1576. quand il fit reuiure l'heresie en ce Royaume (qu i auoit esté esteinte & enseuelie à la S. Barthelemy precedente; car il n'y auoit plus de Presches en cedit Royaume, ny permission de prescher) qui fut à la verité vne grande playe faite à nostre Religion: laquelle toutefois l'année ensuiuante, il se mit en deuoir de corriger, s'acheminant en personne, comme il fit, au siege de la Charité, & l'Issoire en Auergne. Le Roy Sigismond de Pologne ne permit-il pas que diuersitez d'heresies prissent pied en son Royaume? Et pour cela les Euesques, Abbez & Prelats d'iceluy l'excommunierent-ils, ou bien le Pape Pie V. qui estoit de son temps? Ses propres sujets se rebellerent ils contre luy? Les Rois de Dannemarc, de Suede, & d'Ecosse ont-ils esté excommuniez, quand ils ont introduit l'heresie en leur Royaume? & leurs suiets se font-ils rebellez, lors que plusieurs grands Princes de la Germanie se sont rendus sectaires de l'opinion de Luther? Ont ils esté excommuniez & deschassez par leurs sujets? Pourquoy le Pape Clement VII. en l'an 1530. n'excommunia-t'il pas les Suisses, quand parmy eux il permit que l'heresie eust lieu, & que chacun vescu selon son opinion? Pourquoy le Pape Gregoite dernier n'excommunia-t'il pas le Roy qui est à present, lors qu'il iura en l'Eglise de Nostre Dame de cette Ville, vers la fin de l'année 1575. les articles que les Euesques Palatins & Castellans de la Pologne luy auoient apportez, contenant la commission & la liberté de conscience à vn chacun; lesquels neantmoins à son Couronnement audit Royaume de Pologne, il trouua le moyen de ne pas confirmer? Pourquoy les Archeuesques, Euesques & Abbez de la Germanie n'ont-ils pas esté excommuniez & deschassez par leurs suiets, pour auoir enduré, comme la plus-part font encore, que leurs vassaux suiets Luthériens vivent paisiblement en leurs Estats, sans estre recherchez? N'y-a-t'il iamais eu Empereur qui ait esté au Presche des heretiques, sans auoir esté excommunié & deschassé par ses suiets Catholiques? Ce qui nous doit seruir d'exemple, non à approuuer telles actions; mais à ne partir si soudainement de la main sur le simple aduis dela Sorbonne, pour faire chose contraire à nostre deuoir, & pour contenter nostre particuliere passion; iusqu'à ce que nostre saint Pere le Pape, assisté du Sacré College de Messieurs les Cardinaux, ait donné sa Sentence, comme le vray iuge qu'il est. le dis quant au spirituel. Car au temporel, si ainsi estoit qu'il fust au pouuoir du Pape de depousseder les Empereurs, Rois, Ducs, & Princes Souuerains, quand bon luy sembleroit, & que tous les Princes de la Chrestienté luy accordassent vn tel droit, il y auroit grand danger qu'à chaque changement de Pontificat, il ne s'en trouuait toujours quelqu'un de depoussédé, sous pretexte d'heresie, ou d'estre excommunié par la Bulle *In Cana Domini* (comme nous venons de dire que la Sorbonne a iugé contre le Roy) & qu'un des neveux de sa Sainteté ne se trouuast reuestu dela Couronne Imperiale, Royale ou Ducalle. Car enfin l'on augmenteroit tellement les cas reseruez en ladite

Bulle, qu'il seroit quasi impossible à aucun Prince d'eschaper de tomber en l'excommunication d'icelle: ce qui est vne chose qui seroit de trop grande importance à tous les Princes Chrestiens. Parquoy si tel droit n'appartient pas au Pape, pourquoy voulons-nous estre si téméraires de le nous attribuer? Le dis nous, qui ne sommes qu'une poignée de gens auprès du grand corps vniuersel de tout ce Royaume.

Je vous rapporterois beaucoup d'autres exemples pareils, tant de l'Escripture Sainte, que des Histoires du temps des Chrestiens. Mais ie me suis contenté de vous desduire seulement ceux cy, qui sont assez prégnants, pour estre aduenus de nostre temps, lesquels à mon grand regret i'ay mis icy en auant: car mon naturel deteste par trop les exemples inhumains, & si peu Chrestiens, qu'ils deuroient estre plustost enseuclis avec leur éuenement, que d'estre representez à la postérité; afin de ne pas donner enuie à personne de mal faire. Toutefois puis qu'ils sont contenus en nos Histoires communes à quiconque les veut lire, & la plupart aduenus de nostre temps; ie me suis dispensé de les représenter icy, en intention seulement de nous rettenir de perpétrer tant de maux que ie preuoy qui aduiendront, si nous persistons en cette prise d'armes contre le Roy, & que nous ne les adressions pas contre les heretiques qui sont ouuertement excommuniez par le S. Pere.

Pour conclusion, donc, il ne faut point douter que nous sommes obligez & tenus de nous arrester seulement au Iugement du Saint Pere, Souuerain Iuge de l'Eglise vniuerselle, & de tous les Catholiques, comme à luy seul appartenant de donner vn si grand & si important Iugement. L'exemple en est bien clair en nos Histoires, lors que le Roy Childeric fut depossédé, & Pepin estably. Car quoy que tous les trois Estats du Royaume fussent d'accord de le deposséder & establiir ledit pepin, ils n'oserent l'entreprendre d'eux-mesmes, sans le consentement du Pape Zacharie, auquel ils eurent recours; ne s'estimans pas estre legitimement desliurez d'un si grand serment de fidelité, par le seul consentement de l'Eglise Gallicane, encore qu'elle ait autre autorité que ladite Sorbonne.

Ce n'estoit pas que les François de ce temps-là ne iugeassent leur Roy taincant, & incapable de tenir la Couronne. Ce n'estoit pas qu'ils ne fussent poussez d'un grand desir de s'en deffaire. Il n'y auoit non plus faute de grands boute-feux pour rechercher & poursuivre vn tel changement en faueur dudit Pepin. Mais la rage & la furie n'estoit pas si débordée en eux, comme elle est de present en nos ceruelles, & la crainte d'offenser Dieu estoit beaucoup plus engravée en leurs ames, qu'elle n'est aux nostres; & la ialousie de l'honneur leur estoit autrement recommandée & chérie qu'elle n'est par nous: ce qui les retint de ne pas précipiter vn si grand changement, sans attendre l'autorité du S. Pere. Leurs passions & les interets particuliers d'autrui, n'eurent iamais le pouuoir de leur faire faire vne chose si contraire au commandement de Dieu & preiudiciable à leur honneur.

C'est bien loin de ce que nous auons fait & de ce que nous faisons. Car pour peu qu'ils nous semblent estre reuestus du beau manteau de Religion, & nostre face masquée de l'interieur de nostre cœur, & de nos peu Chrestiens & charitables desseins: il nous semble qu'il nous soit loisible de faire & de dire tout ce à quoy nos passions & les ambitions d'autrui nous incitent, & que chacun le doive trouuer bon, & que nul ne puisse estre estimé Catholique, mais damné, s'il n'est adherant à nostre party, & consentant à toutes nos actions. Considerons, ie vous supplie, bien particulièrement l'importance de cette affaire, auant que de nous y embarquer dauantage, sur le simple aduis d'une partie des Docteurs de tout ce Royaume, qui se sont trouuez en la Sorbonne, n'ayant le pouuoir de délier le serment de fidelité que nous deuons au Roy, non plus que d'excommunier, comme ont nos Curez (& lequel aduis, comme i'ay dit, n'a esté approuué par les plus anciens & doctes de leur Faculté) afin de ne faire chose qui puisse damner nostre ame & souiller nostre loyauté & nostre honneur.

Nous auons tant crié contre les heretiques, pour auoir pris les armes pour le fait de la Religion, contre leur souuerain Roy, & nous les auons battus de plusieurs doctes & saints exemples & preceptes, pour les conuaincre en leur faute: & neantmoins nous tombons auourd'huy en plus grande erreur que iamais ils n'ont fait, faisant tout le contraire de ce que nous leur auons voulu enseigner: chose que nous sçauons estre contre le commandement de Dieu, & qui certes est vn peché contre le S. Esprit: lequel ne se remet ny en ce monde ny en l'autre.

Nous pouuons donc bien conclurre sans aucune difficulté, que la prise des armes faite par nous contre nostre Roy, sans l'autorité du Supérieur, est sans fondement, sans raison & sans iustice, contre nostre honneur & nostre deuoir, & contre les Commandemens de Dieu; & consequemment à la damnation de nostre ame. Car la vengeance que nous pourchassons de la mort de Messigneurs les Cardinal & Duc de Guise, sous tel pretexte que bon vous semblera de prendre, n'estant bien fondée; tous les meurtres, sacrileges & impietez qui aduiendront par telle guerre, tourneront à nostre damnation: & si nous persistons en cette opiniastrété, nous tomberons en l'incrédulité & damnation eternelle des luifs, qui pour se vanger de nostre Seigneur Iesus-Christ, & le mettre à mort, ne craignoient pas de crier, *Crucifige, crucifige, sanguis eius super nos & super filios nostros*, dont leurs ames & celles de leur posterité seront à iamais cruellement tourmentées en Enfer. C'est ce que nous deuons eüiter tant qu'il nous sera possible.

Si d'autre costé l'on veut alleguer que lesdits deux Princes estans les vrais pilliers sur lesquels nostre sainte Religion estoit appuyée, le Roy les ait voulu abbatre pour tascher de l'exterminer, & que pour cela nous sommes tenus & obligez de nous armer contre le Roy & le chasser de son Royaume, pour empescher que tel pernicious dessein n'ait lieu

lieu, & releuer nostredite Religion de telle cheûte. Je reuiendray toujours à ma premiere opinion, qui est, qu'il me semble n'estre loisible aux sujets de prendre les armes contre leur Roy, sans l'autorité du Superieur, à peine d'endosser sur leurs ames tous les pechez qui seront commis à leur occasion, par ladite prise d'armes faite sans raison, ainsi que l'ay dit cy-dessus si amplement, que ie n'en repeteray plus aucune chose.

D'autre costé, ie doute s'il nous est bien seant & loisible d'estimer que lesdits deux Princes fussent les deux pilliers de l'Eglise Catholique, & qu'ils ayent esté abbatus pour tascher de la ruiner, veu qu'il n'est pas loisible de croire qu'il y ait autre pillier & soutien de ladite sainte Eglise que Dieu, & que nous ne deuons pas mettre nostre appuy sur aucun homme viuant, mais sur luy seul; mesme en ce qui appartient immediatement à son autorité & toute puissance: parce que ce seroit luy oster l'honneur qui luy est iustement deu, pour l'attribuer à sa creature, *Maledictus homo qui confidit in homine*. C'est pourquoy ie ne sçay si ie ne dois point croire que l'idolatrie que nous auons faite en ces deux Princes, de les auoir estimez les vrais pilliers de la sainte Religion Catholique, ait esté la cause d'irriter Dieu, & l'obliger à nous les oster, afin de nous faire paroistre qu'il est le Dieu tout-puissant, & qu'à luy seul appartient de releuer & soutenir son Eglise, & non à les creatures.

L'exemple de la saint Barthelemyme confirme grandement cette opinion. Car le feu Roy & tous nos Princes pensoient auoir exterminé tous les Huguenots en cette iournée-là (comme à la verité ils firent, en sorte qu'il ne demeurait plus aucuns de leurs Chefs heretiques viuans, pour releuer leur party, d'où l'on auoit iuste occasion de croire que la memoire des Huguenots estoit enseuelie avec leurs corps.) Neantmoins nous voyons le contraire, par le grand changement que Dieu a depuis permis qu'il soit arriué, s'estant leur party relevé presque en aussi grande puissance qu'il eust point encore esté, & mesme par l'assistance & par la faueur des Catholiques.

Feu Monseigneur le Duc l'an 1575. se rendit leur chef, & fit reuenir en France le feu Prince de Condé qui estoit fugitif en Allemagne, & qui s'estoit retourné huguenot; & avec luy plusieurs Seigneurs se ioignirent, & entre autres, Messieurs de Montmorency, & le Vicomte de Turenne, qui depuis s'est fait heretique, comme a fait aussi le sieur de la Trimouille. Feu Monsieur de Sauoye n'a pas fauorisé ouuertement les huguenots; mais bien Monsieur de Montmorency, qui est de present, lequel estoit, comme il est, en Ligue avec les huguenots. Le Roy d'Espagne n'a pas fauorisé les huguenots, mais seulement il a baillé de l'argent audit sieur de Montmorency, qui supportoit, ainsi qu'il fait, les heretiques, lesquels peu à peu se sont esleuez & aggrandis comme ils sont, par la seule permission de Dieu & par l'assistance des Catholiques. Ce qui nous doit faire connoistre que lesdits

Rois & Princes, n'ont pas le pouuoir d'exterminer les heretiques; ny de releuer l'Eglise Catholique, sans l'autorité de Dieu; laquelle ne leur sera iamais donnée tandis qu'ils seront guidez par leur ambition & par leur particulier interest, plustost que par le zele de sa gloire. Voila pourquoy ledit Roy & lesdits Princes furent abusez de leur opinion; parce qu'ils ne firent pas ladite execution contre les huguenots pour l'honneur & pour le deuoir qu'ils deuoient à Dieu; mais pour leur particulier interest; le Roy pour la ialousie de son Estar, & d'autres pour vengeance particuliere. De quoy Dieu fut irrité, & pour abaisser leur orgueil, d'auoir pensé par vne telle execution generale faite par leur artifice & par leurs mains, auoir exterminé toute la race & la memoire des huguenots: Dieu, dis-je, pour en auoir luy seul l'honneur, comme iustement il luy appartient, a maudit leur action simulée, & a fait reüssir à leur dommage, tous leurs vains desseins; comme il a fait aussi ceux de ce Roy & desdits Princees, ainsi qu'il se voit manifestement.

Car le Roy ayant cy-deuant pensé, pour entretenir l'Edict de paix avec les huguenots, qu'il viuroit en repos, negligant par là l'honneur de Dieu: Et dernièrement ayant eü pour faire mourir nosdits Princees, estre Roy paisible & sans contredire en tout son Royaume; Dieu a permis tout le contraire. Car lors qu'il pensoit estre à son aise au commencement de l'année 1585. par la mort de feu Monseigneur son Frere qui le tenoit en grande crainte, & qu'il fit tant de reglemens pour sa Cour, & instrua tant de chambres de parade & d'audience, se voulant faire respecter & honorer plus que n'ont iamais fait aucuns des Rois ses predecesseurs, ny mesme l'Empereur Charlemagne, Dieu suscita la sainte Ligue, & luy broüilla tous ses desseins, remplis de vaine gloire, & esloignez de son deuoir & des promesses qu'il a faites à son Sacre, & depuis aux Estats de Blois l'an milleinq centseprante sept, de soutenir & exalter l'honneur de Dieu & d'extirper l'heresie de son Royaume. De mesme, lors qu'il a pensé estre Roy absolu & sans contredit, par la mort de nosdits Princees, son Royaume s'est broüillé contre luy, plus qu'il n'a iamais esté depuis 18. ans en ça, que les guerres ciuiles sont suruenues.

Le semblable est aduenü à nosdits Princees, pour n'estre pas conduits & poussez du zele de l'honneur de Dieu en la sainte Ligue, comme il appartenoit. Car Dieu ayant connu que leur ambition estoit couuerte du manteau de sa Religion, & qu'ils tendoient plus à faire leurs affaires particulieres & à s'autoriser par le moyen des villes de seureté, & des regimens de gens de pied & de force argent qu'ils auoient, qu'à poursuivre l'extirpation de l'heresie & l'exaltation de son honneur & de sa gloire; il leur osta l'entendement, se laissant aller à faire la paix qu'ils firent à Nemours, si mal à propos pour tous les Catholiques, & mesme pour ceux qui les assistoient, comme pensans n'auoir plus affaire d'eux. Pour la mesme occasion Dieu a aussi rendu inutile le voyage que monsei-

igneur le Duc de Mayenne fit aussitost apres ladite paix en Poictou, & delà en Guyenne: par ce qu'il connut que son intention estoit pluſtoſt de s'aggrandir, que d'exterminer les heretiques. Car pour s'acquérir des amis il ne refuſoit aucune ſauuegarde que les huguenots luy demandassent pour leurs maisons, au lieu de les faire ſaccager, comme il deuoit, pour venger l'iniute & le blaphème qu'ils faisoient à sa diuine Maieſté: & encore à son retour il se ſaiſit par force de l'heritiere de la Dame de Caumont huguenote fort riche, desirant la faire espouser à l'un des Messieurs les enfans; sans auoir eſgard qu'elle eût esté noutie dès la mamelle en l'herésie de Caluin. Et pour faire approuuér ledit rapt par ladite Dame de Caumont, il fit traiter par argent avec le ſieur de Viuans qui la gouernoit priuement; & depuis il obtint du Roy, & à grande peine (ainsi que Monsieur de Villeroy nous en peut rendre vn ample tesmoignage) l'abolition entiere de tous les sacrileges, meurtres & cruautez que ledit de Viuans auoit commis sans nombre, allencontre des pauures Catholiques, & ſpecialement des personnes Ecclesiastiques, au lieu de pourchasser son chastiment. Ce qui ayant déplu à Dieu, il rendit son voyage du tout inutile: permettant que les huguenots surprissent la ville de Castillon (tost apres qu'il l'eut prise, & qu'il l'eut mise entre les mains du ſieur de ſaint Foriol son domestique) sans perte d'aucuns de leurs soldats.

Pleust à Dieu que feu mondit ſeigneur le Duc de Guiſe fût allé combattre les heretiques en Poictou, apres la paix de nos barricades (pluſtoſt que de se vouloir arreſter en Cour) comme le Roy le desiroit, craignant de ne pouoit compatir avec luy. Ce qui fut cauſe de luy faire ſupplier la ſeuë Reine ſa mere, par Monsieur de Villeroy, qui fit deux voyages en noſtre ville à cette fin, & qui fit instance à ladite Dame en preſence de la Reine Regnante, d'induire feu Monſieur de Guiſe à prendre la charge de ladite armée du Poictou, & de trouuér bon, qu'en ſon lieu mondit ſeigneur de Mayenne demeurast près de luy, pour l'eſperance qu'il auoit de viute avec luy en amitié & en toute douceur. Car le Roy ne fuſt pas rombé en ce miſerable accident de faire moutir leſdits deux Princes, & eux n'euffent pas perdu leur vie; & nous tous, nous n'euffions pas fait vne perte par trop remarquable, de ſi grands & de ſi valeureux perſonnages. Mais Dieu, qui poſſible à connu que Monſieur de Guiſe aimoit mieux s'arreſter à la Cour, dans la penſée de s'y eſtablir & de s'y aggrandir, que de faire la guerre aux heretiques ſes ennemis; a permis que de tels malheurs ſoient aduenus, comme il ne faut pas douter qu'il ne faſſe tousiours de meſme, iuſques à ce que nous retournions à luy, despoüillez de nos ambitions, & embrasiez d'une ardente affection & d'un grand zele de mourir pour le ſouſtenement de ſa gloire & de ſon honneur.

Si donc il a trouué bon de permettre vn ſi grand renuerſement de tous les deſſeins deſdits Rois & Princes en faueur des heretiques, à cau-

se de nos ambitieux desirs; pourquoy ne deuons-nous pas croire, qu'il soit aussi puissant pour releuer la sainte Eglise Catholique, en l'absence non seulement des susdits deux Princes, mais sans l'aide de nul autre homme, quel qu'il soit? Ne peut-il pas de soy-mesme exterminer en vne nuit, tous les heretiques, comme il fit les enfans de Sodome & de Gomorre, & les premiers nez d'Egypte; en faisant aneantir tout en vn coup l'heresie de ce Royaume? Il est le vray Dieu viuant, & tout-puissant, tel qu'il a esté par le passé, & comme il sera à iamais.

Et neantmoins s'il trouue bon de se seruir du ministère de quelques-vnes de ses creatures, n'a-t'il pas le pouuoir d'en susciter d'autres? comme vn Moÿse, qui deliura les enfans d'Israël; vn Dauid, qui fut Roy & qui gouerna si bien tout le peuple d'Israël (& neantmoins qui n'estoit que de simples bergers.) De mesme Simon de Montfort, qui n'estoit qu'un Gentilhomme, extermina les Albigeois. Mais pour l'inciter à ce faire, il faut que nous ayons un pareil zele, & vne pareille affection & volonté de soustenir sa cause, comme nos ancestres de ce temps-là l'auoient, & que nous mettions & que nous appuyons toute nostre esperance, nostre force & nostre secours en luy seul, nostre Createur & nostre Dieu tout-puissant, & non pas en ses creatures imbecilles. Il ne luy faut pas faire ce tort & cette iniure, que de croire que lesdits deux Princes fussent les deux pilliers de sa sainte Religion Catholique, & non pas luy, abaissant par là l'autorité & la toute-puissance qui luy est iustement deuë.

Je suis contraint de dire encore ce mot sur vn tel sujet, & ie vous prie de considerer si l'on ne pensoit pas que la Religion Catholique fût comme perduë par la mort de feu Monseigneur le Duc de Guise, aduenü à Orleans l'an 1562. auant Pasques, pour n'y auoir pour lors aucun Prince d'age ny de pareille valeur à la sienne, pour prendre la deffence de nostre Religion durant la minorité du feu Roy Charles neufiesme, aagé seulement de douze ans. Neantmoins nous auons veu le contraire. Car Dieu a suscité depuis d'autres braues Princes pour la soustenir & pour la deffendre, comme ils ont fait. C'est vn chose qu'il fera tousiours tres-volontiers, quand il verra que nous procederons en son endroit sans dissimulation, & comme des bons & deszelez Catholiques doiuent faire.

L'on ne doit point aussi douter que la declaration que l'on a faite, que lesdits deux Princes estoient les deux pilliers de nostre Religion, ne doive iustement offenser d'autres personnages de grande qualité & tres-Catholiques, qui n'ont pas moins fait la guerre aux heretiques que les autres susdits. En premier lieu, Monseigneur le Cardinal de Bourbon, premier Prince du Sang, par son sage & par son Chrestien conseil a fait vne guerre cruelle aux huguenots, iusqu'à ses propres & à ses plus proches parens: & sous son autorité nous scauons tous que les autres Princes Catholiques ont entrepris la sainte

Ligue, l'an mil cinq cent quatre-vingt cinq; & que sans son assistance, ils n'eussent iamais osé entreprendre de soutenir si ouvertement nostre Religion Catholique.

Nous sçavons bien la requeste verbale qu'il fit au Roy, sans crainte de luy desplaire (lors qu'à saint Germain en Laye au mois de Decembre 1583. il estoit au Conseil, que le Roy tenoit comme par forme de petits Estats) laquelle a predit les evenemens que nous auons veus, & que nous voyons au iourd'huy. Cela tesmoigne l'affection & le zele de ce courageux & tres-Catholique Prince. De sorte que si quelque Creature doit meriter cet honneur, que d'estre estimé le soutien de ladite Religion, il me semble qu'à iuste cause Monseigneur le Cardinal le doit auoir, ayant tres-bien fait paroistre son ardeur, sa constance, & son zele enuers Dieu & sa sainte Religion, en toutes les occasions où il a valu librement parler & la soutenir.

D'ailleurs n'y a-t'il pas encore Monseigneur le Duc de Mercure, qui est vn Prince valeureux, & reconnu pour tres-Catholique, & qui est si ferme & si constant en nostre Religion, qu'il aimeroit mieux perdre sa propre vie, pour ne pas dire tous ses moyens, que d'auoir consenty à vne chose si contraire à nostre Religion Catholique. Auons-nous remarqué en luy aucune sorte d'ambition? Auons-nous reconnu en luy aucun autre desir, que l'exaltation du saint nom de Dieu? A-t'il iamais fait tuer ou assassiner personne? A-t'il iamais fait manger les entrailles des pauures suiets Catholiques de son Gouvernement de la Bretagne ny d'autres Prouinces, pour agrandir son ambition & se faire redouter par le Roy & par autrui? A-t'il touché de l'argent des estrangers? A-t'il signé aucune confederation ou ligue avec les estrangers? Non à la verité: mais il n'a pas espargné son bien & sa vie pour la gloire de Dieu; & il n'a oublié aucune occasion de prendre les armes pour la manutention de nostre sainte Religion. C'est pourquoy il me semble que nous ne le deuons pas laisser en arriere, sans le mettre au nombre des principaux pilliers de nostre Religion Catholique (si les hommes y doiuent estre mis:) parce que veritablement nous luy ferions iniure, & nous aurions tort de l'offenser si cruellement.

I'en diray autant de Monseigneur le Duc de Nevers, Prince ancien, & Capitaine experimenté au fait des armes & des affaires d'Etat de dix ans plus que tous les autres Princes; lequel est bon tesmoin de toutes les guerres ciuiles qui se sont faites depuis l'an 1562. pour y auoir esté & y auoir si valeureusement combattu contre les heretiques, ainsi que les playes qu'il porte sur luy le tesmoignent à tout le monde. Il n'a iamais chancellé en sa Religion. Il n'a iamais supporté ny favorisé les heretiques. Le feu Admiral de Colligny l'a plus craint & redouté que nul de nos autres Princes, apres feu Monseigneur de Guise qui mourut à Orleans, pour l'auoir connu ferme en nostre Religion, constant en ses resolutions, & esloigné d'ambition, par le moyen de laquelle le plus

souuent les hommes se laissent seduire à oublier Dieu & leur deuoir, comme il l'a bien fait paroistre cy-deuant : estant assez clair à chacun (mesme au Roy, par ce que Pericart Secretaire de feu mondit seigneur de Guise luy a dernièrement dit) qu'il a esté le conseil principal & l'adresse de toutes les affaires de la sainte Ligue de l'an 1587. de laquelle, comme il s'y estoit entremis sur l'aduertissement que le pere Claude Mathieu Iesuite leur donna, que nostre saint pere Gregoire 13. persuaadoit nos Princes de prendre les armes pour le soustenement de la Religion Catholique, & qu'il leur bailleroit Indulgences & Bulles; il se retira depuis, comme il vit que le Pape ne luy voulut pas donner, & aimamieux s'exiler de nostre France, que de souiller son ame & son honneur, s'il eust porté iniustement les armes contre le Roy. Et n'eust esté que le saint Pere Sixte, informé de l'occasion de la prise des armes en ce Royaume contre les heretiques la luy approuua, il ne fust bougé d'Italie, & eust mieux aimé se bannir volontairement, & mettre en euidente ruine toute sa famille & sa personne, que d'offenser Dieu, damner son ame, & souiller son honneur. l'ay oüy asseurer que le Roy quelque fois dit, qu'il ne trouuoit ny estrange ny mauuais ce qu'il en auoit fait: parce qu'il n'y auoit esté poussé que par le zele & par l'honneur qu'il portoit à Dieu, & non pour aucune ambition qu'il eust: sçachant bien (mesme par la deposition dudit Pericart) qu'il n'auoit iamais eu aucune intelligence, aucun traité ny confederation avec les huguenots, & qu'il n'auoit iamais reçu d'argent d'eux ny d'autres que des Rois & ses maistres.

Sa constance, voire l'opiniaistreté qu'il a en sa Religion, luy fit parler si franchement au Roy de Nauarre en l'an 1586. au lieu de la Conference que la Reine Mere du Roy fit avec luy près de Cognac, sans craindre de se voir entre ses forces; luy disant (sur les belles offres que le dit Roy de Nauarre luy faisoit) qu'il ne desiroit pas qu'il fust iamais son Roy, s'il n'estoit Catholique, comme il deuoit. L'on sçait aussi que s'il eust esté creu sur la continuation du siege de la Rochelle d'un mois ou six semaines, elle se fust perduë par la famine, & qu'il n'eust plus resté que la memoire des impietez des Huguenots; parce qu'il n'y auoit lors que Montauban, Nismes & Montpellier entre leurs mains; lesquelles villes se fussent rendues au feu Roy, se voyant dénuées de Chef & d'esperance desecours, & par consequent toute l'heresie esuanoüie de ce Royaume. En tous ces traitez de paix qui ont esté faits avec les Huguenots, il ne s'y est iamais trouué; parce qu'ils ont voulu stipuler avec les Rois qu'ils ne s'en messeroient point, de peur qu'il ne les trauerast. Et de fait, ils ont bien connu, & chacun de nous en l'année 1587. si sa valeur & son bon entendement a seruy auprès du Roy à abreger la ruine entiere de la grande armée estrangere qu'ils auoient amenée contre luy. La negociation qu'il fist par le commandement du Roy avec les Suisses, pour les disjoindre d'avec les François (comme il fit) le tesmoi-

gne assez, encore que le Duc d'Espèrnon se soit voulu preualoir de son labeur.

Finalement, quelle occasion luy a fait accepter la charge de cette armée de Poitou, refusée par tous les autres Princes, sinon l'ardent desir qu'il a de voir l'heresie esteinte? Car sans auoir esgard au temps d'hiver si fâcheux, & aux incommoditez si euidentes & à la grande debilité de sa personne, il en accepta la commission; ne voulant pas considerer (où il va de l'intereust de la gloire de Dieu) sa santé, sa commodité & le plaisir qu'il eût pû auoir à sejourner en quelque ville delicieuse, pour y passer son hyuer en repos, en festins, en mascarades, & en tous plaisirs. Aussi la diuine bonté a tellement fauorisé son voyage, qu'elle luy a fait prendre en deux mois d'hyver, contre l'opinion d'un chacun, Mauleon, Montagu & la Garnache, & plus de trente chasteaux forts de Huguenots (qui est bien loin de les proteger) & en outre luy a fait presenter la bataille aux forces du Roy de Navarre avec beaucoup de hazard, sans que l'on le soit venu attaquer, comme ie l'ay sçeu d'un homme qui s'y est trouué. De sorte que les heretiques dudit pays le craignoient si fort, qu'ils fuyoient deuant luy hors de leurs chasteaux forts, comme font les serpens deuant le feu. Et si on luy eut donné les moyens, & que nos diuisions ne l'eussent pas fait reuoyer & laisser lesdits heretiques en toute liberté de mal faire, sans douter il les eust bien tost terrassez. L'on ne peut aussi luy reprocher qu'il ait les mains sanglantes de meurtres ny assassins, n'ayant iamais exercé aucune vengeance, voire mesme contre ceux qui l'ont trahy & qui l'ont voulu massacrer.

Pourquoy donc deuons-nous estimer ce Prince-là moins Catholique & moins valeureux que les autres, & luy faire ce tort, que de ne le pas mettre au nombre des bons pilliers de nostre Religion Catholique; si tant est, comme j'ay dit, que nous deuions attribuer un tel honneur aux creatures & non au Createur? Certes nous aurions trop grand tort de porter un tel tesmoignage à la posterité contre luy, & contre les deux autres Princes cy-dessus nommez, qu'il n'y eust point d'autres pilliers de la Religion Catholique, que lesdits deux Princes tuez.

Ie ne veux pas oublier cette sainte ame de nostre bonne Reine, pour n'y auoir en toute la France vne plus sainte & plus Chrestienne personne qu'elle, estoignée de toute ambition, humble, deuote, s'il y en a au monde, & laquelle receuroit à tres-grand plaisir vne mort cruelle pour exalter la Religion Catholique. Ses bonnes ceures connues à chacun le tesmoignent assez. Donc il ne faut pas penser, qu'estant proche du Roy son mary, elle ne serue (comme creature du Dieu tout-puissant) de l'un des principaux pilliers de nostre Religion, & que sa Diuine bonté ne la garde que pour estre ministre d'un grand bien en son Eglise. Elle est trop bonne, & elle est trop humble pour n'estre pas agreable à Dieu, & pour ne pas recevoir quelque grande consolation, comme fit la sainte Vierge, à cause de son humilité. C'est pourquoy nous

auons iuste occasion de croire qu'elle est l'un des principaux pilliers de nostre Religion, si nous deuons ainsi appeller les creatures, & ne luy pas desrober l'honneur qui luy appartient. Nous nous en apperceurons bientoist, si Dieu permet que nous nous entrebattions. Car il n'y a personne qui soit plus propre à estre employée pour mettre fin à nos miseres, que cette bonne & vertueuse Reine, que ie croy que Dieu reserue comme pour vn singulier remede à tous nos maux, & pour nous redresser sur le bon chemin de faire la guerre aux heretiques, comme nous deuons y rendre toutes nos pensées & toutes nos affections; afin de soustenir & accroistre l'Eglise Catholique, & venger seulement l'iniure que l'on a faite à Dieu.

Voilà donc pourquoy nous estant mal-seant de nous fier aux bras des hommes plustost qu'en Dieu, pour releuer son Eglise & la sainte Religion Catholique, il ne nous est pas loisible de prendre le pretexte de la mort de nosdits Princes, pour dresser les armes contre nostre Roy, mesme sans l'autorité du Supérieur.

Ie diray encore ce mot, que si nous voulons bien considerer le passé, nous trouuerons que Messieurs de Guise, & nous tous, nous auons plus d'occasion de rechercher la vengeance contre l'Admiral de Colligny, qui fit tuer par Poltrot feu Monseigneur de Guise près Orleans occupé par les huguenots, que non pas contre nostre Roy. Neantmoins l'on le laissa viure, iusques à ce que le feu Roy Charles le fit tuer le matin de la saint Barthelemy, qui fut dix ans apres la mort de feu Monseigneur de Guise, pere du dernier decédé & de monditz seigneur de Mayenne, & frere de feu Monseigneur le Duc d'Aumale, qui lors viuoit; encore que le feu Roy & la deffunte Reine sa mere monstrerent qu'ils n'eussent pas esté mal-contents que l'on s'en fust ressenty.

Si donc il ne fut pas lors trouué bon de faire aucune vengeance contre ledit Admiral chef des heretiques, ny de faire aucune émotion d'armes pour soustenir la Religion Catholique, que dira maintenant le monde? Que nous sommes poussez de quelque interest particulier autre que de vray Chrestien, de s'adresser à la personne du Roy, & non aux huguenots, pour venger l'iniure qu'ils font à nostre Dieu. Certes ie croy que l'on dira vray, & que nous serons blâmez à iuste cause. Parce que si nous voulions estre tous d'accord de faire la guerre aux heretiques, il n'y en auroit que pour vn ou deux ans à les aneantir du tout. Laissons donc à part, ie vous prie, la vengeance particuliere, & prenons en main la generale, qui est celle de nostre Dieu; & adressons nos armes à ses ennemis, & non pas au Roy, pour laisser cependant triompher les heretiques ennemis non seulement de nostre sainte Religion Catholique, Apostolique & Romaine; mais de son nom.

Ie supplie de toute affection vn chacun de ne pas trouuer mauvais & de ne se pas tenir offensé de ce que i'ay dit cy-deuant de leur particulier, parce que ce sont toutes choses notoire & communes à tous.

Aussi

Aussi ay-je esté contraint de le dire, pour fortifier les argumens de ce mien Aduertissement. Chose toutefois que j'ay faite sans intention de les offenser, ny estimer de leur déplaire: car ie serois bien marry de publier vne chose si crette & qui les deust fascher, desirant plusloist de les satisfaire tous, que de les mécontenter. Et si ie me suis trop aduancé d'écrire quelque chose contraire à leur gré, ie les supplie de me le pardonner, comme ils desirent que nostre bon Dieu leur pardonne.

Ie reuiendray maintenant à mon premier propos, & ie diray que si nous voulons mettre en auant que nostre prise des armes soit faite pour supporter le peuple, & pour le garantir de la tyrannie & de la surcharge des tailles que le Roy leur a remis sus, contre la promesse qu'il a faite aux trois Estats dernièrement assemblez à Blois, l'on descouurira bien-tost que ce n'est qu'un pretexte mal-seant, pour effectuer nostre passion.

Car chacun sçait assez que les trois Estats ne furent pas poussez à demander au Roy la diminution des tailles, selon qu'elles estoient en l'année 1576. sinon pour rechercher & auoir occasion de rompre leur assemblée avec mécontentement, & au preiudice du seruice du Roy; estimans que iamais il n'accorderoit ladite diminution, pour auoir connu par les estats de recepte & de despenſe (qu'ils voulurent voir bien exactement & par le menu,) qu'il estoit impossible d'entretenir la despenſe de cet Estat à moindre somme que celle qui se leuoit; ce qui estoit bien loing de trouuer vn nouveau fond, pour faire la guerre aux heretiques en Poictou & en Dauphiné, pour laquelle il falloit trouuer encore pour le moins deux millions d'or par an. De sorte qu'après que le Roy leur eut accordé ladite diminution, à la charge de luy faire le fond nécessaire pour entretenir son Estat & les deux armées susdites, ils s'assemblerent à part en leurs chambres, & l'Eglise proposa qu'il falloit hausser le prix du sel, pour retirer vne partie de ce qu'il falloit pour ladite guerre; & que l'autre partie se leueroit sur les villes cloles de ce Royaume, pour estre pleines de richesses, qu'elles suſçoient de la substance du pauvre peuple des champs affligé: & le surplus, qu'il se prendroit sur les Financiers, presuppolaſans qu'ils fussent tous larrons, & qu'il fust conuenable & bien-seant de les contraindre à payer la taxe que l'on feroit sur eux par force, & sans forme ny figure de proces, & par emprisonnement de leurs personnes, saisie ou vente de leurs biens. Mais la proposition faite de hausser le prix du sel, qui est desia si excessif, ne fut pastrouuée bonne par la noblesse, à cause que tacitement l'on reiettoit sur elle vne partie de la diminution des tailles. Elle ne fut pas aussi trouuée bonne par le tiers Estat, qui estoit composé des Deputez des villes, & non pas du plat-pays, & des champs, parce qu'ils s'apperceurent que leurs villes supporteroient quasi toute la diminution que le Roy feroit au peuple des champs, en hausſant le prix du sel, & mettant la grande subvention que l'on proposoit, sur les villes, pour remplacer ladite diminution, faite de fonds. Les gens de bien & qui auoient la conscience bon-

Mayenne, qui eust certes esté le vray moyen pour soulager le pauvre peuple, & pour estre bien secouru par luy; parce que n'estant foulé ny pillé par les gens de guerre, il n'eust point fait de difficulté de le secourir pour vne si iuste querelle, contre les ennemis de Dieu, de luy, & de nous tous.

Mais si tout le contraire est advenu; il ne s'en faut prendre qu'à nos remuemens faits pour nos passions, & non pas pour le soulagement du peuple, comme chacun le void & le connoist fort clairement: & sur tout le miserable peuple l'experimente en son tres-grand dommage. Nous pouuons bien dire, avec verité & avec raison, que nous auons esté cause que le Roy a diminué le quart des Tailles à son peuple. Mais ç'a esté apres qu'il l'a veu si prez d'estre ruiné par les gens de guerre: connoissant bien qu'il estoit impossible de pouuoir retirer de luy toutes ses Tailles, étant ainsi affligé par eux. Toutefois pour remplacer vne telle diminution de Taille, & en recompense de ce que nous auons pris son buffet qui estoit dans la Bastille, & les deniers de ses Tailles & de ses Aydes, & que journellement nous prenons où nous pouuons mettre la main; il prend aussi les deniers destinez pour nos rentes, ce qui fait mourir de faim vne grande quantité de personnes pour le faire manger & le ruiner. Nous voyons comme nos villages les plus proches de nostre ville sont rauagez par nos peuples, soldats stipendiez de nos deniers, & comme nos vigneron & nos mestayers sont rançonnez, au lieu de les respecter comme on deuroit à nostre occasion. Ce qui nous doit faire connoistre le miserable traitement que les autres villages plus esloignez de nous, reçoient, & particulièrement ceux qui appartiennent aux Gentilshommes qui ne sont pas réunis avec nous. C'est vne chose par trop cruelle & barbare, que les pauvres hommes, femmes & enfans innocens soient ruinez pour se vanger de leur seigneur.

Nous auons beau mettre en auant la diminution du quart des Tailles faite au peuple sur lequel nous auons la main forte, pour luy faire accroire que nous desirons son soulagement. Car il connoist assez qu'une telle diminution, pour quelque pitié que nous ayons de luy, ne peut le soulager: mais seulement peut l'induire à nous payer plus facilement les autres trois quarts: à l'exemple de ce que les huguenots font à la levée de la Taille deuë au Roy, proche des Villes qu'ils occupent. Car il connoist fort bien le profit qu'il reçoit dudit quart des Tailles, & la perte qu'il souffre du rauage des soldats, pour s'appercevoir, à son grand regret, que tant s'en faut que nous luy ayons apporté aucun soulagement; qu'au contraire, nous sommes cause de luy faire piller tous ses meubles, & de luy faire vendre ou hypotequer ses petits heritages, pour se redimer, ou leurs femmes & leurs enfans, de la captiuité & de la rançon des soldats: & enfin de les reduire à vne telle extremité, qu'ils soient contrains de sortir de leurs maisons, & de mandier leur pauvre vie parmy les champs. De sorte, que tant s'en faut que personne estime & iuge

que nostre prise des armes, sous le pretexte de soulager le peuple, soit veritable, & luy apporte aucun profit; qu'au contraire il s'apperoit que nous sommes couverts, comme l'on dit, d'un sac mouillé, pour faire ce que bon nous a semblé: dont le blâme tombera sur nostre memoire, & vne cruelle peine eternelle sur nos ames, d'auoir pourchassé & apporté tant d'impietez & de miseres sur vn si grand nombre de pauvres hommes & femmes veufues, & de petits orphelins, qui sont les vrais enfans de Iesus Christ, comme il nous l'a déclaré en son Euangile, lesquels l'on verra vagabonds, errans parmy les champs, comme font les Egyptiens, iusqu'à ce que la cruelle faim les ait renueriez morts dans les foïsez, pour estre deuorez par les bestes brutes: ce qui deueroit dès à present amolir le cœur (encore qu'il fust dur comme vne pierre) de tout homme Chrestien, ayant tant soit peu la crainte de Dieu deuant les yeux, & l'induire à rechercher tous les moyens à luy possibles, pour empescher qu'une telle impieté & inhumanité ne se represente deuant les yeux.

Nous voyons donc bien clairement que ce pretexte de la prise des armes que nous auons faite, n'est pas iuste, & qu'elle n'est ny bonne, ny sainte: mais méchante, pernicieuse & maudite. De ma part, je ne la puis conseiller ny approuuer, preuoyant que dans peu de temps nous sentirons les clameurs & lamentations si grandes que fera ce miserable peuple enuers Dieu contre nous, qu'il bien tost apres nous experimenterons la iuste vengeance que Iesus Christ fera sur nous de l'inhumanité dont nous aurons usé sur les enfans.

Si doncques ce pretexte n'est pas trouué bon, comme il ne l'est aucunement, & que nous voulions alleguer & mettre en auant, que cette prise des armes ait esté faite pour vne deffiance que iustement nous deuons auoir de la volonté du Roy, l'estimant fort simulée, & qu'il soit permis à vn chacun de se deffendre contre ceux qui les veulent tuer: le vous prie, espluchons par le menu si cette occasion est iuste & raisonnable: & puis l'ayant trouuée telle, il sera bien seant de rechercher les moyens les plus propres pour nous garantir d'estre massacréz.

Nous auons estimé que le Roy ayant fait mourir nos deux Princes, & emprisonné Messieurs les Cardinal de Bourbon, Prince de Guise, maintenant Duc de Guise, Messieurs les Ducs de Nemours & d'Elbeuf, Messieurs les Archeuesques de Lyon, President de Neüilly, & & Preuost des Marchands de nostre ville. Qu'il ait eu intention d'exterminer tous les bons Catholiques, & aduancer le Roy de Nauarre & les heretiques: & que pour telle crainte nous ayons eu iuste cause de prendre les armes pour nous garantir de tomber en pareil accident, & empescher que la Religion Catholique ne soit abatuë, presupposant qu'elle le feroit, si nous ne nous opposions aux pernicieux desseins que le Roy a intention d'y effectuer. Mais voyons vn peu, ie vous prie, si tel pretexte est veritable & bon, ou s'il est simulé & pernicieux. Je deplore grandement la mort de Messieurs les Cardinal & Duc de Guise,

pâce qu'ils estoient deux grands & valeureux Princes. Mais pour dire vray, chacun iugeoit bien clairement qu'il estoit impossible que les rïotes qui à toutes heures suruenoient à Blois entre le Roy & noldits Princes, n'amenassent quelque grand esclat. Les enfans en alloient à la moustarde (comme l'on dit.) Le Roy l'auoit preueu, & auoit tasché d'euitier vn tel mal-heur, comme j'ay dit cy-deuant. Et s'il s'y est laissé emporter trop legerement, il faut considerer que la ialousie de regner est bien grande. L'on sçait comme elle a causé mille & mille meurtres & assassinats entre les plus proches parens, & entre les propres freres, voire à l'endroit des propres enfans. Herode sans aucun respect voulut mettre la main au sang du Fils de Dieu (quand les trois Sages annoncerent qu'ils estoient venus pour adorer le Roy des Iuifs) à cause de la ialousie de son regne. Ce qui fut cause qu'il fist tuer vn si grand nombre de petits Innocens. Sultan Soliman, grand pere de celuy qui vit, fit estrangler mustapha son fils aîné, pour la ialousie qu'il eut sur sa generosité & sur son grand courage; de crainte qu'il ne luy ostast l'Empire.

Le Roy Catholique, qui est viuant, n'a-t'il pas fait mourir son propre fils vnique, pour la ialousie de sa vie & de son Estat? La Reine d'Angleterre, à present regnante, n'a-t'elle pas pour mesme cause fait executer par iustice la Reine d'Ecosse, sa cousine & sa vraye heritiere? Plusieurs Rois n'ont-ils pas fait mourir leurs propres freres, & emprisonné leurs successeurs? Nos Histoires en sont pleines, comme aussi celles des autres pays. Et pour cela ont-ils esté excommuniez, ou leurs sujets se sont-ils reuoltez contr'eux, pour les chasser hors de leurs Royaumes.

Le Roy Charles huitième ne retint-il pas prisonnier Monseigneur le Duc d'Orleans iusques à sa mort, lequel fut appelé depuis Roy Louis douzième, Pere du peuple? Dernierement le Roy ne retint-il pas prisonnier au bois de Vincennes l'an 1574. feu Monseigneur son frere, & le Roy de Nauarre qui est de present, en intention de ne les pas lascher de son viuant? Ne fit-il pas emprisonner Messieurs les Marechaux de Montmorency & de Cossé derniers decedez, en intention de leur faire faire leur procez? Ce ne sont pas choses faites par les Barbares & par les Anciens, car tous ces exemples sont depuis quatre.vingt ou cent ans en çà entre les Chrestiens. Et pour tous les effets cy-dessus, trouuons nous qu'aucuns suiets des Princes susdits se soient rebellez contr'eux, ou se soient mis en effort de les chasser de leur Estat? Non à la verité. Et pourquoy donc voulons-nous entreprendre vn crime si enorme, & quia semblé si detestable à tous nos ancestres? Et d'autant moins le deuons-nous faire, que l'on nous pourra iustement accuser d'auoir commis pour nostre qualité, vn crime plus grand que celuy que nous reprochons au roy, ayant fait emprisonner plusieurs Prelats, Prestres & chantans Messe, & sans aucun soupçon d'heresie: comme aussi vn Parlement si celebre, redouté & respecté par les plus grands

Princes de la Chrestienté. Et ce sans aueune forme ny figure de procez, & sans auoir aucune iurisdiction ny autorité de ce faire. Je vous supplie considerons bien ce fait ; afin qu'il nous serue de bride pour nous retenir de faire vne chose si contraire à l'honneur de Dieu, & si preiudiciable à nous & à nostre posterité.

Nous blasmons nos ancestres, qui ont receu les Anglois pour Rois, & qui ont reietté leurs vrayz Rois : & pour cela nous festons encore le iour auquel lesdits Anglois furent chassez de nostre ville, & qu'elle fut remise en l'obeyssance de nos vrayz Rois. Cela nous doit donner exemple de ne pas tomber en vn tel blâme, & de donner occasion à nostre posterité de festoyer le iour que nostre ville aura esté remise en l'obeyssance de nostre Roy.

Et partant nous ne deuons pas continuer en nostre frenaisie, mais reconnoistre & iuger que ce que le Roy a fait à l'endroit de nosdits Princes & des autres emprisonnez, n'a esté que pour la ialousie de son Estat, & de sa personne, & non pour exterminer & aneantir la Religion Catholique.

Et de fait, s'il eust eu vne telle intention, n'eust-il pas enuoyé faire mourir Monseigneur de Mayenne, qui estoit à Lyon & en sa puissance, auant qu'il eust sceu la nouuelle de la mort de Messeigneurs les freres ? N'eût-il pas reuocé aussi tost Monseigneur de Neuers de Poitou pour le destourner de faire la guerre, comme il faisoit bien vigoureusement contre le Roy de Nauarre & les heretiques ? N'eust-il pas essayé de faire tuer Messieurs de la Chastre, de Sagonne, de Chastaigneraye, & les Capitaines du Regiment du sieur de saint Pol, qui estoient en l'armée de mondit Seigneur de Neuers ? Mais au contraire, au retour dudit voyage, il les receut chacun d'eux fort gracieusement. Et enfin n'eust-il pas pû faire aussi mourir plusieurs autres qui estoient à Blois & en sa puissance, comme Messieurs de Brissac & Bois-dauphin, lesquels luy auoient fait mille & mille algarades, brauades & desplaisirs. Ce que toutesfois il n'a fait ny essayé de faire, encores que ce fust le vray moyen que nous voulons à tort mettre en auant, qu'il ait tenu pour aneantir les Catholiques & releuer les heretiques.

Si donc il n'a pas exercé cette inhumanité & cette cruauté à l'endroit de tant de bons Catholiques, lors qu'il le pouuoit faire sans contredit, ny depuis contre Monseigneur le Duc de Neuers, lors qu'il est retourné le trouuer, lequel nous cōnoissons pour l'un des plus fermes & des plus opiniastres Catholiques qui soit en nostre France : Pour certain nous n'auons pas iuste occasion de croire qu'il ait eu la volonté d'exterminer tous les Catholiques, & nous-mesmes, & de prendre par là suiet de mettre si soudainement la main aux armes, comme nous auons fait, sans verifier mieux, si nostre crainte & nostre doute estoit legitime & bien fondée, ou non. Car en tout cas, il nous deuoit suffire de nous tenir sur nos gardes, iusques à ce que nous eussions veu plus clairement com,

me le Roy y procederoit, spécialement contre nos confreres d'Orleans, à l'endroit desquels ie ne sçay si i'ose dire qu'il ait esté poussé par eux-mesmes à faire ce qu'il a fait, le voulant contraindre de leur oster monsieur d'Entragues leur Gouverneur, & de raser leur citadelle, qui seruoit comme d'un petit frein à tenir en deuoir les plus mutins, & non pour les tyranniser, comme il l'a fait paroistre durant son Regne. Et lors selon que nous eussions veu l'effet de son intention, nous eussions resolu de nous tenir coys & en repos, sans offenser nostre Dieu, souiller nostre loyauté & nostre honneur, & eüiter la ruine & la mort de tant de pauvres Chrestiens, lesquels incessamment crieront vengeance deuant le iuste & le terrible Iuge, qui la fera à nos ptopres cousts & despens.

Si le Roy eust eu la volonté d'abaisser nostre Religion Catholique & releuer l'heresie, & d'introduire le Roy de Nauarre à la succession du Royaume, il eust fait tout le contraire de ce que nous sçauons qu'il a fait. Car au lieu d'admettre plusieurs heretiques en faueur dudit Roy de Nauarre aux Charges principales, aux fins qu'ils eussent à luy prester main forte, pour succeder apres luy à la Couronne, nous sçauons tous, & nous ne le pouuons ignorer, qu'il a fait tout autrement. Car il ne se trouue aucuns Presidens ny Conseillers heretiques, ny aucun des huit Parlemens, & enuiron deux cens tant Baillages que sieges Presidiaux. Que pareillement l'on ne trouue point qu'il y ait pourueu aucun Gouverneur de Prouince ny Lieutenant general d'icelle, mesme de Capitaine de Ville ou place forte qui soit heretique : & i'oserois quasi dire, aucun Capitaine de Gens d'armes, comme aussi de gens de pied. Pareillement il ne se trouue point qu'il ait mis aucun Huguenot en son Conseil d'Estat, ny en ses Finances; ny mesme sur son estat de la Maison, pour petit qu'il soit. D'autte costé, le pouuons-nous accuser d'auoir pourueu aucun Euesque heretique, non pas seulement soupçonné d'heresie? Non à la verité. Car il y a long temps qu'aucun Royn'a si dignement pourueu aux Eueschez de personnes capables qu'il a fait. Le pouuons-nous accuser d'auoir eu aupres de luy quelque ministre heretique ou familier pour l'instruire en l'heresie? Non certes. Car le Pere Emond Iesuite, & depuis monsieur de saint Germain Abbé de Chailly, tous deux grands Theologiens & personnes sans reproche & sans aucun soupçon d'heresie, l'ont alternatiuement assisté durant son Regne? A-t'il permis que les Ecoles & les Seminaires d'heretiques ayent esté continüez en ce Royaume, selon qu'il leur auoit esté permis en l'an 1576. en faueur de feu Monsieur? Nullement. Car il se trouue qu'il les a abolis. Pourquoy voulons-nous estre si mal-heureux que de le vouloir calomnier de choses si esloignées de la verité? Car s'il eüt eut tant soit peu l'intention pareille à celle que nous luy voulons faire accroire qu'il ait eüe, il n'eüt pas negligé les moyens susdits pour paruenir à vn tel but & à vne telle intention, comme les vrais moyens pour introduire

vne nouuelle secte en vn Royaume: Ainsi que nous a tres-bien appris le feu Chancelier de l'Hospital, heretique en son cœur, & qui n'auoit autre but, que de supplanter nostre Religion, & d'y establir la sienne. Et si ee que nous luy voulons faire accroire estoit vray, se fust il hazzardé d'empescher le passage de la riuiere de Loire à cette grande armée d'estrangers, venuë en France en faueur des Huguenots en l'année mil cinq cent quatre vingt sept: ou bien eût-il trouué bonne la negociation qu'il auoit commandée de faire à Monseigneur le Duc de Neuers, pour disjoindre les Suisses de ladite armée d'avec les François. Certes i'ay crainte que l'on ne se mocque de nous, si nous persistons à le vouloir iniustement calomnier d'vn blâme si éloigné de son esprit, & qu'enfin il ne retombe sur nous-mesmes.

Toutesfois, si nous pensons auoir iuste occasion de nous deffier du Roy, recherchons par le menu les moyens les plus propres pour nous mettre en seureté, sans porter dommage au pauvre peuple. Car personne ne se pourra iustement formaliser que nous taschions d'asseurer nos vies; estant vne chose naturelle & permise de Dieu, duquel ie veux esperer en ce cas qu'il nous favorisera, y procedant comme nous le deuons; & qu'il aura sans comparaison plus agreable cette voye bonne, douce & sainte, que l'autre iniuste, cruelle & pernicieuse, qui nous acheminera & nous reduira à vne execution tres-barbare contre nostre patrie.

C'est pourquoy efforçons nous de trouuer des moyens plus conuenables pour establir nostre seureté, & employons les bons aduis & les bons conseils de ceux que nous estimons les plus propres; afin d'espargner le sang de tant de gens de bien & de bons Catholiques, & la ruine de tant de pauvre peuple, & vne despenſe si grande & si inutile que l'on fera contre les Catholiques; afin de la conuertir contre les heretiques, & par mesme moyen nous garantir du blâme auquel ie preuoy pour certain que nous tomberons, d'auoir esté cy-deuant fort chiches à fournir de l'argent pour la guerre contre les heretiques, ennemis de Dieu; & maintenant par trop prompts à en trouuer pour nos vengeance & pour nos passions particulieres, voire pour ruiner nostre patrie & nous-mesmes. Car nous aurons beau dire, que ce que nous faisons c'est pour l'honneur de Dieu. Chacun n'en croira que ce qu'il luy plaira: & sur tout, nous ne ferons, comme l'on dir, barbe de seurre à Dieu, qui connoist l'interieur de nostre cœur, pour penser de l'abuser & de le destourner de nous rendre le loyer que nos œuures auront merité.

Nous mettons aussi en auant, qu'il a violé la foy publique des Estats. Mais ie ne ſçay en quoy. Car apres l'execution du Vendredy & Samedi, il n'a fait aucune chose qui pût tant soit peu alterer la tenuë desdits Estats. Et de fait, ils ont continué iusques à la fin, que les chambres ont paisiblement dressé leurs cahiers, qu'ils les ont presentez au

Roy,

Roy, & fait les dernières harangues qui sont imprimées. Et si nous disons qu'il ait fait mourir vn President des Estats & emprisonné l'autre, l'on nous respondra, que s'ils n'eussent picoté le Roy, & s'ils ne l'eussent mis en ialousie de son Estat & de son autorité, faisant des ligues & des menées contraires à l'Edict d'vniõ & à la liberté promise par tous les trois ordres des Estats, il n'eust iamais esté induit à ce faire. Aussi que s'ils fussent morts d'eux-mesmes, ou tombez malades, les Estats n'eussent pas laissé pour cela de continuer iusques à la fin, comme ils ont fait: & que si le Roy eust eu cette volonté, il eust emprisonné & fait mourir beaucoup d'autres, qui l'auoient grandement offensé. Ce que n'ayant point fait, cela nous donne occasion de ne pas croire qu'il ait pensé de violer la liberté des trois Estats, mais seulement regardé d'asseurer sa Couronne & sa personne, qui est la vraye verité, laquelle destruit les pretextes de nostre prise d'armes pour l'occasion susdite. Et si nous voulons considérer les meurtres & les emprisonnemens qui ont esté faits par les Bourgeois des villes vnies avec nous, sans forme & sans figure de procez, mais seulement pour simple vengeance ou pour soupçon; nous deurions rougir de honte de mettre en auant les pretextes susdits. Car il seront trouuez par les personnes d'entendement, beaucoup plus detestables que ceux que nous mettons en auant que le Roy ait faites.

Je me contente d'auoir escrit ce que dessus, pour faire paroistre que nostre prise d'armes contre le Roy, n'est pas iuste, nonobstant l'aduis de Messieurs de Sorbonne, pour n'ennuyer pas dauantage les Lecteurs. Mais ie discoureray maintenant sur les euenemens & sur les inconueniens qu'elle peut amener; afin de nous éclaircir l'esprit, & nous acheminer à embrasser le bien, & éuitier le mal.

Laisant donc à part l'iniustice, que i'estime tres-grande en nostre prise des armes; ie parleray de l'euenement d'icelle, presupposant qu'elle ait esté faite pour l'vn de ces cas; ou pour se distraire de l'obeyssance du Roy, ou pour le chasser hors de son Royaume, en intention de creer en sa place vn autre Roy, ou de reduire cette Monarchie en Republique; avec esperance de faire par apres la guerre aux heretiques; qui est vn terme bien long, pour esperer qu'il puisse apporter beaucoup de profit à nostre Religion.

Pour se distraire de l'obeyssance du Roy, il est facile aux villes de le faire d'vn commun accord. Mais pour ruiner le Roy, on n'y peut pas paruenir que par deux moyens: l'vn, de le tuer; & l'autre, de le chasser hors de son Royaume.

Quant à le tuer, c'est vne chose detestable à penser, non qu'à l'effectuer, comme chacun, soit sage, soit ignorant le scauent tres-bien: n'appartenant à aucun particulier de faire iustice de celuy sur lequel il n'a aucun pouuoir, soit par succession, donation, achapt, ou iurisdiction à luy attribuée par celuy qui a l'autorité de la luy pouuoir donner. Or tant s'en faut que nous ayons aucune iurisdiction

sur le Roy, qu'au contraire nous sommes ses suiers.

Si nous l'estimons ryan, apostat, atheiste, & incapable de regner sur nous, c'est nostre opinion. Mais le saint Pere ne l'a pas declaré heretique, relaps & excommunié, comme il a fait le Roy de Nauarre, contre lequel si nous eussions assisté le Roy depuis la sentence donnée contre luy en l'année 1585. par sa Sainteté; il n'y auroit plus de huguenots en France, & nous eussions fait apparoir auoir bien autre zele de Religion que nous n'auons, de laisser en repos triompher les heretiques; & tourner nos armes contre nostre Roy Catholique, lequel nous sommes tenus de croire pour tel iusques à ce qu'il soit condamné pour autre.

Je veux laisser à part ce propos, & ie diray que si l'on pense de s'adresser au Roy, pour le contraindre de se jettier entre les bras des heretiques, comme nos Princes disent de vouloir faire, afin de le ruiner de reputation parmy tous ses suiers, & luy faire desnier l'obeyssance qu'ils luy doiuent; il me semble que c'est vn acte partrop inhumain à dire, & nullement Chrestien à faire, que de contraindre vn fidele de se tuer soy-mesme & estre cause de sa mort. Voila pourquoy ie crains fort que de tels propos ne descouurent nos impietez, & les ambitions & les vengeances de nosdits Princes, lesquelles ils pensent effectuer à nos despens: car nous deuions plustost tascher de l'empescher de se perdre, que de nous efforcer de le contraindre de se precipiter.

Si aussi nous pensons pouoir chasser facilement le Roy de son Royume; i'estime que l'on s'abuse grandement: parce que c'est vne chose difficile à effectuer & d'vne bien longue execution, (parlant selon le discours humain & laissant à part le iugement de Dieu.) Nos histoires nous le tesmoignent assez. Iamais les Anglois n'ont pû chasser nos Rois de leur Royaume, nonobstant l'aide & la faueur que les plus grands Princes, & les plus grandes villes d'iceluy leur ont donné, & entre autres nostre ville de Paris, mesme le Parlement; combien que le Roy d'Angleterre eust esté couronné & receu pour Roy paisible, non seulement en nostre ville, mais quasi par toute la France, & que le Roy Charles VII. fust reduit au chasteau de Dum le Roy, & à viure priuement; lequel tourefois auant que de mourir recouura son autorité & quasi toutes ses Prouinces. La prise du Roy lean son ayeul par les Anglois, amena vne grande desolation à tout ce Royaume, & à Charles cinquiesme son fils. Neantmoins les Anglois ne le peurent iamais chasser d'iceluy. Le Roy d'Espagne n'auoir il pas dernièrement perdu toute son authorité en ses pays de Brabant, Frandres, Hainault, Arthois, Comté de Gand & en Frise? Toutefois nous voyons comme il les a recourez, & comme il en est paisible possesseur. L'Empereur Charles son pere, ne fut-il pas chassé d'Allemagne en Italie par les Princes de l'Empire? Et neantmoins peu de temps apres il recouura son autorité.

Si nostre prise des armes estoit faite du consentement de tous les trois Estats, legitimement assemblez (autrement que nous ne pensons faire à ce mois de Iuillet, contre toutes les formes de nostre France, & de gens passionnez, choisis par les Baillages & Dioceses avec brigues & menées, au lieu d'estre du tout esloigné de passion & de partialité) & que nostre saint Pere le Pape nous eust permis de la faire: à iuste occasion nous pourrions auoir quelque esperance d'estre fauorisez de Dieu & changer de Roy, comme firent nos ancestres en la personne dudit Pepin. Mais estant faite de nostre propre mouuement & iniustement, nous pouuons bien proietter de la faire approuuer par les Estats que nous voulons faire tenir à saint Denis audit mois de Iuillet: Mais l'on se moquera de nous, de penser qu'une telle assemblée soit bonne & valable, estant faite de gens à la desrobée, sans adueu & sans conuocation du superieur, & en vn temps si dangereux pour aller par les champs, & parmy la grande diuision qui est en ce Royaume, qui empesche que l'on se puisse assembler aux baillages & aux Dioceses pour faire les eslections libres, comme c'est la coustume & qu'elles doiuent estre; de sorte qu'elle ne peut estre bonne ny valable, & elle ne peut auoir l'autorité qu'ont les Estats legitimement assemblez par vn Roy ou par vn heritier d'iceluy; ou par vn Regent institué par luy en cas de prison ou de voyage hors le Royaume, pour approuuer nostre prise des armes: laquelle parant, comme ie preuoy, n'aura aucune bonne issue. Car quand nous aurons dressé vne grande & bien forte armée contre le Roy, il ne faut pas penser que nous le puissions combattre contre son gré. Cela est notoire à tous ceux qui ont leu les histoires. Et on remarque qu'il n'appartient pas au Monarque qui est assailly en son Royaume, de hazarder la bataille: mais il doit se tenir sur la defension. Si le Roy est conseillé d'en faire de mesme, quel effet fera nostre grande armée? Quel profit aurons-nous d'une si grande despenſe d'or & d'argent que nous y aurons faite? Certes, ie ne preuoy pas qu'elle puisse produire aucun autre effet, quel accroissement des heretiques, & la ruine & la desolation des miserables Catholiques: si ce n'est que Dieu fasse quelque signalé miracle, soit sur la personne du Roy, ou autrement contraire au iugement humain.

Si l'on veut mettre en auant qu'au cas que l'on ne puisse contraindre le Roy de venir à la bataille; on attaquera des Villes pour l'acheuer, miner à les venir secourir: & en ce faisant se presenter au combat. Je respondray, suiuant ce que j'ay leu en plusieurs endroits de nos Histoires, qu'une moindre armée approchant d'une autre de trois ou quatre lieues, l'empesche de pouuoir continuer le siege d'une ville: ce que faisant, il rendroit nostre dessein inutile. Si d'ailleurs on pretendoit d'assiéger le Roy en la Ville de Tours, où il est de present, & le rendre necessiteux & l'assamer de toutes choses (ie ne diray plus que ce mot sur telle matiere, de peur d'estre estimé vn clerc d'armes par

Messieurs les grands Capitaines.) C'est que l'estime que le Roy ne se soit pas mis audit Tours, qu'il n'ait bien preueu vn tel inconuenient; & pour ce, qu'il n'ait fait prouision de viures & de toutes autres munitions; a fin de ne pas tomber en ce danger-là: & au contraire qu'il n'ait donné vn si bon ordre aux villes & aux chasteaux circonuoisins dudit Tours, que nostre armée y arriuant, elle ne trouue pas des viures pour deux iours seulement; tant s'en faut qu'elle en ait pour vn mois. De sorte que nous serons les premiers affamez, & que nous serons contraints de nous en retourner, & de rendre nostre entrepriſe inutile; & mesmes tandis que le Roy tiendra son armée de l'autre costé de la riuere de Loire, vis à vis de la nostre, comment pouuons-nous penser qu'elle puisse assaillir la sienne?

D'autre costé, si nostre souhait aduenoit, que la bataille se donnast; quelle assurance pouuons nous prendre que l'euénement du combat reüssisse à nostre aduantage? Nous auons veu de grands iugemens de Dieu sur les batailles, au preiudice des Catholiques. Le Roy Saint Louis, tres Chrestien, estant allé outre mer pour conquerir la Terre Sainte sur les Sarrazains, perdit la bataille contr'eux, en laquelle son Frere demeura prisonnier, & quasi toute la noblesse de son Royaume qui l'auoit aecompagné en son voyage. Le Roy de Portugal dernier estant pareillement party de son Royaume, pour chasser le Roy de Fez Mahometiste, perdit la bataille il y a dix ans; & luy mesme y fut tué, & son corps perdu avec toute la Noblesse de son Royaume. Feu Monsieur de Ioyeuse, en l'année mil cinq cent quatre-vingt sept, perdit la bataille contre le Roy de Nauarre & le feu Prince de Condé, combien qu'ils eussent eüst excommuniéz par le Pape; & mondit sieur de Ioyeuse y fut tué avec son ieune frere, & vne grande quantité de noblesse Catholique. Le Roy d'Espagne pretendant chasser la Reine d'Angleterre (excommuniée par Pie V.) hors de son Royaume, auoit dressé l'année dernière vne si belle & si formidable armée de mer, laquelle toutefois s'est ruinée sans perte d'vn seul Anglois. Cela tesmoigne combien sont grands les iugemens de Dieu, & comme il ne se faut pas arrester sur l'opinion que l'on a que nostre cause soit tres-bonne & tres-juste, ny sur nos forces & sur nostre bon entendement. Car Dieu qui connoist l'intention d'vn chacun, facilite ou contredit leurs actions selon leurs merites.

Si donc pour nos ambitions & pour nos passions cruelles, nous venions à perdre la bataille; en quel estat tomberions-nous? Pensons y bien, ie vous prie, vne & deux fois, auant que de venir à vne telle extremité. Ie veux d'ailleurs que Dieu nous fauorise de nous faire gagner la bataille; mais qu'il nous oste les principaux Chefs de nostre armée, qui conduisent nos affaires; & entr'autres Monseigneur du Maine, qui est seul pour auoir telle charge; à qui pourrions-nous auoir recours pour continuer nostre dessein? En quelle extremité nous trouuons,

nous. C'est vne chose qui peut aduenir. Si aussi par ladite bataille les deux armées se battoient si cruellement, comme il est aduenu quelquesfois, que l'on ne conneust presque pas laquelle des deux seroit demeurée victorieuse; quelle perte aurions-nous pourchassée à nostre Religion Catholique, d auoir fait mourir les principaux Chefs d'icelle, & tant de braues soldars Catholiques? En verité l'on pourroit bien dire, que les huguenots n'ayant iamais pû exterminer les Catholiques, nous l'aurions voulu faire, & par conséquent laisser en proye ausdits huguenots toute nostre pauvre France desolée.

Je veux poser le cas, pour le mieux qui nous puisse aduenir, que l'une des armées ne veuille pas combattre, comme ne le doit pas faire celle du Roy, si elle n'estoit sans comparaison plus forte que la nostre; quel euénement en pouuons nous esperer? sinon que dans peu de temps toutes deux se trouueront si lassées & si harassées, & les gens de bien, craignans Dieu, si fâchés de voir les misères qu'ils auront pourchassées & apportées aux pauvres Chrestiens, ensemble l'accroissement des heretiques & la desbauche qui sera en leurs mesuages, qu'ils seront contraincts, perdant l'esperance de combattre, de crier. Donnez-nous la paix, autrement nous nous en irons; comme ils seront: car cela ne peut faillir tost ou tard. Nous connoissons l'humeur de nos François. Cela estant notoire & connu de chacun, pourquoy deuons nous différer iusqu'à ce que la rigueur & la nécessité que la guerre amène, nous contraigne à paruenir à vne bonne reconciliation parmy nous tous Catholiques, & à conuertir nos armes & nos facultez à l'extirpation réelle & d'effet des heretiques & del'heresie; au lieu de la ruine des Catholiques, qui ne peut faillir à venir dans quelques mois, si nous continuons nos diuisions?

Si l'on presuppõe de chasser le Roy de son Royzume, & d'y en establir vn autre en sa place; c'est vne chose tres-difficile, & qui ne se peut faire que par la rigueur des armes (qui n'est pas vne besogne preste, comme i'ay déjà dit cy-dessus.) Car il ne se peut mainrenant establir vn autre Roy avec le contentement vniuersel des trois Estats de tout le Royaume, & avec l'autorité de nostre S. Pere, comme l'on fit ledit Pepin: d'autant que le Royaume n'est pas paisible, comme il estoit lors: De sorte que l'on appresteroit vne mocquerie par trop grande sur nous, d'entreprendre vne chose si iniuste & avec si peu de fondement, & nous serions cause de faire diuiser ce Royaume en mille parts. Car au lieu du Roy, qui y doit estre seulement, il y en auroit trois, (y compris le Roy de Nauarre vsurpateur d vne partie d'iceluy) sous l'autorité desquels & parmy leurs diuisions, chacun prendroit sa part. Erau lieu que nous sommes tousiours sur nos pieds, pour nous ioindre avec le Roy de son viuant, s'il se refout à vouloir faire ce qu'il doit, ou bien apres sa mort d'en eslire vn autre; il y auroit danger que nous nous missions trop hastiuement en la subiection d vn Roy légitime, qui nous traiteroit bien rigoureusement & bien cruellement.

C'est pourquoy il me semble que nous n'auons pas d'occasion apparente ny pressée, qui nous doive induire à élire vn autre Roy, deuant que la necessité & le besoin nous y achemine: mesme encore que nous eussions pris resolution d'en élire vn, ie ne sçay pas comment nous le pourrions faire. Car nous n'ignorons point, & nous sommes tous d'accord, que la Couronne appartient sans contredit à Monseigneur le Cardinal de Bourbon, & qu'il est tres-digne & tres-capable de la recueillir. Nous auons aussi Monseigneur le Cardinal de Vendosme son propre neveu, qui est tres-Catholique, & auquel nous ne pourrions iustement nous opposer pour l'empescher de la recueillir: lesquels toutefois estans où ils sont, il seroit impossible de les faire sacrer pour Rois. Je m'aduanceray encore aussi de dire, que ie croy qu'encore que Monseigneur le Cardinal de Bourbon fust mis en liberté par nous, qu'il ne consentiroit pas d'estre couronné Roy du viuant de celuy cy, contre les formes accoustumées en tel cas. Car il a la conscience bonne, & il est aagé de soixante cinq ans. Il est caduc, Prestre, chaniant Messe, & incapable de se marier, & il craindrait d'iniustement posséder le Royaume d'autrui, & de charger son ame des grandes diuisions & des impietez qui aduiendront sur les pauures Catholiques par vne guerre iniuste: tellement que ie suis contraint de conclure, qu'il nous est impossible de pouoir maintenant élire vn Roy du sang de nos Rois. Car ie ne puis croire qu'aucun François peust auoir le cœur si selon, que de penser seulement à establir en ce Royaume vn autre Roy estrange.

Cela estant, pensons-nous pouoir longuement demeurer en l'establissement qui a esté fait de la personne de Monseigneur le Duc de Mayenne pour Lieutenant general de l'Estat & de la Couronne de France, par les quarante Conseillers d'Estat par luy dernièrement creéz de gens choisis, de la qualité que chacun sçait, & que tout le Royaume luy doive obeyr, comme aussi audit Conseil? Non à la verité. Car apres que cette vehemente furie sera écoulée de l'esprit des habitans des villes, & qu'ils auront connu que tacitement nous les aurons voulu distraire de l'autorité du Roy, pour les reduire sous la sujétion & sous la domination de Monseigneur de Mayenne, & de nostredit Conseil des quarante; ils s'en fâcheront, & ils auront iuste occasion de nous quitter là, ayant descouuert nostre malice, & la tromperie & le dommage que nous leur auons pourchassé pour nos passions & pour nos ambitions de commander sur eux.

Ie ne puis du moins que ie ne recite icy par moquerie, vne proposition qui a esté faite, d'élire Roy Monseigneur le Duc de Mayenne: parce qu'il ne peut iustement pretendre aucun droit de succession à la Couronne, encore que l'on fust d'accord qu'elle appartint à la Maison de Lorraine. Car il est puisné des puisnez de ladite Maison, ayant deuant luy Monseigneur de Lorraine & Messeigneurs ses enfans, comme

aussi Monseigneur de Mercure & tous Messieurs ses freres, & pareillement tous les enfans de feu nostre bon Prince Monseigneur le Duc de Guise.

Le croy certainement que tous les gens de bien n'approuveront jamais d'élire vn autre Roy, sans les formes requises : mais ie crains bien que tacitement & sans y penser, l'on ne se laisse couler sous la domination & sous la tyrannie de l'Espagnol, puis que l'on a traité alliance avec luy par le moyen de Dom Bernardin de Mendoce son Ambassadeur, qui est en nostre ville, & que nous auons accepté les six cens mille escus par an qu'il nous doit fournir, & le secours des gens de guerre que l'on dit qu'il doit donner, sous le pretexte du zele qu'il dit auoir à l'exaltation de la Religion Catholique, & à l'extirpation de l'heresie : comme s'il n'auoit point de sujets heretiques en ses pays de Hollande & de Zelande, pour les reduire à la Foy Catholique, ainsi qu'il y est plus obligé que non pas à l'endroit de ceux qui sont en ce Royaume. Cela fait bien paroistre qu'il n'est pas bien poussé de ce saint zele, mais du desir qu'il a d'allumer le feu, & d'embrazer tellement ce Royaume, qu'il le rende, s'il peut, tout ou parrie, sous sa domination, ou pour le moins qu'il le ruine & le diuise en sorte qu'il ne puisse plus estre Royaume, & par consequent qu'il vienne à estre le premier Roy de la Chrestienté, au lieu qu'il estoit le second; & que ne l'ayant plus pour obstacle, comme l'Empereur son pere & luy l'ont eu, il luy soit loisible d'affoiblir tous les Potentats d'Italie, d'Allemagne, & autres Royaumes de la Chrestienté; voire de s'attribuer l'élection de l'Empire & celle du Pape, comme elle estoit du temps de Charlemagné. Car nous pouons bien connoistre & iuger qu'il ne nous offre pas vn tel secours pour se vouloir contenter seulement de meriter enuers Dieu d'vne telle œuvre charitable, sans esperer autre bien ny profit; mais pour nous aigrir contre le Roy, & nous rendre si odieux & si criminels enuers luy, & si misérables, que nous soyons contraints (ne pouans trouuer ailleurs aucune seurété ny refuge) de nous ietter entre ses bras & sous sa domination, comme ont fait plusieurs villes de la Hollande & de la Zelande sous celle de la Reine d'Angleterre, pour ne pas retourner sous la tyrannie des Espagnols. De sorte que nous viendrons (faisant vn tel changement) à tomber de sievre en chaud mal, lequel nous deuons eüiter de tout nostre pouuoir. C'en est pas dans la pensée de blasmer le Roy d'Espagne, que j'ay dit ce que dessus; car au contraire ie pense le louer pour vn Prince magnanime, preuoyant & sage, comme à la verité il est, & qui a le courage tel que doiuent auoir tous les grands Princes, pour tâcher d'augmenter leurs royaumes & immortaliser leur memoire.

Si d'autre costé l'on propose de reduire ce Royaume en Republique, connoissant qu'il est impossible de chasser le Roy & en establir vn autre : i'aduoue que ce sera vne chose plus aisée à faire; parce qu'il ne faut que luy desnier l'obeyssance, & se gouverner sous l'autorité des

quarante Conseillers, & des Maires & Eschevins des villes, sans plus parler de Roy, & se tenir bien alliez & confederez les vns avec les autres, pour se supporter & pour se deffendre contre luy. Car sans doute il luy seroit tres-difficile de subiuguer par la force tant de villes, que par de bien longues années. Mais ie doute seulement si vne telle intention pourroit auoir lieu sans amener vn tres-dangereux & tyrannique euénement. Parce que si chacune ville se reduisoit en Republique, elle seroit par apres contrainte de se maintenir de soy-mesme, ou en l'vniion des autres, sans toutesfois les reconnoistre pour Superieures, comme font celles des ligues des Suisses, ou bien de se soumettre à quelqu'une plus grande, ou bien d'élire quelque Protecteur ou Superieur pour son Seigneur.

Quant à se maintenir de soy-mesme, il est impossible de le faire, sans attendre vne manifeste & vne prompte ruine. Car il ne faut pas douter que celui qui sera de plus grande autorité es enuiron, ou en icelle ville, ne l'empiete enfin & ne la reduise sous sa tyrannie, ainsi que les exemples en sont tous clairs parmy nos Histoires. L'on a beau dire que l'exemple du passé nous fera sages pour l'aduenir à y mettre si bon ordre, que ce mal heur ne nous aduiendra pas : Parce qu'il est presque ineuitable. Lisez les Histoires, & vous trouverez qu'apres la decadence de l'Empire Romain, plusieurs villes se reduisirent en Republique, s'ostant de la souueraineté de l'Empire, pour l'esperance qu'elles auoient d'estre en plus grande autorité & en plus grande liberté, & d'estre soulagées. Mais enfin elles sont tombées en la domination tres-rigoureuse des Seigneurs particuliers, laquelle leur a fait cent millions de fois regretter la liberté honneste qu'ils auoient sous l'Empereur. Plusieurs villes d'Allemagne en font foy, particulièrement Mets, Thoul, & Verdun, & plusieurs autres, qui ont esté occupées par les Archiducs d'Autriche, sous pretexte de les auoir prises en protection. Les villes d'Italie, qui de leur origine estoient libres sous l'Empire, comme nous sommes sous nostre Roy, & lesquelles sont maintenant reduites en la seruitude des Princes particuliers, nous peuuent assez amplement tesmoigner qu'un tel changement nous apportera autant & plus de dommage, qu'il a fait à elles. Ainsi il en aduiendra à celles qui penseront de se mettre en la protection de quelque particulier, s'il n'al'ame bonne, & s'il n'est reconnu pour fort homme de bien, & desireux du soulagement du peuple : Parce que n'ayant ny Roy, ny Superieur, ny Parlement qui le retiendra de mal faire, il succera en peu de temps toutes les facultez des habitans d'icelles, iusques à la moüelle de leurs os : & d'un tyran imaginaire, duquel elles pensent se distraire, ces misérables villes tomberont en la tyrannie actuelle de diuerses sortes de personnes, quine craindront pas de les ruiner, pour leur profit & pour leur grandeur.

Si aussi leurs villes se soumettoient à quelque autre plus grande &

plus

plus puissante, comme nous desirons qu'elles le fussent à la nostre, i'estime que ce ne seroit que pour vn temps seulement, & tant & si peu que la necessité les contraindroit d'y estre; pour le regret que les habitants auroient de se voir reduits & suiets à plusieurs Bourgeois de nostre ville leurs compagnons, desquels ils ne pourroient esperer à l'aduenir vn meilleur, ny mesme vn si fauorable traitement & support que du Roy. Donc il n'est pas vray. semblable qu'ils voulussent auoir secoué le ioug de la suiétion Royale, pour tomber en celle de Bourgeoisie, & décheoir si fort de leur premiere origine, autorité, & splendeur.

Auili les Officiers des Cours souueraines & des Sieges subalternes, comme aussi ceux des finances, & sur tous les Officiers de la Couronne, & les Gouverneurs & Lieutenans generaux des Prouinces, ne consentiroient iamais à vne telle diuision, pour le grand interest qu'ils receuroient en leurs Estats; parce qu'ils se rendroient du tout inutiles, & perdroient l'autorité belle & grande qu'ils ont.

Dauantage, si l'on demande aduis à tous ceux qui ont des rentes constituées, tant sur nostre ville, que sur les tailles & sur les aides de plusieurs autres Generalitez & Ellections, si l'on doit faire vne telle diuision? ils vous diront tres-bien, que non, parce qu'ils seroient tout assurez de perdre leurs dites rentes; & par conséquent le moyen d'entretenir leur petit mesnage.

Les Princes & les grands Seigneurs qui ont de grands pays & territoires en diuerses Prouinces, ne trouueront iamais bonne vne telle diuision; de crainte de tomber en la suiétion d'aucuns particuliers, au lieu d'un Roy si grand & si puissant, lequel ils se sentent honorer de seruir & d'estre en la bonne grace.

Enfin ie ne sçay si nostre Eglise Gallicane pourra consentir à vne telle diuision. Car au lieu qu'estant sous vn Roy tel qu'est le nostre, il maintient les beaux priuileges qu'elle a, lesquels sans doute le saint Siege Romain luy feroit perdre, lors qu'elle n'auroit plus vn tel Roy pour protecteur; & d'une telle grandeur qu'elle tient aujourdhuy en la Chrestienté, elle seroit en danger de tomber en vne abisme de derision. Car celui qui occuperoit vne partie de ce Royaume, voudroit auoir les nominations des Eueschez & des Abbayes, en vertu du Concordat fait par les Papes avec nos rois: & à faute que le Pape ne consentist à vne telle nomination, ils ne craindroient point d'en iouir, ou d'en faire iouir leurs parens & leurs seruiteurs, sans Bulle, & sous leur simple prouision; tout ainssi que peu à peu les Princes d'Allemagne se sont vsurpé l'administration des Eueschez & des Abbayes, lesquelles ils baillent aujourdhuy en partage à leurs enfans. Ce qui est vne chose qui mettroit au neant l'Eglise Gallicane, & qui par conséquent renuerseroit sens dessus dessous tout l'ordre Ecclesiastique, & la discipline, la pieté & la religion qui ont accoustumé d'estre en nos Eglises Cathedrales & en nos Monasteres: au moyen de quoy il ne faut pas douter que Messieurs du

Clergé ne s'opposent tant qu'ils pourront pour empescher vne telle diuision, si preiudiciable à la Religion Catholique & à leur ordre Ecclesiastique. Il ne faut donc point s'attendre que l'on puisse faire vne telle diuision, ainsi que chacun ayant tant soit peu de connoissance des affaires du monde, le iugera aussi bien ou mieux que moy.

C'est maintenant le dernier party que ladite ville pourroit prendre, qui est de se tenir en vnion avec les autres villes en la maniere de celles de Suisse; laquelle en verité seroit plus conuenable que pas vne des autres. Mais ie doute grandement si vn tel establissement se pourroit facilement faire, à cause des presceances que chacune voudroit auoir sur ses compagnes. Car il faudroit que les villes, auparauant que de penser paruenir à vne telle vnion, chassassent ou assuiettissent tous les seigneurs Ecclesiastiques ayant iurisdiction, & la Noblesse qui sont en leurs territoires, comme ont fait celles qui sont en Suisse. Car si chacune ville n'auoit que l'enclos de ses murailles, & que les gens Ecclesiastiques & la Noblesse des champs dominassent le plat-pays, elles n'auroient aucun moyen de se maintenir, & leur association seroit inutile.

Si donc il est enseigné que ce soit vne chose facile que nos villes puissent chasser les Seigneurs Ecclesiastiques, qui ont de grands territoires à eux, comme aussi la Noblesse, ou les reduire en leur suiétion, l'on peut esperer de paruenir à vne telle liberté & ligue. Et au contraire si l'on estime que lesdits seigneurs Ecclesiastiques, & les Princes & la noblesse ne permettent iamais de se laisser reduire à obeyr aux Maires & Echeuins des villes leurs voisins, gens roturiers & inferieurs à eux, comme à leurs seigneurs Souuerains, & mesmes que le menu peuple des champs ne le trouue pas bon, il ne faut pas que l'on espere de pouoir iamais establir vne telle vnion & ligue, sans attendre vn tragique euenement en ce Royaume. Car si nos villes auoient entrepris de ce faire, ie vous laisse à iuger quelle inimitié & quelle guettre s'engendreroit parmy elles, & le Clergé, la Noblesse & le Plat-pays, par le moyen desquelles les habitans d'icelles n'oseroient se mettre sur les champs, de peur d'estre tuez ou pris prisonniers, & de payer de grosses rançons insupportables à leurs facultez, dont en peu de temps elles seroient reduites en vne telle necessité & en vne telle misere, que de republique imaginaire qu'elles se seront proposée, elles seront contraintes de tomber en la suiétion & en la tyrannie de celuy qui aura plus d'autorité autout d'elles.

Considerons donc bien, ie vous prie, ce que nous faisons, le but auquel nous deuons tendre, & les moyens pour y paruenir, deuant que de passer plus auant à vn si grand fait qu'est cettuy-cy de nostre prise des armes; car de ma part, i'aduouë n'auoir pas l'entendement & la preuoyance tels, que ie puisse iuger que cette prise des armes nous ameine vne bonne fin & vn bon repos: mais par le discours cy-

dessus, ie trouue qu'elle ne nous amenera que du malheur & de la misere, si Dieu n'y met la main : parce que nous auons si ineonsidere-
ment donné tout à coup vne si grande liberté à vn chacun de mal faire, qu'il est à craindre qu'elle n'ameinẽ vne telle licence, qu'il n'y ait plus de iustice ny de police en ce Royaume: & que le plat pais estant, comme nous l'auons mis, en la disposition des soldats, il soit loisible à celuy qui sera le plus fort, de faire tous les maux, toutes les impietez & toutes les cruautez que bon luy semblera; sans craindre qu'un Sergent, ny un Preuost des Marechaux luy mette la main sur le collet. De là aduiendra que les maisons plattes des champs seront pillées & ruinées, le bon Laboureur rançonné en sa personne, & ses meubles & son bestail volez; ce qui luy fera quitter le labeur, & le contraindra de se rendre mandiant.

Le pauvre manouurier sera bien heureux, s'il peut emporter si peu de bien qu'il a de sa maison; & la laisser deserte auparauant qu'il soit pillé, mis en chemise, rançonné, & flagellé en son pauvre corps; & qu'il voye deuant luy, les grosses larmes aux yeux, forcer sa femme, & violer ses filles, sans oser s'en plaindre, ny en mot dire, bien loin de s'en reuan-
cher, de peur d'estre luy mesme massacré.

De mesme seront tous les artisans des bons bourgs & villages, lesquels partant demeureront abandonnez; au moyen dequoy il n'y aura plus de manouurier ny d'artisans, ny de terres labourées, ny de cueillette de grains & de vins. Ce qui reduira ce pauvre & miserable peuple à vne famine & à vne mortalité inroyable.

Les bons Monasteres qui sont aux ehamps, ne seront non plus respectez ny espargnez que les mestairies des particuliers. Car le soldat insolent & libertin, qui n'a point la crainte de Dieu deuant les yeux mais son seul profit, ne fera point conscience de loger dans leur enclos, & d'y piller tout ce qu'il y pourra prendre, iusqu'aux ornemens & aux saints reliquaires.

Les Voituriers n'oseront plus continuer leur chemin ordinaire, de peur d'estre volez & rançonnez, & de perdre tout en vn coup ce qu'ils auront gagné en vn an: c'est pourquoy il n'y aura plus de commerce en la marchandise. Les bons marchands des villes qui auoient coustume de viure honnestement de leur trafic, seront bientost reduits en vne extreme paureté. Je ne veux point d'autres tesmoins de mon dire, que les marchands qui scauent le trafic qu'ils ont fait depuis deux mois en ça, pour leur seruic d'exemple à l'aduenir.

Les gens de iustice n'auront pas meilleur marché que lesdits marchands: parce qu'ils seront contrainsts de prendre vne autre vacation; n'y ayant plus persõne qui veuille plaider; tant parce que le bon droit du procez sera du costé du plus fort, qu'aussi à cause du diuorce & du chagement du Parlement de cette ville en celle de Tours, & du mépris que nous auons fait d'iceluy; ayans permis qu'un simple Procureur dudit Parle-

ment (tant respecté par les Rois & par les grands Princes) ait mené prisonniers en la Bastille le premier President, & plusieurs Conseillers du dit Parlement, deuant lesquels ledit Procureur s'estoit tenu à genoux tout le temps de sa vie, & que l'on ait chassé les gens du Roy, & le Lieutenant Ciuil, pour en establir d'autres à nostre poste, & perpetré mille indignitez à plusieurs autres gens de iustice; combien qu'aucuns d'eux ne fussent suspects de huguenotterie, mais seulement pour n'auoir pas voulu approuuer l'aduis de Messieurs de la Sorbonne, nostre prise des armes, la collecte des deniers; & enfin iurer le serment de l'union, comme depuis ont fait ceux qui tiennent de present le Parlement avec grande indignité; dérogeant à leurs qualitez & à leur deuoir. Chose qui les rendra à l'aduenir si contemptibles, qu'aucun ne fera estat de venir plaider deuant eux; pour les estimer plustost executeurs des passions d'auruy que Iuges sans passion, pour s'estre rendus sollicitateurs de la iustice, contre laquelle ce soit, sans nul excepter, du massacre aduenü à Blois; par le moyen duquel serment de Iuges, ils se sont rendus parties. Et neantmoins encore que quelques vns veulent plaider deuant eux, ce diuorce & ce mespris donnera occasion au fuyard de decliner de plaider où la partie le fera appeller, (si tant est qu'il veuille permettre d'estre adjourné & d'y respondre.) De sorte qu'en tel cas la iustice n'aura lieu que par default, qui s'executera selon la force que l'on aura en main. Mais ie doute encore si les Iuges oseront condamner aucun par default, ou autrement; de peur d'estre eux-mêmes emprisonnez, battus & tuez; puisque l'on les traite si inhumainement en nostre propre ville. Ce qui a donné exemple aux autres villes d'en faire de même aux Iuges qui différoient de signer nostre ligue & nostre vengeance, sans auoir esgard qu'ils estoient bons Catholiques, & qu'ils auoient tousiours fait la guerre aux huguenots.

Le massacre inhumainement fait sans forme & sans figure de procesz, de Duranty premier President de Thoulouze, ennemy si renommé des huguenots, & de l'Aduocat du Roy d'Affis si homme de bien, & fils du premier President d'Affis, si celebre en sa Charge, & si constant Catholique, le tout pour n'auoir pas voulu signer l'article de vengeance contre le Roy, que Monsieur l'Euesque de Comminge a introduit à Thoulouze, donne assez de courage à chacun de battre & de tuer les Iuges qui ne voudront pas iuger selon leurs passions; au moyen de quoy nous ne pouons plus esperer d'auoir de iustice, tandis qu'une telle liberté effrenée continuera; laquelle, comme ie preuoy, donnera moyen à vn chacun de se vanger à toute ouurance de ses inimitiez particulieres, sans crainte de punition: Tellement que les meurtres seront si communs, que l'on ne s'estonnera plus d'ouyr raconter le grand nombre quel'on en commettra tous les iours.

Vne telle liberré permettra qu'un miserable pere, ou vne desolée veufue qui aura vne fille belle ou riche, se la verra rauer entre ses bras,

par celuy qui la desirera, pour en faire à sa volonté.

Si quelqu'un trouue la maison de son voisin à sa bien-seance, il s'en emparera par la force, & la possession iniuste luy attribuera le bon droit.

Celuy qui desirera le benefice d'un Ecclesiastique, homme de bien & legitiment pourueu, il le luy rauira par force, sans que la iustice l'en empesche; & si l'vlurpateur est de nostre party, il sera supporté en son sacrilege & en son impieté, iusques dans nostre propre ville, comme les exemples y sont déjà apparens, à nostre grand regret. La Cure de S. Nicolas en fait ample foy.

Si d'autres Ecclesiastiques ne sont pas adhérens à nostre party, si les Curez prient Dieu d'amender le Roy, ils sont emprisonnez. Les biens des Catholiques qui ne sont pas de nostredit party, sont pilléz. Ce qui donne exemple aux autres villes d'en faire de mesme, & de chasser leurs Euesques, ou faire des corps de garde deuant leur logis, pour n'auoir pas voulu signer l'article de la vengeance. Ce qui amene un tres-grand scandale par tout, & fait parroistre que nous auons plus de passion effrenée en nos ceruelles, que de zele en nostre cœur à l'honneur de Dieu, & à l'exaltation de nostre sainte Religion Catholique.

De tels malheurs contraindront les villes & leurs Gouverneurs de s'approprier des deniers des Tailles, des Greniers à Sel & des Aydes (sur lesquels nos rentes constituées sont assignées) pour s'en seruir au payement des garnisons qu'ils seront contraintes de tenir pour la conseruation de leurs villes & du plat país, au moyen de quoy il nous faudra mandier nostre pain, & mourir de faim, car cela deffailant, nous ne pourrons rien esperer de nos domaines: & le commerce deffailant, nous ne pourrons attendre de profiter en la marchandise. Les artisans par mesme moyen n'ayans point de quoy traualier, ne pourront pas s'entretenir de leur labour. Aussi peu seront les gens de iustice; & enfin ceux d'Eglise. De sorte qu'il faut s'attendre de voir une desolation grande en tous les Estats, si cette prise d'armes continuë quelques mois: Et i'ose dire que ce malheur aduiendra si grand, que quelque paix que l'on puisse cy-apres faire, il sera bien mal-aisé à toutes qualitez de personnes de se remettre en l'estat auquel elles estoient auparauant ladite prise d'armes: & la famine & la guerre estant augmentée, comme elle sera, il faut tenir pour certain que la peste s'en ensuiuera, & que nous experimenterons par nostre propre volonté & par nostre coulpe, les trois fleaux de l'un desquels seul Dieu se contenta pour corriger le Prophete Dauid de son peché.

Voila donc les bons effets que nous voulons attendre de nostre prise d'armes si precipitée & si inconsiderée. Car cette liberté que nous auons introduite & permise à chacun, donnera courage aux plus mutins & aux saffranniers des Villes, de suppediter le Magistrat & les principaux habitants d'icelles, pour ne se pas louer des maux qu'ils feront endurer aux gens d'honneur & bien aisez, pour l'esperance qu'ils auront de se reue-

flir de leurs despoüilles, & au pis aller d'estre assurez de ne pouuoir rien perdre du leur, ny tomber en pire condition que celle en laquelle ils sont.

Nous en voyons déjà, & nous en experimentons assez d'effets dans nostre propre ville, pour douter qu'un tel malheur n'aduienne, & ie vous supplie de considerer si aucun riche & bien-aisée de nostre ville, a profité d'un liard depuis cette prise d'armes, de toutes les pilleries & rançonnemens que l'on a faits sous tel quel pretexte, ou si ç'ont esté des lastranniers & des gens qui n'auoient presque pas à eux la robbe qu'ils portoient; lesquels neantmoins pour leur audace, sont maintenant les plus redoutez & les plus respectez en nostre ville, & commandent au Parlement, à la Maison de Ville, & enfin à tout le corps d'icelles; parce que les gens d'honneur & les paisibles n'osent les contredire.

Quelle insolence, quelle impieté & iniustice se peut voir plus grande, que celle que nous auons fait faire par aucuns d'Amiens, d'emprisonner Mesdames de Longueville, Monsieur le Comte de S. Paul, & Mesdemoiselles ses sœurs, innocens des massacres faits à Blois? Quelle offense pouuoit auoir faite Madame de Longueville, mere de Monseigneur de Longueville leur Gouverneur? Et quel mal auoit aussi commis Madame de Longueville sa femme, fille de Monseigneur le Duc de Nevers, pareillement leur Gouverneur, qui leur a fait autant & plus de bons offices que nul autre Gouverneur qu'ils ayent iamais eu? & encore d'auoir emprisonné ladite fille, en vne saison qu'il estoit journellement en hasard d'estre tué par les heretiques de Poitou, où il leur faisoit rigoureusement la guerre avec tant d'incommoditez de sa personne, & en un temps d'huyver si fâcheux? Certes, ç'a esté vne miserable reconnoissance & recompense qu'ils luy ont faite. Disons-nous que ce soit pour estre politique ou fauteur d'heresie? non; car il n'en fut iamais entaché; mais bien par nostre rage & par nostre furie, & pour le penser trop homme de bien, pour adherer à nos folies. C'est bien loin de le gratifier des obligations que ceux d'Amiens luy ont, & que nous tous luy deuons auoir de combattre contre lesdits heretiques, & de prier Dieu pour luy, durant le hasard auquel il estoit, au lieu de luy faire vne iniure si grande, que d'emprisonner sa fille aisnée, & la tenir si estroitement, qu'elle ne puisse auoir nouuelles de ses pere & mere, ny de son mary, ny eux d'elle. Doutons-nous point par là, si Dieu peut estre avec nous, ou couroucé contre nous, faisant telles impietez pour nostre seule passion, & si nous deuons attendre un bon ou un miserable euenement de nos actions. C'est ce qui m'afflige, preuoyant bien qu'à l'aduenir, lors que nous serons plongez & endurcis en nos forfaits, il nous semblera nous estre loisible de faire toutes sortes de cruautéz, sous pretexte d'estre Protecteurs de la Religion Catholique, & que par un tel exemple toute la police, la iustice & l'ordre seront renuersez: d'où il arriuera que le riche deviendra pauvre, & le pauvre riche, l'homme de bien sera méprisé &

anneant, & le fol impudent & estourdy sera respecté & obey; bref chacun fera rat en paille, le Magistrat & ceux qui doivent iustement auoir l'autorité, seront maistrisez par les safranniers; les maîtres deviendront valets, & les valets maîtres, & tous les trois Estats de ce Royaume, seront renuersez & descheus de leur premiere otigine, & consequemment ruinez.

Vne telle debauche & remuement d'Estat sans doute amenera vne pauvreté, vne necessité & vne disette tres grande parmy les villes, laquelle y engendrera la diuision, comme elle fait maintenant en tous les mesnages particuliers qui sont reduits en necessité. Car l'un se prend à l'autre de son malheur & tasche de luy en attribuer la cause, & de mesme que la faim chasse le loup hors du bois, ainsi la misere esguise l'esprit des personnes, & les fait desirer d'en sortir, & de croire que le changement du Gouvernement de sa ville pourra amander sa condition: ce qui l'induit à le rechercher, & parmy cette diuision d'habitans, la plus foible partie appellera le secours forain, qui les suppliera & les reduira tous en seruitude: de sorte que cy-apres vous n'entendrez parler que de trahisons & de surprises de villes, chasteaux & maisons de Gentilshommes & gens Ecclesiastiques, avec leur entiere ruine & desolation, qui sont les effets qu'ameinent les guerres ciuiles, comme nous l'auons tres bien pû connoistre depuis vingt cinq ans en ça. Et tout ainsi que cette derniere prise des armes est plus grande & plus vniuerselle par tout ce Royaume, que n'a iamais esté aucune depuis le commencement de ces guerres ciuiles; ainsi les effets en seront plus grands, & par consequent les cruautéz & les miseres aussi plus grandes.

Sur ces entrefaictes, les Princes estrangers, tant Catholiques qu'heretiques nos voisins, ne s'endormiront pas à enuahir & empieter vne partie de ce Royaume, selon leur bien-sceance & leur commodité, le voyant ainsi affligé par la prise des armes de trois diuers partis; à scauoit celuy du Roy, le nostre avec la Noblesse associée, & celuy des heretiques & leurs adhetans, si nous les contrainsons de se joindre avec le Roy, ainsi que nous desirons qu'ils le fassent. Car tandis que nos armées se battent & font la guerre, ou assailleront quelques villes au milieu de ce Royaume, lesdits estrangers ne manqueront pas d'enuahir les fortetesses qui sont sur la frontiere de leur costé. Et bien qu'elles soient associées avec nous, il nous sera impossible de les secourir & de les exempter d'estre prises & ruinées. Car il ne faut pas douter que la plus foible desdites armées, soit la nostre ou celle des autres, ne fauorise les estrangers & ne les introduise en ce Royaume, pour se venger de ses ennemis, & pour tascher de faire vne diuersion de leurs forces, sans auoir esgard qu'ils auront esté cause de dissiper leur patrie: De sorte que ces miserables villes seront prises les vnes apres les autres, sans que l'association & l'union qu'elles auront avec nous, les puisse garantir d'estre forcées & pillées, & de tomber en la seruitude & en la ty-

rannie de leurs vsurpateurs, ainsi qu'ont fait celles cy-deuant alleguées, & plusieurs autres contenues en nos histoires. Car il ne faut pas douter que chacune ville soit dans peu de temps si empeschée à se defendre soy-mesme & à contribuer de grosses sommes de deniers pour entretenir nostre armée & pour les frais de sa garnison qu'il luy conuiendra souldoyer, qu'elle ne pourra donner vn secours suffisant à ses compaignes & alliées quand elles seront assaillies. Je crains que vous en voyez bientoist les effets en Lyonois, en Dauphiné, & sur tout en Prouence, s'il n'y est remedié. Car Monsieur de Sauoye, en vertu de l'association faite avec nos Princes, vsurpeta sur cette Couronne toutes les villes qu'il pourra attraper, soit de l'vniou ou d'autres qui sont audie pays, sans que nous l'en puissions empescher; & de nostre propre volonté, nous aurons pourchassé à ces miserables villes la seruitude en laquelle elles tomberont entre ses mains, comme celles du Piedmont; de quoy, à cause de nostre diuision, ie croy que nos Princes ne se soucieront point; tant pour estre bien aises de laisser memoire d'eux, de s'estre vengez du Roy, ayant fait dissiper la Couronne, qu'aussi pour esperer estant rompué, d'en empoigner chacun vn bon lopin.

Ie suis contraint de vous representer, ce que toutefois vous scauez comme moy, que la Noblesse qui se presente à nous pour s'associer avec nous, & sur tous leldits Princes, ne sont pousséz que par leur seul particulier interest, & non pas pour nostre bien & pour nostre profit: connoissans la grande deffiance que iustement nous auons d'eux, pour ne les vouloir pas laisser entrer les plus forts dans nos villes; de crainte qu'ils ne fassent de nous comme de leur propre domaine & de leur propre heritage, ainsi que plusieurs font des villes de seureté & d'autres, où ils ont des garnisons à leur deuotion. Car c'est vne chose irrevitable, que la Noblesse & sur tout les Princes & grands Seigneurs qui sont pauures & mal logez, desirent, soit par force ou par industrie, de s'emparer de nos villes, & se mettre à couuert, ne se tenans pas asseurez de pas vne, sinon de celles où ils ont garnison: considerans & iugeans (comme la verité est aussi) que n'estans pas leurs suiets, nous les remercierons d'un honneste congé apres qu'ils nous auront seruis en cete occasion, comme les Rois font les Colonels des Suisses & des Reistres, apres qu'ils s'en sont seruis le temps qu'ils en ont eu à faire: & par là, ceux de la Noblesse qui auront perdu pour nous secourir, auront perdu; & ceux qui seront blesez & estropiez, ce sera à leur dam: car il n'y aura non plus de recours de garantie contre nous, que les estrangers en ont enuers les Rois apres auoir esté payez de leur seruice.

Ce que feu Monseigneur frere du Roy preuoyant luy pouuoir aduenir, lors qu'il alla au secours des villes de Flandres; il tacha de s'emparer des principales dudit pays: & si l'entreprise sur Anuers eust eu lieu, ladite ville ne seroit pas en si grand repos & en si grande liberté sous vn Prince tyran & vsurpateur, qu'elle est de present. C'est vne chose qui nous
doit

doit faire ouuir les yeux, & nous faire croire que le changement de Seigneur est bien dangereux, mesme quand l'on a experimenté vn doux & vn gracieux traitement de luy. L'Euangile nous apprend que le mercenaire quitta la brebis au loup, & le vray berger la deffend; parce qu'elle est à luy, & il l'aime comme doiuent faire les bons Seigneurs, leurs bons & fideles suiets. Car à la verité le blasme d'ingratitude & de desloyauté est par trop abominable & desplaisant à Dieu: C'est pourquoy les bons suiets qui reçoient du soulagement & du bon traitement de leurs Seigneurs naturels, ne doiuent iamais se distraire de la suiétion, mais leur garder la fidelité & la loyauté qu'ils luy ont promise. Ce quinous doit seruir d'exemple, de ne nous pas distraire de la suiétion de nostre souuerain Prince, si nous ne sommes certains & bien asseurez de pouuoir amender nostre condition. Je dis au cas qu'il nous fust permis de le faire.

Considerons donc, ic vous supplie, le peu d'assurance que nous pouuons mettre en nostre association, & vnion faite, tant avec les autres villes, que particulierement avec la Noblesse, & avec nos Princes: & pour cela, mettons quelque bon ordre à nos affaires, & bien-tost; autrement nous verrons pour certain, & au plus tard dans la fin de cette année, nostre desolation.

Partant songeons bien à nostre fait, auant que d'appeller à nostre secours, voire nous mettre en la puissance de ceux qui desireront s'agrandir par nostre ruine; & ne nous laissons pas couler à vne telle extrémité, que nous soyons contraincts de nous perdre, comme font les villes qui se rendent à la mercy de leurs ennemis, pour n'auoir plus de moyens de resister contr'eux. Car tandis que la necessité ne nous pressera pas, & que l'on nous recherche, nous reccurons vne telle composition & vne telle gratification qu'il sera de besoin pour nostre seureté & pour nostre soulagement, laquelle par apres il est à craindre que nous ne puissions pas aisément obtenir.

Le miserable estat auquel est tombé par sa faute, le peuple, & sur tout le Clergé de Cambray (que feu mondit Seigneur a vsurpé sur le Roy d'Espagne, & sur l'Euesque de ladite ville) par la tyrannie de Balagny, nous doit donner vn bel exemple de ne pas changer nostre Seigneur naturel, pour en prendre vn autre. Nous voyons comme ledit Balagny, encoré qu'il soit le fils d'vn Euesque de Valence, ruine & dissipe les biens de Monsieur l'Euesque de Cambray & de son Clergé, le tenant exilé de son Euesché, de sa ville, & de sa propre maison de Cambray, & faisant son propre heritage du domaine dudit Euesque, pour estimer lay estre loisible de commettre ce sacrilege, sous pretexte qu'il est Catholique associé & affectionné à la conseruation de la Religion Catholique: chose qui est par trop scandaleuse, & pour laquelle il est excommunié en ladite Bulle *In Cerna Domini*.

Dequoy nous ne faisons pas grand compte, & pour estre en ligue avec nous, nous le hantons & nous le supportons en son sacrilege, ne longean pas qu'il nous en peut aduenir autant à nos villes associées; comme par cét exemple, l'on peut croire que ceux qui se pourront emparer de nos villes en feront de mesme: & si de fortune il n'y a pas de domaine du Clergé suffisant pour les entretenir, & leurs garnisons; ils vsurperont nos deniers communs. Et s'il n'y en a pas assez à leur phantaisie, ils mettront de nouvelles impositions sur nos marchandises, & des emprunts sur nous: & enfin, celuy qui aura quelque peu d'argent en sa bourse, sera contraint de le leur prester à iamais rendre: qui sont les effets qu'amenera nostre diuision, & l'association que nous ferons avec nos ennemis mortels, qui sont la Noblesse, & encore plus les Princes ambitieux & necessiteux, mal logez, comme i'ay cy-deuant dit, qui ne laissent pas d'auoir le courage grand & l'ambition demesurée, laquelle les a fait estre tellement gourmands, que par maniere de dire, toutes les villes de ce Royaume ne pourroient saouler leur famine.

Le croy que nous pouuons bien iuger à cette heure, auoir déjà expérimenté quelque chose de mon discours, qui seruira à le faire mieux receuoir d'un chacun. Aussi le desir que les villes (tombées par surprise ou par commandement exprez du Roy, ou par forme de leuée retée entre les mains des particuliers) ont fait parroistre d'auoir de se distraire de leur puissance & de leur sujettion, comme aucuns ont fait, pour se liberer d'estre contraints à toutes heures de leur fournir de l'argent, des viures, & toutes autres commoditez & neecessitez pour leurs gens de guerre, sur peine d'estre rigoureusement & cruellement traitez, nous doiuent bien faire ouurer les yeux, afin de ne nous pas endormir en sentinelle.

Et combien que nostre Ville ne soit pas suierte, à cause de sa grandeur, à tomber en vn tel inconuenient; neantmoins ie la deplore entre toutes les autres: parce qu'il n'y en aura aucune qui perde tant qu'elle fera. Car ayant tousiours esté la capitale de toutes les autres, & où les Rois, le Parlement, la Chambre des Comptes, la Cour des Aydes, & le Grand Conseil ont fait par si longtemps leur residence, ce qui y a fait apporter de si grandes commoditez & richesses, que iustement l'on peut dire qu'elle estoit le gouffre des richesses de tout ce Royaume: si maintenant elle perd toutes ses commoditez, & le trafic quant & quant; il ne faut nullement douter que les habitans de toutes les bonnes villes de ce Royaume; qui souloient nous venir visiter vne fois l'an pour les affaires qu'ils auoient au Roy, à la Cour de Parlement, à la Chambre des Comptes, à la Cour des Aydes, & au grand Conseil, & faisoient grand compte de nos Bourgeois, n'ayant plus affaire de nous, sinon tant que nous aurons affaire d'el-

les, ne tiendront non plus de compte de nous, qu'elles verront que nous ferons d'elles, & d'inferieures qu'elles nous estoient, elles deviendront nos compagnes, alliées, confederées & associées, & encore tant que leur plaisir & que leur commodité, & non par la nostre, les y acheminera; car quand elles penseront recevoir du dommage pour nostre occasion, ou pour nostre profit, pour s'en distraire, elles ne tarderont pas vne heure à nous quitter là, quelques promesses qu'elles nous aient faites: parce qu'elles ne manqueront point de legitime excuse, pour faire ce à quoy leur profit les appellera: De sorte que la grande autorité que nostre ville avoit sur les autres de ce Royaume, sera reduite du tout à neant, & l'herbe croistra dans peu de temps sur nos Ponts au Change & de Nostre Dame; & apres que nous aurons conformé ce que nous auons pillé aux maisons de nos Bourgeois, pour n'estre de nostre Ligue, & que nous autons espuilé nos bourgeois pour nostre despenſe ordinaire & pour les frais de la guerre; nous maudirons nos folies, & l'ambition d'autrui, qui nous aura reduits à vne telle extremité, & à vne telle misere. Car chacun nous quittera, voire nostre Vniuersité s'en ira en decadence, à cause du mauuais traitement que nous auons fait à aucuns Escoliers, & pour leur auoir osté la liberté qu'ils souloient auoir d'aller & venir à leur commodité. Ce qui retiendra leurs parens & leurs tuteurs, de ne mettre plus leurs enfans au hasard d'estre prisonniers, & de payer vne grosse somme d'argent pour leur entretenement dans la Bastille, ou pour leur rançon, au lieu d'une modérée pension que l'on payoit dans les Colleges.

De mesme seront les bons Iuges, voyant le Parlement bafſoué & dégradé de sa dignité, de son autorité, & de sa splendeur, & se voyans reduits à estre seulement executeurs des passions d'autrui, au simple commandement des plus mutins, & des plus seditieux de nostre ville, sur peine d'estre emprisonnez, comme ont esté lesdits sieurs Presidents & Conseillers. Les bons Bourgeois se voyans ainsi enfermez & rudoyez par les saffranniers, & en danger d'estre pillés & tuez, & leur liberté ostée de pouuoir aller & enuoyer aux champs, comme ils souloient faire, ils s'écouleront peu à peu de nostre ville, & la laisseront deserte, comme a fait nostre Gouverneur, pour n'auoir aucune autorité avec nous, non plus qu'ont maintenant nostre Preuost des Marchands & nos Escheuins, à cause du conseil des Quarante, que nous auons, mal à propos, estably, ce qui les rend contemptibles par le peuple, & crainte de faire chose contraire au vouloir des impudens & arrogans, de peur d'estre eux-mesmes saccagez & tuez; puisque chacun a la licence de faire les seditieux, comme bon leur semble, pour s'autoriser & se faire respecter: ausquels il ne faut pas douter que les attisans (qui pour tels malheurs ne pourront plus gagner leur vie) porteront toute ayde & assistance; tellement que nostre ville sera renuer:

lée les pieds contre mont, par la iustice diuine, si nous n'auons recours à elle, & que les plus sages de nostre ville, & d'autres, n'y mettent la main de bonne heure, auant que le mal croisse si fort qu'il ne se puisse plus guerir. Ce que ie voudrois de bon cœur que Dieu engrauast en leur cœur pour les yacheminer, parce que de ma part ie me vois en peu de temps reduit à mandier ma vie avec mes petits enfans, & vne miserable fille que i'ay à marier; & pour cela ie desirerois que nous tachassions de deltourner de dessus nous de tels blasmes & de telles miseres, auparauint qu'ils nous ayent accablez. Car si nous voulons bien considerer les euenemens de toutes les guerres precedentes; nous trouuerons qu'elles ont esté enfin terminées par la paix, comme sera aussi cette-cy. Mais ce sera apres que nous tous aurons esté ruinez quand & quand cette Monarchie. Et puis qu'ainsi est, pourquoy ne voulons nous pas commencer dès maintenant de moyenner vne paix conuenable à la gloire de Dieu & au bien de ce Royaume; sans attendre que la necessité nous y contraigne?

La guerre qui dura entre le feu Roy Henry & l'Empereur Charles cinquiesme depuis l'an mille cinq cens cinquante & vn iusques en l'an mille cinq cens cinquante neuf, que la paix fut faite entre ledit Roy & celui d'Espagne fils dudit Empereur, nous tesmoigne assez le profit que ces deux grands Monarques receurent de ladite guerre. Pareillement celle que ledit Empereur entreprit en Allemagne contre les Princes d'icelle, combien qu'il fust assisté d'une forte & puissante armée du Pape, conduite par le Cardinal Farnese Legat, son petit fils, nous tesmoigne assez par l'euenement qui en succeda, le profit qu'en eut l'Empereur & toute l'Allemagne. Je ne parleray point de nos guerres ciuiles depuis vingt ans en ça; car chacun de nous qui les a veüs, sçait assez quel bien elles nous ont apporté, & comme l'on a esté contraint de les terminer apres beaucoup de desordres.

D'ailleurs il ne faut pas douter que si nous laissons continuer de telles diuisions, les heretiques ne triomphent de nos malheurs, & ne s'agrandissent tellement, qu'apres que nous nous serons bien battus & ruinez, & qu'il ne restera plus guerres de Catholiques, il leur sera fort aisé de paracheuer de les ruiner, si mieux l'on n'aime faire accord avec eux, sans plus parler du fait de la Religion; soit parce que les Catholiques seront si affoiblis d'hommes, pour s'estre entrebattus iniustement, qu'ils ne pourront plus faire la guerre contre les heretiques, soit aussi que les moyens d'argent seront consummez & espuisiez, ou bien que la necessité, la disette & la famine aura tellement saisi le miserable peuple & les bourgeois des villes, qu'elle les fera entrer en desesperoir; ce qui fera escouler la pieté & la deuotion chrestienne de nos cœurs, de sorte que l'on ne fera point de cas de Dieu ny de la Religion, non plus que de la iustice, de la foy, de la loyauté & de l'obeissance

deuë au Roy, aux amis & aux voisins; pour n'auoir plus deuant les yeux que leur profit particulier & leur interest.

Ce qui doit bien faire iuger à tous les gens de bien qui sont deuoüillez de passion, craignans Dieu, & qui ne desirerent que les bonnes choses, qu'aucun des pretextes susdits de la prise des armes que nous auons faite, ne peut apporter aucun profit quelconque à la Religion Catholique ny de soulagement au peuple, mais plustost l'aneantissement de la religion, & la ruine des miserables Catholiques, & par ce mesme moyen leur faire reconnoistre combien Dieu est couroucé contre nous; puis qu'il ne s'est pas contenté seulement de nous laisser les ennemis heretiques que nous auons, mais qu'il ait permis que nous soyons animez entre nous mesmes, pour aduancer nostre ruine au lieu de l'euitter, & de pourchasser, comme nous deuions faire, celle desdits heretiques.

Je vous supplie de considerer, que l'accroissement de l'Empire des mahometistes, n'est aduenü que par la diuision des Potentats de la Chrestienté, qui s'entrebatoient les vns les autres, tandis que le grand Turc surpoit les Villes & les Prouinces sur les Chrestiens. Ce que Dieu a permis, parce qu'ils se reioüissoient du mal que souffroit celuy qui estoit assailly par ce grand monstre; & par là nous deuons estimer qu'autant nous en peut aduenir, par le moyen de l'agrandissement que nous preparons aux heretiques: & d'autant plus qu'il semble que Dieu couroucé les veuille faire ministres de la iustice sur nous. L'apparence y est tres-grand en Dauphiné, & particulièrement en Poictou. Car nous auon veu que tandis que monseigneur de Neuers s'emploioit à dechasser, comme il fait, les heretiques du bas Poictou; Dieu a permis qu'en six iours la ville de Niort ait esté surprise, par la seule faute & la nonchalance de ses habitans, qui negligeoient les aduertissemens qu'on leur auoit donnez, de l'entreprise qui se faisoit sur eux: & deux iours apres, Dieu a aussi permis la reddition de maillezais & de saint Mexant, sans tirer vn seul coup de canon, voire sans s'y presenter; ce qui a esté vne perte beaucoup plus grande que la conqueste que ledit sieur Duc de Neuers a faite. Car cela luy a interrompu le beau chemin de reduire (comme sans doute i'ay entendu d'un homme veritable qui estoit en son armée qu'il eust fait dans la fin d'Auril prochain) tout le Poictou net d'heretiques & de toute sorte d'exercice d'heresie. Dauantage, ie me confirme en cette opinion de l'ire de Dieu contre nous, par la surprise que le Roy de Nauarre a dernièrement faite des villes de Loudun, Chastelleraut, Thouars, Montreuil, Bellay, l'Isle Bouchard & la Haye en Touraine, sans tirer vn seul coup de canon, & de celle qui est à craindre qu'il fasse encore d'Argenton en Berry, s'il va l'attaquer, comme l'on dit; pour n'y auoir à la garde du Chasteau tres-fort, qu'un nommé Ricou peu suffisant pour cette charge, laquelle luy

a esté donnée par Madame nostre bonne Princeſſe Madame de Montpensier, en faueur du ſieur de Beaulieu ſon parent, qui eſt au ſervice de madite Dame.

Or il me ſemble que pour appaiſer le couroux de noſtre Dieu, qui ſemble vouloir entretenir les heretiques comme pour ſ'en ſervir de verges & de Bourreau pour nous flageller tant & ſi longuement que nous ne deſpouillerons pas nos vindiſtes & nos ambitions particulieres, nous devons quitter tout cela, pour n'embraſſer que l'exaltation de ſa gloire & de ſon honneur; & pour ce faire ne nous pas fier ſur nos bras & ſur nos armes, ny en nos ceruelles & en noſtre bonne conduire, ny ſur le ſouleuement & appuy de nos Princes, comme eſtans les ſeuls pilliers de ſa ſainte Eglise, mais ſur le ſeul Dieu tout-puiſſant, createur de tout l'univers. Autrement il renuerſera en vne heure tous nos deſſeins, comme il a fait ceux des conſtructeurs de la Tour de Babel, voulant eſtre reconnu le ſeul ſouſtien de ſa ſainte foy & de ſa Religion Catholique, & le donateur des victoires des batailles.

C'eſt pourquoy retirons nous, retirons-nous, ie vous ſupplie à joindre mes mains, vers luy, avec le cœur contrit & humilié, reiettant à part toutes nos paſſions & tous nos intereſts particuliers, & les ambitions d'autrui; reſignans entre ſes mains toutes nos penſées & nos volontez; luy demandant pardon de nos fautes & de nos pechez, le ſuppliant de nous enſeigner ce que nous devons faire, & de nous donner ce qui nous eſt neceſſaire, & non pas ce que nous deſirons, ainſi qu'il nous a enſeigné de prier par l'Oraiſon quotidienne, diſant : *Ta volonté ſoit faite en la terre comme au Ciel, donne nous noſtre pain quotidien*; qui eſt ce qui nous eſt neceſſaire : & lors il ne faut pas douter qu'il n'ait pitié de ſon pauvre troupeau Chreſtien, & qu'il ne le redreſſe ſur le bon chemin; luy donnant les moyens de ſ'exempter de tels dangers, & quelque bon expedient que l'on pourra trouver par vne conference faite avec ceux qui ſont remplis de pieté Chreſtienne, & qui ſont deſpouillez de telles ambitions & paſſions particulieres.

Car il ne faut pas ſ'attendre que noſdits Princes & la Nobleſſe deſirent jamais que l'on faſſe aucun accord : parce qu'eſperant de ſ'autorifer en ce Royaume par les armes, ils ne les poſeront jamais de leur gré, & moins encore taſcheront-ils de faire deliurer Meſſieurs les Cardinal de Bourbon, & Ducs de Guiſe & d'Elbeuf, pour erainte qu'ils ont que toutes les villes & la Nobleſſe les honorent plus qu'eux; & que de Chefs des armées qu'ils ſont mainrenant, ils ne deviennent Lieutenans. C'eſt pourquoy il faut que de nous meſmes nous cherchions d'autres moyens que les leurs pour deſtourner cet orage, & empêcher noſtre ruine. Car ne les pouans pas eſperer d'eux, il faut croire fermement qu'ils nous perſuaderont de tout leur pouuoir de n'eſcouter aucune ouuerture d'accord; tant ſ'en faut qu'ils conſeillent de la rechercher.

Car à la verité nous ne pouuons pas iustement ny en saine con-
science, continuer plus auant en cette prise des armes faite si à la ha-
ste & sur le simple aduis de Messieurs de la Sorbonné, qui n'ont au-
cun pouuoir (comme j'ay dit) d'excommunier vn simple homme, tant
s'en faut qu'ils l'ayent de desliet le serment de fidelité des suiets à
l'endroit du Roy : & d'autant moins, qu'il nous appert que nostre
saint Pere assisté du sacré College de Messieurs les Cardinaux, ne le
trouue pas bon, ne l'ayant pas voulu approuuer ny confirmer depuis
le septiesme Ianuier dernier, qu'il fut donné & enuoyé à sa Sainteté par
deux ou trois personnes expressees, pour la supplier de l'approuuer; estant
retournez auec le refus de nostre requeste. Ce qui nous doit faire con-
noistre que ledit aduis de la Sorbonne n'est pas authentique ny iuste, &
que sa Sainteté veut attendre que le Roy s'humilie deuant elle pour luy
demander absolution, afin de la luy donner. Ce que faisant, il ren-
uersera ledit aduis de Messieurs nos Docteurs, & par ce moyen nous
aurons perdu le plus beau pretexte que nous ayons d'auoir pris les armes
contre luy. Car il ne faut nullement douter que si le Roy se remet bien
auec sa Sainteté pour le regard du spirituel, elle ne le fauorise de tout
son pouuoir au temporel, pour l'interest qu'à le saint Siege de conser-
uer l'entiere autorité du Roy dans ce royaume, comme le premier fils
de l'Eglise: Et à cette occasion, il est à craindre qu'il ne nous excom-
munie, si nous ne prestons l'obeyssance qui est deuë au Roy apres sa
reconciliation. C'est vne chose que nous deuons bien peser: car nous
deffaillant vn tel pretexte, nous serons declarez vrayz rebelles, &
comme tels possibles chastiez. Car j'ay appris vn prouerbe, que les Prin-
ces & les grands se reconcilient, & laissent les inferieurs au boubier,
auquel vous voyez le grand hazard que nous courons d'y estre veutrez
à l'appetit d'autruy.

Partant despoüillons nous de toutes ces passions (comme ie l'ay
tant de fois reitéré, parce que c'est eela seulement qui nous a poussez
à mal faire) & faisons ce que iustement nous deuons contre les here-
tiques, & taschons de les ruiner, & non pas nostre Roy, nostre Reli-
gion, nostre patrie, & nous-mesmes, auec tant de pauures Chrestiens,
femmes veufues, & enfans orphelins de Iesus. Christ, comme nous fe-
rons si nous nous laissons conduire par nostre rage & par nostre furie;
donnant occasion au monde de croire, qu'une telle prise des armes &
vne telle rebellion soit vne vraye maladie populaire qui nous ait em-
brouillez les vns apres les autres, à faire ce que nous auons fait: tout
ainsi que nous fismes en l'année mille cinq cens quatre-vingt quatre,
les processions en habit de toille blanche, estimans lors, comme nous
faisons maintenant, ne pouuoir estre tenus bons Catholiques si nous
n'entrons en Ligue, & si nous ne nous faisons paroistre plus passion-
nez que les autres à crier vengeance & à faire mille impietez. Ce qui est

peuvent recevoir aucun repos ny aucune consolation; voyant vn si grand & vn si horrible tonnerre imminent sur nostre pauvre patrie, pour la destruire comme fut Hierusalem enduree en son peché, non-obstant l'aduertissement de Hieremie. Ce qui me fait conseiller à tous mes compatriottes & bons Catholiques, de ne pas mespriser le mien, encore qu'il ne soit pas de Prophete, mais de zelateur Catholique & bon Bourgeois à se reduire, à rechercher & embrasser les remedes necessaires à nos miseres, & à mettre la main à la rame & aux cordages, pour reduire cette nasselle de Saint Pierre, à bon port, comme nous deuons tous, & comme ie desire faire de ma part; afin de pouuoir profiter à l'exaltation de nostre sainte Religion Catholique, à la conservation & au repos de nostre patrie. Au contraire, lors que ie veray nos cœurs endurcis à mal faire, & hors d'esperance d'vne bonne reconciliation; ie me refoudray d'essuyet ma plume, de reposer ma langu & d'abandonner tout mon pauvre petit mesnage, pour me retirer avec Dieu hors de nostredite patrie; afin d'éuiter d'estre accusé à tort, d'auoir esté ministre, voire seulement participant ou telmoin de nostre calamité.

Ie supplie donc le bon Dieu de tout mon cœur, de fauoriser tant ce mien Aduertissement, qu'il touche le cœur des gens de bien; afin de les faire employer à paruenir à vne bonne reconciliation, & faire la guerre contre les heretiques, pour les aneantir du tout & releuer la gloire de Dieu, & remettre cet affligé Royaume en repos, & le restaurer en la grandeur qu'il estoit il y a trente ans; & en ce faisant, nous donner apres nostre deceeds l'eternel repos. Ainsi Dieu nous en fasse la grace. Fait en nostre ville de Paris, au mois de Mars 1589.

F I N.











